ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

établie par le Service des Archives de l'Assemblée Nationale

Du 1er janvier 1985 au 1er avril 1986

7e Législature

Deuxième session extraordinaire de 1984-1985	23 et 24 janvier 1985.
Seconde session ordinaire de 1984-1985	Du 2 avril au 29 juin 1985.
Troisième session extraordinaire de 1984-1985.....	Du 1er au 26 juillet 1985.
Quatrième session extraordinaire de 1984-1985.....	Du 12 au 20 août 1985.
Première session ordinaire de 1985-1986	Du 2 octobre au 20 décembre 1985.
Première session extraordinaire de 1985-1986.....	21 et 22 décembre 1985.
Deuxième session extraordinaire de 1985-1986	Du 9 janvier au 28 février 1986.

ABRÉVIATIONS

Socialiste.....	Groupe socialiste.
R.P.R.	Groupe du rassemblement pour la République.
U.D.F.....	Groupe de l'union pour la démocratie française.
Communiste...	Groupe communiste.
N.I.....	Députés n'appartenant à aucun groupe.

EXPLICATION DES SIGLES

A.C.P.	Afrique Caraïbes Pacifique.
A.F.M.E.	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.
A.F.P.A.	Association pour la formation professionnelle des adultes.
A.G.I.R.C.	Association générale des institutions de retraite des cadres.
A.M.O.F.	Association de main-d'œuvre et de formation.
A.N.A.H.	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
A.N.P.E.	Agence nationale pour l'emploi.
A.P.L.	Aide personnalisée au logement.
ARRCO	Association des régimes de retraite complémentaire.
A.T.O.S.	Agents techniques et ouvriers spécialisés.
B.A.P.S.A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B.E.P.	Brevet d'enseignement professionnel.
B.T.P.	Bâtiment et travaux publics.
C.A.E.C.L.	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
C.A.P.	Certificat d'aptitude professionnelle.
C.A.T.	Centres d'aides par le travail.
C.C.A.S.	Centre communal d'action sociale.
C.E.A.	Commissariat à l'énergie atomique.
C.E.C.A.	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
C.E.E.	Communauté économique européenne.
C.E.F.E.	Centre d'enseignement du français à l'étranger.
C.H.U.	Centre hospitalo-universitaire.
CILOF	Compagnie immobilière pour le logement des fonctionnaires civils et militaires.
C.I.R.A.	Centre interministériel de renseignements administratifs.
C.I.R.I.	Comité interministériel des restructurations industrielles.
CNEXO	Centre national pour l'exploitation des océans.
C.N.P.F.	Conseil national du patronat français.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement.
C.O.B.	Commission des opérations de bourse.
CODER	Comité de développement économique régional.
CODERPA	Comités départementaux des retraités et personnes âgées.
COTOREP	Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel.
C.R.A.M.	Caisse régionale d'assurance maladie.
C.R.O.U.S.	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
C.R.P.F.	Centre régional de propriété forestière.
C.R.S.	Compagnies républicaines de sécurité.
C.U.M.A.	Coopérative d'utilisation de matériels agricoles.
D.D.A.S.S	Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.
D.A.T.A.R.	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
D.E.A.	Diplôme d'études approfondies.
D.O.M.	Département d'outre-mer.
D.G.E.	Dotation globale d'équipement.
D.G.F.	Dotation globale de fonctionnement.
D.G.T.	Direction générale des télécommunications.
E.A.R.L.	Entreprise agricole à responsabilité limitée.
E.U.R.L.	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.
E.N.A.	Ecole nationale d'administration.
F.A.C.	Fonds d'action culturelle.
F.C.T.V.A.	Fonds de compensation de la T.V.A..
F.I.N.U.L.	Force d'interposition des Nations Unies au Liban.
F.L.N.K.S.	Front de libération nationale kanak-socialiste.
F.N.A.C.	Fédération nationale d'achats des cadres.
F.N.E.	Fonds national pour l'emploi.
F.N.S.	Fonds national de solidarité.
F.S.G.T.	Fonds spécial de grands travaux.
G.A.E.C.	Groupement agricole d'exploitation en commun.
G.A.L.	Groupe armé de libération.
H.L.M.	Habitation à loyer modéré.
I.D.S.	Initiative de défense stratégique.
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
I.G.A.S.	Inspection générale des affaires sociales.
I.G.F.	Impôt sur les grandes fortunes.
I.N.S.E.E.	Institut national de la statistique et des études économiques.
I.N.S.E.R.M.	Institut national de la santé et de la recherche médicale.
I.S.M.	Indemnité spéciale de montagne.
I.U.T.	Institut universitaire de technologie.
L.O.T.I.	Loi d'orientation des transports intérieurs.
M.R.G.	Mouvement des radicaux de gauche.
O.N.A.C.	Office national des anciens combattants.
O.N.F.	Office national des forêts.
O.N.G.	Organisation non gouvernementale.
P.A.H.	Prêt pour l'amélioration de l'habitat.
P.A.L.U.L.O.S.	Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
P.A.P.	Prêt d'accession à la propriété.
P.C.	Prêt conventionné.
P.E.L.	Plan d'épargne logement.
P.M.E.	Petites et moyennes entreprises.
P.M.I.	Petites et moyennes industries.
P.O.S.	Plan d'occupation des sols.
P.T.T.	Postes, téléphone et télécommunications.
P.V.D.	Pays en voie de développement.
R.F.A.	République fédérale d'Allemagne.
R.F.O.	Radio-France outre-mer.
R.F.P.	Régie française de publicité.
R.P.C.R.	Rassemblement pour la Calédonie dans la République.

S.A.C.E.M.	Société des auteurs-compositeurs et éditeurs de musique.
S.A.F.E.R.	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S.A.R.L.	Société anonyme à responsabilité limitée.
S.C.O.P.	Sociétés coopératives ouvrières de production.
S.D.A.M.U.	Service départemental d'aide médicale urgente.
S.F.P.	Société française de production.
S.G.D.N.	Secrétariat général de la défense nationale.
SICAV	Société d'investissement à capital variable.
S.L.I.M.U.	Service local d'intervention médicale urgente.
S.M.I.	Surface minimale d'installation.
S.M.I.C.	Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
S.N.L.E.	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
T.D.F.	Télédiffusion de France.
T.G.V.	Train à grande vitesse.
T.O.M.	Territoire d'outre-mer.
T.U.C.	Travaux d'utilité collective.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.E.O.	Union de l'Europe occidentale.
U.E.R.	Unité d'enseignement et de recherche.
U.G.B.	Unité de gros bétail.
U.N.A.P.E.L.	Union nationale des associations de parents d'élèves.
U.N.I.L.	Union nationale interprofessionnelle du logement.
Z.E.P.	Zone éducative prioritaire

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication,
la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1985-1986

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
23 janvier	24 janvier	1 à 32	1	001	30 mai	31 mai	1291 à 1362	33	034
24 janvier	25 janvier	33 à 46	2	002	31 mai	1er juin	1363 à 1374	34	035
2 avril	3 avril	47 à 54	3	003	3 juin	4 juin	1375 à 1396	35	036
3 avril	4 avril	55 à 84	4	004	4 juin	5 juin	1397 à 1458	36	037
9 avril	10 avril	85 à 108	5	005	5 juin	6 juin	1459 à 1490	37	038
10 avril	11 avril	109 à 138	6	006	6 juin	7 juin	1491 à 1536	38	039
11 avril	12 avril	139 à 184	7	007	7 juin	8 juin	1537 à 1550	39	040
12 avril	13 avril	185 à 198	8	008	11 juin	12 juin	1551 à 1628	40	041
16 avril	17 avril	199 à 228	9	009	12 juin	13 juin	1629 à 1660	41	042
17 avril	18 avril	229 à 244	10	010	13 juin	14 juin	1661 à 1692	42	043
18 avril	19 avril	245 à 258	11	011	14 juin	15 juin	1693 à 1704	43	044
19 avril	20 avril	259 à 274	12	012	18 juin	19 juin	1705 à 1750	44	045
22 avril	23 avril	275 à 296	13	013	19 juin	20 juin	1751 à 1780	45	046
23 avril	24 avril	297 à 328	14	014	20 juin	21 juin	1781 à 1844	46	047
24 avril	25 avril	329 à 382	15	015	21 juin	22 juin	1845 à 1890	47	048
25 avril	26 avril	383 à 436	16	016	24 juin	25 juin	1891 à 1922	48	049
26 avril	27 avril	437 à 522	17	017	25 juin	26 juin	1923 à 1984	49	050
2 mai	3 mai	523 à 552	18	018	26 juin	27 juin	1985 à 2046	50	051
3 mai	4 mai	553 à 566	19	019	27 juin	28 juin	2047 à 2140	51	052
6 mai	7 mai	567 à 604	20	020	28 juin	29 juin	2141 à 2236	52	053
7 mai	8 mai	605 à 628	21	021	29 juin	30 juin	2237 à 2288	53	054
9 mai	10 mai	629 à 690	22	022	1er juillet	2 juillet	2289 à 2290	54	055
10 mai	11 mai	691 à 754	23	023	10 juillet	11 juillet	2291 à 2370	55	056
14 mai	15 mai	755 à 784	24	024	11 juillet	12 juillet	2371 à 2398	56	057
15 mai	16 mai	785 à 808	25	025	25 juillet	26 juillet	2399 à 2462	57	058
20 mai	21 mai	809 à 854	26	026	26 juillet	27 juillet	2463 à 2474	58	059
21 mai	22 mai	855 à 990	27	027	12 août	13 août	2475 à 2514	59	060
				028	20 août	21 août	2515 à 2555	60	061
22 mai	23 mai	991 à 1086	28	029	2 octobre	3 octobre	2556 à 2616	61	062
23 mai	24 mai	1087 à 1166	29	030	3 octobre	4 octobre	2617 à 2654	62	063
24 mai	25 mai	1167 à 1182	30	031	4 octobre	5 octobre	2655 à 2706	63	064
28 mai	29 mai	1183 à 1252	31	032	7 octobre	8 octobre	2707 à 2748	64	065
29 mai	30 mai	1253 à 1290	32	033	8 octobre	9 octobre	2749 à 2834	65	066

DATE des seances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
9 octobre. . .	10 octobre	2835 à 2896	66	067	28 novembre .	29 novembre . .	4983 à 5034	98	100
10 octobre. . .	11 octobre	2897 à 2964	67	068	29 novembre .	30 novembre . .	5035 à 5094	99	101
11 octobre. . .	12 octobre	2965 à 2976	68	069	2 décembre .	3 décembre. . .	5095 à 5162	100	102
14 octobre. . .	15 octobre	2977 à 3010	69	070	3 décembre .	4 décembre. . .	5163 à 5230	101	103
15 octobre. . .	16 octobre	3011 à 3080	70	071	4 décembre .	5 décembre. . .	5231 à 5344	102	104
16 octobre. . .	17 octobre	3081 à 3162	71	072					105
17 octobre. . .	18 octobre	3163 à 3250	72	073	5 décembre .	6 décembre. . .	5345 à 5402	103	106
18 octobre. . .	19 octobre	3251 à 3298	73	074	6 décembre .	7 décembre. . .	5403 à 5566	104	107
22 octobre. . .	23 octobre	3299 à 3358	74	075					108
23 octobre. . .	24 octobre	3359 à 3434	75	076	7 décembre .	8 décembre. . .	5567 à 5622	105	109
24 octobre. . .	25 octobre	3435 à 3504	76	077	8 décembre .	9 décembre. . .	5623 à 5700	106	110
25 octobre. . .	26 octobre	3505 à 3550	77	078	9 décembre .	10 décembre. . .	5701 à 5784	107	111
28 octobre. . .	29 octobre	3551 à 3598	78	079	10 décembre .	11 décembre. . .	5785 à 5852	108	112
29 octobre. . .	30 octobre	3599 à 3664	79	080	11 décembre .	12 décembre. . .	5853 à 5950	109	113
30 octobre. . .	31 octobre	3665 à 3744	80	081					114
31 octobre. . .	1er novembre. .	3745 à 3810	81	082	12 décembre .	13 décembre. . .	5951 à 6150	110	115
4 novembre .	5 novembre . .	3811 à 3880	82	083					116
5 novembre .	6 novembre . .	3881 à 3958	83	084	13 décembre .	14 décembre. . .	6151 à 6194	111	117
6 novembre .	7 novembre . .	3959 à 4030	84	085	16 décembre .	17 décembre. . .	6195 à 6216	112	118
7 novembre .	8 novembre . .	4031 à 4122	85	086	17 décembre .	18 décembre. . .	6217 à 6328	113	119
8 novembre .	9 novembre . .	4123 à 4196	86	087					120
12 novembre .	13 novembre . .	4197 à 4258	87	088	18 décembre .	19 décembre. . .	6329 à 6398	114	121
13 novembre .	14 novembre . .	4259 à 4344	88	089	19 décembre .	20 décembre. . .	6399 à 6504	115	122
14 novembre .	15 novembre . .	4345 à 4402	89	090					123
15 novembre .	16 novembre . .	4403 à 4442	90	091	20 décembre .	21 décembre. . .	6505 à 6584	116	124
19 novembre .	20 novembre . .	4443 à 4526	91	092	21 décembre .	22 décembre. . .	6585 à 6650	117	125
20 novembre .	21 novembre . .	4527 à 4596	92	093	22 décembre .	23 décembre. . .	6651 à 6674	118	126
21 novembre .	22 novembre . .	4597 à 4668	93	094	9 janvier . . .	10 janvier	1 à 10	1	001
22 novembre .	23 novembre . .	4669 à 4772	94	095	12 février . . .	13 février.	11 à 20	2	002
				096	13 février . . .	14 février.	21 à 24	3	003
25 novembre .	26 novembre . .	4773 à 4858	95	097	27 février . . .	28 février.	25 à 34	4	004
26 novembre .	27 novembre . .	4859 à 4924	96	098	28 février . . .	1er mars.	35 à 40	5	005
27 novembre .	28 novembre . .	4925 à 4982	97	099					

INDICATIONS PRÉLIMINAIRES

	Pages
I. - **Composition de l'Assemblée nationale :**	
1. Liste par ordre alphabétique des députés, à la date du 1er janvier 1985	9
2. Liste par circonscription des députés, à la date du 1er janvier 1985	15
II. - **Modifications de la composition de l'Assemblée nationale :**	
A. - Elections :	
1. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique	21
2. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription	21
B. - Député nommé membre du Gouvernement	21
C. - Cessation de fonctions par suite de renouvellement d'une mission temporaire	21
D. - Démission de députés	21
E. - Députés décédés	22
III. - **Groupes politiques**	23
IV. - **Bureau de l'Assemblée nationale**	25
V. - **Commissions permanentes**	26
VI. - **Commissions « ad hoc »**	28
VII. - **Commissions mixtes paritaires**	29
VIII. - **Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlementaires**	31
IX. - **Autres délégations de l'Assemblée nationale**	33
X. - **Délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes**	34
XI. - **Députés chargés d'une mission temporaire**	35
XII. - **Sessions**	36
XIII. - **Composition du Gouvernement de M. Laurent Fabius :**	
1. Par ordre alphabétique	37
2. Par ministère	37
3. Modifications	38

I. – COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. – LISTE PAR ORDRE ALPHABETIQUE DES DEPUTES A LA DATE DU 1er JANVIER 1985

MM. Maurice ADEVAH-PŒUF ..... Puy-de-Dôme (4e).
Jean-Marie ALAIZE ..... Ardèche (3e).
Nicolas ALFONSI ..... Corse-du-Sud (1re).
Edmond ALPHANDÉRY Maine-et-Loire (3e).
Jean ANCIANT ..... Oise (4e).
Renè ANDRÉ ..... Manche (2e).
Gustave ANSART ..... Nord (20e).
Vincent ANSQUER ..... Vendée (4e).
François ASENSI ..... Seine-Saint-Denis (8e).
Emmanuel AUBERT ..... Alpes-Maritimes (4e).
François d'AUBERT ..... Mayenne (1re).
Andrè AUDINOT ..... Somme (5e).
Robert AUMONT ..... Aisne (1re).
Pierre BACHELET ..... Alpes-Maritimes (6e).
Jacques BADET ..... Loire (3e).
Jean-Pierre BALLIGAND Aisne (3e).
Georges BALLY ..... Isère (7e).
Paul BALMIGÈRE ..... Hérault (4e).
Gérard BAPT ..... Haute-Garonne (2e).
Régis BARAILLA ..... Aude (2e).
Bernard BARDIN ..... Nièvre (3e).
Michel BARNIER ..... Savoie (2e).
Raymond BARRE ..... Rhône (4e).
Jacques BARROT ..... Haute-Loire (1re).
Jean-Jacques BARTHE ..... Pas-de-Calais (7e).
Claude BARTOLONÉ ..... Seine-Saint-Denis (6e).
Pierre BAS ..... Paris (4e).
Philippe BASSINET ..... Hauts-de-Seine (13e).
Jean-Claude BATEUX ..... Seine-Maritime (4e).
Umberto BATTIST ..... Nord (22e).
Henri BAUDOUIN ..... Manche (3e).
Jacques BAUMEL ..... Hauts-de-Seine (8e).
Henri BAYARD ..... Loire (7e).
Raoul BAYOU ..... Hérault (5e).
Jean BEAUFILS ..... Seine-Maritime (9e).
Jean BEAUFORT ..... Finistère (6e).
Guy BÊCHE ..... Doubs (2e).
Jacques BECQ ..... Somme (4e).
Firmin BEDOUSSAC ..... Cantal (1re).
Jean BÉGAULT ..... Maine-et-Loire (4e).
Roland BEIX ..... Charente-Maritime (3e).
André BELLON ..... Alpes-de-Haute-Provence (2e).
Jean-Michel BELORGEY Allier (4e).
Serge BELTRAME ..... Vosges (4e).
Georges BENEDETTI ..... Gard (2e).
Jean-Jacques BENÉTIÈRE ..... Loire (5e).
Pierre de BÉNOUVILLE Paris (12e).
Michel BÉRÉGOVOY ..... Seine-Maritime (1re).
Christian BERGELIN ..... Haute-Saône (1re).

MM. Jean BERNARD ..... Meuse (1re).
Pierre BERNARD ..... Tarn (1re).
Roland BERNARD ..... Rhône (12e).
Michel BERSON ..... Essonne (1re).
Wilfrid BERTILE ..... La Rèunion (3e).
Louis BESSON ..... Savoie (1re).
Marcel BIGEARD ..... Meurthe-et-Moselle (5e).
André BILLARDON ..... Saône-et-Loire (3e).
Alain BILLON ..... Paris (29e).
Claude BIRRAUX ..... Haute-Savoie (3e).
Paul BLADT ..... Moselle (6e).
Jacques BLANC ..... Lozère (2e).
Serge BLISKO ..... Paris (14e).
Alain BOCQUET ..... Nord (19e).
Jean-Claude BOIS ..... Pas-de-Calais (13e).
Gilbert BONNEMAISON Seine-Saint-Denis (1re).
Alain BONNET ..... Dordogne (3e).
Augustin BONREPAUX Ariège (1re).
André BOREL ..... Vaucluse (2e).
Jean-Michel BOUCHERON ..... Charente (1re).
Jean-Michel BOUCHERON ..... Ille-et-Vilaine (2e).
Bruno BOURG-BROC ..... Marne (3e).
René BOURGET ..... Isère (6e).
Pierre BOURGUIGNON Seine-Maritime (3e).
Loïc BOUVARD ..... Morbihan (4e).
Jean-Pierre BRAINE ..... Oise (3e).
Jean-Guy BRANGER ..... Charente-Maritime (2e).
Benjamin BRIAL ..... Wallis-et-Futuna.
Maurice BRIAND ..... Côtes-du-Nord (4e).
Jean BRIANE ..... Aveyron (1re).
Jean BROCARD ..... Haute-Savoie (1re).
Albert BROCHARD ..... Deux-Sèvres (3e).
Alain BRUNE ..... Jura (1re).
André BRUNET ..... Drôme (3e).
Jacques BRUNHES ..... Hauts-de-Seine (1re).
Georges BUSTIN ..... Nord (18e).
Robert CABÉ ..... Landes (3e).
Mme Denise CACHEUX ..... Nord (16e).
MM. Jacques CAMBOLIVE ..... Aude (3e).
Jean-Marie CARO ..... Bas-Rhin (5e).
Michel CARTELET ..... Aube (3e).
Raoul CARTRAUD ..... Vienne (3e).
Jean-Claude CASSAING Corrèze (2e).
Elie CASTOR ..... Guyane.
Laurent CATHALA ..... Val-de-Marne (5e).
Robert de CAUMONT ..... Hautes-Alpes (2e).
Jean-Charles CAVAILLÉ Morbihan (3e).
Aimé CÉSAIRE ..... Martinique (2e).

M. Jacques CHABAN-DELMAS .... Gironde (2e).
Mme Colette CHAIGNEAU ..... Charente-Maritime (1re).
MM. Guy CHANFRAULT ..... Haute-Marne (2e).
Robert CHAPUIS ..... Ardèche (1re).
Jean-Paul CHARIÉ ..... Loiret (3e).
Bernard CHARLES ..... Lot (1re).
Serge CHARLES ..... Nord (9e).
Gilles CHARPENTIER .... Ardennes (3e).
Michel CHARZAT ..... Paris (30e).
Gérard CHASSEGUET ..... Sarthe (1re).
Albert CHAUBARD ..... Allier (2e).
Guy-Michel CHAUVEAU Sarthe (3e).
Alain CHENARD ..... Loire-Atlantique (2e).
Daniel CHEVALLIER ..... Hautes-Alpes (1re).
Jacques CHIRAC ..... Corrèze (3e).
Paul CHOMAT ..... Loire (1re).
Didier CHOUAT ..... Côtes-du-Nord (3e).
Pascal CLÉMENT ..... Loire (6e).
Michel COFFINEAU ..... Val-d'Oise (5e).
Michel COINTAT ..... Ille-et-Vilaine (5e).
Georges COLIN ..... Marne (1re).
Gérard COLLOMB ..... Rhône (2e).
Jean-Hugues COLONNA Alpes-Maritimes (3e).
Jean COMBASTEIL ..... Corrèze (1re).
Mme Nelly COMMERGNAT .... Creuse (2e).
MM. Roger CORRÈZE ..... Loir-et-Cher (2e).
Michel COUILLET ..... Somme (3e).
Lucien COUQUEBERG Territoire de Belfort (1re).
Pierre-Bernard COUSTÉ Rhône (5e).
Maurice COUVE de MURVILLE ..... Paris (6e).
Jean-Marie DAILLET ..... Manche (1re).
Louis DARINOT ..... Manche (5e).
Marcel DASSAULT ..... Oise (1re).
Pierre DASSONVILLE ..... Nord (2e).
Michel DEBRÉ ..... Réunion (1re).
Christian DEFARGE ..... Dordogne (1re).
Jean-Pierre DEFONTAINE ..... Pas-de-Calais (2e).
Marcel DEHOUX ..... Nord (21e).
Bertrand DELANOÉ ..... Paris (26e).
Georges DELATRE ..... Seine-Maritime (10e).
André DELEHEDDE ..... Pas-de-Calais (1re).
Georges DELFOSSE ..... Nord (1re).
Henry DELISLE ..... Calvados (2e).
Xavier DENIAU ..... Loiret (4e).
Albert DENVERS ..... Nord (11e).
Charles DEPREZ ..... Hauts-de-Seine (5e).
Bernard DEROSIER ..... Nord (4e).
Jean DESANLIS ..... Loir-et-Cher (3e).
Freddy DESCHAUX-BEAUME ..... Eure (4e).
Jean-Paul DESGRANGES ..... Allier (1re).
Jean-Claude DESSEIN ..... Somme (1re).
Jean-Pierre DESTRADE Pyrénées-Atlantiques (4e).
Paul DHAILLE ..... Seine-Maritime (5e).
Yves DOLLO ..... Côtes-du-Nord (1re).
Jacques DOMINATI ..... Paris (2e).
Maurice DOUSSET ..... Eure-et-Loire (3e).
Raymond DOUYÈRE ..... Sarthe (2e).
René DROUIN ..... Moselle (3e).
Guy DUCOLONÉ ..... Hauts-de-Seine (11e).
Jean-Louis DUMONT ..... Meuse (2e).
Dominique DUPILET ..... Pas-de-Calais (6e).
Jean DUPRAT ..... Hautes-Pyrénées (2e).
Mme Lydie DUPUY ..... Gers (2e).
MM. Paul DURAFFOUR ..... Saône-et-Loire (2e).
Adrien DURAND ..... Lozère (1re).
Guy DURBEC ..... Var (3e).
Jean-Paul DURIEUX ..... Meurthe-et-Moselle (7e).
André DUROMÉA ..... Seine-Maritime (7e).
Roger DUROURE ..... Landes (1re).
André DURR ..... Bas-Rhin (3e).
Job DURUPT ..... Meurthe-et-Moselle (2e).
Lucien DUTARD ..... Dordogne (4e).
Manuel ESCUTIA ..... Paris (28e).
Marcel ESDRAS ..... Guadeloupe (3e).
Jean ESMONIN ..... Côtes-d'Or (1re).
Claude ESTIER ..... Paris (25e).
Claude EVIN ..... Loire-Atlantique (6e).
Jean FALALA ..... Marne (2e).
Alain FAUGARET ..... Nord (8e).
Charles FÈVRE ..... Haute-Marne (1re).
Mme Berthe FIÉVET ..... Cher (3e).
MM. François FILLON ..... Sarthe (4e).
Jacques FLEURY ..... Somme (2e).
Jacques FLOCH ..... Loire-Atlantique (3e).
Roland FLORIAN ..... Oise (2e).
Jean FONTAINE ..... La Réunion (2e).
Pierre FORGUES ..... Hautes-Pyrénées (1re).
Raymond FORNI ..... Territoire de Belfort (2e).
Roger FOSSE ..... Seine-Maritime (8e).
Jacques FOUCHIER ..... Deux-Sèvres (2e).
Jean-Pierre FOURRÉ ..... Seine-et-Marne (2e).
Jean FOYER ..... Maine-et-Loire (2e).
Mmes Martine FRACHON ..... Yvelines (3e).
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS ... Hauts-de-Seine (7e).
MM. Georges FRÊCHE ..... Hérault (1re).
Edouard FRÉDÉRIC-DUPONT Paris (5e).
Dominique FRELAUT ..... Hauts-de-Seine (3e).
Jean-Paul FUCHS ..... Haut-Rhin (1re).
Jean-Pierre GABARROU Tarn (2e).
René GAILLARD ..... Deux-Sèvres (1re).
Jean GALLET ..... Eure-et-Loir (1re).
Robert GALLEY ..... Aube (2e).
Gilbert GANTIER ..... Paris (21e).
Edmond GARCIN ..... Bouches-du-Rhône (6e).
Pierre GARMENDIA ..... Gironde (4e).
Marcel GARROUSTE ..... Lot-et-Garonne (3e).
Pierre GASCHER ..... Sarthe (5e).
Mme Françoise GASPARD ..... Eure-et-Loir (2e).
MM. Henri de GASTINES ..... Mayenne (2e).
Jean-Claude GAUDIN ..... Bouches-du-Rhône (2e).
Francis GENG ..... Orne (2e).
Germain GENGENWIN Bas-Rhin (4e).
Claude GERMON ..... Essonne (3e).
Francis GIOLITTI ..... Alpes-Maritimes (1re).
Jean GIOVANELLI ..... Morbihan (6e).
Valéry GISCARD D'ESTAING ..... Puy-de-Dôme (2e).
Antoine GISSINGER ..... Haut-Rhin (5e).
Jean-Louis GOASDUFF Finistère (3e).
Pierre GODEFROY ..... Manche (4e).
Jacques GODFRAIN ..... Aveyron (3e).
Mme Colette GOEURIOT ..... Meurthe-et-Moselle (6e).
MM. Georges GORSE ..... Hauts-de-Seine (10e).
Daniel GOULET ..... Orne (1re).
Joseph GOURMELON ..... Finistère (2e).
Christian GOUX ..... Var (4e).

MM. Hubert GOUZE ..... Tarn-et-Garonne (1re).
Gérard GOUZES ..... Lot-et-Garonne (2e).
Léo GRÉZARD ..... Yonne (2e).
Jean GRIMONT ..... Haut-Rhin (4e).
François GRUSSENMEYER ..... Bas-Rhin (7e).
Olivier GUICHARD ..... Loire-Atlantique (7e).
Jacques GUYARD ..... Essonne (2e).
Charles HABY ..... Haut-Rhin (2e).
René HABY ..... Meurthe-et-Moselle (4e).
Gérard HAESEBROECK Nord (10e).
Georges HAGE ..... Nord (15e).
Emmanuel HAMEL ..... Rhône (8e).
Jean HAMELIN ..... Ille-et-Vilaine (6e).
Mme Florence d'HARCOURT Hauts-de-Seine (6e).
M. François d'HARCOURT Calvados (4e).
Mme Nicole de HAUTECLOCQUE Paris (18e).
MM. Alain HAUTECŒUR ..... Var (1re).
Kléber HAYE ..... Gironde (7e).
Guy HERMIER ..... Bouches-du-Rhône (4e).
Mme Adrienne HORVATH ..... Gard (3e).
MM. Jean-François HORY ..... Mayotte.
Gérard HOUTEER ..... Haute-Garonne (5e).
Roland HUGUET ..... Pas-de-Calais (8e).
Xavier HUNAULT ..... Loire-Atlantique (5e).
Jacques HUYGHES DES ÉTAGES ..... Nièvre (2e).
Jean IBANÈS ..... Ariège (2e).
Michel INCHAUSPÉ ..... Pyrénées-Atlantiques (3e).
Gérard ISTACE ..... Ardennes (2e).
Mmes Marie JACQ ..... Finistère (4e).
Muguette JACQUAINT .... Seine-Saint-Denis (3e).
MM. Pierre JAGORET ..... Côtes-du-Nord (5e).
Frédéric JALTON ..... Guadeloupe (2e).
Parfait JANS ..... Hauts-de-Seine (4e).
Jean JAROSZ ..... Nord (23e).
Marcel JOIN ..... Gironde (3e).
Noël JOSEPHE ..... Pas-de-Calais (11e).
Lionel JOSPIN ..... Paris (27e).
Charles JOSSELIN ..... Côtes-du-Nord (2e).
Emile JOURDAN ..... Gard (1er).
Alain JOURNET ..... Gard (4e).
Didier JULIA ..... Seine-et-Marne (5e).
Raymond JULIEN ..... Gironde (5e).
Jean JUVENTIN ..... Polynésie française (1re).
Gabriel KASPEREIT ..... Paris (7e).
Aimé KERGUÉRIS ..... Morbihan (2e).
Emile KOEHL ..... Bas-Rhin (1re).
Pierre-Charles KRIEG ..... Paris (1re).
Jean-Pierre KUCHEIDA Pas-de-Calais (12e).
Georges LABAZÉE ..... Pyrénées-Atlantiques (1re).
Claude LABBÉ ..... Hauts-de-Seine (9e).
Jean LABORDE ..... Gers (1re).
Jean LACOMBE ..... Hérault (3e).
René LA COMBE ..... Maine-et-Loire (6e).
Jacques LAFLEUR ..... Nouvelle-Calédonie et dépendances (2e).
Pierre LAGORCE ..... Gironde (8e).
André LAIGNEL ..... Indre (2e).
André LAJOINIE ..... Allier (3e).
Michel LAMBERT ..... Orne (3e).
Jean-Pierre LAMBERTIN Vaucluse (3e).
Yves LANCIEN ..... Paris (15e).
Louis LARENG ..... Haute-Garonne (3e).
Pierre LARROQUE ..... Tarn-et-Garonne (2e).
Roger LASSALE ..... Yonne (3e).
MM. André LAURENT ..... Nord (6e).
Marc LAURIOL ..... Yvelines (4e).
Christian LAURISSERGUES ..... Lot-et-Garonne (1re).
Jacques LAVÉDRINE ..... Puy-de-Dôme (3e).
Georges LE BAILL ..... Hauts-de-Seine (12e).
Roger LEBORNE ..... Saône-et-Loire (4e).
Jean-Pierre LE COADIC Val-d'Oise (2e).
Mme Marie-France LECUIR ..... Val-d'Oise (4e).
MM. Jean-Yves LE DRIAN ..... Morbihan (5e).
Robert LE FOLL ..... Seine-et-Marne (3e).
Bernard LEFRANC ..... Aisne (5e).
Jean LE GARS ..... Yvelines (1re).
Joseph LEGRAND ..... Pas-de-Calais (14e).
André LEJEUNE ..... Creuse (1re).
Daniel LE MEUR ..... Aisne (2e).
Jean-Jacques LÉONETTI Bouches-du-Rhône (7e).
François LÉOTARD ..... Var (2e).
Louis LE PENSEC ..... Finistère (8e).
Roger LESTAS ..... Mayenne (3e).
Maurice LIGOT ..... Maine-et-Loire (5e).
Jean de LIPKOWSKI ..... Charente-Maritime (5e).
François LONCLE ..... Eure (3e).
Jean-Paul LUISI ..... Haute-Corse (2e).
Alain MADELIN ..... Ille-et-Vilaine (4e).
Bernard MADRELLE ..... Gironde (10e).
Jacques MAHÉAS ..... Seine-Saint-Denis (9e).
Louis MAISONNAT ..... Isère (3e).
Guy MALANDAIN ..... Yvelines (8e).
Robert MALGRAS ..... Moselle (4e).
Raymond MARCELLIN Morbihan (1re).
Georges MARCHAIS ..... Val-de-Marne (1re).
Philippe MARCHAND ..... Charente-Maritime (4e).
Claude-Gérard MARCUS Paris (8e).
Roger MAS ..... Ardennes (1re).
Edmond MASSAUD ..... Lot (2e).
Marius MASSE ..... Bouches-du-Rhône (8e).
Marc MASSION ..... Seine-Maritime (2e).
Jean-Louis MASSON ..... Moselle (2e).
François MASSOT ..... Alpes-de-Haute-Provence (1re).
Gilbert MATHIEU ..... Côte-d'Or (4e).
Maurice MATHUS ..... Saône-et-Loire (5e).
Pierre MAUGER ..... Vendée (3e).
Joseph-Henri MAUJOÜAN DU GASSET ..... Loire-Atlantique (4e).
Alain MAYOUD ..... Rhône (9e).
Roland MAZOUIN ..... Haute-Vienne (2e).
Jacques MÉDECIN ..... Alpes-Maritime (2e).
Pierre MÉHAIGNERIE .... Ille-et-Vilaine (3e).
Jacques MELLICK ..... Pas-de-Calais (9e).
Joseph MENGA ..... Seine-Maritime (6e).
Paul MERCIECA ..... Val-de-Marne (3e).
Louis MERMAZ ..... Isère (5e).
Georges MESMIN ..... Paris (20e).
Pierre MESSMER ..... Moselle (8e).
Philippe MESTRE ..... Vendée (1re).
Pierre MÉTAIS ..... Vendée (2e).
Charles METZINGER ..... Moselle (5e).
Pierre MICAUX ..... Aube (1re).
Claude MICHEL ..... Eure (2e).
Henri MICHEL ..... Drôme (2e).
Jean-Pierre MICHEL ..... Haute-Saône (2e).
Charles MILLON ..... Ain (2e).
Charles MIOSSEC ..... Finistère (5e).
Mme Hélène MISSOFFE ..... Paris (24e).

MM. Gilbert MITTERRAND.... Gironde (9e).
Marcel MOCŒUR..... Haute-Vienne (3e).
Robert MONTDARGENT..... Val-d'Oise (3e).
Bernard MONTERGNOLE..... Isère (2e).
Mmes Christiane MORA..... Indre-et-Loire (3e).
Louise MOREAU..... Alpes-Maritimes (5e).
MM. Paul MOREAU..... Nord (17e).
François MORTELETTE Loir-et-Cher (1re).
Louis MOULINET..... Paris (13e).
Ernest MOUTOUSSAMY Guadeloupe (1re).
Jean NARQUIN..... Maine-et-Loire (1re).
Jean NATIEZ..... Loire-Atlantique (1re).
Mmes Véronique NEIERTZ..... Seine-Saint-Denis (5e).
Paulette NEVOUX..... Val-de-Marne (8e).
MM. Maurice NILÈS..... Seine-Saint-Denis (4e).
Michel NOIR..... Rhône (3e).
Arthur NOTEBART..... Nord (5e).
Roland NUNGESSER..... Val-de-Marne (6e).
Louis ODRU..... Saine-Saint-Denis (7e).
Jean-André OEHLER..... Bas-Rhin (2e).
René OLMETTA..... Bouches-du-Rhône (5e).
Michel d'ORNANO..... Calvados (3e).
Pierre ORTET..... Haute-Garonne (6e).
Mme Jacqueline OSSELIN..... Nord (3e).
M. Charles PACCOU..... Nord (12e).
Mme Marie-Thérèse PATRAT Rhône (1re).
MM. François PATRIAT..... Côte-d'Or (3e).
Albert PEN..... Saint-Pierre-et-Miquelon.
Jean-Pierre PÉNICAULT Landes (2e).
Régis PERBET..... Ardèche (2e).
Michel PÉRICARD..... Yvelines (2e).
Paul PERNIN..... Paris (11e).
Paul PERRIER..... Savoie (3e).
Francisque PERRUT..... Rhône (10e).
Rodolphe PESCE..... Drôme (1re).
Camille PETIT..... Martinique (1re).
Jean PEUZIAT..... Finistère (7e).
Alain PEYREFITTE..... Seine-et-Marne (4e).
Louis PHILIBERT..... Bouches-du-Rhône (9e).
Roch PIDJOT..... Nouvelle-Calédonie (1re).
Christian PIERRET..... Vosges (2e).
Lucien PIGNION..... Pas-de-Calais (3e).
Joseph PINARD..... Doubs (1re).
Etienne PINTE..... Yvelines (5e).
Charles PISTRE..... Tarn (3e).
Jean-Paul PLANCHOU.... Paris (31e).
Bernard POIGNANT..... Finistère (1re).
Bernard PONS..... Paris (22e).
Jean POPEREN..... Rhône (13e).
Vincent PORELLI..... Bouches-du-Rhône (11e).
Jean-Claude PORTHEAULT..... Loiret (2e).
Maurice POURCHON..... Puy-de-Dôme (1re).
Henri PRAT..... Pyrénées-Atlantiques (2e).
Jean de PRÉAUMONT..... Paris (23e).
Jean PRORIOL..... Haute-Loire (2e).
Pierre PROUVOST..... Nord (7e).
Jean PROVEUX..... Indre-et-Loire (4e).
Mme Eliane PROVOST..... Calvados (1re).
MM. Jean-Jack QUEYRANNE Rhône (6e).
Noël RAVASSARD..... Ain (3e).
Alex RAYMOND..... Haute-Garonne (4e).
Pierre RAYNAL..... Cantal (2e).
Roland RENARD..... Aisne (4e).
Amédée RENAULT..... Indre (3e).

MM. Alain RICHARD..... Val-d'Oise (1re).
Lucien RICHARD..... Loire-Atlantique (8e).
René RIEUBON..... Bouches-du-Rhône (10e).
Jean RIGAL..... Aveyron (2e).
Jean RIGAUD..... Rhône (7e).
Jacques RIMBAULT..... Cher (1re).
Maurice RIVAL..... Isère (4e).
Louis ROBIN..... Ain (1re).
Jean-Paul de ROCCA-SERRA..... Corse-du-Sud (2e).
Bernard ROCHER..... Paris (17e).
Alain RODET..... Haute-Vienne (1re)
Emile ROGER..... Nord (14e).
Jacques ROGER-MACHART.... Haute-Garonne (1re).
André ROSSINOT..... Meuthe-et-Moselle (3e).
René ROUQUET..... Val-de-Marne (4e).
Roger ROUQUETTE..... Paris (16e).
Jean ROUSSEAU..... Cher (2e).
Jean ROYER..... Indre-et-Loire (1re).
Victor SABLÉ..... Martinique (3e).
Michel SAINTE-MARIE Gironde (6e).
Tutaha SALMON..... Polynésie française (2e).
Philippe SANMARCO..... Bouches-du-Rhône (3e).
Jean-Pierre SANTA-CRUZ..... Jura (2e).
Hyacinthe SANTONI..... Bouches-du-Rhône (1re).
Jacques SANTROT..... Vienne (1re).
Michel SAPIN..... Indre (1re).
Georges SARRE..... Paris (9e).
Yves SAUTIER..... Haute-Savoie (2e).
Nicolas SCHIFFLER..... Moselle (1re).
Bernard SCHREINER..... Yvelines (7e).
Philippe SÉGUIN..... Vosges (1re).
Jean SEITLINGER..... Moselle (7e).
Gilbert SÉNÈS..... Hérault (2e).
Michel SERGENT..... Pas-de-Calais (5e).
Maurice SERGHERAERT..... Nord (13e).
Mme Odile SICARD..... Isère (1re).
M. Jean-Pierre SOISSON..... Yonne (1re).
Mme Renée SOUM..... Pyrénées-Orientales (1re).
MM. André SOURY..... Charente (3e).
Germain SPRAUER..... Bas-Rhin (8e).
Bernard STASI..... Marne (4e).
Olivier STIRN..... Calvados (5e).
Mme Marie-Josèphe SUBLET Rhône (11e).
MM. Michel SUCHOD..... Dordogne (2e).
Jean-Pierre SUEUR..... Loiret (1re).
Pierre TABANOU..... Val-de-Marne (2e).
Dominique TADDEI..... Vaucluse (1re).
Yves TAVERNIER..... Essonne (4e).
Eugène TEISSEIRE..... Nièvre (1re).
Jean-Michel TESTU..... Indre-et-Loire (2e).
Clément THÉAUDIN..... Ille-et-Vilaine (1re).
Jean TIBERI..... Paris (3e).
Luc TINSEAU..... Eure (1re).
Yvon TONDON..... Meurthe-et-Moselle (1re).
Jacques TOUBON..... Paris (19e).
André TOURNÉ..... Pyrénées-Orientales (2e).
Mme Ghislaine TOUTAIN..... Paris (10e).
MM. Georges TRANCHANT.... Hauts-de-Seine (2e).
Edmond VACANT..... Puy-de-Dôme (5e).
Guy VADEPIED..... Oise (5e).
Jean VALLEIX..... Gironde (1re).
Jean VALROFF..... Vosges (3e).
Bruno VENNIN..... Loire (2e).

MM. Marc VERDON ..... Vienne (2e).
Théo VIAL-MASSAT ..... Loire (4e).
Joseph VIDAL ..... Aude (1re).
Bernard VILLETTE ..... Charente (2e).
Alain VIVIEN ..... Seine-et-Marne (1re).
Robert-André VIVIEN ..... Val-de-Marne (7e).
Hervé VOUILLOT ..... Côte-d'or (2e).
Roland VUILLAUME ..... Doubs (3e).

MM. Marcel WACHEUX ..... Pas-de-Calais (10e).
Robert WAGNER ..... Yvelines (6e).
Pierre WEINSENHORN Haut-Rhin (3e).
Claude WILQUIN ..... Pas-de-Calais (4e).
Jean-Pierre WORMS ..... Saône-et-Loire (1re).
Pierre ZARKA ..... Seine-Saint-Denis (2e).
Adrien ZELLER ..... Bas-Rhin (6e).
Jean-Crucien ZUCCARELLI ..... Haute-Corse (1re).

2. – LISTE PAR CIRCONSCRIPTION DES DÉPUTÉS A LA DATE DU 1er JANVIER 1985

I. – DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

01 - Ain

1re circonscription ..... Mme Provost (Eliane).
2e – ..... MM. Millon (Charles).
3e – ..... Ravassard (Noël).

02 - Aisne

1re circonscription ..... MM. Aumont (Robert).
2e – ..... Le Meur (Daniel).
3e – ..... Balligand (Jean-Pierre).
4e – ..... Renard (Roland).
5e – ..... Lefranc (Bernard).

03 - Allier

1re circonscription ..... MM. Desgranges (Jean-Paul).
2e – ..... Chaubard (Albert).
3e – ..... Lajoinie (André).
4e – ..... Belorgey (Jean-Michel).

04 - Alpes-de-Haute-Provence

1re circonscription ..... MM. Massot (François).
2e – ..... Bellon (André).

05 - Alpes (Hautes)

1re circonscription ..... MM. Chevallier (Daniel).
2e – ..... de Caumont (Robert).

06 - Alpes-Maritimes

1re circonscription ..... MM. Giolitti (François).
2e – ..... Médecin (Jacques).
3e – ..... Colonna (Jean-Hugues).
4e – ..... Aubert (Emmanuel).
5e – ..... Mme Moreau (Louise).
6e – ..... M. Bachelet (Pierre).

07 - Ardèche

1re circonscription ..... MM. Chapuis (Robert).
2e – ..... Perbet (Régis).
3e – ..... Alaize (Jean-Marie).

08 - Ardennes

1re circonscription ..... MM. Mas (Roger).
2e – ..... Istace (Gérard).
3e – ..... Charpentier (Gilles).

09 - Ariège

1re circonscription ..... MM. Bonrepaux (Augustin).
2e – ..... Ibanès (Jean).

10 - Aube

1re circonscription ..... MM. Micaux (Pierre).
2e – ..... Galley (Robert).
3e – ..... Cartelet (Michel).

11 - Aude

1re circonscription ..... MM. Vidal (Joseph).
2e – ..... Baraillа (Régis).
3e – ..... Cambolive (Jacques).

12 - Aveyron

1re circonscription ..... MM. Briane (Jean).
2e – ..... Rigal (Jean).
3e – ..... Godfrain (Jacques).

13 - Bouches-du-Rhône

1re circonscription ..... MM. Santoni (Hyacinthe).
2e – ..... Gaudin (Jean-Claude).
3e – ..... Sanmarco (Philippe).
4e – ..... Hermier (Guy).
5e – ..... Olmeta (René).
6e – ..... Garcin (Edmond).
7e – ..... Leonetti (Jean-Jacques).
8e – ..... Masse (Marius).
9e – ..... Philibert (Louis).
10e – ..... Rieubon (René).
11e – ..... Porelli (Vincent).

14 - Calvados

1re circonscription ..... Mme Provost (Eliane).
2e – ..... MM. Delisle (Henry).
3e – ..... d'Ornano (Michel).
4e – ..... d'Harcourt (François).
5e – ..... Stirn (Olivier).

15 - Cantal

1re circonscription ..... MM. Bédoussac (Firmin).
2e – ..... Raynal (Pierre).

16 - Charente

1re circonscription ..... MM. Boucheron (Jean-Michel).
2e – ..... Villette (Bernard).
3e – ..... Soury (André).

17 - Charente-Maritime

1re circonscription ..... Mme Chaigneau (Colette).
2e – ..... MM. Branger (Jean-Guy).
3e – ..... Beix (Roland).
4e – ..... Marchand (Philippe).
5e – ..... de Lipkowski (Jean).

18 - Cher

1re circonscription ..... MM. Rimbault (Jacques).
2e – ..... Rousseau (Jean).
3e – ..... Mme Fiévet (Berthe).

19 - Corrèze

1re circonscription ..... MM. Combasteil (Jean).
2e – ..... Cassaing (Jean-Claude).
3e – ..... Chirac (Jacques).

20 A - Corse-du-Sud

1re circonscription ..... MM. Alfonsi (Nicolas).
2e – ..... de Rocca Serra (Jean-Paul).

20 B - Haute-Corse

1re circonscription ..... MM. Zuccarelli (Jean).
2e – ..... Luisi (Jean-Paul).

21 - Côte-d'Or

1re circonscription ..... MM. Esmonin (Jean).
2e – ..... Vouillot (Hervé).
3e – ..... Patriat (François).
4e – ..... Mathieu (Gilbert).

22 - Côtes-du-Nord

1re circonscription ..... MM. Dollo (Yves).
2e – ..... Josselin (Charles).
3e – ..... Chouat (Didier).
4e – ..... Briand (Maurice).
5e – ..... Jagoret (Pierre).

23 - Creuse

1re circonscription ..... M. Lejeune (André).
2e – ..... Mme Commergnat (Nelly).

24 - Dordogne

1re circonscription ..... MM. Defarge (Christian).
2e – ..... Suchod (Michel).
3e – ..... Bonnet (Alain).
4e – ..... Dutard (Lucien).

25 - Doubs

1re circonscription ..... MM. Pinard (Joseph).
2e – ..... Bêche (Guy).
3e – ..... Vuillaume (Roland).

26 - Drôme

1re circonscription ..... MM. Pesce (Rodolphe).
2e – ..... Michel (Henri).
3e – ..... Brunet (André).

27 - Eure

1re circonscription ..... MM. Tinseau (Luc).
2e – ..... Michel (Claude).
3e – ..... Loncle (François).
4e – ..... Deschaux-Beaume (Freddy).

28 - Eure-et-Loir

1re circonscription ..... M. Gallet (Jean).
2e – ..... Mme Gaspard (Françoise).
3e – ..... M. Dousset (Maurice).

29 - Finistère

1re circonscription ..... MM. Poignant (Bernard).
2e – ..... Gourmelon (Joseph).
3e – ..... Goasduff (Jean-Louis).
4e – ..... Mme Jacq (Marie).
5e – ..... MM. Miossec (Charles).
6e – ..... Beaufort (Jean).
7e – ..... Peuziat (Jean).
8e – ..... Le Pensec (Louis).

30 - Gard

1re circonscription ..... MM. Jourdan (Emile).
2e – ..... Benedetti (Georges).
3e – ..... Mme Horvath (Adrienne).
4e – ..... M. Journet (Alain).

31 - Garonne (Haute-)

1re circonscription ..... MM. Roger-Machart (Jacques).
2e – ..... Bapt (Gérard).
3e – ..... Lareng (Louis).
4e – ..... Raymond (Alex).
5e – ..... Houteer (Gérard).
6e – ..... Ortet (Pierre).

32 - Gers

1re circonscription ..... M. Laborde (Jean).
2e – ..... Mme Dupuy (Lydie).

33 - Gironde

1re circonscription ..... MM. Valleix (Jean).
2e – ..... Chaban-Delmas (Jacques).
3e – ..... Join (Marcel).
4e – ..... Garmendia (Pierre).
5e – ..... Julien (Raymond).
6e – ..... Sainte-Marie (Michel).
7e – ..... Haye (Kléber).
8e – ..... Lagorce (Pierre).
9e – ..... Mitterrand (Gilbert).
10e – ..... Madrelle (Bernard).

34 - Hérault

1re circonscription ..... MM. Frêche (Georges).
2e – ..... Sénès (Gilbert).
3e – ..... Lacombe (Jean).
4e – ..... Balmigère (Paul).
5e – ..... Bayou (Raoul).

35 - Ille-et-Vilaine

1re circonscription ..... MM. Théaudin (Clément).
2e – ..... Boucheron (Jean-Michel).
3e – ..... Méhaignerie (Pierre).
4e – ..... Madelin (Alain).
5e – ..... Cointat (Michel).
6e – ..... Hamelin (Jean).

36 - Indre

1re circonscription ..... MM. Sapin (Michel).
2e – ..... Laignel (André).
3e – ..... Renault (Amédée).

37 - Indre-et-Loire

1re circonscription ..... MM. Royer (Jean).
2e – ..... Testu (Jean-Michel).
3e – ..... Mme Mora (Christiane).
4e – ..... M. Proveux (Jean).

38 - Isère

1re circonscription ..... Mme Sicard (Odile).
2e – ..... MM. Montergnole (Bernard).
3e – ..... Maisonnat (Louis).
4e – ..... Rival (Maurice).
5e – ..... Mermaz (Louis).
6e – ..... Bourget (René).
7e – ..... Bally (Georges).

39 - Jura

1re circonscription ..... MM. Brune (Alain).
2e – ..... Santa Cruz (Jean-Pierre).

40 - Landes

1re circonscription ..... MM. Duroure (Roger).
2e – ..... Pénicaut (Jean-Pierre).
3e – ..... Cabé (Robert).

41 - Loir-et-Cher

1re circonscription ..... MM. Mortelette (François).
2e – ..... Corrèze (Roger).
3e – ..... Desanlis (Jean).

42 - Loire

1re circonscription ..... MM. Chomat (Paul).
2e – ..... Vennin (Bruno).
3e – ..... Badet (Jacques).
4e – ..... Vial-Massat (Théo).
5e – ..... Benetière (Jean-Jacques).
6e – ..... Clément (Pascal).
7e – ..... Bayard (Henri).

43 - Loire (Haute-)

1re circonscription ..... MM. Barrot (Jacques).
2e – ..... Proriol (Jean).

44 - Loire-Atlantique

1re circonscription ..... MM. Natiez (Jean).
2e – ..... Chénard (Alain).
3e – ..... Floch (Jacques).

4e – ..... Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri).
5e – ..... Hunault (Xavier).
6e – ..... Evin (Claude).
7e – ..... Guichard (Olivier).
8e – ..... Richard (Lucien).

45 - Loiret

1re circonscription ..... MM. Sueur (Jean-Pierre).
2e – ..... Portheault (Jean-Claude).
3e – ..... Charié (Jean-Paul).
4e – ..... Deniau (Xavier).

46 - Lot

1re circonscription ..... MM. Charles (Bernard).
2e – ..... Massaud (Edmond).

47 - Lot-et-Garonne

1re circonscription ..... MM. Laurissergues (Christian).
2e – ..... Gouzes (Gérard).
3e – ..... Garrouste (Marcel).

48 - Lozère

1re circonscription ..... MM. Durand (Adrien).
2e – ..... Blanc (Jacques).

49 - Maine-et-Loire

1re circonscription ..... MM. Narquin (Jean).
2e – ..... Foyer (Jean).
3e – ..... Alphandéry (Edmond).
4e – ..... Bégault (Jean).
5e – ..... Ligot (Maurice).
6e – ..... La Combe (René).

50 - Manche

1re circonscription ..... MM. Daillet (Jean-Marie).
2e – ..... André (René).
3e – ..... Baudouin (Henri).
4e – ..... Godefroy (Pierre).
5e – ..... Darinot (Louis).

51 - Marne

1re circonscription ..... MM. Colin (Georges).
2e – ..... Falala (Jean).
3e – ..... Bourg-Broc (Bruno).
4e – ..... Stasi (Bernard).

52 - Marne (Haute-)

1re circonscription ..... MM. Fèvre (Charles).
2e – ..... Chanfrault (Guy).

53 - Mayenne

1re circonscription ..... MM. d'Aubert (François).
2e – ..... de Gastines (Henri).
3e – ..... Lestas (Roger).

54 - Meurthe-et-Moselle

1re circonscription ..... MM. Tondon (Yvon).
2e – ..... Durupt (Job).
3e – ..... Rossinot (André).
4e – ..... Haby (René).
5e – ..... Bigeard (Marcel).
6e – ..... Mme Gœuriot (Colette).
7e – ..... M. Durieux (Jean-Paul).

55 - Meuse

1re circonscription ..... MM. Bernard (Jean).
2e – ..... Dumont (Jean-Louis).

56 - Morbihan

1re circonscription ..... MM. Marcellin (Raymond).
2e – ..... Kergueris (Aimé).
3e – ..... Cavaillé (Jean-Charles).
4e – ..... Bouvard (Loïc).
5e – ..... Le Drian (Jean-Yves).
6e – ..... Giovannelli (Jean).

57 - Moselle

1re circonscription ..... MM. Schiffer (Nicolas).
2e – ..... Masson (Jean-Louis).
3e – ..... Drouin (René).
4e – ..... Malgras (Robert).
5e – ..... Metzinger (Charles).
6e – ..... Bladt (Paul).
7e – ..... Seitlinger (Jean).
8e – ..... Messmer (Pierre).

58 - Nièvre

1re circonscription ..... MM. Teisseire (Eugène).
2e – ..... Huyghues des Etages (Jacques).
3e – ..... Bardin (Bernard).

59 - Nord

1re circonscription ..... MM. Delfosse (Georges).
2e – ..... Dassonville (Pierre).
3e – ..... Mme Osselin (Jacqueline).
4e – ..... MM. Derosier (Bernard).
5e – ..... Notebart (Arthur).
6e – ..... Laurent (André).
7e – ..... Prouvost (Pierre).
8e – ..... Faugaret (Alain).
9e – ..... Charles (Serge).
10e – ..... Haesebroeck (Gérard).
11e – ..... Denvers (Albert).
12e – ..... Paccou (Charles).
13e – ..... Sergheraert (Maurice).
14e – ..... Roger (Emile).
15e – ..... Hage (Georges).
16e – ..... Mme Cacheux (Denise).
17e – ..... MM. Moreau (Paul).
18e – ..... Bustin (Georges).
19e – ..... Bocquet (Alain).
20e – ..... Ansart (Gustave).
21e – ..... Dehoux (Marcel).
22e – ..... Battist (Umberto).
23e – ..... Jarosz (Jean).

60 - Oise

1re circonscription ..... MM. Dassault (Marcel).
2e – ..... Florian (Roland).
3e – ..... Braine (Jean-Pierre).
4e – ..... Anciant (Jean).
5e – ..... Vadepied (Guy).

61 - Orne

1re circonscription ..... MM. Goulet (Daniel).
2e – ..... Geng (Francis).
3e – ..... Lambert (Michel).

62 - Pas-de-Calais

1re circonscription ..... MM. Delehedde (André).
2e – ..... Defontaine (Jean-Pierre).
3e – ..... Pignion (Lucien).
4e – ..... Wilquin (Claude).
5e – ..... Sergent (Michel).
6e – ..... Dupilet (Dominique).
7e – ..... Barthe (Jean-Jacques).
8e – ..... Huguet (Roland).
9e – ..... Mellick (Jacques).
10e – ..... Wacheux (Marcel).
11e – ..... Joséphe (Noël).
12e – ..... Kucheida (Jean-Pierre).
13e – ..... Bois (Jean-Claude).
14e – ..... Legrand (Joseph).

63 - Puy-de-Dôme

1re circonscription ..... MM. Pourchon (Maurice).
2e – ..... Giscard d'Estaing (Valéry).
3e – ..... Lavédrine (Jacques).
4e – ..... Adevah-Pœuf (Maurice).
5e – ..... Vacant (Edmond).

64 - Pyrénées-Atlantiques

1re circonscription ..... MM. Labazée (Georges).
2e – ..... Prat (Henri).

3e – ..... Inchauspé (Michel).
4e – ..... Destrade (Jean-Pierre).

65 - Pyrénées (Hautes-)

1re circonscription ..... MM. Forgues (Pierre).
2e – ..... Duprat (Jean).

66 - Pyrénées-Orientales

1re circonscription ..... Mme Soum (Renée).
2e – ..... M. Tourné (André).

67 - Bas-Rhin

1re circonscription ..... MM. Koehl (Emile).
2e – ..... Oehler (Jean-André).
3e – ..... Durr (André).
4e – ..... Gengenwin (Germain).
5e – ..... Caro (Jean-Marie).
6e – ..... Zeller (Adrien).
7e – ..... Grussenmeyer (François).
8e – ..... Sprauer (Germain).

68 - Rhin (Haut-)

1re circonscription ..... MM. Fuchs (Jean-Paul).
2e – ..... Haby (Charles).
3e – ..... Weisenhorn (Pierre).
4e – ..... Grimont (Jean).
5e – ..... Gissinger (Antoine).

69 - Rhône

1re circonscription ..... Mme Patrat (Marie-Thérèse).
2e – ..... MM. Collomb (Gérard).
3e – ..... Noir (Michel).
4e – ..... Barre (Raymond).
5e – ..... Cousté (Pierre-Bernard).
6e – ..... Queyranne (Jean-Jacques).
7e – ..... Rigaud (Jean).
8e – ..... Hamel (Emmanuel).
9e – ..... Mayoud (Alain).
10e – ..... Perrut (Francisque).
11e – ..... Mme Sublet (Joséphe).
12e – ..... MM. Bernard (Roland).
13e – ..... Poperen (Jean).

70 - Saône (Haute-)

1re circonscription ..... MM. Bergelin (Christian).
2e – ..... Michel (Jean-Pierre).

71 - Saône-et-Loire

1re circonscription ..... MM. Worms (Jean-Pierre).
2e – ..... Duraffour (Paul).
3e – ..... Billardon (André).
4e – ..... Leborne (Roger).
5e – ..... Mathus (Maurice).

72 - Sarthe

1re circonscription ..... MM. Chasseguet (Gérard).
2e – ..... Douyère (Raymond).
3e – ..... Chauveau (Guy-Michel).
4e – ..... Fillon (François).
5e – ..... Gascher (Pierre).

73 - Savoie

1re circonscription ..... MM. Besson (Louis).
2e – ..... Barnier (Michel).
3e – ..... Perrier (Paul).

74 - Savoie (Haute-)

1re circonscription ..... MM. Brocard (Jean).
2e – ..... Sautier (Yves).
3e – ..... Birraux (Claude).

75 - Paris

1re circonscription ..... MM. Krieg (Pierre-Charles).
2e – ..... Dominati (Jacques).
3e – ..... Tiberi (Jean).
4e – ..... Bas (Pierre).
5e – ..... Frédéric-Dupont (Edouard).
6e – ..... Couve de Murville (Maurice).
7e – ..... Kaspereit (Gabriel).
8e – ..... Marcus (Claude-Gérard).
9e – ..... Sarre (Georges).
10e – ..... Mme Toutain (Ghislaine).
11e – ..... MM. Pernin (Paul).
12e – ..... de Bénouville (Pierre).
13e – ..... Moulinet (Louis).
14e – ..... Blisko (Serge).
15e – ..... Lancien (Yves).
16e – ..... Rouquette (Roger).
17e – ..... Rocher (Bernard).
18e – ..... Mme de Hauteclocque (Nicole).
19e – ..... MM. Toubon (Jacques).
20e – ..... Mesmin (Georges).
21e – ..... Gantier (Gilbert).
22e – ..... Pons (Bernard).
23e – ..... de Préaumont (Jean).
24e – ..... Mme Missoffe (Hélène).
25e – ..... MM. Estier (Claude).
26e – ..... Delanoë (Bertrand).
27e – ..... Jospin (Lionel).
28e – ..... Escutia (Manuel).
29e – ..... Billon (Alain).
30e – ..... Charzat (Michel).
31e – ..... Planchou (Jean-Paul).

76 - Seine-Maritime

1re circonscription ..... MM. Bérégovoy (Michel).
2e – ..... Massion (Marc).
3e – ..... Bourguignon (Pierre).
4e – ..... Bateux (Jean-Claude).
5e – ..... Dhaille (Paul).
6e – ..... Menga (Joseph).
7e – ..... Duroméa (André).
8e – ..... Fossé (Roger).
9e – ..... Beaufils (Jean).
10e – ..... Delatre (Georges).

77 - Seine-et-Marne

1re circonscription ..... MM. Vivien (Alain).
2e – ..... Fourré (Jean-Pierre).
3e – ..... Le Foll (Robert).
4e – ..... Peyrefitte (Alain).
5e – ..... Julia (Didier).

78 - Yvelines

1re circonscription ..... MM. Le Gars (Jean).
2e – ..... Péricard (Michel).
3e – ..... Mme Fraihon (Martine).
4e – ..... MM. Lauriol (Marc).
5e – ..... Pinte (Etienne).
6e – ..... Wagner (Robert).
7e – ..... Schreiner (Bernard).
8e – ..... Malandain (Guy).

79 - Sèvres (Deux-)

1re circonscription ..... MM. Gaillard (René).
2e – ..... Fouchier (Jacques).
3e – ..... Brochard (Albert).

80 - Somme

1re circonscription ..... MM. Dessein (Jean-Claude).
2e – ..... Fleury (Jacques).
3e – ..... Couillet (Michel).
4e – ..... Becq (Jacques).
5e – ..... Audinot (André).

81 - Tarn

1re circonscription ..... MM. Bernard (Pierre).
2e – ..... Gabarrou (Jean-Pierre).
3e – ..... Pistre (Charles).

82 - Tarn-et-Garonne

1re circonscription ..... MM. Gouze (Hubert).
2e – ..... Larroque (Pierre).

83 - Var

1re circonscription ..... MM. Hautecœur (Alain).
2e – ..... Léotard (François).
3e – ..... Durbec (Guy).
4e – ..... Goux (Christian).

84 - Vaucluse

1re circonscription ..... MM. Taddei (Dominique).
2e – ..... Borel (André).
3e – ..... Lambertin (Jean-Pierre).

85 - Vendée

1re circonscription ..... MM. Mestre (Philippe).
2e – ..... Métais (Pierre).
3e – ..... Mauger (Pierre).
4e – ..... Ansquer (Vincent).

86 - Vienne

1re circonscription ..... MM. Santrot (Jacques).
2e – ..... Verdon (Marc).
3e – ..... Cartraud (Raoul).

87 - Vienne (Haute-)

1re circonscription ..... MM. Rodet (Alain).
2e – ..... Mazoin (Roland).
3e – ..... Mocœur (Marcel).

88 - Vosges

1re circonscription ..... MM. Séguin (Philippe).
2e – ..... Pierret (Christian).
3e – ..... Valroff (Jean).
4e – ..... Beltrame (Serge).

89 - Yonne

1re circonscription ..... MM. Soisson (Jean-Pierre).
2e – ..... Grézard (Léo).
3e – ..... Lassale (Roger).

90 - Territoire de Belfort

1re circonscription ..... MM. Couqueberg (Lucien).
2e – ..... Forni (Raymond).

91 - Essonne

1re circonscription ..... MM. Berson (Michel).
2e – ..... Guyard (Jacques).
3e – ..... Germon (Claude).
4e – ..... Tavernier (Yves).

92 - Hauts-de-Seine

1re circonscription ..... MM. Brunhes (Jacques).
2e – ..... Tranchant (Georges).
3e – ..... Frelaut (Dominique).
4e – ..... Jans (Parfait).
5e – ..... Deprez (Charles).
6e – ..... Mmes d'Harcourt (Florence).
7e – ..... Fraysse-Cazalis (Jacqueline).
8e – ..... MM. Baumel (Jacques).
9e – ..... Labbé (Claude).
10e – ..... Gorse (Georges).
11e – ..... Ducoloné (Guy).
12e – ..... Le Baill (Georges).
13e – ..... Bassinet (Philippe).

93 - Seine-Saint-Denis

1re circonscription ..... MM. Bonnemaison (Gilbert).
2e – ..... Zarka (Pierre).
3e – ..... Mme Jacquaint (Muguette).
4e – ..... M. Nilès (Maurice).
5e – ..... Mme Neiertz (Véronique).
6e – ..... MM. Bartoloné (Claude).
7e – ..... Odru (Louis).
8e – ..... Asensi (François).
9e – ..... Mahéas (Jacques).

94 - Val-de-Marne

1re circonscription ..... MM. Marchais (Georges).
2e – ..... Tabanou (Pierre).
3e – ..... Mercieca (Paul).
4e – ..... Rouquet (René).
5e – ..... Cathala (Laurent).
6e – ..... Nungesser (Roland).
7e – ..... Vivien (Robert-André).
8e – ..... Mme Nevoux (Paulette).

95 - Val-d'Oise

1re circonscription ..... MM. Richard (Alain).
2e – ..... Le Coadic (Jean-Pierre).
3e – ..... Montdargent (Robert).
4e – ..... Mme Lecuir (Marie-France).
5e – ..... M. Coffineau (Michel).

II. - DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe

1re circonscription ..... MM. Moutoussamy (Ernest).
2e – ..... Jalton (Frédéric).
3e – ..... Esdras (Marcel).

Guyane

Circonscription unique : M. Castor (Elie).

Martinique

1re circonscription ..... MM. Petit (Camille).
2e – ..... Césaire (Aimé).
3e – ..... Sablé (Victor).

Réunion

1re circonscription ..... MM. Debré (Michel).
2e – ..... Fontaine (Jean).
3e – ..... Bertile (Wilfrid).

Saint-Pierre-et-Miquelon

Circonscription unique : M. Pen (Albert).

III. - COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MAYOTTE

Mayotte

Circonscription unique : M. Hory (Jean-François).

IV. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances

1re circonscription ..... MM. Pidjot (Roch).
2e – ..... Lafleur (Jacques).

Polynésie française

1re circonscription ..... MM. Juventin (Jean).
2e – ..... Salmon (Tutaha).

Wallis-et-Futuna

Circonscription unique : M. Brial (Benjamin).

II. - MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE INTERVENUES DU 1er JANVIER 1985 AU 1er AVRIL 1986

A. - ELECTIONS

1. MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE

Mme Jacqueline ALQUIER, devenue député le 23 mai 1985, en remplacement de M. Jean-Pierre GABARROU, décédé.

M. Jean-Jacques BENETIÈRE, démissionnaire le 10 mars 1986.

M. Henry DELISLE, démissionnaire le 19 février 1986.

M. Manuel ESCUTIA, maintenu en mission temporaire au-delà de six mois. Cessation de son mandat le 26 février 1986. Remplacé par Mme Françoise GASTEBOIS.

M. Raymond FORNI, démissionnaire le 22 août 1985.

M. Jean-Pierre GABARROU, décédé le 22 mai 1985, remplacé par Mme Jacqueline ALQUIER.

M. René GAILLARD, décédé le 28 décembre 1985, remplacé par M. Michel GUYTON.

Mme Françoise GASTEBOIS, devenue député le 27 février 1986, en remplacement de M. Manuel ESCUTIA, maintenu en mission temporaire au-delà de six mois.

M. Jean GAUBERT, devenu député le 16 décembre 1985, en remplacement de M. Charles JOSSELIN, nommé membre du Gouvernement.

M. Léo GRÉZARD, démissionnaire le 12 mars 1986.

M. Michel GUYTON, devenu député le 29 décembre 1985, en remplacement de M. René GAILLARD, décédé.

M. Jean IBANES, décédé le 29 mars 1985, remplacé par M. René MASSAT.

M. Charles JOSSELIN, nommé membre du Gouvernement le 15 novembre 1985. Cessation de son mandat de député le 15 décembre 1985 à minuit. Remplacé par M. Jean GAUBERT.

M. Raymond JULIEN, démissionnaire le 11 mars 1986.

M. René MASSAT, devenu député le 30 mars 1985, en remplacement de M. Jean IBANES, décédé.

M. Marc MASSION, démissionnaire le 12 mars 1986.

M. Charles REBOUL, devenu député le 21 septembre 1985, en remplacement de M. Dominique TADDEI.

M. Dominique TADDEI, maintenu au-delà de six mois en mission temporaire. Remplacé par M. Charles REBOUL, le 21 septembre 1985.

M. Claude WILQUIN, démissionnaire le 4 mars 1986.

2. MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION

Ariège (2e circonscription) : M. IBANES (Jean), décédé le 29 mars 1985 ; M. MASSAT (René), à partir du 30 mars 1985.

Calvados (2e circonscription) : M. DELISLE (Henry), démissionnaire le 19 février 1986.

Côtes-du-Nord (2e circonscription) : M. JOSSELIN (Charles), jusqu'au 15 décembre 1985 (nommé membre du Gouvernement) ; M. GAUBERT (Jean), à partir du 16 décembre 1985.

Deux-Sèvres (1re circonscription) : M. GAILLARD (René), décédé le 28 décembre 1985 ; M. GUYTON (Michel), à partir du 29 décembre 1985.

Gironde (5e circonscription) : M. JULIEN (Raymond), démissionnaire le 11 mars 1986.

Loire (5e circonscription) : M. BENETIÈRE (Jean-Jacques), démissionnaire le 10 mars 1986.

Paris (28e circonscription) : M. ESCUTIA (Manuel) jusqu'au 26 février 1986 (maintenu en mission temporaire au-delà de six mois) ; Mme GASTEBOIS (Françoise) à partir du 27 février 1986.

Pas-de-Calais (4e circonscription) : M. WILQUIN (Claude), démissionnaire le 4 mars 1986.

Seine-Maritime (2e circonscription) : M. MASSION (Marc), démissionnaire le 12 mars 1986.

Tarn (2e circonscription) : M. GABARROU (Jean-Pierre), décédé le 22 mai 1985 ; Mme ALQUIER (Jacqueline), à partir du 23 mai 1985.

Territoire de Belfort (2e circonscription) : M. FORNI (Raymond), démissionnaire le 22 août 1985.

Vaucluse (1re circonscription) : M. TADDEI (Dominique), maintenu en mission temporaire ; M. REBOUL (Charles), à partir du 21 septembre 1985.

Yonne (2e circonscription) : M. GRÉZARD (Léo), démissionnaire le 12 mars 1986.

B. - DEPUTE NOMME MEMBRE DU GOUVERNEMENT

Gouvernement de M. Laurent Fabius.

Nommé secrétaire d'Etat : M. Charles JOSSELIN [*J. O.* du 16 novembre 1985] (p. 13319). Cessation de son mandat de député le 15 décembre 1985 [*J. O.* du 17 décembre 1985] (p. 14699).

C. - CESSATION DE FONCTIONS PAR SUITE DE RENOUVELLEMENT D'UNE MISSION TEMPORAIRE

M. Dominique TADDEI [*J. O.* du 21 septembre 1985] (p. 10945).

M. Manuel ESCUTIA (Paris, 28e circonscription). Cessation de son mandat de député le 26 février 1986.

D. - DEMISSION DE DEPUTES

M. Jean-Jacques BENETIÈRE (Loire, 5e circonscription) [*J.O.* du 12 mars 1986] (p. 3825).

M. Henry DELISLE (Calvados, 2e circonscription) [*J.O.* du 21 février 1986] (p. 2851).

M. Raymond FORNI (territoire de Belfort, 2e circonscription) [*J.O.* du 23 août 1985] (p. 9754).

M. Léo GRÉZARD (Yonne, 2e circonscription) [*J.O.* du 14 mars 1986] (p. 4043).

M. Raymond JULIEN (Gironde, 5e circonscription) [*J.O.* du 14 mars 1986] (p. 4043).

M. Marc MASSION (Seine-Maritime, 2e circonscription) [*J.O.* du 16 mars 1986] (p. 4468).

M. Claude WILQUIN (Pas-de-Calais, 4e circonscription) [*J.O.* du 12 mars 1986] (p. 3825).

E. - DEPUTES DECEDES

M. Jean IBANES (Ariège, 2e circonscription), décédé le 29 mars 1985 [*J. O.* du 30 mars 1985] (p. 3752).

M. Jean-Pierre GABARROU (Tarn, 2e circonscription), décédé le 22 mai 1985 [*J. O.* du 23 mai 1985] (p. 5796).

M. René GAILLARD (Deux-Sèvres, 1re circonscription), décédé le 28 décembre 1985 [*J. O.* du 29 décembre 1985] (p. 15391).

III. - GROUPES POLITIQUES

I. - Groupe socialiste

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1985 :*

Cesse d'appartenir à ce groupe : [*J.O.* du 30 mars 1985] (p. 3752) : M. Ibanés (Jean).

b) *Font partie de ce groupe :* (268 membres) [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3848). - Président : M. Billardon (André). - MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Alaize (Jean-Marie), Anciant (Jean), Aumont (Robert), Badet (Jacques), Balligand (Jean-Pierre), Bally (Georges), Bapt (Gérard), Baraillа (Régis), Bardin (Bernard), Bartoloné (Claude), Bassinet (Philippe), Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beaufils (Jean), Beaufort (Jean), Bêche (Guy), Becq (Jacques), Bédoussac (Firmin), Beix (Roland), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Benetière (Jean-Jacques), Bérégovoy (Michel), Bernard (Jean), Bernard (Pierre), Bernard (Roland), Berson (Michel), Bertile (Wilfrid), Besson (Louis), Billardon (André), Billon (Alain), Bladt (Paul), Blisko (Serge), Bois (Jean-Claude), Bonnemaison (Gilbert), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bourget (René), Bourguignon (Pierre), Braine (Jean-Pierre), Briand (Maurice), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Mme Cacheux (Denise), MM. Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Caumont (Robert de), Chanfrault (Guy), Chapuis (Robert), Charpentier (Gilles), Charzat (Michel), Chaubard (Albert), Chauveau (Guy-Michel), Chénard (Alain), Chevallier (Daniel), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Colin (Georges), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Mme Commergnat (Nelly), MM. Couqueberg (Lucien), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Defarge (Christian), Dehoux (Marcel), Delanoë (Bertrand), Delehedde (André), Delisle (Henry), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dessein (Jean-Claude), Destrade (Jean-Pierre), Dhaille (Paul), Dollo (Yves), Douyère (Raymond), Drouin (René), Dumont (Jean-Louis), Dupilet (Dominique), Mme Dupuy (Lydie), MM. Durbec (Guy), Durieux (Jean-Paul), Duroure (Roger), Durupt (Job), Escutia (Manuel), Esmonin (Jean), Estier (Claude), Evin (Claude), Faugaret (Alain), Mme Fiévet (Berthe), MM. Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Fourré (Jean-Pierre), Mme Frachon (Martine), MM. Frêche (Georges), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Gallet (Jean), Garmendia (Pierre), Garrouste (Marcel), Mme Gaspard (Françoise), MM. Germon (Claude), Giolitti (Francis), Giovannelli (Jean), Gourmelon (Joseph), Goux (Christian), Gouze (Hubert), Gouzes (Gérard), Grézard (Léo), Grimont (Jean), Guyard (Jacques), Haesebroeck (Gérard), Hautecœur (Alain), Haye (Kléber), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Istace (Gérard), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Jalton (Frédéric), Join (Marcel), Josephe (Noël), Jospin (Lionel), Josselin (Charles), Journet (Alain), Kucheida (Jean-Pierre), Labazée (Georges), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Lagorce (Pierre), Laignel (André), Lambert (Michel), Lambertin (Jean-Pierre), Lareng (Louis), Lassale (Roger), Laurent (André), Laurissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Baill (Georges), Leborne (Roger), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Drian (Jean-Yves), Le Foll (Robert), Lefranc (Bernard), Le Gars (Jean), Lejeune (André), Leonetti (Jean-Jacques), Le Pensec (Louis), Loncle (François), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Marchand (Philippe), Mas (Roger), Massaud (Edmond), Masse (Marius), Massion (Marc), Massot (François), Mathus (Maurice), Mellick (Jacques), Menga (Joseph), Mermaz (Louis), Métais (Pierre), Metzinger (Charles), Michel (Claude), Michel (Henri), Michel (Jean-Pierre), Mitterrand (Gilbert), Mocœur (Marcel), Montergnole (Bernard), Mme Mora (Christiane), MM. Moreau (Paul), Mortelette (François), Moulinet (Louis), Natiez (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Mmes Osselin (Jacqueline), Patrat (Marie-Thérèse), MM. Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perrier (Paul), Pesce (Rodolphe), Peuziat (Jean), Philibert (Louis), Pierret (Christian), Pignion (Lucien), Pinard (Joseph), Pistre (Charles), Planchou (Jean-Paul), Poignant (Bernard), Poperen (Jean), Portheault (Jean-Claude), Pourchon (Maurice), Prat (Henri), Prouvost (Pierre), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Renault (Amédée), Richard (Alain), Rival (Maurice), Robin (Louis), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Rousseau (Jean), Sainte-Marie (Michel), Sanmarco (Philippe), Santa Cruz (Jean-Pierre), Santrot (Jacques), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Sénès (Gilbert), Sergent (Michel), Mmes Sicard (Odile), Soum (Renée), Sublet (Marie-Josèphe), MM. Suchod (Michel), Sueur (Jean-Pierre), Tabanou (Pierre), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Teisseire (Eugène), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tinseau (Luc), Tondon (Yvon), Mme Toutain (Ghislaine), MM. Vacant (Edmond), Vadepied (Guy), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Verdon (Marc), Vidal (Joseph), Villette (Bernard), Vivien (Alain), Vouillot (Hervé), Wacheux (Marcel), Wilquin (Claude), Worms (Jean-Pierre).

c) *S'inscrivent à ce groupe* [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3902) : M. Massat (René) ; [*J.O.* du 29 mai 1985] (p. 5971) : Mme Alquier (Jacqueline) ; [*J.O.* du 28 septembre 1985] (p. 11249) : M. Reboul (Charles) ; [*J.O.* du 9 janvier 1986] (p. 452) : M. Guyton (Michel) ; [*J.O.* du 10 janvier 1986] (p. 498) : M. Gaubert (Jean) ; [*J.O.* du 28 février 1986] (p. 3195) : Mme Gastebois (Françoise).

d) *Cessent d'appartenir à ce groupe :* [*J.O.* du 23 mai 1985] (p. 5796) : M. Gabarrou (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 23 août 1985] (p. 9754) : Forni (Raymond) ; [*J.O.* du 21 septembre 1985] (p. 10945) : M. Taddei (Dominique) ; [*J.O.* du 30 octobre 1985] (p. 12575) : M. Houteer (Gérard) ; [*J.O.* du 20 novembre 1985] (p. 12462) : M. Villette (Bernard) ; [*J.O.* du 11 décembre 1985] (p. 14417) : M. Pinard (Joseph) ; [*J.O.* du 13 décembre 1985] (p. 14510) : M. Le Coadic (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14699) : M. Josselin (Charles) ; [*J.O.* du 29 décembre 1985] (p. 15391) : M. Gaillard (René) ; [*J.O.* du 21 février 1986] (p. 2851) : M. Delisle (Henry) ; [*J.O.* du 28 février 1986] (p. 3195) : M. Escutia (Manuel) ; [*J.O.* du 12 mars 1986] (p. 3825) : MM. Benetière (Jean-Jacques), Wilquin (Claude) ; [*J.O.* du 14 mars 1986] (p. 4043) : M. Grézard (Léo) ; [*J.O.* du 16 mars 1986] (p. 4468) : M. Massion (Marc).

e) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

- *s'apparentent à ce groupe* (16 membres) [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848) : MM. Alfonsi (Nicolas), Bonnet (Alain), Castor (Elie), Césaire (Aimé), Mme Chaigneau (Colette), MM. Charles (Bernard), Defontaine (Jean-Pierre), Duprat (Jean), Duraffour (Paul), Hory (Jean-François), Julien (Raymond), Larroque (Pierre), Luisi (Jean-Paul), Pen (Albert), Rigal (Jean), Zuccarelli (Jean).

f) *Cesse d'être apparenté :* [*J.O.* du 14 mars 1986] (p. 4043) : M. Julien (Raymond).

II. - Groupe du rassemblement pour la République

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1985 :*

Cesse d'appartenir à ce groupe : [*J.O.* du 4 janvier 1985] (p. 123) : M. Gascher (Pierre).

b) *Font partie de ce groupe* (80 membres) [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3849). - Président : M. Labbé (Claude). - MM. Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Bachelet (Pierre), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bergelin (Christian), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Cavaillé (Jean-Charles), Chaban-Delmas (Jacques), Charié (Jean-Paul), Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chirac (Jacques), Cointat (Michel), Corrèze (Roger), Couve de Murville (Maurice), Debré (Michel), Delatre (Georges), Durr (André), Falala (Jean), Fillon (François), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Galley (Robert), Gastines (Henri de), Gissinger (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guichard (Olivier), Haby (Charles), Hamelin (Jean), Mme Hauteclocque (Nicole de), MM. Inchauspé (Michel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lauriol (Marc), Lipkowski (Jean de), Marcus (Claude-Gérard),

Masson (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Médecin (Jacques), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Narquin (Jean), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Paccou (Charles), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Petit (Camille), Peyrefitte (Alain), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Préaumont (Jean de), Raynal (Pierre), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rocher (Bernard), Salmon (Tutaha), Santoni (Hyacinthe), Séguin (Philippe), Sprauer (Germain), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

c) *S'inscrivent à ce groupe :* [*J.O.* du 3 mai 1985] (p. 5093) : M. André (René) ; [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14579) : M. Cousté (Pierre-Bernard).

d) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement. - S'apparentent à ce groupe* (8 membres) [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3849) : MM. André (René), Bénouville (Pierre de), Cousté (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Deniau (Xavier), Frédéric-Dupont (Edouard), Mme Missoffe (Hélène), M. Richard (Lucien).

e) *Cessent d'être apparentés :* [*J.O.* du 3 mai 1985] (p. 5093) : M. André (René) ; [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14579) : M. Cousté (Pierre-Bernard).

III. - Groupe de l'union pour la démocratie française

a) *Font partie de ce groupe* (50 membres) [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3849). - Président : M. Gaudin (Jean-Claude). - MM. Alphandéry (Edmond), Aubert (François d'), Barrot (Jacques), Baudoin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Birraux (Claude), Blanc (Jacques), Bouvard (Loïc), Briane (Jean), Brocard (Jean), Caro (Jean-Marie), Clément (Pascal), Daillet (Jean-Marie), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Durand (Adrien), Fèvre (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giscard d'Estaing (Valéry), Haby (René), Hamel (Emmanuel), Koehl (Emile), Léotard (François), Lestas (Roger), Madelin (Alain), Marcellin (Raymond), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Méhaignerie (Pierre), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Mme Moreau (Louise), MM. Ornano (Michel d'), Perrut (Francisque), Proriol (Jean), Rossinot (André), Sautier (Yves), Seitlinger (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard).

b) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement. - S'apparentent à ce groupe* (13 membres) [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3849) : MM. Barre (Raymond), Bigeard (Marcel), Brochard (Albert), Esdras (Marcel), Fouchier (Jacques), Mme d'Harcourt (Florence), MM. d'Harcourt (François), Kergueris (Aimé), Ligot (Maurice), Mathieu (Gilbert), Pernin (Paul), Rigaud (Jean), Zeller (Adrien).

IV. - Groupe communiste

a) *Font partie de ce groupe* (43 membres) [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3849). - Président : M. Lajoinie (André). - MM. Ansart (Gustave), Asensi (François), Balmigère (Paul), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Chomat (Paul), Combasteil (Jean), Couillet (Michel), Ducoloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (Dominique), Garcin (Edmond), Mme Goeuriot (Colette), MM. Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Horvath (Adrienne), Jacquaint (Muguette), MM. Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Lajoinie (André), Legrand (Joseph), Le Meur (Daniel), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Mazoin (Roland), Mercieca (Paul), Montdargent (Robert), Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porelli (Vincent), Renard (Roland), Rieubon (René), Rimbault (Jacques), Roger (Emile), Soury (André), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Zarka (Pierre).

b) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement. - S'apparente à ce groupe* (1 membre) [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3849) : M. Moutoussamy (Ernest).

V. - Liste des députés n'appartenant à aucun groupe

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1985 :* deviennent députés non inscrits [*J.O.* du 4 janvier 1985] (p. 123) : M. Gascher (Pierre) ; [*J.O.* du 30 mars 1985] (p. 3752) : M. Massat (René).

b) *Deviennent députés non inscrits (12 membres)* [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3849) ; MM. Audinot (André), Branger (Jean-Guy), Fontaine (Jean), Gascher (Pierre), Hunault (Xavier), Juventin (Jean), Massat (René), Pidjot (Roch), Royer (Jean), Sablé (Victor), Sergheraert (Maurice), Stirn (Olivier) ; [*J.O.* du 23 mai 1985] (p. 5796) : Mme Alquier (Jacqueline) ; [*J.O.* du 21 septembre 1985] (p. 10945) : M. Reboul (Charles) ; [*J.O.* du 30 octobre 1985] (p. 12575) : M. Houteer (Gérard) ; [*J.O.* du 20 novembre 1985] (p. 12462) : M. Villette (Bernard) ; [*J.O.* du 11 décembre 1985] (p. 14417) : M. Pinard (Joseph) ; [*J.O.* du 13 décembre 1985] (p. 14510) : M. Le Coadic (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14699) : M. Gaubert (Jean) ; [*J.O.* du 4 janvier 1986] (p. 237) : M. Guyton (Michel).

c) *Cessent d'être non inscrits :* [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3902) : M. Massat (René) ; [*J.O.* du 29 mai 1985] (p. 5971) : Mme Alquier (Jacqueline) ; [*J.O.* du 28 septembre 1985] (p. 11249) : M. Reboul (Charles) ; [*J.O.* du 9 janvier 1986] (p. 452) : M. Guyton (Michel) ; [*J.O.* du 10 janvier 1986] (p. 498) : M. Gaubert (Jean).

IV. - BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

NOMINATIONS DU 2 AVRIL 1985

Nomination des six vice-présidents : [2 avril 1985] (p. 48) : MM. Marchand (Philippe), Séguin (Philippe), Blanc (Jacques), Ducoloné (Guy), Fourré (Jean-Pierre), Roger-Machart (Jacques).

Nomination des trois questeurs : [2 avril 1985] (p. 48) : MM. Laurissergues (Christian), Gaillard (René), Corréze (Roger).

Nomination des douze secrétaires : [2 avril 1985] (p. 48) : MM. Bellon (André), Billon (Alain), Bourguignon (Pierre), Brunhes (Jacques), Delisle (Henry), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Gissinger (Antoine), Goulet (Daniel), Hage (Georges), Julien (Raymond), Poignant (Bernard).

NOMINATION DU 9 JANVIER 1986

Nomination d'un questeur : [9 janvier 1986] (p. 5) : Mme Cacheux (Denise), en remplacement de M. Gaillard (René).

V. - COMMISSIONS PERMANENTES

1. - **Commission des affaires culturelles, familiales et sociales :**

a) Modification entre le 1er janvier et le 2 avril 1985 : cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 janvier 1985] (p. 164) : M. Gascher (Pierre).

b) Membres [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3902) : MM. Alaize (Jean-Marie), Ansquer (Vincent), Bachelet (Pierre), Bardin (Bernard), Barrot (Jacques), Bartoloné (Claude), Bas (Pierre), Bateux (Jean-Claude), Bayard (Henri), Beaufort (Jean), Becq (Jacques), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Billon (Alain), Blisko (Serge), Bocquet (Alain), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Bourg-Broc (Bruno), Braine (Jean-Pierre), Brial (Benjamin), Brunhes (Jacques), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Césaire (Aimé), Chaban-Delmas (Jacques), Mme Chaigneau (Colette), MM. Chanfrault (Guy), Charles (Bernard), Chevallier (Daniel), Chirac (Jacques), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Couqueberg (Lucien), Dehoux (Marcel), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dollo (Yves), Durr (André), Durupt (Job), Esmonin (Jean), Evin (Claude), Falala (Jean), Florian (Jean), Mmes Frachon (Martine), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Gabarrou (Jean-Pierre), Garrouste (Marcel), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giovannelli (Jean), Gissinger (Antoine), Godefroy (Pierre), Guyard (Jacques), Haby (Charles), Haby (René), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Julia (Didier), Koehl (Emile), Laborde (Jean), Lareng (Louis), Laurent (André), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Foll (Robert), Le Gars (Jean), Legrand (Joseph), Luisi (Jean-Paul), Madelin (Alain), Marchais (Georges), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Metzinger (Charles), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Montergnole (Bernard), Narquin (Jean), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Pénicaut (Jean-Pierre), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Pesce (Rodolphe), Petit (Camille), Pidjot (Roch), Pinard (Joseph), Pinte (Etienne), Poignant (Bernard), Pons (Bernard), Proriol (Jean), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Renard (Roland), Rossinot (André), Santoni (Hyacinthe), Santrot (Jacques), Sautier (Yves), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tourné (André), Mme Toutain (Ghislaine), M. Zarka (Pierre).

c) Bureau [*J.O.* du 4 avril 1985] (p. 3976) : président : M. Evin (Claude) ; vice-présidents : MM. Brunhes (Jacques), Coffineau (Michel), Derosier (Bernard), Metzinger (Charles); secrétaires : MM. Hage (Georges), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Provost (Eliane), M. Renard (Roland).

d) Deviennent membres de cette commission [*J.O.* du 10 avril 1985] (p. 4188) : M. Santa Cruz (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 21 novembre 1985] (p. 13505) : M. Houteer (Gérard); [*J.O.* du 26 novembre 1985] (p. 13707) : M. Villette (Bernard) ; [*J.O.* du 4 février 1986] (p. 1975) : MM. Jans (Parfait), Odru (Louis).

e) Cessent d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14460) : M. Pinard (Joseph); [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14579) : M. Le Coadic (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 4 février 1986] (p. 1975) : MM. Hermier (Guy), Marchais (Georges).

2. - **Commission des affaires étrangères :**

a) Membres [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3903) : MM. Adevah-Poeuf (Maurice), Barre (Raymond), Baumel (Jacques), Bellon (André), Bérégovoy (Michel), Bernard (Roland), Bertile (Wilfrid), Blanc (Jacques), Bustin (Georges), Caro (Jean-Marie), Castor (Elie), Couve de Murville (Maurice), Defarge (Christian), Delehedde (André), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Mme Dupuy (Lydie), MM. Duraffour (Paul), Escutia (Manuel), Estier (Claude), Fourré (Jean-Pierre), Frédéric-Dupont (Edouard), Giolitti (Francis), Gorse (Georges), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Harcourt (François d'), Josephe (Noël), Jospin (Lionel), Journet (Alain), Julien (Raymond), Kaspereit (Gabriel), Lagorce (Pierre), Larroque (Pierre), Léotard (François), Lipkowski (Jean de), Loncle (François), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Marcus (Claude-Gérard), Mathus (Maurice), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Montdargent (Robert), Moulinet (Louis), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Nungesser (Roland), Odru (Louis), Pernin (Paul), Peyrefitte (Alain), Raynal (Pierre), Rigal (Jean), Roger (Emile), Rousseau (Jean), Sablé (Victor), Sainte-Marie (Michel), Seitlinger (Jean), Sergent (Michel), Stirn (Olivier), Teisseire (Eugène), Vadepied (Guy), Vial-Massat (Théo).

b) Bureau [*J.O.* du 4 avril 1985] (p. 3976) : président : M. Estier (Claude) ; vice-présidents : MM. Bellon (André), Julien (Raymond), Montdargent (Robert) ; secrétaires : M. Bérégovoy (Michel), Mme Neiertz (Véronique), M. Vadepied (Guy).

c) Cesse d'appartenir à cette commission : [*J.O.* du 4 février 1986] (p. 1975) : M. Odru (Louis).

d) Devient membre de cette commission : [*J.O.* du 4 février 1986] (p. 1975) : M. Marchais (Georges).

3. - **Commission de la défense nationale et des forces armées :**

a) Membres [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3903) : MM. Aumont (Robert), Baudouin (Henri), Beix (Roland), Bénouville (Pierre de), Bigeard (Marcel), Billardon (André), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Briane (Jean), Brocard (Jean), Chauveau (Guy-Michel), Combasteil (Jean), Corrèze (Roger), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Delatre (Georges), Dessein (Jean-Claude), Dominati (Jacques), Duprat (Jean), Durbec (Guy), Dutard (Lucien), Faugaret (Alain), Fillon (François), Frêche (Georges), Gaillard (René), Garmendia (Pierre), Gascher (Pierre), Gastines (Henri de), Goulet (Daniel), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Mme Hautecloque (Nicole de), MM. Huyghues des Etages (Jacques), Istace (Gérard), Join (Marcel), Jourdan (Emile), Juventin (Jean), Lafleur (Jacques), Lambertin (Jean-Pierre), Lancien (Yves), Lavédrine (Jacques), Lefranc (Bernard), Lejeune (André), Leonetti (Jean-Jacques), Masse (Marius), Mauger (Pierre), Mesmin (Georges), Moreau (Paul), Nilès (Maurice), Mme Patrat (Marie-Thérèse), MM. Philibert (Louis), Pignion (Lucien), Raymond (Alex), Richard (Lucien), Rimbault (Jacques), Robin (Louis), Tinseau (Luc), Vacant (Edmond), Verdon (Marc), Villette (Bernard).

b) bureau [*J.O.* du 4 avril 1985] (p. 3976) : président : M. Darinot (Louis) ; vice-présidents : MM. Aumont (Robert), Combasteil (Jean), Huyghues des Etages (Jacques) ; secrétaires : M. Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Mme Patrat (Marie-Thérèse), M. Tinseau (Luc).

c) Cessent d'appartenir à cette commission : [*J.O.* du 22 mai 1985] (p. 5755) : M. Lafleur (Jacques) ; [*J.O.* du 21 novembre 1985] (p. 13505) ; M. Villette (Bernard).

4. - **Commission des finances, de l'économie générale et du plan :**

a) Membres [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3903) : MM. Alphandéry (Edmond), Anciant (Jean), Aubert (François d'), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barnier (Michel), Bêche (Guy), Benetière (Jean-Jacques), Bergelin (Christian), Berson (Michel), Bonnet (Alain), Charzat (Michel), Chénard (Alain), Cointat (Michel), Couillet (Michel), Denvers (Albert), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Forgues (Pierre), Fossé (Roger), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Germon (Claude), Goux

(Christian), Hamel (Emmanuel), Inchauspé (Michel), Jans (Parfait), Josselin (Charles), Laignel (André), Le Drian (Jean-Yves), Le Pensec (Louis), Ligot (Maurice), Massion (Marc), Mazoin (Roland), Mercieca (Paul), Mestre (Philippe), Mortelette (François), Natiez (Jean), Noir (Michel), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Pen (Albert), Pierret (Christian), Planchou (Jean-Paul),Pourchon (Maurice), Préaumont (Jean de), Prouvost (Pierre), Rieubon (René), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rodet (Alain), Royer (Jean), Sanmarco (Philippe), Soisson (Jean-Pierre), Mme Soum (Renée), MM. Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Tranchant (Georges), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Vouillot (Hervé), Wilquin (Claude), Zeller (Adrien).

b) Bureau [*J.O.* du 4 avril 1985] (p. 3976) : président M. Goux (Christian) ; rapporteur général : M. Pierret (Christian) ; vice-présidents : MM. Frelaut (Dominique), Laignel (André), Mortelette (François) ; secrétaires : MM. Bêche (Guy), Bonnet (Alain), Mercieca (Paul).

c) Deviennent membres de cette commission : [*J.O.* du 29 septembre 1985] (p. 11322) : M. Durieux (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 11 janvier 1986] (p. 590) : M. Gaubert (Jean) [*J.O.* du 4 février 1986] (p. 1975) : M. Hermier (Guy).

d) Cesse d'appartenir à cette commission : [*J.O.* du 4 février 1986] (p. 1975) : M. Jans (Parfait).

5. - Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République :

a) Membres [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3903) : MM. Alfonsi (Nicolas), Aubert (Emmanuel), Barthe (Jean-Jacques), Besson (Louis), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Briand (Maurice), Mme Cacheux (Denise), MM. Charié (Jean-Paul), Charles (Serge), Charpentier (Gilles), Clément (Pascal), Delanoë (Bertrand), Ducoloné (Guy), Esdras (Marcel), Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Fontaine (Jean), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Garcin (Edmond), Mme Gaspard (Françoise), MM. Gaudin (Jean-Claude), Giscard d'Estaing (Valéry), Gouzes (Gérard), Grimont (Jean), Guichard (Olivier), Hautecœur (Alain), Hory (Jean-François), Houteer (Gérard), Krieg (Pierre-Charles), Labazée (Georges), Lauriol (Marc), Leborne (Roger), Le Meur (Daniel), Maisonnat (Louis), Marcellin (Raymond), Marchand (Philippe), Massot (François), Menga (Joseph), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Moutoussamy (Ernest), Ornano (Michel d'), Poperen (Jean), Renault (Amédée), Richard (Alain), Rival (Maurice), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Sapin (Michel), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Stasi (Bernard), Suchod (Michel), Tabanou (Pierre), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Worms (Jean-Pierre), Zuccarelli (Jean).

b) Bureau [*J.O.* du 4 avril 1985] (p. 3976) : président : M. Forni (Raymond) ; vice-présidents : MM. Garcin (Edmond), Richard (Alain), Sapin (Michel) ; secrétaires : Mme Cacheux (Denise), MM. Floch (Jacques), Moutoussamy (Ernest). [*J.O.* du 3 octobre 1985] (p. 11465) : président : M. Michel (Jean-Pierre).

c) Devient membre de cette commission [*J.O.* du 22 mai 1985] (p. 5755) : M. Lafleur (Jacques).

d) Cessent d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 22 mai 1985] (p. 5755) : M. Tiberi (Jean) ; [*J.O.* du 31 octobre 1985] (p. 12617) : M. Houteer (Gérard).

6. - Commission de la production et des échanges :

a) Membres [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3903) : MM. André (René), Ansart (Gustave), Asensi (François), Audinot (André), Badet (Jacques), Bally (Georges), Balmigère (Paul), Barailla (Régis), Bassinet (Philippe), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beaufils (Jean), Bedoussac (Firmin), Bégault (Jean), Bernard (Jean), Bernard (Pierre), Birraux (Claude), Bladt (Paul), Bois (Jean-Claude), Bourget (René), Brochard (Albert), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Caumont (Robert de), Cavaillé (Jean-Charles), Chapuis (Robert), Chasseguet (Gérard), Chaubard (Albert), Chomat (Paul), Colin (Georges), Mme Commergnat (Nelly), MM. Cousté (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Defontaine (Jean-Pierre), Delisle (Henry), Desanlis (Jean), Destrade (Jean-Pierre), Dousset (Maurice), Drouin (René), Dupilet (Dominique), Durand (Adrien), Durieux (Jean-Paul), Duroméa (André), Duroure (Roger), Fèvre (Charles), Mme Fiévet (Berthe), MM. Fouchier (Jacques), Gallet (Jean), Galley (Robert), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Mme Goeuriot (Colette), MM. Grézard (Léo), Grussenmeyer (François), Hamelin (Jean), Haye (Kléber), Mme Horvath (Adrienne), MM. Huguet (Roland), Hunault (Xavier), Jagoret (Pierre), Jalton (Frédéric), Jarosz (Jean), Kergueris (Aimé), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), La Combe (René), Lajoinie (André), Lambert (Michel), Lassale (Roger), Laurissergues (Christian), Le Baill (Georges), Lestas (Roger), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Mas (Roger), Massat (René), Massaud (Edmond), Masson (Jean-Louis), Mathieu (Gilbert), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Méhaignerie (Pierre), Métais (Pierre), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Mitterrand (Gilbert), Mocoeur (Marcel), Mmes Mora (Christiane), Moreau (Louise), MM. Notebart (Arthur), Paccou (Charles), Patriat (François), Perbet (Régis), Perrier (Claude), Peuziat (Jean), Pistre (Charles), Porelli (Vincent), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Ravassard (Noël), Rigaud (Jean), Rocher (Bernard), Salmon (Tutuha), Santa Cruz (Jean-Pierre), Sarre (Georges), Sénès (Gilbert), Mme Sicard (Odile), MM. Soury (André), Tondon (Yvon), Valleix (Jean), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Vidal (Joseph), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

b) Bureau [*J.O.* du 4 avril 1985] (p. 3976) : président : M. Chomat (Paul) ; vice-présidents : MM. Bassinet (Philippe), Huguet (Roland), Michel (Claude), Soury (André) ; secrétaires : MM. Chapuis (Robert), Delisle (Henry), Mmes Horvath (Adrienne), Sicard (Odile).

c) Deviennent membres de cette commission [*J.O.* du 10 avril 1985] (p. 4188) : M. Gabarrou (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 30 mai 1985] (p. 6008) : Mme Alquier (Jacqueline) ; [*J.O.* du 29 septembre 1985] (p. 11322) : M. Reboul (Charles).

d) Cessent d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 10 avril 1985] (p. 4188) : M. Santa Cruz (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 29 septembre 1985] (p. 11322) : M. Durieux (Jean-Paul).

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes :

a) Membres [*J.O.* du 4 avril 1985] (p. 3976) : MM. Anciant (Jean), Aumont (Robert), Balligand (Jean-Pierre), Bas (Pierre), Bonnet (Alain), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Inchauspé (Michel), Lagorce (Pierre), Mortelette (François), Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert), Tabanou (Pierre), Testu (Jean-Michel).

b) Bureau [*J.O.* du 4 avril 1985] (p. 3977) : président : M. Aumont (Robert) ; vice-présidents : MM. Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert) ; secrétaires : MM. Anciant (Jean), Mortelette (François).

VI. - COMMISSIONS « AD HOC »

chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (nos 2905, 2906, et 2910).

Membres [*J.O.* du 18 juillet 1985] (p. 8134) : MM. Bateux (Jean-Claude), Billardon (André), Brocard (Jean), Ducoloné (Guy), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Gouzes (Gérard), Lauriol (Marc), Massot (François), Micaux (Pierre), Patriat (François), Planchou (Jean-Paul), Pourchon (Maurice), Seguin (Philippe), Sueur (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 24 juillet 1985] (p. 8391 : MM. Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel).

Cessent d'appartenir à ces commissions : [*J.O.* du 24 juillet 1985] (p. 8391) : MM. Lauriol (Marc), Seguin (Philippe).

Bureau de ces commissions [*J.O.* du 25 juillet 1985] (p. 8624) : président : M. Gouzes (Gérard) ; Vice-présidents : MM. Bateux (Jean-Claude) et Julia (Didier) ; rapporteur : M. Massot (François).

VII. - COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Constituées pour l'examen :

- du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie (n° 2568) [*J.O.* du 26 janvier 1983] (p. 1141) ;
- du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [*J.O.* du 23 mai 1985] (p. 5798) ;
- du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [*J.O.* du 4 juin 1985] (p. 6191) ;
- du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [*J.O.* du 4 juin 1985] (p. 6191) ;
- du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [*J.O.* du 8 juin 1985] (p. 6376) ;
- du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [*J.O.* du 11 juin 1985] (p. 6439) ;
- du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [*J.O.* du 13 juin 1985] (p. 6537) ;
- du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [*J.O.* du 14 juin 1985] (p. 6584) ;
- du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [*J.O.* du 19 juin 1985] (p. 6788) ;
- du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [*J.O.* du 19 juin 1985] (p. 6788) ;
- du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [*J.O.* du 19 juin 1985] (p. 6788) ;
- du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [*J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6897) ;
- du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [*J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6897) ;
- du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [*J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6898) ;
- du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [*J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6898) ;
- du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [*J.O.* du 26 juin 1985] (p. 7067) ;
- du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [*J.O.* du 26 juin 1985] (p. 7067) ;
- du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [*J.O.* du 26 juin 1985] (p. 7068) ;
- du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [*J.O.* du 27 juin 1985] (p. 7110) ;
- du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [*J.O.* du 27 juin 1985] (p. 7110) ;
- du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [*J.O.* du 28 juin 1985] (p. 7179) ;
- du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [*J.O.* du 12 juillet 1985] (p. 7892) ;
- du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [*J.O.* du 20 juillet 1985] (p. 8248) ;
- du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [*J.O.* du 26 juillet 1985] (p. 8524) ;
- du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [*J.O.* du 27 juillet 1985] (p. 8571) ;
- de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [*J.O.* du 21 août 1985] (p. 9620) ;
- du projet de loi complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-584 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonctions publique territoriale (n° 2801) [*J.O.* du 25 octobre 1985] (p. 12365) ;
- du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [*J.O.* du 1er novembre 1985] (p. 12675) ;
- du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [*J.O.* du 1er novembre 1985] (p. 12675) ;
- du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [*J.O.* du 5 novembre 1985] (p. 12828) ;
- du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [*J.O.* du 16 novembre 1985] (p. 13342) ;
- du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [*J.O.* du 21 novembre 1985] (p. 13506) ;
- du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [*J.O.* du 21 novembre 1985] (p. 13506) ;
- du projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908) [*J.O.* du 22 novembre 1985] (p. 13556) ;
- du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [*J.O.* du 22 novembre 1985] (p. 13556) ;
- du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [*J.O.* du 22 novembre 1985] (p. 13556) ;
- du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [*J.O.* du 28 novembre 1985] (p. 13811) ;
- du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [*J.O.* du 3 décembre 1985] (p. 14048) ;
- du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [*J.O.* du 6 décembre 1985] (p. 14200) ;
- du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14462) ;
- du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14463) ;
- du projet de loi autorisant la ratification du protocole d'accord n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'aboli-

tion de la peine de mort (n° 2732) [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14463) ;

- du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14463) ;

- du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14581) ;

- du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14582) ;

- du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098)[*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14582) ;

- du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14582) ;

- du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14702) ;

- du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14702) ;

- du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14703) ;

- du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [*J.O.* du 18 décembre 1985] (p. 14753) ;

- du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [*J.O.* du 19 décembre 1985] (p. 14815) ;

- du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [*J.O.* du 20 décembre 1985] (p. 14911) ;

- du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [*J.O.* du 20 décembre 1985] (p. 14912) ;

- du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [*J.O.* du 20 décembre 1985] (p. 14912) ;

- du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [*J.O.* du 21 décembre 1985] (p. 14992) ;

- du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [*J.O.* du 21 décembre 1985] (p. 14992) ;

- du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [*J.O.* du 21 décembre 1985] (p. 14993) ;

- du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [*J.O.* du 22 décembre 1985] (p. 15039) ;

- du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [*J.O.* du 22 décembre 1985] (p. 15040).

- du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [*J.O.* du 8 février 1986] (p. 2297) ;

VIII. - DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Agence nationale pour l'information touristique :

Membres titulaires [*J.O.* du 29 novembre 1985] (p. 13868) : MM. Besson (Louis), Chaubard (Albert), Porelli (Vincent).

Membres suppléants [*J.O.* du 29 novembre 1985] (p. 13868) : MM. Pourchon (Maurice), Bonnet (Alain), Préaumont (Jean de).

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie :

Membres [*J.O.* du 3 mai 1985] (p. 5093) : MM. Chaubard (Albert) ; Birraux (Claude).

Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé :

Membre [*J.O.* du 7 novembre 1985] (p. 12934) : M. Grézard (Léo).

Comité de l'éthique du loto sportif :

Membre titulaire [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3846) : M. Théaudin (Clément).

Membre suppléant [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3846) : M. Wilquin (Claude).

Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées :

Membre [*J.O.* du 29 juin 1985] (p. 7290) : Mme Provost (Eliane).

Comité des prix de revient des fabrications d'armement :

Membre [*J.O.* du 31 mai 1985] (p. 6048) ; M. Cointat (Michel).

Comité directeur des fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) :

Membre [*J.O.* du 16 novembre 1985] (p. 13340) : M. Hory (Jean-François), en remplacement de M. Goux (Christian).

Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie :

Membres [*J.O.* du 7 novembre 1985] (p. 12934) : MM. Chaubart (Albert), Rodet (Alain).

Comité national des retraités et personnes âgées :

Membre [*J.O.* du 7 novembre 1985] (p. 12934) : M. Bapt (Gérard).

Commission centrale de classement des débits de tabac :

Membres [*J.O.* du 12 avril 1985] (p. 4300), [*J.O.* du 16 novembre 1985] (p. 13340) : MM. Fossé (Roger), Natiez (Jean).

Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice :

Membre [*J.O.* du 13 décembre 1985] (p. 14510) : M. Marchand (Philippe).

Commission consultative des fréquences :

Membres titulaires [*J.O.* du 8 novembre 1985] (p. 12973) : MM. Schreiner (Bernard), Hage (Georges).

Membres suppléants [*J.O.* du 8 novembre 1985] (p. 12973) : Mme Frachon (Martine), MM. Badet (Jacques), Le Gars (Jean), Mme Jacquaint (Muguette).

Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations :

Membre [*J.O.* du 11 octobre 1985] (p. 11833) : M. Sanmarco (Philippe).

Commission nationale de l'informatique et des libertés :

Membre [*J.O.* du 11 octobre 1985] (p. 11833) : M. Massot (François).

Commission nationale d'urbanisme commercial :

Membres titulaires [*J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6891) : M. Bassinet (Philippe) ; [*J.O.* du 3 juillet 1985] (p. 7478) : MM. Bassinet (Philippe), Destrade (Jean-Pierre), Mme Horvath (Adrienne), MM. Masson (Jean-Louis), Michel (Claude).

Membres suppléants [*J.O.* du 29 juin 1985] (p. 7291) : M. Grézard (Léo) ; [*J.O.* du 3 juillet 1985] (p. 7478) : MM. Borel (André), Combasteil (Jean), Durand (Adrien), Grézard (Léo), Portheault (Claude).

Commission plénière de la Caisse nationale de Crédit agricole :

Membres : [*J.O.* du 29 juin 1985] (p. 7291) : MM. Balmigère (Paul), Fouchier (Jacques), Gaillard (René).

Conseil d'administration d'Antenne 2 :

Membre : [*J.O.* du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Queyranne (Jean-Jack).

Conseil d'administration de F.R. 3 :

Membre : [*J.O.* du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Schreiner (Bernard).

Conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation public de Fresne spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées :

Membre titulaire : [*J.O.* des 7 et 11 février 1986] (p. 2232, 2414) : M. Cathala (Laurent).

Membre suppléant : [*J.O.* des 7 et 11 février 1986] (p. 2232, 2414) : M. Bartoloné (Claude).

Conseil d'administration de l'Etablissement public de diffusion :

Membre : [*J.O.* du 8 novembre 1985] (p. 12973) : M. Ducoloné (Guy).

Conseil d'administration de l'Etablissement public de la Cité des sciences et de l'industrie :

Membre : [*J.O.* du 19 avril 1985] (p. 4584) : M. Billon (Alain).

Conseil d'administration de l'Institut national de la communication audiovisuelle :

Membre : [*J.O.* du 8 novembre 1985] (p. 12973) : M. Madelin (Alain).

Conseil d'administration de Radio-France :

Membre : [*J.O.* du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Vivien (Robert-André).

Conseil d'administration de Radio-France internationale :

Membre : [*J.O.* du 8 novembre 1985] (p. 12973) : M. Bellon (André).

Conseil d'administration de T.F. 1. :

Membre : [*J.O.* du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Hage (Georges).

Conseil de gestion du Fonds national pour le développement de la vie associative :

Membre : [*J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6891) : M. Derosier (Bernard).

Conseil national de la montagne :

Membres : [*J.O.* du 8 novembre 1985] (p. 12973) : MM. Brune (Alain), Caumont (Robert de), Pierret (Christian), Bonrepaux (Augustin).

Conseil national de l'information statistique :

Membre : [*J.O.* du 11 octobre 1985] (p. 11833) : M. Tavernier (Yves).

Conseil national du bruit :

Membre : [*J.O.* du 7 novembre 1985] (p. 12934) : Mme Nevoux (Paulette).

Conseil supérieur de l'aviation marchande :

Membre titulaire : [*J.O.* du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Bassinet (Philippe).

Membre suppléant : [*J.O.* du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Labbé (Claude).

Conseil supérieur de la mutualité :

Membre : [*J.O.* du 29 juin 1985] (p. 7291) : M. Legrand (Joseph).

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire :

Membres : [*J.O.* du 12 avril 1985] (p. 4300) : MM. Benetière (Jean-Jacques), Ravassard (Noël).

Etablissement national des invalides de la marine :

Membres : [*J.O.* du 25 octobre 1985] (p. 12360) : MM. Colonna (Jean-Jacques), Denvers (Albert).

Haut Conseil du secteur public :

Membres : [*J.O.* du 29 juin 1985] (p. 729) : MM. Ansart (Gustave), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Charzat (Michel), Chaubard (Albert), Goux (Christian), Jans (Parfait) ; [*J.O.* du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Chomat (Paul).

IX. - AUTRES DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques :

Bureau : [*J.O.* du 22 mai 1985] (p. 5757) : vice-présidents : Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), M. Gissinger (Antoine) ; rapporteur : M. Loncle (François).

Membres : cesse d'être membre de cette délégation [*J.O.* du 29 mai 1985] (p. 5972) : M. Briane (Jean).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques :

Membres titulaires : [*J.O.* du 28 février 1985] (p. 2579) : secrétaire : M. Julia (Didier). [*J.O.* du 10 décembre 1985] (p. 14339) : président : M. Bassinet (Philippe) ; secrétaire : M. Julia (Didier).

X. - DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Membres : [*J.O.* du 17 avril 1985] (p. 4514) : M. Massat (René), en remplacement de M. Ibanès (Jean) ; [*J.O.*du 14 juin 1985] (p. 6577) : M. Proriol (Jean).

Bureau : [*J.O.* du 28 novembre 1985] (p. 13809) : président : M. Gouzes (Gérard) ; vice-président : M. Benetière (Jean-Jacques) ; secrétaire : M. Durieux (Jean-Paul).

XI. - DÉPUTÉS CHARGÉS D'UNE MISSION TEMPORAIRE

M. Jean-Michel TESTU, chargé d'une mission temporaire auprés du ministre délégué à la jeunesse et aux sports [*J.O.* du 15 mars 1985] (p. 3184). Fin de cette mission le 13 septembre 1985 [2 octobre 1985] (p. 2558).

M. Dominique TADDEI, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur [*J.O.* du 21 mars 1985] (p. 3397). Prolongation de cette mission [*J.O.*du 13 septembre 1985] (p. 10555).

M. Guy MALANDAIN, chargé d'une mission temporaire auprés du ministre de l'environnement [*J.O.* du 21 mai 1985] (p. 5725). Fin de cette mission le 20 novembre 1985 [21 novembre 1985] (p. 4599).

M. Claude GERMON, chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, du ministre de la recherche et de la technologie, et du ministre de l'économie, des finances et du budget [*J.O.* du 31 mai 1985] (p. 6040). Fin de cette mission le 30 novembre 1985 [2 décembre 1985] (p. 5098).

Jean VALROFF : fin, le 31 mai 1985, de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [3 juin 1985] (p. 1376).

Manuel ESCUTIA, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget [*J.O.* du 29 août 1985] (p. 9983).

Victor SABLÉ, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J.O.* du 23 novembre 1985] (p. 13604).

Jacques HUYGHUES DES ÉTAGES, chargé d'une mission temporaire auprés du ministre des relations extérieures [*J.O.* du 9 janvier 1986] (p. 448).

Claude WILQUIN, chargé d'une mission temporaire auprés du ministre délégué à la jeunesse et aux sports [*J.O.* du 22 janvier 1986] (p. 1123).

M. Albert DENVERS, chargé d'une mission temporaire auprés du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle [*J.O.* du 4 février 1986] (p. 1972).

M. Marcel ESCUTIA, prolongation de sa mission [*J.O.* du 25 février 1986] (p. 2995).

XII. - SESSIONS

Deuxième session extraordinaire de 1984-1985 (décret du 21 janvier 1985) : ouverture le 23 janvier 1985 [23 janvier 1985] (p. 2) ; clôture le 24 janvier 1985 [24 janvier 1985] (p. 41).

Seconde session ordinaire de 1984-1985 : ouverture le 2 avril 1985 [2 avril 1985] (p. 48) ; clôture le 29 juin 1985 [29 juin 1985] (p. 2287).

Troisième session extraordinaire de 1984-1985 (décrets des 28 juin et 10 juillet 1985) : ouverture le 1er juillet 1985 [1er juillet 1985] (p. 2290) ; clôture le 26 juillet 1985 [26 juillet 1985] (p. 2472).

Quatrième session extraordinaire de 1984-1985 (décret du 9 août 1985) : ouverture le 12 août 1985 [12 août 1985] (p. 2475) ; clôture le 20 août 1985 [20 août 1985] (p. 2551).

Première session ordinaire de 1985-1986 : ouverture le 2 octobre 1985 [2 octobre 1985] (p. 2558) ; clôture le 20 décembre 1985 [20 décembre 1985] (p. 6579).

Première session extraordinaire de 1985-1986 (décret du 20 décembre 1985) : ouverture le 21 décembre 1985 [21 décembre 1985] (p. 6587) ; clôture le 22 décembre 1985 [22 décembre 1985] (p. 6671).

Deuxième session extraordinaire de 1985-1986 (décret du 6 janvier 1986) : ouverture le 9 janvier 1986 [9 janvier 1985] (p. 5) ; clôture le 28 février 1986 [28 février 1986] (p. 37).

XIII. - COMPOSITION DU GOUVERNEMENT DE M. LAURENT FABIUS

(A la date du 1er janvier 1985.)

1. Par ordre alphabétique

M. Laurent FABIUS, Premier ministre.

M. Jean AUROUX, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports.

Mme Edwige AVICE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

M. Robert BADINTER, garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Jean-Michel BAYLET, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures.

M. Pierre BÉRÉGOVOY, ministre de l'économie, des finances et du budget.

M. Jean-Marie BOCKEL, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

Mme Huguette BOUCHARDEAU, ministre de l'environnement.

M. Alain CALMAT, ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

M. Roland CARRAZ, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique.

M. Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, ministre de l'éducation nationale.

M. Raymond COURRIÈRE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés.

M. Michel CRÉPEAU, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

Mme Edith CRESSON, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

M. Hubert CURIEN, ministre de la recherche et de la technologie.

M. Gaston DEFFERRE, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

M. Michel DELEBARRE, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Mme Georgina DUFOIX, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement.

M. Roland DUMAS, ministre des relations extérieures.

M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation.

M. Georges FILLIOUD, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication.

M. Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées.

M. Jean GATEL, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale.

M. Charles HERNU, ministre de la Défense.

M. Edmond HERVÉ, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé.

M. Pierre JOXE, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. André LABARRÈRE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

Mme Catherine LALUMIÈRE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

M. Jack LANG, ministre de la culture.

M. Jean LAURAIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre.

M. Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives.

M. Georges LEMOINE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

M. Guy LENGAGNE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer.

M. Martin MALVY, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie.

M. Louis MEXANDEAU, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T.

M. Christian NUCCI, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

M. Paul QUILÈS, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.

M. Michel ROCARD, ministre de l'agriculture.

Mme Yvette ROUDY, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme.

M. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités.

M. René SOUCHON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt.

M. Haroun TAZIEFF, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs.

2. Par ministère

Premier ministre	Laurent FABIUS.
Ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire	Gaston DEFFERRE.
Ministre de l'économie, des finances et du budget	Pierre BÉRÉGOVOY.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert BADINTER.
Ministre des relations extérieures	Roland DUMAS.
Ministre de la défense	Charles HERNU.
Ministre de l'intérieur et de la décentralisation	Pierre JOXE.
Ministre de l'agriculture	Michel ROCARD.
Ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur	Edith CRESSON.
Ministre de l'éducation nationale	Jean-Pierre CHEVÈNEMENT.

Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement ..... Georgina DUFOIX.
Ministre de l'urbanisme, du logement et des transports Paul QUILÈS.
Ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme Michel CRÉPEAU.
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ..... Michel DELEBARRE.
Ministre de l'environnement Huguette BOUCHARDEAU.
Ministre de la recherche et de la technologie ..... Hubert CURIEN.
Ministre de la culture ..... Jack LANG.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme ..... Yvette ROUDY.
Ministre délégué à la jeunesse et aux sports ..... Alain CALMAT.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ..... André LABARRÈRE.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement ..... Christian NUCCI.
Ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T. ..... Louis MEXANDEAU.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense ..... Edwige AVICE.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives ..... Jean LE GARREC.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication ..... Georges FILLIOUD.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation ..... Henri EMMANUELLI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes ..... Catherine LALUMIÈRE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées ..... Joseph FRANCESCHI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des département d'outre-mer ..... Georges LEMOINE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports ..... Jean AUROUX.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités ..... Roger-Gérard SCHWARTZENBERG.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale ..... Jean GATEL.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre Jean LAURAIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie ..... Martin MALVY.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé ..... Edmond HERVÉ.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures ..... Jean-Michel BAYLET.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés ..... Raymond COURRIÈRE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt ..... René SOUCHON.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs ..... Haroun TAZIEFF.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique ..... Roland CARRAZ.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer ..... Guy LENGAGNE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme Jean-Marie BOCKEL.

---

3. - **Modifications**

Décret du 4 avril 1985 [*J.O.* du 5 avril 1985] (p. 3990) :

M. Henri NALLET, ministre de l'agriculture.

M. Michel ROCARD, fin de ses fonctions de ministre de l'agriculture.

M. René SOUCHON, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture et de la forêt.

Décret du 21 mai 1985 [*J.O.* du 22 mai 1985] (p. 5742) :

M. Edgard PISANI, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie.

Mme Yvette ROUDY, ministre des droits de la femme.

Décret du 20 septembre 1985 [*J.O.* du 21 septembre 1985] (p. 10878) :

M. Jean AUROUX, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.

M. Charles HERNU, fin de ses fonctions de ministre de la défense.

M. Paul QUILES, ministre de la défense.

Décret du 15 novembre 1985 [*J.O.* du 16 novembre 1985] (p. 13319) :

M. Edgard PISANI, fin de ses fonctions de ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie.

M. Louis MEXANDEAU, ministre des P.T.T.

M. Charles JOSSELIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports.

Décret du 19 février 1986 [*J.O.* du 20 février 1986] (p. 2791) :

M. Robert BADINTER, fin de ses fonctions de garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Michel CREPEAU, garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Jean-Marie BOCKEL, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

4. - **Démission**

Démission du Gouvernement le 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1985-1986

A

ACCIDENTS DU TRAVAIL
Voir *Sécurité sociale* **22**

ACCORD MULTIFIBRES
Voir *Questions au Gouvernement* **1462**

ACTION SANITAIRE ET SOCIALE
Voir *Collectivités locales* **24**

ADMINISTRATION
Voir *Libertés publiques* **8**

ADMINISTRATON ET REGIMES PENITENTIAIRES
Voir *Questions au Gouvernement* **1262**

Humanisation des prisons
Voir *Lois de finances* **11.** Deuxième partie. Justice.

Situation dans les prisons
Voir *Questions au Gouvernement* **1273**

ADOPTION

Internationale
Voir *Sécurité sociale* **23**

AERONAUTIQUE (industrie)
Voir *Questions orales sans débat* **839**
Travail **27,** articles 1er et 2.

Programme national d'avions de combat
Voir *Questions orales sans débat* **620**

Vente de matériel aéronautique
Voir *Questions au Gouvernement* **1228**

AEROPORTS
Voir *Urbanisme* **8**

Situation des riverains de l'aéroport d'Orly
Voir *Questions orales sans débat* **786**

AFRIQUE

Famine en Afrique
Voir *Questions au Gouvernement* **1319**

AFRIQUE DU NORD

Anciens combattants d'Afrique du Nord
Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **14**

AFRIQUE DU SUD
Voir *Déclarations du Gouvernement* **17**

Atteinte à la liberté de la presse
Voir *Questions au Gouvernement* **1425, 1448**

Attitude de la France à l'égard de l'apartheid
Voir *Questions au Gouvernement* **1480**

Boycottage sportif de l'-
Voir *Questions orales sans débat* **847**

Exécution capitale en - de Benjamin Moloïse : Frelaut (Dominique) [18 octobre 1985] (p. 3254) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3254).
Voir *Questions au Gouvernement* **1386,1397**

Procès racistes
Voir *Questions au Gouvernement* **1278**

Sanctions économiques
Voir *Questions au Gouvernement* **1433, 1434**

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT
Voir *Questions au Gouvernement* **1244**

AGRICULTEURS

Formation des -
Voir *Déclaration du Gouvernement* **21**

Indemnisation des - victimes de la sécheresse
Voir *Questions au Gouvernement* **1458**

Indemnité viagère de départ (I.V.D.)
Voir *Questions au Gouvernement* **1327**

Protection sociale des -
Voir *Déclaration du Gouvernement* **21**

Régime social applicable aux activités annexes des -
Voir *Sécurité sociale* **23**

Retraite à soixante ans des -
Voir *Questions au Gouvernement* **1360**

Revenus des -
Voir *Déclarations du Gouvernement* **21**
Questions au Gouvernement **1482**
Questions orales sans débat **789**
Questions au Gouvernement **1408**

Baisse du revenu des -
Voir *Questions au Gouvernement* **1281**

AGRICULTURE

14. - Proposition de loi n° 2772 tendant à développer **l'installation des jeunes agriculteurs.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 13 juin 1985 par M. Jean Combasteil et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. André Soury (10 octobre 1985), remplacé par M. Paul Chomat (17 octobre 1985).

15. - Proposition de loi n° 2784 tendant à une meilleure protection des producteurs et des consommateurs de **produits issus de l'agriculture biologique.** - *Assemblée*

nationale (première lecture). - Dépôt le 13 juin 1985 par M. Michel Sapin et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Alain Brune (10 octobre 1985).

16. - Proposition de loi n° 2785 visant à développer l'agriculture française en améliorant les conditions de vie et le travail des **exploitants agricoles familiaux.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 13 juin 1985 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur ; M. André Lajoinie (10 octobre 1985), remplacé par M. André Soury (17 octobre 1985).

17. - Projet de loi n° 3008 relatif à l'**aménagement foncier agricole.** - *Assemblée nationale (première lecture).* - Dépôt le 24 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture. - Urgence déclarée le 14 novembre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Claude Michel (7 novembre 1985). - Rapport n° **3106** (21 novembre 1985). - Discussion le 28 novembre 1985. - Deuxième délibération (art. 20). - Adoption le 28 novembre 1985. - Projet de loi n° **918.**

Sénat (première lecture), n° **124** (1985-1986). - Dépôt le 29 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. - Rapporteur : M. Michel Sordel. - Rapport n° **185** (1985-1986) (11 décembre 1985). - Discussion le 17 décembre 1985. - Adoption le 17 décembre 1985. - Projet de loi n° **64** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3215.**- Dépôt le 17 décembre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.*du 19 décembre 1985] (p. 14815). - Bureau [*J.O.*du 19 décembre 1985 (p. 14815).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Claude Michel. - Rapport n° **3217** (18 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **979.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Michel Sordel. - Rapport n° **235** (1985-1986) (18 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **90** (1985-1986). - Loi n° **85-1496** du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 3 janvier 1986 (p. 71).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1985] (p. 4987).

Agriculture française (rapports avec les Etats-Unis) notamment programme Bicep) : *Balmigère (Paul)* (p. 4990) ; *Nallet (Henri)* (p. 4993).

Commission communale d'aménagement : *Nallet (Henri)* (p. 4988).

Commissions départementales d'aménagement foncier : *Michel (Claude)* (p. 4987).

Consultation des agriculteurs : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4991) ; *Nallet (Henri)* (p. 4992).

Décentralisation : *Michel (Claude)* (p. 4987) ; *Nallet (Henri)* (p. 4987, 4989, 4992) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4991).

Démographie agricole : *Nallet (Henri)* (p. 4987, 4992).

Exploitations rurales (remembrement des -) : *Nallet (Henri)* (p. 4988,4989).

Foncier agricole (maîtrise du -) : *Balmigère (Paul)* (p. 4989, 4990).

Jeunes (difficultés des -) : *Dutard (Lucien)* (p. 4992).

Parcelles cultivées et enclavées (chemin d'accès aux -) : *Dutard (Lucien)* (p. 4991, 4992) ; *Nallet (Henri)* (p. 4992).

Procédures (simplification des -) : *Michel (Claude)* (p. 4987) ; *Nallet (Henri)* (p. 4988).

Protection de la forêt : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4991).

Protection de la montagne (loi du 9 janvier 1985) : *Nallet (Henri)* (p. 4988).

Protection de la nature : *Gosaduff (Jean-Louis)* (p. 4991) ; *Nallet (Henri)* (p. 4992).

Réorganisation foncière (procédure de la -) : *Michel (Claude)* (p. 4987) ; *Nallet (Henri)* (p. 4987,4988).

Revenus agricoles : *Balmigère (Paul)* (p. 4990).

S.A.F.E.R. (rôle des -) : *Nallet (Henri)* (p. 4989) ; *Balmigère (Paul)* (p. 4990).

Terres incultes : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4990).

Discussion des articles [28 novembre 1985] (p. 4993).

Chapitre Ier *(dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier).*

Article 1er *(modification des chapitres Ier et Ier* bis *du titre Ier du livre Ier du code rural)* (p. 4993 à 4995) ; *article 1er du code rural* (définition de l'aménagement foncier) : amendement n° 36 de M. Pierre Micaux (objet de l'aménagement foncier agricole et rural) ; référence au droit de propriété ; rôle de l'aménagement foncier dans l'aménagement d'ensemble du territoire communal ; rejeté ; amendement n° 37 de M. Pierre Micaux (précisant que l'aménagement foncier rural doit tenir compte de la vocation première du sol qui est la vocation agricole) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (de précision) : adopté : amendement n° 3 de la commission (de précision) ; amendement n° 4 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (de précision) : adopté (p. 4996) ; amendement n° 6 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (champ d'application de l'aménagement foncier rural) : adopté ; *article 2-1 du code rural :* (composition de la commission communale) : amendement n° 44 de M. Paul Balmigère (référence à quatre exploitants dont si possible deux exploitants preneurs) : retiré ; *article 2-2 du code rural :* (conditions de création et composition des commissions intercommunales) : amendement n° 10 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (cas des périmètres d'aménagement foncier interdépartementaux) : adopté ; *article 2-3 du code rural :* (composition de la commission communale en matière forestière) : amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4997) ; *article 4 du code rural :* (pouvoir de proposition de la commission communale ou intercommunale) : amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 45 de M. Lucien Dutard (substituant aux mots « quinze jours » les mots « un mois ») ; délai au cours duquel les propriétaires doivent signaler au président de la commission communale les contestations judiciaires en cours ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 4-1 du code rural :* (pouvoirs de la commission départementale) : amendement n° 17 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (compétence du représentant de l'Etat dans le département pour ordonner les opérations et fixer le ou les périmètres d'aménagement foncier correspondant) : adopté ; *article 5-1 du code rural :* (préparation et exécution des opérations d'aménagement foncier) : amendement n° 19 de la commission (choix du technicien sur une liste de géomètres agréés établie par le ministre de l'agriculture) ; limitation du recours obligatoire à un géomètre (p. 4998) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 7 du code rural :* (interdiction de certains travaux à l'intérieur du périmètre) : amendement n° 40 de M. Claude Michel (précisant qu'à l'intérieur des périmètres de remembrement-aménagement l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer) ; objet de la procédure de remembrement-aménagement : adopté.

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II *(de la réorganisation foncière).*

Article 2 *(dispositions propres à la réorganisation foncière)* (p. 4999) ; *article 9 du code rural* (objet de la réorganisation foncière) : amendement n° 21 de la commission (mise en conformité avec la loi montagne) : adopté ; *article 11 du code rural* (représentation des propriétaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée) : amendement n° 22 de

la commission (mise en conformité avec la loi montagne) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (précisant que les propriétaires non représentés dans la procédure ne participent pas aux échanges) ; échanges amiables : adopté (p. 5000) ; *article 12 du code rural* (recensement des fonds incultes ou manifestement sous-exploités) : amendement n° 24 de la commission (de précision) : adopté ; *article 15 du code rural* (intervention de la commission départementale dans la procédure de réorganisation foncière) : amendement n° 25 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (de correction) : adopté ; *article 17 du code rural* (exécution, gestion et entretien des travaux et ouvrages réalisés dans le périmètre de réorganisation foncière) : amendement n° 27 de la commission (de précision) : adopté ; *article 17-2 du code rural* (conditions de création de ces associations foncières) : amendement n° 46 de M. Lucien Dutard (substituant aux mots « la moitié » les mots « les trois quarts ») ; nécessité d'éviter le blocage éventuel de certaines opérations par un nombre limité de gros propriétaires : retiré.

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(nouvel intitulé du chapitre III du titre Ier du livre Ier du code rural : « du remembrement rural ») :* adopté.

Article 4 *(biens susceptibles de faire l'objet d'un remembrement rural) :* amendement n° 38 de M. Pierre Micaux (supprimant le paragraphe II de cet article) ; référence aux gisements en état d'exploitation (p. 5001) ; notion de gisement : retiré ; amendement n° 39 de M. Pierre Micaux (supprimant le paragraphe III de cet article) : non soutenu ;

– article 4 : adopté.

Article 5 *(pouvoirs de la commission communale en matière de remembrement) :* adopté.

Article 6 *(réalisation des accès aux parcelles) :* adopté.

Article 7 *(régime des associations foncières) :* amendement n° 51 du Gouvernement (constitution obligatoire de l'association foncière) : adopté ;

– article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(nouvel intitulé du chapitre IV du titre Ier du livre Ier du code rural intitulé « des échanges d'immeubles ruraux ») :* adopté.

Article 9 *(participation du département aux frais de l'échange) :* adopté (p. 5002).

Article 10 *(arbitrage de la commission départementale en cas d'opposition) :* amendement n° 28 de la commission (de rectification) : adopté ;

– article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(nouvel intitulé du chapitre V du titre Ier du livre Ier du code rural intitulé « de la mise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées ») :* adopté.

Article 12 *(procédure collective de mise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées) :* amendement n° 29 de la commission (mise en conformité avec la loi forêt) : adopté ;

– article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(mise en valeur forestière de parcelles reconnues incultes ou manifestement sous-exploitées) :* amendement n° 30 de la commission (mise en conformité avec la loi montagne) : adopté ; amendement n° 31 (p. 5003) de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (mise en conformité avec la loi forêt) : adopté ;

– article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(abrogation du chapitre VI et transformation du chapitre V-1 du titre Ier du livre Ier du code rural) :* amendement n° 33 de la commission (de précision) ; nécessité de situer dans le projet de loi les dispositions votées dans le cadre de la loi relative à la protection de la forêt ; adopté ;

– Article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *(extension du champ d'application de l'article 52-1 du code rural) :* adopté.

Article 16 *(nouvel intitulé du chapitre VIII du titre Ier du livre Ier du code rural :* « Dispositions particulières à certains départements ») : adopté.

Article 17 *(dispositions particulières au département de la Corse) :* adopté.

Article 18 *(dispositions particulières au département du Rhin et de la Moselle) :* adopté.

Article 19 *(intervention d'un décret en conseil d'Etat) :* adopté.

Article 20 *(abrogation de certaines dispositions du code rural) :* amendement n° 34 de la commission (supprimant la référence à l'article 1er *bis* du code rural (p. 5004) ; sous-amendement n° 50 de M. Wilfrid Bertile : non soutenu ; amendement n° 34 : adopté ;

– article 20, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 20 : amendement n° 47 de M. Pierre Métais (précisant que, dans les régions où le maintien de l'activité agricole à prédominance pastorale est de nature à contribuer à la protection du milieu naturel, des dispositions adaptées aux conditions particulières de ces régions seront prises pour assurer ce maintien) ; problème de mise en valeur pastorale ; nécessité de pouvoir créer des associations foncières pastorales dans certaines zones de plaines ; adopté.

Article 21 *(intervention des S.A.F.E.R en matière d'aménagement foncier) :* amendement n° 52 du Gouvernement (inapplication du seuil prévu dans les départements d'outre-mer) ; loi du 9 janvier 1985 limitant à 2 000 habitants en montagne le seuil au-dessous duquel les S.A.F.E.R. peuvent apporter leur concours technique aux communes (p. 5005) ; adopté ;

– article 21, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 21 : amendement n° 41 de M. Claude Michel (détermination de la valeur de rendement) ; sous-amendement n° 53 du Gouvernement (supprimant le paragraphe III de cet amendement) ; sous-amendement n° 54 du Gouvernement (supprimant la dernière phrase du paragraphe IV de cet amendement) ; détermination du revenu brut d'exploitation et création des commissions ad hoc ; sous-amendements n° 53 et 54 : adoptés ; amendement n° 41 ainsi modifié : adopté.

Article 22 *(harmonisation législative) :* adopté (p. 5006).

Article 23 *(modification d'une référence à un article du code rural) :* amendement n° 42 de M. Claude Michel (mise en conformité de certaines références des articles du code rural) : adopté ;

– article 23, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 49 de M. Wilfrid Bertile (application des dispositions des chapitres I à VII, à l'exception du chapitre V du présent titre, aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion) ; actualisation des dispositions de la loi du 4 décembre 1968 relative à l'application de certaines dispositions du code rural dans les départements d'outre-mer ; adopté.

Article 24 *(date d'entrée en vigueur des présentes dispositions) :* amendement n° 35 de la commission (précisant que l'article 20 du code rural dans sa rédaction antérieure à celle de la présente loi demeure applicable à certaines opérations) (p. 5007) ; adopté.

Titre : amendement n° 43 de M. Claude Michel (substituant au mot « agricole » le mot « rural ») : adopté.

Seconde délibération du projet de loi.

Article 20 : amendement n° 1 de M. Claude Michel (supprimant la référence 56) : adopté ;

– article 20, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 5008).

Abstention du groupe R.P.R. : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5008).

Problème des financements : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5008).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5008).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [19 décembre 1985] (p. 6416).

Accord de la commission mixte paritaire : *Michel (Claude)* (p. 6416).

Conditions d'exploitation des fonds agricoles et forestiers (amélioration des –) : *Michel (Claude)* (p. 6416).

Constitution de droit de la commission communale d'aménagement foncier en zone de montagne : *Michel (Claude)* (p. 6416).

Décentralisation (prise en compte de la -) : *Lengagne (Guy)* (p. 6416).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 6416 à 6419).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6419).

Voir *Communauté économique européenne. Déclaration du Gouvernement* **21**
Travail **27**, *article 1er.*

Agriculture biologique

Voir *Questions orales sans débat* **845**

Alimentation du bétail

Voir *Questions orales sans débat* **886**

Conséquences de la sécheresse

Voir *Questions au Gouvernement* **1409**

Coût de l'énergie en -

Voir *Questions orales sans débat* **806**

E.A.R.L. (Exploitation agricole à responsabilité limitée).

Voir *Lois de finances* **11** *(1re partie), article 5. Sociétés civiles et commerciales* **11**

Fiscalité

Voir *Déclarations du Gouvernement* **21**
Lois de finances **11***(1re partie), article 5 ; (deuxième partie), articles et amendements portant articles additionnels non rattachés, article 51.*
Questions orales sans débat **941**

Négociations sur les prix

Voir *Questions au Gouvernement* **1188**

Politique agricole

Voir *Questions orales sans débat* **789**

Prix

Voir *Déclarations du Gouvernement* **21**
Questions au Gouvernement **1200**
Questions orales sans débat **789**

Rapports avec les Etats-Unis

Voir *Agriculture* **17**

Schémas directeurs départementaux des structures

Voir *Questions au Gouvernement* **1318**

Situation viticole

Voir *Questions orales sans débat* **800**

Transmission d'exploitations agricoles

Voir *Questions orales sans débat* **798**

AGRO-ALIMENTAIRE (industrie)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **21**
Travail **27**, articles 1er et 2.

Implantation d'un centre de ionisation dans le Finistère

Voir *Questions orales sans débat* **923**

AIDE MEDICALE URGENTE

Voir *Santé publique* **5**

AIDE MENAGERE

Voir *Personnes âgées* **1**

- en Alsace-Moselle

Voir *Questions orales sans débat* **889**

AIDE SOCIALE

1. - Proposition de loi n° 3265 tendant à prendre en compte les **ressources du concubin notoire** pour **l'attribution des prestations d'aide sociale.**

Assemblée nationale (1re lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ALCATEL-THOMSON (société)

Licenciements

Voir *Questions orales sans débat* **914**

ALCOOLISME

- des jeunes

Voir *Questions au Gouvernement* **1339**

Lutte contre l'- au volant

Voir *Questions au Gouvernement* **1475**

Suspension du permis de conduire

Voir *Sécurité sociale* **23**, *article 11.*

ALCOOLS

Voir *Boissons et alcools*

ALGERIE

Problème des enfants enlevés et retenus en -

Voir *Questions au Gouvernement* **1417, 1420**

Relations franco-algériennes

Voir *Questions au Gouvernement* **1266**

ALINEAS ET PARAGRAPHES

Décompte des -

Voir *Collectivités locales* **24**

ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir *Prestations sociales*

ALLOCUTIONS

10. - M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale (n° 3227) [18 décembre 1985].

M. le président de l'Assemblée nationale (p. 6333).

Activité de l'Assemblée : *Mermaz (Louis)* (p. 6333) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6337) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6340).

Bilan de la législature : *Mermaz (Louis)* (p. 6333, 6334) ; *Lajoinie (André)* (p. 6337) ; *Billardon (André)* (p. 6338, 6339) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6340, 6341).

Contrôle de l'action gouvernementale : *Mermaz (Louis)* (p. 6333).

Droits de l'opposition : *Labbé (Claude)* (p. 6336, 6337) ; *Lajoinie (André)* (p. 6337) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6337).

Moyens de l'Assemblée nationale : *Mermaz (Louis)* (p. 6334) ; *Billardon (André)* (p. 6339).

Personnel de l'Assemblée nationale : *Mermaz (Louis)* (p. 6335) ; *Labbé (Claude)* (p. 6336) ; *Billardon (André)* (p. 6339).

Procédure législative : *Mermaz (Louis)* (p. 6335) ; *Labbé (Claude)* (p. 6336) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6337).

11. - M. Jacques Blanc, vice-président de l'Assemblée nationale et **M. André Labarrère,** ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : **Allocutions de fin de session** [22 décembre 1985].

Remerciements aux fonctionnaires de l'Assemblée nationale : *Labarrère (André)* (p. 6669).

Remerciements aux journalistes : *Labarrère (André)* (p. 6670) ; *Blanc (Jacques)* (p. 6670).

Volonté de tolérance : *Blanc (Jacques)* (p. 6669).

ALSACE-LORRAINE

Voir *Associations et mouvements* **16**

ALSTHOM (société)

Voir *Questions orales sans débat* **841**

ALUMINIUM

Voir *Questions orales sans débat* **769**

Filière aluminium-lithium

Voir *Questions orales sans débat* **857**

AMELIORATION DE L'HABITAT

3. - Proposition de loi n° 1111 tendant à modifier et à compléter la loi n° **70-612** du 10 juillet 1970 relative à la **suppression de l'habitat insalubre.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 septembre 1982 par M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean Tiberi (14 octobre 1982), remplacé par M. Philippe Séguin (17 octobre 1985).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Voir *Questions orales sans débat* **771**

AMENAGEMENT FONCIER

Voir *Agriculture* **17**

AMENAGEMENT RURAL

Voir *Déclarations du Gouvernement* **21**

ANABOLISANTS

Voir *Questions au Gouvernement* **1230**

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

14. - Proposition de loi n° 3001 tendant à accorder le bénéfice de la **campagne double** aux fonctionnaires anciens combattants d'**Afrique du Nord.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 novembre 1985 par M. André Delehedde et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Questions au Gouvernement* **1310**
Questions orales sans débat **824**

Cas des Malgré-Nous

Voir *Questions orales sans débat* **807**

- d'Afrique du Nord

Voir *Questions orales sans débat* **882**

ANIMAUX

6. - Proposition de loi n° 2553 tendant à renforcer la **protection animale** et complétant la loi n° **76-629** du 10 juillet 1976. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 20 décembre 1984 par M. Roland Nungesser et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Marc Lauriol (17 octobre 1985).

APARTHEID

Voir *Afrique du Sud.*
Questions au Gouvernement **1480**

APPRENTISSAGE

Voir *Questions orales sans débat* **911**

ARCHITECTURE

Voir *Bâtiments et travaux publics* **2**

ARCO (société)

Voir *Questions orales sans débat* **767**

ARIANE (fusée)

Voir *Questions au Gouvernement* **1263**

ARMÉE

2. - Projet de loi n° 2580 modifiant la loi n° **70-2** du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'**accès des officiers à des emplois civils** et la loi n° **75-1000** du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires** et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Charles Hernu, ministre de la défense. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. - Rapporteur : M. Gérard Istace. - Rapport n° **2845** (25 avril 1985). - Discussion le 14 mai 1985. - Adoption le 14 mai 1985. - Projet de loi n° **778**. - *Sénat* (première lecture), n° **282** (1984-1985). - Dépôt le 15 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jacques Genton. - Rapport n° **353** (1984-1985) (12 juin 1985). - Discussion le 19 juin 1985. - Adoption le 19 juin 1985. - Projet de loi n° **129** (1984-1985). - **Loi n° 85-658** du 2 juillet 1985 publiée au *J.O.* du 3 juillet 1985 (p. 7455).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 mai 1985] (p. 756).

Cumul emploi-retraite : *Istace (Gérard)* (p. 757) ; *Combasteil (Jean)* (p. 759).

Effectifs militaires : *Istace (Gérard)* (p. 756) ; *Hernu (Charles)* (p. 757, 758) ; *Combasteil (Jean)* (p. 759).

Départ des officiers avant la limite d'âge de leur grade (mesures tendant à favoriser le -) : *Istace (Gérard)* (p. 756) ; *Hernu (Charles)* (p. 758) ; *Combasteil (Jean)* (p. 759).

Extension aux sous-officiers des mesures applicables aux officiers : *Istace (Gérard)* (p. 756, 757) ; *Hernu (Charles)* (p. 758) ; *Combasteil (Jean)* (p. 759).

Personnel militaire (carrière du -) : *Istace (Gérard)* (p. 756, 757) ; *Hernu (Charles)* (p. 758).

Reclassement direct (principe du -) : *Istace (Gérard)* (p. 756) ; *Hernu (Charles)* (p. 758) ; *Combasteil (Jean)* (p. 759).

Discussion des articles [14 mai 1985] (p. 759).

Article 1er *(prorogation jusqu'au 31 décembre 1988 des mesures de reclassement direct prévues en faveur des officiers ; période de détachement précédant l'éventuelle intégration dans un corps de la fonction publique civile ; extension aux sous-officiers de carrière des grades de major, d'adjudant-chef ou de maître principal des dispositions relatives au reclassement direct dans des emplois vacants de l'administration) :* adopté (p. 759).

Article 2 *(bénéfice de la retraite aux grades supérieurs ; bénéfice de la retraite à l'échelon le plus élevé du grade ; application jusqu'au 31 décembre 1988) :* adopté (p. 760).

Explications de vote (p. 760).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 760).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 760).

3. - Proposition de loi n° 2680 tendant à créer **un corps de chirurgiens-dentistes d'active des armées.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 18 avril 1985 par M. Georges Mesmin. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. - Rapporteur : M. Georges Mesmin (9 mai 1985).

ARMÉE DE L'AIR

Avion de combat futur

Voir *Questions orales sans débat* **839**

ARMÉE DE TERRE

Rita

Voir *Questions au Gouvernement* **1424, 1451**

ARMEMENT MARITIME

Voir *Questions orales sans débat* **844**

ARMÉNIE (génocide)

Commémoration du -

Voir *Questions au Gouvernement* **1220**

ARMES ET MUNITIONS

2. - Projet de loi n° 2523 relatif à la **publicité faite en faveur des armes à feu** et de leurs munitions. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Fleury. - Rapport n° **2594** (9 avril 1985). - Discussion le 9 avril 1985. - Adoption le 9 avril 1985. - Projet de loi n° **760.**

Sénat (première lecture), n° **230** (1984-1985). - Dépôt le 10 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Eberhard. - Rapport n° **256** (1984-1985) (24 avril 1985). - Discussion le 2 mai 1985. - Adoption le 2 mai 1985. - Projet de loi n° **92** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2668.** - Dépôt le 3 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Fleury. - Rapport n° **2724** (30 mai 1985). - Discussion le 4 juin 1985. - Adoption avec modifications le 4 juin 1985. - Projet de loi n° **800.**

Sénat (deuxième lecture), n° **342** (1984-1985). - Dépôt le 5 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Eber hard. - Rapport n° **361** (1984-1985) (12 juin 1985). - Discussion le 19 juin 1985. - Adoption avec modifications le 19 juin 1985. - Projet de loi n° **131** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 27 juin 1985] (p. 6898).
Bureau [*J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6898).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Jacques Fleury. - Rapport n° **2822** (20 juin 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Jacques Eberhard. - Rapport n° **406** (1984-1985) (20 juin 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2805.** - Dépôt le 20 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Fleury. - Rapport n° **2824** (20 juin 1985). - Discussion le 25 juin 1985. - Adoption avec modifications le 25 juin 1985. - Projet de loi n° **835.**

Sénat (troisième lecture), n° **425.** (1984-1985) - Dépôt le 25 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Eberhard. - Rapport n° **427** (1984-1985) (26 juin 1985). - Discussion le 27 juin 1985. - Adoption avec modifications le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **159** (1984-1985).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **2862.** - Dépôt le 27 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Fleury. - Rapport n° **2870** (28 juin 1985). - Discussion le 29 juin 1985. - Adoption définitive le 29 juin 1985. - Projet de loi n° **860.**

Loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 publiée au *J.O.* du 13 juillet 1985 (p. 7920).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [9 avril 1985] (page 86).

Armes d'épaule (contrôle des -) : *Baumel (Jacques)* (p. 93).

Armes de guerre : *Joxe (Pierre)* (p. 94).

Facilité d'achat de certaines armes (critique de la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 87).

Grands magasins (vente d'armes dans les -) : *Joxe (Pierre)* (p. 88) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 91).

Importance des armes à feu en France : *Fleury (Jacques)* (p. 86) ; *Joxe (Pierre)* (p. 87) ; *Baumel (Jacques)* (p. 93).

Politique de sécurité (débat sur la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 93).

Publicité des armes à feu (problème de l'efficacité de la réglementation de la -) : *Fleury (Jacques)* (p. 86) ; *Joxe (Pierre)* (p. 89, 94) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 89, 90) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 90) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 91) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 92).

Régime des sanctions : *Fleury (Jacques)* (p. 87) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 90, 91).

Sécurité (renforcement des mesures de -) : *Fleury (Jacques)* (p. 86) ; *Joxe (Pierre)* (p. 87, 88) ; *Colin (Georges)* (p. 92).

Vente libre (armes en -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 89).

Discussion des articles [9 avril 1985] (page 94).

Article 1er *(mentions autorisées en matière de publicité relative aux armes à feu) :* circulation d'armes dans certains établissements pénitentiaires français ; lutte contre l'insécurité (p. 94) ; débat au Parlement sur les moyens budgétaires dont dispose la police ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (insérant le mot « seules » aprés les mots « la représentation de ces ») : adopté ; amendement n° 19 de M. Daniel Le Meur (référence au nom et à la présentation du fabricant) : rejeté ; amendement n° 14 de M. Jean-Paul Charié (référence à la dénomination et à la fonction de l'arme) ; fiche technique de l'arme mise en vente ; rejeté (p. 95) ; amendement n° 25 de la commission (référence au mode de fabrication, brevets et matériaux utilisés ainsi qu'à la date de première mise en vente) : adopté ; amendement n° 15 de M. Jean-Paul Charié (nécessité d'une habilitation par une chambre interprofessionnelle de vérification de la publicité) : rejeté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(obligation de mentionner dans toute publicité faite en faveur des armes à feu, leur catégorie et leur régime d'acquisition) :* adopté.

Article 3 *(interdiction de mêler la publicité relative aux armes à feu et celle organisée pour la promotion d'autres produits sur un même support publicitaire) :* amendement n° 3 de la commission (précisant que les armes à feu et munitions mentionnées à l'article 1er ne peuvent être proposées à la vente ou faire l'objet de publicité sur des catalogues) ; sous-amendement n° 24 de M. Jean-Paul Charié (référence aux armes à feu et munitions autres que celles mentionnées à l'article 1er) ; sous-amendement n° 23 de M. Gilbert Gantier (exception des armes à canon lisse) ; sous-amendement n° 20 de M. Daniel Le Meur (complétant cet amendement par les mots « à l'exception des catalogues généraux édités par le fabricant ») (p. 96) ; conceptions en matière de publicité ; autorisation des revues spécialisées à faire de la publicité ; sous-amendement n° 24 : rejeté ; cas des armes subissant un traitement spécial plus favorable pour l'industrie ; acquisition des armes de chasse par un public averti ; armes à canon lisse ; distinction entre ces armes et les armes à canon rayé (p. 97) ; sous-amendement n° 23 : rejeté ; distinction entre le fabricant et le négociant ; sous-amendement n° 20 : rejeté ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 22 de M. Gilbert Gantier ; amendement n° 16 de Jean-Paul Charié ; amendements nos 9, 10 et 11 de M. Jean-Louis Masson : devenus sans objet ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(limitations à la diffusion des documents publicitaires relatifs aux armes à feu) ;* amendement n° 12 de M. Jean-Louis Masson (référence aux documents publicitaires non exclusivement cynégétiques) : rejeté ; amendement n° 17 de M. Jean-Paul Charié (référence aux armes à feu et munitions autres que celles mentionnées à l'ar-

ticle 1er) ; amendement n° 4 de la commission (même objet) ; spécificité des journaux et périodiques consacrés à la chasse et à la pêche ; possibilité de remettre des documents publicitaires à des personnes qui n'en font pas la demande ; amendement n° 17 : rejeté ; amendement n° 4 : adopté ; amendement n° 13 de M. Jean-Louis Masson (référence aux périodiques non cynégétiques) : rejeté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(interdiction de la mise en loterie d'armes à feu) :* amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 98) ; adopté ; amendement n° 6 de la commission (référence aux munitions mentionnées à l'article 1er) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(sanctions prévues en cas de violation de la loi) ;* amendement n° 7 de la commission (précisant que le tribunal peut ordonner la publication de sa décision) : adopté ; amendement n° 21 de M. Daniel Le Meur (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; procédure de référé ; retiré ; amendement n° 21 repris par M. Gilbert Gantier ; pouvoir des officiers de police judiciaire (p. 99) ; droits des commerçants spécialisés dans la vente d'armes ; rejeté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(exclusion du champ d'application de la loi des documents destinés exclusivement à la prospection des marchés étrangers) :* adopté.

Article 8 *(date d'entrée en vigueur de la loi) :* amendement n° 26 de la commission (précisant que ce projet de loi entrera en vigueur trois mois après sa publication au *Journal officiel* : adopté ; amendement n° 18 de M. Jean-Paul Charié : devenu sans objet ; amendement n° 8 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 100).

Abstention du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 101).

Problème de la sécurité : *Charié (Jean-Paul)* (p. 100, 101).

Réglementation relative aux armes (étape dans la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 101).

Vote favorable du groupe communiste : *Maisonnat (Louis)* (p. 101).

Vote favorable du groupe socialiste : *Colin (Georges)* (p. 101).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 101).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [4 juin 1985] (p. 1438).

Armes de chasse : *Fleury (Jacques)* (p. 1439).

Armes importées (publicité sur les -) : *Joxe (Pierre)* (p. 1440).

Fonctions de l'arme (notion de -) : *Fleury (Jacques)* (p. 1439).

Loterie (mise en - des armes à feu) : *Fleury (Jacques)* (p. 1439).

Mentions publicitaires : *Fleury (Jacques)* (p. 1439).

Officiers de police judiciaire (rôle des - dans la saisie des documents publicitaires) : *Fleury (Jacques)* (p. 1439) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1440).

Publicité des armes à feu (problème de l'efficacité et de la réglementation de la -) : *Fleury (Jacques)* (p. 1439) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1439).

Discussion des articles [4 juin 1985] (p. 1440).

Article 1er : problème de l'efficacité de la réglementation de la publicité des armes à feu ; entrave à l'ensemble d'un secteur d'activité ; amendement n° 2 de la commission (tendant dans le troisième alinéa (2°) de cet article, à supprimer les mots « et fonctions ») ; amendement n° 8 de M. Jean-Paul Charié (tendant dans le troisième alinéa (2°) de cet article, à substituer aux mots « et fonctions » les mots « et but d'utilisation ») ; caractère insuffisamment objectif de la notion de « fonctions de l'arme » ; obligation de mentionner la catégorie à laquelle appartient l'arme (p. 1440) ; exemples de catégories d'armes ; caractère trop vague de la notion de « fonctions » ; amendement n° 2 : adopté ; amendement n° 8 : rejeté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : fusils de chasse ; armes de signalisation ; situation de l'industrie de la fabrication des armes de chasse ; lien entre la délinquance armée et le nombre des armes de chasse ; armes de tir, de foire ou de salon (p. 1441) ; possibilité pour les publications spécialisées dans la chasse de continuer à faire de la publicité dans des conditions normales ; amendement n° 9 de M. Jean-Paul Charié (autorisation de la publicité dès lors que le catalogue ou le périodique précise l'obligation pour l'acheteur de fournir une pièce d'identité certifiée conforme) ; nécessité de ne pas obliger les vendeurs d'armes à éditer un catalogue spécial pour les armes à feu ; vente des armes à canon lisse ; rejeté ; amendement n° 3 de la commission (tendant dans cet article, après les mots « exception faite des », à supprimer les mots « fusils, carabines ou canardières de la cinquième catégorie ayant un ou plusieurs canons lisses, et de leurs munitions, ainsi que des ») ; suppression des exceptions introduites par le Sénat ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 12 de M. Jacques Fleury, à titre personnel (tendant dans cet article, après les mots « armes à feu », à insérer les mots « et munitions ») (p. 1442) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (exclusion du champ d'application de l'article 4 des armes de starter et de signalisation) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (tendant dans cet article à supprimer les mots « à l'exception des fusils, carabines ou canardières de la cinquième catégorie ayant un ou plusieurs canons lisses ») : adopté ; amendement n° 10 de M. Jean-Paul Charié (tendant dans cet article, après les mots « aux personnes qui en ont fait la demande », à insérer les mots « ou déjà clientes ») ; notion de « personne déjà cliente » permettant des abus ; possibilité d'abonnement ; rejeté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : adopté (p. 1443).

Article 6 : amendement n° 1 du Gouvernement (saisie par les officiers de police judiciaire des documents publicitaires) ; article 290 du code pénal ; impossibilité d'instituer une procédure de référé dans un cadre strictement pénal ; inopportunité de retenir une peine d'emprisonnement ; rapidité d'intervention des officiers de police judiciaire ; programmes de télévision ; publicité émanant de firmes situées à l'étranger ; saisie avant poursuite ayant le caractère d'une opération de police judiciaire exécutée dans le cadre d'une enquête effectuée sous le contrôle du procureur de la République (p. 1444) ; comparaison entre la justice infligée aux chefs d'entreprise et la justice dont relèvent ceux qui utilisent les armes ; adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 : amendement n° 6 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; situation des fonctionnaires relevant de certains ministères, des polices municipales et des entreprises de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds ; adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 7 de la commission (variabilité des délais de mise en conformité avec les dispositions du texte selon les supports utilisés) ; sous-amendement n° 11 de M. Jean-Paul Charié (tendant dans la première phrase de cet amendement à substituer aux mots « trois mois » les mots « neuf mois ») ; temps nécessaire à la conception et à la fabrication d'un catalogue (p. 1445) ; impact des dispositions de la loi sur les activités économiques ; sous-amendement n° 11 : retiré ; amendement n° 7 : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 8 (p. 1446).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1446).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [25 juin 1985] (p. 1927).

Champ d'application de la loi (et notamment armes de chasse) : *Fleury (Jacques)* (p. 1927, 1928) ; *Labarrère (André)* (p. 1928).

Documents publicitaires : *Labarrère (André)* (p. 1928).

Saisie avant poursuite : *Fleury (Jacques)* (p. 1928) ; *Labarrère (André)* (p. 1928).

Sanctions : *Fleury (Jacques)* (p. 1928).

Sécurité des Français : *Labarrère (André)* (p. 1928).

Discussion des articles [25 juin 1985] (p. 1929).

Article 3 : amendement n° 1 de la commission (tendant dans la première phrase de cet article à supprimer les mots « des fusils, carabines ou canardières de la cinquième catégorie ayant un ou plusieurs canons lisses et de leurs munitions, ainsi que ») ; nécessité de ne pas exclure les armes à feu du champ d'application de la loi ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 2 de la commission (limitation à la diffusion des documents publicitaires relatifs aux armes à feu) ; suppression de l'exclusion des armes de chasse du champ d'application de la loi : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 4.

Article 6 : amendement n° 3 de la commission (saisie avant poursuite par des officiers de police judiciaire) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (p. 1929) : amendement n° 4 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; réintégration dans le champ d'application de la loi des fonctionnaires et services des ministères de l'intérieur et de la décentralisation, des maires des communes où existe une police municipale et des sociétés privées de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds ; adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté (p. 1930).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1930).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1985] (p. 2266).

Débanalisation de la vente des armes à feu : *Fleury (Jacques)* (p. 2266).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2266, 2267).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2267).

Autorisation de port ou de détention d'armes

Voir *Sécurité sociale* **23**

Publicité sur les armes de chasse

Voir *Questions orales sans débat* **829**

ARMES NUCLEAIRES

Rencontre Reagan - Gorbatchev

Voir *Questions au Gouvernement* **1461**

ARTISANAT ET ARTISANS

Retraite à 60 ans

Voir *Questions orales sans débat* **781**

ARTISTES

Protection sociale des -

Voir *Propriété artistique et littéraire* **2**
Sécurité sociale **23**

ASCENSEURS ET TAPIS ROULANTS

2. - Proposition de loi n° 2904 tendant à améliorer la **sécurité des ascenseurs.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1985 par M. René Rouquet et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Georges Sarre (10 octobre 1985), remplacé par M. Philippe Bassinet (24 octobre 1985).

Voir *Urbanisme* **11**

ASHLAND CHEMICAL FRANCE (société)

Voir *Questions orales sans débat* **885**

ASSEMBLEE NATIONALE

Absentéisme des ministres lors des séances des questions orales

Voir *Questions orales sans débat* **877**

Amendements (dépôt des -)

Voir *Audiovisuel* **10**

Amendements (discussion des -)

Voir *Rappel au règlement* **1191**

Articles réservés (discussion)

Voir *Rappels au règlement* **1169** *bis.*

Commissions d'enquête et de contrôle

Voir *Audiovisuel* **11**
Automobiles et cycles **5**
Charbon **3**
Collectivités locales **18**
Entreprises **23**
Fonctionnaires et agents publics **26**
Jeux et paris **5**
Radiodiffusion et télévision **11**
Régions **5**
Services secrets **1, 2**
Transports urbains **4**

Communication du président de l'Assemblée nationale [26 juin 1985] (p. 1986) sur les conditions de vote sur le projet de loi organique relatif à l'élection des députés et le projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Documents déposés sur le bureau de l'-

47. - Rapport annuel du **comité du contentieux fiscal, douanier et des changes** [22 avril 1985] (p. 296).

48. - Rapport du Premier ministre sur l'**exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel** (1984-1988) [6 juin 1985] (p. 1534).

49. - Rapport du Premier ministre sur la protection et le contrôle des **matières nucléaires** relatif à l'année 1984 [26 juin 1985] (p. 2040).

50. - Rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 1985 [27 juin 1985] (p. 2081).

Aide apportée au Parlement par la Cour des comptes : *Goux (Christian)* (p. 2081).

51. - Rapport du Premier ministre sur l'exécution et la réévaluation de la loi n° 83-606 du 8 juillet 1983 portant approbation de la **programmation militaire pour les années 1984-1988** [27 juin 1985] (p. 2138).

52. - Rapport du Premier ministre sur l'exécution en 1984 de la loi n° 80-1102 complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une **dotation globale de fonctionnement** versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [27 juin 1985] (p. 2138).

53. - Rapport du Premier ministre intitulé « **Bilan de la dotation globale de fonctionnement** et orientations pour une réforme » [27 juin 1985] (p. 2138).

54. - Rapport du Premier ministre sur l'application des articles L. 461-1 à L. 461-3 du **code du travail** [10 juillet 1985] (p. 2364).

55. - Rapport du Premier ministre sur la **situation démographique de la France** [25 juillet 1985] (p. 2457).

56. - Rapport du ministre de l'agriculture sur l'activité du **Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles** (C.N.A.S.E.A.) et sur l'utilisation des crédits qui lui sont confiés, pour l'année 1984 [20 août 1985] (p. 2551).

57. - Rapport du Premier ministre sur le **contrôle à posteriori des actes des collectivités locales** et des établissements publics locaux [20 août 1985] (p. 2551).

58. - Rapport annuel de la **Haute Autorité de la communication audiovisuelle** [2 octobre 1985] (p. 2571).

59. - Rapport du Premier ministre sur les conditions d'adaptation de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat dans les **zones rurales** à **faible densité de population** et, en particulier, dans les zones de montagne [2 octobre 1985] (p. 2610).

60. - Rapport annuel de la **commission des marchés à terme de marchandises** [2 octobre 1985] (p. 2611).

61. - Rapport du Premier ministre sur la gestion en 1984 des crédits du **Fonds national pour le développement du sport** [4 octobre 1985] (p. 2705).

62. - Rapport de gestion de l'Office national des forêts pour l'année 1984 [16 octobre 1985] (p. 3162).

63. - Rapport du Premier ministre sur l'**enseignement supérieur** [17 décembre 1985] (p. 6321).

Fixation de la prochaine séance : *Labarrère (André)* [23 janvier 1985] (p. 28).

Horaire de la séance de questions orales sans débat : *M. Fourré (Jean-Pierre),* vice-président [30 mai 1985] (p. 1325).

Obstruction parlementaire

Voir *Rappels au règlement* **1231**
Travail **27,** avant l'article 1er.

Président de séance (mise en cause du -)

Voir *Rappels au règlement* **1226-1230**
Travail **27,** article 2.

Projet de loi (auteur d'un -)

Voir *Rappels au règlement* **1181**

Questionnaire budgétaire

Voir *Loi de finances* **11** (deuxième partie), Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Rappel à l'ordre

Voir *Rappels au règlement* **1225**

Rapporteur pour avis (rôle du -)

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Techniques de la communication.

Rapporteurs (rôle des -)

Voir *Rappel au règlement* **1190**

Réforme du règlement

Voir *Parlement* **21**

Réserve de vote des amendements

Voir *Travail* **27**

Suspension de séance

Voir *Rappels au règlement n°* **1169 *bis***

Vérification du quorum

Voir *Travail* **27,** avant l'article 1er.

ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS

14. Projet de loi n° 2593 relatif à l'**émission de certaines valeurs mobilières par les associations.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Claude Wilquin (16 avril 1955). - Rapport n° **2612** (16 avril 1985). - Discussion le 22 avril 1985. - Adoption le 22 avril 1985. - Projet de loi n° **789.**

Sénat (première lecture), n° **255** (1984-1985), dépôt le 24 avril 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Yves Durand. - Rapport n° **308** (1984-1985) (23 mai 1985). - Discussion le 4 juin 1985. - Adoption le 4 juin 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi autorisant l'émission d'obligations par certaines associations ». - Projet de loi n° **111.**

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2738** . - Dépôt le 5 juin 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Claude Wilquin. - Rapport n° **2759** (11 juin 1985). - Discussion le 12 juin 1985. - Adoption avec modifications le 12 juin 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations ». - Projet de loi n° **808.**

Sénat (deuxième lecture), n° **369** (1984-1985). - Dépôt le 13 juin 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Yves Durand. - Rapport n° **391** (1984-1985) (19 juin 1985). - Discussion le 20 juin 1985. - Adoption avec modifications le 20 juin 1985. - Projet de loi n° **135** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2814** . - Dépôt le 20 juin 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6897).
Bureau [*J.O.* du 26 juin 1985] (p. 7067).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Gérard Bapt. - Rapport n° **2833** (25 juin 1985).- Discussion le 26 juin 1985. - Adoption avec modifications le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **843.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Yves Durand. - Rapport n° **428** (1984-1985) (25 juin 1985). - Discussion le 27 juin 1985. - Adoption définitive le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **163** (1984-1985).

Loi n° 85-698 du 11 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 12 juillet 1985 (p. 7863). - Rectificatif [*J.O.* du 14 juillet 1985] (p. 7965).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 avril 1985] (p. 276) :

Accroissement du rôle des associations dans la vie publique et économique : *Wilquin (Claude)* (p. 276, 277) ; *Gatel (Jean)* (p. 280) ; *Hory (Jean-François)* (p. 282) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 286).

Application des dispositions des lois des 24 juillet 1966, 3 janvier 1983 et 1er mars 1984 : *Wilquin (Claude)* (p. 278) ; *Gatel (Jean)* (p. 280, 281) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 287).

Autonomie et indépendance des associations : *Gatel (Jean)* (p. 280, 289) ; *Jans (Parfait)* (p. 285).

Avis défavorable rendu par le Conseil d'Etat : *Wilquin (Claude)* (p. 276) ; *Tranchant (Georges)* (p. 283) ; *Jans (Parfait)* (p. 285).

Besoin de financement des associations et constitution de fonds propres : *Gatel (Jean)* (p. 279, 280) ; *Hory (Jean-François)* (p. 281, 282) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 286) ; *Vivien (Alain)* (p. 287).

Calcul de la rémunération du titre : *Wilquin (Claude)* (p. 277) ; *Tranchant (Georges)* (p. 284) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 286) ; *Gatel (Jean)* (p. 289).

Caractéristiques du « titre associatif » : *Wilquin (Claude)* (p. 277) ; *Gatel (Jean)* (p. 280) ; *Tranchant (Georges)* (p. 284) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 286).

Compatibilité du projet de loi avec la loi de 1901 : *Hory (Jean-François)* (p. 281, 282) ; *Tranchant (Georges)* (p. 283) ; *Jans (Parfait) ;* (p. 285) ; *Gatel (Jean)* (p. 289).

Confusion entre sociétés commerciales et associations : *Wilquin (Claude)* (p. 276) ; *Tranchant (Georges)* (p. 284) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 287).

Expériences d'émission de titres par les associations privées : *Vivien (Alain)* (p. 287).

Fonds national de la vie associative : *Gatel (Jean)* (p. 289).

Nombre des associations et nombre de salariés employés dans le secteur associatif : *Wilquin (Claude)* (p. 277) ; *Gatel (Jean)* (p. 279) ; *Hory (Jean-Claude)* (p. 281, 282).

Notion d'activité économique exercée par les associations : *Wilquin (Claude)* (p. 277, 278) ; *Hory (Jean-François)* (p. 282) ; *Gatel (Jean)* (p. 281, 289) ; *Tranchant (Georges)* (p. 283) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 286).

Partage des pouvoirs entre dirigeants et souscripteurs de titres au sein des associations : *Tranchant (Georges)* (p. 284) ; *Gatel (Jean)* (p. 290).

Régime fiscal des associations : *Jans (Parfait)* (p. 285) ; *Gatel (Jean)* (p. 290) ; *Vivien (Alain)* (p. 288).

Respect de formalités supplémentaires par les associations émettrices : *Gatel (Jean)* (p. 280, 281) ; *Hory (Jean-François)* (p. 282) ; *Jans (Parfait)* (p. 285).

Responsabilité civile et pénale des dirigeants et membres des associations : *Wilquin (Claude)* (p. 278) ; *Gatel (Jean)* (p. 281) ; *Tranchant (Georges)* (p. 283) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 286) ; *Vivien (Alain)* (p. 288).

Sécurité des épargnants : *Wilquin (Claude)* (p. 278) ; *Tranchant (Georges)* (p. 283) ; *Jans (Parfait)* (p. 285).

Subventions des collectivités locales aux associations : *Wilquin (Claude)* (p. 278) ; *Hory (Jean-François)* (p. 282) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 286) ; *Vivien (Alain)* (p. 287).

Discussion des articles [22 avril 1985] (p. 290) :

Article 1er *(droit pour les associations d'émettre des valeurs mobilières) :* champ d'application du droit ; notion d'activité économique ; adopté.

Article 2 *(application du régime des titres participatifs aux titres associatifs) :* calcul de la partie variable de la rémunération (p. 290) ; référence aux éléments liés à l'activité ; prise en compte de la marge brute d'autofinancement ; interférence entre les porteurs de titres et les responsables de l'association ; variété du mouvement associatif permettant plusieurs critères possibles ; adopté.

Article 3 *(conditions posées à l'émission de titres associatifs ou d'obligations par les associations ayant une activité économique)* (p. 291) ; adopté.

Article 4 *(garantie donnée aux épargnants d'une gestion sûre et prise en compte convenable de leurs intérêts en cas d'éventuelles difficultés économiques) :* amendement n° 1 de la commission (visant à préciser les obligations pesant sur les associations en cas de baisse significative des fonds propres) ; obligations comptables des associations émettrices ; dépôt des comptes au greffe du tribunal de commerce ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (obligation de reconstituer les fonds propres dans les délais prescrits) (p. 292) ; adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(rôle de l'assemblée générale des membres de l'association en cas de décision d'émission) :* adopté.

Article 6 *(transposition des règles du droit des sociétés pour organiser le régime des valeurs mobilières) :* amendement n° 9 de M. Claude Wilquin (visant à préciser l'application des dispositions de la loi de 1966) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (insérant dans le deuxième alinéa, après le mot : « précitée », les mots : « visée à l'alinéa précédent ») : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(application des dispositions de la loi de 1966 en cas de dissolution de l'association) :* amendement n° 5 de la commission (tendant à préciser le cas de l'Alsace-Lorraine) : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(conséquence de l'interdiction de gérer résultant des condamnations prévues par le décret de 1935) :* amendement n° 6 de la commission (précisant le régime de participation à l'organe de contrôle) (p. 293) ; adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(soumission des émissions à un régime d'autorisation) : adopté.*

Article 10 *(contrôle de la commission des opérations de bourse en cas d'appel public à l'épargne) :* existence d'un vide juridique ; documentation à la disposition du souscripteur ; sanctions en cas d'inobservation des formalités ; pouvoirs de la C.O.B. ; adopté.

Article 11 *(responsabilité des dirigeants de l'association) :* amendement n° 7 de la commission [insérant après la référence « 244 » la référence « 246 » (deuxième alinéa)] ; limitation des pouvoirs de l'assemblée générale pour éteindre toute action de responsabilité contre les dirigeants ; adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(cas du groupement d'associations en vue d'une émission de valeurs mobilières) : adopté.*

Article 13 *(définition des sanctions en cas d'émission de titres contraire à la loi)* (p. 294) ; pouvoirs du tribunal de commerce ; information du public ; adopté.

Article 14 *(régime fiscal des titres associatifs) :* application du même régime aux petites et moyennes entreprises : adopté.

Article 15 *(précisant que la rémunération des valeurs mobilières émises par les associations ne peut avoir pour objet de partager les bénéfices entre les sociétaires) :* adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 8 de M. Adrien Zeller, soutenu par M. Georges Tranchant (application du texte dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) ; particularisme de ces départements ; dispositions du code civil local tombées en désuétude ; associations disposant d'une capacité juridique particulière ; inégalité entre les associations : rejeté (p. 295).

Article 16 *(conditions d'application de la loi) :* absence d'articles d'application à la collectivité de Mayotte ; opportunité d'un tel texte : adopté.

Explications de vote (p. 296) :

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 296).

Vote positif du groupe socialiste : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 296).

Abstention du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 296).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 296).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [12 juin 1985] (p. 1650) :

Application de la loi du 1er mars 1984 : *Wilquin (Claude)* (p. 1650) ; *Gatel (Jean)* (p. 1650).

Besoin de financement des associations : *Wilquin (Claude)* (p. 1650) ; *Gatel (Jean)* (p. 1650, 1651) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1651).

Champ d'application de la loi : *Gatel (Jean)* (p. 1650) ; *Jans (Parfait)* (p. 1651).

Conditions de l'émission des titres : *Wilquin (Claude)* (p. 1650).

Groupement d'intérêt économique pour l'émission conjointe d'obligations : *Wilquin (Claude)* (p. 1650).

Indépendance des associations : *Jans (Parfait)* (p. 1651).

Prohibition du partage des bénéfices : *Wilquin (Claude)* (p. 1650).

Protection des épargnants : *Tranchant (Georges)* (p. 1651) ; *Gatel (Jean)* (p. 1651).

Rémunération du titre associatif : *Gatel (Jean)* (p. 1650) ; *Jans (Parfait)* (p. 1651).

Discussion des articles [12 juin 1985] (p. 1652) :

Article 1er A : absence de publication de bilan par les associations ; différence entre l'investissement en compte de capital et le prêt bancaire ; titres générateurs d'intérêts ; amendement n° 1 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 1er B : amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 1er C : amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé (p. 1652).

Article 1er D : amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 1er : amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (tendant après les mots « lorsqu'elles » à rédiger ainsi la fin de cet article « ont une activité économique, émettre des obligations et des titres associatifs sous forme nominative dans les conditions prévues par la présente loi) ; réintroduction de la mention de l'activité économique et des titres associatifs ; adopté ; amendement n° 7 de la commission (tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant « la rémunération des valeurs mobilières visées à l'alinéa précédent ne peut avoir pour objet ou pour effet de partager des bénéfices ») ; principe de prohibition du partage des bénéfices ; rémunération du titre ; différences entre le prêt bancaire et le titre associatif (p. 1653) ; adopté ;

- article 1er , ainsi mofifié : adopté.

Article 2 supprimé par le Sénat : amendement n° 8 de la commission (application du régime des titres participatifs aux titres associatifs) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 3 : amendement n° 9 de la commission (conditions posées à l'émission de titres associatifs ou d'obligations par les associations ayant une activité économique) ; absence de fonds propres pour les associations ; paiement en cas de sinistre (p. 1654) ; éventualité de l'émission d'obligatitons ; adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 3.

Article 3 *bis* : amendement n° 10 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 3 *ter* : amendement n° 11 de la commission (de suppression) ; champ d'application du régime d'autorisation prévu par la loi du 23 décembre 1946 ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 3 *quater* : souscription de titres participatifs entre membres de l'association ; nature de l'épargne souscrite dans les titres participatifs ; nécessité de ne pas autoriser le service d'un taux d'intérêt supérieur à la moyenne nationale ; amendement n° 12 de la commission (de suppression) ; taux d'intérêt stipulé dans le contrat d'émission ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 3 *quinquies* : amendement n° 13 de la commission (de suppression) (p. 1655) ; prohibition du partage des bénéfices ; qualification pénale du terme « bénéfices » ; surplus du compte d'exploitation ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 4 : amendement n° 14 de la commission (application de la loi du 1er mars 1984) ; protection du souscripteur ; adopté ;

- article 4, ainsi modifié ; adopté.

Article 6 : amendement n° 15 de la commission (application de certaines dispositions de la loi du 24 juillet 1966 aux obligations émises par des associations) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de cet article, après le mot « obligations » à insérer les mots « ou des titres associatifs ») (p. 1656) ; adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 17 de la commission (tendant dans cet article à substituer aux mots « répondant aux conditions de l'article 1er de la présente loi » les mots « émettant des obligations ou des titres associatifs ») ; participation à la gestion des associations répondant aux conditions de l'article 1er du projet ; adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 supprimé par le Sénat : amendement n° 18 de la commission (soumission des émissions à un régime d'autorisation) : adopté ;

- en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 10 supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission (contrôle de là commission des opérations de bourse en cas d'appel public à l'épargne) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 11 : amendement n° 20 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 : amendement n° 21 de la commission (groupement d'intérêt économique pour l'émission conjointe d'obligations) (p. 1657) ; adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 12.

Article 12 *bis* : amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 12 *bis*.

Article 12 *ter* : amendement n° 23 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 13 : amendement n° 24 de la commission (tendant dans cet article à supprimer les mots « et d'un emprisonnement de deux à dix mois ou de l'une de ces deux peines seulement ») ; nécessité de ne pas réserver un traitement plus sévère aux responsables d'associations qu'aux dirigeants de sociétés ; adopté ; amendement n° 25 de la commission (tendant dans cet article, après le mot « obligations » à insérer les mots « ou des titres associatifs ») : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 : supprimé par le Sénat : amendement n° 26 de la commission (régime fiscal des titres associatifs) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi modifié.

Après l'article 14 : amendement n° 27 de la commission (abrogation des dispositions de l'article 22 et du deuxième alinéa de l'article 43 du code civil local d'Alsace et de Moselle) : adopté (p. 1658).

Article 15 : supprimé par le Sénat (Titre) : amendement n° 28 de la commission (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi « projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations ») : adopté ;

- en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé (p. 1659).

Explications de vote (p. 1659) :

Abstention du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 1659).

Protection des épargnants : *Gatel (Jean)* (p. 1659) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1659).

Responsabilité civile et pénale des sociétaires : *Gatel (Jean)* (p. 1659).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 1659).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1659).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [26 juin 1985] (p. 2012).

Champ d'application du projet : *Bapt (Gérard)* (p. 2012) ; *Gatel (Jean)* (p. 2013).

Groupement d'intérêt économique (possibilité pour les associations de constituer un -) : *Bapt (Gérard)* (p. 2012).

Immatriculation des associations émettrices : *Bapt (Gérard)* (p. 2012).

Protection des épargnants : *Gatel (Jean)* (p. 2013).

Régime juridique des titres associatifs : *Bapt (Gérard)* (p. 2012) ; *Gatel (Jean)* (p. 2013).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 2013, 2014).

Explications de vote (p. 2014).

Vote positif du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 2014).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2014).

15. - Proposition de loi n° 2927 visant à encourager le **mécénat individuel et collectif.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 juillet 1985 par M. Michel Barnier. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

16. - Proposition de loi n° 3122 tendant à permettre aux **associations agréées d'Alsace-Lorraine** de bénéficier de tous les avantages des associations reconnues d'utilité publique.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 novembre 1985 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean Foyer (19 décembre 1985).

ASSOCIATION TECHNIQUE DE L'IMPORTATION CHARBONNIERE (A.T.I.C.)

Voir *Charbon* **3.**

ASSURANCES

5. - Projet de loi n° 2427 améliorant l'information des assurés et la **transparence des contrats d'assurance vie et de capitalisation.**

Sénat (deuxième lecture). - N° **183** (1984-1985). - Dépôt le 20 décembre 1984. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. - Rapport n° **223** (1984-1985) (3 avril 1985). - Discussion le 10 avril 1985. - Adoption avec modifications le 10 avril 1985. - Projet de loi n° **62** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° **2611.** - Dépôt le 11 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et d'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° **2670** (9 mai 1985). - Discussion le 15 mai 1985. - Adoption avec modifications le 15 mai 1985. - Projet de loi n° **781.**

Sénat (troisième lecture). - N° **291** (1984-1985). - Dépôt le 21 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. - Rapport n° **298** (1984-1985) (22 mai 1985). - Discussion le 6 juin 1985. - Adoption définitive le 6 juin 1985. - Projet de loi n° **119** (1984-1985).

Loi n° 85-608 du 11 juin 1985, publiée au *Journal officiel* du 20 juin 1985 (p. 6808).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [15 mai 1985] (p. 798) :

Information des assurés : *Labarrère (André)* (p. 799).

Intérêts moratoires : *Richard (Alain)* (p. 798) ; *Labarrère (André)* (p. 799).

Particularisme de l'Alsace-Lorraine : *Labarrère (André)* (p. 799).

Protection des assurés : *Richard (Alain)* (p. 798).

Renonciation (droit de) : *Labarrère (André)* (p. 799).

Discussion des articles [15 mai 1955] (p. 799) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant dans le dernier alinéa du paragraphe II de cet article à supprimer les mots : « sauf circonstances non imputables à l'assureur ») ; compensation financière des retards ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 2 de la commission (tendant dans la deuxième phrase du dernier alinéa du paragraphe I du texte proposé pour l'article L. 132-21 du code des assurances à supprimer les mots : « sauf circonstances non imputables à l'assureur ») ; compensation financière en cas de retard ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (P. 799) : amendement n° 3 de la commission (tendant dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 150 du code des assurances à supprimer les mots : « sauf circonstances non imputables à l'entreprise de capitalisation ») : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : amendement n° 4 de la commission (tendant dans la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 1501-1 du code des assurances à supprimer les mots « sauf circonstances non imputables à l'entreprise de capitalisation ») : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté (p. 800).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 800).

ASSURANCE AUTOMOBILE

Voir *Circulation routière* **8**

ASSURANCE VIEILLESSE : GENERALITES

14. - Proposition de loi n° 2999 relative au **mode de calcul des pensions.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 17 octobre 1985 par M. Jean Seitlinger. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Affiliation à l'assurance vieillesse des mères de handicapés.

Voir *Questions orales sans débat* **855.**

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIME DES FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

14. - Projet de loi n° 2581 relatif aux conditions de **cessation d'activité de maîtres de l'enseignement public** ayant exercé dans certains établissements d'enseignement privés.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale. - Rrenvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean Proveux. - Rapport n° **2596** (9 avril 1985). - Discussion le 10 avril 1985. - Adoption le 10 avril 1985. - Projet de loi n° **761.**

Sénat (première lecture), n° **36** (1984-1985), dépôt le 16 avril 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - rapporteur : M. Paul Seramy. - Rapport n° **251** (1984-1985) (24 avril 1985). - Discussion le 25 avril 1985. - Adoption le 25 avril 1985. - Projet de loi n° **91** (1984-1985).

Loi n° 65-489 du 9 mai 1985 publiée au *Journal officiel* du 10 mai 1985 (p. 5288).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [10 avril 1985] (p. 120) :

Coût budgétaire de ce projet : *Proveux (Jean)* (p. 121).

Droit à pension (abolition des disparités de situation) : *Proveux (Jean)* (p. 120, 121) ; *Becq (Jacques)* (p. 121) ; *Lambert (Michel)* (p. 122) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 123).

Educateurs spécialisés (pension des) : *Proveux (Jean)* (p. 120) ; *Becq (Jacques)* (p. 122).

Maîtres devenus fonctionnaires (pension des) : *Proveux (Jean)* (p. 120).

Proposition de loi déposée par M. Maurice Pourchon : *Proveux (Jean)* (p. 121).

Retraites complémentaires : *Becq (Jacques)* (p. 122) ; *Bois (Jean-Claude)* (p. 122) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 123).

Discussion des articles [10 avril 1985] (p. 123) :

Article 1er : *(maîtres concernés)* ; amendements nos 1 à 7 de la commission (rédactionnels) ; amendements nos 1 à 4 : adoptés (p. 123) ; amendements nos 5 à 7 : adoptés (p. 124) ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : *(avantage de retraite)* ; amendement no 8 de la commission (référence à l'âge d'entrée en jouissance de la pension fixée) ; âges de la retraite ; adopté ; amendement no 11 du Gouvernement (situation des maîtres affiliés avant leur intégration au régime minier de sécurité sociale) ; extension à ces personnels des avantages de retraite institués par le projet de loi ; adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement no 12 du Gouvernement (précisant que les titulaires de l'avantage de retraite défini à l'article précédent bénéficient des prestations en nature des assurances maladie et maternité du régime général de la sécurité sociale) : adopté ; amendement no 9 de la commission (précisant que les institutions de retraite complémentaire ne peuvent exclure du bénéfice d'une retraite complémentaire les personnes visées à l'article 1er au seul motif que celles-ci seraient devenues fonctionnaires) (p. 124) ; maintien des avantages acquis ; négociation avec les caisses de retraite complémentaire ; retiré.

Article 3 : *(régime de l'avantage de retraite)* : adopté.

Article 4 : *(financement de l'avantage de retraite)* : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 125).

15. - Projet de loi no 2998 modifiant l'ordonnance no 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la **cessation d'activité des fonctionnaires et agents de l'Etat** et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance no 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs, ratifiées et modifiées par la loi no 84-7 du 3 janvier 1984, modifiées par la loi no 84-1050 du 30 novembre 1984.

Sénat (première lecture), no **11** (1985-1986). - Dépôt le 8 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Raymond Bouvier. - Rapport no **25**(1985-1986) (10 octobre 1985). - Discussion le 16 octobre 1985. - Adoption le 16 octobre 1985. - Projet de loi no **4** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), no **2998**. - Dépôt le 16 octobre 1985. - Renvoi à la commission de affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Charles Metzinger. - Rapport no **3033** (6 novembre 1985). - Discussion le 15 novembre 1985. - Adoption le 15 novembre 1985. - Projet de loi no **897**.

Sénat (deuxième lecture), no **89** (1985-1986). - Dépôt le 19 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Raymond Bouvier. - Rapport no **134** (1985-1986) (4 décembre 1985). - Discussion le 10 décembre 1985. - Adoption définitive le 10 décembre 1985. - Projet de loi no **43** (1985-1986).

Loi no 85-1342 du 19 décembre 1985 publiée au *J.O.* du 20 décembre 1985 (p. 14840).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 novembre 1985] (p. 4410) :

Charge de l'indemnité due aux agents bénéficiant de la cessation progressive d'activité : *Metzinger (Charles)* (p. 4411) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4411).

Fonds de compensation (rôle du -) : *Metzinger (Charles)* (p. 4411) : *Le Garrec (Jean)* (p. 4411, 4412).

Nombre et répartition des demandes : *Metzinger (Charles)* (p. 4411) : *Le Garrec (Jean)* (p. 4412).

Régime de la cessation progressive d'activité : *Metzinger (Charles)* (p. 4411) ; *Le Meur (Daniel))* (p. 4411) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4411).

Discussion des articles [15 novembre 1985] (p. 4412).

Article 1er *(prorogation de la cessation d'activité pour les fonctionnaires de l'Etat)* : adopté.

Article 2 *(prorogation de la cessation progressive d'activité pour les agents des collectivités territoriales)* : adopté.

Article 3 *(charge de l'indemnité due aux agents bénéficiant de la cessation progressive d'activité)* : adopté.

Article 4 *(reliquat du fonds de compensation)* : amendement no 1 de la commission (de suppression) ; reversement d'un éventuel reliquat du fonds de compensation ; objectif consistant à pérenniser le dispositif relatif à la cessation progressive d'activité (p. 4412) ; adopté (p. 4413).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4413).

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIME GENERAL

Versement des pensions

Voir *Questions orales sans débat* **838**

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIMES AUTONOMES ET SPECIAUX

6. - Proposition de loi no 2972 relative à la **retraite des professions libérales.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 3 octobre 1985 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. - Proposition de loi no 3266 relative à la **retraite à cinquante ans des marins.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ASSURANCE VOLONTAIRE

Vieillesse

Voir *Rapatriés* **7**

ATELIER ROANNAIS DE CONSTRUCTION TEXTILE (SOCIETE)

Voir *Questions au Gouvernement* **1323**

ATTACHES D'ADMINISTRATION CENTRALE

Voir *Questions orales sans débat* **952**

ATTENTATS AUX GALERIES LAFAYETTE ET AU PRINTEMPS

Attentats aux Galeries Lafayette et au Printemps : *Delebarre (Michel)* [7 décembre 1985] (p. 5594) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5594).

Voir *Questions au Gouvernement* **1495**

AUDIOVISUEL

9. - Rapport d'information établi au nom de la **délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle,** instituée par l'article 10 de la loi no 82-652 du 29 juillet 1982 (no **2872**) par M. Claude Estier [28 juin 1985].

10. - Projet de loi n° 2963 modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la **communication audiovisuelle.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication. - Urgence déclarée le 7 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Alain Billon (3 octobre 1985). - Rapport n° **2994** (10 octobre 1985). - Discussion le 15 octobre 1985. - Adoption le 15 octobre 1985. - Projet de loi n° **892.**

Sénat (première lecture), n° **39** (1985-1986), dépôt le 17 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Charles Pasqua. - Rapport n° **81** (1985-1986) (12 novembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur pour avis : M. Jean Cluzel. - Avis n° **68** (1985-1986) (5 novembre 1985). - Discussion le 14 novembre 1985. - Adoption le 14 novembre 1985. - Projet de loi n° **32** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 16 novembre 1985] (p. 13342).

Bureau [*J.O.* du 16 novembre 1985] (p. 13342).

Assemblée nationale : Rapporteur : M. Alain Billon. - Rapport n° **3076** (15 novembre 1985).

Sénat : Rapporteur : M. Charles Pasqua. - Rapport n° **85** (1985-1986) (15 novembre 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3075**, dépôt le 15 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Alain Billon. - Rapport n° **3077** (15 novembre 1985). - Discussion le 15 novembre 1985. - Adoption avec modifications le 15 novembre 1985. - Projet de loi n° **900.**

Sénat (deuxième lecture, n° **86** (1985-1986), dépôt le 19 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Charles Pasqua. - Rapport n° **118** (1985-1986) (28 novembre 1985). - Discussion le 28 novembre 1985. - Adoption avec modifications le 28 novembre 1985. - Projet de loi n° **38** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3141**, dépôt le 28 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Alain Billon. - Rapport n° **3142** (29 novembre 1985). - Discussion le 29 novembre 1985. - Adoption définitive le 29 novembre 1985. - Projet de loi n° **922.**

Saisine du conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 13 décembre 1985 (*J.O.* du 14 décembre 1985) (p. 14574). - Articles déclarés non conformes : article 3-II.

Loi n° 85-1317 du 13 décembre 1985 publiée au *J.O.* du 14 décembre 1985 (p. 14535).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 octobre 1985] (p. 3013) :

Question préalable soulevée par M. Georges Hage : *Hage (Georges)* (p. 3017 à 3019) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3019 à 3021) : rejetée au scrutin public (p. 3021).

Canal Plus : *Hage (Georges)* (p. 3018).

Collectivités locales : *Baumel (Jacques)* (p. 3018).

Concession de service public : *Billon (Alain)* (p. 3014).

Contrôle (notion de) : *Billon (Alain))* (p. 3014).

Déréglementation : *Hage (Georges)* (p. 3018).

Espace hertzien (appartenance au domaine public de l') : *Madelin (Alain)* (p. 3022).

Haute Autorité de la communication audiovisuelle (attribution des autorisations) : *Fillioud (Georges)* (p. 3016) ; *Péricard (Michel)* (p. 3023) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3025) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3028) ; *Perrut (Francisque)* (p. 3028) ; *Forgues (Pierre)* (p. 3029).

Législation anti-concentration : *Baumel (Jacques)* (p. 3028).

Libéralisation du système : *Billon (Alain)* (p. 3013) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3015) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3019) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3030, 3031).

Liberté des créateurs : *Billon (André)* (p. 3014).

Liberté des téléspectateurs : *Billon (Alain)* (p. 3013) ; *Hage (Georges)* (p. 3017).

Principe de transparence : *Billon (Alain)* (p. 3014) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3016) ; *Forgues (Pierre)* (p. 3029).

Privatisation : *Schreiner (Bernard)* (p. 3024, 3025).

Production française (baisse de la) : *Hage (Georges)* (p. 3017) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3031).

Rapport Bredin : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3020, 3021) ; *Madelin (Alain)* (p. 3021, 3022) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3024).

Réseaux câblés et télévisions hertziennes : *Billon (Alain)* (p. 3014) ; *Hage (Georges)* (p. 3018, 3019) ; *Péricard (Michel)* (p. 3024) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3026) ; *Forgues (Pierre)* (p. 3029) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3031).

Satellites : *Aubert (François d')* (p. 3026) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3030).

Service public de la radiotélévision : *Billon (Alain)* (p. 3013) ; *Hage (Georges)* (p. 3017 à 3019) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3019, 3020) ; *Aubert (François d')* (p. 3026, 3027) ; *Forgues (Pierre)* (p. 3030) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3030).

Société française de production (S.F.P.) : *Hage (Georges)* (p. 3019).

Télédiffusion de France (T.D.F.) (monopole de diffusion) : *Billon (Alain)* (p. 3014) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3016) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3020) ; *Péricard (Michel)* (p. 3023, 3024) ; *Aubert (François d')* (p. 3027) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3028) ; *Forgues (Pierre)* (p. 3029).

Télévisions locales : *Billon (Alain)* (p. 3014) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3016) ; *Hage (Georges)* (p. 3017) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3019) ; *Madelin (Alain)* (p. 3021) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3026) ; *Forgues (Pierre)* (p. 3029) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3030, 3031).

Discussion des articles [15 octobre 1985] (P. 3038, 3062) :

Article 1er *(régime d'autorisation applicable aux services locaux de télévision par voie hertzienne) ;* compétences de la Haute Autorité (p. 3038) ; amendement n° 25 de M. Georges Hage (de suppression) ; exclusion de la délivrance des autorisations relatives aux services locaux de télévision par voie hertzienne des compétences de la Haute Autorité ; transfert de l'exécutif à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, de la compétence en matière de délivrance des autorisations d'exploitation aux télévisions privées locales ; rejeté ; amendement n° 44 de M. François d'Aubert (précisant que la Haute Autorité délivre les autorisations relatives aux services de radiodiffusion sonore de télévision par voie hertzienne et de radiotélévision par câble) ; distinction entre télévision hertzienne locale et télévision hertzienne nationale (p. 3039) ; rejeté ; amendement n° 34 de M. Michel Péricard (supprimant le mot « locaux » dans le texte proposé pour l'article 17 de la loi du 29 juillet 1982) ; compétence de la Haute Autorité pour l'ensemble des autorisations à accorder aux stations de télévision privée ; plaidoyer de M. Bernard Schreiner en faveur de la Haute Autorité ; concession de service public ; rejeté ;

- Article 1er : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (rôle du conseil de la communication audiovisuelle) ; sous-amendement n° 66 du Gouvernement (caractère public et motivé des avis rendus par ce conseil) (p. 3040) ; sous-amendement n° 58 de M. Georges Hage (référence aux services de télévision par voie hertzienne autres que locaux) ; sous-amendement n° 67 du Gouvernement (précisant que le conseil donne un avis sur le respect par l'établissement public de diffusion du principe de l'égalité de traitement) ;

responsabilité exclusive de T.D.F. en matière d'élaboration du plan de fréquences ; conseil national de la communication audiovisuelle ; contrôle sur T.D.F. ; sous-amendement n° 66 : adopté ; élargissement des compétences du conseil national de la communication audiovisuelle (p. 3041) ; sous-amendement n° 58 : rejeté ; compétences du conseil national de la communication audiovisuelle pour assurer l'égalité de traitement au niveau tarifaire ; octroi à T.D.F. du monopole de diffusion ; transfert au conseil national de la communication audiovisuelle des responsabilités que l'on refuse d'octroyer à la Haute Autorité ; création d'une commission d'enquête au Sénat ; mission « télévision-câble » (p. 3042) ; rappel au règlement de M. Robert-André Vivien ; conditions de dépôt des sous-amendements ; travaux du conseil national de la communication audiovisuelle ; conseil d'administration de T.D.F. ; contrôle de cet organisme (p. 3043) ; transparence des propositions élaborées par T.D.F. en matière de plans de fréquences ; rappel de l'article 28 de la loi sur la communication audiovisuelle ; sous-amendement n° 67 : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(attributions à T.D.F. du monopole de diffusion des services de télévision hertzienne) :* compétence de T.D.F. pour la diffusion des autres services de télévision par voie hertzienne (p. 3044) ; transparence du plan des fréquences ; politique opposée à une politique de libéralisation de l'audiovisuel ; gestion chaotique des fréquences ; politisation de T.D.F. (p. 3045) ; rôle de T.D.F. ; accroissement de ses risques financiers (p. 3046) ; régime des dérogations ; cas de Radio-Alouette ; emprunts accordés à T.D.F. pour achever le programme satellitaire ; amendement n° 45 de M. François d'Aubert (de suppression) : rejeté ; amendement n° 46 de M. François d'Aubert (précisant que les personnes titulaires d'autorisations relatives aux services locaux de télévision par voie hertzienne assurent la diffusion en France de leurs programmes par leurs propres moyens) (p. 3047) ; politisation à T.D.F. ; compétence du pouvoir politique pour décider des fréquences qui doivent être mises à la disposition des usagers ; satellites ; critique du monopole accordé à T.D.F. : rejeté ; amendement n° 47 de M. François d'Aubert (supprimant les deux dernières phrases du deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 48 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 35 de M. Michel Péricard (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de diffusion des télévisions par voie hertzienne) (p. 3048) ; rejeté ; amendement n° 2 de la commission (soumettant à l'avis de la Haute Autorité les conventions passées entre l'établissement public de diffusion et les personnes titulaires d'autorisations relatives aux services locaux de télévision par voie hertzienne) : devenu sans objet ;

- Article 2 : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 3 de la commission (composition du conseil d'administration de T.D.F.) ; nécessité de donner au conseil national de la commission audiovisuelle les moyens de mieux contrôler l'activité de T.D.F. ; alourdissement du fonctionnement des conseils en raison d'un accroissement des effectifs ; « magouille » dans la répartition du conseil d'administration de T.D.F. ; indépendance du mandat des parlementaires et de la date de dissolution des conseils d'administration ; entrée de nouveaux membres au conseil d'administration de T.D.F. ; adopté.

Article 3 *(services de communication audiovisuelle soumis au régime de la déclaration préalable) :* amendement n° 68 du Gouvernement (supprimant les mots « à l'exclusion des œuvres cinématographiques » dans le premier alinéa de l'article 77 de la loi du 29 juillet 1982) (p. 3049) ; adopté ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 49 de M. François d'Aubert (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; qualification des messages publicitaires ; problèmes de la publicité gouvernementale ; rejeté ; amendement n° 5 de la commission (précisant que les services de communication audiovisuelle mis à la disposition du public sur un réseau câblé sont également soumis au régime de la déclaration préalable) ; sous-amendement n° 70 du Gouvernement (référence à un réseau câblé en circuit fermé) ; considération comme réseau public d'un réseau privé situé sur une propriété privée (p. 3050) ; cas des petits réseaux ; application du régime de la déclaration préalable ; sous-amendement n° 70 : adopté ; amendement n° 69 du Gouvernement : retiré ; amendement n° 5, ainsi modifié : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(régime de la concession de service public) :* chaînes multivilles ; publicité des concessions et des cahiers des charges (p. 3051) ; volonté de la majorité de privatiser un certain nombre d'entreprises nationales ; rapport Bredin ; principe de la transparence ; politique discrétionnaire en matière de contrat de concession de service public ; réseau privé du domaine privé ; amendement n° 26 de M. Georges Hage (de suppression) ; amendement n° 36 de M. Michel Péricard (même objet) ; amendement n° 26 : retiré ; pouvoirs de la Haute Autorité ; amendement n° 36 : rejeté (p. 3052) ; amendement n° 6 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 50 de M. Alain Madelin (précisant que le concessionnaire s'engage à ses risques et périls) ; amendement n° 60 de M. Georges Hage (même objet) ; amendement n° 50 : non soutenu ; caractère inacceptable de la compensation par les finances publiques des pertes de gestion des télévisions privées ; droit commun du régime de la concession de service public ; cas de Canal Plus débiteur à l'égard de T.D.F ; amendement n° 60 : rejeté ; amendement n° 51 de M. Alain Madelin (critères d'attribution des concessions) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (publication au *Journal officiel* des contrats de concession de service public et des cahiers des charges) : adopté ; amendement n° 59 de M. Georges Hage (mise en conformité des contrats de concession conclus avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 3053) ; rejeté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 31 de M. Georges Hage (publication au *Journal officiel* des contrats de concession) : devenu sans objet.

Article 5 *(limitation du nombre des autorisations pouvant être délivrées à une même personne) ;* limitation du nombre de services pour lesquels une même personne peut détenir une autorisation ; amendement n° 61 de M. Georges Hage (référence au titulaire d'autorisation ou de concession) : rejeté ; amendement n° 37 de M. Michel Péricard (substituant au mot « trois » le mot « cinq ») ; amendement n° 62 de M. Georges Hage (substituant aux mots « plus de trois services locaux » les mots « plus d'un service local ») ; constitution de réseaux (p. 3054) ; notion de propriété ; rejetés ; amendement n° 52 de M. François d'Aubert (supprimant les quatre derniers alinéas du texte proposé pour l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982) : non soutenu ; amendement n° 8 de la commission (critère de la programmation) ; amendement n° 71 du Gouvernement (référence à la programmation propre) ; notion de contrôle ; nécessité pour les différents services locaux de radio ou de télévision d'avoir une programmation propre (p. 3055) ; principe de pluralisme et d'indépendance ; notion de programmation ; coût de production et de fabrication ; amendement n° 8 : rejeté ; amendement n° 71 : adopté ; amendement n° 38 de M. Michel Péricard (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982) : retiré ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 53 de M. François d'Aubert (précisant qu'une collectivité territoriale ne peut bénéficier d'une autorisation relative à un service local de télévision par voie hertzienne ou participer au capital d'une société bénéficiant d'une autorisation) : non soutenu (p. 3057).

Article 6 *(zones de desserte maximale d'un service local de télévision par voie hertzienne) :* définition d'un tel service ; problème d'une programmation propre ; rôle des collectivités locales (p. 3062) : passage obligé par la société locale d'exploitation de réseau câblé ; principe de la participation minoritaire au capital des sociétés assurant un service de télévision par voie hertzienne locale ; rôle des collectivités territoriales dans la distibution des services de radio-

télévision par câble (p. 3063) ; protection du pluralisme de l'expression sur les télévisions nouvelles ; amendement n° 39 de M. Michel Péricard (substituant au mot « soixante » le mot « cent » dans le texte proposé pour l'article 80-1 de la loi du 29 juillet 1982) ; puissance maximale de l'émetteur ; définition d'une télévision locale ; rejeté ; amendement n° 40 de M. Michel Péricard (supprimant le 2e alinéa du texte proposé pour l'article 80-2 de la loi du 29 juillet 1982) ; amendement n° 54 de M. François d'Aubert (même objet) ; absence de puissance dominante suceptible d'influencer une télévision locale (p. 3064) ; problème de la participation d'une S.L.E.C. au capital d'une société de télévision locale ; rejetés ; amendement n° 9 de la commission (de coordination) ; amendement n° 27 de M. Georges Hage (même objet) ; problème de la composition de la S.L.E.C. ; régime applicable aux interventions des collectivités locales en matière de télévision hertzienne ; possibilité pour un ensemble de collectivités territoriales d'être majoritaires dans une société concessionnaire ; poids des collectivités territoriales dans les télévisions locales hertziennes ; rôle des S.L.E.C. dans le développement de ces dernières (p. 3065) ; possibilité d'intervention des collectivités territoriales dans le cadre de télévisions locales hertziennes pour défendre une certaine image de leur région ; amendement n° 9 : rejeté ; amendement n° 27 : retiré ; amendement n° 28 de M. Georges Hage (référence à une société concessionnaire) : retiré ; amendement n° 10 de la commission (précisant qu'une collectivité territoriale ou un ensemble de collectivités territoriales ne peut détenir aucune part du capital ou les droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service local de télévision par voie hertzienne) : devenu sans objet ;

- article 6 : adopté (p. 3066).

Article 7 *(conditions d'octroi des autorisations) :* amendement n° 55 de M. Alain Madelin (défense de la liberté de la pluralité et de la concurrence loyale) : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (référence aux contraintes économiques et financières) ; possibilité pour la Haute Autorité de s'appuyer sur différents critères pour apprécier la viabilité d'un projet ; adopté ; amendement n° 56 de M. François d'Aubert (supprimant la référence socioculturelle dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 82 de la loi du 29 juillet 1982) ; jargon utilisé dans les projets du Gouvernement ; projet présentant une originalité locale (p. 3067); syntaxe des projets gouvernementaux ; considération des données socioculturelles, géographiques et techniques ; rejeté ; amendement n° 12 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (lutte contre les positions dominantes) ; sous-amendement n° 72 du Gouvernement (nécessité du pluralisme) ; composition du secteur de la communication ; sous-amendement n° 72 : retiré ; amendement n° 13 : adopté (p. 3068) ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(obligations relatives à la transparence) :* amendement n° 14 de la commission (critères de programmation) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (référence aux conventions relatives à la programmation) ; conventions signées entre des sociétés locales d'exploitation du câble ou des collectivités territoriales avec les opérateurs ; adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(subordination de l'octroi des autorisations au respect d'un cahier des charges)* (p. 3069) ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 63 de M. Georges Hage (subordonnant l'octroi des autorisations au respect des conditions contenues dans un cahier des charges générales) : rejeté ; amendement n° 17 de la commission (précisant que la zone de couverture effective du service doit figurer au nombre des conditions fixées dans le cahier des charges) ; zone déterminée par T.D.F. et le Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 3070) ; zone de couverture potentielle ; sous-amendement de la commission (substituant au mot « effective » le mot « potentielle ») : adopté ; amendement n° 17, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 64 de M. Georges Hage (précisant dans le cahier des charges l'interdiction de diffuser des œuvres cinématographiques certains jours et à certaines heures et le nombre maximal de films pouvant être diffusés dans l'année) : rejeté ; amendement n° 57 de M. François d'Aubert (supprimant le 5e alinéa de cet article) ; déplafonnement du montant des recettes pouvant provenir de la publicité commerciale ; fixation des règles de programmation dans les cahiers des charges (p. 3071) ; affectation de recettes publiques au secteur public et affectation de recettes privées au secteur privé ; rejeté ; amendement n° 65 de M. Georges Hage (diffusion des messages publicitaires) ; absence de dispositions à ce sujet dans les cahiers des charges ; rejeté ; amendement n° 29 de M. Georges Hage (utilisation des antennes par les partis et groupements pour leurs campagnes) ; valeur générale pour l'ensemble des médias des dispositions du code électoral ; rejeté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté (p. 3072).

Article 10 *(abrogation de l'article 84 de la loi du 29 juillet 1982) :* amendement n° 30 de M. Georges Hage (de suppression) ; montant du financement publicitaire ; recours illimité aux ressources publicitaires en ce qui concerne les télévisions locales privées ; difficultés pour ces télévisions de vivre sur des ressources autres que publicitaires ; vigilance à l'égard d'une trop grande régulation du marché publicitaire ; rejeté ;

- article 10 : adopté.

Article 11 *(suspension et retrait des autorisations)* (p. 3073) ; amendement n° 18 de la commission (de précision) ; amendement n° 41 de M. Michel Péricard (compétence de l'autorité judiciaire pour suspendre ou retirer les autorisations) ; caractère reconductible de la concession ; amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 41 : devenu sans objet ; amendement n° 19 de M. Bernard Schreiner (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (précisant que la Haute Autorité dénonce au parquet les infractions dont elle a connaissance conformément à l'article 40 du code de procédure pénale) (p. 3074) ; rejeté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(exigence d'une équipe rédactionnelle propre à tout service de télévision diffusant des programmes d'information politique et générale) :* amendement n° 21 de la commission (supprimant les mots « dans le délai d'un an à compter soit de la publication de la loi pour les services existants soit de la date de leur création pour les autres » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 93-1 de la loi du 29 juillet 1982) : adopté ; amendement n° 43 de M. Michel Péricard (supprimant les mots « et à défaut de l'auteur le producteur » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 93-3 de la loi du 29 juillet 1982) (p. 3075) ; nécessité pour le législateur de déterminer les personnes contre lesquelles peuvent s'exercer des poursuites ; rejeté ; amendement n° 42 de M. Michel Péricard (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 83 de la loi du 29 juillet 1982) ; notion de complicité ; rejeté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(modification de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse) ;* amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(dispositions pénales) :* amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 24 de la commission (complétant l'article L. 49 du code électoral) (p. 3076) ; introduction dans le projet de loi des dispositions assurant le respect par les télévisions publiques et privées des régles relatives au déroulement des campagnes électorales ; adopté ; amendement n° 32 de M. Georges Hage (entrée en vigueur de la présente loi à compter du 1er janvier 1987) ; retiré (p. 3077).

Explications de vote (p. 3077) :

Haute Autorité de l'audiovisuel (rôle de la) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3078) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3079).

Loi de l'argent : *Hage (Georges)* (p. 3077).
Position des partis politiques sur ce texte : *Fillioud (Georges)* (p. 3079).
Programmation (contenu de la) : *Hage (Georges)* (p. 3077).
Ressources publicitaires de la presse écrite : *Hage (Georges)* (p. 3077).
Ressources publicitaires des télévisions privées : *Vivien (Robert-André)* (p. 3078).
Service public de la radiotélévision : *Hage (Georges)* (p. 3077) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3077).
T.D.F. (monopole de diffusion) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3078).
Vote négatif du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 3078).
Vote négatif du groupe R.P.R. : *Vivien (Robert-André)* (p. 3078).
Vote négatif du groupe U.D.F. : *Proriol (Jean)* (p. 3078).
Vote positif du groupe socialiste : *Schreiner (Bernard)* (p. 3079).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3079).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [15 novembre 1985] (p. 4920) :

Motion de renvoi en commission : *Péricard (Michel)* (p. 4425, 4426 ; *Billon (Alain)* (p. 4426) ; *Fillioud (Georges)* (p. 4427) ; rejetée au scrutin public (p. 4427).
Amendement « tour Eiffel » *Péricard (Michel)* (p. 4423, 4426) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4424) ; *Fillioud (Georges)* (p. 4425, 4427) ; *Billon (Alain)* (p. 4426).
Conditions de programmation des œuvres cinématographiques sur les télévisions privées : *Fillioud (Georges)* (p. 4422 ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4422).
Diffusion des services de télévision privée par voie hertzienne : *Billon (Alain)* (p. 4421) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4423) ; *Péricard (Michel) (p. 4423) ; Gantier (Gilbert)* (p. 4424).
Diffusion gratuite de messages par les associations nationales se consacrant aux grandes causes médicales : *Billon (Alain)* (p. 4421).
Nombre d'autorisations pouvant être accordées à une même personne : *Billon (Alain)* (p. 4421).
Projet Seydoux-Berlusconi de cinquième chaîne : *Schreiner (Bernard)* (p. 4422, 4423) ; *Péricard (Michel)* (p. 4423, 4425, 4426) ; *Fillioud (Georges)* (p. 4425).
Régime d'autorisation des services de télévision privée par voie herzienne : *Billon (Alain)* (p. 4421) ; *Fillioud (Georges)* (p. 4422) ; *Péricard (Michel)* (p. 4423).
Risques du projet de loi : *Hage (Georges)* (p. 4424).

Discussion des articles [15 novembre 1985] (p. 4428) :

Article 1er A : amendement n° 1 de la commission (de suppression) ; attributions de la Haute Autorité : adopté ;
- en conséquence l'article 1er A est supprimé.

Article 1er B : amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ;
- en conséquence, l'article 1er B est supprimé.

Article 1er : amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (tendant dans le texte proposé pour l'article 17 de la loi du 29 juillet 1982 à insérer après les mots « autorisations relatives aux services » le mot « locaux ») : adopté ;
- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *bis* : amendement n° 5 de la commission (rôle du conseil national de la communication audiovisuelle) : adopté ;
- en conséquence, l'article 1er *bis* est ainsi rétabli.

Article 1er *ter* (p. 4428) : amendement n° 6 de la commission (de suppression) ; composition du conseil national de la communication audiovisuelle : adopté ;
- en conséquence, l'article 1er *ter* est supprimé.

Article 1er *quater* : amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté ;
- en conséquence, l'article 1er *quater* est supprimé.

Article 2 : amendement n° 8 de la commission (compétences de l'établissement public chargé d'assurer la diffusion en France et vers l'étranger des programmes du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision à l'égard des services de télévision privée par voie hertzienne) : adopté ; amendement n° 34 du Gouvernement (possibilité pour l'établissement public de diffusion d'installer et d'exploiter sur les toîts, terrasses et superstructures des propriétés bâties, publiques ou privées les moyens de diffusion par voie hertzienne) (p. 4429) ; sous-amendement n° 36 de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 34 du Gouvernement (tendant dans le deuxième alinéa de cet amendement à insérer après les mots « l'établissement public de diffusion peut » les mots : « à condition d'avoir au préalable reçu l'autorisation du propriétaire ») ; sous-amendement n° 37 de M. Gilbert Gantier (compétence de la commission des sites lorsque l'installation doit être effectuée sur un monument inscrit ou classé) ; amendement n° 34 ne constituant qu'une servitude de portée comparable à celle figurant dans les législations relatives aux travaux publics à l'urbanisme ou aux P.T.T. ; conditions de dépôt de l'amendement n° 34 ; inconstitutionnalité de l'amendement n° 34 ; (p. 4430) ; sous-amendement n° 36 : rejeté ; absence d'indemnité si ce n'est pour le trouble effectivement causé par les installations ; indemnisation des propriétaires ; rôle de la commission des sites ; nécessité de préserver le paysage français ; sous-amendement n° 37 : rejeté ; amendement n° 34 : adopté au scrutin public ;
- en conséquence, l'article 2, ainsi rédigé et complété : adopté.

Article 2 *bis* (p. 4431) : amendement n° 9 de la commission (composition du conseil d'administration de T.D.F. : adopté ;
- en conséquence, cet amendement devient l'article 2 *bis*.

Article 2 *ter* : amendement n° 10 de la commission (de suppression) : adopté ;
- en conséquence, l'article 2 *ter* est supprimé.

Article 2 *quater* : amendement n° 11 de la commission (de suppression) : adopté ;
- en conséquence, l'article 2 *quater* est supprimé.

Article 2 *quinquies* : amendement n° 12 de la commission (de suppression) ; plafond des ressources de publicité de marque des organismes du service public de la radiotélévision (p. 4432) ; participation des entreprises commerciales au financement d'émission du dervice public : adopté ;
- en conséquence, l'article 2 *quinquies* est supprimé.

Article 2 *sexies* : amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté ;
- en conséquence, l'article 2 *sexies* est supprimé.

Article 3 : amendement n° 14 de la commission (tendant dans le premier alinéa de l'article 77 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 précitée à supprimer les mots « à l'exclusion des oeuvres cinématographiques ») : adopté ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 16 de la commission (contrat de concession de service public pour les services de télévision par voie hertzienne autres que locaux) : adopté ;
- en conséquence, ce texte devient l'article 4.

Article 5 : amendement n° 17 de la commission (nombre d'autorisations pouvant être accordées à une même personne) (p. 4433) : adopté ;
- en conséquence, ce texte devient l'article 5.

Article 6 : amendement n° 18 de la commission (définition des services locaux de télévision par voie hertzienne) ; autorisations relatives à un service local de télévision par voie hertzienne ne pouvant être délivrées qu'à une société) ; adopté ;
- en conséquence, ce texte devient l'article 6.

Après l'article 6 : amendement n° 19 de la commission (possibilité pour les collectivités locales de participer minoritairement à une société d'économie mixte locale lorsque celle-ci assure un service de télévision par voie hertzienne) : adopté.

Article 6 *bis* : amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté ;
- en conséquence, l'article 6 *bis* est supprimé.

Article 7 (p. 4434) : amendement n° 21 de la commission (tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 82 de la loi du 29 juillet 1982 à supprimer les mots « à l'issue d'une procédure publique et contradictoire ») : adopté ; amendement n° 22 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 82 de la loi du 29 juillet 1982 à substituer aux mots « la répartition » les mots « le partage ») : adopté ;
- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 23 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 82-1 de la loi du 29 juillet 1982 à substituer aux mots « nature du programme » le mot « programmation ») : adopté ;
- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : amendement n° 24 de la commission (règles concernant l'obligation d'information des conventions relatives à la programmation) : adopté ;
- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *bis* (p. 4435) : amendement n° 25 de la commission (de suppression) : rôle de la Haute Autorité ; adopté ;
- en conséquence, l'article 10 *bis* est supprimé.

Article 11 : amendement n° 26 de la commission (tendant dans le troisième alinéa 2° du texte proposé pour l'article 86 de la loi du 29 juillet 1982 à substituer aux mots « par la nature du programme » les mots « ou de programmation ») : adopté ;
- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *bis* : amendement n° 27 de la commission (de suppression) : adopté ;
- en conséquence, l'article 11 *bis* est supprimé.

Article 11 *ter* : adopté.

Article 11 *quater* : adopté.

Article 12 (p. 4436) : amendement n° 28 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 93-1 de la loi du 29 juillet 1982 à substituer aux mots « télévision par voie hertzienne » les mots « communication audiovisuelle ») ; extension à tous les services de la communication audiovisuelle de l'obligation d'avoir une équipe rédactionnelle propre lorsqu'ils diffusent des programmens d'information politique et générale ; adopté ; amendement n° 29 de la commission (nécessité pour tout service de communication audiovisuelle d'avoir un directeur de la publication) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (tendant dans le 2e alinéa du texte proposé pour l'article 93-3 de la loi du 29 juillet 1982 à insérer après les mots « à défaut l'auteur » les mots « et à défaut de l'auteur le producteur ») : adopté ; amendement n° 31 de la commission (tendant à supprimer le texte proposé pour l'article 93-4 de la loi du 29 juillet 1982) ; peines applicables aux entreprises de communication audiovisuelle : adopté ;
- article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 32 de la commission (possibilité pour les associations nationales se consacrant aux grandes causes médicales de disposer à titre gratuit d'un temps minimum d'antenne pour la diffusion de leurs messages par les sociétés nationales de radiodiffusion sonore et de télévision prévues aux articles 37, 38, 40 et 42 de la présente loi (p. 4337) ; notion de temps minimum d'antenne : adopté.

Article 14 : amendement n° 33 de la commission (tendant dans le 2e alinéa du paragraphe I de l'article 14 après la référence « 9 » à insérer la référence « 80 ») : adopté ;
- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *bis* : adopté (p. 4338).

Explications de vote (p. 4338) :

Amendement « tour Eiffel » : *Péricard (Michel)* (p. 4338).

Vote hostile des groupes R.P.R. et U.D.F. : *Péricard (Michel)* (p. 4338).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4338).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [29 novembre 1985] (p. 5067) :

Question préalable : *d'Aubert (François)* (p. 5070, 5071, 5072, 5073) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5073, 5074, 5075, 5076) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5077) ; rejetée au scrutin public (p. 5077) ;

Amendement « tour Eiffel » : *Billon (Alain)* (p. 5069) ; *d'Aubert (François)* (p. 5071) ; *Hage (Georges)*(p. 5079).

Autorisation (institution de la procédure d'-) : *Billon (Alain)* (p. 5069) ; *d'Aubert (François)* (p. 5973).

Canal satellite (utilisation d'un) : d'Aubert (François) (p. 5072).

Capital (nationalité du) : *Billon (Alain)* (p. 5068).

Chaîne culturelle (projet de) : *Billon (Alain)* (p. 5068) ; *d'Aubert (François)* (p. 5073) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5074).

Dénationalisation de l'audiovisuel : *Billon (Alain)* (p. 5068) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5070, 5077) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5074, 5075) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5080).

Dimension européenne du projet : *Billon (Alain)* (p. 5068) ; *d'Aubert (François)* (p. 5073) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5074).

Films (diffusion des) : *d'Aubert (François)* (p. 5071) ; *Péricard (Michel)* (p. 5078) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5076) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5081).

Groupe Seydoux-Berlusconi (raisons et modalité de la concession au) : *Billon (Alain)* (p. 5067) ; *d'Aubert (François)* (p. 5073) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5076) ; *Péricard (Michel)* (p. 5077) ; *Hage (Georges)* (p. 5079) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5081).

Italie (situation en) : *d'Aubert (François)* (p. 5071).

« Mission Cable » (utilisation des moyens financiers de la) : *d'Aubert (François)* (p. 5071).

Privilèges contenus dans le cahier des charges : *Billon (Alain)* (p. 5068) ; *d'Aubert (François)* (p. 5070, 5072) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5082).

Publicité (règles relatives à la) : *Billon (Alain)* (p. 5069) ; *d'Aubert (François)* (p. 5072, 5073) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5075, 5076) ; *Hage (Georges)* (p. 5079) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5080).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale [29 novembre 1985] (p. 5082 à 5084) :

Article 1er A : amendement n° 1 de M. François d'Aubert soutenu par M. Michel Péricard (désignation des présidents des établissements publics et des sociétés de radiodiffusion sonore) : rejeté (p. 5084).

Article 1er B : amendement n° 2 de M. François d'Aubert soutenu par M. Michel Péricard (bandes de fréquences affectées par l'Etat au service de radiodiffusion sonore) : rejeté.

Article 1er : amendement n° 3 de M. François d'Aubert soutenu par M. Michel Péricard (supprimant les mots : « locaux ») : rejeté.

Article 1er *bis* : amendement n° 4 de M. François d'Aubert soutenu par M. Michel Péricard (de suppression) : rejeté.

Article 1er *ter* : amendement n° 5 de M. François d'Aubert soutenu par M. Michel Péricard (Conseil national de la communication audiovisuelle) : rejeté.

Article 1er *quater* : amendement n° 6 de M. François d'Aubert soutenu par M. Michel Péricard (nouvelle rédaction pour le chapitre IV de la loi du 29 juillet 1982) : rejeté.

Article 2 : amendement n° 7 de M. François d'Aubert soutenu par M. Michel Péricard (bandes de fréquences affectées par l'Etat) : rejeté ; amendement n° 8 de M. François d'Aubert soutenu par M. Michel Péricard (diffusion des programmes du service public de la radiodiffusion sonore) (p. 5085) ; installation de moyens de diffusion ne pouvant faire obstacle aux droits du propriétaire ; procédure de déclaration d'utilité publique ; institution d'une servitude ; formulation établie par la Haute Assemblée ; procédure de la déclaration de l'utilité publique ; consultation de la commission départementale à la protection civile ; monopole de T.D.F. (p. 5086) ; rejeté au scrutin public.

Article 2 *bis* : amendement n° 9 de M. François d'Aubert (conseil d'administration) : rejeté.

Article 2 *ter* : amendement n° 10 de M. François d'Aubert (conseil d'administration) : rejeté.

Article 2 *quater* : amendement n° 11 de M. François d'Aubert (conseil d'administration) : rejeté.

Article 2 *quinquies* : amendement n° 12 de M. François d'Aubert (proportion des recettes provenant de la publicité de marques) : rejeté.

Article 2 *sexies* : amendement n° 13 de M. François d'Aubert (objet et modalité de programmation des émissions de publicité fixées par les cahiers des charges) : adopté ; amendement n° 14 de M. François d'Aubert (supprimant le dernier alinéa du II de cet article) : rejeté.

Article 4 : amendement n° 15 de M. François d'Aubert (abrogation de l'article 79 de la loi du 29 juillet 1982) : rejeté.

Article 5 : amendement n° 16 de M. François d'Aubert (abrogeant l'article 8 de la loi du 29 juillet 1982) : rejeté (p. 5087).

Article 6 : amendement n° 17 de M. François d'Aubert (supprimant le texte proposé pour l'article 81 de la loi du 29 juillet 1982) : rejeté ; amendement n° 18 de M. François d'Aubert (supprimant le mot : « local ») : rejeté ; amendement n° 19 de M. François d'Aubert (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 80-2 de la loi du 20 juillet 1982) : rejeté.

Article 6 *bis A* : amendement n° 20 de M. François d'Aubert (de suppression) : rejeté.

Article 6 *bis* : amendement n° 21 de M. François d'Aubert (demande d'autorisation de tous services de radiodiffusion sonore à modulation de fréquences) : rejeté.

Article 7 : amendement n° 22 de M. François d'Aubert (délivrance des autorisations) : rejeté ; amendement n° 23 de M. François d'Aubert (répartition de fréquences) : rejeté ; amendement n° 24 de M. François d'Aubert (nature du programme) : rejeté.

Article 9 : amendement n° 25 de M. François d'Aubert (supprimant le 5° de cet article) : rejeté.

Article 10 *bis* : amendement n° 26 de M. François d'Aubert (violation des dispositions concernant la fréquence utilisable) : rejeté.

Article 11 : amendement n° 27 de M. François d'Aubert (nature du programme) : rejeté.

Article 11 *bis*: amendement n° 28 de M. François d'Aubert (droits d'auteur) : rejeté.

Article 11 *ter* : amendement n° 29 de M. François d'Aubert (œuvres cinématographiques incluses dans un programme de télévision) : rejeté.

Article 12 : amendement n° 30 de M. François d'Aubert (télévisions par voies hertziennes) (p. 5088) ; rejeté ; amendement n° 31 de M. François d'Aubert (services de communications audiovisuelles diffusant des programmes d'informations politiques et générales) : rejeté ; amendement n° 32 de M. François d'Aubert (supprimant les mots : « et à défaut de l'auteur, le producteur ») : rejeté ; amendement n° 33 de M. François d'Aubert (peines applicables aux entreprises de communications audiovisuelles) : rejeté.

Article 14 : amendement n° 34 de M. François d'Aubert (supprimant les mots : « quatre-vingts ») : rejeté ; amendement n° 35 de M. François d'Aubert (violation des dispositions relatives aux délais ou horaires de diffusion des œuvres cinématographiques) : rejeté (p. 5089).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5089).

11. - Proposition de résolution n° 3145 tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'établir les conditions dans lesquelles ont été élaborés la convention de concession de service public et le cahier des charges signés par le Gouvernement français et ses partenaires franco-italiens pour l'**exploitation d'une cinquième chaîne de télévision** hertzienne de dimension nationale, ainsi que d'évaluer les conséquences de cet accord en ce qui concerne en particulier la presse écrite et la création audiovisuelle et cinématographique françaises.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 29 novembre 1985 par M. Alain Madelin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (19 décembre 1985).

12. - Projet de loi n° 3220 complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 décembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication. - Urgence déclarée le 18 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Alain Billon (20 décembre 1985). - Rapport n° **3224** (18 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n°**972.**

Sénat (première lecture), n° **246** (1985-1986), dépôt le 18 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Charles Pasqua. - Rapport n° **271** (1985-1986) (21 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Adoption le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **104** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3312,** Dépôt le 21 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Alain Billon. - Rapport n° **3313** (21 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Adoption définitive le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **1005.**

Loi n° 85-1381 du 23 décembre 1985 publiée au *J.O.* du 24 décembre 1985 (p. 15055).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1985] (p. 6375) :

Question préalable opposée par M. Madelin : *Madelin (Alain)* (p. 6377, 6378, 6379, 6380) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6378) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6380, 6381, 6382) : rejeté (p. 6382).

Autorisation préalable : *Billon (Alain)* (p. 6376) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6386).

Cinquième chaîne de télévision : *Madelin (Alain)* (p. 6376, 6377, 6378, 6379) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6381, 6382) ; *Hage (Georges)* (p. 6382) ; *Péricard (Michel)* (p. 6384).

Conditions de réception des téléspectateurs du service public : *Madelin (Alain)* (p. 6378, 6379) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6378, 6379).

Décision du Conseil constitutionnel : *Billon (Alain)* (p. 6375) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6480).

Indemnisation des propriétaires : *Billon (Alain)* (p. 6376) ; *Péricard (Michel)* (p. 6384) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6385).

Information des propriétaires : *Billon (Alain)* (p. 6376) ; *Péricard (Michel)* (p. 6383, 6384).

Plan câble : *Hage (Georges)* (p. 6383).

Presse Hersant : *Fillioud (Georges)* (p. 6387).

Propositions de l'opposition en matière d'audiovisuel : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6380, 6381) ; *Péricard (Michel)* (p. 6384) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6384).

Rappel au règlement de M. Alain Madelin : *Madelin (Alain)* (p. 6387, 6388) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6388) ; *Evin (Claude)* (p. 6388).

Satellite : *Hage (Georges)* (p. 6383).

Servitude instituée au profit de T.D.F. : *Billon (Alain)* (p. 6376) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6380) ; *Hage (Georges)* (p. 6382) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6385, 6386).

Télévision locale : *Hage (Georges)* (p. 6382).

Discussion des articles [18 décembre 1985] (p. 6388) :

Avant l'article unique : amendement n° 4 de M. Alain Madelin (tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle par l'alinéa suivant : « Des procédures de cessions éventuelles des participations de l'Etat dans le secteur de l'audiovisuel garantissant la transparence, la concurrence et le pluralisme ») ; nécessité d'ajouter une garantie à la liberté de communication ; amendement concernant les grandes manœuvres entourant Europe 1 ; privatisation des chaînes publiques ne constituant pas une des garanties de la liberté de la communication audiovisuelle ; rejeté ; amendement n° 5 de M. Alain Madelin (tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle par l'alinéa suivant : « Des procédures d'attribution des concessions de service public, garantissant la transparence, la concurrence et le pluralisme ») ; procédure des contrats de concessions devant garantir la transparence, la concurrence et le pluralisme ; amendement tour Eiffel (p. 6388) ; rejeté ; amendement n° 6 de M. Alain Madelin (concession devant s'accompagner de clauses de service public devant nécessairement figurer dans les contrats de concession de service public) ; contrat de concession de service public passé avec MM. Seydoux et Berlusconi ; rejeté ; amendement n° 7 de M. Alain Madelin (nullité de toute clause d'un contrat de concession de service public tendant à créer une discrimination au profit des concessionnaires) ; nécessité d'une remise en concurrence de la cinquième chaîne ; nécessaires sanctions des pratiques discriminatoires intentionnelles tendant à fausser le jeu normal du marché ; rejeté ; amendement n° 8 de M. Alain Madelin (procédure de délivrance des autorisations d'usage des fréquences radio-électriques (p. 6389) ; usage des fréquences radio-électriques sur le territoire national étant subordonné à une autorisation de l'Etat ; rejeté ; amendement n° 9 de M. Alain Madelin (tendant à compléter le troisième alinéa de cet article de l'article 9 de la loi du 29 juillet 1982 par les mots : « délivrée dans des conditions assurant la transparence, la concurrence et le pluralisme ») : rejeté ; amendement n° 10 de M. Alain Madelin (tendant à l'article 13 de la loi du 29 juillet 1982 à insérer après les mots : « qui en sont chargés » les mots : « y compris les concessionnaires de service public ») ; nécessité que la Haute Autorité puisse veiller au respect des missions de service public contenues dans les contrats de concessions ou dans les cahiers des charges ; rejeté ; amendement n° 11 de M. Alain Madelin (avis de la Haute Autorité sur les contrats de concessions de service public) ; compétence de la Haute Autorité ; rejeté ; amendement n° 12 de M. Alain Madelin (tendant à compléter l'article 15 de la loi du 29 juillet 1982 par les mots : « Ainsi que sur les contrats de concession de service public ») ; nécessité d'un avis de la Haute Autorité sur les contrats de concession de service public (p. 6390) ; rejeté ; amendement n° 13 de M. Alain Madelin (Haute Autorité veillant à la transparence et à la non-discrimination des tarifs de prestations fournies par les établissements publics de diffusion) ; problèmes de la prestation de Télédiffusion de France dans le cadre des contrats de concession de service public ; abattement d'antennes et abattement de non-sécurisation dans l'accord T.D.F.-Seydoux-Berlusconi ; rejeté ; amendement n° 14 de M. Alain Madelin (tendant à l'article 22 de la loi du 29 juillet 1982 à insérer après les mots : « différentes sociétés du service public » les mots : « sur le respect par les concessionnaires du service public de leurs obligations de service public ») : rejeté ; amendement n° 15 de M. Alain Madelin (prestations fournies aux sociétés nationales de programmes) ; puissance des émetteurs du service public ; diffusion par T.D.F. des émissions de télévisions privées ne pouvant aboutir à diminuer la qualité de diffusion des émissions du service public ; rejeté.

Article unique *(institution au profit de l'établissement public de diffusion d'une servitude en vue d'installer, d'exploiter sur les toits et terrasses des superstructures des édifices publics et privés les ouvrages nécessaires à l'exécution des missions de diffusion par voie hertzienne dont cet établissement public est chargé par le premier alinéa de l'article 34 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 6391) : amendement n° 1 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 34-1 de la loi du 29 juillet 1982 à insérer après les mots : « autorisation délivrée » les mots : « à l'établissement public de diffusion ») ; nature de l'autorisation concernée ; autorisation d'installer des émetteurs ne pouvant être attribuée qu'à l'établissement public ; rejeté ; amendement n° 2 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 34-1 de la loi du 29 juillet 1982 à supprimer les mots « dans des délais raisonnables ») ; amendement n° 3 de la commission (tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 34-1 de la loi du 29 juillet 1982 par les mots : « notamment les délais nécessaires à l'information et au recueil des observations des intéressés ; notion de délais raisonnables ; nécessité de fixer la durée des délais exigés par le Conseil constitutionnel ; amendement n° 2 : rejeté ; amendement n° 3 : rejeté ;

– article unique : adopté (p. 6392).

Après l'article unique : amendement n° 16 de M. Alain Madelin (choix par l'Etat du cocontractant devant être précédé d'un appel d'offres public) ; nécessité d'une garantie réelle des conditions de concurrence ; rejeté ; amendement n° 17 de M. Alain Madelin (tendant à compléter le premier alinéa de l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982 par les mots : « ou se porter candidate à l'attribution d'un contrat de concession de service public ») : retiré ; amendements n°s 18, 19 et 20 de M. Alain Madelin : retirés ; amendement n° 21 de M. Alain Madelin (cahier des charges des contrats de concession devant obligatoirement comporter des clauses portant sur la contribution au fonds de soutien du cinéma) ; absence de cotisations au fonds de soutien du cinéma dans les charges de la cinquième chaîne ; amendement étant satisfait par l'article 21 de la loi de finances pour 1986 ; rejeté (p. 6393).

Explication de vote (p. 6393) :

Abstention du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 6394).

Indemnisation des propriétaires : *Péricard (Michel)* (p. 6394).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Madelin (Alain)* (p. 6394).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Péricard (Michel)* (p. 6394).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6394).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1985] (p. 6638) :

Amendement « tour Eiffel » : *Péricard (Michel)* (p. 6638).

Délais ouverts aux intéressés pour présenter leurs observations sur l'établissement d'une servitude sur leur propriété au profit de T.D.F. : *Frachon (Martine)* (p. 6638) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6638) ; *Péricard (Michel)* (p. 6638).

Menaces proférées contre les promoteurs de la cinquième chaîne : *Fillioud (Georges)* p. 6639).

Saturation des surfaces actuelles d'émission par les chaînes existantes : *Gantier (Gilbert)* (p. 6638).

Sixième chaîne (annonce d'une) : *Baumel (Jacques)* (p. 6638).

Discussion de l'article unique (p. 6639).

Explications de vote (p. 6639) :

Création d'une chaîne socialo-mitterrandienne : *Odru (Louis)* (p. 6639).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 6640).

13. - Proposition de loi n° 3255 tendant à réglementer la **participation étrangère** et la **publicité** dans les **sociétés françaises de radiodiffusion et de télévision.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par M. Michel Debré. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

14. - Proposition de loi n° 3334 relative à la **liberté de communication.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 9 janvier 1986 par M. Valéry Giscard d'Estaing. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Justice* **22**

AUTOMOBILE (industrie)

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

Décision de la Régie Renault d'abandonner la formule 1.

Voir *Questions au Gouvernement* **1446**

AUTOMOBILES ET CYCLES

5. - Proposition de résolution n° 2950 tendant à créer une **commission d'enquête** sur les **opérations entre la Régie Renault et les banques,** en particulier américaines et leurs incidences sur l'emploi et les productions françaises.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 octobre 1985 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (10 octobre 1985). - Rapport n° **3019** (31 octobre 1985).

Fiscalité sur les automobiles

Voir *Questions au Gouvernement* **1441**

Plafond d'amortissement

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 6.

Pollution due aux -

Voir *Questions au Gouvernement.* **1320**

AUTOROUTES

Voir *Traités et conventions* **163**

AUXILIAIRES DE VIE

Associations d'aide à domicile en milieu rural

Voir *Questions orales sans débat* **919**

AVIATION CIVILE

Voir *Traités et conventions* **150**

Entretien des avions

Voir *Questions orales sans débat* **915**

AVOCATS

Perquisitions au domicile des -

Voir *Procédure pénale* **9**

AVOIR FISCAL

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), après l'article 4.

AVORTEMENT

6. - Proposition de loi n° 2900 relative à l'**interruption volontaire de grossesse** et tendant à l'abrogation de l'article 317 du code pénal.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

B

BACCALAUREAT

Professionnel -

Voir *Enseignement* **12**

BANANE

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Départements et Territoires d'outre-mer.

BANGLADESH

Cyclone au -

Voir *Questions au Gouvernement* **1296**

BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Structures bancaires alsaciennes

Voir *Questions orales sans débat* **772**

BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

2. - Projet de loi n° 2285 relatif à la **maîtrise d'ouvrage publique** et à ses **rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.**

Sénat (première lecture), n° 158 (1984-1985), dépôt le 17 décembre 1984. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. - Rapporteur : M. Robert Laucournet. - Rapport n° **273** (1984-1985) (9 mai 1985). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur pour avis : M. Michel Miroudot. - Avis n° **281** (1984-1985) (15 mai 1985). - Discussion le 21 mai 1985. - Adoption le 21 mai 1985. - Projet de loi n° **103** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2692,** dépôt le 22 mai 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Guy Malandain. - Rapport n° **2737** (5 juin 1985). - Discussion le 11 juin 1985. - Deuxième délibération (art. 5). - Adoption avec modifications le 11 juin 1985. - Projet de loi n° **804.**

Sénat (deuxième lecture), n° **354** (1984-1985), dépôt le 12 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. - Rapporteur : M. Robert Laucournet. - Rapport n° **386** (1984-1985) (19 juin 1985). - Discussion le 25 juin 1985. - Adoption avec modifications le 25 juin 1985. - Projet de loi n° **144** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 27 juin 1985] (p. 7110).
Bureau [*J.O.* du 27 juin 1985] (p. 7110).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Guy Malandain. - Rapport n° **2844** (26 juin 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Robert Laucournet. - Rapport n° **429** (1984-1985) (26 juin 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2836,** dépôt le 25 juin 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Guy Malandain. - Rapport n° **2858** (27 juin 1985). - Discussion le 27 juin 1985. - Adoption avec modifications le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **852.**

Sénat (troisième lecture), n° **446** (1984-1985), dépôt le 28 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. - Discussion le 29 juin 1985. - Adoption avec modifications le 29 juin 1985. - Projet de loi n° **170** (1984-1985).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **2879,** dépôt le 29 juin 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Guy Malandain. - Rapport n° **2883** (29 juin 1985). - Discussion le 29 juin 1985. - Adoption définitive le 29 juin 1985. - Projet de loi n° 863.

Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 publiée au *J.O.* du 13 juillet 1985 (p. 7914).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [11 juin 1985] (p. 1552) :

Attributions du mandataire du maître de l'ouvrage : *Malandain (Guy)* (p. 1553) ; *Quilès (Paul)* (p. 1553).

Conduite d'opération : *Malandain (Guy)* (p. 1553) ; *Chomat (Paul)* (p. 1556).

Champ d'application de la loi : *Malandain (Guy)* (p. 1553) ; *Quilès (Paul)* (p. 1553).

Concertation sur l'ouvrage projeté : *Quilès (Paul)* (p. 1553).

Ingénierie publique : *Quilès (Paul)* (p. 1554).

Marchés de maîtrise d'œuvre : *Quilès (Paul)* (p. 1554).

Mise en compétition : *Quilès (Paul)* (p. 1554).

Mission de base : *Malandain (Guy)* (p. 1553) ; *Quilès (Paul)* (p. 1553).

Missions de maîtrise d'œuvre : *Malandain (Guy)* (p. 1553) ; *Chomat (Paul)* (p. 1556) ; *Quilès (Paul)* (p. 1556).

Modifications de la loi du 3 janvier 1977 : *Quilès (Paul)* (p. 1554, 1556) ; *Sicard (Odile)* (p. 1554, 1555) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 1555).

Négociation des accords : *Quilès (Paul)* (p. 1554) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 1555) ; *Chomat (Paul)* (p. 1556).

Situation du secteur du bâtiment et des travaux publics : *Vuillaume (Roland)* (p. 1555) ; *Chomat (Paul)* (p. 1556).

Vote du collège des entreprises : *Chomat (Paul)* (p. 1556).

Discussion des articles [11 juin 1985] (p. 1557).

Article 1er : amendement n° 27 du Gouvernement (tendant dans le premier alinéa de cet article à insérer après les mots « ou d'infrastructure » les mots « , ainsi qu'aux équipements industriels destinés à leur exploitation ») ; exclusion des ouvrages industriels du champ d'application de la loi ; adopté ; amendement n° 28 du Gouvernement (tendant à la fin du troisième alinéa [2°] de cet article à substituer aux mots « ainsi que leurs groupements » les mots « leurs groupements, ainsi que les syndicats mixtes visés à l'article L. 166-1 du code des communes ») ; inclusion dans le champ d'application du projet de loi des syndicats mixtes ; adopté ; amendement n° 1 de la commission (champ d'application de la loi) ; exclusion des bâtiments ou infrastructures destinés à une activité industrielle ; zones d'aménagement concerté ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 A : amendement n° 2 de la commission (de suppression) ; mission de la maîtrise d'ouvrage publique (p. 1557) ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 2 : amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (concertation du maître de l'ouvrage avec le public) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 6 de la commission (délégation des attributions du maître de l'ouvrage) (p. 1558) ; adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 3.

Article 3 *bis* : amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 4 : amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (tendant à compléter le quatrième alinéa [c] de cet article par les mots « , mais seulement au profit d'autres organismes d'habitations à loyer modéré ; ») ; possibilité pour les organismes privés d'H.L.M. d'exercer un mandat pour le compte de l'ensemble des maîtres d'ouvrage ; possibilité pour une société de caractère privé d'être mandataire d'un maître d'ouvrage public ; similitude des activités des sociétés anonymes d'H.L.M. et des offices publics d'H.L.M. dans le domaine de la construction de logements (p. 1559) ; adopté ; amendement n° 29 du Gouvernement (rédactionnel) ; pouvoir d'intervention des sociétés anonymes d'H.L.M. ; adopté ; amendement n° 9 de la commission (règles de passation des contrats signés par le mandataire) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant au début du troisième alinéa [b] de cet article à supprimer les mots « le montant et ») : adopté ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (tendant dans le quatrième alinéa [c] de cet article à supprimer le mot « architectural ») (p. 1560) ; impossibilité d'un contrôle architectural ; adopté ; amendement n° 14 de la commission (convention liant le mandataire et le maître d'ouvrage public) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 15 de la commission (tendant dans l'avant-dernier alinéa [b] de cet article à supprimer les mots « ou physiques ») ; risque de confusion entraîné par la possibilité de conduite d'opérations liées à une maîtrise d'ouvrage publique par des personnes morales ou physiques ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (tendant après les mots « à réaliser » à supprimer la fin de l'avant-dernier alinéa [b] de cet article) ; amendement n° 30 du Gouvernement (même objet) ; définition de la conduite d'opération ; conditions dans lesquelles ceux qui exercent une conduite d'opération pourront bénéficier d'une période transitoire pour pouvoir terminer les ouvrages en cours de construction ; conditions dans lesquelles certaines personnes morales pourront continuer à assurer la conduite d'opération (p. 1561) ; conditions dans lesquelles un maître d'ouvrage public peut recourir à l'assistance d'un conducteur d'opération ; personnes habilitées à exercer une activité de conducteur d'opération ; possibilité pour les chambres de commerce et d'industrie de continuer à exercer des missions complètes de conduite d'opération ; amendement n° 16 : adopté ; amendement n° 30 : devenu sans objet ; amendement n° 38 de M. Paul Chomat (conduite d'opération par des personnes privées) : rejeté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté (p. 1562).

Après l'article 6 : amendement n° 39 de M. Paul Chomat (sous-traitance) ; survivance de la sous-traitance occulte malgré la loi de 1975 ; jurisprudence de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat ; nécessité pour le maître d'ouvrage de connaître les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance ; action directe ; décret du 15 février 1985 prévoyant la reconnaissance tacite du sous-traitant ; jurisprudence relative à la loi de 1975 ; acceptation du sous-traitant ; seuil de 4 000 francs au-dessous duquel il n'existe pas de paiement direct (p. 1563) ; retiré.

Article 7 : amendement n° 17 de la commission (définition des éléments des missions de maîtrise d'œuvre) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (contenu de la mission de maîtrise d'œuvre que le maître de l'ouvrage peut confier à une personne de droit privé ; terme « contrat de travaux » constituant un terme générique : adopté ; amendement n° 19 de la commission (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (contenu de la mission de base) (p. 1564) ; sous-amendement n° 32 du Gouvernement (tendant dans le dernier alinéa de cet amendement à supprimer les mots « , notamment par lots séparés, ») ; importance d'une synthèse architecturale ; nécessité de ne pas préjuger les modes d'évolution des travaux ; objectif de la mission de base ; consultation des entreprises par lots séparés ; sous-amendement n° 32 : rejeté ; amendement n° 20 : adopté ; phases d'études ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 21 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; dérogation à la rémunération forfaitaire de la mission de maîtrise d'œuvre ; adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 11 : (p. 1565) : amendement n° 22 de la commission (tendant après les mots « de la maîtrise d'œuvre » à supprimer la fin du troisième alinéa (2°) de cet article) ; représentation des architectes dans les négociations ; adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 : amendement n° 23 de la commission (vote sur les accords concernant la mission de base) ; représentation des entreprises ; adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 17 : amendement n° 24 de la commission (tendant après les mots « du présent alinéa » à supprimer la fin de la dernière phrase du paragraphe I de cet article) ; application aux contrats passés par un établissement public d'aménagement de ville nouvelle, lorsque celui-ci n'intervient pas en qualité de mandataire au sens de l'article 3, des règles s'imposant aux collectivités locales ; adopté ;

- article 17, ainsi modifié : adopté (p. 1566).

Article 18 : amendement n° 25 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 18, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 20 : amendement n° 33 du Gouvernement (possibilité pour les architectes de bénéficier des dispositions de la loi relative à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée) : adopté ; amendement n° 34 du Gouvernement (suppression de l'article 12 de la loi du 3 janvier 1977 ; modification de l'article 16 de la même loi) ; responsabilité civile de la société constituée sous forme de S.A. ou S.A.R.L. ; responsabilité solidaire d'une société d'architecture pour les actes professionnels accomplis pour son compte par les architectes (p. 1567) ; enseignement en architecture ; adopté ; amendement n° 35 du Gouvernement (application des dispositions des titres II, III et IV de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur aux écoles d'architecture) : adopté (p. 1568).

Seconde délibération du projet de loi (p. 1568).

Convention de maîtrise d'ouvrage : *Quilès (Paul)* (p. 1568).

Article 5 : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant dans l'avant-dernier alinéa [d] de cet article, à supprimer les mots : « ..., l'accord sur le projet ») (p. 1568) ; organisation des rapports entre le mandataire et le maître d'ouvrage public ; adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Définition de nouvelles formes d'exercice de la fonction d'architecte ; dossiers de maîtres d'œuvre en bâtiment toujours en suspens ; ordre des architectes ; situation des architectes n'ayant pas payé leur cotisation à l'ordre (p. 1569).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1569).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1985] (p. 2111).

Contenu de la mission de base : *Quilès (Paul)* (p. 2111).

Ordre des architectes : *Malandain (Guy)* (p. 2111) ; *Quilès (Paul)* (p. 2111).

Qualité du mandataire : *Malandain (Guy)* (p. 2111).

Sociétés d'économie mixte : *Malandain (Guy)* (p. 2111).

Discussion des articles [27 juin 1985] (p. 2111).

Article 2 A : amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 2 A est supprimé (p. 2111).

Article 2 : amendement n° 3 de la commission (détermination par le maître de l'ouvrage des modalités de consultation qui lui paraissent nécessaires) : adopté.

- article 2 ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 4 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa [1°] de cet article : « 1°) définition des conditions... ») : adopté ; amendement n° 5 de la commission (tendant à rédiger ainsi le quatrième alinéa [3°] de cet article : « 3°) approbation des avant-projets et accord sur le projet ; ») adopté ; amendement n° 6 de la commission (tendant à supprimer le sixième alinéa [4° *bis*] de cet article) ; possibilité de réaliser des travaux sans que les collectivités locales soient remboursées de la T.V.A. : adopté ; amendement n° 7 de la commission (tendant, à la fin du huitième alinéa [6°] de cet article, à supprimer les mots : « après accord du maître de l'ouvrage ») : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (p. 2112-2113) : amendement n° 8 de la commission (tendant à compléter le quatrième alinéa c de cet article par les mots : « mais seulement au profit d'autres organismes d'habitation à loyer modéré ainsi que pour les ouvrages liés à une opération de logements aidés ») ; autorisation des sociétés anonymes d'H.L.M. à être mandataires au profit d'autres organismes H.L.M. ; adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 9 de la commission (cas où les personnes morales peuvent exercer la conduite d'opérations pour le compte de sociétés d'économie mixte) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 19 du Gouvernement (contenu de la mission de base) ; sous-amendement n° 20 de M. Guy Malandain, à titre personnel (tendant, dans cet amendement, à substituer au mot : « varie », les mots : « peut varier ») ; commandes publiques de travaux ; choix par le seul maître de l'ouvrage du processus de réalisation ; consultation des entrepreneurs par lots séparés (p. 2113) ; contenu de la mission de base ; négociation des parties concernées ; responsabilité des négociateurs ; sous-amendement n° 20 : adopté ; amendement n° 19, ainsi modifié : adopté.

Article 11 : amendement n° 10 de la commission (tendant après les mots : « de la maîtrise d'œuvre » à supprimer la fin du troisième alinéa [2°] de l'article 11) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 17 : amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 (p. 2114-2115) : adopté.

Après l'article 20 : amendement n° 12 de la commission (amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles pour défaut de paiement des cotisations à l'ordre des architectes) ; cas de suspension des architectes pour défaut de paiement des cotisations ; adopté.

Article 21, supprimé par le Sénat : amendement n° 13 de la commission (modification du cinquième alinéa [5°] de l'article 13 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977) : adopté ;

- en conséquence, l'article 21 est ainsi rétabli.

Article 22, supprimé par le Sénat : amendement n° 14 de la commission (obligation pour tout architecte d'une couverture par une assurance) : adopté ;

- en conséquence, l'article 22 est ainsi rétabli (p. 2115).

Après l'article 22 : amendement n° 15 de la commission (impossibilité d'une sanction disciplinaire ou professionnelle pour le défaut de paiement des cotisation à l'ordre des architectes) ; définition des sanctions professionnelles dans une œuvre audiovisuelle ; garanties apportées aux architectes contre d'éventuelles poursuites judiciaires pour non-paiement des cotisations ; adopté.

Article 23, supprimé par le Sénat : amendement n° 16 de la commission (application des dispositions des titres II, III et IV de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur aux écoles d'architecture) : adopté.

– en conséquence l'article 23 est ainsi rétabli.

Après l'article 23 : amendement n° 1 du Gouvernement (abrogation de l'article 35 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture) ; situation des associés de sociétés d'architecture ; exclusion du régime général de la sécurité sociale des associés salariés de leur société d'architecture ; adopté (p. 2116) ; amendement n° 17 de la commission (amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles pour défaut de paiement des cotisations à l'ordre des géomètres-experts) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (impossibilité d'une sanction disciplinaire pour défaut de paiement des cotisations à l'ordre des géomètres-experts) : adopté (p. 2117).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste : *Porelli (Vincent)* (p. 2117).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2117).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1985] (p. 2269).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Malandain (Guy)* (p. 2270) ; *Labarrère (André)* (p. 2270).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2270, 2271, 2272).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2272).

4. – Projet de loi n° 3039 modifiant, à compter du mois de décembre 1986, le taux de la **taxe spécifique sur les produits pétroliers** instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du **Fonds spécial de grands travaux.**

Sénat (première lecture), n° **13** (1985-1986), dépôt le 8 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. – Urgence déclarée. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur : M. Josy Moinet. – Rapport n° **46** (1985-1986) (23 octobre 1985). – Discussion le 6 novembre 1985. – Adoption le 6 novembre 1985. – Projet de loi n° **22** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **3039,** dépôt le 7 novembre 1985. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Guy Bêche (14 novembre 1985). – Rapport n° **3058** (13 novembre 1985). – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (7 novembre 1985). – Rapporteur pour avis : M. Pierre Metais (7 novembre 1985). – Discussion le 20 novembre 1985. – Adoption le 20 novembre 1985. – Projet de loi n° **903.**

Loi n° 85-1222 du 22 novembre 1985 publiée au *J.O.* du 23 novembre 1985 (p. 13577).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 novembre 1985] (p. 4554).

Cinquième tranche (lancement de la) : *Bêche (Guy)* (p. 4555) ; *Josselin (Charles)* (p. 4556, 4557) ; *Bernard (Pierre)* (p. 4558).

Circulation routière (infrastructures pour la) : *Metais (Pierre)* (p. 4556) ; *Josselin (Charles)* (p. 4556).

Economies d'énergie : *Bêche (Guy)* (p. 4555) ; *Metais (Pierre)* (p. 4556) ; *Bernard (Pierre)* (p. 4558) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4559) ; *Josselin (Charles)* (p. 4560).

Emprunts du fonds : *Bêche (Guy)* (p. 4555).

Installations portuaires : *Porelli (Vincent)* (p. 4559) ; *Josselin (Charles)* (p. 4561).

Logements sociaux (crédits destinés aux) : *Metais (Pierre)* (p. 4556) ; *Josselin (Charles)* (p. 4557, 4560) ; *Bernard (Pierre)* (p. 4558) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4559) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4560).

Pôles de conversion (programmes réalisés dans les) : *Bernard (Pierre)* (p. 4557) ; *Josselin (Charles)* (p. 4560).

Réseaux de chaleur : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4559) ; *Josselin (Charles)* (p. 4560).

Ressources du fonds : *Bêche (Guy)* (p. 4554) ; *Josselin (Charles)* (p. 4557).

Secteur du B.T.P. (impact sur le) : *Metais (Pierre)* (p. 4555) ; *Josselin (Charles)* (p. 4556, 4557).

Taxe spécifique sur les carburants (majoration de la) : *Bêche (Guy)* (p. 4554) ; *Metais (Pierre)* (p. 4556) ; *Josselin (Charles)* (p. 4557, 4560) ; Weisenhorn (Pierre) (p. 4558).

Transports publics : *Bêche (Guy)* (p. 4555) ; *Josselin (Charles)* (p. 4556, 4557) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4559).

Voies navigables (politique des) : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4559) ; *Josselin (Charles)* (p. 4560).

Discussion de l'article unique (p. 4561).

Article unique *(majoration de la taxe spécifique sur les produits pétroliers).*

Explications de vote (p. 4561) :

Electrification de la ligne Strasbourg-Lyon : *Zeller (Adrien)* (p. 4561).

Nature du Fonds spécial de grands travaux : *Zeller (Adrien)* (p. 4561).

Prime à l'amélioration de l'habitat : *Zeller (Adrien)* (p. 4561).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 4561).

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

Crise du bâtiment

Voir *Questions au Gouvernement* **1236**

Dotation de prêts à la construction en Alsace

Voir *Questions orales sans débat* **932**

17. – Projet de loi n° 3037 relatif au **renouvellement des baux commerciaux,** au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 6 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme. – Urgence déclarée le 14 novembre 1985. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Roger Rouquette (14 novembre 1985). – Rapport n° **3102** (21 novembre 1985). – Discussion le 26 novembre 1985. – Adoption le 26 novembre 1985. – Projet de loi n° **915.**

Sénat (première lecture), n° **114** (1985-1986), dépôt le 27 novembre 1985. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Arthuis. – Rapport n° **140** (1985-1986) (4 décembre 1985). – Discussion les 10 et 11 décembre 1985. – Adoption le 11 décembre 1985. – Nouveau titre : « Projet de loi tendant à rétablir la libre négociation des loyers des baux commerciaux, à autoriser le crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à maintenir en fonctions certains juges des tribunaux de commerce. » – Projet de loi n° **45** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Bureau [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Assemblée nationale : Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. – Rapport n° **3179** (11 décembre 1985).

Sénat : Rapporteur : M. Jean Arthuis. – Rapport n° **184** (1985-1986) (11 décembre 1985). – La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3174,** dépôt le 11 décembre 1985. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration

générale de la République. - Rapporteur : M. Roger Rouquette. - Rapport n° **3181** (12 décembre 1985). - Discussion le 12 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 12 décembre 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers. » - Projet de loi n° **956**.

Sénat (deuxième lecture), n° **209** (1985-1986), dépôt le 13 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport n° **227** (1985-1986) (17 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **65** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3277**, dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Roger Rouquette. - Rapport n° **3285** (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **997**.

Loi n° 86-12 du 6 janvier 1986, publiée au *J.O.* du 7 janvier 1986 (p. 329).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [26 novembre 1985] (p. 4875).

Coefficient de renouvellement des baux commerciaux : *Rouquette (Roger)* (p. 4875) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4876) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4877).

Crédit-bail et fonds de commerce : *Rouquette (Roger)* (p. 4876) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4877) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4877, 4878).

Règles de plafonnement de l'évolution des loyers des locaux professionnels, des emplacements de garage et des locations saisonnières : *Rouquette (Roger)* (p. 4876) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4876) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4877).

Transmission d'entreprise : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4877, 4878).

Discussion des articles [26 novembre 1985] (p. 4878).

Article 1er *(coefficient de renouvellement des baux commerciaux pour 1986)* : amendement n° 1 de la commission (tendant, à la fin de cet article, à substituer au chiffre : « 2,15 », le chiffre : « 2,10 ») ; modalités de fixation du coefficient de renouvellement des baux commerciaux (p. 4878) ; adopté ;

- l'article 1er ainsi modifié est adopté.

Article 2 *(règles applicables aux baux qui se sont prolongés par tacite reconduction au-delà de neuf ans et dont le renouvellement n'intervient qu'après cette période)* : adopté.

Article 3 *(extension du champ d'application du crédit-bail à l'acquisition du fonds de commerce)* : adopté.

Article 4 *(extension à l'ensemble des établissements de crédit des dispositions de la loi du 20 mars 1956 dispensant certains bailleurs de l'obligation d'exploitation pendant deux années au moins du fonds ou de l'établissement artisanal mis en gérance)* : adopté.

Article 5 *(plafonnement de l'évolution des loyers des locaux professionnels et des emplacements de garages)* : adopté.

Article 6 *(plafonnement de l'évolution des loyers des locations saisonnières)* : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4879).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1985] (p. 6117).

Extension du champ d'application du crédit-bail à l'acquisition des fonds de commerce : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6117 à 6118).

Loyers des baux commerciaux : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6117).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6117).

Discussion des articles [12 décembre 1986] (p. 6118).

Article 2 *bis* : amendement n° 2 de la commission (de suppression) ; inopportunité de revenir à la libre négociation des loyers des baux commerciaux ; adopté ;

- en conséquence, l'article 2 *bis* est supprimé.

Article 3 : amendement n° 3 de la commission (tendant à compléter le deuxième alinéa [3°] de cet article par les mots : « , à l'exclusion de toute opération de location à l'ancien propriétaire du fonds de commerce ou de l'établissement artisanal ») ; nécessité d'empêcher le recours à la procédure de lease-back ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : supprimé par le Sénat : amendement n° 4 de la commission (limitation de la hausse des loyers pour les locaux professionnels et les garages) (p. 6118) ; adopté ;

- en conséquence, l'article 5 est ainsi rétabli.

Article 6 : supprimé par le Sénat ; amendement n° 5 e la commission (limitation de la hausse des loyers pour les locations saisonnières) ; adopté ;

- en conséquence, l'article 6 est ainsi rétabli.

Article 7 : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 1 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté.

Titre : amendement n° 6 de la commission (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers ») : adopté ;

- en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé.

Possibilité d'utiliser la procédure de lease-back en ce qui concerne les murs (p. 6120).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6120).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6572).

Juges des tribunaux de commerce : *Odru (Louis)* (p. 6573).

Utilisation du crédit-bail immobilier pour les fonds de commerce et les établissements artisanaux : *Rouquette (Roger)* (p. 6573) ; *Odru (Louis)* (p. 6573).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6573) :

Après l'article 4 : amendement n° 1 de la commission (dispositions des articles 12 et 13 n'étant pas applicables aux opérations de crédit-bail en matière de fonds de commerce ou d'établissements artisanaux) (p. 6573) ; conséquences de la fin de la location-gérance ; révision du loyer pendant la période de location-gérance ; adopté (p. 6574).

Vote hostile du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6574).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6574).

18. - Proposition de loi n° 3263 tendant à la mise en œuvre de l'article 26 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 « relative aux **droits et obligations des locataires et des bailleurs** », en autorisant le juge à maintenir dans le logement un locataire de bonne foi menacé d'expulsion.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par M. Jean Jarosz et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

BENIN

Voir *Traités et conventions* **164**

Indemnité versée par le -

Voir *Traités et conventions* **164**

BERLUSCONI-SEYDOUX (groupe)

Voir *Questions au Gouvernement* **1455**

BETAIL

Aliments du -

Voir *Questions orales sans débat* **886**

BIBLIOTHEQUES

- centrales de prêts

Voir *Collectivités locales* **23**

BIOTECHNOLOGIES

Voir *Lois de finances* **11**, Deuxième partie, Agriculture et B.A.P.S.A.

BOIS ET FORETS

2. - Projet de loi n° 2563 relatif à la gestion, la valorisation et la **protection de la forêt.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 23 janvier 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Roger Duroure (24 janvier 1985). - Rapport n° **2663** (2 mai 1985). - Discussion les 9 et 10 mai 1985. - Adoption le 10 mai 1985. - Projet de loi n° **777.**

Sénat (première lecture), n° **280** (1984-1985), dépôt le 14 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Philippe François. - Rapport n° **363** (1984-1985) (12 juin 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Roland du Luart. - Avis n° **364** (1984-1985) (12 juin 1985). - Discussion les 20 et 21 juin 1985. - Adoption le 21 juin 1985. - Projet de loi n° **138** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2828**, dépôt le 24 juin 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Roger Duroure. - Rapport n° **2970** (3 octobre 1985). - Discussion le 4 octobre 1985. - Adoption avec modifications le 4 octobre 1985. - Projet de loi n° **883.**

Sénat (deuxième lecture), n° **18** (1985-1986), dépôt le 8 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Philippe François. - Rapport n° **50** (1985-1986) (23 octobre 1985). - Discussion le 31 octobre 1985. - Adoption avec modifications le 31 octobre 1985. - Projet de loi n° **17** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3026**, dépôt le 31 octobre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 5 novembre 1985] (p. 12828).
Bureau [*J.O.* du 7 novembre 1985] (p. 12936).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Roger Duroure. - Rapport n° **3040** (7 novembre 1985). - Discussion le 20 novembre 1985. - Adoption avec modifications le 20 novembre 1985. - Projet de loi n° **902.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Philippe François. - Rapport n° **72** (1985-1986) (6 novembre 1985). - Discussion le 20 novembre 1985. - Adoption définitive le 20 novembre 1985. - Projet de loi n° **38** (1985-1986).

Loi n° 85-1273 du 4 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 5 décembre 1985 (p. 14111).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [9 mai 1985] (p. 630, 641).

Affouage (régime de l'-) : *Duroure (Roger)* (p. 632) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 638) ; *Micaux (Pierre)* (p. 641) ; *Goulet (Daniel)* (p. 644) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 646).

Aides publiques (conditions d'octroi des -) : *Duroure (Roger)* (p. 631) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 635, 636) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 637) ; *Micaux (Pierre)* (p. 640) *Gengenwin (Germain)* (p. 645) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 646) ; *Mauger (Pierre)* (p. 647) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 647).

Aménagement foncier et agricole et rôle des S.A.F.E.R. : *Duroure (Roger)* (p. 631) ; *Souchon (René)* (p. 634) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 636) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 646, 647) ; *Mauger (Pierre)* (p. 648) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 649, 650) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 651).

Carrières (exploitation des -) : *Duroure (Roger)* (p. 632) ; *Micaux (Pierre)* (p. 640).

Centres régionaux de la propriété forestière (missions des -) : *Duroure (Roger)* (p. 631) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 636) ; *Micaux (Pierre)* (p. 640) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 646).

Commerce extérieur du secteur bois (déficit du -) : *Duroure (Roger)* (p. 630) ; *Souchon (René)* (p. 633) ; *Soury (André)* (p. 638) ; *Micaux (Pierre)* (p. 640) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 645) ; *Mauger (Pierre)* (p. 647) ; *Fèvre (Charles)* (p. 648).

Défrichement (probléme du -) : *Duroure (Roger)* (p. 632) ; *Souchon (René)* (p. 635) ; *Micaux (Pierre)* (p. 641) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 646) ; *Fèvre (Charles)* (p. 649) ; *Fuchs (Jean-Paul).*

Détermination de la politique forestière (compétence de l'Etat pour la -) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 635) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 636, 637) ; *Goulet (Daniel)* (p. 643, 644) ; *Souchon (René)* (p. 655).

Domaine forestier (importance du -) : *Duroure (Roger)* (p. 630, 631) ; *Souchon (René)* (p. 633, 634).

Domaines forestiers en zone de montagne (valorisation des -) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 651, 652) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 649, 650) ; *Souchon (René)* (p. 657).

Filière bois (renforcement de la -) : *Duroure (Roger)* (p. 630) ; *Souchon (René)* (p. 633, 634, 655) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 638) ; *Soury (André)* (p. 638, 639) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 645) ; *Fèvre (Charles)* (p. 648) ; *Proriol (Jean)* (p. 650).

Fiscalité forestière : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 636) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 637) ; *Soury (André)* (p. 639) ; *Micaux (Pierre)* (p. 640) ; *Goulet (Daniel)* (p. 644) ; *Proriol (Jean)* (p. 650) ; *Mauger (Pierre)* (p. 647).

Formation professionnelle des ouvriers forestiers : *Duroure (Roger)* (p. 632, 633) ; *Micaux (Pierre)* (p. 640) ; *Proriol (Jean)* (p. 651).

O.N.F. (missions de l'-) : *Duroure (Roger)* (p. 630, 632) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 636) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 646) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 651) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 652) ; *Souchon (René)* (p. 657).

Orientations forestières régionales (institution des -) : *Duroure (Roger)* (p. 631, 632, 633) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 635) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 637) ; *Soury (André)* (p. 639) ; *Goulet (Daniel)* (p. 644).

Pâtes à papier : *Souchon (René)* (p. 634, 655) ; *Micaux (Pierre)* (p. 640).

Propriété forestière (répartition de la -) : *Duroure (Roger)* (p. 631) ; *Mauger (Pierre)* (p. 647).

Protection de la forêt contre la pollution : *Le Baill (Georges)* (p. 641, 642) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 645) ; *Souchon (René)* (p. 656).

Protection sociale des ouvriers forestiers : *Duroure (Roger)* (p. 631, 632) ; *Micaux (Pierre)* (p. 641) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 646) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 651).

Régime forestier (cas des forêts soumises au -) : *Duroure (Roger)* (p. 630) ; *Micaux (Pierre)* (p. 639, 640) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 651, 652).

Regroupement des propriétaires et producteurs forestiers : *Duroure (Roger)* (p. 631) ; *Souchon (René)* (p. 633) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 636) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 637, 638) ; *Micaux (Pierre)* (p. 640) ; *Goulet (Daniel)* (p. 643) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 645) ; *Mauger (Pierre)* (p. 648) ; *Fèvre (Charles)* (p. 648) ; *Proriol (Jean)* (p. 651).

Unité de gestion (notion d'-) : *Duroure (Roger)* (p. 631) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 636) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 645) ; *Mauger (Pierre)* (p. 647) ; *Proriol (Jean)* (p. 651).

Discussion des articles [9 mai 1985] (p. 657), [10 mai 1985] (p. 706).

Avant l'article 1er : amendement n° 154 de la commission (tendant à insérer un article ayant pour objet de définir la politique de la forêt et d'en fixer les objectifs) ; sous-amendement n° 255 de M. Jean Combasteil (insertion dans cet amendement, après les mots : « la récolte », des mots : « la valorisation sur le territoire national ») ; reconnaissance d'intérêt général de la mise en valeur et de la protection de la forêt ; absence de caractère normatif de l'article proposé ; inscription dans la loi des grandes orientations constituant les fondements des dispositions législatives ; absence de référence à la transformation ; importance de l'industrie (p. 657) ; valorisation des produits forestiers par la recherche du maximum de valeur ajoutée ; sous-amendement n° 255 : adopté ; amendement n° 154, ainsi modifié : adopté.

Titre Ier : *Dispositions générales.*

Article 1er *(politique nationale de la forêt et orientations régionales ; octroi prioritaire des aides publiques aux forêts présentant des garanties de bonne gestion)* : amendement n° 19 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (complétant le troisième alinéa de l'article 1er par les mots : « à reboiser, et de reconstitution ») ; conditions d'élaboration des orientations régionales forestières ; activités incluses dans la notion de « bois et forêts » ; recherche d'une adéquation optimale entre les ressources en bois et les industries transformatrices (p. 658); rejeté ; amendement n° 274 de M. Daniel Goulet (nouvelle rédaction pour l'article L. 101 du code forestier ; fixation des objectifs et des orientations à long terme par le Plan de la nation ; intervention des Plans des régions ; effets des Plans de la nation et des Plans de régions sur le domaine forestier de l'Etat ; modalités de signature des contrats liant les particuliers au centre régional de propriété forestière ; signature de contrats valant plan simple de gestion ; compétences juridictionnelles en cas de contestation) ; notion de durée, de Plan, d'industrie et de décentralisation ; intervention des pouvoirs publics (p. 659) ; cas des particuliers constituant les P.M.E. de la vie forestière ; logique de l'amendement ne correspondant pas à celle du projet de loi ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 16 de M. Bernard Stasi (mise en valeur et protection de la forêt française constituent un impératif national ; fonctions du domaine forestier ; rôle du représentant de l'Etat dans la région) : non soutenu (p. 660) ; amendement n° 250 de M. Roland Vuillaume (tendant à substituer dans l'article L. 101 du code forestier aux mots : « orientations régionales forestières arrêtées », les mots : « schémas forestiers régionaux arrêtés ») ; caractère de la notion d'orientation ; rejeté ; amendement n° 155 de la commission (élaboration et champ d'application des orientations régionales forestières) ; sous-amendement n° 296 de M. Jean Combasteil, soutenu par M. André Soury (tendant à substituer à la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa de l'amendement n° 255 les mots : « sur proposition » aux mots : « après avis ») ; application des orientations régionales aux forêts publiques et privées et au secteur aval ; composition des commissions régionales de la forêt et des produits forestiers ; nécessité pour l'Etat de conserver des pouvoirs d'arbitrage ; pouvoir reconnu aux régions de proposer des orientations forestières ; sous-amendement n° 296 : rejeté ; amendement n° 155 : adopté ; amendements n° 237 de M. Jean Combasteil et n° 20 de M. Pierre Micaux : deviennent sans objet ; amendement n° 22 de M. Pierre Micaux (insertion dans le texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier des mots : « quelle que soit l'importance de leur propriété pour autant qu'elle s'intègre dans un ensemble de gestion », après les mots : « de bonne gestion ») ; principe de l'octroi des aides quelle que soit la surface de la propriété (p. 661) ; objectif de la loi du 6 août 1963 instaurant la première garantie de bonne gestion ; morcellement de la propriété ; intensification de la mise en place des structures de rassemblement des sylviculteurs ; prêts du fonds forestier national allégeant le financement des travaux de sylviculture et d'équipement forestier ; cas des petits producteurs adhérant à un groupement de producteurs ; absence de mention relative aux régimes fiscaux spécifiques ; rejeté ; amendement n° 23 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Charles Fèvre (insertion dans le texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier des mots : « pour eux-mêmes », après les mots : « qui souscrivent ») ; distinction existant entre la gestion et le droit de propriété ; atteinte au droit de propriété ; cas du décès du propriétaire ; impossibilité pour les héritiers de se dissocier du plan de gestion ; durée de l'engagement ne pouvant excéder trente ans ; notion de non-démembrement de l'unité de gestion ; cas des collectivités (p. 662) ; jeu des mutations et des héritages contribuant à fractionner et à démembrer le domaine forestier ; menée d'une gestion continue de la forêt ; cas de la sortie d'une parcelle de l'unité de gestion correspondant à une amélioration des structures économiques ; rejeté ; amendement n° 251 de M. Roland Vuillaume (tendant à substituer aux mots : « que constitue leur propriété ou dont elle fait partie », les mots : « constituée par leur seule propriété ou un ensemble de propriétés dont leurs biens font partie ») ; engagement de ne pas démembrer pouvant être levée par le représentant de l'Etat ; caractère trop strict de cette contrainte ; volonté de transmission par héritage des surfaces boisées ; rejeté ; amendement n° 26 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (fixation de délais concernant l'autorisation de levée de l'engagement de non-démembrement) (p. 663) ; détermination des délais par un décret ; rejeté ; amendement n° 238 de M. André Soury (visant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier par les mots : « et agricole ») ; prise en compte des impératifs de gestion agricole ; cas des partages successoraux ; constitution de gestions forestières agricoles ; absence d'harmonisation fiscale ; insuffisance du critère de la surface ; adopté ; amendement n° 156 de la commission (complétant le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier par les dispositions suivantes : « Le décret visé au dernier alinéa du présent article fixera les modalités et les délais de cette procédure ») ; amendement n° 28 de M. Pierre Mixaux, soutenu par M. Germain Gengenwin (complétant l'article L. 101 du code forestier par des dispositions concernant le régime de la notification de la décision du représentant de l'Etat) ; amendement identique n° 222 de M. Roland Vuillaume (p. 664) ; garantie de rapidité de la notification faite aux administrés ; délais fixés par décret ; amendement n° 156 : adopté ; amendements n° 28 et n° 222 : devenus sans objet ; amendement n° 275 de M. Daniel Goulet (visant à supprimer les six derniers alinéas du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier) ; suppression totale de la notion de garantie de bonne gestion ; rejeté ; amendement n° 29 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Jean Briane (tendant à insérer après les mots : « morale propriétaire », la phrase : « soit commun à plusieurs propriétaires membres d'une association syndicale de gestion forestière libre ou autorisée ou d'une autre structure, ou soit concerté entre plusieurs propriétaires ») ; amendement n° 223 de M. Roland Vuillaume (visant à insérer après les mots : « morale propriétaire », la phrase : « soit commun à plusieurs propriétaires membres d'une association syndicale de gestion forestière libre ou autorisée ou d'autres structures dont la liste est déterminée par décret, ou soit concerté entre plusieurs propriétaires ») ; utilisation des formules juridiques du droit français ; possibilité de retenir la for-

mule du plan simple de gestion concerté entre plusieurs propriétaires ; nécessité d'éviter la multiplication anarchique des structures ; imprécision du terme « autres structures » (p. 665) ; amendement n° 29 : rejeté ; amendement n° 223 : rejeté ; amendement n° 157 de la commission (visant à insérer après le septième alinéa le mot : « reconnu », après les mots : « groupement de producteurs ») : adopté ; amendement n° 18 de M. Bernard Stasi, soutenu par M. Germain Gengenwin (visant à substituer aux mots : « d'exploitation », les mots : « de gestion » au 4e du texte proposé) ; terme de « règlement d'exploitation » s'appliquant aux forêts soumises à un régime forestier spécial : rejeté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 34 de M. Bernard Stasi : devenu sans objet ; amendement n° 240 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. André Soury (visant à insérer un article créant un comité consultatif régional du bois) ; développement de la filière bois ; structure créée devant avoir de larges prérogatives ; dispositions d'ordre réglementaire ; rejeté (p. 666).

Titre II : *exploitation de la forêt soumise au régime forestier.*

Article 2 *(ajoutant à l'article L. 121-5 du code forestier des dispositions concernant les modes d'exploitation des forêts soumises au régime forestier) ;* rôle de l'O.N.F. ; développement de l'exploitation en régie directe ; tendance de la direction de l'office à se conduire comme une direction d'entreprise ; pratiques en vigueur en Alsace et en Moselle ; qualification des entrepreneurs ; déficit extérieur sur les produits d'exploitation forestière ; opportunité de lancer un « plan bois » mettant en œuvre des exonérations fiscales et sociales ; contrariété d'un éventuel « plan bois » avec la législation communautaire ; implusion donnée par l'Etat ; création de l'institut de développement industriel du bois ; apports en fonds propres dans le capital des P.M.E. et P.M.I. de l'ensemble du secteur bois (p. 667) ; appartenance de l'O.N.F. à la catégorie des établissements publics industriels et commerciaux ; régime d'exploitation en régie existant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; mise en place d'une comptabilité analytique au sein de l'O.N.F. ; amendement n° 35 de M. Pierre Micaux (de suppression) ; amendement n° 276 de M. Daniel Goulet (de suppression) ; refus du principe de la régie expérimentale ; fonctionnement du système en Alsace-Lorraine ; absence de bilan de la régie ; conditions de mise sur le marché apparaissant comme satisfaisantes ; terme de régie ne visant pas uniquement la notion de régie directe, mais également la notion de régie d'entreprise (p. 668) ; amendements n° 35 et n° 276 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 36 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Adrien Durand (insérant dans le deuxième alinéa de l'article 2, après les mots « exploitation en régie » les mots « après l'avis de la propriété forestière et de l'industrie du bois ») : rejeté ; amendement n° 277 de M. Daniel Goulet (complétant l'article 2 par la phrase « ces opérations devront être conduites avec les effectifs dont disposait l'office national des forêts au 31 décembre 1984 ») ; limitation des attributions et de l'autorité de l'O.N.F. ; rejeté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 37 de M. Bernard Stasi soutenu par M. Germain Gengenwin (insérant les mots « des associations de protection de la nature » après les mots « et des personnels » dans le premier alinéa de l'article L. 122-1 du code forestier) (p. 669) ; rejeté.

Article 3 *(régime d'exploitation des bois façonnés des forêts domaniales) :* amendement n° 278 de M. Daniel Goulet (de suppression) : rejeté ;

- article 3 : adopté.

Article 4 *(aménagement des bois et forêts non domaniaux soumis au régime forestier) :* amendement n° 279 de M. Daniel Goulet (de suppression) : rejeté ; amendement n° 38 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Adrien Durand (complétant le texte proposé pour l'article 143-1 *ter* du code forestier par des dispositions concernant l'avis du ou des représentants de l'Etat) ; non-homogénéité des régions sur le plan sylvicole ou agricole ; rejeté ;

- article 4 : adopté.

Article 5 *(régime d'exploitation des bois façonnés des forêts non domaniales) ;* exploitation des coupes ; dégradations importantes des voiries communales et rurales, notamment en zone de montagne (p. 670) ; imposition d'une contribution spéciale aux entreprises concernées ; amendement n° 39 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (de suppression) ; extension de l'exploitation en régie à l'ensemble de la France ; confusion entre le champ d'application de l'article L. 144 du code forestier et celui de l'article L. 121-5 du même code ; réaffirmation du droit des collectivités locales ; extension à toutes les adjudications de bois vendus façonnés des dispositions réservées aux communes d'Alsace et de Moselle ; retiré ; amendement n° 158 de la commission (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 144-4 du code forestier les mots « d'entrepreneurs auxquels » aux mots « d'une entreprise à laquelle ») : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(règles applicables aux coupes affouagères)* (p. 671) : amendement n° 159 de la commission (visant à supprimer les trois premiers alinéas de l'article 6) ; amendement n° 160 de la commission (rédactionnel) ; amendements n° 159 et n° 160 : adoptés ; amendement n° 161 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 153 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Jean Briane (visant à insérer avant le douzième alinéa de l'article 6 l'alinéa suivant : « dans le premier alinéa de l'article L. 145-3 les mots « six mois, un domicile réel et fixe » sont remplacés par les mots « un an, un domicile ou une résidence réels et fixes ») ; taxation des résidences secondaires ; brièveté du délai de six mois ; élargissement du droit d'affouage ; affouage s'analysant comme un abandon de recettes ; absence de valeur juridique reconnue à la notion de résidence ; rejeté ; amendements identiques n° 41 de M. Pierre Micaux, n° 241 de M. André Soury et n° 252 de M. Roland Vuillaume (suppression des douzième et treizième alinéas de l'article 6) (p. 672) ; inutilité de l'interdiction de vente ; diversité des situations locales ; compétence du conseil municipal pour décider de l'affectation d'une coupe ; possibilité donnée aux marchands de bois de récupérer une partie du marché d'autoconsommation ; pratique de l'affouage apparaissant comme répandue ; pratique constituant une petite compensation aux handicaps dont souffrent les populations ; modernisation des conditions d'attribution de bois des forêts communales aux habitants des communes ; commercialisation créant un marché parallèle très concentré ; volume du bois provenant de l'affouage vendu sur un marché parallèle ; amendements n° 241 et n° 41 : retirés (p. 673) ; amendement n° 252 : retiré ; amendement n° 162 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 248 du Gouvernement (insérant dans l'avant-dernier alinéa de l'article 6 les mots « d'œuvre » après les mots « vendre les bois ») : adopté ; amendement n° 163 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Titre III : *gestion de la forêt privée.*

Section I : *plans simples de gestion.*

Article 7 : *(régime facultatif du plan simple de gestion) :* amendement n° 42 de M. Pierre Micaux (insérant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 7 les mots « à deux hectares pour » après les mots « peupleraies et ») ; seuil des dix hectares ; cas du noyer ; surfaces exigées pouvant être obtenues par regroupement ; rejeté ; amendement n° 43 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Germain Gengenwin (prévoyant que des plans simples peuvent, à titre facultatif, être présentés à l'agrément du centre régional de la propriété forestière pour des ensembles de parcelles forestières d'une surface inférieure à dix hectares) ; amendement n° 225 de M. Roland Vuillaume (même objet) (p. 674) ; fixation d'une surface au-

dessous de laquelle un regroupement n'est plus significatif ; amendement n° 43 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 225 : rejeté ;

- article 7 : adopté.

Article 8 *(exécution du programme d'exploitation) :* amendement n° 164 de la commission (tendant à obliger le propriétaire à exécuter les travaux prévus au plan simple de gestion) : adopté ; amendements identiques n° 2 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Roland Vuillaume, n° 44 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand et n° 226 de M. Roland Vuillaume (supprimant le dernier alinéa de l'article 8) (p. 675) ; possibilité donnée au propriétaire de procéder à l'abattage du bois pour les besoins de sa consommation rurale et domestique ; système représentant une sorte « d'auto-affouage » ; rejetés ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(mutation d'une forêt dotée d'un plan simple de gestion) :* amendement n° 165 de la conmmission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 281 de M. Daniel Goulet (poursuite de l'application du plan simple de gestion en cas de mutation de tout ou partie d'une propriété forestière de plus de 25 hectares) ; existence du plan mentionné par tout acte constatant la mutation ; rejeté ; amendement n° 166 de la commission (visant à supprimer les mots « à titre obligatoire » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 222-4 du code forestier) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté (p. 676).

Article 10 *(régime social d'autorisation administrative) :* amendement n° 282 de M. Daniel Goulet (de suppression) : rejeté ; amendement n° 167 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements identiques n° 168 de la commission n° 45 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Jean Briane et n° 227 de M. Roland Vuillaume (insérant les mots « sauf cas de force majeure reconnu par le centre » après les mots « se trouve placée » dans la première phase du texte proposé pour l'article L. 222-5 du code forestier) : adoptés.

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 46 de M. Bernard Stasi (régime des coupes dans les forêts qui ne sont ni soumises au régime forestier, ni dotées d'un plan simple de gestion agréé) ; sanction prévue en cas de coupes non conformes (p. 677) ; constatation des infractions par les fonctionnaires de l'administration chargée des forêts ; rôle du ministre chargé des forêts ; possibilité d'ordonner l'interruption de la coupe ; non soutenu.

Section II : *groupements de gestion.*

Article 11 *(associations syndicales de gestion forestière)* (p. 678) : amendement n° 283 de M Daniel Goulet (de suppression) existence d'associations syndicales autorisées depuis 1865 dans le domaine agricole ; démarches des propriétaires vers l'Etat ; hypothèse du délaissement ; retiré ; *article L 247-1 du code forestier* (détermination du régime général des associations) : amendement n° 47 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (tendant à insérer dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 247-1 du code forestier les mots « des sociétés privées, des sociétés coopératives ou » après les mots « il peut être créé ») ; amendement n° 169 de la commission (tendant à substituer au début du deuxième alinéa du texte le mot « des » au mot « les » après les mots « elles regroupent) : adopté ; amendement n° 48 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Gengenwin (tendant à supprimer les mots « ou autorisées à la fin de la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; liberté des associations ; associations apparaisant comme étant entièrement entre les mains des propriétaires (p. 679) ; absence d'intervention de l'autorité préfectorale ; rejeté ; amendement n° 170 de la commission (rédactionnel) : amendements n° 50, n° 51 et n° 52 de M. Pierre Micaux : devenus sans objet ; amendement n° 53 de M. Pierre Micaux (supprimant l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) : rejeté ; amendement n° 253 de M. Roland Vuillaume (tendant à substituer dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code, au mot « accessoire » les mots « exceptionnel, après autorisation préalable du représentant de l'Etat dans le département ») : retiré ; amendement n° 242 de M. Louis Maisonnat, soutenu par M. Jean Combasteil (insérant les mots « des équipements » dans le sixième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; risque d'une interprétation laxiste de la définition ; nécessité de préciser la notion d'équipement (p. 680) ; pénalisation des propriétaires ayant fait un effort de gestion par rapport aux propriétaires individuels ; rejeté ; amendement n° 54 de M. Bernard Stasi soutenu par M. Germain Gengenwin (visant à insérer les mots « légers, compatibles avec les équilibres naturels » après le mot « équipements » dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; maintien des équilibres biologiques ; rejeté ; amendement n° 243 de M. Jean Combasteil (visant à supprimer les mots « et que leur gestion soit confiée à des tiers » à la fin du sixième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; amendement n° 171 de la commission (visant à insérer les mots « dans le cas d'une association autorisée » après les mots « vie rurale et » à la fin de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; limitation de la possibilité en vertu de laquelle la gestion des équipements visés est confiée à des tiers aux seules associations autorisées ; amendement n° 243 : rejeté ; amendement n° 171 : adopté ; amendement n° 55 de M. Pierre Micaux (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) : rejeté ; amendement n° 56 de M. Pierre Micaux (prévoyant la possibilité offerte aux personnes morales et physiques de faire partie d'une société privée, d'une société coopérative ou d'adhérer à une association syndicale dont le but est la gestion forestière) : rejeté (p. 681) ; amendements identiques n° 172 de la commission et n° 3 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Roland Vuillaume (visant à supprimer les trois dernières phrases du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; amendement n° 57 de M. Pierre Micaux (visant à supprimer la deuxième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; possibilité de regrouper dans une même association une superficie communale soumise à un régime forestier et des propriétés privées ; amendement n° 57 : retiré ; amendements n° 172 et n° 3 : adoptés (p. 682) ; *article L. 247-2 du code forestier* (déterminant les conditions de création de l'association autorisée) : amendement n° 58 de M. Pierre Micaux (rédigeant ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « dans les départements où il peut être fait application des dispositions de l'article 52-1, 1° et 2°, du code rural, l'autorité administrative... ») ; zonage préalable ; limitation du droit pour les propriétaires de créer des associations autorisées ; rejeté ; amendement n° 59 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer après les mots « l'autorité administrative peut » les mots « après consultation de la propriété forestière, de l'agriculture et de la chaîne du bois ainsi que du ou des conseils municipaux concernés ») ; amendement n° 254 de M. Roland Vuillaume (tendant à insérer dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots « dont les conseils municipaux seront préalablement saisis pour avis » après les mots « communes limitrophes ») ; amendement n° 59 : rejeté ; amendement n° 254 : rejeté ; amendement n° 60 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots « en société privée, en société coopérative » après les mots « les propriétaires intéressés ») : rejeté ; amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Roland Vuillaume (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) : retiré ; *article L. 247-4 du code forestier* (prévoyant une faculté de délaissement pour les propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre d'une association autorisée qui ne peuvent être considérés comme ayant donné leur adhésion) : amendement n° 61 de M. Pierre Micaux (de suppression) ; atteinte flagrante au droit de propriété ; nécessité de donner des garanties au propriétaire souhaitant délaisser son bien (p. 706) ; retiré ; *article L. 247-6 du code forestier* (reprenant en l'adaptant une disposition de la loi du 3 janvier 1972 permettant de cantonner l'exercice des droits d'usage et des servitudes à l'intérieur du périmètre des associations foncières pastorales) :

amendement n° 64 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer les mots « reconnus contradictoirement » après les mots « des droits d'usage ou d'exploitation » dans la première phrase du texte proposé pour cet article du code) ; recours au tribunal prévu dans la suite de l'article apparaissant comme suffisant ; rejeté ; amendement n° 65 de M. Pierre Micaux (visant à insérer les dispositions suivantes : « pour autant que la ou les parties concernées aient été préalablement informées et que le tribunal d'instance ait pu prendre connaissance des positions » dans la première phrase du texte proposé pour cet article du code) : rejeté ; *article L. 247-7 du code forestier* (visant à permettre aux associations autorisées d'adhérer à une société coopérative) : amendement n° 67 de M. Pierre Micaux (tendant à substituer aux mots « peut adhérer à une société coopérative » les mots « peut passer des accords avec une société coopérative, avec une société privée ») ; limitation des pouvoirs de l'association autorisée ; rejeté ; amendements identiques n° 173 de la commission et n° 68 de M. Pierre Micaux (visant à substituer aux mots « toute tâche dont l'exécution ne relève pas du régime des marchés publics » les mots « l'exécution de toutes tâches ») ; possibilité offerte à une association syndicale de gestion forestière d'adhérer à une coopérative qu'elle soit libre ou qu'elle soit autorisée ; nécessité de prévenir une incompatibilité juridique entre le statut d'établissement public de l'association syndicale autorisée et le statut du droit commun de la coopérative ; adoptés ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(groupements de producteurs forestiers) :* article L. 248-1 (étendant et adaptant la formule des groupements de producteurs au secteur forestier) (p. 707) ; amendement n° 284 de M. Daniel Goulet (de suppression) ; système du réglement commun de gestion ; retiré ; amendements identiques n° 174 de la commission, n° 69 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand et n° 228 de M. Roland Vuillaume (tendant à insérer ls mots « les sociétés d'intérêt collectif agricole » après les mots « les sociétés coopératives » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; vocation des sociétés d'intérêt collectif agricole à pouvoir adhérer aux groupements de producteurs ; adoptés ; amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Roland Vuillaume (tendant à substituer aux mots « dans les conditions prévues pour les plans simples de gestion » la phrase suivante : « un décret en Conseil d'Etat détermine les dispositions d'application du présent article ») ; amendement n° 229 de M. Roland Vuillaume (tendant à compléter le texte proposé pour cet article du code par la phrase suivante : « un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article ») ; amendement n° 5 : retiré ; amendement n° 229 : retiré ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 247 de M. Georges Colin (tendant à insérer des dispositions précisant le régime de l'exercice des droits de chasse dans des communes où l'exercice du droit de chasse est dévolu à une association communale de chasse agréée) (p. 708) ; amendement n° 294 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 247 : non soutenu ; incitation pour les petits propriétaires forestiers à entrer dans un groupement forestier ; amendement n° 294 : adopté.

Section III : *centres régionaux de la propriété forestière.*

Article 13 : *(élection des administrateurs des C.R.P.F.) :* amendement n° 285 de M. Daniel Goulet (de suppression) ; rapprochement des chambres d'agriculture des centres régionaux de la propriété forestière ; nécessité d'élargir la composition des C.R.P.F. ; retiré ; amendement n° 175 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 295 du Gouvernement (précisant qu'un représentant du C.R.P.F. est membre de la chambre régionale d'agriculture) ; homogénéisation de l'origine des membres des chambres régionales d'agriculture ; adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté (p. 709) ;

Article 14 *(commissaire du Gouvernement auprès des C.R.P.F.) :* amendement n° 286 de M. Daniel Goulet (de suppression) : retiré ;

- article 14 : adopté.

Titre IV : *dispositions d'ordre social.*

Article 15 *(visant à améliorer le statut des travailleurs en forêt) :* amendements identiques n° 176 de la commission et n° 6 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Roland Vuillaume (visant à compléter le cinquième alinéa de l'article 15 par les mots : « compris l'élagage, le débroussaillage et le nettoyage des coupes ») ; amendements identiques n° 71 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand et n° 230 de M. Roland Vuillaume (visant à compléter le cinquième alinéa de l'article 15 par les mots : « y compris l'élagage, le débroussaillement et le nettoyage ») ; travaux d'élagage figurant parmi les travaux de sylviculture ; amendements n° 176 et n° 6 : adoptés ; amendements n° 71 et n° 230 : devenus sans objet ;

- article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *(présomption d'un contrat de travail en faveur des personnes occupées dans les exploitations ou entreprises de travail forestier) :* nécessité d'une convention collective précise (p. 710) ; cas des non-salariés ; risque d'un recul social ; pression exercée par les entreprises sur leurs salariés pour les inciter à devenir entrepreneurs ; exacerbation de la concurrence entre les entrepreneurs ; harmonisation du coût social de la main-d'œuvre en forêt ; amendement n° 287 de M. Daniel Goulet (levée de la présomption de salariat dès lors que l'intéressé est inscrit sur les registres de la chambre des métiers ou de la chambre de commerce) ; amendement n° 177 de la commission (levée de la présomption de salariat si l'intéressé satisfait à des conditions de capacité ou d'expérience professionnelle et d'autonomie de fonctionnement qui seront fixées par décret) ; sous-amendement n° 260 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Jean Briane, à l'amendement n° 177 de la commission (visant à insérer les mots « liées à la qualité d'entrepreneur de travaux forestiers mentionnée à l'article 1060 du code rural » après les mots « autonomie de fonctionnement ») ; amendement n° 210 de M. Pierre Micaux (levée de la présomption lorsque l'intéressé satisfait à des conditions d'autonomie de gestion, de capacité et d'expérience professionnelles qui seront définies par décret) ; émergence d'entreprises de travaux forestiers prestataires de services spécialisés ; recherche d'une promotion professionnelle de la part des travailleurs qualifiés désireux de se mettre à leur compte ; consensus existant dans tous les milieux professionnels concernés (p. 711) ; amendement n° 210 : retiré ; nécessité de consacrer la jurisprudence de la chambre sociale de la Cour de cassation se basant sur l'article 1060 du code rural ; tentative de certains employeurs de se soustraire à leurs obligations en incitant leurs salariés à exercer leurs activités de manière indépendante ; insuffisance de la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation dans ce domaine ; ambiguïté dans laquelle se trouvent les milieux forestiers (p. 712) ; absence de condition professionnelle pour s'inscrire dans une chambre consulaire ; insuffisance du critère de l'inscription sur le registre de la chambre de commerce ; amendement n° 287 : retiré ; introduction de la notion d'entreprise de travaux forestiers n'existant pas formellement dans le code rural ; sous-amendement n° 260 : rejeté ; amendement n° 177 : adopté ; amendements identiques n° 72 de M. Pierre Micaux et n° 231 de M. Roland Vuillaume : devenus sans objet ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(application du régime agricole des prestations familiales aux travailleurs forestiers et aux entrepreneurs de travaux forestiers) ;*

- article 17 : adopté (p. 713).

Titre V : *équipement des forêts.*

Article 18 *(travaux d'équipement forestier entrepris par les départements et les communes) ;* conséquences sur l'environnement des opérations d'aménagement ou du boisement ;

diversité des situations ; approche trop exclusivement économique conduisant à des excès compromettant l'environnement et certaines fonctions de la forêt ; opportunité de compléter les enquêtes publiques par des études d'impact sur le milieu ; cas des travaux de reboisement ; amendement n° 178 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 74 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Adrien Durand (tendant à insérer dans le troisième alinéa (1°) de l'article 18 après les mots « risques naturels » le mot « exceptionnels ») ; limitation du pouvoir que le texte donne aux maires, aux présidents de conseils généraux, aux présidents de syndicats intercommunaux ; introduction d'un élément de subjectivité dans l'appréciation du risque ; rejeté (p. 714) ; amendement n° 75 de M. Bernard Stasi, soutenu par M. Jean Briane (tendant à substituer aux 4° et 5° de cet article, l'alinéa suivant « 4° assainissement des terres insalubres ») ; problème du dessèchement des marais ; travaux ne devant être exécutés que s'ils présentent un caractère d'urgence ou répondant à l'intérêt général ; rejeté ; amendement n° 179 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 76 de M. Pierre Micaux (tendant à compléter la deuxième phrase du cinquième alinéa de l'article 18 par les mots « reconnu par les parties, direct et précis ») ; absence de conséquence juridique attachée à la notion « d'intérêt direct et précis » ; rejeté ; amendement n° 77 de Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (visant à supprimer le dernier alinéa de l'article 18) ; action de l'office national des forêts ; alinéa tendant à sauvegarder les intérêts des propriétaires ; rejeté ; amendement n° 180 de la commission (insertion dans la première phrase du dernier alinéa de l'article 18 des mots « avant travaux » après les mots « la valeur ») (p. 715) ; adopté ;

- article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *(procédure de réalisation de ces travaux) :* amendement n° 79 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (de suppression) ; texte proposé constituant une garantie pour les propriétaires ; retiré ; amendement n° 181 de la commission (tendant à substituer aux mots « au deuxième » les mots « à l'avant-dernier » à la fin de la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 176 du code rural) ; adopté ; amendement n° 80 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (tendant à insérer les mots « de façon prouvée et évidente » après les mots « les travaux nécessaires ») : rejeté ; amendement n° 81 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (tendant à compléter le texte proposé pour l'article 176 du code rural par les mots « évident et précis ») : rejeté ; amendement n° 82 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (tendant à substituer aux mots : « autorisée à créer » les mots « à créer ou à une société privée, ou à une société coopérative » (p. 716) ; rejeté ; amendement n° 182 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 83 de M. Bernard Stasi, soutenu par M. Adrien Durand (précisant que les travaux et ouvrages ne devront pas perturber les équilibres biologiques du territoire concerné) ; cas des travaux de génie rural réalisés à l'occasion des opérations d'équipement des forêts ; absence de caractère normatif de l'amendement ; préoccupations exprimées par l'amendement déjà satisfaites par la loi du 10 juillet 1976 ; retiré ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 *(constitution d'office d'une association syndicale) :* amendement n° 84 de M. Pierre Micaux (tendant à substituer les mots « à créer, à une société privée ou à une coopérative » aux mots « autorisée à créer » dans le texte proposé pour l'article 178 du code rural) : rejeté ;

- article 20 : adopté.

Article 21 *(détermination des conditions d'application du présent chapitre par décret en Conseil d'Etat) :* adopté.

Deuxième partie : *Amélioration des structures agricoles et forestières.*

Titre Ier : *Aménagement foncier forestier.*

Chapitre Ier : *Travaux de reboisement.*

Chapitre II : *Aménagement foncier forestier* (p. 717).

Article 22 *(aménagement foncier forestier) :* cohérence entre la procédure d'aménagement et celle de zonage ; rôle de la commission communale d'aménagement foncier ; problème du défrichement ; opportunité de sanctionner sévèrement le défrichement de véritables forêts ; nécessité de laisser une initiative suffisante aux orientations régionales pour définir l'état boisé et déterminer les boisements devant faire l'objet d'autorisations ; dégradation de la voirie rurale entraînée par l'exploitation forestière (p. 718) ; amendement n° 183 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 511-1 du code forestier* (considérant les travaux de reboisement comme des travaux d'intérêt général) : amendement n° 85 de M. Bernard Stasi, soutenu par M. Adrien Durand (tendant à préciser que les travaux de reboisement, lorsqu'ils ont pour objet de planter des essences adaptées à la nature du sol et au climat, sont considérés comme des travaux d'intérêt général) ; amendement n° 184 de la commission (tendant à supprimer le quatrième alinéa de l'article 22) ; nécessité de donner davantage d'unité à la forêt française ; détermination du choix des essences ; degré d'adaptation des essences au sol et au climat ; amendement n° 184 : adopté ; amendement n° 85 : rejeté ; *après l'article L. 511-1 du code forestier :* amendement n° 185 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 512-1 du code forestier* (objet de l'aménagement foncier forestier ; application du titre Ier du livre Ier du code rural intitulé « De l'aménagement foncier »...) : amendement n° 288 de M. Daniel Goulet (tendant à une nouvelle rédaction de la fin de l'article 22 : réunion en associations d'aménagement foncier des particuliers propriétaires de bois et forêts) ; définition des périmètres d'aménagement forestier par l'autorité administrative ; signature d'un contrat dans les mêmes conditions que les plans communs de gestion ; allégement des contraintes (p. 719) ; regroupement, dans une même association, des particuliers propriétaires de bois et des sociétés coopératives ; création d'une nouvelle catégorie d'association ; assimilation de la procédure d'aménagement foncier forestier à une procédure de remembrement adaptée à la forêt ; rejeté ; amendements identiques n° 86 de M. Pierre Micaux et n° 232 de M. Roland Vuillaume (tendant à compléter le texte proposé pour cet article du code, par les dispositions suivantes : « toutefois, les propriétaires dont les forêts sont dotées d'un plan simple de gestion agréé peuvent demander à ce que celles-ci soient exclues de l'aménagement foncier forestier ») : rejetés ; *article L. 512-2* du code forestier (précisant que, sauf accord de l'intéressé, le remembrement forestier ne peut avoir pour conséquence d'allonger la distance moyenne entre les lots et les voies de desserte) : amendement n° 186 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 512-3 du code forestier* (regroupant plusieurs dispositions spécifiques à l'aménagement forestier) : amendement n° 87 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer les mots « instruite par des techniciens reconnus » après le mot « communale » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; remplacement systématique dans certaines régions des peuplements d'essences dures par des essences résineuses pouvant conduire à des erreurs écologiques ; rôle des commissions communales : rejeté ; amendement n° 88 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer les mots « parmi lesquels les propriétaires pourront opter » après le mot « forestiers » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code) : rejeté (p. 720) ; amendement n° 89 de M. Pierre Micaux (tendant à substituer au pourcentage « 20 p. 100 » le pourcentage « 10 p. 100 » dans la deuxième phrase du sixième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; calcul de la productivité d'une forêt ; rejeté ; amendement n° 90 de M. Pierre Micaux (tendant à substituer au mot « quatre » le mot « deux » dans la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; propriétaire dessaisi de la jouissance de sa propriété ; rejeté ; amendement n° 91 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer les mots « estimée par expertise qualifiée » après les mots « en espèces » dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; transposition

dans le domaine forestier de ce qui se fait en matière de remembrement agricole ; rejeté ; *article L. 512-4 du code forestier* (interdiction de certaines opérations s'agissant de travaux privés de nature à modifier l'état des lieux ; suppression des plantations de l'énumération) ; amendement n° 92 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (visant à insérer les mots « et pendant un délai limité à deux ans à dater de la demande d'un ou plusieurs propriétaires » après les mots « commission communale » dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; impossibilité de bloquer sans délai le droit des gens à disposer de leur bien et de leur liberté ; travaux d'urgence pouvant être effectués après autorisation du commissaire de la République ; rejeté ; amendements identiques n° 93 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand, et n° 233 de M. Roland Vuillaume (tendant à substituer aux mots « la même période » les mots « une période qui ne saurait excéder quinze mois » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) (p. 721) ; rejetés ; amendement n° 95 de M. Pierre Micaux (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots « sauf lorsqu'ils résultent de l'application d'un plan simple de gestion agréé, ou qu'ils ont trait à la consommation domestique et rurale du propriétaire) : rejeté ; amendement n° 96 de M. Pierre Micaux (complétant le deuxième alinéa du texte proposé par cet article du code par les mots : « sauf lorsqu'un plan simple de gestion est préalablement en application ») : rejeté ; amendements identiques n° 97 de M. Pierre Micaux et n° 234 de M. Roland Vuillaume (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code par la phrase suivante : « si le représentant de l'Etat n'a pas statué sur cette demande d'autorisation préalable dans un délai de trois mois à compter de la demande, celle-ci est considérée comme autorisée ») ; amendement n° 218 de la commission (précisant les délais ouverts pour l'autorisation donnée par le représentant de l'Etat) ; amendements n° 97 et n° 234 : rejetés ; amendement n° 218 : adopté ; amendement n° 98 de M. Pierre Micaux (tendant à rédiger ainsi le début de la dernière phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article du code : « sur proposition d'une expertise qualifiée, en cas de moins-value... ») : rejeté ; *article L. 512-5 du code forestier (mutation de propriété entre vifs) :* amendement n° 99 de M. Pierre Micaux (tendant à supprimer le texte proposé pour cet article du code) (p. 722) ; rejeté ; amendement n° 100 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer le mot « formelle » après le mot « nature ») : rejeté ; *article L. 512-6 du code forestier* (visant à étendre le domaine d'intervention des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural aux terrains boisés et à boiser) : amendement n° 235 de M. Roland Vuillaume (tendant à compléter le texte proposé pour cet article du code par de nouvelles dispositions : participation avec voix délibérative aux organismes régionaux et départementaux de la S.A.F.E.R. de propriétaires forestiers) ; amendement n° 101 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (même objet) ; intervention exceptionnelle des S.A.F.E.R. en forêt ; composition de la S.A.F.E.R. ressortant du domaine réglementaire ; affectation des forêts ayant fait l'objet d'une préemption ; amendements n° 235 et n° 101 : rejetés ;

- article 22, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 102 de M. Bernard Stasi, soutenu par M. Jean Briane (tendant à prévoir l'application de certaines dispositions de la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux) (p. 723) ; amendement n° 244 de M. Louis Maisonnat, soutenu par M. André Soury (tendant à insérer les mots « ainsi qu'à la connaissance du sol, de la végétation et de tous renseignements d'ordre écologique ou phytosanitaire » dans le texte proposé pour l'article L. 521-2 du code forestier) ; amendement n° 187 de la commission (tendant à insérer les dispositions suivantes : « ces dispositions sont également applicables à la connaissance du sol, de la végétation et de tous renseignements d'ordre écologique ou phytosanitaire sur la forêt ») ; atteintes dont sont victimes les forêts françaises ; extension du champ d'intervention de l'inventaire forestier ; amendements n° 102 et n° 244 : retirés ; amendement n° 187 : adopté.

Avant l'article 23 : amendement n° 289 de M. Daniel Goulet (insérant des dispositions permettant la réunion d'associations d'aménagement foncier afin d'élaborer un plan d'aménagement foncier agricole et forestier ; champ d'application du plan d'aménagement foncier agricole et forestier) ; amendement n° 290 de M. Daniel Goulet (définition d'un périmètre d'aménagement agricole et forestier par l'autorité administrative ; constitution d'une association s'administrant librement ; objet de l'association) ; amendement n° 291 de M. Daniel Goulet (tendant à insérer les dispositions suivantes : « l'article L. 512-3 du code forestier s'applique au plan d'aménagement foncier agricole et forestier ») ; amendements n° 289, n° 290 et n° 291 : rejetés.

Titre II : *Aménagement agricole et forestier.*

Article 23 *(changement de l'intitulé d'un chapitre du code rural) :* adopté (p. 724).

Article 24 *(institution du remembrement agricole et forestier) :* meilleure répartition de l'espace rural entre les activités agricoles et forestières ; institution d'un zonage ; renforcement de la protection des cultures contre les nuisances apportées par certains boisements ; amendement n° 261 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Jean Briane (pouvoirs des représentants de l'Etat dans les zones de montagne) ; évolution constatée et difficultés rencontrées dans l'application de l'article 52-1 du code rural ; possibilité offerte à la commission communale d'aménagement foncier d'intervenir dans cette procédure ; ambiguïté des sanctions prévues par le code rural ; objet du regroupement mixte ; confusion entre le zonage agricole et forestier avec le résultat de la mise en œuvre de la procédure de réglementation des boisements (p. 725) ; rejeté ; amendement n° 104 de M. Pierre Micaux (précisant les pouvoirs du représentant de l'Etat ; consultation des commissions communales d'aménagement foncier) ; amendement n° 262 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Jean Briane (même objet) ; cas des plantations de résineux à proximité des vignes ; absence de réunion permanente des commissions communales d'aménagement foncier ; amendements n° 104 et n° 262 : rejetés ; amendement n° 105 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer les mots : « après avis des commissions communales d'aménagement foncier agricole et forestier » après les mots : « ils définissent ») : rejeté ; amendement n° 272 de Mme Marie-Josephe Sublet (tendant à insérer les mots : « des reboisements » après les mots : « des plantations ») ; réglementation des plantations s'appliquant également aux reboisements (p. 726) ; retiré ; amendement n° 263 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Jean Briane (tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa (4°) de l'article 24) : devenu sans objet ; amendement n° 188 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 *(abrogation du 3° de l'article 52-2 du code rural) :* adopté.

Article 26 *(procédure de remembrement agricole et forestier) :* amendement n° 106 de M. Pierre Micaux (tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 52-3 du code rural par la phrase suivante : « Cette opération est obligatoirement précédée par la mise en œuvre des procédures prévues aux 1°, 2° et 3° de l'article 52-1 du présent code ») : rejeté ; amendement n° 8 de M. Jean-Louis Masson (tendant à supprimer la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 52-3 du code rural) : retiré ; amendement n° 108 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (précisant les limites minimales de la surface minimale d'installation et de l'unité de gestion forestière) ; amendement n° 256 de M. André Soury, soutenu par M. Jean Combasteil (même objet) (p. 727) ; compensation en terres non boisées ne pouvant excéder quatre hectares ; institution d'une compensation en terres boisées ; amendements n° 108 et n° 256 : rejetés ; amendement n° 109 de M. Pierre Micaux (tendant à compléter la dernière phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 52-3 du code rural par les dispositions suivantes : « ni une surface de parcelle non boisée de plus de 30 p. 100 de la surface forestière apportée ») : rejeté ; amendement n° 110 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer les mots : « réalisée par des personnes de profession

et d'expérience confirmée dans le monde sylvicole » après le mot : « évaluation » dans la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 52-3 du code rural) : rejeté ; amendement n° 111 de M. Pierre Micaux (tendant à compléter le texte proposé pour l'article 52-3 du code rural par les mots : « sur les bases des conclusions établies par les personnes qualifiées précitées ») : rejeté ; amendement n° 112 de M. Pierre Micaux (précisant le cas d'un échange de parcelle) : retiré ;

- article 26 : adopté.

Article 27 *(délimitation des terres agricoles et forestières et réglementation)* : fonction de la commission communale à l'issue des opérations d'aménagement foncier agricole et forestier ; *article 52-4 du code rural* (précisant que c'est la commission communale qui propose au représentant de l'Etat dans le département le zonage) : amendement n° 265 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Adrien Durand (tendant à rédiger la fin du texte proposé pour cet article du code de la manière suivante : « la mise en œuvre des opérations prévues au 1° de l'article 52-1 ») (p. 728) ; zonage agriculture-forêt allant au-delà de la réglementation de déboisement prévue au 1° de l'article 52-1 du code rural ; rejeté ; amendement n° 273 de Mme Marie-Josèphe Sublet (tendant à soumettre à la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier les demandes d'autorisation de plantation) ; introduction d'une lourdeur administrative ; opportunité d'envisager une publicité locale ; retiré ; *article 52-5 du code rural* (prévoyant que la compétence territoriale de l'association foncière peut être étendue à l'ensemble du périmètre d'aménagement agricole et forestier dans certains cas) : amendement n° 114 de M. Pierre Micaux (tendant à supprimer le texte proposé pour l'article 52-5 du code rural) ; décision des collectivités locales imposée aux propriétaires privés ; extension de l'action de l'association foncière à l'ensemble du périmètre d'aménagement ; rejeté ; amendement n° 115 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer les mots : « les organismes et sociétés contrôlés par lui, les collectivités locales, les établissements publics, les caisses d'épargne et d'assurances » après le mot : « Etat » dans le texte proposé pour cet article du code) : rejeté ; amendement n° 116 de M. Pierre Micaux (tendant à supprimer les mots : « et extérieures au périmètre » dans le texte proposé pour cet article du code) (p. 729) ; définition d'un périmètre général d'aménagement ; rejeté ; *article 52-6 du code rural* (visant à individualiser les dépenses afférentes aux travaux réalisés par l'association foncière) : amendement n° 113 de M. Pierre Micaux (complétant le texte proposé pour cet article du code par les mots : « déterminé précisément par des personnes qualifiées et représentées de façon pondérée compte tenu des intérêts agricoles et forestiers en cause ») : rejeté ; *après l'article 52-6 du code rural* : amendement n° 189 de la commission (détermination des conditions d'application des articles 52-1 à 52-6 par un décret en Conseil d'Etat) : adopté ;

- article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 *(exception au régime de l'autorisation de défricher)* : adopté.

Titre III : *dispositions générales.*

Article 29 *(rôle des S.A.F.E.R.)* : amendement n° 292 de M. Daniel Goulet (de suppression) ; moyens à la disposition des affaires ; extension ponctuelle du champ d'intervention des sociétés d'aménagement ; rejeté ;

- article 29 : adopté.

Article 30 *(droit de préemption des S.A.F.E.R.)* : adopté.

Article 31 *(composition de la commission communale en matière d'aménagement foncier forestier)* (p. 730) : amendements identiques n° 10 de M. Jean-Louis Masson et n° 94 de M. Pierre Micaux (tendant à modifier la composition de la commission communale) : amendement n° 10 : non soutenu ; amendement n° 94 : rejeté ; amendement n° 190 de la commission (tendant à substituer aux mots : « fonds incultes » les mots : « parcelles incultes ou manifestement sous-exploitées » au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 2-1 du code rural) : adopté ;amendement n° 191 de la commission (tendant à substituer aux mots : « le centre régional de la propriété forestière qui désigne en outre deux suppléants » les mots : « la chambre d'agriculture sur proposition du centre régional de la propriété forestière, deux suppléants étant en outre désignés selon la même procédure » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 2-1 du code rural) : adopté ; amendement n° 117 de M. Bernard Stasi, soutenu par M. Adrien Durand (tendant à insérer les dispositions suivantes : « La commission communale entend, à leur demande, les représentants des associations mentionnées à l'article 40 de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature » après le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 2-1 du code rural) : retiré ;

- article 31, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 31 : amendements identiques n° 192 de la commission et n° 257 de M. Louis Maisonnat, soutenu par M. André Soury (p. 731) (insérant les dispositions suivantes : « notamment les représentants des associations mentionnées à l'article 40 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature » dans le dernier alinéa de l'article 2 du code rural) ; possibilité offerte aux représentants des associations mentionnées d'être consultés par les commissions communales ; adopté.

Article 32 *(rôle de la commission communale)* : amendement n° 11 de M. Jean-Louis Masson (modifiant le dernier alinéa de l'article 32 concernant les périmètres d'opérations) : non soutenu ; amendement n° 269 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Adrien Durand (modifiant le dernier alinéa de l'article 32 concernant les périmètres d'opérations) ; non-opportunité d'élargir la palette des procédures d'aménagement foncier ; rejeté ;

- article 32 : adopté.

Article 33 *(composition de la commission départementale en matière d'aménagement foncier forestier)* : amendement n° 293 de M. Daniel Goulet (rédigeant le premier alinéa du texte proposé pour l'article 5-1 du code rural de la manière suivante : « La commission départementale d'aménagement foncier est complétée par : ») : rejeté ; amendements identiques n° 193 de la commission et n° 118 de M. Pierre Micaux (rédigeant après les mots : « six noms » la fin du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 5-1 du code rural de la manière suivante : « présentée par la chambre d'agriculture sur proposition du centre régional de la propriété forestière ») (p. 732) : adoptés ; amendement n° 119 de M. Bernard Stasi, soutenu par M. Adrien Durand (audition des représentants des associations mentionnées par la commission communale) : rejeté ;

- article 33, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 33 : amendements identiques n° 194 de la commission et n° 258 de M. Louis Maisonnat (insérant après l'article 33 les dispositions suivantes : « La dernière phrase de l'article 5 du code rural est ainsi complétée : « notamment les représentants des associations mentionnées à l'article 40 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ») ; consultation des représentants des associations de protection de la nature ; adoptés.

Article 34 *(mise en valeur du reboisement des parcelles abandonnées ou incultes destinées au reboisement)* : amendement n° 195 de la commission (visant à substituer aux mots : « ou incultes » les mots : « incultes ou manifestement sous-exploitées » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 14 du code rural) : adopté ; amendement n° 196 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 245 de M. André Soury (visant à insérer les mots : « ou leurs ayants droit, par lettre recommandée, par défaut d'idendification » après les mots : « avertit les propriétaires » dans la deuxième phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 14 du code rural) ; problème de la détermination de la résidence des propriétaires et de leur droit à l'information (p. 733) ; identification du propriétaire ; adopté ; amendement n° 197 de la commission (visant à substituer aux mots « fixées à l'article L. 241-6 » les mots : « respectivement fixées à l'article L. 241-6 et au dernier alinéa de l'article L. 247-1 » à la fin de l'avant-dernière phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 14 du code rural) : adopté ;

- article 34, ainsi modifié : adopté.

Article 35 *(pouvoirs de la commission communale en matière de travaux connexes à un remembrement) :* amendement n° 121 de M. Bernard Stasi (insérant les dispositions concernant l'établissement des chemins nécessaires pour desservir les parcelles) ; amendement n° 198 de la commission (tenant à substituer aux deux premiers alinéas de l'article 35, l'alinéa suivant : « Il est inséré, après le cinquième alinéa (4°) de l'article 25 du code rural, un 5° ainsi rédigé ») ; amendement n° 121 : non soutenu ; amendement n° 198 : adopté ; amendement n° 199 de la commission (visant à rédiger l'avant-dernier alinéa de l'article 35 de la manière suivante : « II. le sixième alinéa du même article est remplacé par les dispositions suivantes ») : adopté ;

- article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 36 *(constatation des infractions en matière d'aménagement foncier agricole) :* adopté.

Article 37 *(élargissement de la commission communale en matière de terres incultes) :* adopté. (P. 734).

Troisième partie : *protection et police de la forêt.*

Titre Ier : *défrichement.*

Article 38 *(opérations assimilées à un défrichement) :* amendement n° 122 de M. Bernard Stasi (nouvelle rédaction pour les articles 311-1 à 331-5 du code forestier ; nature de l'opération de défrichement ; cas de refus de l'autorisation de défrichement) : non soutenu ; amendement n° 12 de M. Jean-Louis Masson (précisant les conditions dans lesquelles la décision est prononcée ; exemption de la taxe) ; amendement n° 123 de M. Pierre Micaux (même objet) ; amendement n° 12 : non soutenu ; amendement n° 123 : rejeté ;

- article 38 : adopté.

Après l'article 38 : amendement n° 124 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (insérant un article additionnel énumérant les motifs légaux d'autorisation de défrichement) (p. 735) ; amendement n° 13 de M. Jean-Louis Masson (même objet) ; ambiguïté du refus de défrichement lié à la considération du bien-être des populations ; amendement n° 124 : rejeté ; amendement n° 13 : non soutenu ; amendements identiques n° 125 de M. Pierre Micaux et n° 14 de M. Jean-Louis Masson (complétant l'article L. 311-4 du code forestier par des dispositions concernant le cas où les travaux de reboisement n'ont pas été réalisés dans le cadre d'un plan d'aménagement) ; globalisation des travaux de reboisement ; absence de motif justifiant la compensation ; amendement n° 14 : non soutenu ; amendement n° 125 : adopté.

Article 39 *(opérations assimilées à un défrichement exécutées par les collectivités locales ou certaines personnes morales) :* adopté.

Article 40 *(sanctions) :* amendement n° 219 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 41 *(fait générateur de la taxe de défrichement) :* amendement n° 126 de M. Pierre Micaux (complétant le texte proposé pour l'article L. 314 du code forestier par les mots « son recouvrement pouvant intervenir dans le délai de un an après cette décision ») (p. 736) ; remise en cause de la date d'acquittement de la taxe ; non-opportunité de la coïncidence entre l'acquittement de la taxe et l'autorisation ; délai de paiement de la taxe porté à trois ans ; affectation de la taxe à des opérations forestières ; rejeté ;

- article 41 : adopté.

Article 42 *(personnes imposables) :* adopté.

Article 43 *(assiette) :* amendement n° 212 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (tendant à substituer aux mots « à défricher » le mot « défrichés » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-3 du code forestier) : rejeté ; amendement n° 127 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer les mots « et gérées dans un concept forestier exclusivement » après les mots « affectation forestière » dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-3 du code forestier) : retiré ;

- article 43 : adopté.

Après l'article 43 : amendement n° 268 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Adrien Durand (insérant un article additionnel supprimant les mots « et que le fonds en cause ne fait pas partie des biens dont le défrichement est soumis à autorisation » dans le premier alinéa de l'article 39-II du code rural et les mots « à l'exclusion des biens dont le défrichement est soumis à autorisation » dans l'avant-dernière phrase du premier alinéa de l'article 40-I du même code) : réintroduction des terres incultes boisées ou en état de boisement dans la procédure des délimitations des terres ; rejeté (p. 737).

Article 44 *(exemption) :* amendement n° 15 de M. Jean-Louis Masson (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 200 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code forestier ; complétant le cinquième alinéa du même article par les mots « dans des départements ou des parties de département fixés par décret ») ; amendement n° 267 de M. Jean-Paul Fuchs (précisant le régime des défrichements ayant pour objet de permettre l'installation et le maintien des agriculteurs) : non soutenu ; réintroduction d'une possibilité d'exemption pour les défrichements à finalité agricole dans les petits massifs boisés ; amendement n° 200 : adopté ; amendement n° 249 du Gouvernement (cas des défrichements ayant pour objet une opération de mise en culture) ; situation spécifique de chaque région ; possibilité souple et décentralisée de modulation de la taxe ; problèmes des régions à très haut taux de boisement ; cas des équipements communaux ou des lotissements sociaux réalisés à l'initiative de la commune (p. 738) ; adopté ;

- article 44, ainsi rédigé et complété : adopté.

Article 45 *(taux) :* amendement n° 214 de M. Pierre Micaux (substitution des mots « surfaces défrichés » aux mots « surface à défricher » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier) ; amendement tendant à faire bénéficier du taux de la taxe de défrichement les créations d'établissements artisanaux et industriels ; rejeté ; amendement n° 128 de M. Pierre Micaux (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier par les mots « ou d'implantation artisanale et industrielle ») : rejeté au scrutin public ; amendement n° 213 de M. Pierre Micaux (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier par les mots » et participe de l'activité des travaux publics et de la viabilité des bâtiments ») ; inopportunité de retenir la notion de travaux publics pour un taux de base minoré ; rejeté ; amendement n° 270 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Adrien Durand (insérant des dispositions prévoyant la non-perception de la cotisation lorsque le montant de la taxe est inférieur à un certain montant) (p. 739) ; amendement n° 9 de M. Jean-Louis Masson (même objet) ; rétablissement des dispositions actuelles d'exemption de taxe ; nécessité que les petits défrichements à usage agricole soient conçus dans un plan d'aménagement global du territoire rural ; non soutenu ; amendement n° 270 : rejeté ; amendement n° 129 de M. Pierre Micaux (supprimant l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier) : rejeté ; amendement n° 246 de M. Jean Combasteil (complétant l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier par les mots « sauf s'il est à usage agricole ou forestier ») ; amendement n° 271 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Adrien Durand (complétant l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier par les mots « autre qu'à usage agricole ») ; exemption de la taxe de défrichement des constructions à usage agricole ou forestier ; non-opportunité de favoriser la construction de bâtiments agricoles dans des terrains boisés ; amendements n° 246 et n° 271 : rejetés ; amendement n° 130 de M. Pierre Micaux (tendant à substituer au mot « dix » le mot « cinq » dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier) ; éligibilité immédiate du complément de taxe ; rejeté ;

- article 45 : adopté.

Article 46 *(liquidation et recouvrement) :* amendement n° 215 de M. Pierre Micaux (recouvrement de la taxe par le service des impôts ; versement de la taxe dans les six mois de la notification au redevable) : rejeté ; amendement n° 131 de M. Pierre Micaux (tendant à substituer au mot « six » le mot « douze » dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 314-7 du code forestier) : rejeté ; amendement n° 201 de la commission (tendant à insérer les mots « deux fois » après les mots « au plus égale à » dans la dernière phrase du texte proposé pour l'article L. 314-7 du code forestier) : adopté ; amendement n° 216 de M. Pierre Micaux (complétant le texte proposé pour l'article L. 314-7 du code forestier par la phrase suivante « le même délai est applicable aux exploitations de carrières ») ; cas d'une autorisation de défrichement demandée par un extracteur de matières minérales ; intervention du service des mines ; problème de la compatibilité entre le prélèvement de la taxe de défrichement et la législation propre au service des mines (p. 741) ; hypothèse où les boisements en cause sont de valeur faible ou nulle ; retiré ;

- article 46, ainsi modifié : adopté.

Article 47 *(restitution de la taxe) :* amendement n° 202 de la commission (tendant à substituer dans le deuxième alinéa de cet article aux mots : « lorsque ce droit devient caduc », les mots : « dans un délai de cinq ans ») ; autorisations de défrichement demandées dans le seul but d'accroître la valeur vénale du terrain ; possibilité de demander une nouvelle autorisation de défrichement : adopté ; amendements identiques n° 203 de la commission et n° 132 de M. Pierre Micaux (complétant le deuxième alinéa de l'article 47 par la phrase suivante : « Cette restitution de la taxe acquittée est mandatée dans les six mois suivant la renonciation expresse ») : adoptés ;

- article 47, ainsi modifié : adopté.

Article 48 *(pénalités) :* amendement n° 204 de la commission (substituant aux mots : « et L. 312-1 » les mots : « L. 312-1 et L. 363-2 » dans le deuxième alinéa de l'article 48) ; extension des sanctions prévues aux défrichements illicites effectués dans l'île de la Réunion : adopté ;

- article 48, ainsi modifié : adopté.

Titre II : *protection contre l'incendie.*

Article 49 *(servitude applicable aux voies de défense contre l'incendie)* (p. 742) : amendement n° 133 de M. Bernard Stasi, soutenu par M. Adrien Durand (insérant le mot « exclusivement » après les mots « pour assurer » dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-5-1 du code forestier) : rejeté ; amendement n° 134 de M. Pierre Micaux (substituant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-5-1 du code forestier aux mots : « d'habitation et clos » les mots : « clos ou non ») : retiré ;

- article 49 : adopté ;

Article 50 *(travaux de prévention contre l'incendie dans certains massifs forestiers) :* adopté.

Article 51 *(réalisation et entretien des travaux de prévention contre l'incendie) :* amendement n° 135 de M. Pierre Micaux (de suppression) ; extension des compétences des collectivités n'excluant pas la participation de l'Etat aux investissements engagés ; attribution aux bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique de la charge des travaux de défense des forêts contre l'incendie ; maintien des concours de l'Etat ; rejeté ; amendement n° 205 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 51, ainsi modifié : adopté.

Article 52 *(participation des propriétaires privés aux travaux d'aménagement et d'équipement de la forêt méditerranéenne)* (p. 743) : amendement n° 136 de M. Pierre Micaux (de suppression) : retiré ;

- article 52 : adopté.

Article 53 *(utilisation du produit de cession de gré à gré ou de soultes en argent) :* amendement n° 137 de M. Pierre Micaux (de suppression) : retiré ;

- article 53 : adopté.

Article 54 *(interdiction de dépôt d'ordures ménagères) :* amendement n° 138 de M. Pierre Micaux (de suppression) : retiré ;

- article 54 : adopté.

Article 55 *(mesures de prévention contre l'incendie et pénalités) :* amendement n° 139 de M. Pierre Micaux (pouvoirs de l'autorité supérieure) : retiré ; amendement n° 206 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 55, ainsi modifié : adopté.

Article 56 *(débroussaillement) : article L. 322-3 du code forestier* (pouvoirs du maire dans les communes où se trouvent des bois classés) : amendement n° 207 de la commission (tendant à compléter le deuxième alinéa, 1°, du texte proposé pour l'article L. 322-3 du code forestier par les mots : « et le maintien en l'état débroussaillé ») (p. 744) : adopté ; amendements identiques n° 208 de la commission et n° 140 de M. Pierre Micaux (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 141 de M. Pierre Micaux (supprimant le dernier alinéa, 2°, du texte proposé pour l'article L. 322-3 du code forestier) ; mauvaise exploitation ne devant pas être supportée par le propriétaire ou ses ayants droit ; suppression du pouvoir de l'autorité administrative de prescrire le nettoyage des coupes ; rejeté ; *article L. 322 du code forestier* (financement et portée du débroussaillement dans les communes où se trouvent des bois classés en application de l'article L. 321-1 ou inclus dans des massifs forestiers méditerranéens exposés à l'incendie ; application des dispositions aux propriétaires de voies privées ouvertes à la circulation du public) : amendement n° 142 de M. Pierre Micaux tendant à supprimer les mots : « propriétaires de » dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 322-7 du code forestier) : rejeté ;

- article 56, ainsi modifié : adopté.

Article 57 *(compétence de l'administation chargée des forêts pour poursuivre certaines infractions) :* adopté.

Article 58 *(procédure de l'amende forfaitaire) :* adopté (p. 745).

Titre III : *forêt de protection, restauration des terrains en montage.*

Article 59 *(interdiction de porter atteinte aux forêts en voie de classement en forêts de protection) :* amendement n° 143 de M. Bernard Stasi (énumération des forêts classées d'office comme forêts de protection ; classement des bois des particuliers ; cas d'une commune dotée d'un plan d'occupation des sols approuvé) : non soutenu ; amendement n° 144 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer les mots : « sauf à connaître des conséquences d'un contrat d'exploitation précédant cette notification d'au moins un mois dûment prouvé » après les mots : « forêt de protection » dans le texte proposé pour l'article L. 411-2 du code forestier) ; impossibilité d'obliger le propriétaire à renoncer à son engagement ; rejeté ; amendement n° 145 de M. Pierre Micaux (tendant à substituer aux mots : « quinze mois » les mots : « un an » dans le texte proposé pour l'article L. 411-2 du code forestier) : rejeté ;

- article 59 : adopté.

Article 60 *(travaux de restauration et de reboisement en montagne) :* adopté.

Après l'article 60 : amendement n° 146 de M. Pierre Micaux (délégation d'un membre du conseil général par cette assemblée) (p. 746) ; impossibilité pour le conseiller général du canton concerné de siéger à la commission spéciale ; rejeté.

Article 61 *(exécution et entretien des travaux de restauration et de reboisement) :* amendement n° 147 de M. Pierre Micaux, soutenu par M. Adrien Durand (rédigeant la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 424-3 du code forestier de la manière suivante : « aux frais de l'Etat et éventuellement des collectivités territoriales » après

les mots : « entretien assuré ») ; transfert des responsabilités financières de l'Etat aux collectivités territoriales ; désengagement de l'Etat ne correspondant pas à la réalité ; rejeté.

– article 61 : adopté.

Article 62 *(cession des immeubles expropriés)* : adopté.

Titre IV : *transactions.*

Article 63 *(poursuite des délits et des contraventions commis dans les bois et forêts soumis au régime forestier)* : amendement n° 148 de M. Pierre Micaux (insérant les mots : « informé préalablement par des représentants du C.R.P.F. désignés par la chambre d'agriculture régionale » après les mots : « procureur de la République » dans le texte proposé pour l'article L. 153-2 du code forestier) ; transaction apparaissant comme un procédé efficace de règlement simplifié des suites de certaines infractions ; soumission des transactions pénales forestières à l'accord du parquet ; rejeté ;

– article 63 : adopté (p. 747).

Article 64 *(poursuite des délits et contraventions commis dans les bois et forêts des particuliers)* : amendement n° 209 de M. Bernard Stasi (tendant à insérer les mots : « qui devient l'article L. 223-6-1 » après les mots : « article L. 223-5 du code forestier ») : non soutenu ; amendement n° 149 de M. Pierre Micaux (tendant à insérer les mots : « informée préalablement par des représentants du centre régional de la propriété forestière désignés par la chambre d'agriculture régionale » après les mots : « chargée des forêts » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 223-5 du code forestier) : rejeté ;

– article 64 : adopté.

Avant l'article 65 : amendement n° 150 de M. Bernard Stasi (tendant à insérer un article modifiant l'article L. 62 du code du domaine de l'Etat, permettant dans certains cas l'aliénation des bois et forêts domaniaux) : non soutenu ; amendement n° 151 de M. Bernard Stasi (suppression de l'article L. 441-2 du code de l'urbanisme) : non soutenu ; amendement n° 152 de M. Bernard Stasi (insérant un article interdisant l'épandage de produits biocides de synthèse par aéronef) : non soutenu.

Titre V : *dispositions diverses.*

Article 65 *(département de Saint-Pierre-et-Miquelon)* : adopté.

Article 66 *(entrée en vigueur des arrêtés d'aménagement des bois et forêts non domaniaux soumis au régime forestier)* : adopté.

Explications de vote (p. 748).

Abstention du groupe communiste : *Soury (André)* (p. 749).

Aides publiques (mauvaise répartition des –) : *Soury (André)* (p. 748) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 749).

Atteinte au droit de propriété : *Vuillaume (Roland)* (p. 749) ; *Micaux (Pierre)* (p. 749).

Responsabilité des régions : *Soury (André)* (p. 748) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 749).

Risque de recul social : *Soury (André)* (p. 748).

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Vuillaume (Roland)* (p. 749).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 750).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [4 octobre 1985] (p. 2673) :

Commission d'aménagement : *Horvath (Adrienne)* (p. 2675) ; *Souchon (René)* (p. 2676).

Compétence des commissions régionales de la forêt des produits forestiers : *Duroure (Roger)* (p. 2673) ; *Souchon (René)* (p. 2677).

Coopératives forestières : *Vuillaume (Roland)* (p. 2674) ; *Souchon (René)* (p. 2676).

Définition de l'état boisé : *Horvath (Adrienne)* (p. 2675).

Filière bois : *Vuillaume (Roland)* (p. 2674) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 2674) ; *Souchon (Roger)* (p. 2676).

Fiscalité forestière : *Duroure (Roger)* (p. 2673) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 2674) ; *Souchon (René)* (p. 2677).

Institut de participation du bois et du meuble : *Souchon (René)* (p. 2677).

Pâte à papier (secteur de la -) : *Souchon (René)* (p. 2678).

Prévention des incendies des forêts méditerranéennes : *Duroure (Roger)* (p. 2673) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 2675, 2676) ; *Souchon (René)* (p. 2676, 2677).

Discussion des articles [4 octobre 1985] (p. 2678).

Article 1er A : spécificités respectives de la forêt publique et de la forêt privée ; amendement n° 1 de la commission (objectifs de la mise en valeur de la forêt) ; prise en compte des droits des propriétaires pour ce qui concerne l'accueil du public ; rôle social de la forêt ; adopté ;

– article 1er A, ainsi modifié : adopté.

Article 1er (p. 2678) : compétence pour l'élaboration de la politique forestière ; attribution des aides de l'Etat ; exonération par le Sénat des sylviculteurs de leurs responsabilités lorsque des manquements à leurs engagements interviennent hors de leur fait ; amendement n° 2 de la commission (politique de mise en valeur économique, écologique et sociale de la forêt relevant de l'Etat) ; rôle du conseil régional ; nécessité de laisser la prépondérance à la commission régionale dans l'élaboration des orientations régionales de production ; orientation régionale forestière (p. 2679) ; adopté ; amendement n° 3 de la commission (conditions dans lesquelles l'engagement de non-démembrement de la propriété prise par le propriétaire peut être levé par le représentant de l'Etat) ; régime de l'autorisation implicite d'acceptation ; cas de levée automatique de l'engagement de non-démantèlement de l'unité de gestion ; amendement n° 49 de M. André Soury (même objet) ; consultation de la commission départementale des structures ; amendement n° 49 : retiré ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 2680) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (tendant à supprimer le dixième alinéa (3° *bis*) du texte proposé pour l'article 101 du code forestier) ; situation des propriétaires forestiers adhérant à une coopérative dont la mission est la vente de bois ; adopté ; amendement n° 6 de la commission (tendant à rédiger ainsi l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier : « en cas de force majeure les manquements aux garanties ou à l'engagement prévus au présent article ne pourront être retenus contre le propriétaire) ; obligation en matière de garantie de bonne gestion ; modification substantielle des conditions économiques ; adopté :

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : (p. 2681) : amendement n° 7 de la commission (affectation des coupes des forêts des communes et sections de commune) ; bénéficiaire de l'affouage ; adopté ;

– article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 A : amendement n° 8 de la commission (de suppression) ; objectifs de la politique forestière vis-à-vis de la forêt privée ; adopté ;

– en conséquence, l'article 7 A est supprimé.

Article 7 : plan simple de gestion ; seuil de dix hectares ; amendement n° 9 de la commission (cas où un plan simple de gestion peut être présenté à l'agrément du centre régional de la propriété forestière par le propriétaire d'un ensemble de parcelles d'une surface totale d'au moins dix hectares) ; regroupement des propriétaires ; abaissement du seuil de dix hectares (p. 2682) ; coût de l'élaboration du plan simple de gestion ; charge de travail des centres régionaux de la propriété forestière ; adopté ;

– article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : abattage de bois en dehors du programme d'exploitation ; travaux de reconstitution et d'amélioration ; amendement n° 10 de la commission (exécution des travaux d'amélioration sylvicole mentionnés à titre obligatoire dans le plan simple de gestion) ; travaux mentionnés à titre obligatoire étant la condition de la valorisation des investissements sylvicoles ; rôle du plan simple de gestion ; adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à rédiger ainsi le paragraphe II de l'article 8 : « II. au quatrième alinéa du même article, les mots « en dehors », sont remplacés par les mots « dans le cadre ») (p. 2683) ; possibilité pour le propriétaire de procéder à l'abattage de bois pour la satisfaction de sa consommation ; possibilité d'inclure les besoins du propriétaire dans un plan simple de gestion ; adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *bis* : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 : amendement n° 12 de la commission (autorisation des coupes forestières) ; suppression de la possibilité d'assortir l'autorisation d'effectuer une coupe d'une obligation pour le bénéficiaire de réaliser certains travaux liés aux coupes ; adopté ; amendement n° 13 de la commission (tendant à supprimer la dernière phrase du texte proposé pour l'article L. 122-5 du code forestier) : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 (p. 2684) : amendement n° 14 de la commission (tendant dans le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 247-1 du code forestier à supprimer les mots : « ou peuvent élaborer lorsqu'elles sont libres ») ; rôle des associations syndicales ; adopté ; amendement n° 15 de la commission (tendant dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article L. 247-1 du code forestier à supprimer les mots « sociaux légers ») ; équipements pouvant être réalisés par les associations syndicales de gestion ; définition des équipements sociaux légers ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (tendant dans le cinquième alinéa (4°) du texte proposé pour l'article L. 247-2 du code forestier, à substituer aux mots : « soumise à l'obligation » les mots : « de nature à faire l'objet ») (p. 2685) ; situation des différents propriétaires en ce qui concerne la surface minimale pour pouvoir présenter un plan simple de gestion ; frais de gestion d'une association syndicale de gestion forestière ; adopté ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (possibilité pour une association syndicale de gestion forestière autorisée d'adhérer à une coopérative ayant avec elle un objet commun) ; amendement n° 44 de M. Roland Vuillaume (même objet) ; amendement n° 47 de M. Jean Proriol (même objet) ; sous-amendement n° 62 du Gouvernement à l'amendement n° 18 de la commission (tendant après les mots : « et d'une manière générale » à rédiger ainsi la fin de cet amendement : « toutes tâches dont l'exécution ne relève pas du régime des marchés publics ») ; amendement n° 47 : non soutenu ; incompatibilité entre les règles des marchés publics s'imposant à l'association syndicale autorisée et le droit commun régissant la coopérative (p. 2686) ; restrictions introduites par le Sénat ; amendement n° 44 : retiré ; sous-amendement n° 62 adopté ; amendement n° 18, ainsi modifié : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 12 *bis* : adopté.

Article 12 *ter* : amendement n° 19 de la commission (de suppression) ; plan de chasse du grand gibier ; dispositions de l'article 12 *ter* relevant d'une loi sur la chasse ; adopté ;

- en conséquence, l'article 12 *ter* est supprimé.

Article 13 (p. 2687) : amendements identiques n° 20 de la commission et n° 50 de Mme Adrienne Horvath, soutenu par M. André Soury (tendant dans le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour l'article L. 221-3 du code forestier à supprimer les mots : « les plus ») ; composition des centres régionaux de la propriété forestière ; adoptés ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 61 de M. Jean-Jacques Benetière (extension aux groupements constitués par les organisations professionnelles les plus représentatives de la profession forestière du bénéfice des dispositions de la loi du 10 juillet 1975 relative à l'organisation interprofessionnelle agricole) ; nécessité d'une mise en place progressive d'interprofessions au sein de la filière bois ; organisation de la mise en marché ou de la commercialisation par le canal de l'interprofession ; opportunité d'organiser dans un cadre législatif l'interprofession ; inopportunité d'utiliser la loi du 10 juillet 1975 ; retiré.

Avant l'article 15 : amendement n° 21 de la commission (tendant avant cet article à rédiger ainsi l'intitulé du titre IV : « Dispositions d'ordre social ») (p. 2688) : réservé.

Article 15 : droits économiques et sociaux des travailleurs forestiers ; nécessité de mettre un terme au double assujettissement fiscal et social découlant de la composition de chiffre d'affaires ; nécessité de ne pas laisser s'installer des possibilités de fraude ; interprofession forestière ; impossibilité de comparer le secteur de la forêt au secteur agricole ; adopté.

Après l'article 16 : amendement n° 59 de M. Roger Duroure, à titre personnel (absence de présomption de salariat pour les chefs d'exploitation exerçant à titre secondaire dans les forêts appartenant à d'autres propriétaires) (p. 2689) ; formation au métier de la forêt ; diversification des activités constituant une réponse partielle au problème de la baisse du revenu des agriculteurs de certaines régions ; adopté.

Article 17 *bis* : amendement n° 22 de la commission (de suppression) ; nécessité de la formation professionnelle ; réorientation de l'enseignement forestier au niveau des certificats et des brevets techniques ; cas des élèves sortant de l'école de sylviculture de Crogny ; adopté ;

- en conséquence, l'article 17 *bis* est supprimé.

Avant l'article 15 *(suite)* : amendement n° 21 précédemment réservé : adopté ;

- en conséquence, l'intitulé du titre IV est ainsi rédigé.

Article 18 (p. 2690) : amendement n° 23 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « lorsque l'initiative est défaillante ou absente ») ; équipement des forêts ; possibilité pour la puissance publique de se substituer à l'initiative privée en cas d'urgence et lorsque l'intérêt général l'exige ; constatation de l'absence ou de la défaillance de l'initiative privée par une autorité judiciaire ; adopté ;

- article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 : adopté.

Article 22 (p. 2691) : amendement n° 24 de la commission (tendant à compléter le texte proposé pour l'article 512-2 du code forestier par la phrase suivante : « Toutefois, cette distance peut être majorée de 10 p. 100 au maximum dans la mesure nécessaire au regroupement parcellaire ») ; redistribution des parcelles entre différents propriétaires en matière de remembrement agricole ; règle prévoyant que la distance moyenne entre les parcelles boisées d'un même propriétaire et le chemin de desserte puisse être majorée d'un maximum de 10 p. 100 ; adopté ; amendement n° 25 de la commission (tendant à supprimer les deux dernières phrases du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 512-4 du code forestier) ; interdiction de toute modification des lieux pour le remembrement agricole ; exclusion des travaux d'entretien de la procédure d'autorisation ; adopté ;

- article 22, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 58 de Mme Marie-Josèphe Sublet (définition de la nature des essences utilisables en cas de reboisement de parcelles limitrophes à un vignoble d'appellation contrôlée) ; conséquences du reboisement en résineux dans certaines régions du département du Rhône ; position du conseil général du Rhône ; simulation réalisée à partir du cadastre de plusieurs communes (p. 2692) ; pouvoirs conférés au préfet ; limitation du nombre des essences ne pouvant résoudre tous les pro-

blèmes évoqués ; atteinte au droit de propriété ; limitation de la nature des essences utilisables ne pouvant être mise en œuvre que par une convention entre les intéressés ; adopté.

Article 25 supprimé par le Sénat : amendement n° 26 de la commission (abrogation du 3° de l'article 52-2 du code rural) ; rôle des associations forestières institué à l'article 27 du code rural ; dispositions de l'article 247-1 du code forestier rendant caduques les dispositions de l'actuel 3° de l'article 52-2 du code rural ; rôle des associations syndicales de gestion forestière ; adopté ;

- en conséquence, l'article 25 est ainsi rétabli.

Article 26 (p. 2693) : amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (tendant à la fin de la dernière phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 52-3 du code rural à supprimer les mots : « ni une surface de parcelle non boisée excédant 30 p. 100 de la surface boisée apportée ») ; limitation aux possibilités de compensation ; adopté ;

- article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 29 : amendement n° 29 de la commission (tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article) ; convention passée entre l'Etat et les SAFER devant prévoir les bénéficiaires de la rétrocession ; adopté ;

- article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 (p. 2694) : adopté.

Article 31 : adopté.

Article 31 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 32 : adopté.

Article 33 : adopté.

Article 33 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 34 : amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 34, ainsi modifié : adopté.

Article 37 (p. 2695) : amendement n° 31 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe I de cet article) ; nécessité de supprimer l'introduction des biens dont le défrichement est soumis à autorisation dans le cadre de la procédure individuelle de mise en valeur des terres incultes ; adopté ;

- article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 38 : adopté.

Article 38 *bis* : amendement n° 32 de la commission (de suppression) ; subordination de l'autorisation des travaux de défrichement à l'exécution des travaux de reboisement d'autres terrains dans le cas où d'autres reboisements ont été effectués ; liaison entre le défrichement des bois des particuliers et les procédures collectives d'aménagement définies à l'article 52-1 du code rural ; adopté ;

- en conséquence, l'article 38*bis* est supprimé.

Article 40 : adopté.

Article 44 : amendement n° 33 de la commission (cas d'exemption de la taxe de défrichement) ; prise en compte de la notion de défrichement d'intérêt public (p. 2696) ; mise à jour des différents cas de possibilité d'exonération : adopté ;

- en conséquence, l'article 44 est ainsi modifié.

Article 45 : amendements identiques n° 45 de M. Roland Vuillaume et n° 48 de M. Jean Proriol (tendant à compléter le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier par les mots : « et forestier ») ; amendement n° 48 : non soutenu ; exonération de la taxe de défrichement pour les défrichements réalisés pour les constructions à usage forestier ; amendement n° 45 : retiré ;

- article 45 : adopté.

Article 46 : amendement n° 34 de la commission (tendant, dans la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-7 du code forestier, à substituer au mot : « cinq » le mot : « trois ») ; délais d'acquittement de la taxe lors du défrichement d'un terrain pour une utilisation agricole ; adopté ; amendement n° 35 de la commission (tendant, dans la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-7 du code forestier, à insérer après les mots : « a pour objet d'agrandir » les mots : « ou de créer ») (p. 2697) ; amendement favorisant l'installation des jeunes agriculteurs ; adopté ; amendement n° 36 de la commission (délai de liquidation de la taxe de défrichement lorsque celui-ci a pour objet l'installation de cultures temporaires dont la liste est fixée par décret) ; culture de la fraise ; adopté ;

- article 46, ainsi modifié : adopté.

Article 47 : amendement n° 37 de la commission (restitution de la taxe acquittée lorsque le propriétaire renonce expressément en tout ou partie à son droit de défrichement) ; remboursement pour la partie non défrichée ; limitation à cinq ans du droit au remboursement de la taxe ; adopté ;

- article 47, ainsi modifié : adopté.

Article 49 (p. 2698) : adopté.

Article 51, supprimé par le Sénat : amendement n° 38 de la commission (travaux de prévention des incendies réalisés à l'initiative des collectivités publiques à la demande desquelles a été prononcée la déclaration d'utilité publique) ; responsabilité de la maîtrise d'ouvrage ; charges ne devant plus peser sur l'Etat en raison de la décentralisation ; prévention des incendies de forêt ; montant de la participation de l'Etat au financement de l'opération ; absence de désengagement de l'Etat ; adopté ;

- en conséquence, l'article 51 est ainsi rétabli.

Article 52 (p. 2699) : amendement n° 39 de la commission (tendant, dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-8 du code forestier, à substituer au mot : « notamment » le mot « éventuellement ») ; possibilité pour la collectivité publique qui a pris l'initiative des travaux de prévention contre l'incendie d'en confier la réalisation au propriétaire ; absence de caractère obligatoire de la participation et de l'aide technique et financière de l'Etat ; adopté ;

- article 52, ainsi modifié : adopté.

Article 56 (p. 2699) : amendement n° 60 de M. Roger Duroure, à titre personnel (cas où le débroussaillement ou le maintien en état débroussaillé est obligatoire ; cas où les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain ou des ayants droit) ; pouvoir d'appréciation des maires ; coupes des rémanents et branchages ; obligations pesant sur les propriétaires privés ; rôle du maintien en l'état débroussaillé dans la prévention des incendies (p. 2700) ; pouvoirs des maires ; obligation pour les propriétaires de débroussailler ; adopté ;

- en conséquence, l'article 56 est ainsi rédigé ; amendement n° 40 de la commission : devenu sans objet.

Après l'article 56 : amendement n° 54 de Mme Adrienne Horvath (affectation des surfaces boisées, endommagées ou détruites par un incendie aux besoins de l'agriculture) ; conditions agronomiques de l'agriculture ; procédure de récupération des terres en friche ; rejeté.

Après l'article 56 : amendement n° 55 de Mme Adrienne Horvath (dispositions particulières aux massifs exposés au risque d'incendie) ; nécessité d'une nouvelle politique d'urbanisme des zones sensibles ; établissement d'un plan de risque d'incendie à partir de critères scientifiques (p. 2701) ; amendement faisant double emploi avec les dispositions existant déjà dans le code de l'urbanisme ; problèmes posés par l'urbanisation diffuse en forêt ; rôle des règles d'urbanisme ; cas des communes dépourvues de plan d'occupation des sols ; rejeté.

Article 59 : adopté.

Article 61 : amendement n° 41 de la commission (tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 424-3 du code forestier, à substituer au mot : « notamment » le mot : « éventuellement ») : adopté ;

- article 61, ainsi modifié : adopté.

Article 66 : adopté.

Après l'article 66 : amendement n° 42 de la commission (propriétaires ayant adhéré à une société coopérative remplissant certaines conditions étant considérés comme présentant une garantie de bonne gestion) (p. 2702) ; sous-amendement n° 63 de M. Roland Vuillaume à l'amendement n° 42 de la commission (tendant, dans cet amendement, à substituer au mot : « cinq » le mot : « dix ») ; absence d'obligation d'adhésion à une coopérative ; nécessité de porter la garantie de gestion de 5 à 10 ans ; coopératives concernées ; adhésion à une simple coopérative représentant une obligation moins contraignante que celle d'adhérer à un groupement forestier ou à une association syndicale de gestion ; limitation de la garantie de bonne gestion à cinq ans ; nécessité d'encourager le mouvement coopératif et de l'inciter à s'orienter vers le groupement de producteurs ; sous-amendement n° 63 : rejeté ; amendement n° 42 : adopté (p. 2703).

Explications de vote (p. 2703).

Abstention du groupe communiste : *Soury (André)* (p. 2704).

Filière bois : *Soury (André)* (p. 2704) ; *Souchon (René)* (p. 2704).

Plan simple de gestion et groupement de gestion : *Vuillaume (Roland)* (p. 2703) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2704) ; *Souchon (René)* (p. 2704).

Prévention des incendies de forêt : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2704).

Vote hostile des groupes R.P.R. et U.D.F. : *Vuillaume (Roland)* (p. 2704).

Vote positif du groupe socialiste : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2704).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2705).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [20 novembre 1985] (p. 4529) :

Accord de la commission mixte paritaire : *Duroure (Roger)* (p. 4529) ; *Goulet (Daniel)* (p. 4530) ; *Souchon (René)* (p. 4531).

Centres régionaux de la propriété forestière (missions des -) : *Micaux (Pierre)* (p. 4530).

Comités de filière (création de -) : *Duroure (Roger)* (p. 4529) ; *Souchon (René)* (p. 4530, 4531).

Commissions régionales de la forêt et des produits forestiers (fonctionnement des -) : *Duroure (Roger)* (p. 4529).

Défrichement (règles relatives au -) : *Duroure (Roger)* (p. 4529).

Orientations régionales forestières (élaboration des -) : *Duroure (Roger)* (p. 4529).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 4531 à 4534) :

Article 45 : amendement n° 1 du Gouvernement substituant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier, au mot : « cinq » le mot : « dix ») (p. 4535) ; durée de validité des autorisations de défrichement ; adopté (p. 4535).

Explications de vote (p. 4535).

Abstention du groupe communiste : *Tourné (André)* (p. 4535).

Ecologie : *Valroff (Jean)* (p. 4535).

Défrichement : *Tourné (André)* (p. 4535).

Incendies (lutte contre les -) : *Tourné (André)* (p. 4535).

Pluies acides : *Tourné (André)* (p. 4535).

Vote positif du groupe socialiste : *Valroff (Jean)* (p. 4535).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4535).

3. - Proposition de loi n° 2897 tendant à soumettre au régime forestier les **bois et forêts appartenant aux banques nationalisées,** aux compagnies d'assurances nationalisées et à la Caisse des dépôts et consignations.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par M. Pierre Micaux. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre Micaux (10 octobre 1985).

4. - Proposition de loi n° 3262 tendant à la sauvegarde, la restauration et la mise en valeur des **forêts méditerranéennes.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par M. André Tourné. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Lois de finances* **11.** Deuxième partie. Agriculture et B.A.P.S.A.
Traités et conventions **158.**

Affouage

Voir *Bois et forêts* **2**

Déficit commercial du secteur

Voir *Bois et forêts* **2**

Industrie du bois

Voir *Bois et forêts* **2**

Politique de la forêt

Voir *Bois et forêts* **2**

BOISSONS ET ALCOOLS

12. - Proposition de loi n° 2894 relative à la **distillation, en franchise de droits,** d'une partie de la production des récoltants-producteurs d'**eau-de-vie** naturelle.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

13. - Proposition de loi n° 3072 relative à la **production de rhum dans les départements d'outre-mer.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 14 novembre 1985 par M. Ernest Moutoussamy. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Politique économique et sociale* **8**

Rattachement du service des alcools au ministère de l'agriculture

Voir *Lois de finances* **11** , deuxième partie, Agriculture et B.A.P.S.A.

Transfert à Libourne du service des alcools

Voir *Lois de finances rectificatives* **9,** article 15.

BONS DU TRESOR

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie, Economie, Finances et Budget, Consommation.

BOSTIK (société)

Voir *Questions orales sans débat* **848**

BOUILLEURS DE CRU

Voir *Boissons et alcools* **12**

BOURSE DE VALEURS

Marché à terme d'instruments financiers

Voir *Politique économique et sociale* **8**

BOURSES ET ALLOCATIONS D'ETUDES

Voir *Enseignement* **12**

Revalorisation des bourses scolaires

Voir *Questions au Gouvernement* **1232**

BOVINS

Marché de la viande bovine

Voir *Questions au Gouvernement* **1374**

BRUIT

Lutte contre le -

Voir *Urbanisme* **8**

BUDGET DE L'ETAT

Contrôle parlementaire sur le -

Voir *Lois de finances rectificatives* **9**

Reports de crédits.

Voir *Lois de finances* **11.** articles et amendements portant articles additionnels non rattachés, article 48 et état H.
Lois de finances rectificatives **9**

C

CABLES (communication par -)

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), postes et télécommunications.

CACHAREL (société)

Voir *Questions au Gouvernement* **1315**

CADRES ET AGENTS DE MAITRISE

Droit d'expression des -

Voir *Travail* **28**

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), intérieur et décentralisation.

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Equipement en bureautique des -

Voir *Questions orales sans débat* **930**

CAISSES D'ASSURANCE MALADIE

Convention avec les professions de santé

Voir *Questions au Gouvernement* **1478**

CAISSES D'EPARGNE

Statut du personnel

Voir *Questions orales sans débat* **949**

CALAMITES ET CATASTROPHES NATURELLES

- dans le domaine agricole

Voir *Questions orales sans débat* **780**

Indemnisation des calamités agricoles

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Agriculture et B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **1399, 1409**

Sécheresse

Voir *Questions au Gouvernement* **1359, 1380**

Sinistre du 6 juin dans l'Ouest lyonnais

Voir *Questions orales sans débat* **880**

Tremblement de terre au Mexique

Voir *Questions au Gouvernement* **1361**

CAMBODGE

Réfugiés cambodgiens

Voir *Questions au Gouvernement* **1275**

CANAL PLUS

Voir *Questions au Gouvernement* **1293**
Radiodiffusion et télévision **11**

CANTAL

Situation des agriculteurs du -

Voir *Questions au Gouvernement* **1501**

CAOUTCHOUC (industrie)

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

CAOUTCHOUC NATUREL

Société Ashland Chemical France

Voir *Questions orales sans débat* **885**

CARAIBES

Voir *Traités et conventions* **142**

CARBURANTS

- de substitution

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Agriculture et B.A.P.S.A.

Prix des -

Voir *Questions au Gouvernement* **1241, 1376**
Questions orales sans débat **785**

CARRY BACK

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), après l'article 3, article 4.

CARTE DE RESIDENT

Délivrance dans un D.O.M. de la -

Voir *Sécurité sociale* **23**

CARTE JEUNES

Voir *Questions au Gouvernement* **1285**

CATASTROPHES NATURELLES

Voir *Calamités et catastrophes naturelles.*

CENTRALES NUCLEAIRES

Implantation en Basse-Loire d'une -

Voir *Questions orales sans débat* **837**

Prix de l'électricité à proximité des -

Voir *Questions orales sans débat* **776**

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Postes et télécommunications.

CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.)

Voir *Collectivités locales* **24**

CENTRES 15

Voir *Santé publique* **5**

CENTRES REGIONAUX DE LA PROPRIETE FORESTIERE

Voir *Bois et forêts* **2**

CENTRES UNIVERSITAIRES POLYTECHNIQUES

Voir *Enseignement* **12**

CEREMONIES PUBLIQUES ET FETES LEGALES

4. - Proposition de loi n° 2895 tendant à ce que la fête des mères soit également la **fête des familles.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Questions orales sans débat* **871**

CHAMBRES CONSULAIRES

Voir *Travail* **26**

CHAMBRES DE COMMERCE

Voir *Justice* **24**

CHARBON

2. - Proposition de résolution n° 2525 tendant à la création d'une **commission d'enquête sur le coût d'extraction et d'exploitation du charbon** des mines et découvertes françaises.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 17 décembre 1984 par M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (9 avril 1985). - Rapport n° **2642** (24 avril 1985).

3. - Proposition de résolution n° 2614 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur le fonctionnement, les modalités d'intervention et les avantages économiques de l'**Association technique de l'importation charbonnière (A.T.I.C.).**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 17 avril 1985, par M. Michel Noir. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (5 juin 1985). - Rapport n° **2763** (12 juin 1985).

4. - Proposition de loi n° 2774 tendant à assurer le remboursement de la T.V.A. payée par le **personnel des houillères nationales** pour le combustible qui lui est attribué.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 13 juin 1985 par M. Joseph Legrand et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

5. - Rapport d'information déposé par M. Paul Chomat en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur la **production nationale du charbon** (n° **3240**) [19 décembre 1985].

CHEPTEL

Identification du - et contrôle laitier

Voir *Questions orales sans débat* **924**

CHIMIE (Industrie de la -)

Voir *Questions orales sans débat* **767**
Travail **27**, articles 1er et 2.

CHOMAGE

Disparition d'emplois depuis 1981

Voir *Questions au Gouvernement* **1294**

Indice officiel du - et indice Aries

Voir *Questions au Gouvernement* **1237**

Moyens de lutte contre le -

Voir *Questions au Gouvernement* **1514**

Niveau de chômage

Voir *Lois de finances* **11**

Pouvoir d'achat et -

Voir *Questions au Gouvernement* **1520**

Réduction de créations d'emplois et statistiques du -

Voir *Questions au Gouvernement* **1303**

Travaux d'utilité collective

Voir *Questions au Gouvernement* **1174**

CHOMAGE : INDEMNISATION

Voir *Questions au Gouvernement* **1174, 1201, 1342, 1421, 1442**

Chômeurs en fin de droits

Voir *Questions au Gouvernement* **1305**

CHOMEURS

Allocation-logement

Voir *Lois de finances* **11**, articles et amendements portant articles additionnels non rattachés, après l'article 71.

Jeunes -

Voir *Questions au Gouvernement* **1303**
Questions orales sans débat **826**

Mesures en faveur des -

Voir *Questions au Gouvernement* **1202**

Prestations d'invalidité pour les - en fin de droits

Voir *Sécurité sociale* **23**

CHYPRE

Voir *Lois de finances* **11** ; Deuxième partie, relations extérieures.

CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES

2. - Proposition de loi n° 2515 tendant à aménager l'exercice du **monopole des pompes funèbres.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 13 décembre 1984 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Paul Charié (11 avril 1985).

Voir *Collectivités locales* **23.**

CINEMA

Production cinématographique française

Voir *Questions orales sans débat* **918.**

CIRCULATION ROUTIERE

8. - Projet de loi n° 2391 tendant à l'**amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation** et à l'accélération des procédures d'**indemnisation.**

Sénat (première lecture), n° **165** (1984-1985). - Dépôt le 18 décembre 1984. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. François Collet. - Rapport n° **225** (1984-1985) (3 avril 1985). - Discussion le 10 avril 1985. - Adoption le 10 avril 1985. Projet de loi n° **83** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2610**, dépôt le 11 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Françoise Gaspard. - Rapport n° **2680** (14 mai 1985). - Discussion le 21 mai 1985. - Adoption avec modification le 21 mai 1985. - Projet de loi n° **785.**

Sénat (deuxième lecture), n° **304** (1984-1985), dépôt le 23 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. François Collet. - Rapport n° **335** (1984-1985) (5 juin 1985). - Discussion le 6 juin 1985. - Adoption avec modifications le 6 juin 1985. - Projet de loi n° **120** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2754**, dépôt le 6 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O* du 13 juin 1985] (p. 6537).
Bureau [*J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6898).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : Mme Françoise Gaspard. - Rapport : n° **2821** (20 juin 1985). - Discussion le 25 juin 1985. - Adoption avec modifications le 25 juin 1985. - Projet de loi n° 836.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. François Collet. - Rapport n° **405** (1984-1985) (20 juin 1985). - Discussion le 27 juin 1985. - Adoption définitive le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **158** (1984-1985).

Loi n° 85-677 du 5 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1985 (p. 7584). - Rectificatif, *J.O.* du 23 novembre 1985 (p. 15378).

DEUXIEME LECTURE

Discution générale [21 mai 1985] (p. 857) :

Accidents de la route (bilan des -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 858).

Assureurs : *Gaspard (Françoise)* (p. 857) ; *Badinter (Robert)* (p. 857, 858) ; Fuchs (Jean-Paul) (p. 859) ; *Foyer (Jean)* (p. 860).

Cour de cassation (jurisprudence de la -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 858, 859) ; *Foyer (Jean)* (p. 860).

Faute inexcusable de la victime : *Gaspard (Françoise)* (p. 857).

Faute objective (notion de -) : *Foyer (Jean)* (p. 859, 860).

Force majeure : *Gaspard (Françoise) (p. 857).*

Information de la victime : *Gaspard (Françoise)* (p. 857).

Offre obligatoire de transaction : *Badinter (Robert)* (p. 857, 858).

Règlement contentieux : *Badinter (Robert)* (p. 858) ; *Foyer (Jean)* (p. 859).

Responsabilité civile des personnes privées de discernement : *Foyer (Jean)* (p. 859).

Tiers payeurs : *Gaspard (Françoise)* (p. 857) ; Badinter (Robert) (p. 858).

Victimes indirectes des accidents : Badinter (Robert) (p. 858).

Discussion des articles [21 mai 1985] (p. 860).

Article 1er : adopté.

Article 3 : amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (tendant à la fin du premier alinéa de l'article 3 à supprimer les mots : « et des cas où la victime a volontairement recherché le dommage qu'elle a subi ») ; nécessité d'écarter de l'indemnisation la personne qui tenterait de se suicider dans un accident de la circulation ; adopté ; amendement n° 3 de la commission (non-indemnisation d'une victime lorsqu'elle a volontairement recherché le dommage qu'elle a subi) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté (p. 860).

Article 4 : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 26 du Gouvernement (fournitures et appareils délivrés sur prescription médicale donnant lieu à indemnisation) ; signification du mot : « biens » ; perte du bien ou diminution de sa valeur résultant d'un dommage corporel devant être réparé dans les mêmes conditions que le dommage corporel lui-même ; adopté ; amendement n° 27 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *bis* : amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 5 *bis*, ainsi modifié : adopté (p. 861).

Avant l'article 6 : amendement n° 28 du Gouvernement (modification de l'article L. 211-1 du code des assurances ; harmonisation du champ d'application de la loi relative à l'assurance obligatoire avec celui du présent projet de loi) : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 7 : amendement n° 29 du Gouvernement (tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 420-1 du code des assurances, à substituer au mot : « corporels » les mots : « résultant des atteintes à leur personne ») ; harmonisation de la terminologie utilisée pour le projet de loi avec la loi relative à l'assurance obligatoire ; adopté ; amendement n° 30 du Gouvernement (versements effectués au profit des victimes ou de leurs ayants droit ne pouvant donner lieu à une action récursoire contre le responsable des dommages) ; rôle du fonds de garantie ; subsidiarité de l'intervention du fonds de garantie ; adopté ; amendement n° 31 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 862) ; adopté ; amendement n° 32 du Gouvernement (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 420-1 du code des assurances par les mots : « ou lorsque, l'auteur étant inconnu, le conducteur ou une personne transportée a subi un préjudice, déterminé par décret, résultant d'une atteinte à sa personne ») ; intervention du fonds de garantie en cas d'auteur inconnu lorsque l'un des occupants du véhicule automobile a subi, du fait de l'accident, un dommage corporel ayant un minimum d'importance ; adopté ; amendement n° 33 du Gouvernement (tendant dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 420-1 du code des assurances à substituer aux mots : « les indemnités qui ne peuvent être prises en charge à aucun autre titre » les mots : « dans les conditions prévues au premier alinéa, les indemnités ») : adopté ; amendement n° 34 du Gouvernement (tendant dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 420-1 du code des assurances à substituer au mot : « corporels » les mots : « résultant des atteintes à leur personne ») : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 10 : amendement n° 6 de la commission (tendant avant l'article 10 dans l'intitulé de la section III à supprimer les mots « en cas de dommage corporel ») : adopté ;

- en conséquence, l'intitulé de la section III du chapitre 1er est ainsi modifié.

Article 10 : amendement n° 35 du Gouvernement (tendant à la fin du premier alinéa de l'article 10 à substituer aux mots « , ou, s'il y a lieu, à ses héritiers » la phrase suivante : « En cas de décès de la victime, l'offre est faite à ses héritiers et, s'il y a lieu, à son conjoint. ») (p. 863) ; indemnisation du conjoint survivant ; adopté ; amendement n° 36 du Gouvernement (modifiant le quatrième alinéa de l'article 10 ; cas où l'offre d'indemnité peut avoir un caractère provisionnel) ; modalités de prise en considération de la consolidation en cas d'offre provisionnelle ; adopté ; amendement n° 7 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 10) : adopté ;

- Article 11 : amendement n° 8 de la commission (tendant après les mots « de gendarmerie et », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'article 11 : « qu'elle peut se faire assister d'un avocat et, en cas d'examen médical, d'un médecin de son choix ») ; nécessité de ne pas limiter le droit de la victime à l'assistance d'un conseil ; rôle des avocats au stade de la transaction ; adopté ; amendement n° 9 de la commission (tendant à la fin du deuxième alinéa de l'article 11 à substituer aux mots « de l'article » les mots « des articles 10, alinéa 4, ») ; notification de la consolidation à l'assureur : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté (p. 864).

Article 12 : adopté.

Article 13 : amendement n° 37 du Gouvernement (tendant à rédiger ainsi le début de la première phrase de l'article 13 : « lorsque du fait de la victime, les tiers payeurs n'ont pu faire valoir leurs droits contre l'assureur, ils peuvent se retourner... ») ; sous-amendement n° 47 de la commission (tendant dans l'amendement n° 37 à substituer aux mots « peuvent se retourner » les mots « ont un recours ») ; limitation du recours du tiers payeur contre la victime dans le cas où celle-ci a mis le tiers payeur dans l'impossibilité de récupérer le montant de ses prestations remboursables ; sous-amendement n° 47 : adopté ; amendement n° 37, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 10 de la commission (tendant dans la première phrase de l'article 13 à substituer aux mots « au deuxième alinéa de » le mot « à ») : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 : amendement n° 11 de la commission (condamnation d'office de l'assureur) ; sous-amendement n° 43 du Gouvernement (tendant à compléter l'amendement n° 11

par l'alinéa suivant « lorsque l'offre faite tardivement a été acceptée par la victime, son montant produit de plein droit le même intérêt au profit de la victime ») ; absence de justification de différence de régime juridique entre le cas de l'offre tardive et le cas de l'indemnité manifestement insuffisante (p. 865) ; intervention du juge pour sanctionner le retard mis à faire l'offre ; absence de saisine du juge par la victime au cas où l'offre est faite et acceptée après l'expiration des délais impartis ; cas de l'assureur de mauvaise volonté ; sous-amendement n° 43 : rejeté ; amendement n° 11 : adopté ;

- en conséquence, l'amendement n° 11 devient l'article 14.

Article 15, supprimé par le Sénat : amendement n° 12 de la commission (tendant à rétablir l'article 15) : adopté ;

- en conséquence, cet article est rétabli.

Article 16, supprimé par le Sénat : amendement n° 13 de la commission (tendant à rétablir l'article 16) ; sous-amendement n° 44 du Gouvernement (tendant dans l'amendement n° 13 à substituer aux mots « intérêts mentionnés aux » les mots « sommes dues en vertu des ») ; sous-amendement n° 38 du Gouvernement (tendant à la fin de l'amendement n° 13 à substituer aux mots « imputables à la victime » les mots « non imputables à l'assureur ») ; aménagement des pénalités devant prendre en compte les circonstances non imputables à l'assureur (p. 866) ; délai dont dispose l'assureur pour le paiement ; mauvaise exécution du mécanisme de l'offre ; sous-amendements n° 44 et n° 38 : adoptés ; amendement n° 13, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, cet article est rétabli.

Article 17 : adopté.

Article 18 : adopté.

Article 19 : amendement n° 14 de la commission (tendant à la fin de la première phrase de cet article à supprimer les mots « sauf circonstances non imputables à l'assureur ») ; mention expresse dans la loi de la réserve tirée des circonstances non imputables à l'assureur créant une source de litiges : adopté ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *bis* A : adopté.

Article 19 *bis* (p. 867) : amendement n° 15 de la commission (action de la victime en cas d'aggravation du dommage) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 19 *bis*.

Article 21 : amendement n° 16 de la commission (tendant dans la première phrase de cet article à substituer à la référence « 19 » la référence « 19 *bis* ») : adopté ; amendement n° 17 de la commission (tendant dans la deuxième phrase de l'article 21 à substituer aux mots : « le délai prévu à l'article 10 court » les mots : « les délais prévus à l'article 10 courent ») : adopté ; amendement n° 18 de la commission (tendant dans la troisième phrase de l'article 21 à substituer aux mots : « de l'article 14 » les mots : « des articles 14 et 15 ») : adopté ; amendement n° 19 de la commission (tendant à compléter l'article 21 par la phrase suivante : « lorsque le fonds de garantie est tenu aux intérêts prévus aux articles 14 et 15, ils sont versés au trésor public ») : adopté ;

- article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *bis* : amendement n° 39 du Gouvernement (publication périodique rendant compte des indemnités fixées par les jugements et les transactions) ; manque de clarté de la notion de « chiffres moyens » : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 21 *bis*. (p. 868).

Article 22 : adopté.

Avant l'article 23 : amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- en conséquence, l'intitulé du chapitre II est ainsi modifié.

Article 23 : amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 : amendement n° 45 de M. Jean-Paul Fuchs (prestations ouvrant droit à un recours contre la personne tenue à réparation ou son assureur) ; institutions de retraite complémentaire et de prévoyance régies par l'article L. 4 du code de la sécurité sociale ; institutions de retraite complémentaire du régime agricole (p. 869) ; droit de recours des caisses : rejeté ;

- article 24 : adopté.

Article 24 *bis* : adopté.

Article 25 : adopté.

Article 26 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 27 : amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de l'article 27 à substituer à la référence « 25 » les mots « 24 à ») : adopté ; amendement n° 23 de la commission (tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 27 par les mots « à moins qu'elle ne soit plus favorable à la victime ») : adopté ; amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté.

- article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 29 A (p. 870) : amendement n° 40 du Gouvernement (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « de toute nature ») ; « assurance chasse » obligatoire ne portant que sur les dommages corporels : adopté ;

- article 29 A, ainsi modifié : adopté.

Article 29 : amendement n° 25 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 1153-1 du code civil) ; suppression de la restitution des sommes versées en exécution d'une décision de justice lorsque celle-ci est réformée ou cassée à la suite d'un appel ou d'un pourvoi en cassation : adopté ;

- article 29, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 29 : amendement n° 46 de M. Jean-Paul Fuchs (exercice par les associations se proposant d'assister les victimes d'accidents de la circulation et de lutter contre l'insécurité routière des droits reconnus à la partie civile à l'encontre des conducteurs poursuivis devant les tribunaux correctionnels) ; associations luttant contre les violences sexuelles, défendant ou assistant l'enfance martyrisée, combattant les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre, défendant les intérêts moraux et l'honneur de la Résistance ou des déportés ; effort de prévention routière (p. 871) ; action du ministère public ; indemnisation des victimes ; droit pour des associations de déclencher l'action publique ne pouvant être qu'exceptionnellement reconnue ; contentieux de masse : rejeté.

Article 30 : supprimé par le Sénat.

Article 31 : adopté.

Après l'article 38 : amendement n° 41 du Gouvernement (procédure concernant les accidents de la circulation terrestre pouvant être examinés à juge unique devant le tribunal de grande instance) ; renvoi à la formation collégiale étant de droit à la demande d'une des parties ou du juge saisi : adopté.

Article 40 (p. 872) : amendement n° 42 du Gouvernement (tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 40 à substituer au mot « deux » le mot « trois ») ; possibilité d'appliquer les dispositions du projet de loi aux accidents survenus deux ans avant son entrée en vigueur, n'ayant donné lieu ni à une transaction ni à une décision judiciaire définitive : adopté ;

- article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 41 : adopté (p. 873).

Explications de vote (p. 873) :

Accidents de la circulation (bilan des -) : *Fuchs (Jean-Paul* (p. 873).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 873).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 873).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [25 juin 1985] (p. 1930) :

Accidents de la circulation (prévention des -) : *Badinter (Robert)* (p. 1931).

Droits à remboursement des tiers payeurs : *Forni (Raymond)* (p. 1930).

Fonds de garantie (rôle du -) : *Forni (Raymond)* (p. 1930, 1931) ; *Badinter (Robert)* (p. 1930).

Indemnisation des victimes : *Badinter (Robert)* (p. 1931).

Information de la victime : *Forni (Raymond)* (p. 1930).

Règles de responsabilité : *Foyer (Jean)* (p. 1931).

Sanction de l'offre tardive ou manifestement insuffisante : *Forni (Raymond)* (p. 1930).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 1931, 1932).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 1932).

Accidents de la -

Voir *Procédure civile et commerciale* **1**

CIRQUE

Régime fiscal du -

Voir *Lois de finances rectificatives* **9**

CLIMATISME

Voir *Lois de finances* **11**, deuxième partie, affaires sociales et solidarité nationale.

CODE EUROPEEN DE SECURITE SOCIALE

Voir *Traités et conventions* **168**

COHABITATION

Voir *Motions de censure* **15**

COLLECTIVITES LOCALES

17. - Proposition de loi n° 2634 tendant à la réduction du nombre des régions et à la **création de grandes régions.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 avril 1985 par M. Olivier Stirn et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms (5 juin 1985).

18. - Proposition de résolution n° 2659 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions d'application de la **décentralisation.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 mai 1985 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (5 juin 1985). - Rapport n° **2765** (12 juin 1985).

19. - Proposition de loi n° 2781 modifiant la **dotation globale de fonctionnement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 juin 1985 par M. Dominique Frelaut et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Louis Besson (27 juin 1985). - Rapport n° **2859** (27 juin 1985), commun à la proposition de loi n° 2781 et au projet de loi n° 2800 (collectivités locales, 19 et 20).

20. - Projet de loi n° 2800 relatif à la **dotation globale de fonctionnement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 juin 1985 par M. Fabius, Premier ministre et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. - Urgence déclarée le 27 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Louis Besson (20 juin 1985). - Rapport n° **2859** (27 juin 1985), commun à la proposition de la loi n° 2781 et au projet de loi n° 2800 (collectivités locales 19 et 20). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (21 juin 1985). - Rapporteur pour avis : M. Jean-Pierre Balligand (27 juin 1985). - Discussion les 28 et 29 juin 1985. - Adoption le 29 juin 1985. - Projet de loi n° **858.**

Lettre rectificative.

Sénat (première lecture), n° **454** (1984-1985). - Dépôt le 17 juillet 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. René Monory. - Rapport n° **1** (1985-1986) (2 octobre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Paul Girod. - Avis n° **6** (1985-1986) (2 octobre 1985). - Discussion les 23, 24 et 29 octobre 1985. - Adoption le 29 octobre 1985. - Projet de loi n° **9** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3011** . - Dépôt le 29 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 1er novembre 1985] (p. 12675).

Bureau [*J.O.* du 13 novembre 1985] (p. 13142).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Louis Besson. - Rapport n° **3052** (12 novembre 1985). - Discussion le 13 novembre 1985. - Adoption avec modifications le 13 novembre 1985. - Projet de loi n° **894.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. René Monory. - Rapport n° **80** (1985-1986) (12 novembre 1985). - Discussion le 19 novembre 1985. - Adoption définitive le 19 novembre 1985. - Projet de loi n° **34** (1985-1986).

Loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985, publiée au *J.O.* du 3 décembre 1985 (p. 13999).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [28 juin 1985] (p. 2216) :

Caractère progressif de la mise en place de la réforme : *Joxe (Pierre)* (p. 2219, 2220) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 2221) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 2222) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2225).

Dotations de péréquation et de compensation : *Besson (Louis)* (p. 2217) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2218) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2219, 2220) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2220) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 2221) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2222) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2226).

Dotation globale de fonctionnement des départements : *Joxe (Pierre)* (p. 2220) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2223) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2225).

Dotation minimale de fonctionnement : *Besson (Louis)* (p. 2217) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2223) ; *Richard (Alain)* (p. 2224).

Dotations particulières : *Zeller (Adrien)* (p. 2220) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2223) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2225).

Effort fiscal des communes : *Besson (Louis)* (p. 2217) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2218) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2219) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 2221).

Indicateurs de charges : *Besson (Louis)* (p. 2216, 2217) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2218) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 2222) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2223) ; *Richard (Alain)* (p. 2224) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2225) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2226).

Loi du 3 janvier 1979 : *Besson (Louis)* (p. 2216) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2217) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2218, 2219) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2220) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2225) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2226).

Mécanisme de répartition : *Joxe (Pierre)* (p. 2219) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 2222) ; *Richard (Alain)* (p. 2224).

Montant de la dotation globale de fonctionnement : *Besson (Louis)* (p. 2216) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2218) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2220).

Régularisation de la dotation globale de fonctionnement : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2218) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2219, 2226) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2220) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 2221) ; *Richard (Alain)* (p. 2223) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2225).

Régularisation négative de la dotation globale de fonctionnement : *Besson (Louis)* (p. 2217) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2218) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2220) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 2221).

Situation générale des finances locales : *Zeller (Adrien)* (p. 2221) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 2222) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2222) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2225) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2226).

Tarification des services publics locaux : *Zeller (Adrien)* (p. 2221) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 2222).

Discussion des articles [28 juin 1985] (p. 2227) ; [29 juin 1985] (p. 2240).

Section I : *dispositions applicables à la dotation globale de fonctionnement des communes et de leurs groupements.*

Article 1er *(principe de la dotation globale de fonctionnement) :* risque d'impossibilité d'une péréquation, faute d'abondement ; taux de la taxe professionnelle ; amendement n° 46 de M. Dominique Frelaut (péréquation de la dotation globale de fonctionnement) ; calcul de l'effort fiscal (p. 2227) ; base d'indexation pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement : rejeté ; amendement n° 47 de M. Dominique Frelaut (tendant dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « d'une dotation spéciale ») ; exclusion de la dotation spéciale « instituteurs » de la dotation globale de fonctionnement ; compensation de l'indemnité de logement versée aux instituteurs ; garantie de progression minimale : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article) ; suppression des dispositions prévoyant une régularisation négative ; évaluations prévisionnelles de recettes de la taxe sur la valeur ajoutée ; liaison de la dotation globale de fonctionnement et de la T.V.A. ; création d'une charge publique potentielle (p. 2228) ; recevabilité au titre de l'article 40 ; régularisation négative de la dotation globale de fonctionnement : adopté ; amendement n° 48 de M. Dominique Frelaut : devenu sans objet ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(dotation de base) :* adopté.

Article 3 *(critères de la dotation de base) :* fixation d'une même somme par habitant pour toutes les communes de même taille ; dotation forfaitaire de la ville de Paris ; amendement n° 49 de M. Dominique Frelaut (tendant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-2 du code des communes, à substituer au taux « 40 p. 100 » « 33,5 p. 100 » : retiré ; amendement n° 2 de la commission (dotation compensatrice des charges salariales des fonctionnaires mis à la disposition d'organisations syndicales) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(montant de la dotation de base en cas de modification des limites territoriales) :* amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté (p. 2229).

Article 5 *(dotation de péréquation) :* adopté.

Article 6 *(part des ressources affectées à la dotation de péréquation) :* amendement n° 58 du Gouvernement (affectation et critère du revenu pris en considération pour le calcul de la dotation de péréquation) ; amendement n° 51 de M. Dominique Frelaut (même objet) ; amendement n° 35 de la commission (même objet) ; règle du secret fiscal s'opposant à la divulgation des éléments composant le revenu imposable dans la commune ; amendement n° 58, corrigé : adopté ; amendements n° 51, n° 35, n° 50 de M. Dominique Frelaut, et n° 5 de la commission des lois : devenus sans objet ;

- article 6, ainsi modifié : adopté (p. 2230).

Définition du revenu imposable.

Article 7 *(effort fiscal) :* mode de calcul de l'effort fiscal ; mode de calcul du potentiel fiscal ; taux moyens nationaux ne permettant pas d'appréhender les disparités de niveau ; mécanismes de péréquation ; fonds de péréquation de la taxe professionnelle ; possibilité de faire abstraction de la taxe professionnelle pour le calcul de l'effort fiscal ; révision des bases d'imposition ; amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Balligand, rapporteur pour avis (tendant à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-5 du code des communes, à substituer aux mots « défini à l'article L. 234-6 » les mots : « tel qu'il est défini à l'article L. 234-6 à l'exception de la part de ce potentiel correspondant à la taxe professionnelle ») (p. 2231) ; notion d'effort fiscal renvoyant essentiellement au niveau de pression fiscale constatée sur les impôts-ménages : adopté ; amendement n° 37 de M. Jean-Pierre Balligand, rapporteur pour avis (tendant dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-5 du code des communes, à substituer aux mots « des quatre taxes directes locales » les mots « des trois taxes directes locales visées aux *a) b)* et *c)* de l'article L. 234-7 ») : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté (p. 2232).

Article 8 *(potentiel fiscal) :* suppression de la référence à la taxe professionnelle pour le calcul du potentiel fiscal servant de base à la détermination de l'effort fiscal ; base du calcul de l'effort fiscal ; exclusion de la taxe professionnelle du calcul de l'effort fiscal ; amendement n° 52 de M. Dominique Frelaut (détermination du potentiel fiscal d'une collectivité) ; définition des logements sociaux ; prise en compte des logements sociaux dans la dotation de compensation : rejeté ;

- article 8 : adopté.

Article 9 *(impôts et taxes pris en compte pour la mesure de l'effort fiscal)* (p. 2240) : amendement n° 67 de M. Paul Mercieca (tendant à compléter le deuxième alinéa *(a)* du texte proposé pour l'article L. 234-7 du code des communes par les mots :« et les locaux des établissements hospitaliers dès lors qu'ils occupent plus de 10 p. 100 du territoire communal ») ; prise en compte pour le calcul de l'effort fiscal des exonérations dont ont bénéficié les résidences ou les terrains universitaires et les casernes ou terrains affectés aux armées ; retiré ; amendement n° 38 de M. Jean-Pierre Balligand (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa *(e)* du texte proposé pour l'article L. 234-7 du code des communes) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(calcul de l'attribution versée à chaque commune au titre de la dotation de péréquation) :* amendement n° 6 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-8 du code des communes) : devenu sans objet ; amendement n° 59 du Gouvernement (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-8 du code des communes, à substituer aux mots : « à ce titre », les mots : « au titre de la première fraction ») : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(modification des limites territoriales)* (p. 2241) : adopté.

Article 12 *(dotation de compensation) :* amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 61 du Gouvernement (tendant dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes, à insérer avant les mots : « du nombre d'enfants », les mots : « de 30 p. 100 ») ; amendement n° 8 de la commission (même objet) ; indicateur de charges ;

amendement n° 61 : adopté ; amendement n° 8 : devenu sans objet ; amendement n° 9 de la commission (prise en compte de la longueur de la voirie classée dans le domaine public communal pour le calcul de la dotation de compensation) ; amendement n° 54 de M. Dominique Frelaut (même objet) ; situation des communes classées en zone de montagne ; part de la dotation de compensation dans la dotation globale de fonctionnement ; amendement n° 9 : adopté (p. 2242) ; amendement n° 54 : satisfait ; amendement n° 10 de la commission (tendant à rédiger ainsi le quatrième alinéa (3°) du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes : « 3° de 50 p. 100 du parc des logements sociaux locatifs ») ; amendement n° 53 de M. Dominique Frelaut (même objet) ; sous-amendement n° 62 du Gouvernement à l'amendement n° 10 de la commission (tendant dans cet amendement à substituer au pourcentage : « 50 p. 100 », le pourcentage : « 55 p. 100 ») ; indicateur de charges ; prise en compte des logements sociaux ; inclusion du revenu moyen par habitant dans le calcul de la dotation de péréquation ; sous-amendement n° 62 : adopté ; amendement n° 10, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 53 : devenu sans objet ; amendements identiques n° 11 de la commission et n° 39 de la commission des finances (tendant à supprimer le cinquième alinéa (4°) du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes) : adoptés ; amendement n° 60 du Gouvernement (tendant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes, à substituer au taux : « 30 p. 100 », le taux : « 22,5 p. 100 ») ; conséquence du transfert dans la dotation de péréquation du critère du revenu imposable : adopté ; amendement n° 12 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(part réservée aux concours particuliers)) :* amendement n° 25 du Gouvernement (par des ressources affectées aux concours particuliers) (p. 2243) ; imputation des concours particuliers destinés aux communes sur la dotation globale de fonctionnement des communes : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 13.

Article 14 *(dotation supplémentaire pour les communes touristiques et thermales) :* amendement n° 13 de la commission (tendant après les mots : « qui résultent pour elles de l'accueil », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-13 du code des communes : « saisonnier de populations non résidentes à titre principal ») ; nombre de lits constituant le critère retenu pour le calcul de la dotation aux communes touristiques : adopté ; amendement n° 14 de la commission (communes touristiques ou thermales) : adopté ; amendement n° 26 du Gouvernement (tendant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-13 du code des communes, à substituer respectivement aux pourcentages :« 35 p. 100 et 45 p. 100 », les pourcentages : « 50 p. 100 et 60 p. 100 ») : adopté (p. 2244) ; amendement n° 27 du Gouvernement (critères de la dotation particulière aux communes touristiques ou thermales) ; pénalisation des communes ayant achevé leur équipement : adopté ; amendement n° 15 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-13 du code des communes) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (dotation particulière destinée aux communes de moins de 2 000 habitants connaissant une importante fréquentation touristique journalière) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *(dotation particulière pour les communes centres d'agglomération) :* adopté.

Article 16 *(dotation particulière pour la mise à disposition de fonctionnaires auprès des organisations syndicales)* (p. 2245) : amendement n° 17 de la commission (rôle du comité des finances locales dans la détermination de la dotation particulière) : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(dotation pour le comité des finances locales) :* adopté.

Article 18 *(dotation globale de fonctionnement pour les groupements de communes) :* amendement n° 55 de M. Dominique Frelaut (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-17 du code des communes, à insérer après les mots : « dotation globale de fonctionnement des communes », le mot : « concernées ») ; aide attribuée aux communes ayant accepté d'adhérer à une structure de coopération : adopté ;

- article 18 : adopté.

Article 19 *(modalités de versement de la dotation globale de fonctionnement) :* adopté.

Article 20 *(garantie de progression minimale)* (p. 2246) ; liaison de l'évolution de la dotation globale de fonctionnement avec celle de la T.V.A. ; amendement n° 56 de M. Dominique Frelaut (dotation globale d'une année étant au moins égale à celle perçue au titre de l'année précédente majorée d'un cœfficient déterminé par la loi de finances initiale de l'année après avis du comité de finances locales) ; nécessité d'assurer à chaque collectivité locale une progression minimale de la dotation globale de fonctionnement d'une année sur l'autre ; plafonnement retenu ; notion de péréquation ; impossibilité d'une péréquation sans abondement : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (modulation de la garantie de progression de la dotation globale de fonctionnement attribuée à chaque commune en fonction de l'effort fiscal de celle-ci) (p. 2247) ; limitation de l'effort fiscal des communes disposant d'une dotation globale de fonctionnement abondante ; nécessité de dégager des possibilités majorées pour la péréquation ; souci de justice fiscale ; péréquation établie par le fonds de péréquation de la taxe professionnelle : rejeté ; amendement n° 63 du Gouvernement (limitation du taux d'évolution minimal garanti à 40 p. 100 du taux de progression de la dotation globale de fonctionnement ; marge supplémentaire de péréquation ; clés de répartition du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 2248) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *(population prise en compte pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement) :* recensement général constituant une bonne référence pour le calcul de la population à prendre en compte pour la dotation globale de fonctionnement ; situation à Mayotte ; possibilité de prendre en compte les résultats du prochain recensement de la population mahoraise pour le calcul des dotations de dotation globale de fonctionnement des collectivités de Mayotte ; amendement n° 57 de M. Dominique Frelaut (prise en compte du logement social dans le calcul de la dotation globale de fonctionnement) (p. 2249) : rejeté ;

- article 21 : adopté.

Article 22 *(composition du comité des finances locales) :* amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 28 du Gouvernement (tendant dans le premier alinéa de l'article L. 234-20 du code des communes à insérer après le mot : « élus » les mots : « des régions »,) : adopté ; amendement n° 20, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 22.

Article 23 *(attributions du comité des finances locales) :* adopté.

Article 24 *(dispositions transitoires) :* durée de la période transitoire d'application de la loi ; versement représentatif de la taxe sur les salaires ; amendement n° 29 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2250) ; adopté ; amendement n° 65 de la commission (tendant, au début du deuxième alinéa (a) du texte proposé pour l'article L. 234-21-1 du code des communes, à substituer au pourcentage : « 90 p. 100 » le pourcentage : « 80 p. 100 ») : adopté ; amendement n° 30 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 40 de la commission des finances (tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-21-1 du code des communes, à substituer au chiffre : « 10 » le chiffre : « 20 ») ; référence à l'indice 100 de la fonction publique : adopté ; amendement n° 31 du Gouvernement (garantie d'évolution pendant la période transitoire) : adopté ;

- article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 *(dotation globale de fonctionnement des communes membres d'une agglomération nouvelle)* (p. 2251) : amendement n° 66 de la commission soutenu par M. Alain Richard (de suppression) ; prise en considération de la taxe professionnelle perçue collectivement pour le calcul de l'effort fiscal : adopté ;
- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 26 *(dotation globale de fonctionnement des communes des départements d'outre-mer) :* amendement n° 32 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;
- article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 *(dotation globale de fonctionnement de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) :* amendement n° 33 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;
- article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 *(dotation globale de fonctionnement des communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte) :* amendement n° 43 de M. Jean-François Hory (dotation de base de péréquation et de compensation des communes et groupements de communes de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité territoriale de Mayotte et des circonscriptions de Wallis-et-Futuna) (p. 2252) ; attribution en 1979 aux communes de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie et aux circonscriptions de Wallis-et-Futuna d'une part préciputaire de la dotation de péréquation ; bénéfice de la dotation de base et d'une quote-part de la dotation de péréquation et de la dotation de compensation : adopté ;
- article 28, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 28 : amendement n° 44 de M. Jean-François Hory (application aux communes des territoires d'outre-mer, des collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon et aux circonscriptions de Wallis-et-Futuna des dispositions transitoires prévues à l'article 24 de la présente loi) : adopté.

Section II : *dispositions applicables à la dotation globale de fonctionnement des départements et des collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte.*

Article 29 *(répartition de la dotation globale de fonctionnement des départements) :* adopté.

Article 30 *(impôts levés sur les ménages) :* amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2253), amendements identiques n° 22 de la commission et n° 41 de la commission des finances (rédactionnels) : adoptés ; amendements identiques n° 23 de la commission et n° 42 de la commission des finances (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) : adoptés ;
- article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 *(potentiel fiscal des départements) :* adopté.

Article 32 *(dotation minimale pour les départements de moins de 200 000 habitants) :* adopté.

Article 33 *(dotation globale de fonctionnement des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) :* amendement n° 34 du Gouvernement (détermination de la quote-part de la dotation de péréquation des départements perçue par les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon) ; conséquences de la séparation de la dotation globale de fonctionnement des communes de celle des départements : adopté ; amendement n° 45 de M. Jean-François Hory (tendant avant le dernier alinéa de cet article à insérer l'alinéa suivant : « ces quotes-parts sont calculées dans les conditions définies au deuxième alinéa de l'article 33 ») (p. 2254) ; prélèvement de la dotation globale de fonctionnement attribuée aux départements d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte sur la dotation globale de fonctionnement du département : adopté ;
- article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 *(population prise en compte pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement des départements) :* adopté.

Article 35 *(dotation de progression minimale des départements) :* amendement n° 64 du Gouvernement (limitation du taux d'évolution minimale garanti à 40 p. 100 du taux de progression de la dotation globale de fonctionnement) : adopté ;
- article 35, ainsi modifié : adopté.

Section III : *dispositions applicables à la ville et au département de Paris et à la région Ile-de-France.*

Article 36 *(dotation globale de fonctionnement de la ville et du département de Paris) :* adopté.

Article 37 *(dotation globale de fonctionnement de la région Ile-de-France) :* adopté.

Section IV : *dispositions diverses.*

Article 38 *(mise en place progressive de la réforme) :* adopté.

Article 39 *(rapport au Parlement) :* adopté.

Article 40 *(décrets en Conseil d'Etat) :* adopté.

Article 41 *(abrogations diverses)* (p. 2255) : amendement n° 24 de la commission (abrogation des articles L. 234-7-1, L. 234-11-1 et L. 234-17-1 du code des communes) : adopté ;
- article 41, ainsi modifié : adopté (p. 2256).

Explications de vote (p. 2256) :

Abondement des recettes des collectivités locales : *Frelaut (Dominique)* (p. 2256) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 2256).

Abstention du groupe communiste : *Frelaut (Dominique)* (p. 2256).

Situation générale des finances des collectivités locales : *Frelaut (Dominique)* (p. 2256).

Vote positif du groupe socialiste : *Osselin (Jacqueline)* (p. 2256).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2256).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [13 novembre 1985] (p. 4333) :

Accord de la commission mixte paritaire : *Besson (Louis)* (p. 4333) ; *Joxe Pierre* (p. 4334).

Actualisation des bases de la fiscalité directe locale : *Besson (Louis)* (p. 4334) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4335).

Dotation de compensation (création de la -) : *Besson (Louis)* (p. 4334) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4334).

Dotation spéciale instituteurs : *Besson (Louis)* (p. 4333) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4335).

Garantie de progression minimale : *Besson (Louis)* (p. 4333) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4334) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4335).

Indice de référence pour la régularisation éventuelle : *Besson (Louis)* (p. 4333).

Mise en œuvre de la loi (délais de -) : *Besson (Louis)* (p. 4334) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4335).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 4336 à 4340). Amendement n° 1 du Gouvernement (substituant dans le 2e alinéa [1°] du texte proposé pour l'article L. 234 *bis* du code des communes, aux mots « enfants de trois ans à seize ans » les mots : « élèves relevant de l'enseignement obligatoire et pré-élémentaire ») ; considérations pratiques en matière de recensement ; prise en compte des élèves scolarisés ; élèves domiciliés dans la commune (p. 4340) ; adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (substituant à la fin du 2e alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-19-1 du code des communes au pourcentage « 5 p. 100 » le pourcentage « 7 p. 100 ») : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (substituant à la fin du 2e alinéa de l'article 35 au pourcentage « 5 p. 100 » le pourcentage « 7 p. 100 ») : adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (populations prises en compte pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement des départements) : adopté (p. 4341).

Explications de vote (p. 4341) :

Concours particuliers (réduction du nombre des -) ; *Richard (Alain)* (p. 4342).

Dégrèvement de la taxe professionnelle : *Frelaut (Dominique)* (p. 4341).
Mécanisme de péréquation : *Frelaut (Dominique)* (p. 4341) ; *Richard (Alain)* (p. 4342).
Révision des valeurs locatives cadastrales : *Frelaut (Dominique)* (p. 4341).
Vote négatif du groupe communiste *Frelaut (Dominique)* (p. 4342).
Vote négatif du groupe U.D.F. : *Durand (Adrien)* (p. 4342).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4342).

21. - Projet de loi n° 2863 relatif à la **prise en charge par l'Etat, les départements et les régions** des **dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement** des services placés sous leur autorité.

Sénat (première lecture), n° **370** (1984-1985), dépôt le 13 juin 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. - Urgence déclarée. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. André-Georges Voisin. - Rapport n° **378** (1984-1985) (18 juin 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Paul Girod. - Discussion les 25 et 27 juin 1985. - Rejet le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **160** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2883**, dépôt le 27 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Roger-Machart (29 juin 1985). - Rapport n° **2871** (28 juin 1985). - Discussion le 29 juin 1985. - Adoption le 29 juin 1985. - Projet de loi n° **859**.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 12 juillet 1985] (p. 7892).
Bureau [*J.O.* du 24 juillet 1985] (p. 8392).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jacques Roger-Machart. - Rapport n° **2918** (25 juillet 1985). - Discussion le 2 octobre 1985. - Adoption avec modifications le 2 octobre 1985. - Projet de loi n° **877**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. André-Georges Voisin. - Rapport n° **484** (1984-1985) (23 juillet 1985). - Discussion le 2 octobre 1985. - Adoption définitive le 2 octobre 1985. - Projet de loi n° **2** (1985-1986).

Loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 publiée au *J.O.* du 16 octobre 1985 (p. 12022).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [29 juin 1985] (p. 2256) :

Caractère transitoire du maintien du régime antérieur à la loi du 2 mars 1982 : *Lemoine (Georges)* (p. 2257).
Clarification des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales : *Richard (Alain)* (p. 2257) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2257).
Compensation financière du transfert à l'Etat des constructions neuves et des grosses réparations des bâtiments préfectoraux : *Richard (Alain)* (p. 2257) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2258).
Dépenses de personnnel : *Lemoine (Georges)* (p. 2257).
Expérimentation préalable des principales dispositions du projet de loi : *Richard (Alain)* (p. 2257) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2257).
Gestion des crédits affectés aux préfectures : *Lemoine (Georges)* (p. 2258).
Répartition des compétences (conséquences de la nouvelle -) : *Richard (Alain)* (p. 2257) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2258).

Discussion des articles [29 juin 1985] (p. 2258) :

Article Ier *(prise en charge par l'Etat, le département et la région des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité) :* adopté.

Titre Ier : *dispositions relatives aux dépenses de personnel.*

Article 2 *(calendrier de prise en charge des dépenses de personnel) :* amendement n° 1 de la commission, soutenu par M. Alain Richard, rapporteur suppléant pour l'ensemble du projet (rédactionnel) : adopté ;
- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(état des emplois et des agents mis à disposition) :* amendement n° 2 de la commission (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à insérer après les mots : « du 2 mars 1982 », les mots : « précitée, assorties des avenants prévus à l'article 21 de la présente loi ») (p. 2258) ; rémunération des personnels des services communs ; adopté ; amendement n° 3 de la commission (tendant à compléter le 2e alinéa de cet article par les mots : « , pris après consultation de la chambre régionale des comptes territorialement compétente ») ; consultation préalable à une décision réglementaire de portée nationale : adopté ;
- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(remplacement des agents mis à disposition) :* adopté.

Article 5 *(prise en charge directe par l'Etat , les départements et les régions de certaines dépenses) :* adopté.

Article 6 *(modalités d'évaluation du montant des dépenses de personnel) :* amendement n° 4 de la commission (tendant, dans le 4e alinéa de cet article, après les mots : « le 30 avril », à insérer les mots : « de l'année précédente ») : adopté ; amendement n° 5 de la commission (tendant, dans le 4e alinéa de cet article, à substituer au mot : « dès », les mots : « dans un délai de deux mois à compter de ») ; date d'évaluation du montant des transferts financiers pour 1986 : adopté ;
- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(modalités de la compensation financière du transfert des charges de personnels)* (p. 2259-2260) : amendement n° 6 de la commission (tendant, dans le 5e alinéa de cet article, après les mots : « , fait l'objet » à insérer les mots « , au plus tard dans la loi de finances de la deuxième année suivant l'exercice considéré, ») ; technique de la régularisation ; adopté ;
- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(exercice du droit d'option ouvert aux agents mis à disposition) :* amendement n° 7 de la commission (délai du droit d'option ouvert aux agents mis à disposition) : adopté ;
- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(statut particulier et recrutement de contractuels) :* amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(subtitution de la région à l'Etat pour la prise en charge des agents départementaux mis à disposition de la région) :* amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
- article 10, ainsi modifié : adopté.

Titre II. - *Dispositions relatives aux autres dépenses de fonctionnement et aux dépenses d'équipement.*

Article 11 *(prise en charge par l'Etat des dépenses relatives au fonctionnement de l'administration préfectorale et à l'équipement des préfectures et sous-préfectures) :* adopté.

Article 12 *(absence de responsabilité financière des départements et des régions dans le fonctionnement de l'administration préfectorale et de l'équipement des préfectures et sous-préfectures) :* adopté (p. 2260).

Article 13 *(mise à disposition de l'Etat à titre gratuit des immeubles territoriaux) :* amendement n° 10 de la commission (tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « , régionaux et communaux » les mots : « et régionaux ») ; exclusion des communes du mécanisme de transfert ; adopté ;
- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(substitution de l'Etat aux départements et aux régions dans leurs droits et obligations dans les matières donnant lieu à prise en charge des dépenses par l'Etat) :* adopté.

Article 15 *(mise à disposition des départements et des régions à titre gratuit des immeubles d'Etat) :* amendement n° 11 de la commission (domaine de la mise à disposition) : adopté ;

– article 15, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 12 de la commission (substitution à l'Etat du département ou de la région dans ses droits et obligations dans les matières donnant lieu à prise en charge des dépenses par la région ou le département) : adopté.

Article 16 *(évaluation conventionnelle des dépenses de fonctionnement, d'entretien et de grosses réparations)* (p. 2261) ; amendement n° 13 de la commission (évaluation des dépenses de fonctionnement, d'entretien et de grosses réparations dans les départements où s'est déroulée l'expérimentation préalable) : adopté ; amendement n° 23 du Gouvernement (prise en compte des décisions d'inscription budgétaire prises après avis des chambres régionales des comptes) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (tendant, dans le dernier alinéa, 4°, de cet article, à supprimer les mots : « avis et ») : devenu sans objet ;

– article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(règlement d'office à défaut de convention) :* amendement n° 15 de la commission (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à insérer après les mots : « un décret » les mots : « , pris après consultation de la chambre régionale des comptes territorialement compétente ») ; désaccord débouchant sur un arbitrage de l'Etat ; adopté ;

– article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 *(actualisation du montant des dépenses déterminées dans les conditions prévues aux articles 16 et 17) :* adopté.

Article 19 *(montant de la dotation générale de décentralisation ou du produit de la fiscalité transférée au département) :* amendement n° 19 du Gouvernement (crédits inscrits au budget de l'Etat pour le financement des dépenses mentionnées aux articles 16 et 17 en 1986) ; gage du transfert reçu des collectivités locales par le maintien du potentiel de fonctionnement des préfectures ; adopté ;

– article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 *(constatation du montant des dépenses d'équipement immobilier) (p. 2262-2263) :* amendement n° 20 du Gouvernement (tendant à compléter le 2e alinéa de cet article par la phrase suivante : « diminution du montant de la dotation générale de décentralisation et réalisée à titre définitif ») ; critères d'évolution de la dotation générale de décentralisation ; adopté ;

– article 20, ainsi modifié : adopté.

Titre III. – *Dispositions diverses.*

Article 21 *(rémunération des services communs et des services placés sous l'autorité du représentant de l'Etat, du président du conseil général ou régional et mis à la disposition de l'autre partie) :* adopté.

Article 22 *(avenant à la convention précisant la répartition financière prévue à l'article 21) :* amendement n° 16 de la commission (tendant, dans le 2e alinéa de cet article, après les mots : « ainsi que les compléments » à insérer les mots : « à l'état mentionné à l'article 3 et ») : adopté ;

– article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 *(prorogation des conventions prévues à l'article 22 jusqu'à l'intervention de la loi mentionnée à l'article 1er de la loi du 2 mars 1982) :* adopté.

Article 24 *(abrogation de l'article 2 de la loi du 2 novembre 1940 relative à l'attribution d'indemnités aux fonctionnaires préfectoraux par les collectivités locales) :* adopté.

Article 25 *(applicabilité des dispositions des titres Ier et II de la présente loi aux services extérieurs de l'Etat) :* adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 21 du Gouvernement (délai accordé aux régions pour fixer les règles statutaires imposées par le 2e alinéa de l'article 115 de la loi du 26 janvier 1984) ; report de date tenant compte des délais réclamés par l'installation du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; adopté ; amendement n° 24 du Gouvernement (mobilité entre les corps de la fonction publique de l'Etat et ceux de la fonction publique territoriale) (p. 2263-2264) : adopté.

Article 26 *(exclusion de Saint-Pierre-et-Miquelon du champ d'application de la loi) :* amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 26, ainsi modifié : adopté (p. 2264).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2264).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [2 octobre 1985] (p. 2572) :

Constatation du montant des dépenses d'équipement immobilier : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2572).

Délais de mise en application : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2572, 2573) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2573).

Evaluation conventionnelle des dépenses : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2572) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2573).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 2573 à 2576).

Discussion des articles [2 octobre 1985] (p. 2576).

Article 3 : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « trois mois », les mots : « deux mois ») ; adopté.

Article 6 : amendement n° 2 du Gouvernement (tendant dans l'avant dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « de deux mois », les mots « d'un mois ») ; adopté.

Article 13 : amendement n° 3 du Gouvernement (tendant dans le dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « trois mois », les mots : « deux mois ») ; adopté.

Article 15 : amendement n° 4 du Gouvernement (tendant dans le dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « trois mois », les mots « deux mois ») ; adopté.

Article 16 : amendement n° 5 du Gouvernement (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « de trois mois », les mots : « d'un mois ») ; conséquences du report de la discussion du texte : adopté.

Article 17 : amendement n° 6 du Gouvernement (caractère non obligatoire de l'avis de la chambre régionale des comptes pour les constatations des dépenses faites avant l'adoption du compte administratif de 1985) ; amendement tendant à faciliter l'évaluation nécessaire avant la fin de l'année 1985 : adopté.

Article 22 : amendement n° 7 du Gouvernement (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « trois mois », les mots : « deux mois ») : adopté.

Article 25 *bis* : amendement n° 8 du Gouvernement (tendant dans cet article à substituer à la date : « 30 septembre 1985 », la date : « 31 décembre 1985 ») ; délai fixé par la loi du 26 janvier 1984 pour permettre aux régions et aux départements d'élaborer des règles statutaires : adopté (p. 2576).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2576).

22. – Projet de loi n° 2596 relatif à l'**organisation des régions** et portant modification de dispositions relatives au **fonctionnement des conseils généraux.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. – Urgence déclarée le 7 octobre 1985. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rappor-

teur : M. Michel Suchod (3 octobre 1985). - Rapport n° **2986** (9 octobre 1985). - Discussion le 9 octobre 1985. - Adoption le 9 octobre 1985. - Projet de loi n° **888**.

Sénat (première lecture), n° **128** (1985-1986). - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapport n° **157** (1985-1986) (5 décembre 1985). - Discussion le 12 décembre 1985. - Adoption le 12 décembre 1985. - Projet de loi n° **54** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Bureau [*J.O.* 19 décembre 1985] (p. 14816).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° **3221** (18 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Marc Bécam. - Rapport n° **241** (1985-1986) (18 décembre 1985).

La commission mixte paritaire n'a pas pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3189**, dépôt le 13 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Suchod. - Rapport n° **3232** (19 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **982**.

Sénat (deuxième lecture), n° **258** (1985-1986), dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, de suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Marc Bécam. - Rapport n° **259** (1985-1986) (20 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **101** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3301**, dépôt le 21 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Suchod. - Rapport n° **3302** (21 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Adoption définitive le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **1003**.

Loi n° 86-16 du 8 janvier 1986 publiée au *J.O.* du 8 janvier 1986 (p. 367).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [9 octobre 1985] (p. 2849) :

Autorisations de programme et crédits de paiement (procédure des -) : *Suchod (Michel)* (p. 2850).

Bureaux des conseils généraux et régionaux (réorganisation des -) : *Suchod (Michel)* (p. 2850) ; *Clément (Pascal)* (p. 2853) ; *Richard (Alain)* (p. 2857).

Collectivités locales (moyens des -) : *Maisonnat (Louis)* (p. 2855).

Comités économiques et sociaux (compétences et fonctionnement des -) : *Suchod (Michel)* (p. 2850) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2851, 2852) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 2855) ; *Barnier (Michel)* (p. 2858, 2859).

Comités économiques et sociaux (rôle des -) : *Stasi (Bernard)* (p. 2858).

Décentralisation : *Suchod (Michel)* (p. 2849, 2850) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2851) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 2854) ; *Richard (Alain)* (p. 2856) ; *Stasi (Bernard)* (p. 2857) ; *Barnier (Michel)* (p. 2859).

Equipements sportifs : *Maisonnat (Louis)* (p. 2854).

Minorité (représentation proportionnelle de la -) : *Suchod (Michel)* (p. 2850) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2852, 2853, 2854) ; *Clément (Pascal)* (p. 2853) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 2855) ; *Guichard (Olivier)* (p. 2855) ; *Barnier (Michel)* (p. 2858).

Région (compétences de la -) : *Suchod (Michel)* (p. 2850).

Région (qualification de collectivité territoriale) : *Suchod (Michel)* (p. 2849) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2851) ; *Clément (Pascal)* (p. 2852).

Sections spécialisées : *Clément (Pascal)* (p. 2853) ; *Guichard (Olivier)* (p. 2856) ; *Richard (Alain)* (p. 2857).

Discussion des articles [9 octobre 1985] (p. 2865) :

Titre Ier : *organisation des régions.*

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982.*

Avant l'article 1er : amendement n° 31 de M. Jacques Blanc (répartition de sièges dans les départements) : non soutenu.

Article 1er *(dispositions applicables aux régions) :* amendement n° 1 de la commission (de rectification) ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 2865).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972.*

Article 2 *(création des régions) :* adopté.

Article 3 *(modification des limites territoriales des régions) :* amendement n° 3 de la commission (supprimant la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 2 de la loi du 5 juillet 1972, après les mots : « conseils généraux intéressés ») ; amendement n° 43 de M. Emmanuel Aubert (même objet) ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 43 : devenu sans objet ; amendement n° 44 de M. Emmanuel Aubert (précisant que, lorsque la majorité des 3/5 exprime la demande que le département fasse partie d'une autre région, le Parlement est saisi dans le délai d'un an) : rejeté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(vote du budget des régions) :* amendement n° 4 de la commission (p. 2866) (précisant que le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(dépenses d'investissement des régions) :* adopté.

Article 6 *(dispositions applicables au conseil régional et à son président) :* amendement n° 5 de la commission (référence à l'article 31 de la loi du 10 août 1871) ; publicité des délibérations du conseil général : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 37 de M. Pascal Clément (fixation par décret en Conseil d'Etat de la composition des comités économiques et sociaux) ; rôle et autorité des comités économiques et sociaux (p. 2867) : rejeté.

Article 7 *(compétences du comité économique et social régional) :* amendement n° 40 de M. Maurice Pourchon (énoncé des cas où le comité économique et social est obligatoirement saisi pour avis) : non soutenu ; amendement n° 38 de M. Pascal Clément (référence au budget complémentaire) : rejeté ;

- article 7 : adopté.

Article 8 *(organisation et règles de fonctionnement du comité économique et social régional) :* amendement n° 41 de M. Maurice Pourchon (composition et fonctionnement du comité économique et social) (p. 2868) ; non soutenu ; amendement n° 32 de M. Michel Barnier (substituant aux mots : « émettent des avis », les mots : « établissent des rapports », dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 15 de la loi du 5 juillet 1972) : non soutenu ; amendement n° 33 de M. Michel Barnier (de conséquence) : non soutenu ; amendement n° 34 de M. Michel Barnier (référence au comité économique et social) : non soutenu ; amendement n° 36 de M. Pascal Clément (ratification des avis par le comité économique et social) : non soutenu ; amendement n° 6 de la commission (précisant que le comité économique et social se prononce sur tous les avis et rapports établis par les sections) : adopté ; amendement n° 42 de M. Maurice Pourchon (rédactionnel) : non soutenu ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(communication au conseil régional des informations nécessaires à ses délibérations) :* amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(structure des recettes des régions)* (p. 2869) : adopté.

Article 11 *(modifications terminologiques) :* amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié) : adopté.

Chapitre III : *dispositions modifiant la loi n° 76-394 du 6 mai 1976 relative à la région d'Ile-de-France.*

Article 12 *(définition des limites territoriales de la région d'Ile-de-France) :* amendement n° 9 de la commission (création d'une collectivité territoriale qui prend la dénomination de région d'Ile-de-France) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(compétences de la région d'Ile-de-France) :* amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(dispositions applicables au conseil régional et au président du conseil régional de la région d'Ile-de-France) :* adopté.

Article 15 *(vote du budget de la région d'Ile-de-France) :* adopté.

Article 16 *(comité économique et social de la région d'Ile-de-France) :* adopté.

Article 17 *(communication au conseil régional d'Ile-de-France des informations nécessaires à ses délibérations) :* amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 2870) : adopté ;

- article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 *(structure des recettes de la région d'Ile-de-France) :* adopté.

Chapitre IV : *dispositions modifiant les lois n°s 82-214 du 2 mars 1982 et 82-659 du 30 juillet 1982 relatives à la région de Corse.*

Article 19 *(gestion des services régionaux et des services de l'Etat transférés à la région de Corse) :* adopté.

Article 20 *(communication à l'assemblée de Corse des informations nécessaires à ses délibérations) :* amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 21 *(conseil consultatif de la région de Corse) :* adopté.

Article 22 *(compétence du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie en matière de communication audiovisuelle) :* adopté.

Chapitre V : *dispositions modifiant les lois n° 82-1171 du 31 décembre 1982 et n° 84-747 du 2 août 1984 relatives aux régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.*

Article 23 *(comité consultatif des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion)* (p. 2871) : adopté.

Article 24 *(compétences du comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement en matière de communication audiovisuelle) :* adopté.

Chapitre VI : *dispositions modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.*

Article 25 *(composition du conseil national de la communication audiovisuelle) :* amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 *(suppression des comités régionaux de la communication audiovisuelle) :* probléme de la représentation au sein de ces conseils ; adopté.

Article 27 *(composition des conseils d'administration des sociétés de radio et télévision) :* amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 2872) : adoptés ; nombre des représentants des départements au sein des conseils régionaux ;

- article 27, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 28 : amendement n° 17 de la commission (précisant que les délibérations du conseil général et de son bureau doivent être publiées) (p. 2873) ; adopté après rectification.

Titre II : *dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux.*

Article 28 *(désignation par le conseil général ou son président de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs) :* adopté.

Article 29 *(désignation des membres du conseil général) :* adopté.

Article 30 *(désignation du bureau du conseil général) :* amendement n° 39 de M. Pascal Clément (création d'une conférence des présidents proportionnelle, au sein des bureaux) (p. 2874) : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (référence à la notion de poste) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (compétence du conseil général pour procéder à l'affectation des élus à chacun des postes du bureau) : adopté ;

- article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 *(communication au conseil général des informations nécessaires à ses délibérations) :* amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté.

- article 31, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 31 : amendement n° 35 du Gouvernement (modification du délai d'envoi du projet de budget aux conseils généraux) : adopté.

Titre III : *Dispositions diverses et transitoires.*

Article 32 *(participation des régions à des syndicats mixtes)* (p. 2875) : adopté.

Article 33 *(dissolution des établissements publics régionaux) :* adopté.

Article 34 *(première réunion des conseils régionaux) :* adopté.

Après l'article 34 : amendement n° 22 de la commission (précisant que les membres des comités économiques et sociaux actuellement en fonction le demeurent jusqu'à expiration des mandats de six ans en cours) : adopté.

Article 35 *(entrée en application de la loi) :* adopté.

Après l'article 35 : amendement n° 23 de la commission (extension de l'inéligibilité existante aux directeurs et chefs de service de conseil régional) : réservé ; amendement n° 24 de la commission (p. 2876) (précisant qu'à Saint-Pierre-et-Miquelon le Conseil économique et social émet des avis sur la politique de la communication audiovisuelle) : adopté.

Article 36 *(abrogations diverses) :* amendement n° 25 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (de conséquence) : adopté.

- article 36, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 36 : amendement n° 30 de la commission (de rectification) : adopté (p. 2877).

Après l'article 35 : amendement n° 23 de la commission précédemment réservé (naissance de nouvelles catégories de fonctionnaires territoriaux à la suite de la décentralisation) ; régime de l'inéligibilité ; nécessité d'éviter toute immixtion des fonctionnaires régionaux ou départementaux dans les campagnes électorales ; sous-amendement n° 45 du

Gouvernement (réduisant à deux mois le délai de six mois visé au 18° de l'article L. 195 du code électoral) : adopté (p. 2878) ; amendement n° 23, ainsi modifié : adopté (p. 2879).

Explications de vote (p. 2879).

Abstention du groupe communiste : *Maisonnat (Louis)* (p. 2879).

Représentation des minorités : *Labazée (Georges)* (p. 2879) ; *Dousset (Maurice)* (p. 2879).

Vote favorable du groupe socialiste : *Labazée (Georges) (p. 2879).*

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Dousset (Maurice)* (p. 2879).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2879).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1985] (p. 6426).

Compétence des comités consultatifs existant en Corse et dans les régions d'outre-mer : *Suchod (Michel)* (p. 6427).

Désignation du bureau (modalités de -) : *Suchod (Michel)* (p. 6427) ; *Barnier (Michel)* (p. 6427) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6428).

Echec de la commission mixte paritaire : *Suchod (Michel)* (p. 6426).

Procédure des autorisations de programme : *Suchod (Michel)* (p. 6426, 6427) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6427).

Régime indemnitaire et de protection sociale des membres des comités économiques et sociaux régionaux : *Suchod (Michel)* (p. 6427).

Région Ile-de-France (abrogation des dispositions de la loi du 6 mars 1976 relative à la -) : *Lemoine (Georges)* (p. 6428).

Discussion des articles [19 décembre 1985] (p. 6428).

Article 1er : adopté.

Article 4 (p. 6428) : amendement n° 1 de la commission (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 6 de la loi du 5 juillet 1972 les mots : « qui sont de la compétence ») : adopté.

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 7 : amendement n° 2 de la commission (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 14 de la loi du 5 juillet 1972) ; délais dans lesquels le comité économique et social régional doit rendre ses avis ; adopté.

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (p. 6429) : amendement n° 3 de la commission (composition en sections du comité économique et social) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (insérant dans la première phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 15 de la loi du 5 juillet 1972, après les mots : « Haute Autorité de la communication audiovisuelle », les mots : « et du Conseil national de la communication audiovisuelle ») : adopté ; amendement n° 5 de la commission (précisant que le conseil régional met les services régionaux et une partie de ceux-ci à la disposition du comité économique et social) : adopté.

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9, supprimé par le Sénat : amendement n° 6 de la commission (remplaçant au début du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 16-1 de la loi du 5 juillet 1972 les mots : « huit jours », par les mots : « douze jours ») ; délais impartis au président du conseil général ou régional pour adresser aux membres de l'assemblée délibérante un rapport sur les affaires qui doivent leur être soumises ; adopté.

- article 9, ainsi rétabli (p. 6430).

Article 10 : adopté.

Avant l'article 12 : division et intitulé du chapitre III supprimés par le Sénat.

Articles 12 à 18 : supprimés par le Sénat.

Article 20, supprimé par le Sénat : amendement n° 7 de la commission (remplaçant au début du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 37 de la loi du 2 mars 1982 les mots : « huit jours », par les mots : « douze jours ») : adopté.

- article 20, ainsi rétabli.

Article 21 : amendement n° 8 de la commission (mise à disposition des services régionaux au profit des conseils consultatifs par l'assemblée de Corse) : adopté ; amendement n° 9 (substituant dans le troisième alinéa de cet article, aux mots : « des conseils consultatifs », les mots : « de chacun de ces conseils consultatifs et, le cas échéant, à la réalisation des études ») (p. 6431) ; adopté.

- article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 : amendement n° 10 de la commission (établissement à l'intention de la Haute Autorité d'un rapport annuel sur toutes les questions relatives aux programmes des organismes chargés du service public de radiodiffusion sonore et de télévision en Corse) : adopté.

- ce texte devient l'article 22.

Article 23 : amendement n° 11 de la commission (mise à disposition des comités consultatifs des services régionaux par le conseil régional) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (substituant dans le troisième alinéa de cet article aux mots : « des comités consultatifs », les mots : « de chacun de ces comités consultatifs et, le cas échéant, à la réalisation de ses études ») : adopté.

- article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 (p. 6432) : amendement n° 13 de la commission (intervention dans les régions d'outre-mer du conseil national de la communication audiovisuelle) : adopté.

- article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 26 : adopté.

Article 28 A : adopté.

Article 28 : adopté.

Article 30, supprimé par le Sénat : amendement n° 14 de la commission (fixation du nombre des membres des bureaux par le conseil général ; élection des membres du bureau au scrutin de liste à la représentation proportionnelle) ; sous-amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Michel (désignation de membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs) ; possibilité de représentation des minorités politiques au sein du bureau (p. 6433) : adopté ; amendement n° 14, ainsi modifié : adopté.

- article 30, ainsi rétabli.

Article 30 *bis* : amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : adopté.

- article 30 *bis* : supprimé.

Article 31, supprimé par le Sénat : amendement n° 15 de la commission (remplaçant au début du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 42 de la loi du 2 mars 1982 les mots : « huit jours », par les mots : « douze jours ») : adopté.

- article 31, ainsi rétabli.

Article 31 *bis*, supprimé par le Sénat : amendement n° 16 de la commission (remplaçant au deuxième alinéa de l'article 50 de la loi du 2 mars 1982 les mots : « dix jours », par les mots : « douze jours ») : adopté.

- article 31 *bis*, ainsi rétabli.

Article 32 *bis* : amendement n° 17 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6434).

- article 32 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 35 : amendement n° 18 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté.

- article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 35 *bis* : amendement n° 20 de la commission (complétant le deuxième alinéa [3°] du paragraphe 1 A de cet article par les mots : « dans le ressort de leur juridiction ») ; précisions sur les inéligibilités : adopté ; amendement n° 21 de la commission (substituant dans le deuxième alinéa [18°] du paragraphe 1 de cet article aux mots : « et les chefs de service », les mots : « les chefs de service et les chefs de bureau ») : adopté ; amendement n° 30 du Gouvernement (inéligibilités des membres du cabinet du président du conseil général et du président du conseil régional, des directeurs généraux, des directeurs, directeurs adjoints, chefs de service et chefs de bureau du conseil général et du conseil régional) ; parallélisme entre les trois ordres de collectivité : adopté.

- article 35 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 35 *ter* (p. 6435) : amendement n° 29 du Gouvernement (statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon) ; régime d'autorisation d'absence des présidents et des membres du comité économique et social de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon : adopté ; amendement n° 23 de la commission (établissement à l'intention de la Haute Autorité et du Conseil national de la communication audiovisuelle d'un rapport annuel sur l'état de la communication audiovisuelle à Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté.

- article 35 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 35 *quater* (nouveau) : adopté.

Article 35 *quinquies* (nouveau) : amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté.

- en conséquence, ce texte devient l'article 35 *quinquies*.

Article 36 : amendement n° 25 de la commission (de coordination) (p. 6436) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (insérant dans le troisième alinéa [2°] de cet article, après la référence 28, la référence 29) ; produit de la taxe au bénéfice de la région Ile-de-France : adopté.

- article 36, ainsi modifié : adopté (p. 6437).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6437).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1985] (p. 6627) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Suchod (Michel)* (p. 6627) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 6627).

Garanties nouvelles données aux membres des assemblées locales pour l'exercice de leur mandat : *Franceschi (Joseph)* (p. 6627).

Lecture du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6627 à 6630).

Après l'article 37 : amendement n° 1 de M. Jacques Blanc (liste de candidats dans les départements comportant un nombre de sièges à pourvoir égal ou inférieur à 5) ; application combinée de la représentation proportionnelle et de la limitation des cumuls des mandats ; situation dans les petits départements (p. 6630) : adopté (p. 6631).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6631).

23. - Projet de loi n° 3023 portant dispositions diverses relatives aux **collectivités locales.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 31 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et M. Jack Lang, ministre de la culture. - Urgence déclarée le 14 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Sapin (7 novembre 1985). - Rapport n° **3063** (14 novembre 1985). - Discussion le 22 novembre 1985. - Adoption le 22 novembre 1985. - Projet de loi n° **910.**

Sénat (première lecture), n° **107** (1985-1986), dépôt le 26 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Paul Girod. - Rapport n° **178** (1985-1986) (11 décembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales ; rapporteur pour avis : M. Jean Madelain. - Avis n° **161** (1985-1986) (5 décembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur pour avis : M. Paul Séramy. - Avis n° **194** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur pour avis : M. Maurice Schumann. - Avis n° **214** (1985-1986) (13 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **84** (1985-1986).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 21 décembre 1985] (p. 14992). - Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Michel Sapin. - Rapport n° **3280** (20 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Paul Girod. - Rapport n° **268** (1985-1986) (20 décembre 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3273,** dépôt le 19 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Sapin. - Rapport n° **3296** (20 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Deuxième délibération (article 30). - Adoption avec modifications le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **1001.**

Sénat (deuxième lecture), n° **275** (1985-1986), dépôt le 21 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Paul Girod. - Rapport n° **276** (1985-1986) (21 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **106** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3314,** dépôt le 22 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Sapin. - Rapport n° **3316** (22 décembre 1985). - Discussion le 22 décembre 1985. - Adoption définitive le 22 décembre 1985. - Projet de loi n° **1007.**

Loi n° 86-29 du 9 janvier 1986, publiée au *J.O.* du 10 janvier 1986 (p. 470).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [22 novembre 1985] (p. 4687).

Difficultés de la décentralisation : *Sapin (Michel)* (p. 4687) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 4691).

Législation funéraire : *Sapin (Michel)* (p. 4687) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4688, 4689) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 4690, 4691, 4692).

Opposition à un acte d'une collectivité locale portant atteinte aux intérêts de la défense nationale : *Sapin (Michel)* (p. 4687) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4688).

Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales : *Joxe (Pierre)* (p. 4688) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4688, 4689, 4690) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 4691).

Transferts de compétences en matière culturelle (p. 4687) : *Sapin (Michel)* (p. 4687) ; *Lang (Jack)* (p. 4689).

Transfert de personnels : *Sapin (Michel)* (p. 4687) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4688).

Discussion des articles [22 novembre 1985] (p. 4692).

Titre Ier : *dispositions relatives aux relations financières entre l'Etat et les collectivités locales.*

Article 1er *(modification des modalités de calcul du droit à compensation de certains départements) :* adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 23 du Gouvernement (ajustement de la perte du produit fiscal résultant pour les départements de l'application des dispositions de l'article 18 de la loi du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) (p. 4692) ; décision de la Cour de justice européenne ; adopté.

Article 2 *(remboursement de la dette de l'Etat au titre des bureaux municipaux d'hygiène)* : financement des bureaux municipaux d'hygiène ; adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 37 de M. Jean-Louis Masson (conditions de diminution de la valeur locative afférente à l'habitation principale de chaque contribuable âgé de soixante-cinq ans et plus) ; difficulté de M. Jean-Louis Masson à défendre ses amendements sans l'exposé des motifs (p. 4693) ; rejeté ; amendement n° 38 de M. Jean-Louis Masson (obligation pour la Cotorep d'émettre un avis sur les dossiers qui lui sont remis dans un délai de quatre mois) ; retard constaté dans le versement des aides ; fonctionnement de la Cotorep de Moselle ; rejeté.

Article 3 *(Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle)* : nécessité d'introduire la solidarité entre les villes (p. 4694) ; critères d'éligibilité au fonds de péréquation de la taxe professionnelle ; problèmes des Cotorep ; effort fiscal des communautés urbaines ; amendements n° 26 de M. Jacques Chaban-Delmas soutenu par M. Jean-Louis Masson (détermination de l'effort fiscal des communes membres d'un groupement à fiscalité propre) ; amendement n° 26 (relevant du domaine réglementaire) ; adopté après rectification ; potentiel fiscal de Paris contribuant à augmenter le potentiel fiscal moyen de toutes les villes de plus de 200 000 habitants d'une manière purement artificielle ; amendement n° 29 de Mme Jacqueline Osselin (attribution perçue par les communes cessant de répondre à la condition d'effort fiscal posé par cet article) ; conséquences sur les autres collectivités (p. 4695) ; nécessaire atténuation de l'effet de seuil ; nécessité de procéder à des simulations ; retiré ; amendement n° 51 de Mme Jacqueline Osselin (tendant dans l'avant-dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « aux deux alinéas » les mots : « aux trois alinéas » : retiré ; amendement n° 52 de Mme Jacqueline Osselin (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) : retiré.

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 39 de M. Jean-Louis Masson (attribution par le conseil général aux établissements publics ou aux groupements de communes de tout ou partie de la taxe professionnelle perçue par le fonds départemental et qui leur serait revenue directement ou indirectement en l'absence d'écrêtement) ; processus d'écrêtement limitant le montant de la taxe professionnelle perçue (p. 4696) ; amendement n° 39 aboutissant à léser les communes bénéficiant déjà de la répartition des ressources ou fonds départemental de la taxe professionnelle ; rejeté.

Article 4 *(Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle)* : adopté.

Article 5 *(Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle)* : adopté.

Titre II : *dispositions générales relatives à l'exercice des compétences.*

Article 6 *(répartition de la dotation régionale d'équipement scolaire et de la dotation départementale des collèges dans les départements d'outre-mer)* : amendement n° 1 de la commission (modification par le conseil régional des régions d'outre-mer du montant des sommes de la dotation départementale d'équipement des collèges) ; nécessaire souplesse dans la distribution des crédits affectés aux deux dotations ; sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 3 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début de cet amendement « dans chaque région d'outre-mer le conseil régional et le conseil général pouvant par conventions passées entre la région et le département modifier »...) : adopté ; amendement n° 1 ainsi modifié : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(transferts de compétences dans le domaine de la justice)* : amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 4697) ; adopté.

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(conventions de partage des services extérieurs de l'Etat)* : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 41 de M. Jean-Louis Masson (modifications aux dispositions concernant les modifications aux limites territoriales des communes n'étant pas applicables aux communes ayant fusionné depuis plus de dix ans dans le cadre des dispositions de la loi du 16 juillet 1971) ; avantages financiers substantiels dont ont bénéficié les communes fusionnées ; inopportunités de « défusion » de communes ; rejeté.

Article 9 *(service départemental d'action sociale)* : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 42 de M. Jean-Louis Masson (charges financières des travaux d'entretien et de réfection des berges des rivières navigables) ; nécessité d'une coordination des différents intervenants dans l'action de défense contre les eaux (p. 4698) ; rejeté ; amendement n° 43 de M. Jean-Louis Masson (entretien du presbytère dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle) ; diminution du nombre des ecclésiastiques ; critères de répartition des charges d'entretien des presbytères entre les communes ; nécessité de poursuivre les consultations ; retiré.

Article 10 *(frais communs en matière d'aide sociale)* : adopté.

Article 11 *(bureaux municipaux d'hygiène)* : adopté.

Titre III : *dispositions relatives aux transferts de compétences en matière d'action culturelle.*

Article 12 *(bibliothèques centrales de prêts)* : transfert de compétence de l'Etat vers les collectivités locales ; politique suivie par les municipalités communistes en matière de lecture (p. 4699) ; projet de loi sur les bibliothèques publiques ; nécessité de faire reculer la ségrégation sociale interdisant au plus grand nombre l'accès à la culture ; adopté.

Article 13 *(opération en cours à la date du transfert)* : amendement n° 3 de la commission (tendant dans le texte proposé pour l'article 61-1 de la loi du 22 juillet 1983 à substituer aux mots : « et aux bibliothèques municipales » les mots : « aux bibliothèques municipales et aux archives ») : retiré ;

- article 13 : adopté.

Article 14 *(maintien provisoire au budget de l'Etat de certains crédits de fonctionnement des bibliothèques)* : adopté.

Article 15 *(maintien des concours financiers de l'Etat aux musées)* : adopté.

Article 16 *(prise en charge par l'Etat des dépenses d'enseignement public de la musique, de la danse, et de l'art dramatique)* : responsabilité des communes, des départements et des régions en matière d'enseignement musical ; Jeunesses musicales de France ; succès de l'association des Jeunesses musicales de France ; amendement n° 27 de M. Vincent Porelli, soutenu par M. André Duroméa (prise en charge par l'Etat des dépenses de l'enseignement public de la danse, de la musique et de l'art dramatique) (p. 4700) ; responsabilité des collectivités locales en matière de musique, de danse et d'art dramatique ; danger de faire fixer par décret la liste des enseignements supérieurs pris en charge par l'Etat ; situation des écoles de musique ou des écoles d'art ; école de musique de Havre ; critères de l'intervention de l'Etat dans le domaine de l'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique : adopté ;

- article 16 : adopté.

Article 17 *(prise en charge des dépenses d'enseignement des établissements d'enseignement public des arts plastiques)* (p. 4701) : amendement n° 28 de M. Vincent Porelli (prise en charge par l'Etat des dépenses d'enseignement des établissements d'enseignement d'arts plastiques publics) : rejeté ;

- article 17 : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 4 de la commission (établissement de la liste des enseignements supérieurs visés aux articles 63 et 64 de la présente loi) ; sous-amendement n° 35 du Gouvernement à l'amendement n° 4 de la commission (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet amendement par les mots : « avis sera rendu dans les conditions fixées par décret ») ; rôle du Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ; composition de ce comité ; décret devant être soumis au comité des finances locales ; sous-amendement n° 35 : adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié : adopté ;

Article 18 *(maintien des concours financiers de l'Etat aux archives) :* amendement n° 6 de la commission (de suppression) ; nécessité d'améliorer le fonctionnement et l'équipement des archives ; adopté ;

- en conséquence, l'article 18 est supprimé.

Après l'article 18 : amendement n° 33 du Gouvernement (achèvement des opérations relatives aux archives départementales en cours au 1er janvier 1986 selon le régime juridique et financier sous lequel elles ont été commencées) (p. 4702) ; adopté.

Article 19 *(crédits d'équipement et de fonctionnement des bibliothèques municipales) :* amendement n° 5 de la commission (tendant à compléter la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots : « à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et à la collectivité territoriale de Mayotte) ; sous-amendement n° 34 du Gouvernement à l'amendement n° 5 de la commission (tendant à la fin de cet amendement à supprimer les mots : « et à la collectivité territoriale de Mayotte ») ; programme des bibliothèques centrales de prêts ; nécessité de la réalisation d'une bibliothèque centrale de prêts à Mayotte ; situation à Saint-Pierre-et-Miquelon ; régime d'application automatique ou sélective des lois ; compétence de la collectivité territoriale de Mayotte en matière culturelle ; inapplication de la dotation générale de décentralisation à Mayotte (p. 4703) ; droit pour Mayotte de construire une bibliothèque centrale de prêts ; sous-amendement n° 34 : rejeté ; amendement n° 5 adopté ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Titre IV : *dispositions diverses.*

Article 20 *(intérêts moratoires sur le paiement tardif des commandes publiques n'étant pas mandatées en même temps que le principal) :* retard de paiement des marchés publics de l'Etat et des collectivités locales ; conditions d'attribution des intérêts moratoires ; automatisme des intérêts propres aux marchés publics ; contrôle par le comptable public des délais de mandatement des ordonnateurs et des allocations des intérêts moratoires (p. 4704) ; situation des entreprises du bâtiment et des travaux publics ; amendement n° 7 de la commission (tendant à compléter la première phrase du 1er alinéa du texte proposé pour l'article 12-1 de la loi du 2 mars 1982 par les mots « dans le département dans un délai de cinq jours suivant la réception de l'ordre de paiement ») ; nécessité de fixer un délai entre le moment où le représentant de l'Etat dispose de l'information et le moment où l'ordonnateur de la dépense a la capacité de connaître la dette de la commune ; nécessité que ce délai soit porté à dix jours ; sous-amendement oral du Gouvernement à l'amendement n° 7 de la commission (tendant à remplacer dans cet amendement les mots : « cinq jours » par les mots : « dix jours ») : adopté ; amendement n° 7 ainsi modifié ; adopté ; amendement n° 8 de la commission (tendant dans la première phrase du 1er alinéa du texte proposé pour l'article 12-1 du 2 mars 1982 à substituer au mot « quinze » le mot « dix ») : adopté ;

- article 20, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 20 : amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (incompatibilités entre parents et alliés dans les conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants) ; jurisprudence du Conseil d'Etat (p. 4705) ; rejeté.

Article 21 *(intérêts moratoires sur le paiement tardif des commandes publiques) :* modalité du versement effectif des intérêts moratoires ; situation des entreprises du bâtiment et des travaux publics ; amendement n° 9 de la commission (tendant à compléter la 1re phrase du 1er alinéa du texte proposé pour l'article 53-1 de la loi du 2 mars 1982 par les mots : « dans le département, dans un délai de cinq jours, suivant la réception de l'ordre de paiement ») : adopté après rectification ; amendement n° 10 de la commission (tendant dans la dernière phrase du 1er alinéa du texte proposé pour l'article 53-1 de la loi du 2 mars 1982 à substituer au mot : « quinze » le mot : « dix ») : adopté ;

- article 21, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 21 : amendement n° 45 de M. Jean-Louis Masson (création dans chaque arrondissement d'un conseil d'arrondissement composé des conseillers généraux représentant les différents cantons de l'arrondissement) (p. 4706) ; opportunité de rétablir des conseils d'arrondissement ; nécessité de créer une structure de concertation entre les conseillers généraux d'une même zone géographique ; rejeté.

Article 22 *(intérêts moratoires sur le paiement tardif des commandes publiques) :* amendement n° 11 de la commission (d'harmonisation) : adopté.

- en conséquence, cet amendement devient l'article 22.

Après l'article 22 : amendement n° 46 de M. Jean-Louis Masson (désignation des représentants d'un département, d'une région, ou d'une commune de plus de trois mille cinq cents habitants au sein d'un établissement public ou de tout autre organisme extérieur au conseil élu de la collectivité ; inopportunité de la création d'un nouvel échelon dans l'organisation administrative ; représentation des minorités dans les organismes extérieurs au conseil élu d'une collectivité ; rejeté.

Article 23 *(prise en compte par les collectivités locales des intérêts de la défense nationale) :* amendement n° 30 de la commission (tendant dans la première phrase du 4e alinéa de l'article 3 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 à insérer après les mots : « ou individuel » les mots « , s'il est de nature à compromettre de manière grave le fonctionnement ou l'intégrité d'une installation ou d'un ouvrage intéressant la défense nationale ») (p. 4707) ; nécessité de déroger aux principes du sursis d'exécution pour les décisions des collectivités locales ; possibilité d'un contrôle *a posteriori* de l'administration ; droit d'opposition du représentant de l'Etat ; amendement n° 61 du Gouvernement (sursis à exécution des actes des collectivités locales de nature à compromettre de manière grave le fonctionnement ou l'intégrité d'une installation ou d'un ouvrage intéressant la défense) ; nécessité de sauvegarder le principe du contrôle *a posteriori* du représentant de l'Etat sur les actes des collectivités locales : amendement n° 30 rejeté : amendement n° 61 : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 23.

Après l'article 23 : amendement n° 13 de la commission (abrogation des articles L. 133-1 à L. 133-8 du code des communes) ; abrogation des dispositions du code des communes relatives à l'attribution du contentieux de la responsabilité des communes en matière d'attroupement aux tribunaux judiciaires (p. 4708) ; adopté ; amendement n° 48 de M. Jean-Louis Masson (possibilité pour les collectivités publiques de devenir propriétaires des biens vacants et sans maître) ; concertation en cours ; retiré ; amendement n° 49 de M. Jean-Louis Masson (situation des biens reconnus comme étant à l'abandon et menaçant la sécurité publique); avance par les communes de fonds sans pouvoir mettre en vente le bien concerné assez rapidement pour récupérer le coût des travaux engagés ; retiré.

Article 24 *(révision de la contribution financière d'une commune aux syndicats de communes) :* amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (tendant dans le 2e alinéa du texte proposé pour l'article L. 163-17-1 du code des communes à substituer aux mots : « et troisième » les mots : « troisième

et cinquième ») (p. 4709) ; conditions de l'approbation des propositions de révision de la contribution financière des communes aux syndicats de communes ; adopté ; amendement n° 50 de M. Jean-Louis Masson (application du présent article aux participations financières des communes ou des groupements de communes au budget des syndicats mixtes) ; rejeté ;

- article 24, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 16 de la commission (règles relatives à la dissolution d'un syndicat mixte) : adopté ; amendement n° 53 de M. Jean-Louis Masson (application des dispositions de cet article aux contributions financières des communes aux budgets des organismes publics dont ces communes ne font pas directement partie, lorsque lesdites contributions résultent des statuts de l'organisme concerné ou d'engagements pris auparavant par des communes) ; dépôt tardif des amendements de M. Jean-Louis Masson ; rejeté ; amendement n° 54 de M. Jean-Louis Masson (rapport sur les conditions d'exercice du service extérieur des pompes funèbres) ; décision de la cour de justice européenne (p. 4710) ; rejeté ; amendement n° 55 de M. Jean-Louis Masson (situation des sociétés concessionnaires des services des pompes funèbres dans plus des deux tiers des communes d'un département) ; situation des sociétés en position de monopole dans un département ; nécessité de fixer un seuil ; rejeté.

Article 25 *(revalorisation du plafond institué par l'article 175 code pénal) :* adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 56 de M. Jean-Louis Masson (fourniture des cercueils lorsque les communes n'assurent pas directement le service extérieur des pompes funèbres) ; fourniture de cercueils ne constituant pas une garantie de décence quant à l'organisation des funérailles ; nécessité de l'existence d'un service public des pompes funèbres ; dispositif mis en œuvre par la loi de 1904 : maintien du principe du monopole communal du service extérieur des pompes funèbres ; décisions de la cour de justice européenne (p. 4711) ; rejeté ; amendement n° 57 de M. Jean-Louis Masson (fourniture de tentures extérieures des maisons mortuaires lorsque les communes n'assurent pas directement le service extérieur des pompes funèbres) ; fourniture de tentures n'ayant pas à faire partie du service public extérieur des pompes funèbres ; conditions du travail parlementaire ; dépôt tardif des amendements de M. Jean-Louis Masson : rejeté.

Article 26 *(modification de la législation funéraire) :* législation funéraire de 1904 ; développement des concessions de service public ; modification proposée risquant de légaliser l'action menée par les entreprises privées ; nécessité de mettre un terme à la concurrence en matière de pompes funèbres (p. 4712) ; amendement n° 31 de la commission (détermination des services compétents lorsque la commune du lieu de mise en bière n'est pas celle du domicile du défunt ou du lieu d'inhumation ou de crémation) ; sous-amendement n° 25 de M. Michel Suchod à l'amendement n° 31 de la commission (tendant dans cet amendement après les mots : « toute entreprise de pompes funèbres » à insérer le mot : « agréée ») ; nécessité de reporter de six mois la date d'application de l'article ; sous-amendement n° 25 aboutissant à la création d'une nouvelle catégorie juridique, celle des entreprises de pompes funèbres « agréées » ; champ d'application de l'agrément ; sous-amendement n° 25 : rejeté ; amendement n° 31 : adopté ; amendement n° 58 de M. Jean-Louis Masson (tendant à rédiger ainsi le début du texte proposé pour l'article L. 362-4-1 du code des communes : « lorsque la commune du lieu de mise en bière n'est pas celle du domicile du défunt ou lorsqu'elle n'est pas celle du lieu d'inhumation »...) : devenu sans objet.

- article 26, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 59 de M. Jean-Louis Masson (application des dispositions de l'article 26 de la présente loi dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin) (p. 4713) ; inopportunité de remettre en cause la législation spécifique à l'Alsace et à la Moselle ; nécessité de poursuivre les consultations ; rejeté ; amendement n° 19 de la commission (sanctions pénales applicables aux entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (tendant après l'article 26 à insérer l'article suivant : « dans le 2e alinéa (1er) de l'article L. 391-1 du code des communes après les mots A-L 362-4 sont insérés les mots : « A-L. 362-4-1 ») ; législation applicable en Alsace et en Moselle ; incertitudes sur le droit à appliquer (p. 4714) ; spécificité du droit local en Alsace et en Moselle ; rôle de l'archevêque de Strasbourg ; jurisprudence du Conseil d'Etat ; adopté ; amendement n° 21 de M. Maurice Adevah-Pœuf (situation des établissements publics chargés de la gestion des parcs naturels régionaux) : non soutenu ; amendement n° 24 du Gouvernement (possibilité pour les régies de transports publics de voyageurs constituées sous forme d'établissements publics à caractère industriel et commercial d'acquérir des participations financières dans les entreprises publiques, semi-publiques ou privées exerçant une activité complémentaire ou connexe) ; conditions d'exercice des services privés de transports ; sous-amendement n° 32 de la commission à l'amendement n° 24 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié : adopté (p. 4715) ; amendement n° 36 de M. Joseph Menga (retrait d'une commune d'un syndicat dont elle est membre) ; possibilité pour toute commune représentant plus de 5 p. 100 de la population totale d'un syndicat de communes à vocation multiple ayant plus de dix ans d'existence de se retirer unilatéralement du syndicat si une extension des compétences initialement exercées par ce dernier a été décidée contre son avis) ; sous-amendement oral de M. Michel Sapin à titre personnel à l'amendement n° 36 de M. Joseph Menga (tendant à rédiger ainsi l'avant-dernier alinéa de cet amendement : « cet article est applicable aux décisions d'extension de compétence des syndicats de communes à vocation multiple prises dans un délai de douze mois précédant la publication de la présente loi) : adopté ; amendement n° 36, ainsi modifié : adopté(p. 4716).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4716).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1985] (p. 6596).

Bibliothèques centrales de prêts : *Labarrère (André)* (p. 6599).

Echec de la commission mixte paritaire : *Sapin (Michel)* (p. 6597).

Enseignements supérieurs dispensés dans les écoles de musique et d'arts plastiques : *Labarrère (André)* (p. 6599).

Equilibre entre communes centres et communes périphériques : *Sapin (Michel)* (p. 6597) ; *Labarrère (André)* (p. 6600).

Pompes funèbres (organisation du service des -) : *Labarrère (André)* (p. 6599).

Répartition du fonds national de péréquation : *Frelaut (Dominique)* (p. 6597) ; *Labarrère (André)* (p. 6599).

Taxe sur les véhicules de plus de 16 chevaux (suppression de la -) : *Labarrère (André)* (p. 6598).

Transferts de compétence et de financement dans le domaine scolaire : *Sapin (Michel)* (p. 6596, 6597) ; *Labarrère (André)* (p. 6598, 6600).

Transfert de l'aide sociale aux départements : *Blanc (Jacques)* (p. 6598).

Discussion des articles [21 décembre 1985] (p. 6600).

Article 1er : amendement n° 36 du Gouvernement (produit perçu par l'Etat au titre des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière) (p. 6600) ; risque de charges supplémentaires ; situation dans le territoire de Belfort et des Hauts-de-Seine ; adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 1er.

Article 1er *bis* : rectification d'une erreur matérielle ;

- Article 1er *bis*, ainsi rectifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 2 de la commission (supprimant dans le texte proposé pour l'article 4-1 de la loi du 22 juillet 1983 les mots : « d'un montant égal ») : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (p. 6601) : réforme de la dotation globale de fonctionnement ; fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; modification des critères d'attribution ; fluctuation de l'effort fiscal moyen ; effets de seuil ; amendement n° 3 de la commission (potentiel fiscal par habitant pour les communes de plus de 100 000 habitants) ; sous-amendement n° 47 de M. Dominique Frelaut (substituant dans cet amendement au nombre « 100 000 » le nombre « 200 000 ») ; introduction d'une disposition spécifique pour les communes de 100 000 habitants (p. 6602) ; potentiel fiscal de Paris ; bénéfice d'un potentiel fiscal de référence élevé et limité aux communes de 200 000 habitants et plus ; montant des attributions ; adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 42 de M. Dominique Frelaut (non prise en compte du potentiel fiscal de Paris dans le calcul du potentiel fiscal moyen du groupe des villes de plus de 200 000 habitants) : retiré ; amendement n° 4 de la commission (réduction de l'attribution lorsque l'effort fiscal est inférieur à la moyenne) (p. 6603) ; institution d'un mécanisme de sortie progressive pour les communes cessant de remplir les conditions d'éligibilité au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; adopté ; amendement n° 5 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 43 de M. Dominique Frelaut (suppression de toute attribution à une commune dont la base de taxe professionnelle par habitant est supérieure de 10 p. 100 à la moyenne du groupe démographique) : retiré ; amendement n° 6 de la commission (de conséquence) ; sortie du bénéfice du fonds ; perte de substance dans les bases de la taxe professionnelle ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 40 de M. Dominique Frelaut (précisant que dans l'article 1648 D du code général des impôts les pourcentages 1 p. 100, 0,75 p. 100 et 0,5 p. 100, fixés par les alinéas 1°, 2° et 3° du paragraphe II de cet article sont respectivement portés à 1,25 p. 100, 0,85 p. 100 et 0,55 p. 100) ; dégrèvement de la taxe professionnelle ; accroissement du pourcentage du prélèvement additionnel sur les entreprises situées dans les communes dont le taux de la taxe professionnelle est inférieur à la moyenne de la strate ; charges fiscales réclamées aux entreprises ; rejeté(p. 6604).

Article 8 : transfert des services d'équipement ; organisation de la direction départementale de l'équipement en subdivisions par canton ; risques de conflit entre conseils généraux et représentants du Gouvernement ; cas en Lozère ; amendement n° 7 de la commission (remplaçant au 1er alinéa de l'article 8 de la loi du 7 janvier 1983 précitée les mots : « dans un délai de deux ans » par les mots : « dans un délai de trois ans ») ; transfert des services ; non remise en cause des conventions déjà conclues ; adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 8.

Article 9 : amendement n° 35 du Gouvernement (supprimant le 3e alinéa du texte proposé pour l'article 28 de la loi du 30 juin 1975) ; substitution à la liste limitative des tâches du service d'action sociale une liste indicative ; transfert de compétences en matière d'aide sociale et de santé (p. 6605) ; retiré ; amendement n° 8 de la commission (insérant au début du 3e alinéa du texte proposé pour l'article 28 de la loi du 30 juin 1975 après le mot : « porte » le mot : « notamment ») : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *bis* : amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté ;

- article 11 *bis*, ainsi modifié : supprimé.

Avant l'article 12 : amendement n° 10 de la commission (de conséquence) : adopté.

Article 12 : amendement n° 11 de la commission (précisant qu'un décret détermine le programme d'équipement des bibliothèques centrales de prêts exécuté par l'Etat) (p. 6606) ; transfert des bibliothèques centrales de prêts ; actions des bibliothèques centrales de prêts à l'intérieur du pays rural ; adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 12.

Article 13 : amendement n° 12 de la commission (de conséquence) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 13.

Article 14 : amendement n° 13 de la commission (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 61-2 de la loi du 22 juillet 1983 les mots : « en 1985 ») ; crédits affectés à l'enrichissement et à l'informatisation des bibliothèques ; amendement n° 37 du Gouvernement (substituant à la fin du 2e alinéa du texte proposé pour l'article 61-2 de la loi du 22 juillet 1983 aux mots : « pour l'exercice 1986 » les mots : « pour l'exercice 1987 ») ; intégration des crédits afférents au développement des fonds à l'informatisation des bibliothèques à la coopération entre bibliothèques dans la dotation générale de décentralisation au 1er janvier 1987 (p. 6607) ; amendement n° 13 : retiré ; amendement n° 14 de la commission (supprimant le 2e alinéa du texte proposé pour l'article 61-2 de la loi du 22 juillet 1983) : devenu sans objet ; amendement n° 37 : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 : amendement n° 15 de la commission (précisant que les collectivités locales continuent de bénéficier des concours financiers de l'Etat dans les conditions en vigueur à la date du transfert de compétences) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 15.

Article 16 supprimé par le Sénat : amendement n° 16 de la commission (statut des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique) ; délimitation de l'enseignement supérieur dans les établissements de musique de danse, d'art dramatique ; adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 16 *bis* (p. 6608) : amendement n° 17 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi supprimé.

Article 17 supprimé par le Sénat : amendement n° 18 de la commission (statut des établissements d'enseignement public des arts plastiques) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 17 *bis* supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission (liste des enseignements supérieurs supérieurs visés aux articles 63 et 64 de la présente loi) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 17 *ter* : amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi supprimé.

Article 18 : services des archives départementales ; insuffisance des moyens financiers ; accord du ministère ; octroi des concours financiers de l'Etat dans les conditions en vigueur à la date du transfert de compétences (p. 6609) ;

- article 18 : adopté.

Article 18 *bis* : amendement n° 44 du Gouvernement (de suppression) : adopté ; amendement n° 51 de M. Jacques Blanc : devenu sans objet ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 19 supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission (crédits précédemment inscrits au budget de l'Etat au titre de la construction, de l'équipement et du fonctionnement des bibliothèques municipales) ; dotation particulière réservée à l'action menée dans le domaine du livre ; adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 20 : amendement n° 22 de la commission (supprimant dans la première phrase du 1er alinéa du texte proposé pour l'article 12-1 de la loi du 2 mars 1982 les mots : « ou le retard de mandatement des intérêts moratoires excédant un nombre de jours fixés par ce même décret ») ; problème des dettes des collectivités locales vis-à-vis des entreprises du secteur des travaux publics et du bâtiment ;

différentiel entre le taux d'inflation et le taux d'intérêt ; taux d'intérêt des caisses d'épargne ; pénalisation des communes (p. 6610) ; adopté ;

– article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 : amendement n° 23 de la commission (de conséquence) : adopté ;

– article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 23 *bis* : amendement n° 45 du Gouvernement (supprimant dans le paragraphe II de cet article les mots : « en application des articles L. 133-1 à 133-8 du code des communes ») ; amendement n° 24 de la commission (rédigeant ainsi après le mot « introduites » la fin du paragraphe II de cet article : « antérieurement à la date de publication de la présente loi ») ; modification des juridictions compétentes pour examiner les actions introduites afin de mettre en cause la responsabilité de l'Etat ; transfert des actions en cours (p. 6611) ; amendement n° 45 : retiré ; amendement n° 24 : adopté ;

– article 23 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *bis* : adopté.

Article 26 : amendement n° 25 de la commission (dérogation aux règles du service extérieur des pompes funèbres) ; sous-amendement n° 38 du Gouvernement (supprimant les mots : « jusqu'au lieu d'inhumation ou de crémation ») ; sous-amendement n° 49 du Gouvernement (complétant cet amendement par l'alinéa suivant : « les entreprises privées de pompes funèbres qui participent au service des pompes funèbres sont agréées selon des modalités prévues par décret en Conseil d'Etat ») ; sous-amendement n° 39 du Gouvernement (complétant cet amendement par l'alinéa suivant : « les dispositions du présent article entreront en vigueur le 1er janvier 1987 ») ; transport de corps entre communes ; dispositons sur l'agrément (p. 6612) ; sous-amendement n° 38 et n° 49 : adoptés ; sous-amendement n° 39 : retiré ; amendement n° 25,ainsi modifié : adopté ;

– article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 26 *bis* : amendement n° 46 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Article 29 *bis* : adopté.

Article 30 : amendement n° 26 de la commission (retrait d'un syndicat de communes à vocations multiples) ; sous-amendement n° 50 de M. Jacques Blanc (insérant dans cet amendement après les mots « à vocations multiples » les mots « ou d'un district ») ; opportunité d'ouvrir aux districts la même possibilité que celle ouverte aux communes regroupées dans un syndicat (p. 6613) ; adopté ; amendement n° 26, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 27 de la commission (substituant à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 163-17-2 du code des communes aux mots « réalisées avant son retrait » les mots « dont elle bénéficie ») : adopté ; amendement n° 28 de la commission (décision d'extension des compétences des syndicats de communes à vocations multiples) : adopté ;

– article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 : amendement n° 41 du Gouvernement (supprimant la dernière phrase du troisième alinéa du paragraphe I du texte proposé pour l'article 23 de la loi du 22 juillet 1983) ; avis du comité des finances locales ; risques de litiges et contestations entre les collectivités (p. 6614) ; retiré ; amendement du Gouvernement (insérant dans la dernière phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 23 de la loi du 22 juillet 1983 après les mots « un décret en Conseil d'Etat détermine » les mots « en tant que de besoin ») : adopté ; amendement n° 29 de la commission (détermination par décret en Conseil d'Etat des cas dans lesquels une commune est tenue de participer financièrement à la scolarisation d'enfants résidant sous son territoire) ; sous-amendement n° 48 de M. Alain Richard (insérant après les mots « aux obligations professionnelles des parents » les mots « , de l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ») ; transferts de compétences dans le domaine scolaire ; notion de « raisons médicales » ; capacité d'accueil des établissements situés dans la commune de résidence ; droit des parents à faire scolariser leurs enfants à l'extérieur de la commune de résidence malgré un avis défavorable du maire ; situation dans le département des Hauts-de-Seine ; transformation de certaines écoles en « ghettos » socio-culturels (p. 6615) ; adopté ; amendement n° 29, ainsi modifié : adopté ; problème médical contrôlé par le médecin scolaire ; amendement n° 30 de la commission (participation d'une commune aux charges des écoles publiques situées hors de son territoire) ; amendement n° 31 de la commission (charges pesant sur les communes de résidence pour l'ensemble des élèves scolarisés dans la commune d'accueil) ; rupture de l'équilibre entre commune-centre et commune-périphérique par le Sénat ; participation des communes de résidence aux charges de scolarisation des enfants dans la commune d'accueil : adoptés ; amendement n° 32 de la commission (précisant que les articles 15 à 15-3 de l'article 23 de la présente loi ne sont pas applicables aux classes sous contrat d'association des établissements d'enseignement privé) ; non-alignement des classes sous contrat d'association des établissements privés sur les établissements publics ; discrimination entre l'enseignement public et l'enseignement privé : adopté (p. 6616) ;

– article 31, ainsi modifié : adopté.

Article 32 : adopté.

Article 33 : amendement n° 33 de la commission (de suppression) ; réglementation relative aux licences de débits de boissons ; adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Article 34 : amendement n° 34 de la commission (de suppression) ; remise en cause de la législation relative aux adjoints de mairie ; cas d'empêchement ou d'absence ; remise en cause du principe même de l'ordre du tableau des adjoints (p. 6617) : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Article 35 : adopté.

Article 36 : adopté.

Seconde délibération.

Article 30 : amendement n° 1 du Gouvernement (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 163-17-2 du code des communes les mots : « ou d'un district) » ; amendement n° 2 du Gouvernement (précisant que les dispositions de l'article L. 163-17-2 du code des communes sont applicables aux districts) : adoptés :

– article 30, ainsi modifié : adopté (p. 6618).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6618).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [22 décembre 1985] (p. 6653) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Rouquette (Roger)* (p. 6653).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6656) ;

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6656).

24. – Projet de loi n° 3025 adaptant la législation sanitaire et sociale aux **transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 31 octobre 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement. – Urgence déclarée le 8 novembre 1985. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Michel Belorgey (7 novembre 1985). – Rapport n° **3092** (20 novembre 1985). – Discussion le 25 novembre 1985. – Adoption le 25 novembre 1985. – Projet de loi n° **913.**

Sénat (première lecture), n° **109** (1985-1986), dépôt le 26 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Charles Descours. - Rapport n° **215** (1985-1986) (13 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **79** (1985-1986).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1985] (p. 14911). - Bureau [*J.O.* du 20 décembre 1985] (p. 14912). - *Assemblée nationale :* rapporteur : M. Jean-Michel Belorgey. - Rapport n° **3271** (19 décembre 1985). - *Sénat :* rapporteur : M. Charles Descours. - Rapport n° **253** (1985-1986) (19 décembre 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3231**, dépôt le 19 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Michel Belorgey. - Rapport n° **3279** (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **990**.

Sénat (deuxième lecture), n° **274** (1985-1986), dépôt le 21 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean Chérioux. - Rapport n° **283** (1985-1986) (22 décembre 1985). - Discussion le 22 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 22 décembre 1985. - Projet de loi n° **110** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3320**, dépôt le 22 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Michel Belorgey. - Rapport n° **3323** (22 décembre 1985). - Discussion le 22 décembre 1985. - Adoption définitive le 22 décembre 1985. - Projet de loi n° **1011**.

Loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 publiée au *J.O.* du 8 janvier 1986 (p. 372).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [25 novembre 1985] (p. 4777, 4796) :

Aide à domicile : *Jacquaint (Muguette) (p. 4790) ; Peuziat (Jean)* (p. 4797) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4800).

Aide sociale (droit à l' -) : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4778, 4781) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 4783, 4785).

Aide sociale à l'enfance : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4782).

Allocation de logement aux personnes âgées : *Franceschi (Joseph)* (p. 4800).

Alsace-Lorraine (application du texte en -) : *Metzinger (Charles)* (p. 4799) ; Franceschi (Joseph) (p. 4800).

Centres communaux d'action sociale : *Franceschi (Joseph)* (p. 4786) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4488, 4789).

Collectivités locales (difficultés financières) : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4780) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4789) ; *Peuziat (Jean)* (p. 4796) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4800).

Conseil départemental du développement social : *Dufoix (Georgina)* (p. 4784) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4786) ; *Peuziat (Jean)* (p. 4797) ; *Frachon (Martine)* (p. 4797).

Conventions collectives du secteur social : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4780) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4789) ; *Peuziat (Jean)* (p. 4796, 4797).

Coordination des actions d'aide sociale : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4777, 4781) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4788).

Décentralisation (principe de -) : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4778, 4779) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 4784) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4787) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4789) ; *Peuziat (Jean)* (p. 4796) ; *Frachon (Martine)* (p. 4797).

Décompte des alinéas et paragraphes : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4783).

Domicile de secours (acquisition du -) : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4781) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4788) ; *Frachon (Martine)* (p. 4798).

Handicapés : *Blanc (Jacques)* (p. 4787, 4788) ; *Frachon (Martine)* (p. 4798).

Juge (contrôle du -) : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4778).

Maîtrise des dépenses : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4779, 4781) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 4785) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4788) ; *Metzinger (Charles)* (p. 4798, 4799).

Minimum garanti : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4781).

Personnes âgées (accueil des - et notamment réforme des hospices) : *Franceschi (Joseph)* (p. 4786, 4799, 4800) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4887).

Planification sociale et sanitaire : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4778).

Pouvoirs de police (transfert au président du conseil général de certains -) : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4781, 4782).

Prestations facultatives (accès aux -) : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4781).

Schéma départemental des équipements : *Franceschi (Joseph)* (p. 4786) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4788).

Solidarité nationale : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4778, 4779) ; *Metzinger (Charles)* (p. 4798).

Tarification (autorité compétente en matière de -) : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 4782, 4783).

Travaux préparatoires (concertation lors des -) : *Dufoix (Georgina)* (p. 4783) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4786, 4799).

Discussion des articles [25 novembre 1985] (p. 4800, 4837) :

Titre Ier : *dispositions relatives aux institutions sociales et médico-sociales.*

Chapitre Ier *(dispositions modifiant la loi n° 75-535 du 30 juin 1975) :* amendement n° 178 de Mme Muguette Jacquaint (précisant les organismes qui seront consultés avant l'adoption du schéma départemental ou du règlement départemental d'aide sociale) ; création d'un conseil départemental du développement social (p. 4800) ; amendement n° 4 de la commission (création dans chaque département d'un conseil du développement social) ; concertation entre les principaux partenaires ; amendement n° 178 : rejeté ; amendement n° 4 : adopté après rectification (p. 4801).

Article 1er *(schéma départemental des établissements et services sociaux et médico-sociaux) :* amendement n° 5 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (contenu du schéma départemental) ; amendement n° 179 de Mme Muguette Jacquaint (objet du schéma départemental) ; amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 179 devenu sans objet ; amendement n° 7 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 4802) ; amendement n° 180 de Mme Muguette Jacquaint (référence aux prestations prises en charge par une caisse d'allocations familiales ou d'assurance vieillesse) ; procédure d'approbation conjointe ; motivation des caisses à s'investir dans des actions locales : adopté ; amendement n° 8 de la commission (référence aux établissements et services accueillant des handicapés adultes) ; établissements pour handicapés adultes relevant de la compétence de l'État et établissements relevant du département ; phénomène de « connexité » ou de « substituabilité » des interventions de compétence étatique et départementale (p. 4803) ; création des M.A.S. lors du vote de la loi en faveur des personnes handicapées : adopté ; amendement n° 181 de Mme Muguette Jacquaint (actualisation annuelle du schéma départemental) (p. 4804) : rejeté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(procédure de coordination des établissements et services sociaux et médico-sociaux) :* amendement n° 153 de M. Jean-Michel Bélorgey (ajustement des décomptes de paragraphes) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (notion d'extension importante) ; procédure de coordination : adopté ; amendement n° 10 de la commission (remise en ordre des alinéas) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (même objet) : adopté (p. 4805) ; amendement n° 12 de la commission (procédure applicable aux services de soins infirmiers à domicile et aux services d'action éducative en milieu ouvert) ; préoccupation du Parlement de ne pas subdéléguer ou déléguer la compétence au pouvoir réglementaire ; procédure de coordination et d'autorisation

de création ; amendement n° 164 du Gouvernement (référence aux services médico-sociaux intervenant dans le domaine du maintien à domicile ou de l'action éducative) ; assimilation de services de soins infirmiers à domicile à des établissements ; pluralisme dans le système de distribution des soins médicaux ou paramédicaux ; soins infirmiers à domicile (p. 4806) ; amendement n° 12 : rejeté ; amendement n° 164 : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(commission nationale et commissions régionales des équipements sanitaires et sociaux) :* amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(de coordination) :* adopté.

Article 5 *(régime d'autorisation des établissements et services privés) :* amendement n° 15 de la commission (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) : retiré (p. 4807) ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(conditions d'octroi de l'autorisation de création) :* amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) ; maîtrise de la dérive des dépenses sociales ; autorisation de planification et habilitation en matière financière ; pouvoir d'appréciation reconnu à l'autorité publique délivrant une autorisation de création ; contrôle du juge : adopté ; amendement n° 18 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(effets des autorisations de création)* (p. 4808) : adopté.

Article 8 *(régime juridique du refus d'autorisation ou d'habilitation) : article 11-1 de la loi du 30 juin 1975 :* (régime juridique du refus d'autorisation ou d'habilitation) : amendement n° 19 de la commission (hypothèse où les coûts de fonctionnement sont manifestement hors de proportion avec le service rendu) ; notion de « dépenses excessives » et de « coût exagéré » : adopté (p. 4809) ; *article 11-2 de la loi du 30 juin 1975* (contenu de l'habilitation) : amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (référence aux critères d'évaluation des actions conduites) ; rigueur financière et sociale : adopté ; amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (référence aux modalités de conciliation en cas de divergence sur l'interprétation des dispositions conventionnelles) ; nécessité de permettre aux co-contractants de se mettre d'accord sur des procédés de règlement des conflits : adopté ; *article 11-3 de la loi du 30 juin 1975* (régime juridique du retrait de l'habilitation) : amendement n° 24 de la commission (supprimant le 3e alinéa du texte proposé pour l'article 11-3 de la loi du 30 juin 1975) ; conditions dans lesquelles l'habilitation peut être retirée à ceux qui la détiennent : adopté ; amendement n° 25 de la commission (référence à une disposition substantielle) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (d'harmonisation) : adopté (p. 4810) ; amendement n° 182 de Mme Muguette Jacquaint (supprimant le 6e alinéa du texte proposé pour l'article 11-3 de la loi du 30 juin 1975) ; absence de définition claire de la notion de « charges excessives » ; opposabilité des conventions collectives nationales aux décisions du président du conseil général pour les établissements financés par l'Etat : retiré ; amendement n° 27 de la commission (référence au sens des dispositions de l'article 11-1) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (avis de la commission régionale ou nationale) ; amendement n° 165 du Gouvernement (même objet) (p. 4811) : adoptés ; amendement n° 183 de Mme Muguette Jacquaint (avis du représentant de l'Etat) : rejeté ; amendement n° 29 de la commission (retrait de l'habilitation) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (prise en compte des conséquences financières de la fermeture de l'établissement dans la fixation des moyens alloués à l'établissement ou au service) ; établissement des prix de journée : adopté ; amendement n° 31 de la commission (de conséquence) : adopté :

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(pouvoir de fermeture des établissements et services privés)* (p. 4812) : amendement n° 32 de la commission (décompte des alinéas) : adopté ; critère de l'évolution des besoins ; amendement n° 154 de M. Jean-Michel Bélorgey (référence à l'autorité compétente pour autoriser la transformation ou l'extension) ; protection judiciaire de la jeunesse ; amendement n° 184 de Mme Muguette Jacquaint (compétence du président du conseil général avisant le représentant de l'Etat en cas de changement lorsqu'il s'agit d'un établissement ou service à qui l'autorité judiciaire confie des mineurs) ; amendement n° 154 : adopté ; amendement n° 184 : satisfait ; amendement n° 33 de la commission (supprimant les mots « ou s'il s'agit d'un établissement ou d'un service relevant de la compétence du département le président du conseil général » dans le 4e alinéa de cet article) ; pouvoirs de police (p. 4813) ; pouvoir de fermeture des établissements ; adopté ; amendement n° 34 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(agrément des conventions collectives de travail) :* caractère obligatoire ou non des conventions collectives (p. 4814) ; amendement n° 185 de Mme Muguette Jacquaint (précisant que les salariés des établissements ou services à caractère sanitaire et social bénéficient d'une convention collective) ; cas des établissements financés exclusivement par un ou plusieurs départements ; mode de récupération des conditions de travail ; procédure d'extension de la convention collective ; rejeté ; amendement n° 35 de la commission (référence aux personnes morales de droit public) ; agrément local ; champ conventionnel des conventions collectives nationales ; opposabilité des accords et conventions agréées (p. 4815) ; adopté ; amendement n° 36 de la commission (précisant que ces convention ou accords s'imposent aux autorités compétentes pour fixer la tarification) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(établissements et services de statut public) :* amendement n° 39 de la commission (référence aux organismes de sécurité sociale) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4816) ; amendement n° 41 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 42 de la commission (de conséquence) ; possibilité pour le représentant de l'Etat d'exercer les attributions dévolues à l'organe exécutif de la collectivité territoriale : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(de coordination) :* adopté.

Article 13 *(tutelle des établissements publics) :* amendement n° 166 du gouvernement (d'harmonisation) : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(suppression de la tutelle de l'Etat sur les établissements publics locaux) :* amendement n° 45 de la commission (décompte des alinéas) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *(transformation des hospices) :* adopté.

Article 16 *(administration des établissements publics d'aide sociale à l'enfance)* (p. 4817) : amendement n° 167 du Gouvernement (référence aux établissements non personnalisés) ; amendement n° 168 du Gouvernement (administration de ces établissements par un conseil d'administration) ; établissements d'aide sociale à l'enfance : adoptés ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(modalités de la tarification sociale) :* adopté.

Article 18 *(contrôle des décisions financières des établissements des services) :* amendement n° 44 de la commission (de conséquence) ; amendement n° 186 de Mme Muguette Jacquaint (même objet) ; critère de charges excessives ; référence aux évolutions économiques générales corrigées par les préoccupations et les politiques locales (p. 4818) ; augmentation des prix de journée ; amendement n° 44 : adopté ; amendement n° 186 : devenu sans objet ;

– article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *(absences temporaires des pensionnaires des établissements sociaux) :* possibilité pour les personnes âgées de s'absenter ; amendement n° 45 de la commission (absences occasionnelles ou périodiques) : adopté ;
– article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 *(champ d'application de la dotation globale de financement) :* amendement n° 46 de la commission (référence à l'article 27) (p. 4819) : adopté ;
– article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *(de coordination) :* adopté.

Article 22 *(établissements et services de formation des travailleurs sociaux) :* amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 187 de Mme Muguette Jacquaint (prise en considération des besoins exprimés par la commission nationale et le conseil départemental du développement social) : rejeté ; amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
– article 22, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II *(dispositions modifiant la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970).*

Article 23 *(modalités de la tarification dans les centres et unités de long séjour)* (p. 4820) ; amendement n° 169 du Gouvernement (de correction) : adopté ;
– article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *(de coordination) :* adopté.

Article 25 *(de coordination) :* adopté.

Chapitre III *(dispositions modifiant le code de la sécurité sociale) :* **avant l'article 26 :** amendement n° 49 de la commission (insérant la référence L. 276-1 dans l'article L. 275 du code de la sécurité sociale) ; homologation des tarifications : adopté.

Article 26 *(modalités de tarification des prestations fournies par les établissements pour handicapés et prises en charge par l'assurance maladie) :* amendement n° 50 de la commission (de conséquence) : adopté ;
– article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 *(allocations familiales versées à raison d'un enfant confié au service de l'aide sociale à l'enfance) :* amendement n° 196 du Gouvernement (précisant que lorsqu'un enfant est confié à l'aide sociale les allocations familiales continuent d'être évaluées en tenant compte des enfants présents au foyer et du ou des enfants confiés à l'aide sociale) (p. 4821) : adopté ;
– article 27, ainsi modifié : adopté.

Titre II *(dispositions relatives à l'aide sociale).*

Chapitre Ier *(dispositions modifiant le titre du code de la famille et de l'aide sociale) :* **avant l'article 28 ;** amendement n° 52 de la commission (référence au titre II) : adopté.

Article 28 *(modification de l'intitulé du titre II du code de la famille et de l'aide sociale) :* adopté.

Article 29 *(missions et prestations du service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 4822) : article 40 du code de la famille et de l'aide sociale :* (missions du service de l'aide sociale à l'enfance) : amendement n° 53 de la commission (référence à l'équilibre des familles) : adopté ; amendement n° 54 de la commission (organisation dans les lieux où se manifestent les risques d'inadaptation sociale, d'actions collectives visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes ou des familles) : adopté ; amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 42 du code de la famille et de l'aide sociale :* (conditions d'attribution de l'aide à domicile) ; amendement n° 188 de Mme Muguette Jacquaint (rédactionnel) (p. 4823) ; problème de l'octroi de l'aide à domicile lorsque l'intérêt de l'enfant est en cause ; adopté ; amendement n° 197 du Gouvernement (octroi de l'aide à domicile aux femmes enceintes confrontées à des difficultés médicales, sociales ou financières) : adopté ; *article 43 du code de la famille et de l'aide sociale :* (contenu de l'aide à domicile) ; amendement n° 58 de la commission (contenu de l'aide à domicile) : adopté ; *article 44 du code de la famille et de l'aide sociale :* (régime des secours et allocations mensuelles) : amendement n° 59 de la commission (référence à la personne chargée de suivre temporairement l'enfant) : adopté (p. 4824) ; *article 45 du code de la famille et de l'aide sociale :* (prévention de l'inadaptation sociale de l'enfance et de la jeunesse) : amendement n° 60 de la commission : (actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles) : adopté ; *article 46 du code de la famille et de l'aide sociale :* (entretien et hébergement des mineurs et des mères isolées avec leurs enfants) : amendement n° 61 de la commission (insérant les références 377, 377-1 dans le 4e alinéa du texte proposé pour l'article 46 du code de la famille et de l'aide sociale) ; prise en charge effectuée par le service de l'aide sociale à l'enfance sur décision du président du conseil général du département d'origine de la mère et de son enfant ; adopté ; amendement n° 62 de la commission (de précision) : adopté ; *article 47 du code de la famille et de l'aide sociale :* (frais d'hébergement et d'accouchement des femmes ayant demandé le secret) : amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 65 de la commission (acte de naissance) (p. 4825) ; cas de l'apparition du véritable état civil de l'enfant postérieurement à sa naissance : adopté ;
– article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 *(de coordination) :* adopté.

Après l'article 30 : amendement n° 66 de la commission (de clarification) : adopté.

Article 31 *(intitulé du chapitre II du titre II du code de la famille et de l'aide sociale) :* adopté.

Article 32 *(article 77 du code de la famille et de l'aide sociale ; organisation du service chargé de l'aide sociale à l'enfance) :* adopté.

Article 33 *(d'harmonisation) :* amendement n° 67 de la commission (de simplification) ; loi de juillet 1983 prévoyant les règles applicables à la communication des informations nominatives à caractère sanitaire et social ; adopté.
– article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 *(intitulé du chapitre IV du titre II du code de la famille et de l'aide sociale) :* amendement n° 68 de la commission (de suppression) : adopté.
– en conséquence cet article est supprimé.

Article 35 *(dispositions financières)* (p. 4826) ; *article 83 du code de la famille et de l'aide sociale :* (obligation alimentaire) : amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 84 du code de la famille et de l'aide sociale :* (contribution financière des bénéficiaires) : amendement n° 70 de la commission ; fixation d'un plafond à la participation des bénéficiaires d'une prestation en nature de l'aide sociale à l'enfance ; nécessité que la décentralisation ne débouche pas sur un éclatement excessif du droit social ; souveraineté des élus locaux ; adopté ; *article 85 du code de la famille et de l'aide sociale :* (dépenses résultant de décisions judiciaires et mises à la charge du département) : amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) (p. 4827) ; adopté ; amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) ; définition de la décision de placement d'un juge comme une décision de prescription créant une obligation de prise en charge pour le financeur ; adopté ; amendement n° 73 de la commission (de clarification) : adopté ; amendement n° 170 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté après modification ; amendement n° 74 de la commission (de précision) : devenu sans objet ; amendement n° 75 de la commission (délégation d'autorité parentale en application des articles 377 et 377-1 du code civil) : devenu sans objet ; amendement n° 171 du Gouvernement (même objet) ; étendue de la responsabilité financière du département en ce qui concerne la prise en charge des dépenses d'aide sociale à l'enfance ; inapplication des mécaniques

traditionnelles du domicile de secours en matière d'aide sociale à l'enfance ; adopté (p. 4828) ; amendement n° 76 de la commission (référence aux personnes physiques) : adopté ; *article 86 du code de la famille et de l'aide sociale :* (détermination du domicile de secours pour les prestations d'aide sociale à l'enfance) ; amendement n° 172 du Gouvernemnt (rédactionnel) ; amendement n° 77 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 192 de M. Jean-Michel Bélorgey (référence aux articles 42 et 46) ; prise en charge par le département qui a prononcé l'admission, de toutes les prestations servies au titre de l'aide sociale à l'enfance ; sous-amendement n° 192 : adopté ; amendement n° 77 : rejeté ; amendement n° 172 : adopté ; amendement n° 155 de M. Jean-Michel Bélorgey (de précision) : adopté ; amendement n° 78 de la commission (de précision) (p. 4829) : adopté ;

- article 35, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 35 : amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 36 *(surveillance des mineurs placés hors du domicile parental) :* amendement n° 80 de la commission (référence au représentant de l'Etat dans le département) ; pouvoirs de police du représentant de l'Etat ; surveillance des mineurs hors du domicile parental : rejeté ;

- article 36 : adopté.

Article 37 *(autorisation des personnes privées hébergeant des mineurs) ;* amendement n° 81 de la commission (de conséquence) : rejeté (p. 4830) ; amendement n° 82 de la commission (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 83 de la commission (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 84 de la commission (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 85 de la commission (de conséquence) : rejeté ;

- article 37 : adopté.

Article 38 *(contrôle des établissements hébergeant des mineurs) : article 97 du code de la famille et de l'aide sociale* (fermeture des établissements privés hébergeant des mineurs) ; amendement n° 198 du Gouvernement (rôle du représentant de l'Etat dans le département) ; amendement n° 86 de la commission (référence au représentant de l'Etat dans le département) ; pouvoirs de police en matière de fermeture des établissements ; amendement n° 198 : adopté ; amendement n° 86 : devenu sans objet ; amendement n° 87 de la commission (de conséquence) : adopté ; (p. 4831) ; amendement n° 156 de M. Jean-Michel Bélorgey (supprimant le 4e alinéa du texte proposé pour l'article 97 du code de la famille et de l'aide sociale) : adopté ; amendement n° 161 de M. Jean-Michel Bélorgey (référence au président du conseil général) : adopté ; *article 98 du code de la famille et de l'aide sociale :* (fermeture des établissements publics hébergeant des mineurs) ; amendement n° 89 de la commission (référence au représentant de l'Etat dans le département) : adopté ;

- article 38, ainsi modifié : adopté.

Article 39 *(de coordination) :* adopté.

Article 40 *(autorisation des intermédiaires de placement en vue d'adoptation de mineurs) :* amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 91 de la commission (indiquant que les bénéficiaires de l'autorisation doivent obtenir une habilitation du ministre compétent pour exercer leur activité au profit de mineurs étrangers) ; rôle du Gouvernement en cas d'adoption ou de placement de mineurs étrangers : adopté ;

- article 40, ainsi modifié : adopté (p. 4832).

Après l'article 40 : amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 41 *(de coordination) :* amendement n° 93 de la commission (de rectification) : adopté ;

- article 41, ainsi modifié : adopté.

Article 42 *(contenu du contrat de placement passé avec une assistante maternelle) :* adopté.

Article 43 *(contrôle des assistantes maternelles) :* adopté,

Chapitre II *(dispositions relatives à la protection judiciaire de la jeunesse).*

Avant l'article 44 : amendement n° 189 de Mme Huguette Jacquaint : personnes qui concourent à la protection judiciaire de la jeunesse ; amendement n° 157 de M. Jean-Michel Bélorgey (même objet) (p. 4837) ; amendement n° 189 : adopté après rectification ; amendement n° 157 : devenu sans objet.

Article 44 *(habilitation des personnes concourant à la protection judiciaire de la jeunesse) :* amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 44, ainsi modifié : adopté.

Article 45 *(convention définissant les objectifs de la protection judiciaire de la jeunesse dans le département) :* adopté.

Article 46 *(contrôle des personnes concourant à la protection judiciaire de la jeunesse):* amendement n° 95 de la commission (rédactionel) : adopté ; amendement n° 158 de M. Jean-Michel Bélorgey (de clarification) : adopté ;

- article 46, ainsi modifié : adopté.

Article 47 *(durée des mesures d'assistance éducatives ordonnées par le juge) :* amendement n° 96 de la commission (placement en établissement) : adopté ;

- article 47, ainsi modifié : adopté (p. 4838).

Chapitre III *(dispositions modifiant le titre III du code de la famille et de l'aide sociale).*

Article 48 *(procédure d'attribution) ; avant l'article 124-1 du code de la famille et de l'aide sociale :* amendement n° 97 de la commission (critères permettant aux autorités d'admission à l'aide sociale de statuer sur les demandes) : adopté ; *article 124-1 du code de la famille et de l'aide sociale* (autorités compétentes pour attribuer les prestations d'aide sociale) : amendement n° 98 de la commission (référence aux prestations relatives à la lutte contre la tuberculose) : adopté ; amendement n° 99 de la commission (référence à la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975) : adopté ; amendement n° 100 de la commission (insérant la référence 156 dans la première phrase du texte proposé pour l'article 124-1 du code de la famille et de l'aide sociale après le mot « article ») ; attribution par le commissaire de la République des allocations d'aide aux familles dont le soutien accomplit son service militaire ; adopté ; amendement n° 101 de la commission (possibilité de recours devant les commissions contre les décisions du président du conseil général et du représentant de l'Etat dans le département) : adopté. (p. 4839).

- article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 *(commissions d'aide sociale) ; article 126 du code de la famille et de l'aide sociale :* (commission d'admission à l'aide sociale) : amendement n° 102 de la commission (référence au canton comportant la commune où la demande a été déposée) ; sous-amendement n° 159 de M. Jean-Michel Bélorgey (cas où le dossier est transmis dans les conditions prévues à l'article 194) ; sous-amendement n° 173 du Gouvernement (référence au canton demandeur) ; nécessité d'éviter au demandeur d'aide sociale de chercher la commission compétente (p. 4840) ; absence de liaison entre la demande d'aide sociale et le domicile de secours ; sous-amendement nos 173 et 159 ; adoptés ; amendement n° 102 ainsi modifié : adopté : amendement n° 103 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 104 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 105 de la commission (supprimant la référence au régime général) : adopté ; amendement n° 106 de la commission (précisant que le demandeur est entendu lorsqu'il le souhaite) ; sous-amendement n° 174 du Gouvernement (indiquant que le demandeur est entendu lorsqu'il le souhaite sur décision du président de la commission) ; procédure contradictoire ; sous-amendement n° 174 : adopté ; amendement n° 106 ainsi modifié : adopté ; *article 128 du code de la famille et de l'aide sociale :* (commission départementale de l'aide sociale) : amendement n° 107 de la commission (recours devant la commission départementale

contre les décisions des commissions d'admission) ; sous-amendement n° 193 du gouvernement (insérant les mots « mentionnés au 2e alinéa de l'article 124-1 » après les mots « département ») (p. 4841) ; précision des compétences territoriales des différents échelons des commissions d'aide sociale ; régulation juridique des décisions facultatives ; sous-amendement n° 193 : adopté ; amendement n° 107 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 108 de la commission (modalités de désignation d'un rapporteur devant les commissions d'aide sociale) : adopté ; amendement n° 109 de la commission (précisant que le demandeur est entendu lorsqu'il le souhaite) ; sous-amendement n° 175 du gouvernement (précisant que le demandeur est entendu lorsqu'il le souhaite sur décision du président de la commission) ; sous-amendement n° 175 : retiré ; amendement n° 109 : adopté ; *article 129 du code de la famille et de l'aide sociale :* (commission centrale d'aide sociale) : amendement n° 110 de la commission (possibilité d'appel contre les décisions des commissions départementales) : adopté ; amendement n° 111 de la commission (référence aux personnes particulièrement qualifiées en matière d'aide ou d'action sociale) (p. 4842) : adopté ; amendement n° 112 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 113 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; sous-amendement n° 176 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté ; sous-amendement n° 176 : retiré ; amendement n° 113 : adopté.

– article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50 *(saisine des commissions départementales et de la commission centrale d'aide sociale) :* amendement n° 114 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 115 de la commission (de conséquence) : adopté.

– article 50, ainsi modifié : adopté.

Article 51 *(centres communaux d'aide sociale, conseil d'administration du centre communal d'action sociale) :* (p. 4843) ; *article 137 du code de la famille et de l'aide sociale :* (rôle des centres communaux d'action sociale) : amendement n° 116 de la commission (précisant que le centre communal d'action sociale anime une action générale de prévention) ; climat de collaboration entre les municipalités et les associations ; adopté ; amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 118 de la commission (précisant que le centre communal d'action sociale transmet les demandes dont l'instruction incombe à une autre autorité) : adopté ; *article 138 du code de la famille et de l'aide sociale :* (administration des centres communaux d'action sociale) : amendement n° 119 de la commission (précisant que le conseil d'administration lorsqu'il est constitué élit en son sein un vice-président) : adopté ; amendement n° 120 de la commission (représentation proportionnelle) (p. 4844) ; droit des minorités dans les instances délibérantes ; nécessité d'assurer une représentation équilibrée au sein des centres communaux d'action sociale ; adopté ; amendement n° 121 de la commission (rédactionnel) : adopté.

– article 51, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 51 : amendement n° 122 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 52 *(harmonisation rédactionnelle) :* amendement n° 123 de la commission (référence aux conseils d'administration des centres communaux d'action sociale) (p. 4845) ; adopté.

– article 52, ainsi modifié : adopté.

Article 53 *(régime applicable aux décisions des centres communaux d'action sociale) :* adopté.

Article 54 *(perception des revenus des personnes admises dans les établissements sociaux et médico-sociaux au titre de l'aide sociale aux personnes âgées) :* amendement n° 124 de la commission (montant de l'allocation de logement à caractère social) ; gestion par les établissements sociaux et médico-sociaux des ressources des personnes hébergées ; respect de la dignité des personnes âgées ; adopté.

– article 54, ainsi modifié : adopté.

Article 55 *(avances sur recettes d'aide sociale) :* amendement n° 125 de la commission (référence aux recettes attendues au titre de l'aide sociale) : adopté.

– article 55, ainsi modifié : adopté.

Article 56 *(aide sociale en matière d'hébergement et de réadaptation sociale) ; :* amendement n° 126 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 4846) ; amendement n° 127 de la commission (de cohérence) :adopté.

– article 56, ainsi modifié : adopté.

Chapitre IV *(dispositions modifiant le titre IV du code de la famille et de l'aide sociale).*

Article 57 *(domicile de secours) ;* problèmes posés depuis les lois de décentralisation ; problème de la répartition des charges ; notion de domicile de secours (p. 4847) ; *article 192 du code de la famille et de l'aide sociale :* (principe de répartition des charges) : amendement n° 128 de la commission (précisant que les dépenses d'aide sociale sont à la charge du département dans lequel les bénéficiaires ont leur domicile de secours) : adopté après rectification ; *article 193 du code de la famille et de l'aide sociale :* (mode d'acquisition du domicile de secours) : amendement n° 152 de M. Jacques Blanc (conditions d'acquisition du domicile de secours) ; liberté de choix des personnes handicapées ; adopté ; amendement n° 129 de la commission ; sous-amendement n° 195 de M. Jacques Blanc : devenu sans objet ; amendement n° 130 de la commission et sous-amendement n° 194 de M. Jacques Blanc : devenus sans objet ; amendement n° 1 de M. Jacques Blanc (précisant que le séjour dans un établissement pour handicapés ou personnes âgées n'a pas d'effet sur le domicile de secours) : devenu sans objet (p. 4848) ; amendement n° 2 de M. Jacques Blanc (précisant que la mise sous tutelle est sans effet sur le domicile de secours) ; cas des incapables majeurs ; cas des enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance et des enfants hors aide sociale à l'enfance et sujets à tutelle ; liaison entre la mise sous tutelle et le domicile de secours tant qu'il n'y a pas de placement en établissement ; retiré ; amendement n° 199 de M. Jean-Michel Bélorgey (tutelle confiée en application de l'article 390 du code civil) (p. 4849) ; adopté ; *article 194 du code de la famille et de l'aide sociale :* (perte du domicile de secours) : amendement n° 3 de M. Jacques Blanc (précisant que l'admission dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées ou handicapées est sans effet sur la perte du domicile de secours) : retiré ; amendement n° 163 de M. Jacques Blanc (séjour dans un établissement sanitaire ou social) : adopté ; amendement n° 131 de la commission (compétence du président du conseil général pour transmettre le dossier au président du conseil général du département concerné) ; procédure de référé devant le tribunal administratif ; adopté ; amendement n° 132 de la commission (compétence du président du conseil général pour prendre ou faire prendre la décision lorsque la situation du demandeur exige une décision immédiate) : adopté.

– Article 57, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 57 : amendement n° 133 de la commission (compétence de la section du conseil supérieur de l'aide sociale pour statuer en matière contentieuse sur les recours contre les arrêtés fixant la dotation globale) (p. 4850) ; articulation avec les autres tarifications publiques ; adopté ; amendement n° 134 de la commission (précisant que les recours mentionnés à l'article L. 201 sont portés en premier ressort devant la commission régionale de la tarification sanitaire et sociale) ; sous-amendement n° 177 du Gouvernement (précisant qu'un décret en Conseil d'Etat pourra prévoir un régime expérimental dans une ou plusieurs régions) ; engorgement du conseil supérieur de l'aide sociale ; sous-amendement n° 177 : adopté ; amendement n° 134 ainsi modifié : adopté (p. 4851).

Chapitre V : *dispositions modifiant le titre V du code de la famille et de l'aide sociale.*

Article 58 *(contrôle de certains établissements autres que ceux visés à la loi de 1975 sur les institutions sociales et médico-sociales par le représentant de l'Etat dans le département) :* amendement n° 160 de M. Jean-Michel Bélorgey (supprimant l'article 58) : adopté ; amendement n° 135 de la commission : devenu sans objet ; en conséquence l'article 58 est supprimé.

Titre III : *dispositions relatives à la santé publique.*

Avant l'article 59 : amendement n° 136 de la commission (de précision) : adopté.

Article 59 *(réglementation sanitaire) :* amendement n° 137 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 59, ainsi modifié : adopté.

Article 60 *(services communaux d'hygiène et de santé) :* amendement n° 138 de la commission (référence au service communal d'hygiène et de santé et aux services communaux d'hygiène et de santé) : adopté ;

- article 60, ainsi modifié : adopté.

Article 61 *(mesures d'application) :* adopté (p. 4852).

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 62 *(application de l'article L. 519 du code de la sécurité sociale aux départements d'outre-mer) :* adopté.

Après l'article 62 : amendement n° 190 de M. Adrien Zeller (situation des personnes handicapées après soixante ou soixante-cinq ans et situation des personnes handicapées de longue date) : retiré ; amendement n° 191 de M. Adrien Zeller (cas où le handicap a été constaté avant soixante-cinq ans) : retiré.

Article 63 *(réexamen des mesures d'assistance éducative) :* amendement n° 139 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 63, ainsi modifié : adopté.

Article 64 *(dispositions transitoires) :* amendement n° 140 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 64, ainsi modifié : adopté.

Article 65 *(dispositions transitoires) :* amendement n° 141 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 65, ainsi modifié : adopté.

Article 66 *(dispositions transitoires)* (p. 4853) : amendement n° 142 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 143 de la commission (précisant que les établissements et services privés ayant passé convention avec l'aide sociale sont réputés être titulaires de l'habilitation prévue à l'article 11 de la loi du 30 juin 1975) : adopté ;

- article 66, ainsi modifié : adopté.

Article 67 *(prorogations) :* amendement n° 144 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 67, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 67 : amendement n° 145 de la commission (de cohérence) : adopté ; amendement n° 146 de la commission (de cohérence) : adopté.

Article 68 *(abrogations) :* amendement n° 147 de la commission (nouvelle numérotation d'articles) : adopté ; amendement n° 148 de la commission (de conséquence) (p. 4854) : adopté ; amendement n° 149 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 68, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote.

Commission des affaires sociales et culturelles (hommage au travail de la -) *Franceschi (Joseph)* (p. 4855).

Vote favorable du groupe communiste : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4855).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Blanc (Jacques)* (p. 4855).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4855).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6531) :

Domicile de secours : *Blanc (Jacques)* (p. 6532).

Procédure d'adoption du projet : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6532) ; *Blanc (Jacques)* (p. 6532).

Discussion des articles [20 décembre 1985] (p. 6532) :

Article 1er A : amendement n° 1 de la commission (composition du conseil du développement social) ; amendement n° 27 du Gouvernement (même objet) ; nécessité que les usagers soient représentés au conseil du développement social ; amendement n° 27 : retiré ; amendement n° 1 : adopté après rectification ;

- article 1er A, ainsi modifié : adopté.

Article 1er (p. 6532) : amendement n° 2 de la commission (tendant à compléter le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 2-2 de la loi du 30 juin 1975 par les mots « ainsi que les établissements et services accueillant des adultes handicapés, quelles que soient leurs modalités de financement » ; nécessité d'un accord des deux autorités compétentes dans la phase de planification ; pouvoir du préfet sur les établissements et services accueillant des adultes handicapés ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 6533) ; impossibilité de donner un pouvoir discrétionnaire à l'autorité publique lors de la création d'un établissement dans le champ de compétence soit du département soit de l'Etat ; adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 4 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 11-3 de la loi du 30 juin 1975 à substituer aux mots « compte tenu de » les mots « pour des motifs fondés sur » ; raisons que peut invoquer l'autorité compétente pour dénoncer ou refuser l'habilitation (p. 6534) ; adopté ; amendement n° 5 de la commission (tendant après les mots « pour tout ou partie de » à rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 11-3 de la loi du 30 juin 1975 « la capacité dont la suppression était demandée ») ; modalités des suppressions de capacité ; nécessité que la décision et la consultation portent sur le même objet ; adopté après rectification ; amendement n° 6 de la commission (nécessité de tenir compte des conséquences financières du retrait de l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale dans la fixation des moyens alloués à l'établissement ou au service) ; pratique des déficits de fin d'exercice ; adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 (p. 6535) : adopté.

Article 13 : amendement n° 7 de la commission (tendant dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article 20 de la loi du 30 juin 1975 à supprimer le mot « conforme ») ; nomination des chefs d'établissements ; lourdeur de la procédure de l'avis conforme ; mobilité des directeurs ; parité avec les directeurs des hôpitaux ; différenciation fonctionnelle dans le domaine de la gestion des personnels ; adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté (p. 6536).

Article 16 : amendement n° 8 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 24 de la loi du 30 juin 1975 à supprimer le mot « conforme ») : adopté ; amendement n° 9 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 24 de la loi du 30 juin 1975 à supprimer le mot « conforme ») : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 19 : amendement n° 10 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 26-3 de la loi du 30 juin 1975 à substituer aux mots « une partie » les mots « tout ou partie ») ; nécessité d'alléger la charge pouvant résulter pour certains pensionnaires du maintien sur la facture qu'ils sont amenés à payer de certains frais pendant leur période de vacances ; charges fixes ; adopté ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 27 : adopté.

Article 29 (p. 6537) ; amendement n° 11 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 42 du code de la famille et de l'aide sociale à insérer après les mots « son éducation l'exige et » les mots « pour les prestations en espèces ») ; prestations dont les bénéficiaires potentiels de l'aide sociale à l'enfance peuvent avoir besoin n'étant pas liées à des difficultés purement financières ; accès aux prestations de l'aide sociale à l'enfance pouvant être lié à un besoin de conjoncture psychologique d'ordre non financier ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (participation du département aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion et la promotion sociales des jeunes et des familles) (p. 6538) ; distinction entre les actions de prévention et les actions d'animation générale à vocation préventive ; adopté ;

- article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 32 : amendements identiques n° 28 du Gouvernement et n° 13 de la commission (tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 77 du code de la famille et de l'aide sociale à supprimer les mots « de moins de trois ans ») ; amendement n° 28 : retiré ; aide aux mères et aux enfants de moins de trois ans ; aide aux familles en difficulté ; adopté ;

- article 32, ainsi modifié : adopté.

Article 35 : amendement n° 14 de la commission (tendant à compléter le texte proposé pour l'article 84 du code de la famille et de l'aide sociale par les mots « dans la limite d'un plafond fixé par décret en Conseil d'Etat notamment lorsque ce plafond est déterminé par référence aux régles prévues pour une autre prestation ») ; nécessité d'un plafonnement de la contribution pouvant être demandée à toute personne prise en charge par le service de l'aide sociale à l'enfance et à ses débiteurs d'aliments (p. 6539) ; adopté ;

- article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 37 : adopté.

Article 38 : adopté.

Article 42 : adopté.

Article 44 A : adopté.

Article 46 : supprimé par le Sénat.

Article 48 : amendement n° 15 de la commission (modalités d'admission à une prestation d'aide sociale) ; rapport entre les règles départementales et les règles nationales (p. 6540) ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 124-1 du code de la famille et de l'aide sociale à supprimer le mot « légales ») : retiré ; amendement n° 29 du Gouvernement (compétence de la commission locale d'admission à l'aide sociale) ; distribution des prestations facultatives du département ; adopté ;

- article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 (p. 6541) ; amendement n° 17 de la commission (représentation de la mutualité sociale agricole au sein de la commission d'admission à l'aide sociale) : adopté.

- article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50 : adopté.

Article 51 : amendement n° 18 de la commission (animation par le centre communal d'action sociale d'une action générale de prévention et de développement social dans la commune) ; possibilité pour les bureaux d'aide sociale de gérer directement un certain nombre d'interventions (p. 6542) ; absence de l'attribution d'un monopole de l'action sociale au centre communal d'action sociale : adopté ; amendement n° 19 de la commission (tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 137 du code de la famille et de l'aide sociale) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 138 du code de la famille et de l'aide sociale à insérer après les mots « en son sein » les mots « à la représentation proportionnelle dans les conditions fixées par voie réglementaire ») : adopté ;

- article 51, ainsi modifié : adopté.

Article 52 : adopté.

Article 54 : adopté.

Article 57 : amendement n° 30 du Gouvernement (tendant à rédiger ainsi le début de la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 193 du code de la famille et de l'aide sociale « nonobstant les dispositions des articles 102 à 111 du code civil, le domicile... » ; amendement n° 24 de M. Jacques Blanc (même objet) (p. 6543) ; définition du domicile de secours ; amendement n° 24 : retiré ; amendement n° 30 : adopté ; amendements identiques n° 21 de la commission et n° 25 de M. Jacques Blanc (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 193 du code de la famille et de l'aide sociale) ; problème de la période transitoire pour l'application de la législation relative aux domiciles de secours ; nécessité qu'une personne admise dans un établissement sanitaire et social et prise en charge par une collectivité publique au titre de l'aide sociale antérieurement à la date de publication de la présente loi conserve le bénéfice de cette prise en charge par la collectivité publique ; adoptés ;

- article 57, ainsi modifié : adopté.

Article 57 *bis* A : adopté.

Article 57 *bis* B : adopté.

Article 57 *bis* : adopté.

Article 57 *ter* : adopté (p. 6544).

Avant l'article 58 : le Sénat a supprimé la division et l'intitulé du chapitre V.

Article 59 : adopté.

Article 61 : amendement n° 22 de la commission (tendant à supprimer la dernière phrase du texte proposé pour l'article L. 775 du code de la santé publique) ; attributions des services communaux d'hygiène ; conditions de nomination des directeurs de service : adopté.

- article 61, ainsi modifié : adopté.

Article 61 *bis* : adopté.

Article 66 : adopté.

Article 67 : adopté.

Après l'article 67 *ter* : amendement n° 26 de M. Jacques Blanc (situation des personnes hébergées en établissements sanitaires et sociaux et prises en charge par une collectivité publique au titre de l'aide sociale antérieurement à la date de publication de la présente loi conservant le bénéfice de cette prise en charge par cette collectivité publique) (p. 6545) ; amendement n° 23 de la commission (même objet) ; nombre de départements ayant accepté la prise en charge au titre de l'aide sociale de leurs ressortissants résidant dans des établissements situés dans d'autres départements ; nécessité d'éviter à tout pensionnaire d'établissement ayant acquis le domicile de secours de voir cet acquis remis en cause ; amendement n° 23 : retiré ; amendement n° 26 : adopté.

Article 68 : adopté ; apport de la représentation nationale à l'élaboration d'un texte qui fera date dans l'histoire des institutions sociales (p. 6546).

Explications de vote (p. 6546) :

Handicapés (situation des) : *Blanc (Jacques)* (p. 6546, 6547) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6547).

Vote positif du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6547).

Vote positif des groupes U.D.F. et R.P.R. : *Blanc (Jacques)* (p. 6547).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6547).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [22 décembre 1985] (p. 6665) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Frachon (Martine)* (p. 6664).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6668).

Discussion des articles [22 décembre 1985] (p. 6665) :

Article 6 : amendement n° 1 de M. Jacques Blanc (insérant dans cet article pour le texte proposé pour le premier alinéa de l'article 10 de la loi du 30 juin 1975 après les mots « tels qu'ils ont été appréciés » les mots « par la collectivité publique compétente et » ; prise en compte de l'avis de commissions régionales (p. 6668) : adopté (p. 6669).

Adoption de l'ensemble du projet de loi ainsi modifié (p. 6669).

25. - Projet de loi n° 3048 relatif à la **dotation globale d'équipement.**

Sénat (première lecture), n° **481** (1984-1985). - Dépôt le 6 septembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. - Urgence déclarée. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. René Monory. - Rapport n° **58** (1985-1986) (30 octobre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Paul Girod. - Avis n° **63** (1985-1986) (31 octobre 1985). - Discussion le 6 novembre 1985. - Rejet le 6 novembre 1985. - Projet de loi n° **23** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **3048**. - Dépôt le 7 novembre 1985. - Lettres en date des 25 octobre et 5 novembre 1985, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et Wallis et Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Georges Labazée (7 novembre 1985). - Rapport n° **3084** (14 novembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (8 novembre 1985). - Rapporteur pour avis : Mme Jacqueline Osselin (14 novembre 1985). - Discussion le 20 novembre 1985. - Adoption le 20 novembre 1985. - Projet de loi n° **904.**

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 28 novembre 1985] (p. 13811). - Bureau [*J.O.* du 29 novembre 1985] (p. 13872). *Assemblée nationale.* - Rapporteur : M. Louis Besson. - Rapport n° **3124** (28 novembre 1985). *Sénat* . - Rapporteur : M. René Monory. - Rapport n° **118** (1985-1986) (28 novembre 1985). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3144**. - Dépôt le 29 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Georges Labazée. - Rapport n° **3146** (2 décembre 1985). - Discussion le 2 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 2 décembre 1985. - Projet de loi n° **928.**

Sénat (deuxième lecture) n° **132** (1985-1986). - Dépôt le 3 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Discussion le 10 décembre 1985. - Rejet le 10 décembre 1985. - Projet de loi n° **44** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3169**. - Dépôt le 11 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Georges Labazée. - Rapport n° **3170** (11 décembre 1985). - Discussion le 11 décembre 1985. - Adoption définitive le 11 décembre 1985. - Projet de loi n° **947.**

Loi n° 85-1352 du 20 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 21 décembre 1985 (p. 14943).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [20 novembre 1985] (p. 4561, 4572) :

Activités touristiques (cas des petites communes à fortes -) : *Besson (Louis)* (p. 4572, 4573).

Bâtiments scolaires (subventions relatives aux -) : *Frelaut (Dominique)* (p. 4564).

Commissaire de la République (pouvoir décisionnel conféré au -) : *Labazée (Georges)* (p. 4562) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4565) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4565) ; *Foyer (Jean)* (p. 4566) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4573) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4574).

Composition de la commission : *Labazée (Georges)* (p. 4562) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4565) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4574).

Dégrèvement de la taxe professionnelle : *Frelaut (Dominique)* (p. 4564).

Durée des choix opérés par la commission : *Labazée (Georges)* (p. 4563).

Emprunts des collectivités locales : *Frelaut (Dominique)* (p. 4564).

Globalisation des subventions d'équipement : *Labazée (Georges)* (p. 4561) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 4563).

Indexation de la dotation globale d'équipement : *Labazée (Georges)* (p. 4561).

Localisation de la taxe professionnelle : *Besson (Louis)* (p. 4572).

Montant de la dotation globale d'équipement : *Labazée (Georges)* (p. 4563) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4564) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4565) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4573) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4574, 4575).

Petites communes (régime applicable aux -) : *Labazée (Georges)* (p. 4562) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 4563) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4563, 4564, 4565) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4566, 4574, 4575) ; *Foyer (Jean)* (p. 4566) ; *Besson (Louis)* (p. 4572).

Régulation budgétaire (principe de la -) : *Besson (Louis)* (p. 4573) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4574).

Discussion des articles [20 novembre 1985] (p. 4575) :

Article 1er *(inscription de la dotation globale d'équipement au budget de l'Etat) :* adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 35 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Edmond Garcin (taux constaté de la taxe professionnelle) ; faiblesse de la D.G.E. ; part des investissements publics réalisés par les collectivités locales ; dégrèvement de la taxe professionnelle : rejeté (p. 4575).

Article 2 *(répartition de la dotation globale d'équipement en deux parts) :* amendement n° 18 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 36 de M. Dominique Frelaut (substituant aux mots : « 2 000 habitants », les mots : « 2 500 habitants » dans les 2e et 3e alinéas du texte proposé pour l'article 103 de la loi du 7 janvier 1983) ; extension du champ d'application de la D.G.E. ; seuil minimal relatif à l'exercice du droit d'option ; limitation du programme d'investissement : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (communes dont la population n'excède pas 2 000 habitants) (p. 4576) ; liste des communes pouvant exercer un droit d'option ; communes à forte activité touristique : adopté après rectification ; amendement n° 40 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 23 du Gouvernement (répartition de la première part dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) ; seuil démographique d'application des deux parts de la D.G.E. : adopté ; amendement n° 24 du Gouvernement (de conséquence) ; amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 24 : adopté ; amendement n° 2 de la commission (substituant dans la première phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 103 de la loi du 7 janvier 1983, aux

mots : « deux mois », les mots : « trois mois ») (p. 4577) ; délais pour opter pour le rattachement à la première ou à la seconde part de la D.G.E. : adopté ; amendement n° 25 du Gouvernement (insérant dans la première phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 103 de la loi du 7 janvier 1983, après les mots : « 10 000 habitants », les mots : « dans les départements métropolitains, et entre 7 500 et 35 000 habitants dans les départements d'outre-mer ») : adopté ; amendement n° 3 de la commission (de conséquence) ; communes touristiques : adopté après rectification ; amendement n° 26 du Gouvernement (attribution de la première part dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) ; exercice du droit d'option : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(fixation du montant des différentes parts de la dotation globale d'équipement)* (p. 4578) : amendement n° 19 de la commission des finances (répartition du montant des crédits restants entre les deux parts de la dotation globale d'équipement) ; sous-amendement n° 49 de la commission (complétant le 4e alinéa du paragraphe 1 de cet amendement par les mots : « sa longueur étant doublée en zone de montagne ») ; proportion quantitative retenue pour chacun des critères physiques et financiers fixés en compte dans le calcul de la D.G.E. ; doublement de la longueur de la voirie en zone de montagne ; conditions de répartition des crédits restants ; problèmes de péréquation ; révision des valeurs locatives cadastrales ; expérimentations faites dans une dizaine de départements : adopté ; amendement n° 19 ainsi modifié : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(répartition des deux parts de la dotation globale d'équipement)* (p. 4579) : *article 103-2 de la loi du 7 janvier 1983* (répartition de la première part) : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 27 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (de rectification) : adopté ; *article 103-3 de la loi du 7 janvier 1983* (répartition de la seconde part) : amendement n° 44 de la commission (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « dans leur domaine public », les mots : « , sa longueur étant doublée en zone de montagne ») : adopté ; amendement n° 47 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 20 de la commission des finances (notification des subventions) (p. 4580) ; fixation d'un délai pour la répartition du crédit ; engagement des travaux auxquels se rapportent les subventions annoncées dès la réception de la notification de programmation ; présentation des dossiers au préfet ; teneur des dossiers à présenter ; mission des commissaires de la République ; nature de l'intervention du commissaire de la République : adopté ; *article 103-4 de la loi du 7 janvier 1983* (commission d'élus) : amendement n° 46 de M. Louis Besson (composition de la commission d'élus) ; amendement n° 5 de la commission (même objet) (p. 4581) ; rôle de la commission d'élus ; institution d'une élection à la représentation proportionnelle au plus fort reste ; référence à trois collèges ; recherche d'un consensus au sein de l'association des maires ; rectification à l'amendement de M. Louis Besson ; désignation des membres de la commission ; rôle dévolu à une association (p. 4582) ; amendement n° 46 : adopté après rectification ; amendement n° 5 devenu sans objet ; amendement n° 6 de la commission (supprimant le 4e alinéa [3°] du texte proposé pour cet article) ; composition de la commission ; impossibilité pour le président du conseil général de siéger au sein de la commission ; risque de tutelle : adopté ; amendement n° 7 de la commission (désignation d'un bureau de séance) ; amendement n° 28 du Gouvernement (insérant dans la première phrase du 5e alinéa du texte proposé pour cet article de la loi, après les mots : « les maires des communes », les mots : « et les présidents de groupements ») ; présidence de la commission (p. 4583) ; amendement n° 28 : retiré ; modalités d'attribution des subventions publiques ; liste des opérations subventionnables ; catégories d'opérations prioritaires ; opportunité de prévoir qu'un représentant du conseil général puisse assister aux délibérations de la commission ; nécessité de la collégialité ; amendement n° 7 : adopté ; amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 37 de M. Dominique Frelaut (substitution au début de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article de la loi, aux mots : « le représentant de l'Etat dans le département », les mots : « le président de la commission ») : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (substituant dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article de la loi, aux mots : « chaque année », les mots : « pour une période de trois ans ») ; fixation des catégories d'opérations prioritaires ainsi que des taux minima et maxima de subventions applicables à chacune d'elles (p. 4584) ; missions du commissaire de la République ; problèmes d'équipement des communes ; amendement de la commission allant dans le sens d'une plus grande rigidité : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (conférence départementale d'harmonisation des investissements) ; communication des décisions prises par le préfet : adopté ; amendement n° 29 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; *article 103-5 de la loi du 7 janvier 1983* (éligibilité des opérations en cours en cas de changement d'option) : amendement n° 30 du Gouvernement (de rectification) (p. 4585) : adopté ; amendement n° 11 de la commission et amendement n° 21 de la commission des finances : retirés ; *article 103-6 de la loi du 7 janvier 1983* (situation des agglomérations nouvelles au regard de la dotation globale d'équipement) : amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(inscription de la dotation globale d'équipement au budget des communes)* : adopté.

Article 6 *(situation des communes d'outre-mer au regard de la dotation globale d'équipement)* : amendement n° 32 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 38 de M. Jean-François Hory (bénéfice d'une quote-part de la D.G.E. pour les circonscriptions territoriales de Wallis et Futuna, les communes des territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 4586) ; amendement n° 31 du Gouvernement (même objet) ; cas des groupements de communes et des collectivités et territoires d'outre-mer et de Mayotte n'étant pas explicitement visés par la loi ; prise en compte de la réalité démographique ; amendement n° 31 : retiré ; amendement n° 38 : adopté ; amendement n° 45 de la commission : devenu sans objet ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 33 du Gouvernement (répartition de la première part de la dotation globale d'équipement) ; admission des services départementaux d'incendie et de secours au bénéfice de la première part de la dotation globale d'équipement des départements : adopté.

Article 7 *(dotation globale d'équipement de la collectivité territoriale de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon)* : amendement n° 39 de M. Jean-François Hory (rapport entre la dotation globale d'équipement attribuée à chacune de ces collectivités territoriales et la dotation globale d'équipement des départements) ; calcul de la part mahoraise de la dotation globale d'équipement des départements ; ratio de la population de Mayotte par rapport à la population nationale (p. 4587) ; régime du taux de concours ; correction appliquée au mécanisme du calcul à effectuer pour les collectivités d'outre-mer : retiré ;

- article 7 : adopté.

Article 8 *(dispositions transitoires)* : amendement n° 14 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (substituant à la fin du premier alinéa de cet article aux mots : « d'un mois », les mots : « de deux mois ») ; exercice du droit d'option ; communes comportant entre 2 000 et 10 000 habitants (p. 4588) ; conséquences financières de l'amendement n° 33 du Gouvernement concernant les services départementaux d'incendie et de secours ; rejeté ; amendement n° 34 du Gouvernement (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots : « la promulgation de la présente loi », les mots : « la publication de la présente loi au *Journal officiel* de la

République française ») ; amendement n° 22 de la commission des finances (substituant dans le premier alinéa de cet article au mot : « promulgation », le mot : « publication ») ; départ du délai d'option à partir de la date de promulgation ; amendement n° 34 : adopté ; amendement n° 22 devenu sans objet ; amendement n° 16 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ;

– article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(dispositions transitoires)* : adopté (p. 4589).

Après l'article 9 : amendement n° 48 du Gouvernement (substituant dans la seconde phrase de l'article 120 de la loi du 7 janvier 1983, après les mots : « Toutefois les dispositions » aux mots « des articles 101 à 104 », les mots : « des articles 101 à 104-1 ») ; amendement n° 17 de la commission (précisant que la seconde phrase de l'article 120 de la loi du 7 janvier 1983 est abrogée) ; exercice du droit d'option ; délais entre la promulgation et la publication d'une loi au *Journal officiel* ; fixation par le Gouvernement d'un délai fixé librement ; amendement n° 17 : retiré ; amendement n° 48 : adopté (p. 4590).

Explications de vote (p. 4590) :

Abstention du groupe communiste : *Frelaut (Dominique)* (p. 4591).

Commission (mode de désignation de la –) : *Frelaut (Dominique)* (p. 4590).

Commune rurale : *Joxe (Pierre)* (p. 4591).

Conditions d'élections des bureaux : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4591).

D.O.M.-T.O.M. (application du projet de loi aux –) : *Hory (Jean-François)* (p. 4590).

Montant de la D.G.E. : *Frelaut (Dominique)* (p. 4591) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4591).

Petites communes (régime pour les –) : *Frelaut (Dominique)* (p. 4590).

Vote positif du groupe socialiste : *Hory (Jean-François)* (p. 4590).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4591).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1985] (p. 5149) :

Champ d'application du système des subventions par opérations : *Labazée (Georges)* (p. 5149) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5149).

Communes touristiques (situation des –) : *Labazée (Georges)* (p. 5149) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5149).

Composition de la commission d'élus : *Labazée (Georges)* (p. 5149).

Majoration de la dotation attribuée aux communes relevant du régime du taux de concours : *Joxe (Pierre)* (p. 5149).

Régime des villes nouvelles : *Joxe (Pierre)* (p. 5149, 5150).

Discussion des articles [2 décembre 1985] (p. 5150).

Article 1er : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 11 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Dominique Frelaut (dégrèvement de taxe professionnelle) ; nécessaire rétablissement des « inégalités » entre les assujettis à la taxe professionnelle ; rejeté.

Article 2 (p. 5150) : amendement n° 12 de M. Dominique Frelaut (tendant dans les deuxième (à deux reprises), quatrième (à deux reprises), et sixième alinéas du texte proposé pour l'article 103 de la loi du 7 janvier 1983, à substituer au nombre « 2000 », le nombre « 2500 ») ; seuil retenu pour la détermination du régime de l'option ; rejeté ; amendement n° 1 du Gouvernement (tendant dans le troisième et le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 103 de la loi n° 88 du 7 janvier 1983 à supprimer les mots : « et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ») ; subventions par opération étant mieux adaptées aux deux communes de Saint-Pierre-et-Miquelon que le système de la première part ; adopté après rectification ;

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (p. 5151) : amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 7 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 103 de la loi du 7 janvier 1983 à substituer au mot : « cinquième », le mot : « troisième ») (p. 5152) ; adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 103-2 de la loi du 7 janvier 1983 à insérer après les mots : « des communes appartenant au même groupe démographique », les mots : « et dont l'effort fiscal est supérieur d'au moins 20 p. 100 à l'effort fiscal moyen des communes du même groupe démographique ») : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) ; composition de la commission d'élus ; désignation par l'association des maires du département ; adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (tendant après le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 103-4 de la loi du 7 janvier 1983 à insérer l'alinéa suivant : « dans les départements d'outre-mer le seuil de population mentionné aux 1° et 3° ci-dessus est de 7 500 habitants ») : adopté ; amendement n° 13 de M. Dominique Frelaut (tendant au début du onzième alinéa du texte proposé pour l'article 103-4 de la loi du 7 janvier 1983 à substituer aux mots : « le représentant de l'Etat dans le département », les mots : « le président de la commission ») : rejeté ; amendement n° 4 du Gouvernement (situation des communes situées à l'intérieur d'un périmètre d'établissement public d'aménagement d'une agglomération nouvelle) (p. 5153) ; adopté ;

– article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : amendement n° 15 du Gouvernement (attribution de la dotation globale d'équipement des communes de la collectivité territoriale de Mayotte et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna) ; sous-amendement de M. Georges Labazée, à titre personnel (notification de ces subventions) : adopté ; amendement n° 15 : adopté après modification et rectification ; amendement n° 10 de la commission : devenu sans objet ;

– article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *bis* : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 8 (p. 5154) : amendement n° 5 du Gouvernement (opérations ou tranches d'opérations en cours au 31 décembre 1985 et réalisées par des communes ou groupements relevant de la seconde part de la dotation globale d'équipement des communes pouvant bénéficier des subventions prévues à l'article 103-3 dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat) : adopté ; amendement n° 16 du Gouvernement (dispositions particulières applicables aux territoires d'outre-mer) : adopté ;

– article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 : adopté (p. 5155).

Explications de vote (p. 5155) :

Abstention du groupe communiste : *Frelaut (Dominique)* (p. 5155).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5155).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [11 décembre 1985] (p. 5889) :

Application de la D.G.E. aux communes de moins de 2 000 habitants : *Labarrère (André)* (p. 5890) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5890) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5890) ; *Labazée (Georges)* (p. 5891).

Commissaire de la République (arbitrage du –) : *Frelaut (Dominique)* (p. 5890).

Echec de la commission mixte paritaire : *Labazée (Georges)* (p. 5889).
Montant de la D.G.E. : *Frelaut (Dominique)* (p. 5890).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 5891 à 5893).

Explications de vote (p. 5893) :
Montant de la D.G.E. : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5893) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5893).
Vote favorable du groupe socialiste : *Malgras (Robert)* (p. 5894).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5894).

26. - Proposition de loi n° 3123 tendant à instituer un **statut de l'élu local.**
Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 28 novembre 1985 par M. Pascal Clément. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Actes juridiques des -
Voir *Collectivités locales* **23**

Emprunts
Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Financement des -
Voir *Collectivités locales* **23**

Intervention économique des -
Voir *Lois de finances* **11**, deuxième partie, Redéploiement industriel et commerce extérieur.

Pension des personnels des -
Voir *Questions orales sans débat* **957**

Personnels des -
Voir *Collectivités locales* **23**
Questions au Gouvernement **1412**

Réduction des dotations accordées aux -
Voir *Questions au Gouvernement* **1197**

COLOMBIE
Voir *Questions au Gouvernement* **1460**

COMITE DE L'AIDE MEDICALE URGENTE ET DES TRANSPORTS SANITAIRES
Voir *Santé publique* **5**

COMITES D'ENTREPRISE
Voir *Travail* **20**

Mise à pied d'un membre du - à la régie Renault
Voir *Questions orales sans débat* **910**

COMITES ECONOMIQUES ET SOCIAUX
Voir *Collectivités locales* **22**

COMMEMORATIONS

Plaques commémoratives
Voir *Urbanisme* **11**

COMMERCE

Insécurité dans les centres commerciaux de Lyon
Voir *Questions au Gouvernement* **1347**

Urbanisme commercial.
Voir *Questions au Gouvernement* **1304**

COMMERCE ET ARTISANAT

11. - Proposition de loi n° 2517 tendant à rénover et à **adapter la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat.**
Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Jean-Louis Masson (10 octobre 1985).

12. - Proposition de loi n° 2896 tendant à défendre et à améliorer dans les domaines économique, social et fiscal, **l'artisanat et le commerce indépendant.**
Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1985 par Mme Adrienne Horvath et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : Mme Adrienne Horvath (17 octobre 1985).

13. - Proposition de loi n° 3330 tendant à compléter la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 **d'orientation du commerce et de l'artisanat.**
Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1985 par M. Gérard Chasseguet. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Aides au -
Voir *Questions orales sans débat* **951**

Indemnité de départ des commerçants et artisans
Voir *Questions orales sans débat* **933**

COMMERCE EXTERIEUR

Endettement extérieur
Voir *Questions au Gouvernement* **1266**

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE

Remboursement d'un emprunt à l'Iran
Voir *Questions orales sans débat* **920**

COMMISSION DE LA CONCURRENCE
Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Economie, Finances et Budget, Consommation
Prix et concurrence **6**

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE
Voir *Valeurs immobilières* **3**

Pouvoirs de la -
Voir *Sociétés civiles et commerciales* **10**

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Conséquances sur la pêche de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la -
Voir *Questions au Gouvernement* **1181, 1353**

Contrôle des décisions de la -
Voir *Parlement* **21**

Echec des négociations de Luxembourg sur les prix agricoles
Voir *Questions orales sans débat* **1251**

Elargissement de la -
Voir *Déclarations du Gouvernement* **21**
Lois de finances **11** deuxième partie, Agriculture et Bapsa ; Relations extérieures
Questions au Gouvernement **1180, 1336**
Traités et conventions **175**

Fixation des prix agricoles
Voir *Questions au Gouvernement* **1200**

Livre vert
Voir *Déclaration du Gouvernement* **21**

Mécanisme complémentaire aux échanges
Voir *Traités et conventions* **175**

Montants compensatoires monétaires
Voir *Déclaration du Gouvernement* **21**

Plans intégrés méditerranéens
Voir *Questions au Gouvernement* **1372**

Politique agricole commune

Voir *Déclarations du Gouvernement* **21**
Lois de finances **11**, deuxième partie, Relations extérieures
Questions orales sans débat **800**
Traités et conventions **175**

Programmes intégrés méditerranéens

Voir *Lois de finances* **11**, deuxième partie, Agriculture et Bapsa ; Relations extérieures
Traités et conventions **175**

Rapports avec la Grande-Bretagne

Voir *Lois de finances* **11**, deuxième partie, Relations extérieures
Traités et conventions **174, 175**

Relations des pays de la - avec Israël

Voir *Questions orales sans débat* **777**

Ressources propres

Voir *Traités et conventions* **174**

Situation viticole dans la -

Voir *Questions orales sans débat* **800**

Sommet européen du Luxembourg

Voir *Questions au Gouvernement* **1484**

COMMUNAUTES EUROPEENNES

8. - Rapport d'information n° 2677 établi au nom de la **délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes,** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 [9 mai 1985].

9. - Rapport d'information n° 3010 établi au nom de la **délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes,** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 par M. Charles Josselin [25 octobre 1985].

Voir *Traités et conventions* **173, 174**

Prise en compte des présidences de - pour la limitation des cumuls

Voir *Elections et référendums* **55, 56**

COMMUNES

15. - Proposition de loi n° 2703 concernant les délais et les modalités de **convocation** aux réunions des **conseils municipaux.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 23 mai 1985 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean Foyer (20 juin 1985).

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT

- Objet de la séance suivante : Labarrère (André) [2 avril 1985] (p. 49).

- Ordre des travaux de la session extraordinaire : M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement [29 juin 1985] (p. 2285).

- Inscription à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux congés de conversion : M. André Labarrère [10 juillet 1985] (p. 2292).

- Organisation de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale : M. André Labarrère [17 décembre 1985] (p. 6246).

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AZOTE (COFAZ)

Voir *Questions orales sans débat* **831**

COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES (C.G.C.T.)

Avenir de la -

Voir *Questions orales sans débat* **926**

COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE (C.G.E.)

Accord C.G.E. - A.T.T.

Voir *Questions orales sans débat* **940**

COMPAGNIE IMMOBILIERE POUR LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES (C.I.L.O.F.)

Voir *Questions orales sans débat* **883**

CONCIERGES ET GARDIENS

1. - Proposition de loi n° 1110 tendant à étendre aux villes de plus de 25 000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'**installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation.**

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Jean Tiberi (14 octobre 1982), remplacé par M. Philippe Séguin (17 octobre 1985).

CONCUBINAGE

Voir *Aide sociale* **1**
Impôt sur le revenu **14**

Situation fiscale des concubins

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 2, après l'article 2

CONCURRENCE

Voir *Prix et concurrence*

CONFERENCES MARITIMES

Voir *Traités et conventions* **143**
Transports maritimes **5**

CONGES ET VACANCES

Congé formation

Voir *Formation professionnelle, promotion sociale* **3**

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

1. - Proposition de loi constitutionnelle n° 2592 portant révision de **l'article 61 de la Constitution.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1985 par M. Jean Fontaine. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (25 avril 1985).

2. - Proposition de loi organique n° 2983 portant application de **l'article 57 de la Constitution.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 7 octobre 1985 par M. Jean Fontaine. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (7 novembre 1985).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : DECISIONS

Application des articles 46 et 61, alinée 1, de la Constitution :

Décision du 10 juillet 1985 déclarant conforme à la Constitution la loi organique modifiant le code électoral et relative à l'élection des députés [*J.O.* du 11 juillet 1985] (p. 7833) ; rectificatif [*J.O.* du 12 juillet 1985] (p. 7888).

Décision du 10 juillet 1985 déclarant conforme à la Constitution la loi organique relative à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [*J.O.* du 11 juillet 1985] (p. 7834) ; rectificatif [*J.O.* du 12 juillet 1985] (p. 7888).

Décision du 28 décembre 1985 déclarant conforme à la Constitution la loi organique relative à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires [*J.O.* du 29 décembre 1985] (p. 15388).

Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution :

Décision du 25 janvier 1985 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 26 janvier 1985] (p. 1137).

Décision du 10 juillet 1985 déclarant non conforme à la Constitution l'article 14-III de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [*J.O.* du 12 juillet 1985] (p. 7888).

Décision du 17 juillet 1985 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à la mise en œuvre de principes d'aménagement [*J.O.* du 19 juillet 1985] (p. 8200).

Décision du 24 juillet 1985 déclarant non conforme à la Constitution la loi portant règlement définitif du budget de 1983 [*J.O.* du 26 juillet 1985] (p. 8509).

Décision du 24 juillet 1985 déclarant conforme à la Constitution la loi portant diverses dispositions d'ordre social [*J.O.* du 26 juillet 1985] (p. 8510).

Décision du 24 juillet 1985 déclarant conforme à la Constitution la loi portant réforme du code de la mutualité [*J.O.* du 26 juillet 1985] (p. 8511).

Décision du 8 août 1985 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 4 de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie [*J.O.* du 9 août 1985] (p. 9125) ; rectificatif [*J.O.* du 21 août 1985] (p. 9616).

Décision du 23 août 1985 déclarant conforme à la Constitution la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie [*J.O.* du 24 août 1985] (p. 9814) ; rectificatif [*J.O.* du 11 septembre 1985] (p. 10485).

Décision du 13 décembre 1985 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de l'article 3 - II de la loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant diverses dispositions relatives à la communication audiovisuelle [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14574).

Décision du 28 décembre 1985 déclarant conforme à la Constitution la loi portant amélioration de la concurrence [*J.O.* du 29 décembre 1985] (p. 15386).

Décision du 28 décembre 1985 déclarant non conforme à la Constitution l'article 74 de la loi de finances pour 1986 [*J.O.* du 29 décembre 1985] (p. 15386).

Décision du 28 décembre 1985 déclarant non conforme à la Constitution l'article 28 de la loi de finances rectificative pour 1985 [*J.O.* du 29 décembre 1985] (p. 15387).

Décision du 16 janvier 1986 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de la loi relative à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité contenues : - au II de l'article 1er de la loi, premier tiret, dans les mots : « pour la partie »... « qui est inférieure ou égale à un plafond fixé à deux fois et demie le salaire minimum de croissance, majoré de 25 p. 100 par personne à charge » ; ainsi que celles du tiret suivant : « 50 p. 100 pour la partie de l'assiette supérieure à ce plafond » ; - au II de l'article 5 de la loi, premier tiret, dans les mots : « de la partie » ... « qui n'excède pas le plafond défini au cinquième alinéa de l'article 4 de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 » ; ainsi que celles du tiret suivant :« 50 p. 100 de la partie de l'assiette qui est supérieure audit plafond » [*J.O.* du 18 janvier 1986] (p. 920).

Décision du 16 janvier 1986 déclarant conforme à la Constitution la loi portant règlement définitif du budget de 1983 [*J.O.* du 18 janvier 1986] (p. 922).

Décision du 16 janvier 1986 déclarant non conforme à la Constitution l'alinéa 3 de l'article 21 de la loi portant diverses dispositions d'ordre social [*J.O.* du 18 janvier 1986] (p. 923).

CONSEIL D'ETAT

2. - Projet de loi n° 3060 relatif aux **chambres adjointes au Conseil d'Etat.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois contitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-François Hory (21 novembre 1985). - Rapport n° **3125** (28 novembre 1985). - Discussion le 2 décembre 1985. - Adoption le 2 décembre 1985. - Projet de loi n° **925.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1985] (p. 5105) :

Chambres adjointes (compétences des -) : *Hory (Jean-François)* (p. 5106) ; *Badinter (Robert)* (p. 5107) ; *Foyer (Jean)* (p. 5110) ; *Hage (Georges)* (p. 5111) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5112).

Chambres adjointes (composition des -) : *Hory (Jean-François)* (p. 5106) ; *Badinter (Robert)* (p. 5108) ; *Foyer (Jean)* (p. 5110) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5112).

Modalités d'élaboration du projet : *Hory (Jean-François)* (p. 5106) ; *Badinter (Robert)* (p. 5107, 5113) ; *Foyer (Jean)* (p. 5108).

Procédure de renvoi devant le Conseil d'Etat : *Hory (Jean-François)* (p. 5106) ; *Badinter (Robert)* (p. 5108).

Recrutement complémentaire : *Hory (Jean-François)* (p. 5106) ; *Foyer (Jean)* (p. 5111) ; *Hage (Georges)* (p. 5112) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5112) ; *Badinter (Robert)* (p. 5113).

Réforme (nécessité d'une -) : *Hory (Jean-François)* (p. 5105) ; *Badinter (Robert)* (p. 5106, 5107) ; *Foyer (Jean)* (p. 5108, 5109) ; *Hage (Georges)* (p. 5111) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5112).

Réforme (envisagée) : *Hory (Jean-François)* (p. 5105) ; *Badinter (Robert)* (p. 5107, 5113) ; *Foyer (Jean)* (p. 5109, 5110) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5112, 5113).

Discussion des articles [2 décembre 1985] (p. 5114).

Article 1er *(institution et compétence des chambres adjointes) :* adopté.

Article 2 *(composition et présidence des chambres adjointes) :* amendement n° 3 de M. Gilbert Gantier (tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa « b » de cet article : « b) des membres des tribunaux administratifs nommés dans les conditions fixées aux articles 6 et 7 ») ;

- article 2 : réservé.

Article 3 *(composition et présidence des chambres adjointes) :* adopté.

Article 4 *(attributions des chambres adjointes) :* amendement n° 4 de M. Gilbert Gantier (tendant à supprimer la deuxième phrase de cet article) ; manières d'envisager la solution des difficultés posées au Conseil d'Etat ; modalités de la procédure de renvoi (p. 5114) ; retiré ; amendement n° 1 de la commission (tendant dans la deuxième phrase de cet article après les mots « le président et une chambre » à insérer les mots « ou la formation de jugement ») ; partage de la prérogative de renvoi devant le Conseil d'Etat entre le président d'une chambre et la formation de jugement ; adopté ; amendement n° 5 de M. Gilbert Gantier (tendant au début de la deuxième phrase de cet article après les mots : « toutefois, le président et une chambre peut » à insérer les mots « d'office ou à la demande d'une des parties ») ; possibilité que le président d'une chambre ou la formation de jugement puisse porter l'affaire à la demande de l'une des parties devant le Conseil d'Etat ; insuffisante information des parties sur le cheminement de leur dossier ; rôle de la procédure de renvoi ; garantie offerte par les chambres adjointes (p. 5115) ; rejeté après rectification ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(règles de procédure applicables devant les chambres adjointes) :* adopté.

Article 6 *(vocation des membres du corps des tribunaux administratifs à exercer les fonctions de membres des chambres adjointes) :* adopté.

Article 7 *(conditions de nomination des membres du corps des tribunaux administratifs dans les chambres adjointes) :* amendement n° 2 de la commission (tendant dans cet

article à substituer aux mots : « ayant le grade de conseiller de première classe ou de conseiller hors classe », les mots : « ayant un grade au moins égal à celui de conseiller de première classe ») ; possibilité de nommer dans les chambres adjointes des membres de tribunaux administratifs ayant grade de président de tribunal ; impossibilité de donner une échelle de rémunérations atteignant l'échelle « B » à des emplois dépourvus de caractère fonctionnel ; absence d'emplois fonctionnels dans l'effectif des chambres adjointes ; adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(intégration dans le corps des tribunaux administratifs)* (p. 5116) : amendement n° 6 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; fait que des fonctionnaires puissent être appelés à juger de litiges où l'Etat est partie étant contraire au principe de séparation des pouvoirs ; spécialisation des chambres adjointes risquant d'aboutir à une « colonisation » de chacune des chambres adjointes par l'administration plus particulièrement compétente dans le domaine concerné ; modalités du recrutement latéral ; prorogation du recrutement complémentaire par voie de concours des conseillers de première et deuxième classe des tribunaux administratifs prévus par la loi du 7 juillet 1980 ; rejeté ; amendement n° 7 de M. Gilbert Gantier (tendant à rédiger ainsi le 4e alinéa « b » de cet article : « b- deux membres de la Cour de cassation élus par l'assemblée générale de cette Cour ») ; présence de deux membres de la Cour de cassation dans la commission de sélection des fonctionnaires appelés à siéger à titre transitoire dans les chambres adjointes (p. 5117) ; juridictions administratives assumant tous leurs devoirs d'indépendance par rapport à l'administration ; séparation des ordres judiciaires et administratifs ; rejeté ;

- article 8 : adopté.

Article 2 précédemment réservé : amendement n° 3 de M. Gilbert Gantier : rejeté ;

- article 2 : adopté.

Article 9 *(intégration dans le corps des tribunaux administratifs)* : adopté.

Article 10 *(recrutement complémentaire par voie de concours)* : adopté.

Article 11 *(prise en compte au titre de la mobilité des services accomplis dans les chambres adjointes)* : adopté.

Article 12 *(modalités d'application de la loi)* : adopté.

Article 13 *(entrée en vigueur de la loi)* : adopté (p. 5118).

Explications de vote (p. 5118) :

Conditions de discussion du projet : *Foyer (Jean)* (p. 5118).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 5119).

Chambres adjointes.

Voir *Conseil d'Etat* **2**

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Voir *Collectivités locales* **24**

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

9. - Proposition de loi organique n° 2995 relative à la **représentation de la France d'outre-mer au Conseil économique et social.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 10 octobre 1985 par M. Jean Fontaine. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

10. - Proposition de loi organique n° 3223 tendant à modifier la **représentation au Conseil économique et social des activités des départements et territoires d'outre-mer.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 décembre 1985 par M. Jean-François Hory. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

CONSEILLERS MUNICIPAUX

Voir *Elections et référendums* **51**

CONSEILLERS REGIONAUX

Mode d'élection des -

Voir *Elections et référendums* **41**

CONSEIL NATIONAL DE LA CONSOMMATION

Voir *Lois de finances* **11**, deuxième partie, Economie, Finances et Budget, Consommation

CONSEILS GENERAUX

Voir *Collectivités locales* **22**

Bureaux des -

Voir *Collectivités locales* **22**

CONSEILS MUNICIPAUX

Voir *Communes* **15**

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **24**

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation
Questions au Gouvernement **1282**
Questions orales sans débat **779**

CONSEIL SUPERIEUR DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Voir *Justice* **23**

CONSOMMATION

3. - Proposition de loi n° 3333 tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 78-22 du 10 janvier 1978 relative à **l'information et à la protection des consommateurs** dans le domaine de certaines opérations de crédit.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 9 janvier 1986 par M. Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Information et protection des consommateurs

Voir *Agriculture* **15**
Lois de finances **11** (deuxième partie), Economie, Finances et Budget, Consommation

CONSTITUTION

Voir *Elections et référendums* **60, 61**

Article 2

Voir *Etat* **3**

Article 4

Voir *Etat* **3**

Article 10

Voir *Rappels au règlement* **1156, 1157, 1160, 1167, 1168**

Article 11

Voir *Elections et référendums* **52**

Article 36

Voir *Libertés publiques* **6**

Article 38

Voir *Parlement* **30**

Article 44, alinéa 3

Voir *Travail* **27**

Article 45

Voir *Parlement* **30**

Article 46

Voir *Libertés publiques* **6**

Article 49, alinéa 3

Voir *Engagement de la responsabilité du Gouvernement*

Article 53

Voir *Etat* **3**

Article 61

Voir *Conseil constitutionnel* **1**
Parlement **30**

CONSTRUCTION NAVALE

Voir *Armement maritime*
Travail **27**, articles 1er et 2

- à Dunkerque

Voir *Questions au Gouvernement* **1345**

CONTRATS DE PLAN

- en matière agricole

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Agriculture et B.A.P.S.A.

CONTRÔLE DES CHANGES

Assouplissement du -

Voir *Questions au Gouvernement* **1485**

CONTRÔLE D'IDENTITE

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation
Ordre public **10**

CONVENTION EUROPEENNE D'EXTRADITION

Voir *Traités et conventions* **177**

CONVENTIONS INTERNATIONALES DU TRAVAIL

Voir *Traités et conventions* **151, 152, 153**

COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

1. - Proposition de loi n° 3267 tendant à lutter contre la **famine dans le monde.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 décembre 1985 par M. Robert Montdargent et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Traités et conventions* **144**

Médecins coopérants

Voir *Questions orales sans débat* **912**

COOPÉRATIVES, GROUPEMENTS ET SOCIÉTÉS, COOPÉRATIVES AGRICOLES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **21**

COPROPRIÉTÉ

1. - Proposition de loi n° 2455 modifiant la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le **statut de la copropriété des immeubles bâtis.**

Assemblée nationale (première lecture). - Rapport n° **2960** (2 octobre 1985). - Discussion le 3 octobre 1985. - Adoption le 3 octobre 1985. - Proposition de loi n° **881.**

Sénat (première lecture), n° **16** (1985-1986). - Dépôt le 8 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration. - Rapporteur : M. François Collet. - Rapport n° **53** (1985-1986) (30 octobre 1985), commun aux propositions nos 16 et 31 (1985-1986). - Discussion le 5 novembre 1985. - Adoption le 5 novembre 1985. - Proposition de loi n° **18** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3030.**- Dépôt le 5 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **3101** (21 novembre 1985). - Discussion le 28 novembre 1985. - Adoption avec modifications le 28 novembre 1985. - Proposition de loi n° **920.**

Sénat (deuxième lecture), n° **123** (1985-1986). - Dépôt le 29 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. François Collet. - Rapport n° **138** (1985-1986) (4 décembre 1985). - Discussion le 13 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 13 décembre 1985. - Proposition de loi n° **58** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3194.** - Dépôt le 16 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **3228** (19 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption définitive le 19 décembre 1985. - Proposition de loi n° **977.**

Loi n° 85-1470 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 10). - Rectificatif *J.O.* du 23 janvier 1986 (p. 1271).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 octobre 1985] (p. 2627).

Accès aux parties privatives en cas de travaux : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2628).

Conditions de majorité : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2628) ; *Auroux (Jean)* (p. 2629) ; *Asensi (François)* (p. 2630).

Conseil syndical : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2628) ; *Auroux (Jean)* (p. 2629) ; *Clément (Pascal)* (p. 2631).

Délégation de vote : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2628) ; *Auroux (Jean)* (p. 2629) ; *Asensi (François)* (p. 2630).

Droit d'accès aux documents justificatifs des charges : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2628) ; *Auroux (Jean)* (p. 2629).

Gestion financière et comptable (notamment problème du compte bancaire) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2628) ; *Auroux (Jean)* (p. 2629) ; *Asensi (François)* (p. 2630) ; *Clément (Pascal)* (p. 2631).

Loi du 10 juillet 1965 (bilan de l'application de la -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2628) ; *Auroux (Jean)* (p. 2628) ; *Asensi (François)* (p. 2630) ; *Clément (Pascal)* (p. 2631) ; *Foyer (Jean)* (p. 2632).

Origine parlementaire du texte en discussion : *Auroux (Jean)* (p. 2628) ; *Asensi (François)* (p. 2630) ; *Clément (Pascal)* (p. 2630) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2631-2632) ; *Foyer (Jean)* (p. 2632).

Répartition des charges : *Foyer (Jean)* (p. 2632).

Travaux de sécurité et d'économies d'énergie : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2628) ; *Auroux (Jean)* (p. 2629) ; *Asensi (François)* (p. 2630).

Discussion des articles [3 octobre 1985] (p. 2632).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de M. François Asensi (ratification du règlement de copropriété dans les immeubles dont la destinée première est la location) ; incertitude pesant sur la jouissance des parties privatives dans les immeubles anciens ; problème soulevé par l'amendement nécessitant un projet ou une proposition de loi (p. 2632) ; système des comptes bancaires séparés ; caractère conventionnel du règlement de copropriété ; risque de vide juridique auquel conduirait l'adoption de l'amendement ; nécessité d'instaurer une procédure judiciaire simple limitée à la rectification des erreurs matérielles ayant pu être commises dans les règlements de copropriété ; rejeté ; amendement n° 2 de M. François Asensi (délai dans lequel le syndic doit notifier les décisions prises en assemblée générale) ; nécessité de parfaire l'information des copropriétaires ; caractère lourd et onéreux de la procédure prévue par l'amendement ; création d'une nouvelle voie de

recours (p. 2633) ; coutume des professionnels consistant à procéder à ces notifications dans des délais raisonnables ; rejeté.

Article 1er *(rôle du syndic : préparation du budget, comptabilité du syndicat de copropriétaires, ouverture d'un compte bancaire séparé pour chaque syndicat) :* amendement n° 3 de M. François Asensi (obligation pour le conseil syndical de disposer avant l'assemblée générale du budget prévisionnel) : rejeté ; amendement n° 10 de M. Pascal Clément (tendant à supprimer le 3e alinéa de cet article) ; obligation pour le syndic d'ouvrir des comptes séparés (p. 2634) ; absence de suspicion à l'égard de la profession de syndic ; obligation de tenir des comptabilités séparées ; support des transferts de fonds ; surcoût qu'entraînerait la gestion des comptes séparés ; rejeté ; amendement n° 9 de M. François Asensi (tendant après les mots « pour chaque syndicat » à supprimer la fin du dernier alinéa de cet article) ; gestion des comptes séparés ; rejeté ; amendement n° 11 de M. Pascal Clément (tendant après les mots « pour chaque syndicat » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet article : « lorsque l'assemblée générale en fait la demande expresse à la majorité des voix de tous les copropriétaires ») ; principe de la pluralité des comptes ; exception du compte unique (p. 2635) ; cas d'obligation d'ouverture de comptes séparés ; rapports entre copropriétaires et syndic ; attachement des Français à la notion de propriété ; rejeté ;

- article 1er : adopté.

Article 2 *(droit d'accès des copropriétaires aux pièces justificatives des charges de copropriété)* (p. 2636) : amendement n° 4 de M. François Asensi (délai de communication des pièces justificatives) ; délai retenu par la commission ; rejeté ; amendement n° 12 de M. Pascal Clément (tendant à compléter le texte proposé pour l'article 18-1 de la loi du 10 juillet 1965 par les mots : « dans le cas d'immeubles dépourvus de conseil syndical ») : non soutenu ;

- article 2 : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 6 de M. François Asensi (apurement des comptes et remise de la comptabilité au nouveau syndic en cas de changement de syndic) ; sous-amendement n° 13 du Gouvernement (tendant dans le dernier alinéa de cet amendement à supprimer les mots « d'apurer les comptes et ») ; difficulté d'un apurement des comptes en deux mois ; sous-amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(principe de l'institution d'un conseil syndical dans tout syndicat de copropriétaires ; rôle du conseil syndical) :* adopté.

Article 4 *(assouplissement des règles relatives aux délégations de vote dans les assemblées générales de copropriétaires)* (p. 2637-2638) : amendement n° 8 de M. François Asensi (délégation du droit de vote des copropriétaires) : retiré ;

- article 4 : adopté.

Article 5 *(abaissement de la majorité requise pour décider de la réalisation de certains travaux) :* adopté.

Article 6 *(assouplissement des conditions de majorité prévues par l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965) :* adopté.

Article 7 *(travaux d'amélioration de la sécurité des personnes et des biens : décision concernant l'installation de dispositifs de fermetures organisant l'accès à l'immeuble) :* adopté.

Article 8 *(obligation pour les copropriétaires de supporter l'exécution de certains travaux même à l'intérieur de leurs parties privatives) :* adopté.

Article 9 *(indemnités dues aux copropriétaires en cas de travaux de surélévation leur créant un préjudice) :* adopté.

Article 10 *(caractère d'ordre public des dispositions de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965) :* adopté.

Article 11 *(délai d'entrée en vigueur de la loi) :* adopté (p. 2638).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2638).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1985] (p. 5023).

Compte bancaire séparé : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5023) ; *Auroux (Jean)* (p. 5024).

Conseil syndical (rôle du -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5023) ; *Auroux (Jean)* (p. 5024).

Syndicats coopératifs : *Auroux (Jean)* (p. 5024).

Travaux améliorant la sécurité (abaissement de la majorité renforcée) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5023).

Discussion des articles [28 novembre 1985] (p. 5025).

Article 1er : amendement n° 7 de la commission (principe du compte bancaire séparé) ; possibilité de déroger à cette disposition par décision expresse de l'assemblée générale des copropriétaires ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 8 de la commission (précisant que les pièces justificatives des charges de copropriété sont tenues à la disposition de tous les copropriétaires par le syndic) ; cas où des conflits opposent des copropriétaires ; adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté (p. 5025).

Article 2 *bis* : amendement n° 9 de la commission (obligation de l'ancien syndic en cas de changement de syndic) : adopté ;

- article 2 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 10 de la commission (notification dans un délai d'un mois du procès-verbal constatant l'impossibilité de l'assemblée générale de désigner les membres du conseil syndical) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (compétence de l'assemblée générale pour décider par une délibération spéciale de ne pas instituer de conseil syndical) ; possibilité pour le juge de désigner éventuellement un conseil syndical (p. 5026) ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *bis* : amendement n° 1 du Gouvernement (supprimant le paragraphe II de cet article) ; projet du Sénat transférant au conseil syndical les fonctions, les pouvoirs et les responsabilités du syndic ; danger de cette disposition ; adopté ;

- article 3 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 12 de la commission (supprimant les mots : « sauf si le règlement de copropriété en décide autrement » dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article) ; jurisprudence admettant que le règlement de copropriété peut interdire la représentation par une personne étrangère au syndicat ; adopté ; amendement n° 13 de la commission (substituant au pourcentage : « 10 p. 100 » le pourcentage : « 5 p. 100 ») ; nombre total de voix dont pourrait disposer un mandataire bénéficiant de plus de trois délégations de vote (p. 5027) ; adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 19 de M. François Asensi (précisant que l'inobservation des dispositions prévues entraîne l'annulation de plein droit des décisions prises à l'assemblée générale) ; jurisprudence sanctionnant de nullité des délibérations de l'assemblée générale lorsque des infractions ont été commises ; interdiction pour le syndic ou ses préposés de présider l'assemblée ou de recevoir mandat pour représenter un copropriétaire ; retiré.

Article 5 : amendement n° 2 du Gouvernement (supprimant le paragraphe II de cet article) ; impossibilité d'admettre que la décision transformant un syndic ordinaire de copropriétaires en un syndic coopératif puisse être adoptée à la majorité des voix) (p. 5028) ; adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (cas d'une installation d'une antenne collective réceptrice de radiodiffusion) ; nécessité de tenir compte de l'évolution des techniques de communication ; adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *bis* : amendement n° 4 du Gouvernement (précisant que chaque syndicat décide parmi les services proposés par une union, ceux dont il veut bénéficier) ; estime qu'il est souhaitable de faciliter le fonctionnement du système existant ; adopté ;

- article 5 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 14 de la commission (indiquant que lorsque l'assemblée générale a décidé d'installer un dispositif de fermeture, elle détermine également les périodes de fermeture) : adopté.

Article 8 (p. 5029) : amendement n° 15 de la commission (référence à la consistance ou à la jouissance des parties privatives) ; maintien des garanties apportées en matière d'accès aux parties privatives ; adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *bis* : amendement n° 5 du Gouvernement (introduisant un délai de deux mois à compter de la tenue de l'assemblée générale pour réaliser des travaux) ; nécessité d'éviter que des travaux soient réalisés avant d'être contestés par des copropriétaires défaillants ou hostiles ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (insérant les mots « en application des articles 25 et 26 dans le 2e alinéa de cet article après les mots « décidés par l'assemblée générale ») ; nécessité de prévoir que le syndic ne peut engager des travaux décidés par l'assemblée générale qu'à l'expiration du délai de deux mois ; adopté ;

- article 9 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 6 du Gouvernement (compétence du juge pour procéder à une nouvelle répartition des charges en présence d'une clause réputée non écrite) : adopté.

Article 11 (p. 5030) : amendement n° 17 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (application des dispositions du paragraphe I de l'article 3 *bis* au règlement de copropriété établi après la publication de la présente loi) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5031).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1985] (p. 6407).

Comptes bancaires séparés : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 6407) ; *Auroux (Jean)* (p. 6408).

Conservation et amélioration du patrimoine : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 6407).

Droit d'information des copropriétaires : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 6407) ; *Auroux (Jean)* (p. 6408).

Travaux concernant la sécurité (décisions relatives aux -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 6407).

Discussion des articles [19 décembre 1985] (p. 6408).

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 (p. 6408) : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 8 : adopté.

Article 11 : adopté (p. 6409).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 6409).

COREE DU NORD

Reconnaissance de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **1198**

COTE-D'IVOIRE

Voir *Traités et conventions* **155, 172**

Convention de Sécurité sociale avec la France

Voir *Traités et conventions* **155**

COTISATIONS SOCIALES

- des travailleurs salariés à temps partiel

Voir *Questions orales sans débat* **835**

COUR DES COMPTES

1. - Proposition de loi n° 3254 relative à la **nomination des conseillers référendaires à la Cour des comptes.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par M. Pierre Bas. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. - Proposition de loi n° 3341 relative à la **nomination des conseillers référendaires à la Cour des Comptes.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 13 février 1986 par M. Jean-Pierre Soisson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Nominations à la -

Voir *Questions au Gouvernement* **1311**

Rapport de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **1511**

COURRIER PICARD (LE)

Voir *Questions au Gouvernement* **1518**

CREANCES ET DETTES

5. - Proposition de loi n° 1177 tendant à modifier les articles 1405 à 1425 du nouveau code de procédure civile concernant la **procédure d'injonction de payer.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Emile Koehl. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Marie Caro (25 novembre 1982), remplacé par M. Jean Foyer (11 avril 1985).

Officines de gestion de dettes

Voir *Procédure civile et commerciale* **1**

CREDIT AGRICOLE

Voir *Questions au Gouvernement* **1227**

CREUSOT-LOIRE (ENTREPRISE)

Voir *Entreprises* **23**

CRIMES, DELITS ET CONTRAVENTIONS

3. - Proposition de loi n° 2693 relative à la **protection des personnes victimes de diffamation.**

Sénat (première lecture), **n° 424** (1983-1984), dépôt le 21 juin 1984 par M. Pierre Schiélé. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : Mme Geneviève Le Bellegou-Beguin. - Rapport **n° 242** (1984-1985) (17 avril 1985). - Discussion le 22 mai 1985. - Adoption le 22 mai 1985. - Proposition de loi **n° 105** (1984-1985).

Assemblée nationale (Première lecture), **n° 2693,** dépôt le 22 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Philippe Marchand (27 juin 1985). - Rapport **n° 3031** (6 novembre 1985).

4. - Proposition de loi n° 3327 sur l'**effectivité de la sanction pénale.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 22 décembre 1985 par M. Jean Foyer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

CULTES

2. - Proposition de loi n° 1746 tendant à répartir les participations communales aux frais de fonctionnement et d'entretien des **presbytères en Alsace-Lorraine.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 13 octobre 1983 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Marie Bockel (10 novembre 1983), remplacé par M. Jean-Marie Caro (11 octobre 1984), remplacé par M. Jean Foyer (11 avril 1985).

CULTURE

Voir *Collectivités locales* **23**

Programme culturel de l'opposition

Voir *Questions au Gouvernement* **1426**

CUMULS

- de mandats

Voir *Elections et référendums* **55, 56**

- d'emplois

Voir *Questions orales sans débat* **817**

- de pensions et de revenus d'activité

Voir *Emploi et activité* **7, 8**

- d'indemnités

Voir *Elections et référendums* **55, 56**

- emploi-retraite

Voir *Emploi et activité* **7**
Lois de finances **11** (deuxième partie), fonction publique et réformes administratives
Mutualité sociale agricole **5**
Questions au Gouvernement **1239**
Questions orales sans débat **817**

CURATELLE

Voir *Questions orales sans débat* **887**

D

DEBUDGETISATION

Voir *Lois de finances* **11**

DECLARATIONS DES HOMMES POLITIQUES

Déclaration du président de la commission des lois après la décision de la 17e chambre correctionnelle.

Voir *Questions au Gouvernement* **1302**

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT

16. - Déclaration du Gouvernement sur l'immigration par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement [6 juin 1985] et débat sur cette déclaration (n° **2741**).

Discussion [6 juin 1985] (p. 1492-1519).

Aides à la réinsertion dans le pays d'origine : *Mayoud (Alain)* (p. 1505) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 1508) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1532).

Aide au retour : *Dufoix (Georgina)* (p. 1495, 1532) ; *Noir (Michel)* (p. 1501) ; *Mayoud (Alain)* (p. 1504) ; *Asensi (François)* (p. 1506) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1512, 1513).

Conséquences démographiques de l'immigration : *Dufoix (Georgina)* (p. 1943) ; *Mayoud (Alain)* (p. 1505, 1506).

Contrôles d'identité : *Aubert (Emmanuel)* (p. 1527, 1528).

Couverture sociale des immigrés : *Dufoix (Georgina)* (p. 1495, 1532) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 1497) ; *Noir (Michel)* (p. 1499, 1500) ; *Billardon (André)* (p. 1503) ; *Asensi (François)* (p. 1507) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1515) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1530, 1531).

Décolonisation (influence de la -) : *Billardon (André)* (p. 1502) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 1510).

Délinquance et immigration : *Santoni (Hyacinthe)* (p. 1522) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1530).

Education et formation professionnelle des immigrés : *Dufoix (Georgina)* (p. 1493, 1494) ; *Mayoud (Alain)* (p. 1505) ; *Asensi (François)* (p. 1506, 1507) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 1507, 1508) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1513) ; *Frachon (Martine)* (p. 1516, 1517) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1521).

Emploi et immigration : *Dufoix (Georgina)* (p. 1495, 1531) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 1497) ; *Noir (Michel)* (p. 1498) ; *Billardon (André)* (p. 1503) ; *Asensi (François)* (p. 1506) ; *Stirn (Olivier)* (p. 1514) ; *Frachon (Martine)* (p. 1516) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 1520) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1521) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1530).

Historique de l'immigration en France : *Dufoix (Georgina)* (p. 1492, 1493) ; *Billardon (André)* (p. 1502).

Immigration clandestine : *Mayoud (Alain)* (p. 1506) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 1508) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1515) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 1527).

Immigrés de la « deuxième génération » : *Ducoloné (Guy)* (p. 1498) ; *Noir (Michel)* (p. 1501) ; *Mayoud (Alain)* (p. 1505) ; *Asensi (François)* (p. 1507).

Influence de la décentralisation : *Stasi (Bernard)* (p. 1513) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1521).

Influence de l'immigration sur la culture sociale dominante : *Hory (Jean-François)* (p. 1523, 1524) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1531, 1533).

Insertion culturelle des immigrés : *Dufoix (Georgina)* (p. 1494) ; *Noir (Michel)* (p. 1501) ; *Billardon (André)* (p. 1503) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 1509, 1510, 1511) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1513, 1514) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1522) ; *Billon (Alain)* (p. 1526) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 1526).

Logement des immigrés : *Dufoix (Georgina)* (p. 1494, 1532) ; *Mayoud (Alain)* (p. 1505) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1513) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1521) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 1526, 1527) ; *Rouquette (Roger)* (p. 1529).

Maîtrise des flux migratoires : *Dufoix (Georgina)* (p. 1494, 1495) ; *Noir (Michel)* (p. 1500) ; *Mayoud (Alain)* (p. 1504, 1505) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1517).

Modes d'acquisition de la nationalité française : *Noir (Michel)* (p. 1501) ; *Mayoud (Alain)* (p. 1505) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1531) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1531, 1532).

Nombre d'étrangers en France : *Dufoix (Georgina)* (p. 1493) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1515) ; *Frachon (Martine)* (p. 1516).

Participation des immigrés à la Résistance : *Ducoloné (Guy)* (p. 1497).

Participation des immigrés aux institutions professionnelles : *Ducoloné (Guy)* (p. 1498).

Participation des immigrés à la vie publique : *Dufoix (Georgina)* (p. 1494) ; *Mayoud (Alain)* (p. 1504, 1506) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 1511) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1513) ; *Stirn (Olivier)* (p. 1514) ; *Charles (Serge)* (p. 1517, 1518) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 1520, 1521) ; *Billon (Alain)* (p. 1525, 1526) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1531).

Politique de l'immigration (données générales) : *Dufoix (Georgina)* (p. 1493).

Politique de l'immigration (1960-1981) : *Gaspard (Françoise)* (p. 1509).

Politique de l'immigration (1981-1982) : *Noir (Michel)* (p. 1499, 1500) : *Billardon (André)* (p. 1503, 1504) ; *Asensi (François)* (p. 1507) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 1509) ; *Frachon (Martine)* (p. 1516) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 1520) ; *Billon (Alain)* (p. 1525).

Problèmes de l'immigration à Marseille : *Santoni (Hyacinthe)* (p. 1522, 1523).

Problèmes de l'immigration dans les autres pays européens : *Grussenmeyer (François)* (p. 1508) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1511) ; *Stirn (Olivier)* (p. 1515).

Procédures d'expulsion et de reconduite aux frontières : *Noir (Michel)* (p. 1500) ; *Mayoud (Alain)* (p. 1505).

Racisme : *Ducoloné (Guy)* (p. 1496, 1497, 1498) ; *Billardon (André)* (p. 1504) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1511, 1512) ; *Billon (Alain)* (p. 1525).

Réfugiés du Sud-Est asiatique : *Moulinet (Louis)* (p. 1524, 1525).

Regroupement familial : *Dufoix (Georgina)* (p. 1495, 1532) ; *Asensi (François)* (p. 1506) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 1509) ; *Rouquette (Roger)* (p. 1529) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1531).

Répartition géographique des immigrés : *Dufoix (Georgina)* (p. 1494) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 1496) ; *Asensi (François)* (p. 1507).

Rôle économique de l'immigration : *Dufoix (Georgina)* (p. 1493).

Situation des originaires des D.O.M. : *Jalton (Frédéric)* (p. 1519, 1520) ; *Hory (Jean-François)* (p. 1524).

Titres de travail et de séjour des immigrés : *Noir (Michel)* (p. 1501) ; *Billardon (André)* (p. 1503) ; *Mayoud (Alain)* (p. 1504) ; *Rouquette (Roger)* (p. 1528, 1529, 1530).

Travail clandestin : *Dufoix* (p. 1494) ; *Noir (Michel)* (p. 1500).

17. - Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures [11 juin 1985] et débat sur cette déclaration (n° **2757**).

Discussion [11 juin 1985] (p. 1571, 1592).

Afrique (situation et attitude de la France à l'égard de l'-) : *Dumas (Roland)* (p. 1572) ; *Nucci (Christian)* (p. 1576, 1577) ; *Estier (Claude)* (p. 1583) ; *Bellon (André)* (p. 1594) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 1596) ; *Vadepied (Guy)* (p. 1607).

Afrique du Sud (situation en - et attitude de la France à l'égard de l'-) : *Dumas (Roland)* (p. 1573) ; *Estier (Claude)* (p. 1583) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 1597) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1604, 1605) ; *Nucci (Christian)* (p. 1615) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1618).

Amérique centrale (situation en - et politique française à l'égard de l'-) : *Dumas (Roland)* (p. 1573) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1597) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1609, 1620) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1609).

Amérique du Sud (situation en - et politique française à l'égard de l'-) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1579, 1580) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1584) ; *Bellon (André)* (p. 1594).

Asie (situation en - et politique française à l'égard de l'-) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1579, 1581).

Brésil (attitude française à l'égard du -) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1580).

Cambodge (attitude de la France à l'égard du -) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1581).

Conflit Iran-Irak : *Dumas (Roland)* (p. 1572, 1619) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 1597) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1608) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1609).

Course aux armements : *Montdargent (Robert)* (p. 1586) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 1595).

Dissuasion nucléaire (politique française de -) : *Dumas (Roland)* (p. 1572) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1587) ; *Bellon (André)* (p. 1593) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1598).

Droits de l'homme : *Dumas (Roland)* (p. 1574, 1619) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1580, 1581, 1618) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 1595, 1596) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 1597).

Europe (défense de l'-) : *Montdargent (Robert)* (p. 1585) ; *Dumas (Roland)* (p. 1572, 1573).

Europe (élargissement de l'-) : *Dumas (Roland)* (p. 1573, 1619) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 1577, 1578, 1615, 1616) ; *Estier (Claude)* (p. 1581, 1582) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1585) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1586, 1588) ; *Bellon (André)* (p. 1594) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1612) ; *Garmendia (Pierre)* (p. 1613).

Europe (institutions et droit communautaire) : *Lalumière (Catherine)* (p. 1578, 1579, 1615, 1617) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1588, 1616, 1617, 1620) ; *Josselin (Charles)* (p. 1599, 1600, 1601) ; *Stirn (Olivier)* (p. 1601) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1612, 1613) ; *Dumas (Roland)* (p. 1619, 1620).

Europe (politique agricole commune) : *Lalumière (Catherine)* (p. 1578, 1617) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1602, 1603) ; *Garmendia (Pierre)* (p. 1613).

Europe (politique économique et sociale) : *Lalumière (Catherine)* (p. 1578, 1579, 1616, 1618) ; *Bellon (André)* (p. 1593) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 1610, 1614) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1613, 1614) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 1616, 1618).

Europe (problèmes financiers) : *Lalumière (Catherine)* (p. 1579, 1617, 1618) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1587).

Europe (projet Eurêka) : *Estier (Claude)* (p. 1582) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1587) ; *Bellon (André)* (p. 1593) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 1595) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 1604) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 1611) ; *Dumas (Roland)* (p. 1619).

Europe (système monétaire) : *Lalumière (Catherine)* (p. 1579).

Europe de l'Est (attitude de la France à l'égard des pays de l'-) : *Harcourt (Florence d')* (p. 1596).

Francophonie : *Dumas (Roland)* (p. 1574, 1619) ; *Deniau (Xavier)* (p. 1605, 1606, 1607) ; *Delehedde (André)* (p. 1611, 1612) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 1617, 1618).

G.A.T.T. : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1587) ; *Bellon (André)* (p. 1594) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 1597).

Inde (politique française en -) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1581) ; *Nucci (Christian)* (p. 1615).

Liban (politique française au -) : *Dumas (Roland)* (p. 1572, 1575) ; *Estier (Claude)* (p. 1582, 1583) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1584) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1589, 1590) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1609-1610).

Libye (attitude française à l'égard de la -) : *Dumas (Roland)* (p. 1572, 1589, 1621) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1583) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1588, 1589) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1597).

Nicaragua : *Dumas (Roland)* (p. 1573, 1619) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1597) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1609, 1620) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1618).

Nouvelle-Calédonie : *Peyrefitte (Alain)* (p. 1597, 1598) ; *Stirn (Olivier)* (p. 1601) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1621).

Oradour-sur-Glane (massacre d'-) : *Montdargent (Robert)* (p. 1584, 1622) ; *Dumas (Roland)* (p. 1619).

Pays en voie de développement (attitude et politique de la France à l'égard des -) : *Vial-Massat (Théo)* (p. 1596, 1597) ; *Vadepied (Guy)* (p. 1607, 1608) ; *Dumas (Roland)* (p. 1574) ; *Nucci (Christian)* (p. 1575, 1576, 1577, 1614).

Pays en voie de développement (situation financière des -) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1580) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 1596) ; *Vadepied (Guy)* (p. 1607, 1608).

Politique agricole américaine : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1602, 1603) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 1617).

Président de la République (rôle du - dans la conduite de la politique étrangère) : *Harcourt (Florence d')* (p. 1594, 1595).

Proche et Moyen-Orient (politique française au -) : *Dumas (Roland)* (p. 1572) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1589) ; *Stirn (Olivier)* (p. 1601, 1602) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1610).

Projets de défense spatiale (et notamment I.D.S.) : *Dumas (Roland)* (p. 1573, 1619) ; *Estier (Claude)* (p. 1582) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1585, 1586) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1587) ; *Bellon (André)* (p. 1593) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 1595, 1596) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 1603, 1604) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 1611).

Relations et coopération franco-allemande : *Dumas (Roland)* (p. 1572, 1620) ; *Estier (Claude)* (p. 1582) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1587, 1620) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1598) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 1603) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1612).

Relations et coopération franco-britannique : *Dumas (Roland)* (p. 1572) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1587).

Relations franco-espagnoles : *Garmendia (Pierre)* (p. 1613).

République démocratique allemande (politique française à l'égard de la -) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1583).

S.S. 20 (déploiement des -) : *Dumas (Roland)* (p. 1572) ; *Bellon (André)* (p. 1593).

Système monétaire international : *Nucci (Christian)* (p. 1576) ; *Bellon (André)* (p. 1594) ; *Vial-Masset (Théo)* (p. 1596).

Tchad (politique française au -) : *Dumas (Roland)* (p. 1572, 1589, 1621) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1588, 1589) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1597).

U.E.O. : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1603, 1604).

U.R.S.S. (politique française à l'égard de l'-) : *Estier (Claude)* (p. 1582) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1587) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1597, 1598).

Uruguay (situation et attitude française à l'égard de l'-) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1580).

Viet-Nam : *Josselin (Charles)* (p. 1599) ; *Nucci (Christian)* (p. 1615).

18. - Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales par M. Laurent Fabius, Premier ministre **(n° 3081)** [19 novembre 1985] et débat sur cette déclaration.

Discussion [19 novembre 1985] (p. 4477, 4507).

Automobile : *Noir (Michel)* (p. 4491, 4492) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4496).

Cessions et acquisitions réalisées par les entreprises nationales : *Noir (Michel)* (p. 4492) ; *Aubert (François d')* (p. 4502) ; *Cresson (Edith)* (p. 4520).

Commerce extérieur et entreprises nationales : *Cresson (Edith)* (p. 4481).

Construction navale : *Chénard (Alain)* (p. 4517).

Dénationalisations : *Fabius (Laurent)* (p. 4478) ; *Cresson (Edith)* (p. 4482, 4483, 4521) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4485, 4495) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4488) ; *Noir (Michel)* (p. 4490, 4493, 4494) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4495) ; *Aubert (François d')* (p. 4501, 4502, 4503) ; *Charzat (Michel)* (p. 4508, 4509) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4512, 4513) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4515) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4519).

Dirigeants des entreprises nationales (situation des -) : *Fabius (Laurent)* (p. 4477) ; *Cresson (Edith)* (p. 4480, 4481) ; *Noir (Michel)* (p. 4489).

Electronique et télécommunications : *Cresson (Edith)* (p. 4480) ; *Noir (Michel)* (p. 4492, 4493) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4497) ; *Aubert (François d')* (p. 4500, 4501) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4516, 4517) ; *Cresson (Edith)* (p. 4521).

Emploi et entreprises nationales : *Noir (Michel)* (p. 4489, 4492) ; *Aubert (François d')* (p. 4499) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4512) ; *Cresson (Edith)* (p. 4520).

Entreprises nationales et entreprises privées : *Fabius (Laurent)* (p. 4478) ; *Cresson (Edith)* (p. 4479) ; *Noir (Michel)* (p. 4493) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4496, 4497).

Entreprises nationales et investissement (notamment en matière de recherche) : *Cresson (Edith)* (p. 4481) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4486) ; *Noir (Michel)* (p. 4492) ; *Aubert (François d')* (p. 4501) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4515, 4516).

Modalités des nationalisations de 1982 : *Cresson (Edith)* (p. 4479, 4480, 4511) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4486) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4495) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4511).

Représentation des personnels dans les conseils d'administration : *Fabius (Laurent)* (p. 4478) ; *Cresson (Edith)* (p. 4483) ; *Noir (Michel)* (p. 4494) ; *Aubert (François d')* (p. 4502) ; *Charzat (Michel)* (p. 4509) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4518).

Rôle économique des collectivités locales : *Chénard (Alain)* (p. 4518) ; *Cresson (Edith)* (p. 4521).

Rôle de l'Etat en matière économique et relations avec les entreprises nationales : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4483) ; *Jospin (Lionel))* (p. 4486, 4487) ; *Noir (Michel))* (p. 4493) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4496) ; *Aubert (François d')* (p. 4499, 4502) ; *Charzat (Michel)* (p. 4507, 4508) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4516).

Rôle du secteur bancaire nationalisé : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4483, 4484, 4485) ; *Aubert (François d')* (p. 4498, 4502) ; *Charzat (Michel)* (p. 4508) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4514, 4515) ; *Chénard (Alain)* (p. 4517).

Rôle social des entreprises nationales : *Fabius (Laurent)* (p. 4477, 4478, 4479) ; *Cresson (Edith)* (p. 4481, 4483) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4487) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4498) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4519).

Sidérurgie : *Noir (Michel)* (p. 4490, 4491) ; *Cresson (Edith)* (p. 4490, 4519, 4520, 4521) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4495, 4496) ; *Drouin (René)* (p. 4510, 4511).

Situation financière des entreprises nationales : *Fabius (Laurent)* (p. 4477) ; *Cresson (Edith)* (p. 4480, 4483) ; *Noir (Michel)* (p. 4490, 4491, 4492) ; *Aubert (François d')* (p. 4500) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4512, 4513).

19. - Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique, par M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé **(n° 3109)** [26 novembre 1985] et débat sur cette déclaration.

Discussion [26 novembre 1985] (p. 4885, 4904) :

Assistance et coopération avec les fonctions publiques étrangères : *Le Garrec (Jean)* (p. 4889, 4899).

Conditions de travail dans l'administration : *Le Garrec (Jean)* (p. 4887) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4901).

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : *Joxe (Pierre)* (p. 4890) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 4918).

Contribution de solidarité : *Le Garrec (Jean)* (p. 4885).

Droits des usagers (décret du 28 novembre 1983) : *Le Garrec (Jean)* (p. 4888) ; *Labazée (Georges)* (p. 4913) ; *Charzat (Michel)* (p. 4915, 4916).

Droits et devoirs de la fonction publique : *Ducoloné (Guy)* (p. 4900) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4905) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4919).

Evaluation de l'action administrative : *Le Garrec (Jean)* (p. 4888) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4900) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4909) ; *Loncle (François)* (p. 4917) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 4918).

Fonction publique territoriale (organisation et rapports avec la fonction publique d'Etat) : *Joxe (Pierre)* (p. 4889, 4890, 4891, 4892) ; *Charles (Serge)* (p. 4889) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4900) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4910) ; *Labazée (Georges)* (p. 4911, 4913) ; *Chomat (Paul)* (p. 4913, 4914) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 4917, 4918) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4920).

Formation professionnelle des fonctionnaires : *Le Garrec (Jean)* (p. 4888, 4920) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4891) ; *Labazée (Georges)* (p. 4912).

Grève dans les services publics : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4895).

Mobilité des fonctionnaires : *Le Garrec (Jean)* (p. 4888) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4909).

Moyens des services : *Le Garrec (Jean)* (p. 4887, 4888, 4921) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4902) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4906) ; *Labazée (Georges)* (p. 4912, 4913).

Nombre de fonctionnaires et gestion prévisionnelle des effectifs : *Le Garrec (Jean)* (p. 4887, 4919, 4920) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4893) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4900, 4901, 4902) ; *Labazée (Georges)* (p. 4912).

Nombre de fonctionnaires (proposition de l'opposition tendant à la réduction du -) : *Le Garrec (Jean)* (p. 4886) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4897) ; *Charzat (Michel)* (p. 4914) ; *Loncle (François)* (p. 4916).

Non-titulaires (situation des -) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4897, 4898) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4900) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4909) ; *Labazée (Georges)* (p. 4911) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4919).

Personnels hospitaliers (cessations de fonctions) : *Joxe (Pierre)* (p. 4893) ; *Chomat (Paul)* (p. 4914).

Personnels hospitaliers (protection sanitaire des -) : *Hervé (Edmond)* (p. 4892).

Personnels hospitaliers (statut des -) : *Hervé (Edmond)* (p. 4892) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4898) ; *Chomat (Paul)* (p. 4913, 4914) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 4918).

Politisation de la haute fonction publique : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4896, 4898) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4906, 4907) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4910) ; *Loncle (François)* (p. 4916).

P.T.T. (rigidités statutaires des -) : *Zeller (Adrien)* (p. 4908).

Recrutement des fonctionnaires : *Joxe (Pierre)* (p. 4891) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4895, 4896) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4907) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4910, 4911) ; *Labazée (Georges)* (p. 4913).

Relations entre l'administration et les usagers : *Le Garrec (Jean)* (p. 4887, 4888, 4920) ; *Charzat (Michel)* (p. 4915).

Rémunération des fonctionnaires : *Le Garrec (Jean)* (p. 4885, 4919, 4920) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4893, 4894) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4901) : *Zeller (Adrien)* (p. 4906, 4907, 4920).

Rôle de l'Etat et de la fonction publique : *Le Garrec (Jean)* (p. 4886) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4893, 4894) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4899) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4906) ; *Charzat (Michel)* (p. 4915).

Sanctions disciplinaires dans la fonction publique : *Zeller (Adrien)* (p. 4909).

Simplification des procédures administratives : *Le Garrec (Jean)* (p. 4888).

Syndicalisme dans la fonction publique : *Le Garrec (Jean)* (p. 4887, 4910) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4898) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4906, 4907, 4908) ; *Labazée (Georges)* (p. 4911, 4912).

20. - Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs, par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement, et M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle **(n° 3148)** [3 décembre 1985] et débat sur cette déclaration.

Discussion [3 décembre 1985] (p. 5187, 5209).

Action sociale (réforme de l'-) : *Evin (Claude)* (p. 5198).

Allocations de fin de droit : *Dufoix (Georgina)* (p. 5192) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5213).

A.N.P.E. et A.F.P.A. (rôle de l'-) : *Delebarre (Michel)* (p. 5197).

Budget de la sécurité sociale (équilibre du -) : *Dufoix (Georgina)* (p. 5191,5192, 5226) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5200, 5201) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5221).

Chômage (niveau du -) : *Delebarre (Michel)* (p. 5192).

Chômeurs (insertion sociale des -) : *Delebarre (Michel)* (p. 5192).

Dépenses ambulatoires : *Blanc (Jacques)* (p. 5222, 5223).

Dépenses de santé (maîtrise des -) : *Evin (Claude)* (p. 5198) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5201) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5222, 5223).

Droit du travail (objet du -) : *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5219, 5220).

Droite (propositions de la - en matière de droit de travail) : *Delebarre (Michel)* (p. 5196, 5224) ; *Marchais (Georges)* (p. 5202, 5203).

Entreprise (droit des salariés dans l'-) : *Delebarre (Michel)* (p. 5195).

Entreprise (institution représentative dans l'-) : *Delebarre (Michel)* (p. 5195) ; *Marchais (Georges)* (p. 5202).

Formation professionnelle et qualification : *Delebarre (Michel)* (p. 5193) ; *Evin (Claude)* (p. 5199).

Flexibilité du temps de travail : *Delebarre (Michel)* (p. 5196, 5197) ; *Marchais (Georges)* (p. 5204) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5215).

Hôpital (modernisation de l'-) : *Dufoix (Georgina)* (p. 5188, 5189).

Hôpital (réforme de l'-) : *Dufoix (Georgina)* (p. 5189) ; Evin (Claude) (p. 5198) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5214).

Hospices (suppression des) : *Dufoix (Georgina)* (p. 5191).

Inégalités salariales : *Marchais (Georges)* (p. 5202).

Jeunes (insertion des -) : *Delebarre (Michel)* (p. 5224, 5225).

Médecine libérale : *Dufoix (Georgina)* (p. 5189, 5190, 5225) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5214) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5222, 5225).

Minimum social garanti : *Coffineau (Michel)* (p. 5213, 5214) ; *Frachon (Martine)* (p. 5218).

Minimum vieillesse : *Dufoix (Georgina)* (p. 5191).

Modernisation de l'appareil de production : *Coffineau (Michel)* (p. 5214).

Négociation collective : *Delebarre (Michel)* (p. 5193, 5194, 5196) ; *Evin (Claude)* (p. 5197) ; *Marchais (Georges)* (p. 5202) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5215) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5219).

Parti communiste (attitude du -) : *Coffineau (Michel)* (p. 5215) ; *Delebarre (Michel)* (p. 5223).

Personnes âgées (accueil des -) : *Barrot (Jacques)* (p. 5202) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5213) ; *Perrut (Francisque)* (p. 5216) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5220).

Pôles de conversion : *Delebarre (Michel)* (p. 5195).

Politique de croissance : *Marchais (Georges)* (p. 5204).

Politique familiale : *Dufoix (Georgina)* (p. 5187, 5188, 5225, 5226) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5200) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5213) ; *Fuchs (Jean-Pierre)* (p. 5217, 5218) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5222).

Remboursement du petit risque : *Dufoix (Georgina)* (p. 5190).

Retraite (âge de la -) : *Dufoix (Georgina)* (p. 5191) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5200).

Retraite (système de répartition ou de capitalisation) : *Dufoix (Georgina)* (p. 5191, 5225) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5201) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5214) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5220, 5221).

Retraités (rôle des -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5221).

Risques (séparation des -) : *Barrot (Jacques)* (p. 5201).

Sécurité sociale (financement de la -) : *Barrot (Jacques)* (p. 5201) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5214) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5222).

Solidarité (principe de -) : *Dufoix (Georgina)* (p. 5187) ; *Evin (Claude)* (p. 5199) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5202) ; *Perrut (Francisque)* (p. 5216) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5221).

Syndicats (rôle des -) : *Delebarre (Michel)* (p. 5194, 5197, 5224) ; *Evin (Claude)* (p. 5199) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5215) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5219).

21. - Déclaration du Gouvernement sur la **politique agricole,** par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture **(n° 3166)** [10 décembre 1985], et débat sur cette déclaration.

Discussion [10 décembre 1985] (p. 5803, 5825).

Accords de Dublin (application des -) : *Barailla (Régis)* (p. 5838, 5839) ; *Nallet (Henri)* (p. 5843).

Aménagement rural et restructuration foncière : *Lajoinie (André)* (p. 5813) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5826) ; *Cartelet (Michel)* (p. 5835).

Appareil productif (situation de l' -) : *Nallet (Henri)* (p. 5804) ; *Metais (Pierre)* (p. 5818) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5825) ; *Bégault (Jean)* (p. 5827) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5839).

Caractère familial de l'exploitation agricole (préservation du -) : *Nallet (Henri)* (p. 5805) ; *Lajoinie (André)* (p. 5812) ; *Massaud (Edmond)* (p. 5832).

Coopératives agricoles : *Chomat (Paul)* (p. 5808, 5809) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5827) ; *Nallet (Henri)* (p. 5845).

Exploitation agricole à responsabilité limitée (E.A.R.L.) : *Massaud (Edmond)* (p. 5833) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5838) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5841).

Elargissement de la C.E.E. (conséquences de l' -) : *Lajoinie (André)* (p. 5811) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5814) ; *Metais (Pierre)* (p. 5818) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5819) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5829) ; *Barailla (Régis)* (p. 5838) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5840).

Elevage (problèmes de l' -) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5830, 5831) ; *Lestas (Roger)* (p. 5832).

Enseignement agricole et formation : *Blanc (Jacques)* (p. 5815) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5819) ; *Patriat (François)* (p. 5828, 5829) ; *Lestas (Roger)* (p. 5832) ; *Massaud (Edmond)* (p. 5833) ; *Nallet (Henri)* (p. 5845).

Etats-Unis (concurrence avec les -) : *Lajoinie (André)* (p. 5810) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5815, 5816) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5819) ; *Desanlis (Jean)* (p. 5836) ; *Nallet (Henri)* (p. 5843).

Ethanol (mise en place d'une filière de l' -) : *Geng (Francis)* (p. 5834).

Exploitations (nombre des -) : *Renault (Amédée)* (p. 5830) ; *Bégault (Jean)* (p. 5828) ; *Nallet (Henri)* (p. 5845).

Fiscalité agricole (réforme de la -) : *Metais (Pierre)* (p. 5817) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5821) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5829) ; *Desanlis (Jean)* (p. 5836) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5836) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5838).

Investissements dans l'agriculture (niveau des -) : *Chomat (Paul)* (p. 5808) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5821).

« Livre vert » de la Commission (contenu du -) : *Blanc (Jacques)* (p. 5815) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5837) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5840) ; *Nallet (Henri)* (p. 5843).

Montants compensatoires monétaires : *Lajoinie (André)* (p. 5810) ; *Metais (Pierre)* (p. 5818) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5840).

Offices par produit (création des -) : *Blanc (Jacques)* (p. 5815) ; *Metais (Pierre)* (p. 5817) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5831) ; *Nallet (Henri)* (p. 5843).

Place de l'agriculture dans l'économie française : *Nallet (Henri)* (p. 5803) ; *Lajoinie (André)* (p. 5809) ; *Metais (Pierre)* (p. 5816) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5819).

Population active agricole (structure et évolution de la -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5821) : *Metais (Pierre)* (p. 5816) ; *Lestas (Roger)* (p. 5831) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5840) ; *Nallet (Henri)* (p. 5845).

Prix agricoles (système des -) : *Nallet (Henri)* (p. 5804) ; *Metais (Pierre)* (p. 5818) ; *Desanlis (Jean)* (p. 5836) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5837).

Productions horticoles, arboricoles et viticoles : *Bégault (Jean)* (p. 5827, 5828) ; *Baraillа (Régis)* (p. 5838).

Quotas laitiers : *Chomat (Paul)* (p. 5807) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5814) ; *Bégault (Jean)* (p. 5827) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5831) ; *Desanlis (Jean)* (p. 5835) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5838) ; *Nallet (Henri)* (p. 5842).

Rapports entre l'Etat et les organisations professionnelles : *Nallet (Henri)* (p. 5805, 5806, 5844) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5820) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5827) ; *Massaud (Edmond)* (p. 5832) ; *Geng (Francis)* (p. 5834).

Recherche : *Nallet (Henri)* (p. 5803, 5844) ; *Chomat (Paul)* (p. 5806, 5807, 5808).

Réglement ovin : *Nallet (Henri)* (p. 5842) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5842).

Relations avec le tiers monde : *Lajoinie (André)* (p. 5810, 5811, 5812) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5827).

Revenus agricoles (évolution des -) : *Nallet (Henri)* (p. 5804, 5844) ; *Lajoinie (André)* (p. 5809) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5815) ; *Metais (Pierre)* (p. 5816) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5826) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5829) ; *Geng (Francis)* (p. 5832) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5836).

Secteur agro-alimentaire (situation dans le -) : *Chomat (Paul)* (p. 5806, 5807) ; *Nallet (Henri)* (p. 5844).

Surface minimum d'installation (S.M.I.) : *Renault (Amédée)* (p. 5830).

Solde commercial dans l'agro-alimentaire : *Lajoinie (André)* (p. 5811) ; *Metais (Pierre)* (p. 5816).

Statut social des agriculteurs : *Lajoinie (André)* (p. 5812) ; *Metais (Pierre)* (p. 5817) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5820) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5826) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5830) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5840, 5841).

Tourisme vert : *Cartelet (Michel)* (p. 5835).

DEFENSE CIVILE

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), services du Premier ministre
Questions orales sans débat **889**

DEFENSE (MINISTÈRE)

4. - Rapport d'information n° 2755 déposé en application de l'article 145 du réglement au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les **établissements industriels du ministère de la défense,** par M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) [6 juin 1985].

DEFENSE NATIONALE

6. - Proposition de loi n° 2453 tendant à étendre l'exemption de **réquisition de véhicules en temps de guerre** aux infirmiers et infirmières.

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Pascal Clément (11 avril 1985).

7. - Proposition de loi n° 2709 relative à la **défense civile.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 23 mai 1985 par Mme Florence d'Harcourt et M. Raymond Marcellin. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. - Rapporteur : M. Guy-Michel Chauveau (20 juin 1985).

8. - Proposition de loi n° 3269 relative à l'organisation de la **défense civile et économique de la nation.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par M. Raymond Marcellin. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), relations extérieures.

Avion de combat futur

Voir *Questions orales sans débat* **888**

Budget de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **1307**

DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE (DATAR)

Voir *Questions au Gouvernement* **1477**

DELEGATION AUX LIBERTES

Voir *Libertés publiques* **7**

DENATIONALISATIONS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **18**
Lois de finances **11**
Questions au Gouvernement **1405**

DEPARTEMENTS

Situation économique et de l'emploi dans le département de la Charente-Maritime

Voir *Questions au Gouvernement* **1367**

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

8. - Proposition de loi n° 2638 tendant à modifier l'article 16 de la loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant **organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 avril 1985 par M. Jean Fontaine. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (5 juin 1985).

Débat concernant les -

Voir *Question au Gouvernement* **1333**

Logement dans les -

Voir *Questions orales sans débat* **827**

Octroi de mer

Voir *Questions orales sans débat* **876**

Politique du développement dans les -

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie, Départements et Territoires d'outre-mer.

Situation économique des -

Voir *Questions au Gouvernement* **1206**

DEPENSES PUBLIQUES

Voir *Lois de finances* **11**

DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS

11. - Projet de loi n° 2613 sur les **actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation.**

Sénat (première lecture) n° **209** (1984-1985). - Dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. André Rabineau. - Rapport n° **231** (1984-1985) (10 avril 1985). - Discussion le 16 avril 1985. - Adoption le 16 avril 1985. - Projet de loi n° **84** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2813**. - Dépôt le 17 avril 1985. - Renvoi à la commission de lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Guy Ducoloné (25 avril 1985). - Rapport n° **2665** (2 mai 1985). - Discussion le 7 mai 1985. - Adoption le 7 mai 1985. - Projet de loi n° **776.**

Loi n° 85-526 du 15 mai 1985, publiée au *J.O.* du 18 mai 1985 (p. 5543).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 mai 1985] (p. 619).

Hommage rendu aux victimes du nazisme (texte constituant un -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 620) ; *Nilès (Maurice)* (p. 622) ; *Mauger (Pierre)* (p. 623).

Imprécision concernant le lieu et la date du décès (situation en cas d'-) *Ducoloné (Guy)* (p. 619) ; *Badinter (Robert)* (p. 620) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 620).

Ministère chargé des anciens combattants (rôle du -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 620) ; *Badinter (Robert)* (p. 620).

Nombre des déportés originaires de France : *Ducoloné (Guy)* (p. 619) ; *Nilès (Maurice)* (p. 621) ; *Rouquet (René)* (p. 622) ; *Mauger (Pierre)* (p. 622, 623).

Personnes n'ayant pas fait l'objet d'un acte de décès (nombre de -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 619) ; *Nilès (Maurice)* (p. 622).

Tentatives de négation des crimes nazis : *Ducoloné (Guy)* (p. 620) ; *Badinter (Robert)* (p. 620) ; *Nilès (Maurice)* (p. 622).

Discussion des articles [7 mai 1985] (p. 623).

Article 1er *(instauration d'une mention « mort en déportation » portée sur l'acte de décès) :* adopté.

Article 2 *(apposition de la mention, après enquête du ministre chargé des anciens combattants) :* adopté.

Article 3 *(présomption de décès concernant les personnes faisant partie d'un convoi, n'ayant donné aucune nouvelle après la date du départ de ce convoi) :* adopté.

Article 4 *(rectification des actes de décès des personnes mentionnées à l'article 1er ; effets de cette rectification) :* adopté.

Article 5 *(intervention du ministre chargé des anciens combattants soit d'office, soit à la demande d'un ayant cause du défunt ; possibilité d'opposition) :* adopté.

Article 6 *(tribunal de grande instance compétent en cas de contestations) :* adopté (p. 623).

Explications de vote (p. 623).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Hamel (Emmanuel)* (p. 623).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 623).

12. - Proposition de loi n° 3071 tendant à garantir l'imprescriptibilité de l'exercice du droit d'obtenir un titre et des réparations pour les **déportés de la résistance,** internés de la résistance, déportés politiques, internés politiques, combattants volontaires de la résistance, réfractaires, personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, patriotes résistants à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 14 novembre 1985 par M. Maurice Nilès et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Problème des forclusions

Voir *Sécurité sociale* **23**

Titre de déporté politique

Voir *Sécurité sociale* **23**

DETENTION ET DETENUS

Mesures envisagées en faveur des détenus

Voir *Questions au Gouvernement* **1295**

DETTE EXTERIEURE

Voir *Commerce extérieur*
Lois de finances **11**
Questions au Gouvernement **1440**

DETTE PUBLIQUE

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Economie, finances et budget, consommation

DIETETICIENS

Voir *Professions et activités médicales*

DIFFAMATION

Voir *Crimes, délits et contraventions* **3**

DIOXINE

Absence de réglementation du stockage de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **1214**

DIRECTION GENERALE DES RELATIONS SCIENTIFIQUES, CULTURELLES ET TECHNIQUES

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Relations extérieures

DISSUASION

Voir *Déclarations du Gouvernement* **17**

Et initiative de défense stratégique (I.D.S.)

Voir *Questions au Gouvernement* **1229**

DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER

Voir *Politique économique et sociale*

DIVORCE

8. - Proposition de loi n° 2898 tendant à dissocier la procédure de divorce de certaines **dispositions fiscales.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par M. François d'Harcourt. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Charles Millon (17 octobre 1985).

DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Voir *Assemblée nationale*

DOMAINE PUBLIC ET PRIVE

Domaine public maritime.

Voir *Mer et littoral* **12**

DOMICILE DE SECOURS

Voir *Collectivités locales* **24**

DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (D.G.F.)

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 23 ; (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.
Politique économique et sociale **6**
Questions au Gouvernement **1326**

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (D.G.E.)

Voir *Collectivités locales* **25**
Lois de finances **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation

- des D.O.M.-T.O.M.

Voir *Collectivités locales* **25**

DOTATION REGIONALE D'EQUIPEMENT SCOLAIRE

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation

DROGUE

Lutte contre la toxicomanie

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation
Questions au Gouvernement **1384**

Lutte contre le trafic de -

Voir *Sécurité sociale* **23**

Répression du petit trafic de -

Voir *Sécurité sociale* **23**

DROIT DE REPONSE (émission)

Licenciement de journalistes

Voir *Questions au Gouvernement* **1438**

DROIT D'EXPRESSION DES SALARIES

Voir *Travail* **26**

DROITS DE L'HOMME

2. - Proposition de loi constitutionnelle n° 2565 privilégiant les **rapports de la France avec les pays respectueux des droits de l'homme.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 janvier 1985 par M. Michel Noir et M. François Léotard. - Renvoi à la commission des lois contitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. - Proposition de loi n° 2973 tendant à **interdire les relations** économiques, commerciales, culturelles, militaires et politiques avec l'**Afrique du Sud,** tant que durera le régime d'apartheid.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1985 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

4. - Proposition de loi n° 3261 tendant à reconnaître le **génocide** dont le **peuple arménien** fut victime en 1915.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 décembre 1985 par M. Guy Ducoloné. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Traités et conventions* **156, 157, 162**

- en U.R.S.S.

Voir *Questions au Gouvernement* **1362**

DROITS DE MUTATION

Voir *Successions et libéralités* **4**

DUCELLIER (établissements)

Voir *Questions au Gouvernement* **1375**

E

EAU ET ASSAINISSEMENT

Redevance de l'agence de bassin Rhin-Meuse

Voir *Questions orales sans débat* **937**

ECONOMIE ET FINANCES

Situation économique

Voir *Questions au Gouvernement* **1393, 1471, 1489**

ECONOMIE SOCIALE

2. - Projet de loi n° 2657 relatif à certaines **activités d'économie sociale.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 25 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale. - Urgence déclarée le 29 mai 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Bruno Vennin (9 mai 1985). - Rapport n° **2723** (30 mai 1985). - Discussion le 4 juin 1985. - Adoption le 4 juin 1985. - Projet de loi n° **801.**

Sénat (première lecture) n° **343** (1984-1985), dépôt le 5 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. - Rapporteur : M. Paul Masson. - Rapport n° **387** (1984-1985) (19 juin 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. - Avis n° **389** (1984-1985) (19 juin 1985). - Discussion les 24 et 25 juin 1985. - Adoption le 25 juin 1985. - Projet de loi n° **142** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :
Nomination [*J.O.* du 26 juin 1985] (p. 7067) ;
Bureau [*J.O.* du 27 juin 1985] (p. 7109).

Assemblée nationale, rapporteur : M. Bruno Vennin. - Rapport n° **2843** (26 juin 1985).

Sénat, rapporteur : M. Paul Masson. - Rapport n° **430** (1984-1985) (26 juin 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2832,** dépôt le 25 juin 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Bruno Vennin. - Rapport n° **2857** (27 juin 1985). - Discussion le 27 juin 1985. - Adoption avec modification le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **851.**

Sénat (deuxième lecture) n° **445** (1984-1985), dépôt le 28 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. - Rapporteur : M. Paul Masson. - Rapport n° **447** (1984-1985) (28 juin 1985). - Discussion le 29 juin 1985. - Adoption avec modifications le 29 juin 1985. - Projet de loi n° **171** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2880,** dépôt le 29 juin 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Bruno Vennin. - Rapport n° **2884** (29 juin 1985). - Discussion le 29 juin 1985. - Adoption définitive le 29 juin 1985. - Projet de loi n° **861.**

Loi n° 85-703 du 12 juillet 1985 publiée au *J.O.* du 13 juillet 1985 (p. 7911).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 juin 1985] (p. 1404) :

Avantages reconnus à certains acteurs de l'économie sociale par le code des marchés publics : *Gatel (Jean)* (p. 1404) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1407) ; *Porelli (Vincent)* (p. 1408).

Coopératives maritimes : *Gatel (Jean)* (p. 1411).

Coopératives d'utilisation de matériel agricole : *Gatel (Jean)* (p. 1410).

Economie sociale (généralités) : *Gatel (Jean)* (p. 1404-1409-1410) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1406) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 1407-1408).

Emission de titres participatifs par les banques du secteur de l'économie sociale : *Vennin (Bruno)* (p. 1407) ; *Gatel (Jean)* (p. 1409-1410).

Filialisation des sociétés coopératives ouvrières de production : *Gatel (Jean)* (p. 1405) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1406) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 1408) ; *Porelli (Vincent)* (p. 1408).

Sociétés d'intérêt collectif agricole : *Gatel (Jean)* (p. 1404-1405) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1406) ; *Porelli (Vincent)* (p. 1409).

Sociétés d'assurances à forme mutuelle : *Gatel (Jean)* (p. 1405-1406) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1407).

Statut des sociétés coopératives ouvrières de production : *Gatel (Jean)* (p. 1405-1410) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1406-1407) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 1407-1408) ; *Porelli (Vincent)* (p. 1408-1409).

Transformation en sociétés coopératives ouvrières de production d'une société reprise par ses salariés : *Gatel (Jean)* (p. 1406-1407).

Union d'économie sociale : *Gatel (Jean)* (p. 1404) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1406) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 1408) ; *Porelli (Vincent)* (p. 1408).

Discussion des articles [4 juin 1985] (p. 1446) :

Titre Ier : *dispositions relatives aux unions d'économie sociale.*

Article 1er *(statut des unions d'économie sociale) :* amendement n° 5 de la commission (définition des unions d'économie sociale) (p. 1446) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(abrogation de dispositions de la loi de 1983) :* adopté.

Article 3 *(application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) :* adopté.

Titre II : *dispositions relatives au code des marchés publics.*

Article 4 *(avantages accordés aux S.C.O.P.) :* amendement n° 9 de la commission (avantages accordés aux S.C.O.P.) ; hiérarchie des normes juridiques (p. 1447) ; S.C.O.P. ressortissant d'autres pays de la communauté économique européenne : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 4.

Article 5 *(avantages reconnus aux groupements de producteurs agricoles) :* amendement n° 10 de la commission (extension des avantages reconnus aux groupements de producteurs agricoles français aux organismes comparables ressortissant des Etats membres de la communauté économique européenne) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 5.

Article 6 *(avantages accordés aux artisans, coopératives d'artisans et coopératives d'artistes) :* amendement n° 11 de la commission (extension des avantages accordés aux artisans, coopératives d'artisans et coopératives d'artistes, aux organismes comparables ressortissant des Etats membres de la Communauté économique européenne) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 6.

Avant l'article 7 : amendement n° 26 de M. Charles Pistre : réservé.

Article 7 *(application de la loi du 10 septembre 1947 relative aux sociétés d'intérêt collectif agricole) :* amendement n° 12 de la commission (objet des sociétés d'intérêt collectif agricole) ; rattachement des sociétés d'intérêt collectif agricole au statut coopératif (p. 1448) ; fonctionnement des S.I.C.A. ; règle de l'exclusivisme ; droits égaux des associés ; prélèvement opéré au profit des réserves ; montant minimal de capital social ; maintien de la variabilité du capital des S.I.C.A. : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 7 (p. 1448).

Après l'article 7 : amendement n° 1 de M. Jean-louis Masson (modification de l'ordonnance du 26 septembre 1967) : non soutenu ; amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (même objet) : non soutenu ; amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (rétrocession par l'Etat des pertes de recettes) : non soutenu ; amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (même objet) : non soutenu ; amendement n° 25 de M. Charles Pistre soutenu par M. Jean-Claude Portheault (émission de titres participatifs par les coopératives agricoles régies par les articles 521-1 et suivants du code rural) ; possibilité pour les coopératives d'utiliser le certificat de développement coopératif (p. 1449) ; besoins en fonds propres des coopératives ; risque d'une ségrégation fondée sur le critère de rentabilité financière ; risque de destructuration de la coopération ; recours au certificat de développement coopératif ; garantie du Gouvernement ; rôle du Crédit agricole et du système bancaire ; diminution de la dotation budgétaire consacrée à la prime d'orientation agricole ; possibilité pour les banques du secteur de l'économie sociale d'émettre des titre participatifs : adopté.

Titre III : *dispositions relatives aux sociétés d'intérêt collectif agricole.*

Avant l'article 7 : amendement n° 26 de M. Charles Pistre précédemment réservé (tendant à compléter l'intitulé du titre III : « et aux coopératives agricoles ») : adopté (p. 1450) ;

- en conséquence, l'intitulé du titre III est ainsi complété.

Titre IV : *dispositions relatives aux sociétés coopératives ouvrières de production.*

Article 8 *(dispositions diverses relatives aux sociétés coopératives ouvrières de production) :* amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (modalités d'ouverture du capital des sociétés coopératives ouvrières de production à des partenaires extérieurs) ; attribution des droits de vote dans les assemblées générales et de mandat dans les organes de direction et de contrôle aux associés extérieurs ; bénéfice n'étant étendu qu'aux S.C.O.P. dont 80 % au moins des salariés ont acquis la qualité d'associé ; contrôle par les associés-salariés de la société ; impossibilité pour les associés extérieurs d'obtenir la majorité qualifiée ; montant du capital pouvant être détenu par des associés extérieurs ; droit de préemption des salariés (p. 1451) ; ouverture du capital des S.C.O.P. ; précautions apportées à cette ouverture : adopté ; amendement n° 15 de la commission (revalorisation du capital des S.C.O.P. s'étant ouvertes au capital extérieur) ; sous-amendements nos 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 du Gouvernement (rédactionnels) : réservés ; amendement n° 16 de la commision (union d'économie sociale figurant parmi les associés possibles des unions de S.C.O.P.) ; intégration des unions d'économie sociale à la liste des personnes morales devant représenter au moins les deux tiers des associés d'une union de S.C.O.P. (p. 1452) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (possibilité pour les S.C.O.P. de constituer entre elles des unions pour la gestion de leurs intérêts communs et le développement de leurs activités) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (obligation pour les S.C.O.P. de disposer de deux tiers au moins des voix au sein des assemblées d'associés) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (attribution des voix aux sociétés membres de l'union) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (examen analytique de la situation financière et de la gestion des S.C.O.P.) ; extension de la procédure de révision coopérative : adopté (p. 1453) ; procédures et limites de la revalorisation du capital prévu par l'amendement n° 15 ; autorisation de la réévaluation des parts ; sous-amendements nos 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 : adoptés (p. 1454) ; amendement n° 15, ainsi modifié : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(délai de mise en conformité avec le montant du nouveau capital minimum) :* adopté.

Titre V : *dispositions relatives aux coopératives maritimes.*

Article 10 *(déconcentration de l'agrément des coopératives maritimes):* amendement n° 35 du Gouvernement (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à insérer après les mots « pièces justificatives nécessaires », les mots « et après avis des confédérations coopératives concernées ») : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(déconcentration du contrôle des coopératives maritimes) :* adopté.

Titre VI : *dispositions relatives aux sociétés d'assurances à forme mutuelle.*

Article 12 *(modification des statuts des sociétés d'assurances à forme mutuelle) :* adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 22 de la commission (dévolution du boni de liquidation d'une société d'assurance à forme mutuelle ; alignement, pour les sociétés d'assurances à forme mutuelle, des règles régissant la dévolution de l'excédent net sur le passif sur les règles générales de la coopération issues de la loi du 10 septembre 1947 (p. 1455) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (dévolution du boni de liquidation des sociétés mutuelles d'assurance) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (prorogation du délai de mise en conformité des statuts des sociétés coopératives d'artisans avec la loi de 1983) : adopté.

Article 13 *(décret d'application) :* adopté (p. 1456).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1456).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1985] (p. 2104) :

Ouverture des S.C.O.P. à des capitaux extérieurs : *Vennin (Bruno)* (p. 2104-2105) ; *Gatel (Jean)* (p. 2105).

Sociétés d'intérêt collectif agricoles (S.I.C.A.) : *Gatel (Jean)* (p. 2105).

Titre participatif : *Vennin (Bruno)* (p. 2105) ; *Gatel (Jean)* (p. 2105).

Discussion des articles [27 juin 1985] (p. 2105) :

Article 1er : adopté.

Article 3 supprimé par le Sénat.

Avant l'article 4 :

- l'intitulé du titre II : adopté.

Article 5 : amendement n° 1 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de l'article 5 à supprimer après les mots « groupements de producteurs agricoles », le mot « reconnus ») ; mise en conformité de la législation française avec le Traité de Rome à propos des avantages consentis aux coopératives (p. 2105) : adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (tendant à la fin de cet article à supprimer les mots « et inscrits sur une liste établie par le ministre de l'agriculture ») : retiré ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 15 du Gouvernement (tendant à la fin de cet article à supprimer les mots « et inscrites sur une liste établie par le ministre de l'artisanat ») : retiré ;

- article 6 : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 7 *bis* : adopté.

Article 8 A : adopté.

Article 8 (p. 2106-2107) : amendement n° 2 de la commission (ouverture du capital des sociétés coopératives ouvrières de production à des capitaux extérieurs); risques d'un équilibre mathématique entre les apporteurs de capitaux extérieurs et l'ensemble des associés employés ; conditions de l'ouverture du capital ; principe de la coopération ; fonds propres des S.C.O.P. : adopté ; amendement n° 3 de la commission (cas de non-application des articles 214-1, 2e alinéa, 237 *bis* A III 5e alinéa et 1456 du code général des impôts) ; sous-amendement n° 16 du Gouvernement (tendant dans le dernier alinéa de cet amendement après les mots « la moitié de son capital » à insérer les mots « ou au moins le tiers des droits de vote ») ; sous-amendement n° 17 du Gouvernement (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant « les sociétés visées à l'alinéa précédent ne peuvent bénéficier du droit de préférence visé aux articles 61, 66, 69, 260, 265 et 266 du code des marchés publics ») ; avantages fiscaux liés au statut des S.C.O.P. (p. 2107) ; risque de détournement de la formule des S.C.O.P. ; sous-amendements nos 16 et 17 : retirés ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 4 de la commission (participation d'une S.C.O.P. au capital d'une autre S.C.O.P.) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (réévaluation des parts des S.C.O.P.) ; sous-amendement n° 18 du Gouvernement (tendant après les mots « au cours desquels » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa (6°) de cet amendement « les conditions prévues au premier alinéa de l'article 25 n'ont pu être remplies ») ; sous-amendement n° 18 du Gouvernement (tendant après les mots « au cours desquels » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa (6°) de cet amendement « les conditions prévues au premier alinéa de l'article 25 n'ont pu être remplies ») ; sous-amendement n° 18 : retiré ; amendement n° 5 : adopté ; amendement n° 6 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe IV *bis* de cet article) : adopté (p. 2108) ; amendement n° 7 de la commission (tendant au deuxième alinéa de l'article 46 à remplacer les mots « trois quarts » par les mots « deux tiers ») : adopté ; amendement n° 8 de la commission (tendant dans la première phrase du 1° de l'article 47 à remplacer les mots « trois quarts » par les mots « deux tiers ») : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : adopté.

Avant l'article 10 : amendement n° 9 de la commission (tendant à rédiger ainsi l'intitulé du titre V « dispositions relatives aux coopératives maritimes et aux sociétés coopératives d'intérêt maritime ») : adopté ;

- en conséquence, l'intitulé du titre V est ainsi rédigé.

Article 10 supprimé par le Sénat : amendement n° 10 de la commission (agrément des sociétés coopératives maritimes) ; règles d'établissement de la liste d'agrément des sociétés coopératives maritimes : adopté ;

- en conséquence, l'article 10 est ainsi rétabli.

Article 11 supprimé par le Sénat : amendement n° 11 de la commission (contrôle de l'Etat sur les sociétés coopératives maritimes) : adopté ;

- en conséquence, l'article 11 est ainsi rétabli.

Article 11 *bis* : adopté (p. 2109).

Article 12 : adopté.

Article 12 *bis* 1 : amendement n° 12 de la commission (de suppression) ; inutilité de donner aux sociétés d'assurance à forme mutuelle la faculté d'émettre des titres participatifs) : adopté ;

- en conséquence, l'article 12 *bis* 1 est supprimé.

Article 12 *ter* 1 : amendement n° 13 de la commission (de suppression) ; impossibilité pour les sociétés d'assurance mutuelle d'émettre des titres participatifs : adopté ;

- en conséquence, l'article 12 *ter* 1 est supprimé.

Après l'article 12 *quater* : amendement n° 19 du Gouvernement (possibilité pour les sociétés coopératives artisanales de transports d'adhérer aux unions de sociétés coopératives artisanales) : adopté.

Avant l'article 13 : l'intitulé du titre VIII : adopté (p. 2110).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2110).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1985] (p. 2267) :

Ouverture des S.C.O.P. aux capitaux extérieurs : *Le Baill (Georges)* (p. 2267).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2267, 2268).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2268).

Subventions à l'-.

Voir *Questions au Gouvernement* **1474.**

EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE

11. - Projet de loi n° 2578 modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au **prix du livre.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Jack Lang, ministre de la culture. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Rodolphe Pesce. - Rapport n° **2595** (9 avril 1985). - Discussion le 10 avril 1985. - Adoption le 10 avril 1985. - Projet de loi n° **762.**

Sénat (première lecture), n° **235** (1984-1985), dépôt le 16 avril 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Jacques Carat. - Rapport n° **250** (1984-1985) (24 avril 1985). - Discussion le 25 avril 1985. - Adoption le 25 avril 1985. - Projet de loi n° **90** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2656**, dépôt le 26 avril 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Rodolphe Pesce. - Rapport n° **2667** (2 mai 1985). - Discussion le 7 mai 1985. - Adoption définitive le 7 mai 1985. - Projet de loi n° **775.**

Loi n° 85-500 du 13 mai 1985, publiée au *J.O.* du 14 mai 1985 (p. 5415).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [10 avril 1985] (p. 125) :

« Absence de commercialisation effective » : *Pesce (Rodolphe)* (p. 126, 127).

Cour de cassation (arrêt du 21 mars 1985) : *Lang (Jack)* (p. 132).

Cour de justice des Communautés européennes (arrêt du 10 janvier 1985) : *Pesce (Rodolphe)* (p. 126) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 128) ; *Lang (Jack)* (p. 131, 132).

Création littéraire (défense de la -) : *Pesce (Rodolphe)* (p. 125) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 128) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 130).

Décret du 26 février 1985 (prix de vente en France des livres édités à l'étranger) : *Pesce (Rodolphe)* (p. 126, 127).

Droit communautaire (extension du - en droit interne) : *Josselin (Charles)* (p. 130,131) ; *Lang (Jack)* (p. 133).

Edition (situation de l'-) : *Pesce (Rodolphe)* (p. 126) ; *Pinte (Etienne)* (p. 127) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 128) ; *Lang (Jack)* (p. 132, 133).

Lecture en milieu populaire : *Jacquaint (Muguette)* (p. 128) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 129) ; *Lang (Jack)* (p. 133).

Livre et audiovisuel : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 130).

Prix unique du livre (objectifs de la loi du 10 août 1981) : *Pinte (Etienne)* (p. 127) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 128, 129) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 129, 130) ; *Lang (Jack)* (p. 131).

Rapport sur l'évolution du livre en France : *Pesce (Rodolphe)* (p. 125, 126) ; *Lang (Jack)* (p. 132).

Situation des libraires ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 126) ; *Pinte (Etienne)* (p. 127) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 129) ; *Lang (Jack)* (p. 132).

Discussion des articles [10 avril 1985] (p. 134) :

Avant l'article unique : amendement n° 3 de M. Gilbert Gantier (précisant que les dispositions de l'article 1er de la loi du 10 août 1981 ne sont pas applicables aux livres importés qui ont été édités dans un Etat membre de la Communauté économique européenne) ; décret du 26 février 1985 : rejeté.

Article unique : *(inapplication des dispositions du dernier alinéa de l'article 1er de la loi du 10 août 1981, aux livres importés en provenance d'un Etat membre de la Communauté européenne)* : amendement n° 1 de la commission (référence à des éléments objectifs d'appréciation) ; cas de transit ; décret du 26 février 1985 ; arrêt de la Cour du Luxembourg ; libre circulation des livres (p. 134) ; adopté.

Après l'article unique : amendement n° 2 de la commission (fixation des peines applicables par décret en Conseil d'Etat) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 135).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [7 mai 1985] (p. 617) :

Détermination des sanctions pénales (problème de la -) : *Metzinger (Charles)* (p. 617, 618) ; *Labarrère (André)* (p. 618).

Politique du livre en Corse : *Pinte (Etienne)* (p. 618) ; *Labarrère (André)* (p. 618, 619).

Discussion des articles [7 mai 1985] (p. 619) :

Article 2 : *(insertion d'un article 10* bis *précisant que les sanctions pénales sont déterminées par un décret en Conseil d'Etat)* : adopté.

Explications de vote (p. 619) :

Abstension des groupes R.P.R. et U.D.F. : *Pinte (Etienne)* (p. 619).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 619).

12. - Proposition de loi n° 2788 tendant à doter la **société nationale des entreprises de presse,** d'une mission de rénovation et de relance des industries polygraphiques et de la communication.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 13 juin 1985 par M. Parfait Jans et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

13. - Rapport d'information déposé par M. Christian Goux et M. Pierre Forgues en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à la suite d'une enquête demandée à la Cour des comptes sur les **mécanismes d'aide publique à la presse (n° 3029)** [5 novembre 1985].

14. - Proposition de loi n° 3244 portant réforme du régime juridique de la **presse.**

Sénat (première lecture) n° **122** (1985-1986), dépôt le 29 novembre 1985 par M. Jean Cluzel et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission spéciale. - Rapporteur : M. Jean Cluzel. - Rapport n° **172** (1985-1986) (10 décembre 1985). - Discussion les 17 et 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Proposition de loi n° **83** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **3244,** dépôt le 19 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Aides à la presse.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 12.

Prix unique du livre.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **11.**

Société nationale des entreprises de presse.

Voir *Questions orales sans débat* **899.**

EDUCATION : MINISTERE

1. - Projet de loi n° 2788 relatif à la composition et aux attributions des **conseils de l'éducation nationale** siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au conseil supérieur de l'éducation nationale.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 14 juin 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale. - Urgence déclarée le 14 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Charles Metzinger. - Rapport n° **3032** (6 novembre 1985). - Discussion le 15 novembre 1985. - Adoption le 15 novembre 1985. - Projet de loi n° **899.**

Sénat (première lecture), n° **87** (1985-1986), dépôt le 19 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur M. Paul Séramy. - Rapport n° **173** (1985-1986) (11 décembre 1985). - Discussion le 12 décembre 1985. - Adoption le 12 décembre 1985. - Projet de loi n° **53** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3188,** dépôt le 12 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Bureau [*J.O.* du 18 décembre 1985] (p. 14752).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Charles Metzinger. - Rapport n° **3218** (17 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **968.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Paul Séramy. - Rapport n° **228** (1985-1986) (17 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption définitive le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **87** (1985-1986).

Loi n° 85-1469 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 9).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 novembre 1985] (p. 4415) :

Conseil académique (compétence du -) : *Metzinger (Charles)* (p. 4415) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 4416).

Conseil académique (composition) : *Metzinger (Charles)* (p. 4415) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 4416).

Inadaptation des divers conseils de l'éducation nationale à leur mission : *Metzinger (Charles)* (p. 4415).

Mode de désignation des représentants des personnels des enseignements du premier et du second degré au Conseil supérieur de l'éducation nationale : *Metzinger (Charles)* (p. 4416) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4416).

Discussion des articles [15 novembre 1985] (p. 4416) :

Titre Ier : *dispositions relatives au Conseil de l'éducation nationale institué dans chaque académie.*

Article 1er *(composition du Conseil de l'éducation nationale institué dans les académies et statuant en matière contentieuse et disciplinaire) :* composition du Conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 4416) ; amendement n° 10 de M. Georges Hage (tendant, au début du quatrième alinéa [3°] de cet article, à substituer au mot : « quatre » le mot : « dix ») ; parité de représentation des enseignants de l'enseignement public et de ceux de l'enseignement privé au sein du conseil de l'éducation nationale ; absence de justification d'une représentation supérieure des maîtres de l'enseignement public ; rejeté ; amendement n° 11 de M. Georges Hage (tendant, au début du cinquième alinéa [4°] de cet article, à substituer au mot : « trois » le mot : « quatre ») ; nécessité de ne pas modifier la parité entre les personnels de l'enseignement public et ceux des établissements privés ; rejeté ; amendement n° 1 de la commission (tendant, dans le cinquième alinéa [4°] de cet article, après les mots : « trois représentants des personnels », à insérer le mot : « enseignant ») ; nécessité que les représentants des personnels de l'enseignement privé soient des enseignants ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(compétence du Conseil en matière contentieuse et disciplinaire) :* amendement n° 9 du Gouvernement (tendant, après le mot : « article », à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa [2°] de cet article : « 7 du décret n° 66-104 du 18 février 1966 ») ; compétences des conseils pour statuer sur les sanctions prévues à l'alinéa 2 de l'article 7 du décret du 18 février 1966 ; adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(règles de majorité) :* amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(appel devant le Conseil supérieur de l'éducation nationale) :* adopté.

Article 5 *(compétences consultatives du Conseil) :* adopté.

Titre II : *dispositions relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale.*

Avant l'article 6 : amendement n° 3 de la commission (réduction du nombre des membres du Conseil supérieur de l'éducation nationale statuant en matière contentieuse et disciplinaire) ; réduction du nombre des membres du Conseil supérieur de l'éducation nationale incompatible

avec une réelle représentation pluraliste des organisations devant y siéger ; réduction du nombre des représentants concourant à l'efficacité du Conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 4418) ; devenu sans objet.

Article 6 *(mode de désignation des membres du Conseil supérieur de l'éducation nationale statuant en matière contentieuse et disciplinaire) :* amendement n° 13 du Gouvernement (composition du Conseil supérieur de l'éducation nationale statuant en matière contentieuse et disciplinaire) : adopté ; amendement n° 4 de la commission : devenu sans objet ;

- en conséquence, l'amendement n° 13 devient l'article 6.

Article 7 *(mode de désignation des membres du Conseil supérieur de l'éducation nationale et du Conseil de l'enseignement général et technique) :* amendement n° 5 de la commission (tendant, dans le dernier alinéa de l'article 7 [3°] *b* à substituer aux mots : « au vu des » les mots : « proportionnellement au ») ; représentation de chaque organisation au Conseil de l'enseignement général et technique devant être proportionnelle au résultat obtenu ; adopté ; amendement n° 12 de M. Georges Hage (tendant à compléter l'article 7 par l'alinéa suivant : « Un décret précisera la répartition entre les diverses catégories de personnels. ») ; nécessité que toutes les catégories soient représentées le plus harmonieusement possible ; projet prévoyant dans son article 8 des décrets en Conseil d'Etat pour son application ; rejeté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté (p. 4419).

Titre III : *dispositions diverses.*

Article 8 *(décret d'application) :* adopté.

Article 9 *(abrogation de certaines dispositions) :* amendement n° 6 de la commission (tendant à compléter le dernier alinéa [4°] de cet article par les mots : « en tant qu'ils sont applicables à des membres de l'enseignement public ») ; abrogation de l'interdiction d'enseigner appliquée aux instituteurs de l'enseignement public ne devant pas s'étendre aux instituteurs de l'enseignement privé ; adopté ; amendement n° 8 de la commission (suppression des conseils départementaux de l'enseignement primaire et des conseils académiques) : adopté.

- article 9, ainsi modifié : adopté (p. 4420).

Après la discussion des articles (p. 4420) :

Vote positif du groupe communiste (p. 4420).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4420).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE :

Discussion générale [18 décembre 1985] (p. 6355) :

Composition du conseil académique : *Metzinger (Charles)* (p. 6355).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Metzinger (Charles)* (p. 6354, 6355) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6355).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 6355, 6356) :

Article 6 *bis*. - Amendement n° 1 du Gouvernement (tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « les représentants des établissements d'enseignement privés » ; portée rédactionnelle de l'amendement : adopté (p. 6356).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6356).

EDUCATION SURVEILLEE

Voir *Lois de finances* **11,** (deuxième partie), Justice.

Personnels de l' -.

Voir *Questions orales sans débat* **868.**

ELECTIONS CANTONALES

Voir *Elections et référendums* **47.**

ELECTIONS ET REFERENDUMS

27. - Proposition de loi n° 1744 relative à la date et aux modalités de l'élection des **conseils régionaux.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 13 octobre 1983 par M. Adrien Zeller. - Retrait le 2 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

39. - Projet de loi n° 2601 modifiant le code électoral et relatif à **l'élection des députés.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 10 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. - Urgence déclarée le 22 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (11 avril 1985). - Rapport n° **2619** (18 avril 1985). - Discussion les 24, 25, et 26 avril 1985. - Adoption le 25 avril 1985. - Projet de loi n° **770.**

Sénat (première lecture), n° **260** (1984-1985), dépôt le 2 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Rapport n° **301** (1984-1985) (22 mai 1985). - Discussion le 31 mai 1985. - Rejet le 31 mai 1985. - Projet de loi n° **109** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 7 juin 1985] (p. 6191). - Bureau [*J.O.* du 7 juin 1985] (p. 6312).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2743** (6 juin 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Rapport n° **344** (1984-1985) (6 juin 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2734,** dépôt le 31 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2762** (12 juin 1985). - Discussion le 13 juin 1985. - Adoption avec modifications le 13 juin 1985. - Projet de loi n° **815.**

Sénat (deuxième lecture), n° **373** (1984-1985), depôt le 14 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Discussion le 25 juin 1985. - Rejet le 25 juin 1985. - Projet de loi n° **145** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2838,** dépôt le 26 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2840.** - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption définitive le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **840.**

Loi n° 85-690 du 10 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 11 juillet 1985 (p. 7801).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 avril 1985] (p. 343, 361) ; [25 avril 1985] (p. 384, 408) :

Exception d'irrecevabilité de M. Jacques Toubon : *Toubon (Jacques)* (p. 350, 351, 352, 353) ; *Marchand (Philippe)* (p. 353, 354, 355) ; *Joxe (Pierre)* (p. 356, 357, 358) : rejetée au scrutin public (p. 358).

Motion tendant à proposer de soumettre le projet de loi au référendum : *Debré (Michel)* (p. 362, 363, 364, 373) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 364, 365, 366) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 366, 367, 368, 369, 371) ; *Jans (Parfait)* (p. 369, 370) ; *Joxe (Pierre)* (p. 370, 371, 372, 373) : rejetée au scrutin public (p. 373).

Question préalable de M. Jean-Claude Gaudin : *Clément (Pascal)* (p. 374, 375, 376) ; *Estier (Claude)* (p. 376, 377) : rejetée au scrutin public (p. 378).

Age électoral (abaissement de l'-) : *Joxe (Pierre)* (p. 371).

Activité du député : *Joxe (Pierre)* (p. 346) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 367) ; *Jospin (Lionel)* (p. 392) ; *Haby (René)* (p. 396) ; *Lareng (Louis)* (p. 399) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 400) ; *Vadepied (Guy)* (p. 402).

Age électoral, (p. 1475).

Amendements (absence d'- de l'opposition) : *Joxe (Pierre)* (p. 395) ; *Haby (René)* (p. 396) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 401).

Article 49, alinéa 3 (risque d'un recours permanent à l'-) : *Debré (Michel)* (p. 363) ; *Millon (Charles)* (p. 387, 388).

Augmentation du nombre des députés : *Joxe (Pierre)* (p. 348) ; *Vadepied (Guy)* (p. 402) ; *Zeller (Adrien)* (p. 403) ; *Forni (Raymond)* (p. 415).

Bipolarisation : *Joxe (Pierre)* (p. 347) ; *Estier (Claude)* (p. 376) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 384, 386) ; *Lauriol (Marc)* (p. 392) ; *Lareng (Louis)* (p. 399) ; *Menga (Joseph)* (p. 413).

Cadre départemental : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 343) ; *Joxe (Pierre)* (p. 347, 348) ; Ducoloné (Guy) (p. 386) ; *Jospin (Lionel)* (p. 390) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 398) ; *Goulet (Daniel)* (p. 410, 411) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 412) ; *Rousseau (Jean)* (p. 414).

Centralisation : *Godfrain (Jacques)* (p. 400, 401).

Circonscriptions électorales : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 343) ; *Joxe (Pierre)* (p. 347, 356, 395) ; *Marchand (Philippe)* (p. 355) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 355) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 364) ; *Jans (Parfait)* (p. 370) ; *Jospin (Lionel)* (p. 389) ; *Lauriol (Marc)* (p. 392) ; *Haby (René)* (p. 396) ; *Lareng (Louis)* (p. 400) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 401) ; *Zeller (Adrien)* (p. 403) ; *Loncle (François)* (p. 405) ; *Proveux (Jean)* (p. 408) ; *Germon (Claude)* (p. 413).

Conseil constitutionnel : *Marchand (Philippe)* (p. 354) ; *Debré (Michel)* (p. 362) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 365) ; *Forni (Raymond)* (p. 415).

Cumul des mandats : *Jans (Parfait)* (p. 370) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 398) ; *Vadepied (Guy)* (p. 402).

Délai (entre le vote de la réforme et les élections à l'Assemblée nationale) : *Jospin (Lionel)* (p. 390).

Dissolution (risque d'inefficacité du droit de -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 345) ; *Toubon (Jacques)* (p. 351) ; *Debré (Michel)* (p. 363) ; *Millon (Charles)* (p. 387) ; *Goulet (Daniel)* (p. 410).

D.O.M.-T.O.M. : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 394).

Droits du citoyen : *Joxe (Pierre)* (p. 350) ; *Toubon (Jacques)* (p. 350, 351, 352) ; *Marchand (Philippe)* (p. 356) ; *Debré (Michel)* (p. 363) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 366) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 384, 385) ; *Lauriol (Marc)* (p. 393) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 398).

Elections régionales : *Marchand (Philippe)* (p. 356) ; *Jans (Parfait)* (p. 370) ; *Jospin (Lionel)* (p. 392) ; *Zeller (Adrien)* (p. 403).

Engagements des socialistes en faveur de la réforme électorale : *Joxe (Pierre)* (p. 346, 371) ; *Marchand (Philippe)* (p. 356) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 369) ; *Clément (Pascal)* (p. 374 *Jospin (Lionel)* (p. 388, 389, 390) ; *Lareng (Louis)* (p. 399) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 400) ; *Vadepied (Guy)* (p. 402) ; *Zeller (Adrien)* (p. 403) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 412) ; *Rousseau (Jean)* (p. 414).

Equilibre institutionnel (risque de remise en cause de l' -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 345) ; *Toubon (Jacques)* (p. 350, 351, 352) ; *Marchand (Philippe)* (p. 353, 354) ; *Joxe (Pierre)* (p. 358, 372, 373) ; *Debré (Michel)* (p. 363) ; *Mauger (Pierre)* (p. 364) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 366) ; *Clément (Pascal)* (p. 375) ; *Estier (Claude)* (p. 376) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 385) ; *Millon (Charles)* (p. 387) ; *Lauriol (Marc)* (p. 393) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 398) ; *Lareng (Louis)* (p. 399) ; *Vadepied (Guy)* (p. 402) ; *Goulet (Daniel)* (p. 409) ; *Menga (Joseph)* (p. 413).

Extrême-droite : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 344) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 385) ; *Zeller (Adrien)* (p. 403) ; *Goulet (Daniel)* (p. 411).

Inégalités de représentation dues au scrutin majoritaire : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 343, 345) ; *Joxe (Pierre)* (p. 346, 347, 395) ; *Marchand (Philippe)* (p. 355) ; *Jans (Parfait)* (p. 370) ; *Clément (Pascal)* (p. 374) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 384) ; *Jospin (Lionel)* (p. 388) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 394) ; *Proveaux (Jean)* (p. 408) ; *Menga (Joseph)* (p. 413) ; *Germon (Claude)* (p. 414).

Instabilité gouvernementale : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 344) ; *Joxe (Pierre)* (p. 349) ; *Toubon (Jacques)* (p. 351) ; *Marchand (Philippe)* (p. 354) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 366, 367) ; *Clément (Pascal)* (p. 375) ; *Estier (Claude)* (p. 377) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 385) ; *Millon (Charles)* (p. 387) ; *Jospin (Lionel)* (p. 391) ; *Lauriol (Marc)* (p. 392) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 397, 399) ; *Lareng (Louis)* (p. 399) ; *Vadepied (Guy)* (p. 402) ; *Charles (Bernard)* (p. 404) ; *Loncle (François)* (p. 405) ; *Proveux (Jean)* (p. 409) ; *Goulet (Daniel)* (p. 409) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 413) ; *Menga (Joseph)* (p. 413) ; *Rousseau (Jean)* (p. 414).

Italie (exemple du régime électoral de l' -) : *Toubon (Jacques)* (p. 352) ; *Marchand (Philippe)* (p. 354, 355) ; *Joxe (Pierre)* (p. 357).

Lien entre l'électeur et l'élu : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 366, 367) ; *Jans (Parfait)* (p. 370) ; *Haby (René)* (p. 396) ; *Lareng (Louis)* (p. 399) ; *Zeller (Adrien)* (p. 403) ; *Loncle (François)* (p. 405) ; *Goulet (Daniel)* (p. 411) ; *Rousseau (Jean)* (p. 414) ; *Joxe (Pierre)* (p. 415, 416).

Liste bloquées : *Joxe (Pierre)* (p. 349) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 386).

Loi simple (adoption de la réforme électorale par une -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 343, 346) ; *Marchand (Philippe)* (p. 354) ; *Debré (Michel)* (p. 362) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 365) ; *Joxe (Pierre)* (p. 372) ; *Estier (Claude)* (p. 376) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 397) ; *Goulet (Daniel)* (p. 410) ; *Menga (Joseph)* (p. 413).

Minorités (représentation et pouvoir des -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 345) ; *Joxe (Pierre)* (p. 346) ; *Toubon (Jacques)* (p. 353) ; *Debré (Michel)* (p. 363) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 384) ; *Lauriol (Marc)* (p. 393) ; *Haby (René)* (p. 396) ; *Zeller (Adrien)* (p. 403) ; *Charles (Bernard)* (p. 405) ; *Goulet (Daniel)* (p. 409, 411).

Mode de scrutin dans les pays étrangers : *Joxe (Pierre)* (p. 346) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 368) ; *Clément (Pascal)* (p. 375) ; *Jospin (Lionel)* (p. 389) ; *Lauriol (Marc)* (p. 392) ; *Zeller (Adrien)* (p. 403) ; *Charles (Bernard)* (p. 404).

Partis politiques (pouvoir des -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 344) ; *Joxe (Pierre)* (p. 350) ; *Toubon (Jacques)* (p. 351, 352, 353) ; *Marchand (Philippe)* (p. 356) ; *Debré (Michel)* (p. 363) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 385) ; *Jospin (Lionel)* (p. 391) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 398) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 400) ; *Proveux (Jean)* (p. 408).

Plus forte moyenne : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 343) ; *Joxe (Pierre)* (p. 347, 349) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 386) ; *Lareng (Louis)* (p. 399) ; *Charles (Bernard)* (p. 405) ; *Loncle (François)* (p. 406) ; *Rousseau (Jean)* (p. 414).

Président de la République (situation institutionnelle du -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 345) ; *Joxe (Pierre)* (p. 349, 372) ; *Toubon (Jacques)* (p. 351) ; *Marchand (Philippe)* (p. 354) ; *Debré (Michel)* (p. 362) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 366) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 367) ; *Clément (Pascal)* (p. 375) ; *Millon (Charles)* (p. 387) ; *Lauriol (Marc)* (p. 393) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 397) ; *Vadepied (Guy)* (p. 402) ; *Charles (Bernard)* (p. 405) ; *Goulet (Daniel)* (p. 410) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 413).

Rappel au règlement de M. Claude Labbé : *Labbé (Claude)* (p. 412).

Rappel au règlement de M. Charles Millon : *Millon (Charles)* (p. 416).

Référendum (proposition d'adoption de la réforme par la voie du -) : *Marchand (Philippe)* (p. 353, 356) ; *Debré (Michel)* (p. 362, 364) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 364, 365) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 366, 368, 369) ; *Jans (Parfait)* (p. 369, 370) ; *Joxe (Pierre)* (p. 357, 370) ; *Clément (Pascal)* (p. 375) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 401).

Relations entre le P.S. et le P.C. : *Jospin (Lionel)* (p. 390) ; *Zeller (Adrien)* (p. 403).

Renouvellement du personnel politique : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 366, 367).

République fédérale d'Allemagne (régime électorale de la -) : *Lauriol (Marc)* (p. 393) ; *Charles (Bernard)* (p. 404).

Saint-Pierre et Miquelon (régime électoral de -) : *Joxe (Pierre)* (p. 348, 349).

Représentation des Français de l'étranger : *Joxe (Pierre)* (p. 371).

Scrutin majoritaire (rôle du - sous la Ve République) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 369) ; *Jans (Parfait)* (p. 370) ; *Clément (Pascal)* (p. 376) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 397) ; *Charles (Bernard)* (p. 405) ; *Goulet (Daniel)* (p. 409).

Seuil de 5 p. 100 : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 343) ; *Joxe (Pierre)* (p. 347, 349) ; *Marchand (Philippe)* (p. 354) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 386) ; *Lareng (Louis)* (p. 399) ; *Charles (Bernard)* (p. 405).

Système électoraux (choix entre les différents -) : *Joxe (Pierre)* (p. 373) ; *Estier (Claude)* (p. 377) ; *Charles (Bernard)* (p. 404).

Vacance de sièges (conséquences de la) : *Joxe (Pierre)* (p. 349).

Discussion des articles [25 avril 1985] (p. 416) : [26 avril 1985] (p. 456).

Article 1er *(détermination du mode de scrutin* (p. 416), *tableau annexé concernant le nombre des députés représentant les départements)* : découpage des circonscriptions ; modification profonde de la Ve République ; stabilité gouvernementale ; pouvoir des minorités ; inefficacité du droit de dissolution (p. 417) ; mode de scrutin dans les pays d'Europe continentale ; légitimité de la République ; assemblées de la région Corse et des régions d'outre-mer ; destruction de l'esprit majoritaire ; amendement n° 12 de M. Michel Debré (suppression de cet article) (p. 418) ; budget de 1980 ; utilisation du droit de dissolution sous la Ve République pour régler des crises majeures ; absence de lien entre l'usage du droit de dissolution et le mode de scrutin (p. 419) ; effet dissuasif de la dissolution ; amendement n° 12 : rejeté au scrutin public ; *article L. 123 du code électoral* (élection des députés au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel dans le cadre du département) ; amendement n° 13 de M. Guy Ducoloné (regroupement des restes au plan national après une première répartition des sièges à pourvoir dans chaque département sur la base du quotient électoral, pour les répartir à nouveau entre les départements sur la base des suffrages non encore pris en compte) ; répartition des sièges complémentaires au plan national (p. 420) ; décalage entre l'élu et sa circonscription ; département sans élus ; risque d'un éparpillement des voix, des listes et des résultats ; représentation proportionnelle avec des listes nationales ; sièges non pourvus par le résultat des votes dans les départements ; mode de scrutin en République fédérale d'Allemagne ; multiplication des courants ; importance du contentieux ; éparpillement des courants politiques ; tentative de permettre au parti communiste de maintenir sa représentation (p. 421) ; rejeté ; amendement n° 14 de M. Louis Maisonnat (tendant après une première répartition des sièges à pourvoir dans chaque département sur la base du quotient électoral à regrouper les restes au plan régional, pour les répartir à nouveau entre les départements sur la base des suffrages non encore pris en compte) ; répartition à la plus forte moyenne et au plus fort reste ; décalage entre l'élu et sa circonscription (p. 422) ; régionalisation des reports de voix inutilisés à l'échelon départemental ; modification du rôle du Président de la République ; rejeté ; amendement n° 39 de M. Alain Bonnet (répartition des restes au niveau national par totalisation au profit de listes que constitueraient entre eux les candidats des listes départementales) ; position proportionnaliste des radicaux de gauche ; effet majoritaire du mode de scrutin retenu ; émiettement des forces politiques (p. 423) ; instabilité ministérielle répétitive ; nécessaire abandon d'un mode de scrutin ayant un effet amplificateur exorbitant ; apparentement de plusieurs listes nationales ; intérêt du parti socialiste ; rejeté ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 424) ; fonctions d'un mode de scrutin ; délégation par le peuple de la souveraineté à ses représentants ; stabilité gouvernementale reposant sur la vertu d'intimidation du droit de dissolution ; article 49-3 ; adopté ; amendements n° 15 de M. Edmond Garcin et n° 34 de M. Alain Bonnet : devenus sans objet ; *article L. 124 du code électoral* (admission à la répartition des sièges des listes ayant obtenu 5 p. 100 des voix) ; amendements identiques n° 16 de M. Jean-Jacques Barthe et n° 35 de M. Alain Bonnet (visant à supprimer le seuil de 5 p. 100 pour être admis à la répartition des sièges) ; rôle du président de séance et application de son pouvoir de déclarer sans objet les amendements ; avenir du M.R.G. ; mécanisme de la plus forte moyenne permettant de donner une prime aux partis importants (p. 425) ; départements dans lesquels la suppression du seuil de 5 p. 100 aurait des effets ; seuil de 5 p. 100 ne devant pas devenir un principe de notre droit électoral ; gêne de la manifestation de la souveraineté populaire ; *rappel au règlement de M. Guy Ducoloné* (p. 426) ; amendements n° 16 et n° 35 : rejetés ; suppression du seuil de 5 p. 100 pour être admis à la répartition des sièges ; raisons du choix de la plus forte moyenne et du seuil de 5 p. 100 ; *article L. 125 du code électoral* (tableau annexé concernant le nombre de députés représentant des départements) ; amendement n° 40 de M. Alain Bonnet (conséquences de l'amendement n° 39 rejeté) : devenu sans objet ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 26 de la

commission (révision de la répartition des sièges) ; tentative d'éviter l'apparition progressive de distorsions comparables à celles qui se sont produites depuis 1958 ; inégalités de représentation entre diverses circonscriptions (p. 427) ; amendement n° 26 rectifié : adopté ; amendement n° 23 de M. Michel Debré (visant à augmenter le nombre de députés élus à Paris) ; particularisme de la ville de Paris ; principe d'égalité entre les départements (p. 428) ; identité des règles appliquées à Paris en 1958 et en 1985 ; rejeté ; *article L. 126 du code électoral* (élection du député de Saint-Pierre-et-Miquelon au scrutin majoritaire uninominal à deux tours) ; amendement n° 3 de la commission (actualisation des références au code électoral) : adopté ; *après l'article L. 126 du code électoral) :* amendement n° 36 de M. Alain Bonnet (élection de députés par les Français résidant à l'étranger) ; obligation actuelle de se rattacher à une circonscription métropolitaine (p. 429) ; abus nés de cette situation ; nécessité d'une proposition de loi constitutionnelle ; possibilité de représenter les Français de l'étranger à l'Assemblée nationale ; retiré ;

- article 1er et tableau n° 1, ainsi modifiés : adoptés (p. 430).

Article 2 *(obligation d'une déclaration de candidature) :* amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(contenu de la déclaration de candidature) :* amendement n° 27 de la commission (de coordination) (p. 456) : adopté ; amendement n° 37 de M. Alain Bonnet (intitulé des listes nationales) : devenu sans objet ; amendement n° 31 de M. Ernest Moutoussamy (emblème pouvant figurer sur la déclaration de candidature) ; taux d'analphabétisme dans les D.O.M. ; problème d'homonymie ; disposition existant pour les territoires d'outre-mer ; problèmes juridiques et de contentieux électoral ; emblème pouvant être déposé en même temps que la déclaration de candidature (p. 457) ; sous-amendement n° 41 du Gouvernement (visant à insérer dans cet amendement après les mots « comporter l' » les mots « indication d'un ») ; officialisation de l'impression de l'emblème sur le bulletin de vote ; sous-amendement n° 41 : adopté ; amendement n° 31, ainsi modifié : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(interdiction des candidatures multiples) :* amendement n° 5 de la commission (tendant à une nouvelle rédaction de l'article L. 156 du code électoral et à permettre l'annulation de l'enregistrement d'une liste sur laquelle figure un candidat ayant fait acte de candidature dans un autre département) ; rôle de la préfecture ; adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(dépôt de caution) :* amendement n° 17 de M. Daniel Le Meur (tendant à supprimer l'obligation faite aux listes d'obtenir au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés pour obtenir le remboursement du cautionnement) ; caractère dissuasif de la caution pour les petites formations ; frais à la charge de l'Etat entraînés par le dépôt d'une candidature ; valeur dissuasive du dépôt d'une caution à l'égard des candidatures de dérision ; rejeté ;

- article 5 : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 6 de la commission (autorisation des retraits de liste) ; interdiction des retraits individuels de candidature ; adopté.

Article 6 *(décès d'un candidat après l'expiration du délai de dépôt des candidatures)* (p. 459) ; amendement n° 30 du Gouvernement (mise à jour de la liste) : adopté ;

- article 6 ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(dimensions et contenu des affiches et des bulletins de vote) :* amendement n° 33 de M. Ernest Moutoussamy (emblème figurant sur le bulletin de vote) ; sous-amendement n° 42 du Gouvernement (visant dans le dernier alinéa de cet amendement à substituer au mot « l'emblème » les mots « un emblème imprimé ») : sous-amendement n° 42 : adopté ; amendement n° 33, ainsi modifié : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 25 de M. Ernest Moutoussamy (institution dans chaque département d'outre-mer d'une commission de contrôle des opérations de vote et de recensement) (p. 460) ; pratiques de fraude ; épuration des listes électorales ; élections à l'assemblée de Corse ; jurisprudence du Conseil Constitutionnel ; rejeté (p. 461).

Article 8 *(commission chargée du contrôle de la propagande) :* amendement n° 7 de la commission (participation de chaque candidat tête de liste aux travaux de la commission) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 8 de la commission (remboursement de certains frais aux listes ayant obtenu au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés) : adopté.

Article 9 *(propagande radio télévisée) :* amendement n° 18 de M. Guy Ducoloné (émissions des partis et groupements représentés par des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 462) ; amendement n° 19 de M. Ernest Moutoussamy (visant dans le sixième alinéa III de cet article à substituer au mot « sept » le mot « quinze ») : rejeté ; amendement n° 32 de M. Ernest Moutoussamy (rôle de la Haute Autorité dans les départements et territoires d'outre-mer) ; indépendance de la Haute Autorité ; création d'un groupe de travail chargé d'étudier les réformes relatives aux conditions d'exercice de la démocratie dans les départements et territoires d'outre-mer ; rejeté ;

- article 9 : adopté.

Article 10 *(sanction des candidatures multiples) :* amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(recensement des votes) :* adopté.

Article 12 *(élections partielles) :* amendement n° 10 de la commission (substituant à la référence qui est faite à l'ordonnance du 13 octobre 1958, une référence aux dispositions du code électoral qui, depuis la codification de l'ordonnance par le décret du 27 octobre 1964, ont seules été modifiées) (p. 463) ; adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(abrogation des articles L. 141 et L. 162 du code électoral) :* amendement n° 11 de la commission (abrogation du seul article L. 141) : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 28 de la commission (de coordination) : adopté.

Titre : amendement n° 38 de M. Alain Bonnet (visant à compléter le titre du projet de loi par les mots : « des départements ») ; position du mouvement des radicaux de gauche sur les institutions de la Ve République ; influence de la proportionnelle sur les institutions (p. 464) ; alliance entre le parti socialiste et le mouvement des radicaux de gauche ; rejeté (p. 465).

Explications de vote (p. 465) :

Abstention du groupe P.C. : *Odru (Louis)* (p. 468).

Activité du député : *Sarre (Georges)* (p. 468).

Bipolarisation : *Labbé (Claude)* (p. 466).

Droits du citoyen : *Labbé (Claude)* (p. 466) ; *Joxe (Pierre)* (p. 469).

Equilibre institutionnel (risque de remise en cause de l'-) : *Labbé (Claude)* (p. 466).

Extrême-droite : *Labbé (Claude)* (p. 466).

Inégalités de représentation dues au scrutin majoritaire : *Sarre (Georges)* (p. 467, 468).

Règlement de l'Assemblée nationale : *Labbé (Claude)* (p. 467) ; *Joxe (Pierre)* (p. 469).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Labbé (Claude)* (p. 467).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Brocard (Jean)* (p. 468).

Vote positif du groupe socialiste : *Sarre (Georges)* (p. 468).

Adoption du projet de loi au scrutin public (p. 470).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [13 juin 1985] (p. 1670).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean Foyer : *Foyer (Jean)* (p. 1670, 1671) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1671, 1672) ; rejetée au scrutin public (p. 1672).

Découpage des circonscriptions : *Joxe (Pierre)* (p. 1674, 1675) ; *Debré (Michel)* (p. 1675).

Election des députés en 1978 : *Foyer (Jean)* (p. 1671) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1671).

Influence du mode de scrutin sur les institutions : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1670) ; *Foyer (Jean)* (p. 1671) ; *Debré (Michel)* (p. 1672) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1675).

Institution de la proportionnelle en 1945 : *Debré (Michel)* (p. 1673) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1673).

Motifs de la réforme électorale : *Foyer (Jean)* (p. 1670, 1671).

Motivations de l'électeur : *Debré (Michel)* (p. 1673) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1673, 1674).

Nombre minimal de députés par département : *Joxe (Pierre)* (p. 1675).

Pouvoirs des partis : *Foyer (Jean)* (p. 1671) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1671) ; *Debré (Michel)* (p. 1673).

Représentativité des députés : *Joxe (Pierre)* (p. 1674).

Stabilité (ou instabilité) ministérielle : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1670) ; *Foyer (Jean)* (p. 1671) ; *Debré (Michel)* (p. 1672).

Discussion des articles [13 juin 1985] (p. 1676).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant dans le tableau n° 1 annexé à supprimer la ligne : « Saint-Pierre-et-Miquelon 1 ») : adopté ; amendement n° 2 de la commission (tendant à supprimer le texte proposé pour l'article L. 126 du code électoral) (p. 1676) : adopté ;

- article 1er et le tableau n° 1, ainsi modifiés : adoptés.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 5 *bis* : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 8 : adopté.

Article 8 *bis* : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 : adopté.

Article 12 (p. 1677) : amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 4 de la commission (tendant après cet article à insérer l'article suivant : dans le premier alinéa de l'article L. 85-1 du code électoral, les mots « 10 000 habitants » sont substitués aux mots « 30 000 habitants ») ; extension des commissions chargées de veiller à la régularité de la composition des bureaux de vote et à celle des opérations de vote à toutes les villes de plus de 10 000 habitants ; adopté.

Article 14 : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 5 de la commission (abrogation de l'ordonnance du 13 octobre 1958 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale) : adopté. (p. 1678).

Explications de vote (p. 1678) :

Abstention du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 1678).

Inconvénients du scrutin majoritaire : *Ducoloné (Guy).*

Motifs de la réforme : *Labbé (Claude)* (p. 1679).

Stabilité (ou instabilité) ministérielle : *Ducoloné (Guy)* (p. 1678) : *Labbé (Claude)* (p. 1679).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Labbé (Claude)* (p. 1679).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1679).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [26 juin 1985] (p. 2003) :

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2003).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2003, 2004, 2005).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2005).

40. - Projet de loi organique n° 2602 modifiant le code électoral et relatif à **l'élection des députés.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 10 avril 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. - Urgence déclarée le 22 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (11 avril 1985). - Rapport n° **2620** (18 avril 1985). - Discussion le 26 avril 1985. - Adoption le 26 avril 1985). - Projet de loi n° **771.**

Sénat (première lecture), n° **261** (1984-1985). - Dépôt le 2 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Paul Girod. - Rapport n° **324** (1984-1985) (29 mai 1985). - Discussion les 30 et 31 mai 1985. - Rejet le 31 mai 1985. - Projet de loi n° **110** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 4 juin 1985] (p. 6191). - Bureau [*J.O.* du 7 juin 1985] (p. 6313).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2744** (6 juin 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Paul Girod. - Rapport n° **345** (p. 1984-1985) (6 juin 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2735,** dépôt le 3 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2761** (12 juin 1985). - Discussion le 13 juin 1985. - Adoption avec modifications le 13 juin 1985. - Projet de loi n° **814.**

Sénat (deuxième lecture), n° **372** (1984-1985), dépôt le 14 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règle-

ment et d'administration générale. - Rapporteur : M. Paul Girod. - Rapport n° **419** (1984-1985) (25 juin 1985). - Discussion le 25 juin 1985). - Projet de loi n° **146** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2837,** dépôt le 26 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2839** (26 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption définitive le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **838.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 46 et 61, alinéa 1 de la Constitution). - Décision le 10 juillet 1985 [*J.O.* du 11 juillet 1985] (p. 7833). - Rectificatif [*J.O.* du 12 juillet 1985] (p. 7888). - Conforme en totalité.

Loi n° 85-888 du 10 juillet 1985 publiée au *J.O.* du 11 juillet 1985] (p. 7800).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [26 avril 1985] (p. 470) :

Coût de la réforme : *Tranchant (Georges)* (p. 475).

Incompatibilité parlementaire : *Joxe (Pierre)* (p. 470).

Nombre de députés : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 470) ; *Joxe (Pierre)* (p. 470) ; *Goux (Christian)* (p. 471, 472) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 475).

Nombre de députés dans les démocraties occidentales : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 470, 472).

Paris (représentation de -) *Dominati (Jacques)* (p. 471) ; *Goux (Christian)* (p. 472) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 476) ; *Joxe (Pierre)* (p. 476).

Politique du Président de la République : *Tranchant (Georges)* (p. 473, 474, 475) ; *Joxe (Pierre)* (p. 475).

Représentation minimale des départements : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 470) ; *Dominati (Jacques)* (p 471) ; *Goux (Christian)* (p. 472) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 476) ; *Joxe (Pierre)* (p. 476).

Vacance d'un siège : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 470) ; *Joxe (Pierre)* (p. 470) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 476).

Discussion des articles [26 avril 1985] (p. 476) :

Article 1er *(nombre des députés) :* amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 7 de M. Michel Debré : retiré ; amendement n° 5 de M. Guy Ducoloné (révision du nombre des députés) : retiré ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 476).

Après l'article 1er : amendement n° 8 de la commission (visant dans l'article L.O. 135 du code électoral à remplacer la référence à l'article L.O. 176 par la référence à l'article L.O. 176-1) : adopté.

Article 2 *(remplacement des députés élus à la représentation proportionnelle) :* amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(remplacement des députés élus au scrutin majoritaire) :* adopté.

Article 4 *(organisation d'élections partielles) :* adopté.

Article 5 *(contestation de l'éligibilité d'un candidat) :* amendement n° 3 de la commission (visant à supprimer cet article) ; contestation de l'éligibilité d'un candidat devenu député à la suite d'une vacance ; déchéance de plein droit ; adopté ;

- article 5 : supprimé.

Article 6 *(sanction de l'inéligibilité) :* amendement n° 4 de la commission (tendant à supprimer cet article) (p. 477) ; annulation de l'élection du ou des députés déclarés inéligibles ; Conseil constitutionnel ; inutilité de procéder à de nouvelles élections dans le département pour une inéligibilité concernant un seul candidat ; adopté ;

- article 6 : supprimé.

Article 7 *(abrogation de l'article L.O. 132 du code électoral) :* adopté.

Titre : amendement n° 9 de M. Alain Bonnet (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « des départements ») ; élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ; code électoral ne s'appliquant qu'aux départements ; rejeté.

Explications de vote (p. 478) :

Coût de la réforme : *Tranchant (Georges)* (p. 479).

Nombre de députés : *Bassinet (Philippe)* (p. 479) ; *Zeller (Adrien)* (p. 479).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Zeller (Adrien)* (p. 479).

Vote positif du groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 478).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 480).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [13 juin 1985] (p. 1664) :

Coût de la réforme : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1664) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1668).

Député de Saint-Pierre-et-Miquelon : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1665).

Lien entre l'électeur et l'élu : *Zeller (Adrien)* (p. 1665).

Motifs de la réforme : *Zeller (Adrien)* (p. 1666) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1668).

Politique de M. François Mitterrand : *Tranchant (Georges)* (p. 1666, 1667, 1668) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1667) ; *Bellon (André)* (p. 1669).

Pouvoirs des partis : *Zeller (Adrien)* (p. 1665, 1666) ; *Bellon (André)* (p. 1669).

Président de la République (situation institutionnelle du -) : *Zeller (Adrien)* (p. 1666).

Procédure suivie pour le vote de la réforme : *Joxe (Pierre)* (p. 1665).

Discussion des articles [13 juin 1985] (p. 1669) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant dans le texte proposé pour l'article L.O. 119 du code électoral à substituer au nombre « 571 » le nombre « 570 ») ; conséquence de l'adoption définitive du projet de loi relatif au statut de l'archipel Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *bis* : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 6 : supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 7 : adopté (p. 1669).

Adoption de l'ensemble du projet au scrutin public (p. 1670).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [26 juin 1985] (p. 1997) :

Augmentation du nombre des députés : *Labarrère (André)* (p. 1997).

Conseil constitutionnel : *Labarrère (André)* (p. 1997, 1998).

Procédure suivie pour l'adoption du projet et conditions du débat : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1997) ; *Labarrère (André)* (p. 1997, 1998).

Taux de représentativité des députés : *Labarrère (André)* (p. 1998).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 1998, 1999).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique par scrutin public à la tribune (p. 2003).

41. - Projet de loi n° 2603 modifiant le code électoral et relatif à l'**élection des conseillers régionaux.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 10 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. - Urgence déclarée le 22 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (11 avril 1985). - Rapport n° **2624** (18 avril 1985). - Discussion le 26 avril 1985. - Adoption le 26 avril 1985. - Projet de loi n° **772.**

Sénat (première lecture), n° **262** (1984-1985), dépôt le 2 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Michel Giraud. - Rapport n° **337** (1985-1986) (5 juin 1985). - Discussion le 6 juin 1985. - Adoption le 6 juin 1985. - Projet de loi n° **121** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 8 juin 1985] (p. 6376).

Bureau [*J.O.* du 12 juin 1985] (p. 6494).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. François Massot. - Rapport n° **2758** (11 juin 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Michel Giraud. - Rapport n° **349** (1984-1985) (11 juin 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2758,** dépôt le 6 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot. - Rapport 30 2766 (13 juin 1985). - Discussion le 13 juin 1985. - Adoption avec modifications le 13 juin 1985. - Projet de loi n° **818.**

Sénat (deuxième lecture), n° **374** (1984-1985), dépôt le 14 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Michel Giraud. - Rapport n° **380** (1984-1985) (19 juin 1985). - Discussion le 19 juin 1985. - Adoption avec modifications le 19 juin 1985. - Projet de loi n° **133** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2811,** dépôt le 20 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot. - Rapport n° **2841.** - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption définitive le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **841.**

Loi n° 85-692 du 10 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 11 juillet 1985 (p. 7805).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [26 avril 1985] (p. 480, 486).

Question préalable de M. Jean-Claude Gaudin : *Gantier (Gilbert)* (p. 488) ; *Teisseire (Eugène)* (p. 490) : rejetée (p. 491).

Collège électoral des sénateurs (composition du -) : *Rouquette (Roger)* (p. 487) ; *Teisseire (Eugène)* (p. 490) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 497).

Conditions d'exercice des mandats électifs : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 498) ; *Joxe (Pierre)* (p. 502).

Coûts de fonctionnement (accroissement des -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 489).

Cumul des mandats (problèmes du -) : *Rouquette (Roger)* (p. 487) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 493) ; *Zeller (Adrien)* (p. 495) ; *Harcourt (Florence d'))* (p. 497) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 498) ; *Joxe (Pierre)* (p. 501, 502).

Départements d'outre-mer (situation dans les -) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 496, 497)) ; *Le Foll (Robert)* (p. 499) ; *Joxe (Pierre)* (p. 502).

Effectifs des conseils régionaux (augmentation des -) : *Joxe (Pierre)* (p. 481, 501) ; *Rouquette (Roger)* (p. 487) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 488).

Elections régionales en Corse (expérience des -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 488) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 493).

Légitimité de la nouvelle collectivité locale (renforcement de la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 481) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 498).

Limites de la région : *Aubert (Emmanuel)* (p. 493).

Logique de la décentralisation (poursuite de la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 481) ; *Rouquette (Roger)* (p. 486) ; *Teisseire (Eugène)* (p. 490, 491) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 494) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 497) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 498) ; *Oehler (Jean)* (p. 500).

Mode de scrutin retenu pour les élections régionales (caractéristiques du -) : *Joxe (Pierre)* (p. 480, 481) ; *Rouquette (Roger)* (p. 487) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 488) ; *Teisseire (Eugène)* (p. 490) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 492) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 494) ; *Le Foll (Robert)* (p. 499) ; *Hory (Jean-François)* (p. 501).

Moyens à la disposition des régions : *Zeller (Adrien)* (p. 495, 496) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 498) ; *Joxe (Pierre)* (p. 502).

Quatrième niveau d'administration (instauration d'un -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 489) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 491) ; *Zeller (Adrien)* (p. 495).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 487).

Rapports entre les régions, l'Etat et les départements : *Gantier (Gilbert)* (p. 489) ; *Zeller (Adrien)* (p. 496) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 497) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 498) ; *Le Foll (Robert)* (p. 499).

Régime juridique des régions (évolution du -) : *Joxe (Pierre)* (p. 480) ; *Teisseire (Eugène)* (p. 491) ; *Le Foll (Robert)* (p. 499) ; *Hory (Jean-François)* (p. 500).

Remise en cause de l'idée régionale : *Gantier (Gilbert)* (p. 488) ; *Teisseire (Eugène)* (p. 490) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 493).

Répartition des sièges entre les départements d'une même région : *Rouquette (Roger)* (p. 487) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 488) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 493) ; *Joxe (Pierre)* (p. 501).

Scrutin majoritaire pour l'élection des conseillers généraux (maintien du -) : *Maisonnat (Louis)* (p. 495) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 497).

Seuil de 5 p. 100 (effet du -) : *Joxe (Pierre)* (p. 481) ; *Rouquette (Roger)* (p. 487) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 488) ; *Teisseire (Eugène)* (p. 490) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 494).

Simultanéité des élections régionales et législatives : *Gantier (Gilbert)* (p. 488) ; *Teisseire (Eugène)* (p. 490, 491) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 494) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 496) ; *Hory (Jean-François)* (p. 500) ; *Joxe (Pierre)* (p. 501).

Unité nationale (atteinte à l'-) : *Teisseire (Eugène)* (p. 491) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 492) ; *Zeller (Adrien)* (p. 496) ; *Le Foll (Robert)* (p. 500).

Discussion des articles [26 avril 1985] (p. 502).

Avant l'article 1er : amendement n° 43 de M. Emmanuel Aubert (régime de la modification des circonscriptions régionales) ; possibilité donnée à la population d'un département de s'exprimer ; création d'une région nouvelle ; transformation de l'établissement public régional en une collectivité territoriale ; possibilité de modifier les limites des régions prévues dans la loi de 1972 (p. 502) ; problèmes abordés lors de la discussion de la loi du 2 mars 1982 ; nécessité d'obtenir un consensus des administrés sur la limite territoriale des régions ; loi de 1972 mettant à la dis-

position du Gouvernement la possibilité de modifier les limites des régions par voie réglementaire (p. 503) ; risque de complexité administrative ; exclusion du recours au décret ; rejeté.

Article 1er *(création dans le code électoral d'un livre nouveau relatif à l'élection des conseillers régionaux) :* amendement n° 1 de la commission (substituant dans le premier alinéa de cet article la référence « 365 » à la référence « 400 ») (p. 506) ; réservé ; *article L. 335 du code électoral :* (texte applicable à l'élection des conseillers régionaux) ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 336 du code électoral :* (durée du mandat ; date de l'élection) ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 44 de M. Alain Bonnet : réservé ; *article L. 337 du code électoral :* (effectif des conseillers régionaux et répartition des sièges à pourvoir entre les départements) ; amendement n° 10 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Louis Maisonnat (nombre minimum des conseillers régionaux ; révision de ce nombre) ; représentation équitable des différents courants d'opinion ; prise en compte de l'augmentation du nombre des députés dans la fixation du nombre des conseillers régionaux ; exception pour les petites régions (p. 507) ; effectif des conseillers régionaux fixé dans un tableau ; projet retenant un calcul purement proportionnel ; absence de représentativité sérieuse donnée aux départements (p. 508) ; prise en compte du critère de la population ; cas des Alpes de Haute-Provence, des Hautes-Alpes et de la Lozère (p. 509) ; amendement n° 10 rectifié par M. Guy Ducoloné (révision du nombre des conseillers régionaux) : adopté ; amendement n° 51 de M. Roger Rouquette (modifiant le nombre des conseillers régionaux et leur mode de répartition entre les départements) (p. 510) ; amendement n° 9 de la commission (modification du nombre des conseillers régionaux et leur mode de répartition entre les départements) (p. 511) ; amendement n° 51 : adopté ; amendement n° 9 : devenu sans objet ; *article L. 338 du code électoral :* (mode de scrutin) ; amendement n° 11 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jacques Brunhes (élection des conseillers régionaux au scrutin de liste départemental à la représentation proportionnelle avec attribution des restes au plan régional au plus fort reste) ; amendement n° 45 de M. Alain Bonnet soutenu par M. Jean-François Hory (élection des conseillers régionaux au scrutin proportionnel de liste avec répartition des restes dans le cadre régional au plus fort reste) ; représentation équitable des différents courants de pensée ; répartition des restes au niveau régional (p. 512) ; cadre départemental apparaissant comme beaucoup plus judicieux ; simplicité pour l'électeur ; amendement n° 11 : rejeté ; amendement n° 45 : rejeté ; amendement n° 44 précédemment réservé : devenu sans objet ; amendement n° 12 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Jacques Brunhes (substituant aux mots : « à la plus forte moyenne » les mots : « au plus fort reste ») ; amendement n° 46 de M. Alain Bonnet soutenu par M. Jean-François Hory (substituant aux mots : « à la plus forte moyenne » les mots : « au plus fort reste ») ; choix du système du plus fort reste permettant la représentation des partis minoritaires ; logique politique du système de la plus forte moyenne ; système de plus fort reste apparaissant comme une application de la règle proportionnelle ; amendements n° 12 et n° 46 : rejetés ; amendement n° 13 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jacques Brunhes (suppression du seuil de 5 p. 100) ; amendement n° 48 de M. Alain Bonnet soutenu par M. Jean-François Hory (suppression du seuil de 5 p. 100) (p. 513) ; absence de justification au plan des principes du seuil de 5 p. 100 ; non-émiettement de la représentation ; établissement d'un seuil de 5 p. 100 pour l'assemblée de la Corse ; amendements n° 13 et n° 48 : rejetés ; amendement n° 47 de M. Alain Bonnet (substituant aux mots : « la même moyenne » les mots : « le même reste ») : devenu sans objet ; *article L. 339 du code électoral :* (conditions d'âge et de résidence) ; amendement n° 14 de M. Louis Maisonnat (substituant les mots : « dix-huit ans », aux mots : « vingt et un ans) ; âge de la majorité civile ; exigence pour être élu conseiller municipal ; hiérarchie entre les mandats ; rejeté ; *article L. 342 du code électoral :* (incompatibilité dans le cadre national) ; amendement n° 38 de la commission (suppression de la référence : « 3° ») ; suppression de l'incompatibilité générale prévue entre le mandat de conseiller régional et les fonctions de membre des tribunaux administratifs ou des chambres régionales des comptes (p. 514) : adopté ; *article L. 345 du code électoral :* (interdiction d'appartenir à plusieurs conseils régionaux) ; amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné (suppression du deuxième alinéa du texte proposé) : réservé ; *article L. 347 du code électoral :* (modalité applicable à la déclaration de candidature) ; amendement n° 49 de M. Alain Bonnet soutenu par M. Jean-François Hory (complétant le texte par la disposition suivante : « 3° L'indication de la liste régionale à laquelle la liste départementale s'apparente ») : devenu sans objet ; amendement n° 41 de M. Ernest Moutoussamy (choix, par le candidat, d'un emblème et impression de celui-ci sur le bulletin de vote) ; nécessité d'harmoniser l'amendement en parlant de « l'indication d'un emblème » ; amendement n° 41, ainsi modifié : adopté ; *article L. 348 du code électoral :* (interdiction des candidatures multiples) ; amendement n° 16 de M. Edmond Garcin soutenu par M. Louis Maisonnat (enregistrement des listes portant le nom d'une personne faisant acte de candidatures multiples) ; amendement n° 6 de la commission (enregistrement de listes portant le nom de personnes figurant sur une autre liste de candidats) ; amendement n° 16 : retiré (p. 515) ; rôle de l'organisme administratif chargé des enregistrements ; cas d'une provocation ; absence de possibilité de contrôle suffisant ; amendement n° 6 : adopté ; *article L. 345 du code électoral (suite) :* amendement n° 15 précédemment réservé ; cas d'élections régionales partielles ; rejeté ; *article L. 349 du code électoral :* (modalités applicables au cautionnement) ; amendement n° 34 de la commission (le candidat tête de liste ou son mandataire verse entre les mains...) ; versement du montant des cautionnements au trésorier-payeur général ; adopté ; amendement n° 7 de la commission (ayant pour objet de fixer à 500 F par siège à pourvoir le montant du cautionnement exigé pour le dépôt d'une liste) ; dépôt à la Caisse des dépôts et consignations du cautionnement de 10 000 F par liste ; adopté ; amendement n° 17 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Jacques Brunhes (remboursement du cautionnement après l'élection) ; remboursement automatique à toutes les listes (p. 516) ; perte du rôle dissuasif du cautionnement ; rejeté ; *article L. 351 du code électoral :* (recours ouvert en cas de refus d'enregistrement d'une déclaration de candidature) ; amendement n° 18 de M. Ernest Moutoussamy (délai d'ouverture de l'appel contre la décision du tribunal administratif) ; procédure apparaissant plus souple que celle proposée par le Gouvernement ; efficacité incertaine ; garantie d'application ; nécessité d'une bonne justice ; rejeté ; *article L. 356 du code électoral :* (sanctions applicables en cas de violation des régles prévues en matière de propagande électorale) ; amendement n° 42 de M. Ernest Moutoussamy : (reprise d'une disposition de l'article L. 165) ; adopté ; *après l'article L. 356 du code électoral :* amendement n° 19 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jacques Brunhes (insérant un article L. 356 *bis* régissant les horaires des émissions radiodiffusées et télévisées et les modalités de leur réalisation) ; institution du même système que celui prévu pour les élections législatives ; concomittance des élections régionales et des élections législatives (p. 517) ; rejeté ; *article L. 358 du code électoral :* (nullité des voix se portant sur des listes comportant des candidats figurant sur plusieurs listes) ; amendement n° 35 de la commission (voix données aux listes comprenant un candidat qui a fait acte de candidatures multiples) ; adopté ; *article L. 363 du code électoral :* (annulation de l'ensemble des opérations électorales dans un département) ; amendement n° 8 de la commission (cas de l'annulation de l'ensemble des opérations électorales dans un département) ; adopté.

Article 5 *(désignation des délégués des conseils municipaux au collège électoral des sénateurs) :* adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 40 de la commission (incompatibilité des fonctions de membre du bureau d'un conseil régional avec celle de membre du bureau d'un conseil général ; délai admis pour faire connaître l'option) ; interdiction du cumul de fonctions de membre dirigeant d'un conseil général avec celle de membre dirigeant d'un

conseil régional ; problème de la compatibilité entre les fonctions de conseiller régional et celles de maire d'une ville de plus de 50 000 habitants ; coupure des liens entre les responsables des départements et les responsables des régions ; adopté.

Article 6 *(dispositions applicables à la Corse) :* adopté.

Article 7 *(dispositions applicables aux régions d'outre-mer) :* adopté.

Article 8 *(date des premières élections des conseils régionaux au suffrage universel ; renouvellement de l'assemblée de Corse et des conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion)* (p. 519) : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 36 de la commission (date d'entrée en vigueur des articles L. 342 et L. 345 et de l'article 6) : adopté.

Après l'article L. 363 du code électoral : amendement n° 37 du Gouvernement (insérant un chapitre relatif à l'application du présent livre par des décrets en Conseil d'État) ; application à l'élection des conseillers régionaux des dispositions communes à toutes les élections ; adopté ; amendement n° 1 rectifié, précédemment réservé : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié et tableau annexé ainsi rédigé : adoptés.

Après l'article 1er : amendement n° 39 de la commission (insérant un article relatif aux incompatibilités du mandat de conseiller général) : adopté.

Article 2 *(modification de la composition du collège électoral constitué pour l'élection des sénateurs)* (p. 518) : amendement n° 50 de M. Alain Bonnet (rattachement au collège électoral sénatorial des conseillers régionaux élus) : devenu sans objet ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(modalités de la participation à l'élection des sénateurs des membres du collège électoral)* : adopté.

Article 4 *(remplacement des membres du collège électoral des sénateurs en cas de cumul des mandats) :* adopté.

Explications de vote (p. 520) :

Abstention du groupe communiste : *Maisonnat (Louis)* (p. 520).

Vote positif du groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 520).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 520).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [13 juin 1985] (p. 1679).

Incompatibilités (régime des -) : *Massot (François)* (p. 1680) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1681).

Inconvénients de l'élection au suffrage universel des assemblées régionales : *Debré (Michel)* (p. 1681) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1681, 1682).

Mode de scrutin proposé par le Sénat : *Massot (François)* (p. 1680) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1680).

Sénateurs des départements d'outre-mer : *Massot (François)* (p. 1680).

Sondages d'opinion : *Massot (François)* (p. 1680).

Tableau des sièges : *Joxe (Pierre)* (p. 1680, 1681).

Discussion des articles [13 juin 1985] (p. 1682).

Article 1er (p. 1682, 1683) : amendement n° 4 du Gouvernement (tendant à proposer une nouvelle rédaction pour le tableau n° 7) (p. 1684) ; sous-amendement n° 5 de M. François Massot (tendant, dans cet amendement, à substituer aux lignes : « Alpes-de-Haute-Provence 4 ; Hautes-Alpes 4 », les lignes : « Alpes-de-Haute-Provence 5 ; Hautes-Alpes 5 ») ; préciput de trois conseillers régionaux par département ; système adopté en première lecture tendant à favoriser les plus petits départements ; région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; représentation des différents départements au sein du conseil régional ; surreprésentation de certains départements ; inconstitutionnalité de la règle selon laquelle aucun département dans une région donnée ne devrait avoir un nombre de conseillers régionaux inférieur au dixième du nombre de conseillers régionaux du département le plus peuplé ; sous-amendement n° 5 : rejeté ; amendement n° 4 : adopté ; amendement n° 1 de la commission (tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral, après les mots : « au scrutin de liste », à insérer les mots : « , à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne ») (p. 1685) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié, et le tableau annexé, ainsi rédigé : adoptés.

Article 1er *bis* A : amendement n° 3 de la commission (de suppression) ; abrogation de l'incompatibilité instituée par le Sénat existant dans les départements d'outre-mer entre les fonctions de membre de bureau de conseil régional et de membre de bureau de conseil général ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 7 *bis* : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 : adopté (p. 1686).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1686).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [26 juin 1985] (p. 2005).

Constitutionnalité du projet : *Blanc (Jacques)* (p. 2006).

Mode d'élection des sénateurs : *Blanc (Jacques)* (p. 2006).

Représentation minimale des départements : *Blanc (Jacques)* (p. 2005, 2006) ; *Durand (Adrien)* (p. 2006, 2007).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2007).

Discussion des articles [26 juin 1985] (p. 2008).

Article 1er : amendement n° 1 de M. Pascal Clément, soutenu par M. Jacques Blanc (effectif des conseils régionaux et répartition des sièges entre les départements) (p. 2008, 2009) ; situation du département de la Lozère ; taux de représentativité des députés (p. 2009) ; manœuvres entreprises pour limiter la représentation de la Lozère au sein du conseil régional de la région Languedoc-Roussillon ; représentativité des conseillers régionaux de Nouvelle-Calédonie ; nombre minimal de sièges par département prévu par la loi ; conseillers régionaux représentant l'ensemble de la région ; rejeté (p. 2010).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2011).

42. - Proposition de loi constitutionnelle n° 2604 portant **inscription dans la Constitution de l'élection des députés au scrutin uninominal à deux tours.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 avril 1985 par M. Daniel Goulet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean Foyer (25 avril 1985).

43. - Proposition de loi constitutionnelle n° 2615 incluant le mode de scrutin pour les élections législatives dans la Constitution.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 avril 1985 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean Foyer (9 mai 1985).

44. - Projet de loi n° 2616 relatif à l'**élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisa-

tion. - **Lettres** de M. Laurent Fabius en date des 5, 10 et 11 juin 1985, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet. - Urgence déclarée le 28 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (25 avril 1985). - Rapport n° **2725** (30 mai 1985). - Discussion les 5 et 12 juin 1985. - Deuxième délibération de l'ensemble du projet. - Adoption le 12 juin 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ». - Projet de loi n° **805.**

Sénat (première lecture), n° **366** (1984-1985). - Dépôt le 13 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. - Rapport n° **381** (1984-1985) (19 juin 1985). - Discussion le 20 juin 1985. - Rejet le 20 juin 1985. - Projet de loi n° **136** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6897).

Bureau [*J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6897).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2820** (20 juin 1985).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. - Rapport n° **404** (1984-1985) (20 juin 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2818.** - Dépôt le 20 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2828** (20 juin 1985). - Discussion le 25 juin 1985. - Adoption avec modifications le 25 juin 1985. Projet de loi n° **833.**

Sénat (deuxième lecture), n° **421** (1984-1985). - Dépôt le 25 juin 1985. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. - Rapport n° **422** (1984-1985) (25 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Rejet le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **155** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2847.** - Dépôt le 26 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2849** (26 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption définitive le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **842.**

Loi n° 85-891 du 10 juillet 1985, publiée au *Journal officiel* du 11 juillet 1985 (p. 7804).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [5 juin 1985] (p. 1474).

Caractéristiques des bulletins de vote : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1475) ; *Hory (Jean-François)* (p. 1476) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1479).

Circonscriptions électorales : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1475).

Inconvénients du scrutin proportionnel appliqué aux territoires d'outre-mer et à Mayotte (généralités) : *Esdras (Marcel)* (p. 1478, 1479).

Recensement général des votes : *Bonnemaison (Gilbert))* (p. 1474, 1475) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1479).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *Hory (Jean-François)* (p. 1476) ; *Julia (Didier)* (p. 1477) ; *Juventin (Jean)* (p. 1478).

Scrutin proportionnel applicable en Nouvelle-Calédonie : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1474) ; *Julia (Didier)* (p. 1477) ; *Juventin (Jean)* (p. 1477) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 1478) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1479).

Scrutin proportionnel applicable à la Polynésie : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1474, 1475) ; *Hory (Jean-François)* (p. 1476) ; *Julia (Didier)* (p. 1477) ; *Juventin (Jean)* (p. 1477) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 1478) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1479, 1480).

Scrutin uninominal majoritaire à deux tours applicable à Mayotte : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1474, 1475) ; *Hory (Jean-François)* (p. 1475, 1476) ; *Julia (Didier)* (p. 1477) ; *Juventin (Jean)* (p. 1478) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1479, 1480).

Scrutin uninominal majoritaire à deux tours applicable à Wallis-et-Futuna : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1474, 1475) ; *Hory (Jean-François)* (p. 1476) ; *Julia (Didier)* (p. 1477) ; *Juventin (Jean)* (p. 1478) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1479).

Vacance de sièges : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1475).

Discussion des articles [5 juin 1985] (p. 1480).

Chapitre 1er *(dispositions applicables à l'élection des députés de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française).*

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant avant l'article 1er, dans l'intitulé du chapitre 1er, à substituer aux mots : « de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française » les mots : « des territoires d'outre-mer ») (p. 1480) ; regroupement de l'ensemble des dispositions applicables aux territoires d'outre-mer au sein d'un chapitre unique, un second étant consacré à l'élection du député de Mayotte ; titre du projet modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés ; députés représentant l'ensemble de la collectivité nationale ; adopté ;

- en conséquence, l'intitulé du chapitre 1er est ainsi modifié.

Article 1er *(circonscriptions électorales en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) ;* amendement n° 2 de la commission (champ d'application de la loi ; nombre de députés élus dans chaque circonscription) ; sous-amendement n° 17 de M. Jean Juventin (tendant dans l'avant-dernier alinéa de cet amendement à substituer au chiffre : « 2 » le chiffre : « 3 ») ; inclusion du territoire de Wallis-et-Futuna dans le champ d'application de l'article 1er du projet de loi ; création d'un troisième siège pour la Polynésie française ; adoption par l'Assemblée nationale du principe de l'attribution d'un siège de député par tranche de 108 000 habitants, le nombre minimal de députés étant de deux par département (p. 1481) ; insuffisance du critère tiré du nombre de kilomètres carrés ; sous-amendement n° 17 : rejeté ; amendement n° 2 : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 1er.

Article 2 *(modes de scrutin applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) :* amendement n° 3 de la commission (inclusion de Wallis-et-Futuna dans le champ d'application de l'article) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 2.

Après l'article 2 : amendement n° 4 de la commission (adaptations terminologiques nécessaires pour l'application du code électoral à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (adaptations terminologiques nécessaires pour l'application du code électoral à Wallis-et-Futuna) : adopté.

Article 3 *(déclaration de candidature) ;* amendement n° 6 de la commission (tendant dans cet article à substituer aux mots : « le signe » les mots : « l'indication de l'emblème ») : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté (p. 1482).

Article 4 *(caractéristiques des bulletins de vote) :* amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(recensement général des votes) :* amendement n° 9 de la commission (recensement général des votes au chef-lieu du territoire par une commission dont la composition et le fonctionnement sont précisés par décret en Conseil d'Etat) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 5.

Article 6 *(date du deuxième tour de scrutin en Polynésie française) :* amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II : *dispositions applicables à l'élection du député de Wallis-et-Futuna et du député de Mayotte.*

Avant l'article 7 : amendement n° 11 de la commission (tendant dans l'intitulé du chapitre II à substituer aux mots « Wallis-et-Futuna et du député » les mots « la collectivité territoriale ») ; député participant à l'ensemble de la souveraineté nationale (p. 1483) ; adopté ;

- en conséquence, l'intitulé du chapitre II est ainsi modifié.

Article 7 *(mode d'élection du député de Wallis-et-Futuna) :* amendement n° 12 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 8 *(mode d'élection du député de Mayotte) :* amendement n° 13 de la commission (élection du député de Mayotte au scrutin uninominal majoritaire à deux tours) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 8.

Après l'article 8 : amendement n° 14 de la commission (tendant après l'article 8 à insérer l'article suivant : « le premier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 77-122 du 10 février 1977 est ainsi complété : » et les mots « conseil du contentieux administratif » sont substitués aux mots « tribunal administratif ») ; sous-amendement n° 18 du Gouvernement (tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet amendement : les mots « conseil du contentieux administratif » sont substitués aux mots « tribunal administratif » et les mots « tribunal de première instance » aux mots « tribunal d'instance » et « tribunal de grande instance ») ; sous-amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 14, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 15 de la commission (abrogation de textes de nature législative dont les dispositions sont expressément insérées dans le projet) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (modalités d'application de la présente loi fixées par un décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 1484).

Seconde délibération du projet de loi [12 juin 1985] (p. 1642) :

Avis des assemblées territoriales de Wallis-et-Futuna et de Nouvelle-Calédonie : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1643).

Statut de Saint-Pierre-et-Miquelon (conséquences de l'adoption définitive du -) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1643).

Après l'article 9 : amendement n° 1 de la commission (tendant après cet article à insérer l'intitulé suivant : « chapitre III - Dispositions applicables à l'élection du député de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ») ; conséquences de l'adoption définitive du projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (élection du député de Saint-Pierre-et-Miquelon au scrutin uninominal majoritaire à deux tours) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (application du code électoral à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté.

Avant l'article 10 : amendement n° 4 de la commission (tendant avant cet article à insérer l'intitulé suivant : « chapitre IV - Dispositions diverses ») : adopté.

Titre : amendement n° 5 de la commission (tendant à rédiger ainsi l'intitulé du projet de loi : « projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ») : adopté ;

- en conséquence, le titre le projet de loi est ainsi modifié (p. 1643).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1643).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [25 juin 1985] (p. 1924) :

Code électoral : *Labarrère (André)* (p. 1925).

Mode de scrutin : *Labarrère (André)* (p. 1925.

Procédure suivie : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1924) ; *Labarrère (André)* (p. 1925).

Discussion des articles [25 juin 1985] (p. 1925) :

Chapitre Ier :

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 2 *bis* : adopté.

Article 2 *ter* : adopté.

Article 3 : adopté (p. 1925).

Article 4 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : adopté.

Chapitre II :

Article 7 : supprimé, en première lecture par l'Assemblée nationale.

Article 8 : adopté.

Article 9 : adopté.

Chapitre III :

Article 10 : adopté.

Article 11 : adopté.

Chapitre IV :

Article 12 : adopté.

Article 13 : adopté (p. 1926).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1926).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [26 juin 1985] (p. 2011) :

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2011).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2011, 2012).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2012).

45. - Projet de loi organique n° 2617 relatif à l' **élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Lettres de M. Laurent Fabius en date des 5, 10 et 11 juin 1985, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna. - Urgence déclarée le 28 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (25 avril 1985). - Rapport n° **2726** (30 mai 1985). - Discussion les 5 et 12 juin 1985. - Deuxième délibération de l'ensemble du projet. - Adoption le 12 juin 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ». - Projet de loi n° **806.**

Sénat (première lecture), n° **367** (1984-1985), dépôt le 13 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. - Rapport n° **382** (1984-1985) (19 juin 1985). - Discussion le 20 juin 1985. - Rejet le 20 juin 1985. - Projet de loi n° **137** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination *[J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6898). - Bureau *[J.O.* du 21 juin 1985] (p. 6898).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2819** (20 juin 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. - Rapport n° **403** (1984-1985) (20 juin 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2815,** dépôt le 20 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2825** (20 juin 1985). - Discussion le 25 juin 1985. - Adoption avec modifications le 25 juin 1985. - Projet de loi n° **834.**

Sénat (deuxième lecture), n° **423** (1984-1985), dépôt le 25 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du réglement et de l'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. - Rapport n° **424** (1984-1985) (25 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Rejet le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **158** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2846,** dépôt le 26 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2848** (26 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption définitive le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **839.**

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 46 et 61, alinéa 1er de la Constitution).

Décision le 10 juillet 1985 *(J.O.* du 11 juillet 1985) (p. 7834). - Rectificatif *(J.O.* du 12 juillet 1985) (p. 7888).

Loi n° 85-689 du 10 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 11 juillet 1985 (p. 7801).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [5 juin 1985] (p. 1485) :

Contexte politique de Mayotte : *Hory (Jean-François)* (p. 1486).

Dispositions organiques applicables à l'élection des députés de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie et de Mayotte : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1485) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1485).

Incompatibilités applicables aux députés ou sénateurs des territoires d'outre-mer : *Juventin (Jean)* (p. 1485, 1486).

Maintien en vigueur des ordonnances de 1958 pour l'élection du député de Wallis et Futuna : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1485) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1485).

Modes de scrutin retenus pour l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de Mayotte : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1485) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1485).

Discussion des articles [5 juin 1985] (p. 1486) :

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (nombre de députés des territoires d'outre-mer et de Mayotte) ; sous-amendement n° 8 de M. Jean Juventin (tendant dans le premier alinéa de cet amendement à substituer au chiffre « 5 », le chiffre « 6 ») : retiré ; amendement n° 1 : adopté.

Article 1er *(application des dispositions organiques du titre II du livre Ier du code électoral à l'élection des députés de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Mayotte) ;* amendement n° 2 de la commission (tendant dans cet article, après les mots : « code électoral », à insérer les mots : « , à l'exception de l'article L.O. 119, ») ; exclusion des dispositions organiques du code électoral applicables aux territoires d'outre-mer et à Mayotte ; adopté ; amendement n° 3 de la commission (tendant dans cet article, après les mots : « Polynésie française », à insérer les mots : « , de Wallis et Futuna ») : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 1486).

Après l'article 1er : amendement n° 9 de M. Jean Juventin (tendant après cet article à insérer l'article suivant : « dans le deuxième alinéa de l'article L.O. 139 du code électoral, le mot " Gouvernement " est substitué aux mots " conseil de Gouvernement " ») ; incompatibilité du mandat de député avec les fonctions de conseiller du Gouvernement ; président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie devant conserver ses fonctions jusqu'à l'adoption définitive du projet de loi relatif au statut de la Nouvelle-Calédonie ; amendement n° 9 remettant en cause le statut de sénateur ; caractère strict du régime des incompatibilités ; rejeté.

Article 2 *(adaptations terminologiques rendues nécessaires pour l'application du code électoral aux territoires d'outre-mer)* : amendement n° 4 de la commission (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française » les mots « des territoires d'outre-mer ») : adopté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté ;

Article 3 *(adaptations terminologiques rendues nécessaires pour l'application du code électoral à la collectivité de Mayotte)* (p. 1487) : amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté ;

Article 4 *(application des dispositions des ordonnances de 1958 à l'élection du député de Wallis-et-Futuna) :* amendement n° 7 de la commission (application de l'ordonnance du 24 octobre 1958) ; abrogation de certaines dispositions codifiées dans le code électoral ou reprises dans le présent projet ; codification des ordonnances de 1958 ; adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 4 (p. 1488).

Seconde délibération du projet de loi [12 juin 1985] (p. 1644) :

- Avis émis par les assemblées territoriales : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1644).

Article 1er A *(nombre de députés des territoires d'outre-mer et de Mayotte) :* amendement n° 1 de la commission (représentation des collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon par un député) : adopté ;

- article 1er A, ainsi modifié : adopté ;

Article 1er *(application des dispositions organiques du titre II du livre Ier du code électoral de Wallis-et-Futuna à l'élection des députés de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Mayotte) :* amendement n° 2 de la commission (tendant après les mots « de Wallis-et-Futuna » à rédiger ainsi la fin de cet article : « de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ») : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(adaptation terminologique rendue nécessaire pour l'application du code électoral à la collectivité de Mayotte) :* amendement n° 3 de la commission (conseil du contentieux administratif) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 3.

Titre : amendement n° 4 de la commission (tendant à rédiger ainsi l'intitulé du projet de loi « projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ») (p. 1644) : adopté ;

- en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi modifié (p. 1645).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1645).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [25 juin 1985] (p. 1927) :

Procédure suivie : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1927).

Discussion des articles [25 juin 1985] (p. 1927) :

Article 1er A : adopté.

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté (p. 1927).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 1927).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [26 juin 1985] (p. 1999) :

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1999).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 1999, 2000).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique par scrutin public à la tribune (p. 2003).

46. - Proposition de loi n° 2628 tendant à élargir la procédure de **vote par procuration.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 avril 1985 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

47. - Proposition de loi n° 2631 permettant la contestation des déclarations de candidature aux **élections cantonales** des candidats inéligibles.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 avril 1985 par M. Jean-Marie Caro et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (20 juin 1985).

48. - Proposition de loi organique n° 2644 relative à l'**élection de députés représentant les Français établis hors de France.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 24 avril 1985 par M. Pierre-Bernard Cousté. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

49. - Proposition de loi n° 2702 relative à l' **élection de députés représentant les Français établis hors de France.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 23 mai 1985 par M. Pierre-Bernard Cousté. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

50. - Motion n° 2806 tendant à proposer au Président de la République de soumettre au **référendum** le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le code électoral et relatif à l' **élection des députés.**

Sénat n° **378** (1984-1985), dépôt le 18 juin 1985 par M. Charles Pasqua et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Discution le 19 juin 1985. - Adoption le 19 juin 1985. - Motion n° **132** (1984-1985).

Assemblée nationale n° **2806**, dépôt le 20 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2808** (20 juin 1985). - Discussion le 20 juin 1985. - Rejet le 20 juin 1985. - Motion n° **827.**

Discussion générale [20 juin 1985] (p. 1793) :

Article 11 (extension de l'-) : *Debré (Michel)* (p. 1794).

Attitude de l'opposition : *Labarrère (André)* (p. 1795.

Attitude du Sénat : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1794) ; *Labarrère (André)* (p. 1796) ; *Suchod (Michel)* (p. 1797) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 1798).

Influence de la proportionnelle sur les institutions : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1793).

Instabilité ministérielle : *Debré (Michel)* (p. 1794).

Motifs de la réforme : *Debré (Michel)* (p. 1794).

Organisation des pouvoirs publics (notion d'-) : *Debré (Michel)* (p. 1794).

Pouvoir des partis : *Debré (Michel)* (p. 1795).

Régime électoral des députés : *Labarrère (André)* (p. 1796) ; *Debré (Michel)* (p. 1796) ; *Suchod (Michel)* (p. 1797).

Représentation nationale (rôle de la) : *Ducoloné (Guy)* (p. 1798).

Texte de la motion (p. 1798) :

Article unique (proposant au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés) (p. 1798).

Rejet au scrutin public de la motion adoptée par le Sénat (p. 1798).

51. - Proposition de loi n° 2903 modifiant l'article L. 254 du code électoral relatif au **sectionnement électoral.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par M. François Massot et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (10 octobre 1985).

52. - Proposition de loi constitutionnelle n° 2911 tendant à compléter l'**article 11 de la Constitution.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 10 juillet 1985 par M. Charles Deprez. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Charles Millon (17 octobre 1985).

53. - Proposition de loi organique n° 2916 tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'**élection du Président de la République** au suffrage universel.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 25 juillet 1985 par M. Jean Fontaine. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

54. - Proposition de loi n° 3003 tendant à rétablir le mode de **scrutin majoritaire** pour l'élection des députés.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 17 octobre 1985 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, et de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Marc Lauriol (7 novembre 1985).

55. - Projet de loi n° 3035 tendant à limiter le **cumul des mandats électoraux et des fonctions électives.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 6 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. - Urgence déclarée le 15 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms (7 novembre 1985). - Rapport n° **3094** (20 novembre 1985). - Discussion le 27 novembre 1985. - Adoption le 27 novembre 1985. - Projet de loi n° **917.**

Sénat (première lecture), n° **119** (1985-1986), dépôt le 28 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Pierre Salvi. - Rapport n° **176** (1985-1986) (11 décembre 1985). - Discussion le 17 décembre 1985. - Adoption le 17 décembre 1985. - Projet de loi n° **66** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3219**, dépôt le 18 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms. - Rapport n° **3234** (19 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption avec modification le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **981**.

Sénat (deuxième lecture), n° **261** (1985-1986), dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Pierre Salvi. - Rapport n° **270** (1985-1986) (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **100** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3298**, dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms. - Rapport n° **3300** (20 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **999**.

Loi n° 85-1406 du 30 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 31 décembre 1985 (p. 15504).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 3036 et 3035 [27 novembre 1985] (p. 4940) :

Voir *Elections et référendums* **56.**

Discussion des articles [27 novembre 1985] (p. 4977) :

Avant l'article 1er : amendement n° 15 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean Jarosz (crédits d'heures pour les salariés membres d'un conseil municipal ou d'un conseil d'arrondissement) (p. 4977) ; amendement n° 16 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean Jarosz (droit à un nombre d'heures) ; amendement n° 17 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean Jarosz (droit à une formation gratuite pour tout élu local) ; exercice d'un mandat territorial ; organisation de garanties professionnelles ; temps nécessaire pour l'exercice des fonctions ; « couperet » de l'article 40 de la Constitution ; conséquences de la création d'un statut des élus ; extension de la protection renforcée aux élus salariés ; frais de fonctionnement supportés par les employeurs (p. 4978) ; amendements n°s 15, 16 et 17 : rejetés.

Article 1er *(extension aux représentants à l'Assemblée des communautés européennes de la réglementation du cumul) ;* amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(extension aux représentants à l'Assemblée des communautés européennes de la réglementation du cumul) :* adopté.

Article 3 *(extension aux représentants à l'Assemblée des communautés européennes de la réglementation du cumul) :* adopté.

Avant l'article 4 : amendement n° 10 de M. Jean-Louis Masson (incompatibilités) : non soutenu ; amendement n° 11 de M. Jean-Louis Masson (incompatibilité des fonctions de maire d'une ville chef-lieu de département) : non soutenu.

Article 4 *(limitation du cumul des mandats électoraux à des fonctions électives) :* amendement n° 22 de M. Pascal Clément soutenu par M. Jean Proriol (interdiction du cumul de plus de trois mandats électoraux) (p. 4979) : rejeté ; amendement n° 20 de M. Pascal Clément soutenu par M. Jean Proriol (supprimant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 46-1 du code électoral les mots « président d'un conseil de communautés urbaines ») : rejeté ; amendement n° 21 de M. Pascal Clément soutenu par M. Jean Proriol (complétant le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 46-1 du code électoral par les mots « président d'un conseil de district et président d'un conseil d'agglomération nouvelle ») : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (supprimant après les mots « qui l'a mis en situation d'incompatibilité » la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 46-1 du code électoral ») : retiré ; amendement n° 4 de la commission (précisant que pour l'application du présent article la population prise en compte est celle résultant du dernier recensement national connu) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 5 de la commission (mandat de membre des assemblées territoriales des D.O.M.-T.O.M.) ; extension des dispositions de la loi aux membres de l'assemblée territoriale ; adopté.

Article 5 *(incompatibilités des fonctions de président de conseil général et de président de conseil régional) :* adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 6 de la commmission (abrogeant l'article 16 de la loi du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion) (p. 4980) ; instauration d'une incompatibilité entre les fonctions de membre du bureau du conseil régional et de membre du conseil général pour les régions d'outre-mer ; adopté ; amendement n° 7 de la commission (d'harmonisation) : adopté.

Article 6 *(démission de la fonction de maire ou d'adjoint au maire) :* adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 12 de M. Jean-Louis Masson (démission d'un conseil municipal) : non soutenu ; amendement n° 13 de M. Jean-Louis Masson (démission des suivants de liste non élus dans les communes de plus de 3 500 habitants) : non soutenu ; amendement n° 14 de M. Jean-Louis Masson (appartenance au même conseil municipal en cas d'élection sur deux listes différentes) : non soutenu.

Article 7 *(dispositions transitoires) :* amendement n° 8 de la commission (entrée en vigueur de la loi) : adopté ; amendement n° 23 de M. Pascal Clément (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : non soutenu ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4981) ;

- article 7, ainsi modifié : adopté (p. 4982).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4982).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1985] (p. 6424) :

Identité des motivations avec celles relatives au projet de loi organique : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6424).

Discussion des articles [19 décembre 1985] (p. 6424) :

Article 4 : amendement n° 1 de la commission (substituant dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 46-1 du code électoral au nombre « 30 000 » le nombre « 12 000 ») ; seuil à partir duquel le mandat de maire est pris en compte ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (présidence d'un conseil de communauté urbaine) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (p. 6424) ; amendement n° 3 de la commission (précisant que la loi entrera en vigueur à la date du prochain renouvellement général de l'Assemblée nationale) ; mise en œuvre progressive du dispositif de limitation des cumuls ; adopté ;

- ce texte devient l'article 7.

Explications de vote (p. 6425).

Elevation du nombre d'habitants à partir duquel le mandat de maire est décompté : *Joxe (Pierre)* (p. 6425).

Position de l'U.D.F. (changement de la -) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6426) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6426) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6426).

Limitation de la liberté de choix des électeurs : *Mauger (Pierre)* (p. 6425).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6426).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1985] (p. 6587) :

Elus des collectivités territoriales : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6587).

Discussion des articles [21 décembre 1985] (p. 6587) :

Article 4 : adopté.

Article 7 : adopté (p. 6587).

Explications de vote (p. 6588) :

Elus locaux et élus détenant un mandat national : *Blanc (Jacques)* (p. 6588).

Organisation de la profession politique (réforme de l'-) : *Richard (Alain)* (p. 6588).

Période de transition : *Richard (Alain)* (p. 6588).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6588).

58. - Projet de loi organique n° 3036 tendant à la limitation du **cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 6 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms (7 novembre 1985). - Rapport n° **3093** (20 novembre 1985). - Discussion le 27 novembre 1985. - Adoption le 27 novembre 1985. - Projet de loi n° **916.**

Sénat (première lecture), n° **120** (1985-1986), dépôt le 28 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Pierre Salvi. - Rapport n° **177** (1985-1986) (11 décembre 1985). - Discussion le 17 décembre 1985. - Adoption le 17 décembre 1985. - Projet de loi n° **65** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3218**, dépôt le 18 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms. - Rapport n° **3233** (19 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption avec modification le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **980.**

Sénat (deuxième lecture), n° **260** (1985-1986), dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Pierre Salvi. - Rapport n° **269** (1985-1986) (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **99** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3297**, dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms. - Rapport n° **3299** (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **998.**

Saisine du Conseil Constitutionnel : (articles 46 et 61, alinéa 1 de la Constitution). - Décision le 28 décembre 1985 (*J.O.* du 29 décembre 1985) (p. 15388).

Loi n° 85-1405 du 30 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 31 décembre 1985 (p. 15503).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 3036, 3035 [27 novembre 1985] (p. 4940) :

Acquisition d'un nouveau mandat (cas d'-) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4942) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4943).

Application progressive de la limitation : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4941) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4943) ; *Clément (Pascal)* (p. 4959).

Avantages du cumul : *Seguin (Philippe)* (p. 4947, 4949).

Composition sociologique de l'Assemblée : *Le Meur (Daniel)* (p. 4957).

Confusion des responsabilités : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4940).

Cumul des mandats de conseiller régional et de député : *Clément (Pascal)* (p. 4959) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4966).

Décentralisation (conséquence de la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 4943) ; *Seguin (Philippe)* (p. 4946) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4962) ; *Besson (Louis)* (p. 4963) ; *Asensi (François)* (p. 4964, 4965).

Démocraties occidentales (absence de cumul dans les autres -) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4940) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4942) ; *Seguin (Philippe)* (p. 4946, 4947) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4961).

Election des conseillers généraux au scrutin uninominal : *Le Meur (Daniel)* (p. 4977).

Extrême-droite (intérêt du texte pour l'-) : *Seguin (Philippe)* (p. 4945).

Fonctions (cumul des -) : *Seguin (Philippe)* (p. 4947, 4949).

Indemnités (cumul des -) : *Seguin (Philippe)* (p. 4950) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4962) ; *Besson (Louis)* (p. 4963) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4966).

Libre choix des électeurs (principe du -) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4942) ; *Seguin (Philippe)* (p. 4948) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4956).

Loi organique relative au Sénat : *Joxe (Pierre)* (p. 4943, 4944) ; *Seguin (Philippe)* (p. 4945) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4958) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4962).

Mairies d'arrondissement de Lyon et de Marseille (prise en compte des -) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4942).

Manœuvre politique (texte constituant une -) : *Seguin (Philippe)* (p. 4944) ; *Clément (Pascal)* (p. 4958, 4959) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4961).

Ministres (cumuls des -) : *Seguin (Philippe)* (p. 4945).

Missions temporaires confiées à des députés (problème des -) : *Seguin (Philippe)* (p. 4946).

Mode de scrutin et cumul (relations entre) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4941) ; *Seguin (Philippe)* (p. 4945).

Opinion publique (souhaits de l'-) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4941) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4944).

Pratiques internes des formations politiques : *Le Meur (Daniel)* (p. 4956) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4961).

Présidence de communautés urbaines (prise en compte de la -) : *Seguin (Philippe)* (p. 4949) ; Clément (Pascal) (p. 4959).

Propositions visant à limiter les cumuls (différentes -) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4940) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4943, 4964) ; *Clément (Pascal)* (p. 4958) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4960).

Régions (menaces pesant sur les -) : *Seguin (Philippe)* (p. 4948, 4949).

Renouvellement de la classe politique : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4941) ; *Seguin (Philippe)* (p. 4948).

Rôle du Parlement (abaissement du -) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4940) ; *Clément (Pascal)* (p. 4959).

Seuil démographique pour la prise en compte du mandat de maire : *Clément (Pascal)* (p. 4959).

Statut des élus : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4942) ; *Seguin (Philippe)* (p. 4944) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4957, 4958) ; *Clément (Pascal)* (p. 4959, 4960) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4962) ; *Asensi (François)* (p. 4965) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4966).

Discussion des articles [27 novembre 1985] (p. 4967).

Article 1er *(limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives) :* amendement n° 15 de M. Pascal Clément soutenu par M. Jean Proriol (substituant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral aux mots : « conseiller régional » les mots : « membre du bureau du conseil régional ») ; amendement n° 16 de M. Pascal Clément soutenu par M. Jean Proriol (substituant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral aux mots : « conseiller général » les mots : « membre du bureau du conseil général ») : prise en compte de la

seule qualité de membre du bureau ; proposition de loi organique déposée par M. Pascal Clément en 1978 ; conclusions du rapport établi par M. Léotard ; distinction des fonctions et des mandats ; rejetés (p. 4967) ; amendement n° 17 de M. Pascal Clément : retiré ; amendement n° 18 de M. Pascal Clément (substituant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral aux mots : « de 9 000 habitants » les mots : « de 20 000 habitants ») ; seuil démographique pour la prise en compte du mandat municipal ; détachement d'un fonctionnaire auprès d'un maire ; commune dont le maire est fonctionnaire ; rejeté ; amendement n° 19 de M. Pascal Clément (substituant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral aux mots : « de 9 000 habitants » les mots : « de 15 000 habitants ») : rejeté ; amendement n° 20 de M. Pascal Clément (substituant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral aux mots : « de 9 000 habitants » les mots : « de 12 500 habitants ») : rejeté ; amendement n° 12 de M. Pascal Clément (supprimant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral les mots : « président d'un conseil de communauté urbaine ») ; unité du mandat des parlementaires conseillers régionaux ; présidence de communauté urbaine ; article 1er concernant les fonctions et les mandats (p. 4968) ; présidence d'un conseil de district ; rejeté ; amendement n° 13 de M. Pascal Clément (insérant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral après les mots : « président d'un conseil de communauté urbaine » les mots : « président d'un conseil de district et président d'un conseil d'agglomération nouvelle ») ; critères de charge de travail ou de temps ; présidence d'un district ; assimilation du district à une communauté urbaine à partir du moment où il jouit d'une fiscalité propre ; différences entre la communauté urbaine, le district et le conseil d'agglomération nouvelle (p. 4969) ; caractère transitoire du conseil d'agglomération nouvelle ; détention par la gauche de présidence de district ; aspect politicien et partial du texte ; rejeté ; amendement n° 2 de la commission (précisant que la population prise en compte pour l'application du présent article est celle résultant du dernier recensement général connu) : adopté.

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(situation du parlementaire se trouvant dans un cas d'incompatibilité lors de son élection) :* amendement n° 3 de la commission (insérant dans le premier alinéa après les mots : « se démettre des fonctions » les mots : « ou mandats » et après les mots : « incompatibles avec son mandat » le mot : « parlementaire ») (p. 4970) ; rétablissement de l'égalité de traitement concernant les parlementaires et les non-parlementaires se trouvant en infraction par rapport aux dispositions du texte ; adopté.

– en conséquence, ce texte devient l'article 2.

Article 3 *(incompatibilité survenant postérieurement à l'élection de l'Assemblée nationale ou au Sénat) :* amendement n° 4 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 11 de la commission soutenu par M. Nicolas Alfonsi (possibilité pour certains élus d'organiser par le biais de contentieux fictifs la prolongation de leur mandat) ; théorie du mandat apparent ; députés conduits à exercer d'autres fonctions (p. 4971) ; parlementaire recevant un mandat le mettant dans une situation d'incompatibilité ; démission à compter de l'incompatibilité ; retiré ; amendement n° 5 de la commission (organisation des élections législatives et sénatoriales le même jour que d'autres élections) ; simultanéité d'une élection parlementaire et d'une autre élection ; adopté.

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 6 de la commission (prise en compte des mandats de membres des assemblées territoriales des DOM-TOM) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (application des dispositions du chapitre IV du titre II du livre Ier du présent code aux sénateurs) (p. 4972) ; incompatibilités applicables aux mandats ; opportunité de donner à l'article L.O. 297 une valeur légale dans une loi organique ; adopté.

Article 4 *(dispositions transitoires) :* amendement n° 8 de la commission (entrée en vigueur de la présente loi) ; amendement n° 14 de M. Pascal Clément (date d'entrée en vigueur de la présente loi) ; application de la loi à l'occasion d'élections partielles ; opportunité de laisser l'élu aller jusqu'au terme de son mandat ; poursuite des mandats en cours ; date d'effet de la loi en cas d'adaption de l'amendement n° 14 (p. 4973) ; cas de ceux détenant un mandat de conseiller général depuis 1982 ; candidatures multiples ; rapport du sénateur Debarge (p. 4974) ; organisation d'une période transitoire ; application progressive des dispositions ; non prise en compte du mandat de conseiller municipal ; conséquences de l'adoption de l'amendement n° 14 ; amendement n° 8 : adopté (p. 4975) ; amendement n° 14 : devenu sans objet ; amendement n° 21 de M. Pascal Clément (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; terme du mandat ; intérêt de la période 1986 à 1988 ; arrières pensées politiciennes ; insuffisance du simple engagement de l'élu ; renouvellement des conseillers généraux élus en 1982 ; prise en compte des communautés urbaines ; rejeté ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 4976) ; obligation de choix au terme du mandat ; nécessité de construire la région ; adopté.

– article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 10 de la commission (inéligibilité des directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints, chefs de service et chefs de bureau de conseil général et de conseil régional) ; transfert de compétences ; création de postes de responsabilité et de pouvoirs administratifs ; rejeté (p. 4977).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 4977).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1985] (p. 6419).

Contexte politique du déroulement du débat : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6419).

Dispositif de mise en œuvre progressive de la loi : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6420, 6421) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6422) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6421).

Effets de la loi sur les équilibres politiques : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6419).

Présidence de communautés urbaines : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6420) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6421).

Seuil de population municipale déclenchant l'application de la loi : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6420) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6421) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6422) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6421).

Statut de l'élu : *Le Meur (Daniel)* (p. 6421).

Discussion des articles [19 décembre 1985] (p. 6422).

Article 1er : réservé.

Article 4 : amendement n° 3 de la commission (entrée en vigueur de la loi lors du prochain renouvellement général de l'Assemblée nationale) (p. 6422) ; différences de traitement entre ceux cumulant déjà et ceux qui le feront après les élections ; prise en compte du mandat de conseiller régional dans le décompte des mandats ; interruption du processus d'accumulation ; adopté ;

– ce texte devient l'article 4.

Article 1er (précédemment réservé) : amendement n° 1 de la commission (substituant dans la seconde phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral au nombre : « 30 000 », le nombre : « 12 000 ») ; nombre d'habitants à partir duquel le mandat de maire d'une commune sera décompté : adopté ; amendement n° 2 de la commission (présidence de conseil de communauté urbaine) (p. 6423) ; adopté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 6424).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 6424).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6575).

Dispositions transitoires : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6575, 6576).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6575, 6576) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6576).

Présidents des conseils de communauté urbaine (situation des -) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6575).

Seuil de population au-delà duquel les fonctions de maire sont incluses dans le champ d'application de la loi : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 6575).

Discussion des articles [20 décembre 1985] (p. 6576).

Article 1er : situation des présidents des conseils des communautés urbaines ; seuil de population au-delà duquel les fonctions de maire sont incluses dans le champ d'application de la loi ;

- article 1er : adopté.

Article 4 : adopté.

Explications de vote (p. 6577).

Abstention du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6577).

Rôle du Sénat : *Blanc (Jacques)* (p. 6577) ; *Odru (Louis)* (p. 6577).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Blanc (Jacques)* (p. 6577).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6577).

57. - Proposition de loi n° 3070 portant **statut des élus municipaux, départementaux et régionaux** et démocratisation de ces fonctions électives.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 novembre 1985 par M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

58. - Proposition de loi organique n° 3080 tendant à modifier la représentation à l'Assemblée nationale de la **collectivité territoriale de Mayotte.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 novembre 1985 par M. Jean-François Hory. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-François Hory (12 décembre 1985).

59. - Proposition de loi n° 3121 relative à l'**élection des députés** de la collectivité territoriale de **Mayotte.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 28 novembre 1985 par M. Jean-François Hory. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-François Hory (12 décembre 1985).

60. - Proposition de loi constitutionnelle n° 3160 tendant à ériger le **scrutin majoritaire** en **principe constitutionnel pour les élections législatives.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 décembre 1985 par M. Jean Seitlinger. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (19 décembre 1985).

61. - Proposition de loi organique n° 3161 tendant à tirer les conséquences de la proposition de loi constitutionnelle tendant à ériger le **scrutin majoritaire en principe constitutionnel pour les élections législatives.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 décembre 1985 par M. Jean Seitlinger. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (19 décembre 1985).

62. - Proposition de loi n° 3252 tendant à tirer les conséquences de la proposition de loi constitutionnelle tendant à ériger le **scrutin majoritaire en principe constitutionnel pour les élections législatives.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 décembre 1985 par M. Jean Seitlinger. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

63. - Proposition de loi organique n° 3272 relative à l'**élection de députés représentant les Français établis hors de France.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 décembre 1985 par M. Raymond Julien et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

64. - Proposition de loi n° 3325 relative à l'**élection de députés représentant les Français établis hors de France.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1985 par M. Raymond Julien et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, et de l'administration générale de la République.

65. - Proposition de loi n° 3329 tendant à lutter contre la **fraude électorale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 novembre 1985 par M. Roland Nungesser. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

66. - Proposition de loi n° 3345 tendant à améliorer la répression et la prévention de la **fraude électorale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 février 1986 par M. Roland Nungesser. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Campagnes électorales à la radiotélévision.

Voir *Questions au Gouvernement* **1439.**

Campagne électorale pour les maientendants.

Voir *Questions orales sans débat* **917.**

Statut des élus.

Voir *Elections et référendums* **55, 56.**

ELECTIONS LEGISLATIVES

Voir *Questions au Gouvernement* **1515.**

ELECTIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES

Voir *Travail* **18.**

ELECTIONS REGIONALES

Cumul des mandats.

Voir *Elections et référendums* **41.**

ELECTRICITE DE FRANCE

Prix de l'électricité à proximité des centrales nucléaires.

Voir *Questions orales sans débat* **776.**

ELECTRICITE DE FRANCE ET GAZ DE FRANCE (E.D.F.-G.D.F.)

Suppression de l'avance remboursable à - .

Voir *Questions au Gouvernement* **1519.**

ELECTRICITE ET GAZ

3. - Proposition de loi n° 2971 visant à rétablir les **avantages tarifaires** consentis aux **usagers d'E.D.F. résidant dans les communes situées au voisinage des centrales nucléaires.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1985 par M. Xavier Deniau. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn (24 octobre 1985).

4. - Proposition de loi n° 3074 visant à rétablir les **avantages tarifaires consentis aux usagers d'E.D.F.** résidant dans les communes situées au voisinage des centrales nucléaires.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 novembre 1985 par M. Xavier Deniau. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn (6 décembre 1985).

Implantation en Basse-Loire d'une centrale nucléaire.

Voir *Questions orales sans débat* **837.**

ELECTRICITE (industrie)

Voir *Questions orales sans débat* **928.**
Travail **27,** articles 1er et 2.

Accord C.G.E. - A.T.T.

Voir *Questions orales sans débat* **940.**

ELECTRONIQUE (industrie)

Voir *Questions orales sans débat* **928.**
Travail **27,** articles 1er et 2.

Accord C.G.E. - A.T.T.

Voir *Questions orales sans débat* **940.**

Filière.

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Postes et Télécommunications.

ELEVAGE

Voir *Déclaration du Gouvernement* **21.**

- d'ovins.

Voir *Questions orales sans débat* **925.**

Volailles de Bresse.

Voir *Questions orales sans débat* **936.**

ELOGES FUNEBRES

Députés

Hommage à la mémoire de **Jean Ibanès,** député de l'Ariège, 2e circonscription : M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre le 10 avril 1985 [10 avril 1985] (p. 108-109). - M. Laurent Fabius, Premier ministre, y associe le Gouvernement (p. 109) ;

Hommage à la mémoire de M. **Jean-Pierre Gabarrou,** député du Tarn, décédé le 22 mai 1985 ; M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre le 5 juin 1985 [5 juin 1985] (p. 1461) : M. Laurent Fabius, Premier ministre, y associe le Gouvernement (p. 1461).

Hommage à la mémoire de M. **René Gaillard,** député des Deux-Sèvres, questeur de l'Assemblée nationale, décédé le 28 décembre 1985 : Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale [9 janvier 1986] (p. 5) ;

ELUS LOCAUX

Voir *Collectivités locales* **26.**

EMPLOI ET ACTIVITE

5. - Proposition de loi n° 2712 tendant à **favoriser l'embauche,** par le relèvement de certains seuils d'application de la législation sociale et fiscale.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 mai 1985 par M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - Projet de loi n° 2912 relatif aux **congés de conversion.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 juillet 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. - Urgence déclarée le 10 juillet 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Claude Evin (11 juillet 1985). - Rapport n° **2913** (11 juillet 1985). - Discussion le 11 juillet 1985. - Adoption le 11 juillet 1985. - Projet de loi n° **867.**

Sénat (première lecture), n° **459** (1984-1985). - Dépôt le 17 juillet 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean Madelain. - Rapport n° **465** (1984-1985) (23 juillet 1985). - Discussion le 24 juillet 1985. - Rejet le 24 juillet 1985. - Projet de loi n° **175** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Bureau [*J.O.* du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Assemblée nationale. - Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir. - Rapport n° **2923** (25 juillet 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Jean Madelain. - Rapport n° **467** (1984-1985) (25 juillet 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2922.** - Dépôt le 25 juillet 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Claude Evin. - Rapport n° **2924 (25 juillet 1985). - Discussion le 25 juillet 1985. - Adoption avec modifications le 25 juillet 1985. - Projet de loi n° 866.**

Sénat (deuxième lecture), n° **468** (1984-1985). - Dépôt le 25 juillet 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean Madelain. - Rapport n° **469** (1984-1985) (25 juillet 1985). - Discussion le 25 juillet 1985. - Rejet le 25 juillet 1985. - Projet de loi n° **176** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2935.**- Dépôt le 25 juillet 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Claude Evin. - Rapport n° **2936** (25 juillet 1985). - Discussion le 25 juillet 1985. - Adoption définitive le 25 juillet 1985. - Projet de loi n° **870.**

Loi n° 85-832 du 5 août 1985, publiée au *J.O.* du 6 août 1985 (p. 8966).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [11 juillet 1985] (p. 2373).

Chômeurs à « deux vitesses » (apparition des -) : *Aubert (François d')* (p. 2379) ; *Haby (René)* (p. 2385) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2388) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2390).

Classification professionnelle (problèmes des -) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2386).

Contenu de la formation : *Aubert (François d')* (p. 2379) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2381) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2383).

Coût du dispositif pour les entreprises en difficultés : *Aubert (François d')* (p. 2379) ; *Haby (René)* (p. 2385).

Diminution artificielle du nombre de chômeurs : *Aubert (François d')* (p. 2378) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2382-2384) ; *Haby (René)* (p. 2385) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2389).

Entreprises et secteurs concernés : *Delebarre (Michel)* (p. 2375) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2381) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2384) ; *Haby (René)* (p. 2385).

Expériences de congé-conversion : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2384) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2387) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2390).

Fonds national pour l'emploi (création et action du -) : *Evin (Claude)* (p. 2373) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2375) ; *Fleury (Jacques)* (p. 2387).

Formation professionnelle et reclassement : *Evin (Claude)* (p. 2373-2374) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2375-2377) ; *Aubert (François d')* (p. 2378) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2379) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2386).

Lien juridique entre les entreprises et les bénéficiaires du congé-conversion (nature du -) : *Evin (Claude)* (p. 2374) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2380) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2381) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2383) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2384) ; *Fleury (Jacques)* (p. 2387).

Procédure du licenciement économique (non-modification de la -) : *Delebarre (Michel)* (p. 2376, 2389, 2390) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2381) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2382) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2384) ; *Fleury (Jacques)* (p. 2388).

Montant de l'allocation : *Delebarre (Michel)* (p. 2376-2390) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2383).

Négociation collective (rôle et niveau de la -) : *Evin (Claude)* (p. 2374) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2376-2390) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2380) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2380) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2385).

Négociations interprofessionnelles concernant les congés-conversion (échec des -) : *Delebarre (Michel)* (p. 2376-2390) ; *Aubert (François d')* (p. 2377) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2379-2380) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2380-2381) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2384) ; *Fleury (Jacques)* (p. 2387) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2388).

Nombre des salariés concernés : *Delebarre (Michel)* (p. 2375-2390) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2381) ; *Haby (René)* (p. 2385) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2388).

Participation financière de l'Etat : *Evin (Claude)* (p. 2374) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2383) ; *Fleury (Jacques)* (p. 2387).

Perte d'emploi dans l'industrie et nombre de licenciements économiques : *Evin (Claude)* (p. 2373) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2375) ; *Aubert (François d')* (p. 2377) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2382) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2388).

Principe du volontariat des salariés et entreprises : *Delebarre (Michel)* (p. 2376) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2382) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2386).

Représentants du personnel (rôle des -) : *Delebarre (Michel)* (p. 2375) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2380).

Traitement social du chômage (limites du -) : *Aubert (François d')* (p. 2378) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2389).

T.U.C. (utilité des -) : *Aubert (François d')* (p. 2378) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2383) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2389).

Discussion des articles [11 juillet 1985] (p. 2391).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de la dernière phrase de l'article L. 322-1 du code du travail) ; modalités d'action des pouvoirs publics ; négociation d'accords professionnels ou interprofessionnels par les partenaires sociaux ; conclusion d'un accord n'apparaissant pas comme une nécessité ; adopté.

Article 1er *(création des allocations de conversion)* : amendement n° 2 de la commission (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots : « après le 3° de l'alinéa 2 », les mots : « après le cinquième alinéa (3°) » ; codification proposée par le Gouvernement à la suite de l'avis du Conseil d'Etat (p. 2391) ; adopté ; identité des positions de l'Assemblée nationale et du Sénat concernant la numérotation des alinéas ; amendement n° 9 de Mme Muguette Jacquaint (complétant le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « à l'expiration du congé, le contrat de travail est pleinement rétabli à défaut de reclassement professionnel effectif ») ; non-modification de la procédure du licenciement économique ; issue du congé de conversion ; rejeté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 2392).

Article 2 *(exonération des cotisations de sécurité sociale des contributions des employeurs aux allocations de conversion)* : coût des congés de conversion ; coût de l'élargissement des T.U.C. aux jeunes de 20 à 25 ans ; déficit de l'U.N.E.D.I.C. ; montant total des dépenses concernant le chômage ; amendement n° 10 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) ; non-soumission des contributions patronales aux cotisations sociales ; absence de perte pour les différents régimes de sécurité sociale ; report de crédit ; rejeté ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(cotisation de 1 p. 100 sur le revenu de remplacement retiré des allocations de conversion)* (p. 2393) ; amendement n° 3 de la commission (substituant aux mots : « la référence au deuxième alinéa (1°) de l'article L. 322-4 est remplacée par la référence au deuxième alinéa (1° et 4°) du même article » les mots : « la référence au 1° de l'article L. 322-4 est remplacée par la référence aux 1° et 4° du même article ») : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(validation au titre de l'assurance vieillesse des périodes passées en congé de conversion)* : amendement n° 4 de la commission (substituant aux mots : « au deuxième alinéa (2° et 4°) de l'article L. 322-4 dudit code », les mots : « aux 2° et 4° du même article ») : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(prestation en nature et en espèces de la sécurité sociale)* : amendement n° 5 de la commission (substituant dans le deuxième alinéa (1°) de cet article aux mots : « au deuxième alinéa (4°) », les mots : « au sixième alinéa (4°) ») : adopté ; amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction pour le dernier alinéa (2°) de cet article) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(couverture des risques « accidents du travail »)* : amendement n° 7 de la commission (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots : « deuxième alinéa (4°) », les mots : « sixième alinéa (4°) ») : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2394).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [25 juillet 1985] (p. 2404).

Caractéristiques des congés de conversion : *Delebarre (Michel)* (p. 2408-2409).

Contrepropositions de Force ouvrière : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2405) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2409).

Convention F.N.E.-Citroën : *Pinte (Etienne)* (p. 2406) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2408).

Conventions F.N.E.-Citroën et F.N.E.-Renault (disparité des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 2407) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2408).

Entreprises concernées : *Delebarre (Michel)* (p. 2407).

Finalités des actions de conversion : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2405-2407).

Financement des congés de conversion : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2406) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2407).

Intervention des régions : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2405-2406) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2408).

Nombre des licenciés économiques : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2405) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2407).

Nombre des salariés concernés : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2405).

Politique contractuelle (échec de la -) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2405) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2406) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2407-2408).

Traitement à deux vitesses des licenciés économiques (évolution vers un -) : *Pinte (Etienne)* (p. 2407) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2408).

Discussion des articles [25 juillet 1985] (p. 2409).

Article 1er A : adopté.

Article 1er : amendement n° 2 de M. Gilbert Gantier (suspension temporaire du contrat de travail) ; maintien des avantages relatifs aux droits des salariés en matière de retraite et de prévoyance ; cas des avantages non définis législativement mais liés au contrat de travail ; rejeté ;

- article 1er : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 3 de M. Gilbert Gantier (non-application des dispositions de l'article 321-9 du code du travail aux salariés dont le contrat est rompu après épuisement de leurs droits aux allocations de conversion) ; cas des entreprises ayant des salariés en sureffectif ; maintien des garanties ; vérification par l'administration de la réalité des motifs ; caractère facultatif du congé-conversion ; projet ne remettant pas en cause l'autorisation administrative de licencier (p. 2409) ; retiré ; amendement n° 4 de M. Gilbert Gantier (non-prise en compte des salariés en congé de conversion dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application de certaines dispositions législatives ou réglementaires) : rejeté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 1 du Gouvernement (insérant l'article suivant : le 9° de l'article L. 12 du code des pensions de retraite des marins est complété par les mots : « où une allocation de conversion au sens du 4° de l'article L. 322-4 du code du travail ») ; application des congés conversion aux marins ; retraite relevant de dispositions particulières ; validation au titre de la législation des pensions des périodes passées en congé de conversion par les marins ; opportunité de délégaliser le régime des pensions des marins ; utilisation éventuelle d'un D.D.O.S. ; définition des régimes des retraites des marins dans le cadre de l'établissement national des invalides de la marine (p. 2410) ; prise en compte des préoccupations particulières ; risque de demande reconventionnelle d'autres catégories sociales ; possibilité de régler par voie réglementaire le problème des pensions pour tous les métiers ; adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2411).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [25 juillet 1985] (p. 2423).

Rejet du projet de loi par le Sénat en nouvelle lecture : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2423).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 2423).

Explications de vote (p. 2423).

Vote négatif du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2423).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2423).

7. - Projet de loi n° 2955 portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relative à la limitation des possibilités de **cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. - Urgence déclarée le 3 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir (3 octobre 1985). - Rapport n° **2962** (2 octobre 1985). - Discussion le 7 octobre 1985. - Adoption le 7 octobre 1985. - Projet de loi n° **885.**

Sénat (première lecture), n° **20** (1985-1986). - Dépôt le 8 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean Béranger. - Rapport n° **70** (1985-1986) (6 novembre 1985). - Discussion le 15 novembre 1985. - Rejet le 15 novembre 1985. - Projet de loi n° **33** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 22 novembre 1985] (p. 13556).
Bureau [*J.O.* du 27 novembre 1985] (p. 13754).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Michel Coffineau. - Rapport n° **3112** (26 novembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Jean Béranger. - Rapport n° **110** (1985-1986) (26 novembre 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3079.** - Dépôt le 15 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir. - Rapport n° **3149** (4 décembre 1985). - Discussion le 6 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 6 décembre 1985. - Projet de loi n° **944.**

Sénat (deuxième lecture), n° **164** (1985-1986). - Dépôt le 9 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean Béranger. - Rapport n° **182** (1985-1986) (11 décembre 1985). - Discussion le 16 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 16 décembre 1985. - Rejet le 16 décembre 1985. - Projet de loi n° **61** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3205.** - Dépôt le 16 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir. - Rapport n° **3210** (17 décembre 1985). - Discussion le 17 décembre 1985. - Adoption définitive le 17 décembre 1985. - Projet de loi n° **965.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). - Décision le 16 janvier 1986 (*J.O.* du 18 janvier 1986) (p. 920). - Dispositions déclarées non conformes : - au II de l'article 1er de la loi, premier tiret, dans les mots : « pour la partie »... « qui est inférieure ou égale à un plafond fixé à deux fois et demie le salaire minimal de croissance, majoré de 25 p. 100 par personne à charge » ; ainsi que celles du tiret suivant : « 50 p. 100 pour la partie de l'assiette supérieure à ce plafond » ; au II de l'article 5 de la loi, premier tiret, dans les mots : « de la partie »... « qui n'excède pas le plafond défini au cinquième alinéa de l'article 4 de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 » ; ainsi que celles du tiret suivant : « 50 p. 100 de la partie de l'assiette qui est supérieure audit plafond ».

Loi n° 86-75 du 17 janvier 1986, publiée au *J.O.* du 18 janvier 1986 (p. 887).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [7 octobre 1985] (p. 2724).

Définition des personnes assujetties : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2724, 2725) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2726, 2737) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2829) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2729) ; *Pistre (Charles)* (p. 2734).

Exclusion des pensions de reversion du calcul des avantages vieillesse : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2725) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2726, 2727) ; *Pistre (Charles)* (p. 2735) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2736).

Facteurs du cumul emploi-retraite : *Mercieca (Paul)* (p. 2731), 2732).

Liberté du travail : *Delebarre (Michel)* (p. 2726) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2727, 2728, 2729) ; *Coffineau (Michel)* (2729) ; *Pistre (Charles)* (p. 2734) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2736).

Militaires de carrière : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2725) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2726, 2737) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2728, 2729) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2730, 2735) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2735, 2736).

Nombre de personnes concernées : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2725) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2726) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2731) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2731, 2732) ; *Mesmin (Georges)* (p. 2732).

Proposition du parti communiste en matière de cumul emploi-retraite : *Mercieca (Paul)* (p. 2732).

Réglementation actuelle du cumul emploi-retraite : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2724) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2726, 2727) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2724) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2726, 2727) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2729) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2732) ; *Provost (Eliane)* (p. 2733) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2735).

Réglementation communautaire : *Pinte (Etienne)* (p. 2727).

Relèvement de la contribution de solidarité : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2724) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2726, 2737) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2727) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2729) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2732) ; *Provost (Eliane)* (p. 2733) ; *Mesmin (Georges)* (p. 2733) ; *Pistre (Charles)* (p. 2735) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2735).

Rôle de la limitation des cumuls emploi-retraite : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2724) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2726, 2737) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2727, 2728) ; *Coffineau (Michel)*

(p. 2729) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2730, 2731) ; *Haby (René)* (p. 2733) ; *Mesmin (Georges)* (p. 2733, 2734) ; *Pistre (Charles)* (p. 2734) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2735).

Sanctions du défaut de paiement de la contribution de solidarité : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2725) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2726).

Suspension de la retraite : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2724) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2726) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2728) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2732) ; *Mesmin (Georges)* (p. 2734) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2736).

Discussion des articles [7 octobre 1985] (p. 2738).

Avant l'article 1er : amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Paul Mercieca (critères de l'application des régles limitant le cumul) ; âge de 60 ans correspondant à l'abaissement de l'âge de la retraite ; rejeté ; amendement n° 17 de M. Etienne Pinte (prise en compte des personnes à charge pour la détermination du champ d'application de la réglementation des cumuls emploi-retraite) ; discriminations entre deux catégories de Français ; majoration actuelle de 25 p. 100 par personne à charge du plafond de la pension déclenchant le paiement de la contribution de solidarité ; caractère démagogique de l'amendement ; rejeté.

Article 1er *(assiette et taux de la contribution assise sur les salaires) :* inefficacité du partage du travail pour lutter contre le chômage (p. 2738) ; effets de la réduction de la durée du travail ; pénalisation du travail ; caractère inadmissible de la spoliation ; amendement n° 10 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; effet de la réduction de la durée du travail ; ancienne proposition de M. Gilbert Gantier ; rejeté ; amendement n° 4 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à rédiger ainsi le début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article : « les dispositions du troisième alinéa de l'article L. 352-3... ») ; assujettissement de la rétribution à la charge des employeurs au versement forfaitaire sur les salaires et aux cotisations de sécurité sociale ; rejeté ;

- article 1er : adopté.

Article 2 *(exonération du versement de la contribution de solidarité en cas de suspension du service des pensions) ;* inéquité de la solution consistant à renoncer à la pension de vieillesse (p. 2739) ; amendement n° 5 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Paul Mercieca (suspension des pensions de vieillesse lorsque les rémunérations salariales sont supérieures au plafond défini dans l'article 4) ; rejeté ; amendement n° 6 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Paul Mercieca (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 4 *bis* de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 à supprimer les mots : « et leurs employeurs ») ; nécessité d'éviter que le salarié puisse être contraint par l'employeur de renoncer au bénéfice de sa pension ; contribution de solidarité venant sanctionner le seul cumul ; rejeté ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(obligations de déclaration à la charge des salariés et des employeurs) :* adopté.

Article 4 *(sanction du défaut de déclaration de salaire)* : amendement n° 7 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Paul Mercieca (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 6 de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 à supprimer les mots : « , lorsque la responsabilité lui en est imputable, ») ; imputabilité de la responsabilité du défaut de production ; adoption de l'amendement ayant pour effet de frapper l'employeur d'une pénalité lorsque le salarié est coupable d'une faute (p. 2740) ; rejeté ;

- article 4 : adopté.

Article 5 *(taux de la contribution de solidarité assise sur les revenus d'activité professionnelle non salariée, artisanale, industrielle ou commerciale)* : amendement n° 11 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté ; amendement n° 9 de Mme Marie-France Lecuir, à titre personnel (tendant au quatrième alinéa de cet article à substituer au mot : « quatrième », le mot : « cinquième ») : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(dispositions applicables au titulaire d'un revenu d'activité professionnelle non salariée, artisanale, industrielle ou commerciale)* : amendement n° 8 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Paul Mercieca (suspension du service des pensions de vieillesse) : rejeté ;

- article 6 : adopté.

Article 7 *(information des institutions chargées du recouvrement de la contribution de solidarité) :* amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté (p. 2741).

Après l'article 7 : amendement n° 2 de la commission (habilitation des institutions chargées du recouvrement de la contribution de solidarité pour la réception des informations utiles à l'accomplissement de leur tâche) ; moyens de contrôle dont disposent les institutions chargées du recouvrement de la contribution de solidarité ; modalités de l'échange des informations ; réglementation de l'informatique ; rôle du Conseil supérieur de la statistique ; adopté.

Article 8 *(décret d'application et date d'entrée en vigueur de la loi) :* amendements identiques n° 12 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Etienne Pinte et n° 15 de M. Etienne Pinte (tendant à la fin de l'article à substituer aux mots : « 1er janvier 1986 », les mots : « 1er janvier 1987 ») ; report de la date d'application du texte ; situation de l'emploi et intérêt des particuliers nécessitant une application rapide du texte ; rejetés ;

- article 8 : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 13 de M. Gilbert Gantier (définition des personnes assujetties) ; nécessité d'éviter que cette loi ait un caractère rétroactif ; amendement conduisant à ne rendre le dispositif applicable que dans 40 ans (p. 2742) ; rejeté ; amendement n° 16 de M. Gilbert Gantier (absence d'application de la loi à certains anciens combattants) ; débat entre l'union nationale de coordination des associations militaires et le ministre de la défense ; absence de modification de la situation des anciens militaires par le projet de loi ; organisation de la solidarité entre les anciens militaires et les actuels ; clientélisme ; définition des personnes assujetties ; rejeté (p. 2743).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2743).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [6 décembre 1985] (p. 5470).

Artistes de plus de soixante ans (exonération des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 5472).

Avis du Conseil supérieur de la fonction militaire (absence d'-) : *Pinte (Etienne)* (p. 5472).

Contribution de solidarité (montant de la -) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5470) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5470, 5471).

Liberté de choix (remise en cause de la -) : *Pinte (Etienne)* (p. 5470, 5471).

Militaires retraités (situation des -) : Lecuir (Marie-France) (p. 5470) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5471) ; *Labarrère (André)* (p. 5472).

Société Dassault (situation dans la -) : *Pinte (Etienne) (p. 5470) ; Labarrère (André)* (p. 5472).

Discussion des articles [6 décembre 1985] (p. 5472).

Article 1er : amendement n° 5 du Gouvernement (complétant le 3e alinéa du paragraphe II de cet article par les mots : « majoré de 25 p. 100 par personne à charge ») ; prise en considération de la spécificité de certaines situations ; existence des charges familiales ; adopté.

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 1 de M. Etienne Pinte (activités entraînant l'affiliation au régime général de sécurité sociale) ; amendement n° 6 de M. Etienne Pinte (activités artistiques et celles entraînant affiliation au régime général de la sécurité sociale) ; amendement n° 4 de M. André Billardon (taux de la contribution de solidarité

assis sur les rémunérations des artistes) ; exonération partielle des comédiens ; obligation de poursuite de la carrière au-delà de 60 ans (p. 5473) ; prise en compte du S.M.I.C. ; application partielle du dispositif de limitation entre emploi et retraite ; amendement n° 1 : rejeté ; amendement n° 6 : retiré ; amendement n° 4 : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté (p. 5474).

Article 4 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 7 *bis* : adopté.

Article 8 : amendement n° 2 de M. Etienne Pinte (substituant à la fin de cet article aux mots : « le 1er janvier 1986 », les mots : « six mois après la publication de ce décret ») ; report de la date d'entrée en vigueur ; préavis prévu par les conventions collectives relatives au licenciement ou au départ volontaire ; politique culturelle du Gouvernement ; rejeté ;

- article 8 : adopté (p. 5475).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 5476).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1985] (p. 6246).

Divorce donnant lieu à paiement d'une pension alimentaire (situation en cas de -) : *Pinte (Etienne)* (p. 6246, 6247) ; *Labarrère (André)* (p. 6247).

Echec de la commission mixte paritaire : *Lecuir (Marie-France)* (p. 6246).

Taux de la contribution de solidarité : *Labarrère (André)* (p. 6247).

Lecture du dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 6247, 6248).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6248).

8. - Proposition de loi n° 2975 tendant à interdire le **cumul d'une pension de retraite et d'un revenu d'activité** au-dessus d'un certain plafond de ressources.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1985 par M. Roland Renard et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles familiales et sociales.

9. - Proposition de loi n° 2979 tendant à créer des **fonds régionaux d'initiative économique pour l'emploi et la croissance.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1985 par M. Jacques Rimbault. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Vincent Porelli (7 novembre 1985).

Voir *Questions au Gouvernement* **1342.**

Dans le bassin de Villerupt.

Voir *Questions orales sans débat* **878.**

Dans les Vosges.

Voir *Questions orales sans débat* **877.**

Emploi dans le Trégor.

Voir *Questions orales sans débat* **784.**

Promotion de l'emploi des jeunes.

Voir *Questions au Gouvernement* **1225.**

Rôle des entreprises nationales.

Voir *Questions orales sans débat* **928.**

Situation de l'emploi.

Voir *Questions au Gouvernement* **1396.**

Situation de l'- dans l'Hérault.

Voir *Questions orales sans débat* **939.**

Situation économique et de l'emploi en Charente-Maritime.

Voir *Questions au Gouvernement* **1367.**

EMPRUNTS

- à coupon nul.

Voir *Lois de finances rectificatives* **9,** après l'article 8.

Emprunt Giscard 1973.

Lois de finances **11** (première partie), après l'article 18.

ENERGIE

6. - Rapport d'information déposé par M. Robert Chapuis en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur le **bilan de la politique de maîtrise de l'énergie (n° 2985)** [8 octobre 1985].

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

Economies d' - .

Voir *Bâtiments et travaux publics* **4.**

Politique énergétique.

Voir *Questions au Gouvernement* **1348.**

ENERGIE NUCLEAIRE

Dépôts de déchets radioactifs.

Voir *Questions orales sans débat* **874.**

Société Novatome du Plessis-Robinson.

Voir *Questions orales sans débat* **927.**

Fabrication et usage de l'éthanol.

Voir *Questions orales sans débat* **856.**

Proposition de loi n° 36 tendant à modifier les articles 256, 287, 288, 291, 372, 373 et 374 du code civil, relatifs à la **garde de l'enfant après séparation des parents,** et à instituer en ce cas le principe d'une garde associée et le **maintien de l'autorité parentale conjointe.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 juillet 1981 par M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Marie Caro (11 septembre 1981), remplacé par M. Jean Foyer (11 avril 1985).

13. - Proposition de loi n° 2893 relative à l'égalité des parents divorcés pour l'attribution de la **garde des enfants.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1985 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean Foyer (17 octobre 1985).

Biens des - mineurs.

Voir *Mariage* **2.**

Problème des enfants enlevés et retenus en Algérie.

Voir *Questions au Gouvernement* **1417, 1420.**

Travail de nuit des -.

Voir *Traités et conventions* **151.**

ENGRAIS

Industrie des -.

Voir *Questions orales sans débat* **831.**

ENSEIGNANTS

Voir *Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires* **14.**

ENSEIGNEMENT

11. - Projet de loi n° 2818 relatif à la création d'**établissements d'enseignement public.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Bernard Poignant (18 avril 1985). - Rapport n° **2649** (25 avril 1985). - Discussion le 2 mai 1985. - Adoption le 2 mai 1985. - Projet de loi n° **773.**

Sénat (première lecture), n° **269** (1984-1985). - Dépôt le 3 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Paul Séramy. - Rapport n° **297** (1984-1985) (22 mai 1985). - Discussion le 23 mai 1985. - Adoption le 23 mai 1985. - Projet de loi n° **107** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2715** . - Dépôt le 24 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Bernard Poignant. - Rapport n° **2721** (30 mai 1985). - Discussion le 4 juin 1985. - Adoption définitive le 4 juin 1985. - Projet de loi n° **798.**

Loi n° 85-583 du 10 juin 1985, publiée au *J.O.* du 11 juin 1985 (p. 6422).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [2 mai 1985] (p. 535).

Besoin scolaire reconnu (notion de -) : *Pinte (Etienne)* (p. 538) ; *Pinard (Joseph)* (p. 539) ; *Chouat (Didier)* (p. 541).

Caractère gratuit et laïc de l'enseignement public (principe constitutionnel du -) : *Poignant (Bernard)* (p. 536) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 536) ; *Pinte (Etienne)* (p. 537).

Collectivités locales (rôle des -) : *Poignant (Bernard)* (p. 535) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 536-541) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 540) ; *Chouat (Didier)* (p. 540).

Conseil constitutionnel : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 536) ; *Pinard (Joseph)* (p. 539).

Etablissements privés sous contrat : *Poignant (Bernard)* (p. 536) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 536-541).

Etablissements publics (création des - par l'Etat) : *Poignant (Bernard)* (p. 536) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 536-537) ; *Hage (Georges)* (p. 537) ; *Pinte (Etienne)* (p. 538).

Liberté d'accès à l'école publique : *Poignant (Bernard)* (p. 535) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 537) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 540).

Personnel de l'éducation nationale : *Pinard (Joseph)* (p. 539) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 541).

Discussion de l'article unique (p. 542).

Article unique : pluralisme scolaire ; respect de la volonté parentale ; avenir de l'enseignement privé ; formation des maîtres ; amendement n° 9 de M. Georges Hage (visant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « peut créer » le mot « crée » ; droit à l'enseignement ; obligation pour l'Etat de créer un établissement public ; fonction de l'Etat consistant à apprécier si une création est nécessaire ; rejeté ; amendement n° 3 de M. Etienne Pinte (visant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « enseignement public », à insérer les mots : « du premier ou du second degré ») ; exclusion de l'enseignement supérieur du champ d'application de la loi (p. 542) ; absence de décentralisation de l'enseignement supérieur ; rejeté ; amendement n° 1 de la commission (visant dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « il transfère » à insérer les mots : « de plein droit et à titre gratuit » ; frais d'investissement de l'établissement créé par l'Etat demeurant à la charge de ce dernier ; sous-amendement n° 13 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission (visant à la fin de cet amendement à supprimer les mots : « et à titre gratuit ») ; sous-amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 12 de M. Etienne Pinte (charge des dépenses de fonctionnement) ; dépenses de fonctionnement entraînées par les collèges et lycées devant demeurer à la charge des départements et régions ; rejeté ; amendement n° 4 de M. Jean-Paul Fuchs (visant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer au mot : « où » les mots : « de carence manifeste et lorsque ») ; carence manifeste en établissement scolaire : rejeté (p. 543) ; amendement n° 2 de la commission (visant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « concernée néglige ou » le mot : « compétente ») ; notion de collectivité compétente ; répartition des charges de fonctionnement entre les trois collectivités territoriales respectivement compétentes ; caractère obligatoire des règles fixées par la loi de décentralisation et par ses textes d'application ; amendement n° 14 du Gouvernement (visant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « néglige ou ») ; amendement n° 2 : adopté ; amendement n° 14 : devenu sans objet ; amendement n° 5 de M. Etienne Pinte (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « lorsqu'il existe un besoin scolaire reconnu ») ; notion de besoin scolaire reconnu ; délégation de prérogatives exorbitantes au Conseil d'Etat ou au pouvoir réglementaire ; critères d'ouverture et de fermeture d'écoles en fonction du caractère spécifique de chaque type d'établissement, public ou privé (p. 544) ; besoins scolaires reconnu ; dualisme scolaire ; amendement n° 5 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 11 de M. Etienne Pinte (nécessité d'un avis favorable du représentant du ministre chargé de l'éducation nationale à la réalisation de l'établissement envisagé) ; conflit de compétences entre le préfet et les autorités académiques ; préfet représentant l'ensemble du Gouvernement ; rejeté ;

- article unique, ainsi modifié : adopté.

Après l'article unique : amendement n° 7 de M. Etienne Pinte (abrogation de la loi du 10 juillet 1903) ; loi de 1903 devenue superfétatoire (p. 545) ; rejeté (p. 546).

Explications de vote (p. 546).

Abstention du groupe U.D.F. : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 546).

Abstention du groupe R.P.R. : *Pinte (Etienne)* (p. 546).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 546).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [4 juin 1985] (p. 1416).

Besoins scolaires reconnus : *Poignant (Bernard))* (p. 1416).

Schéma prévisionnel des formations : *Poignant (Bernard)* (p. 1417).

Discussion de l'article unique [4 juin 1985] (p. 1417).

Article unique : amendement n° 1 de M. Jean-Paul Fuchs (tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots : « et lorsqu'il existe un besoin scolaire reconnu ») ; besoins scolaires reconnus constituant une notion faisant référence à un genre d'éducation particulier ; organisation de l'enseignement public gratuit et laïc relevant des devoirs de l'Etat ; notion de besoins scolaires reconnus ; organisation convenable du service public ; rejeté (p. 1417).

Explications de vote (p. 1417).

Besoins scolaires reconnus : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1418).

Etablissements publics (création par l'Etat d') : *Hage (Georges)* (p. 1418).

Moyens de fonctionnement des établissements publics : *Hage (Georges)* (p. 1418).

Schéma prévisionnel des formations : *Hage (Georges)* (p. 1418).

Vote positif du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 1417).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1418).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 1418).

12. - Projet de loi de programme n° 2906 sur l'**enseignement technologique et professionnel.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 juillet 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale. - Urgence déclarée le 3 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Bernard Montergnole. - Rapport n° **2954** (2 octobre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (2 octobre 1985). - Rapporteur pour avis : M. Michel Berson (3 octobre 1985). - Avis n° **2965** (2 octobre 1985). - Discussion le 8 octobre 1985. - Adoption le 8 octobre 1985. - Projet de loi n° **887.**

Sénat (première lecture), n° **26** (1985-1986). - Dépôt le 10 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. - Rapport n° **68** (1985-1986) (6 novembre 1985). - Discussion le 7 novembre 1985. - Adoption le 7 novembre 1985. - Projet de loi n° **24** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Bureau [*J.O. du 4 décembre 1985] (p. 14086).*

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Bernard Montergnole. - Rapport n° **3147** (3 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. - Rapport n° **133** (1985-1986) (4 décembre 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3049**. - Dépôt le 8 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Bernard Montergnole. - Rapport n° **3150** (4 décembre 1985). - Discussion le 9 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 9 décembre 1985. - Projet de loi n° **945.**

Sénat (deuxième lecture), n° **169** (1985-1986). - Dépôt le 10 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Discussion le 12 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 12 décembre 1985. - Projet de loi n° **52** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3190**. - Dépôt le 13 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Bernard Montergnole. - Rapport n° **3196** (16 décembre 1985). - Discussion le 16 décembre 1985. - Adoption définitive le 16 décembre 1985. - Projet de loi n° **959.**

Loi n° 85-1371 du 23 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 26 décembre 1985 (p. 15110).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [8 octobre 1985] (p. 2769, 2791) :

Attestation des connaissances et validation des acquis : *Montergnole (Bernard)* (p. 2774) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 2800) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 2801).

Bourses scolaires : *Carraz (Roland)* (p. 2806) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 2808).

Centres universitaires polytechniques : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2772) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2775) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2780) ; *Carraz (Roland)* (p. 2805) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 2809).

Classes passerelles (décloisonnement des filières) : *Montergnole (Bernard)* (p. 2774) ; *Andrieu (Jean)* (p. 2777) ; *Chomat (Paul)* (p. 2795) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 2796) ; *Ortet (Pierre)* (p. 2800) ; *Carraz (Roland)* (p. 2806).

Consultation du Conseil économique et social : *Andrieu (Jean),* rapporteur du Conseil économique et social (p. 2777) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 2794).

D.E.A., D.E.S.S., D.E.U.S.T. : *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 2807).

Enseignement agricole : *Montergnole (Bernard)* (p. 2773) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2785) ; *Chouat (Didier)* (p. 2795).

Enseignants de l'enseignement technologique et professionnel : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2772) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2774) ; *Berson (Michel)* (p. 2776) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2779) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2781) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2782) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2784) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 2794) ; *Dehoux (Daniel)* (p. 2800) ; *Carraz (Roland)* (p. 2805).

Finalités de l'enseignement professionnel et technologique : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2770) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2773) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2780, 2781) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2781) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2797).

Formation continue : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2785) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2794) ; *Esmonin (Jean)* (p. 2798) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 2800) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 2801).

Formation professionnelle et baccalauréat professionnel : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2771) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2773, 2774) ; *Andrieu (Jean)* (p. 2777) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2779) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2780) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2781) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2783, 2784) ; *Haby (René)* (p. 2792) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2793) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 2794) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 2795, 2796) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 2797) ; *Ortet (Pierre)* (p. 2799) ; *Carraz (Roland)* (p. 2802, 2804).

Formations technologiques : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2771) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2773) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2779) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2780) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2783, 2784) ; *Carraz (Roland)* (p. 2803).

Généralisation de l'enseignement technologique : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2770) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2773) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2780) ; *Esmonin (Jean)* (p. 2798) ; *Ortet (Pierre)* (p. 2799) ; *Carraz (Roland)* (p. 2803).

Institut universitaire de technologie : *Mesmin (Georges)* (p. 2799) ; *Carraz (Roland)* (p. 2805) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 2807, 2808, 2809).

Lois de 1971 et 1975 (bilan des -) : *Montergnole (Bernard)* (p. 2773) ; *Berson (Michel)* (p. 2775) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2783) ; *Haby (René)* (p. 2792) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2793) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 2796) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 2801) ; *Carraz (Roland)* (p. 2803).

Lycées d'enseignement professionnel : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2771) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2781) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2782) ; *Haby (René)* (p. 2792) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2798) ; *Carraz (Roland)* (p. 2802, 2804).

Moyens financiers : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2772) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2775) ; *Berson (Michel)* (p. 2775, 2776, 2777) ; *Andrieu (Jean)* (p. 2778) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2781) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 2794) ; *Chomat (Paul)* (p. 2795) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 2797) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2797) ; *Esmonin (Jean)* (p. 2798) ; *Carraz (Roland)* (p. 2803, 2806).

Objectifs généraux du Gouvernement en matière de formation : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2769) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2774, 2775) ; *Berson (Michel)* (p. 2775, 2776) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2778, 2779) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2781) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2781, 2782) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2783) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2793) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 2796, 2797) ; *Esmonin (Jean)* (p. 2798) ; *Carraz (Roland)* (p. 2802, 2805).

Propositions du parti communiste pour l'enseignement technologique et professionnel : *Brunhes (Jacques)* (p. 2779, 2780) ; *Hage (Georges)* (p. 2791, 2792).

Relations entre les entreprises et l'enseignement technologique : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2770) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2774) ; *Andrieu (Jean)* (p. 2777,2778) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2781) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2785) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2793) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 2801) ; *Carraz (Roland)* (p. 2803) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 2808).

Rénovation des formations de niveau V : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2770, 2771) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2774) ; *Andrieu (Jean)* (p. 2778) ; *Perrut (Francisque)*

(p. 2780) ; *Haby (René)* (p. 2792, 2793) ; *Lecuir (Marie-France) (p. 2793) ; Le Meur (Daniel)* (p. 2794) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 2796) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2797, 2798) ; *Ortet (Pierre)* (p. 2799) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2800) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 2801) ; *Carraz (Roland)* (p. 2802, 2804, 2805).

Seconde indifférenciée dans l'enseignement général : *Chouat (Didier)* (p. 2795).

Universités de technologie : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2772) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2775) ; *Andrieu (Jean)* (p. 2778) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2779) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2780) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2784, 2785) ; *Mesmin (Georges)* (p. 2797) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2801) ; *Carraz (Roland)* (p. 2805, 2806) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 2808).

Discussion des articles [8 octobre 1985] (p. 2809).

Titre Ier *(dispositions générales).*

Article 1er *(finalités de l'enseignement professionnel et technologique) :* séparation dans le titre II des formations technologiques et des formations professionnelles (p. 2809) ; décloisonnement des filières ; amendement n° 43 de M. Jacques Brunhes (tendant dans cet article après le mot : « professionnel » à insérer les mots suivants : « dont les structures seront progressivement décloisonnées et unifiées) » ; projet de loi ayant pour objet d'assurer le décloisonnement ; abstention du groupe R.P.R. ; rejeté par le scrutin public ; amendement n° 1 de la commission (rôle de l'enseignement technologique et professionnel) ; sous-amendement n° 72 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission (tendant dans cet amendement à substituer aux mots : « participe à l'élargissement des connaissances et à l'élévation » les mots : « contribue à l'élévation générale des connaissances et »); sous-amendement n° 44 de M. Jacques Brunhes à l'amendement n° 1 de la commission (tendant dans la deuxième phrase de cet amendement après le mot : « modernisation » à insérer les mots : « et du développement »); introduction d'une hiérarchie dans la finalité de l'enseignement professionnel et technologique ; définition de l'élargissement des connaissances ; sous-amendement n° 72 : adopté ; rôle de l'investissement éducatif (p. 2810) ; sous amendement n° 44 : rejeté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(généralisation de l'enseignement de la technologie) ;* amendement n° 2 de la commission (technologie constituant une des composantes fondamentales de la culture) ; sous-amendement n° 26 de M. Bernard Montergnole, à titre personnel (tendant dans la deuxième phrase de cet amendement à substituer aux mots : « du ministère de l'éducation nationale » les mots : « des ministères de l'éducation nationale et de l'agriculture ») ; contradiction de l'amendement n° 2 avec l'article 3 ; nécessité de préciser que le texte s'applique à l'enseignement agricole ; formation des jeunes agriculteurs ; sous-amendement n° 26 : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 45 de M. Jacques Brunhes : devenu sans objet ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(initiation de tous les élèves et tous les étudiants à la technologie) :* amendement n° 3 de la commission (tendant dans cet article à supprimer le mot : « notamment ») ; nécessité de mieux distinguer l'usage de l'informatique et de la technologie (p. 2811) ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(évaluation des formations technologiques) :* amendement n° 28 de M. Bruno Bourg-Broc (objet des formations technologiques et professionnelles) ; objectif essentiel des formations technologiques et professionnelles consistant en l'exercice d'une activité professionnelle et non en la poursuite d'études ; nécessité d'un dispositif de concertation ; procédure d'évaluation et révision périodique des formations ; nécessité d'un réexamen périodique des objectifs de formation technologique et professionnelle ; amendement n° 28 : retiré;

- article 4 : adopté.

Article 5 *(validation des acquis) ;* création d'un véritable sous-diplôme ; création d'un précédent dont pourraient se prévaloir les élèves des autres enseignements (p. 2812) ; existence de l'attestation de connaissances pour les élèves n'ayant pas obtenu le baccalauréat ; contenu de l'attestation ; définition de l'objet de l'attestation ; amendement n° 29 de M. Bruno Bourg-Broc (délivrance d'une attestation de qualification) ; amendement n° 4 de la commission (attestation du niveau des connaissances et des compétences acquises) ; sous amendement n° 68 du Gouvernement à l'amendement n° 4 de la commission (tendant au début de la dernière phrase de cet amendement à substituer aux mots « cette validation des acquis » les mots « cette attestation ») ; lien entre le diplôme et la qualification ; élargissement aux formations homologuées ; cas des jeunes s'engageant dans des études supérieures après avoir obtenu un baccalauréat dans une série générale ; attestation portant sur le niveau des connaissances et des compétences acquises ; définition du niveau de qualification (p. 2813) ; mode de validation des acquis ; risques d'émiettement pour la formation continue ; amendement n° 29 : rejeté ; sous-amendement n° 68 : adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, l'article 5 est ainsi rédigé.

Titre II *(l'enseignement technologique et professionnel du second degré).*

Article 6 *(formation technologique) :* mise en place de deux filières à finalité différentes ; baccalauréat professionnel ; classes « passerelles » ; déclaration d'une irrecevabilité financière sur un amendement du groupe communiste (p. 2814) ; amendement n° 30 de M. Bruno Bourg-Broc (diplômes attestant l'acquisition d'une qualification) ; réintroduction du C.A.P. et du B.E.P. ; maintien des termes existants ; amendement rassemblant dans un même article formation technique et formation professionnelle ; confusion entre qualification et connaissance ; rejeté ; amendement n° 47 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Paul Chomat (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article après les mots : « formation générale » à insérer les mots : « et professionnelle ») ; nombre de jeunes quittant l'école sans aucune formation professionnelle ; relation entre formation générale et formation professionnelle (p. 2815) ; finalité des formations technologiques ; sortie sans qualification du système éducatif rejeté ; amendement n° 48 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Paul Chomat (objectif des formations technologiques du second degré) ; caractère motivant du maintien de la perspective d'un débouché professionnel en trois ans ; préparation des études ultérieures ; insertion dans la vie active ; rejeté ; amendement n° 49 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Paul Chomat (tendant dans l'avant-dernier alinéa de cet article à supprimer le mot : « essentiellement ») ; formation de niveau IV ; décloisonnement entre l'enseignement technologique et l'enseignement professionnel ; rejeté ; amendement n° 36 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de cet article par les mots : « ainsi que dans les établissements d'enseignement agricole de même niveau ») ; amendement n° 32 du Gouvernement (même objet) ; lycée d'enseignement général technologique agricole (p. 2816) ; amendement n° 36 : rejeté ; amendement n° 32 : adopté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 50 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Paul Chomat (tendant dans le dernier alinéa de cet article après le mot : « baccalauréat » à insérer le mot : « série ») ; dénomination : « baccalauréat série technologique » ; clarté du texte gouvernemental ; rejeté ; amendement n° 37 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « ou d'un diplôme équivalent délivré par le ministre de l'agriculture ») ; équivalence des diplômes entre l'enseignement agricole et les formations technologiques du second degré ; rejeté ; amendement n° 51 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Paul Chomat (tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « ou par la délivrance d'un brevet de technicien ») ; importance des brevets de technicien ; transformation des brevets de technicien en baccalauréats technologiques ou professionnels ;

rejeté ; amendement n° 52 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Paul Chomat (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 2817) ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 53 de M. Jacques Brunhes (baccalauréat des séries technologiques et professionnelles constituant le premier diplôme universitaire) : rejeté.

Article 7 *(formation professionnelle) :* amendements du groupe communiste portant sur les problèmes de formation des enseignants déclarés irrecevables ; revalorisation de la situation des personnels de l'enseignement professionnel ; projet de statut des personnels de l'enseignement professionnel ; amendement n° 54 de M. Jacques Brunhes (de suppression) ; suppression des C.A.P., des B.E.P. et des baccalauréats professionnels ; formation visant l'entrée dans la vie active ; absence de remise en cause du corps unique des professeurs de l'enseignement technique (p. 2818) ; retiré ; amendement n° 31 de M. Bruno Bourg-Broc (possibilité d'obtenir les diplômes mentionnés à l'article 6 par la voie de l'alternance ou de la formation continue ; formation continue ; système de financement mis en place par la loi de février 1984 ; formation en alternance ; préparation à des diplômes de niveau IV ou III ; élargissement du champ de qualification susceptible d'être obtenu par la voie de l'apprentissage ; rôle de l'apprentissage ; rejeté ; amendement n° 55 de M. Jacques Brunhes (tendant dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article à supprimer le mot : « principalement ») ; nécessité d'éviter une dévalorisation du baccalauréat série professionnelle par rapport au baccalauréat série technologique ; rejeté ; amendement n° 56 de M. Jacques Brunhes (tendant après le mot : « métier » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « ou la poursuite de formations ultérieures ») : rejeté ; amendement n° 57 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Jean Combasteil (tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article) ; conditions de préparation du baccalauréat professionnel (p. 2819) ; mise en cause du baccalauréat comme premier grade universitaire ; professeurs de l'enseignement technologique et professionnel ; classes « passerelles » ; rejeté ; amendement n° 38 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « ou dans les établissements d'enseignement agricole ») ; amendement n° 33 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 38 : rejeté ; amendement n° 33 : adopté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 58 de M. Jacques Brunhes (tendant dans le troisième alinéa de cet article après le mot : « baccalauréat » à insérer le mot : « série ») : rejeté ; amendement n° 39 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « ou de diplômes équivalents délivrés par le ministre de l'agriculture ») : rejeté (p. 2820) ; amendement n° 59 de M. Jacques Brunhes (organisation des formations préparant au baccalauréat professionnel) : rejeté ; amendement n° 60 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Jean Combasteil (remodelage des C.A.P. et B.E.P.) ; arrivée de jeunes sans qualification sur le marché du travail ; valeur de la création d'un baccalauréat professionnel ; rejeté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(diplômes préparés par la voie de la formation professionnelle continue)* : amendement n° 63 de M. Jacques Brunhes (de suppression) ; tranformation progressive des brevets en baccalauréats technologiques ou professionnels ; clarification des formations de niveau IV ; rejeté ; amendement n° 40 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « ou en baccalauréats professionnels » les mots : « baccalauréats professionnels ou diplômes équivalents délivrés par le ministre de l'agriculture ») (p. 2821) ; équivalence des diplômes de l'enseignement agricole ; rejeté ; amendement n° 35 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à compléter cet article par les mots : « après avis des professions concernées ») ; brevet de technicien correspondant à des besoins exprimés par des professionnels ; existence de structures permettant de recueillir l'avis des professionnels ; rejeté ;

- article 8 : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 7 de la commission (possibilité de préparer les diplômes institués par la présente loi par la voie de la formation professionnelle continue) ; amendement n° 8 de la commission (rénovation des collèges et des formations sanctionnées par le certificat d'aptitude professionnelle et le brevet d'aptitude professionnelle) ; amendement n° 9 de la commission (passage des élèves des formations de l'enseignement général et technologique vers les formations professionnelles et des formations professionnelles vers l'enseignement général et technologique) ; formation professionnelle continue ; rénovation des collèges ; passage d'une filière à l'autre finalité des C.A.P. et des B.E.P. ; amendements n°s 7, 8 et 9 : adoptés (p. 2822).

Titre III *(l'enseignement technologique supérieur).*

Article 9 *(universités de technologie)* : rôle des grandes écoles ; abaissement du niveau des classes préparatoires ; projet poussant les jeunes à se détourner des grandes écoles ; possibilité pour les établissements d'être transformés en universités de technologie ; cas de l'école nationale supérieure des arts et métiers ; démocratisation de l'enseignement supérieur ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 2823) ; absence de menace pesant sur les grandes écoles ; cas de l'école nationale supérieure des arts et métiers ; loi du 26 janvier 1984 ; adopté ; amendement n° 27 de M. Bernard Montergnole à titre personnel (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel » les mots : « des instituts et écoles extérieurs aux universités relevant de la section II du chapitre Ier du titre III de ladite loi ») ; clarification sur la nature juridique des universités de technologie ; adopté ; amendement n° 64 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Jean Combasteil (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux références : « articles 34 à 36 » les références : « articles 25 à 33 ») : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements identiques n° 12 de la commission et n° 65 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Jean Combasteil (tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) ; nomination des directeurs des universités de technologie (p. 2824) ; amendement de la commission procédant du souci d'instaurer un régime d'assemblée ; nomination par le ministre ; statut juridique des universités de technologie ; nomination des directeurs ; amendements n°s 12 et 65 : adoptés ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(centres polytechniques nationaux)*: amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Titre IV *(dispositions financières et diverses).*

Article 11 *(effectif d'élèves et d'étudiants en 1990)*; objectif retenu reposant sur une hypothèse de croissance des effectifs inférieurs aux tendances actuelles (p. 2825) ; amendement n° 23 de la commission des finances (rédactionnel) ; nombre d'élèves préparant le baccalauréat professionnel ; adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(moyens financiers)* : participation financière de l'Etat aux investissements incombant aux régions ; schémas de formation ; nécessité d'une compensation financière ; croissance des dépenses ordinaires et des autorisations de programme ; croissance des crédits décentralisés ; abandon de toute réforme de la taxe d'apprentissage ; programmation des moyens ; coût annuel de la construction des classes supplémentaires ; création d'emplois pour l'enseignement technique ; amendement n° 24 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 2826) ; adopté ; amendement n° 25 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 34 du Gouvernement (progression des moyens nécessaires à l'application de la présente loi à l'enseignement agricole public) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(insertion dans le plan)* : amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(mobilité entre les entreprises et les établissements d'enseignement)* : impossibilité pour les petites et moyennes entreprises de rénumérer une partie de leur personnel pour donner des cours dans un établissement d'enseignement ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 2887) ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article après les mots : « de ces salariés », à insérer les mots : « et desdites entreprises ») ; nécessité d'accords précis conclus entre les entreprises et l'Etat ; adopté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 66 de M. Jacques Brunhes (tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article par les mots : « dès lors que leur compétence aura été constatée par les autorités de l'éducation nationale ») ; convention entre les établissements et les entreprises ; rejeté ; amendement n° 69 du Gouvernement (possibilité pour les personnels enseignants titulaires dans les disciplines technologiques ou professionnelles d'exercer leurs compétences auprès d'entreprises publiques ou privées) ; sous-amendement n° 71 de M. Bernard Montergnole à titre personnel (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « à cet effet, une convention doit être conclue entre l'Etat et l'entreprise intéressée ») : adopté ; amendement n° 69, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 19 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *(abrogation de certaines dispositions de la loi du 16 juillet 1971 d'orientation sur l'enseignement technologique)* : amendement n° 21 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « l'article 5 et le troisième alinéa de l'article... ») (p. 2828) : adopté ;

- article 15, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 22 de la commission (rapport au Parlement sur l'exécution de la loi) : adopté (p. 2829).

Explications de vote (p. 2829).

Finalité de l'enseignement professionnel et technologique : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2829).

Formation professionnelle : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2829) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2830).

Instituts universitaires de technologie : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2829).

Moyens financiers : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 2830).

Rénovation des formations de niveau V : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 2830).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Perrut (Francisque)* (p. 2830).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2830).

Vote positif du groupe socialiste : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 2830).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2830).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [9 décembre 1985] (p. 5726).

Alternance (formations en -) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5727).

Apprentissage dans la formation professionnelle (rôle de l'-) : *Montergnole (Bernard)* (p. 5726) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5727) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5729).

Baccalauréat professionnel : *Carraz (Roland)* (p. 5730).

Classe de 5e (rôle de la -) : Montergnole (Bernard) (p. 5726).

Classe passerelles (mise en œuvre de -) : *Carraz (Roland)* (p. 5731).

Enseignement supérieur : *Montergnole (Bernard)* (p. 5726).

Equivalence entre le baccalauréat général et le baccalauréat de technicien : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5728).

Formation C.A.P.-B.E.P. : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5728) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5729).

Formation des enseignants : *Carraz (Roland)* (p. 5731).

Taux de scolarisation : *Carraz (Roland)* (p. 5731).

Transformation des brevets de technicien en baccalauréats : *Montergnole (Bernard)* (p. 5727).

Discussion des articles [9 décembre 1985] (p. 5731).

Article 3 ; adopté.

Article 4 ; adopté.

Article 5 : amendement n° 1 de la commission (délivrance d'une attestation de niveau des connaissances et des compétences) ; sous-amendement n° 23 de M. Bernard Montergnole (substituant dans la première phrase du 2e alinéa de cet amendement aux mots : « du niveau des connaissances et compétences acquises pour tous », les mots : « validant les acquis de » ; notion de validation des acquis : sous-amendement n° 23 : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté. ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 5 (p. 5731).

Article 6 ; amendement n° 24 de M. Jacques Brunhes (objet des formations technologiques et professionnelles du second degré) ; efforts de décloisonnement ; rejeté ; amendement n° 2 de la commission (supprimant à la fin du dernier alinéa de cet article les mots : « ou d'un brevet de technicien) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 ; amendement n° 3 de la commission (supprimant la 2e phrase du premier alinéa de cet article) ; institution des séquences éducatives relevant du domaine réglementaire ; adopté ; amendement n° 4 de la commission (supprimant à la fin du deuxième alinéa de cet article les mots : « et les établissements assimilés ») (p. 5732) : adopté ; amendement n° 25 de M. Jacques Brunhes (insérant dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « d'un brevet d'études professionnelles », les mots : « d'un seul brevet professionnel ») ; mise à l'écart d'une population ayant atteint une formation de niveau 5 ; formations initiales ; rejeté ; amendement n° 5 de la commission (supprimant dans le dernier alinéa de cet article les mots : « d'un brevet de technicien ») : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 6 de la commission (rédigeant ainsi cet article : « les brevets de technicien seront transformés progressivement en baccalauréats technologiques ou en baccalauréats professionnels ») ; transformation par étape des brevets de technicien ; adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 8.

Article 8 *bis* ; amendement n° 7 de la commission (supprimant dans cet article les mots : « de l'apprentissage et ») ; inopportunité d'introduire dans le texte la possibilité de préparer des diplôme par la voie de l'apprentissage ; moyens d'acquérir un diplôme professionnel ; formations parallèles dans l'apprentissage et dans les lycées d'enseignement professionnel (p. 5733) ; préparation des baccalauréats professionnels et technologiques ; adopté ;

- article 8 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *ter* : amendement n° 8 de la commission (rénovation des collèges et des formations sanctionnées par le certificat d'aptitude professionnelle et par le brevet d'études professionnelles) ; modernisation des niveaux 5 ; adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 8 *ter*.

Article 8 *quater* : amendement n° 9 de la commission (passage des élèves des formations d'enseignement général et technologique dans les formations professionnelles et *vice versa*) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 8 *quater*.

Article 9 : amendement n° 27 de M. Jacques Bruhnes (création des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) (p. 5734) ; vocation et structure

des universités de technologie ; rejeté ; amendement n° 10 de la commission (créations des instituts et écoles extérieures aux universités) ; amendement n° 28 du Gouvernement (création des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ayant pour mission principale la formation des ingénieurs, le développement de la recherche et de la technologie) ; souplesse dans la création des universités de technologie ; constitution d'instituts ou écoles extérieures aux universités ou aux grands établissements ; amendement n° 10 : rejeté ; amendement n° 28 : adopté ; amendement n° 29 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (de conséquence) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté (p. 5735).

Article 10 : amendement n° 12 de la commission (création de centres polytechniques universitaires ayant pour mission la formation des ingénieurs et le développement de la recherche) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 10.

Article 10 *bis* : amendement n° 13 de la commission (de suppression) ; modification de la structure des instituts universitaires de technologie ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 11 : amendement n° 14 de la commission (nombre d'élèves dans les lycées d'enseignement général et technologique) ; suppression de la notion de maintien au niveau actuel des effectifs des classes de C.A.P. et de B.E.P. ; recours au pourcentage (p. 5736) ; adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 11.

Article 12 : amendement n° 15 de la commission (progression des autorisations de programme et dépenses ordinaires inscrites au budget de l'Education nationale au titre de l'enseignement technologique et professionnel) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (moyens nécessaires à l'application de la présente loi) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *bis* : amendement n° 17 de la commission (de suppression) ; financement des établissements d'enseignement supérieur privé : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 13 : adopté.

Article 14 (p. 5737) : amendement n° 18 de la commission (conventions avec les entreprises) ; inclusion de contreparties en faveur des entreprises collaborant avec les établissements d'enseignement ; adopté ; amendement n° 19 de la commission (supprimant le dernier alinéa du paragraphe II de cet article) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (possibilité pour les personnels enseignant titulaires dans les disciplines technologiques ou professionnelles d'exercer leurs compétences auprès d'entreprises publiques ou privées) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 , supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission (abrogation de l'article 5 et du 3e alinéa de l'article de la loi du 16 juillet 1971) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 15 *bis* : amendement n° 22 de la commission (de suppression) ; inutilité d'un commission nationale d'harmonisation) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 16 : adopté (p. 5738).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5739).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [16 décembre 1985] (p. 6198).

Contreparties dont bénéficie les entreprises privées en échange de la mise à disposition de personnel : *Montergnole (Bernard)* (p. 6198).

Dénomination « université de technologie » ; *Montergnole (Bernard)* (p. 6198).

Discussion des articles [16 décembre 1985] (p. 6198).

Article 9 : amendement n° 1 de la commission (tendant dans la première phrase de cet article après les mots : « scientifique, culturelle et professionnelle », à insérer les mots : « dénommées universités de technologie » : adopté ; amendement n° 2 de la commission (convention pouvant prévoir les contreparties éventuellement financières que les entreprises recevront en échange d'une mise à disposition) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (6199).

13. - Proposition de loi n° 2926 relative à la gratuité, à l'**aide sociale en matière scolaire et universitaire** et à la création d'une prime de rentrée scolaire.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 25 juillet 1985 par M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

14. - Proposition de loi n° 3005 relatif aux **enseignants associés réfugiés.**

Sénat (première lecture) n° **10** (1985-1986). - Dépôt le 8 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, et M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Paul Séramy. - Rapport n° **36** (1985-1986) (17 octobre 1985). - Discussion le 17 octobre 1985. - Adoption le 17 octobre 1985. - Projet de loi n° **5** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **3005**. - Dépôt le 17 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Claude Cassaing. - Rapport n° **3034** (6 novembre 1985). - Discussion le 15 novembre 1985. - Adoption le 15 novembre 1985. - Projet de loi n° **898**.

Loi n° 85-1223 du 22 novembre 1985, publiée au *J.O.* du 23 novembre 1985, *rectificatif* (p. 13578).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [15 novembre 1985] (p. 4413).

Inopposabilité aux réfugiés politiques de la disposition limitant la durée des fonctions des enseignants associés dans l'enseignement supérieur : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 4413) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 4414).

Nombre et répartition par nationalité des personnes concernées : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 4413) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 4414).

Tradition d'accueil de l'université française : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 4413) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 4414).

Discussion de l'article unique (p. 4414).

Article unique *(renouvellement annuel dans leurs fonctions des enseignants associés de nationalité étrangère auxquels est reconnue la qualité de réfugié conformément aux dispositions de la loi portant création d'un Office français de protection des réfugiés et apatrides) :* adopté (p. 4414).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 4414).

Collectif budgétaire pour la rentrée scolaire.

Voir *Questions au Gouvernement,* **1291.**

- de l'informatique.

Voir *Questions au Gouvernement,* **1267.**

- éducation musicale et artistique.

Voir *Collectivités locales,* **23.**

- fermeture de classes.

Voir *Questions au Gouvernement,* **1277.**

- **liberté d'accès à l'école publique.**

Voir *Questions au Gouvernement,* **1395.**

- **parents d'élèves.**

Voir *Questions au Gouvernement,* **1264.**

- **rentrée scolaire.**

Voir *Questions au Gouvernement,* **1211.**

- **restauration scolaire à Poissy.**

Voir *Questions orales sans débat,* **935.**

- **rythmes scolaires.**

Voir *Questions au Gouvernement,* **1192, 1522.**

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Voir *Déclarations du Gouvernement,* **21.**
Lois de finances, **11,** Deuxième partie, Agriculture et B.A.P.S.A.

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET ELEMENTAIRE

- **effectifs des enseignants du premier degré.**

Voir *Questions orales sans débat,* **893.**

- **répartition des charges scolaires dans le cas d'écoles accueillant des enfants de plusieurs communes.**

Voir *Questions au Gouvernement,* **1335.**

- **sécurité des établissements d'-.**

Voir *Questions orales sans débat,* **833.**

ENSEIGNEMENT PRIVE

Voir *Questions orales sans débat,* **853.**

- **avenir de l'-.**

Voir *Questions au Gouvernement,* **1243.**

- **mesures restrictives frappant l'-.**

Voir *Questions au Gouvernement,* **1325.**

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

- **collège Savary de Mauléon aux Sables-d'Olonne.**

Voir *Questions orales sans débat,* **787.**

- **gestion de l'-.**

Voir *Questions orales sans débat,* **866.**

- **lycées militaires.**

Voir *Questions orales sans débat,* **834.**

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET POSTBACCALAUREAT

- **formation supérieure en hôtellerie.**

Voir *Questions orales sans débat,* **865.**

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Voir *Enseignement,* **12.**

- **Loi de programme sur l'enseignement technique.**

Voir *Questions au Gouvernement,* **1297.**

ENTREPRISE MINIERE ET CHIMIQUE (société).

Voir *Questions au Gouvernement,* **1346.**

ENTREPRISES

23. - Proposition de résolution n° 2957 tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'examiner les conditions dans lesquelles a été effectuée la **cession de Creusot-Loire-Entreprise,** filiale du groupe Schneider, à l'entreprise d'ingénierie Technip. - Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 octobre 1985 par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (17 octobre 1985). - Rapport n° **3042** (7 novembre 1985).

Voir *Lois de finances,* **11.**

- **aides à la création d'-**

Voir *Questions au Gouvernement,* **1329.**

- **charges des -**

Voir *Questions au Gouvernement,* **1193.**

- **créations d'-**

Voir *Questions au Gouvernement,* **1472.**

ENTREPRISES PUBLIQUES

6. - Proposition de loi n° 2773 sur l'**adhésion des membres des directions des entreprises publiques et nationalisées à des associations patronales privées.**
Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 juin 1985 par M. Paul Chomat et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. - Proposition de loi n° 3002 tendant à la **démocratisation des entreprises publiques.**
Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 octobre 1985 par M. Paul Chomat et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - Proposition de résolution n° 3051 tendant à créer une **commission de contrôle sur certaines décisions des entreprises** suivantes : Compagnie générale d'électricité, Thomson, Renault, Rhône-Poulenc, Pechiney, Saint-Gobain, Société nationale Elf-Aquitaine, Usinor, Sacilor et les sociétés nationales du secteur bancaire et financier. - Dépôt à l'Assemblée nationale le 8 novembre 1985 par M. Paul Chomat et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Déclarations du Gouvernement,* **18.**
Lois de finances, **11.**

- **rôle des - en matière d'emploi.**

Voir *Questions orales sans débat,* **928.**

ENTREPRISE UNIPERSONNELLE A RESPONSABILITE LIMITEE (E.U.R.L.)

Voir *Sociétés civiles et commerciales,* **11.**

ENVIRONNEMENT

5. - Projet de loi n° 2408 modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la **protection de l'environnement.**
Sénat (première lecture). - N° **140** (1984-1985). - Dépôt le 12 décembre 1984. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Marcel Rudloff. - Rapport n° **229** (1984-1985) (10 avril 1985). - Discussion le 17 avril 1985. - Adoption le 17 avril 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ». - Projet de loi n° **86** (1984-1985).
Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° **2622.** - Dépôt le 18 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Amédée Renault. - Rapport n° **2664** (2 mai 1985). - Discussion le 14 mai 1985. - Adoption avec modifications le 14 mai 1985. - Projet de la loi n° **780.**

Sénat (deuxième lecture). - N° **284** (1984-1985). - Dépôt le 15 mai 1985. - Renvoi à la commission de lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Marcel Rudloff. - Rapport n° **362** (1984-1985) (12 juin 1985). - Discusion le 19 juin 1985. - Adoption définitive le 19 juin 1985. - Projet de loi n° **130** (1984-1985).

Loi n° 85-661 du 3 juillet 1985 publié au *J.O.* du 4 juillet 1985 (p. 7501), rectificatif.

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [14 mai 1985] (p. 778).

Associations (constitution de partie civile des. -) : *Renault (Amédée)* (p. 778).

Catastrophe de Bhopal : *Renault (Amédée)* (p. 778).

Extension du projet aux installations non classées : *Renault (Amédée)* (p. 778).

Inspection des installations classées : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 779).

Peines prévues en cas d'infraction : *Renault (Amédée)* (p. 778) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 779).

Publication des condamnations : *Renault (Amédée)* (p. 778).

Discussion des articles [14 mai 1985] (p. 779) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 7 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission (tendant à la fin de cet amendement à substituer aux mots : « tant que celle-ci n'est pas autorisée » la phrase suivante : « L'interdiction cesse de produire effet si une autorisation est délivrée ultérieurement dans les conditions prévues par la présente loi ») ; lien entre l'interdiction prononcée par le tribunal et l'octroi d'une autorisation ultérieure (p. 779) ; sous-amendement n° 7 : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 2 de la commission (remise en état des lieux exigée par le tribunal) ; dispositif d'ajournement du prononcé de la peine avec injonction et sous astreinte ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté ;

Article 2 : adopté ;

Article 3 : adopté ;

Article 3 *bis* : amendement n° 3 de la commission (de suppression) ; liaison entre l'aggravation de la peine et les conséquences de la faute commise (p. 780) ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 5 : amendement n° 4 de la commission (affichage de la décision) ; publication du jugement par tous moyens appropriés de communication audiovisuelle ; rejeté ;

- aricle 5 : adopté.

Article 6 : amendement n° 5 de la commission (tendant à rétablir cet article) ; parallélisme avec certaines actions exercées dans d'autres domaines ; lutte contre le proxénétisme notamment ; adopté ;

- en conséquence, cet article est rétabli.

Article 7 : adopté.

Article 8 : amendement n° 6 de M. Paul Balmigère (tendant à rétablir cet article) (p. 781) ; nécessité pour les habitants d'une commune d'être informés de l'existence d'installations classées ; obligation d'assurer l'information du public incombant au commissaire de la République ; rejeté ;

- en conséquence, cet article demeure supprimé.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 782).

ENVIRONNEMENT

- protection de l' -

Voir *Environnement,* **5.**

EPARGNE

Voir *Lois de finances* 11.

- épargne-logement.

Voir *Logement* **16, 16.**

ESPACE

Voir *Eurêka (projet).*

- projet I.D.S.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **17.**

ESSAIS ATOMIQUES

- en Algérie.

Voir *Questions au Gouvernement* **1266.**

ESSENCE

- sans plomb.

Voir *Questions au Gouvernement* **1195.**

ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE

3. - Proposition de loi n° 2626 tendant à compléter l'article L. 792 du code de la santé publique relatif au **statut général du personnel des établissements d'hospitalisation publics** et de certains établissements à caractère social.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 avril 1985 par M. Pierre-Bernard Cousté. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Proposition de loi n° 3258 tendant à modifier certaines dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation publique et à rétablir les **attributions des services hospitaliers.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 décembre 1985 par MM. Jacques Blanc et Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - Proposition de loi n° 3259 relative **aux activités du secteur privé** dans les établissements d'**hospitalisation publique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 décembre 1985 par MM. Jacques Blanc et Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

- budget global.

Voir *Déclaration du Gouvernement* **20.**

- centres hospitaliers psychiatriques.

Voir *Santé publique* **4.**

- clinique mutualiste de Béziers.

Voir *Questions orales sans débat* **804.**

- congés spéciaux des personnels soumis aux radiations ionisantes.

Voir *Questions au Gouvernement* **1253.**

- départementalisation.

Voir *Questions au Gouvernement* **1182.**

- difficultés de fonctionnement des hôpitaux.

Voir *Question au Gouvernement* **1258.**

- hospitalisation privée.

Voir *Questions au Gouvernement* **1189.**

- situation des hôpitaux publics.

Voir *Questions au Gouvernement* **1300.**

- statut du personnel des -

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **24.**

ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX

Voir *Sécurité sociale* **21.**

ETAT

3. - Proposition de loi contitutionnelle n° 2566 tendant à modifier les articles 2, 4, et 53 de la Constitution en vue de garantir l' **intégrité du territoire de la République.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 janvier 1985 par M. Jean Fontaine. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean Foyer (20 juin 1985).

ETAT - CIVIL

6. - Proposition de résolution n° 2338 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités d'établissement de l'**égalité des sexes dans la transmission du nom patronymique.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 12 septembre 1984 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (12 décembre 1984). - Rapport n° **2399** (10 avril 1985).

- actes d'-.

Voir *Déportés, internés et résistants,* **11.**

- transmission du nom patronymique.

Voir *Questions orales sans débat,* **802.**

ETAT D'URGENCE

- en Nouvelle-Calédonie.

Voir *Nouvelle-Calédonie,* **10.**

ETAT-UNIS

Voir *Traités et conventions,* **160.**

- visite du Président des - dans un cimetière de S.S.

Voir *Questions au Gouvernement,* **1219.**

ETHANOL

Voir *Déclaration du Gouvernement,* **21.**

ETHIOPIE

- expulsion d'- de Médecins sans frontières.

Voir *Questions au Gouvernement,* **1488.**

- famine en -

Voir *Questions orales sans débat,* **799.**

ETRANGERS

12. - Proposition de résolution n° 2869 tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'examiner les **conditions d'accueil et d'habitat des travailleurs immigrés en France,** et d'en proposer l'amélioration.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 28 juin 1985 par M. Louis Odru et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

13. - Proposition de loi n° 3068 relative à l'**acquisition de la nationalité française** et au retour dans le pays d'origine.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 novembre 1985 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Charles Millon (12 décembre 1985).

Voir *Questions au Gouvernement,* **1450.**

- attribution de logements et accès des écoles aux familles d'immigrés.

Voir *Questions au Gouvernement,* **1502.**

- distribution du tract « Appel urgent pour la protection des droits de la femme ».

Voir *Questions au Gouvernement,* **1504.**

- élection de délégués immigrés auprès du conseil municipal de Mons-en-Barœul.

Voir *Questions au Gouvernement,* **1288.**

- familles de résidents étrangers.

Voir *Questions orales sans débat,* **884.**

- interdictions de séjour.

Voir *Questions orales sans débat,* **947.**

EURÊKA (projet).

Voir *Déclarations du Gouvernement,* **17.**
Questions au Gouvernement, **1308, 1449.**

EUROMISSILES

- propositions de M. Gorbatchev.

Voir *Questions au Gouvernement,* **1191.**

EUROPE

Voir *Déclarations du Gouvernement,* **17.**

- initiative du Président de la République en matière de relance européenne.

Voir *Questions au Gouvernement,* **1260.**

- projets d'union européenne.

Voir *Questions au Gouvernement,* **1255.**

EUTELSAT

Voir *Traités et conventions,* **178.**

EXPROPRIATION

Voir *Urbanisme,* **10.**

EXPULSIONS ET SAISIES

Voir *Questions orales sans débat,* **832.**

- arrêt des expulsions de locataires.

Voir *Questions au Gouvernement,* **1209.**

- expulsions de locataires.

Voir *Questions orales sans débat,* **783.**

EXTRADITION

Voir *Traités et conventions,* **177.**

EXTRÊME DROITE

Voir *Elections et référendums,* **39.**
Motions de censure, **15.**

F

FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS

6. - Loi n° 85-99. Rectificatif [*J.O.* du 10 mai 1985] (p. 5288).

FAIM DANS LE MONDE

Voir *Questions au Gouvernement* **1226, 1406.**

FAITS PERSONNELS

1. - M. Pascal Clément : proteste contre les insultes proférées à son égard par le ministre de l'intérieur et de la décentralisation [10 juillet 1985] (p. 2321) ; M. Pierre Joxe : réaffirme le caractère ridicule des propos de M. Pascal Clément ; le prie de l'excuser s'il s'est senti insulté (p. 2321) ;

2. - M. Bernard Pons : sens du vote des Néo-Calédoniens ; découpage électoral ; son interview au quotidien *Libération* ; rôle des indépendantistes dans les régions où ils ont obtenu la majorité absolue ; reconnaissance de l'ethnie mélanésienne [2 octobre 1985] (p. 2571) ; M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie : affirme qu'il n'a pas voulu mettre en cause personnellement M. Bernard Pons ; se réjouit que celui-ci ait reconnu que les élections en Nouvelle-Calédonie représentaient un succès pour le Gouvernement (p. 2571) ;

3. - M. Christian Pierret : demande à M. Parfait Jans si les paroles qu'il a prononcées au sujet des déclarations du rapporteur, en commission, sur l'amendement relatif à l'allocation sociale de logement n'ont pas dépassé sa pensée [14 novembre 1985] (p. 4394) ; M. Dominique Frelaut (p. 4394) ;

4. - M. Guy Ducoloné : défense des intérêts des travailleurs [4 décembre 1985] (p. 5286) ; M. Claude Evin (p. 5286) ;

5. - M. Alain Bocquet : imprudence avec laquelle il avait annoncé que M. Jacques Roger-Machart était un bon président [8 décembre 1985] (p. 5645) ; droit des députés communistes de défendre comme ils l'entendent leurs amendements ; art de la pédagogie consistant en un art de la répétition (p. 5646) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de formation permanente : conditions de travail dans le secteur du transport routier ; action de M. Jean Auroux et de M. Charles Fiterman au ministère des transports (p. 5646).

FAMILLE

Fête des -

Voir *Cérémonies publiques et fêtes légales* **4.**

Regroupement familial.

Voir *Questions orales sans débat* **884.**

FEMMES

Centre régional d'information de Champagne-Ardenne.

Voir *Questions orales sans débat* **948.**

- Enceintes.

Voir *Travail* **25.**

Politique en faveur des veuves.

Voir *Questions orales sans débat* **908.**

FILIERES INDUSTRIELLES

- Bois.

Voir *Bois et forêts* **2.**

FINANCES LOCALES

Voir *Lois de finances* **11.**

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS.

12. - Proposition de loi n° 1181 tendant à abroger la suspension des **droits à pension dans la fonction publique. -** *Assemblée nationale* (première lecture). - Rapporteur : M. Jean Tiberi, remplacé par M. Jean Foyer (17 octobre 1985).

24. - Projet de loi n° 2733 portant dispositions statutaires relatives à la **fonction publique hospitalière. -** *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 30 mai 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé. - Urgence déclarée le 7 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Lucien Couqueberg. - Rapport n° 2980 (3 octobre 1985). - Discussion le 10 octobre 1985. - Adoption le 10 octobre 1985. - Projet de loi n° 890.

Sénat (première lecture). - N° **30** (1985 - 1986). - Dépôt le 15 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Claude Huriet. - Rapport n° **76** (1985 - 1986) (7 novembre 1985). - Discussion le 13 novembre 1985. - Adoption le 13 novembre 1985. - Projet de loi n° **29** (1985 - 1986).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 22 novembre 1985] (p. 13556). - Bureau [*J.O.* du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Lucien Couqueberg. - Rapport n° **3159** (5 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Claude Huriet. - Rapport n° **158** (1985 - 1986) (5 décembre 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° **3057.** - Dépôt le 13 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Lucien Couqueberg. - Rapport n° **3173** (11 décembre 1985). - Discussion le 17 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 17 décembre 1985. - Projet de loi n° **962.**

Sénat (deuxième lecture). - N° **230** (1985 - 1986). - Dépôt le 17 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Claude Huriet. - Rapport n° **256** (1985 - 1986) (19 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Rejet le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **93** (1985 - 1986).

Assemblée nationale (troisième lecture). - N° **3286.** - Dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Lucien Couqueberg. - Rapport n° **3290** (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **996.**

Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 publiée au *J.O.* du 11 janvier 1986 (p. 535). - Rectificatif [*J.O.* du 18 janvier 1986] (p. 892).

PREMIERE LECTURE.

Discussion générale [10 octobre 1985] (p. 2900).

Application au personnel hospitalier du titre 1er du statut général : Couqueberg (Lucien) (p. 2900, 2901, 2903) ; Hervé (Edmond) (p. 2903) ; Lauriol (Marc) (p. 2905) ; Fuchs (Jean-Paul) (p. 2907) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2908) ; Rouquette (Roger) (p. 2909) ; Lareng (Louis) (p. 2911) ; Charles (Serge) (p. 2912) ; Coffineau (Michel) (p. 2913) ; Sueur (Jean-Pierre) (p. 2914).

Avancement : Hervé (Edmond) (p. 2904) ; Rouquette (Roger) (p. 2910).

Congé de formation professionnelle : Hervé (Edmond) (p. 2904).

Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière : Lauriol (Marc) (p. 2905) ; Chanfrault (Guy) (p. 2906) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2909).

Discipline : Hervé (Edmond) (p. 2904).

Données actuelles de l'emploi dans le secteur public sanitaire et social : Couqueberg (Lucien) (p. 2900) ; Hervé (Edmond) (p. 2904, 2905, 2916).

Droit syndical : Hervé (Edmond) (p. 2904).

Intégration des pharmaciens résidents : Couqueberg (Lucien) (p. 2902, 2903) ; Lauriol (Marc) (p. 2905) ; Chanfrault (Guy) (p. 2905, 2906) ; Fuchs (Jean-Paul) (p. 2908) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2909) ; Lareng (Louis) (p. 2911) ; Charles (Serge) (p. 2912).

Mobilité : Couqueberg (Lucien) (p. 2900, 2901) ; Hervé (Edmond) (p. 2904).

Mutations : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2909).

Organismes consultatifs : Hervé (Edmond) (p. 2904).

Positions des fonctionnaires : Couqueberg (Lucien) (p. 2902) ; Hervé (Edmond) (p. 2904) ; Rouquette (Roger) (p. 2909, 2910).

Recours à des contractuels : Couqueberg (Lucien) (p. 2901) ; Chanfrault (Guy) (p. 2906) ; Fuchs (Jean-Paul) (p. 2908) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2908, 2909) ; Lareng (Louis) (p. 2911) ; Charles (Serge) (p. 2912) ; Sueur (Jean-Pierre) (p. 2914, 2915).

Recrutement : Hervé (Edmond) (p. 2904).

Réformes intervenues dans le secteur des établissements hospitaliers : Couqueberg (Lucien) (p. 2901).

Sécurité du personnel (et notamment personnel d'électroradiologie) : Couqueberg (Lucien) (p. 2903) ; Hervé (Edmond) (p. 2904) ; Chanfrault (Guy) (p. 2906) ; Charles (Serge) (p. 2912) ; Peuziat (Jean) (p. 2915, 2916) ; Hervé (Edmond) (p. 2916).

Spécificité de la fonction publique hospitalière : Couqueberg (Lucien) (p. 2901) ; Fuchs (Jean-Paul) (p. 2907) ; Rouquette (Roger) (p. 2909, 2910).

Suppression d'emplois et capacité des hôpitaux : Couqueberg (Lucien) (p. 2902) ; Hervé (Edmond) (p. 2904) ; Chanfrault (Guy) (p. 2906, 2907) ; Fuchs (Jean-Paul) (p. 2907, 2908) ; Lareng (Louis) (p. 2911) ; Charles (Serge) (p. 2912) ; Coffineau (Michel) (p. 2913, 2914).

Discussion des articles [10 octobre 1985] (p. 2917, 2930).

Chapitre Ier : *dispositions générales et structures des carrières.*

Avant l'article 1er : amendement n° 104 de M. Jean-Paul Fuchs (tendant avant cet article à insérer l'article suivant : « le titre Ier portant droits et obligations des fonctionnaires est applicable aux agents du titre IV ») ; application de plein droit du titre Ier aux agents relevant des titres II, III et IV ; retiré.

Article 1er *(codification)* : réservé.

Article 2 *(champ d'application) : réservé.*

Article 3 *(dérogations aux règles d'accès aux emplois permanents)* : amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 87 de M. Lucien Couqueberg à titre personnel (tendant à la fin du 4e alinéa de cet article à substituer aux mots « la présente loi » les mots « au présent titre ») : adopté.

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(organisation des fonctionnaires hospitaliers en corps)* : amendement n° 4 de la commission (dénomination des fonctionnaires hospitaliers étant inadaptée au champ d'application du titre IV défini par l'article 2 du projet) : adopté (p. 2917) ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (tendant au début de l'avant-dernier alinéa de cet article à substituer au mot « constitués » les mots « recrutés et gérés ») : adopté ; amendement n° 106 de M. Jean-Paul Fuchs (de suppression) : nécessité d'écarter du champ d'application du titre IV (les personnels de direction et les pharmaciens résidents) : rejeté ; amendements identiques n° 98 de M. Bernard Charles et n° 107 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (corps des personnels de direction) ; exclusion des pharmaciens hospitaliers du titre IV ; raisons conduisant les pharmaciens à vouloir être considérés comme des praticiens hospitaliers à part entière ; exigences d'indépendance, du respect de la déontologie et de reconnaissance de la fonction de pharmacien ne pouvant être entièrement satisfaites à l'intérieur du titre IV ; amendement n° 98 : retiré ; nécessité d'une délégation écrite d'un président de groupe pour demander un scrutin public (p. 2918) ou une suspension de séance ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 110 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant à compléter l'article 4 par l'alinéa suivant « les statuts des emplois hospitaliers mentionnés au 2e alinéa du présent article prévoient l'organisation de ces emplois en corps lorsque l'importance des effectifs le justifient ») ; sous-amendement n° 124 du Gouvernement (tendant dans cet amendement après le mot « effectif » à insérer les mots « ou la nature des fonctions ») ; affirmation de l'organisation des personnels hospitaliers en corps ; sous-amendement n° 124 : adopté ; amendement n° 110, ainsi modifié : adopté ;

– article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(statut particulier)* : amendement n° 9 de la commission (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « à l'échelon national et définis ») : adopté ; amendement n° 92 de M. Lucien Couqueberg à titre personnel (établissement des statuts particuliers des pharmaciens résidents) (p. 2919) ; spécificité des pharmaciens au sein de la fonction publique hospitalière : adopté ; amendement n° 10 de la commission (tendant dans le 2e alinéa de cet article à supprimer le mot « hospitalier ») : adopté ;

– article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(définition et rôle des autorités investies du pouvoir de nomination)* : amendement n° 11 de la commission (tendant dans cet article à supprimer le mot « hospitalier ») : adopté ;

– article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(dispositions particulières à certains corps)* : adopté.

Article 8 *(dispositions transitoires applicables aux emplois ne pouvant être organisés en corps)* : adopté.

Article 9 : réservé.

Article 10 *(dispositions applicables aux agents contractuels)* : amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 10, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II : *organismes consultatifs.*

Section I : *le conseil supérieur de la fonction publique hospitalière.*

Article 11 *(création et composition du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)* (p. 2920) : amendement n° 99 de M. Bernard Charles (composition du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière) ; administrateurs des assemblées délibérantes concernés siégeant seuls au conseil supérieur de la fonction publique hospitalière : rejeté ; amendement n° 113 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant dans le 3e alinéa 2e de cet article à supprimer les mots « et des directeurs des établissements mentionnés à l'article 2 ») ; représentation des directeurs d'hôpitaux dans le conseil supérieur de la fonction publique hospitalière ; principe de la parité ; désignation des directeurs prévue au 2° de l'article ; rejeté ; amendement n° 100 de M. Bernard Charles (tendant à compléter la dernière phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article par les mots « au moins un représentant des corps recrutés et gérés dans le cadre national ») ; nécessité qu'au moins un représentant des corps recrutés et gérés dans le cadre national fasse partie du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière ; amendement tendant à rendre obligatoire la présence des directeurs et pharmaciens parmi les représentants du personnel ; rejeté ;

– article 11 : adopté (p. 2921).

Article 12 *(compétences du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)* : adopté.

Article 13 *(modalités de fonctionnement du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)* : adopté.

Article 14 *(rôle d'organe de recours du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)* : adopté.

Article 15 *(commission mixte paritaire)* : adopté.

Article 16 *(élaboration de la liste des corps comparables)* : adopté.

Section II : *les commissions administratives paritaires.*

Article 17 *(création de commissions administratives paritaires auprès de chaque établissement)* : amendement n° 19 de la commission (rédactionnel)) : adopté ;

– article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 *(commissions administratives paritaires départementales) :* adopté (p. 2922).

Article 19 *(commissions administratives paritaires nationales) :* amendement n° 88 de M. Lucien Couqueberg à titre personnel (rédactionnel) : adopté ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 *(composition des commissions administratives paritaires) :* amendements identiques n° 20 de la commission, n° 82 du Gouvernement et n° 114 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de cet article par la phrase suivante : « la liste des candidats est présentée par les organisations syndicales ») ; monopole syndical ; adopté ;

- article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *(compétences des commissions administratives paritaires) :* adopté.

Article 22 *(détermination des règles de fonctionnement des commissions administratives paritaires) :* adopté.

Section III : *les comités techniques paritaires.*

Article 23 *(création d'un comité technique paritaire par établissement) :* adopté.

Article 24 *(compétences des comités techniques paritaires)* (p. 2923) : amendement n° 21 de la commission (tendant à la fin du 3e alinéa 2° de cet article à supprimer les mots : « non médicaux ») ; nécessité de ne pas limiter le champ d'application du 2° de cet article aux seuls services non médicaux jusqu'à la mise en place de la départementalisation ; adopté ;

- article 24, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 93 de M. Lucien Couqueberg à titre personnel (institution d'un comité consultatif national paritaire auprés des ministres compétents pour chaque corps de catégorie A) : adopté.

Article 25 *(modalités d'application des dispositions relatives aux comités techniques paritaires) :* adopté (p. 2924).

Chapitre III : *recrutement.*

Article 26 *(conditions d'aptitude physique et limite d'âge) :* adopté.

Article 27 *(principe du recrutement par concours) :* amendement n° 22 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 *(organisation des concours)* (p. 2930) : amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté :

- en conséquence, cet article est ainsi rédigé.

Article 29 *(liste de classement) :* adopté.

Article 30 *(dérogation au principe du recrutement par concours) :* adopté.

Article 31 *(possibilité d'accès direct à certains corps de catégorie A) :* adopté.

Article 32 *(égalité d'accès des hommes et des femmes à la fonction publique) :* adopté.

Article 33 *(promotion interne) :* amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 *(conditions dans lesquelles sont pourvus les emplois vacants) :* adopté (p. 2931).

Article 35 *(stages préalables à la titularisation) :* amendement n° 27 de la commission (délai minimal pour le licenciement d'un agent stagiaire) : adopté ;

- article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 36 *(priorités en matière de mutation, changement de corps, détachement et mise à disposition) :* amendement n° 115 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (procédure des mutations) ; restriction des possibilités de changement d'établissement, de changement de corps, de détachement ou de mise à disposition ; arbitraire du chef d'établissement ; absence de reconnaissance du droit à la mutation ; caractère néfaste de l'obligation de l'établissement de tableaux de mutation dans chaque établissement ; rejeté ;

- article 36 : adopté.

Articles 2 et 9 précédemment réservés : de nouveau réservés.

Chapitre IV : *position.*

Article 37 : réservé.

Section I : *activités.*

Sous-section I : *dispositions générales.*

Article 38 *(définition de la position d'activité)* (p. 2932) ; **rappel au règlement** de M. Jacques Blanc.

Article 39 *(congés) :* pénalisation de certaines catégories de personnels (p. 2933) ; amendements du groupe communiste déclarés financièrement irrecevables ; congés bonifiés ; définition du lieu de résidence habituelle ; amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 117 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (congé compensateur pour les personnels travaillant dans des services utilisant des radiations ionisantes) ; remise en cause des congés compensateurs par une circulaire gouvernementale du 30 janvier 1985 ; conditions de travail du personnel des services utilisant des radiations ionisantes (p. 2934) ; domaine respectif de la loi et du réglement : rejeté ;

- article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 40 *(modalités d'application des dispositions relatives aux congés) :* adopté.

Article 41 *(congé de longue durée pour invalidité de guerre) :* adopté.

Article 42 *(gratuité des soins pour les fonctionnaires hospitaliers) :* amendements du groupe communiste, tendant à ce que les personnes retraitées de la fonction publique hospitalière puissent bénéficier de la gratuité des soins, déclarés irrecevables au titre de l'article 40 de la Constitution ; amendement n° 89 de M. Lucien Couqueberg, à titre personnel (d'harmonisation) : adopté ;

- article 42, ainsi modifié : adopté.

Article 43 *(autorisation spéciale d'absence) :* adopté (p. 2935).

Article 44 *(service à temps partiel) :* amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 44, ainsi modifié : adopté.

Article 45 *(rémunérations des fonctionnaires à temps partiel) :* amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 45, ainsi modifié : adopté.

Sous-section II : *mise à disposition.*

Article 46 *(mise à disposition auprès d'administrations) :* adopté.

Article 47 *(mise à disposition auprès d'organismes d'intérêt général) :* adopté.

Après l'article 47 : amendement n° 34 de la commission (établissement d'un bilan annuel des mises à disposition) ; contrôle de la pratique des mises à disposition ; adopté (p. 2936).

Section II : *détachement.*

Article 48 *(procédure de détachement) :* adopté.

Article 49 *(règles applicables aux fonctionnaires détachés) :* adopté.

Article 50 *(régime de pension des fonctionnaires détachés)* : adopté.

Article 51 *(remise à disposition d'un fonctionnaire détaché)* : adopté.

Article 52 *(réintégration du fonctionnaire détaché dans son emploi d'origine)* : amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 52, ainsi modifié : adopté.

Article 53 *(réintégration du fonctionnaire détaché en cas d'absence d'emploi vacant dans l'établissement d'origine)* : amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 53, ainsi modifié : adopté.

Article 54 *(intégration du fonctionnaire dans le corps de détachement) : adopté.*

Article 55 *(réciprocité des possibilités de détachement entre les différentes fonctions publiques)* : adopté.

Article 56 *(modalités d'application des dispositions relatives au détachement)* (p. 2937) ; adopté.

Section III : *position hors cadre.*

Article 57 *(définition de la position hors cadre)* : amendement n° 83 du Gouvernement (réduction à cinq ans en faveur des fonctionnaires internationaux de la durée de service exigée pour être placés en position hors cadre) ; durée de service exigée pour être placés en position hors cadre pour les fonctionnaires de l'Etat ; adopté ;

- article 57, ainsi modifié : adopté.

Article 58 *(droit à pension du fonctionnaire placé en position hors cadre)* : adopté.

Section IV : *disponibilité.*

Article 59 *(position de disponibilité)* : amendement n° 37 de la commission (tendant à compléter la première phrase du 2e alinéa de cet article par les mots : « et dans les cas prévus aux articles 52 et 53 ») : adopté ;

- article 59, ainsi modifié : adopté.

Section V : *accomplissement du service national.*

Article 60 *(position d'accomplissement du service national)* (p. 2938) ;

Section VI : *congé parental.*

Article 61 *(congé parental)* : adopté.

Chapitre V : *notation, avancement, reclassement.*

Section I : *notation.*

Article 62 *(notation)* : amendement n° 38 de la commission (tendant dans le premier alinéa de cet article après le mot : « fonctionnaires », à insérer les mots : « dans les conditions définies à l'article 17 du titre Ier du statut général ») : adopté ; amendement n° 39 de la commission (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « après avis du ou des supérieurs hiérarchiques directs ») ; avis préalable du chef de service et du directeur de l'établissement dans la procédure de notation ; adopté ;

- article 62, ainsi modifié : adopté.

Section II : *avancement.*

Article 63 *(modalités d'avancement)* : adopté.

Article 64 *(avancement d'échelon)* : adopté.

Article 65 *(avancement de grade)* : adopté.

Article 66 *(modalités de l'avancement de grade)* (p. 2939) : adopté.

Article 67 *(dispositions particulières applicables à certains fonctionnaires)* : amendement n° 40 de la commission (de conséquence) : adopté ;

- article 67, ainsi modifié : adopté.

Section III : *reclassement pour raisons de santé.*

Article 68 *(reclassement des fonctionnaires reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions)* : amendement n° 41 de la commission (de conséquence) : adopté. ;

- article 68, ainsi modifié : adopté.

Article 69 *(modalités du reclassement)* : adopté.

Article 70 *(reclassement par voie de détachement)* : adopté.

Article 71 *(intégration dans un corps de reclassement)* : adopté.

Article 72 *(maintien de l'indice)* : adopté.

Article 73 *(modalités d'application)* : adopté.

Chapitre VI : *rémunérations.*

Article 74 *(éléments de la rémunération)* : amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 2940) ; adopté ; amendement n° 43 de la commission (tendant, dans le 2e alinéa de cet article, à supprimer le mot : « hospitaliers ») : adopté ;

- article 74, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 74 : amendement n° 128 du Gouvernement (rémunération des fonctionnaires nommés dans des emplois permanents à temps non complet) : adopté.

Article 75 *(classement indiciaire)* : adopté.

Article 76 *(allocation temporaire d'invalidité)* : réservé.

Chapitre VII : *discipline.*

Article 77 *(échelle des sanctions)* : adopté.

Article 78 *(autorité compétente en matière disciplinaire et procédure disciplinaire)* : adopté.

Article 79 *(composition et fonctionnement du conseil de discipline)* : adopté.

Article 80 *(voie de recours)* (p. 2941) : amendement n° 45 de la commission (tendant, à la fin du 2e alinéa de cet article, à substituer aux mots : « la commission des recours », les mots : « le conseil supérieur de la fonction publique hospitalière ») : adopté ;

- article 80, ainsi modifié : adopté.

Chapitre VIII : *cessation de fonctions et perte d'emploi.*

Section II : *cessation de fonctions.*

Article 81 *(limite d'âge)* : adopté.

Article 82 *(honorariat)* : adopté.

Après l'article 82 : amendement n° 46 de la commission (démission) : adopté.

Article 83 *(licenciement pour insuffisance professionnelle)* : amendement n° 125 du Gouvernement (énumération limitative des cas où un fonctionnaire peut être licencié) ; cas des prolongations d'absence sans autorisation ; licenciement de l'agent sans que l'administration ait à suivre la procédure disciplinaire ; adopté.

- article 83, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 83 : amendement n° 84 du Gouvernement (abandon de poste entraînant la perte de la qualité de fonctionnaire) (p. 2942) ; réservé.

Article 84 *(interdiction d'exercer certaines activités privées après la cessation des fonctions)* : adopté.

Article 85 *(démission)* : amendement n° 47 de la commission (de suppression) : adopté.

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 86 *(capital-décès)* : amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 86, ainsi modifié : adopté.

Section II : *perte d'emploi.*

Article 87 *(procédure de la suppression d'emploi)* : adopté.

Article 88 *(reclassement du fonctionnaire licencié)* : licenciement pour suppression d'emploi ; statut législatif ne devant pas fournir des instruments supplémentaires pour organiser la « casse de l'emploi » ; embauche de travailleurs à temps partiel (p. 2943) ; droit au reclassement en cas de suppression d'emploi ; conditions du licenciement pour suppression d'emploi ; caractère inéluctable du licenciement lié à une suppression d'emploi ; amendement n° 49 de la commission (licenciement consécutif à une impossibilité de reclassement dans un autre emploi correspondant à un grade) : adopté ; amendement n° 119 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « d'une priorité de recrutement sur tout », les mots : « d'un reclassement par priorité dans tout » : rejeté ; amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 51 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début du dernier alinéa de cet article : « pendant cette période, le fonctionnaire reçoit... ») ; perception de la rémunération principale ; adopté ; amendement n° 52 de la commission (tendant, dans la 2e phrase du dernier alinéa de cet article, après les mots : « lorsque le fonctionnaire », à insérer les mots : « a reçu une nouvelle affectation où ») (p. 2944) ; adopté ; amendement n° 53 de la commission (tendant, dans la 2e phrase du dernier alinéa de cet article, à substituer au mot : « où », le mot : « , et ») : adopté ; amendement n° 55 de la commission (tendant, à la fin du dernier alinéa de cet article, à substituer au mot : « licenciement », les mots : « la suppression d'emploi. Le fonctionnaire est alors licencié. Toutefois, s'il le souhaite, il peut, à sa demande, être mis en disponibilité ») ; sous-amendement n° 94 de M. Lucien Couqueberg à l'amendement n° 55 de la commission (priorité de recrutement ; possibilité de choix entre le licenciement ou la mise en disponibilité) ; priorité de recrutement sur le premier emploi correspondant au grade ; sous-amendement n° 94 : adopté ; amendement n° 55, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 56 de la commission (contenu du décret en Conseil d'Etat visé au 2e alinéa de cet article) ; durée du délai de réflexion laissé au fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé ; adopté ;

- article 88, ainsi modifié : adopté.

Article 89 *(indemnisation du fonctionnaire licencié)* : amendement n° 121 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : retiré ; amendement n° 57 de la commission (de conséquence) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 89.

Article 90 *(application)* (p. 2945) : adopté.

Chapitre IX : *de l'exercice du droit syndical.*

Article 91 *(conditions d'exercice du droit syndical)* : adopté.

Article 92 *(décharge des activités de service et mises à disposition)* : amendement n° 58 de la commission (tendant à compléter ainsi le premier alinéa de cet article : « et mettent des fonctionnaires à la disposition des organisations syndicales nationales représentatives ») ; condition de mises à disposition des fonctionnaires auprès des organisations syndicales nationales représentatives ; nécessité du service ; adopté ; amendement n° 59 de la commission (tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article) : adopté ;

- article 92, ainsi modifié : adopté.

Article 93 *(conditions d'application)* : adopté.

Chapitre X : *dispositions diverses.*

Article 94 *(dispositions particulières relatives à l'obligation d'obéissance)* : amendement n° 60 de la commission (tendant, dans la première phrase de cet article, à supprimer le mot : « momentané ») : adopté ; amendement n° 61 de la commission (tendant, dans la première phrase de cet article, après les mots : « dans sa spécialité », à substituer au mot : « ou », le mot : « , et ») : adopté ;

- article 94, ainsi modifié : adopté.

Article 95 *(transfert du dossier individuel)* : amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 2946) ; adopté ; amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 95, ainsi modifié : adopté.

Article 96 *(publicité de certaines décisions)* : amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 96, ainsi modifié : adopté.

Article 97 *(intégration des personnels d'établissements privés)* : amendement n° 65 de la commission (tendant, après les mots : « qualité de fonctionnaire », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « soumise au présent titre selon des modalités fixées par décret au Conseil d'Etat pouvant déroger aux dispositions des articles 27, 34 et 35 ») : adopté ; amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 97, ainsi modifié : adopté.

Article 98 *(assistance publique à Paris : statut particulier dérogatoire)* : amendement n° 67 de la commission (statut particulier propre à l'assistance publique de Paris ne pouvant être dicté que lorsque les conditions d'organisation spécifiques à ces administrations le justifient) (p. 2947) ; statut des agents de l'assistance publique de Paris ; rejeté ; amendement n° 126 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

- article 98, ainsi modifié : adopté.

Article 99 *(assistance publique à Paris : organismes consultatifs)* : amendement n° 68 de la commission (garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires de l'assistance publique à Paris) ; dérogation aux dispositions relatives aux organismes consultatifs ne se justifiant que dans la mesure où l'assistance publique à Paris a une organisation spécifique ; adopté ;

- article 99, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 99 : amendement n° 69 de la commission (soins gratuits accordés au personnel de l'assistance publique à Paris) : adopté ; amendement n° 90 de M. Lucien Couqueberg (règles applicables aux agents stagiaires) : adopté ; amendement n° 129 du Gouvernement (application des dispositions du présent titre aux fonctionnaires nommés dans des emplois permanents à temps non complet) : réservé ; amendement n° 130 du Gouvernement (fonctionnaires nommés dans un emploi à temps non complet devant être affiliés à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) (p. 2948) ; réservé.

Article 1er précédemment réservé *(codification)* : amendement n° 1 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « les articles 2 à 99 de la présente loi constituent... ») ;

- article 1er : réservé.

Article 100 *(abrogation)* : amendement n° 70 de la commission (tendant dans cet article, après le mot : « modifiée », à insérer les mots : « portant réforme hospitalière ») : adopté ;

- article 100, ainsi modifié : adopté.

Article 101 *(modification de l'article 18 du titre II et de l'article 11 du titre III du statut général)* : amendement n° 127 du Gouvernement (tendant, à la fin du 2e alinéa de cet article, à supprimer les mots : « , ou leur représentant ») : adopté ;

- article 101, ainsi modifié : adopté (p. 2949).

Après l'article 101 : amendement n° 85 du Gouvernement (cas de dérogation aux dispositions du présent titre) ; création d'une nouvelle catégorie d'établissements d'hospitalisation publics spécialement destinés à l'accueil des personnes incarcérées ; problème posé par cette situation ; adopté ; amendement n° 95 de M. Lucien Couqueberg à titre personnel (tendant, après l'article 101, à insérer l'article suivant : « dans la 3e phrase du 2e alinéa de l'article 22 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 modifiée portant réforme hospitalière, sont insérés après les mots : « déontologie médicale », les mots : « et pharmaceutique »), situation des pharmaciens résidents hospitaliers ; adopté.

Article 102 *(abrogation)* : amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 102, ainsi modifié : adopté (p. 2950).

Après l'article 102 : amendement n° 101 de M. Bernard Charles, soutenu par M. Jacques Blanc (exclusion du champ d'application du titre IV des pharmaciens résidents hospitaliers) ; amendement n° 108 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Jacques Blanc (même objet) ; nécessité de doter les pharmaciens d'un statut identique à celui des médecins hospitaliers ; rejetés ; amendement n° 102 de M. Bernard Charles, soutenu par M. Jacques Blanc (tendant, dans la première phrase de l'article L. 685 du code de la santé publique, à insérer après les mots : « aux membres du personnel médical », les mots : « aux pharmaciens ») ; amendement n° 109 de M. Francisque Perrut, soutenu par M. Jacques Blanc (même objet) : retirés.

Article 103 *(harmonisation)* : amendement n° 73 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 103, ainsi modifié : adopté.

Article 104 *(règles applicables aux agents stagiaires)* : amendement n° 91 de M. Lucien Couqueberg à titre personnel (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Chapitre XI : *dispositions transitoires.*

Article 105 *(titularisation des personnels occupant un emploi permanent à titre complet)* : réservé.

Article 106 *(titularisation des agents occupant à titre partiel un emploi permanent à temps complet)* (p. 2951) ; adopté.

Article 107 *(procédure d'intégration)* : amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 107, ainsi modifié : adopté.

Article 108 *(objet des décrets d'application)* : adopté.

Article 109 *(modalités de reclassement)* : adopté.

Article 110 *(révision de carrières au bénéfice des titulaires)* : adopté.

Article 111 *(assimilation des services validés à des services effectifs pour l'avancement de grade)* : adopté.

Article 112 *(rémunération des agents titularisés)* : adopté.

Article 113 *(situation des agents non titulaires)* (p. 2952) : adopté.

Section II : *autres dispositions transitoires.*

Article 114 *(règles applicables aux médecins des hôpitaux psychiatriques et des services de lutte contre la tuberculose)* : amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 76 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 114, ainsi modifié : adopté.

Article 115 *(ouverture d'un droit d'option en faveur des personnels des établissements sociaux exclus du champ d'application du livre IX du code de la santé publique)* : amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 115, ainsi modifié : adopté.

Article 116 *(étalement des cotisations de rachat)* : adopté.

Article 117 *(régime social des personnels des établissements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)* : adopté.

Après l'article 117 : amendement n° 78 de la commission (application des dispositions réglementaires prises en application du livre IX à la date de la publication de la présente loi) : adopté ; amendement n° 79 de la commission (maintien en fonction jusqu'à la date d'installation du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière des organismes consultatifs à l'échelon national) : adopté (p. 2953).

Article 118 *(soins gratuits accordés au personnel de l'assistance publique de Paris)* : amendement n° 80 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 118 : amendement n° 103 de M. Bernard Charles, soutenu par M. Jacques Blanc (possibilité pour les pharmaciens résidents en fonction à la date de publication de la présente loi d'opter pour le maintien dans le statut fixé par les décrets n° 72-359 et n° 72-361 du 20 avril 1972) ; retiré ; situation des pharmaciens résidents.

Article 119 *(abrogation de dispositions du code de la santé publique)* : amendement n° 86 du Gouvernement (abrogation de dispositions du code de la santé publique) ; amendement n° 81 de la commission (même objet) ; projet de titre IV ne pouvant abroger l'ensemble des dispositions du livre IX ; projet du titre IV soumis au Conseil d'Etat (p. 2954) ; appréciation du Conseil d'Etat ; nécessité de ne pas retarder l'envoi du projet de loi à l'Assemblée nationale ; nécessité d'abroger l'article L. 859 du code de la santé publique ; amendement n° 81 : retiré ; sous-amendement oral de la commission (abrogation de l'article L. 859 du code de la santé publique) ; utilisation des débats de l'Assemblée nationale pour interpréter les textes ; retiré ; amendement n° 86 : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 119.

Article 120 *(abrogation de l'article 6 de la loi n° 61-1393 du 20 décembre 1961)* : adopté.

Article 121 *(harmonisation rédactionnelle)* : adopté.

Article 122 *(application du projet de loi)* : adopté.

Chapitre Ier : *dispositions générales et structures des carrières.*

Article 2, précédemment réservé *(champ d'application)* : amendement n° 135 du Gouvernement (tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « à temps complet », à insérer les mots : « ou à temps non complet dont la quotité de travail est au moins égale au mi-temps ») ; situation des agents occupant des emplois à temps non complet lorsque leur quotité de travail est au moins égale au mi-temps (p. 2955) ; adopté ; amendement n° 105 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Jacques Blanc (non-application de certaines dispositions du présent titre au personnel de direction des établissements ainsi qu'aux médecins pharmaciens biologistes et odotonlogistes mentionnés à l'article 25-3 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970) ; application des principes généraux faisant l'objet du titre IV aux directeurs d'hôpitaux ; accès des directeurs à la première classe ; formation des directeurs d'hôpitaux ; rejeté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Etablissements pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés ; centres d'hébergement et de réadaptation sociale.

Article 9, précédemment réservé *(dérogations à la règle du recours exclusif des titulaires)* : développement du nombre des contractuels chez les personnels hospitaliers ; principes généraux définis par le titre Ier ; institutionnalisation des emplois contractuels (p. 2956) ; développement des nouvelles techniques de soins ; amendement n° 112 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (cas de recours aux agents contractuels) ; hypothèse de recours à des contractuels prévue par l'article 9 ; rejeté ; amendement n° 13 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 133 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Chapitre IV : *positions.*

Article 37, précédemment réservé *(positions des fonctionnaires)* : amendement n° 134 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

- article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 78, précédemment réservé *(allocation temporaire d'invalidité (p. 2957)* : adopté.

Après l'article 83 : amendement n° 84 du Gouvernement précédemment réservé (conséquence de l'abandon de poste) : retiré.

Après l'article 99 : amendement n° 129 du Gouvernement précédemment réservé (de conséquence) : adopté ; amendement n° 130 du Gouvernement précédemment réservé (de conséquence) : adopté.

Chapitre XI : *dispositions transitoires.*

Section I : *titularisation d'agents non titulaires.*

Article 105, précédemment réservé *(titularisation des personnels occupant un emploi permanent à temps complet)* : amendement n° 136 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

- article 105, ainsi modifié : adopté.

Article 1er, précédemment réservé : amendement n° 1 de la commission (contenu du titre IV) ; exclusion de tous les articles qui ne sont pas relatifs au statut proprement dit des fonctionnaires hospitaliers (p. 2958) ; adopté après rectification ; amendement n° 97 de M. Bernard Charles (application de plein droit des dispositions du titre Ier du code de la fonction publique aux agents régis par le présent titre IV) : non soutenu ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 2959).

Explications de vote (p. 2959).

Abstention du groupe communiste : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2959).

Abstention du groupe U.D.F. : Blanc (Jacques) (p. 2959).

Départementalisation des hôpitaux : Blanc (Jacques) (p. 2959).

Possibilité de recours à des agents contractuels : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2959).

Vote positif du groupe socialiste : Chanfrault (Guy) (p. 2959).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2959).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1985] (p. 6220).

Licenciement économique (condition du -) : *Hervé (Edmond)* (p. 6223).

Manipulateurs radio : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6221, 6222) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6222).

Monopole syndical de présentation des listes de candidats aux commissions administratives paritaires : *Couqueberg (Lucien)* (p. 6221) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6222).

Personnels de direction : *Couqueberg (Lucien)* (p. 6220).

Personnels des établissements sociaux et médico-sociaux : *Couqueberg (Lucien)* (p. 6221).

Pharmaciens hospitaliers résidents (situation des -) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 6220).

Secrétaires médicales (question des -) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6222).

Service minimum (organisation d'un -) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 6220) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6221) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6222).

Discussion des articles [17 décembre 1985] (p. 6223).

Article 1er *(codification)* : adopté.

Article 2 : amendement n° 29 du Gouvernement (insérant, après le 7e alinéa de cet article, l'alinéa suivant : « 7° Thermes nationaux d'Aix-les-Bains ») ; extension du champ d'application du titre IV aux thermes nationaux d'Aix-les-Bains (p. 6223) ; adopté ; amendement n° 1 de la commission (non-application des dispositions du présent titre aux médecins, biologistes, pharmaciens et odontologistes) : adopté.

- article 2, ainsi modifié ; adopté.

Article 3 : amendement n° 2 de la commission (précisant que ne sont pas soumis à la règle énoncée à cet article, un certain nombre d'emplois supérieurs) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : rétabli.

Article 4 : amendement n° 3 de la commission (recrutement et gestion des corps et emplois des personnels de direction et des pharmaciens résidents) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (organisation des emplois hospitaliers en corps) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 5 de la commission (statut particulier des pharmaciens résidents) (p. 6224) ; adopté.

- Article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 :amendement n° 6 de la commission (de conséquence) : adopté.

- Article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : amendement n° 27 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (remplacement des titulaires indisponibles en cas de nécessité de service) ; limitation des risques de précarisation ; recrutement de contractuels. Besoins spécialisés nouveaux (p. 6225) ; rejeté.

- Article 9 : adopté.

Article 12 : amendement n° 7 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; délais relatifs à l'installation du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière ; adopté.

- Article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 15 : amendement n° 8 de la commission (substituant dans le dixième alinéa de cet article (2° c) aux mots « au titre du » les mots « au titre des 1° ») : adopté.

- Article 15, ainsi modifié : adopté (p. 6226).

Article 19 : amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté.

-Article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 : amendement n° 10 de la commission (complétant le troisième alinéa de cet article par la phrase suivante : « les listes de candidats sont présentées par les organisations syndicales ») : adopté.

- Article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 : amendement n° 11 de la commission (supprimant dans la deuxième phrase de cet article la référence « 45 ») ; conditions de rémunération des fonctionnaires autorisés à travailler à temps partiel ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (supprimant dans la deuxième phrase de cet article les mots « et 58 ») ; droits à pension du fonctionnaire placé en position hors cadre ; adopté.

- Article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *bis* : amendement n° 13 de la commission (de conséquence) : adopté.

- Article 24 *bis* ainsi modifié : adopté (p. 6227).

Article 25 : adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 30 du Gouvernement (limites d'âge supérieures pour l'accès aux corps ou emplois des établissements) ; recrutement de personnels civils non titulaires à expiration de leur mission dans les établissements publics sanitaires et sociaux : adopté.

Article 39 : amendement n° 14 de la commission (supprimant la dernière phrase du dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 6228) ; amendement n° 28 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par Mme Fraysse-Cazalis (complétant cet article par l'alinéa suivant : « 9° a des congés compensateurs lorsqu'il travaille dans des services utilisant des radiations ionisantes ») ; problème des « congés rayons » ; amélioration des conditions de travail ; rejeté.

- Article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 44 : adopté.

Article 53 : amendement n° 15 de la commission (supprimant au début de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article après l'article 52 le mot « et ») : adopté.

Article 53, ainsi modifié : adopté.

Article 55 : adopté (p. 6229).

Article 66 : amendement n° 16 de la commission (de conséquence) : adopté.

- Article 66, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 63 : amendement n° 31 du Gouvernement (congé spécial au bénéfice des personnels de direction) : adopté.

Article 88 : recours possible aux mesures de suspension d'emploi et au licenciement ; reclassement par priorité du fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé (p. 6230) ; amendement n° 17 de la commission (de précision) : adopté.

- Article 88, ainsi modifié : adopté.

Article 92 : amendement n° 18 de la commission (complétant ainsi le premier alinéa de cet article « et mettent des fonctionnaires à la disposition des organisations syndicales nationales représentatives ») : adopté ; amendement n° 19 de la commisson (de conséquence) : adopté.

- Article 92, ainsi modifie : adopté.

Article 94 : adopté.

Article 99 : adopté.

Article 99 *sexies* : adopté.

Article 101 (p. 6231) ; amendement n° 20 de la commission (substituant dans le onzième alinéa de cet article (2° *c*)aux mots « au titre du » les mots « au titre des premièrement et ») : adopté.

- Article 101, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 101 : amendement n° 32 du Gouvernement (ajoutant au titre VI de l'article 119 du titre III du statut général, un alinéa ainsi rédigé : « les dispositions de l'alinéa ci-dessus sont applicables aux fonctionnaires régis par le titre IV du statut général ») : adopté.

Article 101 *bis* : supprimé.

Article 101 *quater* : amendement n° 21 de la commission (de suppression) : adopté.

- Article 101 *quater* : supprimé.

Article 101 *quinquies* : amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté.

- Article 101 *quinquies* : supprimé.

Article 103 *bis* : amendement n° 23 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6232).

- Article 103 *bis* : supprimé.

Après article 104 : amendement n° 33 du Gouvernement (fixation du nombre d'heures de service pris en compte pour déterminer le droit des intéressés) ; titularisation de certains personnels ; établissement national d'Aix-les-Bains ; mise en place d'un nouveau système de décompte des heures ; adopté.

Article 104 *bis* : amendement n° 24 de la commission (de suppression) ; non-institution d'un service minimum en cas de grève ; adopté.

- Article 104 *bis* : supprimé (p. 6233).

Article 114 *bis* : amendement n° 25 de la commission (de suppression) : adopté.

Article 114 *bis* : supprimé.

Après article 117 *ter* : amendement n° 26 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6234).

Explications de vote (p. 6234).

Abstention du groupe communiste : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6234).

Recours au personnel contractuel : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6234).

Vote positif du groupe socialiste : *Chanfrault (Guy)* (p. 6234).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6234).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6567).

Personnel des thermes nationaux d'Aix-les-Bains : *Frachon (Martine) (p. 6567) ; Labarrère (André)* (p. 6567).

Rôle et responsabilité des pharmaciens hospitaliers : *Blanc (Jacques)* (p. 6567, 6568).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6568 à 6572).

Abstention du groupe communiste : Odru (Louis) (p. 6572) ; abstention du groupe U.D.F. : *Blanc (Jacques)* (p. 6572).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6572).

25. - Projet de loi n° 2801 relatif aux taux des cotisations aux **centres de gestion et de formation de la fonction publique et territoriale.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 19 juin 1985 par M. Laurent Fabius, premier ministre et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. - Urgence déclarée le 21 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Tabanou (20 juin 1985). - Rapport n° 2845 (26 juin 1985. - Discussion le 28 juin 1985. - Adoption le 28 juin 1985. - Nouveau titre : Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale. - Projet de loi n° **857**.

Sénat (première lecture). - n° **455** (1984 - 1985). - Dépôt le 17 juillet 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. - Rapport n° **7** (1985 - 1986) (2 octobre 1985). - Discussion le 15 octobre 1985. - Adoption le 15 octobre 1985. - Projet de loi n° **3** (1985 - 1986).

Commission mixte paritaire. - Nomination : [*J.O.* du 25 octobre 1985] (p. 12365). - Bureau [*J.O.* du 31 octobre 1985] (p. 12623).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Pierre Tabanou. - Rapport n° **3014** (30 octobre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. - Rapport n° **55** (1985 - 1986) (30 octobre 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - n° **2997**. - Dépôt le 15 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Tabanou. - Rapport n° **3022** (31 octobre 1985). - Discussion le 31 octobre 1985. - Adoption avec modifications le 31 octobre 1985. - Projet de loi n° **893**.

Sénat (deuxième lecture) n° **65** (1985 - 1986). - Dépôt le 5 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, de suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. - Rapport n° **67** (1985 - 1986) (6 novembre 1985). - Discussion le 12 novembre 1985. - Adoption avec modifications le 12 novembre 1985. - Projet de loi n° **26** (1985 - 1986).

Assemblée nationale (troisième lecture). - n° **3055**. - Dépôt le 13 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Tabanou. - Rapport n° **3062** (14 novembre 1985). - Discussion le 15 novembre 1985. - Adoption définitive le 15 novembre 1985. - Projet de loi n° **896**.

Loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 publiée au *J.O.* du 23 novembre 1985 (p. 13574).

PREMIERE LECTURE.

Discussion générale [28 juin 1985] (p. 2196).

Compétences des centres de gestion et de formation : Tabanou (Pierre) (p. 2197) ; Joxe (Pierre) (p. 2198) ; Vivien (Robert-André) (p. 2199) ; Osselin (Jacqueline) (p. 2200).

Mobilité des fonctionnaires territoriaux : Mercieca (Paul) (p. 2200).

Organisation de la fonction publique territoriale : Joxe (Pierre) (p. 2197) ; Vivien (Robert-André) (p. 2198, 2199) ; Mercieca (Paul) (p. 2200).

Perception et répartition des cotisations : Tabanou (Pierre) (p. 2197).

Rapport au Parlement : Tabanou (Pierre) (p. 2197) ; Osselin (Jacqueline) (p. 2200).

Situation à Ivry : Vivien (Robert-André) (p. 2199) ; Joxe (Pierre) (p. 2201).

Taux et assiette des cotisations des centres de formation : Tabanou (Pierre) (p. 2197) ; Joxe (Pierre) (p. 2198).

Taux et assiette des cotisations des centres de gestion : Tabanou (Pierre) (p. 2197) ; Joxe (Pierre) (p. 2198) ; Vivien (Robert-André) (p. 2199).

Discussion des articles [28 juin 1985] (p. 2207).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (gestion et recrutement des corps de catégorie A dans le cadre national ; gestion et recrutement des corps de catégorie B dans le cadre départemental, à l'exception de ceux dont les statuts prévoient qu'ils relèvent du cadre national) ; suppression du niveau régional pour la gestion des corps de la formation publique territoriale ; loi du 26 janvier 1984 ; gestion des fonctionnaires de catégorie B ; conséquences de la suppression d'un échelon de gestion (p. 2107) ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (missions du centre national de gestion et des centres départementaux de gestion) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (élargissement aux cotisations sociales de l'assiette de la cotisation aux centres de gestion) : adopté.

Chapitre 1er : taux de cotisations.

Article 1er *(taux et assiette des cotisations des centres de gestion)* : amendement n° 4 de la commission (taux maximum de la cotisation destinée aux centres de gestion) ; cotisation applicable aux fonctionnaires de catégorie A ; cotisation applicable aux fonctionnaires de catégorie B (p. 2208) ; adopté ; amendement n° 36 de M. Robert-André Vivien : devenu sans objet ; amendement n° 25 du Gouvernement (cas d'affiliation des offices publics d'aménagement et de construction aux centres de gestion) ; emploi par les offices publics d'aménagement et de construction de fonctionnaires territoriaux ; masse salariale servant d'assiette à la cotisation versée aux centres de gestion ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(taux et assiette des cotisations des centres interdépartementaux de gestion du centre unique de gestion de Paris et des centres de gestion des départements d'outre-mer)* : amendement n° 5 de la commission (taux maximal des cotisations) ; sous-amendement n° 26 du Gouvernement (tendant dans le premier alinéa de cet amendement à insérer après les mots « départements d'outre-mer » les mots « et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ») ; sous-amendement n° 27 du Gouvernement (tendant dans le deuxième alinéa de cet amendement, à substituer au pourcentage « 0, 50 p. 100 » le pourcentage « 0,80 p. 100 ») ; spécificité des centres interdépartementaux de gestion ; sous-amendements n° 26 et n° 27 : adoptés ; amendement n° 5, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 2.

Avant l'article 3 : amendement n° 6 de la commission (élargissement aux cotisations sociales de l'assiette des cotisations versées aux centres régionaux de formation) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (p. 2209) (élargissement aux cotisations sociales de l'assiette des cotisations versées au centre national de formation) : adopté.

Article 3 *(taux et assiette des cotisations des centres de formation)* : amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 28 du Gouvernement (tendant dans cet amendement à substituer aux mots « et au centre national de formation créés par ladite loi » les mots « créés par l'article 11 de ladite loi, aux centres créés par les articles 32 et 32 *bis*, 33, 34, 35 et 36 et au centre national de formation créé par l'article 17 ») ; sous-amendement n° 28 : adopté ; amendement n° 8, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 37 de M. Robert-André Vivien (exonération pour l'année 1986 des collectivités parisiennes de toute cotisation au centre national de formation) ; formation des fonctionnaires des corps de catégorie A ; actions de formation professionnelle engagées par la ville de Paris ; nécessité d'une formation homogène pour les fonctionnaires de catégorie A ; actions du centre national de formation en 1986 ; rejeté ; amendement n° 29 du Gouvernement (affiliation des offices publics d'aménagement et de construction aux centres de formation) (p. 2210) ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(versement des cotisations)* : amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (fixation des taux de cotisation par les conseils d'administration des différents centres) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article 16 et du dernier alinéa de l'article 21 de la loi du 12 juillet 1984) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 12 de la commission (perception directe par les centres de gestion et de formation des cotisations qui leur sont dues) : adopté.

Chapitre II : *installation des centres de gestion et de formation.*

Article 5 *(installation et compétence des centres de gestion durant la période transitoire)* : amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 2211) ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer au mot « A » le mot « B » : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(compétences exercées par les structures anciennes au cours de la période transitoire)* : amendement n° 16 de la commission (collaboration du centre de formation des personnels communaux des syndicats de communes et du syndicat interdépartemental avec le centre départemental de gestion, le centre interdépartemental de gestion, le centre national et les centres régionaux de formation) ; sous-amendement n° 30 du Gouvernement (tendant, dans le troisième alinéa de cet amendement, à substituer aux mots « au centre national de gestion et aux centres départementaux de gestion pour les corps de catégorie B » les mots « aux centres de gestion ») ; sous-amendement n° 30 : adopté ; amendement n° 16, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 38 de M. Robert-André Vivien (concours des collectivités et établissements résultant du centre de formation unique de Paris à l'exécution des tâches dévolues au centre national de formation) : rejeté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté (p. 2212).

Article 7 *(vote des taux des cotisations dues au titre de l'année 1986)* : amendement n° 17 de la commission (report de la date à laquelle les conseils d'administration des centres devront avoir voté les taux des cotisations dues au titre de l'année 1986) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 7.

Article 8 *(versement de l'acompte de la cotisation due au titre de l'année 1986)* : amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(perception et répartition des cotisations versées au titre de l'année 1986)* : amendement n° 39 de M. Robert-André Vivien (recouvrement de la cotisation du centre de formation unique de Paris) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : devenu sans objet ;

– article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(fondement juridique de l'existence des syndicats de communes pour le personnel communal et du centre de formation des personnels communaux au cours de la période transitoire)* : amendement n° 21 de la commission (remise en vigueur des dispositions du code des communes relatives aux syndicats de communes pour le personnel communal) (p. 2213) ; adopté ;

– en conséquence, cet amendement devient l'article 10.

Après l'article 10 : amendement n° 22 de la commission (remise en vigueur des dispositions du code des communes fondant l'existence du centre de formation des personnels communaux depuis la date de leur abrogation jusqu'à la fin de la période transitoire).

Article 11 *(rapport au Parlement)* : amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 11, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 31 du Gouvernement (situation des fonctionnaires détachés depuis au moins cinq années auprès d'un organisme international) ; possibilité de mise « hors cadres » : adopté ; amendement n° 32 de la commission (tendant dans le premier alinéa de l'article 17 de la loi du 26 janvier 1984, à substituer aux mots « aux centres régionaux et départementaux » les mots « au centre national et aux centres départementaux de gestion ») ; conséquences de la suppression des centres régionaux de gestion ; adopté ; amendement n° 33 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début du sixième alinéa de l'article 13 de la loi du 12 juillet 1984 : « les présidents des centres... ») : adopté (p. 2214).

Article 12 *(modalités d'application de la loi)* : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 35 du Gouvernement (mobilité entre les corps de la fonction publique de l'Etat et ceux de la fonction publique territoriale) : adopté ; amendement n° 34 du Gouvernement (création d'un centre interdépartemental de formation spécifique à la région Provence - Alpes - Côte d'Azur) : adopté.

Titre : amendement n° 24 de la commission (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ») : adopté ;

– en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé (p. 2215).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2215).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [31 octobre 1985] (p. 3796).

Centre régional de formation de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : *Labarrère (André)* (p. 3797).

Gestion des fonctionnaires de catégorie B : *Tabanou (Pierre)* (p. 3797) ; *Labarrère (André)* (p. 3797).

Participation aux élections des conseils d'administration des centres de gestion et de formation des communautés urbaines : *Labarrère (André)* (p. 3797).

Ressources des centres de gestion et de formation : *Tabanou (Pierre)* (p. 3796) ; *Labarrère (André)* (p. 3797).

Discussion des articles [31 octobre 1985] (p. 3798).

Article 1er A : recrutement et gestion des corps de catégorie B dans le cadre départemental ; amendement n° 18 de la commission (tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de ceux dont les statuts particuliers prévoient qu'ils relèvent du cadre national ») ; proposition de suppression des centres régionaux de gestion ; nécessité d'une gestion au niveau national des corps de catégorie B dont les statuts particuliers le prévoieraient ; adopté ;

– article 1er A, ainsi modifié : adopté.

Article 1er B : amendement n° 19 de la commission (rôle du centre national de gestion) ; vote hostile du groupe communiste ; adopté ;

– en conséquence, ce texte devient l'article 1er B (p. 3798).

Article 1er C : amendement n° 20 de la commission (ressources des centres de gestion) ; assiette des taux des cotisations des centres de gestion et de formation ; personnel susceptible d'être affilié aux centres de gestion ; problème de la prise en compte des cotisations sociales ; documents comptables utilisés par les collectivités territoriales ; adopté ;

– article 1er C, ainsi modifié : adopté.

Article 1er D : adopté.

Article 1er E : amendement n° 8 du Gouvernement (rectification d'une erreur matérielle) ; mise en scène de « La Passion selon saint Jean » de M. Luigi Pizi ; adopté ;

– article 1er E, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 1er : amendement n° 1 du Gouvernement (gestion des fonctionnaires des centres régionaux de gestion) (p. 3799) ; adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (même objet) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (centre unique de gestion de Paris et centre unique de formation de Paris) ; gestion des corps de fonctionnaires de catégorie A de Paris ; adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (décharge d'activité de service pour les catégories C et D des centres départementaux de gestion) (p. 3800) ; adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (de coordination) : adopté.

Article 1er : amendement n° 21 de la commission (taux maximal de la cotisation prévue par l'article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) ; prélèvement opéré sur les collectivités territoriales ; caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (p. 3801) ; adopté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 9 du Gouvernement (tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (taux des cotisations dues aux centres de gestion) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *bis*, supprimé par le Sénat : amendement n° 23 de la commission (élargissement aux cotisations sociales de l'assiette des cotisations versées aux centres régionaux de formation) ; adopté ;

– en conséquence, l'article *bis* est ainsi rétabli.

Article 2 *ter*, supprimé par le Sénat : amendement n° 24 de la commission (élargissement aux cotisations sociales de l'assiette des cotisations versées au centre national de formation) : adopté ;

– en conséquence, l'article 2 *ter* est ainsi rétabli (p. 3802).

Article 3 : amendement n° 11 du Gouvernement (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « et 36 » les mots « , 36, 36 *bis* ») : adopté ; amendement n° 25 de la commission (taux des cotisations dues aux centres de formation) : adopté ; amendement n° 12 du Gouvernement (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; possibilité ouverte à la commune ou au département de Paris de déduire du montant de la cotisation au Centre national de formation le coût de la formation initiale et préalable à la titularisation dans un corps de catégorie A régi par un statut particulier propre aux administrations parisiennes ; adopté ;

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *bis* : amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 3 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *ter* (p. 3803) : amendement n° 13 du Gouvernement (rectification d'une erreur matérielle) : adopté ;

- article 3 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : amendement n° 14 du Gouvernement (organisation par le centre de gestion du département où est situé le chef-lieu de la région des concours régionaux dont l'organisation relève de la compétence de la fédération des offices publics d'H.L.M.) ; nécessité d'une réelle promotion sociale ; adopté ; amendement n° 27 de la commission (répartition des emplois de catégorie B relevant respectivement du centre national et des centres départementaux de gestion dans l'attente de la publication des statuts particuliers correspondants) : adopté ; amendement n° 36 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Dominique Frelaut (date de l'installation des centres de gestion départementaux et interdépartementaux des départements d'outre-mer) ; rôle des journaliers dans les départements d'outre-mer (p. 3804) ; nécessité de différer la mise en place des centres régionaux de gestion dans les départements d'outre-mer ; rejeté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 7 : amendement n° 28 de la commission (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « de gestion ») ; situation actuelle du centre de formation des personnels communaux ; adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 29 de la commission (reversement par le centre de formation des personnels communaux à chaque centre de formation d'une fraction du produit de la cotisation afférente à l'exercice 1986) (p. 3805) ; dispositions transitoires ; adopté.

Article 8 : amendement n° 30 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : amendement n° 35 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 10 *bis* : adopté.

Article 11 : adopté (p. 3806).

Article 11 *bis*, supprimé par le Sénat.

Article 11 *ter* : amendement n° 15 du Gouvernement (tendant à supprimer les cinq premiers paragraphes de cet article) ; représentation dans les conseils d'administration des centres de gestion des représentants des communautés urbaines ; nécessité qu'aucun des présidents des établissements publics qui dépendent des collectivités territoriales ne soit électeur ou éligible au conseil d'administration des centres de gestion ; adopté ; amendement n° 16 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 34 de M. Pierre Tabanou à titre personnel (rédactionnel) : adopté ;

- article 11 *ter*, ainsi modifié : adopté (p. 3807).

Article 11 *quater* : amendement n° 17 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

- article 11 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 13, supprimé par le Sénat.

Article 14, supprimé par le Sénat : amendement n° 32 de la commission (institution d'un centre de formation spécifique dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse) (p. 3807) : adopté ;

- en conséquence, l'article 14 est ainsi rétabli.

Article 15 : adopté.

Article 16 : adopté.

Article 17 : adopté.

Article 18 : amendement n° 37 du Gouvernement (régles de détachement des fonctionnaires appartenant à la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie) : adopté ;

- article 18, ainsi modifié : adopté (p. 3808).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3808).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [15 novembre 1985] (p. 4407).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Rouquet (René)* (p. 4407, 4408) : *Le Garrec (Jean)* (p. 4408).

Suppression des centres régionaux de gestion : *Le Garrec (Jean)* (p. 4408).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 4408 à 4410).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4410).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

26. Proposition de résolution n° 2946 tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'étudier les **réformes de la haute fonction publique** et les nominations intervenues en ce domaine depuis le 10 mai 1981. - Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 octobre 1985 par M. Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (10 octobre 1985). - Rapport n° **3020** (31 octobre 1985).

FONCTION PUBLIQUE

Emplois supérieurs.

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **26.**

Non-publication des décrets concernant les agents non titulaires de l'Etat.

Voir *Questions au Gouvernement* **1258.**

Projet de l'opposition relatif à la -

Voir *Questions au Gouvernement* **1407.**

FONCTION PUBLIQUE LOCALE

Voir *Questions au Gouvernement* **1317.**

Centres de gestion et de formation.

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **25.**

Mobilité des fonctionnaires de la -

Voir *Collectivités locales* **21.**
Fonctionnaires et agents publics **25.**

FONDATION EUROPEENNE

Voir *Traités et conventions* **147, 148.**

FONDS DE COMMERCE

Voir *Prix et concurrence* **6.**

FONDS D'INTERVENTION ET D'ORGANISATION DES MARCHES DES PRODUITS DE LA PECHE (F.I.O.M.)

Voir *Questions au Gouvernement* **1453, 1467.**

FONDS NATIONAL DE LA VIE ASSOCIATIVE

Voir *Associations et mouvements* **14.**

FONDS REGIONAUX D'INITIATIVE POUR L'EMPLOI ET LA CROISSANCE

Voir *Emploi et activité* **9.**

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX

Voir *Bâtiment et travaux publics* **4.**
Lois de finances **11** (deuxième partie), Mer.

FOOTBALL

Voir *Rappels au règlement* **1135, 1136, 1137.**

Hooligans au stade de Metz.

Voir *Questions au Gouvernement* **1427.**

Retransmission télévisée d'une rencontre de -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1190.**

FORETS

Voir *Bois et forêts.*

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE

3. - Projet de loi n° 3013 relatif au **congé de formation économique, sociale et syndicale.** *Sénat* (première lecture) n° **485 (1984-1985),** dépôt le 2 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Louis Souvet. - Rapport n° **47** (1985-1986) (23 octobre 1985). - Discussion le 29 octobre 1985. - Adoption le 29 octobre 1985. - Projet de loi n° **11 (1985-1986).**

Assemblée nationale (première lecture) n° **3013** , dépôt le 30 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Nicolas Schiffler (7 novembre 1985). - Rapport n° **3105** (21 novembre 1985). - Discussion le 13 décembre 1985. - Adoption le 13 décembre 1985. - Projet de loi n° **958.**

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14582). - Bureau [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14703).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Nicolas Schiffler. - Rapport n° **3203** (16 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. - Rapport n° **226** (1985-1986) (16 décembre 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **3208** . - Dépôt le 17 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Nicolas Schiffler. - Rapport n° **3211** (17 décembre 1985). - Discussion le 17 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 17 décembre 1985. - Projet de loi n° **966.**

Sénat (deuxième lecture) n° **233** (1985-1986). - Dépôt le 18 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Louis Souvet. - Rapport n° **236** (1985-1986) (18 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Rejet le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **78** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **3238.** - Dépôt le 19 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Nicolas Schiffler. - Rapport n° **3274** (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° 988.

Loi n° 85-1409 du 30 décembre 1985 publiée au *J.O.* du 31 décembre 1985 (p. 15515).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [13 décembre 1985] (p. 6171).

Congé d'éducation ouvrière (loi du 23 juillet 1957) : *Schiffler (Nicolas)* (p. 6171) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6175) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6180).

Convention internationale du travail n° 140 : *Pinte (Etienne)* (p. 6178).

Dialogue social (nécessité du -) : *Schiffler (Nicolas)* (p. 6171) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6174).

Education civique : *Coffineau (Michel)* (p. 6177).

Entreprises (charges des -) : *Coffineau (Michel)* (p. 6177) ; *Pinte (Etienne)* (p. 6178) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6181).

Financement du congé de formation : *Delebarre (Michel)* (p. 6174, 6181) ; *Pinte (Etienne)* (p. 6178).

Fractionnement du congé de formation : *Schiffler (Nicolas)* (p. 6172) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6175).

Flexibilité du temps de travail : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6180) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6182).

Globalisation du congé de formation : *Pinte (Etienne)* (p. 6179) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6180).

Information des salariés : *Schiffler (Nicolas)* (p. 6172) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6174).

Jour ouvrable (notion de -) : *Delebarre (Michel)* (p. 6176) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6180).

Modernisation de l'économie et formation : *Schiffler (Nicolas)* (p. 6173) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6173).

Négociation au niveau de l'entreprise : *Coffineau (Michel)* (p. 6177) ; *Pinte (Etienne)* (p. 6179).

Organisations syndicales représentatives : *Pinte (Etienne)* (p. 6178, 6179) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6181).

Rémunération ou non du congé : *Schiffler (Nicolas)* (p. 6173) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6175, 6181) ; *Coffineau (Michel)* (p. 6177) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6180).

Salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales : *Delebarre (Michel)* (p. 6176) ; *Pinte (Etienne)* (p. 6179).

Syndicats (rôle des -) : *Delebarre (Michel)* (p. 6173, 6176).

Temps de travail effectif (assimilation de la durée du congé à un -) : *Delebarre (Michel)* (p. 6176).

Discussion des articles [13 décembre 1985] (p. 6183).

Article 1er *(modification de l'intitulé du titre V du livre IV du code du travail) :* adopté.

Article 2 *(modification de l'intitulé du chapitre Ier du titre V du livre IV du code du travail) :* adopté.

Article 3 *(attribution du droit au congé de formation économique, sociale et syndicale et durée de ce congé) :* amendement n° 1 de la commission (référence aux organisations syndicales représentatives sur le plan national) ; phénomène de modernisation industrielle et de restructuration ; effort pour la formation des responsables syndicaux (p. 6183) ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (référence à un ou plusieurs congés) ; nécessité de faire bénéficier les salariés de plusieurs congés ; adopté ; amendement n° 3 de la commission (précisant que la durée totale des congés pris dans l'année par un salarié ne peut excéder douze jours) ; sous-amendement n° 18 de M. Etienne Pinte (possibilité de porter cette durée à 18 jours pour les animateurs des stages et pour les salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales) ; sous-amendement n° 19 de M. Etienne Pinte (précisant qu'un décret pris en Conseil d'Etat définit les responsabilités syndicales) ; sous-amendement n° 18 : rejeté (p. 6184) ; sous-amendement n° 19 : rejeté ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 15 de M. Michel Coffineau (indiquant que ces congés doivent donner lieu à une rémunération par les employeurs dans les entreprises occupant au moins dix salariés à la hauteur de 0,08 p. 1000 du montant des salaires payés pendant l'année en cours) ; absence de charges supplémentaires pour l'entreprise ; obligation légale du 1,1 p. 100 pour la formation professionnelle ; adopté ; amendement n° 4 de la commission (précisant que la durée de chaque congé ne peut être inférieure à deux jours) (p. 6185) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (précisant que le nombre total de jours de congé susceptibles d'être pris chaque année par l'ensemble des salariés ne peut dépasser un maximum fixé par arrêté ministériel compte tenu de l'effectif de l'établissement) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (prévoyant qu'un arrêté fixe le nombre maximum de jours de congé pouvant être utilisés par les animateurs et par les salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales) : adopté ; amendement n° 7 de la com-

mission (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 451 du code du travail) ; référence aux entreprises de moins de 10 salariés ; problème de la rémunération obligatoire de ce congé ; adopté.
- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4, supprimé par le Sénat *(assimilation du congé à un travail effectif) :* amendement n° 8 de la commission (précisant que la durée du ou des congés visés à l'article L. 451 du code du travail ne peut être imputée sur celle du congé payé annuel) : adopté.
- en conséquence, cet article est rétabli (p. 6186).

Article 5 *(contrôle des refus du droit au congé) ;* proposition du Gouvernement de faire saisir le bureau de jugement du conseil de prud'hommes ; rôle de l'inspecteur du travail en tant que médiateur ; amendement n° 9 de la commission (référence à l'avis conforme du comité d'entreprise en cas de refus d'accorder un congé de formation) : adopté.
- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(détermination conventionnelle du financement et des améliorations à apporter au régime du congé) :* amendement n° 13 de M. Michel Coffineau (contenu des conventions ou accords collectifs) ; amendement n° 10 de la commission (précisant que le financement de la formation est précisé par voie conventionnelle) (p. 6187) ; amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 10 : devenu sans objet ; amendement n° 20 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté.
- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(modification de l'intitulé du chapitre II du titre V du livre IV du code du travail) :* adopté.

Article 7 bis *(harmonisation rédactionnelle de l'article L. 452-1 du code du travail) :* adopté.

Article 7 ter *(harmonisation rédactionnelle de l'article L. 452-2 du code du travail) :* adopté.

Article 8 *(mise à jour de la loi n° 57-821 du 23 juillet 1957) :* amendement n° 11 de la commission (supprimant la référence 8 dans cet article) : adopté.
- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(harmonisation de l'article L. 434-10 du code du travail) ;* amendement n° 12 de la commission (supprimant la référence à la notion de jour ouvrable) : adopté.
- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 9 bis *(application de la législation sur les accidents du travail aux bénéficiaires du congé de formation économique, sociale et syndicale) :* adopté.

Article 9 ter *(application de la législation sur les accidents du travail aux bénéficiaires du congé de formation économique, sociale et syndicale du secteur agricole) :* adopté.

Article 10 *(date d'effet de la loi) :* adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6188).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1985] (p. 6248).

Echec de la commission mixte paritaire : *Schiffler (Nicolas)* (p. 6249).

Formation des militants et des cadres syndicaux : *Labarrère (André)* (p. 6249).

Rémunération des congés de formation syndicale : *Schiffler (Nicolas)* (p. 6249) ; *Labarrère (André)* (p. 6250).

Représentativité syndicale aux centres de formation syndicale : *Schiffler (Nicolas)* (p. 6248) ; *Pinte (Etienne)* (p. 6249).

Discussion des articles [17 décembre 1985] (p. 6250).

Article 3 : amendement n° 1 du Gouvernement (durée totale des congés pris dans l'année par un salarié) : adopté ;
- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : adopté (p. 6250).

Article 8 : adopté.

Article 9 : adopté (p. 6251).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6251).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6526).

Assouplissement des conditions d'attribution du congé de formation : *Franceschi (Joseph)* (p. 6527).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Schiffler (Nicolas)* (p. 6527).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6527, 6528).

Vote positif du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6528).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6528).

Voir *Lois de finances* **11.**

Congé de formation économique, sociale et syndicale.

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **3.**

Formation des jeunes.

Voir *Questions orales sans débat* **1337.**

Indemnité de formation.

Voir *Questions orales sans débat* **909.**

FRANÇAIS

- de l'étranger.

Voir *Questions orales sans débat* **779.**

FRANÇAIS : LANGUE

5. - Proposition de loi n° 2637 tendant à renforcer la **protection de la langue française.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 avril 1985 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (9 mai 1985).

Francophonie.

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie, relations extérieures ; services du Premier ministre.

FRONT DE LIBERATION NATIONAL KANAK SOCIALISTE (F.L.N.K.S.)

Voir *Nouvelle-Calédonie* **10.**
Rappels au règlement **1114, 1115, 1116.**

FRUITS ET LEGUMES

Marché de la fraise du Périgord.

Voir *Questions orales sans débat* **858.**

Règlement communautaire.

Voir *Traités et conventions* **175.**

G

GABON

Voir *Traités et convention* **144, 167.**

GENDARMERIE NATIONALE

Insuffisance des moyens de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **1276.**

GOUVERNEMENT

Comportement du - à l'Assemblée nationale.

Voir *Questions au Gouvernement* **1344.**

Engagement de la responsabilité du - (application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution sur le projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail) [11 décembre 1985] (p. 5889).

Voir *Travail* **27.**

Solidarité gouvernementale.

Voir *Questions au Gouvernement* **1496.**

GRACE ET AMNISTIE

3. - Proposition de loi n° 530 visant à accorder une **amnistie** complète des condamnations et sanctions prononcées en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance de territoires précédemment placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, et à réparer les préjudices subis à la suite de ces condamnations et sanctions.

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Jean Tiberi, remplacé par M. Jean Foyer (17 octobre 1985).

4. - Projet de loi n° 3061 portant **amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 14 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie. - Lettre du Premier ministre, en date du 2 décembre 1985, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur ce projet. - Urgence déclarée le 2 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Suchod (21 novembre 1985). - Rapport n° **3119** (28 novembre 1985). - Discussion le 2 décembre 1985. - Adoption le 2 décembre 1985. - Projet de loi n° **927.**

Sénat (première lecture) n° **131** (1985-1986), dépôt le 3 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **242** (1985-1986) (18 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Rejeté le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **103** (1985-1986).

Commission mixte paritaire : nomination [*J.O.* du 22 décembre 1985] (p. 15040), bureau [*J.O.* du 22 décembre 1985] (p. 15040).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Michel Suchod. - Rapport n° **3309** (21 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **277** (1985-1986) (21 décembre 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **3306,** dépôt le 21 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Suchod. - Rapport n° 3310 (21 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **1002.**

Sénat (deuxième lecture) n° 278 (1985-1986), dépôt le 21 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Discussion le 21 décembre 1985. - Rejet le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **107** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **3315,** dépôt le 22 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Suchod. - Rapport n° **3317** (22 décembre 1985). - Discussion le 22 décembre 1985. - Adoption définitive le 22 décembre 1985. - Projet de loi n° **1008.**

Loi n° 85-1467 du 31 décembre 1985 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 7).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1985] (p. 5141).

Attitude des groupes P.C., R.P.R. et U.D.F. : *Joxe (Pierre)* (p. 5147).

Auteurs du projet de loi : *Gantier (Gilbert)* (p. 5141) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5141).

Champ d'application de l'amnistie : *Suchod (Michel)* (p. 5142) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5146).

Droits des tiers : *Suchod (Michel)* (p. 5142).

Historique de la législation relative à la Nouvelle-Calédonie : *Suchod (Michel)* (p. 5141, 5142) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 5143) ; *Pidjot (Roch)* (p. 5145) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5148).

Objectifs du projet de loi : *Suchod (Michel)* (p. 5142) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 5143) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5146).

Police dans la ville de Nouméa (attitude de la) : *Pidjot (Roch)* (p. 5145).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 5141) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5141).

Situation et politique du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 5142, 5142, 5144) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5143, 5147, 5148) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5144, 5145) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5146).

Discussion des articles [2 décembre 1985] (p. 5148).

Article 1er *(champ d'application de l'amnistie) :* adopté.

Article 2 *(effets de l'amnistie) :* adopté.

Article 3 *(contestation relative à l'amnistie)* : adopté (p. 5148).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 5148).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1985] (p. 6425).

Echec de la commission mixte paritaire : *Suchod (Michel)* (p. 6625).

Effets de l'amnistie : *Blanc (Jacques)* (p. 6626 ; *Lafleur (Jacques)* (p. 6626, 6627) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 6626).

Invitation d'indépendantistes en Lybie : *Lafleur (Jacques)* (p. 6626).

Troubles de l'ordre public : *Lafleur (Jacques)* (p. 6626) ; *Blanc (Jacques)* (p. 6626).

Discussion des articles [21 décembre 1985] (p. 6627).

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté (p. 6627).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6627).

TROISIÈME LECTURE

Discussion générale [22 décembre 1985] (p. 6657).

Agissements du F.L.N.K.S. : *Lafleur (Jacques)* (p. 6657).

Echec de la commission mixte paritaire : *Rouquette (Roger)* (p. 6657).

Ordre public (troubles actuels à de l') : *Lafleur (Jacques)* (p. 6657) ; *Labarrère (André)* (p. 6657).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6657) ;

Explications de vote (p. 6657).

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6658).

Vote du groupe socialiste : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6658, 6659).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6659).

GRANDS PROJETS CULTURELS.

Voir *Lois de financess* **11** (deuxième partie), culture.

Voir *Questions au Gouvernement* **1208.**

GRAND SUD-OUEST.

Plan du -

Voir *Traités et conventions* **175.**

GRECE.

Voir *Traités et conventions* **178.**

GREENPEACE (affaire du -)

Voir *Lois de finance* **11,** deuxième partie, relations extérieures.
Questions au Gouvernement **1354, 1357, 1383.**
Rappels au règlement **1164, 1165, 1166.**
Services secrets **1, 2.**

Budget de l'environnement et association Greenpeace.

Voir *Questions au Gouvernement* **1364.**

Disparition du bateau « Ouvea ».

Voir *Questions au Gouvernement* **1499.**

Rapports France - Nouvelle-Zélande.

Voir *Questions au Gouvernement* **1434.**

Sort des officiers français en Nouvelle-Zélande.

Voir *Questions au Gouvernement* **1382.**

GREVE (droit de -)

Voir *Questions au Gouvernement* **1199.**
Rappels au règlement **1251.**
Sécurité sociale **21,** après l'article 52.
Travail **24.**

- du 24 octobre 1985.

Voir *Questions au Gouvernement* **1411.**

Préavis de -

Voir *Transports urbains* **4.**
Travail **30.**

GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS

Voir *Sécurité sociale* **21.**

GROUPES POLITIQUES

Position des partis communistes sur l'élargissement de la C.E.E.

Voir *Traités et conventions* **175.**

GUADELOUPE

Hôpital de Marigot à Saint-Martin.

Voir *Questions orales sans débat* **805.**

Lycées et collèges de la -

Voir *Questions orales sans débat* **794.**

Réunion en - des mouvements hostiles à la France.

Voir *Questions au Gouvernement* **1178.**

Situation en -

Voir *Nouvelle-Calédonie* **11.**
Rappels au règlement **1149, 1154, 1155.**

GUATEMALA

Situation au -.

Voir *Questions orales sans débat* **795.**

H

HABILLEMENT CUIRS ET TEXTILES.

Industrie textile.

Voir *Questions au Gouvernement* **1288.**
Travail **27,** articles 1er et 2.

Textile et C.E.E..

Voir *Questions au Gouvernement* **1462.**

HANDICAPES.

9. - Rapport d'information n° 2860 déposé par Mme Eliane Provost en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur **l'hébergement des personnes handicapées** [2 mai 1985].

10. - Proposition de loi n° 2707 tendant à modifier l'article 35-1 de la loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapèes, relatif aux conditions d'**attribution de l'allocation aux adultes handicapés.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 23 mai 1985 par M. Serge Charles. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

11. - Proposition de loi n° 2780 tendant à la reconnaissance de la **langue des signes française.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dèpôt le 13 juin 1985 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Affiliation à l'assurance vieillesse des mères de handicapés.

Voir *Questions orales sans débat* **855.**

Allocations aux adultes.

Voir *Questions orales sans débat* **808.**

Droit au travail des -

Voir *Questions orales sans débat* **810.**

Méthode Doman.

Voir *Questions orales sans débat* **953.**

Situation des jeunes -

Voir *Questions orales sans débat* **778.**

HERMES (avion).

Voir *Questions au Gouvernement* **1403.**

HEURE DE VERITE (émission l'-).

Voir *Questions au Gouvernement* **1404.**

HOMMAGES.

A la mémoire de Tancredo Neves : Mermaz (Louis) [23 avril 1985] (p. 297) ; Fabius (Laurent) (p. 298).

A la mémoire des victimes du nazisme : Mermaz (Louis) [7 mai 1985] (p. 606).

A la mémoire de Victor Hugo : Mermaz (Louis) [22 mai 1985] (p. 1010).

HOMMAGES DE BIENVENUE

A une délégation du Conseil national de développement du Niger : Fourré (Jean-Pierre), vice-président [18 avril 1985] (p. 246).

A M. **Hassan Abou-Bacha,** ministre de l'administration locale de la Rèpublique arabe d'Egypte : Mermaz (Louis) [15 mai 1985] (p. 786).

A une délégation de la Chambre des représentants de Malaisie, conduite par son président, M. Tan Sri Zahir Ismail : Mermaz (Louis) [15 mai 1985] (p. 786).

A une délégation des questeurs de la Chambre des représentants de Belgique, conduite par M. Fernand Colla, président du collège des questeurs : Mermaz (Louis) [22 mai 1985] (p. 1021).

A une délégation de parlementaires zaïrois conduite par M. Kisanga Kabongelo : Mermaz (Louis) [5 juin 1985] (p. 1461).

A une délégation de parlementaires indonésiens conduite par M. Marsusi, président de la commission de la recherche et de la technologie de la Chambre des représentants de la République d'Indonésie : Mermaz (Louis) [12 juin 1985] (p. 1632).

A une délégation de l'Assemblée nationale populaire de la République populaire du Congo, conduite par M. Ambily Letembet : Mermaz (Louis) [19 juin 1985] (p. 1752).

A une délégation conduite par M. Svend Jakobsen, président de Folketing du Royaume du Danemark : Mermaz (Louis) [19 juin 1985] (p. 1752).

A une délégation de parlementaires canadiens, conduite par Mme Claude Mailly, présidente de l'Association Canada-France : Mermaz (Louis) [19 juin 1985] (p. 1752).

A une délégation de la commission des affaires étrangères des deux chambres du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, conduite par M. Tchervonenko : Mermaz (Louis) [26 juin 1985] (p. 1987).

Au président de l'Assemblée nationale du Mali : Mermaz (Louis) [2 octobre 1985] (p. 2558).

A une délégation de la Knesseth d'Israël : Mermaz (Louis) [23 octobre 1985] (p. 3384).

A une délégation de la République populaire de Hongrie : Mermaz (Louis) [23 octobre 1985] (p. 3384).

A une délégation du Conseil national de développement du Rwanda, conduite par son président, M. Maurice Ntahobari : Fourré (Jean-Pierre), vice-président [24 octobre 1985] (p. 3473).

A une délégation de parlementaires britanniques, conduite par Sir Anthony Meyer, président du groupe d'amitié « Grande-Bretagne - France » : Ducoloné (Guy), vice-président [28 octobre 1985] (p. 3571).

A une délégation parlementaire de la République fédérale d'Allemagne : Mermaz (Louis) [30 octobre 1985] (p. 3703).

A une délégation des deux Chambres du Parlement indien : Mermaz (Louis) [6 novembre 1985] (p. 3976).

Au président du Sénat et du Parlement de Thaïlande : Mermaz (Louis) [6 novembre 1985] (p. 3976).

A une délégation de parlementaires maliens : Mermaz (Louis) [6 novembre 1985] (p. 3976).

A une délégation de parlementaires espagnols : Fourré (Jean-Pierre), vice-président [21 novembre 1985] (p. 4599).

A une délégation de la Chambre des représentants des Etats-Unis : Mermaz (Louis) [27 novembre 1985] (p. 4927).

HOTELLERIE ET RESTAURATION

Formation supérieure en hôtellerie.

Voir *Questions orales sans débat* **865.**

Restauration scolaire à Poissy.

Voir *Questions orales sans débat* **935.**

HOUILLERES

Achat de charbon par E.D.F. aux houillères nationales.

Voir *Questions au Gouvernement* **1390.**

I

ILE D'YEU.

Liaison maritime entre l'- et le continent.

Voir *Questions au Gouvernement* **1283.**

IMMIGRES.

Voir *Etrangers.*
Racisme.

IMPOTS ET TAXES.

6. - Proposition de loi n° 2633 tendant à l'amélioration du **quotient familial** et à l'établissement d'une plus grande justice fiscale pour les familles et les personnes ayant charge d'enfants. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 18 avril 1985 par M. Pierre Bas. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

9. - Proposition de loi n° 2779 instituant une réduction de l'**impôt sur le revenu** pour les contribuables salariés en difficulté. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 13 juin 1985 par M. Parfait Jans et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Contrôles fiscaux.

Voir *Lois de finances* **11**, deuxième partie, Economie, Finances et Budget, Consommation.

IMPOTS LOCAUX.

10. - Proposition de loi n° 2627 relative à la suppression de la **taxe professionnelle.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 18 avril 1985 par M. Xavier Hunault. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (5 juin 1985).

11. - Proposition de loi n° 2629 relative au plafonnement de la **taxe professionnelle** pour 1985. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 18 avril 1985 par M. Xavier Hunault. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (5 juin 1985).

12. - Proposition de loi n° 3000 tendant à modifier les articles 1520 et suivants du code général des impôts et relatifs au placement de la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 17 octobre 1985 par M. Georges Delfosse. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (12 décembre 1985).

13. - Proposition de loi n° 3270 tendant à permettre aux communes d'instituer une **taxe sur les chiens.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 19 décembre 1985 par M. Emile Koehl. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), après l'article 8.

14. - Proposition de loi n° 3340 tendant à instituer une **commission nationale de réforme de la fiscalité locale.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 13 février 1986 par M. François Léotard. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Aménagements fiscaux.

Voir *Questions orales sans débat* **954.**

Taxe d'habitation.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), avant l'article 11.

IMPOT SUR LE REVENU.

14. - Proposition de loi n° 2632 tendant à assimiler, au regard de l'impôt sur le revenu, les **contribuables vivant en état de concubinage notoire aux contribuables**

mariés. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 18 avril 1985 par M. Michel Debré et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

15. - Proposition de loi n° 2708 tendant à modifier l'article 194 du code général des impôts afin que le **quotient familial** soit augmenté d'une part entière au lieu d'une demi-part pour chaque enfant à partir du troisième. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 23 mai 1985 par M. Jacques Médecin. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

16. - Proposition de loi n° 2889 tendant à accorder une demi-part supplémentaire aux **contribuables mariés** exerçant chacun une activité salariée et ayant au moins un enfant à charge. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1985 par M. Paul Mercieca et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

17. - Proposition de loi n° 2925 tendant à permettre aux **personnes mariées** d'être assujetties séparément à l'**impôt sur le revenu**. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 25 juillet 1985 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Voir *Lois de finances* **11**.

Barème.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 2.

Déductions.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 2.

Programme de la droite.

Voir *Questions au Gouvernement* **1452**.

Situation des concubins.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 2, après l'article 2.

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 14.

IMPOT SUR LES SOCIETES.

Abattement en faveur des entreprises nouvelles.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 8.

Bénéfices réinvestis.

Voir *Lois de finances* **11**.
Lois de finances **11** (deuxième partie), recherche et technologie.

Taux de l'-.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 3.

INCAPABLES MAJEURS.

Tutelle.

Voir *Questions orales sans débat* **887**.

INCENDIES.

- de forêts.

Voir *Questions orales sans débat* **900**.

INDEMNITES.

Indemnité viagère de départ.

Voir *Questions au Gouvernement* **1327**.

INDONESIE.

Condamnation à mort de communistes en -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1330**.

INELIGIBILITES.

Voir *Elections et référendums* **47**.

INFIRMIERES ET INFIRMIERS.

Charges sociales des - libérales.

Voir *Questions orales sans débat* **913**.

Poste d'infirmière à la Farté-Macé.

Voir *Questions orales sans débat* **907**.

INFORMATIQUE.

- et enseignement privé.

Voir *Questions au Gouvernement* **1325**.
Questions orales sans débat **853**.

- et travaux d'utilité collective (T.U.C.).

Voir *Questions au Gouvernement* **1340**.

Informatisation des services de la justice.

Voir *Lois de finances* **11**, (deuxième partie) Justice.

Katalavox (dossier Martine Kempf).

Voir *Questions au Gouvernement* **1389**, **1431**.

Logiciels.

Voir *Propriété artistique et littéraire* **2**.

Plan informatique pour tous.

Voir *Questions au Gouvernement* **1267**.

INGENIERIE.

Voir *Questions au Gouvernement* **1332**.
Travail **27**, articles 1er et 2.

INITIATIVE DE DEFENSE STRATEGIQUE (I.D.S.).

Voir *Lois de finances* **11** Deuxième partie, Relations extérieures.

Voir *Questions au Gouvernement* **1229**, **1249**.

INDUSTRIE.

- ferroviaire.

Voir *Questions au Gouvernement* **1216**.

INSPECTION DU TRAVAIL.

- et droit d'expression.

Voir *Travail* **26**.

INSTALLATIONS CLASSEES.

Voir *Environnement* **5**.

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION.

Voir *Lois de finances* **11**, deuxième partie, Economie, Finances et Budget, Consommation.

INVESTISSEMENT.

Voir *Lois de finances* **11**.

Provisionnement pour -

Voir *Travail* **28**.

INVESTISSEMENTS.

Stagnation des -

Voir *Questions au Gouvernement* **1207**.

IRAN.

Remboursement d'un emprunt à l'-

Voir *Questions orales sans débat* **920**.

J

JEUNES

Répartition des postes Fonjep.

Voir *Questions orales sans débat* **850**.

JEUNESSE ET SPORTS

Directions départementales du ministère de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **1432.**

JEUX ET PARIS

5. - Proposition de résolution n° 3065 tendant à la création d'une **commission d'enquête sur le fonctionnement du loto.** - Dépôt à l'Assemblée nationale le 14 novembre 1985 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

21. - Proposition de loi constitutionnelle n° 2590 relative à la **Haute-Cour de justice.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1985 par M. Jean Fontaine. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (25 avril 1985).

22. - Projet de loi n° 2651 relatif à l'**enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Urgence déclarée le 28 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Philippe Marchand. - Rapport n° **2717** (29 mai 1985). - Discussion le 3 juin 1985. - Adoption le 3 juin 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions et tendant à modifier l'article 773 du code de procédure pénale ». - Projet de loi n° **796.**

Sénat (première lecture), n° **332** (1984-1985). - Dépôt le 4 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **385** (1984-1985) (19 juin 1985). - Discussion le 24 juin 1985. - Adoption le 24 juin 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi tendant à la constitution d'archives audiovisuelles de la justice ». - Projet de loi n° **141** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2830.** - Dépôt le 24 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 26 juin 1985] (p. 7068) ;
Bureau [*J.O.* du 27 juin 1985] (p. 7109).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Philippe Marchand. - Rapport n° **2853** (26 juin 1985). - Discussion le 27 juin 1985. - Adoption avec modifications le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **847.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **436** (1984-1985) (27 juin 1985). - Discussion le 28 juin 1985. - Adoption définitive le 28 juin 1985. - Projet de loi n° **165** (1984-1985).

Loi n° 85-699 du 11 juillet 1985 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1985 (p. 7865). Rectificatif (*J.O.* du 13 novembre 1985, p. 13111).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 juin 1985] (p. 1380).

Autorités compétentes pour décider de l'enregistrement : *Marchand (Philippe)* (p. 1381) ; *Badinter (Robert)* (p. 1381-1382) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1384-1385).

Conditions de l'enregistrement : *Marchand (Philippe)* (p. 1381) ; *Badinter (Robert)* (p. 1383).

Evolution de la réglementation des enregistrements : *Marchand (Philippe)* (p. 1380-1381).

Financement des enregistrements : *Marchand (Philippe)* (p. 1381) ; *Hage (Georges)* (p. 1384).

Inconvénients et risques liés à l'enregistrement : *Marchand (Philippe)* (p. 1381) ; *Badinter (Robert)* (p. 1383-1385) ; *Hage (Georges)* (p. 1384) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1384).

Principe et finalités de l'enregistrement : *Marchand (Philippe)* (p. 1380-1381) ; Badinter (Robert) (p. 1382-1385) ; *Hage (Georges)* (p. 1384) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1384).

Procédure préalable à la décision : *Marchand (Philippe)* (p. 1381) ; *Badinter (Robert)* (p. 1383).

Procédure de consultation et diffusion des enregistrements (notamment problème du délai) : *Marchand (Philippe)* (p. 1381-1382) ; *Badinter (Robert)* (p. 1383-1385) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1385).

Procès de Klaus Barbie : *Marchand (Philippe)* (p. 1382) ; *Hage (Georges)* (p. 1384).

Rapport Braunschweig : *Marchand (Philippe)* (p. 1381) ; *Badinter (Robert)* (p. 1382-1383).

Discussion des articles [3 juin 1985] (p. 1386) ;

Article 1er *(principe de l'enregistrement) :* amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(autorité compétente pour décider l'enregistrement) :* amendement n° 3 de la commission (tendant après le premier alinéa de l'article 2 à insérer l'alinéa suivant : « 1° A. Pour le tribunal des conflits, le vice-président ; ») : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(procédure préalable à la décision) :* amendement n° 4 de la commission (tendant dans le premier alinéa de l'article 3 à substituer aux mots : « , dans les cas prévus par l'article 2 (2° à 4°), du ministère public » les mots : « du ministère public concerné ») ; juridiction n'étant pas judiciaire et disposant d'un ministère public ; sous-amendement du Gouvernement (tendant à supprimer dans cet amendement le mot : « concerné ») : adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 5 de la commission (délai au-delà duquel toute demande présentée à des fins d'enregistrement d'une audience est irrecevable) (p. 1386) ; adopté ; amendement n° 6 de la commission (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 3 à substituer aux mots : « et, dans les cas prévus par l'article 2 (2° à 4°), les mots : « , du président de l'audience dont l'enregistrement est envisagé et, s'il y a lieu, ») ; sous-amendement n° 15 du Gouvernement (tendant à la fin du dernier alinéa de cet amendement à supprimer les mots : « , s'il y a lieu, ») ; audience n'étant pas présidée par un magistrat ; adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 7 de la commission (habilitation du président de la commission consultative des archives audiovisuelles ou de son délégué à donner un avis dans le cas où la commission ne dispose pas de délais suffisants pour se prononcer) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(composition de la commission consultative des archives audiovisuelles) :* amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(règles du secret) :* adopté.

Article 6 *(conditions de l'enregistrement, pouvoirs de la juridiction) :* amendement n° 9 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de l'article 6 à substituer aux mots : « de la juridiction » les mots : « le président ») (p. 1387) ; adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(compétence des Archives de France) :* amendement n° 10 de la commission (incident survenu lors de la réalisation de l'enregistrement) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 7.

Article 8 *(consultation et diffusion des enregistrements) :* amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) ; rôle du ministre de l'intérieur dans la procédure d'autorisation

conjointe de consultation ; rejeté ; amendement n° 14 du Gouvernement (autorisation de reproduction ou de diffusion intégrale ou partielle de l'enregistrement audiovisuel ou sonore) ; amendement n° 12 de la commission (même objet) ; possibilité pour tout intéressé de faire valoir ses droits auprès du président du tribunal de grande instance de Paris (p. 1388) ; amendement n° 14 : adopté ; amendement n° 12 : devenu sans objet ; amendement n° 1 de M. Guy Ducoloné, soutenu par M. Georges Hage (assouplissement des règles des délais pour la diffusion des procès présentant un caractère historique certain) ; amendement n° 13 de la commission (même objet) ; caractère parfois excessif des délais de vingt et cinquante ans ; procès Barbie ; pouvoir d'autorisation de diffusion des procès présentant un caractère historique certain ; rôle de la commission des archives audiovisuelles de la justice ; référence au caractère historique certain constituant une tautologie (p. 1389) ; jugement présentant un intérêt historique certain s'inscrivant d'abord dans l'actualité ; amendements n°s 1 et 13 : rejetés ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 16 de M. Edmond Garcin, soutenu par M. Georges Hage (autorisation de l'emploi de caméra de télévision ou de cinéma et d'appareils photographiques avant le début de l'interrogatoire) ; évolution des conditions techniques ; images des prévenus avant leur entrée dans le palais de justice ; interdiction de la présentation de la réalité du prétoire ; portée de l'amendement limitée aux tribunaux correctionnels ; nécessaire consentement des parties ; rejeté.

Article 9 *(modalités d'application de la loi) :* adopté (p. 1390).

Après l'article 9 : amendement n° 17 de M. Guy Marchand, à titre personnel, (communication à l'Institut national de la statistique et des études économiques de l'identité des personnes ayant fait l'objet d'une décision entraînant la privation de leurs droits électoraux) ; allégement de la procédure de travail des greffes ; fiabilité du fichier électoral ; difficulté signalée par l'I.N.S.E.E. et par la commission nationale Informatique et libertés ; adopté ;

Titre : amendement n° 18 de M. Philippe Marchand, à titre personnel, tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots : « et tendant à modifier l'article 773 du code de procédure pénale » : adopté ;

- en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi modifié (p. 1391).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1391).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale[27 juin 1985] (p. 2098).

Autorité compétente pour décider de l'enregistrement de l'audience : *Marchand (Philippe)* (p. 2098) ; *Badinter (Robert)* (p. 2098).

Délai de consultation des enregistrements : *Marchand (Philippe)* (p. 2098).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 2098-2099).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2099).

23. - Projet de loi n° 3059 fixant les règles garantissant l'**indépendance des membres des tribunaux administratifs.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. - Urgence déclarée le 2 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suuffrage universel, du réglement et d'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-François Hory (21 novembre 1985). - Rapport n° **3126** (28 novembre 1985). - Discussion le 2 décembre 1985. - Adoption le 2 décembre 1985. - Projet de loi n° **926.**

Sénat (première lecture) n° **130** (1985 -1986). - Dépôt le 3 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport n° **237** (1985 -1986) (18 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **68** (1985 - 1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **3275.** - Dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et d'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 21 décembre 1985] (p. 14992). - Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. - Rapport n° **3281** (20 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **1000.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport n° **266** (1985-1986) (20 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Adoption définitive le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **105** (1985 -1986).

Loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 publiée au *J.O.* du 7 janvier 1986 (p. 332). - Rectificatif (*J.O.* du 18 janvier 1986) (p. 892).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1985] (p. 5119).

Attributions des membres des tribunaux administratifs : *Hory (Jean-François)* (p. 5119) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5123).

Avancement des membres des tribunaux administratifs : *Joxe (Pierre)* (p. 5123).

Chambres adjointes au Conseil d'Etat : *Hory (Jean-François)* (p. 5120).

Commissaire du Gouvernement (statut et fonctions du -) : *Hory (Jean-François)* (p. 5120) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5124).

Conseil supérieur des tribunaux administratifs : *Hory (Jean-François)* (p. 5121) ; *Foyer (Jean)* (p. 5122) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5124).

Effectifs des membres des tribunaux administratifs : *Joxe (Pierre)* (p. 5123).

Inamovibilité des membres des tribunaux administratifs : *Hory (Jean-François)* (p. 5119) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5122) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5123).

Rapporteur (statut et fonctions du -) : *Joxe (Pierre)* (p. 5124).

Rattachement des tribunaux administratifs au ministère de l'intérieur : *Hory (Jean-François)* (p. 5120) ; *Foyer (Jean)* (p. 5122) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5123).

Recrutement des membres des tribunaux administratifs : *Hory (Jean-François)* (p. 5119) ; *Hage (Georges)* (p. 5121) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5123).

Discussion des articles [2 décembre 1985] (p. 5132).

Article 1er *(nomination des membres des tribunaux administratifs, inamovibilité)* : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (grades du corps des membres des tribunaux administratifs) ; alignement sur le statut des chambres régionales des comptes ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (membres du corps des tribunaux administratifs ne pouvant, en dehors de leurs fonctions, être requis pour d'autres services publics que le service national) : adopté.

Article 2 *(incompatibilité)* : adopté.

Article 3 *(options en cas d'élection en tant que président d'un conseil général ou régional)* (p. 5132) : amendement n° 3 de la commission (incompatibilité des fonctions de

membres du corps des tribunaux administratifs avec l'exercice des fonctions de président d'un conseil régional ou général) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (tendant dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « de la nomination ou » : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(recrutement de membres des tribunaux administratifs)* : amendement n° 5 de la commission (tendant dans cet article à substituer à la référence « onze » la référence « dix ») : adopté ; amendement n° 25 de la commission (scolarité à l'École nationale d'administration des membres des tribunaux administratifs qui en sont issus étant assimilée à des services effectifs dans les tribunaux administratifs) ; rapports entre les membres des tribunaux administratifs issus de l'E.N.A. et les autres ; scolarité à l'E.N.A. étant prise en compte dans le déroulement de la carrière des fonctionnaires quels qu'ils soient ; égalité entre les corps (p. 5133) ; prise en compte de la scolarité pour l'ensemble du déroulement de la carrière ; rejeté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(recrutement au tour extérieur)* : amendement n° 6 de la commission (tendant dans le 2e alinéa de cet article à substituer aux mots « appartenant au moins au second groupe du deuxième grade et comptant cinq » les mots « comptant au moins sept ») : adopté ; amendement n° 23 du Gouvernement (première application des dispositions de cet article au recrutement opéré au titre de l'année 1986) ; modalités de recrutement au tour extérieur des conseillers des tribunaux administratifs ; adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(attributions)* : adopté.

Article 7 *(obligation de résidence)* : amendement n° 7 de la commission (tendant à la fin de la deuxième phrase de cet article à substituer aux mots « chef de la mission permanente d'inspection des juridictions administratives » les mots « président du tribunal administratif ») ; alignement du statut des membres des tribunaux administratifs sur celui des membres des chambres régionales des comptes ; adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté (p. 5134).

Article 8 *(détachement dans le corps des tribunaux administratifs)* : amendement n° 9 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début de la première phrase du premier alinéa de cet article : « les magistrats de l'ordre judiciaire et les fonctionnaires... ») ; extension aux magistrats de l'ordre judiciaire des possibilités de détachement prévues dans cet article ; parité entre les membres des tribunaux administratifs et ceux des chambres régionales des comptes ; adopté ; amendement n° 10 de la commission (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article après les mots : « peuvent être détachés » à insérer les mots « en qualité de conseiller ») ; détachement prévu dans cet article ne pouvant être opéré qu'au poste de conseiller ; adopté ; amendement n° 11 de la commission (détachement au profit des agents de la fonction publique territoriale) ; sous-amendement n° 24 du Gouvernement à l'amendement n° 11 de la commission (tendant après les mots « applicable aux fonctionnaires » à rédiger ainsi la fin de cet amendement « appartenant à des corps ou emplois de la fonction publique territoriale dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ») ; notion de corps équivalent ; sous-amendement n° 24 : adopté ; amendement n° 11, ainsi modifié : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(compétences du conseil supérieur des tribunaux administratifs)* : adopté (p. 5135).

Article 10 *(composition du conseil supérieur des tribunaux administratifs)* : amendement n° 12 de la commission (nomination par le Président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat de trois personnalités n'exerçant pas de mandat électif) ; alignement de la composition du conseil supérieur des tribunaux administratifs sur celle du conseil supérieur des chambres régionales des comptes ; adopté ; amendement n° 13 de la commission (modalités de suppléance des membres du corps des tribunaux administratifs) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(avancement de grade)* : adopté.

Article 12 *(sanctions disciplinaires)* (p. 5136) : amendement n° 15 de la commission (droit à la communication intégrale de son dossier pour l'intéressé dès que le conseil supérieur des tribunaux administratifs a été saisi) ; droits de la défense ; adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(commissaires du gouvernement)* : amendement n° 16 de la commission (tendant dans la première phrase de cet article à insérer après les mots « un membre » les mots « au moins ») ; possibilité pour chaque formation de désigner plusieurs commissaires du gouvernement ; adopté ; amendement n° 17 de la commission (tendant dans la première phrase de cet article à substituer aux mots « commissaires du gouvernement » les mots « commissaires à la loi ») ; expression « commissaire du gouvernement » ne correspondant plus à la réalité des fonctions au sein des tribunaux administratifs ; définition des fonctions du commissaire du gouvernement ; nécessité d'une analogie avec le Conseil d'Etat (p. 5137) ; avis du Conseil d'Etat n'ayant pas à prévaloir dans un texte concernant uniquement les tribunaux administratifs ; rejeté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(désignation et modalités de dessaississement du rapporteur)* : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 27 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Georges Hage (collégialité des formations administratives de jugement) ; minimum de trois magistrats ; amendement rendant impossible l'institution de conseillers délégués ; rejeté après rectification (p. 5138) ; amendement n° 19 de la commission (conseil du contentieux administratif de l'outre-mer) ; collectivité territoriale de Mayotte ; territoire d'outre-mer de Wallis et Futuna ; adopté.

Article 15 *(application du titre II du statut général de la fonction publique)* : amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 15, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 21 de la commission (composition des tribunaux administratifs) : adopté ; amendement n° 26 de M. Jean Foyer (transfert de l'administration des tribunaux administratifs au ministre de la justice) ; transfert constituant le signe le plus tangible de l'indépendance des membres des tribunaux administratifs ; importance de la mission du conseil supérieur des tribunaux administratifs relativisant l'intérêt du problème de l'administration des tribunaux administratifs (p. 5139) ; efforts des commissaires de la République pour l'administration des tribunaux administratifs ; nouveau rattachement risquant de provoquer une situation administrative inextricable ; difficultés matérielles de transfert ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 22 de la commission (codification de l'ensemble des règles de la procédure contentieuse suivie devant les diverses juridictions de l'ordre administratif) ; règles de procédure figurant dans le code des tribunaux administratifs et dans l'ordonnance du 31 juillet 1945 (p. 5140) ; caractère superfétatoire de l'amendement n° 22 ; procédure pénale relevant du domaine de la loi ; intérêt d'une codification ; rejeté (p. 5141).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 5141).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [21 décembre 1985] (p. 6593).

Accord de la commission mixte paritaire : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6593).

Conseil supérieur des tribunaux administratifs (composition du -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6594) ; *Labarrère (André)* (p. 6594).

Inamovibilité (principe de l'-) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6593).
Incompatibilités des membres des tribunaux administratifs : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6593).
Mission de conciliation des tribunaux : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6593) ; *Labarrère (André)* (p. 6594).
Sanctions disciplinaires : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6594).
Texte de la commission mixte paritaire (p. 6595, 6596).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6596).

24. - Projet de loi n° 3107 relatif aux **juridictions commerciales et aux modes d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 20 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Roger-Machart (28 novembre 1985).

Circulaire du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris.

Voir *Questions orales sans débat* **864.**

L

LAIT

Laboratoires interprofessionnels laitiers.

Voir *Vétérinaires* **2.**

Quotas laitiers.

Voir *Déclaration du Gouvernement* **21.**
Questions au Gouvernement **1240, 1341.**
Questions orales sans débat **838, 854.**

Situation des producteurs laitiers en Basse-Normandie.

Voir *Questions orales sans débat* **843.**

LAMBERT INDUSTRIE (société)

Voir *Questions au Gouvernement* **1271.**

LANGUES ET CULTURES REGIONALES

4. - Proposition de loi n° 2711 relative au statut et à la promotion des **langues et cultures régionales.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 mai 1985 par M. Jean Briane et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

LEMOUX-BERNARD (société)

Voir *Questions orales sans débat* **793.**

LIAISONS INTERPYRENEENNES

Voir *Traités et conventions* **175.**

LIBAN

Voir *Questions au Gouvernement* **1183.**

Désengagement culturel de la France au -

Voir *Questions au Gouvernement* **1418.**

Disparition de Français au -

Voir *Questions au Gouvernement* **1312.**

Mission de la France au -

Voir *Questions au Gouvernement* **1234.**

Otages français au -

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Relations extérieures.
Questions au Gouvernement **1400.**

Ressortissants français au -

Voir *Questions au Gouvernement* **1299.**

Situation au -

Voir *Questions au Gouvernement* **1254.**

LIBERALISME

Croisière libérale.

Voir *Questions au Gouvernement* **1484.**

LIBERTES PUBLIQUES

6. - Proposition de loi constitutionnelle n° 2591 portant révision des **articles 38 et 46 de la Constitution** en vue de garantir l'**exercice des libertés publiques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1985 par M. Jean Fontaine. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (25 avril 1985).

7. - Proposition de loi n° 2888 tendant à créer une **délégation aux libertés.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1985 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnalles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Daniel Le Meur (10 octobre 1985).

8. - Proposition de loi n° 2892 tendant à harmoniser diverses dispositions relatives aux **relations entre l'administration et le public** et modifiant les règles applicables au secret professionnel.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1985 par M. Bernard Stasi. - Renvoi à la commission des lois constitutionnalles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (17 octobre 1985).

Liberté de communication.

Voir *Audiovisuel* **14.**

LICENCIEMENTS

1. - Proposition de loi n° 2701 relative au **licenciement des salariés** ayant été pénalement sanctionnés pour des faits survenus dans l'entreprise.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 mai 1985 par M. Pierre Bas. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 2706 tendant à remplacer, en vue de **favoriser l'embauche,** l'autorisation administrative préalable en matière de licenciement économique par une notification.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 mai 1985 par M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Détermination de l'indemnité de licenciement.

Voir *Questions orales sans débat* **881.**

Réembauche des salariés participant à l'action syndicale.

Voir *Questions orales sans débat* **851.**

LIVRES

Voir *Edition, imprimerie et presse* **11.**

LIVRE VERT

Voir *Lois de finances* **11,** Deuxième partie, Agriculture et BAPSA.

LOGEMENT

18. - Projet de loi n° 2575 portant **aménagement d'aides au logement.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le

2 avril 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Rodet. - Rapport n° **2588** (2 avril 1985). - Discussion le 3 avril 1985. - Adoption le 3 avril 1985. - Projet de loi n° **769.**

Sénat (première lecture), n° **226** (1984-1985), dépôt le 10 avril 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Jean François-Poncet. - Rapport n° **232** (1984-1985) (10 avril 1985). Discussion le 17 avril 1985. - Adoption le 17 avril 1985. - Projet de loi n° **85** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2623,** dépôt le 18 avril 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Rodet. - Rapport n° **2679** (14 mai 1985). - Discussion le 15 mai 1985. - Adoption définitive le 15 mai 1985. - Projet de loi n° **782.**

Loi n° 85-536 du 21 mai 1985, publiée au *J.O.* du 23 mai 1985 (p. 5775).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 avril 1985] (p. 68).

Aide de l'Etat : *Rodet (Alain)* (p. 68) ; *Quilès (Paul)* (p. 70) ; *Vivien (Alain)* (p. 70) ; *Tranchant (Georges)* (p. 71) ; *Mercieca (Paul)* (p. 72).

Attribution des logements : *Mercieca (Paul)* (p. 73).

Crise du bâtiment (raisons de la -) : *Rodet (Alain)* (p. 68) ; *Vivien (Alain)* (p. 70) ; *Tranchant (Georges)* (p. 70, 71) ; *Mercieca (Paul)* (p. 72) ; *Clément (Pascal)* (p. 73, 74).

Effet d'entraînement du secteur du bâtiment : *Clément (Pascal)* (p. 74) ; *Bonnet (Alain)* (p. 76).

Epargne-logement (extension du régime de l'-) : *Rodet (Alain)* (p. 68, 69) ; *Quilès (Paul)* (p. 69) ; *Vivien (Alain)* (p. 70) ; *Mercieca (Paul)* (p. 73) ; *Clément (Pascal)* (p. 73) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 74, 75) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 75) ; *Mortelette (François)* (p. 76, 77).

Fiscalité en matière immobilière : *Clément (Pascal)* (p. 74).

H.L.M. (Situation dans les - notamment conditions de financement) : *Mercieca (Paul)* (p. 72, 73).

Logements sociaux (financement des -) : *Quilès (Paul)* (p. 70, 71) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 74).

Réductions d'impôt : *Rodet (Alain)* (p. 68) ; *Quilès (Paul)* (p. 69) ; *Bonnet (Alain)* (p. 76).

Situation économique du bâtiment : *Tranchant (Georges)* (p. 71) ; *Quilès (Paul)* (p. 78).

Travaux de réhabilitation : *Bénetière (Jean-Jacques)* (p. 75).

Discussion des articles [3 avril 1985] (p. 78).

Article 1er : *(revalorisant le montant des dépenses afférentes à l'habitation principale et ouvrant droit à une réduction d'impôt)* ; politique du logement (p. 78) ; utilisation de l'épargne-logement ; crise du bâtiment ; transfert de l'épargne, de la pierre vers des placements sur le marché financier ; imposition du patrimoine foncier bâti (p. 79) ; amendement n° 6 de M. Georges Tranchant (supprimant la deuxième phrase du *a* du 1° de l'article 199 *sexies* du code général des impôts) ; mesures de relance du bâtiment ; plan « bâtiment » ; réduction de la période comptant pour la déductibilité des intérêts afférents aux annuités de remboursement des prêts ; rejeté ; amendement n° 8 de M. Georges Tranchant (complétant le deuxième alinéa de l'article 199 *sexies* A du code général des impôts par les mots : « Ce taux est porté à 30 p. 100 pour les prêts conclus et les dépenses payées à compter du 1er janvier 1985 ») ; modification du dispositif de la déduction du revenu imposable des frais engagés pour certains travaux ou pour payer les intérêts de certains emprunts (p. 80) ; rejeté ; amendement n° 9 de M. Georges Tranchant (complétant le dernier alinéa du paragraphe I de l'article 199 *sexies* A du code général des impôts : même objet que précédemment) ; limitation de la déduction jusqu'à concurrence de 25 p. 100 de l'impôt payé ; rejeté ;

- article 1er : adopté.

Article 2 *(extension sous certaines conditions du régime de l'épargne-logement au financement de logements ayant une destination autre que l'habitation principale)* : conditions de versement par l'Etat de la prime pour le plan d'épargne-logement (p. 81) ; cas des locaux professionnels ; renforcement de l'impact économique de l'extension de l'épargne-logement ; amendement n° 2 du Gouvernement (précisant que les titulaires d'un compte d'épargne-logement qui n'affectent pas cette épargne au financement d'une habitation principale peuvent l'affecter au financement de logements ayant une autre destination dans des conditions fixées par décret en conseil d'Etat) ; adopté ; amendement n° 1 de la commission : devenu sans objet ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 3 du Gouvernement (précisant que les prêts d'épargne-logement concernant l'habitation principale sont accordés pour le financement des dépenses de construction, d'acquisition, d'extension ou certaines dépenses de réparations et d'amélioration) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 82).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [15 mai 1985] (p. 800).

Activité du bâtiment : *Labarrère (André)* (p. 800).

Réduction d'impôts sur le revenu (plafond des -) : *Rodet (Alain)* (p. 800) ; *Labarrère (André)* (p. 800).

Discussion des articles [15 mai 1985] (p. 801).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 1er à substituer aux sommes « 15 000 francs et 2 000 francs » les sommes « 14 000 francs et 3 500 francs ») ; effectifs de l'industrie du bâtiment ; plafond des déductions fiscales accordées en cas de construction ; politique familiale ; industrie de la construction (p. 801) ; épargne-logement ; politique familiale ; rejeté au scrutin public ;

- article 1er : adopté (p. 802).

Explications de vote (p. 802).

Epargne-logement : *Rodet (Alain)* (p. 803).

Fiscalité du logement : *Gantier (Gilbert)* (p. 802) ; *Rodet (Alain)* (p. 802, 803).

Politique du logement : *Gantier (Gilbert)* (p. 802).

Politique familiale : *Gantier (Gilbert)* (p. 802) ; *Rodet (Alain)* (p. 802).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 803).

17. - Projet de loi n° 2589 relatif aux **sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Louis Besson (11 avril 1985). Rapport n° **2739** (5 juin 1985). - Discussion le 18 juin 1985. - Adoption le 18 juin 1985. - Projet de loi n° **817.**

Sénat (première lecture) n° **384** (1984-1985). - Dépôt le 19 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. - Rapport n° **27** (1985-1986) (10 octobre 1985). - Discussion le 17 octobre 1985. - Adoption le 17 octobre 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'indivision par périodes dite " multipropriété " et aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé ». - Projet de loi n° **6** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3006** . - Dépôt le 18 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et d'administration. - Rapporteur : M. Louis Besson. - Rapport n° **3095** (20 novembre 1985). - Discussion le 28 novembre 1985. - Adoption avec modifications le 28 novembre 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé ». - Projet de loi n° **919**.

Sénat (deuxième lecture) n° **125** (1985-1986). - Dépôt le 3 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. - Rapport n° **179** (11 décembre 1985). - Discussion le 13 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 13 décembre 1985. Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'indivision par période dite « multipropriété » et aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé ». - Projet de loi n° **57** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **3193** . - Dépôt le 16 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation du suffrage universel et d'administration générale.

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Bureau [*J.O.* du 19 décembre 1985] (p. 14816).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Louis Besson. - Rapport n° **3222** (18 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **976**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. - Rapport n° **243** (1985-1986) (18 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **98** (1985-1986).

Loi n° 86-18 du 8 janvier 1986 publiée au *Journal officiel* le 8 janvier 1986 (p. 382).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 juin 1985] (p. 1707).

Avantages et inconvénients, individuels et économiques, de la multipropriété : *Besson (Louis)* (p. 1707) ; *Quilès (Paul)* (p. 1708) ; *Clément (Pascal)* (p. 1709) ; *Malgras (Robert)* (p. 1711).

Dénomination usuelle de multipropriété : *Besson (Louis)* (p. 1708) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1709) ; *Clément (Pascal)* (p. 1709).

Financement des souscriptions pour l'achat de périodes : *Besson (Louis)* (p. 1707, 1708).

Formules de propriété spatio-temporelle (loi de 1971) : *Quilès (Paul)* (p. 1708) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 1710).

Régles de fonctionnement des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance partagée : *Quilès (Paul)* (p. 1708, 1709).

Répartition des charges : *Malgras (Robert)* (p. 1711).

Secteurs du tourisme et du bâtiment : *Besson (Louis)* (p. 1707) ; *Quilès (Paul)* (p. 1709) ; *Clément (Pascal)* (p. 1710) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 1710, 1711).

Spécificité des régles applicables aux coopératives : *Besson (Louis)* (p. 1708) ; *Quilès (Paul)* (p. 1709).

Discussion des articles [18 juin 1985] (p. 1711).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant avant l'article 1er à insérer l'intitulé suivant : « Chapitre 1er - Dispositions générales ») : adopté.

Article 1er *(objet des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé) :* amendement n° 2 de la commission (définition, objet principal, objet accessoire et objet supplémentaire des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé) (p. 1711) ; adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 1er.

Article 2 *(forme des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé) :* amendement n° 3 de la commission (tendant dans la première phrase de cet article à substituer aux mots « les différentes formes prévues par les lois en vigueur » les mots « la forme de société civile ou de société anonyme ou de société à responsabilité limitée ») : adopté ; amendement n° 4 de la commission (tendant à supprimer la dernière phrase de cet article) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(défaillance d'un associé) :* amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 3.

Article 4 *(limitation de la responsabilité des associés des sociétés ayant adopté la forme civile) :* amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(révocation du gérant) :* amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1712) ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(état descriptif de division et division des droits sociaux ; participation aux charges) :* amendement n° 8 de la commission (tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « par périodes ») ; suppression de la référence aux périodes de jouissance ; adopté ; amendement n° 9 de la commission (tableau d'affectation des parts ou actions aux lots et par périodes) ; service d'échange de vente et de location de périodes de jouissance ; adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(règlement) :* amendement n° 10 de la commission (participation aux charges) ; sous-amendement n° 49 du Gouvernement (tendant à compléter le dernier alinéa de cet amendement par la phrase suivante « L'action en révision ne peut être exercée que dans les cinq ans de l'adoption de l'état descriptif de division du règlement et des dispositions corrélatives des statuts ») (p. 1713) ; amélioration des droits de l'associé ; caractère complexe et coûteux de l'action en révision ; sous-amendement n° 49 : adopté ; amendement n° 10, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 7.

Après l'article 7 : amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 8 *(obligation de conclure un contrat de promotion immobilière ou de vente d'immeubles à construire) :* amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(règles particulières aux sociétés ayant adopté la forme coopérative) :* amendement n° 13 de la commission (de suppression) (p. 1714) ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 10 *(provisions et avances sur charges ; assemblée générale des associés) :* amendement n° 14 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de cet article :« Le réglement peut prévoir... ») : adopté ; amendement n° 44 de Mme Adrienne Horvath (réunion des associés en assemblée générale) ; société constituée sous forme civile ; société constituée sous forme anonyme ; adopté ; amendement n° 15 de la commission (vote par correspondance pour les assemblées générales) : adopté ; amendement n° 45 de Mme Adrienne Horvath (tendant à compléter la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article par les mots : « au moins un mois avant ladite assemblée générale ») ; délai minimal de convocation des associés à l'assemblée générale ; projet de loi renvoyant aux dispositions du droit commun ; rejeté ; amendement n° 16 de la commission (tendant au début de l'avant-dernière phrase du dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « sous réserve », les mots : « sans préjudice ») ; situation respective des représentants de période et des représentants individuels (p. 1715) ; adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(représentants de période) :* amendement n° 17 de la commission (tendant au début de la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots :

« peuvent prévoir », le mot : « prévoient ») : adopté ; amendement n° 46 de Mme Adrienne Horvath (groupement d'associés) ; possibilité pour tout associé de se faire représenter à l'assemblée générale par toute personne même non associée ; retiré ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (tendant, à la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « au 1er alinéa », les mots : « aux alinéas 2 et 4 ») : adopté ; amendement n° 19 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; compétence des représentants de période ; adopté (p. 1716) ;
- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(droit de vote)* : amendement n° 20 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 3e alinéa de l'article 5 », les mots : « premier alinéa de l'article 7 ») : adopté ; amendement n° 21 de la commission (tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à supprimer le mot « statutaire ») : adopté ; amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) : adopté ;
- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(règles particulières sur le droit de vote des associés des sociétés ayant adopté la forme coopérative)* : amendement n° 24 de la commission (de suppression) : adopté ;
- en conséquence, cet article est supprimé (p. 1717).

Article 14 *(majorités requises)* : amendement n° 25 de la commission (règles de majorité applicables aux décisions de l'assemblée générale) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *(sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé entre membres d'un syndicat de copropriété)* : adopté.

Article 16 *(conseil de surveillance et commissaires aux comptes)* : amendement n° 27 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) : adopté ;
- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(restriction au principe de la libre représentation)* : adopté.

Article 18 *(conditions de forme de la cession des droits sociaux)* (p. 1718) : amendement n° 28 de la commission (tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à supprimer le mot : « dernier ») : adopté ; amendement n° 29 de la commission (tendant, à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « , le cas échéant, ») ; prix à payer au cédant en cas de cession à titre onéreux ; rejeté ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
- article 18, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 47 de Mme Adrienne Horvath (état des lieux) ; amendement n° 52 du Gouvernement (même objet) ; taux de rotation des associés ; amendement n° 47 : retiré ; amendement n° 52 : adopté.

Article 19 *(conditions de fonds de la cession des droits sociaux)* (p. 1719) : amendement n° 50 du Gouvernement (cession volontaire de parts ou actions consentie avant l'achèvement) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
- article 19, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 32 de la commission (tendant après cet article à insérer l'intitulé suivant : « Chapitre II. - Dispositions particulières aux sociétés coopératives d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé ») : adopté ; amendement n° 33 de la commission (limitation de l'objet des sociétés ayant adopté la forme coopérative) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (règles particulières pendant la phase de construction) ; limitation à 75 p. 100 de l'obligation de commercialisation de la tranche précédente ; programme de construction (p. 1720) ; montant minimum de souscription des parts ou actions correspondant au moins à 50 p. 100 du coût de la tranche ; adopté ; amendement n° 35 de la commission (contrat de promotion immobilière) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (vente forcée des droits sociaux, démission et exclusion) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (responsabilité des associés des sociétés constituées sous la forme civile) ; accroissement de l'engagement des coopérateurs par rapport à celui des associés ; adopté ; amendement n° 38 de la commission (droit de vote) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (conseil de gérance) (p. 1721) ; adopté ; amendement n° 40 de la commission (procédure de révision coopérative) ; contrôles effectués sur les coopératives à temps partagé par le commissaire aux comptes et par le conseil de surveillance ; adopté.

Avant l'article 20 : amendement n° 41 de la commission (tendant avant cet article à insérer l'intitulé suivant : « Chapitre III. - Dispositions diverses ») : adopté.

Article 20 *(détournements de fonds)* : adopté.

Article 21 *(interdiction professionnelle)* : amendement n° 54 de la commission (tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « alinéas 2 et 4 », les mots : « alinéa 4 ») : rejeté ;
- article 21 : adopté.

Article 22 *(obligation d'information)* : amendement n° 55 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « sans faire obstacle à l'emploi de la dénomination courante de " multipropriété ", tout document... ») ; difficulté de faire prévaloir la nouvelle dénomination officielle ; nécessité d'une expression officieuse (p. 1722) ; retiré ;
- article 22 : adopté.

Article 23 *(dispositions transitoires)* : amendement n° 42 de la commission (réduction du délai de mise en conformité) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (tendant,à la fin du dernier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « ou à l'expiration du délai fixé à l'alinéa ci-dessus ») ; entrée en vigueur des dispositions de l'article 4 du projet ; adopté ;
- article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *(exclusion du régime de la transparence fiscale)* : adopté.

Article 25 *(application de la loi à la collectivité territoriale de Mayotte)* : adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 48 de Mme Adrienne Horvath (tendant à rendre les dispositions de la présente loi d'ordre public) ; texte s'appliquant impérativement lorsque les critères qu'il définit auront été réunis ; ordre public impliquant une nullité absolue pouvant être invoquée sans l'accord de l'intéressé ; rejeté.

Titre : amendement n° 56 de la commission (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots : « , dites de " multipropriété ". ») (p. 1723) ; projet ne consistant pas en un texte de vulgarisation ; simplification du langage juridique ; retiré ; amendement n° 56 repris par M. Pascal Clément : rejeté (p. 1724).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1724).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1985] (p. 5013).

Fonds de réserve (caractère obligatoire du -) : *Besson (Louis)* (p. 5013).

Indivision (application du régime juridique de l'-) : *Besson (Louis)* (p. 5013) ; *Auroux (Jean)* (p. 5014).

Multipropriété (terme de -) : *Besson (Louis)* (p. 5013) ; *Auroux (Jean)* (p. 5014).

Société d'attribution d'immeubles à temps partagé : *Auroux (Jean)* (p. 5014).

Discussion des articles [28 novembre 1985] (p. 5014).

Avant l'article 1er A : amendement n° 1 de la commission (supprimant l'intitulé : « chapitre Ier A : dispositions relatives à l'indivision par périodes dite « multipropriété ») ; droit réel et droit de propriété (p. 5014) ; droit réel et droit personnel en tant qu'instrument de crédit ; adopté ;

- en conséquence l'intitulé du chapitre Ier A est supprimé.

Article 1er A : amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 1er B : amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 1er C : amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 1er D : amendement n° 5 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 1er : amendement n° 6 de la commission (précisant que les sociétés constituées en vue de l'attribution d'immeubles à usage principal d'habitation en jouissance par périodes sont régis par les dispositions applicables aux sociétés sous réserve des dispositions de la présente loi) (p. 5015) ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *bis* : amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : amendement n° 8 de la commission (référence aux apports) ; utilisation de ce terme dans la loi de 1966 ; adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 9 de la commission (précisant qu'est réputée non écrite toute clause des statuts prévoyant la désignation d'une personne physique ou morale autre que le représentant de la société, pour assumer les missions prévues à l'article 1er de la présente loi) ; nécessité d'éviter l'inamovibilité de fait du gérant de l'immeuble ; adopté.

Article 6 (p. 5016) : amendement n° 10 de la commission (complétant l'avant-dernier alinéa de cet article par la phrase : « en ce cas, tout acte de souscription, de cession d'actions ou de parts sociales doit en faire état ») ; nécessité qu'un tel acte fasse état de ce qui a pu apparaître dans un document publicitaire ; adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 : amendement n° 11 de la commission (précisant que les associés sont tenus de participer aux charges entraînées par les services collectifs, les éléments d'équipement et le fonctionnement de l'immeuble en fonction de l'utilité qu'il présente à leur égard) : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *bis* A : amendement n° 12 de la commission (références aux charges visées à l'article 7) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (précisant que si l'action est reconnue fondée, le tribunal procède à la nouvelle répartition des charges) (p. 5017) ; adopté ;

- article 7 *bis* a, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *bis* : adopté.

Article 8 : amendement n° 14 de la commission (de conséquence) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 14 (p. 5018) : amendement n° 15 de la commission (référence aux règles de nomination et de révocation des gérants d'une société constituée sous la forme de société civile) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (précisant qu'aucun associé quelle que soit sa participation au capital ne peut disposer de plus de 50 p. 100 de voix) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : amendement n° 27 du Gouvernement (précisant que le contrôle de la gestion doit être effectué chaque année par un technicien non associé désigné par l'assemblée) ; frais entraînés par l'obligation de nommer un commissaire aux comptes ; nécessité d'un contrôle allégé ; adopté (p. 5019) ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 : adopté.

Article 18 : amendement n° 19 de la commission (supprimant la référence à la première cession de parts ou d'actions) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 : amendement n° 21 de la commission (suppression de la référence à la première cession de droits sociaux) : adopté ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 19 bis A : adopté (p. 5020).

Article 19 *ter* : amendement n° 22 de la commission (substituant au mot « deux » les mots « une durée maximale de cinq » dans le 3 e alinéa de cet article) ; disposition tendant à différer l'exécution de la garantie de souscription de toutes les parts ou actions de la société coopérative ; adopté ;

- article 19 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *quater* : amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) ; fédérations de tourisme associatif ; encouragement des résidences coopératives de vacances ; adopté ;

- article 19 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *quinquies* : adopté.

Article 19 *sexies* : amendement n° 24 de la commission (de suppression) (p. 5021) ; adopté ;

- en conséquence cet article est supprimé.

Article 19 *septies* : adopté.

Article 21 : adopté.

Article 22 : amendement n° 25 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; difficulté d'interdir le recours au terme : « multipropriété » ; nécessité que l'emploi de ce texte ne donne pas lieu à confusion ; adopté ;

- article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 : adopté.

Titre : amendement n° 26 de la commission (supprimant dans le titre du projet de loi les mots « à l'indivision par périodes dite « multipropriété » et) (p. 5022) ; formule indivisaire ; adopté ;

- Titre, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5023).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [19 décembre 1985] (p. 6404).

Accord de la commission mixte paritaire : *Besson (Louis)* (p. 6405) ; *Auroux (Jean)* (p. 6405).

Immobilier de loisirs (actions en faveur de l'-) : *Besson (Louis)* (p. 6405) ; *Auroux (Jean)* (p. 6405).

Nomination d'un gérant d'une société civile d'attribution : *Besson (Louis) (p. 6404).*

Participation aux charges ; *Besson (Louis)* (p. 6404) ; *Auroux (Jean)* (p. 6405).

Régles de majorité : *Besson (Louis)* (p. 6404).

Sociétés coopératives (règles spécifiques applicables aux -) : *Besson (Louis)* (p. 6405).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 6405 à 6407).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6407).

18. - Proposition de loi n° 3073 tendant à la construction de 35 000 **logements locatifs sociaux** supplémentaires par an et modifiant le système de l'**épargne logement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 novembre 1985 par M. François Asensi et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Accession à la propriété.

Voir *Questions orales sans débat* **793.**

Allocation logement.

Voir *Lois de finances* **11**, articles et amendements portant articles additionnels non rattachés : après l'article 71.

Charges locatives.

Voir *Questions au Gouvernement* **1377.**

Contribution petrolie.

Voir *Lois de finances* **11**, articles et amendements portant articles additionnels non rattachés : article 71.

- de fonction.

Voir *Questions orales sans débat* **883.**

Mesures fiscales en faveur du -

Voir *Logement* **18.**

Politique d'amélioration de l'habitat.

Voir *Questions au Gouvernement* **1244.**

Primes à l'amélioration de l'habitat.

Voir *Questions orales sans débat* **811.**

LOGEMENT SOCIAL

3. - Proposition de loi n° 3069 tendant à démocratiser et à rapprocher de l'échelon local les décisions prises en matière d'**attribution des logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat** et à donner la priorité d'attribution aux candidats résidant ou travaillant dans la commune où sont implantés ces logements. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 14 novembre 1985 par M. Paul Mercieca et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Logement* **18.**

LOI QUILLIOT

Question de l'abrogation de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **1389, 1391.**

LOIS DE FINANCES

9. - Promulgation : rectificatif [*J.O.* du 9 mars 1985] (p. 2910).

10. - Proposition de loi n° 2719 tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de *l'exécution des lois de finances* et d'accroître les pouvoirs du Parlement.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 mai 1985 par M. René Rieubon et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Daniel Le Meur (10 octobre 1985).

11. - Projet de loi de finances pour 1986, , n° 2951.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprés du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation.

Annexes

Rapport économique et financier. Comptes prévisionnels de la nation pour 1985 et principales hypothèses économiques pour 1986. - Annexe au rapport économique et financier (rapport sur les comptes de la nation pour l'année 1984). - Annexe concernant les organismes créés par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle. - Autres annexes (évaluation des voies et moyens ; comptes spéciaux du Trésor : trentième et unième rapport du conseil de direction du fonds de développement économique et social).

Documents bleus par ministère (services votés, mesures nouvelles) : I. - *Budgets civils : a)* Budget général :

Agriculture ; Anciens combattants ; Commerce, artisanat et tourisme ; Culture ; Départements et territoires d'outre-mer ; Economie, Finances et Budget (I. - Charges communes ; II. - Services financiers) ; Education nationale ; Environnement ; Intérieur et décentralisation ; Jeunesse et sports ; Justice ; Mer ; Plan et aménagement du territoire ; Recherche et technologie ; Redéploiement industriel ; Redéploiement industriel et recherche et technologie : services communs ; Relations extérieures (I. - Services diplomatiques et généraux ; II. - Coopération et développement) ; Santé et solidarité nationale ; Santé, solidarité nationale, travail, emploi et formation professionnelle (services généraux) ; Services du Premier ministre (I. - Services généraux ; II. - Secrétariat général de la Défense nationale ; III. - Conseil économique et social) ; Travail, emploi et formation professionnelle ; urbanisme et logement.

b) Budgets annexes : Imprimerie nationale ; Journaux officiels ; Légion d'honneur ; Ordre de la Libération ; Monnaies et médailles ; Postes et télécommunications ; Prestations sociales et agricoles.

II. - *Budgets militaires :* Défense.

Documents blancs (présentation du budget sous forme de « budget de programmes ») :

Agriculture ; Anciens combattants ; Commerce, artisanat et tourisme ; Culture ; Défense ; Départements et territoires d'outre-mer ; Economie, finances et budget ; Education nationale ; Environnement ; Intérieur et décentralisation ; Jeunesse et sports ; Justice ; Mer ; Postes et télécommunications ; Redéploiement industriel et commerce extérieur ; Relations extérieures : I. - Services diplomatiques et généraux ; II. - Coopération ; Santé, solidarité nationale ; Travail, emploi et formation professionnelle ; Urbanisme, logement et tranports ; I. - Urbanisme et logement ; II. - Transports.

Autres documents : compte rendu d'activité des agences financières de bassin pour l'année 1984 ; état récapitulatif de l'effort financier consenti en 1985 et prévu en 1986 au titre de l'environnement ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux départements et aux collectivités territoriales d'outre-mer ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux territoires d'outre-mer ; état récapitulatif des crédits concourant à l'action culturelle de la France à l'étranger ; état récapitulatif des crédits concourant à l'action européenne de la France ; état récapitulatif des crédits de toute nature qui concourent sous une forme multilatérale et bilatérale à l'action extérieure de la France ; état retraçant l'effort social de la nation ; résultats 1982, 1983, 1984 ; imposition des plus-values ; programmes prioritaires d'exécution du 9e Plan : financement pour 1986 ; rapport annexe sur l'état de la recherche et du développement technologique, activité en 1984 et 1985, perspectives 1986 ; rapport du Gouvernement sur la gestion des autorisations de programme (exercice 1984) ; rapport relatif aux budgets 1986 des assemblées par-

lementaires ; rapport sur la gestion du fonds de solidarité ; rapport sur la gestion du fonds spécial de grands travaux ; rapport sur les taxes parafiscales ; rapport sur l'exécution du budget annexe des prestations sociales agricoles, exercice 1984 ; régionalisation du budget d'équipement et aménagement du territoire.

- Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan ;

- Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; à la commission des affaires étrangères, à la commission de la défense nationale et des forces armées, à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; à la commission de la production et des échanges.

Rapport général : n° 2987 (9 octobre 1985).

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Christian Pierret.

Tome I. - Rapport général.

Tome II. - Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome III. - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales.

Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

I. - **Budget général**

A. - *Dépenses civiles*

Annexes :	MM.
1. - Affaires sociales et solidarité nationale : services généraux	Jean-Paul de Rocca-Serra.
2. - Affaires sociales et solidarité nationale : Santé	Mme Renée Soum.
3. - Affaires sociales et solidarité nationale : Solidarité nationale	Guy Bêche.
4. - Affaires sociales et solidarité nationale : Rapatriés	Gérard Bapt.
5. - Agriculture : Dépenses ordinaires	Yves Tavernier.
6. - Agriculture : Dépenses en capital	Jean-Jacques Benetière.
7. - Anciens combattants et victimes de guerre	Hervé Vouillot.
8. - Commerce, artisanat et tourisme : Commerce	Germain Sprauer.
9. - Commerce, artisanat et tourisme : Artisanat	Jean-Louis Dumont.
10. - Commerce, artisanat et tourisme : Tourisme	Jean de Préaumont.
11. - Culture	Jean-Paul Planchou.
12. - Départements et territoires d'outre-mer	Maurice Pourchon.
13. - Droits de la femme (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, services généraux)	Emmanuel Hamel.
14. - Economie, finances et budget : tome I : charges communes ; tome II : services économiques et financiers ; tome III : voir « Divers : Comptes spéciaux du Trésor »	Jean-Pierre Balligand.
15. - Economie, finances et budget : Budget	Parfait Jans.
16. - Economie, finances et budget : Consommation	Marc Massion.
17. - Education nationale : Enseignements primaire et secondaire	François Mortelette.
18. - Education nationale : Enseignement supérieur	Gilbert Gantier.
19. - Environnement	René Rieubon.
20. - Intérieur et décentralisation	André Laignel.
21. - Jeunesse et sports	Claude Wilquin.
22. - Justice	Jean Natiez.
23. - Plan et aménagement du territoire	Christian Goux.
24. - Premier ministre : Services généraux	Philippe San Marco.
25. - Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale	Michel Cointat.
26. - Premier ministre : Conseil économique et social	Michel Barnier.
27. - Premier ministre : Relations avec le Parlement (fascicule budgétaire : services du Premier ministre : services généraux)	Edmond Alphandéry.
28. - Premier ministre : Communication et radiotélévision	Pierre Forgues.
29. - Premier ministre : Fonction publique (fascicule budgétaire : services du Premier ministre : services généraux)	Raymond Douyère.
30. - Recherche et technologie	Michel Charzat.
31. - Redéploiement industriel et commerce extérieur : Industrie	Claude Germon.
32. - Redéploiement industriel et commerce extérieur : Energie	Alain Rodet.
33. - Redéploiement industriel et commerce extérieur : Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie, finances et budget : services financiers)	Roland Mazoin.
34. - Relations extérieures : Services diplomatiques et généraux	Charles Josselin.
35. - Relations extérieures : affaires européennes	Adrien Zeller.
36. - Relations extérieures : Coopération et développement	Alain Vivien.
37. - Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et emploi	Dominique Frelaut.
38. - Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle	Michel Berson.
39. - Urbanisme, logement et transports : Urbanisme et logement	Jean Anciant.
40. - Urbanisme, logement et transports : Section commune des transports	François d'Aubert.
41. - Urbanisme, logement et transports : Transports intérieurs	Alain Chenard.
42. - Urbanisme, logement et transports : Aviation civile et météorologie	Robert-André Vivien.
43. - Urbanisme, logement et transports : Mer	Albert Denvers.

B. - *Dépenses militaires*

44. - Défense	M. Jean-Yves Le Drian.

II. - Budgets annexes

	MM.
45. - Imprimerie nationale	Philippe Mestre.
46. - Journaux officiels	Michel Barnier.
47. - Légion d'honneur. Ordre de la Libération	Christian Bergelin.
48. - Monnaies et médailles	Michel Noir.
49. - Navigation aérienne	Robert-André Vivien.
50. - Postes et télécommunications	Alain Bonnet.
51. - Prestations sociales agricoles	Michel Couillet.

III. - Divers

	MM.
14. - Tome III : Comptes spéciaux du Trésor	Jean-Pierre Balligand.
52. - Taxes parafiscales	Paul Mercieca.

Avis

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales avis n° 2988 (9 octobre 1985)

Tomes :	MM.
I. - Affaires sociales et solidarité nationale : Santé	Louis Lareng.
II. - Affaires sociales et solidarité nationale : Solidarité nationale	Joseph Legrand.
III. - Anciens combattants et victimes de guerre	Jean Falala.
IV. - Culture	Jean-Paul Desgranges.
V. - Droits de la femme (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux)	Mme Ghislaine Toutain.
VI. - Education nationale	Bernard Derosier.
VII. - Education nationale : Enseignement supérieur	Jean-Claude Cassaing.
VIII. - Education nationale : Enseignement technique	Jean-Paul Fuchs.
IX. - Jeunesse et sports	Etienne Pinte.
X. - Premier ministre : Communication et radio-télévision	Georges Hage.
XI. - Recherche et technologie	Jean-Pierre Sueur.
XII. - Relations extérieures : Relations culturelles	Jean Proveux.
XIII. - Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et emploi	Mme Marie-France Lecuir.
XIV. - Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle	Antoine Gissinger.
XV. - Prestations sociales agricoles	Germain Gengenwin.

Commission des affaires étrangères, avis n° 2989 (9 octobre 1985)

Tomes :	MM.
I. - Relations extérieures : Services diplomatiques et généraux	Mme Véronique Neiertz.
II. - Relations extérieures : Coopération et développement	Roland Bernard.
III. - Relations extérieures : Relations culturelles	Xavier Deniau.
IV. - Relations extérieures : Affaires européennes	Mme Paulette Nevoux.
V. - Redéploiement industriel et commerce extérieur : Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie, finances et budget : Services financiers)	Théo Vial-Massat.
VI. - Affaires sociales et solidarité nationale : Population immigrée	Louis Odru.
VII. - Agriculture	François Loncle.
VIII. - Culture	Guy Vadepied.
IX. - Défense	Pierre Lagorce.
X. - Urbanisme, logement et transports : Mer	François Léotard.

Commission de la défense nationale et des forces armées avis n° 2990 (9 octobre 1985)

Tomes :	MM.
I. - Défense : Politique de défense de la France	Jacques Huyghues des Etages.
II. - Défense : Section commune	Pierre Mauger.
III. - Défense : Section forces terrestres	Jean Combasteil.
IV. - Défense : Section marine	Joseph Gourmelon.
V. - Défense : Section air	Loïc Bouvard.
VI. - Défense : Section gendarmerie	Robert Aumont.
VII. - Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale	Jacques Huyghues des Etages.
VIII. - Relations extérieures	Guy-Michel Chauveau.

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, avis n° 2991 (9 octobre 1985)

Tomes :	MM.
I. - Justice : Administration centrale et services judiciaires	Louis Maisonnat.
II. - Justice : Administration pénitentière et éducation surveillée	Gilbert Bonnemaison.
III. - Intérieur et décentralisation : Administration générale et collectivités locales	Pascal Clément.
IV. - Intérieur et décentralisation : Sécurité	Philippe Marchand.
V. - Premier ministre : Fonction publique (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux)	Georges Labazée.
VI. - Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer	Jean-François Hory.
VII. - Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer	René Rouquet.

Commission de la production et des échanges, avis n° 2992 (9 octobre 1985)

Tomes :	MM.
I. - Agriculture : Dépenses ordinaires	Charles Pistre.
II. - Agriculture : Dépenses en capital	Roland Huguet.
III. - Commerce, artisanat et tourisme : Commerce et artisanat	Jean-Pierre Destrade.
IV. - Commerce, artisanat et tourisme : Tourisme	Jean Bégault.
V. - Départements et territoires d'outre-mer	Pierre Micaux.
VI. - Economie, finances et budget : Consommation	Pierre Weisenhorn.
VII. - Education nationale : Enseignement technique	Georges Colin.
VIII. - Environnement	René La Combe.
IX. - Plan et aménagement du territoire	Robert de Caumont.
X. - Postes et télécommunications	Jean Jarosz.
XI. - Prestations sociales agricoles	René André.
XII. - Recherche et technologie	Robert Chapuis.
XIII. - Redéploiement industriel et commercial extérieur : Industrie	Albert Chaubard.
XIV. - Redéploiement industriel et commerce extérieur : Energie	Georges Sarre.
XV. - Redéploiement industriel et commerce extérieur : Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie, finances et budget : Services financiers)	Alain Mayoud.
XVI. - Urbanisme, logement et transports : Urbanisme et logement	Mme Odile Sicard.
XVII. - Urbanisme, logement et transports : Transports intérieurs	Jean Bernard.
XVIII. - Urbanisme, logement et transports : Aviation civile et météorologie	Claude Labbé.
XIX. - Urbanisme, logement et transports : Mer	André Duroméa.

Discussion générale et première partie les 16, 17 et 18 octobre 1985. Adoption le 18 octobre 1985. **Discussion** de la deuxième partie les 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30, 31 octobre, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 13 et 14 novembre 1985.

Seconde délibération des articles 28, 29, 48, 50, 65 *bis* et 26 (pour coordination). **Adoption** le 14 novembre 1985. - Projet de loi de finances **n° 895.**

Sénat (première lecture) **n° 95** (1985-1986), dépôt le 21 novembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur général : M. Maurice Blin. - Rapport général **n° 98** (1985-1986) (21 novembre 1985).

Tome I. - Le budget de 1986 et son contexte économique et financier.
Annexe. - Observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes (M. André Fosset, rapporteur).

Tome II. - Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Tome III. - Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapports spéciaux

I. - **Budgets civils**

A. - *Budget général*

Annexes n°	MM.
Santé, solidarité nationale, travail, emploi et formation professionnelle :	
1. - Services généraux ; travail, emploi et formation professionnelle	Jacques Mossion.
2. - Santé, solidarité nationale	Marcel Fortier.
3. - Agriculture	Henri Torre.
4. - Anciens combattants	Michel Maurice-Bokanowski.
Commerce, artisanat et tourisme :	
5. - Commerce et artisanat	René Ballayer.
6. - Tourisme	Bernard Pellarin.
7. - Culture	Maurice Schumann.
8. - Départements et territoires d'outre-mer	Henri Goetschy.
Economie, finances et budget :	
9. - I. - Charges communes	André Fosset.
10. - II. - Services financiers	Michel Manet.
11. - Consommation	Michel Manet.
Education nationale :	
12. - I. - Enseignement scolaire	Gérard Delfau.
13. - II. - Enseignement universitaire	Jacques Descours-Desacres.
14. - Environnement	Fernand Lefort.
Intérieur et décentralisation :	
15. - Administration centrale et sécurité	Joseph Raybaud.
16. - Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation	René Monory.
17. - Jeunesse et sports	Stéphane Bonduel.
18. - Justice	Georges Lombard.
Mer :	
19. - Marine marchande	Camille Vallin.
20. - Ports	Tony Larue.
21. - Plan et aménagement du territoire	Geoffroy de Montalembert.
22. - Recherche et technologie	Pierre Croze.
Redéploiement industriel et commerce extérieur :	
23. - Redéploiement industriel, recherche et technologie. - Services communs.	
Redéploiement industriel	Jean Chamant.
24. - Commerce extérieur	Tony Larue.
Relations extérieures :	
25. - I. - Services diplomatiques et généraux	Josy Moinet.
26. - II. - Coopération et développement	André-Georges Voisin.
Services du Premier ministre :	
27. - I. - Services généraux	Robert Guillaume.
28. - Economie sociale	Fernand Lefort.
29. - Information	Jean Cluzel.
30. - II. - Secrétariat général de la défense nationale	Christian Poncelet.
31. - III. - Conseil économique et social	Fernand Lefort.
Urbanisme, logement et transports :	
32. - I. - Urbanisme et logement	Jean François-Poncet.
II. - Transports :	
33. - 1. - Section commune	Mlle Irma Rapuzzi.
34. - 2. - Aviation civile	Jean-François Pintat.
3. - Transports intérieurs :	
33. - Transports terrestres	Mlle Irma Rappuzzi.
35. - Routes	Michel Dreyfus-Schmidt.
36. - Voies navigables	Jean-Pierre Maseret.
34. - 4. - Météorologie	Jean-François Pintat.

B. - *Budgets annexes*

	MM.
37. - Imprimerie nationale	Pierre Gamboa.
38. - Journaux officiels	Pierre Gamboa.
39. - Légion d'honneur et ordre de la Libération	Henri Duffaut.
40. - Monnaies et médailles	Michel Dreyfus-Schmidt.
41. - Navigation aérienne	Jean-François Pintat.
42. - Postes et télécommunications	Louis Perrein.
43. - Prestations sociales agricoles	Henri Torre.

II. - **Défense**

	MM.
44. - Exposé d'ensemble ; dépenses en capital	Jean Francou.
45. - Dépenses ordinaires	Modeste Legouez.

III. - **Autres dispositions**

	MM.
46. - Comptes spéciaux du Trésor	Christian Poncelet.
47. - Communication audiovisuelle (organismes créés par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982)	Jean Cluzel.

Commission des affaires culturelles, avis n° 97 (1985-1986)

Tome I. - Culture, par M. Michel Miroudot.
Tome II. - Cinéma - Théatre dramatique, par M. Jacques Carat.
Tome III. - Environnement, par M. Hubert Martin.
Tome IV. - Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy.
Tome V. - Enseignement agricole, par M. Albert Vecten.
Tome VI. - Enseignements supérieurs, par M. Adolphe Chauvin.
Tome VII. - Recherche scientifique, par M. Adrien Gouteyron.
Tome VIII. - Enseignement technique, par M. Marcel Vidal.
Tome IX. - Education physique et sportive, par M. Jean Delaneau.
Tome X. - Jeunesse et sports, par M. Jean Delaneau.
Tome XI. - Temps libre et éducation populaire, par Mme Hélène Luc.
Tome XII. - Information - Presse, par M. Michel Durafour.
Tome XIII. - Communication audiovisuelle, par M. Charles Pasqua.
Tome XIV. - Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jacques Pelletier.

Commission des affaires économiques et du Plan, avis n° 98 (1985-1986)

Tome I. - Agriculture, par M. Michel Sordel.
Tome II. - Aménagement rural, par M. Jean Puech.
Tome III. - Industries agricoles et alimentaires, par M. Charles-Edmond Lenglet.
Tome IV. - Industrie, par M. Francisque Collomb.
Tome V. - Energie, par M. Marcel Lucotte.
Tome VI. - Recherche scientifique, par M. Jacques Valade.
Tome VII. - Commerce et artisanat, par M. Raymond Brun.
Tome VIII. - Consommation et concurrence, par Mme Monique Midy.
Tome IX. - Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay.
Tome X. - Aménagement du territoire, par M. Roger Rinchet.
Tome XI. - Plan, par M. Bernard Barbier.
Tome XII. - Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier.
Tome XIII. - Ports maritimes, par M. Claude Prouvoyeur.

Tome XIV. - Logement, par M. Robert Laucournet.
Tome XV. - Urbanisme, par M. Maurice Janetti.
Tome XVI. - Tourisme, par M. Paul Malassagne.
Tome XVII. - Environnement, par M. Richard Pouille.
Tome XVIII. - Transports terrestres, par M. Georges Berchet.
Tome XIX. - Aviation civile, par M. Bernard Legrand.
Tome XX. - Marine marchande, par M. Yves Le Cozannet.
Tome XXI. - Postes et télécommunications, par M. Jean-Marie Rausch.
Tome XXII. - Départements d'outre-mer, par M. Lucien Delmas.
Tome XXIII. - Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour.

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, avis n° 99 (1985-1986)

Tome I. - Relations extérieures, par M. Claude Mont.
Tome II. - Coopération, par M. Gérard Gaud.
Tome III. - Relations culturelles, par M. Paul Alduy.
Tome IV. - Défense. - Section commune, par M. Jacques Genton.
Tome V. - Défense. - Section Gendarmerie, par M. Michel Caldaguès.
Tome VI. - Défense. - Section Forces terrestres, par M. Jacques Chaumont.
Tome VII. - Défense. - Section Air, par M. Albert Voilquin.
Tome VIII. - Défense. - Section Marine, par M. Max Lejeune.

Commission des affaires sociales, avis n° 100 (1985-1986)

Tome I. - Anciens combattants, par M. André Rabineau.
Tome II. - Santé et action sociale, par M. Jean Chérioux.- .
Tome III. - Sécurité sociale, par M. Louis Boyer.
Tome IV. - Travail et formation professionnelle, par MM. Louis Souvet et Jean Madelain.
Tome V. - Prestations sociales agricoles, par M. Louis Caiveau.
Tome VI. - Départements d'outre-mer, par M. Roger Lise.
Tome VII. - Logement social, par M. Charles Bonifay.

Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, avis n° 101 (1985-1986)

Tome I. - Intérieur, par M. Pierre Salvi.
Tome II. - Justice, par M. Edgar Tailhades.
Tome III. - Départements d'outre-mer, par M. Louis Virapoullé.
Tome IV. - Territoires d'outre-mer, par M. Jean-Marie Girault.
Tome V. - Protection civile, par M. Paul Girod.

Discussion les 21, 22, 26, 27, 29 novembre 1985, 3, 4, 5, 6, 9 et 1er décembre 1985. Rejet le 10 décembre 1985. Projet de loi n° **40** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Bureau [*J.O.* du 13 décembre 1985] (p. 14516).

Assemblée nationale, rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **3182** (12 décembre 1985).

Sénat, rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **189** (1985-1986) (12 décembre 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **3187,** dépôt le 10 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **3187** (12 décembre 1985). - Discussion le 17 décembre 1985. - Deuxième délibération (art. 11 *bis,* 26 et état A). - Adoption avec modifications le 17 décembre 1985. - Projet de loi n° **967.**

Sénat (deuxième lecture) n° **238** (1985-1986), dépôt le 18 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **239** (1985-1986) (18 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Rejet le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **80** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **3239,** dépôt le 19 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **3245** (19 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption définitive le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **983.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 28 décembre 1985 (*J.O.* du 29 décembre 1985) (p. 15386). - Articles déclarés non conformes : article 74.

Loi n° 85-1403 du 30 décembre 1985 publiée au *Journal officiel* du 31 décembre 1985 (p. 15448) ; rectificatif (*J.O.* du 23 janvier 1986 (p. 1271).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 2951 et ceux de la loi

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIERE PARTIE			
		CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE Ier			
		Dispositions relatives aux ressources			
		I. - Impôts et revenus autorisés			
		A. - *Dispositions antérieures*			
1		Autorisation de percevoir les impôts existants.	Première lecture : 17 octobre 1985	3184	1
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6262	
		B. - *Mesures fiscales*			
		a) Impôt sur le revenu			
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement.	Première lecture : 17 octobre 1985	3186	2
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6262	
		b) Mesures relatives aux entreprises			
3		Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés sur les bénéfices non distribués.	Première lecture : 17 octobre 1985	3202	3
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6263	
4		Assouplissement du régime du report en arrière des pertes.	Première lecture : 17 octobre 1985	3208	4
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6264	
5		Régime fiscal des sociétés à responsabilité limitée à associé unique et des exploitants agricoles à responsabilité limitée à associé unique.	Première lecture : 17 octobre 1985	3224	5
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6266	
	5 A *bis* AN	Activités complémentaires touristiques et forestières des agriculteurs.	Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6266	6
	5 B *bis* AN	Seuil d'exonération fiscale des titres-restaurant acquis par les salariés.	Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6269	7
	5 *bis* AN	Changement de l'objet social ou de l'activité réelle d'une société.	Première lecture : 17 octobre 1985	3228	8
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6269	
6		Relèvement du plafond d'amortissement des voitures particulières.	Première lecture : 17 octobre 1985	3228	9
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6269	
7		Reconduction d'un prélèvement sur les entreprises de production pétrolière.	Première lecture : 17 octobre 1985	3229	10
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6269	
8		Précisions concernant le régime des entreprises nouvelles.	Première lecture : 17 octobre 1985	3233	11
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6270	
		C. - *Mesures de simplification et d'actualisation*			
9		Mesures de simplification d'obligations déclaratives.	Première lecture : 17 octobre 1985	3235	12
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6270	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
10		Mesures de recouvrement.	Première lecture : 17 octobre 1985	3236	13
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6270	
		D. - *Mesures sectorielles et mesures diverses*			
11		Reconduction de mesures temporaires.	Première lecture : 17 octobre 1985	3237	14
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6271	
	11 *bis* AN	Base imposable de la T.V.A. pour les créations de spectacles de cirque.	Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6271, 6279	15
			Seconde délibération : 17 décembre 1985	6286	
12		Mesures diverses en faveur de la presse.	Première lecture : 17 octobre 1985	3238	16
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6272	
13		Aménagement du régime de taxe sur la valeur ajoutée en faveur du secteur culturel.	Première lecture : 17 octobre 1985	3243	17
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6272	
	13 *bis* AN	Mesures en faveur de la vie associative.	Première lecture : 17 octobre 1985	3243	18
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6272	
14		Impôt sur les grandes fortunes. - Actualisation des seuils. - Majoration conjoncturelle.	Première lecture : 18 octobre 1985	3254	19
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6273	
	14 *bis* AN	Actualisation de certains droits de timbre.	Première lecture : 18 octobre 1985	3258	20
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6274	
15		Détaxation des carburants agricoles.	Première lecture : 18 octobre 1985	3259	21
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6274	
16		Tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.	Première lecture : 18 octobre 1985	3261	22
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6274	
17		Tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers. - Institution d'une nouvelle ligne.	Première lecture : 18 octobre 1985	3267	23
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6275	
18		Abrogation de l'ordonnance du 18 mai 1983 relative à la majoration de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.	Première lecture : 18 octobre 1985	3268	24
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6276	
	18 *bis* AN	Déduction de dépenses engagées pour la formation professionnelle continue.	Première lecture : 18 octobre 1985	3269	25
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6276	
	18 *ter* AN	Taux de la taxe sur les métaux précieux et droit de timbre concernant les passeports.	Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6278	26
		II. - Ressources affectées			
19		Dispositions relatives aux affectations.	Première lecture : 18 octobre 1985	3270	27
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6279	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
20		Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations agricoles.	Première lecture : 18 octobre 1985	3270	28
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6279	
21		Aménagement de la taxe et prélèvement sur certaines recettes perçues par les sociétés diffusant des programmes de télévision.	Première lecture : 18 octobre 1985	3271	29
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6279	
22		Aménagement des recettes du compte d'affectation spéciale. - Fonds national pour le développement du sport.	Première lecture : 18 octobre 1985	3272	30
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6279	
	22 *bis* AN	Taxe au profit du Fonds national pour le développement des adductions d'eau.	Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6279	31
23		Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 18 octobre 1985	3272	32
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6280	
		TITRE II			
		Dispositions relatives aux charges			
24		Confirmation de dispositions législatives antérieures.	Première lecture : 18 octobre 1985	3273	33
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6280	
25		Majoration des rentes viagères.	Première lecture : 18 octobre 1985	3274	34
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6280	
		TITRE III			
		Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges			
26		Equilibre général du budget.	Première lecture : 18 octobre 1985	3276	35
			Seconde délibération : 14 novembre 1985	4385	
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6281	
			Seconde délibération : 17 décembre 1985	6286, 6312	
		DEUXIEME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES			
		TITRE Ier			
		Dispositions applicables à l'année 1986			
		A. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF			
		I. - *Budget général*			
27		Budget général. - Services votés.	Première lecture : 14 novembre 1985	4373	36
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6292	
28		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services civils.	Première lecture : 14 novembre 1985	4374	37
			Seconde délibération : 14 novembre 1985	4377	
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6293	
29		Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services civils.	Première lecture : 14 novembre 1985	4374	38
			Seconde délibération : 14 novembre 1985	4379	
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6297	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
30		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services militaires.	Première lecture : 8 novembre 1985	4193	39
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6301	
31		Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services militaires.	Première lecture : 8 novembre 1985	4195	40
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6301	
32		Autorisations d'engagement par anticipation.	Première lecture : 14 novembre 1985	4374	41
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6301	
				II. - *Budgets annexes*	
33		Budgets annexes. - Services votés.	Première lecture : 22 octobre 1985	3316	42
			24 octobre 1985	3474, 3498	
			30 octobre 1985	3675	
			5 novembre 1985	3908	
			14 novembre 1985	4374	
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6301	
34		Budgets annexes. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 22 octobre 1985	3316	43
			24 octobre 1985	3474, 3498	
			30 octobre 1985	3675	
			5 novembre 1985	3908	
			14 novembre 1985	4374	
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6301	
		III. - *Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale*			
35		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Services votés.	Première lecture : 30 octobre 1985	3675	44
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6301	
36		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 30 octobre 1985	3675	45
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6302	
37		Suppression de la division en deux secteurs du compte d'affectation spéciale « Fonds national pour le développement du sport ».	Première lecture : 30 octobre 1985	3675	46
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6302	
38		Modifications du compte d'affectation spéciale « soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels ».	Première lecture : 30 octobre 1985	3675	47
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6302	
		B. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE			
39		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. - Services votés.	Première lecture : 30 octobre 1985	3675	48
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6302	
40		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations à caractère temporaire. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 30 octobre 1985	3675 49	
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6302	
41		Comptes de commerce. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 30 octobre 1985	3675	50
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6302	

ARTICLES Projet de loi	ARTICLES Additionnels	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
42		Clôture d'un compte de commerce.	Première lecture : 30 octobre 1985	3675	51
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6302	
43		Compte d'avance. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 30 octobre 1985	3675	52
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6302	
44		Compte de prêts. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 30 octobre 1985	3675	53
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6302	
		C. - Dispositions diverses			
45		Perception des taxes parafiscales.	Première lecture : 30 octobre 1985	3676	54
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6303	
46		Crédits évaluatifs.	Première lecture : 14 novembre 1985	4349	55
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6303	
47		Crédits provisionnels.	Première lecture : 14 novembre 1985	4350	56
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6303	
48		Reports de crédits.	Première lecture : 14 novembre 1985	4350	57
			Seconde délibération : 14 novembre 1985	4382	
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6303	
49		Financement de grands travaux intéressant la région Ile-de-France.	Première lecture : 24 octobre 1985	3474	58
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6305	
50		Répartition du produit de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du service public de la communication audiovisuelle et approbation du produit de la publicité de marque affecté à la télévision.	Première lecture : 25 octobre 1985	3528	59
			Seconde délibération : 14 novembre 1985	4384	
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6305	
		TITRE II			
		Dispositions permanentes			
		A. - MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ			
		a) *Mesures de simplification*			
51		Elargissement du système simplifié d'imposition.	Première lecture : 14 novembre 1985	4355	60
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6305	
	51 *bis* AN	Détermination des salaires imposables des artistes du spectacle.	Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6305	61
52		Amélioration du système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu.	Première lecture : 14 novembre 1985	4357	62
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6306	
53		Réduction de la retenue à la source sur les primes de remboursement.	Première lecture : 14 novembre 1985	4357	63
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6306	
54		Simplifications relatives aux contributions indirectes.	Première lecture : 14 novembre 1985	4358	64
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6306	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
55		Réglementation des activités non sédentaires.	Première lecture : 14 novembre 1985	4359	65
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6306	
		b) *Mesures d'harmonisation et de normalisation*			
56		Suppression des règles particulières d'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée et institution de taux correspondants.	Première lecture : 14 novembre 1985	4359	66
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6306	
57		Application de la procédure de taxation d'office aux droits d'enregistrement.	Première lecture : 14 novembre 1985	4360	67
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6306	
	57 *bis* AN	Plafond des ressources fiscales des établissements publics régionaux.	Première lecture : 14 novembre 1985	4360	68
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6306	
		B. – AUTRES MESURES			
		Anciens combattants			
58		Relèvement des pensions militaires d'invalidité.	Première lecture : 22 octobre 1985	3338	69
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6306	
		Commerce, artisanat et tourisme			
59		Actualisation de la taxe pour frais des chambres de métiers.	Première lecture : 28 octobre 1985	3575	70
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6307	
		Economie, finances et budget			
60		Redevance des sociétés nationalisées.	Première lecture : 14 novembre 1985	4362	71
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6307	
61		Relèvement de la taxe spéciale d'équipement perçue par l'établissement public d'aménagement de la Basse-Seine et de la taxe spéciale d'équipement perçue par l'établissement public foncier de la métropole lorraine.	Première lecture : 14 novembre 1985	4362	72
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6307	
		Education nationale			
62		Intégration dans l'enseignement public de quatre établissements privés.	Première lecture : 29 octobre 1985	3663	73
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6307	
	62 *bis* AN	Intégration dans le service public des personnels enseignant dans les classes bilingues de certaines associations.	Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6307	(1)
		Intérieur et décentralisation			
	62 *ter* AN	Financement des dépenses du service départemental chargé de la défense des forêts contre l'incendie.	Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6308	75
		Justice			
63		Mode de calcul de la retraite de certains fonctionnaires de l'administration pénitentiaire.	Première lecture : 5 novembre 1985	3899	76
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6308	
64		Majoration des plafonds de ressources pour l'octroi de l'aide judiciaire.	Première lecture : 5 novembre 1985	3899	77
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6308	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		Relations extérieures			
65		Fixation des modalités de calcul de l'indemnité de résidence servie aux personnels civils et militaires titulaires et non titulaires, en service dans les pays étrangers.	Retiré		
		Santé et solidarité nationale			
66		Institution d'une compensation spécifique entre les régimes spéciaux d'assurance vieillesse.	Première lecture : 4 novembre 1985	3878	78
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6308	
67		Financement de la lutte contre les maladies mentales.	Première lecture : 4 novembre 1985	3878	79
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6310	
68		Financement du régime de sécurité sociale des étudiants.	Première lecture : 4 novembre 1985	3878	80
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6311	
69		Exonération de cotisation d'assurance maladie pour les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés.	Première lecture : 4 novembre 1985	3878	81
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6311	
		Travail, emploi et formation professionnelle			
70 (2)		Actualisation de l'assiette des versements dus par les entreprises au titre du 0,2 p. 100 de la formation continue.	Première lecture : 31 octobre 1985	3795	
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6311	
		Urbanisme, logement et transport			
71		Modification du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction.	Première lecture : 14 novembre 1985	4363	82
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6311	
	72 AN	Attribution de l'allocation logement aux chômeurs en fin de droits.	Première lecture : 14 novembre 1985	4372	83
			Deuxième lecture : 17 décembre 1985	6312	
		Adoption définitive, le 19 décembre 1985, du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.			

(1) Non conforme à la Constitution.

(2) Supprimé.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 octobre 1985] (p. 3083, 3120, 3141) ; [17 octobre 1985] (p. 3165) :

Administration (modernisation de l' -) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 3100, 3101).

Agriculture (efforts budgétaires en faveur de l' -) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 3102) ; *Benetière (Jean-Jacques).* (p. 3162).

Bâtiments et travaux publics : *Royer (Jean)* (p. 3152).

Charges salariales : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3127) ; *Anciant (Jean)* (p. 3130) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3158) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3166).

Chômage (indemnisation du -) : *Pierret (Christian)* (p. 3092) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3099) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3101) ; *Hermier (Guy)* (p. 3122).

Chômage (niveau et évolution du -) : *Pierret (Christian)* (p. 3086, 3087) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3096, 3137) ; *Hermier (Guy)* (p. 3121) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3125) ; *Anciant (Jean)* (p. 3130, 3131) ; *Noir (Michel)* (p. 3133) ; *Goux (Christian)* (p. 3142) ; *Jans (Parfait)* (p. 3144) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3147) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3149, 3150) ; *Royer (Jean)* (p. 3152) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 3153).

Culture (efforts budgétaires en faveur de la -) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 3102) ; *Noir (Michel)* (p. 3133) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3151).

Débudgétisation : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3126) ; *Noir (Michel)* (p. 3133) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3151).

Défense nationale (efforts budgétaires en faveur de la -) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 3101) ; *Hermier (Guy)* (p. 3122) ; *Goux (Christian)* (p. 3141, 3142).

Déficit budgétaire : *Pierret (Christian)* (p. 3087) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3097, 3098, 3178) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3125, 3126) ; *Anciant (Christian)* (p. 3128, 3129) ; *Noir (Michel)* (p. 3132) ; *Goux (Christian)* (p. 3144) ; *Jans (Parfait)* (p. 3146) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3147) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3154) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3165) ; *Richard (Lucien)* (p. 3169) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3175).

Déficit extérieur (balances commerciale et des paiements) : *Pierret (Christian)* (p. 3085, 3086) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3096, 3135) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3124) ; *Jans (Parfait)* (p. 3145) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3146).

Dénationalisations : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3100, 3148, 3179) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3103, 3104) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3147) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3157, 3158).

Dépenses d'équipement : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3126) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3166).

Dépenses publiques (montant des -) : *Pierret (Christian)* (p. 3089, 3092) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3097) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3126, 3127) ; *Anciant (Jean)* (p. 3129) ; *Noir (Michel)* (p. 3132) ; *Goux (Christian)* (p. 3143) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3146) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3166) ; *Richard (Lucien)* (p. 3169).

Dette extérieure : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3096, 3097, 3137, 3168) ; *Hermier (Guy)* (p. 3122) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3124, 3125, 3126, 3127) ; *Jans (Parfait)* (p. 3146) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3150, 3151) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3154) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3165) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3175).

Dette publique : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 3167) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3168) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3168) ; *Richard (Lucien)* (p. 3169) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3175).

Emprunt obligatoire de 1983 (remboursement anticipé de l' -) : *Tranchant (Georges)* (p. 3151) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3154) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3176).

Endettement des pays en voie de développement : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3094, 3095).

Entreprises (situation et effort en faveur des -) : *Pierret (Christian)* (p. 3086) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3103, 3104, 3176) ; *Anciant (Jean)* (p. 3130) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3096, 3135) ; *Jans (Parfait)* (p. 3145) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3147) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3155, 3156, 3157) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3158) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3172, 3173, 3174).

Entreprises publiques (situation et rôle des -) : *Hermier (Guy)* (p. 3123) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3127) ; *Noir (Michel)* (p. 3133) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3154) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3157, 3158) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3172, 3173).

Environnement international : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3094, 3095, 3135, 3148) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3124) ; *Goux (Christian)* (p. 3143).

Epargne : *Pierret (Christian)* (p. 3084) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3097, 3135, 3136) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3124, 3127) ; *Noir (Michel)* (p. 3132) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3147, 3170) ; *Richard (Alain)* (p. 3169, 3170, 3171).

Finances publiques locales : *Pierret (Christian)* (p. 3091) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 3153) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 3154, 3155) ; *Bêche (Guy)* (p. 3161) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3166) ; *Richard (Alain)* (p. 3172).

Fiscalité (considérations générales sur la -) : Pierret (Christian) (p. 3089) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3126) ; *Noir (Michel)* (p. 3133) ; *Goux (Christian)* (p. 3143) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3166).

Fonction publique (effectifs de la - et dépenses induites par la -) : Hermier (Guy) (p. 3122) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3126) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3166, 3167).

Formation professionnelle : Pierret (Christian) (p. 3087, 3092) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3101, 3102) ; *Royer (Jean)* (p. 3153).

Franc (valeur du -) : Giscard d'Estaing (Valéry) (p. 3125) ; *Anciant (Jean)* (p. 3129).

Hypothèses économiques : *Hermier (Guy)* (p. 3121) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3147) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3151) ; *Richard (Lucien)* (p. 3169).

Impôt sur le revenu : *Pierret (Christian)* (p. 3090, 3092) ; *Hermier (Guy)* (p. 3121) ; *Goux (Christian)* (p. 3143, 3144) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3159) ; *Bêche (Guy)* (p. 3160, 3161).

Impôt sur les grandes fortunes : *Pierret (Christian)* (p. 3091) ; *Jans (Parfait)* (p. 3146) ; *Mortelette (François)* (p. 3148, 3149) ; *Bêche (Guy)* (p. 3161) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3179).

Impôt sur les sociétés : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3093, 3099, 3137, 3178) ; *Hermier (Guy)* (p. 3121) ; *Anciant (Jean)* (p. 3134) ; *Jans (Parfait)* (p. 3145) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3147) ; *Royer (Jean)* (p. 3152) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3156) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3172) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3178).

Inflation (rythme de l' - et évolution du différentiel avec nos principaux partenaires) : *Pierret (Christian)* (p. 3084, 3085) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3095, 3096, 3135, 3178, 3179) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3125, 3127) ; Anciant (Jean) (p. 3129) ; *Jans (Parfait)* (p. 3145, 3146) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3146) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3175).

Investissement des entreprises : *Pierret (Christian)* (p. 3086) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3096, 3135) ; *Hermier (Guy)* (p. 3121) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3124, 3127) ; *Anciant (Jean)* (p. 3130) ; *Noir (Michel)* (p. 3133, 3134) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3151) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3172, 3173, 3174).

Justice (efforts budgétaires en faveur du ministère de la -) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 3101) ; *Goux (Christian)* (p. 3141, 3142).

Logement (efforts budgétaires en faveur du -) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 3103) ; *Anciant (Jean)* (p. 3130) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3135).

Marchés financiers : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3096) ; *Noir (Michel)* (p. 3131) ; *Richard (Alain)* (p. 3169, 3170, 3171) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3173).

Pauvreté : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3099) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3102) ; *Goux (Christian)* (p. 3143).

Planification : *Vivien (Robert-André)* (p. 3158).

Politique économique du Gouvernement (changement ou continuité de la -) : *Pierret (Christian)* (p. 3083, 3084) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3093) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3100) ; *Hermier (Guy)* (p. 3121, 3122) ; *Anciant (Jean)* (p. 3128) ; *Noir (Michel)* (p. 3131, 3132) ; *Jans (Parfait)* (p. 3144) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3157) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3165) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 3168).

Pouvoir d'achat : *Emmanuelli (Henri)* (p. 3096, 3102, 3176) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3099, 3135) ; *Hermier (Guy)* (p. 3121) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3124) ; *Anciant (Jean)* (p. 3129) ; *Jans (Parfait)* (p. 3145, 3146) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3146).

Prélèvement sur les entreprises pétrolières : *Pierret (Christian)* (p. 3093).

Prélèvements obligatoires (montant et évolution des -) : *Pierret (Christian)* (p. 3084, 3089, 3092) ; *Hermier (Guy)* (p. 3121) ; *Anciant (Jean)* (p. 3128) ; *Noir (Michel)* (p. 3132) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3135, 3138) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3150, 3151) ; *Bêche (Guy)* (p. 3160) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3165) ; *Richard (Lucien)* (p. 3169) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3176).

Prix (libération des -) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3096, 3136, 3138) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3125).

Production industrielle : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3124).

Recettes publiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3097).

Recherche (efforts budgétaires en faveur de la -) : *Pierret (Christian)* (p. 3092) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3102) ; *Goux (Christian)* (p. 3143) ; *de Caumont (Robert)* (p. 3159, 3160).

Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales : *Emmanuelli (Henri)* (p. 3102) ; *Richard (Alain)* (p. 3171, 3172).

Rôle de l'Etat dans l'économie : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3093).

Salaires (revalorisation des bas -) : *Pierret (Christian)* (p. 3084).

Sécurité (efforts budgétaires en faveur de la -) : *Pierret (Christian)* (p. 3092) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3101) ; *Goux (Christian)* (p. 3141, 3142).

Sécurité sociale : *Pierret (Christian)* (p. 3087, 3092) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3098, 3099, 3136, 3177) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3102, 3175, 3176) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 3124) ; *Noir (Michel)* (p. 3132, 3133) ; *Goux (Christian)* (p. 3142) ; *Royer (Jean)* (p. 3152) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 3153) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3165).

Seuils sociaux : *Royer (Jean)* (p. 3152).

Sidérurgie : *Hermier (Guy)* (p. 3123).

Système monétaire international : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3094).

Taux d'intérêt : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3098) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3103) ; *Goux (Christian)* (p. 3141) ; *Jans (Parfait)* (p. 3146) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3147) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3154) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3174).

Taxe professionnelle : *Hermier (Guy)* (p. 3121) ; *Jans (Parfait)* (p. 3145) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3147) ; *Richard (Alain)* (p. 3172).

T.V.A. : *Pierret (Christian)* (p. 3091) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3136) ; *Goux (Christian)* (p. 3143).

Travaux d'utilité collective : *Hermier (Guy)* (p. 3122).

PREMIERE PARTIE

Discussion des articles [17 octobre 1985] (p. 3184, 3224), [18 octobre 1985] (p. 3254) :

Article 1er *(autorisation de percevoir les impôts existants)* ; projet de budget difficilement amendable pour l'opposition ; caractère insuffisant des informations fournies à l'Assemblée nationale ; prélèvements opérés sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne ; affectation de ce prélèvement (p. 3184) ; choix des orateurs du groupe R.P.R. ; amendement n° 97 de M. Gilbert Gantier (évaluation des impôts autres que les taxes parafiscales) ; information de la commission des finances ; article 1er concernant plus de 90 p. 100 des recettes de l'Etat ; unanimité de la commission (p. 3185) ; retard constaté tenant à la marche des services ; nécessité que les informations soient fournies à partir de la loi de finances pour 1986 ; multiplication des rapports allant dans le sens contraire de celui d'une bonne information du Parlement ; adopté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* ; actualisation du barème (p. 3186) ; quotient familial ; situation démographique de la France ; revalorisation du plafond de la tranche de revenu bénéficiant d'un abattement de 20 p. 100 pour les adhérents des associations agréées ; diminution générale de 3 p. 100 des impôts ; limitation des abattements de 10 et 20 p. 100 sur les salaires ; seuil supportable de prélèvements obligatoires ; inconvénients de la réduction des prélèvements obligatoires ; remise en cause de la solidarité nationale et du rôle de redistribution du budget de l'Etat ; diminution des prestations sociales ; cotisations patronales pour le logement ; indexation du barème de l'impôt sur le revenu (p. 3187) ; taux de pression fiscale étant devenu inférieur à ce qu'il était en 1981 ; nombre de Français assujettis à l'impôt sur le revenu ; taux marginal d'imposition pour les contribuables cumulant l'impôt sur les grandes fortunes et l'impôt sur le revenu ; nécessité d'une réduction des charges salariales ; rappel au règlement de M. Raymond Douyère ; désir de M. Edouard Frédéric-Dupont de rejoindre le Front national ; apparentement de M. Edouard Frédéric-Dupont au R.P.R. ; diminution de l'impôt sur le revenu ; budget autonome des P.T.T. ; caisse de retraite des agents des collectivités locales ; fonds de réserve des caisses d'épargne (p. 3188) ; amendement n° 7 de M. Parfait Jans (barème de l'impôt sur le revenu) ; nécessité d'une indexation différentielle selon les tranches de revenu ; coût fiscal de l'indexation ; évolution du taux de pression fiscale depuis 1981 ; calcul du taux de l'inflation par l'I.N.S.E.E. ; comparaison internationale des taux maxima de l'impôt sur le revenu (p. 3189) ; réévaluation des tranches du barème ; surtaxe progressive ; progressivité de l'impôt sur le revenu ; exonération de 7 millions de foyers fiscaux ; étroitesse de l'assiette de l'impôt sur le revenu ; rejeté ; amendement n° 6 de M. Parfait Jans (création d'une tranche de taxation à 70 p. 100) ; justice fiscale ; montant estimé de la recette ; progrès réalisé depuis 1981 dans la solidarité au niveau de l'impôt sur le revenu ; taux marginal d'imposition (p. 3190) ; équilibre entre solidarité et initiative ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 8 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Dominique Frelaut (attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables mariés exerçant une seconde activité salariée) ; coût de la mesure ; caractère contestable du gage ; plafonnement du quotient familial ; nombre de personnes concernées ; pénalisation des familles ne comprenant qu'un seul salarié ; rejeté ; amendement n° 66 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Dominique Frelaut (alignement du régime fiscal des couples mariés sur celui des couples non mariés) (p. 3191) ; difficultés rencontrées par les couples salariés des milieux populaires ; absence de jugement moral porté par le groupe communiste sur le concubinage ; rapport Sullerot ; rejeté ; amendement n° 67 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Dominique Frelaut (attribution d'une demi-part supplémentaire au couple marié n'ayant plus d'enfant à charge) (p. 3192) ; nécessaire distinction entre les couples mariés n'ayant plus d'enfant à charge et ceux qui n'en ont jamais eu ; reconnaissance de la nation à l'égard des familles ayant participé à la progression ou au maintien démographique de la nation ; financement du dispositif ; nécessité d'encourager la natalité ; rejeté ; amendement n° 96 de M. Jean Anciant (tendant dans le paragraphe IV de cet article à substituer à la somme : « 4 500 F », la somme : « 5 000 F ») ; traitement réservé au couple selon qu'il est constitué ou non de personnes mariées ; droit de la famille ; dispositif de déduction du revenu imposable des frais de garde ; réévaluation annuelle (p. 3193) ; augmentation de l'avantage fiscal pour frais de garde ; imposition séparée ; nécessité de ne pas porter atteinte aux libertés publiques ; adopté ; amendement n° 86 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Parfait Jans (déductibilité du revenu imposable des heures payées à une femme de ménage) ; limitation à 4 225 F par an ; nécessité d'éviter des hospitalisations trop précoces ou trop longues ; caractère contestable du gage ; faculté de déduire du revenu imposable dans la limite du plafond du fonds national de solidarité les avantages en nature versés par les contribuables accueillant sous leur toit des personnes âgées de plus de soixante-quinze ans sans qu'il y ait entre eux d'obligation alimentaire (p. 3194) ; mesures prises depuis 1981 en faveur des personnes âgées ; exonération de l'impôt sur le revenu ; abattement sur les revenus imposables ; anciens combattants isolés âgés de plus de soixante-quinze ans ; décote aux contribuables isolés à bas revenus ; augmentation du plafond d'abattement de 10 p. 100 appliqué aux pensionnés et retraités ; déduction des frais d'accueil ; dégrèvement de la taxe d'habitation ; exonération de la redevance télévision ; existence de service de soins à domicile ; réduction des aides accordées au titre de l'aide ménagère ; rejeté ; amendement n° 57 de M. Francis Geng soutenu par M. Adrien Zeller (relèvement du seuil en deçà duquel les adhérents à des centres ou à des associations de gestion agréés bénéficient de l'abattement de 20 p. 100) (p. 3195) : rejeté ; amendement n° 99 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Parfait Jans (plafonnement à 1 600 F de la baisse de 3 p. 100 des cotisations d'impôt sur le revenu) ; économie réalisée en haut de tranche permettant d'opérer un abattement minimum de 500 F sur les cotisations inférieures ; simplicité et uniformité de la réduction d'impôt ; nécessité de ne pas multiplier les seuils ; rejeté ; amendement n° 11 de M. Parfait Jans (paiement des impôts des foyers fiscaux dont les revenus du travail n'ont pas dépassé quatre fois le S.M.I.C. annuel au cours de chacune des cinq années précédant le changement de situation) ; mécanisme du report en arrière ; nécessité d'une analogie pour les familles se trouvant dans une situation de difficultés financières (p. 3196) ; délais de paiement accordés par l'administration ; situation des petits commerçants et artisans ; amendement permettant à des personnes dont les salaires ne constituent pas la source principale de revenu de bénéficier d'avantages indus ; mécanisme du report en arrière constituant un encouragement à l'investissement ; gage proposé ; instructions données aux comptables publics ; nécessité de ne pas confondre les dispositions fiscales prises en faveur de l'investissement et des « cadeaux » accordés aux entreprises ; mécanisme du report en arrière ne permettant pas aux entreprises de récupérer financièrement le crédit d'impôt dégagé de leurs pertes antérieures (p. 3197) ; date de perception de l'impôt ; rejeté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Après l'article 2 : amendement n° 68 de M. Adrien Zeller (régime fiscal des cotisations sociales des artisans et commerçants) ; nécessaire harmonisation avec le régime des salariés ; cas de l'assurance maladie ; cas de l'assurance vieillesse ; versement à un régime complémentaire de maladie et de prévoyance ; nécessité de ne pas pénaliser les Sicav de trésorerie ; date à laquelle la taxe de 0,5 p. 100 sur le montant de la valeur de rachat des parts est perçue (p. 3198) ; possibilité pour les entreprises de déduire les

cotisations versées au titre du régime obligatoire de l'assurance maladie ou maternité des travailleurs non salariés pour la détermination de leur bénéfice imposable ; financement futur des régimes sociaux ; gage proposé ; nécessité que le Gouvernement étudie une réforme générale de l'assurance vie ; protection sociale des artisans et commerçants constituant un obstacle au développement de l'artisanat et du commerce ; rejeté ; amendement n° 58 de M. Francis Geng (application d'un abattement à partir des bénéfices résultant d'un redressement lorsque la bonne foi de l'adhérent n'est pas mise en cause) ; distinction actuelle entre le redressement intervenu à la suite d'une rectification spontanée de l'adhérent et celui intervenu à la suite d'une initiative de l'administration (p. 3199) ; caractère vague de la notion de bonne foi ; rejeté ; amendement n° 75 de M. Jean-Louis Masson (possibilité pour les personnes mariées d'effectuer séparément leurs déclarations de revenu) ; rapport Sullerot ; avantages fiscaux des couples vivant en concubinage ; nécessité de ne pas porter atteinte aux libertés publiques ; rejeté ; amendement n° 76 de M. Jean-Louis Masson (régime juridique des associations ayant leur siège dans l'un des trois départements d'Alsace-Lorraine) (p. 3200) ; droits des associations déclarées en Alsace-Lorraine ; retard apporté par le Gouvernement à l'exécution de la disposition prévoyant que les associations déclarées en Alsace-Lorraine pourraient bénéficier des mêmes avantages que les associations déclarées d'utilité publique ; causes de ce retard ; rejeté ; amendement n° 77 de M. Jean-Louis Masson (limite de la déduction applicable aux associations constituées en Alsace-Lorraine lorsqu'elles ont été reconnues et inscrites auprès du tribunal) ; nécessité de ne pas faire porter sur le Conseil d'Etat la responsabilité des carences du Gouvernement (p. 3201) ; absence de mise en cause du Conseil d'Etat ; rejeté.

Avant l'article 3 : amendement n° 43 de M. Gilbert Gantier (plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle) ; plafond de la taxe professionnelle exprimé en pourcentage de la valeur ajoutée des entreprises ; incitation des entreprises à prendre la forme d'un groupe ; multiplication des possibilités de plafonnement ; avantages donnés aux entreprises à établissements multiples ; neutralité fiscale ; gage proposé ; rejeté.

Article 3 *(réduction du taux de l'impôt sur les sociétés sur les bénéfices non distribués)* (p. 3202) ; allégement de l'impôt sur les bénéfices au cas où les entreprises ne distribuent pas de dividendes ; situation à l'étranger ; coût de la mesure ; nécessité de supprimer l'impôt sur les grandes fortunes pour les actifs minoritaires ; pénalisation des petites et moyennes entreprises à caractère familial par rapport aux grandes sociétés ; taux d'épargne des entreprises ; taux d'investissement ; effets pervers du dispositif proposé par le Gouvernement (p. 3203) ; transfert massif des revenus vers les entreprises ; part des salaires nets dans le produit intérieur brut ; profit des entreprises ; placements financiers des entreprises ; recettes liées à l'impôt sur le revenu ; situation en République fédérale d'Allemagne ; évolution de la réglementation de l'impôt sur les sociétés (p. 3204) ; système d'amortissement exceptionnel ; amendement n° 12 de M. Parfait Jans soutenu par M. Dominique Frelaut (de suppression) : rejeté ; amendement n° 60 de M. Francis Geng (diminution de 10 p. 100 de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non distribués) ; nécessité d'accroître l'investissement et d'augmenter les fonds propres des entreprises ; neutralité fiscale ; nécessité de ne pas faire payer les ménages pour les entreprises ; rejeté ; amendement n° 59 de M. Francis Geng (déduction de l'impôt sur les sociétés dans le seul cas où le bénéfice est affecté après impôt à une réserve spéciale) ; proposition du Gouvernement incitant les entreprises à s'autofinancer ; conservation de bénéfices pouvant être discriminatoire au regard des bénéfices concernés ; maintien de l'obligation d'inscrire dans une réserve spéciale les bénéfices non distribués par l'entreprise (p. 3205) ; nécessité de ne pas distinguer entre capacité d'autofinancement et investissement ; rejeté ; amendement n° 45 de M. Gilbert Gantier (imputation du précompte acquitté dès la mise en paiement des dividendes sur le complément d'impôt sur les sociétés) ; taux dégressif d'amortissement ; nécessité d'éviter une double imposition ; gage proposé ; cas de prélèvement sur la réserve spéciale en cas de distribution de bénéfices ; absence de coût fiscal de la mesure ; problème pouvant être réglé par instruction administrative ; retiré ; amendement n° 46 de M. Gilbert Gantier (tendant à compléter le paragraphe II de cet article par les mots : « ou d'imputation des pertes ») ; sous-amendement n° 101 de M. Christian Pierret à titre personnel (tendant à compléter le 1° du paragraphe I de cet amendement par les mots « sur cette réserve ; les pertes ainsi annulées cessent d'être reportables ») ; dispense de rapporter aux résultats les sommes prélevées sur la réserve spéciale ; illogisme de limiter cette dispense aux seuls cas de dissolution ou d'incorporation du capital (p. 3206) ; imputation des pertes ; gage de dénationalisation n'étant pas acceptable par la majorité de l'Assemblée ; sous-amendement verbal du Gouvernement (tendant à supprimer le paragraphe II de l'amendement n° 46 de M. Gilbert Gantier) : adoptés ; amendement n° 46, ainsi modifié : adopté après rectification ;

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 14 de M. Dominique Frelaut (suppression du système du report en arrière) ; critères permettant de décider si une entreprise peut bénéficier du report en arrière) ; allégement de 10 p. 100 de la taxe professionnelle ; paiement antérieur de l'impôt sur les sociétés constituant une condition d'application du mécanisme de report en arrière (p. 3207) : rejeté ; amendement n° 61 de M. Francis Geng (tendant dans la première phrase du quatrième alinéa du I de l'article 19 de la loi de finances pour 1985 à remplacer les mots : « dix années » par les mots : « cinq années ») ; délai de remboursement de la créance au profit de l'entreprise résultant d'un exercice déficitaire ; gage inflationniste ; rejeté ; amendement n° 78 de M. Jean-Louis Masson (tendant dans le I de l'article 38 *sexdecies* J de l'annexe III du code général des impôts à remplacer les mots : « deux fois la moyenne des résultats » par les mots : « une fois et demie la moyenne de résultats ») : non soutenu.

Article 4 *(assouplissement du régime du report en arrière des pertes)* ; situation des possédants de parts minoritaires dans les S.A.R.L. ; mécanisme du report en arrière ; amendements que le Gouvernement trouve « too much » ; caractère peu souhaitable pour une entreprise de créditer à terme des sommes qui ont été décaissées au comptant (p. 3208) ; amendement n° 15 de M. Parfait Jans soutenu par M. Dominique Frelaut (de suppression) ; cas où cet article sera plus défavorable à l'entreprise que le dispositif initial ; rejeté ; amendement n° 47 de M. Gilbert Gantier (possibilité de considérer le déficit constaté au titre d'un exercice ouvert à compter du 1er janvier 1985 et clos au plus tard le 31 décembre 1988 par une entreprise soumise à l'impôt sur les sociétés comme une charge déductible du bénéfice du cinquième exercice précédant l'exercice déficitaire) ; dérogation permettant de pratiquer le report en arrière sur cinq ans ; situation de Peugeot ; nécessité de conserver la possibilité du report en arrière sur cinq exercices ; caractère irréaliste du gage ; rejeté ;

– article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 16 de M. Dominique Frelaut (abrogation des articles 158 *bis*, 158 *ter* et 209 *bis* du code général des impôts) ; suppression de l'avoir fiscal (p. 3209) ; coût de l'avoir fiscal ; différentes formes d'avoir fiscal ; retenues à la source ; irréalisme du gage portant sur les dénationalisations ; objectif de l'avoir fiscal ; situation du marché financier français ; politique de l'épargne ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 17 de M. Parfait Jans soutenu par M. Dominique Frelaut (suppression du système du prélèvement libératoire) (p. 3210) ; explosion depuis 1981 du marché obligataire ; nécessité d'orienter les fonds vers l'investissement productif ; caractère néfaste du système du prélèvement libératoire ; objectif de la loi de développement de l'épargne ; volume du marché financier ; impossibilité pour les revenus imposables se situant dans les tranches inférieures à 25 % de l'impôt sur le revenu de bénéficier de l'avoir fiscal ; absorption d'une partie de l'épargne par le remboursement de la dette publique ; avoir fiscal ; rejeté au scrutin public (p. 3211).

Article 5 *(régime fiscal des sociétés à responsabilité limitée à associé unique et des exploitations agricoles)* ; assujettissement des exploitations agricoles à responsabilité limitée et à associé unique à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des bénéfices agricoles ; double imposition ; droit d'apport plus élevé que dans les sociétés civiles ; simplification du régime fiscal applicable aux salaires des conjoints (p. 3224) ; nécessité de créer un régime spécial pour les exploitations agricoles ; régime fiscal des établissements unipersonnels à responsabilité limitée ; régime fiscal de l'entreprise agricole à responsabilité limitée ; problème de financement de l'agriculture ; recours aux prêts bonifiés ; caractère insuffisant du recours aux prêts bonifiés ; nécessité de maintenir la distinction entre les sociétés civiles et les sociétés faisant appel aux capitaux extérieurs ; amendement n° 105 du Gouvernement (extension aux entreprises agricoles à responsabilité limitée constituées entre membres d'une même famille du régime d'imposition à l'impôt sur le revenu prévu pour les sociétés agricoles à responsabilité limitée de famille dans le commerce et l'industrie) ; investissements en matière agricole (p. 3225) ; nécessité d'une absence de discrimination fiscale entre les sociétés agricoles à responsabilité limitée, les sociétés anonymes à responsabilité limitée et les entreprises agricoles à responsabilité limitée ; salaire du conjoint ; distinction selon que les époux sont mariés sous le régime de la communauté ou celui de la séparation des biens ; adopté ; amendement n° 18 de M. Michel Couillet (tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa 5° du paragraphe I de cet article : « 5° De l'associé d'une exploitation agricole à responsabilité limitée dont les recettes ne dépassent pas, par associé, 50 % de la limite prévue au I de l'article 69 du code général des impôts ») : retiré ; amendement n° 49 de M. Gilbert Gantier (régime fiscal de la transformation par voie de cession des droits sociaux d'une société à responsabilité limitée à associé unique en société à responsabilité pluripersonnelle) ; nécessité de créer et de développer des sociétés unipersonnelles ; caractère limité des pertes de recettes ; exonération du droit de mutation à titre onéreux pour la transformation d'une société unipersonnelle en société pluripersonnelle (p. 3226) ; principe de la taxation sur les apports faits à une société lorsque la transformation de cette société soumise à l'impôt sur le revenu entraîne le changement de son régime fiscal ; caractère mal venu du gage de la dénationalisation ; amendement conduisant à favoriser l'élaboration de montages permettant de se soustraire à l'impôt ; retiré ; amendement n° 106 du Gouvernement (régime fiscal des apports immobiliers effectués à titre pur et simple aux exploitations agricoles à responsabilité limitée) ; aménagement du régime des droits d'apport ; intention du Gouvernement pour l'application de la doctrine actuelle en matière de cession de parts de sociétés ; requalification des opérations de cession ; jurisprudence de la Cour de cassation ; cession d'un fonds de commerce par le moyen d'une cession de parts ; cession massive de droits sociaux ne s'accompagnant pas d'un changement d'activités n'entraînant plus désormais de conséquences au regard de l'impôt sur les sociétés ; jurisprudence du Conseil d'Etat ; adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté (p. 3227).

Après l'article 5 : amendement n° 102 du Gouvernement (changement de l'objet social de l'activité réelle d'une société emportant cessation d'entreprise) ; définition du changement de l'objet social ; définition du changement de l'activité réelle ; adopté.

Article 6 *(relèvement du plafond d'amortissement des voitures particulières)* : développement des véhicules professionnels n'étant pas classés comme utilitaires ; difficulté d'amortissement ; augmentation du prix des véhicules ; amendement n° 19 de M. Michel Couillet soutenu par M. Parfait Jans (de suppression) ; multiplication des « cadeaux » aux entreprises ; impossibilité de limiter l'application de la mesure à l'achat d'un véhicule français (p. 3228) ; absence de revalorisation depuis plus de 10 ans ; rejeté ; amendement n° 62 de M. Francis Geng : retiré ;

- article 6 : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 63 de M. Francis Geng (tendant dans le dernier alinéa du paragraphe I de l'article 1647 *sexies* du code général des impôts à substituer au pourcentage « 5 % » le pourcentage « 4 % ») ; plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle ; évolution de la réglementation de la taxe professionnelle : rejeté.

Article 7 *(reconduction d'un prélèvement sur les entreprises de production pétrolière)* : institution d'un nouveau prélèvement exceptionnel sur les entreprises de production pétrolière ; nécessité de développer les productions d'hydrocarbures nationaux (p. 3229) ; provisions pour fluctuations des cours ; compagnies pétrolières bénéficiant de la baisse du dollar et du prix du baril ; difficulté de la recherche et de l'exploitation du pétrole ; nécessité d'un impôt frappant l'ensemble des compagnies pétrolières ; nécessité d'encourager les sociétés pétrolières entreprenant des recherches ; produit budgétaire attendu du prélèvement exceptionnel ; amendements identiques n° 21 de M. Dominique Frelaut, n° 51 de M. Gilbert Gantier et n° 87 de M. Pierre Bas (de suppression) ; situation des entreprises de raffinage (p. 3230) ; nécessité d'une information plus complète des parlementaires ; prélèvement ne portant que sur deux sociétés françaises ; prélèvement n'obérant pas la situation de ces sociétés ; cause de l'instauration du prélèvement ; prime pour reconstitution de gisements ; campagne publicitaire à laquelle se sont associées des entreprises nationales ; politiques de libération des prix à la pompe (p. 3231) ; amendement n° 21 : retiré ; amendements n° 51 et n° 87 : rejetés au scrutin public ; amendements identiques n° 1 de la commission et n° 20 de M. Parfait Jans (contribution exceptionnelle de 5 % sur le montant des provisions pour fluctuations des cours) : rejeté ; amendement n° 91 de M. Pierre Bas (tendant à compléter la première phrase de cet article par les mots : « au taux de 4 % ») ; réinvestissement productif du bénéfice après imposition étant plus favorable à l'effort de solidarité (p. 3232) ; rejeté ; amendement n° 90 de M. Pierre Bas (tendant à compléter la première phrase de cet article par les mots : « au taux de 6 % ») : retiré ; amendements n° 88 et n° 89 de M. Pierre Bas : retirés ;

- article 7 : adopté.

Articles 8 *(précisions concernant le régime d'entreprises nouvelles)* : amendement n° 22 de M. René Rieubon soutenu par M. Paul Mercieca (de suppression) : rejeté ;

- article 8 : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 23 de M. Dominique Frelaut (abrogation de l'article 1647-0 *bis* du code général des impôts) ; dégrèvement de 10 p. 100 consenti aux assujettis à la taxe professionnelle ; prise en charge de la taxe professionnelle par l'Etat ; taxe d'habitation (p. 3233) ; relations entre la taxe professionnelle et les investissements ; caractère souhaitable du maintien du dégrèvement de la taxe professionnelle ; prise en charge par l'Etat de la taxe professionnelle ; nécessité de trouver des ressources de substitution ; effort du Gouvernement pour enrayer la montée de cet impôt pesant sur les entreprises ; coefficient déflateur permettant à la valeur locative des locaux industriels d'augmenter moins vite que celle des locaux d'habitation ; rejeté au scrutin public (p. 3234) ; amendement n° 24 de M. Dominique Frelaut (limitation au dégrèvement de taxe professionnelle) ; écart de taux considérable entre les communes ; caractère extravagant du dégrèvement uniforme ; absence de dégrèvement lorsque le taux de taxe professionnelle constaté dans une commune l'année précédente est inférieur à la moitié du taux moyen de la taxe professionnelle constaté dans le groupe démographique défini à l'article L. 234-7) ; adoption de l'amendement conduisant à inciter les collectivités locales à augmenter le taux de taxe professionnelle ; impossibilité d'augmenter la taxe professionnelle sans augmenter la taxe d'habitation ; rejeté.

Article 9 *(mesures de simplification d'obligations déclaratives)* : amendement n° 25 de M. Roland Mazoin soutenu par M. Parfait Jans (tendant à supprimer le paragraphe II

de cet article) (p. 3235) ; incidence sur les tâches de gestion des services dépendant du secrétariat d'Etat au budget des mesures contenues dans l'article 92 de la loi de finances de 1984 ; déclaration des revenus des capitaux mobiliers ; contrôle de ces revenus ; rejeté ;

- article 9 : adopté.

Article 10 *(mesures de recouvrement)* : adopté.

Avant l'article 11 : amendement n° 26 de M. Dominique Frelaut (dégrèvement au titre de la taxe d'habitation) ; dégrèvement de 150 francs à tous les contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu acquittant la taxe d'habitation ; exonération pour les cotisations de taxe d'habitation inférieure à 550 francs ; suppression de la référence à l'indice 100 pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement ; pratique du dégrèvement à un taux uniforme (p. 3236) ; dégrèvement égal au quart de la fraction de cotisation de taxe d'habitation excédant 1000 francs pour les contribuables non assujettis à l'impôt sur le revenu ; abattement spécial à la base prévu à l'article 1411-II-3 du code général des impôts ; liens fiscaux entre une commune et ses habitants ; exonération du paiement de la taxe d'habitation pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans non imposables au titre de l'impôt sur le revenu ; rejeté.

Article 11 *(reconduction de mesures temporaires)* (p. 3237) ; amendement n° 27 de M. Michel Couillet soutenu par M. Parfait Jans (tendant à supprimer le paragraphe I de cet article) : rejeté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 103 du Gouvernement (reconduction des articles 238 *quater* et 823 du code général des impôts pour 1986) ; régime d'incitation applicable aux groupements forestiers ; adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(mesures diverses en faveur de la presse)* : stabilité des crédits d'aide à la presse écrite dans le projet de loi de finances pour 1986 ; rapport Vedel de 1979 ; aide au financement des entreprises de presse ; fonds d'aide aux quotidiens nationaux à faible capacité publicitaire ; danger représenté par la mise en place des télévisions privées ; aide à la presse quotidienne, nationale et régionale (p. 3238) ; amendement n° 74 de M. Paul Mercieca (tendant à la fin du paragraphe II de cet article à substituer aux mots : « conduite pour l'exercice 1986 », le mot : « abrogée ») ; débat sur l'article 39 *bis* du code général des impôts ; montant de l'aide directe ; montant des aides indirectes ; exonération de la taxe professionnelle ; rejeté ;

- article 12 : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 69 de M. Adrien Zeller (élargissement de l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée) ; abaissement du taux de la T.V.A. sur la redevance télévision et magnétoscope ; T.V.A. applicable aux véhicules automobiles adaptés à la conduite par les handicapés moteurs ; situation dans les autres pays européens ; article 3-III de la loi de finances rectificative pour 1982 (p. 3239) ; action du Gouvernement en faveur des handicapés ; abaissement du taux de T.V.A. sur les véhicules pour handicapés ; retiré ; amendement n° 79 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre Bas (soumission au taux réduit de la T.V.A. pour les travaux de composition, d'impression, d'expédition, de diffusion ou de routage des écrits périodiques et fournitures des matières premières nécessaires pour l'impression de ces écrits) ; législation fiscale sur la presse ; rejeté ; amendement n° 80 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre Bas (application aux suppléments et numéros spéciaux des dispositions législatives et réglementaires afférentes aux publications de presse) : rejeté ; amendement n° 81 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre Bas (exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour les écrits périodiques à caractère politique) (p. 3240) ; distribution gratuite de journaux ; rejeté ; amendement n° 82 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre Bas (tendant à remplacer le septième alinéa de l'article 72 de l'annexe III du code général des impôts par les dispositions suivantes : « 3° Paraître régulièrement au moins quatre fois par an ») ; nécessité de fixer le nombre total minimum de numéros à publier annuellement ; rejeté ; amendement n° 83 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre Bas (définition des publications périodiques [p. 3241]) ; nécessité de limiter le pouvoir d'appréciation de la commission des publications et des agences de presse lors de ces examens conduisant à l'agrément des publications périodiques ; absence de M. Jean-Louis Masson ; rejeté ; amendement n° 28 de M. Roland Mazoin soutenu par M. Parfait Jans (attribution de combustibles au personnel des houillères nationales) ; remboursement de la T.V.A. pour les livraisons de charbon des houillères aux mineurs ; jurisprudence du Conseil d'Etat (p. 3242) ; caractère illogique de la perception de la T.V.A. sur les salaires ; législation communautaire ; livraison à soi-même ; principe d'égalité devant l'impôt ; rejeté.

Article 13 *(aménagement du régime de taxe sur la valeur ajoutée en faveur du secteur culturel)* : abaissement du taux de la T.V.A. sur la redevance de télévision ; adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 73 de M. Christian Pierret à titre personnel (tendant à l'article 1679-A du code général des impôts à substituer la somme de 4500 francs à la somme de 3000 francs) ; nécessité de favoriser le développement du secteur associatif ; mesures juridiques, financières, fiscales et budgétaires en faveur du mouvement associatif (p. 3243) ; adopté ; amendement n° 84 de M. Jean-Louis Masson (exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des locations d'emplacements de stationnement de véhicules lorsqu'elles ne sont pas assorties de prestations ou de services leur conférant un caractère commercial) : non soutenu (p. 3244).

Article 14 *(impôt sur les grandes fortunes)* : actualisation des seuils ; majoration conjoncturelle ; barème de l'impôt sur les grandes fortunes et rapport avec l'inflation ; mobilité des fortunes aux Etats-Unis (p. 3254) ; produit effectif de l'impôt par tranche imposable ; exonération des biens professionnels ; évolution des masses respectives de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les grandes fortunes ; bons anonymes (p. 3255) ; transfert de richesses pour échapper à l'impôt sur les grandes fortunes ; régime fiscal des successions ; amendement n° 29 de M. Parfais Jans (doublement du rendement de l'impôt sur les grandes fortunes) ; assiette de l'impôt sur les grandes fortunes ; nécessaire modernisation de l'I.G.F. ; personnes quittant la France pour des raisons fiscales (p. 3256) ; maintien de la surtaxe de 8 p. 100 ; instauration en 1985 d'une tranche de 2 p. 100 ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 30 de M. Parfait Jans (obligation pour les personnes physiques dont le patrimoine excède 3 millions de francs, de souscrire une déclaration avant le 15 juin 1986) ; seuil minimum déclaratif pour l'impôt sur les grandes fortunes ; cas de l'impôt sur le revenu ; absence de sanction dissuasive en cas de défaut de déclaration ; moyens de recoupement dont dipose l'administration fiscale (p. 3257) ; nombre de fonctionnaires affectés au contrôle de l'I.G.F. ; dépenses induites ; nécessité d'un contrôle fiscal dans le cadre d'un système déclaratif ; fonctionnaires recrutés pour le contrôle des déclarations ; rejeté ;

- article 14 : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 104 du Gouvernement (actualisation de certains droits indirects ou de timbres) (p. 3258) : adopté.

Article 15 *(détaxation des carburants agricoles)* : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 31 de M. Roland Mazoin soutenu par M. Paul Mercieca (exonération du fioul domestique utilisé dans la production agricole et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers du droit de timbre, jusqu'à concurrence de 50 hectolitres par exploitation) ; baisse du revenu des agriculteurs ; résultats catastrophiques de la sécheresse ; nécessité d'alléger les charges des agriculteurs ; détaxation du carburant agricole ; possibilité pour les agriculteurs d'utiliser du fioul domestique comme gazole ; gaz naturel (p. 3259) ; évolution de la mécanisation ; rejeté ; amendement n° 72 de M. François Grussenmeyer (possibilité pour les propriétaires d'arbres fruitiers de

distiller en franchise une partie de leurs récoltes) ; proposition de loi déposée en ce sens ; rétablissement d'un droit ancien (p. 3260) ; rétablissement du droit des bouilleurs de cru ; nécessité d'un accord avec le Gouvernement ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 85 de M. Jean-Louis Masson (tendant dans le 2e alinéa (I) de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 à supprimer les mots : « 60 p. 100 de ») : non soutenu.

Article 16 *(tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers) :* réduction de l'impôt compensé par une augmentation des taxes ; taxe intérieure de consommation sur l'essence ; charge spécifique sur le gaz naturel ; chargé sur le fioul lourd (p. 3261) ; dépendance énergétique extérieure ; augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ayant dû s'appliquer au 1er janvier 1986 ; tarifs des transports en commun et ceux des taxis ; aide des collectivités locales aux chauffeurs de taxi ; charges sociales des chauffeurs de taxi ; T.V.A. des chauffeurs de taxi ; coût de l'article 16 ; indexation faisant évaluer la taxe intérieure sur les produits pétroliers en fonction de la 7e tranche de l'impôt général sur le revenu (p. 3262) ; augmentation du produit de la taxe sur le fioul lourd ; situation des chauffeurs de taxi ; évolution de la part des taxes dans le prix du litre d'essence ; prix du fioul lourd ; logements sociaux ; industrie du raffinage (p. 3263) ; situation des bouilleurs de cru ; situation des chauffeurs de taxi ; détaxe du carburant des chauffeurs de taxi ; évolution de la fiscalité pétrolière sur le fioul lourd ; amendement n° 92 de M. Pierre Bas (de suppression) ; difficulté pour certaines entreprises de cette augmentation de la fiscalité (p. 3264) ; balance commerciale française ; rejeté ; amendement n° 33 de M. Parfait Jans (non-application pour l'année 1986 de la disposition inscrite au 4° de l'article 26 du code des douanes) ; indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers sur la 7e tranche de l'impôt sur le revenu ; rejeté ; amendement n° 98 de M. Gilbert Gantier (tendant à la fin de la première phrase du 2e alinéa du paragraphe I de cet article à substituer au mot : « avril » le mot : « mars ») ; augmentation de la T.I.P.P. au 15 mars ; compensation du gain pour les finances publiques par une diminution de la taxe intérieure de consommation sur le fioul domestique ; rejeté ; amendement n° 55 de M. Gilbert Gantier (tendant à supprimer le paragraphe II de cet article) ; amendement n° 34 de M. René Rieubon soutenu par M. Parfait Jans (même objet) ; amendement n° 64 de M. Francis Geng (même objet) ; évolution du prix du fioul lourd (p. 3265) ; conséquence pour certaines entreprises ; amendement n° 34 : retiré ; amendement n° 64 : non soutenu ; amendement n° 55 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 94 de M. Pierre Bas (tendant dans la dernière colonne du tableau du paragraphe II de cet article à substituer au taux « 27,95 » le taux « 18 ») : rejeté ; amendement n° 95 de M. Pierre Bas (tendant dans la dernière colonne du tableau du paragraphe II de cet article à substituer au taux « 27,95 », le taux « 20 ») : rejeté ; amendement n° 35 de M. Dominique Frelaut soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à compléter le paragraphe II de cet article par l'alinéa suivant : « toutefois cette majoration n'est pas applicable aux livraisons destinées au chauffage des immeubles à usage principal d'habitation ») (p. 3266) ; poids des charges de chauffage dans les locaux d'habitation ; évolution du prix du fioul ; cas du gaz naturel ; impossibilité de distinguer la destination finale du produit au moment de sa taxation ; rejeté au scrutin public ;

- article 16 : adopté.

Article 17 *(tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers ; institution d'une nouvelle ligne) :* consommation de gaz naturel ; majoration de la taxe sur le gaz naturel (p. 3267) ; baisse des impôts compensée par une augmentation des taxes ; amendements identiques n° 56 de M. Gilbert Gantier, n° 65 de M. Francis Geng soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejetés ;

- article 17 : adopté.

Article 18 *(abrogation de l'ordonnance du 18 mai 1983 relative à la majoration de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers) :* politique énergétique du Gouvernement ; adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 36 de M. Parfait Jans (possibilité, lors du paiement des intérêts de l'emprunt d'Etat à 7 p. 100 1973, de recevoir la totalité de la valeur du coupon dans la mesure où celle-ci ne dépasse pas la moyenne des intérêts versés par l'Etat pour les autres emprunts émis l'année précédente) ; suppression des avantages fiscaux liés à l'emprunt 7 p. 100 1973 ; partie contractuelle de l'emprunt ; paiement des intérêts ; transformation de la part de capital restant la propriété des porteurs en un emprunt obligatoire ; coût de l'emprunt 7 p. 100 1973 ; impossibilité de modifier les conditions de rémunération de l'emprunt 7 p. 100 1973 (p. 3268) ; coût de l'emprunt 7 p. 100 1973 ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 40 du Gouvernement (actualisation du dispositif de fiscalisation du versement du 0,2 p. 100 destiné à la formation professionnelle des jeunes) ; nature et réglementation de la contribution de 0,2 p. 100 des salaires destinée à la formation professionnelle ; adopté ; amendement n° 41 de M. Ernest Moutoussamy (régime fiscal des rhums et tafias introduit en France en sus du contingent prévu à l'article 388 du code général des impôts) (p. 3269) ; crise de l'industrie sucrière dans les départements d'outre-mer ; surtaxe prévue à l'article 270 de l'annexe II du code général des impôts ; nécessité d'éviter une éventuelle importation abusive en France de rhums en provenance des Etats A.C.P. ; produit encaissé par le service des alcools ; augmentation de la soulte ; évolution du montant de la soulte ; rejeté.

Article 19 *(dispositions relatives aux affectations) :* adopté.

Article 20 *(taxe sur les huiles perçues au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles)* (p. 3270) : adopté.

Article 21 *(aménagement de la taxe et prélèvement sur certaines recettes prévues par les sociétés diffusant des programmes de télévision) ;* amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 107 du Gouvernement (prélèvement sur les ressources des sociétés de service public et taxe sur les ressources des autres moyens de communication audiovisuelle étant exclusif l'un de l'autre) (p. 3271) ; recettes de caractère publicitaire ; adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 21.

Article 22 *(aménagement des recettes du compte d'affectation spéciale : fonds national pour le développement du sport) :* adopté.

Article 23 *(fixation du taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement) :* intervention du crédit agricole dans le financement des collectivités publiques locales ; discrimination entre les communes urbaines et les communes rurales ; investissement des collectivités locales ; augmentation de la dotation globale de fonctionnement ; nécessité d'abonder la dotation globale de fonctionnement (p. 3272) ; amendement n° 100 de M. Dominique Frelaut (tendant dans cet article à substituer au pourcentage « 16,785 p. 100 » le pourcentage « 18,24 p. 100) ; relèvement du taux du prélèvement sur les recettes de T.V.A. destinées au financement de la dotation globale de fonctionnement ; augmentation des charges pesant sur les entreprises au titre de la formation professionnelle ; augmentation de la taxe professionnelle ayant été financée par l'Etat depuis de nombreuses années ; transfert de charges occasionné par la décentralisation ; autonomie des communes ; rejeté ;

- article 23 : adopté.

Article 24 *(confirmation de dispositions législatives antérieures) :* adopté (p. 3273).

Article 25 *(majoration des rentes viagères) :* cas des rentes viagères souscrites dans les bureaux de poste ; évolution de la réglementation en 1980 (p. 3274) ; propositions du candidat Mitterrand ; revalorisation des rentes ; atténuation du retard en matière de rentes viagères dans les budgets de 1982 et 1983 ; pouvoir d'achat des crédits rentiers ou des rentiers viagers ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) ; revalorisation des rentes viagères de 2,9 p. 100 de 1986 ; adopté ;

- article 25, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 70 de M. Adrien Zeller (obligation pour le Gouvernement de transmettre aux assemblées lors du dépôt du projet de loi de finances un document détaillé retraçant l'encours des obligations renouvelables du Trésor) ; transparence de la comptabilité concernant les obligations renouvelables du Trésor ; rejeté (p. 3275).

Article 26 et état A annexé *(équilibre général du budget)* (p. 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285) : déficit prévisionnel de 145 milliards de francs ; transfert opéré au détriment des régimes sociaux ; transfert de charges opéré au détriment du budget annexe des P.T.T. ; remboursement versé par le budget général au titre du transport de presse ; dette publique ; contraintes financières pesant sur le Gouvernement (p. 3286) ; politique économique du Gouvernement ; mesures fiscales ; déficit prévisionnel ; remboursement de l'emprunt obligatoire de 1983 ; évolution de l'investissement industriel (p. 3287) ; hypothèses économiques ; principales mesures fiscales du projet ; amendement n° 108 du Gouvernement (de conséquence) ; débudgétisations ; position du parti communiste à l'égard du parti socialiste (p. 3288) : adopté ;

– article 26 et état A annexé, ainsi modifiés : adoptés (p. 3289).

DEUXIEME PARTIE

AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITE NATIONALE

Discussion générale [4 novembre 1985] (p. 3813, 3831).

Aide à domicile : *Bayard (Henri)* (p. 3831) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 3837) ; *Perrut (Francisque)* (p. 3841) ; *Garrouste (Marcel)* (p. 3841) ; *Laborde (Jean)* (p. 3852, 3853) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3856) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3866) ;

Aide au retour (pour les travailleurs immigrés) : *Bêche (Guy)* (p. 3819) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3827) ; *Rouquette (Roger)* (p. 3845).

Climatisme : *de Caumont (Robert) (p. 3849) ; Hervé (Edmond)* (p. 3856).

Compensation inter-régimes : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3821) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3828).

Comptes de la sécurité sociale : *Bêche (Guy)* (p. 3818) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3820, 3821) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3833).

Congé parental d'éducation : *Tondon (Yvon)* (p. 3848).

Conseils d'administration des caisses de sécurité sociale : *Bêche (Guy)* (p. 3818).

Contrôle médical : *Soum (Renée)* (p. 3815).

Décentralisation dans le domaine médical : *Lareng (Louis)* (p. 3816).

Démographie : *Bayard (Henri)* (p. 3832).

Dépenses de la branche vieillesse : *Bêche (Guy)* (p. 3818, 3819) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3858).

Dépenses de santé (décélération des –) : *Soum (Renée)* (p. 3815) ; *Bêche (Guy) (p. 3818) ; Chanfrault (Guy)* (p. 3839, 3840).

Désengagement de l'Etat dans le domaine de la protection sociale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3820, 3821) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3838).

Emploi dans le secteur de la santé : *Hervé (Edmond)* (p. 3854).

Enfants handicapés : *Provost (Eliane)* (p. 3843) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3865, 3866).

Equipement biomédical lourd : *Soum (Renée)* (p. 3814); *Lareng (Louis)* (p. 3817) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3855, 3856).

Etudes médicales et paramédicales : *Soum (Renée)* (p. 3814); *Lareng (Louis)* (p. 3816) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3835); *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3839) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3855).

Flux migratoires (maîtrise des –) et entrées clandestines : *Dufoix (Georgina)* (p. 3826, 3866, 3867) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3835); *Rouquette (Roger)* (p. 3845).

Handicapés (actions en faveur des –) : *Bêche (Guy)* (p. 3819) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3821) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3825, 3866) ; *Bayard (Henri)* (p. 3832) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3832) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3834) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 3837) ; *Perrut (Francisque)* (p. 3841) ; *Provost (Eliane)* (p. 3842) *Jarosz (Jean)* (p. 3844, 3845).

Horaires médicaux : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3820).

Hôpitaux (départementalisation) : *Soum (Renée)* (p. 3815) ; *Lareng (Louis)* (p. 3816) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3827) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3835) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3854).

Hôpitaux (financement des –) : *Soum (Renée)* (p. 3814, 3815) ; *Lareng (Louis)* (p. 3816) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3820) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3827) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3833) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3835) ; *Perrut (Francisque)* (p. 3840, 3841) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3855).

Hospices (modernisation des –) : *Bêche (Guy)* (p. 3819) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3826) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 3836, 3837) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3839) ; *Garrouste (Marcel)* (p. 3841) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3857).

Immigration et chômage : *Odru (Louis)* (p. 3822) ; *Rouquette (Roger)* (p. 3846).

Immigration et délinquance : *Odru (Louis)* (p. 3822) ; *Rouquette (Roger)* (p. 3846).

Immigrés (insertion sociale et professionnelle des –) : *Rouquette (Roger)* (p. 3845).

Immigrés (logement des –) : *Coffineau (Michel)* (p. 3833).

Immigrés (nombre d' –) : Marcus (Claude-Gérard) (p. 3846) ; *Rouquette (Roger)* (p. 3846).

Information du Parlement en matière budgétaire : *Rocca-Serra (Jean-Paul de)* (p. 3813).

I.N.S.E.R.M. : *Soum (Renée)* (p. 3815) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3855).

Laboratoire national de la santé : *Soum (Renée)* (p. 3815).

Mariage et concubinage : *Bayard (Henri)* (p. 3832).

Médicalisation de la mort : *Dufoix (Georgina)* (p. 3864, 3865) ; *Jans (Parfait)* (p. 3865) ; *Blanc (Jacques)* (p. 3876).

Minimum vieillesse : *Dufoix (Georgina)* (p. 3824, 3825, 3864) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 3837) ; *Garrouste (Marcel)* (p. 3841) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3857).

Modernisation des rapports sociaux : *Dufoix (Georgina)* (p. 3824).

Modernisation des services du ministère : *Rocca-Serra (Jean-Paul de)* (p. 3828).

Nombre de retraités : *Garrouste (Marcel)* (p. 3841).

Pauvreté et urgence sociale : *Bêche (Guy)* (p. 3819) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3821) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3829) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3832) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3834) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 3837) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3866).

Pensions de réversion : *Franceschi (Joseph)* (p. 3857) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3864).

Personnel des services du ministère (situation du –) : *Rocca-Serra (Jean-Paul de)* (p. 3813, 3814).

Personnes âgées (rôle des – dans la société) : *Garrouste (Marcel)* (p. 3842) ; *Jarosz (Jean)* (p. 3844) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3857).

Personnes âgées (dans les établissements de long séjour et alternatives à l'hospitalisation) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3835) ; *Perrut (Francisque)* (p. 3841) ; *Laborde (Jean)* (p. 3852, 3853).

Politique familiale : *Dufoix (Georgina)* (p. 3825, 3826) ; *Tondon (Yvon)* (p. 3848) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3850, 3851).

Présentation des crédits : *Rocca-Serra (Jean-Paul de)* (p. 3813).

Prestations familiales : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3821) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3825, 3826, 3863, 3864) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3833) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 3847, 3848) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3850, 3851).

Prévention médicale (et notamment actions en matière de toxicomanies) : *Soum (Renée)* (p. 3815) ; *Lareng (Louis)* (p. 3817) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3821) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3826, 3827) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3833) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3839) ; *Benedetti (Georges)* (p. 3846, 3847) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3851, 3852) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3853).

Problèmes culturels posés par l'immigration : *Rouquette (Roger)* (p. 3846).

Rapatriés : *Bapt (Gérard)* (p. 3822, 3823) ; *Cathala (Laurent)* (p. 3851) ; *Courrière (Raymond)* (p. 3861, 3862, 3863) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3864).

Regroupement familial : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3836) ; *Rouquette (Roger)* (p. 3845).

Retraites (mensualisation des -) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 3837) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3857) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3864).

Retraites (revalorisation des -) : *Dufoix (Georgina)* (p. 3826, 3864) ; *Jarosz (Jean)* (p. 3844).

Retraites (système de capitalisation ou de répartition) : *Dufoix (Georgina)* (p. 3826) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 3838).

Revalorisation des prestations en espèces (modalités de -) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3820).

Sectorisation psychiatrique : *Soum (Renée)* (p. 3811) ; *Lareng (Louis)* (p. 3816) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3828) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3838) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3853).

Services d'urgence : *Soum (René)* (p. 3815) ; *Lareng (Louis)* (p. 3817).

S.I.D.A. (lutte contre le -) : *Soum (Renée)* (p. 3815) ; *Lareng (Louis)* (p. 3817) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3835).

Statuts des praticiens et personnels hospitaliers : *Soum (Renée)* (p. 3814) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3855).

Tarification des établissements de soins : *Bayard (Henri)* (p. 3831) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3855).

Taux de fécondité des populations étrangères : *Dufoix (Georgina)* (p. 3865).

Taux de remboursement des médicaments : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3820).

Travail des femmes et maternité : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3850).

Ticket modérateur : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3821) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3824).

Vote hostile du groupe communiste : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3839).

Vote positif du groupe socialiste : *Coffineau (Michel)* (p. 3834).

Procédure des questions (p. 3867) :

Age de la retraite pour les femmes salariées : *Grussenmeyer (François)* (p. 3876) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3877).

Aide ménagère : *Jans (Parfait)* (p. 3867, 3868) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3868, 3869) ; *Perrut (Francisque)* (p. 3869).

Allocation parentale d'éducation : *Sergheraert (Maurice)* (p. 3875) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3875).

Allocation veuvage : *Sergheraert (Maurice)* (p. 3874) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3874).

Auxiliaires de vie : *André (René)* (p. 3873) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3873).

C.O.D.E.R.P.A. : *Chaigneau (Colette)* (p. 3871) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3871).

C.O.T.O.R.E.P. (fonctionnement des -) : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3868) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3868, 3869).

Désengagement de l'Etat dans le domaine de la protection sociale : *Perrut (Francisque)* (p. 3869) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3869).

Etablissements d'accueil pour les personnes âgées : *Durr (André)* (p. 3877) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3877).

Etudes médicales et paramédicales : *Chanfrault (Guy)* (p. 3871) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3871).

Fonctionnement de la caisse régionale d'assurance maladie de Normandie : *André (René)* (p. 3877) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3878).

Handicapés (action en faveur des -) : *Blanc (Jacques)* (p. 3875) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3875).

Hébergement médicalisé des personnes âgées en Alsace : *Durr (André)* (p. 3873) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3874).

Hôpitaux (départementalisation) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 3871, 3872) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3872) ; *Blanc (Jacques)* (p. 3871) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3875).

Maison de retraite de l'hôpital rural de Molsheim : *Blanc (Jacques)* (p. 3876) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3876).

Mères de famille isolées : *Narquin (Jean)* (p. 3872, 3873) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3873).

Méthodes de rééducation motrice et sensorielle des jeunes handicapés mentaux : *André (René)* (p. 3874) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3874).

Pauvreté et urgence sociale : *Zeller (Adrien)* (p. 3869, 3870) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3870).

Pensions de reversion : *Grussenmeyer (François)* (p. 3872) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3872).

Protection sociale à Saint-Pierre-et-Miquelon : *Bêche (Guy)* (p. 3872) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3872).

Protection sociale dans les D.O.M. : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3868) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3868).

Remboursement des lunettes et prothèses : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3867) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3867).

Situation du C.H.U. de Montpellier : *Blanc (Jacques)* (p. 3875) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3875).

Situation financière de l'hôpital d'Avranches : *André (René)* (p. 3877) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3878).

Tabagisme : *Koehl (Emile)* (p. 3880) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3870, 3871).

Examen des crédits (p. 3878) :

Crédits inscrits à la ligne : « Santé et solidarité nationale ».

Etat B. - Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C. - Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Crédits inscrits à la ligne « Santé, solidarité nationale, travail, emploi et formation professionnelle - services généraux ».

Etat B. - Titre III : adopté.

Etat C. - Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Articles 66 à 69 rattachés à ce budget.

Article 66 *(compensation entre les régimes spéciaux d'assurance vieillesse de salariés) :* adopté.

Article 67 *(remboursement des dépenses de lutte contre les maladies mentales exposées au titre de l'article L. 326 du code de la santé publique par les régimes de base d'assurance maladie)* (p. 3878) ; *adopté.*

Article 68 *(abrogation du b de l'article L. 570 du code de la sécurité sociale) :* adopté.

Article 69 *(abrogation des articles L. 613-15 du code de la sécurité sociale et 43-1, premier alinéa, de la loi n° 75-354 du 30 juin 1975) :* adopté.

Crédits du secrétariat d'Etat chargé des rapatriés, inclus dans les crédits inscrits à la ligne ; « Economie, finances et budget. - I : Charges communes » : réservés jusqu'à l'examen des crédits des charges communes (p. 3879).

AGRICULTURE, BAPSA

Discussion générale [7 novembre 1985] (p. 4048, 4055).

Agricultrices (situation des -) : *Couillet (Michel)* (p. 4040) ; *Nallet (Henri)* (p. 4077).

Agriculture (aide à l'-) : *Gouzes (Gérard)* (p. 4050, 4051).

Agriculture et développement : *Soury (André)* (p. 4056, 4057).

Agriculture de montagne : *Huguet (Roland)* (p. 4038) ; *Souchon (René)* (p. 4047) ; *Briane (Jean)* (p. 4063).

Aide ménagère : *Gengenwin (Germain)* (p. 4042).

Aménagement foncier (opérations d'-) : *Tavernier (Yves)* (p. 4034).

Bapsa (notamment désengagement de l'Etat) : *Gengenwin (Germain)* (p. 4041) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4063, 4064) ; *Nallet (Henri)* (p. 4076, 4077).

Biotechnologies : *Godfrain (Jacques)* (p. 4065).

Bonifications d'intérêt : *Nallet (Henri)* (p. 4045) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4049) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4055) ; *Proriol (Jean)* (p. 4071).

Calamités agricoles (indemnisation des -) : *Pistre (Charles)* (p. 4034) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4059) ; *Briane (Jean)* (p. 4063) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4069) ; *Nallet (Henri)* (p. 4077).

Communauté économique européenne (élargissement de la -) : *Nallet (Henri)* (p. 4045) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4049) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4064) ; *Gouze (Hubert)* (p. 4068).

Compensation démographique : *Gengenwin (Germain)* (p. 4041) ; *André (René)* (p. 4042) ; *Nallet (Henri)* (p. 4077).

Démographie : *Huguet (Roland)* (p. 4037) ; *Métais (Pierre)* (p. 4070).

Electrification : *Micaux (Pierre)* (p. 4067).

Enseignement agricole et formation professionnelle : *Tavernier (Yves)* (p. 4033, 4034) ; *Nallet (Henri)* (p. 4044, 4045) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4049) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4055) ; *Soury (André)* (p. 4058) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4060, 4061) ; *Briane (Jean)* (p. 4062, 4063).

Fiscalité agricole : *Harcourt (François d')* (p. 4060) ; *Cartelet (Michel)* (p. 4069, 4070) ; *Haby (René)* (p. 4073) ; *Nallet (Henri)* (p. 4075, 4076).

Fonds national de développement des adductions d'eau : *Micaux (Pierre)* (p. 4067).

Forêt et filière bois : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4036) ; *Huguet (Roland)* (p. 4038) ; *Nallet (Henri)* (p. 4045) ; *Souchon (René)* (p. 4046) ; *Métais (Pierre)* (p. 4071).

Groupe de travail sur l'évolution à long terme de l'agriculture (conclusions du -) : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4035).

Jeunes agriculteurs (installation des -) : *Tavernier (Yves)* (p. 4034) ; *Couillet (Michel)* (p. 4040) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4048, 4049) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4052) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4055, 4056).

Lait (production de -) : *Blanc (Jacques)* (p. 4059) ; *Harcourt (François d')* (p. 4060) ; *Rodet (Alain)* (p. 4066) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4068) ; *Proriol (Jean)* (p. 4071) ; *Lestas (Roger)* (p. 4073) ; *Nallet (Henri)* (p. 4079).

« Livre vert » : *Pistre (Charles)* (p. 4035) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4052) ; *Rodet (Alain)* (p. 4066) ; *Proriol (Jean)* (p. 4072) ; *Nallet (Henri)* (p. 4079, 4080).

Maladies des animaux : *Lestas (Roger)* (p. 4072, 4073).

Mayotte (agriculture à -) : *Hory (Jean-François)* (p. 4072).

Modernisation de l'agriculture : Tavernier (Yves) (p. 4033) ; *Pistre (Charles)* (p. 4035) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4036) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4048, 4049) ; *Proriol (Jean)* (p. 4071) ; *Nallet (Henri)* (p. 4074).

Modernisation de l'agriculture (réformes institutionnelles) : *Huguet (Roland)* (p. 4038) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4052) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 4070) ; *Nallet (Henri)* (p. 4076).

Offices par produits : *Tavernier (Yves)* (p. 4034) ; *Huguet (Roland)* (p. 4038) ; *Nallet (Henri)* (p. 4045, 4078) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4051) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4056) ; *Rodet (Alain)* (p. 4066).

Plans Etat-régions-départements : *Huguet (Roland)* (p. 4037, 4038) ; *Nallet (Henri)* (p. 4045) ; *Souchon (René)* (p. 4048) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4048) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4055).

Politique agricole commune : *Pistre (Charles)* (p. 4035) ; *Huguet (Roland)* (p. 4038) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4050) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4055) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4059) ; *Cointat (Michel)* (p. 4080) ; *Nallet (Henri)* (p. 4080).

Programmes intégrés méditerranéens : *Bayou (Raoul)* (p. 4062) ; *Gouze (Hubert)* (p. 4068).

Prix agricoles communautaires et projet de Farm bill américain : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4036, 4037) ; *Huguet (Roland)* (p. 4038) ; *Nallet (Henri)* (p. 4075).

Régime social agricole (notamment problème de la parité) : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4037) ; *Couillet (Michel)* (p. 4039) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4041) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4052).

Retraite à 60 ans : *Huguet (Roland)* (p. 4037) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4041, 4042) ; *André (René)* (p. 4042) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4063).

Retraites (montant des -) : *Couillet (Michel)* (p. 4040) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4041) ; André (René) (p. 4043) ; *Nallet (Henri)* (p. 4076).

Revenus des agriculteurs (évolution des -) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4033) ; *Huguet (Roland)* (p. 4037) ; *Lestas (Roger)* (p. 4073) ; *Nallet (Henri)* (p. 4074, 4075).

Secteur agro-alimentaire : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4037) ; *Huguet (Roland)* (p. 4037) ; *Loncle (François)* (p. 4039) ; *Nallet (Henri)* (p. 4045, 4046, 4079) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4048).

Viande bovine : *Harcourt (François d')* (p. 4060) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4068, 4069) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 4070) ; *Nallet (Henri)* (p. 4078).

Viande ovine : Proriol (Jean) (p. 4071).

Vin et viticulture : *Bayou (Raoul)* (p. 4061, 4062) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 4070).

Procédure des questions (p. 4082, 4087).

Agriculture et départements d'outre-mer : *Nallet (Henri)* (p. 4091, 4092).

Agriculture et 9e Plan : *Alaize (Jean-Marie)* (p. 4089).

Agro-alimentaire (notamment restructuration de Générale Biscuit) : *Dutard (Lucien)* (p. 4102) ; *Nallet (Henri)* (p. 4102).

Alcools (rattachement du services des - au ministère de l'agriculture) : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 4104) ; *Nallet (Henri)* (p. 4104, 4105).

Calamités agricoles (indemnisation des -) : *Raynal (Pierre)* (p. 4090) ; *Nallet (Henri)* (p. 4090, 4091, 4098, 4099, 4103) ; *Inchauspé (Michel)* (p. 4098) ; *Massaud (Edmond)* (p. 4103).

Carburants de substitution : *Cartelet (Michel)* (p. 4103, 4104) ; *Nallet (Henri)* (p. 4104, 4111) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4110).

Céréales communautaires (exportation des -) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4111) ; *Nallet (Henri)* (p. 4112).

Communauté économique européenne (entrée de l'Espagne et du Portugal) : *Deniau (Xavier)* (p. 4113) ; *Nallet (Henri)* (p. 4113, 4114).

Contrats de plan Etat-région : *Nallet (Henri)* (p. 4089, 4090).

Eleveurs (situation des -) : *Desanlis (Jean)* (p. 4082) ; *Nallet (Henri)* (p. 4082, 4093, 4096, 4097, 4108) ; *Mazoin (Roland)* (p. 4192) ; *Hunault (Xavier)* (p. 4194) ; *Patriat (François)* (p. 4196) ; *Goulet (Daniel)* (p. 4108).

Enseignement agricole et formation professionnelle : *Bouvard (Loïc)* (p. 4081) ; *Nallet (Henri)* (p. 4081, 4109, 4112) ; *Miossec (Charles)* (p. 4108, 4109) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4112).

Entreprise agricole à responsabilité limitée (E.A.R.L.) : *Miossec (Charles)* (p. 4109, 4110) ; *Nallet (Henri)* (p. 4110).

Fiscalité agricole : *André (René)* (p. 4105) ; *Nallet (Henri)* (p. 4105, 4111, 4113) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4111) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4112, 4113).

Fonds national des abattoirs : *Hunault (Xavier)* (p. 4094) ; *Nallet (Henri)* (p. 4094).

Forêt et filière bois : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4087) ; *Nallet (Henri)* (p. 4088).

Hydraulique agricole (cas du Sud-Ouest) : *Garrouste (Marcel)* (p. 4095) ; *Nallet (Henri)* (p. 4095).

Installation des jeunes : *Renault (Amédée)* (p. 4089) ; *Lambert (Michel)* (p. 4097, 4098) ; *Nallet (Henri)* (p. 4098, 4105, 4107, 4108) ; *Raynal (Pierre)* (p. 4107).

Lait (problème des quotas) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4087) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 4091, 4092) ; *Nallet (Henri)* (p. 4091, 4092, 4098, 4105, 4108, 4109, 4110) ; *André (René)* (p. 4105) ; *Goulet (Daniel)* (p. 4108, 4109) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4110).

Modernisation de l'agriculture : *Nallet (Henri)* (p. 4089, 4098, 4099).

Montagne (agriculture en -) : *Corrèze (Roger)* (p. 4107, 4108) ; *Nallet (Henri)* (p. 4108).

Offices par produits : *André (René)* (p. 4091).

Pays en voie de développement et Communauté économique européenne : *Hunault (Xavier)* (p. 4094) ; *Nallet (Henri)* (p. 4095).

Pomme de terre (marché de la -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4096) ; *Nallet (Henri)* (p. 4096, 4099) ; *Paccou (Charles)* (p. 4099).

Programmes intégrés méditerranéens : *Alaize (Jean-Marie)* (p. 4089) ; *Hunault (Xavier)* (p. 4113).

Régime social des agriculteurs (notamment problème de la parité et taux des cotisations) : *Gengenwin (Germain)* (p. 4081) ; *Nallet (Henri)* (p. 4081, 4106) ; *Paccou (Charles)* (p. 4100) ; *Raynal (Pierre)* (p. 4106).

Retraite des agriculteurs : *Gengenwin (Germain)* (p. 4081) ; *Nallet (Henri)* (p. 4082, 4088, 4089, 4100) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 4088) ; *Paccou (Charles)* (p. 4100).

Revenus des agriculteurs : *Desanlis (Jean)* (p. 4082) ; *Nallet (Henri)* (p. 4082, 4094, 4095) ; *Hunault (Xavier)* (p. 4094).

Tabaculture : *Dutard (Lucien)* (p. 4102) ; *Nallet (Henri)* (p. 4103).

Transports scolaires : *Horvath (Adrienne)* (p. 4094) ; *Nallet (Henri)* (p. 4094).

Verger (plan de renouvellement du -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4097) ; *Nallet (Henri)* (p. 4097).

Vin et viticulture ; *Nallet (Henri)* (p. 4087, 4088, 4101, 4106, 4107) ; *Balmigère (Paul)* (p. 4101) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4106).

Zone de montagne (classement en -) : *Inchauspé (Michel)* (p. 4099) ; *Nallet (Henri)* (p. 4100).

Examen des crédits (p. 4114).

Etat B, titre III : amendement n° 67 de M. André Soury (réduction des crédits de 258 000 F) ; conséquences de la sécheresse et modalités d'indemnisation ; crédits destinés au Conseil mondial de l'alimentation (p. 4114) ; *adopté au scrutin public.*

- titre III : adopté au scrutin public.

Titre IV : amendement n° 68 de M. André Soury (réduction des crédits de 500 000 F) ; mécontentement des personnels employés en qualité de contractuels par les centres de formation d'apprentis et par les centres de formation professionnelle et de promotion sociale agricole ; retard en matière de formation professionnelle; retiré.

- titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Budget annexe des prestations sociales agricoles :

Crédits ouverts à l'article 33 au titre des services votés : adoptés.

Crédits ouverts au paragraphe II de l'article 34 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 4115).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Discussion générale [22 octobre 1985] (p. 3317, 3321) :

Action sociale en faveur des anciens combattants (notamment problème des handicapés) : *Proveux (Jean) (p. 3325) ; Laurain (Jean)* (p. 3332, 3333).

Actions d'information historique : *Vouillot (Hervé)* (p. 3316, 3318) ; *Proveux (Jean)* (p. 3325).

Avantages indirects accordés aux anciens combattants ; *Vouillot (Hervé)* (p. 3317).

Demandes de titres (problème de la forclusion) : *Nilès (Maurice)* (p. 3321) ; *Tourné (André)* (p. 3327) ; *Delehedde (André)* (p. 3330).

Déportés du travail : *Proveux (Jean)* (p. 3325) ; *Tourné (André)* (p. 3327).

Droits des anciens d'Afrique du Nord (et notamment problème de la campagne double) : *Vouillot (Hervé)* (p. 3316, 3317) ; *Falala (Jean)* (p. 3318) ; *Nilès (Maurice)* (p. 3321) ; *Brocard (Jean)* (p. 3322, 3323) ; *Proveux (Jean)* (p. 3324, 3325) ; *Mauger (Pierre)* (p. 3326, 3327) ; *Tourné (André)* (p. 3327) ; *Vacant (Edmond)* (p. 3328) ; *Delehedde (André)* (p. 3330) ; *Laurain (Jean)* (p. 3332).

Emplois réservés : *Falala (Jean)* (p. 3318).

« Malgré-nous » (indemnisation des -) : *Proveux (Jean)* (p. 3325).

Office national des anciens combattants ; *Mauger (Pierre)* (p. 3327).

Pensions (montant des -) ; *Brocard (Jean)* (p. 3322) ; *Proveux (Jean)* (p. 3325) ; *Delehedde (André)* (p. 3329).

Rapport constant (rattrapage du -) : *Vouillot (Hervé)* (p. 3317) ; *Falala (Jean)* (p. 3317, 3318) ; *Proveux (Jean)* (p. 3324) ; *Mauger (Pierre)* (p. 3326) ; *Tourné (André)* (p. 3327, 3328) ; *Vacant (Edmond)* (p. 3328) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3329) ; *Delehedde (André)* (p. 3329, 3330) ; *Duprat (Jean)* (p. 3330, 3331) ; *Laurain (Jean)* (p. 3331, 3332).

Retraite du combattant : *Falala (Jean)* (p. 3318) ; *Nilès (Maurice)* (p. 3321) ; *Mauger (Pierre)* (p. 3327) ; *Vacant (Edmond)* (p. 3328) ; *Delehedde (André)* (p. 3330) ; *Laurain (Jean)* (p. 3332).

Structures et services (évolution des -) : *Vouillot (Hervé)* (p. 3316) ; *Falala (Jean)* (p. 3317) ; *Delehedde (André)* (p. 3330) ; *Laurain (Jean)* (p. 3333).

Victimes de guerre (situation des -) ; *Falala (Jean)* (p. 3318) ; *Nilès (Maurice)* (p. 3321) ; *Brocard (Jean)* (p. 3323) ; *Proveux (Jean)* (p. 3324) ; *Mauger (Pierre)* (p. 3326) ; *Tourné (André)* (p. 3327) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3329) ; *Laurain (Jean)* (p. 3332).

Procédures des questions (p. 3333).

Comportement de certains artistes à l'égard des anciens combattants : *André (René)* (p. 3336) ; *Laurain (Jean)* (p. 3336, 3337).

Demandes de titres (probléme de la forclusion) : *Brune (Alain)* (p. 3335) ; *Laurain (Jean)* (p. 3335).

Droits des anciens d'Afrique du Nord (et notamment problème de la campagne double) : *Micaux (Pierre)* (p. 3333) ; *Laurain (Jean)* (p. 3333, 3334) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3337).

« Malgré-nous » (indemnisation des -) : *Gengenwin (Germain)* (p. 3333) ; *Laurain (Jean)* (p. 3334).

Pensions (montant des -) : *Chasseguet (Gérard)* (p. 3337) ; *Laurain (Jean)* (p. 3337).

Rapport constant (rattrapage du -) : *Micaux (Pierre)* (p. 3333) ; *Laurain (Jean)* (p. 3333, 3334, 3335, 3337) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3333, 3334) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 3334) ; *André (René)* (p. 3336) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3337) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 3338).

Retraite du combattant : *Brune (Alain)* (p. 3335).

Structures et services (évolution des -) : *Mathieu (Gilbert)* (p. 3334) ; *Laurain (Jean)* (p. 3334, 3335, 3336) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3336).

Victimes de guerre (situation des -) : *Mathieu (Gilbert)* (p. 3334) ; *Laurain (Jean)* (p. 3335, 3337) ; *Chasseguet (Gérard)* (p. 3337).

Examen des crédits (p. 3338).

Etat B - Titre III. - Vote hostile du groupe R.P.R. ; abstention du groupe communiste ; adopté.

Titre IV. - Adopté au scrutin public.

Article 58 *(changement d'indice dans le premier alinéa de l'article L. 8* bis *du code des pensions militaires) :* adopté (p. 3338).

COMMERCE, ARTISANAT ET TOURISME

Discussion générale [28 octobre 1985] (p. 3553, 3571) :

Agence nationale pour l'information touristique (A.N.I.T.) : *Moreau (Louise)* (p. 3559) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3567).

Assistance technique : *Tranchant (Georges)* (p. 3553) ; *Mortelette (François)* (p. 3555).

Balance des paiements du tourisme : *Bégault (Jean)* (p. 3558) ; *Moreau (Louise)* (p. 3558) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3564) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3566).

C.E.E. (conséquences de l'élargissement de la - sur le secteur de l'artisanat et du commerce) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3562) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3566).

Commerce non sédentaire : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3572).

Commission des marchés à terme : *Tranchant (Georges)* (p. 3554) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3556).

Commissions relatives aux opérations de paiement : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3556, 3565) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3562) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3564) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3572).

Communes touristiques (dotations versées aux -) : *Préaumont (Jean de)* (p. 3557) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3564).

Compte satellite du tourisme : *Préaumont (Jean de)* (p. 3557) ; *Bégault (Jean)* (p. 3558).

Concurrence (organisation de la -) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3556, 3557) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3564).

Conjoints des travailleurs non salariés : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3556) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3564) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3566).

Contrats de plan Etat-régions : *Mortelette (François)* (p. 3555).

Contrôle des prix et des marges : *Tranchant (Georges)* (p. 3553) ; *Moreau (Louise)* (p. 3559) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3561) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3565) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3566) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3571).

Côte d'Azur (tourisme sur la -) : *Moreau (Louise)* (p. 3559).

Coûts salariaux dans les secteurs de l'artisanat et du commerce : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3561).

Crédits (montant et répartition des -) : *Tranchant (Georges)* (p. 3553) ; *Mortelette (François)* (p. 3554, 3555) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3555) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 3557) ; *Bégault (Jean)* (p. 3558) ; *Moreau (Louise)* (p. 3560) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3563) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3567).

Direction du commerce intérieur : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3572, 3573).

Economie sociale : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3561) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3572).

Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3556) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3562) ; *Rodet (Alain)* (p. 3563) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3564) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3565, 3566).

Formation des commerçants et artisans : *Tranchant (Georges)* (p. 3553) ; *Mortelette (François)* (p. 3555) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3556) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3565) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3572).

Fraude fiscale (lutte contre la -) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3562) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3565).

Hôtellerie : *Préaumont (Jean de)* (p. 3557) ; *Moreau (Louise)* (p. 3559) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3567).

Importance du secteur du commerce et de l'artisanat : *Tranchant (Georges)* (p. 3553) ; *Mortelette (François)* (p. 3554) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3555) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 3560) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3564).

Importance du secteur du tourisme : *Bégault (Jean)* (p. 3558) ; *Moreau (Louise)* (p. 3558).

Livret d'épargne du travailleur manuel et livret d'épargne entreprise : *Mortelette (François)* (p. 3555) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3556) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3566) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3571, 3572).

Modernisation des secteurs de l'artisanat et du commerce : *Mellick (Jacques)* (p. 3564, 3565) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3565) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3571).

Nationalisations (conséquences des - sur l'artisanat et le commerce) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3561).

Nouvelles formes de distribution (et notamment problème du travail le dimanche) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3556) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 3560) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3564) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3571, 3572).

Prêts à la création d'entreprises : *Mortelette (François)* (p. 3555) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3556).

Prêts au développement d'entreprises : *Mortelette (François)* (p. 3555) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3562).

Publicité comparative : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3561).

Régime social des commerçants et artisans : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3557) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 3560) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3562) ; *Rodet (Alain)* (p. 3562, 3563) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3564, 3565) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3566) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3571).

Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3561).

Tourisme rural : *Bégault (Jean)* (p. 3558).

Tourisme social (et notamment chèques-vacances) : *Préaumont (Jean de)* (p. 3557) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3564) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3567, 3568).

Transferts de crédits : *Préaumont (Jean de)* (p. 3557).

Travail des femmes dans les secteurs de l'artisanat et du commerce : *Horvath (Adrienne)* (p. 3560).

Travaux d'utilité collective : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3561).

Urbanisme commercial : *Rodet (Alain)* (p. 3563).

Vote hostile du groupe communiste : *Horvath (Adrienne)* (p. 3561) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3564).

Vote positif du groupe socialiste : *Mellick (Jacques)* (p. 3565).

Zones sensibles (crédits affectés aux -) : *Tranchant (Georges)* (p. 3553, 3554) ; *Mortelette (François)* (p. 3555) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3557).

Procédure des questions (p. 3573).

Ameublement (situation du secteur de l'-) : *Pernin (Paul)* (p. 3573) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3573) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3573, 3574).

Créations d'emplois : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3574) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3574).

Nouvelles formes de distribution (et notamment problème du travail le dimanche) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3574) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3575).

Examen des crédits [28 octobre 1985] (p. 3575).

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisation de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Article 59 *(maximum du droit fixe de la taxe pour frais des chambres de métiers)* : amendement n° 1 de la commission (tendant à la fin de cet article à substituer à la somme « 385 F » la somme « 390 F ») ; nécessité de limiter le montant des prélèvements obligatoires ; adopté.

- article 59, ainsi modifié : adopté (p. 3575).

COMMUNICATION

Voir *Techniques de la communication.*

CONSOMMATION

Voir *Economie, finances et budget ; consommation.*

CULTURE

Discussion générale [28 octobre 1985] (p. 3575).

Abstention du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 3581).

Action internationale dans le domaine de la culture : *Vadepied (Guy)* (p. 3578, 3579, 3580) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586).

Appréciation des Français sur la politique culturelle : *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 3577) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3585) ; *Lang (Jack)* (p. 3591).

Archéologie : *Giovannelli (Jean)* (p. 3588) ; *Lang (Jack)* (p. 3594).

Arts plastiques : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3576) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3584) ; *Lang (Jack)* (p. 3592).

Audiovisuel : *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 3578) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3588) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3588, 3589).

Balance culturelle : *Vadepied (Guy)* (p. 3579).

Cinéma : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3576) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3581) ; *Aubert (François d')* (p. 3583) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3585) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3587).

Commandes publiques d'œuvres d'art : *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 3578) ; *Aubert (François d')* (p. 3582).

Créations d'emploi : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3576) ; *Lang (Jack)* (p. 3590).

Culture et conjoncture économique : *Lang (Jack)* (p. 3590).

Décentralisation et rôle des collectivités locales dans le secteur culturel : *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 3577, 3578) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3584, 3585,3586) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586, 3587) ; *Lang (Jack)* (p. 3593).

Développement culturel : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3576) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3587) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3590).

Education artistique : *Aubert (François d')* (p. 3583) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3587) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3588) ; *Lang (Jack)* (p. 3591, 3593).

Espace culturel européen (notion d'-) : *Vadepied (Guy)* (p. 3579).

Grands travaux : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3576) ; *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 3578) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3579) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3580) ; *Aubert (François d')* (p. 3581) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3584) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3589, 3590) ; *Lang (Jack)* (p. 3592, 3593).

Industries culturelles : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3576) ; *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 3578) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3581) ; *Aubert (François d')* (p. 3583) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3584).

Langues régionales : *Giovannelli (Jean)* (p. 3588).

Livre et lecture publique : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3576) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3580) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3587) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3590) ; *Lang (Jack)* (p. 3592, 3594).

Mécénat : *Brunhes (Jacques)* (p. 3581) ; *Aubert (François d')* (p. 3583) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3585) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586).

Montant des crédits destinés au secteur culturel : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3575, 3576) ; *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 3577) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3580, 3581) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3584) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3587) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3588) ; *Lang (Jack)* (p. 3590).

Monuments historiques : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3576) ; *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 3577).

Musées : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3576) ; *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 3577) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3588) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3590) ; *Lang (Jack)* (p. 3592).

Musique : *Vadepied (Guy)* (p. 3579) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3587) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3588).

Opéra : *Brunhes (Jacques)* (p. 3580).

Plan Son : *Lang (Jack)* (p. 3593).

Protection du patrimoine culturel : *Aubert (François d')* (p. 3582) ; *Lang (Jack)* (p. 3594).

Rapports entre le cinéma et l'audiovisuel : *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 3578) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3579) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3589).

Répartition des crédits entre Paris et les régions : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3576) ; *Aubert (François d')* (p. 3582) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586).

Rôle de l'Etat en matière culturelle : *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 3577, 3578) ; *Aubert (François d')* (p. 3582, 3583, 3584) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3585, 3586) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586) ; *Lang (Jack)* (p. 3591).

Ségrégation culturelle : *Brunhes (Jacques)* (p. 3581).

Théâtre : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3576) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3580) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3587) ; *Lang (Jack)* (p. 3594).

Vote positif du groupe socialiste : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3586).

Procédure des questions (p. 3594).

Diffusion des œuvres d'origine française sur les radios et télévisions privées : *Tranchant (Georges)* (p. 3595) ; *Lang (Jack)* (p. 3595, 3596).

Phonothèque-photothèque de Saint-Lizier, en Ariège : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3595) ; *Lang (Jack)* (p. 3595).

Sociétés de financement des industries cinématographiques et audiovisuelles : *Tranchant (Georges)* (p. 3595) ; *Lang (Jack)* (p. 3595).

Examen des crédits (p. 3596).

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV ; réduction de crédits : adopté.

Etat C, titre V ; autorisations de programme et crédits de paiment : adoptés.

Titre VI : amendement n° 37 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme) ; amendements n° 38, n° 39 et n° 40 de M. François d'Aubert (même objet) ; nécessité de présiser le coût des grands équipements parisiens ; parc de la Villette ; Institut du monde arabe ; Grand Louvre ; opéra de la Bastille (p. 3596) ; cohérence de la démarche de M. François d'Aubert ; Grand Louvre ; Opéra de la Bastille ; évolution des crédits alloués à la Bibliothèque nationale ; parc de la Villette ; pyramide du Louvre ; Institut du monde arabe ; monuments historiques ; rejetés.

– autorisations de programme et crédits de paiment : adoptés.

Etat D, titre III : adopté (p. 3597).

DEFENSE

Discussion générale [8 novembre 1985] (p. 4143, 4171).

Activité des forces françaises : *Quilès (Paul)* (p. 4147) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4149) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4154); *Bouvard (Loïc)* (p. 4157) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 4181).

Affaire Greenpeace : *Fillon (François)* (p. 4166-4167).

Appelés (situation des -) et contenu du service national : *Quilès (Paul)* (p. 4147, 4166, 4191) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4154) ; *Darinot (Louis)* (p. 4163) ; *Fillon (François)* (p. 4166) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 4174, 4175) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4179) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 4181, 4182).

Armée de l'air : *Quilès (Paul)* (p. 4144, 4192) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4150) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4157, 4158, 4159) ; *Lancien (Yves)* (p. 4176) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4182).

Armée de terre (situation et réorganisation de l'-) : *Quilès (Paul)* (p. 4144, 4189) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4151) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4154, 4155) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 4182) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4182).

Arsenaux : *Gourmelon (Joseph)* (p. 4156) ; *Chomat (Paul)* (p. 4177,4178) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 4187) ; *Quilès (Paul)* (p. 4191, 4192, 4193).

Avion de combat européen : *Combasteil (Jean)* (p. 4185) ; *Quilès (Paul)* (p. 4192).

Avions de combat : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4149) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4153) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4157, 4158) ; *Quilès (Paul)* (p. 4158).

Avions de détection aéroportée à basse altitude : *Bouvard (Loïc)* (p. 4159) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4173) ; *Lancien (Yves)* (p. 4176) ; *Lejeune (André)* (p. 4188) ; *Quilès (Paul)* (p. 4192).

Cadres militaires retraités (situation des -) : *Quilès (Paul)* (p. 4147).

Carburant destiné à la gendarmerie : *Aumont (Robert)* (p. 4159, 4160) ; *Quilès (Paul)* (p. 4159, 4160).

Chars : *Quilès (Paul)* (p. 4145, 4146, 4189) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4151) ; *Lancien (Yves)* (p. 4176) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 4182) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4185).

Compétences des commissaires de la République en matière de défense : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4185).

Conditions de discussion du budget : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4171, 4172) ; *Darinot (Louis)* (p. 4171).

Coopération européenne en matière d'armement : *Lagorce (Pierre)* (p. 4152) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4167, 4168) ; *Quilès (Paul)* (p. 4191).

Coopération militaire (avec des pays autres qu'européens) : *Quilès (Paul)* (p. 4144).

Crédits destinés à la S.N.I.A.S et à la S.N.E.C.M.A. : *Fillon (François)* (p. 4165) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4165) ; *Quilès (Paul)* (p. 4191).

Défense civile : *Briane (Jean)* (p. 4183, 4184).

Défense de l'Europe : *Bigeard (Marcel)* (p. 4180).

Défense opérationnelle du territoire : *Quilès (Paul)* (p. 4144. 4145, 4191, 4193) ; *Lancien (Yves)* (p. 4177) ; *Garmendia (Pierre)* (p. 4180) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4185).

Désarmement : *Lagorce (Pierre)* (p. 4152).

Direction des applications militaires (rôle de la -) : *Mauger (Pierre)* (p. 4153).

Dissuasion nucléaire : *Quilès (Paul)* (p. 4144, 4190) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4150) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4150) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4153) ; *Darinot (Louis)* (p. 4162) ; *Lancien (Yves)* (p. 4177) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4179).

Environnement international : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4172) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4189).

Esprit de défense : *Briane (Jean)* (p. 4183) ; *Pinard (Joseph)* (p. 4186, 4187) ; *Quilès (Paul)* (p. 4193).

Euro-missiles : *Tinseau (Luc)* (p. 4151).

Evolution des conceptions du P.S. en matière de défense : *Fillon (François)* (p. 4163) ; *Lancien (Yves)* (p. 4176) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4178).

Expériences nucléaires : *Quilès (Paul)* (p. 4146, 4193) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4179).

Force d'action rapide (F.A.R.) : *Quilès (Paul)* (p. 4144, 4146, 4147, 4190) ; *Darinot (Louis)* (p. 4162) ; Rimbault (Jacques) (p. 4167, 4168) ; *Lancien (Yves)* (p. 4176, 4177) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4179) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4182) ; *Gouze (Hubert)* (p. 4185, 4186).

Force conventionnelle (modernisation des -) : *Quilès (Paul)* (p. 4144, 4145, 4147) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4149).

Forces nucléaires (stratégiques et pré-stratégiques) : *Quilès (Paul)* (p. 4146, 4191, 4192) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4149) ; *Darinot (Louis)* (p. 4162) ; *Fillon (François)* (p. 4165) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4167) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4181) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4182) ; *Gouze (Hubert)* (p. 4185).

Gendarmerie : *Quilès (Paul)* (p. 4144, 4145, 4148, 4161, 4191) ; Aumont (Robert) (p. 4159, 4160, 4161, 4162) ; *Garmendia (Pierre)* (p. 4180) ; *Chauveau (Guy-Michel))* (p. 4184).

Gestion du ministère de la défense : *Quilès (Paul)* (p. 4145).

Guerre électronique :*Quilès (Paul)* (p. 4145).

Informatique de commandement : *Quilès (Paut)* (p. 4145, 4146).

Initiative de défense stratégique (I.D.S.) : *Quilès (Paul)* (p. 4146, 4189) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4151, 1452) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 4152) ; *Darinot (Louis)* (p. 4163) ; *Lancien (Yves)* (p. 4177) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4182).

Loi de programmation militaire : *Quilès (Paul)* (p. 4144, 4148, 4189) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4150) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4151) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4155) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 4155, 4156) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4157) ; *Fillon (François)* (p. 4164, 4165) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4172) ; *Lancien (Yves)* (p. 4175, 4176).

Marine : *Quilès (Paul)* (p. 4144) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4150) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4151) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 4155, 4156, 4157) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4168) ; *Lancien (Yves)* (p. 4176) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4182).

Montant et répartition de l'effort budgétaire en faveur de la défense : *Quilès (Paul)* (p. 4143, 4148, 4189) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4148) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4154, 4155) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 4155, 4156) ; *Fillon (François)* (p. 4164, 4165, 4166) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4172, 4173) ; *Lancien (Yves)* (p. 4176) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4179, 4180) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 4181).

Politique de défense et crise économique : *Bouvard (Loïc)* (p. 4157) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4167).

Politique spatiale de la France : *Quilès (Paul)* (p. 4147, 4191) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4150) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4168) ; *Lancien (Yves)* (p. 4176) ; *Gautier (Gilbert)* (p. 4181).

Programme Avion de Combat Tactique (A.C.T.) : *Bouvard Loïc)* (p. 4158, 4159) ; *Quilès (Paul)* (p. 4192).

Programme Avion de Transport Futur (A.T.F.) : *Bouvard Loïc)* (p. 4158).

Projet Eurêka : *Quilès (Paul)* (p. 4146) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 4152) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4181).

Propositions de l'opposition en matière de défense : *Tinseau (Luc)* (p. 4152) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4173, 4174, 4190) ; *Quilès (Paul)* (p. 4188, 4189, 4190).

Rappel au réglement : *Combasteil (Jean)* (p. 4185) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4185).

Recherche en matière militaire : *Quilès (Paul)* (p. 4144) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4149).

Réseau de transmission de l'ordre d'engagement nucléaire : *Quilès (Paul)* (p. 4146).

Réseau Intégré de Transmissions Automatiques (R.I.T.A.) : *Darinot (Louis)* (p. 4162) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4168) ; *Lancien (Yves)* (p. 4176) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4178) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 4188).

Service de santé des armées : *Mauger (Pierre)* (p. 4153, 4154) ; *Quilès (Paul)* (p. 4192).

Situation du personnel militaire (et notamment problème de la réglementation des cumuls emploi-retraite)) ; *Darinot (Louis)* (p. 4162, 4163) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 4182) ; *Briane (Jean)* (p. 4184) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4184, 4185) ; *Quilès (Paul)* (p. 4192, 4193).

Sous-marins nucléaires lance-engins (et notamment nouvelle génération de -) : *Quilès (Paul)* (p. 4146) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4149) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4151) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 4156) ; *Fillon (François)* (p. 4164) ; *Lancien (Yves)* (p. 4176) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4181).

Union de l'Europe Occidentale (U.E.O.) : *Lagorce (Pierre)* (p. 4152) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4167) ; *Pignion (Lucien)* (p. 4183) ; *Quilès (Paul)* (p. 4193).

Examen des crédits (p. 4193).

Article 30 *(mesures nouvelles et dépenses ordinaires des services militaires) :* amendement n° 72 de M. Robert Aumont (réduction des crédits ouverts au paragraphe II de l'article 30) ; sous-amendement n° 73 du Gouvernement (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant : « majorer de 7 200 000 F les crédits ouverts au paragraphe II de cet article) ; parité indiciaire entre les corps de sous-officiers de la gendarmerie et les corps de gradés et de gardiens de la police nationale (p. 4193) ; création d'un échelon fonctionnel pour les sous-brigadiers et enquêteurs de police ; souci d'équité ; sous-amendement n° 73 : adopté ; amendement n° 72, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 74 de Mme Marie-Thérèse Patrat (réduction des crédits ouverts au paragraphe II de l'article 30) ; sous-amendement n° 76 du Gouvernement (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant : « majorer de 21 000 000 F les crédits ouverts au paragraphe II de cet article ») ; nécessité d'améliorer le sort des appelés du contingent en leur attribuant une carte leur permettant de téléphoner à leur famille ; conditions de fonctionnement des services concernés par la réduction de crédits ; vote hostile du groupe R.P.R. ; poids supporté par l'armée de terre (p. 4194) ; négociation entre le ministère de la défense et le ministère des P.T.T. ; suppression du P.C.V. ; nécessité que soit ouvert un crédit supplémentaire de 21 000 000 F ; sous-amendement n° 76 : adopté ; amendement n° 74, ainsi modifié : adopté ;

- article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 *(mesures nouvelles ; dépenses en capital des services militaires :* amendement n° 75 de M. Emmanuel Hamel (réduction des crédits ouverts au paragraphe II, titre V, de l'article 31) ; répartition du temps de parole entre les différents orateurs du groupe U.D.F. ; quinzième anniversaire de la mort du général de Gaulle ; vote positif de M. Emmanuel Hamel ; unité nationale ; amendement n° 75 : retiré.

Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

- article 31 : adopté (p. 4195).

Etat D, titre III : adopté (p. 4196).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion générale [5 novembre 1985] (p. 3908,3925).

A.N.T. (Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs) : *Debré (Michel)* (p. 3926).

Agriculture et réforme foncière : *Micaux (Pierre)* (p. 3912) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3917, 3918) ; *Debré (michel)* (p. 3927) ; *Castor (Elie)* (p. 3930) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3932) ; *Sablé (Victor)* (p. 3937, 3938).

Ananas : *Sablé (Victor)* (p. 3937).

Banane : *Esdras (Marcel)* (p. 3931) ; *Césaire (Aimé)* (p. 3935) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 3948).

Bâtiments et travaux publics : *Césaire (Aimé)* (p. 3935) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3938).

Canne à sucre : *Lemoine (Georges)* (p. 3918) ; *Esdras (Marcel)* (p. 3930) ; *Césaire (Aimé)* ; (p. 3935) ; *Sablé (Victor)* (p. 3937) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 3948).

Caractéristiques de ce budget : *Lemoine (Georges)* (p. 3915) ; *Petit (Camille)* (p. 3933) ; *Sablé (Victor)* (p. 3936) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3938) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3942, 3943) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 3945) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 3948) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 3949).

Caricom : *Goux (Christian)* (p. 3913).

Commission de l'Intergroupe D.O.M.-T.O.M. : *Lemoine (Georges)* (p. 3917).

Communauté européenne et départements d'outre-mer : *Lemoine (Georges)* (p. 3919, 3920).

Dépenses d'investissement (progression des -) : *Hory (Jean-François)* (p. 3910).

Démographie des D.O.M.-T.O.M. : *Debré (Michel)* (p. 3926).

Développement économique (obstacles au -) : *Hory (Jean-Fançois)* (p. 3910, 3911, 3951) ; *Goux (Christian)* (p. 3914).

Développement économique (politique de -) : *Pourchon (Maurice)* (p. 3908) ; *Hory (Jean-François)* (p. 3910) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3916, 3917) ; *Debré (Michel)* (p. 3927) ; *Castor (Élie)* (p. 3929) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3932, 3933) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3942) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 3947) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3950, 3951).

Différenciation des politiques (nécessité d'une -) : *Debré (Michel)* : (p. 3928).

Dotation globale de fonctionnement : *Rouquet (René)* (p. 3911).

Formation (nécessité de la -) : *Debré (Michel)* (p. 3026) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3953, 3954).

Guadeloupe (situation à la -) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3940) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 3948, 3949) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3953).

Identité culturelle de l'outre-mer : *Lemoine (Georges)* (p. 3921, 3922).

Immigration (problèmes de l'-) : *Lemoine (Georges)* (p. 3921).

Industrie des D.O.M.-T.O.M. : *Lemoine (Georges)* (p. 3918, 3919) ; *Petit (Camille)* (p. 3933, 3934).

Logement (politique du -) : *Lemoine (Georges)* (p. 3920, 3921) ; *Castor (Elie)* (p. 3929).

Lomé III : *Goux (Christian)* (p. 3913, 3914) ; *Sablé (Victor)* (p, 3937).

Mayotte (situation à -) : *Hory (Jean-François)* (p. 3951, 3952).

Mer (importance de la - dans l'économie de l'outre-mer) : *Esdras (Marcel)* (p. 3930).

Ministère de l'outre-mer : *Pourchon (Maurice)* (p. 3909).

Nouvelle-Calédonie (situation économique et statutaire) : *Pourchon (Maurice)* (p. 3908) ; *Rouquet (René)* (p. 3911, 3912) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3916, 3952) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3933) ; *Pidjot (Roch)* (p. 3943, 3944) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 3944, 3945).

Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer : *Lemoine (Georges)* (p. 3918).

Pêche et aquaculture : *Micaux (Pierre)* (p. 3912, 3913) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3919) ; *Pen (Albert)* (p. 3941, 3942).

Plan Reagan : *Goux (Christian)* (p. 3913) ; *Césaire (Aimé)* (p. 3935) ; *Cointat (Michel)* (p. 3947, 3948).

Politique sociale : *Lemoine (Georges)* (p. 3921) ; *Castor (Elie)* (p. 3929) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3932).

Polynésie française (notamment répartition des compétences et adaptation du service militaire en -) ; *Rouquet (René)* (p. 3911) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3916) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 3949, 3950).

Puissance politique de la France : *Debré (Michel)* (p. 3928).

Rapports entre la métropole et l'outre-mer (historique des -) : *Lemoine (Georges)* (p. 3914, 3915).

Régionalisation et départementalisation : *Lemoine (Georges)* (p. 3916, 3917, 3953) ; *Esdras (Marcel)* (p. 3931) ; *Petit (Camille)* (p. 3933).

Représentants de l'outre-mer (absence des -) : *Sablé (Victor))* (p. 3936).

Saint-Pierre-et-Miquelon (nouveau statut de -) : *Pen (Albert)* (p. 3942).

Situation économique et sociale de l'outre-mer : *Goux (Christian)* (p. 3914) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3932) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3938, 3939) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 3946).

Transferts de la métropole vers les départements : *Pourchon (Maurice)* (p. 3909).

Wallis-et-Futuna (problèmes relatifs à -) : *Brial (Benjamin)* (p. 3941).

Procédure des questions (p. 3954).

Banane : *Esdras (Marcel)* (p. 3954, 3955).

Lomé III : *Esdras (Marcel)* (p. 3955).

Plan Reagan : *Esdras (Marcel)* (p. 3954) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3955).

Examen des crédits (p. 3955).

Etat B, titre III : réduction de crédits : adoptée.

Titre IV : réduction de crédits : adoptée.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adopté (p. 3955).

DROITS DE LA FEMME

Discussion générale [31 octobre 1985] (p. 3747).

Actions interministérielles : *Toutain (Ghislaine)* (p. 3749) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3751, 3752).

Activités culturelles des femmes : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3747).

Crédits (montant et répartition des -) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3747) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 3748) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3750).

Emploi des femmes (conditions d'-) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3737) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 3749) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3750) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 3753, 3754) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3754).

Femmes isolées (actions en faveur des -) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3747) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 3748) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3751) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 3754).

Formation des femmes : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3747) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 3748, 3849) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3750, 3751) ; *Provost (Eliane)* (p. 3752, 3753) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 3753, 3754).

Information des femmes : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3747) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 3748, 3749) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3755).

Loi sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3748) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 3749) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3750).

Moyens des services du ministère : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3747) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 3748) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3754).

Rôle de la femme dans la société : *Toutain (Ghislaine)* (p. 3749, 3750) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 3754).

Soutien aux associations : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3748) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3751).

Veuves civiles chefs de famille : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 3755) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3756).

Violences spécifiques subies par les femmes : *Roudy (Yvette)* (p. 3751).

Procédure des questions (p. 3755).

Conditions d'attribution de logements aux femmes seules : *Chaigneau (Colette)* (p. 3756) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3756).

Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes : *Provost (Eliane)* (p. 3756) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3756).

Examen des crédits (p. 3757) :

Services du Premier ministre. - Crédits inscrits à la ligne Services du Premier ministre : I. - Services généraux.

Etat B, titre III : vote hostile du groupe communiste : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 3757).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET. - CONSOMMATION

Discussion générale [13 novembre 1985] (p. 4261).

Allocation aux adultes handicapés (transfert de l'-) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4261).

Bons du Trésor (charge des -) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4269) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4269).

Commission de la concurrence (saisine de la -) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4263) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4272).

Conseil national de la consommation (mise en place du -) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 4265) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4272) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4278).

Débudgétisation : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4271, 4275) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4273) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4275, 4276).

Dette (service de la dette -) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4261, 4262, 4274) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4269, 4270, 4276, 4277) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4270, 4271, 4275) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4272, 4273) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4273, 4274, 4277).

Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (mise en place de la -) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4262, 4264) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 4266) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4267) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4268) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4278).

Direction nationale des enquêtes fiscales (missions de la -) : *Jans (Parfait)* (p. 4263, 4269) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4268, 4269) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4277, 4278).

Evasion fiscale : *Deniau (Xavier)* (p. 4271) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4277, 4279).

Informatisation des services : *Jans (Parfait)* (p. 4264) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4267).

Institut national de la consommation : *Masson (Jean-Louis)* (p. 4265) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4267) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4272) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4278, 4279).

Marchés monétaires et financiers (modernisation des -) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4270, 4274).

Médoc (opération) : *Jans (Parfait)* (p. 4264).

Organisations de consommateurs (crédits affectés aux -) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 4265) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4267).

Ouverture du commerce alimentaire le dimanche : Weisenhorn (Pierre) (p. 4266).

Recherche et développement (budget civil de -) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 4265).

Redevance radio-télévision (prélèvement sur la -) : *Jans (Parfait)* (p. 4264).

Saisies-exécutions : *Jans (Parfait)* (p. 4264).

Sécurité des consommateurs : *Masson (Jean-Louis)* (p. 4265) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4266).

Sentier (pratiques illicites dans le -) : *Jans (Parfait)* (p. 4263).

Suppressions d'emplois : *Jans (Parfait)* (p. 4264).

Procédure des questions (p. 4279).

Droits sur l'alcool (franchise de -) : *Stirn (Olivier)* (p. 4279) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4279).

Examen des crédits (p. 4279).

I. - **Charges communes.**

Crédits inscrits à la ligne Economie, finances et budget : I. - Charges communes.

Etat B, titre Ier : amendement n° 79 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Adrien Zeller (montant de la dotation afférente à la garantie de l'Etat) ;absence de sous-évaluation ; rejeté ;

Titre Ier : adopté.

Titre II : adopté.

Titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 55 de M. Parfait Jans (réduction de crédits) ; paiement d'une prime par l'Etat aux souscripteurs de plans et comptes d'épargne logement ; construction de H.L.M. supplémentaires ; situation des locataires chômeurs en fin de droit ; réévaluation des taux d'intérêt (p. 4280) ; engagements pris auprès des épargnants ; arbitrage entre les différentes formes d'épargne ; rejeté ;

- titre IV : adopté.

Titre V : autorisations de programme et crédits de paiements : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

II. - **Services financiers.**

Crédits inscrits à la ligne Economie, finances et budget : II. - Services financiers.

Etat B, titre III : amendement n° 77 du Gouvernement (majoration de crédits) ; caractère évaluatif du chapitre ; adopté ;

- titre III, ainsi modifié : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 4281).

EDUCATION NATIONALE

Discussion générale [29 octobre 1985] (p. 3601, 3621, 3643).

Activités d'éveil : *Haby (René)* (p. 3624).

Bilan de la politique scolaire menée depuis 1981 : *Derosier (Bernard)* (p. 3603).

Bourses scolaires et universitaires : *Mortelette (François)* (p. 3602) ; *Derosier (Bernard)* (p. 3604) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3608) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3612, 3652) ; *Hermier (Guy)* (p. 3621) ; *Chomat (Paul)* (p. 3630) ; *Hage (Georges)* (p. 3634) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3644) ; *Carraz (Roland)* (p. 3649).

Collèges (situation des -) : *Derosier (Bernard)* (p. 3604) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3609) ; *Hermier (Guy)* (p. 3621) ; *Chomat (Paul)* (p. 3629).

Congés sabbatiques : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3606).

Construction de locaux scolaires en Ile-de-France : *Guyard (Jacques)* (p. 3626) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3627).

Contractuels (situation des -) : *Derosier (Bernard)* (p. 3603).

Créations d'emploi dans l'enseignement public : *Mortelette (François)* (p. 3601) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3606) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3614, 3615) ; *Hermier (Guy)* (p. 3623) ; *Haby (René)* (p. 3623) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3625) ; *Hage (Georges)* (p. 3633) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3643, 3644).

Crédits (montant et répartition des -) : *Mortelette (François)* (p. 3601) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3606) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3609) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3613, 3614) ; *Hermier (Guy)* (p. 3621) ; *Lareng (Louis)* (p. 3628, 3629) ; *Chomat (Paul)* (p. 3630) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3644) ; *Carraz (Roland)* (p. 3648).

Décentralisation en matière scolaire : *Mortelette (François)* (p. 3602) ; *Derosier (Bernard)* (p. 3604) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3610) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3615) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3616) ; *Hermier (Guy)* (p. 3621) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3626, 3627) ; *Chomat (Paul)* (p. 3637, 3638) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3651).

Echec scolaire : *Haby (René)* (p. 3624) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3631) ; *Hage (Georges)* (p. 3633) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 3634) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3652).

Ecole (rôle de l'-) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3609) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3616) ; *Hage (Georges)* (p. 3634).

Ecole et inégalités sociales : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3610) ; *Hermier (Guy)* (p. 3621, 3622) ; *Hage (Georges)* (p. 3633, 3634) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 3634).

Ecole élémentaire : *Provost (Eliane)* (p. 3636).

Ecoles maternelles : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3609) ; *Hermier (Guy)* (p. 3621) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3627) ; *Provost (Eliane)* (p. 3636).

Ecoles normales : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3614, 3615).

Education physique et sportive : *Mortelette (François)* (p. 3602) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3612, 3652) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3614) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 3628) ; *Chomat (Paul)* (p. 3630) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 3631, 3632) ; *Giovanelli (Jean)* (p. 3644).

Effectifs scolaires : *Mortelette (François)* (p. 3602) ; *Derosier (Bernard)* (p. 3603) ; *Haby (René)* (p. 3624) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3625) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3652).

Elèves scolarisés en dehors de leur commune : *Missoffe (Hélène)* (p. 3627).

Enseignants (formation des -) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3609, 3611) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3627) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 3631) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3632, 3633) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3637) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3644) ; *Carraz (Roland)* (p. 3649) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3650).

Enseignement privé (crédits affectés à l' -) : *Mortelette (François)* (p. 3602) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3612) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3627) ; *Chomat (Paul)* (p. 3630) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3637).

Enseignement supérieur (réforme de l' -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 3605) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3606) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 3631) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3632) ; *Hage (Georges)* (p. 3634) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3647-3648).

Enseignement supérieur (situation de l' -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 3605) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3606) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3607) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3611) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3632) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3644, 3645, 3646, 3647, 3648).

Enseignement supérieur (situation du personnel enseignant dans l' -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 3605) ; *Montergnole (Robert)* (p. 3628) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3632) ; *Hage (Georges)* (p. 3634) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3646, 3647).

Enseignement technologique et professionnel : *Mortelette (François)* (p. 3602) ; *Derosier (Bernard)* (p. 3604) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3607) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3607, 3608) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3609, 3610, 3611) ; *Hermier (Guy)* (p. 3622) ; *Montergnole (Robert)* (p. 3627, 3628) ; *Chomat (Paul)* (p. 3629, 3630) ; *Carraz (Roland)* (p. 3648, 3649, 3650).

Etudes médicales : *Lareng (Louis)* (p. 3629) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3647, 3648) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3652).

Etudiants (nombre et conditions de vie des -) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3606) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3611) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3615) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3644, 3645, 3647).

Fonctionnaires mis à la disposition d'associations : *Pinard (Joseph)* (p. 3624, 3625).

Informatique (plan - et formation des enseignants à l' -) : *Derosier (Bernard)* (p. 3604) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3611) ; Bonrepaux (Augustin) (p. 3614, 3615) ; *Haby (René)* (p. 3623) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 3634, 3635) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3637) ; *Carraz (Roland)* (p. 3649) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3650, 3651, 3652) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3651).

Instituteurs : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3611) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3614) ; *Hermier (Guy)* (p. 3621).

Instituts universitaires de technologie : *Lareng (Louis)* (p. 3629) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3647).

Instruction civique : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3610) ; *Haby (René)* (p. 3623) ; *Provost (Eliane)* (p. 3636).

Liens entre l'école et l'entreprise : *Colin (Georges)* (p. 3608).

Lycées (situation des -) : *Mortelette (François)* (p. 3602) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3609) ; *Hermier (Guy)* (p. 3621) ; *Chomat (Paul)* (p. 3629).

Mathématiques (enseignement des -) : *Metzinger (Charles)* (p. 3631).

P.E.G.C. (situation des -) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3614).

Personnel A.T.O.S. : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3606) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3615) ; *Hage (Georges)* (p. 3634).

Personnel des C.R.O.U.S : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3606) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3646).

Plan 16-18 ans : *Haby (René))* (p. 3622).

Propositions de l'opposition en matière d'éducation : *Mortelette (François)* (p. 3601) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3612, 3613) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3625) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3626) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3633).

Titularisation : *Derosier (Bernard)* (p. 3603) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3614) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3616) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3646, 3647).

Transports scolaires : *Mortelette (François)* (p. 3602).

Universités de technologie : *Gantier (Gilbert)* (p. 3605).

Vote hostile du groupe communiste : *Hermier (Guy)* (p. 3623).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3616).

Zones d'éducation prioritaire : *Derosier (Bernard)* (p. 3604) ; *Hermier (Guy)* (p. 3621).

Procédure des questions (p. 3652).

Bourses scolaires et universitaires : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3660) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3660).

Contrôle des connaissances : *Drouin (René)* (p. 3653) ; *Carraz (Roland)* (p. 3654).

Création d'un I.U.T. à Sarreguemines : *Seitlinger (Jean)* (p. 3659) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3659).

Décentralisation en matière scolaire : *Miossec (Charles)* (p. 3660) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3660, 3661, 3663) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3663).

Education artistique : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3658) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3658).

Education physique et sportive : *Gissinger (Antoine)* (p. 3655, 3660) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3655, 3660).

Enseignement privé (crédits affectés à l' -) : *Miossec (Charles)* (p. 3656) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3656, 3657, 3658, 3659, 3662) ; *Perrut (Francisque)* (p. 3656) ; *Geng (Francis)* (p. 3658, 3659).

Enseignement technique et insertion sociale et professionnelle : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3652, 3653).

Enseignement technologique et professionnel : *Drouin*

Histoire (enseignement de l' -) : *Debré (Michel)* (p. 3656) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3657).

Informatique (Plan - et formation des enseignants à l' -) : *Miossec (Charles)* (p. 3655, 3656) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3656, 3659, 3662) ; *Geng (Francis)* (p. 3658) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3662).

Informatique de gestion dans l'éducation nationale : *Durr (André)* (p. 3661) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3661).

Instituteurs : *Rouquette (Roger)* (p. 3653) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3653).

Instruction civique : *Debré (Michel)* (p. 3661, 3662) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3662).

Pédagogie : *Rouquette (Roger)* (p. 3653) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3653).

Schéma prévisionnel de formation dans la région Alsace : *Gissinger (Antoine)* (p. 3663) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3663).

Sciences et techniques de l'hôtellerie : *Durr (André)* (p. 3655) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 3655).

Titularisation de cinq instituteurs de l'I.M.P.P. de Parc : *Labazée (Georges)* (p. 3654) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3654).

Examen de crédits (p. 3663).

Etat B, titre III : réduction de crédits ; adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programmes et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Article 62 *(titularisation de certains personnels) (p. 3663) ; adopté (p. 3664).*

ENVIRONNEMENT

Discussion générale [23 octobre 1985] (p. 3413).

Animaux sauvages : *Nungesser (Roland)* (p. 3418) ; Bouchardeau (Huguette) (p. 3422).

Bruit (lutte contre le -) : *Rieubon (René)* (p. 3414) ; *La Combe (René)* (p. 3415) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3416) ; *Nungesser (Roland)* (p. 3418) ; *Mesmin (Georges)* (p. 3420).

Budget (faiblesse du -) : *Rieubon (René)* (p. 3413, 3414) ; *La Combe (René)* (p. 3415) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3415) ; *Tavernier (Yves)* (p. 3416) ; *Nungesser (Roland)* (p. 3417, 3418) ; *Mesmin (Georges)* (p. 3419) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3420) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3420, 3421).

Chasse) : *Nungesser (Roland)* (p. 3418) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3422, 3423).

Enquêtes publiques : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3421, 3423).

Fonds d'intervention de la qualité de la vie : *Rieubon (René)* (p. 3413) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3416) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3424).

Forêt (protection de la -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 3417) ; *Lareng (Louis)* (p. 3419) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3421, 3422).

Gardes-chasse : *La Combe (René)* (p. 3415).

Grands barrages : *Rieubon (René)* (p. 3414) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3423).

Installations classées : *Rieubon (René)* (p. 3414) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3423).

Littoral (protection du -) : *Nungesser (Roland)* (p. 3417, 3418) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3420).

Parcs nationaux et naturels : *Rieubon (René)* (p. 3414) ; *Nungesser (Roland)* (p. 3418).

Pêche : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3423, 3424).

Pluies acides : *Tavernier (Yves)* (p. 3417) ; *Mesmin (Georges)* (p. 3419) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3421).

Pollution athmosphérique : *Rieubon (René)* (p. 3414) ; *La Combe (René)* (p. 3415) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3421, 3423).

Pollution automobile (notamment problème des pots catalytiques) : *La Combe (René)* (p. 3415) ; *Mesmin (Georges)* (p. 3419) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3421).

Pollution des eaux : *Rieubon (René)* (p. 3414) ; *La Combe (René)* (p. 3415) ; *Tavernier (Yves)* (p. 3417) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3421, 3422).

Pollution terrestre : *Rieubon (René)* (p. 3413, 3414).

Recherche : *Rieubon (René)* (p. 3414).

Récupération et élimination des déchets : *Rieubon (René)* (p. 3413) ; *La Combe (René)* (p. 3415) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3423).

Réseaux d'annonce de crues ; *Rieubon (René)* (p. 3414) ; *Tavernier (Yves)* (p. 3416) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3423).

Réserves naturelles : *Rieubon (René)* (p. 3414) ; *La Combe (René)* (p. 3415) ; *Tavernier (Yves)* (p. 3417) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3420).

T.G.V. Atlantique : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3422).

Procédure des questions (p. 3424).

Environnement rural : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 3431) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3431).

Forêt (protection de la -) : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3428, 3429, 3430, 3431) ; *Weisenhorm (Pierre)* (p. 3431).

Forêt alsacienne (protection de la -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3428) *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3428, 3429).

Littoral (protection du -) : *Dupilet (Dominique)* (p. 3429) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3430).

Montagne (protection de la -) : *Caumont (Robert de)* (p. 3429) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3429).

Parc national des Cévennes : *Durand (Adrien)* (p. 3427, 3428) ; Bouchardeau (Huguette) (p. 3428).

Parcs nationaux et naturels : *Caumont (Robert de)* (p. 3429) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3429,3440) ; *Dupilet (Dominique)* (p. 3429).

Pluies acides : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3428) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3428, 3429, 3430, 3431, 3432) ; *Weisenhorm (Pierre)* (p. 3430) ; *Dutard (Lucien)* (p. 3430).

Pollution atmosphérique : *Weisenhorm (Pierre)* (p. 3430) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3430, 3431, 3432, 3433) ; *Dutard (Lucien)* (p. 3432).

Pollution automobile (notamment problème de pots catalytiques) : *Rieubon (René)* (p. 3426) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3426, 3427).

Pollution de la vallée du Rhône : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3427) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3427).

Pollution des eaux : *Jourdan (Emile)* (p. 3424, 3425) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3425).

Récupération et élimination des déchets : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 3430) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3430, 3432) ; *Gœuriot (Colette)* (p. 3431, 3432).

Examen des crédits (p. 3433).

Etat B, titre III : adoptés.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI ; autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 3433).

FONCTION PUBLIQUE ET SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Discussion générale [22 octobre 1985] (p. 3343).

Administration (productivité de l' -) : *Renard (Roland)* (p. 3348) ; *Richard (Alain)* (p. 3350).

Administration et progrès technique : *Richard (Alain)* (p. 3349, 3350).

Créations d'emplois dans la fonction publique depuis 1981 : *Douyère (Raymond)* (p. 3343) ; *Renard (Roland)* (p. 3348) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3350) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3353).

Cumul emploi-retraite : *Labazée (Georges)* (p. 3346) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3352).

E.N.A. (et notamment 3e voie) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3348) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3352) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3355, 3356).

Fonctionnaires mis à la disposition des collectivités locales : *Douyère (Raymond)* (p. 3344, 3345).

Fonction publique territoriale : *Renard (Roland)* (p. 3348) ; *Richard (Alain)* (p. 3350).

Formation des fonctionnaires : *Le Garrec (Jean)* (p. 3355).

G.V.T. (glissement, vieillesse, technicité) : *Douyère (Raymond)* (p. 3344).

Pensions (et notamment mensualisation) : *Renard (Roland)* (p. 3348) ; *Richard (Alain)* (p. 3350) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3351) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3355).

Poids économique et budgétaire de la fonction publique : *Douyère (Raymond)* (p. 3344) ; *Renard (Roland)* (p. 3348) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3351).

Politisation et neutralité de la haute fonction publique (et notamment problème des recrutements) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3347) ; *Richard (Alain)* (p. 3350) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3351, 3352) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3355, 3356).

Relations entre l'administration et les usagers : *Labazée (Georges)* (p. 3345).

Rémunérations annexes des fonctionnaires : *Douyère (Raymond)* (p. 3345) ; *Labazée (Georges)* (p. 3345) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3351) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3355).

Rémunérations des fonctionnaires (et notamment problème des bas salaires) : *Douyère (Raymond)* (p. 3344) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3346, 3347) ; *Renard (Roland)* (p. 3348) ; *Richard (Alain)* (p. 3350) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3351, 3354) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3354, 3355).

Rôle de la fonction publique : *Sapin (Michel)* (p. 3348, 3349).

Suppressions d'emplois dans la fonction publique : *Douyère (Raymond)* (p. 3343) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3346) ; *Renard (Roland)* (p. 3348) ; *Sapin (Michel)* (p. 3349) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3351) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3353).

Titularisation des agents de la fonction publique : *Douyère (Raymond)* (p. 3344) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3347) ; *Sapin (Michel)* (p. 3349) ; *Richard (Alain)* (p. 3350) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3353).

Examen des crédits (p. 3356).

Crédits inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre : I. Services généraux, mis aux voix lors de l'examen des crédits du ministère des droits de la femme (p. 3356).

IMPRIMERIE NATIONALE, MONNAIES ET MEDAILLES, COMPTES SPECIAUX DU TRESOR, TAXES PARAFISCALES

Discussion générale [30 octobre 1985] (p. 3667).

Activité éditoriale de l'Imprimerie nationale : *Mestre (Philippe)* (p. 3667) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3673).

Annuaire téléphonique : *Mestre (Philippe)* (p. 3667) ; *Hage (Georges)* (p. 3672).

Compte d'avance aux collectivités locales) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 3670) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 3674).

Comptes spéciaux du Trésor (stabilisation du nombre de -) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 3669).

Comptes spéciaux du Trésor (typologie des -) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 3669, 3670).

Fonds national d'adduction d'eau : : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 3670) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3674).

Hôtel des monnaies (nécessité d'une stratégie commerciale) : *Noir (Michel)* (p. 3668, 3669) ; *Sainte-Marie (Michel)* (p. 3672) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3673).

Imprimeries administratives intégrées : *Mestre (Philippe)* (p. 3667) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3673).

Investissements de l'Imprimerie nationale : *Mestre (Philippe)* (p. 3668) ; *Hage (Georges)* (p. 3671) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3673).

Médailles (politique de fabrication des -) : *Noir (Michel)* (p. 3668, 3669) ; *Sainte-Marie (Michel)* (p. 3672).

Parafiscalité (contrôle de la -) : *Mercieca (Paul)* (p. 3671) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3674, 3675).

Personnel de l'Imprimerie nationale : *Mestre (Philippe)* (p. 3667, 3668) ; *Hage (Georges)* (p. 3672) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3673).

Personnel des monnaies et médailles : *Sainte-Marie (Michel)* (p. 3672) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3674).

Pièces métalliques (politique d'émission des -) : *Noir (Michel)* (p. 3668) ; *Sainte-Marie (Michel)* (p. 3672) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3673).

Taxe au profit de Promoca : *Mercieca (Paul)* (p. 3671) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3675).

Taxes parafiscales dans le domaine agricole : *Mercieca (Paul)* (p. 3671).

Taxe sur les granulats : *Mercieca (Paul)* (p. 3671) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3675).

Union des groupes d'achat public : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 3670) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3674).

Examen des crédits (p. 3675).

Budget annexe de l'Imprimerie nationale :

Crédits ouverts à l'article 33 des services votés : adoptés ;

- autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 34 au titre des mesures nouvelles : adoptées ;

- crédits inscrits au paragraphe II de l'article 34 au titre des mesures nouvelles : adoptés ;

Budget annexe des monnaies et médailles :

Crédits ouverts à l'article 33 au titre des services votés : adoptés ;

- autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 34 au titre des mesures nouvelles : adoptées ;

- crédits inscrits au paragraphe II de l'article 34 au titre des mesures nouvelles : adoptés.

Comptes spéciaux du Trésor.

III. - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale :

Article 35 *(crédits ouverts au titre des services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale) :* adopté.

Artice 36 *(crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses civiles en capital des comptes d'affectation spéciale) :* adopté.

Article 37 *(fonds national pour le développement du sport) :* adopté.

Article 38 *(compte de soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels)* (p. 3675) : adopté.

B. - opérations à caractère temporaire.

Article 39 *(crédits ouverts au titre des services votés des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale) :* adopté.

Article 40 *(montant des crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale) :* adopté.

Article 41 *(montant des crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des comptes de commerce) :* adopté.

Article 42 *(clôture du compte intitulé : « Union des groupements d'achats publics ») :* adopté.

Article 43 *(montant des crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des comptes d'avance du Trésor) :* adopté.

Article 44 *(montant des crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts) :* adopté.

Taxes parafiscales.

Article 45 et état E *(liste des taxes parafiscales)* (p. 3676 à 3690).

Lignes 1 à 16 : adoptées.

Ligne 17 : amendement n° 44 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; observations émises par la Cour des comptes sur un certain nombre d'organismes gestionnaires de taxes parafiscales ; activités de l'Association nationale pour le développement agricole ; contrôle de l'administration (p. 3691) ; réforme des taxes parafiscales dans le domaine agricole ; information de la représentation nationale ; retiré ;

- Ligne 17 : adoptée.

Lignes 18 à 20 : adoptées.

Ligne 21 : amendement n° 45 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : retiré ;

- Ligne 21 : adoptée.

Ligne 22 : adoptée.

Ligne 23 : amendement n° 46 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : retiré ;

- Ligne 23 : adoptée.

Ligne 24 : amendement n° 47 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : retiré ;

- ligne 24 : adoptée.

Ligne 25 : amendement n° 48 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : retiré ;

- ligne 25 : adoptée.

Lignes 28 à 53 : adoptées.

Lignes 54 et 55 : mises aux voix lors de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication.

Lignes 56 à 59 : adoptées ;

- article 45 et état E annexé : adoptés.

INDUSTRIE :

Voir *Redéploiement industriel.*

INTERIEUR ET DECENTRALISATION

Discussion générale [13 novembre 1985] (p. 4297, 4373).

Actes des collectivités locales (contrôle administratif des -) : *Clément (Pascal)* (p. 4299).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (participation de la - à une nouvelle compensation) : *Frelaut (Dominique)* (p. 4318).

Concours de l'Etat aux collectivités locales : *Laignel (André)* (p. 4298) ; *Clément (Pascal)* (p. 4300) ; *Aubert (François d')* (p. 4309) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4329).

Conditions de vie matérielle des policiers : *Laignel (André)* (p. 4297) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4315).

Conseil supérieur des Français de l'étranger : *Joxe (Pierre)* (p. 4304).

Contrôles d'identité : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4316).

Corps de police de Nouméa (dissolution du -) : *Joxe (Pierre)* (p. 4322) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4309).

Cumul des mandats : *Joxe (Pierre)* (p. 4304, 4324) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4319).

Décentralisation (mise en œuvre de la -) : Laignel (André) (p. 4298) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4320, 4321).

Déconcentration (développement de la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 4305).

Défense civile : *Joxe (Pierre)* (p. 4306, 4307, 4324) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 4320).

Degrévement de la taxe professionnelle : *Frelaut (Dominique)* (p. 4317).

Délinquance et criminalité (niveau de la -) : *Marchand (Philippe)* (p. 4300) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4308) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4315, 4316) *Sapin (Michel)* (p. 4321).

Dépenses d'intervention sociale des départements : *Richard (Alain)* (p. 4313).

Dotation générale de décentralisation : *Laignel (André)* (p. 4298) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4302) ; *Richard (Alain)* (p. 4313, 4314).

Dotation globale d'équipement : *Clément (Pascal)* (p. 4299) ; *Aubert (François d')* (p. 4310) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4317).

Dotation globale de fonctionnement : *Clément (Pascal)* (p. 4300) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4302) ; *Richard (Alain)* (p. 4314) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4317).

Dotation régionale d'équipement scolaire : *Joxe (Pierre)* (p. 4302) ; *Richard (Alain)* (p. 4314).

Effectifs de police : *Laignel (André)* (p. 4297) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4303, 4323) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4315) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4319).

Endettement des collectivités locales : *Laignel (André)* (p. 4298) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4317) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4324).

Equipement de la police : *Marchand (Philippe)* (p. 4301) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4306, 4323) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4307).

Fonction publique (territoriale) : *Joxe (Pierre)* (p. 4305).

Forces de police (utilisation des -) : *Le Meur (Daniel)* (p. 4308) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4315) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4318) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4323).

Formation (politique de -) : *Laignel (André)* (p. 4297) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4306) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4322).

Frais de fonctionnement et d'équipement des préfectures et sous-préfectures (prise en charge des -) : *Joxe (Pierre)* (p. 4305).

Pensions de reversion des veuves de policiers : *Joxe (Pierre)* (p. 4303).

Recherche - Assistance - Intervention - Dissuasion R.A.I.D. (création de l'unité -) : *Marchand (Philippe)* (p. 4301).

Représentation proportionnelle dans les conseils municipaux : *Joxe (Pierre)* (p. 4304).

Sanctions disciplinaires à l'encontre de policiers manifestants : (retrait des -) *Joxe (Pierre)* (p. 4306).

Sécurité civile : *Marchand (Philippe)* (p. 4301) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4307).

Stupéfiants (trafic et usage des -) : Clément (Pascal) (p. 4300) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4316).

Terrorisme : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4319).

Trafic et recel d'objets volés (lutte contre le -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4318, 4319) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4324).

Transferts de service : *Clément (Pascal)* (p. 4299) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4304) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4321).

Urbanisme (compétences en matière d'-) : *Clément (Pascal)* (p. 4299) ; *Aubert (François d')* (p. 4309).

Usage des armes (probléme de l'-) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4316).

Valeurs locatives (révision des -) : *Frelaut (Dominique)* (p. 4318).

Procédure des questions (p. 4324) :

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (prélèvement sur la -) : *Ligot (Maurice)* (p. 4325) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4325).

Défense civile : *Hunault (Xavier)* (p. 4331, 4332) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4332).

Dotations destinées aux groupements de communes et communautés urbaines : *Osselin (Jacqueline)* (p. 4328) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4328).

Etablissements scolaires rattachés du second degré (charge des -) : *Alaize (Jean-Marie)* (p. 4328) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4329).

Etatisation des polices municipales : *Zeller (Adrien)* (p. 4325, 4326) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4326).

Expulsion d'étrangers auteurs de hold-up : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4329) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4329).

Fiscalité directe locale : *Hunault (Xavier)* (p. 4331).

Incendies (lutte contre les -) : *Durr (André)* (p. 4330, 4331) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4331).

Indemnités représentatives de logement aux instituteurs publics : *Chouat (Didier)* (p. 4326, 4327) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4327).

Pilote bombardier d'eau (spécialité de -) : *Germon (Claude)* (p. 4327) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4327, 4328).

Sécurité dans le métro : *Ligot (Maurice)* (p. 4326) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4326).

Situation financière des communes : *Lauriol (Marc)* (p. 4329, 4330) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4330).

Syndicats de la fonction publique territoriale : *Ligot (Maurice)* (p. 4325) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4325).

Tribunaux administratifs (situation des -) : *Besson (Louis)* (p. 4329) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4328, 4329).

Examen des crédits (p. 4332) :

Crédits inscrits à la ligne « Intérieur et décentralisation ».

Etat B, titre III. - Amendement n° 81 de M. Guy Ducoloné (réduction de crédits) ; difficultés rencontrées par les retraités de la police et leurs ayants droit ; situation des gardiens de la paix partis en retraite en position hors classe ; nombre de retraités payés trimestriellement ; problème des pensions de reversion (p. 4332) : rejeté ;

- titre III : adopté.

Titre IV. - Adopté.

Etat C, titre V. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adopté.

Titre VI. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 4333).

JEUNESSE ET SPORTS

Discussion générale [8 novembre 1985] (p. 4125).

Actions interministérielles en faveur de la jeunesse : *Olmeta (René)* (p. 4130).

Aide aux fédérations sportives : *Calmat (Alain)* (p. 4137).

Aménagement des rythmes scolaires : *Pinte (Etienne)* (p. 4127) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4133) ; *Calmat (Alain)* (p. 4136).

Année internationale de la jeunesse : *Calmat (Alain)* (p. 4136).

Associations sportives : *Wilquin (Claude)* (p. 4125).

Ateliers de communication sociale : *Calmat (Alain)* (p. 4137).

Bénévolat en matière sportive : *Gallet (Jean)* (p. 4134).

Décentralisation en matière d'éducation physique et sportive : *Olmeta (René)* (p. 4130).

Déplacement des clubs : *Wilquin (Claude)* (p. 4125) ; *Théaudin (Clément)* (p. 4133).

Désengagement de l'Etat : *Wilquin (Claude)* (p. 4126) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4127) ; *Hage (Georges)* (p. 4129) ; *Briane (Jean)* (p. 4129) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4131) ; *Gallet (Jean)* (p. 4134) ; *Calmat (Alain)* (p. 4136).

Education populaire : *Wilquin (Claude)* (p. 4126) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4127) ; *Briane (Jean)* (p. 4130).

Fonds national pour le développement du sport : *Wilquin (Claude)* (p. 4125, 4126) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4128) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4131, 4132) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4133) ; *Calmat (Alain)* (p. 4135, 4136).

Fonds national pour le développement de la vie associative : *Wilquin (Claude)* (p. 4126) ; *Hage (Georges)* (p. 4129) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 4135) ; *Calmat (Alain)* (p. 4135).

Fonjep (postes) : *Wilquin (Claude)* (p. 4127) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 4134).

Jeux Olympiques de 1992 : *Hage (Georges)* (p. 4128).

Loto sportif : *Wilquin (Claude)* (p. 4125, 4127) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4127, 4128) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4131, 4132) ; *Théaudin (Clément)* (p. 4132, 4133) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 4134) ; *Calmat (Alain)* (p. 4136).

Moyens des services : *Calmat (Alain)* (p. 4136).

Professeurs de sport : *Bergelin (Christian)* (p. 4131) ; *Calmat (Alain)* (p. 4137).

Programme « jeunes volontaires » : *Wilquin (Claude)* (p. 4126).

Propositions du R.P.R. en faveur du sport : *Bergelin (Christian)* (p. 4132) ; *Théaudin (Clément)* (p. 4133).

Recherche scientifique dans le domaine des activités physiques et sportives : *Wilquin (Claude)* (p. 4126) ; *Calmat (Alain)* (p. 4137).

Sport à l'école : *Hage (Georges)* (p. 4128) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4134).

Sport de masse et sport de haut niveau : *Wilquin (Claude)* (p. 4125, 4126) ; *Briane (Jean)* (p. 4129) ; *Calmat (Alain)* (p. 4136).

« Taxe Mazeaud » (suppression de la -) : *Wilquin (Claude)* (p. 4126) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4128) ; *Théaudin (Clément)* (p. 4133) ; *Calmat (Alain)* (p. 4137).

Vote hostile du groupe P.C. : *Hage (Georges)* (p. 4129).

Vote positif du groupe P.S. : *Olmeta (René)* (p. 4137).

Procédure des questions (p. 4137).

Jeux Olympiques de 1992 : *Wilquin (Claude)* (p. 4138) ; *Calmat (Alain)* (p. 4138).

Mayotte (situation à -) : *Hory (Jean-François)* (p. 4138) ; *Calmat (Alain)* (p. 4138, 4139).

Examen des crédits (p. 4139).

Crédits inscrits à la ligne « Jeunesse et sports ».

Etat B, titre III. - Amendement n° 66 de M. Georges Hage (réduction des crédits) ; conditions de mise en place du professorat de sport : retiré ;

- titre III : adopté.

Titre IV. - Réduction des crédits :adoptés.

Etat C, titre V. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 4139).

JUSTICE

Discussion générale [5 novembre 1985] (p. 3883).

Accès à la justice : *Richard (Alain)* (p. 3895).

Aide judiciaire : *Maisonnat (Louis)* (p. 3885) ; *Rieubon (René)* (p. 3895).

Cellule « justice-accueil » : *Maisonnat (Louis)* (p. 3885) ; *Rieubon (René)* (p. 3895).

Contentieux (poids du - et délais de retard) : *Natiez (Jean)* (p. 3883) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3884, 3885) ; *Badinter (Robert)* (p. 3888) ; *Clément (Pascal)* (p. 3890) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 3893) ; *Rieubon (René)* (p. 3895, 3896).

Crédits (progression des -) : *Natiez (Jean)* (p. 3883) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3884) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3886) ; *Badinter (Robert)* (p. 3887).

Dispositif de santé : *Badinter (Robert)* (p. 3890).

Education surveillée : *Natiez (Jean)* (p. 3884) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3886, 3887) ; *Menga (Joseph)* (p. 3894) ; *Badinter (Robert)* (p. 3896).

Emplois (absence de création d'-) : *Maisonnat (Louis)* (p. 3885).

Humanisation de la justice : *Badinter (Robert)* (p. 3888, 3889) ; *Sapin (Michel)* (p. 3892) ; *Fleury (Jacques)* (p. 3893).

Indemnité de sujétions spéciales : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3886) ; *Badinter (Robert)* (p. 3889).

Justice et libertés : *Badinter (Robert)* (p. 3887) ; *Fleury (Jacques)* (p. 3892, 3893).

Justice et sécurité : *Sapin (Michel)* (p. 3891, 3892).

Mineurs (détention des -) : *Menga (Joseph)* (p. 3894).

Modernisation de la justice : *Badinter (Robert)* (p. 3887).

Modernisation des services (notamment informatisation) : *Natiez (Jean)* (p. 3884) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3885) ; *Badinter (Robert)* (p. 3888) ; *Clément (Pascal)* (p. 3890) ; *Sapin (Michel)* (p. 3892).

Petite délinquance : *Garcin (Edmond)* (p. 3891).

Population carcérale (augmentation de la -) : *Natiez (Jean)* (p. 3883) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3886) ; *Clément (Pascal)* (p. 3890, 3891) ; *Garcin (Edmond)* (p. 3891).

Population carcérale (composition de la -) : *Natiez (Jean)* (p. 3883).

Population carcérale (conditions de détention) : *Badinter (Robert)* (p. 3889).

Prévention et réinsertion sociale : *Badinter (Robert)* (p. 3889) ; *Fleury (Jacques)* (p. 3893) ; *Menga (Joseph)* (p. 3894).

Toxicomanie et délinquance : *Clément (Pascal)* (p. 3890) ; *Badinter (Robert)* (p. 3896).

Transfert de charges : *Sergheraert (Maurice)* (p. 3894) ; *Badinter (Robert)* (p. 3896).

Transfert de compétences : *Badinter (Robert)* (p. 3888) ; *Clément (Pascal)* (p. 3888).

Victimes (situation des -) : *Maisonnat (Louis)* (p. 3885).

Vie professionnelle et justice (rapports) : *Richard (Alain)* (p. 3895).

Procédure des questions (p. 3896).

Aide judiciaire : *Badinter (Robert)* (p. 3898).

Délais de jugement : *Chaigneau (Colette)* (p. 3897, 3898) ; *Badinter (Robert)* (p. 3898).

Mineurs (incarcération des -) : *Rouquette (Roger)* (p. 3898) ; *Badinter (Robert)* (p. 3898, 3899).

Nationalité française (acquisition par mariage) : *Tranchant (Georges)* (p. 3896, 3897) ; *Badinter (Robert)* (p. 3897).

Politique de prévention : *Badinter (Robert)* (p. 3898).

Examen des articles (p. 3899).

Etat B, titre III amendement n° 53 du Gouvernement (majoration de crédits) ; réforme de la procédure d'instruction en matière pénale et création des chambres d'instruction ; adopté ;

- titre III : adopté au scrutin public.

Titre IV. Adopté.

Etat C, titre V. Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI. Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Article 63 *(modalités de calcul de la pension de retraite et des retenues pour pensions de fonctionnaires des services extérieurs de l'administration pénitentiaire placés sous statut spécial)* (p. 3899) ; adopté.

Article 64 *(relèvement du plafond de ressources mensuelles pour bénéficier de l'aide judiciaire)* : adopté (p. 3900).

LEGION D'HONNEUR

Discussion générale [5 novembre 1985] (p. 3906.

Gestion des ordres : *Bergelin (Christian)* (p. 3907) ; *Badinter (Robert)* (p. 3908).

Grande Chancellerie (travaux) : *Bergelin (Christian)* (p. 3907) ; *Badinter (Robert)* (p. 3907).

Légion d'honneur (budget en diminution) : *Bergelin (Christian)* (p. 3906) ; *Badinter (Robert)* (p. 3907).

Maison d'éducation de Saint-Denis : *Bergelin (Christian)* (p. 3906, 3907) ; *Badinter (Robert)* (p. 3907, 3908).

Ordre de la Libération (augmentation de la subvention à l'-) : *Bergelin (Christian)* (p. 3906).

Examen des crédits (p. 3912).

Budget annexe de la Légion d'honneur.

Crédit ouverts à l'article 33 au titre des services votés : adoptés ;

- autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 34 au titre des mesures nouvelles : adoptées ;

- crédits de paiement inscrits au paragraphe II de l'article 34 au titre de mesures nouvelles : adoptés.

Budget annexe de l'Ordre de la Libération.

Crédits ouverts à l'article 33 au titre des services votés : adoptés.

Crédits ouverts au paragraphe II de l'article 34 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 3908).

MER

Discussion générale [23 octobre 1985] (p. 3361).

C.E.E. (conséquences de l'élargissement de la -) : *Blanc (Jacques)* (p. 3362, 3363) ; *Duroméa (André)* (p. 3364) ; *Lacombe (Jean)* (p. 3366) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3370).

Complexe d'aide à la navigation : *Denvers (Albert)* (p. 3361) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3370).

Conchyliculture : *Lacombe (Jean)* (p. 3365) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3373).

Construction et réparation navales : *Denvers (Albert)* (p. 3361) ; *Duroméa (André)* (p. 3363).

Coopération maritime : *Kerguéris (Aimé)* (p. 3368) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3373).

Cultures maritimes : *Duroméa (André)* (p. 3364) ; *Lacombe (Jean)* (p. 3365) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 3368).

Droit de la mer : *Blanc (Jacques)* (p. 3363).

Etangs privés et domaine public maritime : *Lacombe (Jean)* (p. 3365, 3366).

Flotte de pêche : *Dupilet (Dominique)* (p. 3369) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3370).

Flotte de commerce : *Denvers (Albert)* (p. 3362) ; *Blanc (Jacques)* (p. 3362, 3363) ; *Duroméa (André)* (p. 3363, 3364) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 3367) ; *Lauriol (Marc)* (p. 3369) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3370, 3371, 3372, 3373).

Fonds spécial de grands travaux (5e tranche du -) : *Duroméa (André)* (p. 3363) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 3367) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3371).

Formation et recherche : *Lengagne (Guy)* (p. 3372, 3373).

Gens de mer (notamment problèmes de la protection sociale et des charges sociales) : *Denvers (Albert)* (p. 3361, 3362) ; *Duroméa (André)* (p. 3363, 3364) ; *Lacombe (Jean)* (p. 3365) ; *Mauger (Pierre)* (p. 3366, 3367) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 3368) ; *Dupilet (Dominique)* (p. 3368, 3369) ; *Lauriol (Marc)* (p. 3369) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3371, 3372, 3373).

Ile d'Yeu (liaison avec le continent) : *Mauger (Pierre)* (p. 3366) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3373).

Indemnisation des pêcheurs germoniers (thon blanc) ; *Mauger (Pierre)* (p. 3366) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3373).

Marchés des produits de la mer : *Denvers (Albert)* (p. 3362) ; *Duroméa (André)* (p. 3364) ; *Mauger (Pierre)* (p. 3366) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3370, 3373).

Pavillons de complaisance : *Denvers (Albert)* (p. 3362) ; *Duroméa (André)* (p. 3364).

Pêche artisanale : *Mauger (Pierre)* (p. 3366) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 3368) ; *Dupilet (Dominique)* (p. 3369).

Pêche industrielle : Dupilet (Dominique) (p. 3369).

Police des pêches (et notamment incidents avec l'Espagne) : *Blanc (Jacques)* (p. 3363) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 3368) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3370, 3372).

Politique méditerranéenne : *Lacombe (Jean)* (p. 3365) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3372, 3373).

Ports maritimes : *Denvers (Albert)* (p. 3362) ; *Duroméa (André)* (p. 3364) ; *Lacombe (Jean)* (p. 3365) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3370, 3373).

Protection et aménagement du littoral : *Denvers (Albert)* (p. 3361, 3362) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3373).

Sauvetage en mer : Denvers (Albert) (p. 3362) ; *Mauger (Pierre)* (p. 3368) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3372).

Schémas de mise en valeur de la mer : *Lacombe (Jean)* (p. 3365).

Procédure des questions (p. 3374).

C.E.E. (conséquences de l'élargissement de la -) : *Tourné (André)* (p. 3375) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3377) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3376).

Etangs privés et domaine public maritime : *Tourné (André)* (p. 3375) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3376).

Flotte de commerce : *Menga (Joseph)* (p. 3378) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3378).

Gens de mer (notamment problèmes de la protection sociale et des charges sociales) : *Tourné (André)* (p. 3376) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3376).

Industrie de la pêche à Saint-Pierre-et-Miquelon : *Pen (Albert)* (p. 3377, 3378).

Lien fixe et trafic trans-Manche : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3374) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3374).

Pêche industrielle : *Chaigneau (Colette)* (p. 3376, 3377) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3378).

Politique méditerranéenne : *Tourné (André)* (p. 3375, 3376) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3376, 3379) ; *Garcin (Edmond)* (p. 3378, 3379).

Ports maritimes : *Porelli (Vincent)* (p. 3375) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3375).

Transfert du port de pêche de La Rochelle : *Chaigneau (Colette)* (p. 3376) ; *Lengagne (Guy)* (p. 3378).

Examen des crédits (p. 3379).

Etat B - Titre III. - Réduction de crédits : adoptée.

Titre IV. - Réduction de crédits : adoptée.

Etat C - Titre IV. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 3379).

PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion générale [23 octobre 1985] (p. 3396) :

Aménagement du territoire (politique d'-) : *Caumont (Robert de)* (p. 3398) ; *Narquin (Jean) (p. 3399) ; Defferre (Roger)* (p. 3400, 3401).

Centre mondial d'informatique et ressources humaines : *Goux (Christian)* (p. 3396) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3400).

Commissariat général du Plan (budget du -) : *Goux (Christian)* (p. 3396).

Concours communautaires : *Chevallier (Daniel)* (p. 3402) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3405).

Contrats de plan ; *Caumont (Robert de)* (p. 3398) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3401) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 3402) ; Wacheux (Marcel) (p. 3404).

Croissance économique : *Clément (Pascal)* (p. 3402) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3405).

D.A.T.A.R. (budget et mission de la -) : *Goux (Christian), Defferre (Gaston)* (p. 3401, 3406) ; *Clément (Pascal)* (p. 3403) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3405).

Dépenses de santé : *Asensi (François)* (p. 3404).

Elargissement de la C.E.E. : *Defferre (Gaston)* (p. 3401) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 3402).

Entreprises (rôle dans l'aménagement du territoire) : *Caumont (Robert de)* (p. 3399).

Littoral (politique du -) : *Caumont (Robert de)* (p. 3398).

Montagne (politique de la -) : *Caumont (Robert de)* (p. 3398, 3399) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3401).

Ouest-Atlantique (situation de la région -) : *Narquin (Jean)* (p. 3399, 3400) : *Defferre (Gaston)* (p. 3405).

Plan et budget (exécution budgétaire du Plan) : *Goux (Christian)* (p. 3396, 3397) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3400) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 3402) ; *Asensi (François)* (p. 3403, 3404).

Planification (notion de -) : *Caumont (Robert de)* (p. 3398) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3400) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 3401, 3402).

Prélèvements obligatoires : *Clément (Pascal)* (p. 3402, 3403) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3405).

Primes à l'aménagement du territoire : *Caumont (Robert de)* (p. 3398) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3405).

Réduction du temps de travail : *Clément (Pascal)* (p. 3403) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3405).

Région parisienne (emploi dans la -) : *Asensi (François)* (p. 3404) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3406).

Restructurations industrielles : *Asensi (François)* (p. 3403).

Subventions aux organismes de recherche : *Clément (Pascal)* (p. 3403).

Villes nouvelles : *Defferre (Gaston)* (p. 3401).

Zones minières (situation des -) : *Wacheux (Marcel)* (p. 3404) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3406).

Procédure des questions (p. 3406) :

Concours communautaires : *Rodet (Alain)* (p. 3407, 3408) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3408).

Croissance économique : *Inchauspé (Michel)* (p. 3406) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3406, 3407).

F.I.D.A.R. (budget et missions du -) : *Inchauspé (Michel)* (p. 3406) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3406, 3407).

Région parisienne (emploi dans la -) : *Germon (Claude)* (p. 3407) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3407).

Situation des zones frontalières (et notamment Alsace) : *Grussenmeyer (François)* (p. 3407) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3407).

Examen des crédits (p. 3408) :

Etat B. - Titre III. - Adopté.

Titre IV. - Adopté.

Etat C. - Titre V. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI. - Amendement n° 13 de la commission de la production (tendant à réduire les autorisations de programme de 12 millions de francs et les crédits de paiement de 5 millions de francs) ; crédits du Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement de la montagne ; ressources dégagées pour la montagne ; retiré ;

- titre VI : adopté (p. 3408).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Discussion générale [24 octobre 1985] (p. 3475, 3481) :

Caisses d'épargne : *Bonnet (Alain)* (p. 3475).

Centre national d'études spatiales (contribution des P.T.T. au -) : *Bonnet (Alain)* (p. 3476) ; *Noir (Michel)* (p. 3481) ; *d'Aubert (François)* (p. 3484) ; *Jagoret (Pierre)* (p. 3488).

Charges indues des P.T.T. : *Noir (Michel)* (p. 3481).

Comptes chèques postaux : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3491).

Crédits (montant et répartition des -) : *Bonnet (Alain)* (p. 3475) ; *Noir (Michel)* (p. 3482) ; *Jagoret (Pierre)* (p. 3487) ; *Lambert (Michel)* (p. 3488).

Déréglementation (mouvement de -) : *Jarosz (Jean)* (p. 3477) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3483) ; *d'Aubert (François)* (p. 3486) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3489, 3490).

Effectifs (évolution des -) : *Bonnet (Alain)* (p. 3475) ; *Jarosz (Jean)* (p. 3476, 3477) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3483, 3484) ; *Lambert (Michel)* (p. 3488) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3492).

Filière électronique : *Jagoret (Pierre)* (p. 3487) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3494).

Modernisation de la poste : *Bonnet (Alain)* (p. 3475) ; *Lambert (Michel)* (p. 3488, 3489) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3493, 3494).

Négociations entre la C.G.E. et A.T.T. : *Jagoret (Pierre)* (p. 3487).

P.C.V. : *Noir (Michel)* (p. 3482) ; *d'Aubert (François)* (p. 3484).

Personnel (situation du -) : *Jarosz (Jean)* (p. 3477) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3484) ; *Lambert (Michel)* (p. 3488) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3492, 3493).

Plan câble : *Bonnet (Alain)* (p. 3476) ; *d'Aubert (François)* (p. 3485) ; *Jagoret (Pierre)* (p. 3487) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3489) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3494, 3495).

Prélèvement au profit du budget général : *Jarosz (Jean)* (p. 3476) ; *d'Aubert (François)* (p. 3484) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3493).

Propositions de l'opposition : *Noir (Michel)* (p. 3482) ; *d'Aubert (François)* (p. 3485, 3490) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3490, 3491) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3496).

Rapport du Sénat sur la poste : *Jarosz (Jean)* (p. 3477) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3483).

Recherche en matière de télécommunication : *Bonnet (Alain)* (p. 3476) ; *Jagoret (Pierre)* (p. 3487, 3488) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3493).

Relations entre l'industrie et la D.G.T. : *Noir (Michel)* (p. 3482) ; *d'Aubert (François)* (p. 3485, 3486) ; *Jagoret (Pierre)* (p. 3487).

Satellites de télécommunications : *Bonnet (Alain)* (p. 3476) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3496).

Situation du Trégorrois : *Jagoret (Pierre)* (p. 3486).

Taxe téléphonique : *Noir (Michel)* (p. 3482) ; *d'Aubert (François)* (p. 3484) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3496).

Télématique (et notamment carte à mémoire et Minitel) : *Bonnet (Alain)* (p. 3476) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 3478) ; *d'Aubert (François)* (p. 3484) ; *Jagoret (Pierre)* (p. 3487) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3494, 3495).

Téléphone (extension du -) : *Bonnet (Alain))* (p. 3476) ; *Jarosz (Jean)* (p. 3477) ; *d'Aubert (François)* (p. 3485) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3494).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *d'Aubert (François)* (p. 3486).

Procédure des questions (p. 3496) :

Endettement des postes et télécommunications : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3498) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3498).

Limousin (télécommunications dans la région du -) : *Rodet (Alain)* (p. 3496, 3497) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3497).

Plan câble : *Péricard (Michel)* (p. 3497) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3497, 3498).

Rhône (postes dans le département du -) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3497) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3497).

Examen des crédits (p. 3498).

Crédits ouverts à l'article 33 au titre des services votés : adoptés.

Crédits ouverts à l'article 34 au titre des mesures nouvelles : amendement n° 19 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de 20 000 000 F) ; statut juridique de la mission Schreiner (p. 3498) ; coût de fonctionnement de cette mission ; rôle de la mission Schreiner ; marchés conclus ; rejeté ; amendement n° 20 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de 500 000 000 F) ; valeur du dollar ; rejeté ; amendement n° 21 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de 4 300 000 000 F) ; relations entre la direction générale des télécommunications et la poste ; relations entre la direction générale des télécommunications et l'Etat ; retiré ; amendement n° 22 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 650 000 000 F) : retiré ; amendement n° 24 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 100 000 000 F) ; satellite Télécom 1 ; convention de commercialisation des transpondeurs de Télécom 1 ; négociations commerciales engagées avec des sociétés audiovisuelles (p. 3499) ; lancement du satellite Télécom 1 ; éventualité d'une utilisation de ces satellites pour la transmission de signaux de radio ou de télévision ; rejeté ; amendement n° 25 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 20 000 000 F) ; réduction des investissements concernant les cabines téléphoniques publiques ; satellite Télécom 1 ; système du paiement par carte téléphonique ; situation des cabines téléphoniques publiques ; protection des publiphones (p. 3500) ; rejeté ; amendement n° 26 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 20 000 000 F) ; éventualité d'une gestion des cabines publiques par des sociétés privées ; situation de la C.O.G.E.C.O.M. ; rejeté ; amendement n° 27 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 20 000 000 F) : retiré ; amendement n° 28 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 2 665 000 000 F) : retiré ; amendement n° 29 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 450 000 000 F) ; plan « Informatique pour tous » ; interpénétration entre les télécommunications et l'informatique ; rejeté ; amendement n° 30 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 40 000 000 F) : retiré ; amendement n° 31 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 2 135 000 000 F) ; entreprise de la filière électronique ; prise en charge de la filière électronique par le ministère des P.T.T. (p. 3501) ; dotation en capital pour Thomson ; amendement n° 32 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 400 000 000 F) ; amendement n° 33 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 400 000 000 F) ; amendement n° 34 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 150 000 000 F) ; projet d'accord C.G.E.-A.T.T. ; extension de nouvelles activités au Trégor ; critère de l'accord C.G.E.-A.T.T. ; maintien de la C.G.C.T. ; amendements n°s 31, 32, 33 et 34 : rejetés ; amendement n° 35 de M. François d'Aubert (réduction des crédits ouverts au paragraphe II de l'article 34 de 3 000 000 000 F) : retiré ; amendement n° 36 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de l'article 34 de 4 210 000 000 F) : retiré ;

- autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 34 au titre des mesures nouvelles : adoptées (p. 3502) ;

- crédits inscrits au paragraphe II de l'article 34 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 3503).

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Discussion générale [25 octobre 1985] (p. 3531) :

Agence nationale pour la valorisation de la recherche : *Charzat (Michel)* (p. 3532).

Bibliothèques scientifiques : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3533).

Bilan de la politique suivie jusqu'en 1981 : *Chapuis (Robert)* (p. 3534).

Budget annexe des P.T.T. (participation du - à l'effort de recherche) : *Chapuis (Robert)* (p. 3534) ; *Birraux (Claude)* (p. 3540) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3544, 3545) ; *Curien (Hubert)* (p. 3548).

Carrefour international de la communication : *Birraux (Claude)* (p. 3541) ; *Curien (Hubert)* (p. 3548, 3549).

Coopération européenne : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3533) ; *Curien (Hubert)* (p. 3538) ; *Becq (Jacques)* (p. 3547).

Crédit d'impôt : *Charzat (Michel)* (p. 3531, 3532) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3534) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3539) ; *Birraux (Claude)* (p. 3540).

Electronique : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3533).

Emploi scientifique (politique de l'-) : *Charzat (Michel)* (p. 3531) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3532, 3533) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3534) ; *Curien (Hubert)* (p. 3535, 3536, 3548) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3538, 3539) ; *Birraux (Claude)* (p. 3540) ; *Asensi (François)* (p. 3542).

Entreprises (encouragement de l'activité de recherche des -) : *Charzat (Michel)* (p. 3532) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3534, 3535) ; *Curien (Hubert)* (p. 3535, 3536, 3537) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3538).

Entreprises nationales (rôles des -) : *Charzat (Michel)* (p. 3532) ; *Curien (Hubert)* (p. 3537) ; *Birraux (Claude)* (p. 3540).

Etablissements publics à caractère scientifique et technologique : *Charzat (Michel)* (p. 3531) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3534).

Evaluation de la recherche : *Chapuis (Robert)* (p. 3534).

Exécution des précédents budgets de la recherche : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3544).

Laboratoires : *Chapuis (Robert)* (p. 3534) ; *Curien (Hubert)* (p. 3536, 3537) ; *Tavernier (Yves)* (p. 3543).

Loi d'orientation et de programmation de la recherche : *Charzat (Michel)* (p. 3531) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3533, 3534) ; *Curien (Hubert)* (p. 3535) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3538) ; *Birraux (Claude)* (p. 3539, 3540) ; *Asensi (François)* (p. 3541) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3544).

Montagne (rôle des zones de - en matière de recherche) : *Caumont (Robert de)* (p. 3546).

Moyens budgétaires en faveur de la recherche : *Charzat (Michel)* (p. 3531) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3532) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3533, 3534) ; *Curien (Hubert)* (p. 3535, 3536) ; *Birraux (Claude)* (p. 3540) ; *Asensi (François)* (p. 3541) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3544).

Musée de la Villette : *Curien (Hubert)* (p. 3536, 3537) ; *Birraux (Claude)* (p. 3540) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3544).

Programme Eurêka : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3533) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3534) ; *Curien (Hubert)* (p. 3537, 3538) ; *Birraux (Claude)* (p. 3540, 3541) ; *Asensi (François)* (p. 3541, 3542) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3544) ; *Becq (Jacques)* (p. 3547).

Programmes de développement technologique : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3532, 3533) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3534) ; *Curien (Hubert)* (p. 3537, 3549) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3539) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3545, 3546).

Programmes européens (et notamment Esprit) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3533) ; *Becq (Jacques)* (p. 3547).

Publications scientifiques françaises : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3533) ; *Curien (Hubert)* (p. 3536) ; *Birraux (Claude)* (p. 3541).

Recherche médicale et pharmaceutique : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3545) ; *Curien (Hubert)* (p. 3549).

Régions (place des - en matière de recherche) : *Bassinet (Philippe)* (p. 3538) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 3543, 3544) ; *Curien (Hubert)* (p. 3548).

Relations entre la France et les PVD en matière de recherche : *Chapuis (Robert) (p. 3534, 3535) ; Curien (Hubert)* (p. 3549).

Relations entre la recherche et l'université : *Chapuis (Robert)* (p. 3534) ; *Curien (Hubert)* (p. 3535, 3536) ; *Birraux (Claude)* (3541).

Sciences humaines et sociales : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3533) ; *Curien (Hubert)* (p. 3536, 3549) ; *Tavernier (Yves)*(p. 3542, 3543).

Vote positif du groupe socialiste : *Becq (Jacques)* (p. 3547).

Examen des crédits (p. 3549) :

Titre III. - Adopté.

Titre IV. - Adopté.

Titre V. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 3550).

REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCE EXTERIEUR.

Discussion générale [12 novembre 1985] (p. 4199, 4221, 4245) :

Agence française pour la maîtrise de l'énergie : *Rodet (Alain)* (p. 4203) ; *Sarre (Georges)* (p. 4204) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4214, 4215) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4216) ; *Bernard (Pierre)* (p. 4230) ; *Malvy (Martin)* (p. 4239).

Agence nationale pour la création d'entreprises : *Germon (Claude)* (p. 4200) ; *Chaubard (Albert)* (p. 4201) ; *Cresson (Edith)* (p. 4234, 4237).

Aides publiques à l'exportation : *Mazoin (Roland)* (p. 4205) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4207) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 4225) ; *Cresson (Edith)* (p. 4234).

Aménagement du territoire : *Aubert (François d')* (p. 4217) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4229).

Automobile : *Germon (Claude)* (p. 4200) ; *Vennin (Bruno)* (p. 4210) ; *Aubert (François d')* (p. 4216) ; *Le Baill (Georges)* (p. 4223) ; *Cresson (Edith)* (p. 4233, 4234).

Charbon et politique charbonnière : *Rodet (Alain)* (p. 4202, 4203) ; *Sarre (Georges)* (p. 4204) ; *Vennin (Bruno)* (p. 4209) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4215) ; *Aubert (François d')* (p. 4216) : *Goeuriot (Colette)* (p. 4222) ; *Bladt (Paul)* (p. 4226, 4227) ; *Bernard (Pierre)* (p. 4230, 4231) ; *Malvy (Martin)* (p. 4238).

Collectivités locales (interventions économiques des) : *Chaubard (Albert)* (p. 4201).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Mayoud (Alain)* (p. 4207) ; *Cresson (Edith)* (p. 4234).

Construction navale : *Germon (Claude)* (p. 4206) ; *Chaubard (Albert)* (p. 4202) ; *Vennin (Bruno)* (p. 4210) ; *Aubert (François d')* (p. 4216) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4224) ; *Cresson (Edith)* (p. 4233).

Crédits (montant et répartition des) : *Germon (Claude)* (p. 4200) ; *Chaubard (Albert)* (p. 4202) ; *Geng (Francis)* (p. 4213).

Déficit extérieur et commerce extérieur : *Mazoin (Roland)* (p. 4204, 4205, 4206) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4207) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 4225, 4226) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4227) ; *Cresson (Edith)* (p. 4234, 4235, 4236, 4237).

Ecole nationale d'exportation : *Germon (Claude)* (p. 4200).

Emploi : *Germon (Claude)* (p. 4200) ; *Chomat (Paul)* (p. 4211, 4212) ; *Aubert (François d')* (p. 4216).

Entreprises nationales (rôle économique des) : *Germon (Claude)* (p. 4199) ; *Chomat (Paul)* (p. 4212) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 4225) ; *Cresson (Edith)* (p. 4235).

Entreprises nationales (rôle social des) : *Germon (Claude)* (p. 4200) ; *Chomat (Paul)* (p. 4212).

Entreprises nationales (situation financière des) : *Germon (Claude)* (p. 4199) ; *Chaubard (Albert)* (p. 4201) ; *Vennin (Bruno)* (p. 4208) ; *Noir (Michel)* (p. 4209) ; *Chomat (Paul)* (p. 4212) ; *Aubert (François d')* (p. 4216) ; *Le Baill (Georges)* (p. 4223).

Formation professionnelle : *Chaubard (Albert)* (p. 4202) ; *Cresson (Edith)* (p. 4234) ; *Malvy (Martin)* (p. 4240).

Gaz et politique gazière ; *Sarre (Georges)* (p. 4204) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4215) ; *Bernard (Pierre)* (p. 4230) ; *Malvy (Martin)* (p. 4240).

Indépendance énergétique : *Sarre (Georges)* (p. 4203) ; *Vennin (Bruno)* (p. 4208) ; *Bernard (Pierre)* (p. 4229, 4230) ; *Cresson (Edith)* (p. 4236) ; *Malvy (Martin)* (p. 4237, 4239, 4240).

Investissement : *Germon (Claude)* (p. 4199) ; *Cresson (Edith)* (p. 4235, 4236).

Machine-outil (situation dans le secteur de la) : *Ducoloné (Guy)* (p. 4229).

Nord - Pas-de-Calais (situation économique dans le) : *Huguet (Roland)* (p. 4228).

Pétrole et politique pétrolière : *Rodet (Alain)* (p. 4203) ; *Sarre (Georges)* (p. 4204) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4215) ; *Bernard (Pierre)* (p. 4230) ; *Malvy (Martin)* (p. 4238, 4240).

Plan de soutien : *Germon (Claude)* (p. 4200) ; *Aubert (François d')* (p. 4217) ; *Cresson (Edith)* (p. 4235).

Production industrielle : *Germon (Claude)* (p. 4199).

Programme nucléaire : *Sarre (Georges)* (p. 4203) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4214) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4215, 4216) ; *Gœuriot (Colette)* (p. 4222, 4223) ; *Le Baill (Georges)* (p. 4223) ; *Bladt (Paul)* (p. 4226) ; *Malvy (Martin)* (p. 4239).

Propositions de l'opposition : *Vennin (Bruno)* (p. 4209) ; *Noir (Michel)* (p. 4210, 4211) ; *Geng (Francis)* (p. 4213, 4214) ; *Cresson (Edith)* (p. 4236).

Relations avec les P.V.D. : *Vial-Massat (Théo)* (p. 4206, 4207) ; *Cresson (Edith)* (p. 4235).

Relations commerciales avec l'Afrique du Sud : *Rouquette (Roger)* (p. 4231) ; *Malvy (Martin)* (p. 4238).

Restructurations industrielles : *Vennin (Bruno)* (p. 4201, 4209) ; *Noir (Michel)* (p. 4210) ; *Le Baill (Georges)* (p. 4224) ; *Cresson (Edith)* (p. 4235) ; *Malvy (Martin)* (p. 4240).

Sidérurgie : *Gœuriot (Colette)* (p. 4221) ; *Huguet (Roland)* (p. 4228) ; *Malgras (Robert)* (p. 4231, 4232) ; *Cresson (Edith)* (p. 4233).

Situation économique générale : *Cresson (Edith)* (p. 4232, 4233).

Trésorerie des entreprises : *Germon (Claude)* (p. 4199).

Procédure des questions (p. 4245) :

Agence française pour la maîtrise de l'énergie : *Charles (Serge)* (p. 4249) ; *Malvy (Martin)* (p. 4249).

Automobile : *Desanlis (Jean)* (p. 4251, 4252) ; *Cresson (Edith)* (p. 4252).

Commissariat à l'énergie atomique (situation du) : *Tavernier (Yves)* (p. 4245, 4246) ; *Cresson (Edith)* (p. 4246).

Déficit extérieur et commerce extérieur : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4252, 4253) ; *Cresson (Edith)* (p. 4253).

Dépendance à l'égard de l'énergie électrique : *Charles (Serge)* (p. 4247, 4248) ; *Malvy (Martin)* (p. 4248).

Industries chimiques (situation des) : *Durouméa (André)* (p. 4250) ; *Malvy (Martin)* (p. 4250, 4251).

Machine-outil (situation dans le secteur de la) : *Chomat (Paul)* (p. 4254) ; *Cresson (Edith)* (p. 4254, 4255).

Programme Hermès : *Durouméa (André)* (p. 4253, 4254) ; *Cresson (Edith)* (p. 4254).

Sidérurgie : *Masson (Jean-Louis)* (p. 4247, 4248, 4249) ; *Cresson (Edith)* (p. 4247, 4249, 4250) ; *Gœuriot (Colette)* (p. 4249, 4250).

Société Isoroy (situation de la) : *Alquier (Jacqueline)* (p. 4246) ; *Malvy (Martin)* (p. 4247).

Télécommunications : *Frelaut (Dominique)* (p. 4251) ; *Cresson (Edith)* (p. 4251).

Examen des crédits (p. 4255) :

Crédits inscrits à la ligne « redéploiement industriel ».

Etat B, titre IV. - Adoptés.

Etat C, titre V. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI. - Autorisations de programme et crédits de paiments : adoptés.

Crédits inscrits à la ligne « redéploiement industriel et recherche technologique », services communs.

Etat B, titre III. - Adoptés.

Etat C, titre V. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 4255).

Discussion générale [6 novembre 1985] (p. 3961, 3987, 4005) :

Afrique du Sud : *Odru (Louis)* (p. 4006) ; *Stasi (Bernard)* (p. 4006) ; *Vivien (Alain) (p. 4013, 4014)* ; *Dupuy (Lydie)* (p. 4016) ; *Dumas (Roland)* (p. 4021).

Agents diplomatiques (sécurité des -) : *Vivien (Alain)* (p. 3962).

Aide alimentaire : *Vivien (Alain)* (p. 3988, 3989, 4013) ; *Nucci (Christian)* (p. 3995).

Aide publique au développement : *Vivien (Alain)* (p. 3988, 3989, 4014) ; *Bernard (Roland)* (p. 3990) ; *Nucci (Christian)* (p. 3994).

Ambassades (fonctionnement des -) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 4010, 4024) ; *Dumas (Roland)* (p. 4023).

Bourses allouées aux étrangers : *Proveux (Jean)* (p. 3971).

Cellule interministérielle d'urgence et de veille : *Nucci (Christian)* (p. 3995).

« Charges indues » : *Deniau (Xavier)* (p. 3967, 3968).

Communauté économique européenne (contribution de la France) : *Zeller (Adrien)* (p. 3965, 3966) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 3967) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 3996, 3997).

Communauté économique européenne (contribution de la Grande-Bretagne) : *Zeller (Adrien)* (p. 3966) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 3997, 4020) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4000, 4001).

Communauté économique européenne (élargissement de la -) : *Zeller (Adrien)* (p. 3966) ; *Dumas (Roland)* (p. 3993) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 3997, 4020) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4000) ; *Odru (Louis)* (p. 4006) ; *Garmendia (Pierre)* (p. 4014).

Communauté économique européenne (réforme des institutions) : *Lalumière (Catherine)* (p. 3997) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4000).

Communauté économique européenne (ressources propres) : *Nevoux (Paulette)* (p. 3967).

Communauté économique européenne (rôle de la France) : *Lalumière (Catherine)* (p. 3997, 3998).

Coopération (budget et politique de la -) *Vivien (Alain)* (p. 3989) ; *Bernard (Roland)* (p. 3990) ; *Nucci (Christian)* (p. 3994, 3995, 3996, 4019) ; *Stasi (Bernard)* (p. 4008) ; *Bardin (Bernard)* (p. 4017).

Coopération militaire : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 3965).

Défense (politique française de -) : *Dumas (Roland)* (p. 3992, 3993) ; *Bellon (André)* (p. 3998, 3999) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4000) ; *Odru (Louis)* (p. 4005).

Défense européenne : *Bigeard (Marcel)* (p. 4012) ; *Koehl (Emile)* (p. 4015, 4016).

Direction générale des relations scientifiques, culturelles et techniques (D.G.R.S.C.T.) (crédits de la -) : *Vivien (Alain)* (p. 3962) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 3964, 3965) ; *Proveux (Jean)* (p. 3970, 3971) ; *Dumas (Roland)* (p. 3991) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 4010).

Droits de l'homme (politique des -) : *Neiertz (Véronique)* (p. 3964) ; *Dumas (Roland)* (p. 3994) ; *Bellon (André)* (p. 3998, 3999) ; *Dupuy (Lydie)* (p. 4016, 4017).

Endettement du tiers monde : *Bernard (Roland)* (p. 3989) ; *Dumas (Roland)* (p. 3993, 4021, 4022).

Enseignants français à l'étranger (notamment cas de la Guinée) : *Deniau (Xavier)* (p. 3968, 3969, 4018) ; *Nucci (Christian)* (p. 3968, 4018).

Etats-Unis (politique de la France vis à vis des -) : *Bigeard (Marcel)* (p. 4012) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4020) ; *Dumas (Roland)* (p. 4021).

Europe (nécessité de l'-) : *Bigeard (Marcel)* (p. 4012).

Fonds spécial Afrique : *Nucci (Christian)* (p. 4019).

Francophonie et défense de la langue française : *Deniau (Xavier)* (p. 3969) ; *Proveux (Jean)* (p. 3970) ; *Dumas (Roland)* (p. 3992) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 4010).

Greenpeace (affaire) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4000).

Initiative de défense stratégique (I.D.S.) : *Dumas (Roland)* (p. 3993, 4024) ; *Odru (Louis)* (p. 4005, 4006).

Juge Bidalou : *Peyrefitte (Alain)* (p. 4024).

Liban (notamment situation des otages français au -) : *Dumas (Roland)* (p. 3994, 4021, 4022) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4001) ; *Stasi (Bernard)* (p. 4008) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4015).

Lomé III : *Vadepied (Guy)* (p. 4009).

Modernisation du ministère : *Vivien (Alain)* (p. 3961, 3962) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 3963) ; *Dumas (Roland)* (p. 3991).

Nicaragua : *Stasi (Bernard)* (p. 4008).

Paix (menaces sur la -) : *Odru (Louis)* (p. 4005, 4006).

Palestiniens (droit des -) : *Bérégovoy (Michel)* (p. 4015) ; *Dumas (Roland)* (p. 4023).

Politique agricole commune : *Zeller (Adrien)* (p. 3966) ; *Dumas (Roland)* (p. 3993) ; *Garmendia (Pierre)* (p. 4014).

Politique culturelle extérieure : *Neiertz (Véronique)* (p. 3963, 3964) ; *Proveux (Jean)* (p. 3969, 3970, 3971) ; *Dumas (Roland)* (p. 3992) ; *Bardin (Bernard)* (p. 4017).

Politique du personnel et de l'emploi : *Neiertz (Véronique)* (p. 3963) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 4011) ; *Dumas (Roland)* (p. 4023).

Programmes intégrés méditerranéens : *Zeller (Adrien)* (p. 3966) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 3997, 4021) ; *Garmendia (Pierre)* (p. 4014).

Rappel au règlement : *Peyrefitte (Alain)* (p. 4024).

Rapports Nord-Sud : *Bellon (André)* (p. 3998, 3999) ; *Vadepied (Guy)* (p. 4009).

Relations franco-soviétiques : *Dumas (Roland)* (p. 3992, 3993) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4000, 4001) ; *Odru (Louis)* (p. 4005) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4011).

R.F.I. et T.V. 5 (débudgétisation) : *Vivien (Alain)* (p. 3962) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 3964) ; *Proveux (Jean)* (p. 3970) ; *Dumas (Roland)* (p. 3992, 4023) ; *Bardin (Bernard)* (p. 4018).

Sahara occidental : *Vivien (Alain)* (p. 4013).

Secrétaires adjoints des affaires étrangères : *Deniau (Xavier)* (p. 3969) ; *Dumas (Roland)* (p. 3991).

Tchad (évacuation du -) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4000) ; *Stasi (Bernard)* (p. 4007) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4012) ; *Vivien (Alain)* (p. 4013) ; *Dumas (Roland)* (p. 4022).

Terrorisme : *Bigeard (Marcel)* (p. 4012).

« Volontaires européens du développement » : *Nucci (Christian)* (p. 3996).

Procédure des questions (p. 4024) :

Chypre (position de la France sur le probléme de -) : *Vivien (Alain)* (p. 4024) ; *Dumas (Roland)* (p. 4025, 4027) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 4026).

Comité international de la Croix-Rouge (contribution de la France au -) : *Ravassard (Noël)* (p. 4025) ; *Dumas (Roland)* (p. 4025).

Liban (politique française au -) : *Fillon (François)* (p. 4026) ; *Dumas (Roland)* (p. 4026).

Pacifique Sud (politique de coopération dans le -) : *Deniau (Xavier)* (p. 4027) ; *Dumas (Roland)* (p. 4027).

Radio France internationale (émission dans le Sud-Est asiatique) : *Moulinet (Louis)* (p. 4027) ; *Dumas (Roland)* (p. 4027).

Examen des crédits (p. 4027) :

I. - *Services diplomatiques et généraux.*

Etat B, titre III. - Adopté.

Titre IV. - Adopté.

Etat C, titre V. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 4027).

Article 65 : Retiré.

II. - *Coopération et développement.*

Etat B, titre III. - Adopté.

Titre IV. - Adopté.

Etat C, titre V. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Après l'article 65 : amendement n° 63 de M. Alain Vivien (limitant à 10 p. 100 du montant total des autorisations de programme inscrites sur ce chapitre les autorisations de programme de l'article 20 du chapitre 68-91 du fascicule « relations extérieures - II. - coopération et développement »), augmentation du F.A.C. en raison des événements du Tchad, transport de l'aide alimentaire ; adopté (p. 4028).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Discussion générale [22 octobre 1985] (p. 3301) :

Alcoolisme (lutte contre l' -) : *Sanmarco (Philippe)* (p. 3302, 3303) ; *Labarrère (André)* (p. 3310).

Centres interministériels de renseignements administratifs : *Sanmarco (Philippe)* (p. 3303).

Conseil économique et social : *Barnier (Michel)* (p. 3305) ; *Labarrère (André)* (p. 3313, 3314).

Défense civile : *Cointat (Michel)* (p. 3304) ; *Huyghes des Etages (Jacques)* (p. 3304) ; *Marcellin (Raymond)* (p. 3307, 3308, 3309, 3312) ; *Marcellin (Raymond)* (p. 3307, 3308, 3309, 3312) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 3309) ; *Labarrère (André)* (p. 3312, 3313).

Délinquance (prévention de la -) : *Sanmarco (Philippe)* (p. 3301).

Dépenses et subventions d'équipement : *Sanmarco (Philippe)* (p. 3301) ; *Labarrère (André)* (p. 3310).

Documentation française : *Sanmarco (Philippe)* (p. 3302).

Economie sociale : *Sammarco (Philippe)* (p. 3303) ; *Labarrère (André)* (p. 3311, 3312).

Evolution du rôle du Parlement depuis 1981 : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3307) ; *Tourné (André)* (p. 3314) ; *Labarrère (André)* (p. 3314, 3315).

Formation professionnelle (transfert des crédits de la - au budget du ministère du travail) : *Sanmarco (Philippe)* (p. 3301).

Francophonie (actions en faveur de la -) : *Sanmarco (Philippe)* (p. 3302) ; *Mauger (Pierre)* (p. 3309, 3310) ; *Labarrère (André)* (p. 3311).

Haute Autorité : *Sanmarco (Philippe)* (p. 3303).

Informatisation des services du Premier ministre : *Labarrère (André)* (p. 3310, 3314).

Institut des hautes études de la défense nationale : *Cointat (Michel)* (p. 3303) ; *Labarrère (André)* (p. 3312).

Journaux officiels : *Barnier (Michel)* (p. 3305, 3306) ; *Labarrère (André)* (p. 3314).

Médiateur : *Sanmarco (Philippe)* (p. 3303).

Prévention des risques naturels et technologiques majeurs : *Marcellin (Raymond)* (p. 3308) ; *Labarrère (André)* (p. 3310, 3311).

Relations du Gouvernement avec le Parlement (budget du ministère des -) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3306) ; *Labarrère (André)* (p. 3315).

Secrétariat général de la défense nationale : *Cointat (Michel)* (p. 3303, 3304) ; *Huyghes des Etages (Jacques)* (p. 3304) ; *Marcellin (Raymond)* (p. 3308) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 3308, 3309) ; *Labarrère (André)* (p. 3312, 3313).

Sécurité routière : *Labarrère (André)* (p. 3310).

Transferts de crédit : *Marcellin (Raymond)* (p. 3308).

Examen des crédits (p. 3315) :

I. - Services généraux : mis aux voix lors de l'examen des crédits du ministère des droits de la femme.

II. - Secrétariat général de la défense nationale :

Crédits inscrits à la ligne « services du Premier ministre » : II. - Secrétariat général de la défense nationale (p. 3315).

Etat B. - Titre III. - Adopté.

Etat C. - Titre V. - Autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

III. - Conseil économique et social :

Crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre » : III. - Conseil économique et social.

Etat B. - Titre III. - Adopté.

Budget annexe des Journaux officiels :

Crédits ouverts à l'article 33 au titre des services votés : adoptées ; autorisation de programme inscrites au paragraphe I de l'article 34 au titre des mesures nouvelles : adoptées.

Crédits de paiement inscrits au paragraphe II de l'article 34 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 3316).

TECHNIQUES DE LA COMMUNICATION

Discussion générale [25 octobre 1985] (p. 3507) :

Action internationale dans le domaine des télécommunications : *Forgues (Pierre)* (p. 3507) ; *Hage (Georges)* (p. 3509) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3510, 3511) ; *Péricard (Michel)* (p. 3514) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3521).

Canal Plus : *Madelin (Alain)* (p. 3518) ; *Moreau (Louise)* (p. 3522).

Compte de soutien à l'industrie cinématographique et à l'industrie des programmes audiovisuels (rôle et montant du -) : *Forgues (Pierre)* (p. 3507) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3511) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3516) ; *Moreau (Louise)* (p. 3523).

Décentralisation dans le domaine audiovisuel (F.R. 3, Radio-France, R.F.O.) : *Forgues (Pierre)* (p. 3507) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3510) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3516) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3522) ; *d'Aubert (François)* (p. 3524).

Institut national audiovisuel (I.N.A.) : *Hage (Georges)* (p. 3509) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3511).

Institutions de la communication audiovisuelle (crédits mis à la disposition des -) : *Billon (Alain)* (p. 3524) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3526).

Mayotte (projet de création d'un réseau fermé de T.V. vidéo) : *Hory (Jean-François)* (p. 3524, 3525) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3526).

Plan câble : Hage (Georges) (p. 3509) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3516, 3517) ; *Madelin (Alain)* (p. 3518) ; *Moreau (Louise)* (p. 3522) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3526).

Presse (principe de transparence) : *Fillioud (Georges)* (p. 3512, 3513).

Presse (aides publiques à la -) : *Forgues (Pierre)* (p. 3507, 3508) ; *Hage (Georges)* (p. 3508) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3513) ; *Péricard (Michel)* (p. 3514) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3519).

Presse et entreprises multimedia : *Schreiner (Bernard)* (p. 3516).

Projet Desgraupes « Canal 1 » (chaîne culturelle) : *Hage (Georges)* (p. 3509, 3513) ; *Péricard (Michel)* (p. 3515) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3525).

Propositions de l'opposition en matière d'audiovisuel : *Fillioud (Georges)* (p. 3511, 3512) ; *Péricard (Michel)* (p. 3514, 3515) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3517) ; *Madelin (Alain)* (p. 3518, 3519) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3520) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3521, 3522) ; *Billon (Alain)* (p. 3524).

Radios locales privées : *Hage (Georges)* (p. 3508) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3510) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3516) ; *Madelin (Alain)* (p. 3518) ; *Moreau (Louise)* (p. 3522).

Rapporteur pour avis (rôle du -) : *Fillioud (Georges)* (p. 3510) ; *Hage (Georges)* (p. 3513).

Redevance (et notamment abaissement du taux de T.V.A.) : *Forgues (Pierre)* (p. 3507) ; *Hage (Georges)* (p. 3509) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3509, 3510, 3511, 3512) ; *Madelin (Alain)* (p. 3518) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3520, 3521) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3522) ; *Moreau (Louise)* (p. 3523) ; *d'Aubert (François)* (p. 3524).

Ressources publicitaires : *Forgues (Pierre)* (p. 3507) ; *Hage (Georges)* (p. 3509) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3511, 3526) ; *Péricard (Michel)* (p. 3514) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3521) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3522) ; *Moreau (Louise)* (p. 3523).

Satellites de télévision directe (T.D.F. 1, T.D.F. 2) : *Hage (Georges)* (p. 3509) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3511, 3525) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3516, 3517) ; *Madelin (Alain)* (p. 3518) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3522) ; *Moreau (Louise)* (p. 3523).

Service public de la radio-télévision (autonomie du -) : Fillioud (Georges) (p. 3510) ; *Madelin (Alain)* (p. 3517, 3518).

Service public de la radio-télévision (principe du -) : Forgues (Pierre) (p. 3508) ; *Hage (Georges)* (p. 3508, 3509) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3517) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3519, 3520) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3521).

Société française de production (S.F.P.) : *Forgues (Pierre)* (p. 3507) ; *Hage (Georges)* (p. 3509) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3511) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3519) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3521, 3522) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3525).

Télécom 1 : *d'Aubert (François)* (p. 3524) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3525, 3526).

Télédiffusion de France (T.D.F.) : *Hage (Georges)* (p. 3509) ; *Péricard (Michel)* (p. 3515) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3519) ; *d'Aubert (François)* (p. 3524).

Télévisions privées : *Hage (Georges)* (p. 3508, 3509) ; *Péricard (Michel)* (p. 3514) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 3517) ; *Madelin (Alain)* (p. 3518) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3519) ; *Billon (Alain)* (p. 3524).

Examen des crédits (p. 3526) :

Crédits du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre. - I. - Services généraux » mis aux voix lors de l'examen des crédits du ministère des droits de la femme.

Etat E, lignes 54 et 55 (p. 3526) : tableau des taxes parafiscales dont la perception est autorisée en 1986 (p. 3527) ;

- ligne 54 : adoptée ;
- ligne 55 : adoptée.

Article 45 et autres lignes de l'état E : mis aux voix lors de l'examen des dispositions concernant les taxes parafiscales.

Article 50 *(répartition du produit de la redevance)* : adopté (p. 3528).

TRANSPORTS :

Voir *Urbanisme, logement et transports.*

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Discussion générale [31 octobre 1985] (p. 3757, 3772) :

A.F.P.A. (situation de l'-) : *Berson (Michel)* (p. 3763) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3764, 3765) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3781) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3790).

A.N.P.E. (situation de l'-) : *Frelaut (Dominique)* (p. 3750, 3759) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 3761) ; *Frachon (Martine)* (p. 3768) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3785, 3789, 3790).

Apprentissage : *Frelaut (Dominique)* (p. 3758) ; *Berson (Michel)* (p. 3763) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3764, 3765) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3782) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3788).

Autorisation administrative de licenciement : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3766) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3786).

Congés individuels de formation : *Gissinger (Antoine)* (p. 3765) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3788).

Chômage (indemnisation du -) : *Frelaut (Dominique)* (p. 3758) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 3761) ; *Bocquet (Alain)* (p. 3774, 3775) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3784).

Chômage (statistiques du -) : *Frelaut (Dominique)* (p. 3759) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 3760) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3765, 3766) ; *Frachon (Martine)* (p. 3766) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3772) ; *Bocquet (Alain)* (p. 3774) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3784).

Chômage (traitement social du -) : *Frelaut (Dominique)* (p. 3759, 3760) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 3760) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3772) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3781).

Chômage partiel : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3761).

Chômeurs non indemnisés (situation des -) : *Frelaut (Dominique)* (p. 3758).

Créations d'entreprise : *Coffineau (Michel)* (p. 3777) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3785).

Droits des travailleurs : *Coffineau (Michel)* (p. 3777, 3778) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3788, 3789).

Durée du travail (aménagement et réduction de la -) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3761) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3777) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3783, 3784) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3786, 3787).

Femmes isolées (formation professionnelle des -) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3761).

Flexibilité de l'emploi : *Zeller (Adrien)* (p. 3773) ; *Bocquet (Alain)* (p. 3774) ; *Combasteil (Jean)* (p. 3776) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3782).

Formation en alternance : *Frelaut (Dominique)* (p. 3758) ; *Berson (Michel)* (p. 3762, 3763) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3764) ; *Frachon (Martine)* (p. 3767) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3772, 3773) ; *Oehler (Jean)* (p. 3775) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3777) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3788).

Formation professionnelle (informations statistiques sur la -) : *Gissinger (Antoine)* (p. 3764).

Formation professionnelle continue : *Berson (Michel)* (p. 3764) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3778) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3788).

Formation professionnelle des adultes : *Berson (Michel)* (p. 3763) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3765).

Fusion entre la C.G.E., C.I.T.-Alcatel et Thomson téléphone : *Frelaut (Dominique)* (p. 3759).

Handicapés (insertion professionnelle des -) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3761).

Incitations fiscales et budgétaires en faveur de l'emploi : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3761) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3773) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3787).

Industrie textile : *Bocquet (Alain)* (p. 3774) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3787).

Institut national du travail : *Delebarre (Michel)* (p. 3790).

Jeunes (Insertion sociale et professionnelle des -) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3760, 3761) ; *Berson (Michel)* (p. 3762, 3763) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3764) ; *Frachon (Martine)* (p. 3767) ; *Oehler (Jean)* (p. 3775) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3777) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3779) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3784, 3787, 3788).

Jeunes (qualification des -) : *Provost (Eliane)* (p. 3779, 3780).

Moyens des services : *Frelaut (Dominique)* (p. 3758) ; *Frachon (Martine)* (p. 3767).

Part des entreprises dans l'effort de formation : *Gissinger (Antoine)* (p. 3765) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3779).

Pouvoir d'achat des salaires : *Frelaut (Dominique)* (p. 3759).

Préretraites : *Frelaut (Dominique)* (p. 3759) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 3761) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3766).

Propositions de l'opposition en matière d'emploi : *Royer (Jean)* (p. 3782, 3783) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3789, 3790).

Propositions du PC en faveur de l'emploi : *Combasteil (Jean)* (p. 3776).

Restructurations industrielles (accompagnement social des -) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3761) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3785).

Rôle des régions dans la formation professionnelle : *Berson (Michel)* (p. 3764) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3765).

S.M.I.C. : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 3766).

Travail à temps partiel : *Frachon (Martine)* (p. 3767).

Travaux d'utilité collective : *Frelaut (Dominique)* (p. 3758) ; *Berson (Michel)* (p. 3762) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3765) ; *Oehler (Jean)* (p. 3775) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3777) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3779) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 3779, 3780) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3781) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3784).

Vote positif du groupe socialiste : *Frachon (Martine)* (p. 3768).

Procédure des questions (p. 3790) :

Accompagnement social des mesures de reconversion dans la sidérurgie : *Bocquet (Alain)* (p. 3794) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3794).

Actions d'insertion sociale et professionnelle pour les seize - dix-huit ans : *Frachon (Martine)* (p. 3791) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3791, 3792).

Chômeurs non indemnisés (situation des -) : *Hermier (Guy)* (p. 3794, 3795) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3795).

Formation en alternance : *Coffineau (Michel)* (p. 3792) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3792).

Formation professionnelle des femmes : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3790, 3791) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3791, 3794) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3794).

Handicapés (insertion professionnelle des -) : *Provost (Eliane)* (p. 3792) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3792, 3793).

Licenciements de délégués C.G.T. à l'usine Renault de Douai : *Bocquet (Alain)* (p. 3793) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3793).

Opération « 100 000 stages » (chômeurs de longue durée : *Montergnole (Bernard)* (p. 3790) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3790).

Situation des travailleuses familiales salariées de l'association familiale à domicile du Pays-Haut de Longwy : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3793) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3793, 3794).

Examen des crédits (p. 3795) :

Etat B, titre III. - Adopté.

Titre IV. - Adopté.

Etat C, titre VI. - Autorisations de programmes et crédits de paiement : adoptés.

Article 70 *(actualisation de l'assiette des versements dus par les entreprises au titre du 0,2 p. 100 de la formation continue)* amendement n° 14 de la commission soutenu par M. Michel Berson (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Crédits du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle inclus dans les crédits inscrits à la ligne « santé, solidarité nationale, travail, emploi et formation professionnelle - services généraux » mis aux voix lors de l'examen des crédits du ministère de la santé et de la solidarité nationale.

URBANISME, LOGEMENT ET TRANSPORTS

I. - **Urbanisme et logement.**

Discussion générale [30 octobre 1985] (p. 3692, 3714) :

Accession à la propriété (diminution de la demande d') : *Ligot (Maurice)* (p. 3698, 3699).

Aide à la personne et aide à la pierre : *Anciant (Jean)* (p. 3694) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3698) ; *Chomat (Paul)* (p. 3716) ; *Badet (Jacques)* (p. 3716) ; *Oehler (Jean)* (p. 3719) ; *Auroux (Jean)* (p. 3725, 3726).

Aide personnalisée au logement (A.P.L.) : *Anciant (Jean)* (p. 3694) ; *Tibéri (Jean)* (p. 3697) ; *Chomat (Paul)* (p. 3715, 3716) ; *Badet (Jacques)* (p. 3717) ; *Oehler (Jean)* (p. 3719) ; *Auroux (Jean)* (p. 3725).

Architecture : *Sicard (Odile)* (p. 3695, 3696) ; *Auroux (Jean)* (p. 3723).

Banlieues (situation de l'urbanisme et du logement dans les) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 3721) ; *Auroux (Jean)* (p. 3725).

Bonifications d'intérêt (système des -) dans le domaine du logement : *Sicard (Odile)* (p. 3695).

Caisse des dépôts et consignations (rôle de la) en matière de logement : *Badet (Jacques)* (p. 3717).

Comité interministériel pour les villes : *Anciant (Jean)* (p. 3693) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 3721).

Construction locative sociale : *Chomat (Paul)* (p. 3715) ; *Badet (Jacques)* (p. 3718) ; *Auroux (Jean)* (p. 3723).

Décentralisation en matière d'urbanisme : *Anciant (Jean)* (p. 3693) ; *Sicard (Odile)* (p. 3695) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3718, 3719) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 3721) ; *Richard (Alain)* (p. 3722) ; *Auroux (Jean)* (p. 3724, 3726).

Développement social des quartiers : *Osselin (Jacqueline)* (p. 3719, 3720).

Droit au logement : *Anciant (Jean)* (p. 3692) ; *Chomat (Paul)* (p. 3714, 3715).

Effort de l'Etat pour le logement : *Anciant (Jean)* (p. 3693) ; *Sicard (Odile)* (p. 3694, 3695) ; *Badet (Jacques)* (p. 3716) ; *Auroux (Jean)* (p. 3723).

Fonds de garantie et de réserve des caisses d'épargne : *Anciant (Jean)* (p. 3694) ; *Tibéri (Jean)* (p. 3697) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3698).

Fonds spécial des grands travaux : *Anciant (Jean)* (p. 3694) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3699) ; *Auroux (Jean)* (p. 3724).

Gestion des services du ministère : *Anciant (Jean)* (p. 3693) ; *Auroux (Jean)* (p. 3725).

Institut géographique national : *Anciant (Jean)* (p. 3693).

Location-accession : *Auroux (Jean)* (p. 3723).

Logement en Alsace (situation du) : *Oehler (Jean)* (p. 3719).

Loi Quilliot : *Ligot (Maurice)* (p. 3699) ; *Chomat (Paul)* (p. 3715) ; *Badet (Jacques)* (p. 3718).

Logement social dans les D.O.M.-T.O.M. : *Sicard (Odile)* (p. 3696) ; *Tibéri (Jean)* (p. 3697) ; *Auroux (Jean)* (p. 3724).

Loyers (montant des) : *Tibéri (Jean)* (p. 3697) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3699) ; *Chomat (Paul)* (p. 3715).

Modernisation de l'habitat (prêts P.A.L.U.L.O.S. et P.A.H.) : *Anciant (Jean)* (p. 3694) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3698) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3699) ; *Chomat (Paul)* (p. 3715) ; *Badet (Jacques)* (p. 3716, 3717) ; *Oehler (Jean)* (p. 3719) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 3720) ; *Auroux (Jean)* (p. 3724, 3725).

Office public interdépartemental d'H.L.M. de l'Essonne : *Germon (Claude)* (p. 3720).

Organismes H.L.M. : *Anciant (Jean)* (p. 3694) ; *Sicard (Odile)* (p. 3696) ; *Tibéri (Jean)* (p. 3697) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3698) ; *Badet (Jacques)* (p. 3717) ; *Auroux (Jean)* (p. 3724).

Prêts d'accession à la propriété (P.A.P. et P.C.) : *Anciant (Jean)* (p. 3694) ; *Sicard (Odile)* (p. 3695, 3696) ; *Tibéri (Jean)* (p. 3696, 3697) ; *Badet (Jacques)* (p. 3716) ; *Clément (Pascal)* (p. 3722) ; *Auroux (Jean)* (p. 3723).

Prêts locatifs aidés (P.L.A.) : *Anciant (Jean)* (p. 3694) ; *Sicard (Odile)* (p. 3696) ; *Tibéri (Jean)* (p. 3696) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3699) ; *Chomat (Paul)* (p. 3715) ; *Clément (Pascal)* (p. 3722).

Rénovation du patrimoine architectural : *Anciant (Jean)* (p. 3693).

Rôle des collectivités locales dans le soutien au secteur du bâtiment : *Germon (Claude)* (p. 3720, 3721).

Situation dans le secteur du bâtiment : *Sicard (Odile)* (p. 3696) ; *Tibéri (Jean)* (p. 3698) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3699) ; *Clément (Pascal)* (p. 3722, 3723) ; *Auroux (Jean)* (p. 3723, 3725).

Un pour cent construction : *Anciant (Jean)* (p. 3694) ; *Sicard (Odile)* (p. 3696) ; *Tibéri (Jean)* (p. 3697) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3698) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3699) ; *Chomat (Paul)* (p. 3715) ; *Badet (Jacques)* (p. 3717) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 3720).

Procédure des questions (p. 3729) :

Architecture : *Rieubon (René)* (p. 3741) ; *Auroux (Jean)* (p. 3741).

Banlieues (situation de l'urbanisme et du logement dans les) : *Ligot (Maurice)* (p. 3738) ; *Auroux (Jean)* (p. 3738).

Caisse des dépôts et consignations (rôle de la) en matière de logement : *Ligot (Maurice)* (p. 3738) ; *Auroux (Jean)* (p. 3738).

Charges d'habitation : *Koehl (Emile)* (p. 3730) ; *Auroux (Jean)* (p. 3730, 3740) ; *Odru (Louis)* (p. 3740).

Construction locative sociale : *Durand (Adrien)* (p. 3730) ; *Auroux (Jean)* (p. 3730, 3731).

Décentralisation en matière d'urbanisme : *Ligot (Maurice)* (p. 3738) ; *Auroux (Jean)* (p. 3738).

Effort de l'Etat pour le logement : *Koehl (Emile)* (p. 3730) ; *Auroux (Jean)* (p. 3730) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3737).

Elaboration du plan d'occupation des sols ; *Fèvre (Charles)* (p. 3731) ; *Auroux (Jean)* (p. 3731, 3732).

Fonds spécial de grands travaux : *Tibéri (Jean)* (p. 3734) ; *Auroux (Jean)* (p. 3734).

Logement en Alsace (situation du) : *Koehl (Emile)* (p. 3730) ; *Auroux (Jean)* (p. 3730).

Loyers (montant des) : *Odru (Louis)* (p. 3740) ; *Auroux (Jean)* (p. 3740).

Modernisation de l'habitat (prêts P.A.L.U.L.O.S. et P.A.H.) : *Durand (Adrien)* (p. 3730) ; *Auroux (Jean)* (p. 3730).

Organismes H.L.M. : *Combasteil (Jean)* (p. 3738) ; *Auroux (Jean)* (p. 3738).

Prêts d'accession à la propriété (P.A.P. et P.C.) : *Combasteil (Jean)* (p. 3739, 3740) ; *Auroux (Jean)* (p. 3740).

Recherche dans le secteur du B.T.P. : *Bassinet (Philippe)* (p. 3736) ; *Auroux (Jean)* (p. 3736).

Réhabilitation du patrimoine social : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3732, 3733) ; *Auroux (Jean)* (p. 3733).

Revendications des organisations professionnelles du bâtiment : *Richard (Alain)* (p. 3737) ; *Auroux (Jean)* (p. 3737).

Saisies, expulsions, coupures de courant : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3739) ; *Auroux (Jean)* (p. 3739).

Situation dans le secteur du bâtiment : *Chomat (Paul)* (p. 3732) ; *Auroux (Jean)* (p. 3732, 3734, 3735) ; *Tibéri (Jean)* (p. 3733, 3734) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3734).

Situation du secteur des B.T.P. en Alsace : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3735) ; *Auroux (Jean)* (p. 3735, 3736).

Un p. 100 construction : *Gengenwin (Germain)* (p. 3729) ; *Auroux (Jean)* (p. 3729, 3730, 3735) ; *Tibéri (Jean)* (p. 3735) ; *Combasteil (Jean)* (p. 3739).

Voies de communication et développement économique et touristique (et notamment T.G.V.) : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3733) ; *Auroux (Jean)* (p. 3733).

Examen des crédits (p. 3741) :

Etat B, titre III. - Amendement n° 51 de M. Paul Chomat (réduction des crédits de 3 millions de francs) ; suppression de postes dans les services de l'équipement (p. 3741) ; nécessité d'un abondement des crédits ; budgétisation des dépenses en rémunération de certains personnels ; redéploiment des effectifs ; retiré ;

- réduction des crédits : adoptée.

Titre IV. - Adopté.

Etat C, titre V. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI. - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VII - Autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Etat D, titre III. - Adopté.

II. - **Transports et budget annexe de la navigation aérienne.**

Discussion générale [24 octobre 1985] (p. 3437, 3457) :

Autoroutes : *Chénard (Alain)* (p. 3438) ; *Bernard (Jean)* (p. 3440) ; *Auroux (Jean)* (p. 3461).

Aviation civile : *Vivien (Robert-André)* (p. 3441, 3442, 3463) ; *Labbé (Claude)* (p. 3442) ; *Raymond (Alex)* (p. 3450, 3451) ; *Auroux (Jean)* (p. 3458, 3463).

Axes de communication européens : *Chénard (Alain)* (p. 3437, 3438) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 3449) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3450) ; *Auroux (Jean)* (p. 3459, 3462).

B.A.N.A. : *Vivien (Robert-André)* (p. 3443, 3444) ; *Auroux (Jean)* (p. 3458).

Compagnies aériennes : *Labbé (Claude)* (p. 3443) ; *Duroméa (André)* (p. 3445) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3450) ; *Auroux (Jean)* (p. 3460).

Concorde : *Labbé (Claude)* (p. 3443) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3450).

Conflits sociaux dans le domaine des transports (et notamment problème des bateliers) : *Duroméa (André)* (p. 3444) ; *Charles (Serge)* (p. 3445) ; *Gaillard (René)* (p. 3447) ; *Raymond (Alex)* (p. 3451) ; *Auroux (Jean)* (p. 3452, 3458).

Crédits (montant et répartition des) : *Aubert (François d')* (p. 3438) ; *Bernard (Jean)* (p. 3439) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3440) ; *Gaillard (René)* (p. 3446) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3447, 3448) ; *Raymond (Alex)* (p. 3451) ; *Auroux (Jean)* (p. 3457).

Droits du Parlement en matière budgétaire (et notamment problème des questionnaires) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3440, 3441) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3447) ; *Auroux (Jean)* (p. 3457).

Fonds spécial de grands travaux : *Duroméa (André)* (p. 3444) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3448) ; *Caumont (Robert de)* (p. 3451).

Lien fixe transmanche : *Auroux (Jean)* (p. 3462).

Loi d'orientation des transports intérieurs : *Bernard (Jean)* (p. 3439, 3440) ; *Duroméa (André)* (p. 3445) ; *Charles (Serge)* (p. 3446) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 3449) ; *Auroux (Jean)* (p. 3459, 3460).

Météorologie nationale : *Vivien (Robert-André)* (p. 3442) ; *Raymond (Alex)* (p. 3451).

Recherche en matière de transport : *Aubert (François d')* (p. 3439) ; *Caumont (Robert de)* (p. 3451) ; *Auroux (Jean)* (p. 3459).

Sécurité routière : *Chénard (Alain)* (p. 3438) ; *Bernard (Jean)* (p. 3440) ; *Duroméa (André)* (p. 3444, 3445) ; *Gaillard (René)* (p. 3446) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3448) ; *Auroux (Jean)* (p. 3462, 3463).

S.N.C.F. (sécurité) : *Aubert (François d')* (p. 3439) ; *Bernard (Jean)* (p. 3440) ; *Gaillard (René)* (p. 3446) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3448) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 3449) ; *Auroux (Jean)* (p. 3462).

S.N.C.F. (situation financière de la) : *Chénard (Alain)* (p. 3437) ; *Charles (Serge)* (p. 3445, 3446) ; *Gaillard (René)* (p. 3446) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3448) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 3449) ; *Auroux (Jean)* (p. 3460).

T.G.V. (actuellement en service) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3441) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 3449) ; *Caumont (Robert de)* (p. 3452) ; *Auroux (Jean)* (p. 3462).

T.G.V. (projets) : *Gaillard (René)* (p. 3447) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3447) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 3449) ; *Auroux (Jean)* (p. 3462, 3463).

Transports aériens : *Vivien (Robert-André)* (p. 3441) ; *Duroméa (André)* (p. 3445) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3450) ; *Raymond (Alex)* (p. 3450, 3451) ; *Auroux (Jean)* (p. 3458, 3460).

Transports corses : *Aubert (François d')* (p. 3439).

Transports en zone de montagne : *Caumont (Robert de)* (p. 3452).

Transports interurbains : *Bernard (Jean)* (p. 3440) ; *Gaillard (René)* (p. 3447) ; *Auroux (Jean)* (p. 3462).

Transports routiers de marchandises (et concurrence avec le rail) : *Bernard (Jean)* (p. 3440) ; *Charles (Serge)* (p. 3445, 3446) ; *Gaillard (René)* (p. 3447) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3448) ; *Auroux (Jean)* (p. 3461).

Transports urbains : *Bernard (Jean)* (p. 3440) ; *Duroméa (André)* (p. 3445) ; *Gaillard (René)* (p. 3446, 3447) ; *Auroux (Jean)* (p. 3458, 3459).

Voies navigables, transport fluvial et batellerie : *Chénard (Alain)* (p. 3438) ; *Bernard (Jean)* (p. 3440) ; *Gaillard (René)* (p. 3447) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3448) ; *Auroux (Jean)* (p. 3460, 3461).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Fèvre (Charles)* (p. 3449).

Procédure des questions (p. 3463).

Airbus 320 (construction et financement) : *Montdargent (Robert)* (p. 3464) ; *Auroux (Jean)* (p. 3464, 3465).

Aveyron (réseau routier en) : *Charles (Serge)* (p. 3465) ; *Auroux (Jean)* (p. 3465).

Aviation légère : *Charles (Serge)* (p. 3466) ; *Auroux (Jean)* (p. 3466).

Axes de communication européens : *Nungesser (Roland)* (p. 3467) ; *Auroux (Jean)* (p. 3467).

Canal du Nord : *Nungesser (Roland)* (p. 3467) ; *Auroux (Jean)* (p. 3467, 3468) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3468).

Ile de la Réunion (desserte aérienne de l') : *Fontaine (Jean)* (p. 3471) ; *Auroux (Jean)* (p. 3471).

Liaison Calais-Bayonne : *Goulet (Daniel)* (p. 3465) ; *Auroux (Jean)* (p. 3465, 3466).

Massy (création d'une gare du T.G.V. à -) : *Germon (Claude)* (p. 3468) ; *Auroux (Jean)* (p. 3469).

Permis de conduire de transport en commun : *Frachon (Martine)* (p. 3470) ; *Auroux (Jean)* (p. 3470, 3471).

Sécurité routière : *Frachon (Martine)* (p. 3470) ; *Auroux (Jean)* (p. 3470, 3471).

T.G.V. (projets) : *Germon (Claude)* (p. 3468) ; *Auroux (Jean)* (p. 3469).

Transports aériens : *Germon (Claude)* (p. 3470) ; *Auroux (Jean)* (p. 3473).

Voies navigables, transport fluvial et batellerie : *Duroméa (André)* (p. 3464) ; *Auroux (Jean)* (p. 3464, 3467, 3478, 3469, 3470) ; *Nungesser (Roland)* (p. 3466, 3467) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3467, 3468) ; *Frachon (Martine)* (p. 3469).

Examen des crédits (p. 3471) :

Crédits du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports inscrits à la ligne « Urbanisme, logement et transport », mis aux voix à la suite de l'examen des crédits de l'urbanisme et du logement.

Etat B, titre IV. - Amendement n° 5 de la commission (réduction des crédits de 200 millions de francs) (p. 3471) ; insuffisance de renseignements relatifs aux chemins de fer corses ; retiré ; amendement n° 16 de M. André Duroméa (réduction des crédits de 3,250 milliards) ; amendement n° 18 de M. André Duroméa (réduction des crédits de 929 millions de francs) ; politique de transport ferroviaire du Gouvernement ; situation financière de la S.N.C.F. ; cahier des charges issu de la loi d'orientation des transports intérieurs ; aide financière de l'Etat ; réserve de productivité de la S.N.C.F. ; sécurité ferroviaire (p. 3472) ; contrats de plan entre la S.N.C.F. et l'Etat ; allégement des charges d'infrastructures de la S.N.C.F. ; concours exceptionnel de l'Etat ; T.G.V. Atlantique ; relations sociales à la S.N.C.F. ; moyens dont disposent les parlementaires pour déplorer l'insuffisance des crédits (p. 3473) ; retirés.

Article 49 *(part respective de l'Etat et de la région d'Ile-de-France dans le financement des travaux d'infrastructures de transports en commun de la région d'Ile-de-France) :* amendement n° 15 de M. Robert Montdargent (tendant à la fin de cet article à substituer à la somme « 221,5 millions de francs » la somme « 220 millions de francs » et à la somme « 311,5 millions de francs la somme « 300 millions de francs ») ; situation des transports en commun en région parisienne ; proposition du groupe communiste ; situation de la R.A.T.P. ; retiré ;

- article 49 : adopté.

Crédits du budget annexe de la navigation aérienne :

Crédit ouverts à l'article 33, au titre des services votés : adoptés.

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 34 : adoptées (p. 3474).

Crédits ouverts au paragraphe II de l'article 34, au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 3475).

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[14 novembre 1985] (p. 4349) :

Article 46 et état F *(crédits évaluatifs)* (p. 4349) : adopté.

Article 47 et état G *(crédits provisionnels) :* adopté (p. 4350).

Article 48 et état H *(reports de crédits)* (p. 4350) ; état H (p. 4351, 4352) : amendement n° 60 de la commission sur l'état H (procédure des reports de crédits) ; ordonnance du 2 janvier 1959 distinguant plusieurs catégories de reports de crédits (p. 4353) ; frais de déplacement ; caractère tardif des arrêtés de report ; amélioration de la gestion publique ; annualité des crédits ; calendriers prévisionnels de la consommation des crédits par nature de charges (p. 4354) ; rigidité des termes de la comptabilité publique ; adopté ;

- article 48 et état H, ainsi modifiés : adoptés.

Titre II. - Dispositions permanentes.

A. - *Mesures concernant la fiscalité :*

Article 51 *(élargissement du régime simplifié d'imposition) :* relèvement des limites d'applicaton du régime réel simplifié ; loi comptable du 30 avril 1983 ; centres de gestion ; amendement n° 87 du Gouvernement (substituant au chiffre : « 2 500 000 F », le chiffre : « 3 000 000 F » et au chiffre : « 750 000 F », le chiffre : « 900 000 F ») (p. 4355) ; amendement n° 82 de M. Raymond Douyère (substituant à la somme de : « 2 500 000 F », la somme de : « 3 500 000 F ») ; nécessité de disposer d'un certain nombre de renseignements d'ordre comptable ; amendement n° 82 : retiré ; limites d'application du régime simplifié d'imposition ; nécessité d'alléger les obligations déclaratives ; lenteur de la mise en œuvre du régime super-simplifié d'imposition dans le secteur agricole ; problème de la fiscalité

agricole (p. 4356) ; création du régime simplifié d'impositon pour favoriser les petites et très petites entreprises commerciales et industrielles ; amendement n° 87 : adopté ;

- article 51, ainsi modifié : adopté.

Article 52 *(amélioration du système du paiement mensuel de l'impôt sur le revenu)* : amendement n° 84 du Gouvernement (ramenant la date d'application de cet article au 1er janvier 1986) ; système du paiement mensuel d'impôt : adopté ;

- Article 52, ainsi modifié : adopté.

Article 53 *(réduction de la retenue à la source sur les primes de remboursement)* : amendement n° 61 de la commission (de précision) : adopté ;

- article 53, ainsi modifié : adopté (p. 4357).

Article 54 *(simplifications relatives aux contributions indirectes)* : producteurs de raisin de table ; cas des boissons uvales et des apéritifs V.D.N. ; amendement n° 86 de Mme Renée Soum (complétant le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article par les mots : « en alcool acquis et 11,5 p. 100 volume en alcool acquis et en puissance ») (p. 4358) ; nécessité d'assurer des débouchés nationaux à certaines quantités de vins français : adopté ; amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 54, ainsi modifié : adopté.

Article 55 *(réglementation des activités non sédentaires)* : *adopté.*

Après l'article 55 : amendement n° 12 de M. Albert Brochard (référence aux communes faisant partie d'une association de communes) : non soutenu.

Article 56 *(suppression des règles particulières d'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée et institution de taux correspondants)* : amendement n° 85 du Gouvernement (substituant au mot « février », le mot « juillet ») ; octroi de délais supplémentaires aux entreprises ; remboursement de l'emprunt 1983 : adopté (p. 4359) ;

- article 56, ainsi modifié : adopté.

Article 57 *(application de la procédure de taxation d'office aux droits d'enregistrement)* : *adopté.*

Après l'article 57 : amendement n° 11 de la commission (complétant le paragraphe III de l'article 1609 *decies* du code général des impôts par la phrase suivante : « à compter du 1er janvier 1986, le montant est fixé à 180 F ») ; sous-amendement n° 88 du Gouvernement (substituant à la somme de 180 F la somme de 174 F) ; plafond aux ressources fiscales des établissements publics régionaux ; fiscalité des régions ; politique de stabilisation des prélèvements obligatoires ; possibilité pour les conseils régionaux d'instituer une taxe additionnelle à la taxe de publicité foncière sur les mutations d'immeubles (p. 4360) ; pression fiscale d'Etat ; sous-amendement n° 88 : rejeté ; amendement n° 11 : adopté ; amendement n° 3 de M. Adrien Zeller (syndicats mixtes chargés de la gestion des parcs naturels régionaux) ; volonté d'étendre le régime du fonds de compensation pour la T.V.A. aux syndicats mixtes chargés de la gestion des parcs régionaux : rejeté.

Avant l'article 58 : amendement n° 4 de M. Parfait Jans (personnes autorisées à renégocier les emprunts contractés sur le marché français libérés en francs) ; lutte contre l'inflation (p. 4361) ; politique d'abaissement des taux d'intérêt ; prix de la désinflation ; situation où l'épargne est rémunérée à un taux réel ; encouragement par le Gouvernement des emprunts à taux révisable ; comité des prêts : rejeté.

Article 60 *(redevance des sociétés nationalisées)* : adopté.

Article 61 *(relèvement de la taxe spéciale d'équipement perçue par l'établissement public d'aménagement de la Basse-Seine et de la taxe spéciale d'équipement perçue par l'établissement public foncier de la métropole lorraine)* (p. 4362) : adopté.

Article 71 *(modification du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction)* : réduction de 0,9 à 0,77 p. 100 du taux de la participation à l'effort de construction ; point de vue des organisations syndicales considérant que les sommes versées au titre du 1 p. 100 logement s'apparentent à une forme de salaire différé ; propos du ministre du logement lors du congrès de l'union nationale interprofessionnelle du logement ; financement de l'aide à la personne ; expérimentation de l'unification des aides à la personne (p. 4363) ; fonction du 1 p. 100 logement ; faiblesse du niveau de l'investissement ; dénaturation de l'institution du 1 p. 100 logement ; diminution du nombre des logements mis en chantier (p. 4364) ; charges des entreprises ; comité national du 1 p. 100 ; fonds national d'aide au logement (p. 4365) ; contribution de 0,9 p. 100 versée par les entreprises de plus de 9 salariés assise sur la masse salariale devant servir à favoriser le logement des salariés ; détournement de cette contribution de sa vocation initiale ; indemnisation des locataires chômeurs ; concours public au logement ; gestion du 0,9 p. 100 par les comités interprofessionnels du logement ; accroissement des ressources du Fonds national d'aide au logement permettant d'étendre le champ des bénéficiaires de l'A.L.S. (p. 4366) ; abus dans la gestion des comités interprofessionnels du logement ; effondrement sur le marché privé de la construction ; assimilation du logement à une forme d'épargne (p. 4367) ; problème de la solvabilité de la demande ; fonds en attente d'emploi ; amendement n° 6 de M. Francis Geng (de suppression) ; amendement n° 52 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 56 de M. Parfait Jans (même objet) ; amendement n° 80 de M. Maurice Ligot (même objet) ; amendement n° 83 de M. Roland Nungesser (même objet) ; transformation d'une aide à l'investissement en aide au fonctionnement ; rôle de l'Union nationale interprofessionnelle du logement (p. 4368) ; réduction dans le budget du logement des autorisations de programme ; estimation à plus du cinquième de crédits de paiement affectés au logement dans le budget de 1986 supportés par d'autres personnes que l'Etat ; amendement n° 56 : retiré ; aggravation du problème du logement ; nécessité de contraindre les organes collecteurs à davantage de rigueur dans la gestion (p. 4369) ; amendement n° 46, n° 52, n° 80 et n° 83 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 50 du Gouvernement (taux de la contribution à la charge des employeurs occupant plus de 9 salariés) ; sous-amendement n° 69 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (supprimant le paragraphe I de cet amendement) ; sous-amendement n° 70 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (substituant au pourcentage 0,13 p. 100 le pourcentage 0,03 p. 100) ; maintien de l'effort de l'Etat dans le domaine de la construction de logements ; recommandation de la Cour des comptes sur la gestion paritaire ; réduction des crédits destinés à l'allocation de logements ; compensation du désengagement de l'Etat dans le financement de l'allocation logement (p. 4370) ; solidarité envers les locataires chômeurs en fin de droit ; vote des lois par le groupe socialiste majoritaire ; aide personnalisée au logement ; débudgétisation des crédits de logement ; conventionnement à la clef ; évolution des taux des prêts conventionnés et des prêts pour l'accession à la propriété (p. 4371) ; déficit budgétaire ; modernisation de notre appareil de production ; logements publics ; sous-amendement n° 69 : rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 70 : devenu sans objet ; amendement n° 50 : adopté.

- article 71, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 71 : amendement n° 89 du Gouvernement (droit à l'allocation logement pour les demandeurs d'emploi qui ne sont plus indemnisés au titre de l'allocation de base) ; situation des personnes en fin de droits (p. 4372) ; proposition d'instituer une allocation sociale correspondant à un minimum vital ; « nouveaux pauvres » ; adopté.

ARTICLES DE RECAPITULATION

[14 novembre 1985] (p. 4373).

Deuxième partie : moyens des services et dispositions spéciales.

Titre Ier. - Dispositions applicables à l'année 1986.

A. - Opérations à caractère définitif.

I. - Budget général.

Article 27 (p. 4373) *(montant des crédits ouverts aux ministres au titre des services votés) :* adopté.

Article 28 *(répartition des crédits ouverts aux ministères pour 1986 au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services civils) :* adopté.

Article 29 *(répartition des autorisations de programme ouvertes aux ministres pour 1986 au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services civils) :* adopté.

Articles 30 et 31 : adoptés lors de l'examen des crédits du ministère de la défense.

Article 32 *(montant des crédits ouverts aux ministres pour 1986 au titre des services votés des budgets annexes) :* adopté.

II. – Budgets annexes.

Article 33 *(montant des crédits ouverts aux ministres pour 1986 au titre des services votés des budgets annexes) :* adopté.

Articles 35 à 44 : examinés lors de l'examen des comptes spéciaux du Trésor.

Article 45 : examiné lors de l'examen des taxes parafiscales.

Articles 46 à 48 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 49 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports.

Article 50 : examiné lors de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication.

Articles 51 à 57 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 58 : examiné lors de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants.

Article 59 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

Articles 60 et 61 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 62 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'éducation nationale.

Articles 63 et 64 : examinés lors de l'examen des crédits du ministère de la justice (p. 4374).

Article 65 : retiré lors de l'examen des crédits du ministère des relations extérieures.

Articles 66 à 69 : examinés lors de l'examen des crédits du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Article 70 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Article 71 : examiné lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Seconde délibération :

Lutte contre l'incendie ; autodéveloppement en montagne ; action de formation professionnelle ; fonds de développement du Nord – Pas-de-Calais ; rattrapage du rapport constant ; stages pour les jeunes de seize à dix-huit ans (p. 4375) ; relèvement de la subvention accordée à l'Institut de recherche économique et sociale ; augmentation des crédits de politique industrielle ; actions régionales ; travail constructif du Parlement (p. 4376).

Article 28 et état B (p. 4377).

Etat B, titre III : amendement n° 1 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'économie, les finances et le budget : II. – Services financiers) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'environnement) : adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (majoration de crédits concernant la justice) : adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (majoration de crédits concernant les services du Premier ministre : I. – Services généraux) : adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (majoration de crédits concernant le travail, l'emploi et la formation professionnelle) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'urbanisme, le logement et les transports) : adopté ; **titre IV :** amendement n° 9 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'agriculture) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (majoration de crédits concernant le commerce, l'artisanat et le tourisme) : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (majoration de crédits concernant la culture) : adopté ; amendement n° 12 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 13 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'environnement) : adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement (majoration de crédits concernant le jeunesse et les sports) : adopté ; amendement n° 16 du Gouvernement (majoration de crédits concernant la plan et l'aménagement du territoire) : adopté ; amendement n° 17 du Gouvernement (majoration de crédits concernant le redéploiement industriel) : adopté ; amendement n° 18 du Gouvernement (majoration de crédits concernant les relations extérieures : I. – Services diplomatiques et généraux) : adopté ; amendement n° 19 du Gouvernement (majoration des crédits concernant la santé et la solidarité nationale) : adopté ; amendement n° 20 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les services du Premier ministre : I. – Services généraux) : adopté ; amendement n° 21 du Gouvernement (majoration de crédits à la ligne travail, emploi et formation professionnelle et réduction des crédits correspondants) : adopté ; amendement n° 22 du Gouvernement (majoration de crédits concernant le travail, l'emploi et la formation professionnelle) : adopté ; amendement n° 23 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'urbanisme, le logement et les transports) : adopté ;

– article 28 et état B, ainsi modifiés : adoptés (p. 4378).

Article 29 et état C (p. 4379).

Etat C (p. 4380 à 4381), **titre V :** amendement n° 24 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et crédits de paiement concernant le commerce, l'artisanat et le tourisme) : adopté ; amendement n° 25 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et crédits de paiement concernant la culture) : adopté ; amendement n° 26 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et crédits de paiement concernant l'environnement) : adopté ; amendement n° 27 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 28 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et de crédits de paiement concernant le redéploiement industriel et la recherche et la technologie. – Services communs) : adopté ; **titre VI :** amendement n° 29 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le commerce, l'artisanat et le tourisme) : adopté ; amendement n° 30 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et crédits de paiement concernant la culture) : adopté ; amendement n° 31 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement concernant la culture) : adopté ; amendement n° 32 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et de crédits de paiement concernant l'environnement) : adopté ; amendement n° 33 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 34 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et de crédits de paiement concernant la mer) : adopté ; amendement n° 35 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et crédits de paiement concernant la plan et l'aménagement du territoire) : adopté ; amendement n° 36 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des

crédits de paiement concernant le redéploiement industriel) : adopté ; amendement n° 37 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le travail, l'emploi et la formation professionnelle) : adopté ;

- article 29 et état C, ainsi modifiés : adoptés (p. 4382).

Article 48 et état H (p. 4383) : amendement n° 38 du Gouvernement (insérant la ligne : « Fonds de développement du Nord - Pas-de-Calais à la rubrique « Redéploiement industriel » sur la ligne 44-77 ») : adopté ;

- article 48 et état H annexé, ainsi modifiés : adoptés.

Article 50 (p. 4384) : amendement n° 40 du Gouvernement (répartition du produit attendu des recettes provenant de la publicité de marques à la télévision) : adopté ;

- article 50, ainsi modifié : adopté.

Article 85 *bis* : amendement n° 39 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est : supprimé (p. 4385).

Article 26 et état A (p. 4386, 4387, 4388) : amendement n° 41 du Gouvernement (majorations dans le cadre du budget général : A. - Opérations à caractère définitif) : adopté ;

- article 26 et état A, ainsi modifiés : adoptés.

Explications de vote (p. 4389) :

Allocation de logement : *Anciant (Jean)* (p. 4391).

Avoir fiscal : *Hage (Georges)* (p. 4389).

Carry Back : *Hage (Georges)* (p. 4389).

Chômage (niveau du -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 4390) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4393).

Communistes (discours des -) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4392).

Croissance française : *Gantier (Gilbert)* (p. 4390, 4393).

Déficit budgétaire : *Hage (Georges)* (p. 4389) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4391) ; *Anciant (Jean)* (p. 4391).

Dettes de la France : *Tranchant (Georges)* (p. 4391).

Inflation (niveau d'-) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4393).

Modernisation de l'économie : *Gantier (Gilbert)* (p. 4390).

Politique d'austérité : *Hage (Georges)* (p. 4390).

Prélèvements obligatoires (niveau des -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 4390).

Solidarité nationale : *Anciant (Jean)* (p. 4392).

Vote favorable du groupe socialiste : *Anciant (Jean)* (p. 4392).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4393).

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1985] (p. 6257).

Première partie de la loi de finances :

Article 1er : adopté.

Article 2 (p. 6262) : adopté.

Article 3 : amendement n° 4 de M. Parfait Jans (de suppression) ; taux de l'impôt sur les sociétés ; régression du taux d'investissement ; taux de marge des sociétés privées (p. 6263) ; rupture avec la conception traditionnelle des « aides à l'investissement » ; suppression du régime d'amortissement exceptionnel ; rejeté ;

- article 3 : adopté.

Article 4 : amendement n° 5 de M. Parfait Jans (de suppression) ; problèmes du chômage ; suppression du mécanisme de « carry back » ; nature technologique de la crise ; évolutions démographiques (p. 6264) ; situation dans le secteur de la téléphonie ; rejeté ; amendement n° 24 de M. Christian Pierret (déficits reportables) ; régime du report en arrière ; situation chez les partenaires ; naissance d'une créance mobilisable ; renforcement des fonds propres (p. 6265) ; sous-amendement oral du Gouvernement (supprimant le paragraphe II de cet amendement) : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 amendement n° 26 du Gouvernement (complétant le troisième alinéa [4e] du paragraphe 1 de cet article par les mots : « lorsque cet associé est une personne physique. ») ; portée de l'assujettissement des E.U.R.L. au régime fiscal des sociétés de personnes ; adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 27 du Gouvernement (contribuables soumis au régime du bénéfice forfaitaire agricole percevant des recettes provenant d'une activité de tourisme à la ferme) (p. 6266) ; promotion du développement rural ; diminution du nombre d'exploitations agricoles ; activités d'accueil touristique ; nature du bénéfice ; développement des activités complémentaires touristiques et forestières des agriculteurs ; report des recettes sur les déclarations de revenus (p. 6267) ; détermination du bénéfice ; notion de moitié de la surface minimum d'installation ; situation dans les zones de montagne (p. 6268) : adopté ; amendement n° 38 du Gouvernement (précisant que la limite d'exonération prévue au 19° de l'article 81 et à l'article 231 *bis* F du code général des impôts est portée de 12 F à 15 F à compter du 1er janvier 1986) ; limite d'exonération de l'impôt sur le revenu et des taxes sur les salaires de la contribution des employeurs à l'acquisition par les salariés des titres-restaurant ; adopté.

Article 5 *bis* : changement d'objet social ou d'activité réelle d'une société emportant cessation d'entreprise ; création de nombreux contentieux fiscaux ; changement d'objet social ; décision de l'assemblée extraordinaire des associés ; mise en location-gérance ; adopté.

Article 6 (p. 6269) : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 8 amendement n° 37 de M. Nicolas Alfonsi (bénéfices déclarés en Corse) ; dispositions fiscales favorables à la Corse ; saisine du Gouvernement par l'Assemblée corse ; adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (p. 6270) : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 amendement n° 28 du Gouvernement (substituant à la fin du paragraphe 3 de cet article, aux mots : « pour 1986 », les mots : « jusqu'au 31 décembre 1988 ») ; régime de remboursement de la T.V.A. des résidences de tourisme ; développement touristique de certaines régions ; orientation de l'épargne ; allégement des procédures d'urbanisme ; adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 amendement n° 3 de M. Rodolphe Pesce (spectacles de cirque) ; T.V.A. pesant sur les spectacles de cirque (p. 6271) ; création d'œuvres de cirque ; coût de la mesure fiscale proposée ; notion de « premières représentations » ; réservé.

Article 12 : adopté.

Article 13 (p. 6272) : adopté.

Article 13 *bis* : adopté.

Article 14 : amendement n° 23 de M. André Soury (supprimant le paragraphe I de cet article) ; remboursement des indemnités dues à la suite des calamités de 1985 ; institution d'une contribution additionnelle sur les contrats d'assurance des véhicules à moteur affectés aux exploitations agricoles ; rejeté ; amendement n° 6 de M. Parfait Jans (substituant dans les tarifs du tableau du paragraphe 1 de cet article aux taux : « 0,5 », « 1 », « 1,5 », « 2 », les taux : « 1 », « 2 », « 3 », « 4 ») ; doublement du rendement de l'I.G.F. ; « explosion » des valeurs à la Bourse (p. 6273) ; création d'une taxe de 5 p. 100 sur les contrats d'assurances des exploitants agricoles pour abonder le fonds des calamités : rejeté ;

- article 14 : adopté.

Article 14 *bis* : adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : amendement n° 7 de M. René Rieubon soutenu par M. Parfait Jans (supprimant le paragraphe II de cet article) ; taxes pesant sur le carburant ; baisse du dollar et du pétrole (p. 6274) ; compétitivité des entreprises utilisant le fioul ; rejeté ;

– article 16 : adopté.

Article 17 : amendement n° 42 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Adrien Zeller (insérant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article, après les mots : « au même utilisateur », les mots : « final direct ») ; simplification du travail des entreprises chargées de distribuer le gaz ; notion d'utilisateur final direct ; retiré ; amendement n° 45 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Adrien Zeller (substituant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article, après le mot : « excédé », au chiffre : « 5 », le chiffre : « 10 ») ; relèvement du seuil d'application de la nouvelle taxation du gaz naturel ; entreprise Jeanménil (p. 6275) ; rejeté ; amendement n° 44 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Adrien Zeller (précisant que les entreprises de transport et de distribution qui acquittent la taxe sont autorisées à la répercuter sur les utilisateurs assujettis) ; retiré ;

– article 17 : adopté.

Article 18 : adopté.

Article 18 *bis* : amendement n° 13 du Gouvernement (évaluation forfaitaire des dépenses par jeune et par mois de présence en entreprise pour les stages) ; possibilité pour les employeurs de s'exonérer de l'obligation de verser au Trésor le montant de 0,2 p. 100 de la masse salariale destiné au financement des actions de formations en alternance (p. 6276) ; défiscalisation du 0,2 p. 100 ; revalorisation du taux de certaines dépenses exonératoires ; organismes collecteurs des dépenses ; problèmes des formations en alternance ; modalités de versement du 0,1 p. 100 et du 0,2 p. 100 ; refus de la simultanéité des collectes des deux taxes parafiscales (p. 6277) ; difficultés de lancement des différentes formules de contrats en alternance ; adopté ;

– article 18 *bis* ; ainsi modifié : adopté.

Après l'article 18 *bis* : amendement n° 39 du Gouvernement (remplaçant au premier alinéa du I de l'article 302 *bis* A du code général des impôts, le taux : « 6,5 p. 100 » par le taux : « 7 p. 100 ») ; majoration de la taxe sur les métaux précieux et le droit de timbre concernant les passeports (p. 6278) ; atteinte d'un plafond ; adopté.

Après l'article 11 (suite) : amendement n° 3 précédemment réservé de M. Rodolphe Pesce : adopté.

Article 19 : adopté.

Article 20 : adopté.

Article 21 : adopté.

Article 22 : adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 1 de la commission (tarifs des redevances créant un Fonds national pour le développement des adductions d'eau) (p. 6279) ; réalisation des travaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement dans les communes rurales ; adopté.

Article 23 : amendement n° 14 du Gouvernement (substituant à la fin de cet article aux taux : « 16, 785 p. 100 », le taux : «16, 151 p. 100 » ; dotation spéciale versée aux collectivités locales pour le logement des instituteurs ; adopté ;

– article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 : adopté.

Article 25 (p. 6280) : adopté.

Article 26 et état A (p. 6281 à 6284) : amendement n° 52 du Gouvernement (modifiant les évaluations de recettes) ; conséquences des modifications adoptées par l'Assemblée nationale ; adopté ;

– article 26 et état A, ainsi modifiés : adoptés. (p. 6285).

Seconde délibération de la première partie du projet de loi de finances :

Article 11 *bis* : amendement n° 1 du Gouvernement (spectacles de cirque) ; spectacles comportant exclusivement des créations originales ; adopté ;

– en conséquence ce texte devient l'article 11 *bis*.

Article 26 et état A (p. 6286 à 6291) : amendement n° 2 du Gouvernement (modification des évaluations de recettes) : adopté ;

– article 26 et état A annexé, ainsi modifiés : adoptés (p. 6292).

Deuxième partie du projet de loi de finances :

Article 27 : adopté.

Article 28 et état B : (p. 6293) ; budget du principal service public de formation professionnelle ; A.F.P.A. ; remise en cause des primes inscrites au statut du personnel ; mise en œuvre des contrats de solidarité pour l'A.F.P.A. ; fiscalité agricole ; groupes de travail Laxan et Prieur ; abaissement du chiffre d'affaires à partir duquel un exploitant doit être soumis à l'imposition au réel simplifié ; situation en Allemagne fédérale.

Titre Ier. – Crédits adoptés.

Titre II. – Crédits adoptés.

Titre III. – (p. 6294) :

Crédits concernant l'agriculture, les anciens combattants, le commerce, l'artisanat et le tourisme (p. 6294) ; adoptés.

Crédits concernant l'économie, les finances et le budget : II. – Services financiers ; amendement n° 53 du Gouvernement (majorant les crédits) ; adoptés ; amendement n° 16 du Gouvernement (réduisant les crédits) ; abaissement de l'âge de la retraite des exploitants agricoles ; revalorisation du rapport constant ; adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant l'éducation nationale : adoptés.

Crédits concernant l'intérieur et la décentralisation : amendement n° 47 du Gouvernement (majorant les crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant la jeunesse, les sports, la justice, la mer : adoptés.

Crédits concernant le Plan et l'aménagement du territoire ; amendement n° 30 du Gouvernement (réduction des crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant le redéploiement industriel, la recherche et la technologie : adoptés.

Crédits concernant les relations extérieures : amendement n° 31 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 6295) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les relations extérieures : II – Coopération et développement de la santé, la solidarité nationale, le travail, l'emploi et la formation professionnelle : adoptés.

Crédits concernant la santé et la solidarité nationale : amendement n° 32 du Gouvernement (majoration de ces crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les services du Premier ministre : I – service généraux : amendement n° 33 du Gouvernement (réduction des crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Titre IV. – Crédits concernant les services du Premier ministre : II – Secrétariat général de la défense nationale ; amendement n° 17 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les anciens combattants ; amendement n° 18 du Gouvernement (majoration de ces crédits) ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant le commerce, l'artisanat et le tourisme : adoptés.

Crédits concernant l'intérieur et la décentralisation ; amendement n° 49 du Gouvernement (réduction des crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant la jeunesse et les sports, la justice, la mer, le Plan et l'aménagement du territoire : adoptés.

Crédits concernant les relations extérieures ; amendement n° 34 du Gouvernement (majorant les crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les relations extérieures : II. - Coopération et développement ; adoptés (p. 6296).

Crédits concernant la santé et la solidarité nationale ; amendement n° 48 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les services du Premier ministre : adoptés ;

- article 28 et état B annexé, ainsi modifié : adoptés.

Article 29 et état C (p. 6297 à 6299).

Titre V. - Crédits concernant l'économie, les finances et le budget : I - Charges communes ; amendement n° 2 de M. Parfait Jans (réduction des crédits) ; intentions concernant l'entreprise Paul-Dupont installée à Clichy, dans les Hauts-de-Seine ; spécialisation dans l'impression des périodiques ; diminution de crédits destinés aux entreprises publiques ; retiré ; autorisations de programme et crédits de paiements : adoptés.

Titre VI. - Crédits concernant l'agriculture, le commerce, l'artisanat et le tourisme : adoptés.

Crédits concernant les départements et territoire d'outre-mer : amendement n° 35 du Gouvernement (majoration des crédits) ; création d'une unité du service militaire adapté en Nouvelle-Calédonie : adopté ; autorisations de programme et crédits de paiement ainsi modifiés : adoptés ; crédits concernant l'économie, les finances et le budget, l'éducation nationale, l'environnement, l'intérieur, le Plan et l'aménagement du territoire, le redéploiement industriel, la recherche et la technologie, les relations extérieures, la santé et la solidarité nationale, les services du Premier ministre, le travail et l'emploi, l'urbanisme, le logement et les transports : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 6300).

Titre VII. - Crédits adoptés ;

- article 29 et état C annexé, ainsi modifié : adoptés.

Article 30 : adopté.

Article 31 : adopté.

Article 32 et état D : adoptés.

Article 33 : adopté.

Article 34 : amendement n° 19 du Gouvernement (majoration des crédits) ; conséquences sur le budget annexe des prestations sociales agricoles de l'abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs en 1986 ; adopté ;

- article 34, ainsi modifié : adopté.

Article 35 : adopté (p. 6301).

Article 36 : amendement n° 20 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté ;

- article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37 : adopté.

Article 38 : adopté.

Article 39 : adopté.

Article 40 : adopté (p. 6302).

Article 41 : adopté.

Article 42 : adopté.

Article 43 : adopté.

Article 44 : adopté.

Article 45 et état E annexé : adoptés.

Article 46 et état F annexé : adoptés.

Article 47 et état G annexé : adoptés.

Article 48 et état H annexé (p. 6303 et 6304) : adoptés.

Article 49 : adopté.

Article 50 : adopté.

Article 51 : adopté.

Après l'article 51 : amendement n° 40 du Gouvernement (détermination des salaires imposables des artistes du spectacle, titulaires d'un contrat entrant dans les prévisions de l'article L. 762-1 du code du travail) ; artistes salariés du spectacle ne bénéficiant d'aucun dispositif de correction de l'irrégularité de leurs revenus ; avantages ou privilèges cachés ; adopté (p. 6305).

Article 52 : adopté.

Article 53 : adopté.

Article 54 : adopté.

Article 55 : adopté.

Article 56 : adopté.

Article 57 : amendement n° 36 du Gouvernement (complétant le deuxième alinéa [4°] de cet article par les mots : « ..., sous réserve de la procédure de régularisation prévue à l'article L. 67 ») ; extension de la procédure de taxation d'office aux droits d'enregistrement lorsque le contribuable n'a pas rempli ses obligations fiscales ; adopté ;

- article 57, ainsi modifié : adopté.

Article 57 *bis* : adopté.

Article 58 (p. 6306) : amendement n° 21 du Gouvernement (précisant qu'à compter du 1er décembre 1986 l'indice 226 brut est substitué à l'indice 223 brut) ; modification du code des pensions militaires d'invalidité ; rattrapage du rapport constant ; promesses du Président de la République ; adopté ;

- article 58, ainsi modifié : adopté.

Article 59 : adopté.

Article 60 : adopté.

Article 61 : adopté.

Article 62 : adopté.

Après l'article 62 : amendement n° 54 du Gouvernement (situation des personnels enseignant dans les classes bilingues de différentes associations) ; création d'une filière d'enseignement en langues régionales dans le service public de l'éducation nationale (p. 6307) ; non-examen de cet amendement par la commission des affaires culturelles ; adopté ; amendement n° 50 du Gouvernement (assujettissement à un versement destiné au financement des dépenses du service départemental chargé de la défense des forêts contre l'incendie, des associations syndicales de défense contre l'incendie et de remise en valeur de la forêt) ; situation dans les départements des massifs forestiers aquitains ; création d'associations syndicales de défense contre les incendies ; participation de ces associations au financement de la défense des forêts contre l'incendie ; adopté.

Article 63 : adopté.

Article 64 : adopté.

Article 65 : retiré.

Article 66 (p. 6308) : « hold-up » sur les réserves de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; compensations démographiques entre les seuls régimes spéciaux ; situation financière de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; position de l'association des maires de France ; transferts de

charges ; amandement n° 8 de M. Dominique Frelaut (de suppression) (p. 6309) ; instauration de solidarité entre les régimes spéciaux d'assurances ; rejeté au scrutin public ;

- article 66 : adopté.

Article 67 : amendement n° 9 de M. Parfait Jans (de suppression) ; transfert de financement des dépenses consacrées aux activités psychiatriques extra-hospitalières à la sécurité sociale ; financement du secteur ; rejeté (p. 6310) ;

- article 67 : adopté.

Article 68 : amendement n° 10 de M. Parfait Jans (de suppression) ; enveloppe attribuée à l'enseignement supérieur ; désengagement de l'Etat ; propositions de désectorisation émises par le Collège de France : rejeté ;

- article 68 : adopté.

Article 69 : amendement n° 11 de M. Parfait Jans (de suppression) ; désengagement de l'Etat du financement de la protection sociale ; exonération des cotisations d'assurance maladie pour les bénéficiaires de l'allocation d'adulte handicapé ; rejeté ;

- article 69 : adopté.

Article 70 : supprimé.

Article 71 : modification du 0,9 p. 100 logement ; positions des grandes centrales syndicales ; amendements identiques n° 12 de M. Parfait Jans, n° 22 de M. Robert-André Vivien, soutenu par M. Adrien Zeller, et n° 46 de M. Gilbert Gantier, soutenu par M. Adrien Zeller (p. 6311) (de suppression) ; abaissement à 0,77 p. 100 du 1 p. 100 patronal pour le logement ; rejetés ;

- article 71 : adopté.

Article 72 : adopté.

Seconde délibération du projet de loi.

Article 26 et état A (p. 6312 à 6317) ; amendement n° 1 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

- article 26 et état A annexé, ainsi modifiés : adoptés (p. 6318).

Explications de vote (p. 6319) ;

Conditions d'examen de certains amendements : *Zeller (Adrien)* (p. 6319).

Dettes extérieures (niveau des -) : *Tranchant (Georges)* (p. 6319).

Faillites des P.M.E. (nombre de -) : *Tranchant (Georges)* (p. 6319).

Inflation (évolution de l'-) : *Bapt (Gérard)* (p. 6320).

Taux de croissance : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6320).

Vote négatif du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 6319).

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 6319).

Vote positif du groupe socialiste : *Bapt (Gérard)* (p. 6320).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6321).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1985] (p. 6444).

Débudgétisation : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6445).

Echec de la commission mixte paritaire : *Pierret (Christian)* (p. 6444).

Exécution du budget voté (conditions d'-) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6444).

Législation d'une gestion de fait : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6447).

Raturage de crédits : *Alpandéry (Edmond)* (p. 6445) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6445).

Lecture du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6447 à 6467).

Explications de vote (p. 6467).

Dette publique (montant de la -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6467).

Ponction opérée sur les réserves de trésorerie de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales : *Frelaut (Dominique)* (p. 6468).

Résultats économiques : *Gantier (Gilbert)* (p. 6447, 6468).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6468).

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

9. - Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **3162** (5 décembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (3 décembre 1985). - Rapporteur pour avis : M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) (11 décembre 1985). - Avis n° **3188** (10 décembre 1985). - Discussion le 11 décembre 1985. - Adoption le 11 décembre 1985. - Projet de loi n° **949**.

Sénat (première lecture). - N° **193** (1985-1986). - Dépôt le 12 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **212** (1985-1986) (13 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985). - Rejet le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **81** (1985-1986).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1985] (p. 14912). - Bureau [*J.O.* du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **3242** (19 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **251** (1985-1986) (19 décembre 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° **3230**. - Dépôt le 19 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **3248** (19 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **984**.

Sénat (deuxième lecture). - N° **262**(1985-1986). - Dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **264** (1985-1986) (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. Rejet le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **97** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture). - N° **3291**. - Dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **3293** (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **992**.

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution).

Décision le 28 décembre 1985 (*J.O.* du 29 décembre 1985). - Articles déclarés non conformes : article 28.

Loi n° 85-1104 du 30 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 31 décembre 1985 (p. 15493).

TABLEAU DE CONCORDANCE
entre les articles du projet de loi n° 3143 et ceux de la loi de finances rectificative pour 1985, n° 85-1104

Articles		OBJET	Date de discussion à l'Assemblée nationale	Pages J. O.	Articles de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
1		Equilibre général	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5930 6470	1
		DEUXIÈME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives à l'année 1985			
		Opérations à caractère définitif			
		I. - BUDGET GÉNÉRAL			
2		Dépenses ordinaires des services civils. - Ouvertures	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5936 6471	2
3		Dépenses en capital des services civils. - Ouvertures	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5939 6474	3
4		Dépenses ordinaires des services militaires. - Ouvertures	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5940 6478	4
5		Dépenses en capital des services militaires. - Ouvertures	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5940 6478	5
	5 *bis* (A.N.)	Dépenses ordinaires du budget des relations extérieures. - Réduction de crédits.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5940 6478	6
	5 *ter* (A.N.)	Dépenses en capital du budget des relations extérieures. - Réduction de crédits.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5941 6478	7
	5 *quater* (A.N.)	Dépenses en capital du budget du redéploiement industriel et du commerce extérieur. - Réduction de crédits.	Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	6478	8
		II. - BUDGETS ANNEXES			
6		Budget annexe des postes et télécommunications. - Ouvertures.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5941 6478	9
		TITRE II			
		Dispositions permanentes			
7		Clarification des conditions d'exonération des plus-values réalisées par les petites entreprises en cas de cession ou de cessation d'activité.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5941 6479	10
	7 *bis* (A.N.)	Adaptation de la fiscalité en raison de l'extension des opérations de crédit-bail aux fonds de commerce.	Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	6479	11

Articles		OBJET	Date de discussion à l'Assemblée nationale	Pages J. O.	Articles de la loi
Projet de loi	Additionnels				
8		Extension de la provision pour égalisation des risques aux risques spatiaux.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5942 6480	12
	8 *bis* A (A.N.)	Régime fiscal applicable aux régions après l'élection des conseils généraux au suffrage universel.	Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	6481	13
	8 *bis* (A.N.)	Régime fiscal des primes de remboursement et des emprunts à coupon nul.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5942 6481	14
	8 *ter* (A.N.)	Imposition des profits résultant d'opérations réalisées sur le marché à terme d'instruments financiers.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985. Seconde délibération : 19 décembre 1985.	5943 6481 6486	15
9		Harmonisation des règles de répartition de la valeur locative des ouvrages hydrauliques entre les communes concernées.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5943 6481	16
10		Validation du barème d'évaluation appliqué aux autoroutes.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5943 6482	17
11		Dispositions d'harmonisation communautaire en matière de taxe sur la valeur ajoutée.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5943 6482	18
12		Tabacs. - Aménagements du monopole	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5943 6482	19
13		Abrogation de la taxe sur les huiles neuves minérales ou synthétiques.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5943 6482	20
	13 *bis* (A.N.)	Etablissement d'un cadastre à Saint-Pierre-et-Miquelon	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5944 6482	21
14		Régime des opérations foncières en Guyane	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5944 6482	22
15		Dévolution des biens utilisés par le service des alcools	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5944 6483	23
	15 *bis* (A.N.)	Intégration fiscale des communes situées dans les agglomérations nouvelles.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5945 6484	24
16		Dévolution des biens utilisés par l'union des groupements d'achats publics.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5945 6484	25
17		Modification de l'assiette de la contribution au fonds de compensation des risques de l'assurance de la construction.	Première lecture : 11 décembre 1985. Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	5946 6484	26
		Application de l'article 258 du code des douanes aux transports entre les ports des départements d'outre-mer et ceux de la métropole.	Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	6485	27
		Titularisation des enseignants de l'association Diwan, tendant à promouvoir l'enseignement des langues régionales.	Deuxième lecture : 19 décembre 1985.	6485	28 Déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.
		Adoption définitive, le 20 décembre 1985, du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.			

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 décembre 1985] (p. 5921).

Alcoolisme au volant (lutte contre l'-) : *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5923).

Annulations de crédits : *Pierret (Christian)* (p. 5921).

Budget annexe des P.T.T. (versement au budget général) : *Pierret (Christian)* (p. 5921).

Budget de la défense (accroissement des crédits du -) : *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5922).

Charges (évolution des -) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 5929).

Contribuable (situation défavorable du -) : *Jans (Parfait)* (p. 5926).

Contrôle budgétaire (rôle du Parlement) : *Pierret (Christian)* (p. 5921, 5922) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5926).

Cotisations de sécurité sociale (calcul des -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 5925).

Cour des comptes (dépêche envoyée à l'A.F.P.) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 5923).

Cour des comptes (rapport de la -) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 5924, 5928).

Déficit budgétaire : *Pierret (Christian)* (p. 5922) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5923, 5924) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5925, 5926) ; *Jans (Parfait)* (p. 5926).

Ecrêtement des départements surfiscalisés : *Emmanuelli (Henri)* (p. 5928).

Indice des prix : *Emmanuelli (Henri)* (p. 5927) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5927).

Prélèvements obligatoires : *Gantier (Gilbert)* (p. 5925) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5930).

Prélèvements sur les collectivités locales : *Tranchant (Georges)* (p. 5924).

Recettes (évolution des -) : *Pierret (Christian)* (p. 5921) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5928).

Reports de crédits : *Pierret (Christian)* (p. 5929) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5924) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5930).

Situation de l'emploi : *Tranchant (Georges)* (p. 5925) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5927).

T.V.A. (augmentation de la -) : *Jans (Parfait)* (p. 5926).

Visas en dépassement de crédits : *Tranchant (Georges)* (p. 5924) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5930).

Discussion des articles [11 décembre 1985] (p. 5930).

Article 1er at état A annexé *(équilibre général)* (p. 5930 à 5933) : mouvement de débudgétisation ; prélèvement sur la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; prêt du F.D.E.S. à la R.A.T.P. ; effet de la surcompensation (p. 5934) ; loi du 31 décembre 1974 établissant la compensation démographique entre blocs de régimes sociaux ; amendement n° 15 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) ; rôle des annulations de crédits dans la réduction du déficit budgétaire ; transfert de charges du budget de l'Etat sur le régime général de sécurité sociale (p. 5935) ; rejeté ; amendement n° 16 du Gouvernement (de coordination) ; adopté ; amendement n° 22 de M. Gilbert Gantier (référence aux dépenses nettes) ; contrôle parlementaire ; rôle de la Cour des comptes chargée d'assister le Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances ; documents budgétaires soumis à l'examen du Parlement ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié, et état A annexé : adoptés.

Deuxième partie : moyens des services et dispositions spéciales.

Titre Ier : dispositions applicables à l'année 1985 : Opérations à caractère définitif ; I. - Budget général.

Article 2 et état B annexé *(dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)* (p. 5936).

Titre Ier : amendement n° 14 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits du titre Ier concernant l'économie, les finances et le budget) ; frais de trésorerie (p. 5937) ; évaluation du dépassement global des crédits par rapport aux sommes ouvertes par la loi de finances initiale ; neutralisation des opérations du fonds de stabilisation des changes ; rejeté ;

- crédits du titre Ier : adoptés.

Titre III : amendement n° 7 de M. Gilbert Gantier (abrogeant l'arrêté pris le 29 avril 1985 en application de l'article 13 de l'ordonnance du 2 janvier 1959) ; adoption de ce texte aboutissant selon la jurisprudence du conseil d'Etat à une ratification d'un arrêté contraire à une disposition de valeur constitutionnelle ; transformation du ministère des affaires européennes en secrétariat d'Etat pour les indemnités versées aux membres du cabinet ; rejeté (p. 5938) ;

- crédits du titre III : adoptés.

Titre IV : amendement n° 17 du Gouvernement (majoration des crédits du ministère des relations extérieures : II. Coopération et développement) ; nécessité de faire face aux nouveaux besoins d'aide budgétaire et de prêts d'ajustements structurels de certains Etats africains liés à la France ; adopté ;

- crédits du titre IV : adoptés.

- article 2 et état B annexé, ainsi modifiés : adoptés.

Article 3 et état C annexé *(dépenses en capital des services civils - ouvertures)* (p. 5939).

Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

- article 3 et état C annexé : adoptés.

Article 4 *(dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures)* : adopté.

Article 5 *(dépenses en capital des services militaires - ouvertures)* : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 18 du Gouvernement (annulation d'une partie des crédits ouverts au ministre délégué auprès des relations extérieures chargé de la coopération) (p. 5940) ; adopté ; amendement n° 19 du Gouvernement (annulation d'une autorisation de programme et d'un crédit de paiement sur les crédits ouverts au ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé de la coopération) : adopté.

Article 6 *(budget annexe des postes et télécommunications - ouverture)* : adopté.

Titre II : dispositions permanentes.

Article 7 (clarification des conditions d'exonération des plus-values réalisées par les petites entreprises en cas de cession ou cessation d'activité) : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 12 de M. Georges Tranchant (considérant comme le prolongement de l'activité agricole les activités non salariées visant à valoriser les ressources du milieu rural) (p. 5941) ; adoption par l'Assemblée dans le texte relatif à la protection sociale d'un amendement du Gouvernement concernant le régime de protection sociale dans le cadre des activités touristiques considérées comme des prolongements de la mise en valeur de l'exploitation ; plafond retenu pour les activités connexes ; rejeté.

Article 8 *(extension de la provision pour égalisation des risques aux risques spatiaux)* : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 8 du Gouvernement (imposition après une répartition par annuités de la prime ou de l'intérêt, quand la prime de remboursement excède 10 p. 100 du nominal ou du prix d'acquisition) ; régime fiscal des primes de remboursement des emprunts à coupon nul : (p. 5942) ; nouveau produit financier ; principe de l'imposition du coupon zéro : adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (régime d'imposition des profits résultant des opérations réalisées sur le marché à terme d'instruments financiers) : adopté.

Article 9 *(harmonisation des règles de répartition de la valeur locative des ouvrages hydrauliques entre les communes concernées)* : adopté.

Article 10 *(validation du barème d'évaluation appliqué aux autoroutes)* : adopté.

Article 11 *(dispositions d'harmonisation communautaires en matière de T.V.A.)* : adopté.

Article 12 *(tabac, aménagement du monopole)* : adopté.

Article 13 *(abrogation de la taxe sur les huiles neuves minérales ou synthétiques)* : adopté (p. 5943).

Après l'article 13 : amendement n° 10 du Gouvernement (établissement d'un cadastre parcellaire dans l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté.

Article 14 *(régime des opérations foncières en Guyane)* : amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *(dévolution des biens utilisés par le service des alcools)* : montant cumulé des avances du Trésor faites au service des alcools ; situation de la R.A.T.P. ; société des alcools viticoles (p. 5944) ; décentralisation de cette société à Libourne ;

- article 15 : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (diminution de la valeur locative afférente à l'habitation principale pour tout contribuable âgé de 65 ans et plus) : non soutenu ; amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (compétence du conseil général pour décider d'attribuer aux établissements publics ou aux groupements de communes tout ou partie de la taxe professionnelle perçue par le fonds départemental) : non soutenu ; amendement n° 13 de M. Jacques Guyard (compétence du conseil municipal pour décider que l'ensemble des locaux d'habitation et à usage professionnel de la commune sera évalué par application des tarifs en vigueur dans la partie du territoire communal située hors de la zone de compétence du syndicat) ; aménagement sur une période de huit ans de l'intégration fiscale des communes situées dans les agglomérations nouvelles ; adopté.

Article 16 *(dévolution des biens utilisés par l'union des groupements d'achats publics)* : adopté (p. 5945).

Article 17 *(modification de l'assiette de la contribution au fonds de compensation des risques de l'assurance de la construction)* : chute de l'activité du bâtiment et des travaux publics ; comité consultatif pour la gestion du fonds de compensation ; amendement n° 11 de M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté (p. 5946) ; amendement n° 2 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 20 de M. Georges Tranchant (de cohérence) : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 21 de M. Georges Tranchant (référence aux entreprises artisanales et aux architectes) ; cotisation des architectes) : rejeté ;

- article 17, ainsi modifié : adopté.

Vote hostile du groupe R.P.R. sur le transfert du service des alcools à Libourne : *Emmanuelli (Henri)* (p. 5947) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5947).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5947).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1985] (p. 6468).

Assurance construction : *Pierret (Christian)* (p. 6468).

Chômage : *Gantier (Gilbert)* (p. 6470).

Cirque (amendement relatif au -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6469).

Commerce extérieur (résultats du -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6469).

Désaccord fondamental entre la majorité sénatoriale et le Gouvernement : *Pierret (Christian)* (p. 6468).

Remboursement anticipé de l'emprunt Delors : *Gantier (Gilbert)* (p. 6469).

Discussion des articles [19 décembre 1985] (p. 6470).

Article 1er et état A : érection de la débudgétisation en méthode de gestion financière (p. 6470) ; désengagement de l'Etat ;

- article 1er et état A annexé : adoptés.

Article 2 et état B.

Titre Ier (p. 6471) : exécution de la loi de finances pour 1984 ; autorisation de visa en dépassement ;

- crédits du titre I : adoptés (p. 6472).

Titre III : crédits concernant l'Intérieur et la décentralisation ; amendement n° 5 de M. Gilbert Gantier (réduction des crédits) ; libertés prises par le Gouvernement dans la gestion des crédits de remboursement à diverses administrations ; crédits relatifs aux frais de communication téléphonique (p. 6473) : retiré ;

- crédits du titre III : adoptés.

Titre IV : crédits concernant l'économie, les finances et le budget. I. - Charges communes : amendement n° 6 de M. Gilbert Gantier (réduction des crédits) ; débudgétisations opérées dans le domaine de la construction et du logement ; prélèvements sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne ; baisse du taux d'intérêt servi au livret A : retiré ;

- crédits du titre IV : adoptés.
- article 2 et état B annexé : adoptés.

Article 3 et état C (p. 6474, 6475).

Titre V : crédits concernant l'urbanisme, le logement et les transports ; amendement n° 7 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; utilisation du fonds spécial des grands travaux ; impossibilité de tout contrôle parlementaire ; retiré ;

- autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi ; l'agriculture ; la culture ; les départements et territoires d'outre-mer ; l'économie, les finances et le budget ; l'éducation nationale ; l'Intérieur et la décentralisation ; la jeunesse et les sports ; la mer ; le plan et l'aménagement du territoire ; les autorisations de programme et de crédits de paiement : adoptés.

Crédits concernant le redéploiement industriel : amendement n° 12 du Gouvernement (majoration des crédits) ; exécution des opérations de développement du tissu industriel menées par les sociétés de reconversion (p. 6476) ; non-examen par la commission ; dévoiement de la procédure parlementaire ; adopté ; autorisations de programme et crédits de paiement ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant la recherche et la technologie, les relations extérieures ; autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Crédits concernant l'urbanisme, le logement et les transports : amendement n° 8 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; fonds social urbain ; affectation de 7 millions de francs à une animation d'ensemble à caractère culturel, artistique et social ; expérience « Banlieues 89 » (p. 6477) ; retiré ; autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés :

- article 3 et état C, ainsi modifiés : adoptés.

Article 4 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 5 *bis* : adopté.

Article 5 *ter* : adopté.

Après l'article 5 *ter* : amendement n° 13 du Gouvernement (annulation d'autorisations de programme et de crédits de paiement sur les crédits ouverts au ministère chargé du redéploiement industriel et du commerce extérieur par la loi de finances de 1985) ; amendement portant sur 45 millions de francs ; adopté.

Article 6 : adopté.

Avant l'article 7 : amendement n° 9 de M. Gilbert Gantier (présentation par le Gouvernement d'un état récapitulatif des dotations allouées par le fonds spécial de grands

travaux) (p. 6478) ; exécution des travaux dans les monuments historiques ; informations nécessaires à l'appréciation des sommes allouées au fonds spécial de grands travaux à la disposition des parlementaires ; rejeté.

Article 7 : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 10 du Gouvernement (fixation de la quote part de loyer prise en compte pour la fixation du prix de vente en cas de location de fonds de commerce ou d'un établissement artisanal) ; réalisation d'opérations de crédit-bail sur fonds de commerce (p. 6479) ; mesures d'ordre fiscal ; particularités des éléments incorporés aux fonds de commerce ; financement des fonds de commerce ; distinction entre fonds et murs ; adaptation de la fiscalité ; adopté.

Article 8 : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 11 du Gouvernement (non-perception effectuée au profit du Trésor sur les transferts de biens liés à la mise en place des régions) (p. 6480) ; exonération des régions de l'impôt sur les sociétés et des taxes foncières sur les propriétés bâties non foncières ; adopté.

Article 8 *bis* : adopté.

Article 8 *ter* : dispositions applicables au marché à terme d'instruments financiers ; marché à terme de marchandises ; fiscalité propre des marchés de marchandises ; institution du secret professionnel pour les courtiers opérant sur les marchés à terme de marchandises ; amendement n° 1 de la commission (imposition des profits nets réalisés dans le cadre de contrats) (p. 6481) ; différence de régime fiscal pour les opérations réalisées sur le marché à terme des valeurs et pour celles effectuées sur les marchés à terme des marchandises ; adopté ; amendement n° 2 de M. Georges Tranchant (supprimant, dans le paragraphe V de cet article, les mots : « ainsi que ceux qui concourent à l'activité des marchés à terme des marchandises ») ; obligation de secret professionnel pour les courtiers en bourses de marchandises ; impossibilité d'opposer le secret professionnel à l'administration ; adopté ;

- article 8 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 (p. 6482) : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 13 : adopté.

Article 13 *bis* : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 15 : transfert des biens meubles et immeubles appartenant à l'Etat et utilisés par le service des alcools à une personne morale chargée des missions antérieurement dévolues à ce service ; montant cumulé des avances dont a bénéficié le service des alcools ; adopté (p. 6483) ;

- article 15 *bis* : adopté.

Article 16 : adopté.

Article 17 : dépôt d'amendements à la dernière minute ; amendement n° 3 de M. Georges Tranchant (de suppression) ; mesures allant à l'encontre du secteur du bâtiment, rejeté ; amendement n° 4 de M. Georges Tranchant (insérant, dans le quatrième alinéa du paragraphe 1 de cet article, après le mot : « artisanales », les mots : « et les architectes ») : rejeté ;

- article 17 : adopté (p. 6484).

Après l'article 17 : amendement n° 14 du Gouvernement (supprimant au paragraphe 2 de l'article 258 du code des douanes le membre de phrase : « originaires des départements français d'outre-mer ») ; élargissement à certaines marchandises en provenance de métropole du système de navigation prévu par l'article 258 du code des douanes ; adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement (statut du personnel enseignant dans les classes bilingues de l'association Diwan) ; création d'une filière d'enseignement des langues régionales dans le service public de l'éducation nationale ; risque d'oubli d'une association locale dans la liste ; énumération dans la loi ; renouveau des langues régionales (p. 6485) ; cas des autres langues spécifiques des différentes communautés participant à la citoyenneté française ; rupture de l'égalité entre associations ; prise en compte de l'amendement dans l'article d'équilibre ; impossibilité de déterminer, a priori, le nombre de postes budgétaires ; adopté.

Seconde délibération du projet de loi (p. 6486).

Article 8 *ter* : amendement n° 1 du Gouvernement (insérant dans le paragraphe 5 de cet article, après les mots visés au paragraphe 1, les mots : « ainsi que ceux qui concourent à l'activité des marchés à terme de marchandises ») (p. 6486) ; adopté ;

- article 8 *ter*, ainsi modifié : adopté (p. 6486).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6487).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6553).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Osselin (Jacqueline)* (p. 6554).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6554 à 6558).

Vote hostile du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6558).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6558).

5. - Projet de loi n° 2562 portant règlement définitif du budget de 1983.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **2639** (18 avril 1985). - Discussion le 21 mai 1985. - Adoption le 21 mai 1985. - Projet de loi n° **786**.

Sénat (première lecture). - N° **300** (1984-1985). - Dépôt le 22 mai 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **323** (1984-1985) (28 mai 1985). - Discussion le 5 juin 1985. - Rejet le 5 juin 1985. - Projet de loi n° **118** (1984-1985).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 11 juin 1985] (p. 6439). - Bureau [*J.O.* du 20 juin 1985] (p. 6848).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **2798** (19 juin 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **393** (1984-1985) (19 juin 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° **2742**. Dépôt le 6 juin 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **2802** (20 juin 1985). - Discussion le 20 juin 1985. - Adoption avec modifications le 20 juin 1985. - Projet de loi n° **828**.

Sénat (deuxième lecture). - N° **411** (1984-1985). - Dépôt le 21 juin 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **433** (1984-1985) (27 juin 1985). - Discussion le 27 juin 1985. - Rejet le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **181** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture). - N° **2864**. - Dépôt le 27 juin 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **2867** (28 juin 1985). - Discussion le 28 juin 1985. - Adoption définitive le 28 juin 1985. - Projet de loi n° **853**.

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 24 juillet 1985 [*J.O.* du 26 juillet 1985] (p. 8509). - Non conforme.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 mai 1985] (p. 873-888).

Exception d'irrecevabilité de M. Michel Noir : *Noir (Michel)* (p. 877-878-879-880-881) ; *Douyère (Raymond)* (p. 881-882-883) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 883-884-885) ; *Pierret (Christian)* (p. 886) ; rejetée (p. 886).

Adaptation de l'ordonnance du 2 janvier 1959 : *Pierret (Christian)* (p. 874) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 877) ; *Cointat (Michel)* (p. 892-893) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 894).

Bonification d'intérêt des prêts de la Caisse nationale de Crédit agricole : *Douyère (Raymond)* (p. 883) ; *Tranchant (Georges)* (p. 890).

Charges communes (budget des -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 893-894).

Conseil constitutionnel : *Noir (Michel)* (p. 879) ; *Douyère (Raymond)* (p. 882) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 895).

Comptabilité publique (ratures et surcharges sur les documents de la -) : *Noir (Michel)* (p. 880) ; *Tranchant (Georges)* (p. 890) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 893) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 895).

Crédits (annulations de -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 894).

Crédits (modifications apportées au montant des -) : *Emanuelli (Henri)* (p. 877).

Crédits ouverts sur fonds de concours et assimilés : *Pierret (Christian)* (p. 875).

Crédits (report de -) : *Pierret (Christian)* (p. 875).

Crédits (transfert de -) : *Pierret (Christian)* (p. 875) ; *Tranchant Georges)* (p. 889) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 894).

Dépassement de crédits évaluatifs : *Pierret (Christian)* (p. 875) ; *Cointat (Michel)* (p. 892).

Dépassement de crédits limitatifs : *Pierret (Christian)* (p. 875).

Dépenses (prévisionnelles et effectives) : *Pierret (Christian)* (p. 874) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 876) ; *Tranchant (Georges)* (p. 888) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 891) ; *Cointat (Michel)* (p. 892).

Exécution du budget de 1983 (appréciation de la Cour des comptes sur l' -) : *Pierret (Christian)* (p. 873-874) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 876-895) ; *Noir (Michel)* (p. 877-879-880) ; *Douyère (Raymond)* (p. 882) ; *Tranchant (Georges)* (p. 889) ; *Cointat (Michel)* (p. 892) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 894).

Fonds de compensation de la T.V.A. : *Emmanuelli (Henri)* (p. 877-885) ; *Noir (Michel)* (p. 878-879).

Gestion de fait : *Emmanuelli (Henri)* (p. 877-896).

Pechiney (dotation budgétaire à l'entreprise -) : *Noir (Michel)* (p. 879-880) ; *Douyère (Raymond)* (p. 883) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 885) ; *Pierre (Christian)* (p. 886).

Prévisions économiques (sur lesquelles était fondé le projet de loi de finances pour 1983) : *Pierret (Christian)* (p. 874).

P.T.T. (budget annexe des -) : *Noir (Michel)* (p. 878-880) ; *Douyère (Raymond)* (p. 882-883).

Recettes (prévisionnelles et effectives) : *Pierret (Christian)* (p. 874) ; *Tranchant (Georges)* (p. 888).

Résultats économiques pour l'année 1983 : *Pierret (Christian)* (p. 874) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 876-895) ; *Tranchant (Georges)* (p. 888) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 890-891).

Solde budgétaire : *Pierret (Christian)* (p. 874) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 876-895) ; *Noir (Michel)* (p. 878) ; *Tranchant (Georges)* (p. 888-889-890) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 890-891) ; *Cointat (Michel)* (p. 892-893).

Versement d'avances aux actionnaires d'Usinor et de Sacilor : *Noir (Michel)* (p. 880) ; *Douyère (Raymond)* (p. 882) ; *Tranchant (Georges)* (p. 889).

Discussion des articles [21 mai 1985] (p. 896).

Article 1er *(résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1983)* (p. 896, 897) : adopté.

Article 2 et tableau A annexé *(recettes du budget général)* (p. 897 à 899) : adoptés (p. 898).

Article 3 et tableau B annexé *(dépenses ordinaires civiles du budget général)* (p. 898 à 924) ; dépassement de crédits en augmentation de 84 p. 100 par rapport à 1982 ; distinction entre les dépassements de crédits limitatifs et évaluatifs (p. 924) ; reports de charges ; subventions à Pechiney-Ugine-Kuhlmann ; essentiel du dépassement de crédit au budget général provenant des crédits évaluatifs ;

- article 3 et tableau B annexé : adoptés (p. 925).

Article 4 et tableau C annexé *(dépenses civiles en capital du budget général)* (p. 924 à 950) ; baisse de l'effort d'investissement de l'Etat (p. 950) ; secteur du bâtiment et des travaux publics ;

- article 4 et tableau C annexé : adoptés (p. 951).

Article 5 et tableau D annexé *(dépenses ordinaires militaires du budget général)* (p. 950 à 955) : adoptés (p. 954).

Article 6 et tableau E annexé *(dépenses militaires en capital du budget général)* (p. 954 à 959) : adoptés (p. 958).

Article 7 et tableau F annexé *(résultats du budget général de 1983)* (p. 960) : déficit officiellement annoncé de 135 milliards de francs ; dépassement de crédits évaluatifs ; dette publique ; garanties d'emprunt ; obligations renouvelables du Trésor ;

- article 7 et tableau F annexé : adoptés (p. 961).

Article 8 et tableau G annexé *(résultats des budgets annexes, services civils)* (p. 961 à 966) : adoptés (p. 966).

Article 9 et tableau H annexé *(résultats des budgets annexes, services militaires)* (p. 967 à 969) : adoptés (p. 968).

Article 10 et tableau I annexé *(comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1984)* (p. 970 à 981) : adoptés (p. 980).

Article 11 et tableau J annexé *(comptes spéciaux définitivement clos au titre de l'année 1983)* (p. 980 à 983) : adoptés (p. 982).

Article 12 *(résultats des opérations d'emprunts pour l'année 1983)* : adopté.

Article 13 *(gestion de fait, reconnaissance d'utilité publique des dépenses)* : adopté.

Article 14 *(apurement des fonds de compensation pour la T.V.A.)* : adopté.

Article 15 *(augmentation des découverts du Trésor)* : adopté (p. 984).

Explications de vote (p. 984).

Abstention du groupe communiste : *Frelaut (Dominique)* (p. 985).

Déficit budgétaire : *Gantier (Gilbert)* (p. 985).

Gestion de fait : *Tranchant (Georges)* (p. 985).

Service de la dette : *Tranchant (Georges)* (p. 984).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 985).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 985).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 985).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 juin 1985] (p. 1802) :

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 1803, 1804, 1805) ; *Rodet (Alain)* (p. 1805, 1806) ; rejetée (p. 1806).

Appréciations de la Cour des comptes : *Gantier (Gilbert)* (1804).

Budget des P.T.T. : *Pierret (Christian)* (p. 1803).

Conseil constitutionnel (décisions du -) : *Pierret (Christian)* (p. 1803) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1804, 1805) ; *Rodet (Alain)* (p. 1805, 1806).

Droits du Parlement : *Gantier (Gilbert)* (p. 1805).

Ecritures de fin de gestion : *Pierret (Christian)* (p. 1803).

Lois de réglement (pratique des - depuis 1981) : *Gantier (Gilbert)* (p. 1804).

Discussion des articles [20 juin 1985] (p. 1807) :

Article 1er (p. 1807) : adopté.

Article 2 et tableau A annexé : adoptés (p. 1808).

Article 3 et tableau B annexé : adoptés.

Article 4 et tableau C annexé : adoptés.

Article 5 et tableau D annexé : adoptés (p. 1809).

Article 6 et tableau E annexé : adoptés.

Article 7 et tableau F annexé : adoptés.

Article 8 et tableau G annexé : adoptés (p. 1810).

Article 9 et tableau H annexé : adoptés.

Article 10 et tableau I annexé : adoptés (p. 1811, 1812).

Article 11 et tableau J annexé : adoptés (p. 1812, 1813).

Article 12 : adopté (p. 1813).

Article 13 : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 15 : adopté (p. 1814).

Explications de vote (p. 1814).

Bugdet des P.T.T. : *Tranchant (Georges)* (p. 1814).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 1814).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Zeller (Adrien)* (p. 1814).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1814).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1985] (p. 2158).

Déficit budgétaire : *Tranchant (Georges)* (p. 2158).

Procédure suivie pour l'adoption de la loi : *Pierret (Christian)* (p. 2158) ; *Courrière (Raymond)* (p. 2158).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2159 à 2166).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2166).

6. - Projet de loi n° 3152 portant **règlement définitif du budget de 1983.**

Assemblée nationale (première lecture).

Dépôt le 4 décembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprés du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation. - Urgence déclarée le 9 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **3171** (11 décembre 1985). - Discussion le 12 décembre 1985. - Adoption le 12 décembre 1985. - Projet de loi n° **950.**

Sénat (première lecture) n° **208** (1985-1986). - Dépôt le 13 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **213** (1985-1986) (13 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Rejet le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **82** (1985-1986).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1985] (p. 14912), bureau [*J.O.* du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **3243** (19 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **252** (1985-1986) (19 décembre 1985). - La commission mixte paritaire n'a pas pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3229.** - Dépôt le 19 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **3247** (19 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **985.**

Sénat (deuxiéme lecture), n° **263** (1985-1986). - Dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **285** (1985-1986) (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Rejet le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **98** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3292.** - Dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **3294** (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **993.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2 de la Constitution).

Décision le 16 janvier 1986 [*J.O.* du 18 janvier 1986] (p. 922). Conforme en totalité.

Loi n° 86-94 du 20 janvier 1986, publiée au *Journal officiel* du 23 janvier 1986 (p. 1144).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1985] (p. 5954).

Annulations de crédits : *Gantier (Gilbert)* (p. 5958) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5961).

Annualité budgétaire et imputation sur la période complémentaire : *Gantier (Gilbert)* (p. 5959).

Décision du Conseil constitutionnel : *Goux (Christian)* (p. 5954) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5954, 5956) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5956).

Dépassements de crédits : *Gantier (Gilbert)* (p. 5958) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5961).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 5954, 5955, 5956, 5957, 5958, 5959, 5960) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5956) ; *Douyère (Raymond)* (p. 5960, 5961) ; rejetée (p. 5961).

Fonds de compensation T.V.A. : *Gantier (Gilbert)* (p. 5959, 5960) ; *Douyère (Raymond)* (p. 5960).

Hypothèses économiques du budget : *Tranchant (Georges)* (p. 5961).

Loi de règlement (importance de la -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 5954, 5955, 5960).

Rappel au règlement de M. Georges Tranchant : *Tranchant (Georges)* (p. 5963, 5964) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5963, 5964) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 5964).

Ratures sur les documents de la comptabilité publique : *Tranchant (Georges)* (p. 5962, 5963).

Transfert de crédits : *Gantier (Gilbert)* (p. 5968).

Versements d'avances d'actionnaires à Usinor et Sacilor : *Gantier (Gilbert)* (p. 5959).

Versement du budget annexe des P.T.T. au budget général : *Gantier (Gilbert)* (p. 5955, 5956, 5957) ; *Douyère (Raymond)* (p. 5960) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5961, 5962).

Discussion des articles [12 décembre 1985] (p. 5964).

Article 1er *(résultat définitif de l'exécution des lois de finances de 1983)* (p. 5964) ; commission n'ayant pas à donner systématiquement son avis sur les articles : adopté.

Article 2 et tableau A annexé *(montant définitif des recettes du budget général de l'année 1983* (p. 5965 à 5967) : adoptés.

Article 3 et tableau B annexé *(montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1983)* (p. 5968 à 6013) : adoptés.

Article 4 et tableau C annexé *(montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1983)* (p. 6014 à 6057) : adoptés.

Article 5 et tableau D annexé *(montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1983)* (p. 6058 à 6065) : adoptés.

Article 6 et tableau E annexé *(montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1983) :* adoptés (p. 6066 à 6073).

Article 7 et tableau F *(résultat du budget général de 1983)* (p. 6074 à 6075) : adoptés.

Article 8 et tableau G annexé *(résultat définitif des budgets annexes - service civil - rattachés pour ordre au budget général)* (p. 6076 à 6080) : adoptés.

Article 9 et tableau H annexé *(résultat définitif des budgets annexes - service militaire - rattachés pour ordre au budget général)* (p. 6081 à 6083) : adoptés.

Article 10 et tableau I annexé *(résultat des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent)* (p. 6084 à 6097) : adoptés.

Article 11 et tableau J annexé *(résultat des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1983)* (p. 6098 à 6101) : adoptés.

Article 12 *(solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunt à la charge du Trésor) :* adopté.

Article 13 *(régularisation d'une gestion de fait) :* adopté.

Article 14 *(apurement du solde du compte « Fonds de compensation pour la T.V.A. ») :* adopté.

Article 15 *(sommes transportées en augmentation des découverts du Trésor) :* adopté (p. 6102).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6102).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1985] (p. 6487).

Echec de la commission mixte paritaire : *Pierret (Christian)* (p. 6487)

Discussion des articles [19 décembre 1985] (p. 6487).

Article 1er (p. 6487) : adopté.

Article 2 et tableau A annexé : adoptés.

Article 3 et tableau B annexé : (p. 6488) ; adoptés.

Article 4 et tableau C annexé : adoptés.

Article 5 et tableau D annexé : adoptés.

Article 6 et tableau E annexé : adoptés (p. 6489).

Article 7 et tableau F annexé : adoptés.

Article 8 et tableau G annexé : adoptés.

Article 9 et tableau H annexé : adoptés.

Article 10 et tableau I annexé : adoptés (p. 6490).

Article 11 et tableau J annexé : (p. 6491) ; adoptés.

Article 12 (p. 6492) : adopté.

Article 13 : régularisation d'une gestion de fait ; montant de la somme en cause ; raturages opérés sur certaines dépenses ; décision de la Cour des comptes (p. 6493) : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 15 : adopté (p. 6494).

Explications de vote (p. 6495).

Contrôle parlementaire (absence de -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6495).

Décision du Conseil constitutionnel sur le projet de loi de règlement pour 1983 : *Gantier (Gilbert)* (p. 6494) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6494).

Montant réel du déficit budgétaire : *Tranchant (Georges)* (p. 6495).

Remerciements aux parlementaires, aux commissaires et fonctionnaires de la commission des finances et au personnel de l'Assemblée : *Pierret (Christian)* (p. 6495) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6495) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6495) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6495, 6496).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6496).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6558).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Osselin (Jacqueline)* (p. 6558).

Remerciements aux commissaires des finances et au personnel de l'Assemblée nationale : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6558).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6558 à 6563).

Abstention du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6563).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6563).

7. - Projet de loi n° 3225 portant **règlement définitif du budget de 1984.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 18 décembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Questions au Gouvernement* **1470.**

LOIS ORGANIQUES

- relatives au Sénat.

Voir *Elections et référendums* **55, 56.**

LOME III

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.
Traités et conventions **165.**

LOTISSEMENTS

Voir *Urbanisme* **11.**

LOTO SPORTIF

Voir *Questions au Gouvernement* **1328.**

M

MACHINES-OUTILS

2. - Rapport d'information n° 2621 déposé en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur l'**industrie de la machine-outil** par M. Bruno Vennin [18 avril 1985].

Industrie française de -.

Voir *Questions orales sans débat* **790.**

MAIRES ET ADJOINTS

Pouvoirs de police des -.

Voir *Mer et littoral* **13.**

Prise en compte des mandats de maire pour la limitation des cumuls.

Voir *Elections et référendums* **55, 56.**

MAISONS DE RETRAITE

- de Molsheim.

Voir *Questions orales sans débat* **868.**

Difficultés des -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1513.**

MANCHE

Construction d'un ouvrage entre la France et la Grande-Bretagne.

Voir *Questions orales sans débat* **816.**

MANUELS ET FOURNITURES SCOLAIRES

Politisation des -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1521.**

MARAICHERS

Voir *Questions au Gouvernement* **1245.**

MARCHE FINANCIER

Voir *Lois de finances* **11.**
Politique économique et sociale **8.**

Modernisation du -.

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Economie, Finances et Budget, Consommation.

MARCHES A TERME

- de marchandises.

Voir *Lois de finances rectificatives* **9,** article 8 *ter.*

Régime fiscal des opérateurs sur les -.

Voir *Lois de finances rectificatives* **9,** article 8 *ter.*

MARCHES PUBLICS

3. - Proposition de loi n° 2635 tendant à modifier les **conditions d'accès aux marchés publics** des entreprises de travaux agricoles et ruraux.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 avril 1985 par M. Gérard Chasseguet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Charles Millon (9 mai 1985).

MARIAGE

2. - Projet de loi n° 2584 relatif à l'**égalité des époux** dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Denise Cacheux (9 avril 1985). - Rapport n° 2646 (25 avril 1985). - Discussion le 6 mai 1985. - Adoption le 6 mai 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs ». - Projet de loi n° **774.**

Sénat (première lecture) n° **271** (1984-1985), dépôt le 9 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Luc Dejoie. - Rapport n° **380** (1984-1985) (12 juin 1985). - Discussion le 18 juin 1985. - Adoption le 18 juin 1985. - Projet de loi n° **127** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2796,** dépôt le 19 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Denise Cacheux. - Rapport n° **2961** (2 octobre 1985). - Discussion le 3 octobre 1985. - Adoption avec modifications le 3 octobre 1985. - Projet de loi n° **879.**

Sénat (deuxième lecture) n° **15** (1985-1986), dépôt le 8 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur M. Luc Dejoie. - Rapport n° **49** (1985-1986) (23 octobre 1985). - Discussion le 30 octobre 1985. - Adoption avec modifications le 30 octobre 1985. - Projet de loi n° **16** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Bureau [*J.O.* du 27 novembre 1985] (p. 13754).

Assemblée nationale. - Rapporteur : Mme Denise Cacheux. - Rapport n° **3113** (26 novembre 1985).

Sénat. - Rapporteur M. Luc Dejoie. - Rapport n° **112** (1985-1986) (27 novembre 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3017,** dépôt le 30 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Denise Cacheux. - Rapport n° **3114** (27 novembre 1985). - Discussion le 2 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 2 décembre 1985. - Projet de loi n° **923.**

Sénat (troisième lecture), n° **127** (1985-1986), dépôt le 3 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Luc Dejoie. - Rapport n° **137** (1985-1986) 4 décembre 1985). - Discussion le 10 décembre 1985. - Adoption le 10 décembre 1985. - Projet de loi n° **41** (1985-1986).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **3172,** dépôt le 11 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Denise Cacheux. - Rapport n° **3180** (12 décembre 1985). - Discussion le 12 décembre 1985. - Adoption définitive le 12 décembre 1985. - Projet de loi n° **953.**

Loi n° 85-1372 du 23 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 26 décembre 1985 (p. 15111). - Rectificatif [*J.O.* du 18 janvier 1985] (p. 892).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [6 mai 1985] (p. 569).

Biens des enfants mineurs (administration des) : *Cacheux (Denise)* (p. 569) ; *Roudy (Yvette)* (p. 573) ; *Badinter (Robert)* (p. 575) ; *Garcin (Edmond)* (p. 577) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 580) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 581).

Biens réservés : *Cacheux (Denise)* (p. 570) ; *Roudy (Yvette)* (p. 572) ; *Badinter (Robert)* (p. 574) ; *Garcin (Edmond)* (p. 577) ; *Foyer (Jean)* (p. 582).

Communauté réduite aux acquêts (administration de la) : *Cacheux (Denise)* (p. 569-570) ; *Roudy (Yvette)* (p. 573) ; *Badinter (Robert)* (p. 574) ; *Garcin (Edmond)* (p. 577) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 578) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 580) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 581-582) ; *Gallet (Jean)* (p. 582-583).

Créanciers (droit des -) : *Garcin (Edmond)* (p. 577-578) ; *Gallet (Jean)* (p. 582).

Mariage (dispositions fiscales, sociales, juridiques pénalisant le) : *Cacheux (Denise)* (p. 571-572) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 575) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 576-577) ; *Garcin (Edmond)* (p. 578) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 578-579).

Nom patronymique : *Cacheux (Denise)* (p. 571) ; *Roudy (Yvette)* (p. 573) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 575-576) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 576-577) ; *Garcin (Edmond)* (p. 578) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 579) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 580-581) ; *Gallet (Jean)* (p. 583).

Passif (régime du -) : *Cacheux (Denise)* (p. 571) ; *Roudy (Yvette)* (p. 573) ; *Badinter (Robert)* (p. 574) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 575) ; *Garcin (Edmond)* (p. 577) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 581).

Discussion des articles [6 mai 1985] (p. 583).

Article 1er. - *Section I : des devoirs et droits des époux (article 218 du code civil ; mandat de représentation mutuelle) :* amendement n° 23 de M. Edmond Garcin (révocabilité du mandat) (p. 583) : retiré.

Article 1er : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 2 de la commission (achats à tempérament et emprunts) ; sous-amendement n° 24 de M. Edmond Garcin (visant après les mots « à tempérament » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet amendement « à moins que ceux-ci ne correspondent aux besoins de la vie courante ») ; dettes du ménage contractées par un époux à propos de prêts modestes et répétés ayant pour objet de faire face aux besoins les plus pressants du ménage ; danger d'établir une solidarité pour des achats à tempérament importants intéressant certains équipements ménagers ; sous-amendement n° 24 : rejeté ; amendement n° 2 : adopté ; amendement n° 34 du Gouvernement (visant à compléter l'article 221 du code civil par un troisième alinéa ainsi rédigé : « Cette présomption demeure applicable après la dissolution du mariage ») : adopté.

Article 2 *(article 223 du code civil ; libre exercice d'une profession par les époux)* : adopté.

Article 3 *(article 224 du code civil ; suppression des biens réservés)* : adopté.

Article 4 *(article 225 du code civil ; pouvoir des époux sur leurs biens propres)* : adopté (p. 584).

Article 5. - *Section II : des régimes matrimoniaux (article 1401, alinéa 2 du code civil ; biens réservés)* : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 25 de M. Edmond Garcin (inventaire des biens existant au moment du mariage) : rejeté.

Article 6 *(article 1409 du code civil ; passif de la communauté)* : adopté.

Article 7 *(article 1411 du code civil ; droit de poursuite des créanciers antérieurs au mariage)* : amendement n° 26 de M. Edmond Garcin (de suppression) ; discrimination au détriment des créanciers antérieurs au mariage : rejeté ; amendement n° 27 de M. Edmond Garcin (biens propres et revenus du débiteur) : rejeté ;

- article 7 : rejeté.

Article 8 *(articles 1413, 1414 et 1415 du code civil ; droit de poursuite des créanciers postérieurs au mariage)* (p. 585-586) ; amendement n° 3 de la commission (saisie des gains et salaires versés à un compte courant ou de dépôt) ; sous-amendement n° 18 du Gouvernement (visant, à la fin de cet amendement, à substituer aux mots « par le code de procédure civile » les mots « par décret ») ; limitation du droit des créanciers de saisir les gains et salaires du conjoint du débiteur ; absence de limite au droit de poursuite ; difficultés de preuve ; insaisissabilité partielle supposant que les gains et salaires soient inscrits au crédit d'un compte spécial destiné à ne recevoir que des revenus de cette nature ; sous-amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 28 de M. Louis Maisonnat (tendant dans le texte proposé pour l'article 1415 du code civil, à supprimer les mots « et ses revenus ») ; emprunts ou cautionnements pouvant être rendus nécessaires dans le cadre de la vie professionnelle de l'époux concerné (p. 586) ; autonomie des conjoints : retiré ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(abrogation des articles 1418, alinéa 2, 1419, et 1420 du code civil)* : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(articles 1421 à 1425 du code civil ; administration de la communauté)* : amendement n° 29 de M. Guy Ducoloné (visant dans la première phrase du texte proposé pour l'article 1424 du code civil à insérer après les mots « droits sociaux non négociables » les mots « valeurs mobilières négociables en bourse ») ; risque d'une diminution de la capacité civile des époux par la multiplication des formalités et l'exigence systématique de consentements réciproques ; caractère impératif de la rapidité des décisions en matière d'opérations de bourse ; amendement n° 29 : retiré (p. 587) ; amendement n° 38 de M. Gilbert Mathieu (visant dans la première phrase du texte proposé pour l'article 1425 du code civil à insérer après les mots « industriel ou artisanal », les mots « ou à usage d'habitation ») ; amendement n° 5 de la commission (régime de gestion conjointe lorsque le bail confère au preneur un droit au renouvellement ou lorsque l'occupant est susceptible de bénéficier d'un droit au maintien dans les lieux ; enregistrement du bail ne pouvant suffire à garantir l'absence d'un bail antérieur conclu par l'autre époux ; exclusion des locations à caractère saisonnier ; inutilité de multiplier les formalités requises pour la passation des baux ; amendement n° 38 : retiré (p. 588) ; amendement n° 5 : rejeté ;

- article 10 : adopté.

Article 11 *(article 1426 du code civil ; habilitation judiciaire) : amendement n° 6 de la commission (rédactionnel)* : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(article 1427 du code civil ; excès de pouvoir d'un époux sur les biens communs)* : adopté.

Article 13 *(articles 1430 et 1434, alinéas 2 et 3 ; emploi et remploi des biens propres)* : adopté.

Article 14 *(articles 1435 et 1436 du code civil ; récompense du prix du bien appartenant à un époux)* : amendement n° 39 de M. Gilbert Mathieu (visant à compléter le texte proposé pour l'article 1435 du code civil par les mots « et avant la dissolution de la communauté ») : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *(article 1439 du code civil ; constitution de dot à l'enfant commun)* : adopté.

Article 16 *(article 1442 du code civil ; causes de dissolution de la communauté)* : adopté.

Article 17 *(article 1447 du code civil ; protection des créanciers en cas de séparation de biens judiciaires)* : adopté.

Article 18 *(article 1449, alinéa 2, du code civil ; contributions aux charges du mariage en cas de séparation de biens judiciaire)* : adopté.

Article 19 *(article 1469 du code civil ; évaluation des récompenses)* (p. 589) : adopté.

Article 20 *(articles 1471 à 1473 du code civil ; prélèvements des époux)* : adopté.

Article 21 *(articles 1479 du code civil ; évaluation des créances personnelles des époux)* : amendement n° 40 de M. Gilbert Mathieu (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « de la dette, celle-ci pouvant être réclamée avant la dissolution de la communauté ») : généralisation de la dette de valeur ; créances entre époux ne pouvant faire l'objet d'une revalorisation qu'après la dissolution du mariage ; amendement n° 40 : retiré ;

- article 21 : adopté.

Article 22 *(intitulé du paragraphe 3 de la section III du chapitre II du titre V du livre 3 et article 1482 du code civil ; obligation et contribution au passif après la dissolution de la communauté)* : adopté.

Article 23 *(intitulé du paragraphe 3 de la section III du chapitre II du titre V du livre 3 et article 1482 du code civil : acquittement du passif)* : adopté.

Article 24 *(article 1483, alinéa 2 du code civil ; bénéfice d'émoluments)* : amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 *(abrogation de l'article 1502 du code civil)* : adopté (p. 590).

Article 26. - *Section II : de la clause d'administration conjointe (articles 1503 à 1510 du code civil, clauses relatives à l'administration) :* adopté.

Article 27 *(article 1518 du code civil ; conséquences de la dissolution de la communauté du vivant des époux sur la clause du préciput) :* adopté.

Article 28 *(article 1543 du code civil ; réévaluation des créances entre époux dans le régime de la séparation de biens) :* adopté.

Article 29 *(articles 1570, 1571, 1573, 1574 et 1577 du code civil ; régime de participation aux acquêts) :* amendement n° 10 de la commission (visant à rédiger ainsi le début du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 1570 du code civil : à défaut d'état descriptif où s'il est incomplet, la preuve...) ; autorisation de l'utilisation des procédés de preuve prévus à l'article 1402 du code civil, même en l'absence de tout état descriptif des biens originaires : adopté ;

- article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 *(article 1578 du code civil ; liquidation du régime matrimonial en justice et prescription de l'action en révocation contre les tiers acquéreurs) :* adopté.

Article 31 *(abrogation des articles 1595 et 2135 du code civil) :* prohibition de la vente entre époux ; donation entre époux : adopté (p. 591).

Article 32 *(article 2137 du code civil ; hypothèque légale des époux garantissant une créance constatée en justice) :* adopté.

Article 33 *(article 2139 du code civil ; cession de rang et subrogation d'hypothèque) :* adopté.

Article 34 *(article 2142 du code civil ; publicité des règles particulières à l'hypothèque légale des époux) :* adopté.

Article 35 *(article 2163 du code civil ; mainlevée volontaire de l'inscription de l'hypothèque légale) :* adopté.

Article 36. - *Section III : de l'administration légale des biens des enfants (articles 383, 389, 389-1 et 389-2 du code civil ; administration légale) :* adopté.

Article 37 *(article 389-4 du code civil ; présomption de pouvoir à l'égard des tiers) :* adopté.

Article 38 *(article 389-5 du code civil ; pouvoir de l'administrateur légal pur et simple) :* adopté.

Avant l'article 39. - *Section IV : dispositions diverses :* amendement n° 33 de M. Edmond Garcin (possibilité pour les époux d'opter pour un de leurs noms, de choisir d'accoler dans l'ordre qu'ils déterminent le nom de chacun d'eux, ou deux de leurs noms s'il s'agit d'un nom double) ; mariage ne conférant à la femme mariée qu'un droit d'usage du nom de son mari ; notion d'unicité de direction de la famille créée par le mariage ; impossibilité pour la femme mariée de transmettre son nom patronymique à sa filiation ; effets négatifs de l'unicité du nom des époux (p. 592) : rejeté ; amendement n° 35 de M. Edmond Garcin (possibilité pour l'enfant de porter les noms accolés de ses deux parents) ; amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (nom exprimé dans l'acte de naissance devant être celui du père ou celui de la mère) ; amendement n° 11 de la commission (possibilité pour les parents ou les représentants légaux de l'enfant, lors de la déclaration de naissance, de décider d'ajouter au nom de l'enfant l'usage du nom de celui de ses parents qui ne lui a pas transmis le sien) ; possibilité actuelle pour les concubins de transmettre soit le nom du père soit celui de la mère ; situation dans les autres pays européens ; solution transactionnelle en l'attente d'une évolution des mentalités ; trilogie « mari-père-nom » (p. 593) ; mariage étant sans effet sur le nom des époux ; impossibilité pour la mère de transmettre son nom patronymique ; nombre de noms entraînés par le système proposé ; caractère partiel du remède proposé par la commission ; nom constituant un attribut de la personnalité ; problème de fond posé par la coexistence de plusieurs types de filiation ; détermination du nom transmissible ; nécessité de pousser plus avant les travaux engagés dans des réunions interministérielles (p. 594) ; non-transmission du second nom ; amendement n° 35 : rejeté ; amendement n° 1 : rejeté ; sous-amendement n° 36 de M. Jean-Louis Masson à l'amendement n° 11 de la commission (tendant dans le premier alinéa de cet amendement à substituer aux mots « de l'enfant » les mots « choisissent le nom du père ou celui de la mère comme nom patronymique de l'enfant ; ils ») (p. 595) ; transmission obligatoire du nom du père ; sous-amendement n° 36 : rejeté ; sous-amendement n° 37 de M. Jean-Louis Masson à l'amendement n° 11 de la commission (utilisation du nom d'usage) ; obligation d'utiliser le nom patronymique ; rejeté ; sous-amendement n° 31 de M. Edmond Garcin à l'amendement n° 11 de la commission (visant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant « les enfants des mêmes père et mère portent le même nom ») ; nécessité de préciser que ce sous-amendement ne concerne que les enfants légitimes ; sous-amendement n° 31 rectifié : adopté ; sous-amendement n° 32 de M. Edmond Garcin à l'amendement n° 11 de la commission (filiation de l'enfant d'un couple séparé) ; nécessaire stabilité du nom et de l'état civil : rejeté ; amendement n° 11, ainsi modifié : adopté (p. 596).

Article 39 *(article 264-1 nouveau du code civil ; pouvoirs du juge prononçant le divorce) :* adopté.

Article 40 *(article 305, alinéa 2, du code civil ; fin de la séparation de corps par reprise de la vie commune) :* adopté.

Après l'article 40 : amendement n° 30 de M. Guy Ducoloné (exercice de l'autorité parentale en cas de divorce ou de séparation de corps) ; rôle de l'autorité judiciaire limitée au cas de désaccord entre les parents ; exercice conjoint de l'autorité parentale et de la garde alternée ; décision de la Cour de cassation ayant reconnu la légalité de la garde conjointe lorsqu'elle repose sur un accord des parents : rejeté ; amendement n° 44 de M. Jean-Louis Masson (décision d'octroi de la garde de l'enfant) ; nécessaire égalité devant régner entre les époux lors de la décision de l'attribution de la garde d'un enfant (p. 597) ; intérêt de l'enfant ; préjugé selon lequel un enfant est mieux chez sa mère que chez son père : rejeté.

Article 41 *(abrogation des articles 818 et 940, alinéa 1er, du code civil) :* amendement n° 41 de M. Gilbert Mathieu (partage des biens d'un époux échus à l'autre et tombés en communauté) : rejeté ; amendement n° 19 du Gouvernement (abrogation de l'article 818 du code civil) : réservé ;

- article 41 : réservé.

Après l'article 41 : amendement n° 20 du Gouvernement (mesure conservatoire applicable aux biens successoraux) ; amendement n° 21 du Gouvernement (abrogation de l'article 820 et du premier alinéa de l'article 940 du code civil) ; réforme de la procédure applicable aux appositions et mainlevées de scellés lors du décès d'un des époux ; caractère archaïque de la procédure (p. 598) ; amendement n° 20 : adopté ; amendement n° 21 : adopté.

Article 41 (précédemment réservé) : amendement n° 19 (précédemment réservé) : adopté. En conséquence, cet amendement devient l'article 41.

Article 42 *(article 942 du code civil ; recours des incapables pour défaut d'acceptation ou de publication d'une donation) :* amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 42, ainsi modifié : adopté.

Article 43 *(article 1832-1 du code civil ; sociétés entre époux) :* adopté.

Article 44 *(article 1873-6, alinéa 2, du code civil ; pouvoirs du gérant d'indivision) :* adopté.

Article 45 *(articles 1940 et 1941 du code civil ; restitution des objets déposés) :* amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 45, ainsi modifié : adopté.

Article 46 *(abrogation de l'article 2208 du code civil)* : adopté.

Articles 47 et 48 *(droit local du département du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle)* : adoptés.

Article 49. - *Section V : dispositions transitoires (entrée en vigueur de la loi)* : adopté.

Article 50 *(droit de poursuite des créanciers antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi)* : adopté (p. 599).

Article 51 *(régime matrimonial des époux mariés sans contrat avant le 1er février 1966)* : amendement n° 42 de M. Gilbert Mathieu (de suppression) : retiré ; amendement n° 22 du Gouvernement (portée de la règle transitoire applicable aux époux mariés sans avoir fait de contrat de mariage avant l'entrée en vigueur de la loi du 13 juillet 1965) : adopté ;

- article 51, ainsi modifié : adopté.

Article 52 *(droit de poursuite des créanciers de la femme)* : amendement n° 15 de la commission (de suppression) ; inopportunité de la survie de la loi ancienne pour des dettes non encore nées à la date d'entrée en vigueur de la loi : adopté ; amendement n° 43 de M. Gilbert Mathieu : devenu sans objet ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 53 *(entrée en vigueur des règles relatives aux récompenses, aux prélèvements ou aux dettes entre époux)* : adopté.

Article 54 *(conventions matrimoniales)* : amendement n° 16 de la commission (visant dans le premier alinéa de cet article à insérer après les mots : « les stipulations de leur contrat » les mots : « non contraires aux dispositions des articles 1er à 4 de la présente loi ») : adopté ;

- article 54, ainsi modifié : adopté.

Article 55 *(régime de participation aux acquêts)* : adopté (p. 600).

Titre : amendement n° 17 de la commission (tendant dans le titre du projet de loi à insérer après les mots : « matrimoniaux et » les mots : « des parents ») ; égalité des parents dans la gestion des biens de leurs enfants mineurs n'étant pas limitée à la famille légitime mais s'appliquant aussi à la famille naturelle ; adopté ;

- titre ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 601).

Abstention du groupe U.D.F. : *M. Mathieu (Gilbert)* (p. 601).

Vote positif du groupe communiste : *M. Garcin (Edmond)* (p. 601).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 601).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [3 octobre 1985] (p. 2620).

Baux d'une durée supérieure à deux ans : *Cacheux (Denise)* (p. 2621) ; *Badinter (Robert)* (p. 2621).

Date des effets de la dissolution du mariage : *Cacheux (Denise)* (p. 2621).

Gestion des biens des enfants mineurs : *Cacheux (Denise)* (p. 2620, 2621).

Nom patronymique (transmission du -) : *Cacheux (Denise)* (p. 2621) ; *Badinter (Robert)* (p. 2621).

Discussion des articles [3 octobre 1985] (p. 2622).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (révocation du mandat donné par un époux à l'autre) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 1er.

Article 1er *bis* : adopté.

Article 1er *ter* : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 4 *bis* : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 6 : protection de l'époux ne faisant que donner son consentement à l'emprunt ou au cautionnement conclu par son conjoint : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 (p. 2622, 2623) : importance de la conclusion d'un bail d'habitation d'une durée supérieure à deux ans ; accord du conjoint pour les baux ruraux et commerciaux ; nécessité fréquente d'un emprunt pour remettre le logement en état ; amendement n° 2 de la commission (tendant après les mots « un seul conjoint » à rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase du texte proposé pour l'article 1425 du code civil : « et sont soumis aux règles prévues pour les baux passés par l'usufruitier ») ; égalité des époux ; antériorité du contrat : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 14 : amendement n° 3 de la commission (tendant dans le texte proposé pour l'article 1435 du code civil à substituer aux mots « cinq ans » les mots « deux ans ») ; délai de paiement à la communauté des sommes attendues du patrimoine propre : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté (p. 2623).

Article 16 : amendement n° 4 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe II de cet article) ; date des effets de la dissolution du mariage ; solutions adoptées par le Sénat étant défavorables à l'époux abandonné ; possibilité de report de la dissolution : adopté ; amendements n° 9 de M. Gilbert Mathieu et n° 7 du Gouvernement : devenus sans objet ; amendement n° 8 du Gouvernement (de coordination) : devenu sans objet ; appel des amendements de suppression ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *bis* : amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 2624) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 23 : adopté.

Article 26 : adopté.

Article 39 A supprimé par le Sénat : amendement n° 6 de la commission (usage par un enfant du nom patronymique de celui de ses parents qui ne lui a pas transmis le sien) ; sous-amendement n° 10 du Gouvernement (tendant au début du premier alinéa de cet amendement à supprimer les mots : « lors de la déclaration de naissance ») ; amendement n° 6 n'étant en l'état applicable qu'aux enfants à naître ; décision des parents ne pouvant apparaître sur les actes d'état civil (p. 2625) ; adopté ; sous-amendement n° 11 du Gouvernement (possibilité pour une personne majeure d'ajouter à son nom à titre d'usage le nom de son autre parent) ; usage actuel du nom de la mère relevant plus du pseudonyme que d'un usage ; sous-amendement ne constituant qu'une possibilité ; adopté ; sous-amendement n° 12 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; sous-amendement n° 13 du Gouvernement (tendant à supprimer le troisième alinéa de cet amendement) ; nécessité de prévenir les administrations concernées : adopté ; sous-amendement n° 14 du Gouvernement (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet amendement) (p. 2626) ; adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté ;

– en conséquence, cet article est ainsi rétabli (p. 2627).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2627).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1985] (p. 5098).

Baux portant sur les biens communs : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5098) ; *Badinter (Robert)* (p. 5099) ; *Foyer (Jean)* (p. 5099).

Délai de paiement des sommes dues par le patrimoine propre : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5098).

Double nom (usage du –) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5099).

Effets de la dissolution du mariage : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5099).

Faculté de renonciation à la communauté : *Badinter (Robert)* (p. 5099).

Discussion des articles [2 décembre 1985] (p. 5100).

Article 10 : amendement n° 1 de la commission (tendant après les mots « passés par un seul conjoint » à rédiger ainsi la fin du texte proposé pour l'article 1425 du code civil : « et sont soumises aux règles prévues pour les baux passés par l'usufruitier) ; conditions de conclusion des baux portant sur des immeubles d'habitation dépendant de la communauté ; intérêt du locataire de bonne foi : adopté ;

– article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 16 : adopté.

Article 16 *bis* : adopté.

Article 39 A : amendement n° 2 de la commission (tendant dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « non transmissible ») ; usage du double nom devant être personnel et par conséquent non transmissible : adopté ;

– article 39 A, ainsi modifié : adopté (p. 5100).

Après l'article 54 : amendement n° 3 du Gouvernement (impossibilité d'exercer la faculté d'accepter ou de renoncer à la communauté) ; suppression totale pour l'avenir de la faculté de renonciation à la communauté que les textes antérieurs à 1965 conféraient à la femme : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5101).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1985] (p. 6106).

Baux portant sur les immeubles communs : *Cacheux (Denise)* (p. 6106) ; *Badinter (Robert)* (p. 6107).

Nom patronymique : *Cacheux (Denise)* (p. 6107).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 6107).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6107).

MARINE MARCHANDE

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **7.**

MATERIEL FERROVIAIRE (industrie de).

Voir *Questions orales sans débat* **841.**

MATRA (groupe)

Avenir de Matra-Manurhin-Automatic.

Voir *Questions au Gouvernement* **1248.**

MAYOTTE

2. – Projet de loi n° 2555 relatif à **Mayotte.**

Assemblée nationale (première lecture). Rapporteur : M. François Massot (9 avril 1985).

Voir *Elections et référendums* **44, 45, 58 et 59.**

Mode de scrutin applicable à l'élection des députés à –.

Voir *Elections et référendums* **44.**

Projet de création d'un réseau fermé de T.V. vidéo.

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), techniques de la communication.

MECANIQUE (industrie)

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

MEDECINE

Conseil de santé mentale.

Voir *Santé publique* **4.**

Convention entre la sécurité sociale et les médecins.

Voir *Questions au Gouvernement* **1280.**

– du travail.

Voir *Questions au Gouvernement* **1503.**

Etudes médicales.

Voir *Professions, activités médicales* **9 et 10.**

– libérale.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **20.**

– psychiatrique.

Voir *Santé publique* **4.**
Sécurité sociale **21.**

Soins gérontologiques.

Voir *Questions au Gouvernement* **1314.**

Statut des personnels en –.

Voir *Santé publique* **4.**

Stimulateurs cardiaques.

Voir *Questions au Gouvernement* **1287.**

MEDECINS

Voir *Professions et activités médicales.*

MEDICAMENTS

Taux de remboursement des – par la sécurité sociale.

Voir *Questions au Gouvernement* **1322 et 1352.**

MER ET LITTORAL

11. – Projet de loi n° 2220 relatif aux mesures concernant, dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les **navires et engins flottants abandonnés.**

Assemblée nationale (première lecture). – Rapport n° **2606** (11 avril 1985). – Discussion le 16 avril 1985. – Adoption le 16 avril 1985. – Projet de loi n° **767.**

Sénat (première lecture), n° **248** (1984-1985, dépôt le 18 avril 1985). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du régle-

ment et d'administration générale. - Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. - Rapport n° **270** (1984-1985) (9 mai 1985). - Discussion le 9 mai 1985. - Adoption le 9 mai 1985. - Projet de loi n° **96** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2878**, dépôt le 10 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe. - Rapport n° **2807** (20 juin 1985). - Discussion le 20 juin 1985. - Adoption définitive le 20 juin 1985. - Projet de loi n° **824**.

Loi n° 85-662 du 3 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 4 juillet 1985 (p. 7502).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 avril 1985] (p. 223).

Intervention des pouvoirs publics (conditions d'-) : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 223) ; *Lengagne (Guy)* (p. 224).

Discussion des articles [16 avril 1985] (p. 224).

Article 1er *(champ d'application de la loi) :* amendement n° 1 de la commission (champ d'application de la loi) ; notion d'abandon selon qu'il s'agit d'un navire ou d'un engin ; compétence de l'autorité judiciaire en ce qui concerne le contentieux de l'indemnisation ; compétence du ministre chargé de la marine marchande pour prononcer la déchéance des droits du propriétaire du navire (p. 224) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 2 de la commission (possibilité de procéder à la réquisition des personnes et des biens en ce qui concerne le contentieux du droit à indemnité) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (compétence du ministre de la marine marchande pour prononcer la déchéance des droits du propriétaire sur le navire ou l'engin flottant abandonné) : adopté.

Article 2 *(possibilité de vendre la cargaison des navires et engins flottants abandonnés) :* amendement n° 4 de la commission (insérant les mots « la valeur de » après les mots « un privilège sur » dans la 3e phrase de cet article) ; nécessité de fixer un délai suffisamment long permettant au propriétaire de la cargaison de se faire connaître : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de la loi) :* adopté.

Article 4 *(application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) :* adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 226).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 juin 1985] (p. 1784).

Champ d'application de la loi : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1784).

Déchéance des droits du propriétaire : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1784) ; *Lengagne (Guy)* (p. 1785).

Définition de la notion d'abandon : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1784) ; *Lengagne (Guy)* (p. 1784).

Intervention du pouvoir public (conditions d') : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1784) ; *Lengagne (Guy)* (p. 1784 et 1785).

Discussion des articles [20 juin 1985] (p. 1785).

Article 1er : adopté.

Article 1er *bis* : adopté.

Article 1er *ter* : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté (p. 1785).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1785).

12. - Proposition de loi n° 2705 tendant à définir, délimiter et protéger le **domaine public maritime naturel.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 23 mai 1985 par M. Raymond Marcellin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Raymond Marcellin (5 juin 1985).

13. - Projet de loi n° 2947 relatif à **l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer. - Urgence déclarée le 14 novembre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean Lacombe (10 octobre 1985). - Rapport n° **3084** (19 novembre 1985). - Discussion le 22 novembre 1985. - Adoption le 22 novembre 1985. - Projet de loi n° **911**.

Sénat (première lecture), n° **108** (1985-1986), dépôt le 6 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Josselin de Rohan. - Rapport n° **191** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Alphonse Arzel. - Avis n° **180** (1985-1986). - Discussion le 16 décembre 1985. - Adoption le 16 décembre 1985. - Projet de loi n° **62** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3207**, dépôt le 17 décembre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 18 décembre 1985] (p. 14753).

Bureau [*J.O.* du 19 décembre 1985] (p. 14816).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean Lacombe. - Rapport n° **3228** (18 décembre 1985). - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **978**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Josselin de Rohan. - Rapport n° **244** (1985-1986) (18 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **95** (1985-1986).

Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986, publiée au *J.O.* du 4 janvier 1986 (p. 200).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 novembre 1985] (p. 4724).

Aménagement du littoral : *Lacombe (Jean)* (p. 4725).

Concession de plage : *Lacombe (Jean)* (p. 4725, 4726) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4728) ; *Guichard (Olivier)* (p. 4731) ; *Sergent (Michel)* (p. 4732).

Conservatoire du littoral : *Lacombe (Jean)* (p. 4725) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4729).

Construction navale : *Duroméa (André)* (p. 4730).

Définition du littoral : *Lacombe (Jean)* (p. 4724) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4724) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4728) ; *Guichard (Olivier)* (p. 4231).

Evolution de la législation : *Lacombe (Jean)* (p. 4725).

Importance du littoral : *Lacombe (Jean)* (p. 4724, 4727) ; *Duroméa (André)* (p. 4729).

Littoral méditerranéen : *Porelli (Vincent)* (p. 4733) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4734).

Modalités d'élaboration du projet : *Guichard (Olivier)* (p. 4731) ; *Sergent (Michel)* (p. 4732) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4734).

Pouvoirs de police des maires : *Lacombe (Jean)* (p. 4726) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4727, 4733) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4728) ; *Sergent (Michel)* (p. 4732).

Qualité des eaux : *Lacombe (Jean)* (p. 4726) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4728, 4733) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4728) ; *Sergent (Michel)* (p. 4732).

Ressources des communes du littoral : *Duroméa (André)* (p. 4730) ; *Guichard (Olivier)* (p. 4732) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4734).

Schémas de mise en valeur de la mer : *Lacombe (Jean)* (p. 4727) ; *Duroméa (André)* (p. 4730) ; *Guichard (Olivier)* (p. 4731, 4732) ; *Sergent (Michel)* (p. 4732).

Tourisme et littoral : *Lacombe (Jean)* (p. 4726) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4729) ; *Duroméa (André)* (p. 4730) ; *Guichard (Olivier)* (p. 4731) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4734).

Discussion des articles [22 novembre 1985] (p. 4734).

Avant l'article 1er : amendement n° 129 de la commission (politique spécifique menée en faveur du littoral) (p. 4734) ; sous-amendement n° 142 du Gouvernement à l'amendement n° 129 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 143 du Gouvernement à l'amendement n° 129 de la commission (tendant dans le 4e alinéa de cet amendement après les mots : « culture marine » à insérer les mots : « des activités portuaires ») ; sous-amendement n° 144 du Gouvernement à l'amendement n° 129 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 145 du Gouvernement à l'amendement n° 129 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 111 de M. André Duroméa (littoral constituant une entité géographique, économique, et sociale, nécessitant la définition et la mise en œuvre d'une politique spécifique de développement d'aménagement et de protection) ; analogie entre la loi sur le littoral et la loi sur la montagne ; nécessité de donner la priorité à la satisfaction des besoins de loisirs et de vacances à la population locale et nationale ; protection des équilibres biologiques ; innovation et recherche en matière de littoral (p. 4735) ; nécessaire équilibre entre les différentes activités économiques ; sous-amendements nos 142, 143, 144, 145 : adoptés ; amendement n° 129 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 111 : devenu sans objet ; amendement n° 112 de M. André Duroméa (création d'un conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection du littoral dénommé Conseil national du littoral) ; absence d'une structure nationale permettant de prendre en considération la globalité du fait maritime ; inopportunité de créer pour la mer un conseil national semblable à celui institué pour la montagne : rejeté.

Article 1er *(champ d'application de la loi) :* amendement n° 1 de la commission (extension à la collectivité territoriale de Mayotte du bénéfice de la loi) (p. 4736) ; conflit avec les normes locales en vigueur : adopté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adoptés ; amendement n° 137 de M. Jean Lacombe, à titre personnel (liste des communes visées à l'article 1er étant établie en Conseil d'Etat après consultation des conseils municipaux intéressés) : adopté ; amendement n° 138 de M. Jean Lacombe, à titre personnel (de conséquence) : adopté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 113 de M. André Duroméa, soutenu par M. Vincent Porelli (délimitation de six zones littorales en métropole) ; indissociabilité du littoral : rejeté ; amendement n° 114, de M. André Duroméa, soutenu par M. Vincent Porelli (institution pour chaque zone du littoral d'un comité pour le développement, l'aménagement et la protection de la zone littorale dénommé comité de rivage) (p. 4737) ; nécessité d'une création en métropole de six comités de rivage : rejeté.

Titre Ier : *aménagement et protection du littoral de la mer et des grands lacs.*

Chapitre Ier : *adaptation de certaines dispositions du code de l'urbanisme.*

Article 2 *(règles particulières de l'urbanisme applicables aux travaux, constructions et aménagement sur le littoral)* (p. 4738) : *article L. 146-1 du code de l'urbanisme* (nature et portée juridique du nouveau chapitre du code de l'urbanisme) : amendement n° 4 de la commission (application des dispositions de l'article L. 146-1 du code de l'urbanisme aux communes non riveraines des eaux visées aux 3e et 4e alinéas de l'article 1er de la dite loi) ; situation de l'arrière-pays de Saint-Nazaire ; communes non riveraines du littoral devant pouvoir bénéficier des nouvelles dispositions d'urbanisme : adopté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (tendant à la fin de la 1re phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 146-1 du code de l'urbanisme à supprimer les mots : « et en particulier » de l'article L. 146-4 ») ; *préservation* des espaces littoraux sensibles : adopté ; amendement n° 7 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 103 de M. Olivier Guichard (tendant dans le 3e alinéa du texte proposé pour l'article L. 146-1 du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « en Conseil d'Etat » les mots : « sous forme de schémas de mise en valeur de la mer ») (p. 4739) : retiré.

Après l'article L. 146-1 du code de l'urbanisme : amendement n° 8 de la commision (capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation ; coupure d'urbanisation) ; sous-amendement n° 115 de M. Duroméa, soutenu par M. Porelli à l'amendement n° 8 de la commission (tendant à compléter le 1er alinéa de cet amendement par les mots : « aux activités portuaires de transport maritime, de construction et de réparation navale ») ; définition de règles générales applicables à l'ensemble du territoire communal dans ses zones urbanisées ou à urbaniser ; volonté du groupe communiste de favoriser le maintien et le développement de toutes les activités économiques liées à la mer ; article additionnel avant l'article 1er faisant référence à l'ensemble des activités maritimes ; difficultés de faire figurer sur le plan d'occupation des sols les cultures maritimes ou les activités agricoles ; distinction entre la zone de pêche et les activités portuaires de pêche ; sous-amendement n° 115 : adopté après rectification ; amendement n° 8 ainsi modifié : adopté (p. 4740) ; *article L. 146-2 du code de l'urbanisme :* (régime de l'urbanisation dans les communes du littoral) : amendement n° 9 de la commission (extension de l'urbanisation devant se réaliser en priorité en direction de l'intérieur des terres) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant après le mot : « environnement » à supprimer la fin du 1er alinéa du paragraphe 1 du texte proposé pour l'article L 146-2 du code de l'urbanisme) ; nécessaire suppression de la disposition relative au regroupement des constructions dans les secteurs où s'est déjà développée une urbanisation diffuse ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 155 du Gouvernement (limitation des conditions d'application du paragraphe 2 aux communes riveraines de la mer et des grands lacs) ; amendement n° 130 de la commission (même objet) ; amendement n° 155 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 130 devient sans objet ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 152 du Gouvernement (plan d'occupation des sols ne pouvant prévoir de zones d'extension de l'urbanisation ne répondant pas aux conditions prévues à l'article L. 146-2 du code de l'urbanisme que si cette urbanisation est compatible avec les dispositions d'un schéma directeur, d'un schéma directeur d'aménagement régional ou d'un schéma de mise en valeur de la mer, ou, en l'absence de l'un de ces schémas, avec l'acord du représentant de l'Etat dans le départe-

ment) ; nécessaire contrôle de l'extension de l'urbanisation du littoral (p. 4741) ; adopté ; amendement n° 14 de la commission : devenu sans objet ; sous-amendement n° 117 de M. André Duroméa à l'amendement n° 14 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 15 de la commission (tendant dans le paragraphe III du texte proposé pour l'article L. 146-2 du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « 100 mètres » le mot : « minimum ») ; notion de 100 mètres minimum ; autorité compétente dans la détermination de la bande des 100 mètres ; adopté ; amendement n° 131 de la commission (tendant dans le paragraphe III du texte proposé pour l'article L. 146-2 du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « du rivage » les mots « des rives ») : retiré ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (soumission à enquête publique des travaux et aménagements réalisés dans la bande des 100 mètres quelle qu'en soit l'importance) ; sous-amendement n° 139 du Gouvernement à l'amendement n° 19 de la commission (tendant dans cet amendement à supprimer les mots : « quelle que soit leur importance ») ; dérogation exceptionnelle au principe de la protection de la bande des 100 mètres (p. 4742) ; déclenchement systématique de l'enquête publique entraînant des lourdeurs administratives embarrassant les communes concernées ; modification des seuils de déclenchement de l'enquête publique ; dimension qualitative des seuils ; sous-amendement n° 139 : adopté ; amendement n° 19, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 20 de la commission (condition dans laquelle la largeur de la bande littorale visée à l'article L. 146-2 du code de l'urbanisme peut être portée à plus de 100 mètres) ; sous-amendement n° 151 du Gouvernement à l'amendement n° 20 de la commission (tendant à compléter cet amendement par les mots : « lorsque les motifs liés à la sensibilité des milieux ou à l'érosion des côtes le jusitifient ») ; éventualité d'une extension de la bande des 100 mètres ; conditions d'une éventuelle extension de la bande des 100 mètres ; possibilités pour les régions de proposer l'élaboration de prescriptions particulières ; sous-amendement n° 151 : adopté ; amendement n° 20, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 156 du Gouvernement (application des dispositions des paragraphes II et III de l'article L. 146-2 du code de l'urbanisme aux rives des estuaires les plus importants dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat) (p. 4743) ; modalités d'évaluation des estuaires les plus importants ; rejeté ; *article L. 146-3 du code de l'urbanisme :* (accueil des installations touristiques légères ; obligation pour les documents d'urbanisme de ménager des espaces naturels entre les zones urbanisables) : amendement n° 118 de M. André Duroméa soutenu par M. Vincent Porelli (tendant dans la 1re phrase du 1er alinéa du texte proposé pour l'article L. 146-3 du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « espaces urbanisés » les mots : « et de la bande littorale de 100 mètres visée à l'article précédent ») ; aménagement de camping dans les seuls secteurs prévus au plan d'occupation des sols ; retiré ; amendement n° 21 de la commission (suppression de l'obligation pour les installations de tourisme léger de n'être réalisées que dans des secteurs prévus à cet effet dans le plan d'occupation des sols) ; amendement n° 104 de M. Olivier Guichard (même objet) ; inopportunité d'introduire une notion de jugement du Conseil d'Etat en matière de densité des installations touristiques) ; amendement n° 21 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 104 est devenu sans objet ; amendement n° 22 de la commission (de conséquence) : adopté ; *article L. 146-4 du code de l'urbanisme :* (espaces littoraux sensibles) : amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (tendant dans le 1er alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « tel que » le mot : « notamment ») ; liste des milieux pouvant constituer des espaces littoraux sensibles n'ayant pas de caractère limitatif ; adopté (p. 4744) ; amendement n° 25 de la commission (tendant dans le 1er alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « landes côtières » les mots : « les plages et lidos ») : adopté ; amendement n° 26 de la commission (tendant à compléter le 1er alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme par les mots : « et dans les départements d'outre-mer les récifs coralliens et les mangroves ») ; sous-amendement n° 140 du Gouvernement à l'amendement n° 26 de la commission (tendant dans cet amendement à supprimer les mots : « dans les départements d'outre-mer ») ; existence de nombreux récifs coralliens et de mangroves ailleurs que dans les départements d'outre-mer ; sous-amendement n° 40 : rejeté ; amendement n° 26 : adopté ; amendement n° 27 de la commission (tendant dans le 2e alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « admis » les mots : « après enquête publique suivant les modalités de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ») ; adopté ; amendement n° 28 de la commission (tendant dans le 2e alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « remise en valeur » les mots : « notamment économique pour ceux qui ont une telle vocation ») ; nécessité de ne pas interdire les possibilités de développement économique dans les espaces littoraux sensibles ») ; adopté ; amendement n° 29 de la commission tendant à compléter le 2e alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme par les mots : « à l'exclusion de tout mode d'occupation des sols de nature à compromettre la conservation ou la protection de ces espaces et milieux en tant qu'espaces naturels ») ; nature des modes d'occupation du sol admis dans les espaces littoraux sensibles ; adopté ; amendement n° 132 de la commission (réalisation des travaux ayant pour objet la conservation et la protection des espaces et milieux sensibles en tant qu'espaces naturels remarquables) (p. 4745) ; adopté ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (tendant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « ensembles boisés » le mot : « existants ») ; limitation aux parcs et ensembles boisés existant de l'obligation de classement édicté par cet article du code de l'urbanisme ; adopté ; amendement n° 32 de la commission (consultation de la commission départementale des sites sur le caractère significatif des parcs et ensembles boisés concernés) ; adopté ; *article L. 146-5 du code de l'urbanisme :* (implantation de nouvelles routes sur le littoral) : amendement n° 33 de la commission (tendant dans le 1er alinéa du texte proposé pour l'article 146-5 du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « contraintes » le mot : « impératives ») ; adopté ; amendement n° 34 de la commission (tendant dans le 3e alinéa *b* du texte proposé pour l'article L. 146-5 du code de l'urbanisme à insérer après le mot : « route » les mots : « sur les plages ») : adopté ; amendement n° 105 de M. Olivier Guichard (tendant à compléter le 3e alinéa *b* du texte proposé pour cet article L. 146-5 du code de l'urbanisme par les mots : « sauf si elle relève d'un plan prévu expressément au titre d'un schéma de mise en valeur de la mer ») ; constructions de routes en corniche pouvant être admises dans les cas où elles seraient expressément prévues par un schéma de mise en valeur de la mer ; sens de l'expression « sauf contraintes impératives liées à la configuration des lieux » (p. 4746) ; risque d'un développement du contentieux ; rejeté ; amendement n° 106 de M. Olivier Guichard (tendant à supprimer le 4e alinéa *c* du texte proposé pour l'article L. 146-5 du code de l'urbanisme) ; équipements publics ne pouvant être desservis que par des routes longeant le rivage ; dispositions visant en pratique les ports de pêche ou de plaisance ; définition juridique de la notion de rivage ; rejeté ; amendement n° 35 de la commission (consultation de la commission départementale des sites siégeant en formation de protection de la nature) ; nécessité de limiter au maximum les dérogations possibles aux prescriptions édictées par cet article du code de l'urbanisme ; adopté ; *article L. 146-6 du code de l'urbanisme :* (installation des ouvrages non soumis aux dispositions du chapitre VI du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme) : amendement n° 37 de la commission (tendant dans le texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « défense nationale » les mots : « à la sécurité civile ») ; construction de réservoirs pour la défense contre l'incendie dans les Landes : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté (p. 4747).

Après l'article 2 : amendement n° 38 de la commission (servitudes de passage le long des domaines privés maritimes) ; possibilité de déplacer l'emprise de la servitude de passage le long des domaines publics pour assurer la continuité, le cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage : adopté.

Article 3 *(servitude d'accès transversal à la mer sur les chemins privés existants)* : amendement n° 119 de M. André Duroméa (tendant dans la première phrase du texte proposé pour l'article L. 160-6-1 du code de l'urbanisme à substituer aux mots : « peut-être » le mot : « est ») ; nécessité d'instaurer systématiquement des servitudes de passage le long du domaine public maritime ; adopté ; amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (tendant à supprimer la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 160-6-1 du code de l'urbanisme) ; bâtiments à usage d'habitation étant souvent proches des voies à usage collectif : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(cessation des effets de la directive d'aménagement national à l'entrée en vigueur de la loi)* (p. 4748) : amendement n° 141 du Gouvernement (de conséquence) ; amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 141 : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 133 de la commission (association des sections régionales de conchyliculture à l'élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols) ; rôle des sections régionales de la conchyliculture : adopté.

Chapitre II : *qualité des eaux.*

Article 5 *(qualité des eaux de baignade) :* adopté.

Article 6 *(frais de contrôle des autorisations de versement) :* amendement n° 42 de la commission (tendant à rédiger ainsi le 1er alinéa de cet article : le 4e alinéa de l'article 6 de la loi du 16 décembre 1984... ») ; contrôle du respect des conditions mises à l'autorisation : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(zones et normes spécifiques de qualité des eaux)* (p. 4749) : amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 47 de la commission (conservation et reproduction des ressources de pêche) ; nécessité que le pouvoir réglementaire puisse fixer les règles concernant la conservation et la reproduction des ressources de pêche ; détermination des conditions de conservation ; adopté ; amendement n° 48 de la commission (répression de la pollution marine) (p. 4750) ; adopté ; amendement n° 49 de la commission (pollution marine ; astreinte prononcée par le juge) ; nécessité de regrouper les dispositions des articles 409 et 463 du code rural applicables à la pollution des eaux ; indemnisation des producteurs à la suite d'expéditions de coquillages suspendues à la suite d'un déséquilibre biologique des eaux ; sous-amendement n° 120 de M. André Duroméa à l'amendement n° 49 de la commission (modalités et montant de l'indemnisation des exploitants des producteurs d'animaux ou de végétaux marins dont l'activité aura été réduite ou interdite en conséquence d'une infraction à la réglementation sur la pollution marine) ; problème de l'irrecevabilité financière de ce sous-amendement (p. 4751) ; sous-amendement n° 120 : rejeté ; amendement n° 49 : adopté.

Article 8 *(équipements d'assainissement) :* amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 154 du Gouvernement (tendant dans la première phrase de cet article à substituer aux mots : « ouverte à l'urbanisation », les mots : « urbanisées ») ; délai accordé dans le cas des zones d'urbanisation futures pouvant permettre aux promoteurs de tourner la loi, les effluents étant rejetés sans système d'épuration ; amendement n° 50 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 154 du Gouvernement devient sans objet ; amendement n° 51 (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 52 de la commission (tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « à la zone » les mots : « au milieu et à la quantité des effluents ») ; nécessité d'adapter au terrain les dispositifs d'assainissement autonome ; adopté ; amendement n° 153 du Gouvernement (tendant à compléter l'article 8 par l'alinéa suivant : « en cas de condamnation pour infraction aux dispositions des articles 2 à 6 de la loi du 16 décembre 1964 susmentionnée l'exécution d'office prévue à l'article 21 de la même loi se fait aux frais et risques du maître d'ouvrage) ; amendement n° 134 de la commission (même objet) (p. 4752) ; rareté de l'établissement d'un procès-verbal en matière de pollution ; amendement n° 153 : adopté ; amendement n° 134 : devenu sans objet ;

- article 8 ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 9, chapitre III : *dispositions relatives à certaines activités exercées sur le littoral :* amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 54 de la commission (schéma de mise en valeur de la mer) ; sous-amendement n° 157 du Gouvernement à l'amendement n° 54 de la commission (tendant à la fin du deuxième alinéa de cet amendement à substituer aux mots : « et du paysage côtier » les mots : « et littoral » notion de paysage cotier ; sous amendement n° 157 : adopté ; amendement n° 54, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(maîtrise des communes sur les opérations d'aménagement touristique) :* spécificité des problèmes économiques se posant dans la région Nord - Pas-de-Calais ; suppression d'emplois ; développement économique du littoral du Nord - Pas-de-Calais ; vieillissement des chalutiers (p. 4753) ; nécessité d'un développement harmonieux et complémentaire du trafic trans-Manche dans les trois grands ports du Nord - Pas-de-Calais ; amendement n° 107 de M. Olivier Guichard (de suppression) ; inutilité de vouloir traiter des modifications substantielles de l'usage balnéaire par des conventions nouvelles ; possibilité d'une vérification de la conformité au plan d'occupation des sols ; nécessité de permettre aux communes littorales de maîtriser leur développement touristique ; amendement n° 107 : rejeté ; amendement n° 146 du Gouvernement (maîtrise des communes sur les opérations d'aménagement touristique) ; nécessité de supprimer toute confusion entre la convention imposée et les conventions de Z.A.C. et des autres instruments juridiques du droit de l'urbanisme ; adopté ;

- en conséquence cet amendement devient l'article 9.

Article 10 *(principes régissant l'accueil des bateaux de plaisance) :* amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) (p. 4754) : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(incorporation des plans d'eau accueillant les navires de plaisance et d'une bande bord à quai dans le domaine public maritime) :* amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 121 de M. André Duroméa (interdiction de tout rejet de déchets provenant des navires de plaisance dans la zone maritime comprise entre le rivage et les douze milles en mer) ; état de certains ports de plaisance durant la saison estivale ; nécessité que tous les navires classés en 1re, 2e, 3e et 4e catégories soient équipés de dispositifs d'hygiène ; amendement prévoyant des mesures difficilement applicables entre le rivage et la limite des douze milles marins : rejeté.

Article 12 *(possibilité pour les communes littorales d'être dotées d'un office du tourisme et de percevoir la taxe de séjour)* : tranfert de responsabilité en matière de police ; situation dans l'île de Noirmoutier et à Saint-Pair-en-Mer (p. 4755) ; amendement n° 58 de la commission (possibilité pour les communes littorales de créer un office de tourisme) : adopté ; amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 123 de M. André Duroméa, soutenu par M. Vincent Porelli (tarif de la taxe de séjour) ; institution d'un système péréquateur de la taxe de séjour destiné à favoriser d'une part les équipements de tourisme social et d'autre part les activités économiques liées à la mer ; nécessité d'une évolution du système de la taxe de séjour : rejeté (p. 4756) ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 124 de M. André Duroméa soutenu par M. Vincent Porelli (reversement par les communes ayant instauré une taxe dite « taxe de séjour » du cinquième du produit effectivement perçu à un fonds régional de péréquation de la taxe de séjour) ; ressources des communes du littoral ; réponse à la dégradation des rivages pouvant être trouvée grâce à la décentralisation : rejeté ; amendement n° 63 de la commission (extraction des matériaux) ; sous-amendement n° 147 du Gouvernement à l'amendement n° 63 de la commission (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant : « cette disposition ne peut toutefois compromettre l'exercice d'un service public ») ; extraction pouvant avoir des conséquences néfastes pour l'intégrité du littoral ; caractère absolu de la disposition inscrite dans l'amendement de la commission pour faire obstacle à l'entretien et à l'amélioration des chenaux d'accès à certains ports ; situation du port de Bayonne ; intégrité des plages et dunes littorales ; sous-amendement n° 147 : adopté (p. 4757) ; amendement n° 63, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 13, titre II : *gestion du domaine public maritime et réglementation des plages.*

Chapitre Ier *(gestion du domaine public maritime)* : amendement n° 64 de la commission (tendant avant l'article 13 dans l'intitulé du titre II à insérer après les mots : « domaine public maritime » les mots : « et fluvial ») ; disposition du titre II concernant également le domaine public fluvial : adopté ; amendement n° 65 de la commission (tendant avant l'article 13 dans l'intitulé du chapitre I et du titre II après les mots ; « domaine public maritime » à insérer les mots « et fluvial ») : adopté.

Article 13 *(décisions d'utilisation des zones du domaine public maritime)* : amendement du groupe communiste intégrant les étangs et lagunes salés privés du littoral au domaine public maritime ayant été déclaré irrecevable ; possibilités spéculatives offertes par les lagunes ; nécessité que tous les étangs privés soient intégrés au domaine public maritime ; amendement n° 66 de la commission (tendant dans le premier alinéa de cet article à insérer après les mots : « espace terrestre avoisinant », les mots : « et à ce titre sont coordonnées, notamment avec celles concernant les terrains avoisinant ayant vocation publique ») ; nécessité que la décision d'utilisation du domaine public maritime soit coordonnée avec la gestion des domaines acquis avoisinants ayant vocation publique (p. 4758) : adopté ; amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 68 de la commission (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « suivant les modalités de la loi n° 83-163 du 22 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ») ; amendement tendant à rappeler les modalités de la loi dite « Bouchardeau » ; démocratisation de la procédure des enquêtes publiques : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 150 de M. Balmigère, soutenu par M. Vincent Porelli (gestion des lagunes et étangs salés ou de leur portion lorsqu'ils sont propriété du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) ; rôle de l'administration des affaires maritimes ; logique de protection recouvrant la création du conservatoire du littoral ; nécessité d'une cohérence avec la loi de décentralisation ; vocation et compétence des administrateurs des affaires maritimes (p. 4759) ; nécessité de prendre en compte les intérêts des professionnels ; possibilité pour les collectivités locales de gérer le patrimoine du conservatoire du littoral : rejeté au scrutin public.

Article 14 *(délimitation du rivage)* : adopté.

Article 15 *(réglementation des exondements)* : amendement n° 69 de la commission (tendant dans le premier alinéa de cet article à insérer après les mots : « pêche maritime » les mots : « la saliculture ») rôle de l'activité salicole : adopté ;

- article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *(zones de mouillage et mouillages isolés)* : amendement n° 70 de la commission (tendant dans le 1er alinéa de cet article à insérer après les mots « zones de mouillage » les mots « et d'équipement léger ») ; nécessaire extension à l'installation des équipements légers des facilités accordées pour les zones de mouillage : adopté (p. 4760) ; amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 72 de la commission (applicabilité des dispositions de l'article 16 au domaine public fluvial) : adopté ; amendement n° 73 de la commission (tendant dans le dernier alinéa de cet article à supprimer le mot « organisés ») : adopté ; amendement n° 74 de la commission (tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots « dans le cadre de leur bassin de navigation de plaisance ») mouillages ou équipements isolés devant être installés dans les limites du bassin de navigation de plaisance des ports concernés : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(autorisation d'exploitation de cultures marines et occupation du domaine public)* : amendement n° 75 de la commission (tendant après le mot « maritime » à rédiger ainsi la fin du 1er alinéa de l'article 17 : « portuaire relevant de la compétence des collectivités territoriales, l'autorisation d'exploitation ») ; élargissement du champ d'application de l'article 17 : adopté ;

- article 17, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II : *des plages.*

Article 18 *(réglementation des plages)* (p. 4761) : amendement n° 76 de la commission (usage libre et gratuit par le public constituant la destination fondamentale des plages) : adopté ; amendement n° 135 de la commission (concession de plages étant accordées ou renouvelées après enquête publique) ; sous-amendement n° 136 de M. André Duroméa à l'amendement n° 135 de la commission (tendant dans la 2e phrase de cet amendement à substituer au mot « significatif » les mots « au moins équivalente à celle de la concession ») ; sous-amendement n° 127 de M. André Duroméa à l'amendement n° 135 de la commission (tendant dans l'avant-dernière phrase de cet amendement à supprimer les mots « dans le cas de concessions de plages artificielles ou ») ; nécessité dans les zones faisant l'objet de limitation à l'usage public de ménager entre elles les espaces suffisants ouverts au libre usage du public ; caractère ségrégatif des plages ; nécessité d'interdire les concessions nouvelles sur les plages naturelles ; problème des concessions nouvelles sur les plages artificielles ; amendement et sous-amendements contribuant à introduire une norme trop contraignante et inadaptée à la diversité des plages littorales ; sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 135 de la commission (tendant dans la deuxième phrase de cet amendement à supprimer les mots « qui ne peut être inférieur à cinq mètres ») ; sous-amendement n° 136 : rejeté ; sous-amendement du Gouvernement : rejeté ; sous-amendement n° 127 : rejeté (p. 4762) ; amendement n° 135 : adopté ; amendement n° 78 de la commission (tendant dans la 2e phrase du 3e alinéa de cet article à insérer après les mots « les clauses » les mots « des concessions et ») ; interdiction des clauses de concessions et des sous-traités d'exploitation prévoyant des clôtures : adopté ; amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 80 de la commission (de conséquence) : adopté ;

– article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *(limite de la police municipale en mer) :* adopté.

Article 20 *(police des baignades et des activités nautiques) :* amendement n° 81 de la commission (tendant après les mots : « trois cents mètres à compter de » à rédiger ainsi la fin du 1er alinéa du texte proposé pour l'article L. 131-2-1 du code des communes : « la laisse de basse mer ») ; police des baignades et des activités nautiques ; limite de la responsabilité des maires ; nécessité d'établir une limite fixe matérialisée et balisée ; inopportunité de fixer la limite de 300 mètres à partir de la laisse de basse mer ; moyen de surveillance (p. 4763) ; amendement n° 82 de la commission (pouvoirs du maire) ; sous-amendement n° 148 du Gouvernement à l'amendement n° 82 de la commission (tendant dans cet amendement à supprimer les mots « d'urgence ») ; contenu de la nouvelle police municipale spéciale instaurée dans la zone des 300 mètres ; dérogation de droit commun du contenu de l'obligation de secours du maire ; sous-amendement n° 148 : adopté ; amendement n° 82, ainsi modifié : adopté ;

– article 20, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 20 : amendement n° 83 de la commission (pouvoir de substitution du commissaire de la République) : adopté.

Article 21 *(secours et sauvetage en mer) :* amendement n° 84 de la commission (modalités d'organisation et de mise en œuvre du secours et du sauvetage en mer déterminées par des décrets en Conseil d'Etat) ; disposition faisant double emploi avec le droit existant en ce qui concerne le sauvetage en mer organisé en application de conventions internationales : adopté ;

– article 21, ainsi modifié : adopté.

Titre III : *dispositions particulières aux départements d'outre-mer.*

Avant l'article 22 : amendement n° 85 de la commission (tendant avant cet article à compléter l'intitulé du titre III par les mots « et à la collectivité territoriale de Mayotte ») : adopté (p. 4764).

Article 22 *(disposition du code de l'urbanisme propre au littoral dans les départements d'outre-mer) :* situation en Guadeloupe : cession de terrains à la société d'équipement S.O.D.E.G. ; nécessité du principe d'une protection efficace de la bande côtière ; responsabilité de l'office national des forêts ; amendement n° 86 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 156-1 du code de l'urbanisme :* (applicabilité aux départements d'outre-mer des dispositions du nouveau chapitre inséré dans le code de l'urbanisme par l'article 2 du projet de loi) ; amendement n° 87 de la commission (de conséquence) (p. 4765) : adopté ; amendement n° 88 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 156-2 du code de l'urbanisme :* (règles applicables dans les espaces proches du rivage ainsi que dans la zone dite « de 50 pas géométriques ») ; amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 91 de la commission (cas où la réserve domaniale « dite des 50 pas géométriques » n'a pas été instituée) ; amendement n° 128 de M. Ernest Moutoussamy (même objet) ; inclusion de la zone littorale des 50 pas géométriques dans le domaine public ; amendement n° 91 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 128 devient sans objet ; *article L. 156-3 du code de l'urbanisme :* (régime des terrains compris dans la zone des 50 pas géométriques) : amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4766) ; amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 *(application aux départements d'outre-mer de la loi n° 63-178 du 28 novembre 1963 relative au domaine public maritime)* : amendement n° 95 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 96 de la commission (application de la loi à la collectivité territoriale de Mayotte) : adopté ;

– article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *(domanialité publique de la zone comprise entre la limite du rivage de la mer et la limite supérieure de la zone des 50 pas géométriques)* : amendement n° 97 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 99 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 *(possibilité de cession aux communes de certains terrains de la zone des 50 pas géométriques) :* amendement n° 100 de la commission (tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « l'article L. 89 du code du domaine de l'Etat est remplacé par les dispositions suivantes ») (p. 4767) ; adopté ; amendement n° 101 de la commission (opérations d'aménagement conformes au code de l'urbanisme dans les secteurs classés en zones urbaines par un plan d'occupation des sols opposable aux tiers) ; notion de programmes d'aménagement ; disparition de la notion de priorité de la commune : adopté ;

– article 25, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 149 du Gouvernement (pouvoir du commissaire de la République de prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application de la présente loi) ; nécessité de compléter la législation sur les installations classées ; adopté ; amendement n° 102 de la commission (obligation pour le Gouvernement de déposer chaque année devant le Parlement un rapport sur l'application de la présente loi) (p. 4768) ; sort d'un amendement de M. André Duroméa proposé à la commission ; amendement n° 102 : adopté après rectification (p. 4769).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4769).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [19 décembre 1985] (p. 6409).

Accès du public au rivage : *Lengagne (Guy)* (p. 6410).

Accord de la commission mixte paritaire : *Lacombe (Jean)* (p. 6409).

Concessions de plage : *Lacombe (Jean)* (p. 6409).

Consultation des élus locaux : *Lengagne (Guy)* (p. 6410).

Equipements d'assainissement : *Lacombe (Jean)* (p. 6410).

Espaces urbanisés (prise en compte des –) : *Lacombe (Jean)* (p. 6410).

Extractions de matériaux dans la zone littorale : *Lacombe (Jean)* (p. 6410).

Liste des espaces et milieux sensibles à protéger : *Lacombe (Jean)* (p. 6410).

Responsabilité de l'Etat : *Lengagne (Guy)* (p. 6411).

Textes d'application nécessaires à l'établissement des schémas de mise en valeur de la mer (non-publication des –) : *Lacombe (Jean)* (p. 6409, 6410) ; *Lengagne (Guy)* (p. 6411).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 6411 à 6415).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6415).

Voir *Traités et conventions* **169.**

METEOROLOGIE

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

METRO (sécurité dans le –)

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

MEXIQUE

Tremblement de terre à Mexico.

Voir *Questions au Gouvernement* **1361.**

MILITAIRES

Carrière des -.

Voir *Armées* **2.**

Deuxième carrière des -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1494.**

Formation civique des cadres de la défense.

Voir *Questions orales sans débat* **822.**

Retraite des -.

Voir *Emploi et activité* **7.**

MINERAIS ET METAUX

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

Alliage aluminium-lithium.

Voir *Questions orales sans débat* **857.**

Entreprise Unimétal.

Voir *Questions orales sans débat* **878.**

MINES ET CARRIERES

6. - Proposition de loi n° 2928 tendant à valoriser le sel produit par les **mines de potasse d'Alsace.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 25 juillet 1985 par Mme Colette Goeuriot et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : Mme Colette Goeuriot (24 octobre 1985).

MINEURS (protection sociale des -)

Voir *Questions au Gouvernement* **1270, 1386.**
Sécurité sociale **23.**

MINIMUM SOCIAL GARANTI

Voir *Déclarations du Gouvernement* **20.**

MINISTERES (structures)

- des finances.

Voir *Questions au Gouvernement* **1279.**

MINISTRES

Déménagement du ministère des finances.

Voir *Questions au Gouvernement* **1465.**

MINISTRES PLENIPOTENTIAIRES

Intégration dans le corps des - de fonctionnaires ayant exercé des fonctions de chef de mission diplomatique.

Voir *Sécurité sociale* **23** (article 9).

MODES DE SCRUTIN

Représentation proportionnelle.

Voir *Questions au Gouvernement* **1515.**

MŒURS

3. - Proposition de loi n° 1787 visant à la **réglementation des établissements de spectacles à caractère pornographique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Jean-Marie Caro, remplacé par M. Jean Foyer (11 avril 1985).

MOLOISE (Benjamin)

Son exécution.

Voir *Afrique du Sud.*
Questions au Gouvernement **1397.**

MONETIQUE

Voir *Questions au Gouvernement* **1371.**

MONS-EN-BARŒUL

Voir *Questions au Gouvernement* **1286.**

MONTAGNE

Application de la loi.

Voir *Questions au Gouvernement* **1506.**

MORT (médicalisation de la -)

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

MOTIONS DE CENSURE

15. - Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Claude Gaudin, Claude Labbé et cinquante-quatre membres de l'Assemblée nationale, le 19 avril 1985.

Discussion [23 avril 1985] (p. 298).

Accord de Gouvernement R.P.R.-U.D.F. : *Billardon (André)* (p. 309).

Circonscriptions électorales : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 299) ; *Billardon (André)* (p. 308) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310).

Cohabitation : *Billardon (André)* (p. 307).

Communication (politique de la -) : *Toubon (Jacques)* (p. 305).

Cumul des mandats : *Brunhes (Jacques)* (p. 302).

Dissolution (droit de -) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 300) ; *Billardon (André)* (p. 308).

Droits des citoyens : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 299-300) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 301-302) ; *Toubon (Jacques)* (p. 303).

Droits du Parlement (extension des -) : *Brunhes (Jacques)* (p. 301).

Engagements des socialistes en faveur de la représentation proportionnelle : *Toubon (Jacques)* (p. 303) ; *Billardon (André)* (p. 308) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310).

Extrême-droite : *Toubon (Jacques)* (p. 303) ; *Billardon (André)* (p. 309).

Instabilité gouvernementale : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 299) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 301) ; *Toubon (Jacques)* (p. 303) ; *Billardon (André)* (p. 307-308) ; *Fabius (Laurent)* (p. 311).

Institutions de la Ve République (influence du scrutin proportionnel sur les -) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 298-300) ; *Toubon (Jacques)* (p. 304) ; *Fabius (Laurent)* (p. 312) ; *Millon (Charles)* (p. 314) ; *Hage (Georges)* (p. 315) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 317 ; *Bêche (Guy)* (p. 320).

Objectifs de la réforme électorale : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 298) ; *Millon (Charles)* (p. 314) ; *Hage (Georges)* (p. 316) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 317).

Objet de la motion de censure : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 301) ; *Toubon (Jacques)* (p. 302) ; *Bêche (Guy)* (p. 321).

Obstruction parlementaire : *Billardon (André)* (p. 306).

Partis politiques (pouvoirs des -) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 299) ; *Toubon (Jacques)* (p. 302) ; *Millon (Charles)* (p. 314) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 317).

Politique sociale : *Toubon (Jacques)* (p. 305) ; *Billardon (André)* (p. 307).

Président de la République (rôle du - dans le choix du mode de scrutin) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 298) ; *Toubon (Jacques)* (p. 304) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 317, 318).

Président de la République (situation institutionnelle du -) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 300) ; *Billardon (André)* (p. 307) ; *Fabius (Laurent)* (p. 311).

Propositions du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 301).

Référendum : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 299 ; *Toubon (Jacques)* (p. 303) ; *Billardon (André)* (p. 308) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310, 311).

Réforme électorale (modalités d'adoption de la -) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 299) ; *Toubon (Jacques)* (p. 303) ; *Billardon (André)* (p. 308) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310-311).

Répartition des restes : *Brunhes (Jacques)* (p. 302) ; *Hage (Georges)* (p. 316).

Scrutin majoritaire (attachement de la droite au -) : *Brunhes (Jacques)* (p. 301).

Scrutin majoritaire (avantages du -) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 299-300) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 301) ; *Billardon (André)* (p. 308).

Scrutin majoritaire (inégalité de représentation du -) : *Brunhes (Jacques)* (p. 301) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310) ; *Hage (Georges)* (p. 315).

Scrutin proportionnel (avantages du -) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 299) ; *Hage (Georges)* (p. 315).

Sécurité : *Toubon (Jacques)* (p. 305).

Situation économique : *Brunhes (Jacques)* (p. 302) ; *Toubon (Jacques)* (p. 304) ; *Billardon (André)* (p. 306-307-309) ; *Fabius (Laurent)* (p. 309-310) ; *Millon (Charles)* (p. 314) ; *Bêche (Guy)* (p. 319).

Explications de vote (p. 314).

Accord de Gouvernement R.P.R.-U.D.F. : *Bêche (Guy)* (p. 321).

Attitude de la droite : *Bêche (Guy)* (p. 318-319).

Cohabitation : *Bêche (Guy)* (p. 321).

Désistement : *Hage (Georges)* (p. 315).

Droits des citoyens : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 317).

Droits du Parlement (extension des -) : *Hage (Georges)* (p. 316).

Engagement des socialistes en faveur de la proportionnelle : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 317-318) ; *Bêche (Guy)* (p. 320).

Extrême-droite : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 318).

Instabilité gouvernementale : *Millon (Charles)* (p. 314) ; *Bêche (Guy)* (p. 320).

Institutions de la Ve République (influence du scrutin proportionnel sur les -) : *Millon (Charles)* (p. 314) ; *Hage (Georges)* (p. 315) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 317) ; *Bêche (Guy)* (p. 320).

Vote de la motion de censure par le groupe R.P.R. : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 318).

Rejet de la motion de censure au scrutin public (p. 321).

MOTIVATION DES ACTES JURIDIQUES

Voir *Sécurité sociale* **23.**

MOULINEX (société -)

Voir *Questions orales sans débat* **849.**

MUSEES

Plans reliefs des Invalides.

Voir *Questions orales sans débat* **916.**

Protection des -.

Voir *Questions orales sans débat* **905.**

Transfert à Lille du musée des plans reliefs.

Voir *Questions au Gouvernement* **1469.**

MUSIQUE

Œuvres musicales de la période révolutionnaire.

Voir *Questions orales sans débat* **871.**

MUTUALISME

Voir *Economie sociale* **2.**

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

4. - Proposition de loi n° 2777 tendant à ouvrir le **droit à la retraite à partir de soixante ans aux non-salariés agricoles** relevant du régime agricole.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 juin 1985 par M. André Soury et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - Projet de loi n° 3038 relatif à l'**abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite** des personnes non salariées des professions agricoles.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture. - Urgence déclarée le 27 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Jean Giovanelli (14 novembre 1985). - Rapport n° **3137** (28 novembre 1985). - Discussion le 5 décembre 1985. - Adoption le 5 décembre 1985. - Projet de loi n° **940.**

Sénat (première lecture), n° **163** (1985-1986). - Dépôt le 9 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jacques Machet. - Rapport n° 207 (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Rejet le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **89** (1985-1986).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J.O.* du 21 décembre 1985] (p. 14993). - Bureau [*J.O.* du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Jean Giovanelli. - Rapport n° **3305** (21 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Jacques Machet. - Rapport n° **272** (1985-1986) (21 décembre 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3284.** - Dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean Giovanelli. - Rapport n° **3307** (21 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **1004.**

Sénat (deuxième lecture), n° **279** (1985-1986). - Dépôt le 21 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jacques Machet. - Rapport n° **282** (1985-1986) (22 décembre 1985). - Discussion le 22 décembre 1985. - Rejet le 22 décembre 1985. - Projet de loi n° **109** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3319.** - Dépôt le 22 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean Giovanelli. - Rapport n° **3321** (22 décembre 1985). - Discussion le 22 décembre 1985). - Adoption définitive le 22 décembre 1985. - Projet de loi n° **1009.**

Loi n° 86-19 du 6 janvier 1986, publiée au *J.O.* du 8 janvier 1986 (p. 386).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 décembre 1985] (p. 5348).

Calcul du montant de la retraite : *Giovannelli (Jean)* (p. 5350) ; *de Gastines (Henri)* (p. 5362) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5367, 5368) ; *Nallet (Henri)* (p. 5368).

Conjoints (situation des -) : *Giovannelli (Jean)* (p. 5350) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5354, 5355) ; *André (René)* (p. 5356, 5357) ; *de Gastines (Henri)* (p. 5362) ; *Proriol (Jean)* (p. 5363) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5365) ; *Vadepied (Guy)* (p. 5366) ; *Nallet (Henri)* (p. 5370).

E.A.R.L. (situation des -) : *Giovannelli (Jean)* (p. 5350) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5354) ; *Vadepied (Guy)* (p. 5366).

Financement du projet : *Giovannelli (Jean)* (p. 5349, 5350) ; *Nallet (Henri)* (p. 5352, 5353, 5369) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5353, 5354) ; *André (René)* (p. 5355, 5356, 5369) ; *Couillet (Michel)* (p. 5358, 5359) ; *Brocard (Jean)* (p. 5360) ; *Proriol (Jean)* (p. 5363, 5364) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5366) ; *Vadepied (Guy)* (p. 5366) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5368).

Fonds national de solidarité : *André (René)* (p. 5357) ; *de Gastines (Henri)* (p. 5363).

Harmonisation avec le régime général : *Giovannelli (Jean)* (p. 5349, 5350, 5351) ; *Nallet (Henri)* (p. 5351, 5352, 5370) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5354) ; *André (René)* (p. 5355) ; *Couillet (Michel)* (p. 5357) ; *Brocard (Jean)* (p. 5360) ; *Valroff (Jean)* (p. 5361) ; *de Gastines (Henri)* (p. 5362) ; *Proriol (Jean)* (p. 5363) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5365) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5367).

Limitation du cumul emploi-retraite : *Giovannelli (Jean)* (p. 5349, 5350) ; *Nallet (Henri)* (p. 5351, 5352, 5369, 5370) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5354) ; *André (René)* (p. 5355, 5356, 5357, 5361) ; *Couillet (Michel)* (p. 5358) ; *Brocard (Jean)* (p. 5360) ; *Valroff (Jean)* (p. 5361) ; *Proriol (Jean)* (p. 5363) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5364) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5365) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5365) ; *Vadepied (Guy)* (p. 5366, 5367) ; *Laborde (Jean)* (p. 5366) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5368).

Montagne (situation des agriculteurs dans les zones de -) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5354) ; *Brocard (Jean)* (p. 5360) ; *Valroff (Jean)* (p. 5361).

Nombre de personnes concernées : *Giovannelli (Jean)* (p. 5349, 5350) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5354) ; *Nallet (Henri)* (p. 5368).

Objet social de la réforme : *Giovannelli (Jean)* (p. 5348) ; *Nallet (Henri)* (p. 5351, 5353) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5353) ; *Couillet (Michel)* (p. 5357) ; *Brocard (Jean)* (p. 5359) ; *Valroff (Jean)* (p. 5362) ; *Laborde (Jean)* (p. 5367) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5367).

Pension de réversion : *Giovannelli (Jean)* (p. 5350) ; *Nallet (Henri)* (p. 5369).

Revalorisation des pensions agricoles : *Giovannelli (Jean)* (p. 5348) ; *Nallet (Henri)* (p. 5351) ; *André (René)* (p. 5356) ; *Couillet (Michel)* (p. 5358) ; *Proriol (Jean)* (p. 5363) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5354) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5366).

Structure démographique dans l'agriculture : *Giovannelli (Jean)* (p. 5349, 5351, 5355) ; *Couillet (Michel)* (p. 5359) ; *Valroff (Jean)* (p. 5361) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5364) ; *Vadepied (Guy)* (p. 5366).

Discussion des articles [5 décembre 1985] (p. 5370, 5378).

Titre Ier : *modification de dispositions du code rural.*

Article 1er *(abaissement de l'âge de la retraite)* (p. 5370) : application de la législation relative à la flexibilité du travail à l'agriculture ; âge auquel le droit à la retraite est ouvert ; situation du conjoint du chef d'exploitation ; rôle des femmes agricultrices ; manque d'équipements dans les zones rurales ; nécessité pour le petit agriculteur de continuer à exploiter sa petite propriété ; projet écartant les femmes de son champ d'application (p. 5371) ; situation dans les zones de montagne ; statut des femmes d'exploitants ; caractère incomplet de la cessation d'activité ; amendement n° 1 de la commission (tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « sont insérés dans le paragraphe 2, de la section 1 du chapitre IV, du titre II du livre VII du code rural avant l'article 1121, les dispositions suivantes ») : adopté (p. 5372) ; amendement n° 2 de la commission (tendant, à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 1120-1 du code rural, à supprimer les mots : « à condition que soient remplies les conditions fixées par le présent chapitre ») ; droit à pension n'étant subordonné qu'à une condition d'âge : adopté ; amendement n° 3 de la commission (tendant, dans le texte proposé pour l'article 1122 du code rural, après la référence : « au *c* », à insérer la référence : « et au *e* ») : adopté ; amendement n° 4 de la commission (tendant à compléter le texte proposé pour l'article 1122 du code rural par les mots : « dans des conditions fixées par décret ») : adopté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(calcul du montant de la retraite)* (p. 5378) : imposition sur les bénéfices agricoles des E.A.R.L. constituées par des associés exploitants membres d'une même famille ; nécessité de favoriser les conjoints d'exploitants qui se trouveraient dans la situation d'associés d'exploitants d'E.A.R.L. ; minoration du montant de la retraite proportionnelle acquise par un chef d'exploitation demandant sa retraite avant soixante-cinq ans sans justifier pour autant de 150 trimestres d'activité ; modalités d'acquisition de la retraite proportionnelle ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 54 de M. Jean Giovannelli, à titre personnel (dispositions particulières applicables aux associés actifs constituant une exploitation agricole à responsabilité limitée) (p. 5379) ; nécessité de favoriser la constitution d'E.A.R.L. ; nécessité de reconnaître au conjoint de l'exploitant agricole, ainsi qu'aux autres membres de sa famille qui deviendraient associés actifs de l'E.A.R.L., des droits personnels à la retraite proportionnelle ; assiette des cotisations : adopté ; amendement n° 7 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 53 du Gouvernement (mise en œuvre de la proratisation à 37,5 ans) ; vote hostile du groupe communiste : adopté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(droit dérivé ouvert au conjoint du chef d'exploitation à titre principal)* (p. 5380) : injustice consistant à écarter les épouses des exploitants du bénéfice de la retraite ; exode rural ; nécessité de faire bénéficier les veuves de chefs d'exploitation d'une mesure s'appliquant dans le régime des salariés et dans les régimes alignés ; amendement n° 9 de la commission (tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1122 du code rural, à supprimer les mots : « qui a satisfait à toutes les prescriptions du présent chapitre ») ; nécessité de supprimer les dispositions précisant que le droit à réversion est ouvert en cas de décès du chef d'exploitation qui a satisfait à toutes les prescriptions du présent chapitre : adopté ; amendement n° 10 de la commission (condition d'ouverture de la pension de réversion) ; nécessité d'officialiser une circulaire permettant de verser un complément différentiel dans le cas où l'avantage personnel est d'un montant inférieur à la pension de réversion susceptible d'être accordée : adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 1122 du code rural, à insérer après le mot : « pension », les mots : « de retraite ») ; conditions d'attribution et de calcul de la pension de réversion du conjoint survivant et du chef d'exploitation ; droits propres du conjoint survivant continuant l'exploitation : adopté ;

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 12 de la commission (cas où la pension de réversion est servie sous forme de complément différentiel) (p. 5381) : adopté.

Article 4 *(droit propre du conjoint et des membres de la famille) :* adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 5 *(coordination) :* droit des épouses des exploitants agricoles ; amendement n° 14 de la commission (tendant à compléter le 2e alinéa du paragraphe 1 de cet article par les mots : « et éventuellement à leurs ayants droit ») ; imprécision de la notion d'ayants droit : adopté ; amendement n° 15 de la commission (tendant, dans le dernier alinéa [2°] du paragraphe I de cet article, après le mot : « retraite », à insérer les mots : « ou de réversion ») (p. 5382) : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (tendant, à la fin du paragraphe III de cet article, à substituer aux mots : « article 1122, premier alinéa », les mots : « articles 1122, premier alinéa, et 1121-1, deuxième alinéa ») : adopté ;

– article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(suppression de l'exonération de la cotisation individuelle) :* adopté.

Article 7 *(inaptitude au travail) :* appréciation de l'inaptitude au travail ; suspension du service d'une pension de retraite attribuée au titre de l'inaptitude au travail ; versement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité (p. 5383) ; situation des fermiers et métayers ;

– article 7 : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 18 de la commission (tendant, après l'article 7, à insérer l'article suivant : « A l'article 1142-11 du code rural, la référence " 1122-4 " est supprimée ») ; article du code n'étant pas applicable à l'assurance vieillesse des non-salariés agricoles des départements d'outre-mer : adopté.

Titre II : *limitation des possibilités de cumul entre pension de retraite et revenus d'activité.*

Article 8 *(réglementation des cumuls) :* possibilité pour le preneur remplissant les conditions d'attribution de l'I.A.D. de résilier le bail à la fin d'une des périodes annuelles de ce bail suivant la date à laquelle il aura atteint l'âge requis ; nécessité que le fermier ou le métayer puisse résilier son bail avec un préavis n'excédant pas douze mois ; condition de cessation d'activité des agriculteurs ; niveau moyen des retraites en agriculture (p. 5384) ; nécessité pour les petits agriculteurs d'obtenir un avancement des droits à bénéficier des versements du fonds national de solidarité ; relation des organisations syndicales agricoles avec les agriculteurs ; amendement n° 20 de la commission (tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de cet article par les mots : « ou d'une pension de vieillesse liquidée postérieurement au 30 juin 1984 dans un des régimes énumérés à l'article 12 de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 portant diverses dispositions d'ordre social ») : adopté ; amendement n° 56 du Gouvernement (superficie dont un agriculteur est autorisé à poursuivre l'exploitation et la mise en valeur sans que cela fasse obstacle au service des prestations de l'assurance vieillesse liquidée par un régime obligatoire dans la limite maximale du cinqième de la surface minimale d'installation) : adopté ;

– article 8, ainsi modifié : adopté (p. 5385).

Après l'article 8 : amendement n° 48 de M. René André (possibilité, pour le preneur, de résilier son bail avec un préavis n'excédant pas douze mois) ; sous-amendement n° 55 du Gouvernement à l'amendement n° 48 de M. René André (tendant, dans le paragraphe I de cet amendement, après les mots : « à l'article 1120-1 », à insérer les mots : « et à l'article 1120-2 ») ; preneur remplissant les conditions d'attribution de l'I.A.D. et de l'I.V.D. pouvant, par dérogation à l'article L. 411-5, résilier le bail à la fin d'une des périodes annuelles de ce bail, suivant la date à laquelle il aura atteint l'âge requis ; nécessité de prendre en considération les retraites pour inaptitude ; sous-amendement n° 55 : adopté ; amendement n° 48, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(dérogation à la réglementation des cumuls) :* adopté.

Titre III : *contribution de solidarité.*

Article 10 *(conditions d'assujettissement à contribution de solidarité)* (p. 5386) : droit à la pension d'invalidité pour les agricultrices ; rôle des femmes dans l'agriculture ; imperfection de l'assiette du revenu cadastral ; amendement n° 23 de la commission (tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « janvier 1986 », à insérer les mots : « et jusqu'au 31 décembre 1990 ») ; limitation dans le temps du versement de la contribution de solidarité : retiré ; amendement n° 24 de la commission (de précision) : adopté ;

– article 10, ainsi modifié : adopté (p. 5387).

Article 11 *(caisse chargée du recouvrement) :* adopté (p. 5387).

Article 12 *(obligation de déclaration, pénalités et majorations de retard)* (p. 5387) : adopté.

Article 13 *(exonération en cas de suspension des services de la pension) :* adopté.

Titre IV : *dispositions relatives au fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.*

Article 14 *(reconduction du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles) :* amendements identiques n° 49 de M. René André et n° 52 de M. Augustin Bonrepaux (tendant, à la fin de l'article 14, à substituer à la date : « 31 décembre 1986 », la date : « 31 décembre 1989 ») ; nécessité que la prorogation du F.A.S.A.S.A. intervienne jusqu'au 1er janvier 1990 : retirés ;

– article 14 : adopté.

Article 15 *(conditions d'attribution de l'indemnité annuelle de départ et de l'indemnité viagère de départ) ;* complément de retraite (p. 5388) : adopté.

Titre V : *dispositions diverses.*

Article 16 *(coordination) :* adopté (p. 5389).

Explications de vote (p. 5389).

Abstention du groupe communiste : *Couillet (Michel)* (p. 5390).

Abstention du groupe R.P.R. : *André (René)* (p. 5389).

Abstention du groupe U.D.F. : *Gengenwin (Germain)* (p. 5389).

Conjoints des exploitants agricoles (situation des –) : *Gengenwin (Germain)* (p. 5389) ; *André (René)* (p. 5389) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5389).

Cumul de la retraite (modalités de –) : *Couillet (Michel)* (p. 5390).

Fonds national de solidarité : *Gengenwin (Germain)* (p. 5389) ; *André (René)* (p. 5389).

Limitation des cumuls entre une retraite et une activité : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5389).

Objet social de la réforme : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5389).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 5390).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1985] (p. 6631).

Coefficients de minoration (application des –) : *Giovannelli (Jean)* (p. 6631).

Compensation démographique : *Blanc (Jacques)* (p. 6632).

Contribution de solidarité (institution d'une –) : *Giovannelli (Jean)* (p. 6631).

Cumul d'une pension de retraite et d'un revenu d'activité : *Giovannelli (Jean)* (p. 6631) ; *Blanc (Jacques)* (p. 6632).

Harmonisation des retraites (coût de l' –) : *Giovannelli (Jean)* (p. 6631).

Régimes agricoles de prestations sociales (contrainte pesant sur les –) : *Franceschi (Joseph)* (p. 6633).

Revalorisation des retraites : *Giovannelli (Jean)* (p. 6631) ; *Blanc (Jacques)* (p. 6632) ; *Gaubert (Jean)* (p. 6633).

Discussion des articles [21 décembre 1985] (p. 6633).

Article 1er : adopté.

Article 2 (p. 6633) : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 3 *bis* : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 4 *bis* : adopté.

Article 5 : amendement n° 8 du Gouvernement (supprimant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe 1er de cet article, les mots : « et, éventuellement à leurs ayants droit ») ; droits éventuels à pension de réversion des conjoints survivants des assurés ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (insérant dans le dernier alinéa [2°] du paragraphe 1 de cet article, après le mot : « retraite », les mots : « ou de réversion ») : devenu sans objet (p. 6634) ;

– article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 7 *bis* : adopté.

Article 8 : amendement n° 9 du Gouvernement (complétant le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « cette condition cesse d'être appliquée à compter du 31 décembre 1990 ») ; conditions des cessations d'activité ; adopté ; amendement n° 3 de la commission (fixation de la surface minimum d'installation) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *bis* : amendement n° 4 de la commission (de suppression) ; conditions de résiliation des baux ruraux (p. 6635) : adopté ;

- article 8 *bis* : supprimé.

Article 9 : adopté.

Article 10 : amendement n° 5 de la commission (insérant dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « janvier 1986 », les mots : « et jusqu'au 31 décembre 1990 ») : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 13 : adopté.

Article 14 : amendement n° 6 de la commission (substituant à la fin de cet article à la date : « 31 décembre 1986 », la date : « 31 décembre 1989 ») (p. 6636) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : adopté.

Après l'article 16 : amendement n° 7 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 1 du Gouvernement (précisant que l'Office national interprofessionnel des céréales est un établissement public à caractère industriel et commercial) ; organisation des marchés céréaliers ; rôle de l'O.N.I.C. : adopté (p. 6637).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6637).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [22 décembre 1985] (p. 6659).

Droits nouveaux pour les agriculteurs : *Nallet (Henri)* (p. 6659).

Echec de la commission mixte paritaire : *Frachon (Martine)* (p. 6662).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6662).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6662).

MUTUELLES - SOCIETES

1. - Projet de loi n° 2652 portant réforme du **code de la mutualité.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean Le Gars. - Rapport n° **2691** (21 mai 1985). - Discussion le 28 mai 1985. - Adoption le 28 mai 1985. - Projet de loi n° **794.**

Sénat (première lecture) n° **326** (1984-1985). - Dépôt le 31 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean Chérioux. - Rapport : n° **351** [1984-1985] (11 juin 1985). - Discussion le 19 juin 1985. - Adoption le 19 juin 1985. - Projet de loi n° **128** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2804.** - Dépôt le 20 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean Le Gars. - Rapport n° **2813** (20 juin 1985). - Discussion le 24 juin 1985. - Adoption avec modifications le 24 juin 1985. - Projet de loi n° **831.**

Sénat (deuxième lecture) n° **414** (1984-1985). - Dépôt le 25 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean Chérioux. - Rapport : n° **417** [1984-1985] (25 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption avec modifications le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **157** (1984-1985).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 28 juin 1985] (p. 7179). - Bureau [*J.O.* du 28 juin 1985] (p. 7179).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Jean Le Gars. - Rapport n° **2860** (27 juin 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Jean Chérioux. - Rapport : n° **441** [1984-1985] (28 juin 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2851.** - Dépôt le 26 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean Le Gars. - Rapport n° **2765** (28 juin 1985). - Discussion le 28 juin 1985. - Adoption avec modifications le 28 juin 1985. - Projet de loi n° **855.**

Sénat (troisième lecture) n° **449** (1984-1985). - Dépôt le 29 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean Chérioux. - Rapport n° **450** [1984-1985] (29 juin 1985). - Discussion le 29 juin 1985. - Adoption avec modifications le 29 juin 1985. - Projet de loi n° **172** (1984-1985).

Assemblée nationale (quatrième lecture) n° **2881.** - Dépôt le 29 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean Le Gars. - Rapport n° **2885** (29 juin 1985). - Discussion le 29 juin 1985. - Adoption définitive le 29 juin 1985. - Projet de loi n° **885.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). - Décision le 24 juillet 1985 (*J.O.* du 26 juillet 1985) (p. 8511). - Conforme en totalité.

Loi n° 85-773 du 25 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 26 juillet 1985 (p. 8483). - Rectificatif [*J.O.* du 31 décembre 1985] (p. 15516).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [28 mai 1985] (p. 1184, 1198).

Administrateurs des mutuelles : *Le Gars (Jean)* (p. 1184-1185) ; *Dollo (Yves)* (p. 1191) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1200, 1201) ; *Mauger (Pierre)* (p. 1202) ; *Lareng (Louis)* (p. 1203).

Appellations liées à la mutualité : *Le Gars (Jean)* (p. 1184-1185) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1199, 1200) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1200) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 1201) ; *Mauger (Pierre)* (p. 1202) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1205).

Assurances (absence d'un monopole mutualiste sur la couverture sociale complémentaire) : *Chomat (Paul)* (p. 1189-1190) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1192) ; *Hage (Georges)* (p. 1194) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 1195) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1199) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1201) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 1201) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 1202-1203) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1204).

Capacités civiles des mutuelles : *Le Gars (Jean)* (p. 1184) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1186) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1189) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1191) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1199) ; *Mauger (Pierre)* (p. 1202).

Champ d'intervention des mutuelles : *Le Gars (Jean)* (p. 1184-1185) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1186-1187) ; *Esmonin (Jean)* (p. 1188) ; *Pinard (Joseph)* (p. 1191) ; *Dollo (Yves)* (p. 1191) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1192-1193) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 1195) ; *Pinte (Etienne))* (p. 1198, 1199, 1200) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1201) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 1201) ; *Mauger (Pierre)* (p. 1202).

Conventionnement entre diverses sociétés mutuelles : *Montergnole (Bernard)* (p. 1201).

Critiques adressées aux mutuelles : *Pinard (Joseph)* (p. 1190).

Droit de propriété : *Pinte (Etienne)* ; (p. 1199-1200).

Gestion financière des mutuelles : *Le Gars (Jean)* (p. 1185) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1186-1205) ; *Esmonin (Jean)* (p. 1188).

Historique de la mutualité : *Dufoix (Georgina)* (p. 1186) ; *Pinard (Joseph)* (p. 1190) ; *Hage (Georges)* (p. 1193) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 1194) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1199) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1200) ; *Lareng (Louis)* (p. 1203).

Poids de la mutualité : Le Gars (Jean) (p. 1184-1186) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1186-1205) ; *Esmonin (Jean)* (p. 1187) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1188) ; *Dollo (Yves)* (p. 1191) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1191-1192) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1200) ; *Mauger (Pierre)* (p. 1202).

Principes de la mutualité : *Le Gars (Jean)* (p. 1184) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1187) ; *Hage (Georges)* (p. 1194) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1200) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 1202).

Rapport Morisot : *Le Gars (Jean)* (p. 1184-1185) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1192).

Rapport du comité d'entreprise de la mutualité d'entreprise : *Le Gars (Jean)* (p. 1185) ; *Esmonin (Jean)* (p. 1188) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1189) ; *Hage (Georges)* (p. 1194) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1199) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1205).

Relations entre la mutualité et la sécurité sociale : *Pinard (Joseph)* (p. 1190-1191) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 1194-1195) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1204).

Représentation du personnel des mutuelles : *Le Gars (Jean)* (p. 1185) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1186) ; *Dollo (Yves)* (p. 1191).

Tutelle sur les sociétés mutualistes : *Le Gars (Jean)* (p. 1184-1185) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1186-1204)) ; *Esmonin (Jean)* (p. 1188) ; *Dollo (Yves)* (p. 1191) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1191) ; *Hage (Georges)* (p. 1194) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 1203) ; *Lareng (Louis)* (p. 1203).

Discussion des articles [28 mai 1985] (p. 1205-1221).

Livre Ier : *objet et règles générales de fonctionnement des mutuelles.*

Titre Ier : *objet.*

Chapitre unique : *article L. 111-1 (définition des mutuelles).*

Article Ier *(code de la mutualité)* : amendement n° 46 de M. Georges Hage (exclusivité mutualiste pour la couverture complémentaire des risques maladie, maternité, invalidité et décès des régimes obligatoires de sécurité sociale) ; avantages d'un éventuel monopole des mutuelles ; constitutionnalité du monopole ; incompatibilité du monopole avec le Traité de Rome ; liberté de l'acte mutualiste ; satellisation du mouvement mutualiste ; rejeté au scrutin public (p. 1206) ; *article L. 111-2 du code de la mutualité* (obligation de se constituer sous forme de mutuelle) : amendement n° 13 de la commission (exception à l'obligation de se constituer sous forme de mutuelle) ; sous-amendement n° 47 de M. Georges Hage (tendant à supprimer le deuxième alinéa (a) de cet amendement) ; élargissement de la couverture complémentaire au détriment de la protection sociale obligatoire ; intervention des assurances conduisant à la sélection des risques ; équilibre actuel entre les mutuelles et les assurances ; pratique du groupe ouest-allemand D.K.V. ; situation aux Etats-Unis (p. 1207) ; pouvoir attractif du mouvement mutualiste ; conception globale de la protection sociale complémentaire du Gouvernement ; sous-amendement n° 47 : rejeté ; amendement n° 13 : adopté ; *article L. 111-3 du code de la mutualité* (exception à l'obligation de se constituer sous forme de mutuelle) : amendement n° 14 de la commission (de suppression) : adopté ; *après l'article L. 111-3 du code de la mutualité* : amendement n° 48 de Mme Muguette Jacquaint (institution de commissions de concertation entre les organismes de sécurité sociale et des mutuelles) ; respect de la responsabilité et de l'indépendance de chacun des deux types d'organismes ; représentation des mutuelles dans les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale : rejeté.

Titre II : *règles générales de fonctionnement des mutuelles.*

Chapitre Ier : *droits et obligations des membres.*

Article L. 121-1 du code de la mutualité (composition des mutuelles) (p. 1208) ; *article L. 121-2 du code de la mutualité* (égalité de traitement des membres des mutuelles) : amendement n° 49 de Mme Muguette Jacquaint (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code à substituer aux mots « les risques » les mots « la catégorie de risques ») ; cotisation mutualiste : rejeté ; *article L. 121-3 du code de la mutualité* (effets de l'accomplissement du service national par les membres des mutuelles) ; *article L. 121-4 du code de la mutualité* (adhésion des mineurs aux mutuelles).

Chapitre II : *statuts.*

Article L. 122-1 du code de la mutualité (objet des statuts) ; *article L. 122-2 du code de la mutualité* (statuts-types) ; *article L. 122-3 du code de la mutualité* (protection des appellations propres à la mutualité) : amendement n° 15 de la commission (obligation pour les organismes relevant du code des assurances et autorisés à utiliser le terme de « mutuelle » à y associer celui d' « assurance » dans leur nom ou leur raison sociale) ; sous-amendement n° 77 de M. Etienne Pinte (tendant dans cet amendement, après les mots : « les organismes », à insérer les mots : « couvrant l'assurance complémentaire maladie et ») ; rejet de l'exclusivité du monopole de la complémentarité ; nécessaire tansparence des sociétés d'assurance (p. 1209) ; interdiction de donner le nom de « société mutualiste » aux groupements relevant du code de la mutualité mais dont les statuts ne sont pas approuvés ; régime et fonctionnement des sociétés d'assurance mutuelle ; constitutionnalité de l'obligation faite aux sociétés d'assurance ; difficultés administratives et financières des sociétés d'assurance ; concurrence de fait entre mutuelles et sociétés d'assurance ; nécessaire concertation avec l'ensemble des intéressés (p. 1210) ; sous-amendement n° 77 : rejeté ; amendement n° 15 : adopté ; *article L. 122-4 du code de la mutualité* (subrogation des mutuelles dans les droits de leurs adhérents victimes d'un accident) ; *article L. 122-5 du code de la mutualité* (approbation des statuts) : amendement n° 50 de Mme Muguette Jacquaint (délai dans lequel doit intervenir l'approbation des statuts) ; approbation tacite ; fixation du délai d'approbation relevant du domaine réglementaire ; rejeté ; amendement n° 51 de M. Vincent Porelli (délai dans lequel doit intervenir l'approbation ou le refus d'approbation des statuts) : rejeté ; *article L. 122-6 du code de la mutualité* (motifs de refus d'approbation des statuts) ; *article L. 122-7 du code de la mutualité* (approbation des modifications statutaires) : amendement n° 52 de M. Georges Hage (délai dans lequel doit intervenir l'approbation des modifications statutaires) (p. 1211) ; rejeté ; amendement n° 16 de la commission (modifications des dispositions statutaires fixant le montant ou le taux des cotisations et des prestations devant faire l'objet d'une déclaration à l'autorité administrative) : adopté.

Chapitre III : *unions et fédérations.*

Article L. 123-1 du code de la mutualité (possibilité de constituer des unions et fédérations de mutuelles) ; amendement n° 53 de Mme Muguette Jacquaint (possibilité pour les sections de mutuelles nationales ou interdépartementales d'adhérer aux unions créées dans le ressort desdites sections) ; nécessaire indépendance mutualiste ; accroissement des pouvoirs des sections départementales ; rejeté ; *article L. 123-2 du code de la mutualité* (administration des unions et fédérations de mutuelles) ; *article L. 123-3 du code de la mutualité* (régime juridique applicable aux unions et fédérations de mutuelles).

Chapitre IV : *capacité civile et dispositions financières.*

Section I : *dispositions générales.*

Article L. 124-1 du code de la mutualité (principe de la capacité civile des mutuelles) ; *article L. 124-2 du code de la mutualité* (règles applicables aux opérations immobilières effectuées par les mutuelles) ; *article L. 124-3 du code de la mutualité* (régime des emprunts des mutuelles) : amendements identiques n° 1 du Gouvernement et n° 17 de la

commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; suppression de l'autorisation préalable en ce qui concerne les emprunts ; adoptés (p. 1212) ; *article L. 124-4 du code de la mutualité* (régime d'acceptation des dons et legs par les mutuelles).

Section II : *dépôt, placement des fonds et réserves.*

Article L. 124-5 du code de la mutualité (fonds de réserve) ; *article L. 124-6 du code de la mutualité* (conditions de dépôt et de placement des fonds des mutuelles) ; *article L. 124-7 du code de la mutualité* (caractère privilégié des créances des bénéficiaires des mutuelles) : amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté.

Section III : *comptabilité et garantie.*

Article L. 124-8 du code de la mutualité (comptabilité des mutuelles) ; *après l'article L. 124-8 du code de la mutualité :* amendement n° 19 de la commission (garantie des engagements contractés à l'égard des membres participants ou de leurs ayants droit) : adopté.

Chapitre V : *assemblée générale et administration des mutuelles.*

Article L. 125-1 du code de la mutualité (composition, pouvoirs et fonctionnement de l'assemblée générale) : amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (tendant, après les mots : « la dissolution », à rédiger ainsi la fin de la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « , sur la fusion avec une autre mutuelle ainsi que sur les emprunts dont la nature et le montant sont fixés par décret. ») ; nécessaire responsabilisation des mutuelles ; adopté (p. 1213) ; *article L. 125-2 du code de la mutualité* (délégation de pouvoirs de l'assemblée générale au conseil d'administration pour la fixation des cotisations) : amendement n° 54 de Mme Muguette Jacquaint (détermination des montants et des taux de cotisations) ; nécessité d'une majorité simple à l'assemblée générale ; délégation donnée au conseil d'administration ; rejeté ; *article L. 125-3 du code de la mutualité* (composition, pouvoirs et fonctionnement du conseil d'administration) : amendement n° 21 de la commission (tendant, après les mots : « en application des dispositions du présent code », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code :,« ni d'aucune condamnation à une peine contraventionnelle prononcée en application des dispositions du code de la sécurité sociale ») : adopté ; *article L. 125-4 du code de la mutualité* (représentation du personnel des mutuelles au conseil d'administration) : amendement n° 56 de M. Georges Hage, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tendant, dans le texte proposé pour cet article du code, à substituer aux mots : « désignés dans les conditions fixées par les statuts » le mot : « élus ») ; amendement n° 57 de M. Georges Hage, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tendant, dans le texte proposé pour cet article du code, à substituer au mot : « consultative » le mot : « délibérative ») ; nécessité de ne pas faire des représentants des salariés des mutualistes privilégiés (p. 1214) ; nécessité d'une élection des représentants du personnel au conseil d'administration des sociétés mutualistes ; amendement n° 56 : adopté ; amendement n° 57 : rejeté ; *article L. 125-5 du code de la mutualité* (gratuité des fonctions d'administrateur et modalités d'indemnisation) : amendement n° 3 du Gouvernement (tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code, à insérer après le mot : « exceptionnellement » les mots : « à la majorité des deux tiers des membres inscrits ») : retiré ; amendement n° 78 de M. Etienne Pinte (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; délibération de l'assemblée générale portant sur l'allocation d'indemnités aux administrateurs ; nécessité d'alléger la tutelle administrative ; adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (tendant à rédiger ainsi l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « la délibération de l'assemblée générale est déposée auprès de l'autorité administrative ») : adopté ; amendement n° 79 de M. Etienne Pinte (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; inutilité d'une délibération spécifique de l'assemblée générale en matière d'allocation d'indemnités aux administrateurs ; rejeté ; amendement n° 45 de M. Jean Le Gars, à titre personnel (remboursement des frais de représentation, de déplacement et de séjour des administrateurs) : adopté ; amendement n° 80 de M. Etienne Pinte (statut des militants élus et délégués locaux des mutuelles) ; possibilité de l'assemblée générale d'allouer des indemnités aux militants élus et délégués locaux des mutuelles (p. 1215) ; principe du bénévolat ; rejeté ; *article L. 125-6 du code de la mutualité* (conditions d'exercice du mandat et de formation des administrateurs) : amendement n° 58 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Paul Chomat (stages de formation des administrateurs des mutuelles) ; bénévolat des mutualistes ; nécessité d'un nombre accru de responsables salariés ; moyens à attribuer aux responsables des mutuelles d'entreprise ; rejeté ; amendement n° 22 de la commission (tendant, dans le texte proposé pour cet article du code, après les mots : « prévues aux articles L. 133-7 » à insérer la référence : « , L. 225-7 ») : adopté (p. 1216) ; *article L. 125-7 du code de la mutualité* (garanties de l'indépendance des administrateurs) : amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 81 de M. Etienne Pinte (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : rejeté (p. 1221) ; *article L. 125-8 du code de la mutualité* (interdiction pour les administrateurs de percevoir tout avantage financier à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions) ; *article L. 125-9 du code de la mutualité* (modalités de promotion de l'action mutualiste) ; amendement n° 5 du Gouvernement (tendant, dans le texte proposé pour cet article du code, à substituer au mot : « rémunérés » le mot : « commissionnés ») : adopté ; amendement n° 82 de M. Etienne Pinte (présentation d'une opération pratiquée par un organisme régi par le présent code) ; impossibilité pour les mutuelles de recruter, à titre d'adhérents, leur personnel ; protection des consommateurs ; alignement sur les dispositions applicables aux compagnies d'assurance des dispositions concernant les mutuelles ; rejeté ; *article L. 125-10 du code de la mutualité* (contrôle de la gestion financière des mutuelles) : amendement n° 83 de M. Etienne Pinte (tendant, à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code, à substituer aux mots : « la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 » le mot : « décret ») ; nomination des commissaires aux comptes ; spécificité des mutuelles ne faisant pas obstacle à ce que les commissaires aux comptes exercent leur activité dans les conditions du droit commun ; sécurité des mutualistes ; nécessité de ne pas limiter les interventions des commissaires aux comptes (p. 1222) ; rejeté ; *article L. 125-11 du code de la mutualité* (représentation en justice des mutuelles) : amendement n° 59 de M. Georges Hage, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tendant à compléter le texte proposé pour cet article du code par les mots : « , et peuvent obtenir l'assistance judiciaire ») ; aide judiciaire aux mutuelles ; rejeté.

Chapitre VI : *fusion, scission, dissolution et liquidation.*

Article L. 126-1 du code de la mutualité (fusion des mutuelles) ; *article L. 126-2 du code de la mutualité* (scission d'une mutuelle) ; *article L. 126-3 du code de la mutualité* (dissolution volontaire d'une mutuelle) ; *article L. 126-4 du code de la mutualité* (dissolution forcée d'une mutuelle) ; *article L. 126-5 du code de la mutualité* (liquidation d'une mutuelle) : amendements identiques n° 6 du Gouvernement et n° 24 de la commission (tendant à compléter la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots : « ou de l'autorité judiciaire ») ; liquidation pouvant être prononcée dans le cadre juridique ; adoptés.

Livre II : *règles particulières à certains groupements à caractère professionnel.*

Titre Ier : *mutuelles et sections de mutuelles d'entreprises.*

Chapitre unique.

Article L. 211-1 du code de la mutualité (définition des mutuelles et sections de mutuelles d'entreprises) (p. 1223) ; amendements identiques n° 25 de la commission et n° 60 de Mme Muguette Jacquaint (contrôle du comité d'entreprise sur les mutuelles d'entreprises) ; amendement n° 84 de M. Etienne Pinte (tendant à compléter le texte proposé

pour cet article du code par l'alinéa suivant : « le comité d'entreprise ne peut s'opposer à leurs décisions ») ; lien institutionnel existant entre le comité d'entreprise et la mutuelle d'entreprise ; droit de veto du comité d'entreprise sous réserve d'un recours possible ; amendements n° 25 et n° 60 : adoptés ; amendement n° 84 : devenu sans objet ; amendement n° 66 de M. Joseph Legrand, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (protection des administrateurs des mutuelles contre le licenciement) ; activité mutualiste ne consistant pas en une activité professionnelle relevant du code du travail ; rejeté au scrutin public (p. 1224) ; *après l'article L. 211-1 du code de la mutualité :* amendement n° 61 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. Vincent Porelli (sections de mutuelles d'entreprises) ; critère de constitution ; liaison institutionnelle avec le comité d'entreprise ; liberté d'adhésion et de structuration ; abandon de la notion de « société mutualiste » ; code de la mutualité permettant à des salariés de créer leur propre mutuelle d'entreprise ; rejeté ; amendement n° 62 de M. Joseph Legrand, soutenu par M. Georges Hage (moyens matériels mis à la disposition des mutuelles d'entreprises par les entreprises) ; nécessité de crédits d'heures de fonction pour les responsables des mutuelles ; danger de codifier des situations existantes ; rôle de la négociation collective (p. 1225) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 63 de M. Joseph Legrand, soutenu par M. Paul Balmigère (contrôle des comités d'entreprise sur les mutuelles d'entreprises) ; disparition de la spécificité de la mutualité d'entreprise laissant libre place aux assurances et aux accords de groupe obligatoires échappant à la libre détermination des mutualistes ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 64 de M. Joseph Legrand, soutenu par M. Paul Balmigère (décisions des sociétés mutualistes d'entreprises devant être soumises aux comités d'entreprise) ; dispositions existant déjà dans le code du travail ; rejeté (p. 1226) ; *article L. 211-2 du code de la mutualité* (possibilité pour les mutuelles d'entreprises de déroger à l'article L. 125-7) : amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 211-3 du code de la mutualité* (conditions d'acceptation de certains dons et subventions par les mutuelles d'entreprises) : amendement n° 65 de M. Joseph Legrand, soutenu par M. Vincent Porelli (participation financière des employeurs à la cotisation mutualiste des salariés ou anciens salariés ayant cessé tout travail) ; statut social et fiscal des cotisations ne relevant pas du code de la mutualité ; rejeté ; amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 211-4 du code de la mutualité* (mutuelles interentreprises).

Titre II : *sections de mutuelles à caractère professionnel ou interprofessionnel.*

Chapitre unique.

Article L. 221-1 du code de la mutualité (mise en place et fonctionnement des sections de mutuelles à caractère professionnel ou interprofessionnel) : amendement n° 7 du Gouvernement (tendant à compléter la dernière phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots : « dans les conditions fixées par l'article L. 122-7 du présent code ») ; amendement n° 28 de la commission (tendant à compléter la première phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots : « dans les conditions prévues à l'article L. 122-7 du présent code ») (p. 1227) ; amendement n° 7 : adopté ; amendement n° 28 : satisfait.

Titre III : *mutuelle des militaires.*

Chapitre unique.

Article L. 231-1 du code de la mutualité (dérogation apportée aux dispositions du présent code pour les mutuelles constituées dans les armées) ; *article L. 231-2 du code de la mutualité* (désignation du président et du premier vice-président des mutuelles constituées dans les armées par l'autorité administrative) : amendement n° 67 de M. Joseph Legrand, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) ; militaires ne souhaitant pas que leurs mutuelles soient soumises au régime du droit commun ; fonctionnement de l'institution militaire justifiant quelques adaptations : rejeté ; *article L. 231-3 du code de la mutualité* (statuts-types propres aux mutuelles constituées dans les armées) ; *article L. 231-4 du code de la mutualité* (rôle du commissaire aux comptes) : amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Livre III : *réparation des risques sociaux.*

Titre Ier : *règles générales.*

Chapitre unique.

Article L. 311-1 du code de la mutualité (règles de sécurité financière) : amendement n° 85 de M. Etienne Pinte (tendant à compléter le deuxième alinéa *(a)* du texte proposé pour cet article du code par les mots « et notamment les règles de constitution de provisions techniques ») ; gestion financière des caisses autonomes ; constitution de provisions techniques étant prévue pour le seul long terme : rejeté ; amendement n° 68 de M. Vincent Porelli (tendant,dans le troisième alinéa *(b)* du texte proposé pour cet article du code, à substituer au mot « doivent » le mot « peuvent ») (p. 1228) ; autonomie des sociétés mutualistes ; obligation d'adhérer à un système de garantie : rejeté ; amendement n° 69 de M. Joseph Legrand, soutenu par M. Vincent Porelli (approbation de l'autorité administrative) ; nécessaire allégement de la tutelle : rejeté ; *article L. 311-2 du code de la mutualité* (réassurance) ; *article L. 311-3 du code de la mutualité* (opérations de prévoyance collective) ; *article L. 311-4 du code de la mutualité* (opérations de prévoyance collective) ; *article L. 311-5 du code de la mutualité* (cessibilité et saisissabilité des allocations, pensions et rentes versées par les mutuelles).

Titre II : *règles particulières aux caisses autonomes mutualistes.*

Chapitre unique.

Article L. 321-1 du code de la mutualité (rôle des caisses autonomes) : amendement n° 86 de M. Etienne Pinte (organismes pouvant assurer la couverture des risques vieillesse, accidents, invalidité et vie-décès) ; nécessité d'ouvrir cette possibilité à d'autres organismes que les caisses autonomes mutualistes ou la caisse nationale de prévoyance ; rapport Morisot ; rôle de la caisse nationale de prévoyance et des caisses autonomes : rejeté (p. 1229) ; *article L. 321-2 du code de la mutualité* (règlements des caisses autonomes) : amendement n° 30 de la commission (tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code, à insérer après les mots « les dispositions » les mots « des trois premiers alinéas ») : adopté ; *article L. 321-3 du code de la mutualité* (statut des caisses autonomes) ; *article L. 321-4 du code de la mutualité* (règles de fonctionnement des caisses autonomes) ; *article L. 321-5 du code de la mutualité* (rachat des rentes constituées par les sociétés mutualistes) ; *article L. 321-6 du code de la mutualité* (bénéfice des rentes du risque vieillesse) : amendements identiques n° 8 du Gouvernement et n° 31 de la commission (décret en Conseil d'Etat précisant le champ des risques mentionnés à cet article et les modalités de leur gestion par une caisse autonome) : adoptés ; *article L. 321-7 du code de la mutualité* (garantie des engagements contractés à l'égard des membres participants ou de leurs ayants droit) : amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 321-8 du code de la mutualité* (retrait de l'approbation du règlement par l'autorité administrative) (p. 1230) ; amendement n° 9 du Gouvernement (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code à substituer aux mots « en cas d'infraction à la loi ou au règlement de la caisse autonome » les mots « en cas d'irrégularité grave ») ; conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut retirer l'approbation du règlement d'une mutuelle : adopté ; *article L. 321-9 du code de la mutualité* (majoration par l'Etat de certaines rentes mutualistes) : amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *avant l'article L. 411-1 du code de la mutualité :* amendement n° 88 de M. Jacques Barrot (création ou extension des établissements ou services à caractère sanitaire ou médico-social) ; création sans véritable raison de structures de soins concurrentes avec celles du régime libéral ; secteur des personnes très âgées ; relations entre les mutuelles et les professionnels libéraux (p. 1231) ; contrôle de l'Etat sur l'ouverture des œuvres sociales ;

divergence entre les groupes R.P.R. et U.D.F. ; système de l'approbation tacite ; nécessité d'éviter la multiplication des structures de soins : retiré.

Livre IV : *action sociale.*

Titre unique.

Chapitre unique.

Article L. 411-1 du code de la mutualité (création par les mutuelles d'établissements ou de services sociaux) ; *article L. 411-2 du code de la mutualité* (association d'autres institutions à la gestion d'établissements ou de services relevant de mutuelles) : amendement n° 34 de la commission (absence de personnalité juridique distincte de celle de la mutuelle fondatrice pour les établissements et services mentionnés à l'article L. 411-1 du code de la mutualité) : adopté (p. 1232) ; *article L. 411-3 du code de la mutualité* (statut des établissements et services relevant des mutuelles) : amendement n° 35 de la commission (association à la gestion des collectivités publiques ou personnes morales de droit privé à but non lucratif ayant apporté une aide financière à la création ou au développement des services mentionnés à l'article L. 411-1 du code de la mutualité) : adopté ; *article L. 411-4 du code de la mutualité* (association de mutuelles à la gestion d'établissements ou de services relevant d'autres institutions) ; *article L. 411-5 du code de la mutualité* (gestion d'établissements ou de services par les mutuelles pour le compte d'autres institutions) ; *article L. 411-6 du code de la mutualité* (règlements des établissements et services relevant de mutuelles) : amendement n° 36 de la commission (tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code, à substituer aux mots « aux articles L. 411-1 et L. 411-2 » les mots « à l'article L. 411-1 ») : adopté ; amendement n° 70 de Mme Muguette Jacquaint (règlements des établissements et services sociaux créés par les mutuelles devant être soumis à déclaration auprès de l'autorité administrative) : rejeté ; amendement n° 10 du Gouvernement (approbation tacite des règlements et des établissements ou services créés par les mutuelles) ; allégement des contrôles a priori pesant sur les mutuelles : adopté ; amendement n° 37 de la commission (tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code, à substituer à la référence « L. 411-2 » la référence « L. 411-3 ») : adopté ; *article L. 411-7 du code de la mutualité* (traitement des difficultés des établissements et services relevant des mutuelles) (p. 1233) ; amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 411-8 du code de la mutualité* (retrait d'approbation des règlements des établissements et services relevant des mutuelles) : amendement n° 11 du Gouvernement (cas du retrait de l'approbation) : adopté.

Livre V : *relations avec l'Etat et les autres collectivités publiques.*

Titre Ier : *organes administratifs de la mutualité.*

Chapitre Ier : *conseil supérieur de la mutualité.*

Article L. 511-1 du code de la mutualité (institution d'un conseil supérieur de la mutualité) ; *article L. 511-2 du code de la mutualité* (attribution au conseil supérieur de la mutualité de la gestion du fonds national de solidarité et d'action mutualistes) ; *article L. 511-3 du code de la mutualité* (section permanente du conseil supérieur de la mutualité).

Chapitre II : *comités départementaux et régionaux de coordination de la mutualité.*

Article L. 512-1 du code de la mutualité (frais de fonctionnement des comités départementaux) ; *article L. 512-2 du code de la mutualité* (frais de fonctionnement des comités régionaux de coordination de la mutualité).

Titre II : *incitation à l'action mutualiste.*

Chapitre Ier : *dispositions administratives et fiscales.*

Article L. 521-1 du code de la mutualité (aide apportée aux mutuelles par les collectivités locales).

Chapitre II : *fonds national de solidarité et d'action mutualistes.*

Article L. 522-1 du code de la mutualité (rôle du fonds national de solidarité et d'action mutualistes) : amendement n° 39 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code, à substituer au mot « propagande » le mot « promotion ») : adopté (p. 1234) ; *article L. 522-2 du code de la mutualité* (ressources du fonds national de solidarité et d'action mutualistes) ; *article L. 522-3 du code de la mutualité* (dépôt du fonds national de solidarité et d'action mutualistes).

Titre III : *contrôle.*

Chapitre unique.

Article L. 531-1 du code de la mutualité (exercice du contrôle de l'Etat sur les mutuelles) : amendement n° 71 de M. Joseph Legrand, soutenu par M. Vincent Porelli (de suppression) ; allégement de la tutelle de l'Etat ; rejeté ; *article L. 531-2 du code de la mutualité* (désignation d'administrateurs provisoires par l'assemblée générale) ; *article L. 531-3 du code de la mutualité* (programme de redressement) ; *article L. 531-4 du code de la mutualité* (désignation d'administrateurs provisoires par l'autorité de tutelle) : amendement n° 72 de M. Joseph Legrand, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (cas de recours à des administrateurs provisoires) ; recours à un administrateur provisoire limité au cas d'une irrégularité grave : rejeté ; *article L. 531-5 du code de la mutualité* (retrait d'approbation) : amendements identiques n° 12 du Gouvernement et n° 40 de la commission (p. 1235) (cas de retrait d'approbation) : adoptés ; amendement n° 87 de M. Etienne Pinte (tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots « après avis de la section permanente du conseil supérieur de la mutualité ») ; nécessité d'un avis préalable de la section permanente du conseil supérieur de la mutualité avant toute décision de retrait : retiré ; amendement n° 41 de la commission (tendant, à la fin de la première phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code, à substituer à la référence « L. 411-2 » la référence « L. 411-3 ») : adopté.

Titre IV : *dispositions pénales.*

Chapitre unique.

Article L. 541-1 du code de la mutualité (peines applicables aux infractions au code de la mutualité).

Livre VI : *dispositions d'application.*

Titre unique.

Chapitre unique.

Article L. 611-1 du code de la mutualité (décret en Conseil d'Etat pour l'application du code de la mutualité) ;

– article 1er et code annexé, ainsi modifié : adoptés.

Article 2 *(délais pour la mise en conformité avec certaines dispositions du code de la mutualité)* : amendement n° 75 de M. Etienne Pinte (tendant dans cet article à substituer aux mots « d'un an » les mots « de deux ans ») ; possibilité pour les sociétés mutualistes de se mettre en règle avec la nouvelle loi (p. 1236) ; nécessité d'une clarification la plus nette et la plus rapide possible dans la dénomination d'organismes visant des objectifs différents : rejeté ;

– article 2 : adopté.

Article 3 *(abrogation de la partie législative du code de la mutualité)* : amendement n° 42 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer à la référence « 50 » la référence « 48 ») : adopté ;

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(modification de l'article L. 133-7 du code du travail)* : amendement n° 73 de M. Georges Hage, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) ; renvoi des conditions d'exercice des responsabilités mutualistes aux conventions de branche ; garantie des libertés mutualistes : rejeté ;

– article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendements identiques n° 43 de la commission et n° 74 de Mme Muguette Jacquaint (tendant dans le premier alinéa de l'article L. 122-45 du code du travail à insérer après les mots « de ses activités syndicales » les mots « ou mutualistes ») ; nécessité d'empêcher qu'une sanction ou un licenciement ne puisse être décidé à l'encontre d'un salarié en raison de ses seules activités mutualistes : adoptés ; amendement n° 44 de la commission (congé mutualiste) (p. 1237) ; amendement n° 89 du Gouvernement (congé mutualiste) ; sous-amendement n° 91 de M. Jean Esmonin (tendant dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement n° 89 pour l'article L. 225-7 du code du travail, à insérer après la référence « L. 225-3 » les mots « premier alinéa ») ; sous-amendement n° 92 de M. Jean Esmonin (tendant, dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement n° 89 pour l'article L.225-7 du code du travail, à substituer au mot « six » le mot « neuf ») ; caractère non rémunéré du congé ; distinction entre le congé mutualiste et le congé d'éducation ouvrière ; agrément des stages ; nombre de jours de congé formation ; formation des administrateurs mutualistes ; charge des entreprises ; rémunération du congé (p. 1238) ; amendement n° 44 : rejeté ; sous-amendements n° 91 et n° 92 : adoptés ; amendement n° 89, ainsi modifié : adopté au scrutin public ; amendement n° 76 de M. Etienne Pinte (assujettissement des contrats garantissant la couverture des risques de maladie souscrits auprès des organismes régis par le code de la mutualité à la taxe prévue par l'article 991 du code général des impôts) ; harmonisation entre les sociétés d'assurance mutuelle et les mutuelles : rejeté au scrutin public (p. 1239).

Explications de vote (p. 1239).

Abstention du groupe R.P.R. : *Pinte (Etienne)* (p. 1240).

Abstention du groupe U.D.F. : *Gengenwin (Germain)* (p. 1240).

Administrateurs des mutuelles : *Esmonin (Jean)* (p. 1240) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1241).

Appellations liées à la mutualité : *Esmonin (Jean)* (p. 1240) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1241).

Assurances (absence d'un monopole mutualiste sur la couverture sociale complémentaire) : *Hage (Georges)* (p. 1240) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1240).

Principes de la mutualité : *Hage (Georges)* (p. 1239).

Rapports entre le comité d'entreprise et la mutualité d'entreprise : *Hage (Georges)* (p. 1240).

Relations entre la mutualité et la sécurité sociale : *Hage (Georges)* (p. 1240).

Tutelle sur les sociétés mutualistes : *Hage (Georges)* (p. 1240) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1240) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1241).

Vote hostile du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 1240).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1241).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [24 juin 1985] (p. 1893).

Domaine d'intervention des mutuelles : *Le Gars (Jean)* (p. 1893) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1894) ; *Hage (Georges)* (p. 1894) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1895).

Garanties financières offertes par les mutuelles : *Gengenwin (Germain)* (p. 1895).

Protection sociale (situation de la –) : *Hage (Georges)* (p. 1894, 1895, 1896).

Reconnaissance du fait mutualiste : *Le Gars (Jean)* (p. 1893) ; *Hage (Georges)* (p. 1894).

Relations des mutuelles avec la médecine libérale : *Le Gars (Jean)* (p. 1893) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1895).

Relations des mutuelles avec les assurances : *Le Gars (Jean)* (p. 1893) ; *Hage (Georges)* (p. 1894).

Sociétés d'assurance mutuelle et mutuelles d'assurance : *Le Gars (Jean)* (p. 1894).

Tutelle administrative : *Le Gars (Jean)* (p. 1893) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1894) ; *Hage (Georges)* (p. 1894).

Discussion des articles [24 juin 1985] (p. 1896).

Article 1er et code annexé : *article L. 111-1 du code de la mutualité :* amendement n° 1 de la commission (tendant, dans le dernier alinéa [3°] du texte proposé pour cet article du code, à insérer, après les mots « le développement », le mot « culturel ») ; champ d'activité des mutuelles : adopté ; amendement n° 2 de la commission (tendant à compléter le dernier alinéa [3°] du texte proposé pour cet article du code par les mots « et l'amélioration de leurs conditions de vie ») : adopté (p. 1896) ; *article L. 121-1 du code de la mutualité :* amendement n° 3 de la commission (tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code, à supprimer les mots « dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat visé à l'article L. 311-3 ») : adopté ; *article L. 122-3 du code de la mutualité :* amendement n° 4 de la commission (tendant, après les mots « doivent obligatoirement », à rédiger ainsi la fin de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « lui associer celui d' " assurance " ») ; nécessité pour les organismes relevant du code des assurances autorisés à utiliser le terme de « mutuelle » de lui associer celui d'« assurance » ; champ d'intervention des sociétés mutualistes ; protection du nom ; obligation s'appliquant à des organismes relevant du code des assurances : adopté (p. 1897) ; *article L. 124-3 du code de la mutualité :* amendement n° 5 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; principe de l'autorisation administrative préalable à tout emprunt dépassant un certain niveau : adopté ; *article L. 124-8 du code de la mutualité :* amendement n° 6 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; soumission des mutuelles au plan comptable général ; spécificité de la gestion des sociétés mutualistes : adopté ; *article L. 125-1 du code de la mutualité ; article L. 125-3 du code de la mutualité* (p. 1898) : amendement n° 7 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; système du quota pour la nomination d'étrangers en qualité d'administrateurs des mutuelles : adopté ; *article L. 125-4 du code de la mutualité :* amendement n° 8 de la commission (participation des salariés aux séances du conseil d'administration) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (pouvoirs des représentants des salariés au conseil d'administration) : adopté ; *article L. 125-5 du code de la mutualité :* amendement n° 10 de la commission (remboursement aux administrateurs des mutuelles de leurs frais de représentation, de déplacement et de séjour) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté (p. 1899) ; *article L. 125-6 du code de la mutualité :* amendement n° 12 de la commission (tendant, dans le texte proposé pour cet article du code, à substituer aux mots « à l'article L. 133-7 » les mots « aux articles L. 133-7, L. 225-7 et L. 950-2 ») ; congé mutualiste ; actions de formation professionnelle continue : adopté ; *article L. 125-10 du code de la mutualité :* amendement n° 13 de la commission (tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; applicabilité aux mutuelles des règles relatives à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises : adopté ; *article L. 311-3 du code de la mutualité :* amendement n° 14 de la commission (tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code, à supprimer les mots « aux règles de concurrence définies par un décret en Conseil d'Etat ») : adopté (p. 1900) ; *article L. 321-1 du code de la mutualité :* amendement n° 15 de la commission (tendant, après les mots « caisse autonome mutualiste », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « ou par la Caisse nationale de prévoyance ») ; monopole de réassurance exercé par la Caisse nationale de prévoyance : adopté ; *article L. 321-4 du code de la mutualité :* amendement n° 16 de la commission (tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code, à supprimer les mots « à la marge de solvabilité et aux

modalités de fixation du plafond des garanties ») ; garanties offertes aux mutualistes ; marge de solvabilité des mutuelles ; plafond au-dessus duquel les sociétés mutualistes ne pourront pas s'engager au-delà de leur actif : adopté ; amendement n° 17 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; *article L. 411-1 du code de la mutualité* (p. 1901) ; amendement n° 18 de la commission (possibilité pour les mutuelles de créer des établissements à caractère culturel) : adopté ; *article L. 411-4 du code de la mutualité :* amendement n° 19 de la commission (tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code, à substituer aux mots « ou social » les mots « , social ou culturel ») : adopté ; amendement n° 20 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; *article L. 411-5 du code de la mutualité :* amendement n° 21 de la commission (gestion d'établissements ou de services à caractère sanitaire, médico-social, social ou culturel pour le compte de collectivités publiques ou de personnes morales de droit privé à but non lucratif par les mutuelles) : adopté ; *article L. 411-6 du code de la mutualité :* amendement n° 22 de la commission (approbation du règlement des établissements ou services relevant de mutuelles) (p. 1902) ; critères de création d'un établissement mutualiste ; existence d'un établissement déficitaire ne pouvant suffire à justifier l'interdiction de l'ouverture d'un autre établissement : adopté ;

– article 1er et code annexé, ainsi modifié : adoptés.

Article 2 : amendement n° 23 de la commission (tendant, dans cet article, à substituer aux mots « de deux ans » les mots « d'un an ») ; délai de mise en conformité avec les articles L. 122-3 et L. 125-4 du code de la mutualité ; coût de la mise en conformité ; adopté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : amendement n° 24 de la commission (tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article « 7° Les conditions d'exercice des responsabilités mutualistes ») : adopté ;

– article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5, supprimé par le Sénat : amendement n° 25 de la commission (interdiction des sanctions et du licenciement fondés sur l'exercice d'activités mutualistes) (p. 1903) : adopté ;

– en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 6, supprimé par le Sénat : amendement n° 26 de la commission (congé de formation mutualiste) ; sous-amendement n° 28 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 26, ainsi modifié : adopté ;

– en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 7 : amendement n° 27 de la commission (de suppression) ; assujettissement à la taxe prévue par l'article 991 du code général des impôts des contrats de couverture du risque maladie souscrits auprès des mutuelles : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé (p. 1904).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1904).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1985] (p. 2171).

Champ d'intervention des mutuelles : *Le Gars (Jean)* (p. 2171-2172).

Discussion des articles [28 juin 1985] (p. 2172).

Article 1er et code annexé : *article L. 111-1 du code de la mutualité :* amendement n° 1 de la commission (tendant dans le dernier alinéa (3°) du texte proposé pour cet article à insérer après les mots :« le développement » le mot : « culturel ») : adopté ; amendement n° 2 de la commission tendant à compléter le dernier alinéa (3°) du texte proposé pour cet article du code de la mutualité par les mots : « et amélioration de leurs conditions de vie ») : adopté ; *article L. 121-1 du code de la mutualité :* amendement n° 3 de la commission (possibilité pour les mutuelles d'intervenir dans le domaine de la prévoyance collective) : adopté ; *article L. 122-3 du code de la mutualité :* amendement n° 4 de la commission (tendant après les mots : « doivent obligatoirement » à rédiger ainsi la fin de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article : « lui associer celui d'assurance ») (p. 2172) : adopté ; *article L. 124-3 du code de la mutualité :* amendement n° 5 de la commission (tendant à supprimer le 2e alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; *article L. 125-3 du code de la mutualité :* amendement n° 6 de la commission (tendant à supprimer le 2e alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; *article L. 125-4 du code de la mutualité :* amendement n° 7 de la commission (tendant dans le texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « l'un appartenant à la catégorie des cadres, techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers ») : adopté ; amendement n° 8 de la commission (tendant à la fin du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « participent avec voix délibérative » les mots : « assistent avec voix consultative ») : adopté ; *article L. 125-5 du code de la mutualité :* amendement n° 9 de la commission (remboursement des administrateurs de leurs frais de représentation de déplacement et de séjour) (p. 2173) ; adopté ; amendement n° 10 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code de la mutualité) : adopté ; *article L. 125-6 du code de la mutualité :* amendement n° 11 de la commission (tendant dans le texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « à l'article L. 133-7 » les mots : « aux articles L. 133-7, L. 225-7 et L.950-2 ») : adopté ; *article L. 125-10 du code de la mutualité :* amendement n° 12 de la commission (tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; *article L. 311-3 du code de la mutualité : supprimé par le Sénat :* amendement n° 13 de la commission (conventions afférentes aux opérations de prévoyance collective conclues par les mutuelles) : adopté ; *article L. 311-4 du code de la mutualité supprimé par le Sénat :* amendement n° 14 de la commission (composition de la commission chargée de suivre les opérations de prévoyance collective) : adopté ; *article L. 321-1 du code de la mutualité :* amendement n° 15 de la commission (tendant après les mots : « caisses autonomes mutualistes » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article : « ou par la caisse nationale de prévoyance ») (p. 2174) : adopté ; *article L. 321-4 du code de la mutualité :* amendement n° 16 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « à la marge de solvabilité et aux modalités de fixation du plafond de garantie ») : adopté ; amendement n° 17 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; *article L. 411-1 du code de la mutualité :* amendement n° 18 de la commission (tendant après les mots : « médico-social » à rédiger ainsi la fin de la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article : « , social ou culturel ») : adopté ; *article L. 411-4 du code de la mutualité :* amendement n° 19 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code à substituer aux mots : « ou social » les mots : « , social ou culturel ») : adopté ; amendement n° 20 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; *article L. 411-5 du code de la mutualité supprimé par le Sénat :* amendement n° 21 de la commission (gestion par les mutuelles d'établissements ou de services à caractère sanitaire, médico-social, social ou culturel pour le compte de collectivités publiques ou de personnes morales de droit privé à but non lucratif) : adopté ; *article L. 411-6 du code de la mutualité* (p. 2175-2176) : amendement n° 22 de la commission (réglement des mutuelles assurant la gestion d'établissements ou de services à caractère sanitaire, médico-social, social ou culturel) : adopté ;

– article premier et code annexé, ainsi modifiés : adoptés.

Article 2 : amendement n° 23 de la commission (tendant dans cet article à substituer aux mots : « de deux ans » les mots : « d'un an ») : adopté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 24 de la commission (tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « 7° : les conditions d'exercice des responsabilités mutualistes ») : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 supprimé par le Sénat : amendement n° 25 de la commission (impossibilité de sanctionner ou licencier un salarié en raison de ses activités mutualistes) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 6 supprimé par le Sénat : amendement n° 26 de la commission (congé mutualiste) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli (p. 2176).

Article 7 amendement n° 27 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé (p. 2177).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2177).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1985] (p. 2282).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : Jean Le Gars (p. 2282).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2282, 2283, 2284, 2285).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2285).

N

NAMIBIE

Voir *Questions au Gouvernement* **1204.**

NANTERRE (maison de -).

Voir *Questions orales sans débat* **950.**

NATIONALITE FRANÇAISE

Voir *Etrangers* **13.**
Lois de finances **11,** (deuxième partie), Justice.

Acquisition par mariage de la -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1402.**

NAZISME

Voir *Questions au Gouvernement* **1224.**

Recherche du capitaine S.S. Otto Kahn.

Voir *Questions au Gouvernement* **1265.**

NEPAL

Voir *Traités et conventions* **171.**

NICARAGUA

Voir *Questions au Gouvernement* **1410.**

Blocus américain au -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1257.**

NOM PATRONYMIQUE

Voir *Mariage* **2.**

Transmission du -.

Voir *Questions orales sans débat* **802.**

NORD - PAS-DE-CALAIS

Expulsion d'élus de la préfecture de Lille.

Voir *Questions au Gouvernement* **1413.**

Plan de relance économique.

Voir *Questions au Gouvernement* **1413.**

NORVEGE

Voir *Traités et conventions* **161.**

NOUVELLE-CALEDONIE

9. - Proposition de résolution n° 2567 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les **conditions dans lesquelles deux responsables du F.L.N.K.S.,** Eloi Machoro et Marcel Nonnaro, **ont été abattus** le 12 janvier 1985 en Nouvelle-Calédonie. - Dépôt à l'Assemblée nationale le 23 janvier 1985 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (9 avril 1985). - Rapport n° **2600** (10 avril 1985).

10. - Projet de loi n° 2568 relatif à l'**état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 23 janvier 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. - Urgence déclarée le 23 janvier 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Richard (24 janvier 1985). - Rapport n° **2569** (23 janvier 1985). - Discussion le 23 janvier 1985. - Adoption le 23 janvier 1985. - Projet de loi n° **756.**

Sénat (première lecture), n° **192** (1984-1985). - Dépôt le 24 janvier 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Rapport n° **193** (1984-1985) (24 janvier 1985). - Discussion le 24 janvier 1985. - Adoption le 24 janvier 1985. - Projet de loi n° **79** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 26 janvier 1985] (p. 1141). - Bureau [*J.O.* du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° **2571** (24 janvier 1985).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Rapport n° **195** (1984-1985) (24 janvier 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2570.** - Dépôt le 24 janvier 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° **2572** (24 janvier 1985). - Discussion le 24 janvier 1985. - Adoption avec modifications le 24 janvier 1985. - Projet de loi n° **757.**

Sénat (deuxième lecture), n° **196** (1984-1985). - Dépôt le 24 janvier 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Discussion le 24 janvier 1985. - Rejet le 24 janvier 1985. - Projet de loi n° **180** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2573.** - Dépôt le 24 janvier 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° **2574** (24 janvier 1985). - Discussion le 24 janvier 1985. - Adoption définitive le 24 janvier 1985. - Projet de loi n° **758.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 25 janvier 1985 (*J.O.* du 26 janvier 1985) (p. 1137). Conforme en totalité.

Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985, publiée au *J.O.* du 26 janvier 1985 (p. 1087).

Discussion générale [23 janvier 1985] (p. 2).

Agriculture mélanésienne : *Toubon (Jacques)* (p. 10-11).

Autodétermination : *Richard (Alain)* (p. 5) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6) ; *Toubon (Jacques)* (p. 8, 9) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 13) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 16, 17).

Déclaration de Nainville-les-Roches : *Ducoloné (Guy)* (p. 12).

Dialogue avec les populations : *Billardon (André)* (p. 19, 20).

Etat d'urgence (prolongation de l'-) : *Richard (Alain)* (p. 5) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6, 7) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 14).

Etat d'urgence (régime juridique de l'-) : *Richard (Alain)* (p. 4, 5) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 13).

F.L.N.K.S. (notamment mort d'Eloi Machoro) : *Fabius (Laurent)* (p. 6) ; *Toubon (Jacques)* (p. 8) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 12, 13) ; *Fontaine (Jean)* (p. 21).

Indépendance de la Nouvelle-Calédonie : *Toubon (Jacques)* (p. 8, 9, 10, 11) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 15, 16) ; *Stirn (Olivier)* (p. 20).

Libertés publiques (garantie des -) : *Richard (Alain)* (p. 5) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6, 22) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 13) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 17) ; *Billardon (André)* (p. 18).

Ordre public : *Fabius (Laurent)* (p. 6, 7, 22, 23) ; *Toubon (Jacques)* (p. 8) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 14, 15) ; *Billardon (André)* (p. 18, 20) ; *Fontaine (Jean)* (p. 21).

Rappels au règlement : *Labbé (Claude)* (p. 3) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 3) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3,4) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4) ; *Julia (Didier)* (p. 4).

Sécurité des personnes et des biens : *Richard (Alain)* (p. 5) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6) ; *Toubon (Jacques)* (p. 8) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 12, 13).

Tjibaou (Jean-Marie) (présence de - dans l'hémicycle) : *Labbé (Claude)* (p. 3) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 3) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4) ; *Billardon (André)* (p. 17).

Discussion des articles (p. 23).

Article unique *(prorogation de l'état d'urgence proclamé en Nouvelle-Calédonie et dépendances)* : amendement n° 1 de M. Alain Madelin (exclusion des dispositions de l'article 12 de la loi du 3 avril 1955) ; amendement n° 4 de M. Jacques Toubon (même objet) (p. 23) ; droits de la défense devant les juridictions d'instruction ; incompétence des autorités militaires pour traiter des affaires civiles : rejetés ; amendement n° 5 de M. Jacques Toubon (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; perquisitions à domicile (p. 24) : rejeté ; amendement n° 2 de M. Jean Foyer (précisant que toute mesure restrictive ou privative de liberté prise en vertu de l'état d'urgence l'est par arrêté motivé) ; compétence du juge judiciaire en matière de liberté individuelle ; jurisprudence du Conseil constitutionnel : rejeté ;

- article unique : adopté.

Après l'article unique : amendement n° 6 de M. Jacques Toubon (inapplication des dispositions de l'article 5, 1° et 3°, de la loi du 3 avril 1955) (p. 25) : interdiction de séjour de certaines personnes : rejeté ; amendement n° 7 de M. Jacques Toubon (inapplication des dispositions de l'article 6 de la loi du 3 avril 1955) ; prérogatives d'assignation à résidence (p. 26) : rejeté.

Explications de vote (p. 27).

Haut-commissaire (pouvoirs du -) : *Le Meur (Daniel)* (p. 27).

Populations (opposition des -) : *Le Meur (Daniel)* (p. 27) ; *Labbé (Claude)* (p. 28).

Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 28) ; vote hostile du groupe communiste : *Le Meur (Daniel)* (p. 27) ; vote hostile du groupe R.P.R. : *Labbé (Claude)* (p. 28).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 28).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [24 janvier 1985] (p. 34).

Application de la loi dans le temps : *Richard (Alain)* (p. 35) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 35).

Autodétermination : *Toubon (Jacques)* (p. 36).

Dialogue entre les populations (nécessité du -) : *Le Foll (Robert)* (p. 37).

Echec de la commission mixte paritaire : *Richard (Alain)* (p. 35).

Libertés individuelles : *Toubon (Jacques)* (p. 36-37).

Notion de prorogation : *Richard (Alain)* (p. 35).

Rencontre entre M. Dick Ukeiwé et M. Jean-Marie Tjibaou : *Stirn (Olivier)* (p. 35-36).

Discussion des articles [24 janvier 1985] (p. 37).

Article 1er : amendement n° 1 du Gouvernement (prolongeant l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie jusqu'au 30 juin 1985) (p. 37) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (conférant au haut-commissaire le pouvoir mentionné à l'article 11, 1° de la loi du 3 avril 1955) ; compétence du haut-commissaire pour effectuer des perquisitions : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) ; information du président du Gouvernement de la mise en application de l'état d'urgence par le haut-commissaire ; concentration des pouvoirs entre les mises du haut-commissaire : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 3 : amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) ; régime des expulsions (p. 38) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 4 : amendement n° 5 du Gouvernement (de suppression) ; « gouvernement provisoire de la République de Kanaky » ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 5 : amendement n° 6 du Gouvernement (application de cette loi dès sa promulgation par le haut-commissaire et sa publication par voie d'affichage au haut-commissariat) (p. 39) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 40).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [24 janvier 1985] (p. 40).

Désaccord entre les deux assemblées : *Richard (Alain)* (p. 40).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 40-41).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 41).

11. - Projet de loi n° 2662 sur l'évolution de la **Nouvelle-Calédonie.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 mai 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. - Lettre, en date du 31 mai 1985, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances sur ce projet. - Urgence déclarée le 10 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Raymond Forni (9 mai 1985). - Rapport n° **2714** (23 mai 1985). - Discussion les 29 et 30 mai et 4 juin 1985. - Deuxième délibération après prise d'acte de l'avis défavorable de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie. - Adoption le 4 juin 1985. - Projet de loi n° **797.**

Sénat (première lecture), n° **333** (1984-1985), dépôt le 4 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **463** (1984-1985) (23 juillet 1985). - Discussion les 23 et 24 juillet 1985. - Adoption le 24 juillet 1985. - Projet de loi n° **174** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Bureau [*J.O.* du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Raymond Forni. - Rapport n° **2931** (25 juillet 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **471** (1984-1985) (25 juillet 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2921**, dépôt le 25 juillet 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Raymond Forni. - Rapport n° **2932** (25 juillet 1985). - Discussion le 25 juillet 1985. - Adoption avec modifications le 25 juillet 1985. - Projet de loi n° **872**.

Sénat (deuxième lecture), n° **472** (1984-1985), dépôt le 26 juillet 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **473** (1984-1985) (26 juillet 1985). - Discussion le 26 juillet 1985. - Adoption avec modifications le 26 juillet 1985. - Projet de loi n° **178** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2937**, dépôt le 26 juillet 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Raymond Forni. - Rapport n°**2938** (26 juillet 1985). - Discussion le 26 juillet 1985. - Adoption définitive le 26 juillet 1985. - Projet de loi n° **873**.

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution) :

Décision le 8 août 1985 (*J.O.* du 9 août 1985) (p. 9125).
Rectification (*J.O.* du 21 août 1985) (p. 9616).
Articles déclarés non conformes : article 4, alinéa 2.

Nouvelle délibération demandée par M. le président de la République (décret du 9 août 1985) (application de l'article 10, alinéa 2, de la Constitution).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2939**. - Dépôt le 12 août 1985. - Urgence déclarée le 12 août 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (12 août 1985). - Rapport n° **2940** (12 août 1985). - Discussion le 12 août 1985. - Adoption avec modifications le 12 août 1985. - Projet de loi n° **874**.

Sénat (première lecture), n° **474** (1984-1985). - Dépôt le 13 août 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **476** (1984-1985) (19 août 1985). - Discussion le 19 août 1985. - Adoption avec modifications le 19 août 1985. - Projet de loi n° **179** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 21 août 1985] (p. 9620).
Bureau [*J.O.* du 21 août 1985] (p. 9620).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. François Massot. - Rapport n° **2942** (20 août 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **477** (1984-1985) (20 août 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2941**. - Dépôt le 20 août 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot. - Rapport n° **2943** (20 août 1985). - Discussion le 20 août 1985. - Adoption avec modifications le 20 août 1985. - Projet de loi n° **875**.

Sénat (deuxième lecture), n° **478** (1984-1985). - Dépôt le 20 août 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Discussion le 20 août 1985. - Rejet le 20 août 1985. - Projet de loi n° **180** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2944**. - Dépôt le 20 août 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot. - Rapport n° **2945** (20 août 1985). - Discussion le 20 août 1985. - Adoption définitive le 20 août 1985. - Projet de loi n° **876**.

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 23 août 1985 (*J.O.* du 24 août 1985) (p. 9814). - Rectificatif (*J.O.* du 11 septembre 1985) (p. 10485). - Conforme en totalité.

Loi n° 85-892 du 23 août 1985, publiée au *J.O.* du 24 août 1985 (p. 9775).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [29 mai 1985] (p. 1265-1281) [30 mai 1985] (p. 1292).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Messmer : *Messmer (Pierre)* (p. 1272, 1273, 1274, 1275) ; *Richard (Alain)* (p. 1276, 1277) : rejetée au scrutin public (p. 1278).

Question préalable opposée par M. Jean-Claude Gaudin : *Aubert (François d')* (p. 1281, 1282, 1283, 1284, 1285) ; *Vivien (Alain)* (p. 1285, 1286, 1287) ; *Forni (Raymond)* (p. 1287) : rejetée au scrutin public (p. 1288).

Motion de renvoi en commission soulevée par M. François d'Aubert : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1316, 1317, 1319) ; *Forni (Raymond)* (p. 1317, 1318, 1319) : rejetée au scrutin public (p. 1319).

Administration directe (principe d'-) : *Forni (Raymond)* (p. 1266) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1271) ; *Messmer (Pierre) (p. 1274, 1275)* ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1302) ; *Geng (Francis)* (p. 1305).

Autodétermination (et scrutin d'-) : *Forni (Raymond)* (p. 1266, 1267) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1271, 1272) ; *Messmer (Pierre)* (p. 1273, 1274) ; *Richard (Alain)* (p. 1277) ; *Aubert (François d')* (p. 1282, 1284, 1285) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1293, 1294) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1302) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 1303) ; *Le Foll (Robert)* (p. 1304) ; *Geng (Francis)* (p. 1306) ; *Pidjot (Roch)* (p. 1311) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1317).

Base militaire : *Aubert (François d')* (p. 1285) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1298) ; *Geng (Francis)* (p. 1306) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 1312, 1313).

Caractère transitoire du statut : *Forni (Raymond)* (p. 1266) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1276) ; *Richard (Alain)* (p. 1276).

Composition du corps électoral : *Brunhes (Jacques)* (p. 1294, 1295) ; *Pidjot (Roch)* (p. 1311) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1315).

Congrès de la Nouvelle-Calédonie : *Forni (Raymond)* (p. 1266, 1267).

Contexte géopolitique : *Forni (Raymond)* (p. 1266) ; *Vivien (Alain)* (p. 1286) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 1131, 1312) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1315).

Coutume et conseil coutumier territorial : *Forni (Raymond)* (p. 1267) ; *Aubert (François d')* (p. 1284).

Déclaration de Nainville-les-Roches : *Pisani (Edgard)* (p. 1269) ; *Aubert (François d')* (p. 1282) ; *Vivien (Alain)* (p. 1287) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1293, 1295) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1296) ; *Delanoë (Bertrand)* (p. 1300) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 1303) ; *Pidjot (Roch)* (p. 1310, 1311).

Décolonisation de la Nouvelle-Calédonie : *Brunhes (Jacques)* (p. 1292) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 1303) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1316).

Elections territoriales : *Lafleur (Jacques)* (p. 1297-1298).

Etat d'urgence en Nouvelle-Calédonie : *Forni (Raymond)* (p. 1267) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1295) ; *Delanoë (Bernard)* (p. 1301) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1316).

F.L.N.K.S. : *Messmer (Pierre)* (p. 1273) ; *Aubert (François d')* (p. 1282, 1283) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1293) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1296, 1297) ; *Delanoë (Bertrand)* (p. 1301) ; *Pidjot (Roch)* (p. 1311) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1316, 1317, 1319).

Gouvernement de Nouvelle-Calédonie : *Pisani (Edgard)* (p. 1269) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1298).

Gouvernement provisoire de Kanaky : *Lafleur (Jacques)* (p. 1297).

Haut-commissaire du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie (rôle du) : *Forni (Raymond)* (p. 1266, 1267, 1268, 1318) ; *Messmer (Pierre)* (p. 1273, 1275) ; *Richard (Alain)* (p. 1276, 1277) ; *Aubert (François d')* (p. 1283, 1284) ; *Vivien*

(Alain) (p. 1286) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1297) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1301) ; *Le Foll (Robert)* (p. 1304, 1305) ; *Geng (Francis)* (p. 1305) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1314).

Historique de la Nouvelle-Cadédonie : *Forni (Raymond)* (p. 1266) ; *Vivien (Alain)* (p. 1286) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1292) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 1302, 1303) ; *Le Foll (Robert)* (p. 1304) ; *Pinard (Joseph)* (p. 1309) ; *Pidjot (Roch) (p. 1310) ; Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1316).

Indépendance-association (et indépendance) : *Pisani (Edgard)* (p. 1268, 1269, 1270) ; *Messmer (Pierre)* (p. 1273) ; *Richard (Alain)* (p. 1277) ; *Aubert (François d')* (p. 1282, 1285) ; *Vivien (Alain)* (p. 1286) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1298) ; *Delanoë (Bertrand)* (p. 1301) ; *Le Foll (Robert)* (p. 1305) ; *Geng (Francis)* (p. 1305) ; *Stirn (Olivier)* (p. 1306, 1307) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 1307) ; *Bellon (André)* (p. 1313) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1315).

Intérêts de la France : *Aubert (François d')* (p. 1282) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1299) ; *Delanoë (Bertrand)* (p. 1301) ; *Geng (Francis)* (p. 1305) ; *Stirn (Olivier)* (p. 1307) ; *Bellon (André)* (p. 1313) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1313) ; *Forni (Raymond)* (p. 1318).

Ordonnances : *Forni (Raymond)* (p. 1266, 1267) ; *Messmer (Pierre)* (p. 1275) ; *Aubert (François d')* (p. 1285) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1285) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1298) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1302) ; *Fuchs (Jean-Pierre)* (p. 1317).

Organisation de la propagande radiodiffusée : *Forni (Raymond)* (p. 1267) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1272).

Projet de M. Dick Ukeiwé : *Pisani (Edgard)* (p. 1270) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1298, 1299) ; *Delanoë (Bernard)* (p. 1300) ; *Forni (Raymond)* (p. 1318).

Rappel au réglement de M. François d'Aubert : *Aubert (François d')* (p. 1268) ; *Labarrère (André)* (p. 1268).

Rappel au réglement de M. Jacques Brunhes : *Brunhes (Jacques)* (p. 1277-1278).

Régionalisation de la Nouvelle-Calédonie et représentation des régions : *Forni (Raymond)* (p. 1266, 1318) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1270-1271) ; *Messmer (Pierre)* (p. 1273) ; *Richard (Alain)* (p. 1276) ; *Aubert (François d')* (p. 1284) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1295) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1297, 1298) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1302) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 1303) ; *Geng (Francis)* (p. 1305) ; *Pidjot (Roch)* (p. 1311) ; *Fuchs (Jen-Paul)* (p. 1317).

Répartition des compétences entre les régions et le territoire : *Forni (Raymond)* (p. 1267) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1271) ; *Richard (Raymond)* (p. 1267) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1271) ; *Richard (Alain)* (p. 1276) ; *Aubert (François d')* (p. 1284, 1285) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1298).

Situation économique, sociale et culturelle en Nouvelle-Calédonie : *Forni (Raymond)* (p. 1265, 1318) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1281, 1282, 1283, 1284) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1292, 1293) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1296) ; *Delanoë (Bertrand)* (p. 1300) ; *Le Foll (Robert)* (p. 1304) ; *Salmon (Tuhata)* (p. 1307) ; *Pinard (Joseph)* (p. 1308, 1309, 1310) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 1313) ; *Bellon (André)* (p. 1313) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1316).

Statut Lemoine (loi du 6 septembre 1984) : *Forni (Raymond)* (p. 1266, 1267) ; *Messmer (Pierre)* (p. 1273) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1301) ; *Geng (Francis)* (p. 1305) ; *Pidjot (Roch)* (p. 1310).

Violences commises en Nouvelle-Calédonie : *Forni (Raymond)* (p. 1266, 1318) ; *Messmer (Pierre)* (p. 1272) ; *Aubert (François d')* (p. 1282) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1293) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1296) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 1303) ; *Geng (Francis)* (p. 1305) ; *Pinard (Joseph)* (p. 1308) ; *Pisani (Edgard)* (p. 1314, 1315).

Discussion des articles [30 mai 1985] (p. 1325).

Article 1er *(caractère transitoire du statut) ;* statut « actif » préparant une formule irréversible ; date « butoir » du 31 décembre 1987 ; caractère prédéterminé du thème du scrutin ; incompatibilité possible entre l'indépendance et l'association (p. 1325) ; notion de population intéressée ; absence de valeur juridique de la formule de l'indépendance-association ; date de la consultation ; composition du corps électoral ; amendement n° 36 de M. Jacques Lafleur (tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « sur l'accession du territoire à l'indépendance en association avec la France » les mots « par voie de référendum sur l'appartenance du territoire à la République française ») ; date de la consultation (P. 1326) ; attitude du parti communiste ; définition des populations intéressées ; cadre référendaire ; impossibilité constitutionnelle de consulter les populations intéressées sur l'appartenance du territoire à la République française ; caractère régional des prochaines élections ; définition du concept de « populations intéressées » ; caractéristiques de la période transitoire ; date du scrutin ; (p. 1327) ; ordonnances de 1982 : rejeté ;

– article 1er : adopté au scrutin public.

Article 2 *(délimitation des régions) :* caractère électoral du découpage ; inégalités de représentation ; rattachement à la circonscription de Nouméa des communes de Yaté et de l'île des Pins (p. 1328) ; amendement n° 1 de M. Roch Pidjot (création de trois régions) ; amendement n° 35 de M. Jean-Pierre Soisson (création de quatre régions) ; réalités économiques du territoire ; amendement n° 35 : retiré ; concentration de la population à Nouméa ; rattachement de Yaté et de l'île des Pins à Nouméa (p. 1329) ; répartition entre les régions des populations et des électeurs étant moins inégale qu'elle ne l'était dans la loi de 1984 ; amendement n° 1 : rejeté ; amendement n° 37 de M. Jacques Lafleur (rattachement à la région Sud de Yaté et de l'île des Pins) ; séparation des districts coutumiers ; langues vernaculaires ; consultation avec l'ensemble des chefs coutumiers : rejeté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté (p. 1330).

Article 3 *(conseils de région et congrès du territoire) :* création de collectivités territoriales ; nombre de représentants ; statut de la Nouvelle-Calédonie ; amendement n° 10 de la commission (région constituant une collectivité territoriale) ; sous-amendement n° 73 de M. François d'Aubert (tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de cet amendement par les mots : « conformément à l'article 72 de la Constitution ») ; compatibilité de l'amendement avec l'article 72 de la Constitution ; distinction des dispositions relatives aux conseils de région de celles qui ont trait au congrès du territoire (p. 1331) ; sous-amendement n° 73 : adopté ; amendement n° 10, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 39 de M. Jacques Lafleur (tendant à la fin de la première phrase du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « quarante-trois » les mots « quarante-cinq ») : devenu sans objet ; amendement n° 2 de M. Roch Pidjot (nombre de conseillers au conseil de région et au congrès du territoire) : devenu sans objet ; amendement n° 38 de M. Jacques Lafleur (tendant dans la troisième ligne du tableau de cet article à substituer au nombre « dix-huit » le nombre « vingt ») ; taux de représentation : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article) ; distinction entre la définition de la région et la fixation des effectifs la représentant au congrès du territoire ; limitation du droit à la candidature ; volonté de réglement de comptes politique : adopté ;

– article 3, ainsi modifié : adopté (p. 1332).

Après l'article 3 : amendement n° 12 de la commission (élection du congrès du territoire) ; sous-amendement n° 65 du Gouvernement (substitution des membres du congrès du territoire aux conseillers territoriaux pour l'application à la Nouvelle-Calédonie de l'article 2 de l'ordonnance modifiée du 4 février 1959) : adopté ; amendement n° 12, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(durée du mandat des conseillers territoriaux et régionaux ; modalités de leur élection) :* amendement n° 13 de la commission (tendant après les mots « élus pour trente mois » à supprimer la fin de la première phrase et les deux dernières phrases de cet article) : adopté ; amendement n° 71 du Gouvernement : devenu sans objet ;

– article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(mode de scrutin) :* amendement n° 3 de M. Roch Pidjot (tendant après le premier alinéa de cet article à insérer l'alinéa suivant : « les candidats doivent

être inscrits sur la liste électorale de l'une des communes comprises dans la région ») ; sous-amendement n° 52 de la commission (tendant à compléter cet amendement par les mots « sous réserve des dispositions de l'article L. 229 du code électoral qui sont applicables pour des élections ») (p. 1333) ; nécessité pour être candidat à des élections cantonales d'être inscrit sur la liste d'une commune dans le canton où l'on se présente ; éligibilité au conseil régional ; possibilité pour un parlementaire d'être candidat sur l'ensemble du département qu'il représente à l'Assemblée nationale ; répartition des sièges par région ; sous-amendement n° 52 : adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 14 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; modalité de remplacement à la suite d'une vacance ; hypothèse d'une démission (p. 1334) : adopté ;

– article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 40 de M. Jacques Lafleur (exercice du droit de vote des électeurs réfugiés à Nouméa) ; électeurs se trouvant dans l'incapacité d'aller voter dans leur région ; création d'un bureau de vote extérritorial par commune ; vote par procuration existant déjà dans les îles de Loyauté et à Nouméa : rejeté.

Article 6 *(législation applicable à l'élection des membres des conseils de région et du congrès du territoire) :* prise en compte de la situation des réfugiés à Nouméa ; conditions d'éligibilité (p. 1335) ; boycott réclamé par le F.L.N.K.S. ; réaction des jeunes Mélanésiens aux obligations militaires ; amendement n° 15 de la commission (règles applicables à l'élection des conseils de région et du congrès du territoire ; dépouillement des votes) ; sous-amendement n° 72 du Gouvernement (tendant, après la première phase du premier alinéa de cet amendement, à insérer la phrase suivante : « pour l'élection aux conseils de région et au congrès du territoire, le mot "département" mentionné à l'article L. 71-III du code électoral doit être compris comme correspondant au mot "région" ») ; sous-amendement n° 66 du Gouvernement (électeurs non inscrits sur la liste électorale arrêtée le 28 février 1985) ; sous-amendement n° 67 du Gouvernement (rôle de la commission de contrôle des opérations de vote et de recensement) ; sous-amendement n° 56 de M. François d'Aubert (tendant à compléter l'amendement n° 15 par l'alinéa suivant : « un seul bureau de vote sera ouvert dans chaque commune ») ; conditions d'éligibilité ; régime des inéligibilités et des incompatibilités ; forme des déclarations de candidature ; système de dépouillement (p. 1336) ; scellé des urnes ; chef-lieu de la région où est transportée l'urne ; premier train des ordonnances étant consacré à l'organisation des institutions de la Nouvelle-Calédonie ; réfugiés installés à Nouméa ; vote par procuration ; sous-amendement n° 72 : adopté ; élargissement de la procédure permettant au juge d'instance d'inscrire sur les listes électorales en dehors de la période de révision certaines catégories de citoyens (p. 1337) ; révision des listes électorales ; rôle de la commission de contrôle ; sous-amendement n° 66 : adopté ; nécessité d'empêcher les manipulations et fraudes lors du rassemblement et du transport des urnes ; sous-amendement n° 67 : adopté ; nécessité de l'unicité d'un bureau de vote par commune ; voies de communication en Nouvelle-Calédonie ; inapplicabilité du système proposé par le sous-amendement n° 56 ; absentéisme électoral ; sous-amendement n° 56 : rejeté ; amendement n° 15, ainsi modifié : adopté ; amendements n° 41 de M. Jacques Lafleur et n° 55 de M. François d'Aubert : devenus sans objet ;

– en conséquence, l'amendement n° 15, ainsi modifié, devient l'article 6.

Article 7 *(commission de contrôle des opérations de vote et de recensement)* (p. 1338-1339) : amendement n° 16 de la commission (création, dans chaque région, d'une commission de contrôle) ; sous-amendement n° 68 du Gouvernement (tendant à rédiger ainsi le début de cet amendement : « pour l'élection aux conseils de région et au congrès du territoire il est institué... ») : adopté ; amendement n° 16, ainsi modifié : adopté ; amendements identiques n° 17 de la commission et n° 42 de M. Jacques Lafleur, soutenu par M. François d'Aubert (présence constante pendant la durée des opérations de vote d'un membre de la commission de contrôle ou d'un délégué) ; risque de créer un contentieux trop important (p. 1339) ; difficultés pouvant résulter de l'exigence posée par ces amendements ; affectation d'un membre de la commission de contrôle à chaque bureau de vote ; mise à la disposition de la commission de contrôle de gendarmes ; amendement n° 42 : rejeté ; amendement n° 17, rectifié : adopté ; amendement n° 18 de la commission (composition, fonctionnement et frais de fonctionnement des commissions de contrôle) : adopté ;

– article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(organisation de la propagande radiodiffusée et télévisée)* (p. 1340) ; informations en Nouvelle-Calédonie ; utilisation des moyens d'information par le délégué du Gouvernement ; amendement n° 19 de la commission (désignation par la Haute Autorité d'un représentant en Nouvelle-Calédonie) ; missions de la Haute Autorité ; nomination des membres de la Haute Autorité : adopté ;

– en conséquence, l'amendement n° 19 devient l'article 8.

Article 9 *(contestation des élections) :* adopté (p. 1341).

Article 10 *(élection du président du conseil de région) :* amendement n° 20 de la commission (délégation des pouvoirs du président aux deux vice-présidents) ; amendement n° 43 de M. Jacques Lafleur (délégation de pouvoirs du président à un vice-président élu dans les mêmes conditions) ; nécessité d'une permanence de l'exécutif régional ; amendement n° 43 : retiré ; amendement n° 20 : adopté ;

– article 10, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 44 de M. Jacques Lafleur (conseil consultatif coutumier territorial) ; nécessité que le pouvoir politique ne soit pas à l'origine de la création de l'institution coutumière ; réunion des comités consultatatifs coutumiers régionaux ; fédération des conseils coutumiers (p. 1342) ; nécessité de permettre à l'ensemble des chefs coutumiers de se réunir quand ils le souhaitent ; rejeté.

Article 11 *(création par le conseil de région d'un conseil consultatif coutumier et d'un comité économique et social régional) :* amendement n° 4 de M. Roch Pidjot (tendant au début de cet article, à substituer aux mots « le conseil de région peut créer » les mots « il est créé dans chaque région ») ; possibilité pour les instances coutumières de se réunir au niveau de la région sur les questions qu'elles souhaitent évoquer ; diversités des coutumes dans la région sud ; adopté ; amendement n° 53 de la commission (tendant, à la fin de cet article, à supprimer les mots « et un comité économique et social régional ») ; nécessité de ne pas confondre le pouvoir politique et le pouvoir coutumier : adopté ; amendement n° 21 de la commission (saisine des conseils consultatifs coutumiers) : adopté ;

– article 11, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 22 de la commission *(création par le conseil de région d'un comité économique et social régional)* (p. 1343) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (rôle du conseil de région) : adopté.

Article 12 *(attributions particulières de la région) :* compétence des régions ; développement et aménagement du territoire ; contrats de programme avec l'Etat ; compétences de l'office culturel kanak ; amendement n° 57 de M. François d'Aubert (tendant au début du premier alinéa de cet article après les mots « leur être transféré par l'Etat » à insérer les mots « mais qui ne peuvent porter sur les matières énumérées à l'article 5 de la loi du 6 septembre 1984 ») ; nécessité de limiter les attributions pouvant être transférées à l'Etat (p. 1344) ; contrôle de l'immigration des étrangers ; nécessité d'empêcher l'Etat de déléguer ses propres compétences aux régions ; office culturel kanak ; décentralisation au profit des régions ; contrôle de l'immigration des étrangers ; matières ne pouvant être transférées aux régions : rejeté ; amendement n° 58 de M. François d'Aubert (tendant au début du premier alinéa de cet article, après les mots « leur être transférées par l'Etat », à insérer les mots « mais qui ne peuvent porter sur les matières énumérées à l'article 29 de la loi du 6 septembre 1984 ») ; transfert des compétences du conseil des ministres du terri-

toire ; montant annuel d'allocations de devises demandées à l'Etat (p. 1345) ; régionalisation retenue par le projet de loi supposant le transfert d'un certain nombre de responsabilités ; développement agricole de la Nouvelle-Calédonie : rejeté ; amendement n° 24 de la commission (tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa (*a*) de cet article : « *a)* développement et aménagement régional ») ; amendement n° 59 de M. François d'Aubert (tendant dans le deuxième alinéa (*a*) de cet article, après le mot « développement », à insérer les mots « à l'exclusion des décisions concernant les investissements étrangers qui continuent à relever des compétences du territoire ») ; notion d'aménagement du territoire ; problème des investissements étrangers ; amendement n° 59 : retiré (p. 1346) ; amendement n° 24 : adopté ; amendement n° 25 de la commission (tendant dans le 3e alinéa (*b*) de cet article, après les mots « enseignement primaire », à insérer le mot « obligatoire ») : adopté ; amendement n° 45 de M. Jacques Lafleur (tendant dans le 6e alinéa (*e*) de cet article à supprimer les mots « et réforme foncière ») ; amendement n° 26 de la commission (tendant dans le 6e alinéa de cet article, après le mot « rural et », à insérer les mots « mise en œuvre de la ») ; réforme foncière devant relever de la compétence du congrès ; nécessaire unité de la politique foncière définie sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie ; responsabilité de mise en œuvre de la réforme foncière pesant sur la région ; amendement n° 45 : rejeté ; amendement n° 26 : adopté ; amendement n° 27 de la commission (approbation par le haut-commissaire des conventions intervenant entre plusieurs régions) ; amendement n° 60 de M. François d'Aubert (approbation du haut-commissaire pour les conventions intervenant entre plusieurs régions) ; nécessité d'éviter toutes dispositions qui faciliterait une partition de la Nouvelle-Calédonie ; haut-commissaire demeurant, au titre de représentant de l'Etat sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie, le cosignataire des contrats de programme ; conventions passées directement entre les ministères et les régions (p. 1347) ; avis du conseil exécutif ; amendement n° 27 : adopté ; amendement n° 60 : devenu sans objet ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(compétences générales du conseil de région) :* amendement n° 28 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 14 *(élection du président du congrès du territoire) :* amendement n° 46 de M. Jacques Lafleur (délégation des pouvoirs du président à un vice-président élu dans les mêmes conditions) ; dispositions actuelles du statut Lemoine relatives aux règles de fonctionnement de l'assemblée territoriale demeurant en vigueur : adopté ; amendement n° 47 de M. Jacques Lafleur (bureau du congrès du territoire) : rejeté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 29 de la commission (tendant, après l'article 14, à insérer l'article suivant : « sous réserve des dispositions de la présente loi et notamment de ses article 3, 12, 14, 17 et 20, les dispositions de la loi du 6 septembre 1984 relatives à l'assemblée territoriale sont applicables au congrès du territoire ») (p. 1348) ; absence de suppression d'une partie des compétences de la région pour les attribuer au territoire ; congrès ne se voyant conférer aucune compétence de l'assemblée territoriale ; préparation et exécution des décisions du congrès du territoire par le haut-commissaire ; compétence du conseil des ministres du territoire : adopté.

Article 15 *(attributions du haut-commissaire) :* amendement n° 48 de M. Jacques Lafleur (tendant, à la fin de cet article, à substituer aux mots « le haut-commissaire » les mots « le président du Gouvernement ») : retiré ;

- article 15 : adopté (p. 1349).

Article 16 *(conseil exécutif) :* amendement n° 49 de M. Jacques Lafleur (de suppression) ; conseil exécutif constituant un simple organe consultatif ; conseil exécutif constituant un organisme devant jouer un rôle politique important : rejeté ; amendement n° 61 de M. François d'Aubert (cas de consultation préalable du conseil exécutif) ; délibérations que le haut-commissaire se propose de soumettre au congrès ; mesures prises pour l'exécution des délibérations du congrès : rejeté ; amendement n° 5 de M. Roch Pidjot (tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « il est en outre chargé de proposer les modalités de consultation visée à l'article 1er de la présente loi ») ; sous-amendement n° 54 de M. Robert Le Foll (tendant, dans cet amendement, à substituer aux mots « chargé de proposer » les mots « consulté par le haut-commissaire sur ») ; consultation du conseil exécutif sur les modalités de préparation du scrutin (p. 1350) ; relations entre le haut-commissaire et le conseil exécutif ; date du scrutin d'autodétermination ; impossibilité d'organiser la consultation avant mars 1986 : sous-amendement n° 54 : adopté ; amendement n° 5, ainsi modifié : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures appartenant au domaine de la loi)* (p. 1351) ; attitude de M. Edgard Pisani en 1967 : utilisation de la procédure des ordonnances pour déterminer les compétences de la région ; pouvoir de modification du statut du territoire par ordonnances ; plan de réforme et de développement ; amendement n° 50 de M. Jacques Lafleur soutenu par M. François d'Aubert (de suppression) ; allure « coloniale » de la procédure des ordonnances ; politique du Gouvernement consistant à retarder le plus possible le référendum (p. 1352) ; nécessité de légiférer par voie d'ordonnances ; amendement n° 50 : rejeté ; amendement n° 30 de la commission (tendant, à la fin du premier alinéa de cet article, à substituer au mot « novembre » le mot « décembre ») ; date jusqu'à laquelle le Gouvernement est habilité à prendre par ordonnances des mesures appartenant au domaine de la loi ; nécessité de soumettre les ordonnances au congrès du territoire : adopté ; amendement n° 62 de M. François d'Aubert (contenu des mesures que le Gouvernement est habilité à prendre par ordonnances) : rejeté ; amendement n° 63 de M. François d'Aubert (tendant à supprimer le troisième alinéa (*b*) de cet article) : retiré ; amendement n° 31 de la commission (tendant, après les mots « d'adapter », à rédiger ainsi la fin du 3e alinéa (*b*) de cet article « le statut du territoire tel qu'il résulte de la loi du 6 septembre 1984 pour tenir compte des dispositions de la présente loi ») ; amendement n° 69 du Gouvernement (tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa (*b*) de cet article : « *b)* pour tenir compte des dispositions de la présente loi, les mesures ayant pour objet d'adapter ou de modifier le statut du territoire tel qu'il résulte de la loi du 6 septembre 1984 ») ; (p. 1353) ; limitation du champ d'action du Gouvernement ; volonté du Gouvernement d'adapter et de modifier le statut du territoire par ordonnances ; amendement n° 31 : retiré ; amendement n° 69 : adopté ; amendement n° 64 de M. François d'Aubert (tendant, à la fin du 4e alinéa (*c*) de cet article, à supprimer les mots : « ainsi que les modifications du régime fiscal du territoire ») : retiré ; amendement n° 6 de M. Roch Pidjot (tendant à compléter le 4e alinéa (*c*) de cet article par les mots « et de la législation du travail ») : rejeté ; amendement n° 32 de la commission (tendant à supprimer le 7e alinéa (*f*) de cet article) : adopté ;

- article 17, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 33 de la commission (prorogation jusqu'au 30 avril 1986 de l'état d'urgence établi en Nouvelle-Calédonie) ; nécessité d'assurer le maintien de l'ordre (p. 1354) ; état d'urgence ne constituant qu'une arme dissuasive ; possiblité pour le haut-commissaire de déclarer, quand il le souhaite, l'état d'urgence : adopté.

Article 18 *(date de l'élection du congrès du territoire et des conseils de région) :* amendement n° 7 de M. Roch Pidjot (tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « soixante jours », les mots : « quatre-vingt-dix jours ») ; délai de quatre-vingt-dix jours permettant de réviser les listes électorales (p. 1355) : rejeté ;

- article 18 : adopté.

Article 19 *(achèvement du mandat des institutions actuelles du territoire) :* amendement n° 51 de M. Jacques Lafleur (gouvernement territorial en exercice assurant l'expédition des affaires courantes jusqu'à la mise en place des nouvelles institutions) ; amendement n° 34 de la commission (date de la fin des fonctions des membres du gouvernement du territoire) ; amendement n° 8 de M. Roch Pidjot (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « à compter de la date d'ouverture de la campagne électorale pour les élections du congrès du territoire », les mots : « à compter de la date de la promulgation de la présente loi ») ; nécessité de tenir compte de l'opinion des Mélanésiens ; date de la fin des fonctions des membres du gouvernement du territoire ; attitude du gouvernement territorial ;amendement n° 51 : rejeté ; amendement n° 34 : adopté ; amendement n° 8 : devenu sans objet ;

– article 19, ainsi modifié : adopté (p. 1356).

Après l'article 19 : amendement n° 70 du Gouvernement (modalités d'application de la présente loi fixées par décret en Conseil d'Etat) ; nécessité de prendre par décret en Conseil d'Etat certaines mesures techniques ; adopté.

Article 20 *(abrogation des dispositions contraires au présent texte) :* amendement n° 9 de M. Roch Pidjot (tendant à rédiger ainsi cet article : « sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi et notamment les dispositions contraires de la loi du 6 septembre 1984 ») : adopté ;

– en conséquence, ce texte devient l'article 20 (p. 1357).

Seconde délibération du projet de loi [4 juin 1985] (p. 1398).

Avis défavorable de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1398).

Conseil coutumier territorial : *Lafleur (Jacques)* (p. 1399).

Création de régions : *Lafleur (Jacques)* (p. 1399).

Durée des opérations de vote : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1398).

Indépendance de la Nouvelle-Calédonie : *Pidjot (Roch)* (p. 1400).

Institutions politiques de la Nouvelle-Calédonie : *Lafleur (Jacques)* (p. 1399).

Organisation de la propagande radiodiffusée : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1398) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 1399).

Rappel au règlement de M. Claude Labbé : *Labbé (Claude)* (p. 1399) ; *Blanc (Jacques)* (p. 1399).

Explications de vote (p. 1400).

Autodétermination (scrutin d'–) : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 1401) ; *Le Foll (Robert)* (p. 1402) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1403).

Avis de l'assemblée territoriale : *Esdras (Marcel)* (p. 1400) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 1401) ; *Le Foll (Robert)* (p. 1402).

Caractère transitoire du statut : *Le Foll (Robert)* (p. 1402).

Composition du corps électoral : *Brunhes (Jacques)* (p. 1403).

Conseil coutumier territorial : *Le Foll (Robert)* (p. 1403).

Contexte géopolitique : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 1401).

Création de régions en Nouvelle-Calédonie : *Esdras (Marcel)* (p. 1400).

Déclaration de Nainville-les-Roches : *Le Foll (Robert)* (p. 1402).

Etat d'urgence en Nouvelle-Calédonie : *Le Foll (Robert)* (p. 1403).

F.L.N.K.S. : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 1401, 1402).

Gouvernement provisoire de Kanaky : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 1401).

Haut-commissaire du gouvernement en Nouvelle-Calédonie : *Esdras (Marcel)* (p. 1400).

Historique de la Nouvelle-Calédonie : *Le Foll (Robert)* (p. 1402).

Indépendance-association et indépendance : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 1401) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1403).

Intérêts de la France : *Esdras (Marcel)* (p. 1400).

Loi d'habilitation : *Esdras (Marcel)* (p. 1400) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1403).

Situation économique, sociale et culturelle en Nouvelle-Calédonie : *Le Foll (Robert)* (p. 1403).

Statut des autres départements et territoires d'outre-mer : *Esdras (Marcel)* (p. 1400).

Statut Lemoine : *Esdras (Marcel)* (p. 1400).

Violences commises en Nouvelle-Calédonie : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 1401).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Esdras (Marcel)* (p. 1400).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 1402).

Vote positif du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 1402).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1404).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [25 juillet 1985] (p. 2424).

Question préalable : *Debré (Michel)* (p. 2426, 2427, 2428, 2429) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2430, 2431) ; *Forni (Raymond)* (p. 2431) : rejetée au scrutin public (p. 2431).

Aide extérieure apportée aux indépendantistes : *Debré (Michel)* (p. 2428).

Circulaire Messmer (débat au sujet de la –) : *Debré (Michel)* (p. 2427) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2432).

Découpage régional du territoire : *Forni (Raymond)* (p. 2425) ; *Debré (Michel)* (p. 2428) ; *Foyer (Jean)* (p. 2434) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2435) ; *Aubert (François d')* (p. 2439).

Définition des « populations intéressées » : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2432) ; *Pidjot (Roch)* (p. 2438).

Déroulement du vote (garanties concernant le –) : *Forni (Raymond)* (p. 2436) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2434) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2435) ; *Pidjot (Roch)* (p. 2438) ; *Aubert (François d')* (p. 2440).

Etat d'urgence (prolongation de l' –) : *Forni (Raymond)* (p. 2425, 2426).

Extension des revendications indépendantistes au reste de l'outre-mer français : *Debré (Michel)* (p. 2426) ; *Juventin (Jean)* (p. 2436) ; *Esdras (Marcel)* (p. 2437) ; *Aubert (François d')* (p. 2440).

Indépendance-association (principe d' –) : *Forni (Raymond)* (p. 2425) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2430) ; *Foyer (Jean)* (p. 2433) ; *Lareng (Louis)* (p. 2437) ; *Aubert (François d')* (p. 2439).

Intérêt économique et stratégique des D.O.M.-T.O.M. : *Debré (Michel)* (p. 2427, 2428) ; *Esdras (Marcel)* (p. 2437).

Mission sénatoriale en Nouvelle-Calédonie : *Foyer (Jean)* (p. 2426) ; *Pidjot (Roch)* (p. 2438) ; *Aubert (François d')* (p. 2439).

Négociations secrètes avec divers indépendantistes (engagement par le Gouvernement de –) : *Le Foll (Robert)* (p. 2430) ; *Esdras (Marcel)* (p. 2437).

Ordonnances (recours aux –) : *Forni (Raymond)* (p. 2424, 2425) ; *Barthe (Jean-François)* (p. 2432) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2435) ; *Aubert (François d')* (p. 2439).

Ordre public en Nouvelle-Calédonie (maintien de l' –) : *Debré (Michel)* (p. 2428).

Politique économique et sociale dans les D.O.M.-T.O.M. : *Debré (Michel)* (p. 2427, 2428) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2430) ; *Lareng (Louis)* (p. 2437) ; *Pinard (Joseph)* (p. 2439).

Polynésiens vivant en Nouvelle-Calédonie (situation des –) : *Juventin (Jean)* (p. 2436).

Rappel au règlement : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2431, 2432).

Reconnaissance de l'identité kanak : *Le Foll (Robert)* (p. 2430) ; *Lareng (Louis)* (p. 2436) ; *Pidjot (Roch)* (p. 2438).

Scrutin d'autodétermination (date du –) : *Forni (Raymond)* (p. 2425) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2432) ; *Foyer (Jean)* (p. 2434).

Utilisation de la situation calédonienne à des fins métropolitaines : *Le Foll (Robert)* (p. 2429, 2430) ; *Juventin (Jean)* (p. 2435) ; *Pinard (Joseph)* (p. 2438).

Discussion des articles [25 juillet 1985] (p. 2440).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (date du scrutin relatif à l'accession du territoire à l'indépendance en association avec la France) ; sous-amendement n° 31 du Gouvernement (complétant l'amendement n° 1 par l'alinéa suivant : « une loi ultérieure déterminera les conditions dans lesquelles interviendra le scrutin prévu au premier alinéa ») (p. 2240) ; notion d'indépendance en association avec la France ; institution d'un régime transitoire ; antériorité de l'indépendance par rapport à l'association ; aménagement concret dans la vie de la Nouvelle-Calédonie ; nécessité de proposer un choix à l'électeur ; détermination des conditions du scrutin par une loi : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 1er.

Article 1er *bis* : amendement n° 2 de la commission (complétant le troisième alinéa de cet article par les mots : « ainsi que les conseils coutumiers régionaux et les comités économiques et sociaux régionaux ») : adopté ;

- article 1er *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *ter* : amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 2441) ; adopté ;

- en conséquence, l'article 1er *ter* est supprimé.

Article 2 : amendement n° 4 de la commission (définition géographique des régions Centre et Sud) ; découpage régional de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre des nouveaux statuts ; rattachement de Yaté et de l'île des Pins à la région Sud ; représentation de chaque conseiller ; absence de risque d'isolement des régions ; faiblesse de l'écart de représentativité ; impossibilité de prévoir la composition du congrès du territoire ; identité de la coutume dans l'île des Pins et la région de Nouméa (p. 2442) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 5 de la commission (précisant que la région constitue une collectivité territoriale) ; sous-amendement n° 32 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 3.

Article 3 *bis* : amendement n° 6 de la commission (composition de l'assemblée du territoire) : rejeté ; amendement n° 33 du Gouvernement (précisant que la réunion des quatre conseils de région forment le congrès du territoire) : adopté ;

- article 3 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 7 de la commission (durée du mandat des membres du congrès du territoire et des membres des conseils de région) : rejeté ; amendement n° 34 du Gouvernement (substituant, à la fin de cet article, à la date de 1989 la date de 1988) (p. 2443) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 8 de la commission (prévoyant que dans chacune des circonscriptions les élections ont lieu au scrutin de liste à représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne) : rejeté ; amendement n° 35 du Gouvernement (précisant que nul ne peut être candidat dans plus d'une région ni sur plus d'une liste) : adopté ; amendement n° 36 du Gouvernement (substituant à la fin de la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots « élus membres de l'assemblée territoriale lors des élections du 18 novembre 1984 » les mots « membres d'une assemblée territoriale en Nouvelle-Calédonie et dépendances ») : adopté ; amendement n° 37 du Gouvernement (insérant dans la première phrase du dernier alinéa de cet article après le mot « vacance » les mots « survenue pour cause de décès ») : adopté ; amendement n° 38 du Gouvernement (substituant à la fin du dernier alinéa de cet article à la date « 1988 » la date « 1987 ») : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *bis* : amendement n° 9 de la commission (de suppression) (p. 2444) ; rejeté ; amendement n° 39 du Gouvernement (précisant que les dispositions du titre 1er du livre 1er du code électoral sont applicables à l'élection des conseils de région du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 5 *bis*.

Article 5 *ter* : amendement n° 10 de la commission (de suppression) ; caractère des propositions du Sénat ; contraintes pesant sur les électeurs ; possibilité pour le haut-commissaire de déplacer un ou plusieurs bureaux de vote ; rejeté ; amendement n° 40 du Gouvernement (possibilité pour le haut-commissaire de procéder au déplacement d'un ou de plusieurs bureaux de vote lorsque les circonstances l'exigent) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 5 *ter*.

Article 5 *quater* (p. 2445) : amendement n° 11 de la commission (de suppression) ; problème des populations déplacées ou réfugiées ; rejeté ; amendement n° 41 du Gouvernement (application des dispositions de la section III du chapitre VI du titre 1er du livre 1er du code électoral) ; cas des électeurs conduits à quitter leur lieu habituel de résidence ; création à Nouméa d'un bureau de vote spécial ; modification des listes électorales ; système de vote par anticipation : adopté ;

- article 5 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *quinquies* : amendement n° 12 de la commission (de suppression) ; amendement n° 42 du Gouvernement (prévoyant que le délégué de la commission s'assure qu'un exemplaire de chacun des bulletins de vote est mis à la disposition des électeurs) (p. 2446) ; problème de la sécurité des électeurs après leur vote ; amendement n° 12 : rejeté ; amendement n° 42 : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 5 *quinquies*.

Article 6 : amendement n° 13 de la commission (application des dispositions du livre 1er du titre 1er du code électoral à l'élection des membres du congrès du territoire du conseil de région) : retiré ; amendement n° 43 du Gouvernement (supprimant les trois derniers alinéas de cet article) ; stade du dépouillement ; problème du transport sur de longues distances d'un nombre élevé d'urnes (p. 2447) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *bis* : amendement n° 44 du Gouvernement (précisant qu'un arrêté du haut-commissaire peut décider que le dépouillement s'effectuera dans un autre lieu que le bureau de vote) ; accroissement de la sécurité en cas de difficulté au moment du dépouillement ; adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 6 *bis*.

Article 7 : amendement n° 14 de la commission (installation d'une commission de contrôle des opérations de vote et de recensement pour l'élection au conseil de région et au congrès du territoire) (p. 2448) ; amendement n° 45 du Gouvernement (rédigeant ainsi la dernière phrase du huitième alinéa de cet article : « elle s'adjoint des délégués, magistrats de l'ordre judiciaire ») ; amendement n° 46 du Gouvernement (insérant après le huitième alinéa de cet article l'alinéa suivant : « à chaque bureau de vote, est affecté un membre de la commission de contrôle ou un délégué ») : amendement n° 47 du Gouvernement (substituant à la fin du dernier alinéa de cet article aux mots : « au congrès du territoire » les mots « aux conseils de région ») ; amendement n° 14 : rejeté ; amendement nos 45, 46 et 47 : adoptés ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 15 de la commission (délégation par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle d'un représentant pour le territoire) ; sous-amendement n° 48 du Gouvernement (complétant le premier alinéa de cet amendement par les mots : « pendant toute la durée de la campagne électorale ») ; sous-amendement n° 49 du Gouvernement (supprimant à la fin du deuxième alinéa de l'amendement n° 15 les mots « au congrès du territoire et ») ; remise en cause de l'institution de la Haute Autorité ; problème du caractère collégial de cette institution ; sous-amendements nos 48 et 49 : adoptés ; amendement n° 15, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 8.

Article 8 *bis* : amendement n° 16 de la commission (de suppression) ; hypothèse des sondages d'opinion sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie ; rejeté ; amendement n° 50 du Gouvernement (complétant cet article par le paragraphe suivant : « II. Pour l'application du dernier alinéa de l'article 11 de la loi du 19 juillet 1977 précitée, il y a lieu de lire : « dans le territoire » au lieu de « en métropole ») : adopté ;

- article 8 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (p. 2449) : amendement n° 17 de la commission (contestation des élections au congrès du territoire et aux conseils de région) : retiré ;

- article 9 : adopté.

Article 9 *bis* : amendement n° 18 de la commission (de suppression) ; création d'une commission parlementaire de contrôle) ; empiétement du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif ; lourdeur du dispositif prévu à l'article 9 *bis* ; adopté ;

- en conséquence, l'article 9 *bis* est supprimé.

Article 10 : amendement n° 19 de la commission (élection par le conseil de région d'un président lors de sa première réunion) : retiré ; amendement n° 51 du Gouvernement (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « ou plusieurs ») : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 (p. 2450) : amendement n° 20 de la commission (création dans chaque région d'un conseil consultatif coutumier) ; constitution d'un conseil coutumier territorial par la réunion des conseils coutumiers régionaux ; méconnaissance par le Sénat de la coutume ; adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 11.

Article 11 *ter* : amendement n° 21 de la commission (compétence du conseil de région) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 11 *ter*.

Article 12 : amendement n° 22 de la commission (compétences exercées par les autorités régionales) ; sous-amendement n° 52 du Gouvernement (rédigeant ainsi le quatrième alinéa *(c)* de l'amendement n° 22 : « *c)* vie culturelle, jeunesse, sports et loisirs ») ; sous-amendement n° 53 du Gouvernement (conclusion par le conseil de région de contrats de programme ou de conventions avec l'Etat) (p. 2451) ; sous-amendements n°s 52 et 53 : adoptés ; amendement n° 22, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 12.

Article 14 : amendement n° 23 de la commission (élection par le congrès du territoire d'un président parmi ses membres lors de sa première réunion) : retiré ;

- article 14 : adopté.

Article 14 *bis* : amendement n° 24 de la commission (application des dispositions de la loi du 6 septembre 1984 relatives à l'assemblée territoriale au congrès du territoire) ; sous-amendement n° 54 du Gouvernement (insérant dans l'amendement n° 24 après la référence « 14 » la référence « 15 ») : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 14 *bis*.

Article 15 : amendement n° 25 de la commission (prévoyant que la préparation et l'exécution des délibérations du congrès du territoire sont assurées par le haut-commissaire) : rejeté ;

- article 15 : adopté.

Article 16 : amendement n° 26 de la commission (institution auprès du haut-commissaire d'un conseil exécutif composé des présidents de conseils de région et présidé par le président du congrès du territoire) ; compétence du haut-commissaire concernant le maintien de l'ordre public (p. 2452) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 16.

Article 17 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 27 de la commission (délais pendant lesquels le Gouvernement est autorisé à prendre certaines dispositions par ordonnance) ; échec de la commission mixte paritaire ; impossibilité de modifier par voie d'ordonnance le statut voté par l'Assemblée ; date limite de prise des ordonnances ; particularité de certaines matières ; correction de certains déséquilibres : adopté ;

- en conséquence, l'article 17 est rétabli (p. 2452).

Article 17 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 18 : amendement n° 28 de la commission (précisant que les élections au congrès du territoire et au conseil de région auront lieu dans les 60 jours qui suivront la date de promulgation de la présente loi par le haut-commissaire) ; sous-amendement n° 55 du Gouvernement (supprimant dans la première phrase du premier alinéa de l'amendement n° 28 les mots : « au congrès du territoire et ») : adopté ; amendement n° 28, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 18.

Article 19 : amendement n° 29 de la commission (précisant qu'il est mis fin aux fonctions des membres du Gouvernement du territoire à compter de la date de publication du décret visé à l'article précédent) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 19.

Article 20 : amendement n° 30 de la commission (abrogation de certaines dispositions de la loi du 6 septembre 1984) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 20.

Seconde délibération du projet de loi (p. 2454).

Article 7 (p. 2454) : amendement n° 1 du Gouvernement (supprimant la deuxième phrase du huitième alinéa de cet article) ; appartenance des magistrats constituant la commission de contrôle soit à l'ordre judiciaire, soit à l'ordre administratif ; adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 12 : amendement n° 2 du Gouvernement (insérant après le huitième alinéa *(g)* de cet article l'alinéa suivant : « à cette fin elles mènent toute action d'intérêt régional ») ; définition de la compétence des régions : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 2455).

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 2456).

Vote négatif du groupe U.D.F. : *Esdras (Marcel)* (p. 2456).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2456).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [26 juillet 1985] (p. 2464).

Bureau de vote (présence du -) : *Rouquet (René)* (p. 2464) ; *Pisani (Edgard)* (p. 2464, 2465).

Décentralisation : *Le Foll (Robert)* (p. 2466).

Guadeloupe (situation en -) : *Debré (Michel)* (p. 2465) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 2465) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2467).

Guadeloupe (indemnisation des conséquences des cyclones en -) : *Salmon (Tutaha)* (p. 2465, 2466).

Identité culturelle : *Le Foll (Robert)* (p. 2467).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2467 à 2470) : amendement n° 1 du Gouvernement (présidence du bureau de vote par un magistrat de l'ordre judiciaire) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (composition de la commission) : adopté (p. 2470) ; amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 2471).

Explications de vote (p. 2471).

Loi d'abandon : *Bouvard (Loïc)* (p. 2471).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 2471).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Bouvard (Loïc)* (p. 2471).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2471).

NOUVELLE DELIBERATION EN APPLICATION DE L'ARTICLE 10, ALINEA 2 DE LA CONSTITUTION

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 août 1985] (p. 2486).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Michel Debré : *Debré (Michel)* (p. 2487 à 2489) ; *Richard (Alain)* (p. 2489 à 2491) ; rejetée au scrutin public (p. 2491).

Article 10 de la Constitution : *Debré (Michel)* (p. 2487 à 2488) ; *Richard (Alain)* (p. 2490) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2491, 2492).

Conseil constitutionnel (censure partielle d'un texte par le -) : *Debré (Michel)* (p. 2487) ; *Richard (Alain)* (p. 2490).

Conseil constitutionnel (décision du -) : *Massot (François)* (p. 2486, 2487) ; *Debré (Michel)* (p. 2488) ; *Richard (Alain)* (p. 2491) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2493) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2496, 2497).

Conseil constitutionnel (rôle du -) : *Brunhes (Jacques)* (p. 2493).

Décolonisation et indépendance : *Debré (Michel)* (p. 2490) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2493) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 2494) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2496) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2498) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2500).

Découpage géographique de la Nouvelle-Calédonie : *Pidjot (Roch)* (p. 2497).

Droit des premiers occupants : *Debré (Michel)* (p. 2488, 2489).

Principe de représentativité : *Massot (François)* (p. 2486, 2487) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2492) ; *Bruhnes (Jacques)* (p. 2493) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 2494) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2496, 2497) ; *Pidjot (Roch)* (p. 2498).

Session extraordinaire (conditions de la -) : *Le Foll (Robert)* (p. 2495).

Statut de la Nouvelle-Calédonie (historique du -) : *Le Foll (Robert)* (p. 2495).

Discussion des articles [12 août 1985] (p. 2500).

Article 1er : amendement n° 2 de M. Claude Labbé (précisant que les populations intéressées de Nouvelle-Calédonie seront appelées à se prononcer par voie de référendum sur l'appartenance du territoire à la République française) ; refus de tout apriorisme sur l'indépendance (p. 2500) : rejeté ; rappel au règlement de M. Claude Labbé ; réunion du Parlement en session extraordinaire ; mépris à l'égard de l'Assemblée nationale ; aggravation de la situation en Nouvelle-Calédonie (p. 2501) ; annonce des élections ; consultation populaire ; réformes proposées par le Gouvernement ;

- article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : amendement n° 3 de M. Claude Labbé (référence à Yaté et l'île des Pins) (p. 2502) ; nécessité d'inclure ces régions dans la région Sud ; problèmes économique et coutumier : rejeté ;

- article 3 : adopté.

Article 4 : amendement n° 4 de M. Claude Labbé (détermination du nombre des membres de chaque conseil de région) ; amendement n° 1 du Gouvernement (même objet) ; décision du Conseil constitutionnel déclarant non conforme à la Constitution les dispositions du deuxième alinéa de cet article (p. 2503) ; augmentation du nombre des conseillers de la région de Nouméa ; principe d'égalité ; amendement n° 4 : rejeté ; équilibre politique entre deux tendances (p. 2504) ; amendement n° 1 : adopté ;
- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : adopté.

Articles 6 à 26 : adoptés (p. 2505, 2506).

Article 27 : amendement n° 5 de M. Caude Labbé (de suppression) ; mesures que le Gouvernement est autorisé à prendre en Nouvelle-Calédonie par voie d'ordonnances en vertu de l'article 38 de la Constitution ; problème foncier en Nouvelle-Calédonie (p. 2507) : rejeté ;

- article 27 : adopté.

Article 28 : adopté.

Article 29 : amendement n° 6 de M. Gabriel Kaspereit (précisant que le Gouvernement assure l'expédition des affaires courantes) (p. 2508) : rejeté ;

- article 29 : adopté.

Articles 30 et 31 : adoptés.

Explications de vote (p. 2509).

Nouvelle-Calédonie (nécessité de son maintien dans la France) : *Labbé (Claude)* (p. 2509).

Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 2509).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Labbé (Claude)* (p. 2509).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2510).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 août 1985] (p. 2522).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Michel Debré : *Debré (Michel)* (p. 2522 à 2524) ; *Richard (Alain)* (p. 2524 à 2528) : rejetée au scrutin public (p. 2528).

Absence du Premier ministre : *Debré (Michel)* (p. 2523).

Article 10 de la Constitution : *Debré (Michel)* (p. 2523) ; *Richard (Alain)* (p. 2526, 2527) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2528) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 2531) ; *Pisani (Edgard)* (p. 2533, 2534).

Autodétermination et indépendance : *Debré (Michel)* (p. 2523, 2524) ; *Richard (Alain)* (p. 2527) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2530) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 2532) ; *Pisani (Edgard)* (p. 2534).

Conseil constitutionnel (décision du -) : *Massot (François)* (p. 2522) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2529) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 2531).

Conseil constitutionnel (rôle du -) : *Richard (Alain)* (p. 2527) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2528) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2529, 2530).

Droit du peuple kanak : *Pidjot (Roch)* (p. 2529).

Greenpeace (affaire) : *Debré (Michel)* (p. 2524) ; *Richard (Alain)* (p. 2524, 2525, 2526).

Institutions (caractère monarchique des -) : *Brunhes (Jacques)* (p. 2530).

Principe de représentativité : *Massot (François)* (p. 2522) ; *Debré (Michel)* (p. 2523) ; *Richard (Alain)* (p. 2527) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2529) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2530, 2531) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 2531) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2533) ; *Pisani (Edgard)* (p. 2534).

Statut de la Nouvelle-Calédonie (historique du -) : *Le Foll (Robert)* (p. 2533).

Discussion des articles [20 août 1985] (p. 2534).

Article 1er : « indépendance association » ; avis du gouvernement territorial sur la mise en application de la loi (p. 2534) ; nombre de sièges pour la région de Nouméa ; amendement n° 1 de la commission (précisant que les populations intéressées de Nouvelle-Calédonie se prononceront au plus tard le 31 décembre 1987 sur l'accession du territoire à l'indépendance en association avec la France) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *bis* : amendement n° 2 de la commission (de supression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 3 : amendement n° 3 de la commission (définition de la région Centre et de la région Sud) : adopté (p. 2535) ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 4 de la commission (détermination du nombre des membres de chaque conseil de région) ; région de Nouméa : adopté au scrutin public ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 5 de la commission (substituant à la date du 31 janvier 1989 celle du 31 janvier 1988) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (p. 2536) : amendement n° 6 de la commission (substituant à la date du 1er juillet 1988 celle du 1er juillet 1987) : adopté ;
- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 7 de la commission (application à l'élection des conseils de région du territoire de la Nouvelle-Calédonie des dispositions du titre Ier, du livre Ier du code électoral) : adopté ;
- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : amendement n° 8 de la commission (compétence du haut-commissaire pour déplacer un ou plusieurs bureaux de vote) : adopté ;
- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 : amendement n° 9 de la commission (conditions d'inscription sur les listes électorales) (p. 2537) : adopté ;
- article 10, ainsi modifié : adopté ;

Article 11 : amendement n° 10 de la commission (déroulement des opérations de vote) : adopté ;
- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 13 : amendement n° 11 de la commission (compétence du haut-commissaire pour décider que le dépouillement s'effectuera dans un autre lieu que le bureau de vote) : adopté ;
- article 13, ainsi modifié : adopté (p. 2538).

Article 15 : amendement n° 12 de la commission (compétence de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle pour déterminer les conditions de production et de diffusion des émissions relatives aux campagnes pour les élections au conseil de région) : adopté ;
- article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 19 : amendement n° 13 de la commission (création dans chaque région d'un conseil consultatif coutumier) : adopté ;
- article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 21 : amendement n° 14 de la commission (compétence du conseil de région pour voter le budget et approuver les comptes de la région) : adopté ;
- article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 : amendement n° 15 de la commission (précisant que les autorités régionales exercent les compétences attribuées au territoire de la Nouvelle-Calédonie par l'article 4 de la loi du 6 septembre 1984) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (compétence des autorités régionales pour mener toute action d'intérêt régional) : adopté ;
- article 22, ainsi modifié : adopté (p. 2539).

Article 24 : amendement n° 17 de la commission (application au congrès du territoire des dispositions de la loi du 6 septembre 1984) : adopté ;
- article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 26 : amendement n° 18 de la commission (création d'un conseil exécutif auprès du haut-commissaire) : adopté ;
- article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 : supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission (énoncé des mesures que le Gouvernement est autorisé à prendre en vertu de l'article 38 de la Constitution) : adopté ;
- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 28 : amendement n° 20 de la commission (substituant au délai de 90 jours un délai de 60 jours) : adopté ;
article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 29 : amendement n° 21 de la commission (précisant qu'il est mis fin aux fonctions des membres du gouvernement du territoire à compter de la date de publication du décret visé à l'article précédent) : adopté ;
- article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 31 : amendement n° 22 de la commission (abrogeant toutes les dispositions contraires à la présente loi) : adopté ;
- article 31, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 2541).
Nouvelle-Calédonie (maintien dans l'ensemble français de la -) : Labbé (Claude) (p. 2541).
Pouvoir (effritement du -) : Labbé (Claude) (p. 2541).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2542).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 août 1985] (p. 2547).
Rejet du texte par le Sénat : *Massot (François)* (p. 2547).

Lecture du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2548 à 2549).

Explications de vote (p. 2558).
Absence du Premier ministre : *Gantier (Gilbert)* (p.2550).
Avenir de la Nouvelle-Calédonie : *Lafleur (Jacques)* (p. 2550).
Inconstitutionnalité de la procédure de convocation en session extraordinaire : *Gantier (Gilbert)* (p. 2550).
Vote hostile du groupe R.P.R. : *Lafleur (Jacques)* (p. 2550).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 2550).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2551).

12 - Projet de loi n° 3099 portant **ratification des ordonnances** prises en application de l'article 27 de la loi n° 85-892 du 23 août 1985 sur **l'évolution de la Nouvelle-Calédonie.**
Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. - Urgence déclarée le 27 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Richard (28 novembre 1985).

Voir *Faits personnels* **2.**
Front de Libération National Kanak Socialiste (F.L.N.K.S.).
Grâce et amnistie **4.**
Questions au Gouvernement **1269, 1272, 1355.**

Amnistie.
Voir *Grâce et amnistie* **4.**

Attitude de la Libye envers la -.
Voir *Questions du Gouvernement* **1459.**

Base militaire en - .
Voir *Questions au Gouvernement* **1217, 1221.**

Dissolution du corps de la police de Nouméa.
Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Engagement de poursuites par le parquet contre M. Tjibaou -.
Voir *Questions au Gouvernement* **1274.**

Etat d'urgence en -.
Voir *Nouvelle-Calédonie* **10.**

Invitation à Paris, par le ministre de la culture, de M. Jean-Marie Tjibaou.
Voir *Questions au Gouvernement* **1213.**

Milices privées en -.
Voir *Questions au Gouvernement* **1507.**

Mode de scrutin applicable à l'élection des députés en -.
Voir *Elections et référendums* **44.**

Présence de M. Jean-Marie Tjibaou à l'Assemblée nationale.

Voir *Rappels au règlement* **1114, 1115, 1116.**

Résultats électoraux en -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1356.**

Situation en -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1185, 1212, 1436, 1445.**

Statut de la -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1250.**

NOUVELLE-ZELANDE

Voir *Greenpeace (affaire).*

Rapports avec la France.

Voir *Questions au Gouvernement* **1434.**
Questions orales sans débat **927.**

O

OBLIGATIONS

Voir *Associations et mouvements* **14.**

OBLIGATIONS RENOUVELABLES DU TRESOR (O.R.T.)

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), après l'article 25.

OCTROI DE MER

Voir *Questions orales sans débat* **878.**

OFFICE NATIONAL DE LA FORET

Voir *Bois et forêts* **2.**

OFFICES AGRICOLES

Voir *Déclaration du Gouvernement* **21.**
Lois de finances, **11** (deuxième partie), Agriculture et B.A.P.S.A.

OPERA

Atelier lyrique de Tourcoing.

Voir *Questions orales sans débat* **934.**

OPTICIENS-LUNETIERS

Réglementation de la profession.

Voir *Sécurité sociale* **23.**

ORDONNANCES

Voir *Nouvelle-Calédonie* **12.**

ORDRE DU JOUR

Modification de l'ordre du jour prioritaire pour tenir compte de l'avis de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie : *Forni (Raymond)* [30 mai 1985] (Pp. 1357).

Modification de l'ordre du jour prioritaire : *Lemoine (Georges)* [5 juin 1985] (p. 1484-1488).

Ordre du jour de la troisième session extraordinaire de 1984-1985 : *Labarrère (André)* [1er juillet 1985] (p. 2290).

Aménagement de l'ordre des travaux pour favoriser le débat sur la Nouvelle-Calédonie : *Labarrère (André)* [25 juillet 1985] (p. 2420).

Modification de l'ordre du jour : demande de report de l'examen des textes dont M. Louis Moulinet est rapporteur : *Estier (Claude)* [4 décembre 1985] (p. 5236) ; report de la discussion du projet de loi sur les cumuls emploi-retraite : *Blanc (Jacques),* vice-président (p. 5250).

Modification de l'ordre du jour prioritaire : discussion du projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail : *Labarrère (André)* [6 décembre 1985] (p. 5430) ;

Inscription à l'ordre du jour du projet de loi sur le congé de formation économique, sociale et syndicale : *Badinter (Robert)* [12 décembre 1985] (p. 6103) ;

Modification de l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale : examen du collectif budgétaire de 1985 : *Labarrère (André)* [20 décembre 1985] (p. 6552) ; *Ducoloné (Guy),* vice-président (p. 6552).

Fixation de l'ordre des travaux de la session extraordinaire : examen du texte sur l'aménagement du temps de travail : *Labarrère (André)* [20 décembre 1985] (p. 6574, 6575).

Modification de l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale : *Franceschi (Joseph)* [21 décembre 1985] (p. 6625).

Aménagement de l'ordre des travaux : *Franceschi (Joseph)* [21 décembre 1985] (p. 6631).

ORDRE PUBLIC

8. - Proposition de loi n° 2512 relative aux **contrôles et aux vérifications d'identité.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 13 décembre 1984 par M. Emmanuel Aubert et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Toubon (11 avril 1985).

9. - Proposition de loi n° 2978 tendant à la juste **réparation des préjudices subis par les victimes de mesures arbitraires** ou de violences en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1985 par M. Jean-Jacques Barthe et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (7 novembre 1985).

10. - Proposition de loi n° 3326 relative aux **contrôles d'identité.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1985 par M. Jean Foyer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Mesures de maintien de l' - lors de la visite de M. Gorbatchev.

Voir *Questions au Gouvernement* **1381.**

ORGANISATION DE LA LIBERATION DE LA PALESTINE (O.L.P.)

Bombardement du quartier général de l' - en Tunisie.

Voir *Questions au Gouvernement* **1356.**

ORGANISATION EUROPEENNE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE (EUTELSAT)

Voir *Traités et convention* **178.**

OVINS

Elevage d' -

Voir *Questions orales sans débat* **925.**

P

PACIFIQUE

Présence de la France dans le -

Voir *Questions au Gouvernement* **1357.**

PACTE GERMANO-SOVIETIQUE

Voir *Traités et conventions* **175.**

PAIX

Année internationale de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **1516.**

PALESTINIENS

Massacres de - au Liban.

Voir *Questions au Gouvernement* **1292.**

PARLEMENT

5. - Proposition de résolution n° 322 tendant à modifier le premier alinéa de l'**article 33 du règlement de l'Assemblée nationale.** - Rapporteur : M. Raymond Forni, remplacé par M. Jean-Pierre Michel (10 octobre 1985).

15. - Proposition de loi organique n° 2003 visant à faciliter la **réinsertion professionnelle des parlementaires** au terme de leur mandat. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean Tiberi (7 juin 1984), remplacé par M. Pierre Messmer (17 octobre 1985).

18. - Proposition de loi organique n° 2496 tendant à interdire le **cumul d'un mandat** parlementaire avec la fonction de membre du cabinet d'un ministre ou du Président de la République. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 12 décembre 1984 par M. Gilbert Gantier. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (11 avril 1985).

19. - Proposition de loi organique n° 2641 tendant à modifier l'**article L.O. 139 du code électoral.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 19 avril 1985 par M. Jean Juventin et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (5 juin 1985).

20. - Proposition de résolution n° 2716 tendant à la réforme du **règlement de l'Assemblée nationale.** - Dépôt à l'Assemblée nationale le 28 mai 1985 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (10 octobre 1985).

21. - Proposition de résolution n° 2823 tendant à modifier le **règlement de l'Assemblée nationale** afin d'instituer des conditions démocratiques de contrôle des décisions que les représentants gouvernementaux français prennent dans les organes de la Communauté économique européenne. - Dépôt à l'Assemblée nationale le 20 juin 1985 par M. Louis Odru et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (17 octobre 1985).

22. - Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° **2873**), présentée à l'Assemblée nationale le 28 juin 1985 par M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission *ad hoc.*

23. - Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° **2874**), présentée à l'Assemblée nationale le 28 juin 1985 par M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission *ad hoc.*

24. - Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° **2875**), présentée à l'Assemblée nationale le 28 juin 1985 par M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission *ad hoc.*

25. - Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Alain Vivien) (n° **2905**), présentée à l'Assemblée nationale le 10 juillet 1985. - Renvoi à la commission *ad hoc.* - Rapporteur : M. François Massot. - Rapport n° **2930** (25 juillet 1985), commun aux demandes jointes n°s 2905 et 2906 (Parlement 25 et 26).

26. - Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Alain Vivien) (n° **2906**), présentée à l'Assemblée nationale le 10 juillet 1985. - Renvoi à la commission *ad hoc.* - Rapporteur : M. François Massot. - Rapport n° **2930** (25 juillet 1985), commun aux demandes jointes n°s 2905 et 2906 (Parlement 25 et 26).

27. - Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° **2910**), présentée à l'Assemblée nationale le 10 juillet 1985 par M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission *ad hoc.* - Rapporteur : M. François Massot.

28. - Proposition de loi n° 2974 tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une **délégation parlementaire permanente** chargée du **contrôle des activités des services secrets.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1985 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Guy Ducoloné (17 octobre 1985).

29. - Proposition de loi organique n° 2982 tendant à compléter l'article L.O. 121 du code électoral et relative à la **date de l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 octobre 1985 par M. Jean Fontaine. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (7 novembre 1985).

30. - Proposition de loi constitutionnelle n° 3163 tendant à modifier les articles 38, 45 et 61 de la Constitution en vue de garantir les **droits du Parlement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 décembre 1985 par M. Jean Fontaine. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Evolution du rôle du - depuis 1981.

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

Organisation des travaux parlementaires.

Voir *Questions au Gouvernement* **1184.**

PARLEMENT EUROPEEN

Siège du - à Strasbourg.

Voir *Questions au Gouvernement* **1419.**

PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS

Voir *Travail* **28.**

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES

Voir *Groupes politiques.*

PAUMELLERIE ELECTRIQUE (entreprise)

Voir *Questions orales sans débat* **768.**

PAUVRETE

1. - Proposition de loi n° 2782 tendant à instituer un **revenu minimum d'existence** tenant compte des charges familiales et de logement.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 juin 1985 par M. Adrien Zeller. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 3324 tendant à instituer une **allocation de minimum d'existence.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1985 par M. Emile Koehl. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.
Questions orales sans débat **950.**

3. - Proposition de loi n° 3344 tendant à instituer des **mesures urgentes pour lutter contre la pauvreté.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 27 février 1986 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Aide aux défavorisés.

Voir *Questions au Gouvernement* **1418.**

Aménagements fiscaux.

Voir *Questions orales sans débat* **954.**

Prime de Noël aux familles.

Voir *Questions au Gouvernement* **1481.**

PECHE

6. - Projet de loi n° 2579 modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la **pêche maritime.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.- Rapporteur : M. Jean Peuziat. - Rapport n° **2608** (11 avril 1985). - Discussion le 16 avril 1985. - Adoption le 16 avril 1985. - Projet de loi n° **766.**

Sénat (première lecture) n° **247** (1984-1985). - Dépôt le 18 avril 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Josselin de Rohan. - Rapport n° **264** (1984-1985) (2 mai 1985). - Discussion le 9 mai 1985. - Adoption le 9 mai 1985. - Projet de loi n° **95** (1984-1985).

Loi n° 85-542 du 22 mai 1985, publiée au *J.O.* du 24 mai 1985 (p. 5816).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 avril 1985] (p. 210).

Economie de la pêche : *Peuziat (Jean)* (p. 210) ; *Porelli (Vincent)* (p. 212).

Espagne et Portugal (entrée dans la C.E.E.) : *Porelli (Vincent)* (p. 213) ; *Lacombe (Jean)* (p. 215) ; *Lengagne (Guy)* (p. 217).

« Europe Bleue » : *Peuziat (Jean)* (p. 210) ; *Lengagne (Guy)* (p. 211) ; *Porelli (Vincent)* (p. 212-213) ; *Mauger (Pierre)* (p. 214).

F.E.O.G.A. (aides du -) : *Porelli (Vincent)* (p. 212) ; *Lengagne (Guy)* (p. 216).

Méditerranée : *Lacombe (Jean)* (p. 215) ; *Lengagne (Guy)* (p. 217).

Navires en infraction (saisie des -) : *Peuziat (Jean)* (p. 210).

Pêche à pied et pêche sous-marine : *Peuziat (Jean)* (p. 211) ; *Lengagne (Guy)* (p. 212) ; *Lambert (Michel)* (p. 213-214) ; *Mauger (Pierre)* (p. 215-216).

Protection sociale des marins pêcheurs : *Porelli (Vincent)* (p. 213) ; *Lengagne (Guy)* (p. 216).

Ressources de la pêche (gestion commune des -) : *Peuziat (Jean)* (p. 211-212).

Sanctions (régime des -) : *Peuziat (Jean)* (p. 211) ; *Lengagne (Guy)* (p. 212-216-217) ; *Mauger (Pierre)* (p. 214).

Discussion des articles [16 avril 1984] (p. 217).

Article 1er *(réglementation des pêches maritimes ; sanctions applicables)* (p. 217) : amendement n° 1 de la commission (énoncé des mesures prises par décret en Conseil d'Etat et permettant la mise en application effective des règlements de la Communauté économique européenne relatif au régime de conservation et de gestion des ressources) ; rappel du fait que les règlements communautaires ont une valeur supérieure aux lois et règlements français et sont une des composantes de la réglementation des pêches maritimes : adopté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 218) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 14 de M. Pierre Mauger (référence à la pêche à pied à titre professionnel ou non) ; conditions générales d'exercice de la pêche à pied ; retiré ; amendement n° 4 de la commission (infraction aux règlements de la Communauté économique européenne) ; amendement n° 18 du Gouvernement (infraction aux dispositions du présent texte et aux règlements pris pour son application) ; compétences des tribunaux pour infliger des amendes pour des infractions à des dispositions communautaires ; adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 5 de la commission (substituant à la somme de 300 000 F la somme de 500 000 F) (p. 219) ; adopté ; amendement n° 6 de la commission (interdiction des activités de pêche maritime aux navires battant pavillon d'un Etat étranger) ; sous-amendement n° 17 de M. Vincent Porelli (réserve de l'accord du Gouvernement français) ; régime d'accès aux eaux sous souveraineté ou juridiction française ; défense de la souveraineté pleine et entière de la France ; rejeté ; amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 7 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(récidive)* (p. 220) : amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(sanctions disciplinaires ; pouvoirs de contrôle des agents chargés de la police des pêches) :* adopté.

Article 4 *(tribunaux compétents) :* adopté.

Article 5 *(extension du champ d'application du décret du 9 janvier 1852) :* adopté.

Article 6 *(dispositions abrogées) :* amendement n° 9 de la commission (abrogeant l'article 22, la 2e phrase du 2e alinéa et le 3e alinéa de l'article 12 du décret du 9 janvier 1852) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (abrogeant l'article 82 de la loi du 13 avril 1898 portant fixation du budget de l'exercice 1898) : adopté (p. 221) ; amendement n° 11 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 12 de la commission (précisant que les dispositions du décret modifé du 9 janvier 1852 sont applicables dans la zone économique définie à l'article 1er ci-dessus) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (inapplication de la présente loi dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna, ainsi que dans les terres australes et antarctiques françaises) :

Avant l'article 7 : amendement n° 15 du gouvernement (remplaçant les termes « du 13e mois » par les mots « du 19e mois » dans l'article 13 de la loi du 29 juin 1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles) : adopté.

Article 7 *(entrée en vigueur de la loi) :* amendement n° 16 du Gouvernement (de coordination) (p. 222) : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 223).

Conséquences sur la - de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E.

Voir *Questions au gouvernement* **1353.**

- maritime.

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

PEINES

7. - Proposition de loi constitutionnelle n° 381 tendant à modifier l'**article 66 de la Constitution.**

Assemblée nationale (première lecture) ; dépôt le 18 septembre 1981, par M. Charles Millon et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Raymond Forni (1er octobre 1981) remplacé par M. Charles Millon (17 octobre 1985).

6. - Proposition de loi n° 1355 tendant à compléter les **dispositions sur la filouterie de logement.**

Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 21 décembre 1982 par M. Gérard Chasseguet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean Tibéri (21 avril 1983), remplacé par Jean Foyer (17 octobre 1985).

11. - Proposition de loi n° 2454 tendant à instaurer quatre **cas d'exception à la loi du 9 octobre 1981 abolissant la peine de mort.**

Assemblée nationale (première lecture) ; dépôt le 22 novembre 1984, par M. Roland Nungesser. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg (11 avril 1985).

12. - Proposition de loi n° 2514 tendant à assurer l'**incompressibilité des peines** prononcées à l'encontre des auteurs de crimes particulièrement odieux et des récidivistes de crimes de sang.

Assemblée nationale (première lecture) ; dépôt le 13 décembre 1984, par M. Emmanuel Aubert et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Toubon (11 avril 1985).

13. - Proposition de loi n° 2549 tendant à supprimer l'**interdiction de séjour.**

Assemblée nationale (première lecture) ; dépôt le 20 décembre 1984, par M. Edmond Garcin et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Edmond Garcin (9 avril 1985).

14. - Proposition de loi n° 3004 tendant à rétablir la **peine de mort** pour certains crimes.

Assemblée nationale (première lecture) ; dépôt le 17 octobre 1985, par M. Pierre Messmer et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Messmer (7 novembre 1985).

15. - Proposition de loi n° 3067 tendant à instituer une **peine de sûreté.**

Assemblée nationale (première lecture) ; dépôt le 14 novembre 1985, par M. André Audinot. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Emmanuel Aubert (12 décembre 1985).

Peine de mort.

Voir *Traités et convention* **157, 177.**

PENSIONS

Calcul des -.

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **14.**

- des agents des collectivités territoriales.

Voir *Questions orales sans débat* **957.**

PENSIONS DE REVERSION

10. - Proposition de loi n° 3066 tendant à abaisser à cinquante ans l'âge d'**attribution de la pension de reversion** dans le régime général d'assurance vieillesse et les régimes alignés sur lui.

Assemblée nationale (première lecture) ; dépôt le 14 novembre 1985, par M. Pascal Clément. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

- dans la police.

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE

8. - Proposition de loi n° 2977 tendant à la **suppression des forclusions** opposables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Assemblée nationale (première lecture) ; dépôt le 3 octobre 1985, par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Sécurité sociale* **23.**

PERMIS DE CONDUIRE

Suspension du - pour alcoolisme au volant.

Voir *Sécurité sociale* **23,** art. 11.

PERMIS DE CONSTRUIRE

Travaux exempté du -.

Voir *Urbanisme* **11.**

PERSONNES AGEES

1. - Rapport d'information n° 2648 déposé par M. Jean Laborde, en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur l'**aide ménagère aux personnes âgées** [25 avril 1985].

Voir *Questions au Gouvernement* **1473.**

Hébergement des -

Voir *Questions au Gouvernement* **1394.**
Questions orales sans débat **830.**

Hébergement des - dans le Bas-Rhin.

Voir *Questions orales sans débat* **824.**

Sécurité des - par télé-alarme.

Voir *Questions au Gouvernement* **1505.**

Soins gérontologiques.

Voir *Questions au Gouvernement* **1314.**

PETITIONS

VII. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984 et aux débats de l'Assemblée nationale du 21 novembre 1984 (p. 6252).

227. - Réponse le 4 décembre 1984 (annexe au feuilleton n° 508 du 21 décembre 1984).

228. - Réponse le 16 janvier 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

229. - Réponse le 11 février 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

230. - Réponse le 23 janvier 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

231. - Réponse le 29 novembre 1985 (annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985).

232. - Réponse le 18 janvier 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

234. - Réponse le 27 février 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

236. - Réponse le 4 février 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

237. - Réponse le 16 janvier 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

239. - Réponse le 2 avril 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

240. - Réponse le 3 janvier 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

241. - Réponse le 11 janvier 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

243. - Réponse le 7 décembre 1984 (annexe au feuilleton n° 508 du 21 décembre 1984).

244. - Réponse le 18 décembre 1984 (annexe au feuilleton n° 508 du 21 décembre 1984).

247. - Réponse le 8 mars 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

249. - Réponse le 12 février 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

250. - Réponse le 24 décembre 1984 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

251. - Réponse le 18 mars 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

252. - Réponse le 16 avril 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

255. - Réponse le 15 janvier 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

256. - Réponse le 24 janvier 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

258. - Réponse le 11 février 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

259. - Réponse le 5 février 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

261. - Réponse le 28 janvier 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

VIII. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 508 du 21 décembre 1984 et aux débats de l'Assemblée nationale du 10 avril 1985 (p. 137).

263. - (29 octobre 1984). - M. Robert Sounac, huisier de justice, poursuivi pour abus de confiance, met en cause les tribunaux et la chambre des huissiers de Toulouse. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 4 juillet 1985 (annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985).

264. - (6 novembre 1984). - M. Ali El Houcine Ben Hadj Laiz, ancien sous-officier de l'armée française : revalorisation de sa pension de retraite. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de la défense.

Réponse le 14 février 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

265. - (6 novembre 1984). - M. Alain Deschamps, modification du code des débits de boissons, pour favoriser la création de cabarets d'auteurs-compositeurs. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de la culture.

Réponse le 22 janvier 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

266. - (7 novembre 1984). - M. Jean François, ancien « malgré-nous », se plaint de ne bénéficier d'aucune pension. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre.

Réponses le 24 janvier 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985) et le 21 août 1985 (annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985).

267. - (12 novembre 1984). - M. Paul Degunst, demande le retour dans leur pays d'origine des immigrés sans travail. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

268. - (12 novembre 1984). - M. Vincent Riche, délégué général du Coline (Comité législatif d'information écologique), demande que soit soumis au Parlement un projet de loi fixant les modalités du « développement de la participation des citoyens à la vie locale ». M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'intérieur et de la decentralisation.

269. - (21 novembre 1984). - Mme Hubert : augmentation des moyens mis à la disposition du lycée d'Etat mixte polyvalent de Gonesse (Val-d'Oise). M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'éducation nationale.

Réponse le 15 avril 1985 (annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985).

270. - (23 novembre 1984). - M. Jean Bandiera, prévenu dans une affaire de vol à main armée, s'élève contre la fermeture administrative du débit de boissons qu'il exploitait. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

271. - (26 novembre 1984). - Mme Adelaïde Florenty : obstacles mis à l'exercice du droit de visite de ses deux enfants dont la garde a été confiée à une tierce personne. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

272. - (6 décembre 1984). - M. Alain Pian, incarcéré : exercice du droit de visite de ses enfants. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 9 août 1985 (annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985).

273. - (11 décembre 1984). - M. Gilbert Berges : absence de suite donnée à sa plainte contre l'avocat chargé de défendre ses intérêts. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

274. - (12 décembre 1984). - Mme Irène Chomiki, demande aux élus français de s'opposer à la visite en France de M. Tchernenko en raison de la politique de l'Union soviétique à l'égard de la minorité ukrainienne. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

IX. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 561 du 29 juin 1985 et aux débats de l'Assemblée nationale du 10 juillet 1985 (p. 2365).

275. - (28 décembre 1984). - M. Daniel Capieu demande l'exécution du jugement du conseil de prud'hommes lui attribuant une indemnité. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 6 novembre 1985 (annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985).

276. - (17 janvier 1985). - M. Louis-Roger Bardin, condamné à des peines de réclusion criminelle, demande qu'une mesure de grâce lui soit accordée. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 19 novembre 1985 (annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985).

277. - (24 janvier 1985). - M. Thomas Martinez, condamné pour délit de « corruption active de fonctionnaire », demande la révision des sanctions infligées. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

278. - (31 janvier 1985). - M. Servin demande que la reconnaissance de la qualité d'artiste d'art plastique ne soit pas subordonnée à l'adhésion à la sécurité sociale de l'artiste. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

279. - (5 février 1985). - M. Cannebotin : efficacité des règles relatives à la responsabilité des magistrats. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

280. - (7 février 1985). - M. Bonneau : modifications législatives tendant au respect des clauses réservant à la location certaines constructions bénéficiant de prêts aidés par l'Etat. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.

281. - (14 février 1985). - M. Jacques Belhomme : décisions de justice rendues sur les plaintes qu'il a déposées consécutivement à l'accident de la circulation qui coûta la vie de son fils. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

282. - (15 février 1985). - Mme Pierrette Alezrah : violation par l'autorité académique de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'éducation nationale.

Réponse le 9 septembre 1985 (annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985).

283. - (27 février et 22 mai 1985). - M. Jean-Bernard Rougetet se plaint de n'avoir pas bénéficié d'une mesure de confusion de peines et de l'aggravation des conditions de sa détention. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

284. - (21 février 1985). - M. Emile Coquelet : inconvénients de la disposition de l'article 316 du code civil qui limite dans le temps la période durant laquelle le mari peut former une action en désaveu de paternité. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 4 octobre 1985 (annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985).

285. - (28 février 1985). - M. René Amann : projet de préfinancement par le ministère de la culture d'un film intitulé : « la Dernière tentation du Christ » : demande la censure du film : « Je vous salue Marie ». M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de la culture de la première partie de la demande ; classement des autres éléments.

Réponse le 11 septembre 1985 (annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985).

286. - (8 mars 1985). - M. G. Salvan se plaint de n'avoir pu, dans une affaire le concernant, obtenir copie, auprès de la Cour de cassation, du rapport du conseiller rapporteur et du réquisitoire de l'avocat général et demande l'annulation de l'arrêt rendu. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

287. - (8 mars 1985). - M. Daniel Zanone : refus du bureau d'aide judiciaire de lui accorder son aide pour faire appel du rejet d'une demande de réparation du préjudice subi du fait de la mise en fourrière de son véhicule. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

288. - (12 mars 1985). - M. Jean-Bernard Rougetet : mise en place d'institutions d'aide et d'accueil aux détenus libérés. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 23 octobre 1985 (annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985).

289. - (17 avril 1985). - M. Antoine Bouly de Lesdain : rétablissement de l'égalité entre les femmes et les hommes . M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

290. - (14 juin 1985). - M. Antoine Bouly de Lesdain : révision des dispositions relatives aux conséquences des conflits entre époux et création d'un ministère de l'enfance. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement de la première partie de la pétition ; renvoi de la deuxième partie à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

291. - (14 juin 1985). - M. Dominique Cardi : anomalie résultant de la diminution du montant de sa pension de vieillesse par rapport à celui de la pension d'invalidité à laquelle elle se substitue. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

292. - (30 mai 1985). - Mme Ginette Weber : plainte déposée par son fils aprés un accident de la circulation dont il a été victime. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

293. - (10 juin 1985). - M. Tran Ngoc Lan, vietnamien, ancien combattant de la guerre 1939-1945 : suite réservée à ses démarches pour s'installer en France. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des relations extérieures.

294. - (14 juin 1985). - M. Marc Droulez dénonce certaines pratiques des compagnies d'assurance automobile. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

295. - (14 juin 1985). - M. Marc Droulez : appel des jugements rendus par les tribunaux de police. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

296. - (14 juin 1985). - Melle Domino : application des dispositions de l'article 18 de la loi du 3 juillet 1967 relative à la Cour de cassation. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 23 octobre 1985 (annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985).

X. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 619 du 13 décembre 1985 et aux débats de l'Assemblée nationale du 20 décembre 1985 (p. 6580).

297. - (27 juin 1985). - M. Jean Schafer : réhabilitation de son fils, condamné pour substitution d'étiquettes dans un magasin. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

298. - (10 juillet 1985). - M. Hyppolyte Gaullier : vente aux enchères d'un immeuble lui appartenant en exécution d'une procédure de recouvrement d'une créance d'un montant minime. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

299. - (12 juillet 1985). - M. Yves Florenty : décision de justice confiant à leur tante la garde des deux enfants que son épouse a eus d'un précédent mariage. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

300. - (20 septembre 1985). - M. Edmond Tellier demande à disposer, en sa qualité d'administrateur salarié d'une société nationale, de panneaux d'affichage dans les différents établissements de cette société. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

301. - (20 septembre 1985). - M. Lucien Z. Kanho Akplogan demande, au nom de l'union des anciens marins de la Marine nationale française, ressortissants de la France d'outre-mer, à bénéficier du régime de l'Ircantec. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

302. - (20 septembre 1985). - M. Jean-Bernard Rougetet dénonce les modalités de calcul de la durée de sa détention. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

303. - (20 septembre 1985). - M. F. Bonnet : conditions dans lesquelles un député peut se prévaloir de sa qualité de parlementaire à l'occasion d'un débat avec un particulier. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

304. - (20 septembre 1985). - M. F. Germes demande comment contraindre le maire d'une commune à produire le registre des délibérations du conseil municipal. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

305. - (26 septembre 1985). - M. Guy Sass demande une réponse au dossier de pension militaire qu'il a déposé en 1982 au service des pensions militaires. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

306. - (12 septembre 1985). - M. Baptiste dénonce les agissements du syndic de faillite de son entreprise. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

307. - (4 octobre 1985). - M. Lucien Orsane : bénéfice de la franchise postale en faveur des centres d'information et d'orientation. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

308. - (17 octobre 1985). - Mme veuve Urristia, rapatriée d'Afrique du Nord, demande l'attribution de l'indemnité prévue par la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés.

309. - (13 novembre 1985). - M. Jean-Charles Macquart : incohérence entre la loi française et la Convention européenne des droits de l'homme sur l'accomplissement du service civil. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de la défense, d'une part, à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives,d'autre part.

310. - (13 novembre 1985). - M. Maxime Quevert : parité de rétributions entre professeurs brevetés et enseignants non diplômés de judo ; non-respect des dispositions de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

311. - (26 novembre 1985). - M. Jacques Stringer demande que lui soit confiée la garde de sa fille. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

312. - (2 décembre 1985). - Mme Florence Delepine : refus de permission de sortir à son mari, détenu. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde de sceaux, ministre de la justice.

313. - (3 décembre 1985). - M. Jean-Bernard Rougetet, détenu : modicité des salaires versés par les entrepreneurs concessionnaires dans les prisons. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

314. - (4 décembre 1985). - Mme J.-D. Dupouy : griefs contre un juge. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

315. - (6 décembre 1985). - M. Rabah Yahiaoui, détenu : conditions de vie des détenus du centre de détention de Loos. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

PETROLE ET PRODUITS RAFFINES

7. - Proposition de loi n° 3256 visant à autoriser l'**utilisation de composés oxygénés organiques dans l'essence** afin de réduire les importations du pétrole brut.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 décembre 1985, par M. Jean Royer. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Compagnies pétrolières.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 7.

Prélèvement sur les entreprises pétrolières.

Voir *Lois de finances* **11.**

PEUGEOT

Fermeture de l'entreprise - à La Rochelle.

Voir *Questions orales sans débat* **770.**

PHARMACIE

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

Création de - en Alsace-Moselle.

Voir *Questions orales sans débat* **870.**

Pharmaciens.

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **24.**

POLICE

6. - Proposition de loi n° 2513 relative à l'**utilisation par les fonctionnaires de la police nationale de leurs armes de service.**

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Jacques Toubon (11 avril 1985).

7. - Projet de loi n° 2786 modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la **police judiciaire.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 14 juin 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. - Urgence déclarée le 3 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Joseph Menga. - Rapport n° 2984 (8 octobre 1985). - Discussion le 9 octobre 1985. - Adoption le 9 octobre 1985. - Projet de loi n° **889.**

Sénat (première lecture), n° **29** (1985-1986), dépôt le 10 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Marc Bécam. - Rapport n° **81** (1985-1986) (31 octobre 1985). - Discussion le 5 novembre 1985. - Adoption le 5 novembre 1985. - Projet de loi n° **19** (1985-1986).

Loi n° 85-1196 du 18 novembre 1985, publiée au *J.O.* du 19 novembre 1985 (p. 11398).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [9 octobre 1985] (p. 2879).

Aménagement des règles de compétences territoriales : *Menga (Joseph)* (p. 2881) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2883) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2884) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2885).

Conditions de recrutement et attributions des officiers et agents de police judiciaire : *Menga (Joseph)* (p. 2880) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2881).

C.R.S. : *Joxe (Pierre)* (p. 2882).

Extension de la qualification d'agent de police judiciaire au personnel en tenue de la police nationale : *Menga (Joseph)* (p. 2880) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2881) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2883) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2884) ; *Clément (Pascal)* (p. 2885) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2885).

Formation des policiers : *Menga (Joseph)* (p. 2881) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2882, 2885) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2884) ; *Clément (Pascal)* (p. 2885).

Garanties de protection des citoyens : *Menga (Joseph)* (p. 2881) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2882) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2884).

Objectifs du projet : *Menga (Joseph)* (p. 2880) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2881, 2882) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2883) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2884) ; *Clément (Pascal)* (p. 2885).

Proposition du R.P.R. en matière de police : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2883, 2884).

Discussion des articles [9 octobre 1985] (p. 2885).

Article 1er *(officiers de police judiciaire)* (p. 2885) : adopté.

Article 2 *(compétence territoriale des officiers de police judiciaire)* : amendement n° 1 de la commission (information par le magistrat ayant prescrit l'opération du procureur de la République territorialement compétent) ; dispositions en cause n'étant pas de nature législative ; information du procureur de la République : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(extension de la qualification d'agent de police judiciaire au personnel en tenue de la police nationale)* : amendement n° 2 de la commission (nécessité d'une ancienneté de trois années pour l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire au personnel en tenue de la police nationale) ; sous-amendement n° 10 du Gouvernement à l'amendement n° 2 (tendant à supprimer les mots : « depuis au moins trois ans ») (p. 2886) ; distinction des conditions de formation et des conditions d'aptitude ; conséquence de l'exigence d'une titularisation d'au moins trois ans ; nécessaire alignement des conditions d'ancienneté pour tous les fonctionnaires de police ; alignement entre la situation des personnels en tenue de service actif de la police nationale et de celle des enquêteurs ; sous-amendement n° 10 : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(agent de police judiciaire adjoint)* : adopté.

Article 5 *(compétence territoriale des agents de police judiciaire adjoints)* (p. 2887) : amendement n° 4 de la commission (tendant dans la première phrase du texte proposé pour l'article 21-1 du code de procédure pénale à substituer aux mots : « le responsable », les mots : « l'officier de police judiciaire responsable ») ; possibilité pour les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints d'être mis nominativement à la disposition temporaire d'un responsable de la police nationale ou d'une unité de gendarmerie : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 5 de la commission (contrôle des enquêtes préliminaires effectuées d'office ou sur instruction du procureur de la République par les agents de police judiciaire) ; corollaire indispensable de l'extension de la qualification d'agent de police judiciaire au personnel en tenue de la police nationale : adopté.

Article 6 *(officier et agent de police judiciaire à compétence d'attribution dans le domaine de la circulation routière)* : amendement n° 6 de la commission (extension au ressort de la cour d'appel de la limite de la circonscription territoriale dans laquelle doivent être affectés les commandants et les officiers ayant la qualité d'officier de police judiciaire pour certaines infractions déterminées) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à substituer aux mots : « sans préjudice de l'application de » les mots : « dans les conditions fixées par ») ; soumission des commandants et officiers de paix n'ayant pas obtenu la qualité d'officier de police judiciaire à compétence d'attribution aux conditions de droit commun de l'article 20 du code de procédure pénale en ce qui concerne l'obtention de la qualité d'agent de police judiciaire : adopté ; amendement n° 8 de la commission (possibilité pour les gradés gardiens de la paix de la police nationale affectés à une circonscription territoriale ne dépassant pas le ressort de la cour d'appel d'exercer les attributions attachées à leur qualité d'agent de police judiciaire pour la recherche et la constatation des mêmes catégories d'infraction) (p. 2888) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe III de l'article 6) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(entrée en vigueur de la loi)* : adopté (p. 2889).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2889).

8. - Projet de loi n° 2855 relatif à la modernisation de la **police nationale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 26 juin 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. - Urgence déclarée le 10 juillet 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (27 juin 1985). - Rapport n° **2909** (10 juillet 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (26 juin 1985). - Rapporteur pour avis : M. Gérard Bapt (11 juillet 1985). - Discussion le 10 juillet 1985. - Adoption le 10 juillet 1985. - Projet de loi n° **866.**

Sénat (première lecture), n° **458** (1984-1985). - Dépôt le 17 juillet 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Pierre Salvi. - Rapport n° **461** (1984-1985) (17 juillet 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur pour avis : M. Joseph Raybaud. - Avis n° **462** (1984-1985) (17 juillet 1985). - Discussion le 17 juillet 1985. - Adoption le 17 juillet 1985. - Projet de loi n° **173** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Bureau [*J.O.* du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2919** (25 juillet 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Marc Becam. - Rapport n° **466** (1984-1985) (24 juillet 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2917.** - Dépôt le 25 juillet 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2929** (25 juillet 1985). - Discussion le 25 juillet 1985. - Adoption avec modification le 25 juillet 1985. - Projet de loi n° **889.**

Sénat (deuxième lecture), n° **470** (1984-1985). - Dépôt le 25 juillet 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Discussion le 25 juillet 1985. - Adoption avec modifications le 25 juillet 1985. - Projet de loi n° **177** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2933.** - Dépôt le 25 juillet 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, et de l'administration générale de la République. - Rapporteur :

M. Gilbert Bonnemaison. - Rapport n° **2934** (25 juillet 1985). - Discussion le 25 juillet 1985. - Adoption définitive le 25 juillet 1985. - Projet de loi n° **871**.

Loi n° 85-835 du 7 août 1985, publiée au *J.O.* du 8 août 1985 (p. 9046). - Rectificatif (*J.O.* du 31 décembre 1985) (p. 15516).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [10 juillet 1985] (p. 2293, 2324).

Armement des policiers : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2294) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2301) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2318).

Charges indues supportées par la police nationale : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2296-2297) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2300-2306-2346) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2334) ; *Ligot (Maurice)* (p. 2341) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2343).

Code de déontologie : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2297) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2298) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2301-2302-2306-2346-2347) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2302-2314) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2308) ; *Clément (Pascal)* (p. 2310) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2317) ; *Foyer (Jean)* (p. 2329) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2331) ; *Julien (Raymond)* (p. 2333) ; *Menga (Joseph)* (p. 2339) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 2340) ; *Ligot (Maurice)* (p. 2341).

Compagnies républicaines de sécurité (rôle des -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2295) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2313) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2314).

Contrôles d'identité : *Clément (Pascal)* (p. 2310) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2318) ; *Pernin (Paul)* (p. 2326).

Délinquance et conditions d'emploi de la police dans la région parisienne : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2297) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2300) ; *Sarre (Georges)* (p. 2325) ; *Pernin (Paul)* (p. 2326) ; *Merciecia (Paul)* (p. 2327) ; *Julien (Raymond)* (p. 2333) ; *Hauteclocque (Nicole de)* (p. 2337-2338).

Délinquance routière : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2297) ; *Lareng (Louis)* (p. 2338).

Déroulement des carrières et statut des policiers : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2296) ; *Clément (Pascal)* (p. 2310) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2317) ; *Labazée (Georges)* (p. 2335-2336) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2344).

Equipement immobilier de la police nationale : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2294-2295) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2299) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2305-2345) ; *Julien (Raymond)* (p. 2333) ; *Ligot (Maurice)* (p. 2341).

Equipement informatique de la police : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2294) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2299) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2305-2345) ; *Pernin (Paul)* (p. 2326) ; *Lareng (Louis)* (p. 2338).

Evolution de la délinquance : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2393) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2312) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2315-2316) ; *Sarre (Georges)* (p. 2325) ; *Goux (Christian)* (p. 2331) ; *Julien (Raymond)* (p. 2333) ; *Hauteclocque (Nicole de)* (p. 2336) ; *Lareng (Louis)* (p. 2338) ; *Ligot (Maurice)* (p. 2340).

Evolution de la politique menée en faveur de la police : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2293) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2307) ; *Clément (Pascal)* (p. 2309) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2321) ; *Pernin (Paul)* (p. 2326) ; *Foyer (Jean)* (p. 2328) ; *Ligot (Maurice)* (p. 2340).

Extension de la qualification d'agent de police judiciaire : *Pernin (Paul)* (p. 2326) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2331).

Financement du projet (modalités de - et montant des contraventions) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2295-2297) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2299-2300) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2302, 2304, 2306-2316) ; *Clément (Pascal)* (p. 2308, 2309, 2310) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2314, 2316, 2317) ; *Sarre (Georges)* (p. 2324) ; *Pernin (Paul)* (p. 2326) ; *Foyer (Jean)* (p. 2329-2330) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2331) ; *Goux (Christian)* (p. 2331-2332) ; *Hauteclocque (Nicole de)* (p. 2336) ; *Ligot (Maurice)* (p. 2341).

Ilotage (pratique de l') : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2296) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2313) ; *Sarre (Georges)* (p. 2325) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2327) ; *Julien (Raymond)* (p. 2333) ; *Maisonnat Louis)* (p. 2334) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2335) ; *Menga (Joseph)* (p. 2339) ; *Sueur (Jean-Piere)* (p. 2342) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2346).

Lutte contre le recel : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2295-2296).

Lutte contre le terrorisme : *Joxe (Pierre)* (p. 2302-2318) ; *Clément (Pascal)* (p. 2311) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2318).

Lutte contre les trafics de stupéfiants : *Tavernier (Yves)* (p. 2335) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2343-2344).

Moyens de transports des policiers : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2294) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2298) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2301-2305) ; *Pernin (Paul)* (p. 2326) ; *Lareng (Louis)* (p. 2339).

Nature juridique du projet de loi : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2314) ; *Foyer (Jean)* (p. 2328-2329).

Organisations syndicales de policiers (rôles des -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2298) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2302-2303) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2307) ; *Sarre (Georges)* (p. 2325) ; *Julien (Raymond)* (p. 2333).

Polices municipales : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2297-2298) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2303) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2327) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 2334) ; *Ligot (Maurice)* (p. 2341).

Police scientifique et technique : *Bapt (Gérard)* (p. 2298-2299) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2300-2301-2305) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2308) ; *Lareng (Louis)* (p. 2339) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2344).

Possibilité pour les jeunes d'effectuer leur service national dans la police : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2297-2338) ; *Clément (Pascal)* (p. 2310) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2312) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2331) ; *Hauteclocque (Nicole de)* (p. 2337-2338).

Potentiels des missions (développement des -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2294) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2317).

Principe de la police d'Etat : *Joxe (Pierre)* (p. 2304).

Protection des frontières : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2295) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2300) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2344).

Rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2347).

Rapports entre justice et police : *Clément (Pascal)* (p. 2311) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2319-2320) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2320) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2331) ; *Hauteclocque (Nicole de)* (p. 2336).

Rapports entre la police et la population : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2296-2297) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2306-2344) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2313) ; *Clément (Pascal)* (p. 2331) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2331) ; *Menga (Joseph)* (p. 2339) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 2340).

Recrutement et formation des policiers : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2293-2294-2296-2327) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2298) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2303-2344) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2307) ; *Clément (Pascal)* (p. 2309) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2312-2313) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2316) ; *Sarre (Georges)* (p. 2324) ; *Pernin (Paul)* (p. 2326-2327) ; *Julien (Raymond)* (p. 2332-2333) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2334) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2335) ; *Lareng (Louis)* (p. 2338-2339) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2342) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2343).

Relations entre la police et les compagnies aériennes : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2295) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2345-2346).

Réseaux des transmissions de la police : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2294-2295) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2301-2305) ; *Lareng (Louis)* (p. 2339).

Revenus des policiers : *Marchand (Philippe)* (p. 2308) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2336).

Rôle de la prévention : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2293-2327-2338) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2312-2313) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 2334) ; *Menga (Joseph)* (p. 2339).

Discussion des articles [10 juillet 1985] (p. 2347).

Avant l'article 1er : amendement n° 12 de M. Guy Ducoloné, soutenu par M. Daniel Le Meur (distinction de la police administrative et de la police judiciaire)

(p. 2347-2348) ; nécessaire respect du principe de la séparation des pouvoirs ; nécessité d'abroger l'article 30 du code de procédure pénale ; nécessité de ne pas multiplier les cas d'immixtion du pouvoir exécutif dans les enquêtes judiciaires ; nécessité d'autoriser réellement la justice à contrôler les activités de police judiciaire ; remise en cause des pouvoirs de police judiciaire des préfets ; rejeté ; amendement n° 13 de M. Guy Ducoloné, soutenu par M. Edmond Garcin (droits et devoirs des policiers) (p. 2348-2349) ; amendement visant à établir des règles de déontologie applicables à tous les fonctionnaires de police ; adoption de l'amendement conduisant à interrompre brutalement la procédure de concertation engagée ; rejeté ; amendement n° 14 de M. Guy Ducoloné, soutenu par M. Edmond Garcin (création d'une délégation parlementaire permanente à la sécurité publique) ; impossibilité actuelle du contrôle de l'utilisation de la police au niveau parlementaire ; rôle des organisations syndicales de policiers ; limitation par la Constitution du nombre de commissions permanentes ; proposition dépassant le cadre du texte sur la modernisation de la police ; rejeté.

Article 1er et rapport annexé.

Article 1er *(mise en œuvre des conclusions du rapport annexé à la loi)* (p. 2349) : anomalie consistant à additionner autorisations de programme et crédits de paiement ; déclaration d'irrecevabilité d'un amendement tendant à assurer une revalorisation des traitements des personnels de police aux statuts les plus défavorisés ; amendement n° 4 de M. Adrien Zeller (responsabilité de la mise en œuvre de l'étatisation de la police municipale pour les communes en faisant la demande) ; participation commune aux frais d'entretien de la police d'Etat (p. 2350) ; rejeté ; rectifications d'erreurs matérielles contenues dans la rapport annexé au projet de loi ; amendement n° 18 de M. Emmanuel Aubert (nécessité du dépôt d'un projet de loi sur les droits et devoirs des personnels de police) ; droits et devoirs de la police nationale relevant du domaine de la loi ; éventualité d'une saisine du Conseil constitutionnel ; distinction du domaine de la loi et du règlement ; respect des libertés fondamentales accordées aux citoyens français ; rejeté (p. 2351) ; amendement n° 22 de M. Emmanuel Aubert (situation des enquêteurs) ; problème de l'irrecevabilité financière de l'amendement ; caractère préoccupant de la situation des enquêteurs ; rejeté ; amendement n° 19 de M. Emmanuel Aubert (révision des conventions signées entre les aéroports et les compagnies aériennes) ; rôle joué par les CRS dans les aéroports ; amendement n° 19 ne mettant en cause que les conventions passées entre les aéroports et les compagnies aériennes ; retiré ;

- article 1er et rapport annexé : adoptés.

Article 2 *(dotations budgétaires destinées à financer l'exécution du Plan)* (p. 2352) : nécessité d'une collaboration entre la police et les collectivités locales pour éviter la multiplication des polices municipales ; indigence de l'immobilier dans la police nationale ; addition de crédits de paiement et d'autorisations de programme ; absence de prise en compte d'une éventuelle érosion monétaire ; absence d'évaluation des recettes ; amendement n° 16 de M. Gilbert Gantier (tendant dans la tableau de cet article à supprimer la ligne : « Immobilier et équipements lourds ») (autorisations de programme) ; nécessité de continuer la politique de désinflation pratiquée par le Gouvernement (p. 2353) ; rejeté ; nécessité d'une loi pour étendre la qualification d'agent de police judiciaire ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(contrôle par le Parlement de l'exécution du programme de modernisation)* : injonctions du Gouvernement contenues dans les articles 3 et 4 ; évolution de la jurisprudence du Conseil constitutionnel sur les injonctions au Gouvernement ; possibilité pour le Gouvernement de s'adresser des injonctions ; amendement n° 5 de M. Adrien Zeller (obligation pour le Gouvernement de déposer chaque année un compte rendu retraçant l'évolution de la nationalisation des polices municipales des communes en faisant la demande) (p. 2354) : rejeté ;

- article 3 : adopté.

Article 4 *(publication d'un code de déontologie de la police nationale)* : injonctions contenues dans cet article ; amendement n° 17 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté ; amendement n° 7 de M. Emmanuel Aubert (nécessité d'une loi pour l'édiction du code déontologique) ; amendement n° 15 de M. Louis Maisonnat (même objet) ; possibilité de refuser d'exécuter un ordre manifestement illégal ; modalités des contrôles d'identité ; sanctions disciplinaires à l'égard des policiers (p. 2355) ; nécessité d'une discussion parlementaire sur le contenu du code de déontologie ; règles de conduite des personnels de la police nationale ne relevant pas du domaine législatif ; amendement n° 7 contenant une injonction au Gouvernement ; amendement n° 7 et n° 15 : rejetés ;

- article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 11 de M. Emmanuel Aubert (possibilité pour les jeunes gens de demander à accomplir leur service actif de défense en qualité de gardien de la paix auxiliaire) (p. 2356) ; amendement n° 1 de la commission (possibilité pour les jeunes gens d'accomplir leur service national dans la police) ; propositions de loi d'orientation relative à l'organisation de la police nationale déposée par le R.P.R. en janvier 1984 ; situation des appelés effectuant leur service actif en qualité de gendarme auxiliaire ; possibilité pour les jeunes gens d'accomplir leur service national dans la police contribuant au rapprochement de la police et des citoyens ; définition des tâches de police pouvant être confiées aux jeunes du contingent ; formation des jeunes désireux d'accomplir leur service national dans la police ; risque de confusion entre les fonctions civiles et militaires (p. 2357) ; recrutement des policiers devant continuer à s'opérer par voie de concours ; risque de professionnalisation de l'armée ; rôle de la conscription ; amendement n° 11 : rejeté ; amendement n° 1 : adopté.

Article 5 *(augmentation des taux minimum et maximum des amendes contraventionnelles)* : absence de contreseing du garde des sceaux sur un projet modifiant le code pénal et le code de procédure pénale ; nécessité des contraventions de police et des amendes correctionnelles ; existence de criminalités socialement plus coûteuses que les infractions routières classiques ; doublement du taux des amendes risquant de rendre plus difficile leur recouvrement (p. 2358) ; amendement n° 8 de M. Emmanuel Aubert (de suppression) ; indécence des dispositions permettant d'augmenter les amendes pénales dans un texte concernant la police ; absence d'existence des règles de contreseing ; nécessité de conserver le caractère dissuasif des amendes ; nécessité de lutter contre la délinquance financière ; nécessité de cesser de banaliser la délinquance routière ; rôle de l'éducation civique ; amendement n° 8 : rejeté ;

- article 5 : adopté.

Article 6 *(fixation du taux maximum des amendes de troisième, quatrième et cinquième classes)* : amendement n° 9 de M. Emmanuel Aubert (de suppression) : rejeté ;

- article 6 : adopté (p. 2359).

Article 7 *(relèvement du montant des amendes correctionnelles inférieures ou égales à 10 000 F)* : amendement n° 10 de M. Emmanuel Aubert (de suppression) : rejeté ;

- article 7 : adopté.

Article 8 *(opposition au fichier des cartes grises)* : amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 8.

Article 9 *(entrée en vigueur de la loi)* : amendement n° 3 de la commission (conditions d'application des articles 5 à 8 de la présente loi ; date de l'entrée en vigueur de l'article 4 *bis*) ; inutilité de cet amendement ; conventions passées entre l'Etat et les collectivités locales en matière d'hébergement des jeunes appelés (p. 2360) ; sous-amendement du Gouvernement (tendant après les mots « par un décret en Conseil d'Etat » à supprimer la fin du deuxième alinéa de cet amendement) : adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 9.

Titre : amendement n° 6 de M. Emmanuel Aubert (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi portant prévisions budgétaires des équipements de la police nationale ») ; absence d'un véritable plan de financement ; rejeté (p. 2361).

Explications de vote (p. 2361).

Abstention du groupe communiste : *Garcin (Edmond)* (p. 2362).

Attitude et sens du vote de l'opposition : *Joxe (Pierre)* (p. 2363-2364).

Code de déontologie : *Garcin (Edmond)* (p. 2362).

Evolution de la délinquance : *Gantier (Gilbert)* (p. 2361).

Evolution de la politique menée en faveur de la police : *Gantier (Gilbert)* (p. 2361) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2362).

Financement du plan de modernisation de la police : *Gantier (Gilbert)* (p. 2361-2362) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2363).

Rapports entre la police et la population : *Gantier (Gilbert)* (p. 2361).

Recrutement et formation des policiers : *Garcin (Edmond)* (p. 2362).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2362).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert).*

Vote positif du groupe socialiste : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2363).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2364).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [25 juillet 1985] (p. 2411).

Amendes (montant des -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2412) ; *Labarrère (André)* (p. 2416, 2417).

Augmentation des crédits : *Labarrère (André)* (p. 2416) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2416) ; *Clément (Pascal)* (p. 2416).

Code de déontologie (préparation d'un -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2412) ; *Labarrère (André)* (p. 2413, 2414) ; *Clément (Pascal)* (p. 2416, 2417).

Contrôles d'identité : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2412, 2414) ; *Labarrère (André)* (p. 2413, 2414) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2415) ; *Clément (Pascal)* (p. 2417).

Déconcentration des moyens de la police nationale : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2412) ; *Labarrère (André)* (p. 2413).

Délinquance (augmentation de la -) : *Labarrère (André)* (p. 2413, 2417) ; *Clément (Pascal)* (p. 2416).

Détention obligatoire d'une carte d'indentité (problème d'une éventuelle -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2412) ; *Labarrère (André)* (p. 2412, 2414).

Equipements immobiliers de la police : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2412, 2413).

Formation des personnels : *Labarrère (André)* (p. 2414).

Rappel au règlement : *Labbé (Claude)* (p. 2417, 2418) ; *Labarrère (André)* (p. 2418).

Rénovation du droit et des procédures pénales : *Labarrère (André)* (p. 2413) ; *Clément (Pascal)* (p. 2416, 2417).

Réorganisation des services : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2416) ; *Clément (Pascal)* (p. 2416, 2417).

Secrétariat général pour l'administration de la police (réforme du -) : *Labarrère (André)* (p. 2413).

Service national dans la police : *Labarrère (André)* (p. 2412, 2414).

Utilisation des forces de police : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2412) ; *Labarrère (André)* (p. 2413).

Discussion des articles [25 juillet 1985] (p. 2418).

Article 4, supprimé par le Sénat : amendement n° 1 de la commission (édiction d'un code de déontologie) ; définition des principes selon lesquels les missions de la police doivent être conduites : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : rétabli.

Article 4 *bis* A : amendement n° 2 de la commission (de suppression) ; amendement n° 9 de M. Paul Mercieca (de suppression) ; problème de la détention obligatoire d'une carte d'identité ; caractère infalsifiable de la carte ; policiers disposant de l'environnement juridique nécessaire à leur action : adoptés ;

- en conséquence l'article 4 *bis* A est supprimé.

Article 4 *bis* B : amendement n° 3 de la commission (de suppression) ; amendement n° 10 de M. Paul Mercieca (de suppression) ; problème du manque de formation des policiers : adoptés ;

- en conséquence, l'article 4 *bis* B est supprimé.

Article 4 *bis* : adopté.

Article 5, supprimé par le Sénat : amendement n° 4 de la commission (montant des amendes pour contraventions de police) : adopté ;

- en conséquence, l'article 5 est rétabli.

Article 6, supprimé par le Sénat : amendement n° 5 de la commission (modification des montants des amendes pour les contraventions de police) : adopté ;

- en conséquence, l'article 6 est rétabli.

Article 7, supprimé par le Sénat : amendement n° 6 de la commission (montant de l'amende correctionnelle) : adopté ;

- en conséquence, l'article 7 est rétabli.

Article 8, supprimé par le Sénat : amendement n° 7 de la commission (cas où le contrevenant n'habite plus à l'adresse enregistrée au fichier d'immatriculation des véhicules lorsqu'une amende pénale fixe a été émise) (p. 2419) : adopté ;

- en conséquence, l'article 8 est rétabli.

Article 9 : amendement n° 8 de la commission (date d'entrée en vigueur des articles 5 à 8) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 2420).

Abstention du groupe communiste : *Mercieca (Paul)* (p. 2420).

Organisation et utilisation de la police nationale (nécessité d'une réflexion sur l' -) : *Mercieca (Paul)* (p. 2420).

Répression sociale (utilisation de la police pour la -) : *Mercieca (Paul)* (p. 2420).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2420).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [25 juillet 1985] (p. 2424).

Echec de la commission mixte paritaire : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2424).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 2424).

Explications de vote (p. 2424).

Abstention du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2424).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2424).

Equipement de la -.

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Groupes d'intervention de la police nationale.

Voir *Questions au Gouvernement* **1247.**

Intervention de la - dans les entreprises.

Voir *Questions au Gouvernement* **1422.**

- judiciaire.

Voir *Police* **7.**

Unité Raid.

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

8. - Projet de loi n° 2653 portant diverses **dispositions d'ordre économique et financier.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 25 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. - Urgence déclarée le 20 mai 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **2684** (15 mai 1984). - Discussion le 22 mai 1985. - Deuxième délibération (art. 12). - Adoption le 22 mai 1985. - Projet de loi n° **788.**

Sénat (première lecture), n° **309** (1984-1985). - Dépôt le 23 mai 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **339** (1984-1985) (5 juin 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. - Avis n° **348** (1984-1985) (7 juin 1985). - Discussion les 12, 13 et 14 juin 1985. - Adoption le 14 juin 1985. Projet de loi n° **124** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 19 juin 1985] (p. 6788).
Bureau [*J.O.* du 20 juin 1985] (p. 6848).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **2797** (19 juin 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **395** (1984-1985) (19 juin 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2791,** dépôt le 18 juin 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **2803** (20 juin 1985). - Discussion les 20 et 24 juin 1985. - Adoption avec modification le 24 juin 1985. - Projet de loi n° **832.**

Sénat (deuxième lecture), n° **415** (1984-1985), dépôt le 25 juin 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **434** (1984-1985) (27 juin 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. - Avis n° **420** (1984-1985) (25 juin 1985). - Discussion le 27 juin 1985. - Rejet le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **162** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2866,** dépôt le 28 juin 1985. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport n° **2868** (28 juin 1985). - Discussion le 28 juin 1985. - Adoption définitive le 28 juin 1985. - Projet de loi n° **654.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 10 juillet 1985 (*J.O.* du 12 juillet 1985) (p. 7888). - Article déclaré non conforme : article 14-III.

Loi n° 85-695 du 11 juillet 1965, publiée au *J.O.* du 12 juillet 1985 (p. 7855). - Rectificatif (*J.O.* du 13 juillet 1985) (p. 7921).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 mai 1985] (p. 1022-1040).

Question préalable opposée par M. Parfait Jans : *Jans (Parfait)* (p. 1026, 1027, 1028) ; *Bêche (Guy)* (p. 1028, 1029, 1030) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1030, 1031, 1032) : rejetée au scrutin public (p. 1032).

Alcools (régime économique des -) : *Pierret (Christian)* (p. 1023) ; *Bêche (Guy)* (p. 1029).

Chèques sans provision (amélioration du recouvrement civil des -) : *Pierret (Christian)* (p. 1024) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1025).

Cotisations de retraite et de prévoyance (régime fiscal des -) : *Pierret (Christian)* (p. 1023) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1025-1026).

Droit d'apport sur les augmentations de capital en numéraire (suppression du -) : *Pierret (Christian)* (p. 1023) ; *Jans (Parfait)* (p. 1027) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1033).

Emploi : *Jans (Parfait)* (p. 1028) ; *Bêche (Guy)* (p. 1029-1031) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 1035) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1041).

Enseignement : *Jans (Parfait)* (p. 1028) ; *Bêche (Guy)* (p. 1029) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1032).

Epargne (politique de l'-) : *Pierret (Christian)* (p. 1022-1023) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1041-1042).

Equilibre extérieur : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1030-1031).

Financement hypothécaire : *Pierret (Christian)* (p. 1022-1024) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1025) ; *Jans (Parfait)* (p. 1027) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1033).

Fonds propres des entreprises : *Pierret (Christian)* (p. 1022) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1023) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1033).

Impôts : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1031-1032).

Inflation : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1030).

Investissements des entreprises : *Pierret (Christian)* (p. 1023).

Logement social (financement du -) : *Pierret (Christian)* (p. 1022) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1025).

Marché financier (modernisation du -) : *Pierret (Christian)* (p. 1023) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1024-1025) ; *Bêche (Guy)* (p. 1029) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1032).

Obligations renouvelables du Trésor : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1035) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1041).

Prêts participatifs : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1034) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1041).

Régime d'imposition des produits, bons et obligations : *Jans (Parfait)* (p. 1027) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1032) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1035).

Situation résumée des opérations du Trésor : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1034) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1041).

Taux d'intérêt : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1025-1031) ; *Jans (Parfait)* (p. 1027).

Valeurs locatives foncières (actualisation forfaitaire des -) : *Pierret (Christian)* (p. 1024) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1026) ; *Bêche (Guy)* (p. 1029-1030).

Sociétés de capital-risque (régime fiscal des actionnaires) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1024).

Sociétés de capital-risque (statut des -) : *Pierret (Christian)* (p. 1022-1023) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1024) ; *Bêche (Guy)* (p. 1029) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1033).

Sociétés de capital-risque (transparence fiscale des -) : *Pierret Christian)* (p. 1023) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1024) ; *Jans (Parfait)* (p. 1027) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1032-1033) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1034).

Discussion des articles [22 mai 1985] (p. 1042).

Article 1er *(régime fiscal des sociétés de capital-risque) :* définition du capital-risque ; contrôle de personnes morales ou physiques sur d'autres sociétés par le truchement d'une société de capital-risque ; définition des fonds propres ; obligations remboursables en certificats d'investissement privilégié ; avantages fiscaux pour les actionnaires des sociétés de capital-risque (p. 1042) ; coût fiscal de la mesure ; certificats d'investissement constituant des fonds propres ; prise de participation de la société de capital-risque dans une filiale ; obligations remboursables en certificats d'investissement privilégié ; équilibre extérieur ; amendement n° 6 de la commission (objet des sociétés de capital-risque) ; sous-amendement n° 55 de M. Adrien Zeller (tendant, dans le premier alinéa de l'amendement n° 6, après les mots : « petites et moyennes entreprises », à insérer les mots : « du secteur industriel et du secteur des services à l'industrie définis par décret en Conseil d'Etat ») ; sous-amendement n° 48 de M. Jacques Roger-Machart, soutenu par M. Christian Pierret (portefeuille des sociétés de capital-risque) (p. 1043) ; définition et fonds propres des petites et moyennes entreprises ; augmentation

de capital ; secteur du « tertiaire industriel » ; coût fiscal de la transparence fiscale ; conséquences de l'introduction de l'informatique ; sous-amendement n° 55 : rejeté ; sous-amendement n° 48 : adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 7 de la commission (tendant, dans le paragraphe II de l'article 1er, à supprimer la référence : « 158 *ter,* ») ; exclusion des sociétés de capital-risque de l'application des dispositions relatives à l'avoir fiscal (p. 1044) ; définition de la transparence fiscale ; adopté ; amendement n° 8 de la commission (tendant, dans le paragraphe II de l'article 1er, à supprimer la référence : « , 216 ») : adopté ; amendement n° 9 de la commission (exonération d'impôt sur les dividendes distribués par les sociétés de capital-risque) ; distinction entre les termes « produits » et « dividendes » ; adopté ; amendement n° 36 de M. Gilbert Gantier (déduction du revenu imposable d'une personne physique des intérêts des emprunts contractés pour souscrire au capital des sociétés de capital-risque) ; nécessité de donner une impulsion à l'investissement (p. 1045) ; financement de fonds propres par un appel au crédit ; dispositions relatives au compte d'épargne en actions pouvant être appliquées à ceux qui souscriront au capital-risque : rejeté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 2 *(suppression du droit d'apport sur les augmentations de capital en numéraire) :* volume des émissions d'actions ; date d'application de cet article (p. 1046) ; augmentation des fonds propres des entreprises ; amendement n° 37 de M. Gilbert Gantier (extension de la suppression du droit d'apport à plusieurs types d'augmentation de capital) ; augmentation de capital réalisée aux moyens de l'incorporation des bénéfices (p. 1047) ; coût financier de l'amendement ; droit faisant déjà l'objet d'une réduction importante lorsque l'incorporation de réserves, de bénéfices ou de provisions s'accompagne d'une augmentation de capital en numéraires d'égal montant ; adopté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 58 du Gouvernement (date d'application de l'article 2) : adopté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Après l'article 2 : amendement n° 39 du Gouvernement (enregistrement des apports mobiliers faits aux sociétés civiles mentionnées au I de l'article 11 de la loi de finances pour 1985) : adopté.

Article 3 *(marchés à terme de taux d'intérêt)* (p. 1048) : levée des obstacles juridiques au développement des marchés à terme de taux d'intérêt et au développement des opérations à terme sur bons du Trésor en comptes courants ; légalité des opérations d'échange des taux d'intérêt ; légalité de la cotation à terme des taux d'intérêt ; légalité de la négociation à terme des bons du Trésor ; règles d'organisation du marché à terme ; chambre de compensation ; réhabilitation de la spéculation financière ; niveau des taux d'intérêt (p. 1049) ; emprise de l'Etat et du secteur public sur le marché obligataire ; position de la France sur la réforme monétaire internationale ; niveau des taux d'intérêt en France, ; réserves de change (p. 1050) ; rôle de l'Etat en France et à l'étranger sur le marché financier ; position des emprunteurs et des prêteurs ;

– article 3 : adopté.

Article 4 *(opérations à terme sur bons du Trésor en comptes courants) :* adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 54 du Gouvernement (réforme du financement hypothécaire) ; banalisation du Crédit foncier de France en le plaçant dans la position de droit commun des banques et des établissements financiers ; procédure suivie par le Gouvernement (p. 1051) ; réforme du financement du logement social ; rapport Bonin ; adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (garantie du paiement à l'échéance) ; introduction sur le marché financier d'obligations hypothécaires émises en contrepartie de billets hypothécaires qu'un nouvel organisme refinancera (p. 1052) ; financement du logement social ; marché du logement non aidé ; coût de la politique du logement ; adopté.

Article 5 *(aménagement du régime d'imposition des produits, des bons et des obligations)* (p. 1053-1054) : primes de remboursement pour les titres démembrés ; obligations à coupon zéro ; définition et prise en considération pour l'imposition au titre des plus-values de l'échu fictif ; coût de cette fiscalité nouvelle pour les émetteurs ; éviction sur le marché obligataire ; neutralité fiscale pour les nouveaux produits ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 1054) ; adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (champ d'application de la prime de remboursement) ; sous-amendement n° 51 de M. Edmond Alphandéry (échéancier des intérêts résultant des titres émis par l'Etat dont le porteur a la possibilité d'obtenir la conversion dans les trois ans suivant l'émission) ; obligations renouvelables du Trésor ; progression réelle de la charge de la dette ; emprunts 7 p. 100 1973, 8,80 p. 100 1977 (p. 1055) ; hypothèses dans lesquelles les porteurs d'obligations à coupons nuls seront imposés chaque année moyennant une répartition par annuité constante ; discrimination sur le marché des nouveaux produits au bénéfice de l'Etat ; situation de l'endettement ; sous-amendement n° 51 : rejeté ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 44 de M. Parfait Jans (tendant à supprimer le paragraphe 5 de l'article 5) ; titres bénéficiaires du 5e paragraphe de l'article 5 ; non-rétroactivité des dispositions fiscales (p. 1056) ; rejeté au scrutin public ;

– article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 4 du Gouvernement (régime fiscal des plues-values réalisées lors de la cession de bons ou titres de créances négociables d'une durée inférieure ou égale à deux ans) ; taxation des plus-values ; absence de modification du régime fiscal des intérêts de ces placements ; nécessité de l'interconnexion du marché financier et du marché monétaire ; adopté ; amendement n° 45 de M. Paul Mercieca (suppression du système du prélèvement libératoire) (p. 1057) ; universalité de l'impôt ; revenus du capital étant favorisés par rapport à ceux du travail ; prélèvement libératoire constituant un élément essentiel du régime fiscal de l'épargne ; amendement n° 46 de M. Dominique Frelaut (suppression de l'avoir fiscal) ; dépenses fiscales représentées par l'avoir fiscal ; collecte de l'épargne (p. 1058) ; nécessité d'éviter une double imposition des bénéfices de l'entreprise ; déductibilité des dividendes réinvestis dans l'entreprise ; amendements nos 45 et 46 : rejetés.

Article 6 *(régime fiscal des cotisations de retraite et de prévoyance) :* amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(régime économique de l'alcool)* (p. 1059) : secteur de la distillation ; évolution du contingent dans les années à venir ; alcool carburant ; interdiction d'addition de plomb à l'essence ; contingent d'alcool provenant de la distillation des betteraves et des mélasses ; régime applicable aux alcools d'origine viticole (p. 1060) ; production d'éthanol ; écoulement de la production ; prix d'achat de l'alcool ; position de la commission des communautés européennes ; perception de la soulte sur les produits importés ; perception de la taxe compensatoire ; conséquences de la garantie d'achat d'alcool de betterave par l'Etat sur l'organisation du marché du vin ; conciliation des règles communautaires avec le maintien d'un système d'avances du Trésor au service des alcools ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) ; alcool viticole ; introduction d'éthanol dans l'essence (p. 1061-1062) ; prix des alcools ; marge de distillation ; financement du service des alcools ; adopté ;

– article 7, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 40 du Gouvernement (application des dispositions de l'article 39 de la loi de finances pour 1985) ; réduction des minima des tarifs du droit de licence ; autorisation jusqu'au 30 septembre 1985 pour les municipalités de prendre les mesures nécessaires à la régularisation des nouveaux minima ; tarifs autorisés de hausse des services publics locaux ; adopté ; amendement n° 19 du Gouvernement (caisse de garantie du logement

social) (p. 1062-1063) ; financement du logement social ; caisse de prêts aux H.L.M. : évolution du taux de rémunération des livrets A ; prêts de la Caisse des dépôts et consignation à la caisse de prêts aux H.L.M. sur ressources du livret A (p. 1063) ; gestion des anciens prêts ; banalisation des circuits du financement du logement ; taux d'intérêt des prêts locatifs aidés ; désengagement de l'Etat en matière d'aide au logement social ; liaison entre le livret A et le logement social ; rôle de la caisse de prêts aux H.L.M. : diminution des ressources du livret A en raison de la concurrence des Codevi et des livrets d'épargne populaire ; réduction du taux d'intérêt des prêts du logement non aidé ; nécessité d'assurer un volume de financement suffisant du logement social (p. 1064) ; prêt locatif aidé ; affectation des ressources du livret A au logement social ; conséquences de la réforme sur les taux des prêts qui seront consentis aux collectivités locales : adopté.

Article 8 *(irrévocabilité du paiement par carte) :* volonté des banques de faire supporter aux seuls commerçants les charges de fonctionnement et de mise en place du paiement par carte en imposant des commissions abusives (p. 1065) ; concurrence devant jouer entre les établissements bancaires ; nécessité que les commerçants aient une possibilité d'option ;

- article 8 : adopté.

Article 9 *(utilisation de certains moyens de paiement) :* coût de fonctionnement des banques se répercutant sur les taux d'intérêt ; dérégulation bancaire ; coût de gestion des chèques (p. 1066) ; situation de l'emploi dans le secteur bancaire ;

- article 9 : adopté.

Article 10 *(amélioration du recouvrement civil des chèques sans provision) :* amendement n° 15 de la commission (création d'un certificat de non-paiement) ; procédure proposée par la commission ; absence d'obligation pour la banque de délivrer systématiquement un certificat de non-paiement au porteur du chèque ; limitation à deux actes de l'intervention de l'huissier (p. 1067) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 10.

Après l'article 10 : amendement n° 16 de la commission (fixation à douze mois du délai de prescription de l'action du porteur d'un chèque bancaire contre le tiré) ; nécessité d'éviter l'accumulation durable de chèques bancaires barrés : adopté ; amendement n° 1 du Gouvernement (exclusion des rentes perpétuelles sur l'Etat du régime de la dématérialisation des valeurs mobilières) : adopté après rectification.

Article 11 *(octroi de la garantie de l'Etat aux prêts consentis à l'association pour la gestion de la structure financière) :* recours à l'emprunt à long terme pour payer immédiatement des retraites et des garanties de ressources ; politique sociale « à crédit » ; adaptation des retraites complémentaires ;

- article 11 : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 47 de M. Adrien Zeller (assimilation des associations régies par le code civil ; local alsacien mosellan aux associations reconnues d'utilité publique) (p. 1068) ; dispositions relevant du droit civil : rejeté ; amendement n° 59 du Gouvernement (aménagement des conditions d'évolution de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales par prélèvement sur les recettes de la T.V.A.) ; mécanismes actuels d'indexation ; substitution de l'indice nouveau majoré 334 à l'indice 100 ; garanties offertes par l'indice 100 ; taxe d'habitation (p. 1069) ; indice 100 n'étant plus représentatif de la moyenne des salaires en raison de la politique de revalorisation des bas salaires dans la fonction publique : adopté au scrutin public.

Article 12 *(actualisation forfaitaire des valeurs locatives foncières en 1986) :* réforme globale de la taxe d'habitation ; mesures d'exonération votées depuis 1981 (p. 1070) ; coefficient déflateur de base ; augmentation des bases d'imposition ; contexte de désinflation ; chiffres figurant dans le rapport économique et financier ne correspondant jamais au taux réel de l'inflation ; revalorisation des valeurs locatives d'habitation supérieure de deux points à celle des valeurs industrielles provoquant un transfert au détriment des ménages (p. 1071) ; absence de révision des évaluations foncières depuis 1970 ; péréquations applicables à la D.G.F. ; coefficient déflateur ; différentiel d'inflation des emprunts des collectivités territoriales ; révision des valeurs foncières non bâties ; révision générale des bases cadastrales ; taxe professionnelle (p. 1072) ; coefficient déflateur ; taxe professionnelle ; assiette des taxes foncières ; taux des livrets A ; amendement n° 17 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe I de l'article 12) : adopté ; amendement n° 56 de M. Dominique Frelaut (tendant à supprimer le paragraphe II de l'article 12) : rejeté ; amendement n° 57 de M. Dominique Frelaut (tendant à rédiger ainsi le début du paragraphe II de l'article 12 : " les valeurs locatives foncières entrant dans le calcul des bases d'imposition...") : rejeté ; amendement n° 52 de M. Edmond Alphandéry (valeur du coefficient déflateur) ; taux réel de l'inflation ; rejeté (p. 1073) ; demande d'une seconde délibération sur cet article ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 43 de M. Adrien Zeller (versements du comité d'entreprise à des associations reconnues d'utilité publique ou aux bureaux d'aide sociale des communes) ; impossibilité statutaire pour les comités d'entreprise de s'associer à des actions de solidarité ; fonds des comités d'entreprise étant assis sur les salaires du personnel de l'entreprise ; absence de budget pour les activités sociales et culturelles de nombreux comités d'entreprise : rejeté ; amendements identiques n° 18 de la commission et n° 42 de M. Claude Michel (exercice de l'activité d'expert en automobile) (p. 1074-1075) ; lacunes de la loi de 1972 permettant à certaines personnes de se livrer sans aucun titre à des activités d'expertise ; exigence de techniciens brevetés hautement qualifiés ; possibilité pour les compagnies d'assurances de changer d'expert à tout moment ; risque d'augmentation des prix de la réparation automobile ; mesures de contrôle obligatoire des voitures d'occasion lors de leur vente ; coût du monopole institué pour les particuliers (p. 1075) ; sous-amendement n° 41 : adopté ; amendement n° 18, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 42 : devenu sans objet ; amendement n° 38 du Gouvernement (octroi de mer) ; loi de 1975 ayant permis d'aligner les tarifs de l'électricité dans les départements d'outre-mer sur ceux de la métropole ; possibilité pour E.D.F. de répercuter la taxe d'octroi de mer sur ses tarifs : adopté ; amendement n° 50 de M. Gilbert Gantier (compétence de la commission de la concurrence en matière bancaire) ; régime de la nouvelle carte bancaire défavorable aux commerçants ; égalité devant la loi ; interprétation par le Conseil d'Etat de l'article 89 de la loi du 24 janvier 1984 (p. 1076) ; modification de l'article 89 de la loi bancaire trouvant sa place dans un prochain projet de loi sur la concurrence : retiré ; amendement n° 53 de M. Alain Rodet, soutenu par M. Christian Pierret (surtaxe que les communes sur le territoire desquelles sont situées des sources d'eau minérale peuvent percevoir) ; montant de cette taxe n'ayant pas été réévalué depuis 1981 ; lutte contre l'inflation : rejeté ; amendement n° 60 du Gouvernement (dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu) ; justice fiscale (p. 1077) ; nombre de contribuables concernés ; dotation globale de fonctionnement : adopté au scrutin public (p. 1078).

Seconde délibération du projet de loi (p. 1078).

Article 12 : amendement n° 1 de M. Christian Pierret à titre personnel (tendant à rétablir le paragraphe I de l'article 12 ; revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté (p. 1078).

Explications de vote (p. 1078).

Situation des entreprises : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1078).

Vote hostile du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 1079).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1078).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1079).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 juin 1985] (p. 1814) :

Commission de la concurrence (pouvoirs de la) : *Pierret (Christian)* (p. 1815).

Dotation globale de fonctionnement : *Pierret (Christian)* (p. 1815).

Emission de titres participatifs par les banques mutualistes ou coopératives : *Pierret (Christian)* (p. 1815).

Financement du logement social : *Pierret (Christian)* (p. 1814, 1815).

Marché à terme d'instruments financiers : *Pierret (Christian)* (p. 1815).

Situation économique générale : *Frelaut (Dominique)* (p. 1816).

Sociétés de capital-risque : *Pierret (Christian)* (p. 1815).

Discussion des articles [20 juin 1985] (p. 1816) ; [24 juin 1985] (p. 1905).

Article 1er (p. 1816) : adopté.

Article 1er *bis* : amendement n° 5 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe III de cet article) ; régime des fonds communs de placement à risques ; fiscalité applicable aux entreprises détentrices de parts de fonds communs de placement : adopté ;

- article 1er *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *ter* : adopté.

Article 1er *quater* : mode de financement des entreprises (p. 1817) ; possibilité de faire appel aux titres participatifs constituant un moyen de faciliter la transmission des entreprises ; politique financière du Gouvernement ; dénationalisation en Grande-Bretagne ; possibilité pour les banques mutualistes ou coopératives d'émettre des titres participatifs ; amendement n° 6 de la commission (de suppression) ; contrôle des banques par la commission de la concurrence : adopté ; amendements n° 1 et n° 2 de M. Georges Tranchant : devenus sans objet ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 1er *quater* : amendement n° 34 du Gouvernement (émission de titres participatifs par les établissements publics de l'Etat à caractère industriel et commercial) (p. 1818) ; nombre d'établissements à caractère industriel et commercial qui pourront émettre des titres participatifs : adopté.

Article 1er *quinquies* : contrôle des conditions de la concurrence dans le secteur bancaire ; rôle de la commission de la concurrence ; rapport Balligand (p. 1819) ; loi bancaire ; moyens de la commission de la concurrence ; lutte contre les ententes ; amendement n° 7 de la commission (contrôle des établissements de crédit) ; soumission des établissements de crédit au droit commun de la concurrence ; sanction des pratiques mixtes ; rôle de la commission bancaire (p. 1820) ; protection des commerçants contre d'éventuelles ententes illicites entre les institutions de crédit et le système bancaire ; émission de titres participatifs par les banques ; dénationalisation : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 1er *quinquies*.

Article 3 : adopté.

Article 3 *bis* (p. 1821) : amendement n° 8 de la commission (marché à terme d'instruments financiers) ; motifs de la mise en place d'un marché à terme d'instruments financiers (M.A.T.I.F.) (p. 1822) ; organisation des M.A.T.I.F. ; personnes et organismes pouvant intervenir sur le M.A.T.I.F. ; compétence de la commission des opérations de Bourse ; amendement n° 9 de la commission (compétence de la commission des opérations de Bourse) ; amendement n° 8 : adopté ; amendement n° 9 : adopté ;

- article 3 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *ter* : adopté.

Article 5 : amendement n° 10 de la commission (imposition de la prime de remboursement) ; fiscalité des nouveaux produits obligataires ; prélèvement fiscal assis sur l'échu fictif : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *ter* : adopté.

Article 6 *bis* (p. 1823) : amendement n° 11 de la commission (de suppression) ; modification des règles du calcul du quotient familial ; situation des concubins par rapport aux couples mariés ; rapport Sullerot ; éventualité d'une imposition séparée : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 6 *bis* : amendement n° 35 du Gouvernement (abrogation de la taxe spéciale annuelle sur les véhicules d'une puissance fiscale supérieure à 16 CV) ; arrêt du 9 mai 1985 de la Cour de justice des communautés européennes ; restitution du trop-perçu aux contribuables ; limitation des éventuelles conséquences financières de la décision de la Cour de justice des communautés européennes (p. 1824) ; caractère tardif du dépôt de l'amendement : rejeté.

Article 7 *ter* supprimé par le Sénat : amendement n° 12 de la commission (financement des prêts au logement locatif social) (p. 1825) ; sous-amendement n° 31 du Gouvernement (modification de l'article L. 451-3 du code de la construction et de l'habitation) ; priorité donnée au logement social ; rôle de la Caisse des dépôts et consignations ; emploi de la redevance ; opposition des collectivités locales au financement du logement social ; sous-amendement n° 31 : adopté ; amendement n° 12, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 8 (p. 1826) : amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 33 de M. Georges Tranchant (cas de révocabilité de l'ordre de paiement donné au moyen d'une carte de paiement) ; utilisation des cartes de crédit : impossibilité d'une opposition au paiement en cas d'erreur ; fiabilité du mode de paiement par carte de crédit : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) ; intervention du juge des référés dans certains cas d'opposition au paiement : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 10 (p. 1827) : amendement n° 15 de la commission (rôle de l'huissier de justice dans le recouvrement civil des chèques sans provision) ; certificat de non-paiement pouvant être converti en titre exécutoire ; frais mis à la charge du tireur du chèque : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *bis* : adopté.

Après l'article 10 *ter* : amendement n° 32 du Gouvernement (régime des rentes perpétuelles sur l'Etat) : adopté.

Article 11 *bis* supprimé par le Sénat : régularisation du montant de la dotation globale de fonctionnement ; conséquences de l'évolution de l'indice 100 de la fonction publique (p. 1828) ; caducité du régime de la dotation globale de fonctionnement issu de la loi de 1979 ; dégrèvement de la taxe d'habitation ; rôle de l'association des maires de France et du comité des finances locales ; indice moyen 334 ne correspondant pas aux dépenses réelles en personnel des collectivités territoriales ; recettes de la T.V.A. servant au versement par l'Etat de la dotation globale de fonctionnement augmentant moins vite que les traitements des fonctionnaires afférents à l'indice 100 ; amendement n° 4 du Gouvernement (régularisation de la dotation globale de fonctionnement) ; sous-amendement n° 36 de M. Dominique Frelaut (tendant dans le deuxième alinéa de cet amendement à substituer au chiffre « 100 » le chiffre « 334 ») ; loi de 1979 (p. 1829) ; indexation sur les recettes prévisibles de la T.V.A. par la loi de 1979 ; indexation de la dotation globale de fonctionnement sur l'indice 100 de la fonction publique ; majoration de 0,6 p. 100 du total de la D.G.F. ; part de la D.G.F. dans les recettes de fonctionnement des collectivités territoriales ; interdic-

tion d'un déficit dans le budget d'une collectivité territoriale ; relations entre la dotation globale de fonctionnement et le développement de la production ; nécessité d'une clarification des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales (p. 1830) ; contrôle des prix ; impossibilité de comparer la situation financière de l'Etat et celle des collectivités locales ; vote des budgets des collectivités locales ; sous-amendement n° 36 : rejeté ; amendement n° 4 : adopté au scrutin public ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Après l'article 11 *bis* : amendement n° 16 de la commission (revalorisation de la surtaxe perçue par les collectivités locales sur les bouteilles d'eau minérale) : adopté.

Article 12 : nécessité de réformer les bases d'imposition foncière ; actualisation forfaitaire des valeurs locatives en 1986 ; détermination au niveau national des coefficients de majoration forfaitaire (p. 1831) ; hausse des taxes sur le foncier bâti et le foncier non bâti ; suppression du coefficient déflateur ; nécessité d'une révision générale des valeurs locatives ; amendement n° 17 de la commission (actualisation des valeurs locatives foncières) ; date de la révision générale des valeurs locatives foncières : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 12.

Article 12 *bis* : amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 12 *ter* (p. 1832) : amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 12 *quater* : amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 12 *quinquies* : amendement n° 21 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 13 supprimé par le Sénat : amendement n° 22 de la commission (exercice de l'activité d'expert en automobile) ; amendement n° 37 du Gouvernement (même objet) ; possibilité pour les réparateurs automobiles d'évaluer, préalablement aux travaux, le coût de ceux-ci ; règles que devront respecter les experts en automobile ; sanctions prévues (p. 1833) ; amendement n° 22 : rejeté ; amendement n° 37 : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 16 : amendement n° 23 de la commission (de suppression) ; contrôle des membres du Parlement désignés pour suivre et apprécier la gestion des entreprises nationales et des sociétés d'économie mixte : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 17 : amendement n° 24 de la commission (rôle des entreprises dans la constitution de provisions pour retraites futures) ; amendement n° 3 de M. Georges Tranchant (même objet) ; charges que devront supporter les entreprises au titre de compléments de retraite destinés à leurs salariés ; inscription comptable de la provision ; amendement n° 24 : adopté ; amendement n° 3 : devenu sans objet ;

- article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 : amendement n° 25 de la commission (de suppression) (p. 1834) ; dénomination des sociétés en nom collectif : rejeté ;

- article 18 : adopté.

Article 19 : adopté.

Article 20 : amendement n° 26 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 21 (p. 1835) : amendement n° 27 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 22 : amendement n° 28 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 23 : amendement n° 29 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence cet article est supprimé.

Article 24 : amendement n° 30 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 25 (p. 1836) : adopté.

Article 26 : adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 38 du Gouvernement (système d'exonération fiscale au bénéfice des investissements réalisés en faveur du cinéma et des programmes audiovisuels) (p. 1905) ; développement des programmes ; nécessité de favoriser le développement en France du mécénat privé ; nécessité d'utiliser des sociétés intermédiaires ; fête nationale du cinéma ; cadre de l'incitation fiscale ; société anonyme de finances des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles (S.A.F.O.C.A.) (p. 1906) ; nécessité d'un agrément du ministre de la culture ; conditions auxquelles doivent répondre les œuvres cinématographiques ou audiovisuelles pour pouvoir être agréées ; modalités d'investissement de la S.A.F.O.C.A. ; contrat d'association permettant d'acquérir un droit sur les recettes d'exploitation ; avantage fiscal des actionnaires de la S.A.F.O.C.A. ; moyens de contrôle ; sanctions applicables (p. 1907) ; liens familiaux du ministre de la culture et du Président de la République dans le cinéma ; caractère exorbitant des avantages fiscaux ; **rappel au règlement de M. Edmond Alphandéry** (p. 1908-1909) ; sous-amendement n° 39 de M. Edmond Alphandéry (tendant dans le premier alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 38, à insérer après les mots « impôt sur le revenu » les mots « de 1985 ») ; limitation de l'application des dispositions proposées à l'année 1985 ; coût de l'exonération pour les finances publiques ; gage de la mesure : rejeté (p. 1909) ; sous-amendement n° 40 de M. Edmond Alphandéry (tendant dans le premier alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 38, à insérer après le mot « audiovisuelles » les mots « relatives à l'activité agricole ») ; extension du bénéfice des dispositions proposées aux activités agricoles ; aide à l'industrie cinématographique ; taux d'imposition des catégories sociales les plus favorisées ; aide fiscale au cinéma en Australie, Canada et aux Etats-Unis ; rapport Bredin : rejeté ; sous-amendement n° 41 de M. Edmond Alphandéry (tendant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet amendement à insérer après le mot « audiovisuelles » les mots « relatives à l'activité industrielle ») ; coût de la mesure ; gage de l'amendement ; article d'équilibre de la loi de finances (p. 1910) ; taux marginaux d'imposition les plus élevés : rejeté ; sous-amendement n° 42 de M. Gilbert Gantier (tendant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet amendement, à insérer après le mot « audiovisuelles » les mots « relatives à l'activité commerciale ») ; nécessité de réserver les abris fiscaux aux activités les plus créatrices d'emplois : rejeté ; sous-amendement n° 43 de M. Edmond Alphandéry (tendant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet amendement à insérer après le mot « audiovisuelles » les mots « relatives au chômage » ; revalorisation des prestations de chômage ; augmentation des impôts des contribuables les moins favorisés (p. 1911) : rejeté ; sous-amendement n° 44 de M. Gilbert Gantier (tendant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet amendement, à insérer après le mot « audiovisuelles » les mots « relatives à l'activité de recherche ») ; nécessité de favoriser le développement de la recherche ; effort du Gouvernement en faveur de la recherche : rejeté ; sous-amendement n° 45 de M. Gilbert Gantier (tendant dans le premier alinéa du paragraphe III de cet amendement, à substituer aux mots « 25 p. 100 de ce revenu » les mots « 100 000 F ») ; abandon par l'Australie de l'abri fiscal pour le cinéma ; nécessaire plafonnement de la mesure (p. 1912) : rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 46 de M. Gilbert Gantier (tendant dans le premier alinéa du paragraphe III de

cet amendement, à substituer au taux « 25 p. 100 » le taux « 24 p. 100 ») ; caractère inégalitaire des abattements sur le revenu imposable ; politique de la famille : rejeté ; sous-amendement n° 47 de M. Gilbert Gantier (tendant dans le cinquième alinéa du paragraphe III de cet amendement à substituer au taux « 50 p. 100 » le taux « 49 p. 100 ») ; absence de plafonnement en valeur absolue ; comparaison de la situation du cinéma avec celle de la recherche ; rejeté ; sous-amendement n° 48 de M. Edmond Alphandéry (tendant à compléter le cinquième alinéa du paragraphe III de cet amendement par les mots « et ce dans la limite de 5 millions de francs ») ; plafonnement de l'amortissement exceptionnel à 5 millions de francs (p. 1913) ; violation des règles des plus élémentaires des finances publiques : rejeté ; amendement n° 38 : adopté au scrutin public ; « texte de copinage » ; scandales financiers successifs ayant ponctué la vie politique française pendant vingt-cinq ans (p. 1914).

Seconde délibération du projet de loi (p. 1914).

Après l'article 6 *bis* : amendement n° 1 du Gouvernement (abrogation de la taxe spéciale annuelle sur les véhicules d'une puissance fiscale supérieure à 16 CV) (p. 1914) ; non-conformité au traité de Rome de la taxe spéciale pour les véhicules de plus de 16 CV ; règlement des litiges ; éventualité d'une réunion de la commission des finances ; adopté (p. 1915).

Explications de vote (p. 1915).

Abstention du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 1916).

Aide fiscale au cinéma : *Hage (Georges)* (p. 1915, 1916) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1916).

Dotation globale de fonctionnement : *Hage (Georges)* (p. 1915).

Financement par des prêts participatifs des établissements publics, industriels et commerciaux relevant de l'Etat : *Hage (Georges)* (p. 1915).

Inflation : *Gantier (Gilbert)* (p. 1916).

Vote hostile du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 1916).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1916).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1985] (p. 2166).

Aide fiscale au cinéma : *Courrière (Raymond)* (p. 2166-2168) ; *Tranchant (Georges)* (p. 2166, 2167).

Dotation globale de fonctionnement : *Courrière (Raymond)* (p. 2166).

Taxe sur les véhicules de plus de 16 CV : *Tranchant (Georges)* (p. 2167) ; *Courrière (Raymond)* (p. 2169).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2168, 2169, 2170, 2171).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2171).

9. - Proposition de loi n° 3335 tendant à l'amélioration immédiate du **pouvoir d'achat** des salariés, des préretraités, des retraités et des familles et à la mise en œuvre de mesures sociales et de mesures aptes à créer des emplois.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 9 janvier 1986 par M. Georges Marchais. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Développement de l'Ouest de la France.

Voir *Questions orales sans débat* **771.**

Résultats économiques.

Voir *Questions au Gouvernement* **1471, 1472.**

POLITIQUE EXTERIEURE

12. - Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale** sur l'activité de cette assemblée au cours de ses vingt-neuvième et trentième sessions ordinaires (1983-1985) et de sa session extraordinaire du 29 octobre 1984, par M. Lucien Pignion **(n° 3248)** [19 décembre 1985].

13. - Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée consultative du Conseil de l'Europe** sur l'activité de cette assemblée au cours de sa trente-sixième session ordinaire (1984-1985), par M. Lucien Pignion **(n° 3249)** [19 décembre 1985].

- dans l'océan Indien.

Voir *Questions orales sans débat* **762.**

POLITIQUE INDUSTRIELLE

1. - Rapport d'information déposé par M. Paul Chomat en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur les **nouveaux matériaux (n° 3241)** [19 décembre 1985].

2. - Proposition de résolution n° 3311 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'**utilisation des fonds publics accordés au groupe Boussac.** - Dépôt à l'Assemblée nationale le 21 décembre 1985 par M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

POLLUTION ET NUISANCES

5. - Rapport n° 3192, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les formes de pollution atmosphérique à longue distance dites **« pluies acides »,** par M. Georges Le Baill [13 décembre 1985].

Voir *Traités et conventions* **149, 169.**

6. - Proposition de loi n° 3339 relative à la **lutte contre le bruit.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 février 1986 par M. Bernard Stasi et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'admnistration générale de la République.

Lutte contre la pollution en mer du Nord.

Voir *Traités et conventions* **169.**

Pollution atmosphérique.

Voir *Questions au Gouvernement* **1320.**

POLOGNE

Visite du général Jaruzelski à Paris.

Voir *Questions au Gouvernement* **1483, 1493.**

POLYNESIE FRANÇAISE

5. - Projet de loi n° 3078 modifiant et complétant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'**Assemblée territoriale** de la Polynésie française.

Sénat (première lecture), n° **74** (1985-1986), dépôt le 6 novembre 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre, sous le titre : « Projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ». - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Roger Romani. - Rapport n° **84** (1985-1986) (13 novembre 1985). - Discussion le 14 novembre 1985. - Adoption le 14 novembre 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ». - Projet de loi n° **31** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **3078**, dépôt le 15 novembre 1985. - Lettre du Premier ministre, en date du 14 novembre 1985, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française sur ce projet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. René Rouquet (15 novembre 1985). - Rapport n° **3154** (5 décembre 1985). - Discussion le 12 décembre 1985. - Adoption le 12 décembre 1985. - Projet de loi n° **955**.

Loi n° 85-1337 du 18 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 19 décembre 1985 (p. 14776).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1985] (p. 6110) :

Base minimale de représentation : *Lemoine (Georges)* (p. 6112).

Date des élections territoriales : *Juventin (Jean)* (p. 6113) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 6114) ; *Michel (Henri)* (p. 6114).

Dissolution de l'Assemblée territoriale : *Rouquet (René)* (p. 6111) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6111) ; *Michel (Henri)* (p. 6114).

Extension à la Polynésie française du droit commun électoral (et notamment barre des 5 p. 100) : *Rouquet (René)* (p. 6111) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6112) ; *Michel (Henri)* (p. 6114) ; *Juventin (Jean)* (p. 6113) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 6113, 6114).

Nombre de sièges de l'Assemblée territoriale et motifs de l'accroissement : *Rouquet (René)* (p. 6110, 6111) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6111, 6112) ; *Juventin (Jean)* (p. 6112) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 6113) ; *Michel (Henri)* (p. 6114).

Répartition des sièges : *Rouquet (René)* (p. 6111) ; *Michel (Henri)* (p. 6114).

Discussion des articles [12 décembre 1985] (p. 6115) :

Article 1er *(effectif de l'Assemblée territoriale)* : adopté.

Article 2 *(mode de scrutin)* : amendement n° 2 de M. Jean Juventin (mode de scrutin) ; nécessaire suppression de la barre des 5 p. 100 rendue nécessaire par le projet pour participer à la répartition des sièges : rejeté ;

- article 2 : adopté (p. 6115).

Article 3 : supprimé par le Sénat.

Article 4 *(extension des dispositions du titre Ier du livre Ier du code électoral)* : adopté.

Article 5 *(adaptation des dispositions de l'article L. 66 du code électoral)* : adopté.

Article 5 bis *(éligibilité à l'Assemblée territoriale)* : adopté.

Article 5 ter *(déclaration de candidatures)* : adopté.

Article 6 *(constitution des listes électorales)* : adopté.

Article 7 *(cautionnement)* : adopté.

Article 8 *(commission de propagande)* : amendement n° 1 de M. Jean Juventin (campagne électorale sur les ondes de Radio-France outre-mer) ; comparaison des retransmissions des campagnes électorales pour les élections législatives et les élections territoriales ; rôle de la Haute Autorité (p. 6116) : retiré ;

- article 8 : adopté.

Article 9 *(recensement général des votes ; convocation des électeurs et campagnes électorales)* : adopté.

Article 10 *(règles applicables aux recours formés contre les élections à l'Assemblée territoriale)* : adopté.

Article 11 *(situation du conseiller territorial dont l'élection est contestée)* : adopté.

Article 11 bis *(durée des pouvoirs de l'Assemblée territoriale)* : adopté.

Article 12 *(entrée en vigueur de l'article 1er)* : adopté.

Article 13 *(abrogations)* : adopté (p. 6117).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6117).

Dégâts causés par un cyclone en -.

Voir *Questions orales sans débat* **840**.

Mode de scrutin applicable à l'élection des députés en -.

Voir *Elections et référendums* **44**.

POMMES DE TERRE

Voir *Questions au Gouvernement* **1454**.

POMPES FUNEBRES

Voir *Cimetières et pompes funèbres.*

PONIATOWSKI (« prince »)

Voir *Rappels au règlement* **1172**.

PORTS

Voir *Travail* **27**, articles 1er et 2.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Cartes de paiement.

Voir *Loi de finances* **11** (deuxième partie), défense, article 30.

Rapport du Sénat sur les -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1349**.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (ministère)

Utilisation de terrains du -.

Voir *Questions orales sans débat* **764**.

POTASSES D'ALSACE

Voir *Mines et carrières* **6**.
Questions au Gouvernement **1346**.

Mines de -.

Voir *Questions orales sans débat* **796**.

POUVOIR D'ACHAT

Voir *Lois de finances* **11**.

PREFECTURES

Dépenses des -.

Voir *Collectivités locales* **21**.

PRELEVEMENT LIBERATOIRE

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), après l'article 4.

PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES

Voir *Lois de finances* **11**.
Lois de finances rectificatives **9**.

PRERETRAITES

Cotisations sociales sur les -.

Voir *Questions orales sans débat* **797**.

Situation des préretraités.

Voir *Questions au Gouvernement* **1334**.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Voir *Elections et référendums* **39**.
Motions de censure **15**.

Déclarations du -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1215, 1222.**

PRESSE

Voir *Edition, imprimerie et presse.*

PRESTATIONS FAMILIALES

5. - Proposition de loi n° 2901 tendant à l'**extension des allocations familiales** dès le premier enfant et tant qu'un enfant reste à charge.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par Mme Muguette Jacquaint et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Revalorisation des allocations familiales.

Voir *Questions au Gouvernement* **1259.**

PRETS

- d'accession à la propriété.

Voir *Questions orales sans débat* **932.**

PRIMES

- à l'amélioration de l'habitat.

Voir *Questions orales sans débat* **811.**

- de rentrée scolaire.

Voir *Questions au Gouvernement* **1343.**

PRIX ET CONCURRENCE

8. - Projet de loi n° 2787 portant **amélioration de la concurrence.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 14 juin 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. - Urgence déclarée le 21 juin 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Robert Malgras (20 juin 1985). - Rapport n° **2958** (2 octobre 1985). - Discussion le 2 octobre 1985. - Adoption le 2 octobre 1985. - Projet de loi n° **878.**

Sénat (première lecture), n° **14** (1985-1986), dépôt le 8 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jean Colin. - Rapport n° **54** (1985-1986) (30 octobre 1985). - Discussion le 12 novembre 1985. - Adoption le 12 novembre 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi tendant à rétablir la liberté des prix et à garantir le jeu de la concurrence ». - Projet de loi n° **27** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Bureau [*J.O.* du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Robert Malgras. - Rapport n° **3088** (20 novembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Jean Colin. - Rapport n° **91** (1985-1986) (20 novembre 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3053,** dépôt le 12 novembre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Robert Malgras. - Rapport n° **3110** (26 novembre 1985). - Discussion le 6 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 6 décembre 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi portant amélioration de la concurrence ». - Projet de loi n° **942.**

Sénat (deuxième lecture), n° **167** (1985-1986), dépôt le 9 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jean Colin. - Rapport n° **188** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 13 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 13 décembre 1985. - Projet de loi n° **56** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3195,** dépôt le 16 décembre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Robert Malgras. - Rapport n° **3199** (16 décembre 1985). - Discussion le 16 décembre 1985. - Adoption définitive le 16 décembre 1985. - Projet de loi n° **960.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 28 décembre 1985 (*J.O.* du 29 décembre 1985) (p. 15386).

Loi n° 85-1408 du 30 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 31 décembre 1985 (p. 15513). - Rectificatif au *J.O.* du 23 janvier 1986 (p. 1271).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 octobre 1985] (p. 2576, 2588).

Question préalable opposée par M. Alain Madelin : *Madelin (Alain)* (p. 2581, 2582) ; *Bêche (Guy)* (p. 2582) ; *Malgras (Robert)* (p. 2582) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2582) : rejetée (p. 2583).

Centrales d'achat : *Malgras (Robert)* (p. 2577) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2579) ; *Labarrère (André)* (p. 2595).

Communication de procès-verbaux et rapports d'enquête par l'autorité judiciaire : *Malgras (Robert)* (p. 2578) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2580).

Commission de la concurrence (effectifs et rôle de la -) : *Malgras (Robert)* (p. 2578) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2579, 2580) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2590) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2590) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2593) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2594).

Contrôle des concentrations et ententes : *Malgras (Robert)* (p. 2578) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2590) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2590) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 2592) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2593) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2594).

Concurrence (contrôle des règles de la -) : *Madelin (Alain)* (p. 2581).

Concurrence (rôle de la -) : *Malgras (Robert)* (p. 2577) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2579, 2583) ; *Madelin (Alain)* (p. 2581) ; *Bêche (Guy)* (p. 2582) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 2583) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2589) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2592) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2593, 2594).

Crédit interentreprises : *Douyère (Raymond)* (p. 2593).

Droits de la défense devant la commission de la concurrence : *Gantier (Gilbert)* (p. 2594).

Etablissements de crédit (concurrence entre les -) : *Bêche (Guy)* (p. 2582).

Evolution historique de la réglementation de la concurrence : *Malgras (Robert)* (p. 2577) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2580) ; *Madelin (Alain)* (p. 2581) ; *Bêche (Guy)* (p. 2582) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 2591) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2592, 2593) ; *Labarrère (André)* (p. 2595, 2596).

Fonds de commerce (règle de résiliation triennale des baux et cession de -) : *Malgras (Robert)* (p. 2578) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2580) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2590) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 2592) ; *Labarrère (André)* (p. 2595).

Fusion des directions de la consommation et de la concurrence : *Mercieca (Paul)* (p. 2590, 2591) ; *Labarrère (André)* (p. 2595).

Ordres professionnels : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2590) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2593).

Pratiques discriminatoires (assouplissement de l'interdiction des -) : *Malgras (Robert)* (p. 2578) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2580) ; *Madelin (Alain)* (p. 2581) ; *Bêche (Guy)* (p. 2582) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2590) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2590) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2593) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2594) ; *Labarrère (André)* (p. 2595).

Prix illicites (notion de -) : *Malgras (Robert)* (p. 2578).

Propositions de l'opposition (tendant notamment à l'abrogation de l'ordonnance de 1945) : *Malgras (Robert)* (p. 2577) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2580, 2583) ; *Madelin (Alain)* (p. 2581) ; *Bêche (Guy)* (p. 2582) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 2588, 2589) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 2591).

Publicité comparative : *Malgras (Robert)* (p. 2578, 2579) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 2589) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2590) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 2592).

Refus de vente (assouplissement de l'interdiction du -) : *Malgras (Robert)* (p. 2577, 2578) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2580) ; *Madelin (Alain)* (p. 2581) ; *Bêche Guy)* (p. 2582) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2590) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2590) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 2593) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2594).

Discussion des articles [2 octobre 1985] (p. 2596).

Avant l'article 1er : amendement n° 30 de M. Jean-Paul Charié (tendant avant l'article 1er à insérer l'article suivant : « En France, tous ceux qui exercent la même activité sont soumis de la part de l'Etat aux mêmes devoirs et charges, et bénéficient des mêmes droits ») ; rôle de l'Etat en matière de discrimination concurrentielle ; rédaction de l'amendement pouvant prêter à équivoque (p. 2596) ; rôle des articles 92 à 95 du Traité de Rome : rejeté ; amendement n° 31 de M. Jean-Paul Charié (liberté d'établissement des prix et marges en France) ; nocivité du contrôle des prix et des marges ; inutilité de la fixation des prix ; amendement visant l'abrogation des ordonnances de 1945 : rejeté ; amendement n° 32 de M. Jean-Paul Charié (abrogation de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix) ; rôle de la libération des prix et des marges ; nécessité d'une volonté politique (p. 2597) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Jean-Paul Charié (conditions de la distribution sélective) ; nécessité d'une mention claire sur les tarifs ; refus de vente : rejeté.

Article 1er *(relations commerciales)* : amendements identiques n° 33 de M. Paul Mercieca et n° 41 de M. Jean-Paul Charié (tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas de l'article 1er) ; amendement n° 41 : retiré ; influence de la réglementation du refus de vente sur la distribution sélective et la technique des prix d'appel (p. 2598) ; dépénalisation du refus de vente ; amendement n° 33 : rejeté ; amendement n° 13 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Jean-Paul Charié (pratiques discriminatoires) : retiré ; amendement n° 22 de la commission (tendant dans le cinquième alinéa (*g*) de cet article à substituer au mot « justifiés » les mots « économiquement justifiés, notamment ») ; assouplissement de l'interdiction des pratiques discriminatoires ; adverbe « notamment » introduisant une imprécision dans un texte de nature pénale ; notion de prix de revient ne constituant pas une bonne référence ; avis de la commission de la concurrence sur la situation des centrales d'achat et leur regroupement ; nécessité de rompre avec la logique de la concurrence reposant sur la notion d'un marché parfait (p. 2599) ; sous-amendement n° 43 du Gouvernement (tendant à la fin de cet amendement à supprimer le mot « notamment ») ; nécessité de ne pas compliquer la vie des chefs d'entreprise : adopté ; amendement n° 22, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 44 du Gouvernement (tendant dans le cinquième alinéa (*g*) à supprimer les mots « par des différences de prix de revient de la fourniture ou du service ») : adopté ; amendement n° 23 de la commission (tendant à compléter le septième alinéa de cet article par les mots « soit par tout autre moyen ») ; nouvelles formes de distribution pratiquant des marges réduites ; procédure permettant aux producteurs d'imposer le prix de vente final ; ventes à perte (p. 2600) : adopté ; amendement n° 1 de M. Gilbert Gantier (tendant dans le dernier alinéa (5°) de cet article à insérer après le mot « revendeur » les mots « en l'état ») ; nécessité de réserver le cas de certaines professions dont les activités supportent la vente de produits et l'apport de services spécifiques ; exclusion de l'obligation de communiquer les barèmes des revendeurs transformant des produits : rejeté ; amendement n° 34 de M. Paul Mercieca (renforcement de l'obligation faite au vendeur de communiquer son barème de prix) : rejeté ; amendement n° 2 de M. Gilbert Gantier, soutenu par M. Robert Malgras (tendant à compléter le dernier alinéa (5°) de cet article par la phrase suivante « cette communication se fait par tout moyen conforme aux usages commerciaux de la profession concernée ») : adopté ; amendement n° 27 du Gouvernement (définition de la pratique des prix illicites) ; délais de paiement constituant des éléments de la négociation commerciale : adopté ; amendement n° 35 de M. Paul Mercieca (interdiction de la revente de tout produit en l'état à un prix inférieur à son prix d'achat effectif) (p. 2601) ; nécessité de limiter les pratiques actuelles des ventes à perte ; nécessité de ne pas faire référence à la notion d'un prix de revient dans un texte de nature pénale : rejeté ; amendement n° 36 de M. Paul Mercieca (interdiction de la pratique des loteries gratuites, des prix, concours et toutes opérations laissant espérer un gain, avec ou sans obligation d'achat) ; amendement satisfait par la loi du 20 mars 1951 : rejeté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(exceptions à l'interdiction des ententes et des abus de position dominante)* : article constituant un subtitut de la technique des prix dirigés ; amendement n° 37 de M. Gilbert Gantier (compétence pour reconnaître l'effet bénéfique sur la vie économique de certaines ententes et positions dominantes) : rejeté ; amendement n° 24 de la commission (tendant après les mots « complété par » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article « les dispositions suivantes : »..., tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte ») ; nécessité de préciser qu'une partie équitable du profit des ententes autorisées doit être réservée aux utilisateurs : adopté (p. 2602) ; amendement n° 38 de M. Gilbert Gantier (nécessité d'un avis conforme de la commission de la concurrence donné après audition par celle-ci des personnes intéressées) ; nécessité d'accentuer le caractère exceptionnel de la procédure d'autorisation des ententes : rejeté ; amendement n° 25 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de cet article après le mot « avis » à insérer le mot « conforme ») ; nécessité d'un avis conforme de la commission de la concurrence ; procédure de l'avis conforme étant contradictoire avec le rôle consultatif de la commission : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 14 de M. Jean-Louis Masson : non soutenu ; amendement n° 39 de M. Gilbert Gantier (accord reconnu préalablement compatible au bon fonctionnement de la concurrence) ; amendement ne comportant aucune référence au progrès économique et à l'intérêt des utilisateurs : rejeté ; **rappel au règlement de M. Alain Madelin** (p. 2603) ; amendement n° 4 de M. Gilbert Gantier (procédure de saisine de la commission de la concurrence) ; nécessaire développement des droits de la défense devant la commission de la concurrence ; amendement n° 5 de M. Gilbert Gantier (nécessité de dresser un procès-verbal de toutes les auditions devant la commission de la concurrence) ; amendements n° 4 et 5 : rejetés.

Article 3 *(communication des procès-verbaux et rapports d'enquête par l'autorité judiciaire)* : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 6 de M. Gilbert Gantier (modalités de communication des documents confidentiels dont les rapporteurs pourront avoir connaissance à l'occasion de la préparation des rapports de la commission de la concurrence) ; atteinte portée aux droits de la défense : rejeté ; amendement n° 8 de M. Gilbert Gantier (de coordination) : rejeté ; amendement n° 7 de M. Gilbert Gantier (documents devant être produits par les agents chargés de la constatation des infractions à la législation économique) (p. 2604) : rejeté ; amendement n° 42 de M. Alain Madelin (interdiction faite aux agents chargés de la constatation des infractions à la législation économique des visites de nuit) ; pouvoir exorbitant du droit commun que les ordonnances du 30 juin 1945 confèrent aux agents de l'administration dans le cadre de leurs investigations ; attitude de M. Alain Madelin lors de l'abrogation du texte de la loi « sécurité et liberté » ; introduction dans la loi sur la presse de dispositions inspirées des ordonnances du 30 juin 1945 ; caractère anticonstitutionnel des pouvoirs reconnus aux agents de l'administration chargés de la constatation des infractions à la législation économique ; pouvoir d'investigation devant être accordé par un magistrat : rejeté.

Article 4 *(sanctions pécuniaires en cas de procédure simplifiée)* : suppression des articles 37, 38, 40, 41, 42 de la loi du 27 décembre 1973 (p. 2605) ; suppression de la base juridique de l'accord commerce-industrie : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 28 du Gouvernement (abrogation des articles 37, 38, 40, 41, 42 du 27 décembre 1973) ; maintien des articles 37 et 38 impliquant un chevauchement préjudiciable à l'application de la loi ; remise en cause de la liberté d'établissement : adopté.

Article 5 *(commission de la concurrence et rôle de la concentration économique)* (p. 2606, 2607) ; amendement n° 26 de la commission (reconnaissance à la commission de la concurrence de la qualité d'autorité administrative indépendante ; composition de la commission) ; accroissement du contrôle parlementaire sur les crédits nécessaires à la commission de la concurrence ; nécessité que la commission de la concurrence exerce un rôle consultatif ; caractère inopportun de la consécration de la catégorie des autorités administratives indépendantes : adopté ; amendement n° 9 de M. Gilbert Gantier (tendant à supprimer les cinq derniers alinéas de l'article 5) ; caractère complexe et ambigu de la seconde partie de l'article 5 ; concentrations visées par l'article 5 ; cadre de l'appréciation du seuil de 25 p. 100 ; nécessité de contrôler les concentrations (p. 2607) : rejeté.
- article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendements n°s 15 à 21 de M. Jean-Louis Masson : non soutenus.

Article 6 *(baux commerciaux, congé donné par le locataire) :* adopté.

Article 7 *(baux commerciaux, cession de bail et despécialisation) :* amendement n° 10 de M. Gilbert Gantier (cession du fonds de commerce pour départ à la retraite du commerçant) ; délai au bout duquel à défaut de saisine du tribunal de grande instance l'accord du bailleur est réputé acquis ; nécessité d'obliger le cédant à indiquer le nom du cessionnaire ; suppression de la priorité de rachat du bailleur : rejeté ; amendement n° 11 de M. Gilbert Gantier (nouveau loyer consenti par le bailleur en cas de changement d'activité) ; imprécision de la notion de valeur locative équitable : rejeté ; amendement n° 12 de M. Gilbert Gantier (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 34-3-1 du décret du 30 septembre 1953 par les mots « ainsi que, le cas échéant, le règlement de copropriété ») (p. 2608) ; dispositions relatives à la despécialisation plénière : rejeté ;
- article 7 : adopté.

Titre : amendement n° 29 de M. Jean-Paul Charié (tendant dans le titre du projet de loi après les mots « amélioration de la » à insérer le mot « libre » ; nécessité de reconnaître qu'il ne peut y avoir de concurrence sans liberté ; notion de liberté ne constituant pas une notion économique : rejeté (p. 2609).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2609).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [6 décembre 1985] (p. 5444).

Concentration (notion de -) : *Souchon (René)* (p. 5445).

Commission mixte paritaire (échec de la -) : *Malgras (Robert)* (p. 5444).

Géomètres experts (ordre des -) : *Malgras (Robert)* (p. 5444, 5445) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 5445).

Inflation (maîtrise de l'-) : *Malgras (Robert)* (p. 5444).

Ordonnance de 1945 (non-abrogation de l'-) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5446) ; *Souchon (René)* (p. 5445) ; *Malgras (Robert)* (p. 5444).

Pratiques discriminatoires de prix : *Souchon (René)* (p. 5445) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 5445).

Priorité de rachat du bailleur : *Malgras (Robert)* (p. 5444).

Discussion des articles [6 décembre 1985] (p. 5446).

Article 1er A : amendement n° 2 de la commission (de suppression) ; utilité des ordonnances de 1945 ; libération de 80 p. 100 des prix industriels : adopté ;
- article 1er A : supprimé.

Article 1er B : amendement n° 3 de la commission (de suppression) ; distribution sélective ; dépénalisation de l'ensemble des pratiques de refus de vente : adopté ;
- article 1er B : supprimé.

Article 1er (p. 5446) : amendement n° 4 de la commission (refus de satisfaire aux demandes des acheteurs) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (obtention des prix ou des conditions de vente discriminatoires) ; détermination des pratiques discriminatoires interdites ; notion de dépendance : adopté ; amendement n° 6 de la commission (supprimant dans la première phrase du deuxième alinéa 5° du paragraphe IV de cet article les mots « en l'état ») ; communication des barèmes et des conditions de vente : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe V de cet article, après les mots : « produits alimentaires périssables », les mots : « ou de boissons alcooliques ayant supporté les droits de consommation prévus à l'article 403 du code général des impôts ») ; extension aux boissons alcooliques des règles de paiement actuellement en vigueur pour les denrées alimentaires périssables : adopté ;
- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 7 de la commission (rédigeant ainsi après les mots : « durée illimitée après », la fin du dernier alinéa de cet article : « publication de l'avis de la commission de la concurrence ») ; obligation d'un avis conforme ; application des exceptions communautaires (p. 5447) ; sous-amendement n° 24 du Gouvernement (tendant à supprimer dans cet amendement les mots « publication de l' ») ; publications prévues dans le décret d'application : rejeté ; amendement n° 7 : adopté ;
- article 2, ainsi modifié : adopté ;

Article 3 : amendement n° 8 de la commission (intervention de l'autorité judiciaire) : adopté ;
- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 9 de la commission (substituant à la fin de cet article à la somme « 350 000 F » la somme « 500 000 F ») ; sanctions en cas d'infractions répétées à l'interdiction des ententes : adopté ;
- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (p. 5448) : amendement n° 1 du Gouvernement (notion de concentration) ; sous-amendement n° 12 de la commission (complétant le premier alinéa de cet amendement par les mots : « d'entreprises ou de groupes d'entreprises ») ; sous-amendement n° 13 de la commission (soumission des concentrations à contrôle) ; sous-amendement n° 14 de la commission (conditions d'exercice du contrôle) ; insuffisances de la définition de la notion de concentration ; suppression du double seuil applicable aux concentrations verticales ; définition des opérations de concentration ; notion de transfert de jouissance ; partie substantielle de marché ; seuil unique de 25 p. 100 des ventes ; distinction des seuils entre concentrations verticales ou horizontales ; ambiguïté du terme « plusieurs » ; impossibilité de contrôler la jouissance (p. 5449) ; sous-amendements n°s 12, 13 et 14 : adoptés ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ;
- article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 21 de M. Vincent Porelli soutenu par Mme Muguette Jacquaint (création d'un syndicat national des techniciens géomètres-topographes) ; démocratisation de la profession ; existence de l'ordre ; possibilité de participation des travailleurs salariés à l'organisation de leur profession ; mainmise de l'ordre sur la quasi-totalité de la formation professionnelle ; suppression de l'ordre des géomètres-experts ; exercice de la fonction de topographe (p. 5450) ; engagement de la concertation ; attachement des géomètres-experts à l'exercice libéral de leur profession ; non-présentation du rapport de M. Porelli à la commission ; propositions du groupe communiste : rejeté au scrutin public ; amendement n° 15 de la commission (constitution de société de géomètres-experts par les géomètres-experts entre eux ou avec d'autres personnes physiques) ; sous-amendement n° 22 de M. Vincent Porelli (constitution des sociétés par les techniciens) (p. 5451) ; possibilité pour les géomètres-experts de se regrouper pour exercer leur activité professionnelle ; inscription au tableau de l'ordre des géomètres-experts ; association des techniciens géomètres-experts et experts fonciers ; sous-amendement n° 22 : rejeté ; amendement n° 15 : adopté ;

amendement n° 16 de la commission (conditions pour qu'une société de géomètres-experts soit constituée sous la forme d'une société anonyme ou d'une société à responsabilité limitée) : adopté après correction ; amendement n° 17 de la commission (substituant dans le deuxième alinéa de la loi du 7 mars 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts la référence « paragraphe 1° » la référence « paragraphe 2° ») ; fin des litiges entre ordre des géomètres-experts et cabinets de topographes ; partage des activités (p. 5452) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (incompatibilités relatives aux membres de l'ordre) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (fixation du montant des honoraires) ; sous-amendement n° 23 de M. Vincent Porelli (paiement des travaux constituant une rémunération du travail fourni) : rejeté ; amendement n° 19 : adopté ; amendement n° 20 de la commission (engagement de la responsabilité des géomètres-experts) ; obligation d'assurance pour les actes professionnels ou ceux commis par les préposés des géomètres-experts : adopté ;

– article 7 : adopté.

Titre : amendement n° 10 de la commission (rédigeant ainsi le titre du projet de loi : « Projet de loi portant amélioration de la concurrence ») (p. 5453) : adopté (p. 5454).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5454).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [16 décembre 1985] (p. 6199).

Concentration (définitions des –) : *Carraz (Roland)* (p. 6200).

Conflit entre les topographes et les géomètres-experts : *Bassinet (Philippe)* (p. 6199, 6200) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 6200) ; *Carraz (Roland)* (p. 6201).

Pratiques discriminatoires : *Carraz (Roland)* (p. 6200).

Refus de vente : *Carraz (Roland)* (p. 6200).

Titre du projet : *Bassinet (Philippe)* (p. 6199).

Discussion des articles [16 décembre 1985] (p. 6201).

Article 5 *quater* : amendements identiques n° 1 de M. Adrien Durand, soutenu par M. Emmanuel Hamel, et n° 2 de M. Jean-Paul Charié (tendant à supprimer l'article 5 *quater)* ; importance représentée par l'ordre des géomètres-experts ; conflit entre les topographes et les géomètres-experts ; amendement n° 17 aboutissant à supprimer les prérogatives dont jouissaient jusqu'à présent les géomètres-experts ; attribution de ces prérogatives à des personnes ne remplissant pas les conditions pour exercer les fonctions ; effet pervers de l'amendement n° 17 (p. 6202) ; conflit de compétence entre topographes et géomètres-experts ; absence de mise en cause du monopole des géomètres-experts ; négociations entre les géomètres-experts et les topographes ; constatation du désaccord entre les deux professions ; rôle du Gouvernement ; déviation de la discussion en commission mixte paritaire ; **rappel au règlement de M. Jean-Paul Charié** (p. 6203) ; règle de recevabilité des amendements et sous-amendements ; projet sur la concurrence étant uniquement centré sur le problème de l'organisation des professions de géomètres-experts et topographes ; **rappel au règlement de M. Gilbert Gantier ;** inconstitutionnalité de l'amendement n° 17 dans la mesure où il ne se rapporte pas au projet de loi ; amendement constituant un véritable « cavalier » ; amendements n° 1 et 2 : rejetés au scrutin public (p. 6204).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6204).

7. – Proposition de loi n° 2886 visant à abroger les ordonnances n° 45-1483 et n° 45-1484 du 30 juin 1945 et à appliquer en France les règles de l'**économie libérale de marché.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par M. Valéry Giscard-d'Estaing. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Maurice Dousset (10 octobre 1985).

8. – Proposition de loi n° 3268 tendant à abroger certaines dispositions des ordonnances n°s 45-1483 et 45-1484 du 30 juin 1945 et relative au **régime des prix.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

9. – Proposition de loi n° 3328 visant à moderniser le **régime de la concurrence.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 22 décembre 1985 par M. Gilbert Gantier. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Lois de finances* **11.**

Centrales d'achat.

Voir *Questions au Gouvernement* **1309.**

PRIX NOBEL

– de la paix attribué à MM. Sakharov et Walesa.

Voir *Questions au Gouvernement* **1500.**

PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE

1. – Proposition de loi n° 2153 relative à la **clause pénale.**

Assemblée nationale (première lecture), rapport n° **2666** (2 mai 1985). – Discussion le 3 juin 1985. – Adoption le 3 juin 1985. – Nouveau titre : « Proposition de loi relative à la clause pénale et au règlement des dettes ». – Proposition de loi n° **795.**

Sénat (première lecture), n° **1331** (1984-1985), dépôt le 4 juin 1985. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° **383** (1984-1985) (19 juin 1985). – Discussion le 24 juin 1985. – Adoption le 24 juin 1985. – Proposition de loi n° **140** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2831,** dépôt le 25 juin 1985. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Roger Leborne. – Rapport n° **2842** (26 juin 1985). – Discussion le 27 juin 1985. – Adoption avec modifications le 27 juin 1985. – Proposition de loi n° **849.**

Sénat (deuxième lecture), n° **442** (1984-1985), dépôt le 28 juin 1985. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° **5** (1985-1986) (2 octobre 1985). – Discussion le 2 octobre 1985. – Adoption avec modifications le 2 octobre 1985. – Proposition de loi n° **1** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2967,** dépôt le 2 octobre 1985. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Roger Leborne. – Rapport n° **2969** (3 octobre 1985). – Discussion le 3 octobre 1985. – Adoption définitive le 3 octobre 1985. – Proposition de loi n° **660.**

Loi n° 85-1097 du 11 octobre 1985, publiée au *J.O.* du 15 octobre 1985 (p. 11982).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 juin 1985] (p. 1376).

Caractéristiques de la clause pénale : *Leborne (Roger)* (p. 1377).

Intervention d'office du juge (modalités de l') : *Leborne (Roger)* (p. 1377); *Badinter (Robert)* (p. 1378).

Jurisprudence relative à la clause pénale : *Leborne (Roger)* (p. 1377); *Badinter (Robert)* (p. 1378).

Pratique de la clause pénale : *Leborne (Roger)* (p. 1377); *Badinter (Robert)* (p. 1378).

Réforme opérée par la loi du 9 juillet 1975 : *Leborne (Roger)* (p. 1377); *Badinter (Robert)* (p. 1378).

Discussion de l'article unique (p. 1378)).

Article unique *(intervention d'office du juge)* : adopté.

Après l'article unique : amendement n° 1 du Gouvernement (cas de nullité des obligations de remboursement) (p. 1378) ; prolifération d'organismes dits de gestion de

dettes ; rôle des associations de consommateur ; consultation du Conseil national de la consommation ; incriminations du code pénal répondant insuffisamment aux agissements des officines de gestion de dettes ; souci de protéger les personnes particulièrement vulnérables : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (sanctions pénales à l'égard des intermédiaires) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (exclusion des dispositions de la loi des membres des professions juridiques et judiciaires réglementées et dans la mission desquelles peut entrer la recherche de délais de paiement) (p. 1379-1380) ; sous-amendement n° 6 de la commission (exclusion des dispositions de la loi des administrateurs judiciaires nommés par le tribunal et prononçant le jugement d'ouverture du redressement judiciaire) : adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur de la loi) : adopté.

Titre : amendement n° 5 du Gouvernement (tendant à compléter le titre de la proposition de loi par les mots : « et au règlement des dettes ») : adopté (p. 1380).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1380).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1985] (p. 2101).

Date d'effet de la loi : *Leborne (Roger)* (p. 2101).

Délai de paiement (art. 1244 du code civil) : *Leborne (Roger)* (p. 2101) ; *Badinter (Robert)* (p. 2102).

Gestion de dettes : *Leborne (Roger)* (p. 2101) ; *Badinter (Robert)* (p. 2102).

Intervention d'office du juge : *Leborne (Roger)* (p. 2101) ; *Badinter (Robert)* (p. 2101).

Discussion des articles [27 juin 1985] (p. 2102).

Article 1er bis : adopté.

Article 1er ter : adopté.

Article 2 : amendement n° 1 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « , personne physique non commerçante, ») ; suppression de l'exclusion des commerçants du champ d'application de la nullité des conventions de gestion de dettes : adopté ; amendement n° 2 de la commission (tendant dans le dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « de ce même », les mots : « d'un ») : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 4 bis : adopté.

Article 5 : amendement n° 3 de la commission (tendant dans la première phrase de cet article à substituer à la date : « 1er novembre 1985 », la date : « 1er janvier 1986 ») ; date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux conventions de gestion de dettes (p. 2102) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté (p. 2103).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2103).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [3 octobre 1985] (p. 2627).

Situation des victimes d'accidents de la circulation : *Leborne (Roger)* (p. 2627); *Badinter (Robert)* (p. 2627).

Discussion des articles [3 octobre 1985] (p. 2627).

Article 6 *(date de l'entrée en vigueur de la loi relative à la situation des victimes d'accidents de la circulation) :* adopté (p. 2627).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2627).

PROCEDURE PENALE

9. Projet de loi n° 2695 relatif à la **simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 23 mai 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (5 juin 1985). - Rapport n° **2812** (20 juin 1985). - Discussion le 25 juin 1985. - Adoption le 25 juin 1985. - Projet de loi n° **837.**

Sénat (première lecture), n° **437** (1984-1985), dépôt le 27 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **35** (1985-1986) (16 octobre 1985). - Discussion le 23 octobre 1985. - Adoption le 23 octobre 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale ». - Projet de loi n° **9** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3009,** dépôt le 24 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. - Rapport n° **3041** (7 novembre 1985). - Discussion le 26 novembre 1985. - Adoption avec modifications le 26 novembre 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales ». - Projet de loi n° **914.**

Sénat (deuxième lecture), n° **113 1985-1986),** dépôt le 27 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **139** (1985-1986) (4 décembre 1985). - Discussion le 10 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 10 décembre 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi portant diverses dispositions de procédure pénale et de droit pénal ». - Projet de loi n° **42** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3178,** dépôt le 11 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Bureau [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. - Rapport n° **3178** (11 décembre 1985). - Discussion le 12 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 12 décembre 1985. - Projet de loi n° **954.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **183** (1985-1986). - Discussion le 17 décembre 1985. - Adoption définitive le 17 décembre 1985. - Projet de loi n° **83** (1985-1986).

Loi n° 85-1407 du 30 décembre 1985 publiée au *J.O.* du 31 décembre 1985 (p. 15505).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [25 juin 1985] (p. 1932) :

Compétence des juridictions judiciaires (critères de -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1933).

Conditions de détention : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1933, 1934).

Contrainte par corps : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1934).

Droits de la défense : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1934) ; *Clément (Pascal)* (p. 1937).

Exécution de la condamnation : *Badinter (Robert)* (p. 1936, 1943) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1939) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1941, 1942, 1943).

Nombre de détenus et places dans les prisons : *Clément (Pascal)* (p. 1937, 1938) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1942) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 1944) ; *Badinter (Robert)* (p. 1944).

Nombre de magistrats : *Clément (Pascal))* (p. 1937, 1938).

Peines complémentaires et accessoires : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1934).

Régles de désaisissement des juridictions : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1933).

Semi-liberté (régime de la -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1933) ; *Badinter (Robert)* (p. 1936, 1940, 1943, 1944) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 1940) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1942, 1943).

Simplification de la procédure d'instruction : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1932, 1934) ; *Badinter (Robert)* (p. 1935) ; *Clément (Pascal))* (p. 1936) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1939) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 1940).

Simplification de la procédure de jugement : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1932, 1933) ; *Badinter (Robert)* (p. 1935, 1936) ; *Clément (Pascal)* (p. 1937) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1939) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 1940) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1942).

Traitement des contentieux de masse : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1933).

Travail d'intérêt général : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1933) ; *Clément (Pascal)* (p. 1937) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 1940) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1942) ; *Badinter (Robert)* (p. 1943, 1944).

Discussion des articles [25 juin 1985] (p. 1950) :

Titre Ier : *simplification des procédures d'enquête et d'instruction.*

Chapitre Ier : *attributions du procureur de la République.*

Article 1er *(information du plaignant et de la victime en cas de classement de l'affaire) :* amendement n° 48 de M. Pascal Clément (tendant à rédiger ainsi le début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article : « Le cas échéant, il avise le plaignant... ») (p. 1950) : non soutenu ;

- article 1er : adopté.

Chapitre II : *restitution des objets saisis.*

Article 2 *(compétence du procureur de la République en matière de restitution des objets saisis) :* amendement n° 2 de la commission (tendant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 41-1 du code de procédure pénale, à substituer aux mots : « la sécurité des personnes ou des biens » les mots : « les personnes ou les biens ») : adopté ; amendement n° 49 de M. Pascal Clément (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « dans un délai de deux ans » les mots : « dans un délai de quatre ans ») : non soutenu ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(inventaire des objets saisis et mainlevée de saisie) :* adopté.

Article 4 *(restitution par le juge d'instruction au cours de l'information) :* amendement n° 3 de la commission (tendant dans le troisième alinéa de cet article à insérer après les mots : « , après avis de ce dernier, » les mots : « d'office ou ») (p. 1951) ; restitution d'office des objets saisis à leur propriétaire par le juge d'instruction ; adopté : amendement n° 4 de la commission (tendant à la fin de la première phrase du cinquième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « la sécurité des personnes et des biens » les mots : « les personnes ou les biens ») : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(restitution en cas de non-lieu) :* amendement n° 50 de M. Pascal Clément (tendant au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « il peut refuser » les mots : « il peut différer ou refuser ») : non soutenu ; amendement n° 5 de la commission (tendant à la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « la sûreté des personnes ou des biens » les mots : « les personnes ou les biens ») : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(restitution en cas de non-lieu) :* amendement n° 51 de M. Pascal Clément (tendant au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « elle peut refuser » les mots : « elle peut différer ou refuser ») : non soutenu ; amendement n° 6 de la commission (tendant à la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « la sécurité des personnes ou des biens » les mots : « les personnes ou les biens ») : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(restitution décidée par la Cour d'assises) :* amendement n° 52 de M. Pascal Clément (pouvoirs d'appréciation de la Cour) : non soutenu ; amendement n° 7 de la commission (tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « la sécurité des personnes ou des biens » les mots : « les personnes ou les biens ») : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté (p. 1952).

Article 8 *(restitution décidée par la cour d'appel) :* amendement n° 53 de M. Pascal Clément (tendant, au début du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « la cour d'appel peut refuser », les mots : « la cour d'appel peut différer ou refuser ») : non soutenu ; amendement n° 8 de la commission (tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « la sécurité des personnes ou des biens », les mots : « les personnes ou les biens ») : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(abrogation des articles 100 et 483 du code de procédure pénale) :* adopté.

Chapitre III : *les enquêtes.*

Article 10 *(constatations, examens techniques ou scientifiques dans le cadre d'une enquête de flagrance) :* adopté.

Article 11 *(constatations, examens techniques ou scientifiques dans le cadre de l'enquête préliminaire) :* adopté.

Chapitre IV : *procédure d'instruction.*

Avant l'article 12 : amendement n° 43 du Gouvernement (modification de l'article 82 du code de procédure pénale) ; champ d'application de l'article 82 du code de procédure pénale ; extension aux mesures de sûreté : adopté.

Section I : *constitution de partie civile.*

Article 12 *(substitution du système de l'adresse déclarée par la partie civile à celui de l'élection de domicile) :* adopté (p. 1953).

Section II : *interrogatoires.*

Article 13 *(application à l'inculpé du système de l'adresse déclarée) :* amendement n° 9 de la commission (procédure de déclaration de l'adresse personnelle de l'inculpé) ; substitution du système de l'adresse déclarée à celui de l'élection de domicile ; importance de l'environnement familial : adopté ; amendement n° 60 de la commission (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Dans ce dernier cas, l'inculpé doit indiquer au juge d'instruction son adresse personnelle, s'il en a une ») : adopté ; amendement n° 54 de M. Pascal Clément (tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception », les mots : « par lettre simple ») : non soutenu ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Section III : *contrôle judiciaire et détention provisoire.*

Avant l'article 14 : amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; en conséquence, l'intitulé de la section III est ainsi modifié ; amendement n° 11 de la commission (usage par un inculpé de son permis de conduire) ; intérêt des inculpés utilisant leur véhicule pour travailler : adopté (p. 1954).

Article 14 *(abrogation de l'article 139, alinéa 3, et de l'article 141 du code de procédure pénale) :* adopté.

Article 15 *(information de la partie civile en cas de demande de mise en liberté présentée par un inculpé) :* amendement n° 61 de la commission (tendant à compléter cet

article par le paragraphe suivant : « II. - Au dernier alinéa du même article, sont substitués aux mots : " quinze jours ", les mots : " vingt jours ") ; unification des délais de procédure : adopté ;
- article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *(application du système de l'adresse déclarée en cas de mise en liberté d'un inculpé détenu) :* adopté.

Article 17 *(procédure de dépôt des demandes de mise en liberté et de maintien ou de modification du contrôle judiciaire) :* amendement n° 55 de M. Pascal Clément (rédactionnel) (p. 1955) : retiré ; amendement n° 12 de la commission tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 148-7 du code de procédure pénale, à substituer aux mots : « est faite », les mots : « peut aussi être faite » ; formulation de la demande de mise en liberté : adopté ;
- article 17, ainsi modifié : adopté.

Section IV : *commissions rogatoires.*

Article 18 *(possibilité donnée au juge d'instruction d'adresser, en dehors de son ressort, ses commissions rogatoires à tout officier de police judiciaire compétent) :* amendement n° 13 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article, à supprimer les mots : « , tout juge d'instance du ressort de ce tribunal ») : adopté ;
- article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *(dispositions d'harmonisation concernant l'envoi de copies ou de reproductions de commissions rogatoires) :* adopté.

Section V : *expertise.*

Article 20 *(principe de l'expert unique) :* amendement n° 57 de M. Pascal Clément (caractère contradictoire de l'expertise) ; nécessité d'une expertise contradictoire ; dualité d'experts constituant souvent une façade et augmentant les frais de justice (p. 1956) ; comparaison de la dualité d'experts et de l'expertise contradictoire ; droits de l'inculpé et de la partie civile ; expertise pénale ; prolongation de la durée de l'instruction : rejeté ;
- article 20 : adopté.

Article 21 *(procédure applicable pour la remise des scellés aux experts) :* amendement n° 56 de M. Pascal Clément (tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « aux experts », les mots : « à l'expert ») : devenu sans objet ;
- article 21 : adopté.

Article 22 *(dispositions d'harmonisation) :* adopté.

Article 23 *(notification aux parties des conclusions de l'expertise) :* amendement n° 14 de la commission (impossibilité d'utiliser la notification par voie postale en cas d'un inculpé détenu) ; garantie des droits de la défense ; notification des conclusions des experts par pli fermé constituant une simple faculté offerte au juge (p. 1957) ; formalités entourant l'expertise : adopté ; amendement n° 62 de la commission (tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 167 du code de procédure pénale par les mots : « , qui doit intervenir dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande ») ; demande de contre-expertise ou de complément d'expertise ; caractère trop bref du délai de quinze jours ; rectification de l'amendement n° 62 (tendant à substituer aux mots : « de quinze jours », les mots : « d'un mois ») : cet amendement, ainsi rectifié, est adopté ;
- article 23, ainsi modifié : adopté.

Section VI : *ordonnances de règlement.*

Article 24 *(dispositions de coordination) :* adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 15 de la commission (règlement des dossiers d'instruction) ; transmission du dossier au parquet ; délai de trois jours dans lesquels les réquisitions doivent parvenir au juge d'instruction ; allongement des délais (p. 1958) : adopté.

Article 25 *(conditions de forme des notifications) :* adopté.

Section VII : *appel des ordonnances du juge d'instruction.*

Article 26 *(allongement des délais d'appel) :* adopté.

Article 27 *(allongement des délais d'appel) :* adopté.

Article 28 *(dispositions de coordination) :* adopté.

Section VIII : *chambre d'accusation.*

Article 29 *(notification de la date d'audience) :* adopté.

Article 30 *(notification des arrêts de la chambre d'accusation) :* adopté.

Titre II : *simplification de la procédure de jugement.*

Chapitre Ier : *cour d'assises.*

Article 31 *(exercice des fonctions du ministère public) :* adopté (p. 1959).

Après l'article 31 : amendement n° 16 de la commission (incompatibilité des fonctions de juré de cour d'assises avec celles de fonctionnaire des services de police ou de l'administration pénitentiaire, ou avec celles de militaire en activité de service) : adopté.

Article 32 *(liste spéciale des jurés suppléants) :* amendement n° 17 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de cet article, à insérer, après les mots : « de l'Isère », les mots : « de la Loire-Atlantique ») ; nombre de jurés suppléants dans le département de la Loire-Atlantique : adopté ;
- article 32, ainsi modifié : adopté.

Article 33 *(nullité résultant de la violation des règles de la procédure précédant l'ouverture des débats) :* amendement n° 58 de M. Pascal Clément (de suppression) ; suppression d'un moyen de nullité pouvant être invoqué après la constitution du jury ; nécessité d'éviter la multiplication des incidents de procédure (p. 1960) ; nullité visée étant autre que celles purgées par l'arrêt de renvoi devenu définitif : rejeté ;
- article 33 : adopté.

Article 34 *(appel des témoins)* : adopté.

Article 35 *(nullité résultant de la violation des règles concernant l'audition des experts et des témoins) :* adopté.

Chapitre II : *jugement des délits.*

Article 36 *(convocation en justice) :* amendement n° 63 de la commission (procédure de citation devant le tribunal correctionnel) ; prévenu pouvant se faire assister d'un avocat : adopté ;
- article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37 *(détention provisoire ordonnée par la juridiction de jugemement) :* adopté.

Article 38 *(lecture du jugement) :* amendement n° 18 de la commission (abrogation de la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 485 du code de procédure pénale) ; suppression de la tutelle pénale (p. 1961) : adopté ;
- article 38, ainsi modifié : adopté.

Article 39 *(opposition aux jugements rendus par défaut) :* adopté.

Article 40 *(forme de l'opposition lorsque l'opposant est détenu) :* adopté.

Article 41 *(citation de l'opposant et itératif défaut) :* adopté.

Article 42 *(pouvoirs du tribunal en cas de non-comparution de l'opposant) :* amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 59 de M. Pascal Clément (modification du jugement frappé d'opposition) ; amendement n° 64 de la commission (même objet) ; impossibilité pour le juge d'aggraver le jugement frappé d'opposition ; procédure d'itératif défaut ; problème de l'application d'une peine de substitution (p. 1962) ; amendement n° 59 : retiré ; amendement n° 64 : adopté ;
- article 42, ainsi modifié : adopté.

Article 43 *(point de départ du délai d'appel) :* adopté.

Article 44 *(effet de l'appel sur le placement sous contrôle judiciaire) :* adopté.

Article 45 *(forme de l'appel lorsque l'appelant est détenu) :* adopté.

Chapitre III : *jugement des contraventions.*

Article 46 *(procédure de l'amende forfaitaire)* (p. 1963, 1964) ; *article 529-2 du code de procédure pénale* (dispositions applicables à certaines infractions au code de la route, à la réglementation des transports par route et à la réglementation sur parcs nationaux) ; amendement n° 65 de M. Pascal Clément (tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code, à insérer, après les mots « une requête », le mot « motivée ») ; voies de recours étant d'ordre public et n'ayant donc pas à être motivées ; retiré ; *article 529-3 du code de procédure pénale* (extinction de l'action publique pour les infractions à la police des services publics de transports terrestres) ; amendements n° 20 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code, à substituer aux mots « régulier de personnes », les mots « de personnes, régulier et à la demande ») ; transport public à la demande : adopté ; *article 529-4 du code de procédure pénale* (transactions pour les infractions à la police des services publics de transports terrestres) ; amendement n° 45 de M. Jean-Jacques Barthe (cas du défaut de paiement immédiat entre les mains de l'agent) ; refus d'autoriser l'exploitant à contrôler l'identité des contrevenants ; conditions dans lesquelles les agents habilités à constater des infractions seront assermentés (p. 1964) : rejeté ; *article 530-1 du code de procédure pénale* (renonciation à l'exercice des poursuites) ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 530-3 du code de procédure pénale* (montant des amendes) ; amendement n° 22 de la commission (conditions de l'assermentation des agents chargés de la perception des amendes ou des transactions) : adopté ;

– article 46, ainsi modifié : adopté.

Article 47 *(abrogations diverses) :* amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 47, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 47 : amendement n° 24 de la commission (extension des mesures complémentaires ou accessoires comme peine principale aux contraventions) : adopté (p. 1965).

Titre III : *dispositions relatives à l'exécution des décisions pénales.*

Article 48 *(assouplissement des conditions d'application de la semi-liberté) :* adopté.

Article 49 *(activités pouvant être exercées dans le cadre de la semi-liberté) :* amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Michel, à titre personnel (tendant, au début du texte proposé pour l'article 723-1 du code de procédure pénale, à substituer aux mots « inférieure à un an », les mots « inférieure à six mois ») ; limitation du régime de la semi-liberté aux courtes peines d'emprisonnement : adopté ;

– article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50 *(application du travail d'intéret général en cas de condamnation à l'emprisonnement) :* régime de semi-liberté (p. 1966) ; rôle du juge de l'application des peines ; amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 68 de M. Pascal Clément (tendant, dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 728-1 du code de procédure pénale, à substituer aux mots « six mois » les mots « quatre mois ») ; risque que le juge de l'application des peines ne saisisse le tribunal moins en fonction de problèmes personnels ou humains que pour remédier à la surpopulation carcérale ; limitation de l'application des travaux d'intérêt général aux peines de quatre mois d'emprisonnement : rejeté ; amendements n° 26 de la commission (application du travail d'intérêt général lorsque la peine d'emprisonnement est en cours d'exécution) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (extension des dispositions relatives aux travaux d'intérêt général aux mineurs de seize à dix-huit ans) (p. 1967) : adopté ;

– article 50, ainsi modifié : adopté.

Titre IV : *dispositions relatives à certaines infractions en matière de circulation routière.*

Article 51 *(sanction de la récidive de la conduite sans permis de conduire) :* adopté.

Article 52 *(suspension du permis de conduire) :* adopté.

Après l'article 52 : amendement n° 28 de la commission (tendant, après cet article, à insérer l'article suivant : « le deuxième alinéa de l'article L. 21 du code de la route est complété par les mots : " si celui-ci a été cité à l'audience " ») ; paiement des amendes de police et des frais de justice auxquels un conducteur, ayant agi en qualité de préposé, est condamné : adopté.

Article 53 *(abrogation d'articles du code de la route) :* adopté.

Article 54 *(sanction du défaut d'assurances) :* adopté (p. 1968).

Titre V : *dispositions diverses.*

Avant l'article 55 : amendement n° 46 de M. Guy Ducoloné, soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (abrogation de l'article 11 de l'ordonnance du 2 février 1945) ; suppression de l'incarcération provisoire des mineurs en matière criminelle ou correctionnelle ; commission Martaguet : retiré ; amendement n° 47 de M. Guy Ducoloné, soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (modification du régime de l'incarcération provisoire des mineurs de plus de treize ans) ; implantation dans les tribunaux pour enfants de permanences éducatives ; nécessité de l'instruction ; placement en détention : rejeté (p. 1969).

Article 55 *(compétence territoriale du procureur de la République) :* adopté.

Article 56 *(compétence territoriale du juge d'instruction) :* adopté.

Article 57 *(dessaisissement du juge d'instruction) :* adopté.

Article 58 *(compétence territoriale du tribunal correctionnel) :* adopté.

Article 59 *(réquisition des agents de police judiciaire) :* adopté.

Après l'article 59 : amendement n° 29 de la commission (délai imparti à la Cour de cassation pour statuer sur ou pourvoi formé contre un arrêt portant mise en accusation) : adopté.

Article 60 *(pourvoi en cassation formé par un détenu) :* amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 60, ainsi modifié : adopté.

Article 61 *(nullité servant de fondement à un pourvoi en cassation) :* adopté.

Article 62 *(modalités de dessaisissement de deux juges d'instruction saisis de la même infraction) :* adopté.

Article 63 *(modalités de dessaisissement de deux juges d'instruction saisis d'infractions connexes ou différentes mais imputées au même inculpé) :* adopté (p. 1970).

Article 64 *(dessaisissement au profit de la juridiction du lieu de détention provisoire) :* adopté.

Après l'article 64 : amendement n° 1 du Gouvernement (indemnisation des victimes de viols et d'attentats à la pudeur) ; obligation actuelle de justifier d'une incapacité totale de travail personnel d'une durée égale ou supérieure à un mois : adopté ; amendement n° 31 de la commission (tendant, après cet article, à insérer l'article suivant :

« Dans le premier alinéa de l'article 706-15 du code de procédure pénale, sont substitués aux mots " carte de résident privilégié ", les mots " carte de résident " ») : adopté ; amendement n° 32 de la commission (réductions de peines) : adopté ; amendement n° 69 de M. Gilbert Gantier (abrogation du titre IV du livre V du code de procédure pénale) : non soutenu ; amendement n° 33 de la commission (contrainte par corps) (p. 1971) ; réduction de la durée maximale de la contrainte par corps ; personnes auxquelles la contrainte par corps est applicable ; actualisation des montants des amendes : adopté ; amendement n° 70 de M. Gilbert Gantier (exercice de la contrainte par corps) : non soutenu ; amendement n° 34 de la commission (procédure de recommandation sur écrou) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (tendant, après cet article, à insérer l'article suivant : « Au deuxième alinéa de l'article 756 du code de procédure pénale, les mots " ou recommandé " sont supprimés ») : adopté ; amendement n° 36 de la commission (abrogation du deuxième alinéa de l'article 758 du code de procédure pénale) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (exclusion du bulletin n° 2 du casier judiciaire des peines de jours-amende) (p. 1972) : adopté.

Article 65 *(procédure de l'opposition administrative pour le recouvrement des amendes pénales) :* adopté.

Après l'article 65 : amendement n° 38 de la commission (accès des femmes aux cercles de jeux) ; discrimination entre les femmes et les hommes : adopté ; amendement n° 39 de la commission (incapacité électorale) ; suppression de l'incapacité électorale automatique pour les condamnés à de très courtes peines d'emprisonnement : adopté (p. 1973) ; amendement n° 40 de la commission (abrogation de l'article L. 7 du code électoral) : adopté ; amendement n° 44 du Gouvernement (répression des atteintes aux intérêts du débiteur ou des créanciers commises par un administrateur, un représentant des créanciers, un liquidateur ou un commissaire à l'exécution du plan agissant dans le cadre de la procédure de redressement ou de liquidation judiciaire d'une entreprise) : adopté ; amendement n° 71 du Gouvernement (copie intégrale des pièces pénales) : adopté.

Article 66 *(adaptations terminologiques) :* adopté.

Après l'article 66 : amendement n° 41 de la commission (extension à Mayotte des dispositions législatives relatives au travail d'intérêt général) (p. 1974) ; ensemble des peines de substitution n'étant pas applicables à Mayotte ; magistrats travaillant à Mayotte ; **rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert** ; adopté.

Article 67 *(date d'entrée en vigueur de la loi) :* amendement n° 42 de la commission (tendant, après les mots « en vigueur », à rédiger ainsi la fin de cet article : « le 1er janvier 1986 ») (p. 1975) : adopté ;

– article 67, ainsi modifié : adopté (p. 1976).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1976).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [26 novembre 1985] (p. 4862) :

Adresse déclarée (système de l'–) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4862) ; *Badinter (Robert)* (p. 4863).

Détention provisoire des mineurs : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4862).

Exécution des peines : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4862).

Itératif défaut (procédure de l'–) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4862) ; *Badinter (Robert)* (p. 4863).

Nullités de procédure : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4862, 4865) ; *Clément (Pascal)* (p. 4864).

Permanences éducatives : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4862).

Perquisition au domicile des avocats : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4862).

Semi-liberté (régime de la –) : *Badinter (Robert)* (p. 4863) ; *Clément (Pascal)* (p. 4864).

Travaux d'intérêt général : *Badinter (Robert)* (p. 4864) ; *Clément (Pascal)* (p. 4865).

Discussion des articles [26 novembre 1985] (p. 4865) :

Article 1er : amendement n° 3 de la commission (tendant, dans la 2e phrase du 2e alinéa de l'article 1er, à supprimer les mots « par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ») ; classement de l'affaire n'ouvrant pas de droit à recours ; information du plaignant et de la victime : adopté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 4 de la commission (délai de restitution d'objets saisis) : adopté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (p. 4865) : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : adopté.

Avant l'article 10 : amendement n° 24 de la commission (perquisitions dans le cabinet d'un avocat ou à son domicile) ; pratique très libérale du barreau de Paris ; sanctions de la violation des dispositions édictées par la nullité de la perquisition et des actes de procédure ultérieurs ; situation de non-droit actuel (p. 4866) ; garantie des droits de la défense : adopté.

Article 12, supprimé par le Sénat : amendement n° 5 de la commission (système de l'adresse déclarée pour la partie civile) : adopté ;

– en conséquence l'article 12 est ainsi rétabli.

Article 13 : amendement n° 6 de la commission (système de l'adresse déclarée pour l'inculpé) : adopté après rectification ;

– en conséquence cet amendement devient l'article 13.

Article 14 *bis* : adopté.

Article 16 (p. 4867) : amendement n° 7 de la commission (régime de l'adresse déclarée pour l'inculpé mis en liberté après détention provisoire) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 148-3 du code de procédure pénale, à insérer, après les mots : « mention de cet avis », les mots : « ainsi que de la déclaration d'adresse ») : adopté ;

– article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 16 : adopté.

Article 23 : amendement n° 9 de la commission (notification par le juge d'instruction à un inculpé des rapports d'expertise) ; notification des rapports d'expertise oralement par le juge d'instruction : adopté ;

– article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *bis* : amendement n° 10 de la commission (tendant, après les mots : « de réquisitions dans le délai prescrit », à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 175 du code de la procédure pénale : « peut rendre l'ordonnance de règlement ») ; règlement des dossiers d'instruction en l'absence de réquisition du parquet ; rôle du président de la chambre d'accusation : adopté ;

– article 24 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 25 : amendement n° 11 de la commission (tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du 1er alinéa du texte proposé pour l'article 183 du code de procédure pénale : « la notification est faite par tous moyens et dans les délais les plus brefs ») ; inutilité de notifier les ordonnances de règlement non susceptibles de recours par lettre recommandée ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (notification des ordonnances de règlement aux avocats) ; notification par tous moyens pour les ordonnances non susceptibles de recours ; notification par lettre recommandée pour les ordonnances susceptibles de recours : adopté ;

– article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 28 : adopté.

Article 29 (p. 4869) : amendement n° 14 de la commission (notification de la date d'audience devant la chambre d'accusation) : adopté ;

- article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 : amendement n° 15 de la commission (tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « Toute notification d'acte de la dernière adresse déclarée par une partie est réputée faite à cette personne ») : adopté ;

- article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 32 : adopté.

Article 33, supprimé par le Sénat : amendement n° 16 de la commission (régime des exceptions tirées d'une nullité autre que celle purgée par l'arrêt de renvoi devenu définitif) ; interdiction que soit soulevée pour la première fois devant la Cour de cassation l'exception tirée de nullités empêchant la procédure précédant l'ouverture des débats devant la cour d'assise : adopté ;

- en conséquence, l'article 33 est ainsi rétabli.

Article 35 : supprimé par le Sénat.

Article 42 : supprimé par le Sénat : amendement n° 17 de la commission (procédure du jugement d'itératif défaut) (p. 4870) ; cas où le condamné qui a fait opposition du jugement prononcé à son encontre par défaut ne se présente pas non plus à la nouvelle audience ; autorité de la chose jugée ; acte d'opposition produisant un effet extinctif ; conséquences parfois inhumaines du droit actuel : adopté ;

- en conséquence l'article 42 est ainsi rétabli.

Article 43, supprimé par le Sénat : amendement n° 18 de la commission (de conséquence) : adopté ;

- en conséquence l'article 33 est ainsi rétabli.

Article 46 (p. 4871) : adopté.

Article 46 *bis* : adopté.

Article 46 *ter* : adopté.

Article 48 : amendement n° 19 de la commission (régime de la semi-liberté) : adopté ;

- article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 : amendement n° 20 de la commission (régime de la liberté prononcée par le tribunal *ab initio*) : adopté ;

- article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50, supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission (possibilité pour le tribunal de substituer une peine d'intérêt général à une peine d'emprisonnement de six mois au plus) (p. 4872) : adopté ;

- en conséquence l'article 50 est ainsi rétabli.

Article 51 *bis* : adopté.

Article 52 : adopté.

Article 55 : supprimé par le Sénat.

Article 56 : supprimé par le Sénat.

Article 58 : supprimé par le Sénat.

Article 61, supprimé par le Sénat : amendement n° 22 de la commission (interdiction, en matière criminelle, de présenter pour la première fois comme moyen de cassation des nullités relatives à des formalités à accomplir avant l'ouverture des débats de la cour d'assise) : adopté ;

- en conséquence l'article 61 est ainsi rétabli.

Article 63 : adopté.

Article 64 *bis* : adopté.

Article 64 *sexies* : adopté.

Article 65 *sexies*, supprimé par le Sénat : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant, au dernier alinéa du 3 de l'article 29 de la loi du 10 juin 1983, à remplacer les mots : « 1er janvier 1986 » par les mots : « 1er janvier 1987 ») (p. 4873) ; nécessité de disposer d'une année de plus pour mettre en œuvre l'obligation pour le greffe de délivrer copies des pièces pénales ; moyen en personnel et matériel des juridictions : adopté ;

- en conséquence l'article 65 *sexies* est ainsi rétabli.

Article 65 *septies* : adopté.

Article 66 *ter* : adopté.

Article 66 *quater* : adopté.

Article 66 *quinquies* : adopté.

Article 67 : amendement n° 2 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté ;

- article 67, ainsi modifié : adopté.

Titre : amendement n° 23 de la commission (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales ») : adopté (p. 4874) ;

- en conséquence le titre du projet de loi est ainsi rédigé.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4875).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [12 décembre 1985] (p. 6107) :

Itératif défaut (procédure de l'-) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6107).

Travaux d'intérêt général : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6108).

Semi-liberté : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6108).

Perquisitions aux cabinets d'avocats : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6108) ; *Badinter (Robert)* (p. 6108).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 6109) :

Article 10 A : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant, dans le texte proposé pour l'article 56-1 du code de procédure pénale, à supprimer le mot : « instructeur ») ; perquisitions effectuées au cabinet d'un avocat (p. 6109) ; rôle du procureur de la République ; caractère contestable de la pratique gouvernementale consistant à amender le texte d'une commission mixte paritaire : adopté.

Après l'article 65 *sexies* : amendement n° 2 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté (p. 6110).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6110).

10. - Proposition de loi n° 2704 tendant à réprimer le **commerce clandestin des objets d'arts, d'antiquité et d'occasion.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 23 mai 1985 par M. Maurice Dousset. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Charles Fèvre (10 octobre 1985).

11. - Projet de loi n° 2964 portant réforme de la **procédure d'instruction en matière pénale.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Philippe Marchand (3 octobre 1985). - Rapport n° **2993** (10 octobre 1985). - Discussion le 14 octobre 1985. - Adoption le 14 octobre 1985. - Projet de loi n° **891.**

Sénat (première lecture), n° **34** (1985-1986), dépôt le 16 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. - Rapport n° **69** (1985-1986) (6 novembre 1985). - Discussion le 12 novembre 1985. - Adoption le 12 novembre 1985. - Projet de loi n° **28** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3054,** dépôt le 13 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration

générale de la République. - Rapporteur : M. Philippe Marchand. - Rapport n° **3115** (27 novembre 1985). - Discussion le 2 décembre 1985. - Adoption définitive le 2 décembre 1985. - Projet de loi n° **924.**

Loi n° 85-1303 du 10 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 11 décembre 1985 (p. 14391).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 octobre 1985] (p. 2980).

Caractère inquisitoire de la procédure : *Marchand (Philippe)* (p. 2980) ; *Badinter (Robert)* (p. 2982) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2985, 2986) ; *Foyer (Jean)* (p. 2988, 2989).

Compatibilité du projet avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme : *Badinter (Robert)* (p. 2984).

Conséquences de la réforme : *Marchand (Philippe)* (p. 2981) ; *Badinter (Robert)* (p. 2985) ; *Foyer (Jean)* (p. 2989, 2990) ; *Clément (Pascal)* (p. 2991).

Consultations préalables au dépôt du projet : *Marchand (Philippe)* (p. 2980) ; *Badinter (Robert)* (p. 2983, 2985, 2994) ; *Foyer (Jean)* (p. 2988) ; *Clément (Pascal)* (p. 2991) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2995).

Détention provisoire : *Marchand (Philippe* (p. 2981) ; *Badinter (Robert)* (p. 2984) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2986) ; *Hage (Georges)* (p. 2987) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2993).

Dualité actuelle du rôle du juge d'instruction : *Marchand (Philippe)* (p. 2980) ; *Badinter (Robert)* (p. 2983).

Fonctionnement de la justice en Guadeloupe : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2992).

Réglement de l'instruction : *Marchand (Philippe)* (p. 2981) ; *Badinter (Robert)* (p. 2983, 2984) ; *Foyer (Jean)* (p. 2988, 2989) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2993).

Relations entre la chambre d'instruction et la formation de jugement : *Badinter (Robert)* (p. 2984) ; *Foyer (Jean)* (p. 2988, 2989) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2993, 2994).

Rôles respectifs de la chambre d'instruction et du juge d'instruction : *Marchand (Philippe)* (p. 2989) ; *Badinter (Robert)* (p. 2983, 2984) ; *Hage (Georges)* (p. 2987) ; *Foyer (Jean)* (p. 2988) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2990) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2993).

Saisine directe (loi du 2 février 1981) : *Foyer (Jean)* (p. 2989) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2992, 2993) ; *Badinter (Robert)* (p. 2994).

Secret de l'instruction : *Marchand (Philippe)* (p. 2980) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2986) ; *Hage (Georges)* (p. 2987) ; *Foyer (Jean)* (p. 2989) ; *Clément (Pascal)* (p. 2991) ; *Badinter (Robert)* (p. 2994).

Situation des mineurs : *Marchand (Philippe)* (p. 2981) ; *Badinter (Robert)* (p. 2984).

« Solitude » du juge d'instruction : *Marchand (Philippe)* (p. 2980) ; *Badinter (Robert)* (p. 2983, 2994) ; *Foyer (Jean)* (p. 2988) ; *Clément (Pascal)* (p. 2991) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2993).

Statut du juge d'instruction (et notamment indépendance par rapport au Parquet) : *Marchand (Philippe)* (p. 2980) ; *Badinter (Robert)* (p. 2982, 2983) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2985) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2993).

Discussion des articles [14 octobre 1985] (p. 2996).

Titre Ier *(dispositions relatives aux autorités chargées de l'instruction).*

Article 1er *(intitulé du chapitre III du livre Ier du titre Ier du code de procédure pénale) :* adopté.

Article 2 *(institution et composition des chambres d'instruction) :* adopté (p. 2296).

Article 3 *(pouvoir de la chambre d'instruction ; incompatibilité entre les fonctions d'instruction et de jugement) :* amendement n° 1 de la commission (cas où la chambre d'instruction peut désigner plusieurs juges d'instruction) ; critère de l'importance de l'affaire : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(saisine de la chambre d'instruction) :* adopté.

Article 5 *(compétence territoriale de la chambre d'instruction) :* amendement n° 2 de la commission (de suppression) ; contradiction de l'article 5 avec le projet sur la simplification des procédures pénales en discussion devant le Sénat : adopté ;

- en conséquence, l'article 5 est supprimé.

Titre II *(dispositions relatives aux juridictions d'instruction).*

Article 6 *(intitulé du chapitre Ier du titre III du livre Ier du code de procédure pénale) :* adopté.

Article 7 *(ouverture de l'information) :* adopté.

Article 8 *(réquisition du procureur de la République)* (p. 2997) : amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 8 est supprimé.

Article 9 *(possibilité pour le conseil de l'inculpé ou de la partie civile d'être entendu par la chambre d'instruction) :* amendement n° 4 de la commission (possibilité pour un inculpé ou une partie civile qui n'a pas d'avocat d'être entendu par la chambre d'accusation) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(répartition des affaires entre les chambres d'instruction) :* adopté.

Article 11 *(dessaisissement d'une chambre d'instruction et remplacement occasionnel en cas de besoin) :* amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(communication au Parquet de la plainte avec constitution de partie civile et réquisition du parquet) :* amendement n° 6 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 12 est supprimé.

Article 13 *(contestation et irrecevabilité des constitutions de partie civile)* (p. 2998) : amendement n° 27 de la commission (tendant à compléter le second alinéa de cet article par les mots suivants : « et aprés avoir recueilli s'il le demande les observations de la partie civile et de son conseil ») ; recevabilité de la constitution de partie civile ; adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(attributions respectives de la chambre d'instruction et du juge d'instruction en matière de délivrance des mandats de justice) :* amendement n° 28 de M. Pascal Clément (tendant aprés les mots : « de comparution » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « seule la chambre d'instruction peut délivrer mandat d'amener, mandat d'arrêt et mandat de dépôt ») ; collégialité de la juridiction ; mandat d'amener ; droit des personnes faisant l'objet de mandat de justice (p. 2999) ; exécution des mandats d'amener et des mandats d'arrêt ; mandat de dépôt ; collégialité de la décision conduisant au placement en détention ; mandat d'arrêt pouvant être délivré par le juge d'instruction ; rejeté ; amendement n° 7 de la commission (rectification d'une erreur de référence) ; adopté ;

- article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 *(dispositions d'harmonisation concernant la notification des mandats de dépôt en matière criminelle) :* adopté.

Article 16 *(dispositions d'harmonisation concernant la délivrance des mandats de dépôt) :* amendement n° 8 de la commission (rectification d'une erreur de référence) (p. 3000) : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(allongement du délai donné à la chambre d'accusation pour statuer sur une demande de mainlevée du contrôle judiciaire) :* adopté.

Article 18 *(sanction des obligations du contrôle judiciaire) :* adopté.

Article 19 *(placement en détention provisoire) :* amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 *(dispositions d'harmonisation) :* amendement n° 11 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 20 est supprimé.

Article 21 *(dispositions d'harmonisation) :* adopté.

Article 22 *(dispositions d'harmonisation) :* adopté (p. 3001).

Article 23 *(possibilité donnée au juge d'instruction d'adresser en dehors de son ressort des commissions rogatoires à tout officier de police judiciaire compétent) ;* amendement n° 12 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 23 est supprimé.

Article 24 *(nullité de procédure) :* adopté.

Article 25 *(intitulé) :* adopté.

Article 26 *(règlement des dossiers d'instruction par le juge d'instruction) :* amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 26 est supprimé.

Article 27 *(compétences de la chambre d'instruction en matière de règlement des dossiers d'instruction) :* absence d'incompatibilité en droit français entre le fait de participer à une juridiction qui statue sur la détention provisoire et le fait de connaître ensuite du fond de l'affaire ; cas du juge des enfants ; décision de la cours de cassation ; amendement n° 14 de la commission (délai imposé au procureur de la République ou à une des parties pour demander que la décision de clôture soit rendue par la chambre d'instruction) : adopté (p. 3002) ; amendement n° 15 de la commission (de conséquence) : adopté ;

- article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 *(harmonisation) :* adopté.

Article 29 *(renvoi devant le tribunal de police) :* adopté.

Article 30 *(renvoi devant le tribunal correctionnel) :* adopté.

Article 31 *(ordonnances et décisions de règlement) :* adopté.

Article 32 *(substitution de la notion de charges suffisantes à celle de fait constitutif d'une infraction) :* adopté.

Article 33 *(harmonisation) :* adopté.

Article 34 *(intitulé) :* adopté.

Article 35 *(droit d'appel du procureur de la République) :* amendement n° 16 de la commission (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa [2°] de cet article) : adopté ;

- article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 36 *(appel de l'inculpé et de la partie civile) :* amendement n° 17 de la commission (rectification d'une erreur de référence) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (d'harmonisation) : adopté (p. 3003) ; amendement n° 19 de la commission (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa [5°] de cet article) : adopté ;

- article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37 *(poursuite de l'information en cas d'appel) :* amendement n° 20 de la commission (tendant dans le texte proposé pour l'article 187 du code de procédure pénale à substituer aux mots « la chambre d'instruction » les mots « le juge d'instruction ») : adopté ;

- article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 38 *(dispositions d'harmonisation relatives aux attributions de la chambre d'accusation) : adopté.*

Article 39 *(arrêt de la chambre d'accusation prononçant le renvoi de l'inculpé devant le tribunal correctionnel ou de police) : adopté.*

Article 40 *(arrêt de la chambre d'accusation prononçant le renvoi de l'inculpé devant la cour d'assises) :* amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 41 *(intitulé) :* adopté.

Article 42 *(exercice des attributions du président de la chambre d'accusation) :* adopté.

Article 43 *(renseignements trimestriels adressés au président de la chambre d'accusation) :* amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 3004) : adopté ;

- article 43, ainsi modifié : adopté.

Article 44 *(dispositions d'harmonisation) :* amendement n° 23 de la commission (tendant au début de la dernière phrase du texte proposé pour l'article 683 du code de procédure pénale à substituer aux mots « juridiction de renvoi » les mots « juridiction de jugement ») : adopté ;

- article 44, ainsi modifié : adopté.

Titre III *(dispositions diverses).*

Article 45 *(dispositions diverses d'harmonisation) :* amendement n° 24 de la commission (de conséquence) (p. 3005) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 45.

Article 46 *(abrogations) : adopté.*

Après l'article 46 : amendement n° 25 de la commission (dispositions transitoires relatives au tableau de roulement) ; domaines respectifs de la loi et du règlement ; adopté.

Article 47 *(entrée en vigueur) :* rôle de l'Assemblée nationale ; amendement n° 26 de la commission (date d'entrée en vigueur des articles 1er à 46 de la présente loi) : adopté ;

- article 47, ainsi modifié : adopté (p. 3006).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3006).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1985] (p. 5101) :

Chambre d'instruction (rôle de la -) : *Marchand (Philippe)* (p. 5101) ; *Badinter (Robert)* (p. 5101, 5102, 5103) ; *Foyer (Jean)* (p. 5102, 5103, 5104).

Communiqués de la chambre d'instruction : *Marchand (Philippe)* (p. 5101).

Création d'emplois : *Marchand (Philippe)* (p. 5101) ; *Foyer (Jean)* (p. 5102) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5102).

Petits tribunaux (situation des -) : *Badinter (Robert)* (p. 5102, 5103) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5102).

Discussion des articles [2 décembre 1985] (p. 5104) :

Article 3 : adopté.

Article 7 *bis* : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 13 : adopté.

Article 17, supprimé par le Sénat.

Article 27 : adopté.

Article 31 : adopté.

Article 33 : adopté.

Article 38 : adopté.

Article 43 : adopté.

Article 45 (p. 5104) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5105).

12. - Proposition de loi n° 3250 portant **réforme du secret de l'instruction pénale.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le

19 décembre 1985 par M. Clément (Pascal). - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Procédure d'instruction.

Voir *Procédure pénale* **11.**

Secret de l'instruction.

Voir *Procédure pénale* **11.**

PRODUITS CHIMIQUES ET PARACHIMIQUES

Voir *Chimie* (industrie de la -).

PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES

9. - Proposition de loi n° 3257 relative aux **études médicales.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par MM. Jacques Blanc et Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

10. - Proposition de loi n° 3260 portant réforme de l'**enseignement médical.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par MM. Jacques Blanc et Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Armée* **3.**

Anciens médecins hospitalo-universitaires.

Voir *Questions orales sans débat* **859.**

Expulsion d'Ethiopie de « Médecins sans frontières ».

Voir *Questions au Gouvernement* **1486.**

Réglementation de la profession de diététicien.

Voir *Sécurité sociale* **23.**

PROFESSIONS LIBERALES

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **6.**
Travailleurs indépendants **1.**

PROPRIETE ARTISTIQUE ET LITTERAIRE

2. - Projet de loi n° 2169 relatif aux **droits d'auteur** et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle.

Sénat (première lecture), n° **468** (1983-1984), dépôt le 5 juillet 1984. - Renvoi à la commission spéciale. - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **212** (1984-1985) (2 avril 1985). - Discussion les 2, 3 et 4 avril 1985. - Adoption le 4 avril 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif au droit d'auteur et à ses droits voisins ». - Projet de loi n° **61** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2597,** dépôt le 9 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° **2682** (15 mai 1985). - Discussion le 20 mai 1985. - Adoption avec modifications le 20 mai 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle ». - Projet de loi n° **784.**

Sénat (deuxième lecture), n° **296** (1984-1985), dépôt le 22 mai 1985. - Renvoi à la commission spéciale. - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **350** (1984-1985) (11 juin 1985). - Discussion le 17 juin 1985. - Deuxième délibération (art. 16). - Adoption avec modifications le 17 juin 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi sur le droit d'auteur et ses droits voisins ». - Projet de loi n° **125** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2792,** dépôt le 18 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 19 juin 1985] (p. 6788).
Bureau [*J.O.* du 22 juin 1985] (p. 6943).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° **2827** (21 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption avec modifications le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **844.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **410** (1984-1985) (21 juin 1985). - Discussion le 28 juin 1985. - Adoption définitive le 28 juin 1985. - Projet de loi n° **164** (1984-1985).

Loi n° 85-660 du 3 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 4 juillet 1985 (p. 7495). - Rectificatif [*J.O.* du 23 novembre 1985] (p. 13578).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 mai 1985] (p. 809) :

Coût financier de la réforme : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 811).

Logiciels : *Richard (Alain)* (p. 810) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 812) ; *Metzinger (Charles)* (p. 812) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 812) ; *Foyer (Jean)* (p. 814) ; *Lang (Jack)* (p. 815).

Programmes audiovisuels : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 811) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 815) ; *Lang (Jack)* (p. 816).

Protection sociale des artistes : *Brunhes (Jacques)* (p. 815).

Société des auteurs et compositeurs éditeurs de musique (S.A.C.E.M.) : *Metzinger (Charles)* (p. 812) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 813).

Sociétés de perception : *Metzinger (Charles)* (p. 812) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 813) ; *Foyer (Jean)* (p. 814).

Rémunérations (droits d'auteur, notamment problème de la reproduction des œuvres) : *Richard (Alain)* (p. 810) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 811-812) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 813) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 815).

Rémunérations (droits voisins) : *Richard (Alain)* (p. 810) ; *Metzinger (Charles)* (p. 812).

Statut de l'artiste-interprète : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 811) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 814-815).

Technologies nouvelles : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 811) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 812) ; *Foyer (Jean)* (p. 813) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 814).

Transfert des droits d'auteurs (notamment présomption de cession) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 811) ; *Metzinger (Charles)* (p. 812) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 814) ; *Lang (Jack)* (p. 816).

Discussion des articles [20 mai 1985] (p. 819) :

Article 1er : amalgame entre des droits qui concernent des catégories très différentes ; nécessité d'une meilleure reconnaissance du caractère salarial de la rémunération des artistes-interprètes ; amendement n° 5 de la commission (définition des œuvres audiovisuelles autres que cinématographiques) ; définition de l'ensemble des œuvres audiovisuelles par leur contenu ; adopté ; amendement n° 6 de la commission (incluant les logiciels dans la liste des œuvres protégées par la loi du 11 mars 1957) ; hésitations actuelles de la jurisprudence ; rattachement trop direct de la protection du logiciel aux droits d'auteurs (p. 820) ; mécanisme de la convention de Berne : condition de réciprocité ; diversité des logiciels ; réflexion de l'Institut national de la propriété industrielle ; adopté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 1 de M. Pascal Clément, soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 16 de la loi du 11 mars 1957 à substituer aux mots : « l'auteur et les co-auteurs » les mots : « le réalisateur et, s'il y a lieu, les autres co-auteurs ») ; amendement n° 7 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 16 de la loi du 11 mars 1957 à substituer aux mots « l'auteur et » les mots « le réalisateur ou, éventuellement ») (p. 821) ; usages de la profession voulant que la version définitive de l'œuvre soit établie par accord entre le producteur et le réalisateur ; existence de plusieurs co-auteurs en matière cinématographique ; amendement n° 1 : retiré ; amendement n° 7 : adopté ; amendement n° 2 de M. Pascal Clément, soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 16 de la loi du 11 mars 1957 ; transfert de l'œuvre audiovisuelle sur un autre type de support) : rejeté ;

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 7 *bis* : amendements identiques n° 3 de M. Pascal Clément, soutenu par M. Jean-Paul Fuchs, et n° 56 de M. Jean Foyer (tendant au deuxième alinéa de l'article 21 de la loi du 11 mars 1957, au premier alinéa de l'article 22 de la loi précitée, au premier alinéa de l'article 23 de la loi précitée à remplacer le mot : « cinquante » par le mot : « soixante-dix ») ; réservation de la protection prolongée à certaines catégories d'œuvres (p. 822) ; durée réelle de la protection ; marché et durée de vie réelle des œuvres ; amendements nos 3 et 56 : rejetés ; amendement n° 8 de la commission (étendant aux écrits littéraires, artistiques et scientifiques l'allongement à 70 ans de la durée de protection des œuvres) : adopté ;

– article 7 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 9 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 27 de la loi du 11 mars 1957 à supprimer les mots : « exposition publique ») ; notion générale de présentation publique ; adopté ; amendement n° 4 de M. Pascal Clément, soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (assimilant à la télédiffusion d'une œuvre l'émission de signaux vers un satellite) ; protection du droit d'auteur à l'égard de l'émission de signaux vers un satellite ; adopté (p. 823) ;

– article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : amendement n° 57 de M. Jean Foyer (cession des droits d'adaptation audiovisuelle) ; exigence d'un contrat distinct ; convention de Bruxelles sur la reconnaissance et l'exécution des jugements ; formule de la clause expresse dans le contrat ; adaptation audiovisuelle des œuvres ; inexécution de l'une des obligations du contrat d'édition (p. 824) ; obligations du cessionnaire du droit d'adaptation audiovisuelle ; recettes perçues en cas d'adaptation par le cessionnaire ; code des usages professionnels ; amendement n° 57, corrigé : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (obligation du bénéficiaire de la cession des droits d'adaptation audiovisuelle) : adopté ;

– article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 : amendement n° 11 de la commission (autorisation de télédiffuser une œuvre par voie hertzienne) ; autorisation d'émettre par voie hertzienne en matière de télédiffusion couvrant ou non d'autres formes d'émission notamment celles par câble ; avenir de la télédiffusion par câble en France ; couverture de la télédiffusion simultanée par un autre organisme que T.D.F. ; société locale d'exploitation de télédiffusion par câble (p. 825) ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (télédiffusion d'une œuvre par voie hertzienne avec émission désignant de signaux vers un satellite) : adopté ;

– article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 : équilibre des rapports entre les auteurs et les producteurs ; principe de la présomption de cession des droits des auteurs aux producteurs ; auteurs devant souvent recourir à des tribunaux pour obtenir paiement (p. 826) ; amendement n° 71 de M. Daniel Le Meur, soutenu par M. Jacques Brunhes (modification de l'article 63-1 de la loi du 11 mars 1957 ; utilisation d'une œuvre audiovisuelle devant être soumise à l'autorisation de son auteur) ; formule de la clause contraire ; principe de la présomption de cession ; puissance économique de la production française ; rejeté ; amendement n° 58 de M. Jean Foyer (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 63-1 de la loi du 11 mars 1957 à insérer après les mots « des droits graphiques » les mots « et théâtraux ») : adopté ; amendement n° 13 de la commission (tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 63-1 de la loi du 11 mars 1957 : « ce contrat prévoit la liste des éléments ayant servi à la réalisation de l'œuvre qui sont conservés ainsi que les modalités de cette conservation ») ; obligation de conservation (p. 827) : adopté ; amendement n° 72 de M. Daniel Le Meur, soutenu par M. Jacques Brunhes (modification de l'article 63-2 de la loi du 11 mars 1957 ; rémunérations des auteurs) ; amendement n° 14 de la commission (modification de l'article 63-2 de la loi du 11 mars 1957 ; rémunérations des auteurs) ; versement de la rémunération proportionnelle de l'auteur dans le suivi de l'exploitation de l'œuvre audiovisuelle ; prix payé par le public ; amendement n° 72 : rejeté ; amendement n° 14 : adopté ; amendement n° 15 de la commission (état des recettes devant être fourni par le producteur) ; fiabilité du paiement par le producteur ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 63-3 de la loi du 11 mars 1957 par les mots : « notamment la copie des contrats par lesquels il cède à des tiers tout ou partie des droits dont il dispose ») : adopté ; amendement n° 17 de la commission (tendant dans le texte proposé pour l'article 63-5 de la loi du 11 mars 1957 à insérer après les mots : « une exploitation » le mot « suivi ») ; portée morale de l'amendement (p. 828) : adopté ;

– article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *bis*, supprimé par le Sénat : amendement n° 18 de la commission (contrat pour une œuvre de commande utilisée à des fins de publicité) ; sous-amendement n° 83 du Gouvernement (composition de la commission chargée de déterminer les rémunérations en cas de désaccord) ; amendement n° 68 de M. Jean-Paul Fuchs (usages, barèmes de rémunération et modalités de versement concernant l'exploitation à des fins publicitaires d'œuvres des arts graphiques, plastiques et photographiques) ; cadre juridique de la rémunération des auteurs dont les œuvres sont utilisées à des fins de publicité ; rémunération distincte pour les diverses utilisations de l'œuvre, en particulier pour les changements de support ; équilibre économique de l'ensemble des professions de publicité ; mécanisme d'arbitrage ; désignation du président de la commission d'arbitrage ; rémunérations minimales (p. 829) ; mécanisme d'arbitrage obligatoire ; désignation du président de la commission d'arbitrage ; limitation partielle à la liberté contractuelle ; absence de caractère juridictionnel de la commission d'arbitrage ; choix du magistrat par le Gouvernement ; amendement n° 68 : retiré ; sous-amendement n° 83 : adopté ; amendement n° 18, ainsi modifié : adopté ;

– en conséquence, l'article 12 *bis* est ainsi rétabli.

Article 13, supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission (tendant à rétablir cet article dans le texte suivant : « les droits reconnus au présent titre ne portent pas atteinte au droit des auteurs en matière de propriété littéraire et artistique ») ; nécessité d'éviter les conflits entre les auteurs et les artistes-interprètes : adopté ;

– en conséquence, l'article 13 est ainsi rétabli (p. 830).

Article 14 : amendement n° 20 de la commission (définition de l'artiste-interprète) : adopté ;

– en conséquence, ce texte devient l'article 14.

Article 15 : adopté.

Article 16 : revenus et rémunérations des artistes-interprètes ; assimilation des rémunérations des artistes-interprètes à des salaires au sens du code du travail ; amendement n° 21 de la commission (nécessité d'une autorisation écrite de l'artiste-interprète lorsque sa prestation a été fixée à la fois pour le son et l'image) ; reprise audiovisuelle de la prestation de l'artiste (p. 831) : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 : cession au producteur du droit de communiquer et de reproduire la prestation de l'artiste-interprète et rémunération de ce dernier ; amendement n° 22 de la commission (permettant à l'artiste-interprète de ne faire jouer la clause contraire qu'à titre individuel et non par l'intermédiaire d'un organisme tiers) ; accord collectif fixant le niveau et le système de rémunération des artistes-interprètes pour l'utilisation de leur prestation dans une œuvre audiovisuelle ; caractère salarial ou non des rémunérations des artistes-interprètes ; protection sociale des artistes-interprètes ; assimilation, en partie fictive, du rapport de l'artiste à son producteur à un rapport strictement salarial ; sous-amendement n° 89 de M. Jacques Brunhes (assimilation des rémunérations des artistes-interprètes et des salaires au sens du code du travail) ; sous-amendement n° 89 : déclaré irrecevable (p. 832) ; qualification salariale des rémunérations ; situation sociale et fiscale des artistes-interprètes ; rémunérations secondaires ; amendement n° 22 : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 17.

Article 18, supprimé par le Sénat : amendement n° 23 de la commission (tendant à rétablir cet article) ; sous-amendement n° 84 du Gouvernement (tendant à la fin du 2e alinéa de l'amendement n° 23 à substituer au mot « compétent » les mots « chargé de la culture ») ; sous-amendement n° 85 du Gouvernement (tendant au début du 3e alinéa de l'amendement n° 23 à substituer au mot « neuf » le mot « six ») ; sous-amendement n° 86 du Gouvernement (tendant dans le 3e alinéa de l'amendement n° 23 à substituer aux mots « un magistrat désigné par le premier Président de la Cour de cassation » les mots « un membre du Conseil d'Etat ou un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le ministre chargé de la culture ») ; formule de substitution en cas de désaccord entre les organisations représentatives des artistes-interprètes et des professionnels de la production pour la fixation des bases de la rémunération des artistes-interprètes (p. 833) ; indépendance du président de la commission ; mode de désignation du président de la commission ; compétence du ministre de la culture pour procéder à l'extension des accords ; délai au terme duquel à défaut d'accord les modes et les taux de rémunération des artistes-interprètes seront fixés par la commission ; sous-amendement n° 84, n° 85 et n° 86 : adoptés ; amendement n° 23, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, l'article 18 est ainsi rétabli.

Article 19 : amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) ; rectifié, puis adopté ;

- article 19, ainsi modifié : adopté (p. 834).

Article 20 : amendement n° 26 de la commission (tendant à rédiger ainsi le 3e alinéa 2° de cet article : « 2° à sa télédiffusion, sauf si elle est effectuée dans le cadre d'un service de communication audiovisuelle soumise aux dispositions de l'article 77 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle ») ; télédiffusion d'une œuvre musicale enregistrée ; contrat de portée internationale ; distinction entre les œuvres musicales enregistrées et les autres œuvres individuelles ; adopté ; amendement n° 76 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jacques Brunhes (cas où l'autorisation de l'artiste-interprète et du producteur pour l'utilisation d'un phonogramme est requise) ; limitation de l'appauvrissement du rapport image-son ; principe de la licence légale en matière d'utilisation secondaire des œuvres enregistrées : rejeté ;

- article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 : amendement n° 27 de la commission (tendant dans le premier alinéa de cet article à supprimer le mot « quinquennaux »): adopté (p. 835) ; amendement n° 28 de la commission (modalités selon lesquelles les personnes utilisant les phonogrammes s'acquittent de leur obligation de fournir aux sociétés de perception et de répartition des droits le programme exact des utilisations auxquelles elles procèdent) ; nécessité pour les artistes-interprètes d'une meilleure connaissance des bases de leurs droits ; adopté ; amendement n° 29 de la commission (extension réglementaire des accords) : adopté ;

- article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22, supprimé par le Sénat : amendement n° 30 de la commission (tendant à rétablir cet article) ; sous-amendement n° 87 du Gouvernement (tendant dans le premier alinéa de cet amendement à substituer aux mots : « un magistrat désigné par le premier président de la Cour de cassation » les mots : « un membre du conseil d'Etat ou un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le ministre chargé de la culture ») ; sous-amendement n° 87 : amendement n° 30, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, l'article 22 est ainsi rétabli.

Article 23, supprimé par le Sénat : amendement n° 31 de la commission (tendant à rétablir cet article) ; rémunération pour les utilisations de musiques enregistrées (p. 836) : adopté ;

- en conséquence, l'article 23 est ainsi rétabli.

Article 24 : adopté.

Article 25 : amendement n° 32 de la commission (tendant après les mots « la responsabilité de la » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « première fixation d'une séquence d'images ou d'images et de sons ») ; définition de la production par la notion de première fixation d'une séquence ; adopté ; amendement n° 33 de la commission (tendant dans le 2e alinéa de cet article après les mots « mise à la disposition du public » à insérer les mots : « par la vente, le louage ou l'échange ») ; amendement rectifié : adopté ; amendement n° 34 de la commission (impossibilité de cessions séparées des droits reconnus aux producteurs d'un vidéogramme) : adopté ;

- article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 : amendement n° 35 de la commission (définition des entreprises de communication audiovisuelle) ; dispositions de cet article étant dérogatoires par rapport au reste du système d'autorisation de reproduction des œuvres : adopté ;

- article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 : amendement n° 36 de la commission (tendant dans cet article après les mots « vidéogrammes fixés » à insérer les mots « pour la première fois ») (p. 837) : adopté ;

- article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 : amendement n° 37 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; privation par le Sénat de la possibilité pour les artistes-interprètes, d'interdire la reproduction de leurs communications si elle est l'accessoire d'un événement constituant le sujet principal d'une séquence ; adopté ;

- article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 29 : amendement n° 59 de M. Jean Foyer (tendant dans cet article, après les mots « de la première communication au public » à insérer les mots « ou mise à la disposition du public ») : retiré ;

- article 29 : adopté.

Article 30 : amendement n° 38 de la commission (saisine de l'autorité judiciaire) ; caractère critiquable de l'injonction faite au pouvoir judiciaire de juger dans un sens lorsqu'il y a conflit entre deux droits instaurés par une même loi (p. 838) ; adopté ;

– article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 A : adopté.

Article 31 : amendement n° 39 de la commission (tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « elle est exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée ») ; droit d'auteur ne constituant pas des transactions commerciales assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée : adopté ;

– article 31, ainsi modifié : adopté.

Article 32 : adopté.

Article 33 : amendement n° 40 de la commission (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « une personnalité qualifiée choisie par le ministre chargé de la culture » les mots « un représentant de l'Etat ») ; composition de la commission arbitrale chargée du partage entre les différents ayants-droit du produit de la rémunération forfaitaire pour copie privée payée par les acheteurs de cassettes vierges ; adopté (p. 839) ; amendement n° 41 de la commission (tendant à substituer aux deux derniers alinéas de cet article l'alinéa suivant : « les dispositions des quatre derniers alinéas de l'article 22 s'appliquent à la commission prévue au présent article ») : adopté ;

– article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 : adopté.

Article 35 : adopté.

Article 36 : garantie d'épanouissement offerte à la vie associative ; réduction sur le montant des droits d'auteur et des droits des artistes interprètes au profit des associations d'intérêt général ; amendement n° 42 de la commission (tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article) (p. 840) ; adopté ; amendement n° 77 de M. Daniel le Meur, soutenu par M. Jacques Brunhes (tendant à supprimer le 4e alinéa de cet article) ; prélèvement opéré à l'occasion des activités culturelles des associations n'ayant pas le caractère d'une taxe ; réduction des droits d'auteur ; atteinte aux droits des auteurs et des artistes-interprètes ; pratique actuelle voulant que la S.A.C.E.M. passe des conventions avec les grandes fédérations d'associations ; poids de l'aide à accorder aux associations ne devant pas peser sur les auteurs et les artistes-interprètes ; amendement n° 77 : rejeté ; amendement n° 69 de M. Jean-Paul Fuchs (modification du 4e alinéa de cet article) ; statut des sociétés de perception et de répartition de droit (p. 841) ; rejeté ; amendement n° 78 de M. Daniel Le Meur, soutenu par M. Jacques Brunhes (tendant dans le 4e alinéa de cet article à substituer aux mots : « ayant un but d'intérêt général » les mots : « d'éducation populaire agréées par le ministre de l'éducation nationale ») ; caractère vague de la notion d'associations ayant un but d'intérêt général ; association dont le but principal n'est pas d'organiser des manifestations musicales ; réduction sur le montant des droits ; critère de la non-vente de boissons alcoolisées au cours des manifestations ; cérémonies culturelles ; amendement n° 78 : rejeté ; amendement n° 43 de la commission (tendant après les mots : « aide à la création » à rédiger ainsi la fin du 5e alinéa de cet article « et à la diffusion présentant un intérêt économique pour leurs associés au moins 25 p. 100 des rémunérations qu'elles perçoivent en application des articles 24 et 34 ») ; sous-amendement n° 70 de M. Jean-Paul Fuchs (tendant dans l'amendement n° 43 de la commission après les mots : « pour leurs associés » à insérer les mots : « ainsi qu'à des subventions pour des associations poursuivant le même but ») ; mécanisme d'utilisation collective des sommes prélevées au titre de droit d'auteur (p. 842) ; définition des actions de production nouvelle ; sommes correspondant aux droits d'auteurs étrangers relevant de pays non signataires d'accords internationaux de réciprocité avec la France ; sous-amendement n° 70 : retiré ; amendement n° 43 : adopté ; amendement n° 44 de la commission (affectation des sommes, non répartissables, perçues en application de l'article 20) ; maintien de l'exigence d'un vote spécifique de l'assemblée générale à la majorité des deux tiers ; affectation à des actions collectives ne pouvant consister en une délégation pure et simple des crédits à un organisme tiers : adopté ;

– article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 36 *bis* (p. 843) : amendement n° 45 de la commission (procédure d'agrément des sociétés de perception et de répartition des droits) ; nécessité d'organiser un contrôle public plus serré de l'activité des sociétés de perception ; garantie du droit privé civil de chaque auteur sur les produits de sa création ; nécessité d'établir une formule de création à l'entrée de la profession ; système du Sénat confiant à l'autorité judiciaire le pouvoir de contrôle ; amendement n° 45 : adopté ;

– article 36 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 37, supprimé par le Sénat : amendement n° 46 de la commission (tendant à rétablir cet article) (p. 844) ; énumération limitative des motifs pour lesquels le retrait peut être prononcé ; avis préalable à la décision de retrait devant être donné par une commission de contrôle soumise au contrôle du juge administratif : adopté ;

– en conséquence, l'article 37 est ainsi rétabli.

Article 38 : amendement n° 47 de la commission (tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « le ministre chargé de la culture peut désigner des agents afin de recueillir sur pièce et sur place les renseignements mentionnés au présent article ») ; vérification occasionnelle des comptabilités ; pouvoir trop étendu du ministre chargé de la culture ; amendement n° 47 : adopté ;

– article 38, ainsi modifié : adopté.

Article 38 *bis* : adopté.

Article 38 *ter* : adopté.

Après l'article 38 *ter* : amendement n° 48 de la commission (dispositions transitoires simplifiant la transformation en société civile des associations actuellement chargées par leurs membres de percevoir les droits en leur nom) : adopté (p. 845).

Article 38 *quater* : amendement n° 49 de la commission (tendant dans cet article à supprimer les mots : « dans les conditions prévues ») ; inopportunité de mentionner que les logiciels sont protégés dans les conditions prévues par « la loi de 1957 » alors que celle-ci en a ignoré l'existence ; adopté ; amendement n° 60 de M. Jean Foyer (preuve de la date de la création du logiciel) ; impossibilité de démontrer qu'il y a eu fait d'exploitation ; dépôt pouvant se faire sous pli scellé à l'Institut de la propriété industrielle ; système de dépôt obligatoire auprès d'un organisme unique ; préservation du secret ; exception de possession personnelle en matière d'invention (p. 846) ; possibilité de multiplier les lieux de dépôt ; amendement n° 60, rectifié : retiré ;

– article 38 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 38 *quinquies* : amendement n° 50 de la commission (propriété des logiciels élaborés par les employés) ; sous-amendement n° 79 de M. Daniel Le Meur, soutenu par M. Jacques Brunhes (tendant à rédiger ainsi le début de l'amendement n° 50 : « Sous réserve des dispositions de l'article 1er *ter* de la loi du 2 janvier 1968 modifiée par la loi du 13 juillet 1978, le logiciel... ») ; sous-amendement n° 62 de M. Jean Foyer (visant à compléter l'amendement n° 50 par l'alinéa suivant : « sauf stipulation contraire, les droits reconnus aux auteurs par la loi du 11 mars 1957 appartiennent aux loueurs d'ouvrages de service lorsque le contrat porte sur la création d'un logiciel ») ; sous-amendement n° 63 de M. Jean Foyer (tendant à compléter l'amendement n° 50 par l'alinéa suivant : « il est satisfait au droit moral d'un auteur de logiciel par la mention de son nom ») ; sous-amendement n° 82 de la commission (contestation sur l'application de l'article 38 quinquies) ; amendement n° 61 de M. Jean Foyer (propriété du logiciel élaboré par un ou plusieurs employés dans l'exercice de leurs fonctions) ; articulation entre le droit individuel du salarié et le droit de l'entreprise lorsqu'un logicel est mis au point dans le cadre d'un contrat de travail (p. 847) ; amendement n° 61 : retiré ; nécessité de ne pas défavoriser l'inventeur de logiciel par rapport aux inventeurs salariés

protégés par la loi de 1968 modifiée en 1978 ; sous-amendement n° 79 : retiré ; louage d'ouvrages ; contrat *ad hoc* spécifiquement destiné à l'élaboration d'un logiciel ; rétention de la propriété intellectuelle ; sous-amendement n° 62 rectifié : retiré ; sous-amendement n° 63 : retiré ; possibilité pour le salarié de rester propriétaire d'un logiciel qu'il aura élaboré dans son entreprise ; nécessité de prévoir un contentieux judiciaire ; sous-amendement n° 82 : adopté ; amendement n° 50, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 38 *quinquies.*

Article 38 *sexies* : amendement n° 51 de la commission (tendant dans cet article après les mots : « l'auteur ne peut » à insérer les mots : « s'opposer à l'adaptation du logiciel par celui auquel il a cédé l'ensemble de ses droits, ni ») ; impératifs économiques des acheteurs de logiciels (p. 848) ; dérogation au principe de la loi de 1957 ; amendement n° 51 : adopté ;

- article 38 *sexies,* ainsi modifié : adopté.

Article 38 *septies* : adopté.

Article 38 *octies* : amendement n° 64 de M. Jean Foyer, (extinction des droits portant sur la création d'un logiciel ; durée de protection des logiciels) ; valeur patrimoniale des logiciels ; alignement avec les règles adoptées par d'autres pays avec lesquels la convention de Genève organise un mécanisme de réciprocité ; amendement n° 64 : rejeté ; amendement n° 52 de la commission (tendant dans cet article à substituer aux mots : « vingt-cinq années » les mots : « cinquante années ») : adopté ;

- article 38 *octies,* ainsi modifié : adopté.

Article 38 *nonies* : amendement n° 53 de la commission (tendant à rédiger ainsi cet article : « le prix de cession des droits portant sur un logiciel peut être forfaitaire ») ; nécessité de ne pas imposer aux vendeurs et acheteurs de logiciels une rémunération proportionnelle de l'auteur aux produits économiques de ces logiciels : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 38 *nonies.*

Après l'article 38 *nonies* : amendement n° 66 de M. Jean Foyer (saisie-contrefaçon en matière de logiciel) (p. 849) ; rôle du commissaire de police requis pour constater la contrefaçon d'un logiciel ; consécration d'un pouvoir d'intrusion dans les entreprises industrielles ; transposition au logiciel des règles admises en matière de brevet d'invention ; saisie-contrefaçon devenant nulle si le juge du principal n'est pas saisi dans le délai de quinzaine : adopté ; amendement n° 67 de M. Jean Foyer (situation des étrangers à l'égard des droits reconnus par le présent titre) ; sous-amendement n° 88 du Gouvernement (tendant à rédiger ainsi le début de cet amendement : « sous réserve des conventions internationales, les étrangers ») ; étrangers jouissant en France des droits reconnus pour la protection des logiciels sous la condition de réciprocité ; sous-amendement n° 88 : adopté ; amendement n° 67, ainsi modifié : adopté.

Article 39 : adopté.

Article 40 : adopté.

Article 41 (p. 850) : adopté.

Article 42 : adopté.

Article 43 : amendement n° 54 de la commission (sanctions pour infraction aux articles 20 et 31 de la loi) : adopté ;

- article 43, ainsi modifié : adopté.

Article 44 : adopté.

Article 46 : adopté.

Article 46 *bis* : adopté.

Article 46 *ter* : adopté.

Après l'article 46 *ter* : amendement n° 55 de la commission (sanctions pénales en cas de violation des dispositions de la loi du 29 juillet 1982 ; dissuasion économique des auteurs potentiels des actes de contrefaçon ; respect des délais minimaux d'exploitation en salle des films et des œuvres audiovisuelles avant leur reproduction sur cassette (p. 851) ; répression de l'utilisation anticipée de cassettes ; peines dissuasives destinées à mettre un terme au fléau que représente la « piraterie » : adopté.

Article 49 : amendement n° 80 de M. Daniel Le Meur, soutenu par M. Jacques Brunhes (tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « il sera procédé sous le nom de code relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle, à la codification ») ; assimilation par le Sénat des droits de différentes catégories aux droits d'auteur ; droit des artistes-interprètes relevant du droit du travail et non du droit d'auteur ; maintien du désaccord avec le Sénat permettant de ne pas rendre définitive l'adoption d'un titre discutable (p. 852) ; propriété scientifique ; ouvrage relatif aux sciences pouvant être l'objet d'un droit de propriété littéraire ; amendement n° 90 de M. Alain Richard (tendant à rédiger ainsi l'article 49 : « il sera procédé sous le nom de code de la propriété littéraire, artistique et scientifique à la codification ») ; amendement n° 80 : retiré ; amendement n° 90 : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 49.

Titre : amendement n° 80 de M. Daniel Le Meur, soutenu par M. Jacques Brunhes (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle ») : adopté (p. 853).

Explications de vote (p. 853) :

Caractère salarial des rémunérations des artistes-interprètes : *Brunhes (Jacques)* (p. 853).

Diminution de la protection prévue en faveur de la création : *Brunhes (Jacques)* (p. 853).

Vote positif du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 853).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 853).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [26 juin 1985] (p. 2014) :

Artistes-interprètes (rémunération des -) : *Richard (Alain)* (p. 2016) ; *Lang (Jack)* (p. 2017) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2018).

Artistes-interprètes (situation juridique des -) : *Richard (Alain)* (p. 2015, 2016) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2017).

Contrats de cession des droits d'adaptation audiovisuelle des ouvrages écrits : *Richard (Alain)* (p. 2015) ; *Lang (Jack)* (p. 2017) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2018).

Contrats de production audiovisuelle : *Richard (Alain)* (p. 2015).

Date d'entrée en vigueur de la loi : *Richard (Alain)* (p. 2017).

Diffusion des œuvres par câble ou satellite : *Richard (Alain)* (p. 2015).

Logiciels : *Richard (Alain)* (p. 2015).

Présentation publique (notion de -) : *Richard (Alain)* (p. 2015).

Production publicitaire : *Richard (Alain)* (p. 2015) ; *Lang (Jack)* (p. 2017).

Rapports entre artistes et producteurs : *Richard (Alain)* (p. 2015) ; *Lang (Jack)* (p. 2017).

Sociétés de perception et de répartition des droits : *Richard (Alain)* (p. 2016) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2018).

Télédiffusion (notion de -) : *Richard (Alain)* (p. 2015).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 2018, 2019, 2020, 2021, 2022).

Discussion des articles [26 juin 1985] (p. 2022) :

Article 3 : amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 11 : amendement n° 3 de la commission (rétribution de l'auteur d'une œuvre diffusée par l'intermédiaire d'un satellite) : adopté.

Article 17 : amendement n° 4 de la commission (tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « ce contrat fixe une rémunération distincte pour chaque mode d'exploitation de l'œuvre ») ; rémunération de l'artiste-interprète lors d'un changement de support ; lien entre la cession des droits de reproduction et la rémunération distincte pour chaque modalité d'exploitation de l'œuvre : adopté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) ; contrats d'artistes-interprètes conclus antérieurement à l'entrée en vigueur des présentes dispositions (p. 2022) : adopté.

Article 50 : amendement n° 1 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Etienne Pinte (tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase de cet article : « toutefois, les dispositions de ses articles 17, 18, 20 à 24 et 31 à 35 entreront en vigueur dès sa promulgation ») ; délai nécessaire pour organiser les réunions de commission et les négociations prévues ; nécessité de ménager une transition ; accord passé en commission mixte paritaire ; problème de la copie privée : rejeté (p. 2023).

Explications de vote (p. 2023) :

Abstention du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 2023).

Définition de l'assiette des droits perçus par les auteurs-interprètes : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2024).

Présomption de cession des droits au profit des producteurs : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2024).

Vote positif du groupe socialiste : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2024).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2024).

PSYCHIATRIE

Voir *Médecine.*
Santé publique **4.**

PSYCHOLOGUES

Voir *Santé publique* **4.**

PUBLICITE

Campagne de - télévisée « La France avance ».

Voir *Questions au Gouvernement* **1379.**

Q

QUART-MONDE

Jeunes du -.

Voir *questions au gouvernement* **1298.**

QUEBEC

Ententes avec la France

Voir *Traités et conventions* **154.**

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

1174. - Lutte contre le chômage et indemnisation : M. André Lajoinie : statistiques du chômage ; travaux d'utilité collective (T.U.C.) ; flexibilité du travail ; indemnisation du chômage ; réduction de l'inflation ; trésorerie des sociétés capitalistes ; ressources décentes pour les chômeurs [3 avril 1985] (p. 57) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : lutte contre le chômage constituant une des priorités gouvernementales ; situation de l'investissement ; fonds spécial de grands travaux ; réduction de la durée du travail ; « pôles de conversion » ; nouveaux dispositifs ; T.U.C. ; situation des chômeurs non indemnisés (p. 57, 58).

1175. - Lutte contre le racisme : M. Paul Chomat : crimes racistes et antisémites ; activité de M. Jean-Marie Le Pen ; campagnes menées contre la Résistance ; exemple de Marcel Paul ; histoire du groupe Manouchian [3 avril 1985] (p. 58) ; campagnes anticommunistes ; nécessité d'une autre politique économique (p. 59) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : possibilité pour les associations luttant contre le racisme de se constituer partie civile ; fonds d'action sociale des travailleurs migrants (p. 59).

1176. - Réunion en Guadeloupe des mouvements hostiles à la France : M. Michel Debré : risque de contagion à l'ensemble des D.O.M. - T.O.M. du plan gouvernemental pour la Nouvelle-Calédonie ; état d'insurrection en Nouvelle-Calédonie ; soutien de la Corée du Nord, de la Libye et probablement de Cuba ; sentiment d'abandon [3 avril 1985] (p. 59) ; finalité de la conférence (p. 60) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : conférence internationale organisée par l'U.P.L.G. ; réprobation du Gouvernement ; mesures prises à l'égard des étrangers ; impossibilité d'interdire une réunion privée (p. 60).

1177. - Risques d'implantation du synchrotron hors de France : M. François Grussenmeyer : abandon délibéré du site de Strasbourg pour l'implantation du synchrotron au profit de Grenoble ; responsabilité du Gouvernement ; débat communautaire ; opportunité de réactiver le dossier de Strasbourg [3 avril 1985] (p. 60) ; M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : choix du site de Grenoble constituant la meilleure solution ; succès de l'offre franco-allemande (p. 60) ; activités scientifiques et techniques de la région strasbourgeoise (p. 61).

1178. - Situation de l'entreprise Thomson à Angers : M. Jean Narquin : projet de restructuration du groupe pour la fabrication des téléviseurs et les laboratoires de recherche ; transfert vers l'Allemagne de ces activités [3 avril 1985] (p. 61) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : stabilité prévisionnelle de l'effectif au cours des prochaines années ; développement de la branche « équipements et systèmes » ; effort considérable pour la branche « composants » ; matériel médical en cours de redressement ; absence de sureffectifs (p. 61).

1179. - Racisme : M. André Billardon : deuil de la communauté maghrébine ; attentat commis au cinéma Rivoli-Beaubourg contre la communauté juive ; respect de l'identité et de la dignité de chaque être humain [3 avril 1985] (p. 61) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : négation des valeurs fondant notre République et notre civilisation (p. 61) ; « racines matérielles » du racisme ; recherche et châtiment des coupables (p. 62).

1180. - Conséquences de l'élargissement de la C.E.E. dans le domaine agricole : M. André Bellon : modalités d'adhésion de l'Espagne et du Portugal ; avenir de l'agriculture française [3 avril 1985] (p. 62) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : succès pour la démocratie ; fruits et légumes ; viticulture ; progrès de l'idée européenne (p. 62).

1181. - Conséquences de l'élargissement de la C.E.E. dans le domaine de la pêche : M. Bernard Poignant : difficulté d'élaboration de l'accord ; mise en œuvre du contrôle [3 avril 1985] (p. 63) ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer : protection de la bande des six à douze milles ; limitation à 150 du nombre des

navires espagnols pouvant pêcher ensemble dans les eaux communautaires ; moyens mis en œuvre pour faire respecter l'accord (p. 63).

1182. - Organisation du service public hospitalier : M. Claude Bartoloné : rôle du département hospitalier ; délai de mise en place de la réforme [3 avril 1985] (p. 63) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : objectifs principaux de la réforme hospitalière ; diversité des situations des établissements ; rôle des directeurs d'hôpitaux dans la fixation des délais de mise en place de la réforme (p. 63) ; exemple des pays anglo-saxons (p. 64).

1183. - Liban : M. Michel Bérégovoy : diplomates détenus au Liban ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : protection de la sécurité de nos ressortissants ; envoi d'une mission de hauts fonctionnaires chargée d'enquêter sur place ; moyens mis en œuvre ; situation et avenir du Liban et avenir de ce pays [3 avril 1985] (p. 64).

1184. - Organisation des travaux parlementaires : M. Pierre Méhaignerie : demande d'organisation de trois débats au cours de la session : emploi et chômage, immigration, problèmes de pauvreté et de régression sociale [3 avril 1985] (p. 64) ; inquiétude des Français (p. 65) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : permanence du débat sur l'emploi et le chômage ; organisation d'un débat sur l'immigration ; respect du Parlement (p. 65).

1185. - Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Jean-Paul Fuchs : sécurité des biens ; effondrement de l'économie ; « plan association-indépendance » ; garanties offertes ; neutralité du Gouvernement [3 avril 1985] (p. 65) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : situation à Thio ; autorité de l'Etat ; neutralité de l'Etat ; rapport du délégué du Gouvernement (p. 66).

1186. - Licenciements chez Thomson-C.S.F. : M. Francis Geng : coût des entreprises nationalisées ; fusion éventuelle entre Thomson-téléphone et C.I.T. [3 avril 1985] (p. 66) ; suppression d'emplois dans l'ensemble de l'industrie du téléphone (p. 67) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : avantages des nationalisations ; concurrence des géants européens et américains ; intérêt d'une concentration ; nécessité de freiner la décroissance des effectifs (p. 67).

1187. - Projets de loi électorale : M. Maurice Couve de Murville : divisions au sein du parti socialiste ; intérêt national ; incidences de la proportionnelle intégrale sur le fonctionnement des institutions [10 avril 1985] (p. 109) ; demande des précisions sur les déclarations de M. Jospin au sujet de la Constitution ; son allusion « aux temps du coup d'Etat permanent » ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : position traditionnelle de la majorité en faveur du scrutin proportionnel ; changement d'avis dans l'opposition ; justice de la représentation proportionnelle ; inégalités entre circonscriptions (p. 110, 111).

1188. - Négociations sur les prix agricoles : M. Jean-Louis Goasduff : conséquences du retard dans la fixation des prix ; divergences des positions nationales ; distorsions de concurrence intracommunautaire ; rôle du ministre dans les négociations [10 avril 1985] (p. 111) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : blocage des négociations ; maîtrise de la production laitière ; rigueur budgétaire ; niveau des prix réels par rapport aux prix d'orientation ; signification directe de certains prix (p. 111).

1189. - Hospitalisation privée : M. Guy Bêche : sa référence aux allégations d'un quotidien ; « privilèges » accordés au secteur public hospitalier ; rôle de ce dernier [10 avril 1985] (p. 111, 112) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : modernisation de la gestion et du fonctionnement du secteur public hospitalier ; dotation globale ; campagne menée par l'union hospitalière privée ; mesures arrêtées en matière tarifaire ; croissance des recettes de l'hospitalisation privée ; modalités des soins et charges respectives des deux secteurs (p. 112).

1190. - Retransmissions télévisées des rencontres sportives : M. Georges Sarre : problème des conditions financières ; réclamation « exorbitante » du président du club de football de Bordeaux ; concurrence entre les chaînes de télévision ; intervention de la Haute Autorité ; loto sportif ; financement du sport en France [10 avril 1985] (p. 111-112) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : autonomie des sociétés de télévision ; codification par l'U.E.R. (l'union européenne de radiodiffusion) ; liberté des dirigeants des clubs (p. 112) ; match de foot-ball Juventus-Bordeaux ; intérêt des téléspectateurs (p. 113).

1191. - Propositions de M. Gorbatchev : M. Luc Tinseau : moratoire de six mois sur le déploiement des S.S. 20 et armes nucléaires de courte portée ; rééquilibrage du rapport des forces nucléaires ; position de la France [10 avril 1985] (p. 113) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : avance prise par l'U.R.S.S. dans le domaine des armes de portée intermédiaire ; décision de l'O.T.A.N. de déployer ses propres missiles ; négociation de Genève ; initiative soviétique s'adressant surtout au Gouvernement des Pays-Bas ; position constante de la France en faveur du désarmement (p. 113).

1192. - Rythmes scolaires : M. Gérard Bapt : rythmes familiaux ; absentéisme du samedi matin [10 avril 1985] (p. 113) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : évolutions sociologiques et notamment des habitudes de travail des femmes ; développement des activités physiques, sportives et socio-culturelles ; dispositions de la circulaire du 13 décembre 1984 ; cas des établissements du second degré (p. 113) ; commission permanente chargée d'examiner la rénovation des enseignements dans le premier degré (p. 114).

1193. - Charges supportées par les entreprises françaises : M. Eugène Teisseire : ses observations sur les affirmations récentes du C.N.P.F. ; comparaison avec les entreprises étrangères [10 avril 1985] (p. 114) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : dossier rendu public par le C.N.P.F. intitulé « cartes sur table » ; comparaison des charges sociales avec celles existant en République fédérale d'Allemagne ; chiffres publiés par la Dresdner Bank en R.F.A. ; évolution des charges fiscales et sociales depuis dix ans ; résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation ; redressement des comptes extérieurs (p. 114).

1194. - Réforme électorale : M. Valéry Giscard d'Estaing : sa position personnelle pour la proportionnelle en 1982 ; notion « d'instillation » de règle proportionnelle ; mode d'élection pratiqué pour le Sénat ; utilisation du référendum [10 avril 1985] (p. 115).

1195. - Utilisation de bioéthanol dans les carburants : M. Jean Rigaud : dangers constitués pour l'environnement par la présence de plomb dans les carburants ; différentes formules possibles ; solution pratiquée dans certains pays ; avantage de l'incorporation de l'éthanol d'origine agricole dans les carburants [10 avril 1985] (p. 115) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : utilisation de façon banalisée par les véhicules existants sans modification du moteur ; création de la commission consultative pour la production des carburants de substitution (p. 115).

1196. - Relations franco-soviétiques : M. Emmanuel Hamel : intensité et efficacité de l'espionnage soviétique en France [10 avril 1985] (p. 115) ; réception du vice-Premier ministre du Gouvernement de l'U.R.S.S. ; contrat gazier signé avec l'Union soviétique en janvier 1982 ; intérêt national ; déficit dans les relations commerciales bilatérales ; problèmes afghan et polonais ; M. Roland Dumas,

ministre des relations extérieures : caractère fondamental du dialogue franco-soviétique dans la politique étrangère de la France ; problème des « malgré-nous » ; travaux de la grande commission franco-soviétique ; rééquilibrage du commerce extérieur entre les deux pays (p. 116).

1197. - Réduction des dotations accordées aux collectivités territoriales : M. Jean Desanlis : inscription au budget primitif des collectivités locales pour 1985 du montant attendu au titre du fonds de compensation de la T.V.A. ; manque de recettes se traduisant par une diminution des investissements ; compensation par un emprunt complémentaire [10 avril 1985] (p. 117) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : fréquence des versements par douzièmes et par fractions de l'Etat aux collectivités locales ; versements prévus par les lois de décentralisation ; fonds de compensation de la T.V.A. ; déclaration de M. Giscard d'Estaing au Monde et à la radio sur la représentation proportionnelle (p. 117).

1198. - Reconnaissance de la Corée du Nord : M. Louis Odru : voyage en Corée du Sud du Premier ministre ; problème de la reconnaissance diplomatique des Etats ; droits de l'homme [10 avril 1985] (p. 117) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : position du Gouvernement français après l'attentat de Rangoon et la destruction du Boeing sud-Coréen ; rencontre avec l'ensemble des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale de Corée du Sud ; souveraineté nationale ; réconciliation et réunification des deux Corées ; dialogue avec Pyong-Yang ; absence d'un droit de veto sur les décisions de la France (p. 118).

1199. - Libre exercice des droits des travailleurs : M. Guy Ducoloné : répression patronale à l'encontre des militants ouvriers ; multiplication d'actes antisyndicaux essentiellement contre la C.G.T. ; offensive patronale favorisée par certains tribunaux en vue de créer une jurisprudence antigrève ; application par les magistrats de l'article 414 du code pénal [10 avril 1985] (p. 118) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : attachement du Gouvernement à la liberté du droit de grève ; sa référence à la décision n° 82-144 du 22 octobre 1982 du Conseil constitutionnel déclarant non conforme à la Constitution un article de la loi relative au développement des institutions représentatives du personnel (p. 118).

1200. - Fixation des prix agricoles : M. André Soury : place de l'agriculture dans l'approvisionnement et les échanges extérieurs de la France ; nouveau système de financement des exploitations ; limitation du commerce avec les pays socialistes par la Communauté ; dérogations aux préférences communautaires ; attribution de primes aux grands domaines anglais ; logique de réduction de la production [10 avril 1985] (p. 119) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : amélioration du règlement « mouton » ; exportation des produits agricoles ; importance et maintien de la place de l'agriculture française sur le marché mondial ; élargissement de la Communauté ; adaptation des agriculteurs aux nouvelles situations (p. 119).

1201. - Indemnisation du chômage : M. Xavier Hunault : importance du chômage ; problème des chômeurs non indemnisés ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : équilibres généraux de l'économie ; insertion et formation des jeunes ; problème du chômage de longue durée ; différents cas de chômeurs non indemnisés [10 avril 1985] (p. 119).

1202. - Mesures en faveur des chômeurs : M. Michel Berson : lutte contre le chômage [17 avril 1985] (p. 230) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : travaux d'utilité collective ; aide aux chômeurs créateurs d'entreprises ; insertion et formation professionnelle des jeunes (p. 230) ; mesures en faveur du travail à temps partiel et de l'aménagement du temps de travail ; « chômage partiel total » ; réinsertion professionnelle des chômeurs de longue durée ; projet de convention entre l'A.N.P.E. et des association de main-d'œuvre saisonnière ; « contrats formation-recherche d'emploi » (p. 231).

1203. - Terrorisme : M. Jean-Hugues Colonna : recrudescence des attentats ; arrestations dans les milieux terroristes [17 avril 1985] (p.231) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : caractère secret de l'organisation de la lutte contre le terrorisme ; saisie d'armes ; coopération bilatérale entre les pays démocratiques ; statistiques des attentats à l'explosif (p. 231) ; lutte contre le racisme et bombe placée à l'Office national d'immigration (p. 232).

1204. - Namibie : M. Pierre Lagorce : retrait des troupes de l'Afrique du Sud stationnant dans le sud de l'Angola ; application des résolutions du Conseil de sécurité ; émergence d'une société non raciste en Afrique du Sud [17 avril 1985] (p. 232) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : retards apportés à la mise en œuvre de la résolution 435 du Conseil de sécurité ; condamnation sans appel par la France de la politique d'apartheid (p. 232).

1205. - Renault : M. Philippe Bassinet : difficultés de nature conjoncturelle de la Régie Renault ; proposition de dénationalisation par un responsable du R.P.R. [17 avril 1985] (p. 232) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : ressources techniques et humaines de la Régie (p. 232) ; mutations de gamme ; dotation attribuée à l'entreprise ; rapport de M. Michel Noir (p. 233).

1206. - Situation économique dans les départements d'outre-mer : M. Jean-Pierre Soisson : évolution économique et sociale des départements d'outre-mer ; situation de l'emploi ; contrats de plan ; relations entre les départements d'outre-mer et la C.E.E. ; plan Reagan pouvant bouleverser à terme l'économie des Antilles [17 avril 1985] (p. 233) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : chantiers de développement ; travaux d'utilité collective (p. 233) ; coopération régionale entre les départements d'outre-mer et les pays A.C.P. (p. 234).

1207. - Stagnation des investissements : M. Adrien Zeller : fragilité des équilibres de notre économie ; stagnation des investissemens productifs ; comparaison avec la situation aux Etats-Unis, en République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni ; mesures de flexibilité pouvant permettre une véritable relance des investissements productifs [17 avril 1985] (p. 234) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation : difficultés connues par certains secteurs en 1984 ; augmentation de l'investissement industriel en 1984 (p. 234) ; taux de marge des sociétés ; aides à l'investissement (p. 235).

1208. - Travaux du Grand Louvre : M. Michel Gantier : fermeture du musée du Louvre pendant les vacances de Pâques ; projet d'aménagement du Grand Louvre ; enveloppe affectée aux travaux prévus pour le Grand Louvre jusqu'en 1988 ; loi de programme sur les musées ; coût global de l'opération d'investissement ; charges annuelles de fonctionnement [17 avril 1985] (p. 235) ; M. Gabriel Kaspereit : critique la tenue vestimentaire de M. Jack Lang (lors de la séance de questions au Gouvernement (p. 235) et le compare au colonel Kadhafi (p. 239) ; M. Jack Lang, ministre de la culture : musées de province (p. 235) ; enveloppe retenue pour l'ensemble de l'opération du Grand Louvre (p. 236).

1209. - Arrêt des expulsions de locataires : M. Georges Hage : augmentation des expulsions exécutées ; engagement pris dans la loi Quilliot d'adopter une loi mettant fin aux expulsions injustes ; rejet par le tribunal de Lille d'une demande d'expulsion au motif d'absence de loi promulguée [17 avril 1985] (p. 236) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : demandes adressées aux préfets de veiller à tous les cas sociaux ; montant des indemnités versées aux propriétaires qui se sont vus

opposer un refus d'expulsion ; création des fonds d'aides aux impayés de loyer ; extension du bénéfice de cette formule au parc locatif privé (p. 236).

1210. - Emission « La Guerre en face » : M. Jean Combasteil : diffusion d'une émission intitulée : « La Guerre en face » animée par M. Yves Montand ; « panégyrique » de la guerre et de la nécessité d'une poursuite de la course aux armements ; absence des partisans de la paix ; demande au Gouvernement d'intervenir auprès de la direction de la chaîne organisatrice [17 avril 1985] (p. 236) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : absence de ministère de l'information dans le Gouvernement ; responsabilité de la programmation des chaînes assumée par leurs seuls présidents ; existence de procédures telles que le droit de réponse ou le droit de réplique ; refus d'une pratique assimilable à une censure préalable (p. 237).

1211. - Prochaine rentrée scolaire : M. Jacques Brunhes : inauguration du train forum « Vive l'école » ; mesures prévues par le Gouvernement pour la prochaine rentrée suscitant de vives inquiétudes ; mise en place d'un système ségrégatif d'enseignement ; aggravation des retards scolaires dans les communes les plus populaires ; cas des Z.E.P. [17 avril 1985] (p. 237) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : organisation des semaines de l'éducation ; diminution de la population scolaire élémentaire et préélémentaire ; effectif moyen par classe ; suppression d'emplois correspondant à la déflation des effectifs ; création d'emplois dans le secondaire (p. 237) ; spécificité de chaque département ; exigence d'un plan de formation continue ; mouvements démographiques dans les Z.E.P. ; consultation des organisations syndicales représentatives et des élus (p. 238).

1212. - Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Marc Lauriol : démarche du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie ; transfert au Gouvernement national des compétences relevant de l'assemblée et du gouvernement territoriaux ; absence de consultation réelle de la part du Gouvernement ;invitation de M. Tjibaou à Paris par le Gouvernement ; date prévue par le Gouvernement pour recourir au suffrage universel [17 avril 1985] (p. 238) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : action des pouvoirs publics axée sur les principes d'ordre et de dialogue ; mort d'une enseignante, Mme Heurtaux ; remise au Président de la République et au Premier ministre des propositions pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie (p. 238, 239).

1213. - Venue à Paris à l'invitation du ministre de la culture de Jean-Marie Tjibaou : M. Jacques Baumel : inauguration d'une exposition sur l'imaginaire dans le Pacifique : loi de 1984 prévoyant la rétrocession de tous les comités à l'autorité légitime qui est le gouvernement du territoire ; refus de cette rétrocession par M. Pisani ; participation active du leader du F.L.N.K.S. à une manifestation organisée par des mouvements révolutionnaires ; absence de représentant du Gouvernement lors des obsèques de Mme Heurtaux [17 avril 1985] (p. 239) ; M. Jack Lang, ministre de la culture : ses observations sur la nature de l'exposition en cause ; invitation d'un grand nombre de personnalités dont M. Tjibaou (p. 239).

1214. - Absence de réglementation du stockage de la dioxine : M. Jean-Louis Masson : sa référence à l'accident de Seveso ; absence d'interdiction d'introduction en France des résidus contenant de la dioxine ; utilisation de produits toxiques tels que le pyralène par l'E.D.F. ; explosion d'un transformateur industriel dans un immeuble à Reims ; attitude irresponsable d'E.D.F. et de ses agents ; carence des services de l'environnement ; autorisation à l'importation en France d'ordures prétendument ménagères arrosées de déchets industriels ; utilisation du pyralène uniquement en France ; dépôts sauvages de dioxine sur les décharges publiques [17 avril 1985] (p. 240) ; Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement : projet de mise en décharge à Montois-la-Montagne de cendres provenant d'Allemagne ; probléme de la circulation des déchets ; critère de la proximité du lieu de décharge pour la sécurié publique ; accident survenu à Reims (p. 240) ; désignation d'une commission médicale ; décontamination de l'immeuble ; arrêt de l'implantation des nouveaux transformateurs ; renforcement de la sécurité des transformateurs existants ; destruction satisfaisante des transformateurs mis au rebut (p. 241).

1215. - Déclarations du Président de la République devant la Ligue des droits de l'homme : M. Jacques Dominati : sa référence à « la campagne des médias aux ordres du Gouvernement » ; compare la conduite du chef de l'Etat à celle d'un « chef de clan » ; mise en ordre du jour du débat sur l'immigration au Parlement ; ses allusions à la sérénité « doucereuse » du Premier ministre et aux « débordements » du Président de la République [24 avril 1985] (p. 330) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : ouverture du débat sur l'immigration au mois de juin (p. 330) ; banalisation du discours de méfiance à l'égard des étrangers ; participation des étrangers résidant en France aux élections locales ; équilibre de la politique de l'immigration ; aménagement des règles de regroupement familial ; sa référence à la campagne « vivre ensemble » ; accès à la nationalité française (p. 331).

1216. - Situation de l'industrie ferroviaire : M. Pascal Clément : nomination du Président de la Régie Renault comme ambassadeur à Washington ; déficit catastrophique de la Régie ; nombre des suppressions d'emplois dans le secteur ferroviaire ; fusion des groupes Fauvet-Girel et Arbel Industrie ; attribution de subventions au secteur public [24 avril 1985] (p. 331) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : rayonnement international du matériel ferroviaire français ; saturation des besoins de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. ; arrivée sur le marché international de nombreux concurrents, notamment le Japon, le Brésil et la Corée ; contrat signé par Alsthom-Atlantique en Chine (p. 232).

1217. - Base militaire en Nouvelle-Calédonie : M. Jean-Marie Daillet : création en Nouvelle-Calédonie d'un « Guantanamo » français ; importance stratégique de la Nouvelle-Calédonie ; orientation du Gouvernement vers l'indépendance dite association ; opportunité de la construction d'une base en Nouvelle-Calédonie [24 avril 1985] (p. 332) ; attitude du Gouvernement en faveur de l'indépendance des départements et territoires d'outre-mer ; violation de la volonté populaire ; capacité de dissuasion nucléaire et avenir spatial civil et militaire de la France (p. 333) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : manque d'infrastructures de la « position stratégique » de la Nouvelle-Calédonie avant 1981 ; sa référence aux déclarations du Président de la République à son retour de Nouvelle-Calédonie ; envoi sur place de missions militaires (p. 333).

1218. - Situation de Renault : M. François Asensi : « dénaturation » de l'esprit de la nationalisation ; investissements réalisés en Amérique du Nord : caractère symbolique de la Régie ; remise en cause de certains secteurs industriels de la Régie Renault [24 avril 1985] (p. 333) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : capacité de la Régie à surmonter la crise ; nomination à la tête du groupe de M. Besse ; montant de la dernière dotation en capital attribuée à l'entreprise par les pouvoirs publics ; exemple des redressements des entreprises Chrysler et Fiat (p. 333, 334).

1219. - Visite du Président Reagan à un camp de déportés et à un cimetière de S.S. : M. Roland Mazoin : sa référence au massacre d'Oradour-sur-Glane ; son appel pour une réconciliation des peuples sans haine et sans oubli [24 avril 1985] (p. 334) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : thème des cérémonies organisées pour célébrer le quarantième anniversaire de la victoire sur le nazisme ; visite du chef de l'Etat au camp de concentration de Struthof près de Strasbourg (p. 334).

1220. - Soixante-dixième anniversaire du génocide arménien : M. Guy Ducoloné : interview de M. Turgut Ozal, Premier ministre turc ; reconnaissance au

plan international du génocide [24 avril 1985] (p. 334) ; initiative du Gouvernement français pour favoriser cette reconnaissance (p. 335) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : discours prononcé en janvier 1984 à Vienne par le Président de la République ; regret du Gouvernement français de l'interprétation donnée par le Gouvernement turc aux événements de 1915 (p. 335).

1221. - Installation d'une base militaire à Nouméa : M. Michel Debré : information du Parlement ; référendum d'auto-détermination ; attitude de la « minorité raciste » face à la décision du Gouvernement français ; application de la Convention de Vienne ; intervention éventuelle d'une grande puissance ; voyage du Président de la République en Nouvelle-Calédonie ; richesse du territoire en minerai ; attitude des minorités séparatistes en Polynésie et en Guyane [24 avril 1985] (p. 335) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : situation spécifique existant dans chaque D.O.M. et T.O.M. ; renforcement des infrastructures militaires ; absences d'enceinte militaire dans le port de Nouméa ; information du Parlement (p. 336).

1222. - Propos du Président de la République devant la Ligue des droits de l'homme : M. Bruno Bourg-Broc : déclaration de M. Claude Cheysson à Alger au début du septennat ; mise en cause des formations politiques de l'opposition ; entrée au Parlement d'une organisation politique à la fois condamnée et favorisée par le Gouvernement ; problème de conformité à la Constitution du vote des immigrés [24 avril 1985] (p. 336) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : puissance du racisme (p. 336) ; problème posé à tous les pays européens ; position de la commission des affaires sociales du Parlement européen (p. 337).

1223. - Publicité des radios privées : M. Serge Charles : dégradation de la situation des radios privées ; renforcement de l'implantation de Radio-France ; accès au marché publicitaire accordé aux radios locales de service public ; cumul des sources de financement au détriment des radios locales privées ; rôle de T.D.F. pour le contrôle de la puissance ; inégalité de traitement entre secteur privé et secteur public [24 avril 1985] (p. 337) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : nombre de radios libres ; poursuites engagées contre M. Laurent Fabius et M. François Mitterrand sous le gouvernement de M. Raymond Barre (p. 337) ; accès des radios privées au financement publicitaire ; volonté de conserver la vocation d'animation socio-culturelle dans le cadre associatif ; adaptation des services publics de la radiodiffusion ; caractéristiques de la publicité sur radio-France (p. 338).

1224. - Nazisme : M. Michel Charzat : reconnaissance des thèmes xénophobes et antisémites ; sa référence à la nouvelle droite et aux pseudo-historiens dits « révisionnistes » ; dispositions prises par le Gouvernement pour combattre la négation des crimes nazis [24 avril 1985] (p. 338) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : entreprise de négation de l'existence des camps d'extermination et du génocide juif (p. 338) ; condamnation de M. Faurisson ; possibilité offerte à certaines associations de se constituer partie civile ; importance de la mémoire historique (p. 339).

1225. - Promotion de l'emploi des jeunes : M. Jean-Pierre Michel : rapport de M. Bertrand Schwartz ; rôle des missions locales pour l'insertion des jeunes [24 avril 1985] (p. 339) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : création d'une délégation interministérielle chargée de l'animation du travail en faveur de l'insertion des jeunes ; nombre des permanences d'accueil d'information et d'orientation ; nombre de jeunes suivis par les missions locales ; nécessité d'une action globale ; circulaire relative « aux entreprises intermédiaires » ; montant des subventions ; (p. 339) ; rôle joué par le professeur Schwartz (p. 340).

1226. - Lutte contre la faim : M. Joseph Pinard : rôle des O.N.G. (organisations non gouvernementales) ; ampleur du drame vécu par les pays du Sud, notamment par les pays sahéliens ; attaques lancées contre les O.N.G. par certains journaux [24 avril 1985] (p. 340) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : importance des O.N.G. (organisations non gouvernementales) en France par rapport à d'autres pays ; cas du Comité catholique contre la faim et pour le developpement ; politique de soutien aux O.N.G. ; leur rôle dans le programme de lutte contre la sécheresse lancée par l'Etat du Niger (p. 340).

1227. - Crédit agricole : M. Alain Bonnet : fin du système de l'encadrement du crédit ; formule de calcul des réserves instantanées et non rémunérées auprès de la Banque de France ; pénalisation du Crédit agricole du fait de ses caractéristiques [24 avril 1985] (p. 340) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : allégement des contraintes administratives ; spécificité du Crédit agricole ; possibilité offerte aux intermédiaires financiers et bancaires de développer des crédits (p. 340) ; régime particulier prévu pour le financement des récoltes ; concertation avec la profession bancaire (p. 341).

1228. - Vente de matériel aéronautique : M. Alex Raymond : montant des commandes passées à la France ; cas du matériel spatial ; commande récente d'avions Airbus ; performances de l'industrie française [24 avril 1985] (p. 341) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : excédent commercial enregistré sur le poste des matériels aéronautiques ; importance des pays développés parmi les pays importateurs ; amélioration de la compétitivité des fabricants français (p. 341).

1229. - Initiative de défense stratégique : M. Guy Vadepied : mise en cause de la doctrine de dissuation ; proposition américaine de collaboration aux recherches sur l'initiative de défense stratégique (I.D.S.) ; création d'une agence européenne pour les technologies nouvelles [24 avril 1985] (p. 341) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères et de la défense de l'U.E.O. ; nécessité de bâtir l'Europe de la technologie (p. 341) ; conséquences du programme de recherche américain pour la dissuasion nucléaire ; caractère durable de la dissuasion ; sa référence aux programmes Trident et MX ; modernisation et renforcement de la dissuasion française ; mise en service de *L'Inflexible* (p. 342).

1230. - Fermeture d'entreprises dues à l'application de la loi sur les anabolisants : M. Jean-Guy Branger : chiffres d'affaires réalisé par les sociétés exportatrices de viande de la région Poitou - Charentes ; harmonisation de la règlementation sur le plan européen ; capacité à l'exportation des entreprises françaises [24 avril 1985] (p. 342) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : qualité de l'élevage français et de ses débouchés ; protection des consommateurs contre les fraudes favorisées sous l'ancienne législation ; garantie donnée aux éleveurs ; importance de la région Poitou - Charentes ; exportation de viande bovine vers l'Italie et l'Allemagne ; préjudices causés aux entreprises françaises par le développement des barrières vétérinaires, notamment en Italie (p. 342) ; contentieux opposant les Pays-Bas et l'Italie (p. 343).

1231. - Visite d'un cimetière d'anciens soldats S.S. par le Président des Etats-Unis : M. Théo Vial-Massat : décision du Président des Etats-Unis de se rendre au cimetière de Bitburg, sur les tombes d'anciens S.S. ; initiative du Président Reagan mettant sur le même plan les bourreaux et les victimes [2 mai 1985] (p. 525) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : usage voulant que le Gouvernement français ne se prononce pas sur les déplacements d'un chef d'Etat étranger (p. 525).

1232. - Revalorisation des bourses scolaires : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : délais d'inscription ; barèmes d'attribution ; revalorisation du montant de la part

de bourse [2 mai 1985] (p. 525) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique : octroi de bourses d'études ne constituant que l'un des éléments de la politique d'aide à la famille ; effort sur le montant des bourses concernant les élèves scolarisés dans le second cycle ; boursiers scolarisés dans l'enseignement technologique (p. 525) ; revalorisation des plafonds de ressources ; insertion sociale et professionnelle des jeunes (p. 526).

1233. - Atteintes portées aux droits des femmes - Travail de nuit : Mme Muguette Jacquaint : conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; interdiction du travail de nuit pour les femmes employées dans l'industrie ; éventualité d'un rétablissement du travail de nuit pour les femmes pour des raisons de compétitivité [2 mai 1985] (p. 526) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : égalité professionnelle entre hommes et femmes ; conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; absence de remise en cause des droits des femmes (p. 526).

1234. - Mission de la France au Liban : M. Claude Labbé : protection de la communauté chrétienne ; contingent français dans la F.I.N.U.L. [2 mai 1985] (p. 526) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : émotion des Français devant la situation au Liban (p. 526) ; désaccord du Gouvernement français avec les déplacements massifs de population portant atteinte à l'unité du pays ; maintien au Liban du dispositif diplomatique et culturel français ; multiplicité des démarches effectuées ; appel lancé par les évêques français (p. 527).

1235. - Présence libyenne au Nord du Tchad : M. Georges Tranchant : maintien des troupes libyennes au nord du Tchad contrairement à l'engagement pris ; départ du contigent français ; partition du Tchad [2 mai 1985] (p. 527) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : accord franco-libyen du 17 septembre 1984 prévoyant un retrait total et concomittant des troupes présentes au Tchad et de leur matériel) ; volonté du Gouvernement français de n'accepter aucune situation de fait accompli (p. 527).

1236. - Crise du bâtiment : M. Charles Paccou : crise sévissant dans le secteur du bâtiment et des travaux publics [2 mai 1985] (p. 527) ; opinion du Gouvernement sur les récentes déclarations du président de la fédération nationale du bâtiment (p. 528) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : ancienneté des difficultés rencontrées par les entreprises du bâtiment ; volonté du Gouvernement de renverser cette tendance ; prêts d'accession à la propriété ; augmentation du plafond du montant des intérêts d'emprunt ouvrant droit à une réduction de l'impôt sur le revenu ; extension des prêts d'épargne-logement aux résidences secondaires ; réhabilitation de logements sociaux ; assurance chômage au profit des accédants à la propriété (p. 528).

1237. - Indice officiel du chômage et indice Aries : M. Michel Coffineau : abandon par le RPR et l'UDF de l'indice officiel du chômage au profit de l'indice publié chaque mois par l'institut Aries ; T.U.C. ; contrats de formation et de recherche d'emploi [2 mai 1985] (p. 528) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : contestation des statistiques du chômage (p. 528) ; lutte contre le chômage ; jeunes demandeurs d'emploi ; femmes seules ayant des charges de famille ; demandeurs d'emploi de longue durée ; stabilité depuis 1970 des critères retenus pour définir le chômage (p. 529).

1238. - Avenir de Canal Plus : M. François Loncle : identité de Canal Plus, télévision codée consacrée prioritairement au cinéma ; incertitude des 300 000 abonnés [2 mai 1985] (p. 529) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des techniques de la communication : rumeurs ayant pour objet de destabiliser l'entreprise Canal Plus ; convention de concession de service public entre l'Etat et Canal Plus ; révision de certaines des clauses de l'accord ; modification de la programmation cinéma ; recettes publicitaires (p. 529).

1239. - Cumul emploi-retraite : Mme Véronique Neiertz : ordonnance du 30 mars 1982 visant à réduire le cumul d'un emploi et d'une pension de retraite ; politique de l'embauche de certaines grandres entreprises publiques [2 mai 1985] (p. 529, 530) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : solde de créations et des suppressions d'emplois ; moyens pour les grandes entreprises de faciliter l'insertion des demandeurs d'emploi ; politique du Gouvernement allant à l'encontre des comportements traditionnels des chefs d'entreprise (p. 530).

1240. - Quotas laitiers : M. Jean-Pierre Sueur : application des mesures concernant les quotas laitiers aux jeunes agriculteurs souhaitant s'installer ou s'étant récemment installés [2 mai 1985] (p. 530) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : politique de modernisation et d'installation dans le secteur laitier ; moyens financiers nécessaires ; quantités libérées ; attributions complémentaires (p. 530).

1241. - Shell-France : M. François Mortelette : libération des prix des carburants [2 mai 1985] (p. 530) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le parlement : libération des prix des carburants ; prix à la pompe ; modification du comportement des professionnels dans des secteurs protégés ; augmentation sur le marché international de Rotterdam des prix de l'essence et du supercarburant de plus de 20 p. 100 (p. 531).

1242. - Radios locales : M. Jean-Pierre Fourré : réexamen régulier de l'autorisation donnée aux radios locales de façon à vérifier la conformité aux déclarations faites à l'origine et, éventuellement, la réalité de l'existence et de l'audience de ces radios ; élargissement des possibilités d'attribution des fréquences [2 mai 1985] (p. 531) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la consommation : procédure d'autorisation ; obligation de signifier tout changement de situation juridique à la Haute Autorité ; suspension d'autorisation ; retrait de l'autorisation (p. 531).

1243. - Avenir de l'enseignement privé : M. Jacques Barrot : retrait du « projet de loi Savary » ; nomination des maîtres ; rentrée scolaire [2 mai 1985] (p. 531) ; crédits alloués à la formation permanente des maîtres de l'enseignement privé (p. 532) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique : désignation des maîtres ; nomination des maîtres exerçant dans des classes sous contrat d'association étant faite par l'autorité académique en accord avec le chef d'établissement ; emplois affectés aux établissements privés sous contrat d'association pour la rentrée scolaire 1985-1986 ; formation permanente des maîtres du privé ; U.N.A.P.E.C. (p. 532).

1244. - Inadaptation des mécanismes d'aide à l'amélioration de l'habitat : M. Jean Briane : insuffisance des crédits affectés au financement de la prime à l'amélioration de l'habitat [2 mai 1985] (p. 532) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec la Parlement : création d'un prêt conventionné pour travaux ; renforcement des aides pour l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (A.N.A.H.) ; création d'une aide nouvelle pour la réalisation de travaux d'économie d'énergie et de travaux de sécurité dans les H.L.M. ; financement sur la quatrième tranche du fonds spécial de grands travaux de la réhabilitation lourde de 20 000 logements supplémentaires ; campagne de mobilisation des professionnels et de l'opinion sur la réduction des charges d'habitation ; mesures fiscales contenues dans la loi de finances pour 1985 ; réduction d'impôts pour les travaux d'économie d'énergie ; utilisation des livrets d'épargne-logement à la réalisation de travaux dans les résidences secondaires (p. 533).

1245. - Difficultés des maraîchers et serristes : M. René Haby : prix du fioul lourd [2 mai 1985] (p. 533) ; prix de revient français (p. 534) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : difficultés dues au grand froid de janvier 1985 ; mission d'enquête ; comité départemental d'expertise ; commission des calamités agricoles ; indemnisation par les organismes d'assurances ; prêts spéciaux du Crédit agricole ; indemnités du fonds de garantie ; dégrèvements fiscaux : allocation spécifique pour les salariés mis en chômage technique (p. 534).

1246. - Résultat du sommet des pays industrialisés : M. Jacques Baumel : inutilité de la politique des sommets ; attitude de la France à Bonn ; remise en cause de l'amitié franco-allemande et de la solidarité atlantique ; nécéssité d'ouvrir une réflexion sur la coopération franco-allemande [7 mai 1986] (p. 606) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : nécessité de revenir aux principes originels régissant les sommets occidentaux (p. 606) ; refus du Président de la République de fixer une date concernant l'ouverture des négociations commerciales ; respect de la décision du Conseil des ministres de la C.E.E. ; conditions préalables devant être réunies avant l'ouverture de ces négociations ; résultats positifs obtenus au sujet de l'Afrique ; non-remise en cause de l'entente franco-allemande (p. 607).

1247. - Dissolution éventuelle de groupes d'intervention de la police nationale : M. Pierre-Bernard Cousté : nombre et localisation des groupes concernés ; constitution d'un groupe unique stationné à Bièvre ; résultats positifs obtenus par le groupe d'intervention de la police nationale de Lyon [7 mai 1985] (p. 607) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : constitution d'unités d'élite supposant une concentration des moyens (p. 607) ; amélioration des conditions d'intervention de la police nationale en France, et notamment dans la région lyonnaise (p. 608).

1248. - Avenir de Matra-Manurhin-Automatic : M. Antoine Gissinger : dernière entreprise française concevant et fabricant des machines à commande numérique ; restructuration de l'entreprise ; nombre d'emplois supprimés ; non-respect par Matra de ses engagements [7 mai 1985] (p. 608) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : activité insuffisante du département machines-outils de l'entreprise ; accords passés avec les partenaires étrangers ; mise en place d'un plan social et intervention des pouvoirs publics (p. 608).

1249. - Sommet de Bonn : M. Guy-Michel Chauveau : objet des rencontres annuelles entre pays occidentaux [7 mai 1985] (p. 608) ; expression d'une spécificité française à l'égard des Etats-Unis concernant notamment le programme I.D.S. (p. 609) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : non-isolement de la France ; cas de l'agriculture européenne ; problème de la participation de la France au programme I.D.S. (p. 609).

1250. - Nouvelle-Calédonie : Mme Ghislaine Toutain : mise en place du nouveau découpage territorial ; problèmes des pouvoirs dévolus à chacune des quatre régions [7 mai 1985] (p. 609) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : choix de la représentation proportionnelle pour les élections régionales ; régions se voyant confier une mission générale de promotion du développement économique, social et culturel ; découpage en quatre circonscriptions prévu par la loi du 7 août 1984 ; réduction de l'écart démographique entre les circonscriptions (p. 609).

1251. - Echec des négociations de Luxembourg sur les prix agricoles : M. Robert Malgras : propos du commissaire européen chargé de l'agriculture [7 mai 1985] (p. 609) ; exportation des productions européennes sur le marché mondial (p. 610) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : positions opposées de la R.F.A. et du Royaume-Uni sur le problème des céréales ; raisons du conflit ; volonté de l'Europe d'être une puissance exportatrice de produits agricoles ; solde du commerce extérieur de la Communauté concernant les produits céréaliers ; attitude de la R.F.A. ne favorisant pas la conclusion d'un accord (p. 610).

1252. - Poids lourds - Renault Véhicules industriels : M. Henry Delisle : difficultés du marché des véhicules industriels ; agressivité commerciale et mesures protectionnistes mises en œuvre par les autres pays européens [7 mai 1985] (p. 610) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : renouvellement et amélioration des modèles ; part du marché français détenue par R.V.I. ; objectif du plan social mis en œuvre (p. 610).

1253. - Congés spéciaux des personnels soumis aux radiations ionisantes : M. Raymond Douyère : suppression du bénéfice des congés spéciaux dits « congés rayons » ; disparité existant entre les différents hôpitaux ; justification des congés spéciaux [7 mai 1985] (p. 611) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : différents types de personnel ; cas de ceux qui encourent les risques ; Gouvernement privilégiant la protection (p. 611).

1254. - Situation du Liban : M. Pascal Clément : attitude de l'opinion publique internationale concernant les massacres des chrétiens du Chouf ; conséquences dramatiques du retrait d'Israël ; rôle de la France pour protéger les communautés chrétiennes du Liban ; convocation éventuelle du conseil de sécurité des Nations unies ; redéfinition du rôle de la F.I.N.U.L. ; responsabilité des Occidentaux dans la situation actuelle du Liban ; action déployée par le Gouvernement français en faveur de l'O.L.P. [7 mai 1985] (p. 611) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieurs : intensité des combats ; absence d'issues politiques au conflit ; nécessité d'une réconciliation nationale entre Libanais ; appui de la France aux autorités légales ; renouvellement pour six mois de la participation française à la F.I.N.U.L. ; tentation du repli communautaire sur une base géographique ; risques d'ingérences nationales en cas de morcellement du Liban ; absence de demande expresse des autorités libanaises concernant une intervention internationale (p. 611, 612).

1255. - Eventualité d'un débat sur les projets d'union européenne : M. Maurice Ligot : prochain sommet de Milan ; adoption d'une déclaration solennelle sur l'union européenne à Stuttgart en juin 1983 ; projet Spinelli ; constitution d'un comité *ad hoc* sur les questions institutionnelles au sommet de Fontainebleau en juin 1984 ; conclusions du rapport Dooge ; problèmes de l'information et de la consultation du Parlement [7 mai 1985] (p. 612, 613) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : intervention du Parlement pour ratifier un certain nombre d'accords ; organisation d'un débat consacré à la construction politique de l'Europe, apparaissant comme prématurée (p. 613).

1256. - Difficultés de fonctionnement des hôpitaux : M. Francisque Perrut : insuffisance des budgets de fonctionnement des établissements hospitaliers ; cas de l'hôpital de Villefranche-sur-Saône ; insuffisance des ressources ; crédits prévus ne permettant pas d'assurer le salaire d'un personnel de remplacement ; situation des établissements d'hospitalisation privés [7 mai 1985] (p. 613, 614) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : nécessité de maîtriser l'évolution des dépenses hospitalières ; nombre de scanners installés en France depuis 1981 ; augmentation des investissements en équipements lourds biomédicaux ; ses observations sur l'absence de la télévision lors de la séance des questions ; niveau des équipements des hôpitaux français comparable à celui des autres grandes nations industrialisées (p. 614) ; renforcement du rôle de la coordination régionale (p. 615).

1257. - Blocus américain au Nicaragua : M. Vincent Porelli : absence de condamnation de la décision américaine par le Président de la République, lors du sommet de

Bonn ; aide française au Nicaragua [7 mai 1985] (p. 615) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : attitude des pays européens à l'égard de tous les pays d'Amérique centrale ; appui de la France aux efforts du groupe de Contadora ; visite de M. Ortega à Paris (p. 615).

1258. - Décrets non publiés concernant les agents non titulaires de l'Etat : M. Paul Chomat : vote d'une loi par le Parlement en juin 1983 ouvrant droit à titularisation aux agents non titulaires de la fonction publique [7 mai 1985] (p. 615) ; nombre des bénéficiaires (p. 616) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives : détermination d'un calendrier concernant la titularisation ; reconnaissance du caractère prioritaire de la titularisation des agents des catégories C et D ; nombre des décrets publiés ; nombre des personnes concernées par le processus de titularisation (p. 616).

1259. - Revalorisation des allocations familiales : Mme Muguette Jacquaint : baisse du pouvoir d'achat des allocations familiales en 1984 malgré une progression continue depuis 1981 ; perte de pouvoir d'achat résultant de certaines mesures récentes [7 mai 1985] (p. 616) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : comparaison de l'évolution du pouvoir d'achat des allocations familiales entre la période 1978-1979 et la période 1980-1984 (p. 616) ; effort réalisé pour revaloriser les allocations familiales et l'allocation logement en 1981-1982 ; réduction de moitié de l'inflation (p. 617).

1260. - Initiative du Président de la République en matière de relance européenne : M. Olivier Stirn : attitude peu communautaire des autres partenaires européens lors du dernier sommet de Bonn ; nécessité d'une initiative politique [7 mai 1985] (p. 617) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : proposition récente de la France de construire une communauté de la technologie ; idée du renforcement de l'Union européenne appuyée par le Président de la République ; sommet de Milan consacré aux institutions (p. 617).

1261. - Baisse des taux d'intérêt : M. Eugène Teisseire : abaissement du taux d'intervention de la Banque de France sur le marché monétaire de 10,25 p. 100 à 10,125 p. 100 ; taux du marché monétaire ; déficit commercial [15 mai 1985] (p. 786) ; déficit de notre balance des paiements ; nouvelle baisse des taux d'intérêt (p. 787) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : cours élevé du dollar ; taux d'intérêt trop élevés alourdissant les charges financières des entreprises et freinant les achats des particuliers ; taux de l'argent sur le marché monétaire ; taux de base bancaire (p. 787).

1262. - Politique pénitentiaire : M. Jacques Fleury : mouvements de révolte dans les prisons ; suppression des quartiers de haute sécurité [15 mai 1985] (p. 787) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : constructions pénitenciaires ; places nouvelles de détention ; plan annoncé à l'automne 1980 ; crédits globaux affectés à l'administration pénitentiaire ; moyens de fonctionnement ; personnels des administrations pénitentiaires (p. 787) ; relations des détenus avec leurs familles ; éducation et formation professionnelle des détenus (p. 788).

1263. - Fusée Ariane : M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) : nouveau tir de la fusée européenne Ariane ; politique des compagnies d'assurance [15 mai 1985] (p. 788) ; M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : taux actuellement pratiqués pour l'assurance des objets spatiaux ; opérations de mise en orbite de satellites ordinaires de télécommunications ; risque lié au mode de lancement ; avenir de notre programme de lanceurs (p. 788).

1264. - Ecole et parents d'élèves : Mme Odile Sicard : participation des parents à la vie des établissements [15 mai 1985] (p. 788) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : rôle des parents dans l'éducation des enfants (p. 788) ; O.N.I.S.E.P. ; textes en cours de publication étendant le rôle des parents (p. 789).

1265. - Recherche du capitaine S.S. Otto Kahn : M. Alain Rodet : massacre d'Oradour-sur-Glane ; sort du capitaine S.S. Otto Kahn [15 mai 1985] (p. 789) ; Mme Catherine Lalumière : drame d'Oradour-sur-Glane ; poursuite des investigations par les services du ministère des relations extérieures (p. 789).

1266. - Relations franco-algériennes : M. Jean-Claude Gaudin : émission de la télévision algérienne accusant la France d'avoir utilisé cent cinquante prisonniers du F.L.N. comme « cobayes » en les exposant aux radiations lors d'un essai nucléaire en 1960 ; politique franco-algérienne ; contrat gazier ; nécessité pour l'Algérie de s'excuser auprès de la France [15 mai 1985] (p. 789) ; Mme Catherine Lalumière : démenti catégorique du Gouvernement ; mise au point du commissariat à l'énergie atomique ; coopération entre la France et l'Algérie ; relations économiques ; enfants des couples désunis (p. 790).

1267. - Mise en œuvre du plan « Informatique pour tous » : M. Jacques Dominati : enfants scolarisés dans l'enseignement privé ; application du plan « Informatique pour tous » au seul enseignement public [15 mai 1985] (p. 790) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : stages de 12 000 enseignants publics ; plan « Informatique pour tous » étant ouvert à tous les publics ; législation en vigueur depuis 1959 excluant que l'équipement informatique des établissements privés puisse être financé par l'Etat ; prix des matériels acquis dans le cadre du plan « Informatique pour tous » ; formation des maîtres (p. 790).

1268. - Dette extérieure de la France : M. Edmond Alphandéry : montant de la dette extérieure ; poste « intérêts et dividendes et autres revenus du capital » de la balance des paiements ; création d'un observatoire de la dette extérieure ; taux des emprunts extérieures [15 mai 1985] (p. 791) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; taux du marché monétaire au jour le jour ; prix du dollar ; déficit de la balance des paiements ; publicité des chiffres relatifs à la dette extérieure de la France ; montant de la dette extérieure (p. 791) ; amélioration de nos réserves de change (p. 792).

1269. - Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Jacques Brunhes : attitude des partis de droite ; état d'urgence ; milices armées du R.P.C.R. ; violence coloniale ; solidarité des communistes avec la lutte du peuple kanak pour le droit à l'autodétermination et à l'indépendance [15 mai 1985] (p. 792) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : affrontements s'étant déroulés dans la journée du 8 mai à Nouméa ; attentats à l'explosif du 13 mai ; accueil fait au projet de loi sur l'évolution de la Calédonie ; rôle des extrémistes (p. 792).

1270. - Déclarations du groupe de travail sur la protection sociale des mineurs : M. Joseph Legrand : propositions du groupe de travail tripartite constitué en 1982 [15 mai 1985] (p. 792) ; mise en œuvre de ces propositions (p. 793) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : propositions du groupe de travail tripartite constitué en 1982 ; accord de principe donné par le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale à la caisse autonome pour la réalisation de quelques expériences d'ouverture des œuvres sociales du régime minier aux assurés du régime général (p. 793).

1271. - Exploitation de la carrière Lambert, à Argenteuil : M. Robert Montdargent : exploitation depuis 1822 par la société Lambert-Industrie d'une carrière de gypse à ciel ouvert ; caractère dangereux de l'exploitation ; tentative de la société Lambert pour obtenir le renouvellement de son permis d'exploiter ; problème de la reconversion du personnel ; révision du périmètre d'exploitation

[15 mai 1985] (p. 793) ; Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement : extension de l'exploitation des carrières ; modernisation des enquêtes publiques ; rôle du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 793).

1272. - Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Gabriel Kaspereit : son retour de Nouvelle-Calédonie [15 mai 1985] (p. 793) ; manifestation du 8 Mai ; volonté du Gouvernement d'imposer l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie ; projet de loi relatif à l'évolution de la Calédonie ; rôle de M. Pisani (p. 794) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : responsabilité du Gouvernement (p. 794) ; incidents du 8 Mai ; projet de loi relatif à l'évolution de la Calédonie (p. 795).

1273. - Situation dans les prisons : M. Jacques Godfrain : plan décennal de l'automne 1980 ; nombre d'étrangers dans les prisons françaises [15 mai 1985] (p. 795) ; journal *Brèches* diffusé le 4 mai dans les cellules des prisons de la région parisienne ; « Radio Cavale » ; personnels des établissements pénitentiaires (p. 796) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : inflation carcérale sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing ; rythme des constructions entre 1968 et 1973 ; (p. 796) ; humanisation des prisons ; conception de la dignité d'une société ; exigence de sécurité ; rôle des élus locaux (p. 797).

1274. - Engagement de poursuites par le parquet contre M. Tjibaou : M. Georges Tranchant : plaintes déposées par le représentant légal du gouvernement territorial de la Nouvelle-Calédonie contre le « président » du gouvernement révolutionnaire provisoire de la Nouvelle-Calédonie, M. Tjibaou ; déclarations provocantes et menaçantes de M. Tjibaou ; rôle du procureur à l'instance ; action contre l'intégrité du territoire national ; nécessité d'instructions autorisant le ministère public à poursuivre M. Tjibaou [15 mai 1985] (p. 797) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : appréciation de l'opportunité des poursuites dépendant du ministre de la justice ; mise en cause d'un magistrat du parquet (p. 797) ; indépendance de la magistrature (p. 798).

1275. - Situation des réfugiés cambodgiens : M. Pierre Méhaignerie : menace du gouvernement thaïlandais d'expulser 240 000 réfugiés cambodgiens ; mesures que la France entend prendre [22 mai 1985] (p. 1010) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : offensive vietnamienne à la frontière khméro-thaï ; souci du gouvernement de Bangkok de continuer à appeler l'attention de la société internationale sur ce problème et la charge qui en résulte pour la Thaïlande ; contribution financière de la France au budget des organisations internationales ; soutien en nature aux organisations non gouvernementales ; accueil en France de réfugiés indochinois (p. 1010).

1276. - Insuffisance des moyens mis à la disposition de la gendarmerie : M. Francis Geng : politique du Gouvernement [22 mai 1985] (p. 1010) ; brigades et compagnies de gendarmerie ne disposant pas des contingents de carburants nécessaires pour assurer leurs missions ; contraste avec l'amélioration considérable de la sécurité extérieure (p. 1011) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : crédits alloués à la gendarmerie ; augmentation des effectifs de la gendarmerie ; effort consenti au profit des carburants ; dotation consacrée au téléphone (p. 1011) ; sécurité publique constituant une des priorités du Gouvernemement (p. 1012).

1277. - Fermeture de classes : M. Charles Fèvre : suppression de 800 emplois d'instituteur ; conséquence des fermetures d'écoles [22 mai 1985] (p. 1012) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : création de 35 000 postes dans l'éducation nationale depuis 1981 ; fermetures de classes étant compensées chaque année par des ouvertures là où les besoins se font sentir ; diminution du nombre des élèves dans l'enseignement primaire ; situation de l'enseignement du premier degré dans la Haute-Marne (p. 1012) ; coût du service public de l'éducation nationale (p. 1013).

1278. - Procès racistes en Afrique du Sud : M. Robert Montdargent : traduction devant la Cour suprême de la province du Natal de seize dirigeants du front démocratique uni ; coopération commerciale permanente de la France avec l'Afrique du Sud ; éventualité de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud [22 mai 1985] (p. 1013) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : condamnation sans réserve par le Gouvernement français de la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain ; interdiction faite aux fédérations sportives françaises de participer aux rencontres sportives organisées en Afrique du Sud ; démarches communautaires à Pretoria ; vote français en faveur de la résolution 560 du Conseil de sécurité des Nations Unies ; inefficacité des sanctions économiques ; nécessaire respect des dispositions de la charte de l'O.N.U. (p. 1013).

1279. - Réduction des effectifs à la direction générale des impôts : M. Emile Jourdan : rôle des agents des services fiscaux ; conséquences des suppressions d'emplois envisagées sur les rentrées fiscales [22 mai 1985] (p. 1013) ; justice fiscale (p. 1014) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : réorganisation formelle et juridique du réseau des perceptions ; évolution démographique des réunions perceptorales ; réduction des effectifs dans les services extérieurs du Trésor s'inscrivant dans le cadre de la politique de renforcement de la productivité de l'administration ; poursuite de l'effort de mécanisation (p. 1014).

1280. - Signature de la convention entre la sécurité sociale et les médecins : Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis : négociation sur la nouvelle convention entre les médecins et la caisse nationale d'assurance maladie [22 mai 1985] (p. 1014) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : négociation tarifaire ; volonté du Gouvernement de rechercher avec les parties signataires le moyen de faire progresser la politique conventionnelle (p. 1014) ; nécessité de choisir la solution qui préserve au mieux le système de protection sociale et les meilleures conditions d'exercice de la médecine libérale ; nécessaire cohérence d'une politique des revenus (p. 1015).

1281. - Prix agricoles et baisse du revenu des agriculteurs : M. Michel Cointat : négociation tarifaire européenne ; prix fixés étant insuffisants pour éviter une nouvelle baisse du revenu des agriculteurs ; contingentement de la production céréalière [22 mai 1985] (p. 1015) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : conditions dans lesquelles s'est déroulée la négociation de Bruxelles ; contrainte de la discipline budgétaire ; contrainte des seuils de garantie ; problème des céréales ; augmentation du prix du lait (p. 1015) ; possibilité de supprimer la prime à la brebis importée ; suppression des montants compensatoires monétaires négatifs sur tous les produits ; revenu des agriculteurs ne dépendant pas uniquement des prix théoriques fixés à Bruxelles ; évolution du revenu agricole depuis 1981 (p. 1016).

1282. - Elections au Conseil supérieur des Français de l'étranger : M. Emmanuel Aubert : élection des représentants au Conseil supérieur des Français de l'étranger ; résultats fournis par les seuls représentants élus du R.P.R. ; jugement des Français de l'étranger [22 mai 1985] (p. 1016) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : circonstances dans lesquelles se déroule le scrutin des Français de l'étranger (p. 1016) ; nombre des électeurs inscrits ; résultats ne devenant définitifs qu'après examen par le ministère des relations extérieures des procès-verbaux de recensement général (p. 1017).

1283. - Liaison maritime entre l'île d'Yeu et le continent : M. Pierre Mauger : interruption de la liaison maritime entre l'île d'Yeu et le continent ; travaux de dragage [22 mai 1985] (p. 1017) ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer : entretien des passes de navigation maritime ; responsabilité du département de la Vendée (p. 1017).

1284. - Travaux d'utilité collective : M. Joseph Menga : retard apporté dans le mandatement des rémunérations des T.U.C. [22 mai 1985] (p. 1017) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : besoins d'équipements complémentaires des directions départementales du travail et de l'emploi ; assurance pour les stagiaires d'être rémunérés avant la fin du mois suivant celui de leur entrée en stage ; mise en œuvre d'une procédure de paiement sans mandatement préalable ; situation dans la ville du Havre (p. 1018).

1285. - Carte Jeunes : M. Claude Wilquin : modalités de diffusion de la carte Jeunes ; accès de tous les jeunes à la culture, aux loisirs, au tourisme et aux transports [22 mai 1985] (p. 1018) ; M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports : objectifs de la carte Jeunes ; modalités de diffusion de cette carte (p. 1018) ; carte Jeunes permettant de se procurer d'autres cartes de réduction existantes à moindre coût (p. 1019).

1286. - Mons-en-Barœul : élection de délégués immigrés auprès du conseil municipal : Mme Jacqueline Osselin : désignation de représentants des immigrés au conseil municipal de Mons-en-Barœul avec voix consultative [22 mai 1985] (p. 1019) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : intégration des immigrés dans la communauté française ; Constitution de la République réservant le droit de vote pour les élections politiques et administratives aux citoyens français ; participation des étrangers aux élections sociales et à l'élection des conseil de prud'hommes ; situation en Grande-Bretagne (p. 1019) ; situation en Suède (p. 1020).

1287. - Stimulateurs cardiaques : M. Gérard Bapt : rapport de l'enquête de l'inspection générale des affaires sociales à propos des pratiques commerciales des fabricants de stimulateurs cardiaques ; suites que le Gouvernement compte donner au rapport de l'I.G.A.S. [22 mai 1985] (p. 1020) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rapport mettant un terme à certaines rumeurs faisant état de pratiques médicales douteuses ; rapport mettant en évidence l'existence de pratiques douteuses ou abusives dans les relations entre les fabricants et les stimulistes ; propositions de l'I.G.A.S. ; directives adressées aux D.D.A.S.S. et aux directions d'établissements de soins (p. 1020).

1288. - Industrie textile : M. Pierre Prouvost : plan textile ; bilan du nombre d'entreprises ayant bénéficié des allégements de charges ; bilan de l'accroissement des investissements et de l'évolution de l'emploi depuis mars 1982 [22 mai 1985] (p. 1020) ; procédure d'approbation par la Communauté économique européenne de la proposition du comité de développement et de formation de l'industrie textile et de l'habillement ; renégociation des accords multifibres (p. 1021) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : bilan du plan textile ; abandon de ce plan ; réduction des charges des entreprises ; intensification des efforts pour moderniser l'appareil productif ; centre de développement et de promotion du textile et de l'habillement (p. 1021).

1289. - Décrets d'application de la loi du 26 janvier 1984 sur la fonction publique territoriale : M. Maurice Sergheraert : portée restreinte des textes d'application parus [22 mai 1985] (p. 1021) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : mise en œuvre des dispositions législatives relatives à la fonction publique territoriale ne pouvant être immédiate ; rôle du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; délai de quatre ans prévu par la loi du 26 janvier 1984 pour la publication des statuts particuliers concernant les fonctionnaires territoriaux ; conditions d'application du droit à la mobilité entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale ; absence de retards (p. 1022).

1290. - Intervention de la police contre les travailleurs de l'usine S.K.F. d'Ivry : M. Paul Mercieca : responsabilité assumée par le Gouvernement dans la décision de faire usage de la force ; pratiques de la direction du groupe suédois ; demande le retrait des C.R.S. et l'ouverture de négociations [29 mai 1985] (p. 1254) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : précise que l'ensemble des parlementaires a été invité au colloque sur les droits de l'homme ; ouverture des négociations après l'ordonnance d'expulsion ; restructuration de la société S.K.F. comportant la fermeture de l'usine d'Ivry ; acceptation des licenciements par l'administration du travail en 1983 (p. 1254) ; établissement d'un plan social ; conséquences de l'occupation de l'usine ; organisation d'une réunion pour examiner les éléments relatifs à l'aménagement du site (p. 1255).

1291. - Collectif budgétaire pour la rentrée scolaire : M. Guy Hermier : invitation du groupe communiste à la séance de clôture du colloque sur les droits de l'homme ; aggravation prévisible des conditions d'accueil et d'enseignement à la prochaine rentrée scolaire ; suppression de postes dans l'école élémentaire ; fermeture de classes dans les zones d'éducation prioritaire ; retour en force de l'austérité entraînant un renforcement des inégalités et des échecs [29 mai 1985] (p. 1255) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique : part du budget de l'éducation nationale dans le budget de l'Etat ; progression comparée des deux budgets ; nombre de postes créés en 1985 (p. 1255) ; revalorisation de la carrière des instituteurs ; montant des crédits consacrés au retour ou au maintien des jeunes dans le système éducatif ; crédits alloués au financement de l'opération « Informatique pour tous » ; amélioration de l'encadrement et de l'accueil des élèves dans le second cycle long (p. 1256).

1292. - Massacre des palestiniens au Liban : M. Louis Odru : négation par les Etats-Unis et Israël des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien ; demande une intervention auprès du Gouvernement libanais afin qu'il retire la brigade de l'armée libanaise engagée au côté des miliciens du mouvement Amal [29 mai 1985] (p. 1256) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : situation dans les camps de Sabra et Chatila et au camp de Borj-Barajneh ; refus des miliciens chiites d'accepter l'entrée des organisations humanitaires dans les camps ; contacts pris avec le secrétaire général des Nations-Unies par le représentant permanent français ; possibilité d'une action commune des pays de la communauté ; droit du peuple palestinien à l'autodétermination ; droit d'Israël de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues (p. 1256).

1293. - Canal Plus : M. Robert-André Vivien : ses observations sur l'attitude du Premier ministre face aux questions posées [29 mai 1985] (p. 1256) ; nombre des abonnements recensés ; nombre des abonnements nécessaires à l'équilibre financier ; conclusions du rapport Bredin allant en sens inverse des propositions de M. Rousselet ; conséquences du déficit de Canal-Plus sur les bénéfices de la société Havas (p. 1257) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : absence de demande de Canal-Plus visant à modifier la convention de service public ou le cahier des charges ; déficit de Canal-Plus ne concernant pas les contribuables (p. 1257).

1294. - Disparition d'emplois depuis 1981 : M. Michel Noir : nombre des emplois perdus en deux ans ; nombre des chômeurs dénombrés [29 mai 1985] (p. 1257) ; sous-estimation du nombre des chômeurs (p. 1258) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : identicité des éléments servant à comptabiliser les demandeurs d'emploi depuis 1970 ; évolution du nombre total d'emplois entre 1981 et 1984 ; nombre des emplois perdus en République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni entre 1981 et 1984 ; nombre d'emplois créés par les entreprises nouvelles ou en extension et nombre d'emplois supprimés par les autres (p. 1258).

1295. - Mesures envisagées en faveur des détenus : M. Jacques Godfrain : sa référence à un projet de loi prévoyant la libération anticipée de 8 à 10 000 petits délinquant ; refus des crédits destinés à accroître le nombre des maisons d'arrêt [29 mai 1985] (p. 1258) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : ses observations sur la campagne menée contre son projet ;

mise en cause de l'indépendance des magistrats ; projet visant à alléger certaines formalités ; traduction des auteurs de petites infractions devant le tribunal de police ; élargissement des conditions d'application de l'exécution des peines en semi-liberté ; possibilité d'exécuter une peine d'emprisonnement maximum de six mois sous la forme d'un travail d'intérêt général (p. 1258, 1259).

1296. - Situation au Bangladesh : M. Pierre Métais : nécessité d'aider le Bangladesh à surmonter les conséquences du cyclone [29 mai 1985] (p. 1259, 1260) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : montant des fonds débloqués au titre des secours de première urgence ; mise en route de l'aide alimentaire ; intervention auprès de la Communauté européenne pour débloquer une aide communautaire (p. 1260).

1297. - Loi de programme sur l'enseignement technique : M. Michel Sapin : dépôt d'un projet de loi de programme relatif à l'enseignement technique ; élévation du niveau de qualification des jeunes ; problème des moyens prévus par la loi de programme [29 mai 1985] (p. 1260) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique : orientation vers l'enseignement technique et technologique fondée actuellement sur des critères d'échec et de marginalisation ; nécessité de faire de la culture technique une composante de base de la culture générale ; élévation du niveau des qualifications ; création de baccalauréats technologiques et professionnels (p. 1260) ; création en nombre suffisant d'universités technologiques (p. 1261).

1298. - Jeunes du quart monde : M. Louis Lareng : réception d'une délégation de jeunes du quart monde par le B.I.T. [29 mai 1985] (p. 1261) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : mise en place en 1981 des missions locales pour l'emploi et des missions Schwartz ; absence d'insertion sans formation professionnelle ; mise en place de procédures particulières pour combattre l'illettrisme ; nombre des stages T.U.C. (p. 1261).

1299. - Ressortissants français au Liban : M. Jean Proveux : enlèvements répétés de ressortissants français ; cas des deux diplomates, du journaliste et du chercheur portés disparus [29 mai 1985] (p. 1261) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : efforts du Gouvernement pour obtenir la libération des ressortissants français encore prisonniers (p. 1261) ; cas de M. Michel Seurat et de M. Jean-Paul Kauffmann ; création d'une cellule d'urgence au ministère des relations extérieures (p. 1262).

1300. - Situation des hôpitaux publics : M. Jacques Fleury : sa référence aux déclarations d'un responsable d'un syndicat des services publics de santé tendant à affirmer que la mortalité est en augmentation dans les hôpitaux publics ; multiplication des aides aux hôpitaux en matière d'équipements lourds [29 mai 1985] (p. 1262) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : taux de mortalité en France apparaissant comme le plus bas de son histoire ; gestion rigoureuse du budget global ; développement des équipements lourds ; parc global de scanners porté à deux cents unités (p. 1262).

1301. - Politique en matière de transports maritimes : M. Aimé Kergueris : coût comparé de la location journalière d'un bateau de 15 000 à 20 000 tonnes en France et sur le marché mondial ; proposition d'une compagnie française visant à instaurer une association avec le pavillon des Bahamas ; problème du transport des locomotives vendues à la Chine [29 mai 1985] (p. 1262) ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer : son opposition à la suggestion de la S.F.T.P. de s'associer avec le pavillon des Bahamas ; remise en cause des acquis sociaux (p. 1262) ; crise de l'armement naval au niveau mondial ; surcapacité mondiale en matière de transport de pétrole ; orientations de la politique gouvernementale en matière de marine marchande ; cessation anticipée d'activité à 50 ans et déplafonnement du nombre d'annuités prises en compte pour le départ en retraite ; part du chiffres d'affaires de l'armement français réalisé en trafic tiers (p. 1263).

1302. - Déclaration du président de la commission des lois après la décision de la 17e chambre correctionnelle de Paris : M. Germain Gengenwin : jugement prononcé à l'encontre de M. Jean-Marie Tjibaou par la 17e chambre correctionnelle ; constitution d'un gouvernement provisoire sur le territoire de la République ; ses observations sur les propos du président de la commission des lois qualifiant ce jugement « d'absurde et d'imbécile » ; atteinte portée à une appréciation souveraine d'un magistrat [29 mai 1985] (p. 1263) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : prise en compte du contexte entourant la déclaration de M. Forni (p. 1264).

1303. - Réduction de créations d'emplois et statistiques du chômage : M. Adrien Zeller : augmentation de la durée moyenne du chômage ; nombre d'offres d'emploi face aux demandes ; utilisation trompeuse des statistiques du chômage [29 mai 1985] (p. 1264) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : identicité des critères d'évaluation du chômage depuis 1970 ; absence de relation arithmétique entre l'évolution de l'emploi et celle du chômage (p. 1264) ; nécessité de comparer les niveaux d'emploi et de chômage aux mêmes périodes ; progression du nombre des sorties des registres de l'A.N.P.E. ; ses observations sur l'allongement de la scolarité (p. 1265).

1303 *bis*. - Chômage des jeunes : M. René André : nombre de chômeurs de moins de vingt-cinq ans ; travaux d'utilité collective ; nombre de « tucistes » ayant réussi à trouver, à l'issue de leur stage, un véritable travail ; statistiques du chômage [5 juin 1985] (p. 1462) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : nombre de chômeurs de moins de vingt-cinq ans ; niveau de formation des jeunes chômeurs ; durée du chômage des jeunes ; extension de l'accès des travaux d'utilité collective aux jeunes âgés de vingt et un à vingt-cinq ans (p. 1462) ; rémunération des travaux d'utilité collective ; accès prioritaire des « tucistes » aux stages de formation professionnelle (p. 1463).

1304. - Adaptation de la loi Royer en matière d'urbanisme commercial : M. Jean-Louis Masson : secret des délibérations des commissions départementales d'urbanisme commercial ; réforme des dispositions contenues dans la loi Royer [5 juin 1985] (p. 1463) ; M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : situation de la ville de La Rochelle (p. 1463) ; organisation des circuits commerciaux français ; réformes de la loi Royer n'étant souhaitables qu'à condition qu'elles interviennent par voie réglementaire (p. 1464).

1305. - Chômeurs en fin de droits : M. Kléber Haye : mesures décidées par le conseil des ministres du 5 juin 1985 sur le financement et la date de mise en application des nouvelles mesures relatives aux chômeurs en fin de droits [5 juin 1985] (p. 1464) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : extension du programme des travaux d'utilité collective ; augmentation de l'allocation spécifique de solidarité ; création d'un minimum de ressources pour les chômeurs âgés de plus de cinquante-sept ans et demi ayant effectué dix ans d'activité salariée ; action spécifique de formation et d'insertion professionnelle en direction de certaines catégories de femmes isolées ; adoption d'un programme de lutte contre la précarité et la pauvreté (p. 1464).

1306. - Situation des rapatriés : Mme René Soum : application des textes votés concernant les prêts de consolidation en matière d'installation ; rachat des cotisations non acquittées à l'époque où n'existait pas le régime d'assurance vieillesse [5 juin 1985] (p. 1464) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : prêts de consolidation accordés aux rapatriés réinstallés ; instructions données aux trésoriers-payeurs généraux ; annonce par le

Premier ministre d'un projet de loi permettant d'ajuster le régime des retraites des rapatriés ; possibilité pour les personnes les plus nécessiteuses de bénéficier d'une aide publique (p. 1465).

1307. - Budget de la défense : M. Jacques Fleury : part du P.I.B. consacrée au budget de la défense nationale ; propositions de l'opposition [5 juin 1985] (p. 1465) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : crédits consacrés aux armements conventionnels ; porte-avions à propulsion nucléaire ; armes à effets collatéraux ; entrée en service de *l'Inflexible* ; progression des investissements militaires (p. 1465) ; création de la force d'action rapide (p. 1466).

1308. - Loi de programmation Recherche : M. Bruno Vennin : projet Eurêka ; action en faveur de la recherche intérieure française [5 juin 1985] (p. 1466) ; M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : programme Eurêka ; grandes lignes du projet présenté au conseil des ministres du 5 juin 1985 ; impulsion donnée à la recherche effectuée en milieu industriel ; plan pour l'emploi scientifique ; augmentation substantielle des crédits affectés à la recherche ; méthodes d'évaluation des programmes de recherche (p. 1466).

1309. - Concurrence : M. Jean-Pierre Balligand : obligation pour les industriels d'opérer des versements aux grandes centrales d'achat [5 juin 1985] (p. 1466) ; politique que le Gouvernement entend mener en matière de tranparence des conditions d'achat des produits industriels par la grande distribution française (p. 1467) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : grandes lignes d'un projet de loi renforçant la concurrence ; effort d'allégement des contraintes inutiles bridant l'initiative des chefs d'entreprise ; renforcement des moyens d'intervention juridiques et physiques contre les ententes et abus de position dominante ; difficulté de la distinction entre les centrales d'achat classiques et les « supercentrales » d'achat ; insuffisance du droit actuel de la concurrence pour réprimer certaines pratiques abusives (p. 1467).

1310. - Préoccupations des anciens combattants : M. Alain Mayoud : préparation du budget des anciens combattants pour 1986 ; nécessaire attribution du bénéfice de la campagne double à tous les ressortissants d'Afrique du Nord ; pathologie des anciens combattants d'Afrique du Nord ; contentieux concernant le rattrapage des pensions [5 juin 1985] (p. 1467) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : décision du Gouvernement Barre de créer une commission pour étudier le rattrapage du rapport constant (p. 1467) ; efforts budgétaires du Gouvernement en faveur des anciens combattants ; rôle des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre ; mise en place d'une direction des statuts et de l'information historique (p. 1468).

1311. - Nomination à la Cour des comptes : M. Jean-Pierre Soisson : récente nomination à la Cour des comptes ; positions prises par l'association des magistrats ; avis négatif des chefs de la Cour des comptes ; sollicitude politique ; opportunité de créer à la Cour des comptes une commission de sélection [5 juin 1985] (p. 1468) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : règles de nomination au tour extérieur de la Cour des comptes (p. 1468) ; respect des conditions statutaires et des procédures dans toutes les nominations depuis 1981 ; ouverture nécessaire d'un grand corps sur les administrations ou services publics qu'il contrôle (p. 1469).

1312. - Disparition de Français au Liban : M. François d'Aubert : disparition de M. Jean-Paul Kauffmann, journaliste à *l'Evénement du jeudi*, et de M. Michel Seurat, chercheur ; détention de M. Marcel Carton et M. Marcel Fontaine ; démarches entreprises par le Gouvernement français pour obtenir leur libération [5 juin 1985] (p. 1469) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : situation d'insécurité au Liban ; efforts de l'ambassade française à Beyrouth ; constitution au sein du ministère des relations extérieures d'une cellule d'urgence ; action des comités de soutien (p. 1469).

1313. - Récents événements intervenus à la S.K.F. : M. Paul Mercieca : évacuation par la force des travailleurs occupant l'usine S.K.F. d'Ivry ; lutte des salariés de S.K.F. recevant le soutien de la population d'Ivry ; opération militaire menée contre les travailleurs ; nécessaire retrait des forces de police ; directives pour les négociations en cours [5 juin 1985] (p. 1470) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : retour au calme à l'usine S.K.F. d'Ivry ; assaut contre un bâtiment pendant l'exécution d'une décision de justice ; emploi d'un camion municipal pour défoncer un mur d'enceinte ; prévision d'emploi des forces de police dans la région parisienne pour le 5 juin 1985 ; rôle des forces de police (p. 1470) ; caractère entier du droit de manifestation en France ; absence d'existence d'un droit à l'émeute ; présence d'un hélicoptère ; préoccupation du Gouvernement quant au sort des travailleurs de la S.K.F. (p. 1471).

1314. - Soins gérontologiques : M. Roland Renard : volonté du Gouvernement de favoriser les alternatives à l'hospitalisation des personnes âgées ; aide ménagère ; maintien des heures C.R.A.M. au niveau du quota de 1983 ; soins à domicile ; exemple de la Picardie [5 juin 1985] (p. 1471) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement, chargé des retraités et des personnes âgées : efforts du Gouvernement en matière de soins gérontologiques ; dépenses d'aide ménagère ; dotation initiale affectée aux C.R.A.M. ; service de soins à domicile ; contrainte du redéploiement des postes (p. 1471).

1315. - Expulsion d'ouvrières d'une usine Cacherel : Mme Adrienne Horvath : situation très préoccupante des travailleuses de l'unité Cacharel à Saint-Christol-lès-Alès ; situation de l'entreprise Cacharel-Bousquet ; expulsion des travailleuses, la veille de la Pentecôte [5 juin 1985] (p. 1472) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : difficultés rencontrées par la société Cacharel ayant nécessité le licenciement de cent quarante-cinq personnes ; occupation et expulsion par la force publique de l'usine de Saint-Christol-lès-Alès ; reclassement interne ou externe au groupe ; rachat du bâtiment par la société d'économie mixte du Gard (p. 1472).

1316. - Sécurité sociale : M. René Bourget : quarantième anniversaire de la sécurité sociale ; confirmation de l'attachement du Gouvernement à la sécurité sociale [12 juin 1985] (p. 1632) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : quarantième anniversaire de la sécurité sociale ; remise en cause par l'opposition des acquis décisifs de notre système de protection sociale ; assurance vieillesse ; conciliation d'un haut niveau de protection sociale et de l'exercice libéral de la médecine (p. 1632).

1317. - Fonction publique territoriale : M. Pierre Tabanou : mise en place de la fonction publique territoriale constituant une condition de la réussite de la politique de décentralisation ; installation des centres de gestion et de formation ; calendrier prévu pour la publication de différents textes nécessaires à la mise en place effective de la fonction publique territoriale [12 juin 1985] (p. 1633) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : mise en place de la fonction publique territoriale s'effectuant avec un léger décalage par rapport à celle des institutions de la décentralisation ; centres de formation ; mobilité entre fonction publique territoriale et fonction publique d'Etat (p. 1633).

1318. - Schémas directeurs départementaux des structures : M. Noël Ravassard : date de l'intervention de l'agrément permettant de faire appliquer la loi [12 juin 1985] (p. 1633) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : Commission nationale des structures ; situation dans le département de l'Ain (p. 1634).

1319. - Famine en Afrique : M. Hervé Vouillot : onzième session du Conseil mondial de l'alimentation ; action des organisations non gouvernementales [12 juin 1985] (p. 1634) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : position de la France en faveur d'une réforme des marchés mondiaux ; bourse des projets de coopération ; mouvement de « jumelage-coopération » ; mobilisation de l'opinion publique (p. 1634).

1320. - Pollution atmosphérique : M. Alain Rodet : saisie de l'office parlementaire d'évaluation des choix technologiques ; négociation européenne sur la pollution d'origine automobile [12 juin 1985] (p. 1634) ; pollution de l'air provoquée par les installations de combustion (p. 1635) ; Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement : progrès de la lutte contre la pollution de l'air ; acidification des lacs ; dépérissement des forêts ; transport « transfrontière » de pollutions globales ; objectif du Gouvernement d'obtenir une décision européenne commune sur les normes de pollution automobile ; rejets de soufre ; installation de dispositifs dépolluants ; taxe parafiscale (p. 1635).

1321. - Voyage du Premier ministre en R.D.A. : M. Jacques Dominati : reconnaissance implicite à la ville de Berlin-Est de la qualité de capitale de la R.D.A. ; doutes sur la volonté du Gouvernement français de faire respecter le statut quadripartite ; déficit commercial des échanges de la France et de la R.D.A. [12 juin 1985] (p. 1635, 1636) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : voyage du Premier ministre douze ans après l'établissement des relations diplomatiques avec la R.D.A. ; dialogue de la France avec les pays socialistes européens ; échanges commerciaux et culturels entre la France et la R.D.A. (p. 1636) ; attachement de la France au respect des dispositions de l'acte final d'Helsinki (p. 1637).

1322. - Réduction du remboursement de certains médicaments : M. Jacques Blanc : suppression du remboursement des honoraires de responsabilité des pharmaciens ; réduction du remboursement de certains médicaments ; situation de la sécurité sociale [12 juin 1985] (p. 1637) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : absence de réduction du taux de remboursement de certains médicaments ; mise à jour de la liste des médicaments remboursables aux assurés sociaux (p. 1637) ; taux du ticket modérateur applicable ; croissance des dépenses de pharmacie à la charge du régime général ; consommation moyenne de médicaments (p. 1638).

1323. - Avenir de l'atelier roannais de construction textile : M. Paul Chomat : aide financière publique à l'entreprise A.R.C.T. ; situation financière et commerciale de l'entreprise ; initiatives nécessaires pour permettre l'annulation des mesures prises contre l'A.R.C.T. [12 juin 1985] (p. 1638) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : situation de l'A.R.C.T. (p. 1638) ; recherche d'une solution industrielle durable ; concours publics à l'A.R.C.T. ; problème social (p. 1639).

1324. - Inégalité des Français devant la santé : M. Georges Hage : persistance d'une importante mortalité chez les groupes sociaux les plus défavorisés ; disparités régionales ; nécessaire développement de la prévention, de la médecine scolaire et de la médecine du travail [12 juin 1985] (p. 1639) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement, chargé de la santé : allongement substantiel de la durée de vie ; diminution de la mortalité périnatale ; accroissement des maladies chroniques ; inégalité selon l'âge ; inégalité entre régions ; situation de la région Nord - Pas-de-Calais (p. 1639) ; observatoire régional de la santé ; nombre de scanners (p. 1640).

1325. - Mesures restrictives frappant l'enseignement privé : Mme Hélène Missoffe : décisions du 29 décembre 1984 et du 18 janvier 1985 du Conseil constitutionnel ; insuffisance des crédits destinés à l'enseignement privé ; conclusion des contrats d'association par les communes ; nomination de maîtres ; accès des enfants des écoles privées à la formation à l'informatique [12 juin 1985] (p. 1640) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : caractère limitatif des crédits destinés aux établissements d'enseignement privé ; calcul des emplois (p. 1640) ; contraintes spécifiques pesant sur l'enseignement public ; conclusion des contrats d'association par les communes ; nomination des maîtres ; plan « Informatique pour tous » (p. 1641).

1326. - Echec du loto sportif : M. Christian Bergelin : campagne publicitaire pour le loto sportif ; besoin de ressources du sport français [12 juin 1985] (p. 1641) ; M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports : accord du mouvement sportif à l'institution du loto sportif (p. 1641) ; situation dans d'autres pays européens ; bilan des cinq tirages ; amortissement de l'opération de lancement ; association du mouvement sportif à la réflexion sur la réforme du loto sportif (p. 1642).

1327. - Conditions d'attribution de l'I.V.D. : M. Loïc Bouvard : âge de la retraite des agriculteurs ; rôle de la commission des structures [19 juin 1985] (p. 1754) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : modification en 1984 de la réglementation de l'I.V.D. ; régularisation de l'indemnité annuelle de départ ; lien entre la cessation d'activité d'agriculteurs les plus âgés et l'installation des jeunes ; délais nécessaires à l'instruction des dossiers (p. 1754).

1328. - Dotation globale de fonctionnement : M. Jean-Pierre Soisson : dotation globale de fonctionnement constituant une garantie pour les départements et les communes [19 juin 1985] (p. 1754, 1755) ; modification de l'indice de référence ; nécessité d'une concertation (p. 1755) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : régularisation de la dotation globale de fonctionnement ; fonctionnement des garanties financières et péréquations instituées par la loi de 1979 ; indexation de la dotation globale de fonctionnement (p. 1755) ; décentralisation (p. 1756).

1329. - Régime fiscal des primes à la création d'entreprises : M. Jean Briane : prise en compte dans le calcul de l'impôt sur le revenu de l'aide à la création d'entreprises dont bénéficient les demandeurs d'emploi créant leur propre entreprise ou reprenant une entreprise en difficulté ; ordonnance du 21 mars 1984 ; décret du 28 juin 1984 [19 juin 1985] (p. 1756) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation : aides allouées en vertu de l'ordonnance du 21 mars 1984 constituant un revenu imposable ; report d'imposition pour les salariés utilisant ces allocations à la souscription du capital d'une S.C.O.P. ; possibilité pour les salariés de demander l'étalement sur cinq ans des allocations (p. 1757).

1330. - Condamnation à mort de communistes en Indonésie : M. Robert Montdargent : assassinat le 14 mai 1985, sur l'ordre du général Suharto, de Mohamed Munir ; exécution imminente de quatre dirigeants communistes en prison depuis seize ans ; mesures envisagées par le Gouvernement français ; maintien du voyage officiel du ministre de la défense en Indonésie [19 juin 1985] (p. 1757) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : concertation de la France avec ses partenaires européens (p. 1757) ; démarche de l'ambassade d'Italie le 8 juin 1985 ; demande du Gouvernement qu'une seconde démarche soit effectuée (p. 1758).

1331. - Droit des travailleurs : M. Guy Ducoloné : recrudescence de sanctions contre les travailleurs en lutte pour la sauvegarde de leur emploi ; recours à l'article 414 du code pénal ; atteinte aux droits de l'homme dans les entreprises ; proposition de loi du groupe communiste portant amnistie des sanctions prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un conflit du travail [19 juin 1985]

(p. 1758) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : « nouvelle citoyenneté » des employés dans l'entreprise ; loi du 4 août 1982 sur le droit d'expression des travailleurs ; loi du 13 novembre 1982 sur la négociation collective ; loi du 28 octobre 1982 sur les institutions représentatives du personnel ; procès-verbaux dressés par les agents de service de l'inspection du travail ; licenciement des salariés protégés (p. 1758).

1332. - Difficulté de l'entreprise Sofresid à Montreuil : M. Louis Odru : situation de l'entreprise Sofresid ; plans successifs de licenciement ; rôle de l'intersyndicale de Sofresid [19 juin 1985] (p. 1759) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : situation de l'ingénierie ; degré de compétence technologique des travailleurs de l'ingénierie ; soutien financier destiné à Technip ; situation de l'entreprise Sofresid ; nécessaire effort de modernisation et de redéploiement (p. 1759) ; absence de démantèlement de l'ingénierie française (p. 1760).

1333. - Retard du débat concernant les départements d'outre-mer : M. Michel Debré : promesse du Gouvernement d'organiser un débat portant sur la politique à l'égard des départements et territoires d'outre-mer ; troubles provoqués dans les D.O.M.-T.O.M. par la politique du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie ; situation économique et sociale de l'île de la Réunion [19 juin 1985] (p. 1760) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : régionalisation dans les départements d'outre-mer (p. 176) ; réformes menées dans le domaine économique et social ; compétences et moyens nouveaux des régions d'outre-mer ; efforts financiers de l'Etat dans les contrats de plan ; négociation de Lomé III ; clause sur la coopération régionale entre les D.O.M. et les pays A.C.P. voisins ; généralisation des prestations familiales dans les départements d'outre-mer ; amélioration de la législation sociale agricole (p. 1761) ; T.U.C. (p. 1762).

1334. - Situation des préretraités : M. Serge Charles : mauvaise condition de réévaluation de la préretraite ; suppression de l'exonération des cotisations d'assurance maladie [19 juin 1985] (p. 1762) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : différentes catégories de préretraités ; cotisation d'assurance maladie des préretraités (p. 1762) ; mode de revalorisation des préretraites ; participation des préretraités à la vie sociale (p. 1763).

1335. - Répartition des charges scolaires dans le cas d'écoles accueillant des enfants de plusieurs communes : M. Daniel Goulet : circulaire du 22 mars 1985 ; répartition des dépenses de fonctionnement et des annuités d'emprunt des écoles maternelles, des classes enfantines et des classes élémentaires publiques accueillant des enfants de plusieurs communes ; critères de répartition des charges ; menaces pesant sur le principe du pluralisme scolaire [19 juin 1985] (p. 1763) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : règles applicables à la répartition entre les communes des charges de fonctionnement et d'annuités d'emprunt dans les écoles accueillant des enfants de plusieurs communes ; clause de sauvegarde (p. 1763) ; répartition des dépenses devant se faire par l'accord entre les communes ; conséquences du refus d'inscription des élèves des communes voisines ; cohérence du réseau des écoles (p. 1764).

1336. - Elargissement de la C.E.E. : M. Charles Josselin : adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. [19 juin 1985] (p. 1764) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : signature des traités d'adhésion ; conclusion d'accords de coopération et d'association avec le Maroc, la Tunisie et Israël ; maintien des courants d'échanges traditionnels ; amélioration de la coopération financière et technique (p. 1764).

1337. - Formation des jeunes : M. Michel Berson : contrats de qualification ; contrats d'adaptation à l'emploi ; moyens de financement ; bilan de ce nouveau dispositif [19 juin 1985] (p. 1764) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : développement de nouvelles formations en alternance ; objectifs du Gouvernement ; utilisation du 0,1 p. 100 ; difficulté de la mobilisation directe des crédits (p. 1765).

1338. - Syndrome immuno-déficitaire acquis : M. Louis Lareng : absence de remède au S.I.D.A. [19 juin 1985] (p. 1765) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : découverte par des chercheurs français du virus L.A.V., responsable du S.I.D.A. ; mise au point d'un test de dépistage très fiable ; caractère obligatoire de ce test ; coût pour la collectivité ; vaccination future contre le S.I.D.A. ; guérison des malades déjà atteints ; position du Comité national d'éthique sur l'information des personnes dont le test présente une réaction positive (p. 1765).

1339. - Alcoolisation des jeunes : Mme Eliane Provost : conséquences de l'alcoolisation des jeunes ; résultats de la campagne de sensibilisation médiatique de 1984 [19 juin 1985] (p. 1766) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : caractère de l'alcoolisme des jeunes ; résultats de la campagne de 1984 ; décentralisation de la campagne en 1985 ; centres d'hygiène alimentaire et d'information contre l'alcoolisme ; nécessité d'une interdisciplinarité des actions menées contre l'alcoolisme (p. 1766).

1340. - Les T.U.C. et l'informatique : M. Georges Le Baill : nombre de jeunes effectuant des T.U.C. : place de l'informatique dans les T.U.C. [19 juin 1985] (p. 1766) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : plan « Informatique pour tous » ; mise en place d'équipements informatiques ; stages d'initiation pour les enseignants ; instructions données aux commissaires de la République ; mise à la disposition des structures d'animation des ateliers informatiques de 40 000 jeunes (p. 1766) ; centre de formation ; agence de l'informatique (p. 1767).

1341. - Quotas laitiers : M. Xavier Hunault : nouveaux prix communs de campagne ; maintien du système des quotas ; reconduction de la taxe de coresponsabilité [19 juin 1985] (p. 1767) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : diminution du taux de prélèvement de coresponsabilité ; absence de taxe de coresponsabilité dans les zones de montagne ; assainissement des marchés laitiers ; diminution des achats publics d'intervention ; disparition progressive de la taxe de coresponsabilité (p. 1767).

1342. - Orientations budgétaires concernant la croissance et l'emploi : M. André Lajoinie : aggravation de la situation de l'emploi ; nécessité de l'attribution d'un minimum vital à tous les chômeurs sans ressources ; diminution du nombre d'emplois ; augmentation des profits ; importance du budget pour 1986 ; propositions des députés communistes [26 juin 1985] (p. 1986) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation : choix budgétaires constituant un moyen privilégié de l'action de l'Etat sur l'économie du pays ; accent mis sur les dépenses de formation et de modernisation ; dépenses directes en faveur de l'activité ; reprise de l'investissement dans l'industrie en 1984 ; baisse du nombre des demandeurs d'emploi de janvier à mai 1985 ; investissements de recherche ; modernisation du pays demeurant l'objectif principal du Gouvernement (p. 1987).

1343. - Prime de rentrée scolaire : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : coût réel de l'équipement nécessaire à la rentrée ; caractère insuffisant de la prime de rentrée ; propositions du groupe communiste ; augmentation du montant de la prime de rentrée scolaire ; relèvement du plafond d'attribution au niveau du complément familial ; versement systématique de la prime aux enfants dont l'un des parents vient d'être mis au chômage [26 juin 1985] (p. 1988) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : montant de l'allocation de rentrée scolaire ; augmentation en 1985 de 6 p. 100 ; augmentation des plafonds de ressources de 9 p. 100 (p. 1988).

1344. - Comportement du Gouvernement : M. Emmanuel Aubert : désinvolture croissante du pouvoir socialiste envers l'Assemblée nationale et l'opposition parlementaire ; procédure des questions au Gouvernement ; garantie personnelle de l'emploi constituant la première préoccupation du parti socialiste ; recours au tour extérieur risquant de devenir l'axe prioritaire de la politique du parti socialiste jusqu'en mars 1986 [26 juin 1985] (p. 1988) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : propos de M. Emmanuel Aubert entretenant l'antiparlementarisme ambiant ; importance de l'ordre du jour de la session de printemps de l'Assemblée nationale ; choix du ministre répondant aux questions posées au Gouvernement (p. 1989).

1345. - Construction navale à Dunkerque : M. Charles Paccou : situation économique de l'agglomération dunkerquoise ; crise du bâtiment [26 juin 1985] (p. 1989) ; avenir des chantiers Normed à Dunkerque (p. 1990) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : plan annoncé par M. Guy Lengagne ; évolution du marché mondial de la construction navale en 1984 et 1985 ; situation du chantier de Dunkerque ; atténuation des effets de la réduction d'activité sur le tissu économique de Dunkerque (p. 1990).

1346. - Contrat de plan entre l'Entreprise minière et chimique et l'Etat : M. Antoine Gissinger : date prévue pour la signature du contrat entre l'Entreprise minière et chimique et l'Etat ; modalités de répartition de la dotation accordée à l'Entreprise minière et chimique ; puits d'Ungersheim [26 juin 1985] (p. 1990) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : mines de potasse d'Alsace exploitant le seul gisement français de minerai de potasse ; choix inscrits dans la plan des mines de potasse d'Alsace ; investissements courant de la société Entreprise minière et chimique ; installations de surface ; protection du gisement (p. 1990) ; exploitation du chantier d'Ungersheim ; signature rapide du contrat de plan Etat-E.M.C. (p. 1991).

1347. - Insécurité dans les centres commerciaux de Lyon : M. Pierre-Bernard Cousté : pétition signée par les 220 commerçants du centre commercial de la Part-Dieu à Lyon ; organisation de « véritables bandes de Maghrébins » [26 juin 1985] (p. 1991) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : gravité des incidents décrits par M. Pierre-Bernard Cousté ; problème particulier des grandes surfaces ; projet de loi de modernisation de la police ; pratiques d'îlotage et de patrouilles ; rôle des compagnies républicaines de sécurité (p. 1991).

1348. - Politique énergétique : M. Alain Rodet : situation énergétique française [26 juin 1985] (p. 1991) ; politique énergétique suivie par le Gouvernement depuis 1981 (p. 1992) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : valorisation des atouts énergétiques nationaux ; contrats de plan avec E.D.F. ; politique des Charbonnages ; diversification des approvisionnements ; maîtrise de l'énergie (p. 1992).

1349. - Rapport du Sénat : M. Jean Grimont : rapport du Sénat ayant pour objectif affiché d'établir un bilan du fonctionnement du service public des P.T.T. ; présentation des propositions de l'opposition concernant ce service public ; développement d'une critique en règle du fonctionnement des P.T.T. ; dénigrement des agents publics [26 juin 1985] (p. 1992) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T. : manque de sérieux et de nuance du rapport du Sénat ; pertes de courriers (p. 1992) ; événements de 1983 ; modernisation et informatisation du réseau des bureaux de poste ; redéploiements d'effectifs en direction des secteurs déficitaires (p. 1993).

1350. - Tourisme : M. Jean-Pierre Destrade : situation du secteur du tourisme ; nombre de touristes ; évolution rapide de l'environnement du tourisme [26 juin 1985] (p. 1993) ; M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : situation de l'industrie du tourisme ; part de la France dans le marché mondial du tourisme ; niveau du dollar (p. 1993) ; modernisation des services français à l'étranger ; réservations hôtelières informatisées ; information touristique ; accueil des étrangers en France (p. 1994).

1351. - Modulation de fréquence : M. Alain Billon : infractions de la réglementation en vigueur par certaines radios parisiennes ; station IDF 102.9 ; mesures envisagées pour remettre en ordre la modulation de fréquence [26 juin 1985] (p. 1994) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : promotion de la station IDF 102.9 ; investigation de la Haute autorité ; relation d'IDF 102.9 avec Radio 77 ; illégalité de la situation de IDF 102.9 (P. 1994).

1352. - Industrie pharmaceutique : M. Jacques Barrot : réponses des ministres aux questions posées [26 juin 1985] (p. 1994) ; taux de remboursement des médicaments ; limitation des prix des médicaments ; exportations de l'industrie du médicament ; recherche dans l'industrie pharmaceutique (p. 1995) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : égalité des français devant les soins ; remboursement des médicaments ; équilibre de la sécurité sociale ; situation de l'industrie pharmaceutique ; relations de l'industrie pharmaceutique avec l'administration (p. 1995).

1353. - Conséquences sur la pêche de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. : M. Aimé Kerguéris : signature officielle de l'acte d'adhésion du Portugal et de l'Espagne à la C.E.E. ; accord du 29 mars concrétisant l'Europe bleue ; accès des navires espagnols à la bande côtière des douze milles français [26 juin 1985] (p. 1995) ; instauration de quotas de prise ; distorsions de concurrence susceptibles de naître entre la pêche espagnole et la pêche française ; extension à la région Bretagne des programmes d'aide de la C.E.E. (p. 1996) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : capacités de pêche de l'Espagne représentant 60 p. 100 des capacités de la Communauté ; protection de la bande côtière des douze milles lors des négociations relatives à l'accord du 29 mars 1985 ; problème du respect de cet accord ; moyens mis en œuvre par la marine nationale ; compétitivité de la pêche française ; intervention de la communauté européenne à travers le F.E.O.G.A. ; programmes intégrés méditerranéens (p. 1996) ; situation de la Bretagne (p. 1997).

1354. - Greenpeace : M. Michel Debré : nécessité des services secrets ; silence des médias télévisés dans cette affaire ; tâche sur le renom de la France ; mise en demeure tardive du Président de la République [2 octobre 1985] (p. 2559-2560) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : rapport Tricot ; sauvegarde des intérêts de la défense française ; poursuite des expérimentations nucléaires du Pacifique ; demande d'une commission d'enquête parlementaire ; image de la France (p. 2560) ; compétence des autorités légitimes en ce qui concerne la défense de la France ; mise en cause de la sincérité du chef du Gouvernement et du président de la République (p. 2561).

1355. - Nouvelle-Calédonie : M. Gabriel Kaspereit : déroulement d'un référendum pour ou contre l'appartenance à la France ; escroquerie politique ; ordonnances du Gouvernement ; fragilité de l'ordre public dans cette région [2 octobre 1985] (p. 2561) ; M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie : débat sur la loi relative à l'évolution de la Nouvelle-Calédonie ; compétence du Gouvernement pour légiférer par voie d'ordonnances ; rappelle que 60 p. 100 de la population calédonienne s'est prononcée en faveur du maintien dans la République (p. 2562).

1356. - Raid israélien : M. Claude Estier : bombardement par des avions israéliens du quartier général de l'O.L.P. en Tunisie [2 octobre 1985] (p. 2562) ; M. Laurent

Fabius, Premier ministre : condamnation du raid perpétré par l'aviation israélienne en territoire tunisien (p. 2562) ; droit d'Israël à vivre dans des frontières sûres ; droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie (p. 2563).

1357. - Présence de la France dans le Pacifique : M. Louis Darinot : maintien d'une force de dissuasion crédible [2 octobre 1985] (p. 2563) ; M. Paul Quilès, ministre de la défense : présence d'une flotille appartenant à l'organisation Greenpeace aux abords de l'atoll de Mururoa ; refus du Gouvernement d'admettre que quiconque puisse dicter sa politique dans le domaine militaire ; absence de risques de nos expérimentations nucléaires ; poursuite de ces expériences ; sanctions à l'encontre d'un bateau de l'organisation Greenpeace si celui-ci pénètre dans nos eaux territoriales (p. 2563).

1358. - Résultats électoraux en Nouvelle-Calédonie : M. Robert Le Foll : position du Gouvernement à la suite des élections [2 octobre 1985] (p. 2563) ; M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie : mise en place des institutions : présentation de la politique, mise en place par voie d'ordonnances (p. 2563-2564).

1359. - Conséquences de la sécheresse : M. Charles Pistre : gravité de la situation dans les régions du Sud-Ouest, du Centre et de l'Ouest [2 octobre 1985] (p. 2564) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : refus d'un impôt sécheresse ; secteur laitier ; octroi de prêts bonifiés ; solidarité professionnelle (p. 2564-2565).

1360. - Retraite à soixante ans pour les agriculteurs : M. Pierre Métais : modalités d'application de cette disposition [2 octobre 1985] (p. 2565) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : problème du financement de cette mesure ; étalement sur 5 ans de sa mise en œuvre (p. 2565).

1361. - Aide française après le tremblement de terre au Mexique : M. André Bellon : bilan de cette opération [2 octobre 1985] (p. 2565) ; M. Raymond Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : intercollectif Mexique Solidarité (p. 2565) ; hommage aux différentes unités d'intervention françaises ; communauté française au Mexique (p. 2566).

1362. - Voyage de M. Gorbatchev en France et droits de l'homme : M. François Léotard : développement de l'antisémitisme en Union soviétique ; rappelle qu'il a remis en mains propres à M. Mitterrand une liste de noms de citoyens soviétiques emprisonnés pour délit d'opinion ou délit de confession [2 octobre 1985] (p. 2566) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : condamnation de toute atteinte aux droits de l'homme ; évocation de ces sujets lors de la visite de M. Gorbatchev (p. 2566).

1363. - Affaire du *Rainbow Warrior* : M. François d'Aubert : absence de vérité dans cette affaire [2 octobre 1985] (p. 2566) ; déclarations du général Imbot, directeur de la D.G.S.E. parlant de « tentatives de déstabilisation et de destruction » de ces services (p. 2567) ; M. Paul Quilès, ministre de la défense : conclusions du général Imbot ; opération de déstabilisation des services secrets ; nécessité d'une réorganisation (p. 2567) ; refus des partis d'opposition de participer à la commission d'enquête parlementaire (p. 2568).

1364. - Budget de l'environnement et association Greenpeace : M. Jean-Marie Daillet : versement de subventions à cette association par le ministère de l'environnement [2 octobre 1985] (p. 2568) ; Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement : liste publique des associations bénéficiant de subventions versées par son ministère ; contrats passés avec certaines associations en vue de différentes actions ; participation de l'association Greenpeace à un film sur la pollution (p. 2568).

1365. - Pluralisme à la radio-télévision : M. André Lajoinie : persistance de zones d'ombre ; utilisation gouvernementale et partisane du service public de la radio-télévision ; spots publicitaires vantant la politique gouvernementale [2 octobre 1985] (p. 2568) ; absence de véritable opposition entre la politique économique du Gouvernement et celle des formations de droite ; nécessité d'un débat pluraliste à la radio-télévision (p. 2569) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : récuse les chiffres donnés par le journal « l'Humanité » ; service d'observation des programmes (p. 2569).

1366. - Entreprise Unimétal : M. Gustave Ansart : menace de fermeture de l'usine de Trith-Saint-Léger ; projet de cession à un trust luxembourgeois [2 octobre 1985] (p. 2569-2570) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rappel de l'activité de l'usine de Trith-Saint-Léger ; nécessité d'un regroupement sur un nombre réduit d'outils (p. 2570).

1367. - Situation économique et de l'emploi dans le département de la Charente-Maritime : M. Jean-Guy Branger : aggravation de la situation dans ce département ; travaux d'utilité collective ; projet de suppression d'emplois chez Peugeot-La Rochelle ; plan de restructuration de la société Alsacienne de construction mécanique de Mulhouse [2 octobre 1985] (p. 2570) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : société surgérienne de construction mécanique (p. 2570) ; tenue d'une table ronde à la préfecture de la Charente-Maritime (p. 2571).

1368. - Quarantième anniversaire de la sécurité sociale : M. Christian Goux : équilibre des comptes sociaux [9 octobre 1985] (p. 2837) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : présentation des avancées sociales qui seront assurées en France dans les mois à venir ; vigilance à l'égard de l'équilibre de la sécurité sociale ; rejet de la privatisation ou du démantèlement de la sécurité sociale (p. 2837).

1369. - Logement : Mme Odile Sicard : désir de l'opposition d'abroger la loi Quilliot : action de l'Etat dans ce secteur [9 octobre 1985] (p. 2837) ; M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : loi Quilliot : nécessité de maîtriser les loyers (p. 2837, 2838).

1370. - Walt Disney productions à Marne-la-Vallée : M. Jean-Pierre Fourré : état des négociations [9 octobre 1985] (p. 2838) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : nécessité de mettre les élus au courant des négociations (p. 2838, 2839).

1371. - Monétique : M. Christian Pierret : décision des banques d'introduire le micro-processeur sur les cartes de paiement ; état des négociations entre le groupe « carte bancaire » et les commerçants [9 octobre 1985] (p. 2839) ; M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : rappelle que la carte à micro-processeur est une invention française ; aboutissement de la négociation entre le groupe « carte bancaire » et les commerçants ; encouragement de terminaux-points de vente (p. 2839).

1372. - Plans intégrés méditerranéens : M. Jean Lacombe : portée et importance de ces programmes [9 octobre 1985] (p. 2839) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : amélioration des structures économiques des régions méridionales de la Communauté (p. 2839) ; rappel des régions concernées ; volonté du Gouvernement de moderniser les structures industrielles (p. 2840).

1373. - Unesco : M. Roland Beix : position du Gouvernement français vis-à-vis de cette organisation [9 octobre 1985] (p. 2840) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : rôle de la France dans le cadre de l'Unesco ; consensus sur l'essentiel du programme de l'organisation (p. 2840).

1374. - Marché de la viande bovine : M. Francis Geng : conséquence de la sécheresse [9 octobre 1985] (p. 2840) ; non respect des principes de l'unité de prix et de l'égalité de concurrence au sein du marché commun (p. 2841) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : différences dans l'évolution des prix selon les catégories d'animaux ; assouplissement dans le régime des prix spéciaux à l'élevage ; position de la Grande-Bretagne (p. 2841).

1375. - Situation aux établissements Ducellier : M. Jean Proriol : licenciements dans cette entreprise ; actions de violence à l'encontre des différentes personnes de cet établissement [9 octobre 1985] (p. 2841) démission du député-maire d'Issoire ; commandos de la C.G.T. (p. 2842) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : stratégie du groupe Valéo (p. 2842, 2843).

1376. - Répression contre les militants syndicaux : M. Paul Chomat : recrudescence de sanctions [9 octobre 1985] (p. 2843) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : rappel de la législation visant à renforcer les droits des salariés dans l'entreprise ; problème du licenciement des salariés protégés (p. 2843).

1377. - Hausses des charges locatives : M. François Asensi : racket sur les locataires ; bases de calcul de l'allocation-logement [9 octobre 1985] (p. 2843, 2844) ; M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : développement des aides gouvernementales ; meilleure information des usagers ; guide sur la maîtrise des charges (p. 2844).

1378. - Prix des carburants : M. Guy Ducoloné : profits réalisés par les compagnies pétrolières [9 octobre 1985] (p. 2844) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : libération des prix des produits pétroliers depuis le 31 janvier 1985 (p. 2844) ; prix du fioul domestique (p. 2845).

1379. - Campagne de publicité télévisée « la France avance » : M. Michel Péricard : propagande gouvernementale et pré-électorale ; problème de la consultation de la Haute-autorité à ce sujet [9 octobre 1985] (p. 2845) M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : objectif de clarté et d'efficacité ; définition des campagnes gouvernementales par des circulaires émanant de premiers ministres de l'opposition ; campagne lancée sous le Gouvernement Raymond Barre (p. 2845, 2846) ; référence à la campagne du R.P.R. « Vivement demain, vivement la France » (p. 2847).

1380. - Sécheresse : M. Jacques Godfrain : problème de l'obtention d'une aide de 500 francs par U.G.B. ; baisse de la production laitière [9 octobre 1985] (p. 2847) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : octroi de prêts spéciaux « calamités » aide au transport des céréales (p. 2847) ; perte de production de lait ; contrôle des prix de l'alimentation du bétail (p. 2848).

1381. - Mesures de maintien de l'ordre à l'occasion de la visite de M. Gorbatchev : M. Etienne Pinte : excès de zèle en ce domaine ; cas de Rénata Lesnik [9 octobre 1985] (p. 2848) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : nécessité d'un service d'ordre particulièrement important (p. 2848) ; autorisation de manifestations pendant cette période (p. 2849).

1382. - Sort des officiers français en Nouvelle-Zélande : M. Pascal Clément : affaire Greenpeace [16 octobre 1985] (p. 3109) ; M. Paul Quilès, ministre de la défense : maintien de contacts permanents entre les autorités françaises et les officiers français détenus en Nouvelle-Zélande ; nécessité d'un maximum de discrétion (p. 3109).

1383. - Développement du terrorisme international : M. Marcel Bigeard : affaire du paquebot *Achille Lauro* [16 octobre 1985] (p. 3109) ; rappelle sa demande d'une commission d'enquête chargée d'apprécier les circonstances dans lesquelles s'était découlé le bombardement de Baalbek (p. 3110) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : situation au Moyen-Orient ; coopération dans la lutte antiterroriste ; plan de modernisation de la police (p. 3110).

1384. - Lutte contre la toxicomanie : Mme Florence d'Harcourt : impunité dont bénéficient les dealers [16 octobre 1985] (p. 3110, 3111) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : rappel de l'action du Gouvernement ; mission interministérielle ; proposition d'une nouvelle disposition pénale permettant la comparution immédiate devant les juges des usagers-revendeurs ; intensification de la coopération internationale (p. 3111).

1385. - Condamnation à mort d'un militant noir en Afrique du Sud et application des décisions de l'O.N.U. sur l'apartheid : M. Lucien Dutard : cas du poète Benjamin Moloïsé ; attitude de la France [16 octobre 1985] (p. 3111, 3112) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : rappel des mesures adoptées par la France ; volonté de la France de faire adopter certaines mesures dans le cadre de la Communauté européenne en application de la résolution 569 (p. 3112).

1366. - Protection sociale des mineurs : M. Colette Goeuriot : protection sociale des mineurs : perte de pouvoir d'achat ; remise en cause de la gratuité du statut du mineur [16 octobre 1985] (p. 3112) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités : régime des retraites (p. 3112) ; revalorisation des pensions (p. 3113).

1387. - Avenir de l'électronucléaire civil et construction du surrégénérateur : M. Vincent Porelli : électricité nucléaire ; Superphénix [16 octobre 1985] (p. 3113) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : rappel des différentes phases d'un programme nucléaire ; restructuration de Framatome ; fonctionnement de Superphénix ; étude d'un surrégénérateur de 1 500 mégawatts (p. 3113, 3114).

1388. - Fermeture de lycées et collèges et ordre public à la Réunion : M. Michel Debré : émeutes à la Réunion ; attitude du parti communiste réunionnais [16 octobre 1985] (p. 3114) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : mise en place d'un nouveau régime de financement des cantines dans le premier cycle du second degré (p. 3114, 3115).

1389. - Absence de crédits pour une invention révolutionnaire : M. Marc Lauriol : invention du Katalavox, ordinateur fonctionnant et répondant à la voix humaine [16 octobre 1985] (p. 3115) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : rappel des circonstances et de l'état du dossier ; cas de Mlle Kempf (p. 3115).

1390. - Achat de charbon par E.D.F. aux houillères nationales : M. Jean-Louis Masson : critique de l'attitude d'E.D.F. envisageant de doubler ses importations en provenance d'Afrique du Sud en raison de la chute de la monnaie sud-africaine [16 octobre 1985] (p. 3115, 3116) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, rappelle que les achats de charbon des houillères nationales par E.D.F. sont régis par une convention ; expiration fin 1985 du contrat avec l'Afrique du Sud (p. 3116).

1391. - Abrogation ou révision de la loi Quilliot : M. Pierre-Bernard Cousté : cas des jeunes ménages et des personnes à revenus modestes [16 octobre 1985] (p. 3116) ; M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : volonté de l'opposition d'abroger la loi Quilliot (p. 3116) ; conséquences dangereuses de la suppression de cette loi (p. 3117).

1392. - Manifestations de pompiers à Lorient : M. René Bourget : dissolution du corps de sapeurs-pompiers de Lorient [16 octobre 1985] (p. 3117) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : hommage aux pompiers qui ont porté secours à la population de Mexico (p. 3117) ; décision de dissoudre le corps de sapeurs-pompiers de Lorient ; situation des sapeurs-pompiers (p. 3118).

1393. - Situation économique : M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) ; faiblesse du taux d'inflation [16 octobre 1985] (p. 3118) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : politique de désinflation ; enrayement du chômage (p. 3118) ; balance des paiements (p. 3119).

1394. - Hébergement des personnes âgées : M. Guy-Michel Chauveau : maintien à domicile des personnes âgées ; création de conseils d'établissement [16 octobre 1985] (p. 3119) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : création obligatoire de conseils d'établissement dans toutes les structures sociales accueillant des personnes âgées (p. 3119).

1395. - Liberté d'accès à l'école publique : M Kléber Haye : liberté d'accès à l'école publique ; liberté de choix pour les parents [16 octobre 1985] (p. 3119) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : désir du Gouvernement de lutter contre les obstacles mis à la volonté des parents de donner un enseignement laïque à l'école publique ; exemples d'Andrézé en Maine-et-Loire, de La Merlatière, en Loire-Atlantique, et de la Chapelle-Saint-Sauveur en Loire-Atlantique (p. 3118, 3119).

1396. - Situation de l'emploi : M. Olivier Stirn : arrêt de la dégradation que connaissait le marché de l'emploi [16 octobre 1985] (p. 3120) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : nombre des demandeurs d'emploi ; stabilisation des chiffres du chômage (p. 3120).

1397. - Sanctions économiques contre le régime de Pretoria : M. André Lajoinie : pendaison de Benjamin Moloïsé ; position de la France ; prêts accordés à l'Afrique du Sud par les banques françaises ; cas de M. Nelson Mandela [23 octobre 1985] (p. 3384) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : détermination du Gouvernement de la France à défendre les droits de l'homme à travers le monde ; résolution 569 du Conseil de sécurité (p. 3384).

1398. - Remboursement des dettes patronales à la sécurité sociale : M. Daniel Le Meur : préparation de l'opinion à l'acceptation d'une hausse de la cotisation des salariés ; faiblesses de la protection sociale [23 octobre 1985] (p. 3385) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : efficacité des U.R.S.S.A.F., nécessité d'équilibrer les comptes de la sécurité sociale (p. 3385).

1399. - Agriculteurs victimes de la sécheresse : M. Jean Combasteil : propagande ; aide de la Communauté européenne [23 octobre 1985] (p. 3385) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture et de la forêt : décision de la Communauté de mettre à la disposition de la France 200 000 tonnes de céréales fourragères d'intervention (p. 3385) ; fonds des calamités ; action du Crédit agricole ; caractère évolutif du dispositif (p. 3386).

1400. - Problème de la libération des Français enlevés au Liban : M. Michel Noir : cas de Marcel Carton, Marcel Fontaine, Michel Seurat et Jean-Paul Kauffmann [23 octobre 1985] (p. 3386) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : difficultés pour connaître les auteurs de ces séquestrations (p. 3386) ; intervention personnelle du Président de la République auprès de son homologue, le président Assad (p. 3387).

1401. - Construction navale à Dunkerque : M. Charles Paccou : plan pour le Nord ; absence de dispositions relatives à la construction navale [23 octobre 1985] (p. 3387) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : difficultés des sites français de construction navale ; maintien du site de Dunkerque (p. 3387).

1402. - Mariages ayant pour objectif l'acquisition de la nationalité française par un des conjoints : M. Georges Tranchant : absence du garde des sceaux pour répondre à sa question [23 octobre 1985] (p. 3387) ; encouragement des mariages de complaisance ; dispositions législatives permettant de faire annuler après enquête les mariages de complaisance (p. 3388) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : nullité absolue d'un mariage simulé, contracté dans un but étranger à l'union matrimoniale ; exigence d'une communauté de vie d'au moins six mois (p. 3388, 3389).

1403. - Avion « Hermès » : M. Bruno Vennin : réserves en ce qui concerne la participation de la République fédérale d'Allemagne [23 octobre 1985] (p. 3389) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : choix d'Aérospatiale comme maître d'œuvre industriel ; coopération avec la société des avions Marcel Dassault ; réalisation simultanée d'Ariane V, de Colombus et d'Hermès (p. 3389).

1404. - Emission « L'Heure de vérité » : M. François Loncle : information selon lesquelles les fiches d'appel téléphonique de cette émission ont été remises au président du Front national [23 octobre 1985] (p. 3389) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : commission nationale « Informatique et libertés » ; demande faite par la Haute Autorité afin que ne soient plus transmises aux invités les fiches d'appel téléphonique (p. 3390).

1405. - Dénationalisations et développement industriel national : M. Claude Germon : présentation d'un projet de privatisation du secteur public par un cabinet d'affaires ; atteinte aux droits des salariés des entreprises concernées [23 octobre 1985] (p. 3390) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : risque de voir l'étranger prendre le contrôle d'une large part de l'industrie française ; risque de conservation par l'Etat des secteurs en perte et de cession à des intérêts privés des entreprises redressées grâce à l'effort public ; risque d'absorption de la quasi-totalité de l'épargne (p. 3390) ; caractère encourageant des résultats économiques obtenus (p. 3391).

1406. - Lutte contre la faim : M. Robert Malgras : cas du Tchad ; modalités et niveau de l'aide de la France [23 octobre 1985] (p. 3391) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures ; aide alimentaire accordée par la France (p. 3391) ; priorité accordée à la recherche de la sécurité alimentaire ; cas du Tchad (p. 3392).

1407. - Projet de l'opposition relatif à la fonction publique : M. Michel Charzat : campagne visant à éliminer des personnels de la fonction publique sur la base de critères liés à leur appartenance ou à leurs opinions politiques [23 octobre 1985] (p. 3392) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives ; rappelle que la liberté d'opinion est un principe républicain fondamental ; devoir de réserve (p. 3392) ; loyauté de la fonction publique (p. 3393).

1408. - Revenu agricole en 1985 : M. Edmond Alphandéry : baisse du revenu des agriculteurs en 1985 ; régression des fonds dégagés pour l'indemnisation des calamités agri-

coles [23 octobre 1985] (p. 3393) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : efforts de productivité ; précise que les comptes prévisionnels pour l'année en cours ne sont pas encore établis par l'I.N.S.E.E. ; écart entre les comptes prévisionnels et le compte semi-définitif (p. 3393) ; encombrement des marchés agricoles ; surproduction ; limitation des prix garantis (p. 3394).

1409. - Conséquences de la sécheresse : M. Jean Briane : mesures envisagées pour aider les agriculteurs ; aide aux transports ; trésorerie des éleveurs [23 octobre 1985] (p. 3394) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : mise à la disposition des agriculteurs de 200 000 tonnes de céréales fourragères communautaires (p. 3394) ; approvisionnement du fonds des calamités ; mise en place de différents prêts par le Crédit agricole (p. 3395).

1410. - Situation au Nicaragua : M. Georges Mesmin : suspension dans ce pays des libertés fondamentales ; attitude de la France [23 octobre 1985] (p. 3395) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : vigilance du Gouvernement à l'égard des régimes menaçant les libertés et les droits de l'homme ; pressions économiques et militaires s'exerçant contre le Nicaragua (p. 3395) ; conférence réunissant les pays d'Amérique centrale et du groupe de Contadora (p. 3396).

1411. - Bilan de la grève du 24 octobre : M. Claude Labbé : mise en question de la valeur absolue de la grève [30 octobre 1985] (p. 3703) : M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionelle : caractère limité de ce mouvement de grève ; droit imprescriptible garanti par la Constitution (p. 3703-3704).

1412. - Personnels des collectivités locales : M. Jacques Godfrain : possibilité donnée à l'Etat de puiser dans les réserves de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales pour compenser le déficit de certains régimes de retraite [30 octobre 1985] (p. 3704) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : décret de 1975 prévoyant des systèmes de compensation financières entre les régimes sociaux (p. 3704).

1413. - Plan de relance économique du Nord, expulsion d'élus de la préfecture de Lille : M. Serges Charles : disparition de 30 000 emplois dans l'agglomération de Lille - Roubaix - Tourcoing en dix ans ; expulsion des élus locaux de la préfecture du Nord [30 octobre 1985] (p. 3704-3705) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : rappel des mesures prises en faveur du versant Nord-Est de la métropole lilloise ; réception par le commissaire de la République de quinze élus de la région (p. 3705) ; élus « squattant » la préfecture de Lille (p. 3706).

1414. - Immigration : M. Bernard Derosier : mouvement de xénophobie ; article du Figaro intitulé ; « serons-nous encore Français dans trente ans » [30 octobre 1985] (p. 3707) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : rappel du préambule de la Constitution précisant que les hommes naissent libres et égaux en droit ; refus de l'amalgame entre le chômage ou l'insécurité et l'immigration (p. 3707).

1415. - Ouverture des magasins le dimanche : Mme Véronique Neiertz : manifestation lors de l'ouverture d'un hypermarché le dimanche [30 octobre 1985] (p. 3707) ; M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : rappel des dispositions du code du travail prévoyant que le repos hebdomadaire a lieu le dimanche (p. 3707) ; nécessité de maintenir cette législation (p. 3708).

1416. - Aide aux défavorisés : M. Rodolphe Pesce : bilan de l'aide accordée par le Gouvernement [30 octobre 1985] (p. 3708) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : mouvement de solidarité ; nécessité d'encourager les mesures de réinsertion sociale ; aide permettant d'éviter les coupures de gaz et d'électricité ; fonds de garantie des loyers (p. 3708-3709).

1417. - Situation des enfants enlevés et retenus en Algérie : Mme Paulette Nevoux : rappelle que cinq mères occupent depuis plusieurs mois l'ambassade de France à Alger [30 octobre 1985] (p. 3709) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : négociation des conventions d'entraide judiciaire en matière de statut personnel avec le Maroc, la Tunisie et l'Egypte : difficultés des négociations avec l'Algérie ; dispositions facilitant l'accueil en Algérie des mères françaises pour exercer leur droit de visite : association « rencontre et développement » ; présence de cinq mères à l'ambassade de France à Alger (p. 3709).

1418. - Désengagement culturel de la France au Liban : M. Bernard Stasi : fermeture du C.E.R.M.O.C. (centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain) depuis la date de l'enlèvement de Michel Seurat ; nécessité de maintenir la culture française au moment où s'exerce une poussée de fondamentalisme musulman [30 octobre 1985] (p. 3710) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : nécessité de la présence de la culture française dans ce pays ; poursuite intégrale des opérations de coopération scientifique et technique ; évolution des effectifs (p. 3710).

1419. - Siège du Parlement européen à Strasbourg : M. Emile Koehl : renforcement des structures d'accueil de cette ville ; contestation de la vocation internationale de Strasbourg [30 octobre 1985] (p. 3711) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : construction à Bruxelles d'une salle de 600 places ; refus d'admettre une remise en cause de la vocation de Strasbourg comme capitale européenne (p. 3711).

1420. - Situation des mères de famille dont les enfants sont détenus en Algérie : M. Germain Gengenwin : séquestration d'enfants [30 octobre 1985] (p. 3711) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : recherche par le Gouvernement de solutions de fond, et examen des cas d'espèce (p. 3711).

1421. - Indemnisation du chômage : Mme Muguette Jacquaint : augmentation du nombre des chômeurs ; augmentation des cotisations [30 octobre 1985] (p. 3711) ; demande formulée par les députés communistes en faveur d'une fusion des deux régimes et de l'attribution d'une allocation exceptionnelle de solidarité à tous les chômeurs sans ressources (p. 3712) ; M. Michel Delebarre. ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : signature du protocole entre les partenaires sociaux au terme des négociations sur l'Unedic, assurant pour deux ans l'indemnisation des chômeurs ; politique contractuelle (p. 3712).

1422. - Intervention des forces de police dans les entreprises : M. Théo Vial-Massat : intervention des C.R.S. dans les entreprises Lejaby ; expulsion de deux jeunes femmes *manu militari* [30 octobre 1985] (p. 3712) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : intervention des seuls policiers de Firminy ; rappelle la séquestration d'un des cadres de l'entreprise (p. 3712) ; diminution de la délinquance et de la criminalité en France ; intervention de la police dans l'entreprise S.K.F. ; regrette le recours à de tels procédés (p. 3713).

1423. - Plan Reagan pour la région des Caraïbes : M. Victor Sablé : politique de coopération régionale avec les Etats voisins signataires de la convention de Lomé [30 octobre 1985] (p. 3713) ; adoption du projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention de Lomé ; affirmation de la présence française dans cette partie du monde (p. 3714) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : initiative du Président Reagan en faveur du bassin des Caraïbes (p. 3714).

1424. - Rita : M. Henri Delisle : décision de l'armée américaine d'acheter le système français de communication militaire Rita [6 novembre 1985] (p. 3976) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : précise que ce contrat représente plus de 7 milliards de francs pour l'économie française ; perspectives offertes par Eurêka (p. 3976).

1425. - Afrique du Sud : mise au pas de la presse : Mme Lydie Dupuy : décision de ce pays de restreindre la liberté d'informer [6 novembre 1985] (p. 3976) ; M. Roland

Dumas, ministre des relations extérieures : autorisation des seuls journalistes accrédités pour accéder aux zones régies par l'état d'urgence ; condamnation de cette attitude par la France (p. 3976) ; cycle croissant de violence et de répression (p. 3977).

1426. - Programme culturel de l'opposition : M. Jean-Jack Queyranne : initiative du maire de Lyon d'organiser un colloque intitulé « un projet culturel pour demain, dans le cadre d'une vaste décentralisation » [6 novembre 1985] (p. 3977) ; M. Jack Lang, ministre de la culture : ralliement général à l'ambition du Président de la République d'affecter 1 p. 100 des ressources de l'Etat à la culture ; précise qu'il a apprécié les propos tenus par M. Raymond Barre (p. 3977).

1427. - Hooligans au stade de Metz : M. René Drouin : hooligans du Paris-Saint-Germain ; banalisation des thèmes racistes développés par M. Le Pen ; encouragement du développement des groupuscules xénophobes et violents [6 novembre 1985] (p. 3977) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : arrestation de ces délinquants déférés à la justice ; déprédations commises à Metz plusieurs jours avant le match (p. 3977) ; installation d'un service d'ordre dans un but dissuasif (p. 3978).

1428. - T.D.F. : M. Bernard Schreiner : publication par la commission de contrôle du Sénat de son rapport sur les conditions dans lesquelles sont commandées et élaborées les études techniques qui fondent les expertises de l'établissement public T.D.F. ; dénigrement systématique contre le service public [6 novembre 1985] (p. 3978) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T. : rappel des objectifs fixés à cette commission de contrôle ; énoncé de ses recommandations explicites ; hommage rendu à T.D.F. (p. 3978).

1429. - Sécurité routière : M. Jean Laborde : fléau des accidents de la route [6 novembre 1985] (p. 3978) ; mesures prises par le Gouvernement (p. 3979) ; M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : caractère inacceptable du bilan de la sécurité routière ; amélioration de la sécurité globale ; présentation de la politique du Gouvernement (p. 3979).

1430. - Sécurité routière : M. Jean-Paul Fuchs : gravité du bilan de la circulation routière lors de la Toussaint ; nécessité d'une politique définie [6 novembre 1985] (p. 3979) ; M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : problème de comportement social (p. 3979-3980).

1431. - Dossier Martine Kempf : M. Adrien Zeller : mise au point d'un ordinateur à commande vocale ; qualification de ce produit par Mme Cresson de produit de bas de gamme ; campagne de dénigrement [6 novembre 1985] (p. 3980) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : estime que la campagne faite autour de cette affaire est nuisible à notre image de marque à l'extérieur ; précise que l'attribution de concours publics ne peut se faire sans qu'il y ait un minimum de renseignements sur leur utilisation ; qualification du produit proposé par les Kempf de produit de « bas de gamme » par le centre national d'études des télécommunications (p. 3981).

1432. - Services extérieurs du ministère de la jeunesse et des sports : M. René Haby : ministères ne pouvant faire l'objet de transferts aux collectivités territoriales ; caractère distributif de la majorité des crédits d'Etat dont dispose le ministère de la jeunesse et des sports ; retard dans le transfert aux collectivités [6 novembre 1985] (p. 3981) ; M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports : pérennisation du système de mise à disposition globale des directions départementales de la jeunesse et des sports ; exclusion de la mission de formation restant de la compétence de l'Etat (p. 3981) ; report à janvier 1987 de la date butoir de janvier 1986 pour la réorganisation des services de l'Etat (p. 3982).

1433. - Application de sanctions à l'Afrique du Sud : M. Paul Chomat : attitude du représentant de la France à l'O.N.U. votant contre un projet de résolution réclamant des mesures efficaces pour isoler et combattre les racistes d'Afrique du Sud ; demande formulée par les députés communistes d'annuler les contrats d'importation qui font de la France l'un des principaux débouchés pour les charbons sud-africains [6 novembre 1985] (p. 3982) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : condamnation de l'apartheid par la France ; rappel de notre ambassadeur à Prétoria ; positions prises par les dix ; démarches pour obtenir la libération de M. Nelson Mandela (p. 3982).

1434. - Rapports France - Nouvelle-Zélande à la suite de l'affaire Greenpeace : M. André Soury : refus de la France de voter à l'O.N.U. les sanctions contre l'Afrique du Sud ; rappelle la demande des communistes d'une commission d'enquête parlementaire permettant de déterminer les responsabilités dans l'affaire Greenpeace [6 novembre 1985] (p. 3982) ; marchandage du Gouvernement français avec la Nouvelle-Zélande (p. 3983) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : essais nucléaires effectués par d'autres puissances dans d'autres régions du monde ; bons rapports entre la France et la Nouvelle-Zélande ; rappelle que les officiers de l'armée française se sont comportés conformément aux instructions reçues (p. 3983).

1435. - Décisions européennes sur la sidérurgie : M. Jean Jarosz : attitude de la Communauté économique européenne cédant à la pression des Etats-Unis pour réduire la part des ventes d'acier européen sur le marché américain ; cas de l'usine Unimétal de Trith-Saint-Léger [6 novembre 1985] (p. 3983) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : principe des aides à la fermeture ; limitation à deux catégories de produits de la libéralisation du marché ; adoption d'une clause « antidérive » limitant la marche de manœuvre de la commission économique européenne (p. 3984).

1436. - Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Gabriel Kaspereit : nombre des exactions commises en Nouvelle-Calédonie ; non rétablissement de l'ordre public ; attitude du F.L.N.K.S. [6 novembre 1985] (p. 3984) ; M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie : estime que l'ordre public n'est pas encore totalement rétabli (p. 3984) ; rappelle que les incidents les plus nombreux ont eu lieu à Nouméa (p. 3985).

1437. - Projet d'une télévision privée : M. Michel Péricard : publication du rapport du Sénat sur les fréquences de télévision hertziennes disponibles ; projet associant des capitalistes privés et un opérateur italien ; cas de M. Berlusconi ; coup porté à l'industrie cinématographique française [6 novembre 1985] (p. 3985) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : pluralité des propositions présentées au Gouvernement (p. 3986).

1438. - De l'utilisation de l'antenne du service public par un producteur à des fins personnelles : M. Robert-André Vivien : cas de M. Michel Polac licenciant 6 journalistes ; refus d'accorder un droit de réponse à ces personnes lors de l'émission « droit de réponse » ; utilisation de l'antenne par M. Polac pour annoncer le licenciement en direct [6 novembre 1985] (p. 3986) ; non-respect de la convention des journalistes (p. 3987) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : rôle de l'inspection du travail et des tribunaux prud'homaux ; problème des contrats à durée limitée ; considère que M. Michel Polac a eu tort d'utiliser l'antenne lors de l'émission dont il a la responsabilité pour annoncer les licenciements ; droit de réponse prévu dans la loi de 1982 (p. 3987).

1439. - Campagne électorale à la télévision et à la radiodiffusion : M. Charles Millon : projet de partage par moitié du temps d'antenne consacré à la couverture de l'actualité politique entre la majorité et l'opposition ; article L. 167-1 du code électoral relatif à la durée d'émission mise à la disposition des partis et organisations représentés par des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale

[13 novembre 1985] (p. 4285) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : compétence de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle en matière d'organisation de le campagne électorale sur les médias audiovisuels publics ; respect du pluralisme et de l'équilibre dans les programmes (p. 4285).

1440. - Dette extérieure de la France : M. Loïc Bouvard : triplement de cette dette depuis 1981 [13 novembre 1985] (p. 4285) ; redressement du solde de la balance commerciale ; charge de la dette extérieure brute (p. 4286) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : publication par le Gouvernement de communiqués sur la situation de la dette extérieure ; précise que l'endettement extérieur de la France n'est pas un phénomène nouveau ; bonne qualité de nos créances ; bonne santé du franc (p. 4286).

1441. - Fiscalité applicable aux automobilistes : M. Jean-Paul Fuchs : augmentation des taxes sur les assurances [13 novembre 1985] (p. 4286) ; possibilité de réinjecter ces prélèvements dans les investissements pour la circulation routière ; raisons de l'augmentation de ces taxes (p. 4287) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation : rappelle que le principe de l'affectation budgétaire n'est pas la règle fondamentale de notre droit ; similitude entre les prélèvements instaurés sur l'automobile en France et ceux instaurés dans les pays de la Communauté ; part de la fiscalité dans le prix du litre d'essence ; exclusion de la taxe sur les assurances dans le calcul du taux de pression fiscale (p. 4287).

1442. - Indemnisation des chômeurs : M. Paul Mercieca : nécessité d'accorder un minimum vital à tous les chômeurs sans ressources [13 novembre 1985] (p. 4288) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : indemnisation des chômeurs ; allocation de solidarité spécifique et allocation d'insertion ; politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi qui n'ont jamais travaillé ; T.U.C., stages de formation professionnelle spécifiquement adaptés au problème des chômeurs de longue durée (p. 4288).

1443. - Flexibilité du travail : M. Jacques Brunhes : déréglementation du travail ; volonté de précarisation du travail [13 novembre 1985] (p. 4288) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : T.U.C. (p. 4288) ; volonté d'améliorer la situation générale des activités dans notre pays ; opposition du Gouvernement à la remise en cause du S.M.I.C. et à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (p. 4289) ; volonté de faire de l'accord d'entreprise, la source principale du droit du travail (p. 4289).

1444. - Création des télévisions privées : M. Georges Hage : annoce par le Président de la République de la création de deux chaînes privées hertziennes de télévision à vocation nationale dite multivilles ; cas des téléspectateurs [13 novembre 1985] (p. 4289) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : obligation de voir la majorité du capital des sociétés concessionnaires détenu par des actionnaires français ; protection des productions d'origine française (p. 4289) ; assujettissement des télévisions nouvelles aux taxes alimentant les fonds de soutien au cinéma et aux programmes audiovisuels (p. 4290).

1445. - Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Gabriel Kaspereit : critique les propos du ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie prétendant que les exactions commises sont le fait des membres de la population européenne [13 novembre 1985] (p. 4290) ; M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie : problème d'ordre public à Nouméa (p. 4290).

1446. - Politique de la jeunesse et des sports : M. Etienne Pinte : baisse des crédits consacrés à la jeunesse ; décision de la Régie Renault d'abandonner la formule 1 [13 novembre 1985] (p. 4290) ; considérations de copinage (p. 4291) ; M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports : définition du Fonds national de développement du sport comme compte d'affectation spéciale ; dialogue dans le cadre du conseil du F.N.D.S. entre le ministère de la jeunesse et des sports et le mouvement sportif ; cas de l'écurie Ligier ; cas du loto sportif (p. 4291).

1447. - Nouvelles télévisions : M. Jacques Baumel : proposition d'un groupe proche du pouvoir et d'un milliardaire italien, M. Berlusconi [13 novembre 1985] (p. 4291) ; chaîne musicale ; principe de la transparence (p. 4292) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : rappel des règles présidant à l'attribution des concessions de service public à des opérateurs de droit privé ; programme culturel (p. 4292).

1448. - Afrique du Sud : M. Roger Leborne : atteinte à la liberté de la presse [13 novembre 1985] (p. 4292) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : condamnation par la France de l'apartheid ; problème du renouvellement des contrats charbonniers d'E.D.F. et de C.D.F.-Energie avec l'Afrique du Sud (p. 4293).

1449. - Projet Eurêka : M. Georges Le Baill : mise en place d'Eurêka [13 novembre 1985] (p. 4293) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : historique de ce projet : « avantages » auxquels pourront donner lieu les coopérations Eurêka (p. 4293).

1450. - Immigration : M. Roger Rouquette : débat faussé par des chiffres fantaisistes colportés par l'extrême-droite et relayés par la droite [13 novembre 1985] (p. 4293-4294) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : chiffres publiés par la direction des libertés publiques du ministère de l'intérieur ; statistiques des étrangers autorisés à résider en France ; politique d'intégration ; stabilisation du nombre d'étrangers autorisés à résider en France (p. 4294).

1451. - S.N.E.C.M.A. : M. Gérard Bapt : succès de R.I.T.A. ; contrat de 500 millions de dollars pour la S.N.E.C.M.A. ; rôle d'impulsion joué par le secteur nationalisé [13 novembre 1985] (p. 4294) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel, et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : succès enregistré par la S.N.E.C.M.A. (p. 4294) ; R.I.T.A. ; regroupement des activités militaires de C.G.E. et de Thomson (p. 4295).

1452. - Impôt sur le revenu, programme de la droite : M. Raymond Douyère : proposition de l'opposition de plafonner à 50 p. 100 les tranches d'imposition sur le revenu [13 novembre 1985] (p. 4295) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation : confusion entre le taux marginal et le taux moyen d'imposition ; impôt sur les grandes fortunes ; allégement des droits de succession (p. 4295).

1453. - Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche (F.I.O.M.) : M. Jean Beaufils : condamnation par la commission européenne du fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche ; efficacité du F.I.O.M. [13 novembre 1985] (p. 4295) ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer : rappelle que nous ne pêchons dans les eaux françaises qu'entre 10 p. 100 et 15 p. 100 du poisson que nous consommons ; maintien du F.I.O.M. ; financement de ce dernier ; problème des crédits de soutien au marché ; clause de sauvegarde (p. 4295-4296).

1454. - Marché de la pomme de terre : M. Maurice Sergheraert : cours anormalement bas ; nécessité pour le Gouvernement de prendre des mesures sérieuses [13 novembre 1985] (p. 4296) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : problème de la commercialisation des pommes de terre de conservation ; nécessité d'une reconversion d'un certain nombre de producteurs (p. 4296-4297).

1455. - Projet de télévision privée avec une société italienne : M. Guy Hermier : association de Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi ; volonté de donner une chaîne au parti socialiste ; demande au nom du groupe communiste l'annulation de ce projet [20 novembre 1985] (p. 4540) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : possibilité de créer en France des télévisions locales (p. 4540) ; protection et développement de notre industrie du cinéma et de la création ; concessions de services publics obligeant une diffusion à 50 p. 100 de programmes d'origine française (p. 4541).

1456. - Projet de loi relatif à la flexibilité de l'emploi : M. Guy Ducoloné : projet risquant d'engendrer une désorganisation de la vie familiale et des pertes importantes de salaire ; légalisation de « l'illégalité » [20 novembre 1985] (p. 4541) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : volonté de mieux maîtriser le temps de travail (p. 4541) ; projet ne concernant pas le travail du dimanche ; multiplication anarchique d'accords d'entreprise (p. 4542).

1457. - Télévisions privées : M. Michel Péricard : amendement « tour Eiffel » ; cas de M. Berlusconi ; réactions violentes de la presse et des industries cinématographiques [20 novembre 1985] (p. 4542) ; nécessité de la transparence (p. 4543) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : utilisation de la tour Eiffel ; rappel des propos de M. Jack Lang (p. 4543) ; procédure de concession de service public ; développement de la création et de la production françaises ; quota des productions françaises (p. 4544).

1458. - Indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse : M. Jacques Godfrain : cas de M. Berlusconi [20 novembre 1985] (p. 4544) ; demande au Gouvernement si un consensus identique à celui réalisé sur la cinquième chaîne privée peut être réalisé sur une autre décision ; abus de l'opinion en ce qui concerne l'indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse (p. 4545) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : rappelle qu'il n'a jamais pu réussir un consensus contre la politique du Gouvernement (p. 4544) ; question de la tour Eiffel (p. 4545) ; rappelle la position du groupe communiste refusant les chaînes privées ; estime que la situation de l'agriculture française est un sujet sérieux ; négociations avec le maire de Paris au sujet de la tour Eiffel (p. 4546) ; M. Michel Péricard : rôle du maire de Paris dans les négociations sur l'installation d'un émetteur sur la tour Eiffel (p. 4546) ; M. Guy Hermier : proposition d'un débat à l'Assemblée nationale sur le devenir de l'audiovisuel français (p. 4546-4547).

1459. - Attitude de la Libye à l'égard des problèmes de Nouvelle-Calédonie : M. Michel Debré : départ d'une vingtaine de citoyens français d'origine canaque invités par la Libye [20 novembre 1985] (p. 4547) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : précise que le Gouvernement n'a pas connaissance d'invitations à des stages de formation à des fins terroristes adressées par les autorités libyennes à des ressortissants français originaires de Nouvelle-Calédonie (p. 4547).

1460. - Colombie : Mme Odile Sicard : aide de la France à la suite de la catastrophe volcanique [20 novembre 1985] (p. 4547) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : mobilisation de la « cellule d'urgence » du ministère des relations extérieures ; visite personnelle de Mme Mitterrand (p. 4547) ; évaluation de la situation et des risques d'éruptions ultérieures du volcan, par M. Haroun Tazieff (p. 4548).

1461. - Rencontre Reagan-Gorbatchev : M. Claude Estier : conséquences de cette rencontre en ce qui concerne la réduction et le contrôle des armements [20 novembre 1985] (p. 4548) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : rappelle que le Gouvernement se réjouit de la reprise des négociations américano-soviétiques ; nécessité d'un dialogue avec la France (p. 4548).

1462. - Textile et C.E.E. : M. Christian Pierret : position de la Communauté économique européenne se prononçant pour le maintien d'un cadre multilatéral pour la régulation des échanges dans le secteur du textile ; pénétration des produits provenant des pays à bas salaires [20 novembre 1985] (p. 4548) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : décision de la Communauté économique européenne se prononçant pour le maintien d'un cadre multilatéral pour les échanges de textiles ; approbation de cette décision (p. 4548) ; énoncé des caractéristiques des accords bilatéraux qui découleront de cet arrangement multifibres (p. 4549).

1463. - Chaîne culturelle : Mme Jacqueline Osselin : position du Gouvernement à ce sujet [20 novembre 1985] (p. 4549) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : chaîne culturelle ; mission de M. Desgraupes chargé d'étudier ce projet ; esquisse du type des programmes qui seront fournis (p. 4549).

1464. - Croisière libérale : M. Gérard Gouzes : croisière effectuée par des personnalités de l'opposition sur le paquebot napolitain « L'Eugenio-Costa » en vue de mettre au point des solutions ultra-libérales pour la France [20 novembre 1985] (p. 4549) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : remarque que ces personnalités ne « naviguent pas français » ; absence d'union dans l'opposition (p. 4550) ; M. Jean-Claude Gaudin : attitude de la C.G.T. empêchant qu'une telle croisière s'effectue sur un bâtiment français (p. 4550).

1465. - Déménagement du ministère des finances : M. Pascal Clément : déménagement des fonctionnaires des finances à Bercy, fin 1986 ; déménagement au début de 1986 du ministre des finances dans les locaux du ministère des transports ; désorganisation du fonctionnement des services de ce ministère [20 novembre 1985] (p. 4551) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : construction à Bercy d'un nouveau ministère des finances ; modernisation de l'administration ; décision d'étendre à l'ensemble du palais du Louvre sa destination de musée (p. 4551) ; difficulté d'éviter les « opérations à tiroirs » (p. 4552).

1466. - Situation des radios libres, notamment dans la Manche : M. Jean-Marie Daillet : demande si des clauses de dédit ont été inscrites au contrat Berlusconi ; cas de Radio-Manche [20 novembre 1985] (p. 4552) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : perturbation des émissions du service public par des radios non autorisées ; rôle du service technique de sécurité de l'aviation civile effectuant un rapport au comité d'étude et de répartition géographique des stations radios électriques (p. 4552) ; cas de Radio-Manche (p. 4553).

1467. - Condamnation de la France par la Communauté européenne pour les aides au marché du poisson : M. Aimé Kergueris : condamnation du F.I.O.M. ; rappel de cette décision ; expression du prix de retrait européen en ECU [20 novembre 1985] (p. 4553) ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer : critique sur le financement et l'utilisation des crédits dont pouvait disposer le F.I.O.M. (p. 4553) ; caractère positif des négociations pour les pêches françaises ; non-condamnation du F.I.O.M. (p. 4554).

1468. - Concession de service public accordée à la cinquième chaîne de télévision : M. Michel Péricard : caractère exorbitant de la concession de service public

accordant une chaîne de télévision privée au groupe Seydoux-Berlusconi ; date de publication de ces documents [27 novembre 1985] (p. 4927) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : publication des documents relatifs aux autorisations et aux concessions le lundi 2 décembre 1985 (p. 4927).

1469. - Transfert à Lille du musée des plans-reliefs : Mme Hélène Missoffe : inquiétudes quant à l'avenir de cette collection ; refus du ministre de la défense de prendre la responsabilité du déménagement ; politique de distribution des collections publiques au gré des humeurs du pouvoir [27 novembre 1985] (p. 4927) ; actes de vandalisme (p. 4928) ; M. Jack Lang, ministre de la culture : transfert d'une partie des collections nationales dans diverses villes de province ; situation d'abandon de la collection des plans reliefs ; précise qu'aucun plan ne concerne Paris ou l'Ile-de-France ; plan de restauration des maquettes ; cas de l'hôtel Donon à Paris (p. 4928).

1470. - Inscription à l'ordre du jour du projet de loi de règlement du budget de 1983 : irrégularités intervenues dans l'exécution de ce budget ; annulation de cette loi par une décision du Conseil constitutionnel ; intentions du Gouvernement à ce sujet [27 novembre 1985] (p. 4928) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : décision du Conseil constitutionnel déclarant non conforme la loi portant règlement définitif du budget de 1983 ; question de procédure ; discussion au cours de la présente session du projet de loi de règlement pour 1983 (p. 4929).

1471. - Résultats économiques : M. Gérard Collomb : évolution des principaux facteurs ; caractère encourageant de ces résultats [27 novembre 1985] (p. 4929) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : taux de 5 p. 100 d'inflation ; caractère excédentaire de la balance des paiements ; insuffisance de la croissance économique (p. 4929) ; choc pétrolier ; baisse du dollar (p. 4930).

1472. - Evolution du nombre de créations d'entreprises en 1985 : M. Philippe Bassinet : mesures prises par le Gouvernement afin d'aider ces futurs entrepreneurs [27 novembre 1985] (p. 4930) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : rôle des P.M.E. et P.M.I. dans la création d'emplois ; cas des chômeurs créateurs d'entreprises (p. 4930-4931).

1473. - Personnes âgées : M. Jean-Pierre Lambertin : action envisagée afin de rompre l'isolement dans lequel vivent de nombreuses personnes âgées [27 novembre 1985] (p. 4931) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : insensibilité de la droite au langage du cœur ; appel à toutes les mairies pour que soit ouvert un registre destiné à inscrire et mettre en contact les familles et les personnes âgées (p. 4931).

1474. - Subventions à l'économie sociale : M. Georges Labazée : rapport du C.N.P.F. faisant état des avantages exorbitants accordés à ce secteur de l'activité économique [27 novembre 1985] (p. 4931) ; importance des montants de ces subventions (p. 4932) ; M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale : « racisme anticoopératif » ; impôt sur les sociétés ; exonération de la taxe professionnelle ; signature d'un contrat de plan entre plusieurs départements ministériels et la confédération générale des S.C.O.P. ; création du titre associatif ; renouvellement du secteur de la coopération de production (p. 4932).

1475. - Mesures contre l'alcoolisme au volant : Mme Eliane Provost : sanctions pour des taux d'alcoolémie égaux ou supérieurs à 0,80 gramme par litre [27 novembre 1985] (p. 4932) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : adoption de mesures par le comité interministériel de la sécurité routière ; compétence des officiers et agents de police judiciaire pour retirer immédiatement le permis de conduire à titre conservatoire (p. 4933).

1476. - Publicité sur la cinquième chaîne de télévision : Mme Florence d'Harcourt : consommation d'alcool en France ; conditions de réglementation de la publicité sur la cinquième chaîne [27 novembre 1985] (p. 4933) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : application de la loi réglementant la publicité en faveur de l'alcool aux chaînes de télévision privées (p. 4933).

1477. - Avenir de la D.A.T.A.R. : M. Jean-Pierre Soisson : appui apporté par le Gouvernement au transfert d'entreprises existantes ; « usines à roulettes » [27 novembre 1985] (p. 4933) ; cas de la société Giblin-Lavault de Migennes (p. 4934) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire : grandes étapes de l'aménagement du territoire ; désavantages des régions ou des types d'industries qui n'ont pas bénéficié du classement en pôle de conversion ; efforts pour attirer les entreprises étrangères (p. 4934).

1478. - Convention entre les caisses d'assurance maladie et les professions de santé : M. René Haby : conflit opposant le Gouvernement et les professions de santé ; remise en cause du principe de la politique contractuelle [27 novembre 1985] (p. 4934-4935) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : revalorisation moyenne des honoraires (p. 4935).

1479. - Conditions de discussion du projet de loi sur la flexibilité du travail : M. André Lajoinie : opposition des communistes à ce projet légalisant l'illégalité ; régression sociale ; volonté du Gouvernement de faire passer son projet contre l'avis des syndicats les plus représentatifs [27 novembre 1985] ; (p. 4935) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : volonté d'éviter le développement d'une déréglementation généralisée (p. 4935) ; travaux préparatoires (p. 4936).

1480. - Attitude de la France à l'égard de l'apartheid : M. André Tourné : assassinat de tout un peuple de couleur ; refus de la France à l'O.N.U. de voter des mesures de rétorsion ; lecture de son poème à l'adresse de Benjamen Moloïse [27 novembre 1985] (p. 4936) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : condamnation de l'apartheid par la France (p. 4936) ; son option en faveur des Droits de l'homme (p. 4937).

1481. - Versement d'une prime de Noël aux familles : Mme Adrienne Horvath : situation de détresse de nombreuses familles ; excédents et fonds disponibles de la Caisse nationale d'allocations familiales [27 novembre 1985] ; (p. 4937) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : mise au point par le conseil des ministres d'un programme de lutte contre la pauvreté et la précarité (p. 4937).

1482. - Revenu agricole : M. Xavier Hunault : baisse de ce revenu en 1985 [27 novembre 1985] (p. 4937, 4938) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : évolution du revenu des agriculteurs ; mauvais résultats pour 1985 ; baisse des prix de certains produits ; cas des producteurs de viande bovine et de viande ovine (p. 4937).

1483. - Visite du général Jaruzelski à Paris : M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) : rappelle que la défense des Droits de l'homme est l'un des axes fondamentaux de la politique française depuis 1981 ; solidarité de la France à l'égard du peuple polonais ; sens de la visite du général Jaruzelski [4 décembre 1985] (p. 5253) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : sa désapprobation à l'égard des événements de Pologne ; indique qu'il a été personnellement « troublé » par la visite en France du chef d'Etat polonais ;

relations d'Etat à Etat ; rappelle que la décision de recevoir ou non un chef d'Etat étranger relève « du Président de la République et de lui seul » (p. 5254).

1484. - Sommet européen du Luxembourg : M. Guy Chanfrault : bilan des décisions essentielles de cette réunion ayant pour objet les modalités d'une relance européenne [4 décembre 1985] (p. 5254) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : processus de révision du trraité de Rome mis en place lors du conseil de Fontainebleau sous présidence française (p. 5254) ; approfondissement d'un grand marché intérieur ; amélioration du fonctionnement au niveau de la prise de décisions et dans le domaine monétaire ; élargissement du traité à deux nouveaux domaines : la recherche et la technologie et l'environnement ; projet de traité de coopération politique (p. 5255).

1485. - Assouplissement du contrôle des changes : M. Jean-Paul Planchou : assouplissement en faveur des particuliers et des entreprises ; modernisation du marché financier [4 décembre 1985] (p. 5255) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : réglementation des changes ; recul de l'endettement extérieur brut de la France ; suppression du contrôle des changes en 1968 (p. 5255, 5256).

1486. - Expulsion d'Ethiopie de « Médecins sans frontières » : M. Michel Sapin : réprobation manifestée par cette organisation face aux déplacements de populations organisées par le Gouvernement éthiopien ; nécessité de l'aide internationale [4 décembre 1985] (p. 5256) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : hommage au travail accompli par l'organisation « Médecins sans frontières » en Ethiopie ; inquiétude en présence de ces déplacements de population ; rappelle que la France s'est abstenue d'apporter une aide quelconque à des projets situés dans les zones de réinstallation de populations (p. 5256).

1487. - Viande chevaline : Mme Véronique Neiertz : arrêt des importations de viande chevaline à la suite d'intoxications alimentaires ; aggravation des difficultés de ce secteur [4 décembre 1985] (p. 5256) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : rappel des mesures prises par les services d'hygiène à la suite des épidémies (p. 5256) ; étude en cours en vue de remédier aux difficultés connues par cette filière (p. 5257).

1488. - Cinquième chaîne de télévision : M. Jacques Dominati : concession du cinquième canal à un groupe franco-italien ; demande, formulée par la C.L.T., d'exploitation d'un réseau multi-villes hertzien ; antenne de la tour Eiffel ; incohérence du Gouvernemnt ; « Francesco » Mitterrand ; inégalité de traitement entre le service public et cette nouvelle chaîne privée ; octroi de privilèges exorbitants à des amis politiques [4 décembre 1985] (p. 5257) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : raisons du choix effectué en faveur du groupe Seydoux-Berlusconi ; rappelle que la C.L.T. a fait savoir qu'elle était intéressée par l'exploitation d'un réseau hertzien au sol ; revendication par cette dernière de la fonction d'opérateur dans une télévision même si elle devait être minoritaire dans le capital ; estime déplacée la modification du prénom du Président de la République faite par M. Jacques Dominati ; refus de l'opposition de donner aux Français l'accès à une cinquième chaîne privée gratuite (p. 5257, 5258).

1489. - Perspectives de l'économie française : M. Edmond Alphandéry : rapport économique des Communautés européennes estimant que depuis 1981 la population au travail diminue chaque année en France [4 décembre 1985] (p. 5258) ; faiblesses de notre économie ; déficit budgétaire ; épargne des Français (p. 5259) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : reconnaît que pour 1985 notre croissance sera légèrement inférieure à celle de la Communauté économique européenne ; retour en fin d'année à un rythme de croissance supérieure à 2 p. 100 (p. 5259) ; déficit budgétaire ; niveau de l'inflation ; niveau de la dette intérieure ; propos de M. Raymond Barre sur l'éventuelle dénationalisation de Renault (p. 5260).

1490. - Projet de loi sur l'aménagement du temps de travail et droits des travailleurs : M. Gustave Ansart : hostilité des communistes à ce projet ; référence à Jules Guesde ; situation de l'usine Unimétal à Trith-Saint-Léger [4 décembre 1985] (p. 5260) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : absence de modification des dispositions actuelles du code du travail ; acte de confiance envers les syndicats ; mouvement de déréglementation consécutif aux accords d'entreprise ; obligation de compenser par des temps de repos équivalents les heures effectuées au-delà de la durée moyenne prévue ; obligation d'augmenter le coût d'utilisation de ces heures (p. 5261).

1491. - Projet de loi sur l'aménagement du temps de travail et application du rapport Taddei : M. André Duroméa : agression contre le droit du travail ; rapport Taddei [4 décembre 1985] (p. 5261) ; mise en place d'une politique de droite (p. 5262) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : rappelle son hostilité aux propositions de l'opposition en matière de droit du travail ; rappel de l'essentiel du rapport Taddei (p. 5262) ; nécessité de négocier au niveau des branches (p. 5263).

1492. - Cinquième chaîne de télévision : M. Michel Péricard : publication en fin de journée du texte des accords conclus avec la cinquième chaîne ; caractère extravagant de cette convention ; limitation des pouvoirs du Parlement ; situation de T.D.F. [4 décembre 1985] (p. 5263) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : publication du contrat de concession de service public et du cahier des charges ; négociation de ces documents sur la base de la loi de 1982 (p. 5263) ; conduite de ces négociations par le Gouvernement ; limitation à 25 p. 100 des recettes provenant de la publicité par rapport à l'ensemble des ressources du service public (p. 5264).

1493. - Visite du général Jaruzelski à Paris : M. Jacques Baumel : reconnaît au Premier ministre un grand talent de l'esquive ; estime que la raison d'Etat ne justifie pas tout ; caractère choquant et inopportun de cette visite [4 décembre 1985] (p. 5264) ; devoirs d'Etat ; action du général de Gaulle effectuant le voyage de Moscou dans le cadre d'un renversement des alliances en 1945 ; nécessité pour le Président de la République française de pouvoir dire au chef de l'Etat polonais ce que les Français pensent de la situation en Pologne (p. 5265).

1494. - Deuxième carrière des militaires : M. Etienne Pinte : obligation pour des milliers d'anciens militaires de quitter leur emploi si le projet de loi relatif au cumul emploi-retraite est adopté ; attitude de la société Marcel Dassault - Breguet Aviation ; conséquences néfastes de ce texte [4 décembre 1985] (p. 5265) ; problème de la consultation du conseil supérieur de la fonction militaire (p. 5266) ; M. Paul Quilès, ministre de la défense : nécessité d'avoir des cadres jeunes au sein des armées ; nécessité de la seconde carrière ; maintien de ce principe ; champ d'application du proget de loi relatif au cumul emploi-retraite ne visant que les retraités âgés de plus de soixante ans (p. 5266).

1495. - Attentats à Paris : M. Gilbert Gantier : attentats dans deux grands magasins parisiens ; liste des attentats depuis 1981 ; négociations qui ont lieu avec certains groupes terroristes depuis 1981 [11 décembre 1985] (p. 5874) ; autosatisfaction du ministre de l'économie précisant que la répression du terrorisme n'appelle aucune mesure nouvelle (p. 5875) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : rappelle que la France est le pays le moins frappé, parmi les pays d'Europe occidentale, par le terrorisme ; situation des victimes ; enquête menée par la justice ; règle du secret applicable aux informations sur les auteurs présumés de l'attentat (p. 5875).

1496. - Cohésion gouvernementale : M. Jean-Claude Gaudin : rappelle le « trouble » du Premier ministre lors de la visite de M. Jaruzelski à Paris ; « trouble » du ministre

de la culture en ce qui concerne la cinquième chaîne [11 décembre 1985] (p. 5876) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : objectif du Gouvernement d'ajouter aux chaînes publiques des chaînes privées ; rappelle la cohésion du Gouvernement sur les principales orientations (p. 5876) ; Problème de cohésion dans l'opposition (p. 5877).

1497. - Discussion du projet de loi relatif à la flexibilité du temps de travail : M. Jacques Brunhes : décision du Gouvernement d'appliquer l'article 49-3 de la Constitution au projet sur la flexibilité du temps de travail ; refus du débat démocratique ; texte de régression sociale ; position favorable de la droite sur ce texte ; faiblesse du Gouvernement [11 décembre 1985] (p. 5877) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : discussion du projet de loi relatif à la flexibilité du temps de travail : volonté du groupe communiste d'obscurcir le débat ; priorité accordée à la négociation préalable au niveau des branches en matière d'aménagement du temps de travail ; campagne d'intoxication menée sur ce projet ; paralysie de l'activité de l'Assemblée qui ne peut adopter ou débattre d'autres textes importants (p. 5878).

1498. - Cinquième chaîne de télévision : M. Guy Hermier : propos du ministre du travail parlant de la volonté d'obstruction des travaux de l'Assemblée nationale par le groupe communiste [11 décembre 1985] (p. 5878) ; refus du ministre de permettre à la commission des affaires sociales d'auditionner les organisations syndicales ; estime que la majorité socialiste fait le travail de la droite ; décision du Gouvernement de concéder à un groupe privé une chaîne de télévision commerciale ; rappelle les réactions dans les milieux professionnels du cinéma ; abandon du projet d'organisation de l'Exposition universelle (p. 5879) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre , chargé des techniques de la communication : organisation d'un colloque à la Mutualité par les communistes ; mention de la présence dans la salle d'Hélène Luc et Pierre Juquin ; effets bénéfiques d'une cinquième chaîne de télévision (p. 5879) ; situation du téléspectateur ; rôle de la Haute Autorité (p. 5880).

1499. - Disparition du bateau *Ouvea*, indemnisation du propriétaire : M. Maurice Couve de Murville : versement par le Gouvernement d'une indemnité au propriétaire de l'*Ouvea* pour le dédommager de la disparition du navire ; absence d'indications sur le sort de ce navire ; rappelle les propos du ministre indiquant qu'il n'y aurait pas d'atteinte au secret défense si la vérité était révélée au sujet de l'*Ouvea* [11 décembre 1985] (p. 5880) ; M. Paul Quilès, ministre de la défense : disparition du voilier *Ouvea* après avoir quitté l'île de Norfolk ; utilisation de ce bâtiment par la D.G.S.E. ; dédommagement de son propriétaire (p. 5880).

1500. - Prix Nobel de la paix : M. Emmananuel Aubert : obtention de ce prix par Sakharov et Lech Walesa ; impossibilité pour eux de se rendre en Norvège pour recevoir leur prix ; décision du président François Mitterrand d'accueillir M. Jaruzelski ; refus des grandes démocraties de se faire représenter par un ambassadeur à la remise du prix Nobel de la paix pour 1985 [11 décembre 1985] (p. 5881) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : estime qu'il n'y a pas lieu de commenter les régles d'attribution de prix Nobel à l'Internationale des médecins contre la guerre nucléaire ; griefs formulés à l'encontre du docteur Tchazov ; attitude de la France se conformant aux usages diplomatiques (p. 5881).

1501. - Situation économique dans le bassin d'Aurillac : M. Pierre Raynal : baisse des revenus des agriculteurs du Cantal ; désengagement du plan Massif central ; mise à l'écart de ce département ; étude préalable d'une opération intégrée de développement (O.I.D.) au niveau communautaire [11 décembre 1985] (p. 5882) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire : décision du Gouvernement de présenter à la commission de Bruxelles la candidature du Cantal pour une opération intégrée de développement (O.I.D.) ; projet d'une filière viande et d'une filière bois ; désenclavement routier (p. 5882, 5883).

1502. - Attribution de logements et accès des écoles aux familles d'immigrés : M. Jacques Mahéas : atteinte aux droits de l'homme dans le département de la Seine-Saint-Denis ; interdiction d'accès des écoles à certains enfants de familles immigrées [11 décembre 1985] (p. 5883) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement : démarche confuse de certains au sujet de l'immigration ; règles d'attribution des logements sociaux ; inefficacité de l'action de l'Etat si elle ne rencontre pas sur le plan local une attitude de solidarité (p. 5883).

1503. - Médecine du travail : M. Jacques Badet : projet de réforme de l'exercice de la médecine du travail [11 décembre 1985] (p. 5883, 5884) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : quarantième anniversaire de la médecine du travail ; prévention des risques professionnels et amélioration des conditions de travail ; objectif de renforcement de la participation des salariés et de leurs représentants au fonctionnement des services médicaux du travail et de l'amélioration de l'activité clinique du tiers temps du médecin du travail (p. 5884).

1504. - Tract sur l'immigration : Mme Françoise Gaspard : distribution d'un texte intitulé « Appel urgent pour la protection des droits de la femme » ; attitude du Gouvernement sur ce point [11 décembre 1985] (p. 5884) ; Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme : distribution massive et organisée de ce tract ; caractère dangereux de ce procédé ; capacité d'intégration de la France (p. 5884, 5885).

1505. - Télé-alarme : M. Claude Bartoloné : mise en place de système de télé-alarme chez les personnes âgées ; état actuel de ce projet [11 décembre 1985] (p. 5885) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : institution d'une télé-alarme comme élément fondamental du maintien à domicile des personnes âgées ; centrales d'écoutes ; projet de création d'un réseau national de télé-alarme ; cas du département de la Seine-Saint-Denis (p. 5885).

1506. - Application de la loi « montagne » : M. Augustin Bonrepaux : point sur l'avancement de l'application de ce texte [11 décembre 1985] (p. 5885) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : droit à la différence ; régime particulier de gestion des quotas laitiers ; mise en jeu de la solidarité nationale par le biais de l'indemnité spéciale de montagne ; mise en œuvre des crédits du Fidar (p. 5886).

1507. - Milices privées en Nouvelle-Calédonie : M. Roch Pidjot : attentats commis contre le palais de justice de Nouméa ; liens de compromission entre les membres de la police et les hauts fonctionnaires avec ces milices et la droite calédonienne [11 décembre 1985] (p. 5886) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : accusations portées contre des fonctionnaires ; sentiments d'inquiétude dressant les communautés les unes contre les autres ; renforcement des services de police (p. 5886) ; phénomène des milices privées ; contrôle routier ; appel général au calme ; surveillance du palais de justice de Nouméa ; poursuite de la mise en place des régions ; conventions relatives à la mise à disposition des régions de services du territoire et de l'Etat ; dégagement d'une dotation exceptionnelle pour couvrir les dépenses d'installation et de mise en place des régions (p. 5887) ; volonté de rapprochement dans plusieurs régions ; inquiétude de voir la Nouvelle-Calédonie sombrer dans le drame (p. 5888).

1508. - Taux d'intérêt des prêts : M. André Lajoinie : multiplication de saisies et des biens des ménages ; blocages des investissements productifs ; demande au Gouvernement d'adopter en faveur des familles endettées un sytème de remboursement différé en fonction des pertes de revenus dues au chômage ; demande d'abaissement des taux d'intérêt [18 décembre 1985] (p. 6341) ; M. Pierre Béré-

govoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : diminution du taux du marché monétaire ; réduction du coût du traitement de l'argent ; abaissement du taux des prêts à taux fixes aux collectivités locales ; diminution du taux des prêts au logement ; politique de désinflation (p. 6341) ; possibilité de renégociation d'un emprunt à des conditions meilleures (p. 6342).

1509. - Avenir de la téléphonie française : M. Guy Ducoloné : acceptation par le Gouvernement d'un accord entre la compagnie générale d'électricité C.G.E. et le trust américain A.T.T. ; déréglementation des télécommunications [18 décembre 1985] (p. 6342) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : projet d'accord entre industriels ; rappelle que le Gouvernement n'est pas hostile à ce projet si les possibilités de marché et les garanties sociales sont renforcées ; nécessité pour la direction générale des télécommunications d'expertiser ce projet de fusion Thomsom-C.G.E. (p. 6342).

1510. - Devenir de la sidérurgie du bassin de Longwy : Mme Colette Goeuriot : importance de l'incendie détruisant le centre électrique de commande de l'aciérie à oxygène de Réhon-Longwy [18 décembre 1985] (p. 6342, 6343) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : incendie dans les cabines des automates et de la régulation des convertisseurs de l'aciérie d'Unimétal à Longwy ; chômage technique ; conditions financières proposées au personnel par la direction d'Unimétal (p. 6343).

1511. - Rapport de la Cour des comptes : M. Alain Peyrefitte : dénonciation de différentes irrégularités : financement de l'opération du *Rainbow Warrior* par des autorisations de visa en dépassement ; annulations de crédits ; débudgétisation ; déficit budgétaire [18 décembre 1985] (p. 6343) ; demande au Premier ministre s'il a l'intention de dresser un bilan de la législature (p. 6344) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation : transmission du rapport de la Cour des comptes au Parlement en même temps qu'est déposé le projet de loi de réglement sur le bureau de l'Assemblée ; confirmation des chiffres annoncés par le Gouvernement en matière de déficit budgétaire ; rappelle que les annulations de crédits sont un procédé de gestion défini par l'article 13 de la loi organique de 1959 ; dépenses autorisées en 1984 et payées en 1985 ; confusion entre les reports de dépenses et les reports de crédits faite par certains journaux ; endettement intérieur (p. 6344) ; rappel d'un article du *Figaro* précisant que la France est le pays de la Communauté économique européenne dont l'endettement intérieur est le plus faible (p. 6345).

1512. - Travailleurs frontaliers : M. François Grussenmeyer : nécessité de donner une définition nouvelle du travailleur frontalier et de clarifier leur régime fiscal [18 décembre 1985] (p. 6345) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation : dispositions prises afin d'éviter toute double imposition ; réticence de nos partenaires allemands face aux propositions françaises entraînant pour eux une perte de recettes fiscales (p. 6345).

1513. - Difficultés des maisons de retraite : M. Roger Corrèze : impossibilité pour un grand nombre de maires d'élaborer un budget pour 1986 ; autorisation d'une augmentation moyenne de 3,3 p. 100 du budget de l'année précédente [18 décembre 1985] (p. 6345) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : décentralisation en matière d'action sociale et de santé ; compétence du conseil général pour la partie « hébergement » ; tarification des prestations par le président du conseil général (p. 6345) ; compétence de l'Etat pour la partie restant à la charge de l'assurance maladie ; fixation à 3,3 p. 100 du taux directeur de progression des budgets ; logique de désinflation voulue par le Gouvernement ; caractère cohérent de l'action gouvernementale (p. 6346).

1514. - Résultats de la lutte contre le chômage : M. Jean Gaubert : niveau élevé du chômage [18 décembre 1985] (p. 6346) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : évolution du chômage avant 1981 ; inversion de la tendance de mai 1981 à novembre 1985 ; reprise de l'activité permettant d'enrayer la dégradation de l'emploi ; succès des travaux d'utilité collective ; contrats de formation en alternance (p. 6346) ; danger qui résulterait de l'application de propositions contenues dans les programmes de la droite ; rôle des organisations syndicales (p. 6347).

1515. - Elections législatives : M. Clément Théaudin : élection le même jour des députés et des conseillers régionaux ; problème de la diffusion de ces informations [18 décembre 1985] (p. 6347) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : nécessité pour les Français de connaître les particularités du nouveau mode de scrutin ; Centre d'information civique ; estime qu'il ne faut pas redouter l'ignorance des électeurs (p. 6347).

1516. - Année internationale de la paix : M. Paul Durafour : décision de l'assemblée générale des Nations unies déclarant 1986 année internationale de la paix ; initiatives du Gouvernement pour célébrer comme il convient cet événement ; décision de l'assemblée générale des Nations unies de convoquer une conférence internationale sur le thème « Désarmement et développement » [18 décembre 1985] (p. 6347, 6348) ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures : problème du désarmement ; rappelle la position de la France à ce sujet ; précise que pour la première fois à l'initiative de la France, une instance internationale se prononce pour la tenue d'une telle conférence (p. 6348).

1517 - Accord entre A.T.T et C.G.E. : M. Pierre Jagoret : projet d'accord entre la firme américaine A.T.T. et le groupe français C.G.E. ; risques pour l'emploi dans la région du Trégor [18 décembre 1985] (p. 6348) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : plan Trégor ; implantation de l'entreprise Tandberg à Guingamp (p. 6348).

1518. - Le Courrier Picard : M. Jacques Fleury : difficultés des quotidiens de province ; quasi-monopole du groupe Hersant dans cette région [18 décembre 1985] (p. 6348) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rappelle que la justice est saisie du dossier (p. 6348) ; nécessité de protéger la liberté de la presse des seules lois du marché ; rappel de la décision du Conseil constitutionnel concernant la loi du 23 octobre 1984 (p. 6349).

1519. - Suppression de l'avance remboursable à E.D.F. : M. Jean Lacombe : suppression de l'avance remboursable versée par les usagers d'E.D.F. lorsqu'ils aménagent un nouveau logement [18 décembre 1985] (p. 6349) ; M. Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : institution d'une telle avance par un arrêté du 20 octobre 1977 ; mesures de suppression de ce système ; possibilité de remboursements anticipés pour les personnes en situation sociale difficile ; amélioration du dispositif de tarification de l'électricité ; retour d'E.D.F. à une situation financière équilibrée (p. 6349).

1520. - Pouvoir d'achat et chômage : M. Charles Fèvre : septième législature se terminant en « queue de poisson » [18 décembre 1985] (p. 6349) ; baisse du dollar et du prix du pétrole ; contexte général de désinflation ; politique de rigueur mise en place après les erreurs de 1981 ; taux de chômage ; baisse du pouvoir d'achat (p. 6350) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation : disparition du différentiel d'inflation avec la République fédérale d'Allemagne au mois d'octobre et de novembre 1985 ; augmentation du pouvoir d'achat sur cinq ans (p. 6350) ; niveau du chômage ; déve-

loppement des travaux d'utilité collective ; estimation du nombre des chômeurs par le bureau international du travail (p. 6351).

1521. - Politisation des manuels scolaires : M. Maurice Ligot : réintroduction dans l'enseignement de l'éducation civique à l'école ; retard, dans la mise au point des programmes, affectant les éditeurs ; critique de certains ouvrages se bornant à une simple description du secteur public [18 décembre 1985] (p. 6351, 6352) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : absence de contrôle *a priori* sur le contenu des ouvrages scolaires ; combat de la tentative de l'administration d'instaurer une procédure d'agrément ; possibilité d'imaginer une instance indépendante et reconnue qui puisse être amenée à donner de simples avis ; risque de passer de l'éducation civique au militantisme politique (p. 6352).

1522. - Modification des rythmes scolaires : M. Jacques Barrot : problème de la semaine de cinq jours ; enseignement confessionnel ; rythme scolaire ; abandon du calendrier par zone [18 décembre 1985] (p. 6352, 6353) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : étude par des commissions « horizontales » du dossier des rythmes scolaires ; accord interministériel permettant de faire alterner les activités sportives et artistiques scolaires avec les activités extra-scolaires organisées sous l'égide des associations ou des collectivités locales ; projet prévoyant une légère augmentation des petites vacances et une diminution des vacances d'été ; développement des œuvres périscolaires et des centres aérés (p. 6353).

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

759. - Logement (construction : Paris). - Posée le 2 avril 1985 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le ministre des P.T.T. (p. 53). - Appelée le 12 avril 1985 : **utilisation de terrains du ministère des P.T.T.** - M. Edouard Frédéric-Dupont : accord entre le ministre des P.T.T. et le maire de Paris sur un programme de logements sociaux (p. 187) ; solutions techniques proposées au ministre (p. 188) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire : incertitude quant à la nécessité de créer un ou deux sous-sols ; nature de la crèche ; fixation du montage juridique et financier (p. 188).

760. - Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse). - Posée le 2 avril 1985 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à M. le ministre de l'agriculture (p. 53).

761. - Politique économique et sociale (généralités). - Posée le 2 avril 1985 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à M. le Premier ministre (p. 53).

762. - Politique extérieure (océan Indien). - Posée le 2 avril 1985 par M. Michel Debré à M. le Premier ministre (p. 53). - Appelée le 3 mai 1985 : **intérêts français dans l'océan Indien** - M. Michel Debré : absence de politique cohérente ; intérêts de la France dans cette région ; rôle joué par l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs à la Réunion ; situation à Mayotte (p. 555) ; affirmation de la souveraineté française sur les îles éparses ; respect de la volonté des habitants de Mayotte (p. 556) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : augmentation de l'aide aux pays de la région (p. 555) ; acceptation par les partenaires de la zone de l'adhésion de la France à la commission de l'océan Indien ; problème de développement auquel est confronté la Réunion ; signature d'un contrat de plan ; montant des crédits affectés aux chantiers de développement ; problème de la venue des jeunes Réunionnais en métropole ; situation de Mayotte ; amélioration des rapports avec Madagascar et les Seychelles ; problème de l'insuffisance des investissements à la Réunion (p. 556) ; importance de la flotte thonnière française dans l'océan Indien (p. 557).

763. - Radiodiffusion et stations de radio (chaînes de télévision et stations de radio). - Posée le 2 avril 1985 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 54). - Appelée le 12 avril 1985 : **radios locales privées.** - M. Pierre-Bernard Cousté : grève de la faim de M. Recordet de Studio 2 ; attribution des fréquences (p. 186) ; critères des saisies ; proposition de création d'une commission de contrôle (p. 187) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du plan et de l'aménagement du territoire : radios autorisées par la Haute Autorité ; fonctionnement des services publics (p. 186) ; nature technique et non politique du problème (p. 187).

764. - Métaux (emploi d'activité) - Posée le 3 avril 1985 par M. Paul Chomat à Mme le ministre de redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 84). - Appelée le 19 avril 1985 : **avenir de la sidérurgie.** - M. Paul Chomat : interdiction par la Communauté des aides publiques à la sidérurgie à partir de 1986 ; conséquences pour les investissements prévus ; nombre de suppressions d'emploi ; exigences de la C.E.C.A. ; cas du site de Marais de la Compagnie française des aciers spéciaux (p. 267) ; ses observations sur le chantage ouest-allemand et les nouvelles concessions françaises ; suppression du « blooming » ; entrée de l'Espagne dans le marché commun ; mesures protectionnistes prises par les Etats-Unis ; accords d'autolimitation de la C.E.E. (p. 268) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : effort financier de la collectivité nationale ; réductions des capacités de production ; contrepartie de l'accroissement de l'enveloppe financière ; sommes consacrées par le Gouvernement au redressement de la sidérurgie (p. 268).

765. - Impôt sur le revenu (politique fiscale). - Posée le 9 avril 1985 par M. Jean-Louis Masson à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation (p. 102).

766. - Ordre public (attentats : Pyrénées-Atlantiques). - Posée le 9 avril 1985 par M. Michel Inchauspé à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 103). - Appelée le 12 avril 1985 : **attentats terroristes dans les Pyrénées-Atlantiques.** - M. Michel Inchauspé : arrestation de plusieurs auteurs d'actes criminels ; G.A.L. (p. 194) ; absence de remise en cause de l'action des services de police et des magistrats ; secret de l'instruction (p. 196) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : fonctionnement de la justice ; voyage du Président de la République dans la région Aquitaine ; reconnaissance du fait culturel et linguistique basque ; adaptation des institutions démocratiques ; coopération entre les services français et espagnols ; rôle du sous-préfet coordonateur de l'ensemble des services de police ; lutte contre les activités du groupe Iparetarrak ; liaison entre les services de la police nationale et ceux de la gendarmerie (p. 195) ; décision d'expulsion ; soutien au gouvernement espagnol ; respect du secret de l'instruction ; présomption d'innocence (p. 196).

767. - Produits chimiques et parachimiques (entreprises : Bouches-du-Rhône). - Posée le 9 avril 1985 par M. Vincent Porelli à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 103). - Appelée le 12 avril 1985 : **implantation d'une firme américaine à Fos-sur-Mer.** - M. Vincent Porelli : conséquences de ce projet sur l'emploi ; protection de l'environnement ; indépendance nationale (p. 190) ; approvisionnement d'Arco en méthane ; absence de créations nettes d'emploi ; relance de la pétrochimie (p. 191) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire : existence dans le golfe de Fos d'une industrie importante de raffinage et de chimie du pétrole ; résultat positif pour l'emploi ; capitaux investis (p. 190) ; dossier conforme à l'intérêt du développement économique de la région (p. 191).

768. - Matériels électriques et électroniques (entreprises : Corrèze). - Posée le 9 avril 1985 par M. Jean Combasteil à Mme le ministre du redéploiement industriel

et du commerce extérieur (p. 103). - Appelée le 12 avril 1985 : **entreprise Paumellerie électrique à la Rivière-de-Mansac.** - M. Jean Combasteil : licenciement de salariés ; mobilisation des travailleurs de cette entreprise et de la C.G.T. ; causes de l'interruption d'activité ; perspectives de reprises (p. 193) ; rôle du secteur de l'automobile et notamment de Renault (p. 194) ; Mme Edwige Avice, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : caractère déficitaire de l'activité « bâtiment » et manque de compétitivité du secteur automobile ; comité interministériel de restructuration industrielle (C.I.R.I.) (p. 194).

769. - Métaux (entreprises : Ariège). - Posée le 9 avril 1985 par M. Augustin Bonrepaux à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 103). - Appelée le 12 avril 1985 : **entreprise électronique Renix à Foix.** - M. Augustin Bonrepaux : crise de l'aluminium en 1982-1983 (p. 191) ; implantation de Renix à Foix ; suspension du plan de développement initialement prévu (p. 192) ; Mme Edwige Avice, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : développement de l'entreprise moins rapide que les premières estimations ne le laissaient supposer ; conséquence de la baisse de production de Renault (p. 192).

770. - Automobiles et cycles (entreprises : Charente-Maritime). - Posée le 9 avril 1985 par Mme Colette Chaigneau à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 103). - Appelée le 12 avril 1985 : **fermeture de l'usine Peugeot à La Rochelle.** - Mme Colette Chaigneau : sureffectif actuel ; mesures que le Gouvernement entend prendre pour assurer l'avenir d'une activité industrielle capitale pour la région (p. 192) ; Mme Edwige Avice, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : forte baisse des ventes des véhicules Talbot ; sureffectifs ; plan de mutation interne et externe (p. 193).

771. - Politique économique et sociale (généralités). - Posée le 9 avril 1985 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à M. le Premier ministre (p. 103). - Appelée le 12 avril 1985 : **développement économique de l'Ouest de la France.** - M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : abandon de l'Ouest de la France ; politique des pôles de conversion ; remise en cause de la politique nationale d'aménagement du territoire (p. 188) ; centrale nucléaire au Carnet ; politique des quotas laitiers ; taux de chômage ; mesures de compensation (p. 189) ; dynamique démographique de l'Ouest vécue comme un handicap (p. 190) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire : T.G.V. Atlantique ; contrats de Plan ; politique d'aménagement du territoire ; principaux établissements concernés par la restructuration (p. 189).

772. - Banques et établissements financiers (banques nationalisées : Alsace). - Posée le 9 avril 1985 par M. Adrien Zeller à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 103). - Appelée le 12 avril 1985 : **structures bancaires alsaciennes.** - M. Adrien Zeller : avenir du Crédit industriel d'Alsace-Lorraine (C.I.A.L.) et de la Société générale alsacienne de banque (Sogenal) ; crainte d'un transfert vers Paris des centres de décision, des profits bancaires et de certaines activités de la Sogénal ; décentralisation économique (p. 197) ; Mme Edwige Avice, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : principes du Gouvernement dans le secteur bancaire ; application de ces principes aux banques régionales (p. 197).

773. - Enseignement (fonctionnement : Basse-Normandie). - Posée le 9 avril 1985 par Mme Eliane Provost à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 103).

774. - Etat civil (noms et prénoms). - Posée le 10 avril 1985 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme (p. 138).

775. - Prestations familiales (caisse : Moselle). - Posée le 10 avril 1985 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 138).

776. - Electricité et gaz (tarifs). - Posée le 12 avril 1985 par M. Xavier Deniau à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 198). - Appelée le 3 mai 1985 : **prix de l'électricité à proximité des centrales nucléaires.** - M. Xavier Deniau : arrêté du 1er avril 1980 prévoyant une réduction du prix de vente de l'électricité ; annulation de l'arrêté par le Conseil d'Etat portant atteinte aux intérêts des particuliers et des entreprises (p. 562) ; motif de l'annulation de l'arrêté (p. 563) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : annulation de l'arrêté du 1er avril 1980 motivée par la remise en cause du principe de l'unité du prix d'un service public ; problème des critères de choix des communes bénéficiant des réductions tarifaires ; non-remboursement à E.D.F. des ristournes accordées depuis 1980 (p. 562, 563).

777. - Communautés européennes (élargissement). - Posée le 16 avril 1985 par M. Gabriel Kaspereit à M. le ministre des relations extérieures (p. 226). - Appelée le 19 avril 1985 : **relations diplomatiques des pays de la Communauté avec Israël.** - M. Gabriel Kaspereit : établissement des liens contractuels entre la Communauté et l'Etat d'Israël ; réduction des droits de douane et suppression des contingents pesant sur les importations communautaires de produits industriels ; approche globale de la politique méditerranéenne ; montant des aides prévues dans les protocoles financiers ; nécessité d'inciter l'Espagne à établir des relations normales avec l'Etat d'Israël (p. 265) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : défense du droit d'Israël à l'existence ; intérêts des pays méditerranéens ; concertation communautaire sur les problèmes de la région ; relations diplomatiques entre Israël et l'Espagne (p. 265).

778. - Handicapés (établissements). - Posée le 16 avril 1985 par M. René André à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement, (p. 226). - Appelée le 19 avril 1985 : **situation difficile des jeunes handicapés.** - M. René André : cas des jeunes handicapés mentaux à la sortie des instituts médico-éducatifs et des instituts médico-professionnels ; placement dans un centre d'aide par le travail ou dans un atelier de travail protégé ; situation dans l'Ouest de la France ; problème du retour dans la famille ; progrès réalisés autour de la périnatalité ; rôle de la Cotorep et de la commission départementale d'éducation spéciale ; enquête sur la réinsertion réalisée par l'U.N.A.P.E.I. (p. 269) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du minsitre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées ; besoins d'accueil des adultes hancapés ; efforts réalisés par le Gouvernement : nombre de places créées en maison d'accueil ; cas des départements de la Manche ; circulaires du 9 avril 1969 et du 17 novembre 1977 (p. 269).

779. - Français (Français de l'étranger). - Posée le 16 avril 1985 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre des relations extérieures (p. 227). - Appelée le 19 avril 1985 : **conseil supérieur des Français de l'étranger.** - M. Bruno Bourg-Broc : décret du 7 octobre 1982 organisant l'enseignement français à l'étranger (p. 262) ; composition du conseil pour l'enseignement français à l'étranger (C.E.F.E.) ; mise à l'écart d'une organisation professionnelle représentative ; désignation par le pouvoir exécutif hors de toute concertation avec les élus ; rôle de la commission de l'enseignement, de la culture et de l'information ; arrêt du 9 novembre 1984 du Conseil d'Etat annulant le décret du 7 octobre 1982 (p. 263) ; non-respect par l'administration des décisions juridictionnelles (p. 264) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : élection au suffrage universel des membres du conseil supérieur des Français de l'étranger ; fonctions de ce conseil ; rôle du C.S.F.E. (p. 263) ; annulation du décret du 7 octobre 1982 par le Conseil d'Etat pour vice de forme ; démocratisation du fonctionnement du conseil supérieur (p. 264).

780. - Calamités et catastrophes (froid et neige). - Posée le 16 avril 1985 par M. André Tourné à M. le ministre de l'agriculture (p. 227). - Appelée le

19 avril 1985 : **productions légumières d'hiver.** - M. André Tourné : cas des producteurs de fruits et légumes du midi de la France ; demande d'enquêtes ; cas des exploitants de monoculture (p. 260) ; réunion de la commission interministérielle chargée de proposer la reconnaissance de la situation de catastrophe naturelle (p. 261) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : difficultés rencontrées par les « sinistrés du gel » ; constitution de missions d'enquête à la demande du commissaire de la République ; octroi de prêts spéciaux du Crédit agricole ; reconnaissance du caractère de calamités agricoles ; dégrèvements fiscaux ; chômage technique d'un certain nombre de salariés ; taux horaire de l'allocation (p. 260) ; instructions données aux services départementaux de l'inspection du travail (p. 261).

781. - Retraites complémentaires (salariés). - Posée le 16 avril 1985 par M. Jean-Marie Daillet à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 227). - Appelée le 19 avril 1985 : **âge de la retraite de certains artisans.** - M. Jean-Marie Daillet, ordonnance du 26 mars 1982 ; extension de ces mesures aux régimes des artisans et des commerçants ; accords conclus au sein de l'A.G.I.R.C. et des l'A.R.C.C.O. ; cas des anciens salariés devenus travailleurs indépendants ; convention tripartite du 18 mars 1983 ; nombre de personnes se trouvant dans la situation de « partis » (p. 270, 271) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personne âgées : problème des « partis » ; extension des mesures relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite au régime complémentaire obligatoire des artisans ; régime juridique de droit privé des institutions concernées (p. 270) ; sa prise de position personnelle sur la nécessité d'une réforme (p. 271).

782. - Urbanisme (politique de l'urbanisme). - Posée le 16 avril 1985 par M. Gilbert Gantier à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 227). - Appelée le 19 avril 1985 : **prix des mètres carrés de bureaux à Paris.** - M. Gilbert Gantier : influence de la demande du secteur public ; rôle de la commission d'agrément (p. 272) ; conséquences fiscales de la présence de bureaux trop nombreux à Paris (p. 273) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : diminution des réalisations d'immeubles à vocation tertiaire ; caractéristiques des règles d'urbanisme de la capitale ; lenteur des opérations d'urbanisme de la ville de Paris ; libération des règles de localisation des activités en Ile-de-France ; nécessité pour l'administration d'acquérir des locaux ; cas de la police judiciaire ; principe de la diminution progressive des implantations parisiennes du secteur public (p. 272, 273).

783. - Logement (expulsions et saisies). - Posée le 16 avril 1985 par Mme Lydie Dupuy à M. le Premier ministre (p. 227, 228). - Appelée le 19 avril 1985 : **expulsions de locataires.** - Mme Lydie Dupuy : période autorisée pour les expulsions ; attitude des préfets et des sous-préfets face au recours à la force publique ; mise en place des commissions de conciliation de loyers ; conventions d'application Etat-H.L.M. (p. 271) ; cas où le locataire ayant fait l'objet d'un jugement d'expulsion offre de commencer à rembourser (p. 272) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : attitude du Gouvernement face au problème du recours à la force publique ; ignorance par les locataires en difficulté des possibilités qui leur sont offertes ; nature des prestations sociales et des aides financières spécifiques ; création de « fonds d'aides aux impayés de loyer » (p. 271).

784. - Matériels électriques et électroniques (entreprises : Côtes-du-Nord). - Posée le 16 avril 1985 par M. Pierre Jagoret à M. le Premier ministre (p. 228). - Appelée le 19 avril 1985 : **situation de l'emploi dans le Trégor.** - M. Pierre Jagoret : crise du secteur des télécommunications ; effort fait par la C.G.E. et les pouvoirs publics ; cas des entreprises L.T.T., Thomson-C.S.F. - Téléphone et C.I.T. - Alcatel ; nombre de licenciements ; rapprochement C.G.E. - Thomson ; contrat entre la C.G.E. et l'Etat ; propositions de la D.A.T.A.R. ; mise en place des contrats « formation-reconversion » (p. 266) ; transferts de technologie ; émergence industrielle des fibres optiques (p. 267) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : réductions d'emplois dans les industries du téléphone ; ralentissement des commandes des P.T.T. ; évolution de la productivité ; existence de surreffectifs ; qualification du personnel ; rapport du groupe de stratégie industrielle ; rapports entre l'Etat et la C.G.E. (p. 266) ; prévision d'un plan social ; mise en place d'une mission publique de reclassement des salariés de la téléphonie (p. 267).

785. - Carburants et fioul domestique (pétrole et produits raffinés). - Posée le 16 avril 1985 par M. François Loncle à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie (p. 228). - Appelée le 19 avril 1985 : **prix des carburants.** - M. François Loncle : évolution du prix des trois carburants (essence, super et gazole) ; libéralisation des prix ; abus réalisés par les compagnies pétrolières, les pétroliers indépendants, les raffineurs et les grossistes ; référence au « gang » des compagnies pétrolières ; problème de la qualité des produits pétroliers (p. 261) ; problème de la résistance du gazole au froid (p. 262) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : situation difficile de nombreux distributeurs ; niveau des prix en France par rapport au reste de la C.E.E. ; fluctuations du cours du dollar ; conditions climatiques ; évolution du prix du gazole ; saisine de la commission de la concurrence ; cas du fioul domestique ; température de résistance au froid des carburants (p. 262).

786. - Transports aériens (aéroports : Val-de-Marne). - Posée le 16 avril 1985 par Mme Paulette Nevoux à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 228). - Appelée le 19 avril 1985 : **insonorisation pour riverains de l'aéroport d'Orly.** - Mme Paulette Nevoux : cas de l'école maternelle Poulmarch de Villeneuve-le-Roi ; évolution de la réglementation en matière de zone de bruit donnant droit à indemnisation (p. 273) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : rôle de la commission spéciale ; modification des limites et de la nature des aides autour de l'aérodrome d'Orly ; propositions émises en 1983 par le groupe Gabolde (p. 273).

787. - Enseignement secondaire (établissements : Vendée). - Posée le 19 avril 1985 par M. Pierre Mauger à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 274). - Appelée le 26 avril 1985 : **collège Savary-de-Mauléon aux Sables-d'Olonne.** - M. Pierre Mauger : état de vétusté et d'insécurité des bâtiments de ce collège ; nécessité de débloquer des crédits pour les études précédant la construction d'un nouveau C.E.S. (p. 450-451) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : construction d'un collège aux Sables-d'Olonne figurant sur la liste des opérations à financer en priorité dans la région Pays de la Loire ; effectivité des transferts de compétences relatifs aux collèges à compter du 1er janvier 1986 (p. 451).

788. - Santé publique (produits dangereux). - Posée le 19 avril 1985 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre de l'environnement (p. 274).

789. - Agriculture (politique agricole). - Posée le 23 avril 1985 par M. Vincent Ansquer à M. le ministre de l'agriculture (p. 324). - Appelée le 26 avril 1985 : **politique agricole.** - M. Vincent Ansquer : diminution du revenu des agriculteurs et notamment des éleveurs ; opportunité du réajustement du franc vert ; suppression des montants compensatoires monétaires négatifs français ; possibilité de procéder à des achats publics (p. 442) ; compensation de la perte de revenu des agriculteurs subie entre le 1er avril et la date de la fixation des prix à Bruxelles ; demande l'organi-

sation d'un débat à l'Assemblée nationale sur la politique agricole commune (p. 443) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : disparités entre l'offre et la demande de produits agricoles dans la C.E.E. ; progression du revenu agricole dû à la politique agricole commune ; propositions de prix pour la campagne 1985-1986 faites par la commission de Bruxelles ; caractère néfaste des positions de certains Etats tendant à une renationalisation progressive des organisations de marché ; évolution du régime fiscal applicable aux agriculteurs français (p. 442, 443).

790. - Equipements industriels et machines-outils (emploi et activité). - Posée le 23 avril 1983 par M. Michel Noir à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 324). - Appelée le 26 avril 1985 : **industrie française de la machine-outil.** - M. Michel Noir : définition du plan machine-outil en décembre 1981 ; utilisation des aides publiques (p. 447) ; effort de recherche-développement ; efficacité des restructurations ; prise de contrôle de la société Ernault-Somua par le groupe japonais Toyoda ; détournement des crédits consacrés au plan bureautique pour financer la société La Chapelle-Darblay (p. 448) ; insuffisance de la relance des commandes de biens d'équipement (p. 449) ; M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : utilité du plan machine-outil ; dégradation du marché mondial ; modernisation de l'outil de production et des méthodes de gestion ; coopération entre Toyoda et Ernault-Somua apparaissant comme équilibrée ; garanties industrielles données à la France ; priorité aux industries relevant de la productique (p. 448) ; montant des aides publiques allouées à ce secteur (p. 449).

791. - Société nationale des chemins de fer français (ateliers : Hérault). - Posée le 23 avril 1985 par M. Paul Balmigère à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports (p. 325). - Appelée le 26 avril 1985 : **dépôt S.N.C.F. de Béziers.** - M. Paul Balmigère : perte de 110 emplois au dépôt S.N.C.F. de Béziers entre 1982 et 1985 ; inquiétude soulevée par la signature prochaine du contrat de plan entre l'Etat et la S.N.C.F. (p. 438) ; atelier « réparation » de Béziers restant la pièce maîtresse de l'activité industrielle locale ; baisse des emplois dans les services et dans le commerce ; construction d'une fosse permettant de réparer certaines machines de la S.N.C.F. (p. 439) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports : obligation faite à la S.N.C.F. d'améliorer sa gestion en application de la loi d'orientation des transports intérieurs ; baisse non négligeable de la charge de travail des ateliers de réparation ; répartition équitable du travail d'entretien restant à effectuer (p. 438).

792. - Retraites complémentaires (artisans et commerçants). - Posée le 23 avril 1985 par M. Parfait Jans à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 325). - Appelée le 26 avril 1985 : **retraite complémentaire des chauffeurs de taxi non salariés.** - M. Parfait Jans : loi du 30 juin 1982 ouvrant aux chauffeurs de taxi non salariés le bénéfice d'une retraite complémentaire (p. 444) ; absence des décrets d'application de cette législation ; réglementation en cause devant combler une lacune de la législation (p. 445) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : situation des chauffeurs de taxi non salariés avant la loi du 13 juillet 1982 ; affiliation d'office des chauffeurs de taxi au régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse des artisans ; retard actuel tenant aux problèmes de reconstitution de carrière des retraités (p. 445).

793. - Logement (construction). - Posée le 23 avril 1985 par M. Jean-Marie Daillet à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 325). - Appelée le 26 avril 1985 : **protection des candidats à la construction de maisons individuelles.** - M. Jean-Marie Daillet : sa référence à sa proposition de loi relative à la protection des candidats à la construction individuelle ; agissements de certains « pavillonneurs malhonnêtes » ; problème de l'inscription de sa proposition à l'ordre du jour ; agissements de la société Lemoux-Bernard et de ses concessionnaires (p. 439) ; sa référence à un article d'Ouest-France sur le même sujet ; abus social touchant les familles les plus modestes ; solutions à mettre en œuvre pour relancer la construction individuelle (p. 440, 441) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports : intérêt que le Gouvernement attache à faciliter les conditions d'accession à la propriété ; contestation unanime de la proposition de M. Jean-Marie Daillet par les organisations de consommateurs ; concertation entre les représentants des constructeurs et les organisations de consommateurs ; signature d'un accord cadre entre l'union nationale des constructeurs de maisons individuelles et les associations représentatives des accédants à la propriété ; mise en place d'une commission permanente (p. 440).

794. - Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : enseignement secondaire). - Posée le 23 avril 1985 par M. Marcel Esdras à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 325). - Appelée le 26 avril 1985 : **lycées et collèges de la Guadeloupe.** - M. Marcel Esdras : mauvaise situation de l'enseignement en Guadeloupe, notamment dans le second degré ; déficit de postes ; distorsion existant entre la Guadeloupe et la Martinique (p. 449) ; situation géographique de l'académie des Antilles et de la Guyane interdisant tout redéploiement de postes ; problèmes des locaux scolaires (p. 450) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : situation favorable de l'académie Antilles-Guyane ; responsabilité du recteur pour l'implantation des postes qui lui sont délégués ; prélèvement de postes excédentaires en Martinique au profit de la Guyane et de la Guadeloupe ; action conduite dans le domaine de l'éducation spécialisée et de la documentation (p. 450).

795. - Politique extérieure (Guatemala). - Posée le 23 avril 1985 par M. Roger Rouquette à M. le ministre des relations extérieures (p. 325). - Appelée le 26 avril 1985 : **situation au Guatemala.** - M. Roger Rouquette : banalisation de la violence dans ce pays ; rôle joué par la C.I.A. en 1954 ; nombre des victimes d'assassinats politiques ; ses observations sur les « prétendus efforts » du régime actuel pour protéger les droits de l'homme (p. 453) ; majorité de la population guatémaltèque constituée par les Indiens (p. 454) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : attachement de la France aux solutions négociées pour mettre fin aux conflits ; recrudescence des disparitions violentes et des exactions au Guatemala ; participation de la France à la rédaction d'une résolution sur le Guatemala à la commission des Droits de l'homme des Nations unies (p. 453, 454).

796. - Minéraux (entreprises : Alsace). - Posée le 23 avril 1985 par M. Jean Grimont à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 325). - Appelée le 26 avril 1985 : **mines de potasse d'Alsace.** - M. Jean Grimont : site unique en France consacré à l'extraction de la potasse ; dispositions prises dans le contrat de plan de 1982 ; réouverture du puits d'Ungersheim promise par le Président de la République (p. 446, 447) ; M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : rôle essentiel joué par cette société dans le secteur des industries de base ; aide de l'Etat en 1985 par le biais d'une dotation en capital et d'un prêt participatif ; établissement d'un programme pluriannuel de prospection ; utilisation de techniques nouvelles, dites de « dissolution » ; création d'une filiale de diversification (p. 447).

797. - Chômage : indemnisation (préretraites). - Posée le 23 avril 1985 par M. Robert Malgras à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 325, 326). - Appelée le 26 avril 1985 : **préretraités, retraités et assimilés.** - M. Robert Malgras : diminution du pouvoir d'achat

affectant les ressources des préretraités, retraités et assimilés ; augmentation des cotisations d'assurance maladie et revalorisation des allocations (p. 443) ; nombre de personnes concernées (p. 444) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : existence de cas d'exonération totale ou partielle de la cotisation d'assurance maladie ; cas de disparités de situations résultant de différences dans la date de départ en préretraite ; règles de revalorisation des préretraites alignées sur les règles en vigueur pour les retraites ; revalorisation des préretraites supérieure à la hausse des prix ; possibilité de réouverture de la garantie de ressources pour certains demandeurs d'emplois âgés de plus de soixante ans (p. 444).

798. - Agriculture (indemnités de départ). - Posée le 23 avril 1985 par M. Georges Labazée à M. le ministre de l'agriculture (p. 326). - Appelée le 26 avril 1985 : **transmission d'exploitations agricoles.** - M. Georges Labazée : cas de la transmission de l'exploitation à un enfant unique ; conditions d'obtention de la dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; identicité de ces conditions avec celles relatives aux prêts « jeunes agriculteurs » ; possibilité d'apporter une modification au décret n° 84-84 ; dispositions applicables dans le cadre de la mise en place des plans de développement (p. 445, 446) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : situation favorable du jeune agriculteur lorsqu'il est le seul descendant de l'exploitant précédent ; prêts bonifiés ; cas de ceux qui, ayant plusieurs frères et sœurs, succèdent à leurs parents ; nombre de bénéficiaires de la dotation des jeunes agriculteurs et montant des crédits affectés (p. 446).

799. - Politique extérieure (Ethiopie). - Posée le 23 avril 1985 par M. Jean-Pierre Sueur à M. le ministre délégué chargé de la coopération et du développement (p. 326). - Appelée le 26 avril 1985 : **aide aux populations d'Ethiopie.** - M. Jean-Pierre Sueur : situation difficile de la population du Tigré (p. 451) ; informations publiées dans la presse française sur l'attitude du gouvernement éthiopien face à la répartition de l'aide (p. 452) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : mission demandée par la Communauté économique européenne dans le but de se rendre compte des conditions de cheminement de l'aide ; non-ingérence dans les affaires intérieures de ce pays ; sa prochaine visite en Ethiopie ; relativité des informations sur ce sujet ; montant de l'aide française à l'Ethiopie ; facilités accordées aux O.N.G. françaises travaillant dans ce pays (p. 452).

800. - Communautés européennes (politique agricole commune). - Posée le 23 avril 1985 par M. Raoul Bayou à M. le ministre de l'agriculture (p. 326). - Appelée le 26 avril 1985 : **situation viticole.** - M. Raoul Bayou : situation critique de la viticulture méridionale ; réglementation européenne concernant l'ajustement des disponibilités aux besoins et l'élimination des excédents par la distillation obligatoire ; absence de contrepartie garantissant le prix de la partie commercialisable des récoltes ; non-respect des règles communautaires chez certains des partenaires de la France ; refus de l'Italie d'établir un cadastre viticole (p. 441) ; opposition de Bruxelles au renforcement des compétences de l'office des vins ; intérêts de l'Espagne sauvegardés par le compromis du 28 mars 1985 (p. 442) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : aboutissement des demandes de la France pour une réforme de l'organisation commune du marché viti-vinicole ; répartition du volume à distiller entre les régions en fonction du dépassement de leur récolte ; application de ces dispositions à l'Espagne ; maintien des interventions de soutien du marché (p. 441) ; intérêt porté par le Gouvernement à la viticulture méridionale (p. 442).

801. - Communautés européennes (politique agricole commune). - Posée le 25 avril 1985 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'agriculture (p. 433).

802. - Etat civil (noms et prénoms). - Posée le 2 mai 1985 par M. Jean-Louis Masson à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (p. 549). - Appelée le 3 mai 1985 : **transmission du nom patronymique.** - M. Jean-Louis Masson : transmission du nom patronymique de la mère à son enfant interdite en France ; engagement pris en 1981 par le Président de la République de régler cette question ; ses différentes interventions sur ce sujet (p. 563) ; faveur donnée à l'union libre par le Gouvernement actuel (p. 564) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : dépôt d'un projet de loi instaurant l'égalité entre le mari et la femme dans les régimes matrimoniaux (p. 564).

803. - Politique extérieure (République fédérale d'Allemagne). - Posée le 2 mai 1985 par M. François Grussenmeyer à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 549). - Appelée le 10 mai 1985 : **statut fiscal des travailleurs frontaliers.** - M. François Grussenmeyer : convention franco-allemande du 21 juillet 1959 ; exigence du fisc allemand à l'égard des travailleurs français résidant en dehors de la zone frontalière ; nécessité d'une intervention rapide auprès de l'administration fiscale allemande (p. 692) ; nécessité de faire arrêter les poursuites engagées par les Allemands ; redéfinition de la zone frontalière ; nécessaire progression de l'Europe sociale (p. 693) ; M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre : caractère fondé en droit des rappels d'impôt réclamés par l'Allemagne à des travailleurs domiciliés en dehors de la zone frontalière française ; dégrèvement des impositions perçues à tort par le fisc français ; renégociation de la convention fiscale franco-allemande (p. 692).

804. - Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (cliniques et établissements privés : Hérault). - Posée le 2 mai 1985 par M. Paul Balmigère à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 549). - Appelée le 3 mai 1985 : **clinique mutualiste de Béziers.** - M. Paul Balmigère : fixation d'un prix de journée sans lien avec la réalité de l'établissement ; existence d'un découvert bancaire (p. 559) ; mise en cause de la liberté de choix des malades ; réduction de postes ; faveur donnée aux intérêts privés (p. 560) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : sous-évaluation du nombre de journées permettant une majoration des prix ; augmentation des frais de personnel médical ; non-versement par certains médecins d'une contribution au budget de l'établissement (p. 559, 560).

805. - Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : établissements d'hospitalisation, de soins et de cure). - Posée le 2 mai 1985 par M. Ernest Moutoussamy à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 549). - Appelée le 3 mai 1985 : **hôpital de Marigot à Saint-Martin, en Guadeloupe.** - M. Ernest Moutoussamy : mauvais approvisionnement en produits techniques et d'intendance de cet hôpital ; situation fortement débitrice de l'établissement ; manque de crédibilité financière et administrative de l'hôpital ; absence d'un gestionnaire à demeure (p. 554) ; problème de la volonté politique de sauver l'établissement en cause (p. 555) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : île constituant un condominium franco-hollandais (p. 554) ; importance de la clientèle étrangère souvent insolvable ; nomination d'un directeur ; inscription d'une dotation pour créances irrécouvrables au budget 1985 (p. 555).

806. - Agriculture (aides et prêts). - Posée le 2 mai 1985 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 550). - Appelée le 3 mai 1985 : **coût de l'énergie en agriculture.** - M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : coûts de production représentés par les dépenses en énergie ; situation en Hollande concernant le chauffage des serres : apparition d'une distorsion de concurrence ; han-

dicap apparaissant particulièrement lourd pour les Pays de la Loire ; suggestions faites par les professionnels en matière fiscale et de contrôle des prix (p. 561) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : prise en compte du niveau d'ensemble des prélèvements obligatoires ; régime fiscal des agriculteurs français plus favorable que celui pratiqué dans les autres pays européens (p. 561).

807. - Anciens combattants et victimes de guerre (Malgré nous). - Posée le 2 mai 1985 par M. Emile Koehl à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre (p. 550). - Appelée le 3 mai 1985 : **incorporés de force dans l'armée allemande.** - M. Emile Koehl : cas des Alsaciens et Lorrains incorporés de force et non reconnus comme anciens combattants ; affectation de ces derniers aux services de D.C.A. pendant la dernière guerre ; assimilation des incorporés de force à « des personnes contraintes au travail en pays ennemi » (p. 565) ; assimilation par les autorités allemandes des services accomplis à des services militaires ; attitude du ministère des anciens combattants refusant de délivrer le « certificat d'incorporé de force » ; conditions retenues par le tribunal administratif pour l'obtention de ce certificat (p. 566) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : portée de l'arrêt sieur Kocher du Conseil d'Etat du 16 novembre 1973 ; possibilité pour les intéressés d'obtenir le certificat d'incorporation de force dans l'armée allemande ; indemnisation par la République fédérale d'Allemagne (p. 566).

808. - Handicapés (allocations et ressources). - Posée le 2 mai 1985 par M. Raymond Douyère à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 550). - Appelée le 3 mai 1985 : **allocation aux adultes handicapés.** - M. Raymond Douyère : pouvoirs des commissions départementales de la Cotorep ; cas de ceux ne pouvant bénéficier du régime d'assurance chômage ; reclassement des personnes handicapées par l'intermédiaire des « commissions de suite » (p. 558, 559) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : situation des personnes handicapées faisant l'objet d'un nouvel examen tous les cinq ans ; existence de mesures spécifiques ; maintien du versement de l'allocation aux adultes handicapés ; bénéfice d'une rémunération au titre d'un stage de formation professionnelle (p. 558).

809. - Enseignement secondaire (fonctionnement). - Posée le 2 mai 1985 par M. Raymond Douyère à M. le ministre de la défense (p. 550).

810. - Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale). - Posée le 2 mai 1985 par Mme Eliane Provost à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 550). - Appelée le 3 mai 1985 : **droit au travail des handicapés.** - Mme Eliane Provost : mauvaise interprétation de la loi d'orientation de 1975 ; problème de l'obligation d'emploi des personnes véritablement handicapées ; fonctionnement des Cotorep (p. 559) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : possibilité d'emploi en entreprise ou dans la fonction publique ; notion de priorité d'emploi faisant l'objet de critiques ; modernisation de la législation (p. 559).

811. - Logement (amélioration de l'habitat). - Posée le 2 mai 1985 par M. Jean-Jacques Benetière à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 550). - Appelée le 3 mai 1985 : **primes à l'amélioration de l'habitat.** - M. Jean-Jacques Benetière : modalités d'attribution des primes ; réévaluation régulière des plafonds de ressources ; nombre des propriétaires ayant accès aux primes ; cas des propriétaires disposant des revenus les plus faibles ; incidence des aides sur l'activité économique du secteur du bâtiment (p. 557) ; mesures d'adaptation prises dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat ; maintien du dispositif existant jusqu'à l'achèvement de la convention (p. 558) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : nombre de logements H.L.M. améliorés chaque année ; institution d'une réduction d'impôt en faveur des propriétaires réalisant des travaux de grosses réparations ; redéfinition en cours des conditions nouvelles d'octroi de la prime à l'amélioration de l'habitat ; montant de l'aide totale consentie par l'Etat (p. 557).

812. - Bâtiment et travaux publics (emploi et activité). - Posée le 2 mai 1985 par M. Robert de Caumont à M. le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (p. 550).

813. - Radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio). - Posée le 7 mai 1985 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 624). - Appelée le 10 mai 1985 : **télévisions privées.** - M. Pierre-Bernard Cousté : augmentation du nombre d'appareils de télévision mis en service ; rapport Bredin ; autorité étant chargée d'attribuer les fréquences (p. 699) ; émission « Psy-Show » ; nombre de télévisions privées ; télévisions privées diffusées par câble ou par satellite (p. 700) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : cinquantième anniversaire de la création de la télévision en France ; rapport Bredin ; régime des radios locales privées ; autorisation d'émettre (p. 700).

814. - Jeux et paris (paris mutuels). - Posée le 7 mai 1985 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'agriculture (p. 624).

815. - Chasse et pêche (Office national de la chasse : Moselle). - Posée le 7 mai 1985 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre de l'environnement (p. 624).

816. - Matériels électriques et électroniques (entreprises). - Posée le 7 mai 1985 par M. Philippe Bassinet à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 624).

817. - Emploi et activité (politique de l'emploi). - Posée le 7 mai 1985 par M. Jacques Fleury à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 624). - Appelée le 10 mai 1985 : **cumuls d'emplois.** - M. Jacques Fleury : nombre de cumuls entre plusieurs emplois ou entre une retraite et un emploi (p. 698) ; moyens statistiques permettant de mesurer l'influence des cumuls d'emplois sur le taux du chômage (p. 699) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : insuffisance de notre appareil statistique ; cumul emploi-retraite ; cumuls d'emplois ; contribution de solidarité (p. 699).

818. - Voirie (tunnels). - Posée le 7 mai 1985 par M. Dominique Dupilet à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports (p. 624). - Appelée le 10 mai 1985 : **construction d'un lien fixe trans-Manche dans le détroit du Pas-de-Calais.** - M. Dominique Dupilet : rapport du groupe de travail franco-britannique ; atout économique pour la région du Nord - Pas-de-Calais ; dimension européenne du projet (p. 697) ; nombre d'emplois créés à l'occasion de cette construction ; nécessaire association à l'opération des régions et des départements ; nécessité d'une ample information (p. 698) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports : groupe de travail composé de hauts fonctionnaires ; liberté de conception laissée aux promoteurs ; implication économique et politique du projet ; mission confiée à deux hauts fonctionnaires pour examiner les conséquences du projet pour la région Nord - Pas-de-Calais (p. 698).

819. - Emploi et activité (politique de l'emploi : Hauts-de-Seine). - Posée le 7 mai 1985 par M. Parfait Jans à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 624, 625). - Appelée le 10 mai 1985 : **création d'une zone d'aménagement concerté à Levallois.** - M. Parfait Jans : rôle des banques et des compagnies d'assurances nationalisées en faveur de l'emploi et de la modernisation de notre appareil de production ; exemple de Levallois-Perret ; rôle du Crédit Lyonnais à l'égard de Citroën (p. 693) ; participation de la B.N.P. et de l'U.A.P. à la société d'économie mixte « Front de Seine » chargée de « liquider » la zone industrielle avant de participer à une opération immobilière (p. 694) ; M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et des victimes de guerre : projet de la municipalité de Levallois-Perret en matière d'urbanisme et d'aménagement foncier (p. 693) ; constitution d'une société d'économie mixte chargée de procéder aux études générales et techniques nécessaires à la création de la Z.A.C. (p. 694).

820. - Communauté européenne (politique de la défense). - Posée le 7 mai 1985 par M. Robert Montdargent à M. le ministre de la défense (p. 625). - Appelée le 10 mai 1985 : **programme national d'avions de combat.** - M. Robert Montdargent : position officielle du Gouvernement concernant l'avion de combat du futur ; atouts de la France pour se mobiliser autour d'un projet national (p. 696) ; abandon à terme de tout programme national de conception et de fabrication d'un avion français ; danger du projet « avion de combat européen » ; système de la répartition de la charge de travail (p. 697) ; M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre : négociations entre la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et la République fédérale d'Allemagne ; réalisation du programme « avion de combat européen » (p. 696) ; entente explicite sur les conditions concrètes de la coopération avant tout lancement du programme (p. 697).

821. - Politique extérieure (aide au développement). - Posée le 7 mai 1985 par M. Jean-Marie Daillet à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 625). - Appelée le 10 mai 1985 : **société d'aide technique et de coopération.** - M. Jean-Marie Daillet : intentions du Gouvernement quant au sort de la société Satec-Développement ; problème des participations de l'Etat par sociétés nationales ou par caisse de coopération interposées ; cadres scientifiques et techniques de la Satec-Développement (p. 694) ; erreurs de gestion de la Sodeteg étant à l'origine de la mise en règlement judiciaire de la Satec-Développement ; nécessité de ne pas démanteler les équipes scientifiques françaises (p. 695) ; M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre : rôle de la Satec dans la coopération agricole française avec le tiers monde (p. 694) ; difficultés financières de la Satec ; préoccupations de l'Etat et des actionnaires quant à la situation du personnel (p. 695).

822. - Armée (fonctionnement). - Posée le 7 mai 1985 par M. Jean Peuziat à M. le ministre de la défense nationale (p. 625). - Appelée le 10 mai 1985 : **formation civique des cadres de la défense.** - M. Jean Peuziat : maintien au garde-à-vous pendant vingt-deux-heures de trente-neuf soldats du régiment de la Lande-d'Ouée (p. 695) ; M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre : sévices dans l'armée (p. 695) ; traduction des coupables devant une commission de discipline habilitée à prendre des sanctions statutaires pouvant aller jusqu'à l'exclusion de l'armée ; nécessité de ne pas mettre en cause la formation des cadres de l'armée ; démocratisation des armées (p. 696).

823. - Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : formation professionnelle et promotion sociale). - Posée le 14 mai 1985 par M. Michel Debré à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer (p. 783).

824. - Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (fonctionnement : Bas-Rhin). - Posée le 14 mai 1985 par M. André Durr à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 783). - Appelée le 24 mai 1985 : **hébergement médicalisé de personnes âgées dans le Bas-Rhin.** - M. André Durr : nombre de lits existant dans le Bas-Rhin ; maison de retraite de Strasbourg en cours de construction ; affectations de personnel (p. 1177) ; redéploiement des moyens devant permettre de prendre en compte un plus grand nombre de personnes âgées malades (p. 1178) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : poids des dépenses de santé ; situation dans le département du Bas-Rhin ; hébergement de cure médicale (p. 1178).

825. - Automobiles et cycles (entreprises). - Posée le 14 mai 1985 par M. Jean-Louis Masson à M. le Premier ministre (p. 783).

826. - Emploi et activité (politique de l'emploi). - Posée le 20 mai 1985 par M. Charles Miossec à M. le Premier ministre (p. 854). - Appelée le 24 mai 1985 : **chômage.** - M. Charles Miossec : chômage des jeunes ; travaux d'utilité collective (p. 1175) ; situation des chômeurs en fin de droits ; éventualité de la création de travaux d'intérêt général ou de contrats de formation-reclassement pour des chômeurs adultes ; stages en alternance entreprise-école (p. 1176) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : nombre de jeunes en formation ; travaux d'utilité collective ; allocation de solidarité (p. 1176).

827. - Départements et territoires d'outre-mer (Martinique : logement). - Posée le 20 mai 1985 par M. Camille Petit à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 854). - Appelée le 24 mai 1985 : **financement du logement dans les D.O.M.** - M. Camille Petit : situation de l'habitat social dans les départements d'outre-mer ; rôle des assemblées locales ; discrimination dans l'attribution de l'allocation logement entre les départements d'outre-mer et la métropole (p. 1173) ; usage de la ligne budgétaire unique (p. 1174) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : crédits affectés aux départements d'outre-mer (p. 1173) ; résorption de l'habitat insalubre outre-mer ; situation des sociétés d'H.L.M. en Martinique (p. 1174).

828. - Tabacs et allumettes (tabagisme). - Posée le 21 mai 1985 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 988). - Appelée le 7 juin 1985 : **apposition d'un macaron « non-fumeur » sur les taxis.** - M. Edouard Frédéric-Dupont : impossibilité actuelle pour les chauffeurs de taxi d'empêcher un client de fumer ; ses demandes répétées que les taxis soient inclus dans le décret interdisant de fumer dans les véhicules à usage public (p. 1543) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : nécessaire respect des libertés publiques (p. 1543) ; accord prochain entre le ministre de l'intérieur et de la décentralisation et le secrétariat d'Etat chargé de la santé pour modifier le décret de 1977 (p. 1544).

829. - Armes et munitions (réglementation de la détention et de la vente). - Posée le 21 mai 1985 par M. Henri Bayard à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 988). - Appelée le 24 mai 1985 : **publicité sur les armes de chasse.** - M. Henri Bayard : rôle du département de la Loire dans la fabrique des armes de chasse ; marché français de l'arme de chasse ; poids grandissant du terrorisme et de la délinquance (p. 1174) ; exclusion de l'arme de chasse du champ d'application du texte relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu (p. 1175) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : souci du

Gouvernement de respecter le libre débat de l'Assemblée nationale sur le projet relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu (p. 1175).

830. - Personnes âgées (établissements d'accueil). - Posée le 21 mai 1985 par M. Loïc Bouvard à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 988). - Appelée le 24 mai 1985 : **hébergement collectif des personnes âgées.** - M. Loïc Bouvard : conditions d'accueil en établissements des personnes âgées dépendantes ; nombre des personnes très âgées (p. 1178) ; taux d'inadéquation ; origines de cette situation (p. 1179) ; maisons d'accueil des personnes âgées ; tarification (p. 1180) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : insuffisance de la politique menée avant 1981 ; aspects démographiques du problème ; nombre des personnes pouvant être hébergées en structures d'accueil ; réaménagement des mécanismes de tarification ; modernisation des hospices ; création de nouveaux lits d'accueil ; maisons d'accueil des personnes âgées (p. 1179) ; prise en charge assurée par la sécurité sociale ; hébergement des personnes âgées ne devant pas être financé sur le forfait global des établissements ; bénéfice de l'allocation logement dans les sections de cure médicale (p. 1180).

831. - Engrais et amendements (entreprises). - Posée le 21 mai 1985 par M. André Soury à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 988). - Appelée le 24 mai 1985 : **industrie des engrais.** - M. André Soury : avenir de la compagnie française de l'azote (Cofaz) ; tractations en cours avec Norsk-Hydro ; dépendance de l'agriculture française ; réserves en matières premières ; échec du plan engrais (p. 1169) ; nécessaire encouragement des coopérations inter-entreprises (p. 1170) ; Mme Edwige Avice, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : lettre d'intention entre les actuels actionnaires de Cofaz et le groupe norvégien Norsk-Hydro ; subordination de la concrétisation de la cession du contrôle de Cofaz à Norsk-Hydro à l'accord des pouvoirs publics (p. 1170).

832. - Logement (expulsions et saisies). - Posée le 21 mai 1985 par M. François Asensi à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 989). - Appelée le 24 mai 1985 : **expulsions de locataires.** - M. François Asensi remplacé par Mme Muguette Jacquaint : recrudescence des expulsions frappant les familles modestes (p. 1171) ; suspension des expulsions pour les locataires de bonne foi ; commissions d'aide aux impayés ; situation des chômeurs ; politique d'austérité et de chômage menée par le Gouvernement (p. 1172) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : nombre de logements financés en prêt locatif aidé ; origine des expulsions ; priorité consistant à trouver des solutions aux difficultés économiques et sociales rencontrées par les intéressés ; développement des fonds d'aide (p. 1172) ; extension de ce mécanisme au secteur privé ; mise à la disposition des associations de logements sociaux vacants (p. 1173).

833. - Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements : Paris). - Posée le 21 mai 1985 par M. Roger Rouquette à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 989). - Appelée le 24 mai 1985 : **sécurité des établissements scolaires.** - M. Roger Rouquette : zone d'action concertée Guilleminot ; travaux destinés à rendre piétonne une partie de la rue de l'Ouest ; écoles dont les issues débouchent sur des rues passantes (p. 1171) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : nécessaire conciliation de la circulation automobile avec la sécurité de déplacement des élèves ; dispositions réglementaires existantes ; rôle du maire de Paris (p. 1171).

834. - Enseignement secondaire (fonctionnement). - Posée le 21 mai 1985 par M. Raymond Douyère à M. le ministre de la défense (p. 989). - Appelée le 24 mai 1985 : **accès aux lycées militaires.** - M. Raymond Douyère remplacé par M. Jean-Hugues Colonna : pourcentages de l'accès aux lycées militaires qui sont réservés aux enfants de militaires et de fonctionnaires ; enfants des fonctionnaires territoriaux (p. 1168) ; Mme Edwige Avice, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : capacité des établissements militaires ; aide au recrutement des grandes écoles d'officiers (p. 1168).

835. - Sécurité sociale (cotisations). - Posée le 21 mai 1985 par M. Pierre Metais à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 989). - Appelée le 24 mai 1985 : **travailleurs salariés à temps partiel.** - M. Pierre Metais : situation sociale des travailleurs salariés à temps partiel effectuant moins de 120 heures par mois ; assurance personnelle (p. 1176) ; ouverture du droit aux prestations du régime général de sécurité sociale aux salariés travaillant moins de 200 heures par trimestre (p. 1177) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : droits aux prestations de sécurité sociale demeurant fondés sur un principe contributif ; droits sociaux pouvant être ouverts en fonction d'un montant minimum de cotisations dues pour 1040 fois la valeur du S.M.I.C. horaire (p. 1177).

836. - Assurance vieillesse : généralités (paiement des pensions : Alpes-Maritimes). - Posée le 21 mai 1985 par M. Jean-Hugues Colonna à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 989). - Appelée le 24 mai 1985 : **versement des pensions.** - M. Jean-Hugues Colonna : retards successifs constatés dans les Alpes-Maritimes dans le versement des pensions sur les livrets des caisses d'épargne (p. 1170) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : bande magnétique éditée par le centre des pensions de Nice ; régionalisation progressive des circuits interbancaires ; duplication des bandes magnétiques permettant une saisine directe du centre de Toulon (p. 1170) ; architecture informatique du réseau des caisses d'épargne (p. 1171).

837. - Electricité et gaz (centrales d'E.D.F. : Loire-Atlantique). - Posée le 24 mai 1985 par M. Lucien Richard à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie (p. 1181). - Appelée le 31 mai 1985 : **implantation en Basse-Loire d'une centrale nucléaire.** - M. Lucien Richard : consommation des pays de la Loire en électricité ; implantation de centrales nucléaires dans l'Est de la France ; nécessité de l'implantation d'une centrale nucléaire en Basse-Loire ; site du Carnet ; fermeture de l'antenne de Paimbœuf ; mise en service de quatre tranches de 900 à 1 300 mégawatts sur les sites de Chinon et de Flamanville ; procédure de la déclaration d'utilité publique (p. 1369) ; équilibre du réseau ne pouvant être assuré qu'avec la centrale de Civaux et celle du Carnet ; enjeu politique de la construction de la centrale (p. 1370) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : accroissement récent de la puissance de la centrale thermique classique de Cordemais ; sécurité de l'approvisionnement de la Basse-Loire en électricité ; projet du Carnet (p. 1369) ; procédures d'enquête publique ; prise en considération de l'évolution de la consommation pour décider des investissements à réaliser (p. 1370).

838. - Impôt sur le revenu (revenus fonciers). - Posée le 24 mai 1985 par M. René André à M. le ministre de l'agriculture (p. 1181). - Appelée le 7 juin 1985 : **quotas laitiers.** - M. René André : « dossier Manche » ; propriété des quotas laitiers ; cas de reprise partielle d'exploitation ; amputation de la valeur vénale ou locative d'une terre sur laquelle la production de lait est interdite (p. 1547) ; mesures à prendre pour éviter la généralisation du double marché foncier (p. 1548) ; caractère temporaire de l'institution des quotas laitiers ; situation de la Manche et de la Normandie (p. 1549) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : maîtrise de la production laitière ; signification de l'instauration des quotas laitiers ; quantité de référence en cas de vente ; location ou transmission par héritage d'une exploitation ; cas des baux ruraux arrivant à expiration ; installation des jeunes agriculteurs ; principe du consentement à l'impôt ; situation fiscale devenant un élément patrimonial (p. 1548).

839. - Constructions aéronautiques (avions). - Posée le 24 mai 1985 par M. Michel Debré à M. le ministre de la défense (p. 1181). - Appelée le 7 juin 1985 : **avion de combat futur.** - M. Michel Debré : intérêts divergents des industries nationales ; exemples de coopération bilatérale ; accord envisagé entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ; rôle de la S.N.E.C.M.A. : besoins de l'armée française ; nécessaire respect des spécificités militaires (p. 1538) ; maintien de l'avance technique française ; missions de cet avion ; exigences stratégiques de la France (p. 1540) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : accord envisagé entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ; rencontre des ministres de la défense à Rome ; durée de vie d'un avion de combat ; masse de l'avion de combat futur ; intention du Gouvernement de dériver de cet avion une version aéronavale ; nécessité de créer un bureau d'études commun (p. 1539) ; rôle de la France dans la construction européenne ; intérêts fondamentaux de l'industrie aéronautique française ; spécificité des missions (p. 1540).

840. - Départements et territoire d'outre-mer (Polynésie : calamités et catastrophes). - Posée le 28 mai 1985 par M. Tuhata Salmon à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer (p. 1243). - Appelée le 31 mai 1985 : **dégâts causés par un cyclone en Polynésie.** - M. Tuhata Salmon : dépression tropicale du lundi 6 mai dans l'archipel des Marquises ; importance des dégâts ; nécessité de revoir les dotations globales d'équipement des communes (p. 1364) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : dépression tropicale du lundi 6 mai dans l'archipel des Marquises ; montant des dommages causés ; comité interministériel d'aide aux victimes (p. 1364) ; fonds intercommunal de péréquation (p. 1365).

841. - Matériels ferroviaires (emploi et activité). - Posée le 28 mai 1985 par M. Alain Bocquet à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 1243, 1244). - Appelée le 31 mai 1985 : **industrie de matériel ferroviaire.** - M. Alain Bocquet : concentration de l'industrie ferroviaire dans le Nord ; restructurations envisagées (p. 1371) ; situation des entreprises Fauvet Girel et Alsthom-Raismes ; supression d'emplois envisagée par Alsthom ; plans sociaux ; absence de saturation des marchés de matériel ferroviaire ; table ronde sur l'avenir du matériel ferroviaire (p. 1372) ; besoins de la S.N.C.F. ; absence de saturation du marché français ; exemple de l'entreprise Alsthom de Raismes ; réduction d'effectifs (p. 1373) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : diminution du marché intérieur ; volume d'exportation de l'industrie française (p. 1372) ; organisation des entrprises pour les matériels de transport des voyageurs ; absence de projet de réduction d'effectifs ; existence d'un processus de restructuration (p. 1373).

842. - Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (montant). - Posée le 28 mai 1985 par M. André Tourné à M. le Premier ministre (p. 1244). - Appelée le 21 juin 1985 : **situation des anciens combattants.** - M. André Tourné : explique les raisons choisies pour la date de discussion de sa question (p. 1846) ; rapport constant ; veuves d'anciens combattants sans pension ; hommage rendu aux victimes de la déportation du travail ; anciens d'Afrique du Nord ; anciens volontaires d'Espagne (p. 1847) ; affaire Manouchian ; mise en cause de résistants communistes (p. 1848) ; M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victime de guerre : écart entre les pensions militaires d'invalidité et le traitement du fonctionnaire de référence (p. 1846) ; nécessité d'un rattrapage ; aide aux veuves d'anciens combattants sans pension ; titre des anciens du service du travail obligatoire en Allemagne ; octroi de la carte du combattant aux volontaires français engagés dans l'armée espagnole ; amélioration des petites pensions (p. 1847) ; affaire Manouchian (p. 1848, 1849).

843. - Lait et produits laitiers (lait : Basse-Normandie). - Posée le 28 mai 1985 par M. Jean-Marie Daillet à M. Le ministre de l'agriculture (p. 1241). - Appelée le 31 mai 1985 : **situation des producteurs laitiers en Basse-Normandie.** - M. Jean-Marie Daillet : quotas laitiers ; négociations de Bruxelles ; désarroi des producteurs (p. 1367) ; rôle du Crédit agricole ; aide aux petits producteurs ; régionalisation de la politique agricole ; taxe de responsabilité (p. 1368) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : situation des producteurs de lait dans le cadre de la réglementation des quotas laitiers ; besoins particuliers des producteurs en phase de croissance ; quantités de lait libérées en 1984 (p. 1367) ; concertation avec les organismes professionnels ; aide communautaire aux petits producteurs de lait ; situation dans le département de la Manche (p. 1368).

844. - Constructions navales (emploi et activité). - Posée le 28 mai 1985 par Mme Colette Chaigneau à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 1244). - Appelée le 31 mai 1985 : **construction navale.** - Mme Colette Chaigneau : situation des constructions navales (p. 1370) ; octroi des subventions ; application du plan Lengagne ; aides destinées à la construction navale ; ampleur du chômage à la Rochelle (p. 1371) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : plan Lengagne ; effort budgétaire ; évolution du marché mondial en 1984 et 1985 ; réductions des capacités de production ; distorsion observée entre les objectifs de capacité de production et la charge réelle des chantiers (p. 1371).

845. - Agriculture (politique agricole). - Posée le 28 mai 1985 par M. Jean Proveux à M. le ministre de l'agriculture (p. 1244). - Appelée le 31 mai 1985 : **agriculture biologique.** - M. Jean Proveux : exploitations n'employant ni engrais conventionnels, ni pesticides de synthèse ; rentabilité de l'agriculture biologique ; évolution du revenu agricole (p. 1365) ; altération de la structure physique des sols ; rôle des chambres d'agriculture (p. 1366) ; commission nationale d'homologation (p. 1367) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : reconnaissance de l'agriculture biologique par la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 ; homologation des cahiers des charges ; commission nationale d'homologation ; plan de contrôle des produits végétaux non transformés ; lutte contre la concurrence déloyale (p. 1366).

846. - Personnes âgées (établissements d'accueil). - Posée le 28 mai 1985 par M. Guy-Michel Chauveau à M. le secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées (p. 1244).

847. - Politique extérieure (Afrique du Sud). - Posée le 4 juin 1985 par M. Georges Hage à M. le ministre délégué à la jeunesse et aux sports (p. 1458). - Appelée le 7 juin 1985 : **boycottage sportif de l'Afrique du Sud.** - M. Georges Hage : tenue à Paris d'une conférence internationale sur le boycottage sportif de l'Afrique du Sud ; engagement de l'Afrique du Sud dans une opération massive de propagande (p. 1540) ; absence de représentation du Gouvernement français à la conférence ; nécessité de sanctions globales obligatoires ; déclaration finale de la conférence ; refus du comité international olympique d'envoyer une commission d'enquête en Afrique du Sud ; rugby ; sport automobile ; tennis ; mesures que le Gouvernement entend prendre (p. 1541) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : condamnation sans réserve de la politique d'apartheid par le Gouvernement ; représentation de la France à la conférence internationale pour le boycottage de l'Afrique du Sud (p. 1541) ; demande faite aux fédérations sportives françaises d'interdire aux équipes de participer à des rencontres organisées en Afrique du Sud ; subvention du Gouvernement accordée à la fédération sportive et gymnique du travail (p. 1542).

848. - Produits chimiques et parachimiques (entreprises : Val-d'Oise). - Posée le 4 juin 1985 par M. Robert Montdargent à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 1458). - Appelée le 7 juin 1985 : **usine Bostik à Montmagny.** - M. Robert Montdargent : fabrication de colles et mastics industriels à Montmagny (p. 1545) ; déficit financier évoqué par la direc-

tion pour justifier son plan de fermeture de l'établissement de Montmagny ; transfert de capitaux ; absence de demande de licenciement ; mépris dans lequel sont tenus les salariés ; opération de vente immobilière de terrains de l'usine de Montmagny (p. 1546) ; propositions de la C.G.T. ; nécessité de négociations (p. 1547) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : plan de redressement de la société Bostik ; maintien sur le site de Montmagny de plusieurs services de la société ; effort de la direction pour limiter les conséquences sociales d'une restructuration inéluctable ; préservation de 100 emplois sur 157 (p. 1546) ; licenciement des représentants syndicaux (p. 1547).

849. - Equipement ménager (entreprises). - Posée le 4 juin 1985 par Mme Eliane Provost à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 1458). - Appelée le 7 juin 1985 : **groupe Moulinex.** - Mme Eliane Provost : redressement de la société grâce à l'aide de l'Etat en 1979 et 1980 ; création par Moulinex d'une treizième usine dans l'agglomération caennaise ; prise de participation de Scovill dans le capital de Moulinex (p. 1545) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : situation économique et financière de Moulinex ; diversification des activités de la société ; accord avec le groupe Scovill ; ouverture sur le marché américain (p. 1545).

850. - Jeunes (associations de jeunesse et d'éducation : Picardie). - Posée le 4 juin 1985 par M. Jean-Claude Dessein à M. le ministre délégué à la jeunesse et aux sports (p. 1458). - Appelée le 7 juin 1985 : **répartition des postes Fonjep.** - M. Jean-Claude Dessein : vingtième anniversaire du fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire ; originalité de cette forme de vie associative ; critère de rééquilibrage géographique dans l'attribution des postes Fonjep (p. 1542) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : vingtième anniversaire du Fonjep (p. 1542) ; informatisation récente du Fonjep ; nécessité d'un rééquilibrage géographique devant s'accompagner de demandes de postes recevables (p. 1543).

851. - Licenciement (licenciement collectif). - Posée le 4 juin 1985 par M. Jacques Fleury à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 1458). - Appelée le 7 juin 1985 : **réembauche des salariés participant à l'action syndicale.** - M. Jacques Fleury : licenciements collectifs portant sur la totalité ou la quasi-totalité du personnel ; critères de réembauchage du nouvel employeur ; situation des salariés protégés (p. 1544) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : discrimination dont sont victimes les salariés protégés ; règles relatives au redressement judiciaire ; extension à tous les salariés protégés de la procédure spéciale de licenciement (p. 1544).

852. - Politique économique et sociale (généralités). - Posée le 6 juin 1985 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 1536). - Appelée le 14 juin 1985 : **flexibilité de l'emploi.** - M. Pierre-Bernard Cousté : nécessité d'une croissance économique pour résoudre le problème de l'emploi ; seuils au-delà desquels sont imposées diverses obligations de caractère social (p. 1697) ; système d'autorisation pour les licenciements économiques ; travail temporaire ; travail différencié ; travail à temps partiel ; rôle du centre des jeunes chefs d'entreprise et cadres dirigeants ; travaux d'utilité collective (p. 1698) ; M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie : nombre de personnes actives en France ; seuil au-delà duquel la croissance est créatrice d'emplois ; existence d'une certaine flexibilité en France ; emploi à temps partiel ; nécessaire flexibilité (p. 1698).

853. - Enseignement privé (fonctionnement). - Posée le 11 juin 1985 par M. Charles Paccou à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 1626). - Appelée le 14 juin 1985 : **initiation à l'informatique.** - M. Charles Paccou : place faite à l'enseignement privé dans le programme d'initiation à l'informatique ; plan « Informatique pour tous » ; chômage des jeunes ; inégalité entre les élèves de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé ; enseignement privé du Nord - Pas-de-Calais ; opération parallèle engagée par l'enseignement privé (p. 1700) ; intentions du Gouvernement à l'égard des enfants de l'enseignement privé (p. 1701) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique : équipement en matériel informatique ne pouvant faire l'objet pour les établissements privés d'une aide des collectivités publiques ; application du plan « Informatique pour tous » pour la formation des maîtres des établissements privés sous contrat ; responsabilité des établissements privés (p. 1701).

854. - Lait et produits laitiers (lait). - Posée le 11 juin 1985 par M. Charles Miossec à M. le ministre de l'agriculture (p. 1626). - Appelée le 14 juin 1985 : **achat du lait aux producteurs.** - M. Charles Miossec : application et portée de l'arrêté du 14 mars 1985 relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait pour la période du 2 avril 1984 au 31 mars 1985 ; application des quotas ; interdiction de pénaliser les producteurs de lait livrant des quantités modestes ; mesures que le Gouvernement entend prendre pour faire respecter l'arrêté du 14 mars 1985 (p. 1702) ; différenciations intervenant en fonction de la qualité du lait (p. 1703) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique : prime de quantité ; forfait arrêt ; tradition voulant que les laiteries achètent le lait à un prix indépendant des quantités livrées ; pratique suivie dans certaines régions de l'Ouest ; mise en place des quotas laitiers ; conséquences pour les entreprises ne respectant pas l'arrêté du 14 mars 1985 (p. 1703).

855. - Assurance vieillesse : généralités (bénéficiaires). - Posée le 11 juin 1985 par M. Lucien Richard à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 1627). - Appelée le 21 juin 1985 : **affiliation à l'assurance vieillesse des mères des handicapés.** - M. Lucien Richard : date d'effet de l'affiliation à l'assurance vieillesse des mères ayant élevé un enfant handicapé ; déclenchement automatique du réexamen des dossiers par la Cotorep (p. 1858) ; circulaire du 18 mars 1985 (p. 1859) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : point de départ de la date d'affiliation à l'assurance vieillesse des pères de famille ayant élevé un enfant handicapé ; réexamen des dossiers par les Cotorep (p. 1859).

856. - Energie (énergies nouvelles). - Posée le 11 juin 1985 par M. Jean Royer à M. le Premier ministre (p. 1627). - Appelée le 14 juin 1985 : **fabrication et usage de l'éthanol.** - M. Jean Royer : utilisation après la guerre du mélange de l'essence et de l'éthanol ; nécessaire reprise de cette fabrication ; accroissement de la production agricole de la C.E.E. ; nécessité d'éviter la production de gaz polluants ; importation de pétrole ; nécessité d'enrayer l'exode rural ; priorité du nucléaire (p. 1694) ; valeur des sous-produits ; production d'aldéhyde dans les gaz d'échappement des voitures ; carburant des transports en commun (p. 1695) ; M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie : rôle de la commission consultative pour la production de carburants de substitution ; excédents de l'agriculture européenne (p. 1694) ; valeur des sous-produits ; pollution des villes (p. 1695).

857. - Minerais et métaux (lithium : Allier). - Posée le 11 juin 1985 par M. André Lajoinie à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 1627). - Appelée le 14 juin 1985 : **filière aluminium-lithium.** - M. André Lajoinie : intérêt du nouvel alliage aluminium-lithium ; études du groupe Pechiney (p. 1695) ; approvisionnement en lithium ; financement des projets ; avance des Américains dans l'utilisation du nouvel alliage ; études du B.R.G.M. ; exploitation du gisement d'Echassières étant conditionnée par l'attribution de crédits suffi-

sants (p. 1696) ; dépendance de l'étranger pour le lithium ; nécessité d'une ouverture rapide du gisement d'Echassières (p. 1697) ; M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie : intérêt de l'alliage aluminium-lithium ; étude sur l'équilibre financier de l'exploitation d'Echassières ; prochaine décision du Gouvernement (p. 1696).

858. - Fruits et légumes (fraises : Dordogne). - Posée le 11 juin 1985 par M. Lucien Dutard à M. le ministre de l'agriculture (p. 1627). - Appelée le 14 juin 1985 : **marché de la fraise du Périgord.** - M. Lucien Dutard : dégradation actuelle du marché de la fraise du Périgord ; ressources tirées de la fraisiculture ; soutien public demandé par les organismes coopératifs (p. 1701) ; signature du traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. ; aggravation de la crise de la fraise risquant d'accroître l'exode rural (p. 1702) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique : production de fraises dans le département de la Dordogne ; mise en place d'actions de régulation du marché sous forme d'aides promotionnelles (p. 1702).

859. - Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel). - Posée le 11 juin 1985 par M. Gilbert Gantier à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 1627). - Appelée le 14 juin 1985 : **anciens médecins hospitalo-universitaires.** - M. Gilbert Gantier : non-tenue de l'engagement du Gouvernement en faveur d'une bonification pour les anciens médecins hospitalo-universitaires s'installant en secteur libéral ; rôle du Gouvernement dans la négociation conventionnelle entre les caisses d'assurance maladie et les syndicats représentatifs des médecins ; souhait des internes et chefs de clinique de voir la convention médicale ménager des possibilités de promotion ; s'associe au rappel au règlement de M. Pierre-Bernard Cousté ; décision du Conseil constitutionnel du 21 janvier 1964 ; compétence d'un ministre ne pouvant être universelle ; légèreté du Gouvernement à l'égard du Parlement ; signification de la procédure des questions au Gouvernement (p. 1699) ; M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie : impossibilité du ministre d'apporter une réponse parfaitement circonstanciée à la question (p. 1699).

860. - Enseignement secondaire (examens, concours et diplômes). - Posée le 11 juin 1985 par Mme Colette Chaigneau à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer (p. 1627).

861. - S.N.C.F. (gares : Essonne). - Posée le 11 juin 1985 par M. Claude Germon à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports (p. 1627).

862. - Anciens combattants et victimes de guerre (Afrique du Nord). - Posée le 11 juin 1985 par M. André Delehedde à M. le Premier ministre (p. 1627).

863. - Handicapés (établissements). - Posée le 11 juin 1985 par M. Jean-Michel Testu à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 1628).

864. - Justice (tribunaux de grande instance : Paris). - Posée par M. Pierre-Charles Krieg à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (p. 1689). - Appelée le 21 juin 1985 : **circulaire de M. le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris.** - M. Pierre-Charles Krieg : obligation faite au magistrat du parquet de Paris de présenter désormais leurs réquisitoires selon un type de procédure accusatoire aux audiences de comparution immédiate ; modification unilatérale de l'ordonnancement des débats ; exposition des faits de la prévention ; interrogation du prévenu ; déclaration de partie civile (p. 1849) ; éventualité de la présence de la victime à l'audience ; rôle du ministère public à l'audience ; convention européenne des droits de l'homme ; illégalité de la circulaire (p. 1850) ; nécessité d'une régularisation (p. 1851) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : renforcement du caractère accusatoire de l'audience correctionnelle ; rôle du président du tribunal ; conduite des débats ; consentement de tous les intervenants ; circulaire du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris (p. 1850).

865. - Enseignement supérieur et postbaccalauréat (examens, concours et diplômes). - Posée le 18 juin 1985 par M. André Durr à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 1746). - Appelée le 28 juin 1985 : **formation supérieure en hôtellerie.** - M. André Durr : projet de création d'une maîtrise des sciences techniques de l'hôtellerie et de la restauration ; absence de formation supérieure en hôtellerie sanctionnée par un diplôme universitaire ; échec des précédentes tentatives de création d'une école supérieure de l'hôtellerie ; projet du lycée d'enseignement technologique et professionnel d'hôtellerie et de tourisme d'Illkirch-Graffenstaden ; marché des cadres de l'hôtellerie ; nécessité d'octroyer le bénéfice de la délivrance de cette maîtrise à un établissement de la région alsacienne (p. 2153) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : absence d'existence en France d'une formation supérieure en hôtellerie sanctionnée par un diplôme universitaire ; habilitation d'une première maîtrise de sciences techniques et hôtelières à Toulouse (p. 2153) ; intérêt porté par le Gouvernement à la filière de l'hôtellerie ; support constitué par l'université de Strasbourg (p. 2154).

866. - Enseignement (fonctionnement). - Posée le 18 juin 1985 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1747). - Appelée le 21 juin 1985 : **gestion décentralisée de l'enseignement.** - M. Bruno Bourg-Broc : ministre désigné pour répondre aux questions ; mesures relatives à la mise à disposition des locaux scolaires et à l'établissement des schémas prévisionnels de formation ; conseil académique d'éducation nationale ; compétences transférées aux collectivités territoriales en matière d'investissement et de fonctionnement ; obstacles rencontrés par les régions dans l'élaboration du schéma prévisionnel des formations ; procès-verbaux de mise à disposition des établissements d'enseignement ; sécurité des élèves (p. 1862) ; financement des assurances nécessaires à la couverture des risques dégâts, matériels et vols ; programme prévisionnel des investissements ; financement de la reconversion des ateliers complémentaires ; réorganisation des services de l'Etat chargés à titre principal des tâches de programmation et de la construction des lycées et colléges (p. 1863) ; date de la discussion du projet de loi sur l'enseignement technologique ; refus de mettre à la disposition des collectivités locales les agents nécessaires à l'exercice des compétences transférées (p. 1864) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : cause de l'absence du ministre de l'intérieur (p. 1862) ; transfert de compétences dans le domaine de l'enseignement ; schéma prévisionnel de formation ; consultation des nouveaux conseils de l'éducation nationale : état du patrimoine, programme « Informatique pour tous » ; attribution de matériel dans les écoles ; loi programme sur l'enseignement technologique (p. 1863) ; services de l'Etat chargés à titre principal des tâches de programmation et de la construction des lycées et collèges (p. 1864).

867. - Enseignement secondaire (personnel). - Posée le 18 juin 1985 par M. Louis Odru à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (p. 1747). - Appelée le 21 juin 1985 : (M. Louis Odru remplacé par M. Georges Hage) : **personnels de l'éducation surveillée.** - Lettre de cadrage budgétaire ; baisse des dépenses de fonctionnement de 3 p. 100 ; baisse de 15 p. 100 des autorisations de programme ; permanence éducative auprès des tribunaux ; mode de prise en charge du milieu ouvert ; politique départementale de l'éducation surveillée ; mise en place de la « pause catégorielle » ; éducateurs faisant fonction de psychologues (p. 1851) ; arbitrage budgétaire pour 1986 (p. 1852) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : politique de l'éducation surveillée ; arbitrages

budgétaires pour 1986 ; prévention de l'incarcération des mineurs ; exclusion des jeunes placés sous protection judiciaire (p. 1851) ; effort de prévention (p. 1852).

888. - Personnes âgées (établissements d'accueil : Bas-Rhin). - Posée le 18 juin 1985 par M. Jean-Marie Caro à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 1747). - Appelée le 21 juin 1985 : **maison de retraite de Molsheim.** - M. Jean-Marie Caro : projet d'humanisation de la maison de retraite de Molsheim ; autorisation de programme sur crédits d'Etat ; nécessité que les travaux commencent le plus rapidement possible (p. 1857) ; inexistence d'autres possibilités d'accueil dans la région de Molsheim (p. 1858) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : développement des aides et des services à domicile ; adaptation et modernisation des établissements d'accueil ; contrats de plan conclus avec les régions ; situation de Molsheim (p. 1858).

869. - Automobiles et cycles (entreprises : Auvergne). - Posée le 18 juin 1985 par M. Jean Proriol à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 1747). - Appelée le 21 juin 1985 : **suppression d'emplois en Auvergne.** - M. Jean Proriol : mesures que le Gouvernement compte prendre pour pallier le projet de restructuration du groupe Valéo-Ducellier ; projet du Gouvernement sur l'avenir des équipements par rapport aux ensembliers ; fabrication d'allumeurs électroniques ; bassin minier du val d'Allier (p. 1852) ; répartition équitable des industries de remplacement (p. 1853) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprés du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : projet de restructuration du groupe Valéo ; réorganisation industrielle de Ducellier ; mise en place par le groupe Valéo de structures de reconversion industrielle ; rôle des équipementiers (p. 1853).

870. - Pharmacies (officines). - Posée le 18 juin 1985 par M. Robert Malgras à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 1747). - Appelée le 21 juin 1985 : **création de pharmacies en Alsace-Moselle.** - M. Robert Malgras : nombre d'officines créées dans les départements d'Alsace-Moselle ; régime local d'Alsace-Moselle fixant un quota supérieur à celui applicable dans les autres départements français ; densité d'implantation des officines ; possibilité pour le préfet d'accorder des dérogations ; propositions formulées dans le rapport Sérusclat (p. 1861) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : régime de création d'officines de pharmacie dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; possibilité de créations par dérogation au quorum (p. 1861) ; réforme des dispositions applicables en Alsace-Moselle ne pouvant se concevoir sans une refonte de l'ensemble des dispositions législatives applicables sur le territoire national (p. 1862).

871. - Cérémonies publiques et fêtes légales (commémorations). - Posée le 18 juin 1985 par M. Alain Vivien à M. le ministre de la culture (p. 1747). - Appelée le 21 juin 1985 : **œuvres musicales de la période révolutionnaire.** - M. Alain Vivien : méconnaissance des œuvres musicales de la période révolutionnaire (p. 1864) ; possibilité pour le ministère de la culture d'inciter les grandes compagnies de disques à favoriser l'accès du public à ces œuvres (p. 1865) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprés du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : importance attachée par le Gouvernement à la célébration des grands musiciens ; célébration du bicentenaire de la Révolution française ; désir du ministère de la culture de participer à la « résurrection » des compositeurs injustement oubliés ; prise en compte par l'équipe artistique de l'Opéra Bastille des célébrations de la Révolution française (p. 1863).

872. - Voiries (routes). - Posée le 18 juin 1985 par M. Augustin Bonrepaux à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 1747). - Appelée le 21 juin 1985 : **communications routières entre la France et l'Espagne.** - M. Augustin Bonrepaux : absence de voie de communication convenable franchissant les Pyrénées ; nécessité de travaux sur la route nationale 20 ; aménagement du territoire ; travaux réalisés en Catalogne espagnole ; route du Llobregat (p. 1859) ; percement du tunnel de Puymorens ; réalisation et financement du tunnel de Fréjus (p. 1860) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : liaisons internes à la chaîne pyrénéenne ; contacts bilatéraux pris avec le gouvernement espagnol ; travaux d'aménagement de la route nationale 20 ; projet du tunnel de Puymorens (p. 1860).

873. - Logement (politique du logement). - Posée le 18 juin 1985 par Mme Marie-France Lecuir à M. le Premier ministre (p. 1748). - Appelée le 21 juin 1985 : **Compagnie immobilière pour le logement des fonctionnaires civils et militaires.** - Mme Marie-France Lecuir : statut juridique des locataires de la Cilof ; faiblesse des loyers ; volonté des ministères d'offrir à leurs agents des possibilités de logement ; réhabilitation du parc de la Cilof (p. 1856) ; association des locataires concernés aux décisions relatives à la gestion et à la réhabilitation ; opération de réhabilitation du parc de la S.C.I.C. ; situation à Ermont (p. 1857) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : objectifs de la Cilof ; dégradation financière de la situation de la Cilof ; statut juridique des locataires ; vocation des logements réservés aux ministères ; clause de précarité (p. 1856) ; programme d'ensemble de travaux d'amélioration ; nécessité d'une collaboration entre les ministères et Cilof (p. 1857).

874. - Produits fissiles et composés (production et transformation : Indre). - Posée le 18 juin 1985 par M. Amédée Renault à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie (p. 1748). - Appelée le 21 juin 1985 : **dépôts de déchets radioactifs.** - M. Amédée Renault : présélection de l'Aube, de l'Indre et de la Vienne pour accueillir deux dépôts de déchets radioactifs (p. 1854) ; nécessaire accord des élus locaux ; situation dans le canton de Bélabre ; situation concernant le canton de Neuvy-Saint-Sépulchre (p. 1855) ; inquiétude des populations (p. 1856) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : nécessité du programme d'implantation de dépôts de déchets radioactifs ; assurance fournie aux élus des communes concernées ; éventualité de la tenue d'un référendum ; autorisation donnée à l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs ; autorisation de procéder à des forages sur le canton de Belabre ; situation du site de Cholet ; rapport Castaing (p. 1855) ; éventualité d'un référendum local (p. 1856).

875. - Minerais et métaux (emploi et activité : Lorraine). - Posée le 18 juin 1985 par M. Robert Malgras à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 1748). - Appelée le 21 juin 1985 : **situation de la sidérurgie lorraine.** - M. Robert Malgras : éventualité d'un nouveau plan acier ; prise de position de la Commission européenne en faveur d'une nouvelle réduction des capacités de production ; aciérie électrique de Thionville (p. 1853) ; création de Solmétal ; rénovation du train à chaud de Sollac ; problèmes de conversion de la région lorraine (p. 1854) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : installation des usines de produits plats de Sollac ; avenir du site de Gandrange ; estimation de la Commission de Bruxelles ; aide financière du Gouvernement pour la sidérurgie (p. 1854).

876. - Départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer : impôts et taxes). - Posée le 25 juin 1985 par M. Michel Debré à M. le secrétaire

d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1980). - Appelée le 28 juin 1985 : **octroi de mer.** - M. Michel Debré : remise en cause de l'octroi de mer ; importance de l'octroi de mer (p. 2151) ; attitude de la commission de la C.E.E. (p. 2152) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : incompatibilité soulevée par la commission de la C.E.E. entre l'octroi de mer dans les DOM et le traité de Rome ; libre circulation des marchandises au sein de l'union douanière ; spécificité économique des départements d'outre-mer ; nécessité de maintenir l'octroi de mer ; son importance dans la vie économique des DOM (p. 2152) ; caractère nécessaire d'une négociation approfondie (p. 2153).

877. - Emploi et activité (politique de l'emploi : Vosges). - Posée le 25 juin 1985 par M. Philippe Séguin à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 1980). - Appelée le 28 juin 1985 : **emploi dans la vallée de la moyenne Moselle.** - M. Philippe Séguin : demande à M. Raymond Courrière de bien vouloir lui donner lecture de la réponse qui a été préparée à sa question (p. 2146) ; dégradation des conditions dans lesquelles ont lieu les séances consacrées aux questions orales ; décision du Conseil constitutionnel du 29 janvier 1964 ; signification et utilité des séances des question orales (p. 2147) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : implantation de Boussac dans le département des Vosges ; situation de la société nouvelle Paul Perrin ; situation de la société Vincey-Bourget (p. 2147).

878. - Minerais et métaux (entreprises : Meurthe-et-Moselle). - Posée le 25 juin 1985 par Mme Colette Goeuriot à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 1980). - Appelée le 28 juin 1985 : **emploi dans le bassin de Villerupt ;** remplacée par M. Jean Jarosz : situation de l'emploi dans le bassin de Villerupt (p. 2145) ; fermeture de l'unité sidérurgique d'Unimétal ; report de l'implantation d'une usine d'aluminium ; nécessité de mettre au point une politique industrielle permettant de sauvegarder le potentiel économique et l'emploi dans cette région ; absence de préparation de la restructuration ; propositions du comité pour le maintien de la société des laminoirs de Villerupt ; conséquences de la politique suivie (p. 2146) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : arrêt de l'usine de la société des laminoirs de Villerupt ayant été décidé dans le plan de production établi pour Unimétal en 1984 ; réduction de l'effectif réalisée par des mutations dans d'autres usines sidérurgiques ; implantation d'activités nouvelles en Lorraine demeurant un souci majeur des pouvoirs publics (p. 2146),

879. - Défense nationale (défense civile). - Posée le 25 juin 1985 par Mme Florence d'Harcourt à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1981). - Appelée le 28 juin 1985 : **défense civile.** - Mme Florence d'Harcourt : mesures que le Gouvernement entend prendre pour mettre en place une véritable défense civile ; complexité de l'organisation de la défense civile en France ; efforts budgétaires en 1986 ; nécessité d'une loi de programmation (p. 2151) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : réflexion engagée au ministère de l'intérieur tendant à définir avant l'automne une organisation de défense civile ; décision prise par la commission devant être portée à la connaissance de l'Assemblée nationale et du Sénat à l'occasion du débat budgétaire ; définition d'un programme prioritaire d'action (p. 2151).

880. - Calamités et catastrophes (vent : Rhône). - Posée le 25 juin 1985 par M. Emmanuel Hamel à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1981). - Appelée le 28 juin 1985 : **sinistre du 6 juin dans l'Ouest lyonnais.** - M. Emmanuel Hamel : conséquences du cyclone ayant dévasté l'Ouest lyonnais le 6 juin ; constatation du sinistre par la préfecture et les services de gendarmerie ; nécessité de reconnaître cet événement météorologique comme catastrophe naturelle (p. 2149) ; importance pour les familles que le sinistre soit reconnu comme catastrophe naturelle ; mauvaise information de la commission sur la nature du phénomène naturel ; problème de morale collective (p. 2150) ; demande au secrétaire d'Etat de reconsidérer sa réponse (p. 2151) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : conséquences du sinistre du 6 juin dans l'Ouest lyonnais ; rapport adressé à la sécurité civile du ministère de l'intérieur ; impossibilité pour la commission de proposer le recours à la procédure de l'arrêté ministériel prévu par la loi du 13 juillet 1982 (p. 2150).

881. - Licenciement (indemnisation). - Posée le 25 juin 1985 par M. Alain Bocquet à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 1981). - Appelée le 28 juin 1985 : **arrêt de la chambre sociale de la Cour de cassation du 9 mai 1983.** - M. Alain Bocquet : indemnité légale de licenciement devant être déterminée à partir du salaire net ; modifications des termes de l'article L. 122-9 du code du travail par la loi du 9 juillet 1984 ; caractère insuffisant de l'invite à un règlement négocié des problèmes ; travailleurs lésés devant bénéficier d'un rappel (p. 2142) ; importance des sommes en jeu (p. 2143) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : indemnité de licenciement prévue à l'article L. 122-9 du code du travail devant être calculée sur la base du salaire brut ; position de la Cour de cassation ; invite à trouver une solution au litige par la voie de négociation (p. 2142) ; invite constituant une incitation pour les négociateurs (p. 2143).

882. - Anciens combattants et victimes de guerre (Afrique du Nord). - Posée le 25 juin 1985 par M. André Delehedde à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre (p. 1981). - Appelée le 28 juin 1985 : **anciens combattants d'Afrique du Nord.** - M. André Delehedde : conditions d'attribution de la carte d'ancien combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord ; attribution de la campagne double ; nécessité de reconnaître aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord les mêmes droits qu'à ceux des conflits antérieurs ; nécessaire mise en place d'une structure de concertation (p. 2148) ; problème de la campagne double pour les anciens combattants d'Afrique du Nord, fonctionnaires ou assimilés (p. 2149) ; M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre : conditions d'attribution de la carte d'ancien combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 2148) ; pathologie des anciens combattants d'Afrique du Nord ; croix d'Afrique du Nord ; bénéfice de la campagne double ; évaluation du retard pris par les pensions de guerre sur les traitements de la fonction publique ; rattrapage du rapport constant (p. 2149).

883. - Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (paiement des pensions). - Posée le 25 juin 1985 par M. Jean-Claude Dessein à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 1981).

884. - Etrangers (famille). - Posée le 25 juin 1985 par M. Jean-Claude Dessein à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 1981-1982). - Appelée le 28 juin 1985 : **familles de résidents étrangers.** - M. Jean-Claude Dessein : situation des familles des résidents étrangers n'ayant pu faire régulariser leur situation avant le 4 décembre 1984 ; regroupement familial ; nécessité de donner à ces familles la possibilité d'accomplir en France même les diverses formalités nécessaires à la régularisation de leur situation (p. 2145) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : objectifs du décret du 4 décembre 1984 sur le regroupement familial ; possibilité pour les familles de ne pas avoir à retourner dans leur pays d'origine pour y subir un examen médical (p. 2145).

885. - Produits en caoutchouc (entreprises : Seine-Maritime). - Posée le 25 juin 1985 par M. Paul Dhaille à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 1982). - Appelée le 28 juin 1985 : **société Ashland Chemical France.** - M. Paul Dhaille : vente par la société Ashland Chemical de l'ensemble de ses activités de fabrication de noir de carbone dans le monde (p. 2147) ; vente de l'usine de Port-Jérôme ; avis négatif de la commission de la concurrence sur le rachat de la société Ashland Chemical par Cabot Corporation ; appel devant le Conseil d'Etat du groupe Cabot Corporation ; décision du Conseil d'Etat ; rachat de l'usine de Port-Jérôme par la société Cabot empêchant le rachat par une société européenne ; vide juridique créé par la décision du Conseil d'Etat (p. 2148) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : décision du Conseil d'Etat autorisant la société Cabot Corporation à prendre le contrôle de la société Ashland Chemical France S.A. ; industrie française des pneumatiques (p. 2148).

886. - Produits agricoles et alimentaires (aliments du bétail). - Posée le 25 juin 1985 par M. Joseph Pinard à M. le ministre de l'agriculture (p. 1982). - Appelée le 28 juin 1985 : **alimentation du bétail.** - M. Joseph Pinard : inquiétude des producteurs laitiers dans des régions où les reconversions sont impossibles (p. 2143) ; déficit commercial du poste des matières premières destinées à l'alimentation du bétail ; coût des productions européennes ; contingentement des importations ; situation en Franche-Comté ; déficit communautaire en protéines (p. 2144) ; négociations au sein du G.A.T.T. pour des produits de substitution aux céréales (p. 2145) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : importance du soja pour l'alimentation du bétail ; actions entreprises en France pour développer les ressources alimentaires des animaux et ralentir l'augmentation du déficit de notre balance commerciale ; développement des techniques modernes (p. 2144) ; politique de subvention aux protéagineux mise en œuvre par le F.O.R.M.A. ; influence des disparités monétaires ; contingentement des importations de manioc ; négociations au sein du G.A.T.T. (p. 2145).

887. - Déchéances et incapacités (incapables majeurs). - Posée le 25 juin 1985 par M. Jean-Pierre Sueur à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 1982). - Appelée le 28 juin 1985 : **financement de la tutelle.** - M. Jean-Pierre Sueur : effets pervers que risque d'entraîner l'application de la circulaire du 2 avril 1985 excluant les curatelles du financement de la tutelle ; nature de la curatelle ; nécessaire maintien du système des curatelles ; suppression des curatelles d'Etat ne se traduisant par aucune économie pour la collectivité ; rôle des unions départementales des associations familiales ; nécessité de moyens financiers appropriés pour les curatelles d'Etat (p. 2143) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : organisation du système des tutelles d'Etat ; nombre des tutelles ; financement correspondant ; absence de menace de suppression pesant sur le système des curatelles ; mise en place d'un groupe de travail sur l'ensemble de la question des tutelles et des curatelles (p. 2143).

888. - Défense nationale (politique de la défense). - Posée le 2 octobre 1985 par M. Michel Debré à M. le ministre de la défense (p. 2614). - Appelée le 11 octobre 1985 : **avion de combat futur.** - M. Michel Debré : avion européen : multiplicité des intérêts européens ; échec d'une coopération à trois grandes puissances (p. 2967) ; danger de la coopération lorsqu'elle aboutit à sacrifier nos exigences stratégiques à des préoccupations politiques ou diplomatiques (p. 2968) ; M. Paul Quilès, ministre de la défense : développement d'un avion de combat futur destiné à équiper nos forces dans les années 1995 ; remplacement des Jaguar et des Mirage III (p. 2967) ; Mirage 2000 DA ; poursuite du programme d'avion de combat expérimental ACX, dit Rafale ; position de la France en matière de coopération dans le domaine aéronautique militaire ; volonté de coopération européenne (p. 2968) ; développement de l'avion de combat ACT (p. 2969).

889. - Professions et activités sociales (aides ménagères : Alsace). - Posée le 2 octobre 1985 par M. André Durr à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 2614). - Appelée le 11 octobre 1985 : **frais d'aide ménagère en Alsace-Moselle.** - M. André Durr : relèvement de la participation des personnes âgées aux frais d'aide ménagère ; menace de suppression d'emplois d'aide ménagère ; pouvoirs des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale (p. 2969) ; nécessité d'une harmonisation (p. 2970) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : développement de la prestation d'aide ménagère ; adoption d'un barème de participation des bénéficiaires (p. 2969) ; relation entre la caisse nationale d'assurance vieillesse et les caisses régionales (p. 2970).

890. - Communautés européennes (énergie). - Posée le 2 octobre 1985 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre de l'agriculture (p. 2614). - Appelée le 4 octobre 1985 : **débouchés industriels de produits agricoles.** - M. Bruno Bourg-Broc : emploi des produits agricoles comme matières premières industrielles ; utilisation du bioéthanol comme carburant ; nécessité de mettre la bio-industrie dans des conditions de concurrence comparables à celles de nos voisins extra-communautaires ; nécessité de placer la réglementation française en ce qui concerne l'éthanol dans la perspective communautaire (p. 2659) ; dossier bioéthanol (p. 2660) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : développement des biotechnologies ; encouragement du développement et de l'utilisation de certains produits agricoles par l'industrie communautaire ; bioéthanol à usage de carburant (p. 2660).

891. - Sécurité sociale (équilibre financier). - Posée le 2 octobre 1985 par M. Pierre-Bernard Cousté à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 2614). - Appelée le 4 octobre 1985 : **équilibre de la sécurité sociale.** - M. Pierre-Bernard Cousté : quarantième anniversaire de la sécurité sociale ; nécessité d'un débat sur le budget social de la nation ; augmentation de la taxe sur les primes d'assurance automobile (p. 2663) ; santé économique de la nation (p. 2664) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : équilibre financier de la sécurité sociale ; versement aux hôpitaux (p. 2663) ; amélioration de la santé économique du pays (p. 2664).

892. - Santé publique (hygiène alimentaire). - Posée le 2 octobre 1985 par M. Roger Rouquette à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 2614, 2615). - Appelée le 4 octobre 1985 : **contrôle de la viande de cheval importée.** - M. Roger Rouquette : série d'intoxications alimentaires à Paris (p. 2662) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : trichinose ; enquête en cours (p. 2662).

893. - Enseignement préscolaire et élémentaire (fonctionnement). - Posée le 2 octobre 1985 par M. Alain Vivien à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2615). - Appelée le 11 octobre 1985 : **effectifs d'enseignants du premier degré.** - M. Alain Vivien : caractère départemental du recrutement des instituteurs ; villes nouvelles ; cas du département de Seine-et-Marne (p. 2970, 2971) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : réduction des inégalités régionales ; recrutement au niveau départemental (p. 2970) ; procédure des grands chantiers (p. 2971, 2972).

894. - Racisme (lutte contre le racisme). - Posée le 2 octobre 1985 par M. François Loncle à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 2615). - Appelée le

4 octobre 1985 : **mesures à prendre contre les agissements des hooligans.** - M. François Loncle : agression de la part de ces groupes aux alentours des stades de football ; agression à l'encontre d'étudiants juifs à la gare Saint-Lazare (p. 2666, 2667) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : condamnation des agissements de supporters du club de football Paris-Saint-Germain ; énoncé des mesures prises par le Gouvernement (p. 2666, 2667).

895. - Matériels électriques et électroniques (entreprises : Hauts-de-Seine). - Posée le 2 octobre 1985 par M. Dominique Frelaut à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 2615). - Appelée le 4 octobre 1985 : **entreprise C.I.T.-Alcatel-Thomson de Colombes.** - M. Dominique Frelaut : demande d'une négociation tripartite entre la direction, les syndicats et le Gouvernement ; conséquences d'une fusion entre C.G.E., C.I.T., Alcatel et Thomson (p. 2664) ; commutation privée ; suppression du MT 35 (p. 2665) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : regroupement des activités commerciales de la nouvelle société sur le site de Trappes-la-Verrière ; abandon des produits MT 35 et E 12 ; (p. 2665, 2666).

896. - Calamités et catastrophes (sécheresse). - Posée le 2 octobre 1985 par M. André Soury à M. le ministre de l'agriculture (p. 2615). - Appelée le 4 octobre 1985 : **conséquences de la sécheresse.** - M. André Soury : état de la situation ; baisse du revenu des agriculteurs ; endettement de ces derniers (p. 2657) ; nécessité de certaines mesures (p. 2658) ; prêts du Crédit agricole (p. 2659) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture : sécheresse dans le centre et le sud de la France ; réforme du régime des calamités agricoles ; rapport Vallery-Radot ; garantie tempête (p. 2658, 2659).

897. - Formation professionnelle et promotion sociale (politique de la formation professionnelle et de la promotion sociale). - Posée le 2 octobre 1985 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 2615). - Appelée le 4 octobre 1985 : **politique de formation professionnelle.** - M. Loïc Bouvard : financement des congés individuels de formation ; importance de la qualification dans le succès de la modernisation (p. 2661) ; rapports sur la question (p. 2662) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : réforme de la formation professionnelle (p. 2661) ; rôle de l'Etat dans ce domaine (p. 2662).

898. - Commerce et artisanat (concessions et franchises). - Posée le 4 octobre 1985 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme (p. 2705).

899. - Edition, imprimerie et presse (entreprises). - Posée le 8 octobre 1985 par M. André Lajoinie à M. le Premier ministre (p. 2832). - Appelée le 11 octobre 1985 : **société nationale des entreprises de presse.** - M. André Lajoinie : privatisation d'entreprises nationalisées annoncée par la droite ; démantèlement de la société nationale d'entreprises de presse (S.N.E.P.) ; imprimerie de Montlouis ; proposition d'un « pôle graphique » d'Auvergne (p. 2972) ; industrie polygraphique nationale (p. 2973) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : missions de la S.N.E.P. (p. 2972) ; imprimerie Montlouis ; surcapacité de production dans ce secteur (p. 2973).

900. - Bois et forêts (incendies). - Posée le 8 octobre 1985 par M. André Tourné à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 2832). - Appelée le 11 octobre 1985 : **incendie de forêts.** - M. André Tourné : moyens mis en œuvre par le Gouvernement (p. 2973) ; commission d'enquête sur les incendies de forêts (p. 2974) ; hommage aux sapeurs-pompiers ; nécessité d'entretenir la forêt (p. 2975) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : rappel des moyens mis en œuvre ; recherche des moyens d'amélioration de la sécurité des personnels participant aux opérations de lutte ; obligation de débroussaillement (p. 2974).

901. - Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale : Seine-Saint-Denis). - Posée le 9 octobre 1985 par M. Louis Odru à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 2892).

902. - Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : partis et groupements politiques). - Posée le 11 octobre 1985 par M. Michel Debré à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer (p. 2976).

903. - Entreprises (entreprises nationalisées). - Posée le 11 octobre 1985 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 2976).

904. - Arts et spectacles (variétés : Paris). - Posée le 5 novembre 1985 par M. Yves Lancien à M. le ministre de la culture (p. 3956, 3957). - Appelée le 29 novembre 1985 : **reconstruction du théâtre Bobino.** - M. Yves Lancien : absence du ministre de la culture (p. 5045) ; démolition de ce théâtre et reconstruction d'une salle moderne polyvalente ; aide éventuelle apportée au candidat à la reprise de l'exploitation de cette salle ; urgence d'une intervention ; importance de ce quartier en matière théâtrale ; cas de M. Alain Mallet (p. 5046) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : procédure classique du remplacement d'un ministre à l'occasion des questions du vendredi matin ; politique de construction et d'aménagement de lieux musicaux ; liaison de l'autorisation de démolition de ce théâtre à l'obligation de reconstruction d'un nouveau bâtiment ; possibilité d'envisager l'octroi d'une aide financière pour l'aménagement de ce lieu (p. 5046).

905. - Patrimoine archéologique, esthétique, historique et scientifique (musées). - Posée le 13 novembre 1985 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de la culture (p. 4343). - Appelée le 22 novembre 1985 : **protection des musées.** - M. Pierre-Bernard Cousté : vol de tableaux impressionnistes au musée Marmottan ; mesures prises par le Gouvernement (p. 4671) ; enquête pour découvrir les auteurs de ce méfait ; cas des grands projets (p. 4672) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : cas des rapatriés (p. 4671) ; politique de prévention assurée par l'office central pour la répression des vols d'œuvres d'art et d'objets d'art ; équipements des musées ; grands projets en cours ; appartenance du musée Marmottan à l'Institut de France ; rappelle qu'en matière d'assurance des collections des musées, l'Etat est son propre assureur (p. 4672).

906. - Départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer : produits agricoles et alimentaires). - Posée le 13 novembre 1985 par M. Michel Debré à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer (p. 4343). - Appelée le 22 novembre 1985 : **organisation des marchés du sucre.** - M. Michel Debré : extension du Marché commun aux départements d'outre-mer ; plan sucrier pour la Réunion ; modification par les experts de la Commission de Bruxelles des règlements communautaires de 1981 (p. 4679) ; plan de consolidation de l'économie sucrière ; rappelle qu'à l'époque où il était Premier ministre, les ministres compétents venaient répondre eux-mêmes aux questions ; sacrifice de l'économie sucrière des départements d'outre-mer ; impossibilité de se contenter d'envoyer des élus ou des représentants socioprofessionnels plaider une cause à Bruxelles (p. 4680) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : importance de la filière canne-sucre-rhum pour l'activité économique des

départements d'outre-mer ; modification du règlement portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ; cas des viticulteurs (p. 4680).

907. - Professions et activités médicales (médecine du travail : Orne). - Posée le 13 novembre 1985 par M. Daniel Goulet à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 4343). - Appelée le 22 novembre 1985 : **poste d'infirmière à la Ferté-Macé.** - M. Daniel Goulet : cas d'une candidate à une mutation sur un poste d'infirmière de santé scolaire ; s'étonne que le ministre n'ait pu se procurer les précisions nécessaires sur ce dossier (p. 4674) ; M. Raymond Courrière secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : précise que les infirmières qui ont le statut de fonctionnaire de l'Etat peuvent appartenir à différents corps de la fonction publique (p. 4674).

908. - Femmes (veuves). - Posée le 14 novembre 1985 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 4397). - Appelée le 22 novembre 1985 : **politique en faveur des veuves.** - M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : XIe congrès national de la F.A.V.E.C. (Fédération des associations de veuves chefs de famille) ; problème du règlement des successions et des droits propres ; aide au reclassement professionnel (p. 4673) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : réflexion sur la finalité des prestations ; aide des veuves à se réinsérer dans le milieu professionnel (p. 4673).

909. - Formation professionnelle et promotion sociale (stages). - Posée le 19 novembre 1985 par M. François Asensi à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 4524). - Appelée le 22 novembre 1985 : **indemnité de formation.** - M. François Asensi remplacé par M. Georges Hage : avenant n° 1 de la convention de l'Unédic portant abrogation des indemnités de formation ; abandon des orientations du début du septennat (p. 4675) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : conditions exigées pour le bénéfice de la prestation d'indemnité de formation (p. 4675).

910. - Automobiles et cycles (entreprises). - Posée le 19 novembre 1985 par M. George Hage à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 4524). - Appelée le 22 novembre 1985 : **droits syndicaux à la régie Renault.** - M. George Hage : aggravation de la situation chez Renault ; offensive contre le syndicat de la C.G.T. ; arrêt de la Cour de cassation jugeant que la mise à pied d'un membre du comité d'entreprise entraîne la suspension du contrat de travail et celle de ses fonctions représentatives (p. 4676) ; épreuve de force engagée par la Régie contre le syndicat C.G.T. majoritaire à Douai (p. 4677) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : difficultés financières à la Régie ; procédures de concertation (p. 4676) ; attachement au respect des libertés dans l'entreprise (p. 4677).

911. - Apprentissage (contrats d'apprentissage). - Posée le 19 novembre 1985 par M. Jean Briane à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 4525). - Appelée le 22 novembre 1985 : **apprentissage.** - M. Jean Briane : cas de l'Aveyron ; difficultés rencontrées par les jeunes voulant améliorer leur formation professionnelle dans le cadre de l'apprentissage ; limitation à vingt ans de la possibilité pour un jeune de conclure un deuxième contrat d'apprentissage en vue de la préparation d'un deuxième C.A.P. (p. 4677) ; contrats de qualification (p. 4678) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargée des rapatriés : poursuite par le Gouvernement du développement et de la rénovation de l'apprentissage ; contrats de qualification (p. 4678).

912. - Service national (coopération). - Posée le 19 novembre 1985 par M. François Mortelette à M. le ministre de la défense (p. 4525). - Appelée le 22 novembre 1985 : **médecins coopérants.** - M. François Mortelette : problème du recrutement de spécialistes médicaux demandant à servir dans le cadre de la coopération ; blocage constitué par la limite d'âge de vingt-sept ans (p. 4678, 4679) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : code du service national instituant un report spécial d'incorporation ; sélection des étudiants ; « décalage d'appel » (p. 4679).

913. - Sécurité sociale (cotisations). - Posée le 19 novembre 1985 par Mme Eliane Provost à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 4525). - Appelée le 22 novembre 1985 : **charges sociales des infirmières libérales.** - Mme Eliane Provost : difficultés rencontrées par ces dernières qui effectuent des déplacements (p. 4674) ; M. Raymond Courrières, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : réflexion sur la réforme des cotisations d'assurance vieillesse des professions libérales (p. 4674).

914. - Licenciement par Alcatel Thomson. - Posée et appelée le 29 novembre 1985 par M. Xavier Deniau, remplacé par M. Jean-Marie Daillet : réunion des comités centraux d'entreprise de Thomson C.S.F., Téléphone et de C.I.T. Alcatel ; projet de licenciement de 500 ouvriers aux usines d'Amilly et d'Ormes ; exigence de la mise en place d'un plan social préalable (p. 5037) ; M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports : rationalisation des structures en raison de la fusion des activités télécommunications de Thomson et de C.G.E. ; mise en place d'un groupe compétitif en télécommunication ; plan social dûment négocié (p. 5037).

915. - Contrôle des opérations d'entretien des avions. - Posée et appelée le 29 novembre 1985 par M. Georges Tranchant : modification de la procédure de renouvellement des certificats de navigabilité des avions ; circulaire imposant un contrôle technique supplémentaire exécuté par la société de droit privé Véritas (p. 5040) ; valeur juridique d'une circulaire (p. 5041) ; M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports : délégation donnée à un organisme privé pour effectuer des contrôles au nom de l'administration ; impératifs de sécurité ; article D. 133-7 du code de l'aviation (p. 5041).

916. - Patrimoine archéologique, esthétique, historique et scientifique (musées : Paris). - Posée le 25 novembre 1985 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le Premier ministre (p. 4856). - Appelée le 6 décembre 1985 : **musée des plans reliefs des Invalides.** - M. Edouard Frédéric-Dupont : son appel en faveur du maintien aux Invalides du musée des plans reliefs (p. 5415) ; non-consultation de la commission supérieure des monuments historiques ; danger de transporter de telles œuvres ; initiative de la ville de Paris pour réaliser la mise en valeur du jardin de l'Intendant (p. 5416) ; M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : transfert du musée des plans reliefs à Lille ; mise en valeur de cet ensemble ; rappelle que cette collection a déjà été déménagée dans son ensemble ; opérations de rénovation entreprises dans le VIIe arrondissement de Paris (p. 5416).

917. - Radiodiffusion et télévision (programmes). - Posée le 26 novembre 1985 par M. Georges Hage à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 4924). - Appelée le 29 novembre 1985 : **campagne électorale à la télévision pour les malentendants.** - M. Georges Hage : VIe congrès de la fédération mondiale des sourds ; rôle des collectivités locales (p. 5042) ; obligations figurant au cahier des charges des société de programmes prévoyant l'adaptation progressive des conditions de diffusion télévisée aux difficultés des personnes sourdes et malentendantes ; problèmes de démocratie et d'égalité des Français devant les

moyens de communication ; imagination du Gouvernement lorsqu'il s'agit de développer les médias sous la houlette du privé (p. 5043) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : compétence de la Haute Autorité pour fixer les règles concernant les conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives aux campagnes électorales ; faculté pour les intervenants d'incorporer dans leur temps d'antenne un texte résumant leurs propos ; procédé Antiope (p. 5043).

918. - Arts et spectacles (cinéma). - Posée le 26 novembre 1985 par M. Jacques Brunhes à M. le ministre de la culture (p. 4924). - Appelée le 29 novembre 1985 : **production cinématographique française.** - M. Jacques Brunhes : création de la cinquième chaîne ; absence du ministre de la culture ; situation dramatique du cinéma français ; cas de M. Berlusconi (p. 5044) ; dérobade du ministre de la culture ; cahier des charges de la cinquième chaîne ; propos de M. Jack Lang au sujet de l'interruption des émissions par des messages publicitaires (p. 5045) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : situation du cinéma français ; apport de ressources financières nouvelles pour la production (p. 5044).

919. - Professions et activités sociales (auxiliaires de vie). - Posée le 26 novembre 1985 par M. Francis Geng à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 4924). - Appelée le 29 novembre 1985 : **associations d'aide à domicile en milieu rural.** - M. Francis Geng : conséquences de l'absence de revalorisation de la subvention de l'Etat ; politique de promotion de la vie associative (p. 5041) ; situation déficitaire des services auxiliaires de vie ; mise en cause de la politique d'aide à domicile des personnes handicapées ; politique du Gouvernement transférant de plus en plus de charges aux collectivités territoriales (p. 5042) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : multiplication par huit des postes d'auxiliaires de vie ; compétence des départements en matière de politique d'aide à domicile (p. 5042).

920. - Recherche scientifique et technique (commissariat à l'énergie atomique). - Posée le 26 novembre 1985 par M. Jean-Marie Daillet à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 4924). - Appelée le 29 novembre 1985 : **remboursement d'un emprunt à l'Iran.** - M. Jean-Marie Daillet : emprunt contracté auprès du gouvernement de l'Iran par le commissariat à l'énergie atomique ; avenir de la normalisation des relations entre l'Iran et la France (p. 5038) ; M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports : usine d'enrichissement d'Eurodif ; défaut d'exécution par l'Iran de ses obligations contractuelles (p. 5038).

921. - S.N.C.F. (ateliers : Charente-Maritime). - Posée le 26 novembre 1985 par M. Philippe Marchand à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 4924). - Appelée le 29 novembre 1985 : **centre ferroviaire de Saintes, électrification de la ligne La Rochelle-Poitiers.** - M. Philippe Marchand : importance de l'activité ferroviaire à Saintes ; centre d'apprentissage ; prise en charge partielle par l'Etat de l'électrification de la ligne La Rochelle-Poitiers, afin de permettre la jonction avec le T.G.V.-Atlantique (p. 5039) ; caractère grave de la décision n'envisageant qu'après 1991 l'électrification de cette ligne (p. 5040) ; M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : école nationale du bâtiment et des ouvrages d'art de Saintes (p. 5040).

922. - Anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants). - Posée le 27 novembre 1985 par M. Lucien Richard à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre (p. 4982).

923. - Produits agricoles et alimentaires (industries agricoles et alimentaires : Bretagne). - Posée le 29 novembre 1985 par M. Charles Miossec à M. le ministre de l'agriculture (p. 5090). - Appelée le 6 décembre 1985 : **implantation d'un centre de ionisation dans le Finistère.** - M. Charles Miossec : vitalité du secteur agro-alimentaire en Bretagne ; attitude de l'Etat stoppant les projets en cours ; nécessité d'aider le secteur agro-alimentaire breton à trouver un second souffle ; études concernant l'implantation d'un centre de ionisation ; décision de fermer la centrale nucléaire de Brennilis ; nécessité de trouver une activité de substitution à la fermeture de cette centrale (p. 5422) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : traitement de produits alimentaires par rayonnements ionisants ; apparition de projets de centres de traitement ; volonté du ministère de l'agriculture de favoriser le développement de l'ionisation appliquée aux produits alimentaires ; projet de la société de protéines industrielles près de Vannes (p. 5422).

924. - Elevage (bovins : Manche). - Posée le 2 décembre 1985 par M. Pierre Godefroy à M. le ministre de l'agriculture (p. 5155). - Appelée le 6 décembre 1985 : **identification du cheptel et contrôle laitier.** - M. Pierre Godefroy : danger que représente pour la Normandie le désengagement de l'Etat ; risque de remise en cause des programmes de sélection mis en place dans le département de la Manche ; race bovine normande, dite « mixte » ; nécessité d'une politique qualitative sur le plan de l'élevage ; rappelle que la race bovine normande a été longtemps la première race bovine française (p. 5421) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : mise en place des programmes départementaux à gestion décentralisée ; vocation du contrôle laitier (p. 5421).

925. - Elevage (ovins). - Posée le 3 décembre 1985 par M. André Soury à M. le ministre de l'agriculture (p. 5228) ; Appelée le 6 décembre 1985 : **éleveurs d'ovins.** - M. André Soury remplacé par M. Paul Chomat : avenir de la production ovine ; perspectives compromises par la politique communautaire et gouvernementale ; règlement ovin ; application à la France du système de primes variables à l'abattage utilisé par les Britanniques ; ajustement des contingents d'autolimitation (p. 5419) ; nécessité de reprendre le contrôle des importations de viande ovine non congelée (p. 5420) ; M. René Souchon, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : baisse de la production nationale ovine ; stagnation des prix de marché ; versement de la prime à la brebis ; difficultés auxquelles se heurtent les demandes des pouvoirs publics pour renégocier le règlement ovin ; système de primes variables à l'abattage ; accords d'exportation avec la Nouvelle-Zélande pour la viande ovine ; absence de lien avec l'affaire du *Rainbow Warrior* (p. 5420).

926. - Matériels électriques et électroniques (entreprises). - Posée le 3 décembre 1985 par M. Paul Chomat à M. le ministre des P.T.T. (p. 5228). - Appelée le 6 décembre 1985 : **avenir de la C.G.C.T.** - M. Paul Chomat : avenir des télécommunications françaises et des P.T.T. ; accord A.T.T. - C.G.E. (p. 5413) ; décision en conseil des ministres de signer l'accord C.G.E. - A.T.T. - Philipps ; gestion par les B.O.C. du réseau téléphonique américain ; rappelle que si l'accord C.G.E. - A.T.T. se réalisait, A.T.T. hériterait de 16 p. 100 du marché français ; rupture du monopole public des télécommunications en France ; avenir de la poste ; projet de réorganisation des P.T.T. prévoyant une direction générale à la stratégie (p. 5414) ; projet prévoyant la disparition de la direction du budget et de la comptabilité (p. 5415) ; M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : rachat en 1982 de la C.G.C.T. par la société I.T.T. ; difficultés de la C.G.C.T. dans le domaine de la commutation privée ; sous-traitance de la fabrication du système M.T. 25 ; passage en commutation publique de l'électromécanique à l'électronique (p. 5413) ; nécessité de rétablir l'équilibre financier de la C.G.C.T. ; octroi d'une dotation en capital versée par l'administration des P.T.T. (p. 5414).

927. - Produits fissiles et composés (entreprises). - Posée le 3 décembre 1985 par M. Georges Le Baill à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 5228). - Appelée le 6 décembre 1985 : **société Novatome du Plessis-Robinson.** - M. Georges Le Baill : spécialisation de cette société dans la filière nucléaire surgénératrice ; réalisation de Superphénix à Creys-Malville ; transfert de cette société à Lyon ; décision de construire Superphénix 2 ; rappelle que l'actionnaire principal de cette société est encore le C.E.A. ; projet faisant de C.G.E. le leader dans son capital avec comme associés le C.E.A., E.D.F. et Dumez (p. 5418) ; constitution d'un pôle de développement de la filière rapide à Lyon ; conséquences négatives sur l'emploi (p. 5419) ; M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : exploit technique réalisé par la France en construisant un réacteur parfaitement original ; perspective de développement en série de la filière à neutrons rapides ; nécessité d'instituer en France un pôle d'ingénierie des neutrons rapides ; mise à profit de l'infrastructure déjà développée par Framatome à Lyon ; droits naturels des personnels (p. 5418).

928. - Transports urbains (politique des transports urbains : Ile-de-France). - Posée le 3 décembre 1985 par Mme Marie-France Lecuir à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports (p. 5229). - Appelée le 6 décembre 1985 : **liaison vallée de Montmorency - Invalides.** - Mme Marie France Lecuir : financement de ses travaux lors de la création du fonds spécial de grands travaux ; déchargerment des gares du Nord et Saint-Lazare d'une partie de leur trafic ; droit au transport ; état d'avancement de ses travaux (p. 5411) ; projet d'ouverture de la liaison vallée de Montmorency - Invalides en 1987 (p. 5412) ; M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des tranports, chargé des transports : importance de la liaison vallée de Montmorency - Invalides ; cause des retards de réalisation de ce projet (p. 5411) ; mise en service de cette ligne fin 1987 ; priorité aux transports en commun en Ile-de-France ; encouragement du développement de l'usage des transports en commun ; problèmes de sécurité (p. 5412).

929. - Emploi et activité (politique de l'emploi). - Posée le 3 décembre 1985 par M. René Bourget à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 5229). - Appelée le 6 décembre 1985 : **initiatives des groupes nationalisés en matière d'emploi.** - M. René Bourget : redressement des comptes des groupes nationalisés (p. 5416) : création d'emplois de jeunes ; annonce par Rhône-Poulenc de bénéfices qui pourraient être utilisés pour augmenter les budgets de recherche (p. 5417) ; M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : évolution plus favorable de l'emploi dans les entreprises du secteur public ; aide au reclassement externe des salariés ; emplois des jeunes ; convention cadre définissant la coopération dans divers domaines notamment celui de la formation professionnelle continue des salariés du groupe Rhône-Poulenc (p. 5417).

930. - Informatique (entreprise). - Posée le 3 décembre 1985 par Mme Marie-Thérèse Patrat à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (p. 5229). - Appelée le 6 décembre 1985 : **équipement en bureautique des caisses d'allocations familiales.** - Mme Marie-Thérèse Patrat, remplacée par M. Jean-Claude Dessein : mise en concurrence de deux systèmes dont un de conception française : « Matra-Data-Système » et l'autre de conception américaine : « Hewlett-Packard » ; problème de la décision finale appartenant au Gouvernement (p. 5415) ; M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : expérimentation par la caisse d'allocations familiales de Dijon d'une organisation intégrée de bureautique ; avis de la commission interministérielle de l'informatique (p. 5415).

931. - S.N.C.F. (lignes). - Posée le 3 décembre 1985 par M. Jean-Claude Dessein à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 5229). - Appelée le 6 décembre 1985 : **projet de T.G.V.-Nord.** - M. Jean-Claude Dessein : présentation par les pouvoirs publics, au conseil régional, du projet de tracé de T.G.V. Paris - Bruxelles - Cologne ; exclusion de la ville d'Amiens (p. 5412) ; projet de la liaison transmanche (p. 5413) ; M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports : présentation du projet de liaison ferroviaire Paris - Bruxelles - Amsterdam ; tracé dit « de base » ; acquisitions foncières en cours dans la région lilloise ; liaison fixe transmanche (p. 5413).

932. - Logements (prêts : Alsace). - Posée le 9 décembre 1985 par M. André Durr à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 5782, 5783). - Appelée le 13 décembre 1985 : **dotation de prêts à la construction en Alsace.** - M. André Durr, remplacé par M. René André : difficultés du secteur du bâtiment et des travaux publics en Alsace ; incompatibilité de deux régles gouvernant les enveloppes de P.A.P. attribuées aux sociétés de crédits immobiliers ; rappelle que l'Alsace en 1985 figure parmi les régions dans lesquelles la consommation de P.A.P. a été proche de celle de 1984 ; retard de l'Alsace en matière de construction de type H.L.M. (p. 6162) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : montant de crédits P.L.A. ; nombre total de logements financés en P.L.A. (p. 6162) ; action de rattrapage mise en place par le Gouvernement au bénéfice de la région Alsace ; diminution légère des P.A.P. compensée par une augmentation du volume des prêts conventionnés en Alsace (p. 6163) ; M. René André s'étonne du caractère polémique de la réponse de M. Joseph Franceschi, estime que la région Alsace a été maltraitée par l'ancienne majorité (p. 6163).

933. - Commerce et artisanat (indemnité de départ). - Posée le 10 décembre 1985 par M. René André à M. le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme (p. 5850). - Appelée le 13 décembre 1985 : **indemnité de départ des commerçants et artisans.** - M. René André : situation de certains commerçants et artisans se trouvant dans la nécessité de céder leur fonds alors qu'ils ne trouvent pas preneurs ; indemnités de départ (p. 6158) ; actualisation de cette indemnité ; désertification des zones rurales (p. 6159) ; M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : loi Royer ; conditions de versement et montant de l'indemnité de départ ; objectif de cette indemnité aidant à la réussite de la transmission de l'entreprise ; crédit-bail sur fonds de commerce (p. 6159) ; installation des « multiples ruraux » ; flux de la campagne vers la grande distribution ou les grandes surfaces (p. 6160).

934. - Arts et spectacles (musique et théâtre : Nord). - Posée le 10 décembre 1985 par M. Serge Charles à M. le ministre de la culture (p. 5850). - Appelée le 13 décembre 1985 : **atelier lyrique de Tourcoing.** - M. Serge Charles : octroi du prix du meilleur spectacle lyrique à la création du « Couronnement de Popée » ; refus du ministère de la culture d'accorder une subvention globale de fonctionnement ; inadaptation de la structure juridique de syndicat intercommunal ; référence au travail de M. Jean-Claude Malgoire (p. 6160) ; demande au Gouvernement de lier sa décision à la réussite d'une programmation annuelle ; rappelle les propos de M. Pierre Mauroy sur l'expérience de l'Opéra du Nord (p. 6161) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : appartenance jusqu'en 1985 de l'atelier lyrique de Tourcoing à l'Opéra du Nord ; caractère juridique d'association de l'atelier lyrique de Tourcoing ; œuvre de M. Jean-Claude Malgoire (p. 6161).

935. - Enseignement (cantines scolaires : Yvelines). - Posée le 10 décembre 1985 par Mme Martine Frachon à M. le ministre de l'économie, des fincances et du budget (p. 5850). - Appelée le 13 décembre 1985 : **tarifs de la restauration scolaire à Poissy.** - Mme Martine Frachon : décision du conseil municipal de Poissy de transférer les restaurants scolaires à une société privée ; augmentation du

prix du repas (p. 6154) ; nécessité pour la commune de rester maîtresse de ses prix de vente (p. 6155) ; M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : décision de la municipalité de Poissy de faire appel à une entreprise prestataire de services ; engagement par cette dernière de travaux importants ; précise qu'il n'est pas certain que sur le plan juridique la municipalité ait respecté les formes prévues (p. 6155).

936. - Elevage (volailles : Ain). - Posée le 10 décembre 1985 par M. Noël Ravassard à M. le ministre de l'agriculture (p. 5850, 5851). - Appelée le 13 décembre 1985 : **production de volaille de Bresse.** - M. Noël Ravassard : production marginale du poulet de Bresse ; production bénéficiant depuis 1936 d'une appellation d'origine contrôlée (p. 6164) ; nécessité de mettre en place un plan de relance de cette production ; rappel des différents pays demandeurs (p. 6165) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : poulet de Bresse ; étude au ministère de l'agriculture en vue de mettre au point les mesures favorisant un renouveau de cette filière (p. 6165).

937. - Eau et assainissement (épuration : Bas-Rhin). - Posée le 10 décembre 1985 par M. Emile Koehl à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 5851). - Appelée le 13 décembre 1985 : **redevances de l'agence de bassin Rhin-Meuse.** - M. Emile Koehl : participation de l'agence de bassin Rhin-Meuse à la réalisation d'une station d'épuration biologique ; montant de cette redevance par habitant ; remise en cause de la convention conclue entre l'agence et la communauté urbaine de Strasbourg ; nécessité de trouver une solution ; refus de l'Etat d'inscrire l'opération dans le contrat de plan Etat-région (p. 6153) ; nécessité que les engagements financiers pris par l'agence financière de bassin soient respectés (p. 6154) ; Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement : intérêt de la réalisation de la station d'épuration de Strasbourg ; financement conjoint de ce projet (p. 6153) ; possibilité d'envisager l'échelonnement des versements de l'agence par l'intermédiaire d'un prêt relais sur une période plus longue ; intérêt de l'Etat en ce qui concerne le réglement de cette question (p. 6154).

938. - Recherche scientifique et technique (établissements : Paris). - Posée le 10 décembre 1985 par M. Gilbert Gantier à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 5851). - Appelée le 13 décembre 1985 : **transfert à Montpellier d'un département du laboratoire national de la santé.** - M. Gilbert Gantier : transfert à Montpellier du département des études hydrologiques et thermales de Paris ; espoir d'un abandon de ce projet ; conséquences néfastes d'un tel transfert ; rôle fondamental du D.E.H.T. (p. 6163) ; caractère privilégié de Paris en matière de transports (p. 6164) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : regroupement envisagé du département des études hydrologiques et thermales et du département du laboratoire de Montpellier ; coût de l'opération ; possibilité d'un meilleur contact entre les diverses activités du laboratoire national ; problèmes d'analyses (p. 6164).

939. - Emploi et activité (politique de l'emploi : Hérault). - Posée le 10 décembre 1985 par M. Paul Balmigère à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 5851). - Appelée le 13 décembre 1985 : **situation de deux entreprises de l'Hérault.** - M. Paul Balmigère : difficultés de ce département en raison de la politique économique et européenne du Gouvernement ; cas de la raffinerie Mobil de Frontignan et de la cimenterie Lafarge de Balaruc-les-Bains ; rappelle que notre pays occupe le deuxième rang mondial dans l'ingénierie pétrolière ; fermeture de la raffinerie de Frontignan ; fermeture de la cimenterie Lafarge ; conséquences négatives sur l'emploi (p. 6157) ; demande au Gouvernement de surseoir à la mise en œuvre des mesures envisagées (p. 6158) ; M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : chute des traitements de pétrole brut à façon pour le compte de sociétés étrangères ; précise que l'autorisation des pouvoirs publics ne pourrait être accordée que sur la base de la réalisation de certains préalables ; baisse de notre production de ciment en raison de la baisse du marché intérieur ; effort de modernisation et de réduction des coûts (p. 6157, 6158).

940. - Matériels électriques et électroniques (entreprises). - Posée le 10 décembre 1985 par M. Dominique Frelaut à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 5851). - Appelée le 13 décembre 1985 : **accord C.G.E. - A.T.T.** - M. Dominique Frelaut : fusion C.G.E. - C.I.T. Alcatel ; décision du Gouvernement de renvoyer sa décision sur cet accord ; conséquences négatives de cet accord livrant 16 p. 100 du marché français de la consommation publique à A.T.T. (p. 6155) ; rappelle que la France détient la première place mondiale pour la production de centraux temporels ; incertitude dans le secteur de la téléphonie française ; risque de déboucher sur la privatisation ; situation des personnels ; action déstabilisante des Etats-Unis (p. 6156) ; choix du système Rita par les Américains (p. 6157) ; M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : rappelle que le Gouvernement n'est pas hostile au projet d'accord négocié par C.G.E. et A.T.T. ; cas du M.T. 35 et de l'E 10 S (p. 6156).

941. - Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : mutations à titre onéreux). - Posée le 11 décembre 1985 par M. Lucien Richard à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 5950). - Appelée le 20 décembre 1985 : **fiscalité des agriculteurs.** - M. Lucien Richard : recouvrement des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière ; risques d'une pénalisation des acquéreurs de bonne foi ; nécessité de surseoir à l'engagement des poursuites (p. 6518) ; cas des acquisitions de bonne foi (p. 6519) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : application de l'article 705 du code général des impôts (p. 6518) ; conditions de remise en cause de l'avantage fiscal consenti (p. 6519).

942. - Transports (politique des transports : Lorraine). - Posée le 12 décembre 1985 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 6147, 6148).

943. - Impôts et taxes (politique fiscale). - Posée le 12 décembre 1985 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 6148).

944. - Commerce et artisanat (politique à l'égard du commerce et de l'artisanat). - Posée le 12 décembre 1985 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme (p. 6148).

945. - Minerais et métaux (entreprises : Moselle). - Posée le 12 décembre 1985 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 6148).

946. - Charbons (prix). - Posée le 13 décembre 1985 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 6190, 6191).

947. - Etrangers (crimes, délits et contraventions). - Posée le 16 décembre 1985 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (p. 6210). - Appelée le 20 décembre 1985 : **interdictions de séjour.** - M. Pierre-Bernard Cousté : cas d'un citoyen algérien interdit de séjour définitivement ayant été pris en infraction à Lyon en octobre 1985 (p. 6512) ; raccompagnement aux frontières (p. 6513) ; absence d'exécution de certaines décisions judiciaires des tribunaux français (p. 6514) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : dispositif législatif régissant l'interdiction de séjour sur le territoire français ; interdiction ne pouvant effectivement être respectée que dans la mesure où le tribunal l'accompagne de

la peine complémentaire de la reconduite à la frontière ; compétence du ministère de l'intérieur et de la décentralisation (p. 6513).

948. - Femmes : politique à l'égard des femmes (Champagne-Ardenne). - Posée le 17 décembre 1985 par M. Bruno Bourg-Broc à Mme le ministre des droits de la femme (p. 6322). - Appelée le 20 décembre 1985 : **centre régional d'information et de formation des femmes de Champagne-Ardenne.** - M. Bruno Bourg-Broc : dissolution de l'association régionale des centres d'information des droits de la femme de Champagne-Ardenne regroupant les centres d'information des droits de la femme apparus en 1981 (p. 6507) ; rapports entre la secrétaire générale de l'association et la déléguée régionale aux droits de la femme ; création du centre régional d'information et de la formation des femmes de Champagne-Ardenne ; refus de la présidente du nouvel organisme d'assumer le passif de l'A.R.C.I.D.F. ; caractère abusif de certains licenciements ; formation et information des femmes de Champagne-Ardenne (p. 6508) ; demande d'une enquête administrative le 2 décembre 1985 (p. 6509) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : gestion du C.R.I.F. de Champagne-Ardenne (p. 6508) ; conditions de reprise des salariés à la dissolution de l'A.R.C.I.D.F. ; absence de subventions locales venues relayer l'action du ministère des droits de la femme (p. 6509).

949. - Postes et télécommunications (caisse nationale d'épargne et de prévoyance). - Posée le 17 décembre 1985 par M. Paul Mercieca à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 6323). - Appelée le 20 décembre 1985 : **statut du personnel des caisses d'épargne.** - M. Paul Mercieca : remise en cause du statut des personnels des caisses d'épargne par le C.E.N.C.E.P. ; flexibilité souhaitée par le Gouvernement (p. 6517) ; dévoyement de la renégociation (p. 6518) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : nécessité d'un arbitrage sur le conflit des caisses d'épargne (p. 6517).

950. - Nomades et vagabonds (politique à l'égard des personnes déshéritées : Hauts-de-Seine). - Posée le 17 décembre 1985 par M. Dominique Frelaut à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 6323). - Appelée le 20 décembre 1985 : **maison de Nanterre.** - M. Dominique Frelaut : conclusions du groupe de travail présidé par M. Franceschi (p. 6509) ; application de ces décisions ; nécessité d'une réunion interministérielle (p. 6510) ; concentration inhumaine ne permettant pas d'atteindre les objectifs de réinsertion et d'assurer une vie décente aux usagers de la maison de Nanterre (p. 6511) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement : nécessité d'une modification du statut juridique de la maison de Nanterre ; transformation de l'hospice en maison de retraite de droit commun ; programme de lutte contre la pauvreté et la précarité ; éventualité de la réunion d'un comité interministériel (p. 6510) ; union contre le maire de Paris (p. 6511).

951. - Commerce et artisanat (aides et prêts). - Posée le 17 décembre 1985 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 6323). - Appelée le 20 décembre 1984 : **attribution des aides dans le secteur du commerce et de l'artisanat.** - M. Loïc Bouvard : indemnité spéciale de départ ; compensations financières permettant une éventuelle conversion d'activité (p. 6515) ; nécessité de maintenir le petit commerce dans la France rurale (p. 6516) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement : rôle du tissu commercial et artisanal en zone rurale ; nombre de demandes (p. 6516).

952. - Fonctionnaires et agents publics (attachés d'administration centrale). - Posée le 17 décembre 1985 par M. Roger Rouquette à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives (p. 6323). - Appelée le 20 décembre 1985 : **attachés d'administration centrale.** - M. Roger Rouquette : situation administrative du corps des attachés d'administration centrale (p. 6511) ; manque de perspectives de carrière pour les attachés d'administration centrale ; limite d'âge pour accéder au tour extérieur dans le corps des administrateurs civils ; nécessité d'une modification de la proportion statutaire des différents grades ; nécessité de mettre en place une gestion interministérielle de ces personnels (p. 6512) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : accès par la voie du tour extérieur au corps des administrateurs civils ; accroissement des promotions au grade d'attaché principal ; disparités constatées dans la carrière des attachés d'administration centrale (p. 6512).

953. - Handicapés (établissements). - Posée le 17 décembre 1985 par M. Jean-Pierre Michel à Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes (p. 6323). - Appelée le 20 décembre 1984 : **handicapés soignés par la méthode Doman.** - M. Jean-Pierre Michel : difficultés des parents devant appliquer la méthode de stimulation intensive à domicile ; absence de prise en charge par la sécurité sociale des frais entraînés par cette méthode (p. 6514) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : caractéristiques de cette méthode (p. 6514) ; avis négatif émis par les experts ; études de M. Tomkiewics, directeur d'une unité de recherche de l'I.N.S.E.R.M. (p. 6515).

954. - Impôts locaux (taxe d'habitation et taxe foncière). - Posée le 17 décembre 1985 par M. Raymond Douyère à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation (p. 6323, 6324). - Appelée le 20 décembre 1985 : **modalités de paiement des taxes locales pour les plus démunies.** - M. Raymond Douyère remplacé par M. Jean-Pierre Michel : exonération de la taxe d'habitation pour les plus démunis ; délais de paiement accordés par l'administration (p. 6516) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : élargissement des conditions d'exonération de la taxe d'habitation (p. 6516) ; possibilité d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les personnes les plus démunies ; délais de paiement ; majoration de 10 p. 100 ne devant pas être maintenue dans le cas d'attribution de délais de paiement (p. 6517).

955. - Matériels électriques et électroniques (entreprises). - Posée le 17 décembre 1985 par M. Pierre Jagoret à M. le ministre délégué, chargé des P.T.T. (p. 6324).

956. - Collectivités locales (fonctionnement). - Posée le 17 décembre 1985 par Mme Jacqueline Osselin à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 6324). - Appelée le 20 décembre 1985 : **effectifs des collectivités locales.** - Mme Jacqueline Osselin : retirée (p. 5511).

957. - Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux. - (Collectivités locales : calcul des pensions). - Posée le 18 décembre 1985 par M. André Brunet à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives (p. 6398). - Appelée le 20 décembre 1985 : **retraite des agents des collectivités territoriales.** - M. André Brunet : conditions d'attribution des retraites des agents des collectivités territoriales auprès de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (p. 6511) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : jouissance de la pension des fonctionnaires affiliés à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; nécessité de ne pas accentuer les disparités entre les régimes spéciaux de retraite et le régime général (p. 6511).

958. - Charbon (politique charbonnière : Lorraine). - Posée le 9 janvier 1986 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 10).

959. - Jeux et paris (loto). - Posée le 9 janvier 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 10).

960. - Jeux et paris (loto). - Posée le 9 janvier 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 10).

961. - Jeux et paris (loto). - Posée le 9 janvier 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 10).

QUORUM

Voir *Assemblée nationale.*

QUOTIENT FAMILIAL

Voir *Impôts sur le revenu* **15, 16, 17.**

R

RACISME

Voir *Immigration.*
Questions au Gouvernement **1175, 1179, 1414.**

RADIODIFFUSION ET TELEVISION

11. - Proposition de résolution n° 2576 tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'examiner les conditions de fonctionnement, la situation financière de la société de télévision privée **« Canal Plus »** et l'usage fait par celle-ci des fonds publics provenant des actionnaires majoritaires de cette société : entreprises nationales, sociétés d'économie mixte et banques nationalisées. - Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 avril 1985 par M. Jacques Baumel. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (9 avril 1985). - Rapport n° **2643** (24 avril 1985).

12. - Proposition de résolution n° 2647 tendant à la création d'une **commission d'enquête sur l'attribution des fréquences radiophoniques.** - Dépôt à l'Assemblée nationale le 25 avril 1985 par M. Pierre-Bernard Cousté et M. Jacques Baumel. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (5 juin 1985). - Rapport n° **2764** (12 juin 1985).

Voir *Questions au Gouvernement* **1468.**

Avenir de Canal Plus.

Voir *Questions au Gouvernement* **1238.**

Chaîne culturelle.

Voir *Questions au Gouvernement* **1483.**

Cinquième chaîne.

Voir *Audiovisuel* **10, 12.**
Questions au Gouvernement **1455, 1438, 1488, 1492, 1498.**

Emission « La Guerre en face ».

Voir *Questions au Gouvernement* **1210.**

Modulation de fréquence.

Voir *Questions au Gouvernement* **1351.**

Pluralisme à la radio-télévision.

Voir *Questions au Gouvernement* **1365.**

Publicité sur la cinquième chaîne de télévision.

Voir *Questions au Gouvernement* **1476.**

Recettes de publicité dans l'audiovisuel.

Voir *Audiovisuel* **10.**

Retransmission de rencontres sportives.

Voir *Questions au Gouvernement* **1190.**

Service public de la -.

Voir *Audiovisuel* **10.**

Seydoux-Berlusconi (groupe).

Voir *Audiovisuel* **10.**

Télévisions privées.

Voir *Audiovisuel* **10.**
Questions au Gouvernement **1437, 1444, 1447.**
Questions orales sans débat **813.**

TV 5.

Voir *Audiovisuel* **11.**
Lois de finances **11** (deuxième partie), relations extérieures.

RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

Voir *Lois de finances* **11** (deuxième partie), relations extérieures.

RADIO I.D.F. 102-9

Voir *Questions au Gouvernement* **1351.**

RADIOS LIBRES

- dans la Manche.

Voir *Questions au Gouvernement* **1466.**

Publicité des - .

Voir *Questions au Gouvernement* **1223.**

Radios locales.

Voir *Questions au Gouvernement* **1242.**

Radios locales privées.

Voir *Questions orales sans débat* **763.**

RAPATRIES

7. - Projet de loi n° 2920 portant amélioration des **retraites des rapatriés.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 juillet 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement, chargé des rapatriés. - Urgence déclarée le 3 octobre 1985 . - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Gérard Collomb (3 octobre 1985). - Rapport n° **2959** (2 octobre 1985). - Discussion le 7 octobre 1985. - Adoption le 7 octobre 1985. - Projet de loi n° **884.**

Sénat (première lecture), n° **19** (1985-1986). - Dépôt le 8 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Franz Duboscq. - Rapport n° **52** (1985-1986) (24 octobre 1985). - Discussion le 8 novembre 1985. - Adoption le 8 novembre 1985. - Projet de loi n° **25** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3050.** - Dépôt le 8 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Gérard Collomb. - Rapport n° **3103** (21 novembre 1985). - Discussion le 25 novembre 1985. - Adoption le 25 novembre 1985. - Projet de loi n° **912.**

Loi n° 85-1274 du 4 décembre 1985 publiée au *J.O.* du 5 décembre 1985 (p. 14121). - Rectificatif (*J.O.* du 7 décembre 1985) (p. 14232).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 octobre 1985] (p. 2710).

Application de la loi aux pensions déjà liquidées : *Courrière (Raymond)* (p. 2712) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2717).

Assurance volontaire vieillesse (et notamment aide financière de l'Etat) : *Collomb (Gérard)* (p. 2711) ; *Courrière (Raymond)* (p. 2712, 2719) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2712) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2713) ; *Jourdan (Emile)* (p. 2714) ; *Julien (Raymond)* (p. 2715) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2716) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2717) ; *Pistre (Charles)* (p. 2718).

Bilan de la politique en faveur des rapatriés : *Collomb (Gérard)* (p. 2710) ; *Courrière (Raymond)* (p. 2711, 2712) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2713) ; *Jourdan (Emile)* (p. 2714) ; *Julien (Raymond)* (p. 2715) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2715) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2717) ; *Pistre (Charles)* (p. 2717).

Dispositions relatives à certains régimes spéciaux : *Collomb (Gérard)* (p. 2711) ; *Courrière (Raymond)* (p. 2712) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2713) ; *Jourdan (Emile)* (p. 2714, 2715) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2717) ; *Pistre (Charles)* (p. 2718).

Financement du projet : *Pinte (Etienne)* (p. 2713) ; *Courrière (Raymond)* (p. 2719).

Loi du 3 décembre 1982 (application de la -) : *Jourdan (Emile)* (p. 2714) ; *Courrière (Raymond)* (p. 2718).

Nombre de personnes concernées : *Pinte (Etienne)* (p. 2713) ; *Jourdan (Emile)* (p. 2714) ; *Julien (Raymond)* (p. 2715) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2716) ; *Courrière (Raymond)* (p. 2719).

Retraites complémentaires : *Pinte (Etienne)* (p. 2713) ; *Courrière (Raymond)* (p. 2719).

Situation des aides familiaux rapatriés : *Courrière (Raymond)* (p. 2712, 2719) ; *Julien (Raymond)* (p. 2715).

Situation des agriculteurs rapatriés : *Courrière (Raymond)* (p. 2712, 2718, 2719) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2713) ; *Julien (Raymond)* (p. 2715) ; *Pistre (Charles)* (p. 2718).

Situation des artisans et commerçants rapatriés : *Colonna (Jean-Huges)* (p. 2716) ; *Courrière (Raymond)* (p. 2718).

Validation des périodes d'activité professionnelle accomplies en Algérie : *Collomb (Gérard)* (p. 2711) ; *Courrière (Raymond)* (p. 2712) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2712) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2713) ; *Jourdan (Emile)* (p. 2714) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2716) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 2717) ; *Pistre (Charles)* (p. 2718).

Discussion des articles [7 octobre 1985] (p. 2720).

Titre Ier : *dispositions relatives à l'assurance vieillesse.*

Article 1er *(champ d'application des dispositions sur l'assurance volontaire vieillesse) :* évolution de la législation antérieure ; champ d'application du nouveau dispositif législatif ; problème de la prise en compte de la situation des travailleurs salariés ayant exercé leur activité en Algérie avant le 1er juillet 1962 ; exclusion de l'aide au rachat par les salariés pouvant bénéficier de la loi du 26 décembre 1964 : adopté ;
- article 1er : adopté.

Article 2 *(conditions d'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse) :* amendement n° 5 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « pourront bénéficier », les mots : « bénéficieront ») ; nécessité de manifester clairement la volonté du Gouvernement et du législateur ; nécessité de faciliter la rédaction du décret en Conseil d'Etat ; modulation de l'aide en fonction des ressources de chacun des intéressés ; interprétation défavorable aux rapatriés (p. 2720) ; système d'aide au rachat ; concertation avec les associations de rapatriés : adopté ;
- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(modalités de versement de l'aide de l'Etat) :* adopté.

Titre II : *dispositions relatives à la validation de certaines périodes d'activité professionnelle.*

Article 4 *(validation des périodes d'activité professionnelle accomplies en Algérie par les rapatriés avant la date d'affiliation obligatoire à un régime algérien) :* problème de la validation des périodes de collaboration familiale ; dispositions nouvelles risquant d'accentuer les différences de situation entre les rapatriés d'Afrique du Nord ; accroissement des possibilités de validation à titre gratuit des périodes d'activité ; absence de discrimination selon les rapatriés : adopté ;
- article 4 : adopté.

Article 5 *(validation des périodes d'activité professionnelle accomplies en Algérie avant et après la date d'affiliation obligatoire par les rapatriés qui n'ont jamais été affiliés à un régime algérien) :* adopté.

Article 6 *(droit des conjoints survivants) :* adopté.

Article 7 *(inopposabilité des délais) :* amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
- article 7, ainsi modifié : adopté.

Titre III : *dispositions relatives à certains régimes sociaux.*

Article 8 *(admission au bénéfice des régimes de retraite métropolitains) :* champ d'application du premier alinéa de l'article ; situation particulière des anciens agents des sociétés concessionnaires, offices et établissements publics du Maroc et de la Tunisie : adopté ;
- article 8 : adopté.

Article 9 *(liquidation de retraite proportionnelle) :* adopté.

Article 10 *(prise en compte pour le calcul des retraites des périodes d'exclusion ou d'éloignement du service)* (p. 2722) : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à insérer après les mots : « du 4 août 1980 », les mots : « ou qui ont dû démissionner pour des motifs politiques en relation directe avec les événements d'Afrique du Nord ») ; extension des dispositions de la loi du 3 décembre 1982 aux agents des sociétés concessionnaires d'Afrique du Nord : adopté ; amendement n° 2 du Gouvervement (extension de dispositions de l'article 9 de la loi du 3 décembre 1982 aux agents visés au premier alinéa de cet article) ; omission contenue dans l'ordonnance du 15 juin 1945 : adopté ;
- article 10, ainsi modifié : adopté.

Titre IV : *dispositions communes.*

Article 11 *(application aux pensions déjà liquidées) :* adopté (p. 2723).

Explications de vote (p. 2723).

Bilan de la politique en faveur des rapatriés : *Collomb (Gérard)* (p. 2724).

Financement du projet : *Bayard (Henri)* (p. 2723).

Preuve d'affiliation à la sécurité sociale : *Bayard (Henri)* (p. 2723).

Retraites complémentaires : *Bayard (Henri)* (p. 2723).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Bayard (Henri)* (p. 2723).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2724).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [25 novembre 1985] (p. 4775).

Aménagement de dettes : *Blanc (Jacques)* (p. 4775).

Gouvernement (sincérité des engagements du -) : *Collomb (Gérard)* (p. 4776).

Loi d'amnistie : *Blanc (Jacques)* (p. 4776).

Ordonnance du 15 juin 1945 (bénéficiaires de l' -) : *Franceschi (Joseph)* (p. 4776).

Rachat de points en fonction du revenu : *Blanc (Jacques)* (p. 4775).

Rappel au règlement : *Blanc (Jacques)* (p. 4776).

Discussion des articles [25 novembre 1985] (p. 4776).

Article 10 : adopté (p. 4777).

Explications de vote (p. 4777).

Indemnisation et retraites des rapatriés (absence de mesure gouvernementale) : *Blanc (Jacques)* (p. 4777).

Rapatriés (dialogue avec les -) : *Dufoix (Georgina)* (p. 4777).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Blanc (Jacques)* (p. 4777).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4777).

8. - Proposition de loi n° 3253 relative à la **réparation des dommages** subis par les personnes physiques et morales françaises dépossédées de biens sis dans les **territoires d'outre-mer** ayant relevé de la souveraineté, du protectorat ou de la tutelle de la France. *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 19 décembre 1985 par M. Jacques Médecin. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Prêts de consolidation en matière d'installation.

Voir *Questions au Gouvernement* **1306.**

Retraite des -.

Voir *Rapatriés* **7.**

RAPPELS AU REGLEMENT

1114. - M. Claude Labbé : présence inadmissible, parmi le public, de M. Tjibaou, lors du vote de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie [23 janvier 1985] (p. 2, 3) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 3).

1115. - M. Jean-Claude Gaudin : caractère inacceptable de la présence de M. Tjibaou, lors du vote de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie [23 janvier 1985] (p. 3).

1116. - M. Lionel Jospin : problème de décolonisation en Nouvelle-Calédonie [23 janvier 1985] (p. 3) ; accès aux tribunes de l'Assemblée (p. 4).

1117. - M. Guy Ducoloné : lutte du peuple kanak [23 janvier 1985] (p. 4).

1118. - M. Didier Julia : défense des droits de l'homme [23 janvier 1985] (p. 4).

1119. - M. Bruno Bourg-Broc : critique les propos du porte-parole du parti socialiste, affirmant que des tueurs à gages étaient en rapport avec l'opposition ; critique les propos de M. Jean-Pierre Destrade traitant M. Michel Poniatowski de « vieux rat d'égout gros et gras » [2 avril 1985] (p. 48).

1120. - M. Claude Labbé : critique la faible représentation du Gouvernement lors de la séance des questions d'actualité [17 avril 1985] (p. 241) ; M. André Labarrère (p. 241).

1121. - M. Claude Labbé : déclaration faite par le Premier ministre sur un plan relatif à l'avenir du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; demande la tenue d'urgence d'un débat sur ce territoire [25 avril 1985] (p. 388) ; M. Pierre Joxe : possibilité d'intervenir sur ce sujet lors des questions d'actualité ; dépôt prochain d'un projet de loi (p. 388).

1122. - M. Claude Labbé : critique le fait que M. Michel Charzat procède par « amalgame, allusions et mises en cause personnelles » ; propos ne méritant pas une réponse [25 avril 1985] (p. 412).

1123. - M. Charles Millon : critique le fait que le président de la commission des lois rappelle à l'ordre le président Valéry Giscard d'Estaing lors de l'absence de ce dernier [25 avril 1985] (p. 416).

1124. - M. Guy Ducoloné : règlement de l'Assemblée nationale disposant que viennent en discussion les amendements qui sont les plus éloignés du texte ; amendements du groupe communiste déclarés devenus sans objet [25 avril 1985] (p. 426) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : organisation du débat par le service de la séance, qui s'appuie sur la forme des amendements (p. 426).

1125. - M. Gilbert Gantier : remplacement du rapporteur désigné pour la discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux [26 avril 1985] (p. 486).

1126. - M. Guy Ducoloné : visite du Président Reagan au cimetière S.S. de Bitburg ; ses regrets que le Gouvernement n'ait pas eu un seul mot pour critiquer l'assimilation de S.S. aux victimes de l'hitlérisme ; propose que l'Assemblée fasse savoir clairement sa réprobation en suspendant ses travaux pendant cinq minutes [2 mai 1985] (p. 534-535).

1127. - M. André Bellon : demande que l'Assemblée nationale observe une minute de silence à la mémoire des victimes de la déportation [2 mai 1985] (p. 535).

1128. - M. Jean-Louis Masson : détermination du ministre chargé de répondre aux questions orales posées par les parlementaires [3 mai 1985] (p. 564) ; attitude du Gouvernement actuel quant aux droits du Parlement (p. 565) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : référence à la décision du 21 janvier 1964 du Conseil constitutionnel concernant la désignation des membres du Gouvernement chargés de le représenter (p. 565) ; M. Joseph Franceschi : demande à l'auteur du rappel au règlement de retirer sa mise en cause de l'honnêteté du Gouvernement (p. 565).

1129. - M. Xavier Deniau : détermination des ministres chargés de répondre aux questions orales posées par des parlementaires [3 mai 1985] (p. 565) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : référence à la décision du 21 janvier 1964 du Conseil constitutionnel concernant la désignation des membres du Gouvernement chargés de le représenter (p. 565).

1130. - M. Guy Ducoloné : recherche du capitaine S.S. Otto Kahn ; visite du Président Reagan au cimetière de Bitburg [15 mai 1985] (p. 798).

1131. - M. Jacques Godfrain : son souhait que l'Assemblée nationale s'associe aux hommages à la mémoire de Victor Hugo, décédé il y a un siècle [22 mai 1985] (p. 992).

1132. - M. François d'Aubert : absence du Premier ministre lors du débat sur le projet de loi relatif à l'évolution de la Nouvelle-Calédonie ; mépris pour l'Assemblée nationale [29 mai 1985] (p. 1268) ; M. André Labarrère : respect du Gouvernement pour le Parlement (p. 1268).

1133. - M. Jacques Brunhes : impossibilité pour le groupe communiste d'exprimer son opinion sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par le groupe R.P.R. et la question préalable opposée par le groupe U.D.F. [29 mai 1985] (p. 1277) ; opposition du parti communiste aux « thèses colonialistes de la droite » dangereuses pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et de la France ; abstention du groupe communiste sur l'exception d'irrecevabilité et sur la question préalable (p. 1278).

1134. - M. Georges Hage : finale de la coupe d'Europe des clubs champions de football ; ses regrets concernant la retransmission télévisée du match [30 mai 1985] (p. 1292).

1135. - M. Jean-Pierre Soisson : défauts dans l'organisation de la finale de la coupe d'Europe des clubs champions de football ; nécessité d'organiser une réunion de réflexion de tous ceux qui se préoccupent d'interdire les manifestations de violence sur les stades [30 mai 1985] (p. 1292).

1136. - M. André Bellon : associe le groupe socialiste aux remarques faites à propos de la finale de la coupe d'Europe des clubs champions de football ; souhaite qu'à l'avenir, ce genre d'événement ne se reproduise plus [30 mai 1985] (p. 1292).

1137. - M. Claude Labbé : nécessité de tenir compte des conclusions de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie lors de la seconde délibération du projet de loi relatif à l'évolution de la Nouvelle-Calédonie ; propose que le temps accordé à chaque orateur d'un groupe pour expliquer son vote soit augmenté [4 juin 1985] (p. 1399) ; M. Jacques Blanc, vice-président : rappelle la procédure applicable aux secondes délibérations des projets de loi (p. 1399).

1138. - M. Claude Labbé : désordre de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; horaire des séances de l'après-midi ; absence fréquente des membres du Gouvernement

aux séances de questions d'actualité ; temps de parole des groupes lors des questions d'actualité [13 juin 1985] (p. 1662) ; questions de « connivence », nécessité pour les membres du Gouvernement de faire des réponses brèves afin de ne pas empiéter sur le temps réservé aux groupes (p. 1663) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : heure des séances (p. 1663) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement : ordre du jour de l'Assemblée nationale ; nombre de députés en séance ; éventualité d'une session extraordinaire ; procédure des questions d'actualité ; questions de « connivence » (p. 1663) ; durée des réponses des ministres (p. 1664).

1138 *bis*. - M. Pierre-Bernard Cousté : désignation du ministre devant répondre aux questions des parlementaires ; respect du Parlement [14 juin 1985] (p. 1697) ; M. Jean-Pierre Fourré, vice-président : décision du Conseil constitutionnel du 21 janvier 1964 indiquant que le Gouvernement est représenté par celui de ses membres que le Premier ministre a désigné à cet effet (p. 1697).

1139. - M. Gilbert Gantier : organisation de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; « spectacle lamentable » donné par les députés ; réponses aux questions orales sans débat ; texte sur la concurrence relevant essentiellement de la compétence de la commission des finances [20 juin 1985] (p. 1783) ; M. Philippe Marchand, vice-président : organisation des travaux des assemblées ; usage voulant que les textes concernant la concurrence soient renvoyés à la commission de la production et des échanges (p. 1783).

1140. - M. Michel Debré : s'associe à la protestation de M. Gilbert Gantier relative à l'organisation de l'ordre du jour d l'Assemblée nationale [20 juin 1985] (p. 1783).

1141. - M. Edmond Alphandéry : pratique des lois portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [24 juin 1985] (p. 1908) ; absence du ministre de l'économie et des finances ; modification de l'article d'équilibre de la loi de finances (p. 1909) ; M. Jack Lang : refus du groupe R.P.R. de voter les textes contre la fraude fiscale (p. 1909) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : date du dépôt de l'amendement n° 38 ; cause de la durée de suspension de la séance (p. 1909).

1141 *bis*. - M. Pascal Clément : analogie entre les procédures législatives suivies en 1975 et en 1985 [25 juin 1985] (p. 1941).

1142. - M. Emmanuel Aubert : caractère des textes « diverses dispositions d'ordre judiciaire » [25 juin 1985] (p. 1941).

1143. - M. Emmanuel Aubert : recevabilité des amendements ; caractère « fourre-tout » du projet gouvernemental [25 juin 1985] (p. 195).

1143 *bis*. - M. Gilbert Gantier : organisation des travaux parlementaires ; industrie du cinéma ; ordres professionnels ; organisation du corps enseignant universitaire [27 juin 1985] (p. 2050) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat : ordres professionnels (p. 2051) ; M. Jean-Pierre Sueur : nombre de députés socialistes présents dans l'hémicycle lors de la discussion concernant l'industrie du cinéma ; paiement du forfait hospitalier par les médecins hospitalisés dans le secteur hospitalier (p. 2051).

1144. - M. Robert-André Vivien : expiration à la fin de l'année 1985 du régime actuel de la dotation globale de fonctionnement [27 juin 1985] (p. 2081) ; obligation faite au Gouvernement de déposer au cours de la première session ordinaire de 1981-1986 un rapport sur l'application de la dotation globale de fonctionnement pendant les six premières années de son existence ; absence de dépôt du rapport ; caractère précipité du dépôt du projet ; attitude du Gouvernement alimentant l'antiparlementarisme ; volonté du Gouvernement d'informer le Parlement (p. 2082) ; M. Jean-Pierre Fourré, vice-président : dépôt le 27 juin 1985 des rapports prévus par la loi (p. 2082).

1145. - M. Robert-André Vivien : nature du rapport déposé le 27 juin 1985 [27 juin 1985] (p. 2082).

1146. - M. Jean-Pierre Soisson : régularisation de la dotation globale de fonctionnement au titre de l'année 1984 ; nécessité que le débat sur la dotation globale de fonctionnement soit reporté à la session d'automne [27 juin 1985] (p. 2082).

1147. - M. Robert-André Vivien : explique son absence au cours du débat sur le projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique [28 juin 1985] (p. 2196) ; M. Philippe Bassinet : absence de membre du groupe R.P.R. aux travaux de la commission (p. 2196).

1148. - M. Jean-Marie Daillet : sort des otages après le détournement de l'avion de Beyrouth par les pirates de l'air ; sort de MM. Kauffmann, Seurat, Carton et Fontaine [29 juin 1985] (p. 2266).

1149. - M. Claude Labbé : nécessité d'une réponse aux allégations des indépendantistes guadeloupéens ; silence du Gouvernement face aux accusations venant d'Algérie et concernant le comportement de l'armée française pendant les opérations de la guerre d'Algérie [10 juillet 1985] (p. 2293) ; M. André Labarrère : situation en Guadeloupe ne pouvant pas faire l'objet d'un débat de politique politicienne ; attachement de la France à son armée (p. 2293) ;

1150. - M. Emmanuel Aubert : demande au ministre de l'intérieur et de la décentralisation de ne pas dénaturer le sens du vote des membres de l'opposition parlementaire [10 juillet 1985] (p. 2247).

1151. - M. Etienne Pinte : conditions d'examen du texte relatif aux congés de conversion ; modification des conditions de licenciement pour motif économique [11 juillet 1985] (p. 2272) ; observation du rapporteur sur les délais d'examen du texte (p. 2373) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : souligne l'efficacité des services de l'Assemblée nationale (p. 2373).

1152. - M. Gilbert Gantier : annulation de la loi portant règlement définitif du budget de 1983 par le Conseil constitutionnel ; problème des reversements opérés par le budget des P.T.T. au profit du budget général [25 juillet 1985] (p. 2404) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : conformité à la Constitution des lois D.D.O.S. et D.D.O.F. ; nouvelle saisine du Parlement sur la loi portant règlement définitif du budget de 1983 (p. 2404, 2405).

1152 *bis*. - M. Claude Labbé : tenue des sessions extraordinaires [25 juillet 1985] (p. 2417) ; intérêt du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie ; « légèreté » dont a fait preuve le ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 2418) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : propos tenus à son égard par M. Emmanuel Aubert (p. 2418).

1153 - M. François d'Aubert : déroulement du débat en commission relatif à la question préalable sur le projet de loi relatif à l'évolution de la Nouvelle-Calédonie ; amendements présentés visant à détruire les dispositions élaborées par le Sénat [25 juillet 1985] (p. 2431, 2432).

1154. - M. Gilbert Gantier : situation en Guadeloupe [26 juillet 1985] (p. 2464).

1155. - M. Michel Debré : s'associe à l'intervention de M. Gilbert Gantier [26 juillet 1985] (p. 2464).

1156. - M. Jean-Claude Gaudin : organisation des travaux parlementaires [12 août 1985] (p. 2476) ; dégradation des conditions de travail ; article 10 de la Constitution ; inégalités de représentation (p. 2477).

1157. - M. Claude Labbé : abandon par la France de la Nouvelle-Calédonie ; article 10 de la Constitution ; dégradation de l'Etat [12 août 1985] (p. 2478).

1158. - M. André Billardon : organisation de la session extraordinaire [12 août 1985] (p. 2478) ; inégalité de la représentation (p. 2479) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 2482, 2483).

1159. - M. Jacques Brunhes : rôle exorbitant du Conseil constitutionnel [12 août 1985] (p. 2479, 2480).

1160. - M. Gilbert Gantier : inconstitutionalité de la session extraordinaire traitant de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie [12 août 1985] (p. 2480) ; article 10 de la Constitution (p. 2481).

1161. - M. Roch Pidjot : justification de sa présence à Paris lors de la session extraordinaire relative à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie [12 août 1985] (p. 2481) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 2482, 2483).

1162. - M. Jacques Baumel : conditions anormales de convocation du Parlement [12 août 1985] (p. 2481, 2482) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 2482, 2483).

1163. - M. Claude Labbé : convocation en session extraordinaire en vue d'une nouvelle délibération du texte sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie [12 août 1985] (p. 2501) ; M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie : aggravation en Nouvelle-Calédonie d'une réalité déjà difficile (p. 2501) ; réformes proposées par le Gouvernement (p. 2502).

1164. - M. Jean-Claude Gaudin : « affaire Greenpeace » ; image humiliante de la France ; nécessité de permettre la poursuite des essais nucléaires ; demande de convocation des commissions des affaires étrangères et de la défense [20 août 1985] (p. 2517) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : nécessité de traiter de l'évolution de la Nouvelle-Calédonie ; rapport Tricot (p. 2517, 2518).

1165. - M. Claude Labbé : « affaire Greenpeace » [20 août 1985] (p. 2518 ; caractère scandaleux de l'absence du Premier ministre (p. 2519).

1166. - M. André Lajoinie :« affaire Greenpeace » ; responsabilité du Président de la République [20 août 1985] (p. 2519).

1167. - M. André Billardon : conditions de déroulement de la session extraordinaire ; attitude de la droite à l'égard de la Nouvelle-Calédonie [20 août 1985] (p. 2519) ; article 10 de la Constitution ; affaire Greenpeace ; rapport Tricot (p. 2520).

1168. - M. Gilbert Gantier : caractère anticonstitutionnel des deux décrets de convocation du Parlement en session extraordinaire ; article 10 de la Constitution [20 août 1985] (p. 2521).

1169. - M. Gilbert Gantier : son étonnement devant l'absence de l'inscription à l'ordre du jour de la loi de finances de règlement pour 1983 [2 octobre 1985] (p. 2572).

1169 *bis*. - M. Alain Madelin : ordre de discussion des amendements dans le projet portant amélioration de la concurrence [2 octobre 1985] (p. 2603).

1170. - M. Joseph-Henri Maujouan-du-Gasset : prise en otage des passagers du paquebot « l'Achille Lauro » ; sort réservé aux otages français [8 octobre 1985] (p. 2769).

1170 *bis*. - M. Jacques Blanc : cause des suspensions de séance ; cause de la multiplication des réserves [10 octobre 1985] (p. 2933).

1170 *ter*. - M. Robert-André Vivien : conditions de dépôt des sous-amendements ; travaux du conseil national de la communication audiovisuelle ; conseil d'administration de T.D.F. [15 octobre 1985] (p. 3043).

1171. - M. Parfait Jans : absence de retransmission télévisée des interventions des principaux orateurs des groupes politiques lors de la discussion du projet de loi de finances ; nécessaire information des Français [16 octobre 1985] (p. 3083) ; M. Edmond Alphandéry : s'associe au rappel au règlement de M. Parfait Jans (p. 3083) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : regrette le faible nombre de députés présents ; retransmission télévisée des interventions des principaux orateurs des différents groupes politiques (p. 3083).

1172. - M. Parfait Jans : absence de réponse de MM. Bérégovoy et Emmanuelli aux interventions des députés communistes ; précédent créé par le « prince Poniatowski » [17 octobre 1985] (p. 3179) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation : absence de réponse nominative aux interventions des députés communistes ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : arguments du parti communiste identiques à ceux de la droite parlementaire (p. 3180).

1173. - M. Michel Debré : absence du grand débat sur les départements d'outre-mer, promis par le Gouvernement [5 novembre 1985] (p. 3905) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : intérêt du Gouvernement pour les départements d'outre-mer (p. 3905, 3906).

1174. - M. Alain Peyrefitte : dépense téléphonique engagée depuis l'ambassade de France à Tokyo, afin de pouvoir traiter de l'affaire du juge Bidalou [6 novembre 1985] (p. 4025).

1175. - M. Jean Combasteil : participation de la France à la construction de l'avion de combat européen ; nécessité d'une information du Parlement [8 novembre 1985] (p. 4185) ; M. Philippe Marchand, vice-président : propos de M. Jean Combasteil ne constituant pas un rappel au règlement (p. 4185).

1176. - M. Jacques Blanc : problème de remplacement au fauteuil présidentiel ; défense des rapatriés [25 novembre 1985] (p. 4776).

1177. - M. Jacques Brunhes : organisation des travaux ; texte sur l'aménagement du temps de travail ; non audition du ministre du travail [27 novembre 1985] (p. 4949) ; M. Louis Mermaz, président : précise que les commissions sont maîtresses de leurs travaux (p. 4339).

1178. - M. Philippe Seguin : durée de la suspension de séance demandée par le groupe communiste [27 novembre 1985] (p. 4939) ; M. Louis Mermaz, président (p. 4939, 4940).

1179. - M. Jacques Brunhes : texte sur l'aménagement du temps de travail ; audition du ministre et des organisations syndicales [27 novembre 1985] (p. 4956).

1180. - M. Georges Hage : délais imposés pour les débats sur la communication audiovisuelle ; absence du ministre de la culture [29 novembre 1985] (p. 5067).

1181. - M. Gilbert Gantier : soumission à l'Assemblée nationale d'un projet de loi présenté par un ministre n'étant plus membre du Gouvernement contraire à l'article 42 de la Constitution [2 décembre 1985] (p. 5141) ; M. Philippe Marchand, vice-président : gouvernement pouvant être représenté par un membre du Gouvernement quelles que soient ses attributions particulières (p. 5141) ; M. Pierre Joxe : rappel au règlement ne devant pas être utilisé pour interroger le Gouvernement (p. 5141).

1182. - M. Xavier Deniau : conditions de travail de la commission des affaires étrangères [4 décembre 1985] (p. 5242) ; M. Claude Estier (p. 5242).

1183. - M. Jacques Brunhes : retrait de l'ordre du jour de 1984 du texte relatif à la flexibilité du temps de travail ; limitation du temps de parole du groupe communiste ; sa

demande de faire auditionner en commission le ministre du travail et les représentants des organisations syndicales [4 décembre 1985] (p. 5266-5267).

1184. - **M. Jacques Brunhes :** demande de suspension de séance [4 décembre 1985] (p. 5291).

1185. - **M. Jacques Brunhes :** refus d'auditionner en commission les organisations syndicales [4 décembre 1985] (p. 5312).

1186. - **M. Jacques Brunhes :** critique des propos de M. Claude Evin, selon lesquels la commission n'a pu auditionner les organisations syndicales en raison des contraintes imposées ; absence de référence à la position des syndicats dans le rapport [4 décembre 1985] (p. 5321).

1187. - **M. Guy Ducoloné :** absence, dans le rapport de la commission, de toute référence à l'opinion des organisation syndicales sur le projet de loi relatif à la flexibilité du temps de travail [4 décembre 1985] (p. 5321).

1188. - **M. Jacques Brunhes :** régime des suspensions de séance [4 décembre 1985] (p. 5322).

1189. - **M. Jacques Brunhes :** critique de l'organisation du travail au cours de la discussion du projet de loi sur la flexibilité du temps de travail [4 décembre 1985] (p. 5324).

1190. - **M. Robert-André Vivien :** conditions de travail imposées aux rapporteurs spéciaux de la commission des finances ; crédits de l'aviation civile et de la météorologie pour 1984 [5 décembre 1985] (p. 5347).

1191. - **M. Paul Chomat :** conditions dans lesquelles se déroule la discussion du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail ; absence d'explications justifiant le rejet des amendements du groupe communiste par le Gouvernement ; discrimination à l'égard du groupe communiste [5 décembre 1985] (p. 5347) ; situation de M. Maurice Targe, secrétaire du syndicat C.G.T. de l'usine Creusot-Loire-Marenne ; rôle des communistes dans la défense de l'emploi (p. 5348).

1192. - **M. Jacques Brunhes :** évocation d'un avant-projet du Gouvernement tendant à aligner les dispositions du code rural sur celles du code du travail à propos de l'aménagement du temps de travail ; nécessité que la commission des affaires culturelles, familiales et sociales entende le ministre de l'agriculture [5 décembre 1985] (p. 5390).

1193. - **M. Guy Ducoloné :** organisation des travaux ; convocation par la direction de la S.N.I.A.S. d'un militant communiste [6 décembre 1985] (p. 5494).

1194. - **M. Jacques Brunhes :** attitude du groupe socialiste [6 décembre 1985] (p. 5498).

1195. - **M. André Billardon :** suggère à ses collègues du groupe communiste de revenir à l'esprit du règlement de l'Assemblée nationale [6 décembre 1985] (p. 5498-5499).

1196. - **M. Guy Ducolomé :** méthode de répétition utilisée par la droite ; mise en cause du code du travail ; absence d'obstruction systématique ; absence de la droite ; position des organisations syndicales [6 décembre 1985] (p. 5499-5500).

1197. - **M. Jacques Brunhes :** « style socialiste » [6 décembre 1985] (p. 5500).

1198. - **M. André Billardon :** obstruction de la droite [6 décembre 1985] (p. 5500).

1199. - **M. Parfait Jans :** probléme de l'obstruction en séance ; durée des interventions sur les amendements ; discussion de la loi « Sécurité et liberté » ; M. André Billardon : obstruction du groupe communiste ; recours au scrutin public [6 décembre 1985] (p. 5510).

1200. - **M. Jacques Brunhes :** impossibilité de défendre sa question préalable [6 décembre 1985] (p. 5510).

1201. - **M. André Billardon :** dégradation de l'image de l'institution parlementaire ; demandes de vérification du quorum ; conditions dans lesquelles travaille le personnel de l'Assemblée [6 décembre 1985] (p. 5517).

1202. - **M. Jacques Brunhes :** conditions d'examen du texte [6 décembre 1985] (p. 5517) ; vérifications du quorum ; interventions sur les articles ; conditions de travail des fonctionnaires de l'Assemblée ; M. André Billardon : absence du président du groupe communiste (p. 5518, 5519).

1203. - **M. Jacques Brunhes :** caractère excessif des propos tenus par M. André Billardon ; charge de travail imposée au personnel de l'Assemblée [6 décembre 1985] (p. 5520).

1204. - **M. Guy Ducoloné :** interventions du président, de M. André Billardon et de M. Jacques Brunhes concernant la tenue des séances ; position des grandes centrales syndicales ; conditions de discussion des amendements [6 décembre 1985] (p. 5521, 5522).

1205. - **M. Jacques Brunhes :** projet de loi relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail concernant l'agriculture [6 décembre 1985] (p. 5523).

1206. - **M. Jacques Brunhes :** absence de demande systématique de scrutin public par le groupe communiste ; importance des amendements concernant les branches [6 décembre 1985] (p. 5527).

1207. - **M. André Billardon :** responsabilité du groupe communiste dans la prolongation des séances ; fatigue du personnel de l'Assemblée [6 décembre 1985] (p. 5528).

1208. - **M. Jacques Brunhes :** opposition des syndicats au projet de loi sur l'aménagement du temps de travail ; refus de les auditionner en commission ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [7 décembre 1985] (p. 5569) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : attachement du Gouvernement à ce texte ; volonté d'obstruction de la part du groupe communiste (p. 5570) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprés du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : voir rappel au règlement de M. Guy Ducoloné n° 1209 (p. 5570).

1209. - **M. Guy Ducoloné :** conditions dans lesquelles se déroule la discussion du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [7 décembre 1985] (p. 5569) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : attachement du Gouvernement à ce texte ; volonté d'obstruction de la part du groupe communiste (p. 5570) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprés du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : personnels de l'Assemblée ; dazibao (p. 5570) ; M. Michel Delebarre : dépôt par les communistes d'amendements sans liens avec le projet de loi (p. 5571).

1210. - **M. Jacques Brunhes :** travail des fonctionnaires de l'Assemblée [7 décembre 1985] (p. 5570).

1211. - **M. André Billardon :** application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution lors de la discussion du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail [7 décembre 1985] (p. 5570) ; recours systématique, des communistes, au scrutin public conduisant au dérèglement de la machine (p. 5571).

1212. - **M. Parfait Jans :** hostilité des communistes au projet de loi sur l'aménagement du temps de travail [7 décembre 1985] (p. 5601) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : compétence du président de séance pour faire régner l'ordre dans l'hémicycle (p. 5601).

1213. - **M. Jacques Brunhes :** présence minoritaire dans l'hémicycle du groupe majoritaire à l'Assemblée [7 décembre 1985] (p. 5603).

1214. - M. Robert Montdargent : absence de réponse du Gouvernement et du rapporteur aux amendements des communistes ; sa demande de suspension de séance [7 décembre 1985] (p. 5604) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : respect des temps de parole (p. 5604).

1215. - M. Jacques Brunhes : réclame la mise aux voix de la demande de suspension de séance formulée par M. Robert Montdargent [7 décembre 1985] (p. 5605) ; M. Robert Montdargent (p. 5605).

1216. - M. Jacques Brunhes : demande de suspension de séance au nom du groupe communiste ; critique la participation au vote du président de séance, sur la demande de suspension de séance faite personnellement par M. Robert Montdargent [7 décembre 1985] (p. 5605).

1217. - M. Michel Sapin : précise qu'il a pris part à des votes alors même qu'il présidait la séance [7 décembre 1985] (p. 5605).

1218. - M. Paul Chomat : attitude partisane de la présidence ; problème de l'existence ou non d'accords étendus et signés seulement par des organisations minoritaires [7 décembre 1985] (p. 5606).

1219. - M. Jacques Brunhes : attitude partisane de la présidence [7 décembre 1985] (p. 5607) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : respect des temps de parole (p. 5607).

1220. - M. Jacques Brunhes : conditions juridiques du débat sur la flexibilité du temps de travail ; recours à l'article 44-3 de la Constitution ; style de la présidence [7 décembre 1985] (p. 5614) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président (p. 5614).

1221. - M. Jacques Brunhes : demande de suspension de séance ; vitesse d'examen des amendements [7 décembre 1985] (p. 5615) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : volonté des communistes de provoquer des incidents (p. 5615).

1222. - M. Guy Ducoloné : attentats perpétrés dans deux grands magasins parisiens ; demande que l'Assemblée suspende symboliquement sa séance avant d'aborder l'ordre du jour [8 décembre 1985] (p. 5626) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : rappelle que l'Assemblée nationale a déjà évoqué ce problème ; souligne que le sujet est trop grave pour se prêter à une utilisation polémique ; suspend la séance (p. 5626).

1223. - M. Alain Bocquat : attitude du rapporteur, sur le projet d'aménagement du temps de travail ; lui demande de faire preuve d'une plus grande réserve [8 décembre 1985] (p. 5633) ; M. Gérard Collomb, rapporteur : attitude des députés communistes (p. 5633) ; annonce qu'il se contentera d'annoncer le rejet par la commission des prochains amendements (p. 5634) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : demande au rapporteur de s'en tenir à l'avis de la commission sur chacun des amendements qui sont présentés sans porter de jugement sur les interventions des orateurs (p. 5634).

1224. - M. Parfait Jans : droit des députés communistes de dire comment ils ont fondé leur position sur la loi et sur les articles du projet sur l'aménagement du temps de travail ; non-utilisation des cinq minutes autorisées pour défendre un amendement constituant une preuve de la bonne volonté du groupe communiste [8 décembre 1985] (p. 5635) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : rôle du président consistant à veiller à ce que chaque orateur n'excède pas son temps de parole et s'en tienne à l'objet de l'article et de l'amendement en discussion ; rappelle à l'ordre Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (p. 5635).

1225. - M. Guy Ducoloné : notion de rappel à l'ordre ; nécessité pour la parti communiste d'apporter des témoignages de travailleurs montrant que le projet sur l'aménagement du temps de travail représente pour eux un danger [8 décembre 1985] (p. 5635) ; fonction des amendements du groupe communiste (p. 5636) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : rappelle qu'il a invité le rapporteur à faire preuve de plus d'objectivité dans la présentation des avis de la commission ; rappelle à M. Guy Ducoloné qu'il n'a pas à exprimer son goût sur la manière dont il exerce la présidence (p. 5636) ; M. Guy Ducoloné : précise qu'il ne portait pas d'appréciation sur la présidence de M. Jacques Roger-Machart (p. 5636).

1226. - Mme Odile Sicard : rôle des organisations syndicales [8 décembre 1985] (p. 5636) ; M. Guy Ducoloné : rappelle à M. Jacques Roger-Machart qu'il n'a jamais porté d'appréciation sur sa manière d'exercer la présidence (p. 5636).

1227. - M. Parfait Jans : mise en cause de la responsabilité des membres du groupe communiste à propos des heures supplémentaires imposées au personnel de l'Assemblée ; rappelle que le groupe communiste n'est pour rien dans la fixation de l'ordre du jour prioritaire [8 décembre 1985] (p. 5641) ; M. Jacques Roger-Machard, vice président : précise le sens de son intervention précédente ; modalités de défense des amendements du groupe communiste (p. 5641).

1228. - M. Parfait Jans : responsabilité du groupe communiste dans la multiplication des séances de nuit et du dimanche ; propose que la séance de l'après-midi ne reprenne qu'à 17 heures ; demande une suspension de séance [8 décembre 1985] (p. 5644) ; M. Jacques Roger-Machart, vice président : propos de M. Parfait Jans s'apparentant à du chantage (p. 5644).

1229. - M. Guy Ducoloné : motif du dépôt des amendements du groupe communiste lors de la discussion du projet sur l'aménagement du temps de travail ; notion de téléphone vert [8 décembre 1985] (p. 5645).

1230. - M. Paul Chomat : attitude de la droite au cours des séances [8 décembre 1985] (p. 5655) ; rappelle que le groupe communiste aurait combattu les amendements de l'opposition s'ils avaient été soutenus (p. 5656) ; M. Jacques Roger-Machart, vice-président : règlement ne concernant que le fonctionnement de l'Assemblée tout entière et non l'attitude de tel ou tel groupe parlementaire (p. 5655) ; demande à M. Paul Chomat de retirer les propos concernant sa façon de présider (p. 5656).

1231. - M. Philippe Bassinet : sous-amendement du groupe communiste n'ayant aucun rapport avec le texte en discussion sur l'aménagement du temps de travail ; proteste contre les tentatives de blocage des travaux de l'Assemblée nationale par le groupe communiste [8 décembre 1985] (p. 5664).

1232. - M. Georges Hage : exploitation des travailleurs à travers l'aménagement de la durée du travail ; modification corrélative du code rural ; abandon du texte sur l'exposition universelle [9 décembre 1985] (p. 5703) ; M. Gérard Collomb : rapprochement des positions du groupe communiste avec celle de la majorité (p. 5703).

1233. - M. Jacques Brunhes : déroulement des travaux [9 décembre 1985] (p. 5703) ; opposition fondamentale des communistes au projet de loi sur l'aménagement du temps de travail (p. 5704).

1234. - M. Jacques Blanc : « guérilla » parlementaire engagée par le groupe communiste [9 décembre 1985] (p. 5761).

1235. - Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : interruption du texte relatif à la sectorisation psychiatrique ; texte relatif au transport d'urgence ; caractère insupportable de l'emploi du temps [9 décembre 1985] (p. 5762) ; M. Philippe Marchand, vice-président : précise que le Gouvernement est maître de l'ordre du jour (p. 5762) ; M. Claude Evin : retard pris dans les travaux dû au groupe communiste ; discussion du texte relatif à la sectorisation psychiatrique (p. 5762).

1236. - M. Georges Hage : perturbation des travaux entraînée par les modifications incessantes de l'ordre du jour ; application de la flexibilité au travail de l'Assemblée

[9 décembre 1985] (p. 5762) ; absence d'obstruction de la part des députés communistes (p. 5763) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : ses observations sur les interventions du groupe communiste sur les articles et les amendements (p. 5762) ; philosophie du projet de loi (p. 5763).

1237. - M. Georges Hage : véracité des chiffres avancés par le groupe communiste (p. 5767).

1238. - M. Jean Jarosz : attitude inadmissible constatée lors de la discussion de certains amendements relatifs à la discrimination sexiste ou sociale [9 décembre 1985] (p. 5768) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : rôle des organisations syndicales ; problème des femmes au travail (p. 5768).

1239. - M. Georges Hage : utilisation de la procédure du vote bloqué ; organisation des séances ; retrait du texte par le Gouvernement [9 décembre 1985] (p. 5779).

1240. - M. Gérard Collomb : obstruction du groupe communiste [9 décembre 1985] (p. 5780).

1241. - M. Parfait Jans : inscription de l'intervention du ministre dans le compte-rendu analytique [9 décembre 1985] (p. 5780) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : volonté du groupe communiste de tenter de bloquer l'examen du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail ; capacité pour conclure les accords collectifs de branche (p. 5780) ; opposition du comité d'entreprise à l'application de conventions ou d'accords étendus (p. 5781) ; rôle des organisations syndicales (p. 5782).

1242. - M. Jean-Paul Fuchs : projet de loi D.D.O.S. traitant de copinage [11 décembre 1985] (p. 5857).

1243. - M. Charles Fèvre : temps de parole attribué à chaque groupe pour les questions d'actualité [11 décembre 1985] (p. 5889) ; M. Philippe Séguin, vice-président (p. 5889) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : importance accordée par le Gouvernement aux questions d'actualité (p. 5889).

1244. - M. Georges Tranchant : ses observations sur les remarques personnelles qui lui ont été adressées par M. Henri Emmanuelli [12 décembre 1985] (p. 5963) ; M. Emmanuel Aubert : ses observations sur les propos de M. Henri Emmanuelli (p. 5964) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat : ses observations sur les propos de M. Emmanuel Aubert (p. 5964).

1245. - M. Jean-Paul Charié : règles de recevabilité des amendements [16 décembre 1985] (p. 6204) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : observations de M. Jean-Paul Charié ayant dû être présentées avant que la discussion ne s'engage (p. 6204) ; M. Philippe Bassinet : projet sur la concurrence étant uniquement centré sur le problème de l'organisation des professions de géomètre-expert et de topographe (p. 6204).

1246. - M. Gilbert Gantier : règles de recevabilité des amendements ; obstination du groupe socialiste à vouloir faire adopter définitivement un amendement présenté en deuxième lecture n'ayant rien à voir avec le texte initial ; amendement du groupe socialiste constituant un véritable « cavalier » [16 décembre 1985] (p. 6204).

1247. - M. Adrien Zeller : pratique gouvernementale consistant à déposer des amendements de dernière heure ; exemple de la deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1986 ; droits du Parlement [18 décembre 1985] (p. 6354).

1248. - M. Alain Madelin : mise en cause par M. Georges Fillioud de M. Charles Pasqua ; absence de connivence entre M. Pasqua et certains organes de la « presse Hersant » ; modalités de travail des journalistes parlementaires [18 décembre 1985] (p. 6387) ; M. Philippe Séguin, vice-président : article du règlement sur lequel est fondé le rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 6399) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat : assure qu'il n'a pas voulu mettre en cause l'attitude de M. Charles Pasqua (p. 6388) ; M. Claude Evin : article du règlement sur lequel est fondé le rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 6388).

1249. - M. Jean Brocard : non-distribution du rapport sur le projet de loi organique relative à la limitation du cumul des mandats et des amendements afférents [19 décembre 1985] (p. 6419) ; M. Jean-Pierre Fourré, vice-président : mise en distribution des documents (p. 6419).

1250. - M. Jean Foyer : inscription à l'ordre du jour d'un projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale sur la peine de mort ; prise d'otages à la cour d'assises de Nantes ; nécessité de restaurer dans les locaux judiciaires la sécurité des personnes ; demande au Gouvernement d'éclairer la représentation nationale par une déclaration [20 décembre 1985] (p. 6524) ; gravité des événements (p. 6525) ; M. Philippe Marchand, vice-président : déclaration de M. Jean Foyer ne constituant pas un rappel au règlement (p. 6524) ; M. Claude Estier : déclaration de M. Jean Foyer ne constituant pas un rappel au règlement (p. 6524).

1251. - M. Gilbert Gantier : grève surprise à la R.A.T.P. en violation de la loi du 31 juillet 1963 prescrivant que l'usage du droit de grève est subordonné à un préavis [20 décembre 1985] (p. 6575) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : intervention de M. Gilbert Gantier ne constituant pas un rappel au règlement (p. 6575).

1252. - M. Gilbert Gantier : s'avoue choqué par la façon dont le président de séance l'a empêché de parler lors de son précédent rappel au règlement [20 décembre 1985] (p. 6576).

1253. - M. Gilbert Gantier : grève des transports en commun de Paris ; dépôt d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions d'exécution d'une grève illégale [22 décembre 1985] (p. 6653).

1254. - M. Claude Labbé : absence de la réunion d'une conférence des présidents ; opportunité de la 17e session extraordinaire de la législature ; risques de voir la session se prolonger durant la campagne officielle pour les élections à l'Assemblée nationale ; modalités d'annonce de la tenue de la session extraordinaire ; nécessité de rétablir la liberté en matière de durée du travail [9 janvier 1986] (p. 6) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : voir rappel au règlement de M. Gérard Collomb n° 1257.

1255. - M. Jean-Pierre Soisson : convocation du Parlement en session extraordinaire ne se comprenant que dans l'intérêt électoral du parti au pouvoir ; projet du Gouvernement constituant un facteur de rigidité en matière de flexibilité du travail ; interdiction de la négociation collective au niveau de l'entreprise ; liaison de l'annualisation du temps de travail à une réduction de celui-ci [9 janvier 1986] (p. 6) ; nécessité d'une reprise de la négociation collective interprofessionnelle (p. 7) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : voir rappel au règlement de M. Gérard Collomb n° 1257.

1256. - M. Jacques Brunhes : convocation du Parlement en session extraordinaire démontrant une véritable obstination de classe de la part du Gouvernement et du Président de la République ; projet constituant un coup de force pour renforcer l'exploitation des travailleurs ; rachat du *Progrès de Lyon* par Robert Hersant ; acharnement tournant le dos aux engagements de 1981 [9 janvier 1986] (p. 7) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : voir rappel au règlement de M. Gérard Collomb n° 1257.

1257. - M. Gérard Collomb : nécessité de légiférer sur l'aménagement du temps de travail ; texte permettant de prévenir les abus constatés ; nécessité de fixer une nécessaire limite à la modulation du temps de travail [9 janvier 1986] (p. 7) ; politique de rigueur menée par le Gouvernement (p. 8) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : absentéisme des députés de la droite lors des débats en première lecture sur l'aménagement du temps de travail ; identité des positions de la droite et du parti communiste ; attitude du Sénat ; nécessité que le débat revienne rapidement à l'Assemblée nationale ; alliance entre la droite et les communistes constituant la forme « la plus raffinée et la plus perfide de la cohabitation ».

1258. - M. Guy Ducoloné : réglementation du droit de pétition ; pétition de la C.G.T. tendant à demander que le projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail soit retiré de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; rappelle qu'il a reçu les pétitionnaires en tant que vice-président de l'Assemblée nationale ; hostilité des députés communistes au projet de loi sur la flexibilité [12 février 1986] (p. 13) ; attitude des sénateurs communistes ; échec de la commission mixte paritaire ; utilisation abusive de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 14).

1259. - M. Jean-Pierre Soisson : organisation par le Gouvernement d'une véritable séance « casse-croûte » ; impossibilité d'engager tout débat sur le projet de loi portant aménagement du temps de travail ; nécessité que la négociation collective puisse être engagée au niveau de l'entreprise ; aménagement du temps de travail ne devant pas être lié à la réduction du temps de travail ; partage du travail et création d'emplois ; adhésion de l'U.D.F. au principe d'un véritable aménagement du temps de travail [12 février 1986] (p. 14).

1260. - M. Claude Labbé : inopportunité d'appliquer l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail ; refus par le Gouvernement d'une discussion approfondie [12 février 1986] (p. 14) ; projet gouvernemental consituant un facteur de rigidité (p. 15).

1261. - M. Gérard Collomb : logique des députés communistes ; logique de l'opposition parlementaire consistant, sous couvert d'efficacité économique, à revenir sur l'ensemble des conquêtes sociales des salariés ; logique du Gouvernement consistant à lier la modulation du temps de travail à la réduction du temps de travail [12 février 1986] (p. 15).

1262. - M. Jean-Pierre Soisson : convocation de l'Assemblée nationale alors que la campagne pour les élections législatives a débuté ; projet introduisant une nouvelle réduction de la durée du temps de travail ; échec du partage du travail ; nécessité de développer la négociation au niveau de l'entreprise [27 février 1986] (p. 29) ; loi devant être abrogée si elle devait constituer un obstacle à une nouvelle négociation interprofessionnelle (p. 30).

1263. - M. Etienne Pinte : périodicité des négociations sur l'aménagement du temps de travail ; niveau des négociations ; nécessité d'instituer une liberté de négocier avec tous les représentants des salariés ; obstination du Gouvernement se situant en dehors des véritables préoccupations des Français [27 février 1986] (p. 30).

1264. - M. André Lajoinie : collusion du gouvernement socialiste et de la droite ; texte remettant en cause les garanties contre l'arbitraire patronal acquises depuis le Front populaire ; dépendance des travailleurs vis-à-vis de l'employeur en ce qui concerne le rythme de travail ; progression de la résistance populaire contre la flexibilité [27 février 1986] (p. 30) ; nécessité d'une mobilisation des salariés (p. 31).

1265. - M. Gérard Collomb : amélioration de la conjoncture internationale et de l'économie française ; propositions de l'opposition ; majorité parvenant à conjuguer la modernisation économique et la modernisation sociale [27 février 1986] (p. 31).

1266. - M. Robert-André Vivien : absence d'influence de la baisse du dollar et de celle du prix du pétrole sur la flexibilité de l'emploi ; rôle du législateur [27 février 1986] (p. 31).

1267. - M. Jean-Pierre Soisson : médiocrité du bilan de la législature se terminant ; caractéristiques de la campagne électorale [28 février 1986] (p. 39).

RAPPORTS D'INFORMATION

Voir *Charbon* **5.**
Communautés européennes **8, 9.**
Edition, imprimerie et presse **13.**
Energie **6.**
Handicapés **9.**
Machines-outils **2.**
Personnes âgées **1.**
Recherche scientifique et technique **2.**
Travail **19.**

REAGAN (plan)

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie, départements et territoires d'outre-mer.
Questions au Gouvernement **1423.**

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

2. - Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **bilan de la loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique (n° 2718)** par M. Philippe Bassinet [29 mai 1985].

3. - Projet de loi n° 2745 relatif à la **recherche et au développement technologiques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juin 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. - Urgence déclarée le 28 juin 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Philippe Bassinet (13 juin 1985). - Rapport n° **2817** (20 juin 1985). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (7 juin 1985). - Rapporteur pour avis : M. Jean-Pierre Sueur (13 juin 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (11 juin 1985). - Rapporteur pour avis : M. Yves Tavernier (13 juin 1985). - Discussion les 27 et 28 juin 1985). - Deuxième délibération (art. 8). - Adoption le 28 juin 1985. - Projet de loi n° **656.**

Sénat (première lecture), n° **456** (1984-1985). - Dépôt le 17 juillet 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jacques Valade. - Rapport n° **33** (1985-1986) (16 octobre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur pour avis : M. Pierre Laffitte. - Avis n° **37** (1985-1986) (17 octobre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur pour avis : M. Pierre Croze. - Avis n° **40** (1985-1986) (17 octobre 1985). - Discussion le 22 octobre 1985. - Adoption le 22 octobre 1985. - Projet de loi n° **7** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 1er novembre 1985] (p. 12675). - Bureau [*J.O.* du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Philippe Bassinet. - Rapport n° **3085** (19 novembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Jacques Valade. - Rapport n° **90** (1985-1986) (19 novembre 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3007.** - Dépôt le 23 octobre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Philippe Bassinet. - Rapport n° **3111** (26 novembre 1985). - Discussion le 29 novembre 1985. - Adoption avec modifications le 29 novembre 1985. - Projet de loi n° **921.**

Sénat (deuxième lecture), n° **126** (1985-1986). - Dépôt le 3 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jacques Valade.

- Rapport n° **186** (1985-1986) (11 décembre 1985). - Discussion le 13 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 13 décembre 1985. - Projet de loi n° **59** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3197**. - Dépôt le 16 décembre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Philippe Bassinet. - Rapport n° **3198** (16 décembre 1985). - Discussion le 16 décembre 1985. - Adoption définitive le 16 décembre 1985. - Projet de loi n° **961**.

Loi n° 85-1376 du 23 décembre 1985 ; publiée au *J.O.* du 27 décembre 1985 (p. 15142).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [27 juin 1985] (p. 2083, 2119).

Bilan de la loi d'orientation et de programmation de 1982 : *Bassinet (Philippe)* (p. 2088, 2089, 2090, 2091).

C.E.A. : *Bassinet (Philippe)* (p. 2090) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2094) ; *Birraux (Claude)* (p. 2122) ; *Curien (Hubert)* (p. 2133, 2134).

C.N.R.S. : *Noir (Michel)* (p. 2095) ; *Birraux (Claude)* (p. 2121, 2122, 2123) ; *Lajoinie (André)* (p. 2125) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2129) ; *Richard (Lucien)* (p. 2130) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2131) ; *Curien (Hubert)* (p. 2134, 2135, 2136).

Conseil supérieur de la recherche et de la technologie : *Bassinet (Philippe)* (p. 2090) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2120).

Coopération internationale (et notamment européenne) : *Curien (Hubert)* (p. 2087, 2135, 2136, 2137) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2089, 2091) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2092) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2095) ; *Noir Michel* (p. 2096) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2121) ; *Lajoinie (André)* (p. 2124, 2125, 2126) ; *Debré (Michel)* (p. 2127) ; *Le Baill (Georges)* (p. 2132, 2133).

Droit individuel à la recherche : *Curien (Hubert)* (p. 2086) ; *Birraux (Claude)* (p. 2123).

Effectifs employés dans le secteur de la recherche : *Fabius (Laurent)* (p. 2083) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2090, 2091) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2093) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2094) ; *Noir (Michel)* (p. 2097) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2120) ; *Lajoinie (André)* (p. 2125) ; *Curien (Hubert)* (p. 2135).

Efforts des entreprises en matière de recherche et aide de l'Etat (notamment crédit d'impôt) : *Curien (Hubert)* (p. 2086, 2087) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2089, 2090, 2091) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2094) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2095) ; *Noir (Michel)* (p. 2097) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2120, 2121) ; *Birraux (Claude) ; 2122, 2123) ; Lajoinie (André)* (p. 2125) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2128) ; *Richard (Lucien)* (p. 2129) ; *Royer (Jean)* (p. 2130).

Enseignement technique : *Vennin (Bruno)* (p. 2129) ; *Royer (Jean)* (p. 2130) ; *Curien (Hubert)* (p. 2136).

Etablissements publics à caractère scientifique et technologique : *Bassinet (Philippe)* (p. 2090) ; *Curien (Hubert)* (p. 2134).

Etablissements publics industriels et commerciaux dans le domaine scientifique : *Bassinet (Philippe)* (p. 2090).

Evaluation de la rentabilité de la recherche : *Fabius (Laurent)* (p. 2084).

Evolution et objectif de l'effort français en matière de recherche : *Fabius (Laurent)* (p. 2083) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2089, 2091) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2093, 2094) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2094) ; *Noir (Michel)* (p. 2096) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2121) ; *Birraux (Claude)* (p. 2121) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2128) ; *Richard (Lucien)* (p. 2129) ; *Royer (Jean)* (p. 2130) ; *Curien (Hubert)* (p. 2134).

Groupements d'intérêt public : *Bassinet (Philippe)* (p. 2091) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2121).

Industrie agro-alimentaire : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2093) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2095).

Informatique : *Montergnole (Bernard)* (p. 2130, 2131) ; *Curien (Hubert)* (p. 2137).

I.N.S.E.R.M. : *Birraux (Claude)* (p. 2121, 2122) ; *Curien (Hubert)* (p. 2135, 2136, 2137).

Machine-outil : *Vennin (Bruno)* (p. 2128) ; *Curien (Hubert)* (p. 2136).

Ouverture de la recherche sur l'industrie : *Fabius (Laurent)* (p. 2084) ; *Curien (Hubert)* (p. 2085, 2086, 2137) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2091) ; *Noir (Michel)* (p. 2097) ; *Birraux (Claude)* (p. 2124) ; *Lajoinie (André)* (p. 2124) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2128) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2131).

Programmation de la recherche : *Curien (Hubert)* (p. 2087) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2088).

Programmes de développement technologique : *Bassinet (Philippe)* (p. 2090).

Programme Esprit : *Le Baill (Georges)* (p. 2133).

Programmes mobilisateurs : *Curien (Hubert)* (p. 2084) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2092, 2093) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2128) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2131).

Projet Eurêka : *Fabius (Laurent)* (p. 2084) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2092) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2121) ; *Lajoinie (André)* (p. 2126) ; *Debré (Michel)* (p. 2127) ; *Le Baill (Georges)* (p. 2133) ; *Curien (Hubert)* (p. 2134).

Publications scientifiques : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2093) ; *Curien (Hubert)* (p. 2134, 2135).

Rapport annuel sur l'effort national de recherche : *Chapuis (Robert)* (p. 2120).

Recherche fondamentale : *Curien (Hubert)* (p. 2085, 2086, 2136) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2091) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2093) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2094) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2120) ; *Lajoinie (André)* (p. 2125) ; *Debré (Michel)* (p. 2127) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 2130).

Recherche médicale : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 2131, 2132) ; *Le Baill (Georges)* (p. 2132) ; *Curien (Hubert)* (p. 2137).

Rôle du comité d'entreprise : *Chapuis (Robert)* (p. 2120) ; *Lajoinie (André)* (p. 2125).

Sciences humaines et sociales : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2093) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2094) ; *Curien (Hubert)* (p. 2134).

Situation de la recherche dans les autres pays développés : *Fabius (Laurent)* (p. 2083) ; *Curien (Hubert)* (p. 2085, 2086) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2089) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2093) ; *Debré (Michel)* (p. 2127) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2128, 2129) ; *Richard (Lucien)* (p. 2129).

Statut des personnels de recherche (et notamment mobilité) : *Curien (Hubert)* (p. 2086, 2136) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2091) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2093) ; *Noir (Michel)* (p. 2097) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2120) ; *Birraux (Claude)* (p. 2123) ; *Debré (Michel)* (p. 2124) ; *Richard (Lucien)* (p. 2129) ; *Royer (Jean)* (p. 2130).

Discussion des articles [28 juin 1985] (p. 2177).

Titre Ier : *objectifs et orientations générales.*

Article 1er *(objectifs de la politique nationale de recherche et de développement technologique pour la période du plan triennal 1986-1988) :* retard accumulé par rapport à l'objectif de la loi d'orientation et de programmation de 1982 ; sources de financement ; taux d'effort des régions ; influence des contrats de plan ; financement des entreprises ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 2177) ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(affectations prioritaires des crédits et emplois publics consacrés à la recherche et au développement technologique) :* amendement n° 54 de M. Michel Noir (développe-

ment des activités de recherche technologique dans les établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur) : non soutenu ; amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 30 de M. Vincent Porelli : devenu sans objet ; amendement n° 31 de M. François Asensi (soutien des programmes de recherche dans les entreprises prévoyant le recrutement de personnel de recherche et ayant reçu l'avis du comité d'entreprise) ; nécessité de critères précis pour affecter les crédits et emplois publics ; poursuite de l'effort de recherche fondamentale ; développement de la recherche dans les entreprises ; critères permettant d'évaluer l'effort de recherche des entreprises ; autres dispositions de la loi tendant à accroître le recrutement de personnels de recherche dans les entreprises ; rejeté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(concours de la France au développement scientifique et technologique de l'Europe)* (p. 2178) : amendement n° 55 de M. Michel Debré (tendant à rédiger ainsi cet article : « la politique nationale concourt au renforcement de la capacité et de l'autonomie de l'Europe en matière de développement scientifique et technologique ») ; sous-amendement n° 83 du Gouvernement (domaines dans lesquels doit s'exercer la coopération européenne) ; indépendance nationale ; sous-amendement n° 83 : adopté ; amendement n° 55, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 45 de M. Claude Birraux et n° 32 de M. François Asensi : devenus sans objet ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 3.

Titre II : *dispositions tendant à favoriser la recherche dans les entreprises.*

Article 4 *(crédit d'impôt) :* technique du crédit d'impôt ; multiplication des avantages fiscaux destinés à encourager la recherche ; contrôle de l'effort consenti en faveur de la recherche (p. 2179) ; insuffisance de la recherche dans le secteur agro-alimentaire ; évasion fiscale ; amendement n° 56 de M. Michel Noir (augmentation du crédit d'impôt) : non soutenu ; amendement n° 85 de M. Michel Noir (modification du I de l'article 244 *quater* B du code général des impôts) : non soutenu ; amendement n° 86 de M. Michel Noir (durée dans le temps du crédit d'impôt) : non soutenu ; amendement n° 88 de M. Michel Noir (augmentation du crédit d'impôt) : non soutenu ; amendement n° 87 de M. Michel Noir (augmentation du plafond de l'avantage fiscal) : non soutenu ; amendement n° 57 de M. Michel Noir (même objet) : non soutenu ; amendement n° 43 du Gouvernement (tendant à compléter le dernier alinéa b) du 2 de cet article par les mots : « et remplissant les conditions prévues au 1° et 3° du II et au III de l'article 44 *bis* ») ; allègement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux des entreprises nouvelles ; situation des entreprises créées pour reprendre des établissements en difficulté : adopté (p. 2180) ; amendement n° 89 de M. Michel Noir (reprise des crédits d'impôt) : non soutenu ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 58 de M. Michel Noir soutenu par M. Michel Debré (déductibilité des souscriptions en numéraire au capital des sociétés anonymes soumises à l'impôt sur les sociétés, ayant la recherche et le développement technologique pour activité exclusive) ; caractère provocateur du gage proposé ; régime des sociétés à capital-risque ; ordre des priorités (p. 2181) ; rejeté.

Article 5 *(obligation de clauses recherche dans les contrats de plan Etat-entreprises) :* amendement n° 46 de M. Claude Birraux, soutenu par M. Emmanuel Hamel (de suppression) ; amendement n° 47 de M. Claude Birraux soutenu par M. Emmanuel Hamel (caractère facultatif des clauses recherche dans les contrats de plan Etat-entreprises) ; dirigisme excessif ; amendements n° 46 et n° 47 : rejetés ; amendement n° 33 de M. Vincent Porelli (tendant dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « personnels de recherche » à insérer les mots : « conforme à un objectif fixé par décret ») ; objectif de croissance de l'emploi scientifique dans les entreprises ; retard français sur les grands pays industrialisés ; évaluation de l'effort des entreprises en matière de recrutement de personnel ; contrat de plan devant comporter un programme de recrutement des personnels de recherche : rejeté ;

- article 5 : adopté.

Article 6 *(consultation du comité d'entreprise) :* amendement n° 48 de M. Claude Birraux soutenu par M. Emmanuel Hamel (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à subsistuer au mot « consulté » le mot « informé ») ; consultation du comité d'entreprise ne mettant pas en cause le secret professionnel déjà régi par des dispositions du code du travail (p. 2182) : rejeté ; amendement n° 4 de la commission (suspension des aides publiques en cas de non-consultation du comité d'entreprise) ; amendement n° 34 de M. François Asensi (même objet) : retiré ; amendement n° 4 : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(possibilité pour les salariés d'obtenir un congé recherche ou innovation) :* amendement n° 49 de M. Claude Birraux soutenu par M. Emmanuel Hamel (tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par la phrase suivante : « les conditions et la durée de ce congé font l'objet d'un accord préalable entre les organismes ou entreprises concernés ») ; amendement n° 39 de la commission (possibilité pour l'employeur de s'opposer à une demande de congé de recherche s'il juge que celui-ci risque de compromettre directement la politique de recherche et de développement technologique de l'entreprise) ; comparaison avec le congé d'enseignement ; amendement n° 49 : retiré ; amendement n° 39 : adopté ;

- article 7 ainsi modifié : adopté (p. 2183).

Titre III : *dispositions relatives à l'emploi scientifique et technique.*

Article 8 *(organisation de la mobilité des personnels de recherche relevant du droit privé vers la recherche publique ; possibilité de création d'emplois de chercheur associé) :* amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) ; conditions d'une mobilité accrue des chercheurs, d'ingénieurs, des techniciens en provenance des entreprises et des universités vers les organismes de recherche ; chercheurs associés ; limitation de l'accès aux emplois de chercheur associé aux enseignants chercheurs fonctionnaires et aux chercheurs fonctionnaires : adopté ; amendement n° 24 de la commission des affaires culturelles (tendant à supprimer le paragraphe II de cet article) : adopté (p. 2184) ; amendement n° 7 de la commission (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa (II) de cet article) : devenu sans objet ; amendement n° 42 de M. Philippe Bassinet, à titre personnel (personnes susceptibles d'occuper des emplois de chercheur associé) : devenu sans objet ; amendement n° 8 de la commission (tendant à la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots « cinq ans » les mots « trois ans ») : devenu sans objet ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 40 de la commission (création d'emplois de chercheur associé) ; nécessité de prévoir que des postes de chercheur associé peuvent être réservés à des enseignants chercheurs ou à des chercheurs fonctionnaires appartenant à un autre établissement public provenant de l'enseignement supérieur ; sous-amendement n° 91 du Gouvernement (tendant dans le deuxième alinéa de cet amendement, après le mot « accueillir », à insérer les mots « en particulier ») : rejeté ; amendement n° 40 : adopté ; amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (conditions dans laquelles les emplois de chercheur associé sont pourvus) ; harmonisation avec la loi du 11 janvier 1984 relative à la fonction publique de l'Etat (p. 2185) ; retiré ; amendement n° 27 de la commission des affaires culturelles (conditions du recrutement de personnels en qualité de contractuel) ; nécessité de ne pas engager sur les postes de contractuels des étudiants n'ayant point trouvé d'emploi : adopté ; amendement n° 77 de M. Michel Noir (intéressement financier des chercheurs, ingénieurs et techniciens des organismes publics de recherche) : non soutenu.

Article 9 *(attribution de l'éméritat aux directeurs de recherche admis à la retraite) :* amendements identiques n° 10 de la commission et n° 28 de la commission des affaires culturelles (de suppression) ; signification de l'éméritat pour les directeurs de recherches ; amendement n° 84 du Gouvernement (possibilité de décerner le titre de directeur de recherche émérite aux chercheurs admis à la retraite) ; nécessité d'éviter une rupture brutale d'activité aux personnalités scientifiques les plus reconnues ; statut des enseignants chercheurs ; loi du 13 septembre 1984 (p. 2186) ; éméritat ne constituant pas un droit ; situation des directeurs de recherche de laboratoire ; amendements n° 10 et n° 28 : retirés ; amendement n° 84 : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 9.

Titre IV : *progammation du budget civil de recherche et de développement technologique, et de l'emploi scientifique.*

Article 10 *(progression du budget civil de recherche et de développement pour les années 1985 à 1988) :* faiblesse du pourcentage de progression retenu ; budget du C.N.R.S. ; emploi des chercheurs relevant des universités ; nécessité pour les entreprises de rattraper leur retard en matière de recherche ; évolution des conditions de travail et des rémunérations des personnels de recherche ; amendement n° 20 de la commission des finances (tendant, dans cet article, après les mots : « rythme moyen annuel » à insérer le mot : « minimum ») ; taux proposé ne pouvant être qu'un strict minimum (p. 2187) ; travailleurs à mi-temps du C.N.R.S. ; budget civil de recherche et de développement : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(création d'emplois) :* amendement n° 50 de M. Claude Birraux (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 78 de M. Michel Noir (nombre de créations nettes d'emplois de chercheurs et ingénieurs de recherche à réaliser annuellement entre 1985 et 1988) : non soutenu ;

- article 11 : adopté.

Titre V : *évaluation de la politique de la recherche et du développement technologique.*

Article 12 *(évaluation des programmes de recherche) :* amendement n° 35 de M. Vincent Porelli, soutenu par M. François Asensi (tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « tous les programmes de recherche et de développement bénéficiant de fonds publics font l'objet... ») ; obligation d'évaluation pour toute recherche bénéficiant de fonds publics ; adaptation des modalités de contrôle en fonction des programmes ; catégories de programmes définis par la loi du 15 juillet 1982 ; rejeté (p. 2188) ; amendement n° 11 de la commission (champ d'application de l'évaluation des programmes de recherche) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 13 de la commission (évaluation des organismes publics de recherche) ; amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (même objet) ; contenu du rapport remis au ministre à l'issue de l'évaluation ; amendement n° 29 : retiré ; amendement n° 13 : adopté.

Article 13 *(rapport sur l'état de la recherche et du développement technologique) :* amendement n° 36 de M. François Asensi (tendant dans le huitième alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 15 juillet 1982, à insérer aprés le mot « coopération » le mot : « notamment ») ; amendement n° 14 de la commission (tendant à la fin du huitième alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 15 juillet 1982, à substituer aux mots « d'Europe » les mots « étrangers, en particulier avec les pays d'Europe ») ; amendement n° 36 : retiré ; amendement n° 14 : adopté ; amendement n° 15 de la commission (tendant avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 15 juillet 1982, à insérer l'alinéa suivant : « - de l'activité des centres techniques industriels ») (p. 2189) ; activité des centres techniques industriels : adopté ; amendement n° 21 de la commission des finances (tendant, avant le dernier alinéa de cet article, à insérer l'alinéa suivant : « - des activités de recherche et de développement des entreprises bénéficiaires du crédit d'impôt ») ; sous-amendement n° 51 de M. Parfait Jans (tendant à compléter l'amendement n° 21 par les mots « et autres aides financières et fiscales ») ; amendement n° 53 du Gouvernement (même objet) ; élargissement du crédit d'impôt ; importance de l'effort de la collectivité nationale ; nécessité d'un bilan de l'utilisation du crédit d'impôt ; amendement n° 21 : retiré ; sous-amendement n° 51 : devenu sans objet ; aides financières et fiscales en faveur des entreprises ; sous-amendement n° 92 de M. Parfait Jans (tendant, dans l'amendement n° 53, après les mots « crédit d'impôt » à insérer les mots « et autres aides financières et fiscales ») ; contrôle dans le détail de toutes les aides financières et fiscales) ; sous-amendement n° 92 rectifié : rejeté ; amendement n° 53 : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(association des régions à l'élaboration et à l'évaluation de la politique nationale de la recherche et de la technologie) :* disparité entre les régions (p. 2190) ; responsabilité du Gouvernement ; conférence annuelle du ministre de la recherche et de la technologie avec les présidents des conseils régionaux ; amendement n° 16 de la commission (participation des responsables des universités à la conférence annuelle) ; amendement n° 37 de M. Vincent Porelli (même objet) : retiré ; amendement n° 16 : adopté ; amendement n° 52 de M. Parfait Jans (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « elle propose un taux minimum de dépenses par région consacrées à la recherche ») ; proposition par la conférence annuelle d'un taux minimum après discussion avec les présidents des régions : rejeté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *(publicité de l'avis sur l'évaluation du Conseil supérieur de la recherche et du développement technologique) :* amendement n° 17 de la commission (caractère annuel de l'avis du Conseil supérieur de la recherche) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 15 (p. 2191).

Après l'article 15 : amendement n° 18 : réservé.

Article 16 *(insertion dans le plan de développement économique, social et culturel) :* amendements identiques n° 19 de la commission et n° 22 de la commission des finances tendant à la fin de cet article à supprimer les mots « conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 ») ; intégration de toute loi de programme à caractère sectoriel dans la plus prochaine loi de plan ; projet en discussion constituant un plan triennal : adoptés ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Rapport annexé : amendement n° 59 du Gouvernement (progrès réalisés dans la connaissance du capital génétique humain) : adopté ; amendement n° 60 du Gouvernement (sciences de l'homme et de la société) : adopté ; amendement n° 79 du Gouvernement (tendant, à la page 19 du document n° 2745, à supprimer la dernière phrase du quatrième alinéa du B) : adopté ; amendement n° 90 du Gouvernement (décloisonnement de l'action des ingénieurs des universités et des entreprises privées) : adopté ; amendement n° 61 du Gouvernement (tendant, à la page 21 du document n° 2745, dans la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa, à insérer après les mots « pour assurer » les mots « les conditions de travail adaptées et ») : adopté ; amendement n° 62 du Gouvernement (insertion des sciences de l'homme et de la société dans l'ensemble des recherches sur les entreprises) (p. 2192) : adopté ; amendement n° 63 du Gouvernement (tendant, à la page 25 du document n° 2745, dans la deuxième phrase du dernier alinéa, à supprimer les mots « et de développement ») ; consultation du comité d'entreprise : adopté ; amendement n° 64 du Gouvernement (tendant, à la page 26 du document n° 2745, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa, à supprimer les mots « dans certaines conditions ») : adopté ; amendement n° 65 du Gouvernement (tendant, à la page 26 du document n° 2745, dans la troisième phrase du deuxième alinéa, à substituer aux mots « congé-formation » les mots « congé-enseignement ») : adopté ;

amendement n° 80 du Gouvernement (tendant, à la page 37 du document n° 2745, dans la deuxième phrase du premier alinéa du 1, à substituer au taux « 4,5 p. 100 » le taux « 4,7 p. 100 ») : adopté ; amendement n° 66 du Gouvernement (tendant,à la page 38 du document n° 2745, à compléter le troisième alinéa du *a)* par les mots : « et les conditions de leur mise en œuvre ») : adopté ; amendement n° 67 du Gouvernement (modalités de développement des sciences de l'homme et de la société) ; avenir des sciences de l'homme et de la société : adopté ; amendement n° 82 du Gouvernement (progression des autorisations de programme destinées aux T.G.E.) : adopté ; amendement n° 68 du Gouvernement (mobilisation des personnels de la recherche) : adopté (p. 2193) ; amendement n° 69 du Gouvernement (bases et banques de données) : adopté ; amendement n° 81 du Gouvernement (tendant, à la page 2 du document n° 2745, dans l'avant-dernier alinéa du paragraphe « programme de développement technologique espace », à substituer au mot « Ariane » les mots « Ariane V ») : adopté ; amendement n° 70 du Gouvernement (programme annoncé le 17 décembre 1984) : adopté ; amendement n° 71 du Gouvernement (programmes de recherche finalisés dans le domaine des sciences de l'homme et de la société) : adopté ; amendement n° 72 du Gouvernement (rôle du ministère des relations extérieures dans la politique de recherche) : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 18 de la commission précédemment réservé (objectifs de la politique nationale de recherche et de développement technologique) : cet amendement et le rapport annexé, ainsi modifiés : adoptés.

Seconde délibération du projet de loi (p. 2194).

Titre III : *dispositions relatives à l'emploi scientifique et technique.*

Article 8 *(organisation de la mobilité des personnels de recherche relevant du droit privé vers la recherche publique) :* possibilité de création d'emplois de chercheurs associés (p. 2194) ; amendement n° 1 de la commission (conditions dans lesquelles sont conclus les contrats de mobilité) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté (p. 2195).

Explications de vote (p. 2195) :

Abstention du groupe R.P.R. : *Debré (Michel)* (p. 2195).

Abstention du groupe U.D.F. : *Debré (Michel)* (p. 2195) ; *Maujoüan-du-Gasset (Joseph-Henri)* (p. 2196).

Coopération internationale : *Porelli (Vincent)* (p. 2195).

Effort financier consenti en faveur de la recherche : *Porelli (Vincent)* (p. 2195) ; *Tavernier (Yves)* (p. 2195, 2196).

Recherche dans les entreprises : *Porelli (Vincent)* (p. 2195).

Recherche fondamentale : *Porelli (Vincent)* (p. 2195).

Rôle des comités d'entreprise : *Porelli (Vincent)* (p. 2195).

Vote hostile du groupe communiste : *Porelli (Vincent)* (p. 2195).

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien (p. 2196).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2196).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [29 novembre 1985] (p. 5052).

Accueil de réfugiés politiques : *Curien (Hubert)* (p. 5053).

Avion européen de combat : *Bassinet (Philippe)* (p. 5052).

Echec de la commission mixte paritaire : *Bassinet (Philippe)* (p. 5052).

Festival international de l'industrie et de la technique : *Bassinet (Philippe)* (p. 5052).

Incitation fiscale pour la recherche : *Curien (Hubert)* (p. 5052, 5053).

Mobilité des personnels vers les organismes de recherche et vers les entreprises publiques ou privées : *Curien (Hubert)* (p. 5053).

Discussion des articles [29 novembre 1985] (p. 5053).

Article 1er : réservé.

Article 2 : amendement n° 3 de la commission (soutien à la création d'entreprises innovantes) ; renforcement des transferts technologiques vers les petites et moyennes entreprises : adopté (p. 5053) ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 5 de la commission (contenu du contrat de plan conclu avec une entreprise) : adopté ;

- l'article 5 est ainsi rétabli.

Article 6 : amendement n° 6 de la commission (suspension des aides publiques en faveur des activités de recherche et de développement technologique) ; consultation du comité d'entreprise : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 7 : amendement n° 7 de la commission (remplaçant aux paragraphes II et III les mots : « congé d'enseignement » par les mots : « congé d'enseignement et de recherche ») : adopté (p. 5054) ; amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (substituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots : « en ce qui concerne le congé de recherche » les mots : « les conditions dans lesquelles les autorisations d'absence pourront être accordées ») : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 7 *bis* : amendement n° 10 de la commission : réservé.

Article 7 *bis* : amendement n° 11 de la commission (de suppression) ; création d'entreprises innovantes et renforcement du transfert technologique : adopté ;

- article 7 *bis* : supprimé.

Article 7 *ter* : amendement n° 12 de la commission (de suppression) : adopté ;

- article 7 *ter* : supprimé.

Article 7 *quater* : amendement n° 13 de la commission (de suppression) ; prise en compte des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt : adopté ;

- article 7 *quater* : supprimé.

Article 7 *quinquies* : amendement n° 14 de la commission (de suppression) ; inopportunité de prévoir que les organismes publics de recherche peuvent confier à des chercheurs ingénieurs ou techniciens des missions d'expertise ou de conseil (p. 5055) : adopté ;

- article 7 *quinquies* : supprimé.

Article 7 *sexies* : amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression) ; nombre d'avantages consentis à la recherche en dehors du crédit d'impôt ; création d'entreprises innovantes ; obligation d'investissement pendant 5 ans ; émergence de sociétés nouvelles ayant pour vocation d'exploiter des brevets ; développement de l'industrie cinématographique (p. 5056) : adopté ;

- article 7 *sexies* : supprimé.

Avant l'article 7 *bis* : (précédemment réservé) : amendement n° 10 de la commission (supprimant l'intitulé : « Titre II *bis*. - Le transfert technologique et la création d'entreprises ») : adopté ;

- intitulé ainsi supprimé.

Article 8 : amendement n° 15 de la commission (substituant à la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article aux mots : « deux fois » les mots : « une fois ») ; durée des contrats sur la base desquels ingénieurs et techniciens de provenances diverses peuvent être appelés à exercer leurs fonctions dans le secteur public de la recherche : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *bis* : amendement n° 16 de la commission (création des postes de chercheurs associés) : adopté (p. 5057) ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 8 *bis*.

Article 8 *ter* : supprimé par le Sénat.

Article 8 *quater* : amendement n° 46 du Gouvernement (prise en compte des services accomplis comme chercheur ou ingénieur dans les établissements publics à caractère industriel ou commercial dans le déroulement de la carrière des chercheurs) ; recrutement de chercheurs âgés de cinquante et un ans ; prise en compte des périodes de mobilité ; extension de la définition de services accomplis ; dérogation à la régle d'ouverture de droits à pension en faveur des chercheurs : retiré ;

- article 8 *quater* : rejeté.

Article 8 *quinquies* : adopté.

Avant l'article 10 (p. 5058) : amendement n° 17 de la commission (programmation du budget civil de recherche et de développement technologique et de l'emploi scientifique) : adopté ;

- en conséquence, l'intitulé du titre IV est ainsi rédigé.

Article 10 : amendement n° 18 de la commission (supprimant dans cet article les mots : « à l'exclusion de la subvention pour le fonctionnement de la cité des sciences et de l'industrie de La Villette ») : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 : amendement n° 19 de la commission (plan à long terme de recrutement des personnnels des organismes publics de recherche) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 13 : amendement n° 20 de la commission (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) ; suites données aux recommandations et observations de la Cour des comptes : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté (p. 5059).

Article 14 : amendement n° 21 de la commission (réunion par le ministre chargé de la recherche et de la technologie d'une conférence annuelle regroupant les présidents des conseils régionaux, les présidents des comités consultatifs régionaux de recherche et de développement technologique) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *bis* : amendement n° 47 du Gouvernement (de suppression) : adopté.

- article 15 *bis* : supprimé.

Article 1er (précédemment réservé) : amendement n° 1 de la commission (objectif des 3 p. 100 du P.I.B. à la fin de la présente décennie consacrés aux dépenses publiques et privées de recherche) : adopté ; amendement n° 44 du Gouvernement (objectif de la politique nationale de recherche) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (objectif de financement de la recherche de la part des entreprises) (p. 5060) : adopté.

Rapport annexé : amendement n° 22 de la commission (supprimant le paragraphe I-A du rapport annexé) ; sigles des organismes figurant dans le rapport remplacés par des noms complets ; adopté ; amendement n° 23 de la commission (supprimant le paragraphe IV *bis* du rapport annexé) ; amendement n° 48 du Gouvernement (substituant à la fin de la première phrase du premier alinéa de la première partie du rapport annexé le pourcentage de 29 p. 100 au pourcentage de 25 p. 100) ; amendement n° 23 : rejeté ; amendement n° 48 : adopté ; amendement n° 24 de la commission (supprimant le paragraphe IX *bis* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (supprimant le paragraphe IX *ter* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (supprimant le paragraphe IX *quater* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (supprimant le paragraphe IX *quinquies* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (supprimant le paragraphe IX *sexies* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (supprimant le paragraphe IX *septies* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (supprimant le paragraphe IX *octies* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 31 de la commision (supprimant le paragraphe IX *nonies* du rapport annexé) : adopté (p. 5061) ; amendement n° 32 de la commission (supprimant le paragraphe IX *duodecies* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (supprimant le paragraphe IX *tredecies* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (rédigeant ainsi le deuxième alinéa du paragraphe IX *sedecies* du rapport annexé : « La programmation des moyens du budget civil de la recherche et du développement ») : adopté ; amendement n° 35 de la commission (supprimant le paragraphe IX *septemdecies* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (suppprimant le paragraphe IX *duodevicies* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (supprimant le paragraphe X *bis* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (supprimant le paragraphe X *ter* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (supprimant le paragraphe X *quater* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (supprimant le paragraphe X *quinquies* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (supprimant le paragraphe X *sexies* du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 42 de la commission (supprimant le paragraphe XX du rapport annexé) : adopté ; amendement n° 49 du Gouvernement (glossaire des sigles) (p. 5062) ; signification des sigles des différents instituts et organismes de recherche : adopté après rectification ;

- article 1er et rapport annexé, ainsi modifiés : adoptés.

Article 16 : amendement n° 43 de la commission (précisant que les dispositions de la présente loi seront intégrées dans le plan de développement économique, social et culturel) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 16 (p. 5063).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5063).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [16 décembre 1985] (p. 6205).

Création d'emploi de chercheurs associés : *Bassinet (Philippe)* (p. 6205).

Politique générale du Gouvernement en matière de recherche : *Bassinet (Philippe)* (p. 6205).

Programme Deforpa : *Bassinet (Philippe)* (p. 6205) ; *Curien (Hubert)* (p. 6205).

Transferts technologiques et créations d'entreprises : *Bassinet (Philippe)* (p. 6205).

Discussion des articles [16 décembre 1985] (p. 6205).

Amendement n° 1 de la commission (programme Deforpa) ; travaux de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : adopté (p. 6208).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6208).

Loi de programmation recherche.

Voir *Questions au Gouvernement* **1308.**

Transfert à Montpellier d'un département du laboratoire national de la santé.

Voir *Questions orales sans débat* **938.**

REFERENDUM

Voir *Elections et référendum.*

Motion tendant à soumettre au référendum le projet de loi n° 2601.

Voir *Elections et référendum* **39.**

REFUGIES POLITIQUES

Cambodge.

Voir *Questions au Gouvernement* **1275.**

REGIMES MATRIMONIAUX

Voir *Mariage* **2.**

REGIONS

1. - Proposition de loi n° 45 tendant à adapter la **composition des conseils régionaux.**

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Jean Tiberi, remplacé par M. Jean-Louis Masson (17 octobre 1985).

5. - Proposition de résolution n° 2690 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier un plan de **modification des limites des régions.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 20 mai 1985 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot. - Rapport n° **3021** (31 octobre 1985).

6. - Proposition de loi n° 3264 relative à la **représentation des départements les moins peuplés** au sein des **conseils régionaux.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par M. Jacques Blanc et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Collectivités locales* **17.**

Elections.

Voir *Elections et référendum* **41.**

Plafonnement des ressources fiscales.

Voir *Lois de finances* **11,** articles et amendements portant articles additionnels non rattachés après l'article 57.

Rapports entre les -, l'Etat et les départements.

Voir *Elections et référendum* **41.**

RENAULT

Voir *Questions au Gouvernement* **1205, 1218.**

Droits syndicaux à la régie.

Voir *Questions orales sans débat* **910.**

Renault véhicules industriels.

Voir *Questions au Gouvernement* **1252.**

RENIX (société)

Voir *Questions orales sans débat* **769.**

RENTES VIAGÈRES

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 25.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE (R.D.A.)

Voyage du Premier ministre en R.D.A.

Voir *Questions au Gouvernement* **1321.**

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Visite d'un cimetière d'anciens soldats S.S. par le Président des U.S.A.

Voir *Questions au Gouvernement* **1231.**

RESISTANTS

Voir *Déportés, internés et résistants.*

RETRAITE

Voir *Emploi et activité* **7.**

Age de la -.

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **7.**

- à soixante ans.

Voir *Mutualité sociale agricole* **5.**
Questions au Gouvernement **1360.**

- des rapatriés.

Voir *Rapatriés* **7.**

Modes de financement.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **20.**

RÉUNION (île de la -)

Voir *Questions orales sans débat* **762.**

Fermeture de lycées et collèges à la -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1388.**

REVENUS

Revenu minimum d'existence.

Voir *Pauvreté* **1.**

RHUM

Voir *Boissons et alcools* **13.**

S

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

1. - Projet de loi n° 2322 relatif à **l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon.**

Sénat (première lecture), n° **108** (1984-1985), dépôt le 30 novembre 1984. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. - Rapport n° **246** (1984-1985) (17 avril 1985). - Discussion le 24 avril 1985. - Adoption le 24 avril 1985. - Projet de loi n° **68** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2850,** dépôt le 25 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. René Rouquet. - Rapport n° **2671** (9 mai 1985). - Discussion le 14 mai 1985. - Adoption avec modifications le 14 mai 1985. - Projet de loi n° **779.**

Sénat (deuxième lecture), n° **283** (1984-1985), dépôt le 15 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : Jean-Pierre Tizon. - Rapport n° **299** (1984-1985) (22 mai 1985). - Discussion le 28 mai 1985. - Adoption avec modifications le 28 mai 1985. - Projet de loi n° **108** (1894-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2720,** dépôt le 29 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. René Rouquet. - Rapport n° **2738** (5 juin 1985). - Discussion le 5 juin 1985. - Adoption définitive le 5 juin 1985. - Projet de loi n° **803.**

Loi n° 85-595 du 11 juin 1985 publiée au *J.O.* du 14 juin 1985 (p. 6551). - Rectificatif *J.O.* du 13 novembre 1985 (p. 13111).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [14 mai 1985] (p. 760).

Collectivité territoriale nouvelle (création d'une -) : *Lemoine (Georges)* (p. 761).

Conseil général (élection du -) : *Rouquet (René)* (p. 760-761) ; *Lemoine (Georges)* (p. 762) ; *Julia (Didier)* (p. 762).

Conseil général (pouvoirs du -) : *Julia (Didier)* (p. 763) ; *Pen (Albert)* (p. 764).

Constitutionnalité du texte : *Rouquet (René)* (p. 760); *(Lemoine (Georges)* (p. 761).

Consultation des populations : *Julia (Didier)* (p. 762) ; *Pen (Albert)* (p. 763) ; *Lemoine (Georges)* (p. 766).

Décentralisation : *Rouquet (René)* (p. 760) ; *Lemoine Georges)* (p. 761).

Départementalisation et loi du 19 juillet 1976 : *Rouquet (René)* (p. 760) ; *Lemoine (Georges)* (p. 761) ; *Pen (Albert)* (p. 764-765).

Fiscalité : *Pen (Albert)* (p. 764).

Fonctionnaires contractuels : *Julia (Didier)* (p. 763) ; *Pen (Albert)* (p. 764).

Logement (problème du -) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 766).

Pêche (problème de la -) : *Julia (Didier)* (p. 763) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 766).

Relations avec la C.E.E. : *Rouquet (René)* (p. 760) ; *Lemoine (Georges)* (p. 761-766) ; *Julia (Didier)* (p. 763) ; *Pen (Albert)* (p. 765) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 765).

Situation économique de Saint-Pierre-et-Miquelon : *Rouquet (René)* (p. 761) ; *Pen (Albert)* (p. 764-765) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 765) ; *Lemoine (Georges)* (p. 766-767).

Discussion des articles [14 mai 1985] (p. 767).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (organisation et fonctionnement de Saint-Pierre-et-Miquelon étant fixée par la présente loi) ; création de nouvelles catégories de collectivités territoriales ; adopté ;
- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *bis* : amendement n° 9 du Gouvernement (élection des députés des conseillers régionaux, des conseillers municipaux et des sénateurs du département de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 768) ; absence dans le code électoral de dispositions de caractère général indiquant que ces dispositions ne concernent que les départements ; représentation de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon au Sénat et à l'Assemblée nationale ; rejeté ;
- article 2 *bis* : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 17 : amendement n° 2 de la commission (statut du comité économique et social) (p. 769) ; adopté ;
- article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 : adopté.

Article 19 : adopté.

Article 20 : adopté.

Article 24 : amendement n° 3 de la commission (tendant, à la fin du deuxième alinéa, 1° de cet article, à supprimer les mots : « et plus spécialement entre la République française et les Etats de l'Amérique du Nord ») : adopté ;
- article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *bis* : adopté.

Article 26 : adopté.

Article 27 : adopté.

Article 28 : adopté.

Article 30 : adopté.

Article 33 : amendement n° 4 de la commission (commissaires du Gouvernement auprès du tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon) ; désignation pour chaque audience du commissaire du Gouvernement ; adopté ;
- article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 36 : adopté.

Article 37 : adopté.

Après l'article 37 : amendement n° 6 du Gouvernement (application à Saint-Pierre-et-Miquelon des lois relatives à la fonction publique territoriale) (p. 771-772) ; formation du personnel des collectivités territoriales à Saint-Pierre-et-Miquelon ; centre de gestion des départements d'outre-mer ; prise en charge des contractuels et auxiliaires de l'administration ; adopté.

Article 38 : amendement n° 10 de M. Albert Pen (mandat des conseillers généraux actuellement en fonction) ; conseil général exerçant des pouvoirs comparables à ceux d'un conseil régional (p. 772) ; jumelage des élections pour le conseil général avec les élections régionales et législatives ; coïncidence entre l'application du nouveau statut et l'élection d'une nouvelle assemblée territoriale ; assemblée élue devant aller au terme de son mandat ; retiré (p. 773) ; amendement n° 10 repris par M. Jean-Pierre Soisson : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (tendant à supprimer les trois derniers alinéas de cet article) ; inutilité de procéder dès la promulgation du statut à des élections partielles pour augmenter le nombre des membres du conseil général avant le renouvellement général ; adopté ;
- article 38, ainsi modifié : adopté.

Article 39 *ter* : adopté.

Article 42 : adopté.

Après l'article 42 : amendement n° 7 du Gouvernement (extension et adaptation de certaines dispositions relatives à l'organisation judiciaire, à la législation pénale et à la justice militaire) (p. 774) ; adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (organisation judiciaire ; législation pénale et justice militaire à Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté.

Article 43 *ter* : adopté (p. 775).

Explications de vote (p. 775).

Attachement des populations de Saint-Pierre-et-Miquelon à la France : *Esdras (Marcel)* (p. 775) ; *Pen (Albert)* (p. 776).

Consultation des populations : *Esdras (Marcel)* (p. 775) ; *Lemoine (Georges)* (p. 776).

Départementalisation : *Esdras (Marcel)* (p. 775).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Esdras (Marcel)* (p. 775).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 776).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [5 juin 1985] (p. 1488).

Composition du conseil général : *Rouquet (René)* (p. 1488).

Mode de scrutin applicable à l'élection du conseil général : *Rouquet (René)* (p. 1488).

Organisation judiciaire de Saint-Pierre-et-Miquelon : *Rouquet (René)* (p. 1488, 1489).

Transformation du département de Saint-Pierre-et-Miquelon en collectivité territoriale : *Rouquet (René)* (p. 1488).

Discussion des articles [5 juin 1985] (p. 1489).

Article 1er : adopté.

Article 42 *bis* : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1489).

Mode de scrutin applicable à l'élection des députés à -.

Voir *Elections et référendums* **44.**

SALAIRES

Revalorisation des bas -

Voir *Lois de finances* **11.**

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Voir *Travail* **23.**

SANTE PUBLIQUE

4. - Projet de loi n° 3098 relatif à la **sectorisation psychiatrique.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 20 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé. - Urgence déclarée le 27 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Guy Chanfrault (21 novembre 1985). - Rapport n° **3116**

(27 novembre 1985). - Discussion les 9 et 10 décembre 1985. - Adoption le 10 décembre 1985. - Projet de loi n° **946**.

Sénat (première lecture), n° **171** (1985-1986), dépôt le 10 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Henri Collard. - Rapport n° **181** (1985-1986) (11 décembre 1985). - Discussion le 13 décembre 1985. - Adoption le 13 décembre 1985. - Projet de loi n° **55** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Bureau [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Guy Chanfrault. - Rapport n° **3201** (16 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Henri Collard. - Rapport n° **221** (1985-1986) (16 décembre 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3191**, dépôt le 13 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Guy Chanfrault. - Rapport n° **3214** (17 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **971**.

Sénat (deuxième lecture), n° **249** (1985-1986), dépôt le 19 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean-Pierre-Fourcade. - Rapport n° **255** (1985-1986) (19 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Rejet le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **92** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3283**, dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Guy Chanfrault. - Rapport n° **3288** (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **994**.

Loi n° 85-1468 du 31 décembre 1985 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 7).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [9 décembre 1985] (p. 5739).

Alternatives à l'hospitalisation (gestion des -) : *Chanfrault (Guy)* (p. 5742) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5743, 5751) ; *Provost (Eliane)* (p. 5748).

Capacités d'accueil en psychiatrie : *Hervé (Edmond)* (p. 5745, 5750).

Centre hospitalier de Charleville-Mézières (expérience du -) : *Hervé (Edmond)* (p. 5750) ; *Provost (Eliane)* (p. 5749).

Conseil de santé mentale : *Hervé (Edmond)* (p. 5744) ; *Provost (Eliane)* (p. 5748).

Départementalisation : *Blanc (Jacques)* (p. 5747).

Enfants et adolescents malades mentaux : *Hervé (Edmond)* (p. 5743).

Exercice libéral de la médecine psychiatrique : *Blanc (Jacques)* (p. 5747) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5749).

Hôpital psychiatrique (fin du monopole de l'-) : *Hervé (Edmond)* (p. 5744) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5748).

Loi du 30 juillet 1838 (régime de la loi du -) : *Chanfrault (Guy)* (p. 5739) ; *Provost (Eliane)* (p. 5747, 5748).

Orientations du IXe Plan pour la santé mentale : *Hervé (Edmond)* (p. 5743).

Personnels (statuts des -) : *Chanfrault (Guy)* (p. 5740, 5742) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5746) ; *Provost (Eliane)* (p. 5748).

Personnes âgées : *Hervé (Edmond)* (p. 5743) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5749).

Personnes morales de droit privé ayant passé des conventions avec l'Etat : *Chanfrault (Guy)* (p. 5742).

Placements d'office et placements volontaires (nombre des -) : *Chanfrault (Guy)* (p. 5740).

Secteur (financement du -) : *Chanfrault (Guy)* (p. 5740, 5741) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5744) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5746, 5747) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5745) ; *Provost (Eliane)* (p. 5748) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5748, 5749).

Sectorisation psychiatrique (mise en place de la -) : *Chanfrault (Guy)* (p. 5739) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5744) ; *Provost (Eliane)* (p. 5748) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5749).

Structures extra-hospitalières : *Chanfrault (Guy)* (p. 5740).

Urgences psychiatriques : *Hervé (Edmond)* (p. 5743).

Discussion des articles [9 décembre 1985] (p. 5751) ; [10 décembre 1985] (p. 5796).

Article 1er *(détermination des secteurs psychiatriques) :* nécessité d'adopter une loi d'orientation ; promotion d'un service public de santé mentale ; conclusions du rapport Demay ; objectifs de la psychiatrie de secteur (p. 5751) ; intervention des élus nationaux ; libre choix du malade ; hôpital psychiatrique en Lozère ; transfert des affaires sociales aux collectivités locales ; augmentation de la dotation globale de décentralisation ;

- article 1er : adopté.

Article 2 *(modification de l'article 44 de la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et relative au contenu de la carte sanitaire)* (p. 5752) : moyens sanitaires généraux ; coordination des soins ; prise en compte par la carte psychiatrique de la vocation particulière de tel ou tel établissement ; caractère prospectif de la carte ; création d'un comité départemental de santé mentale ; amendement n° 1 de la commission (de rectification) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(responsabilité de l'hôpital dans la gestion du secteur psychiatrique) :* autonomie du secteur psychiatrique par rapport aux institutions hospitalières ; risque d'étiolement de la pratique extra-hospitalière ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté.

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(organisation des établissements accueillant des personnes en placement volontaire ou d'office) :* amendement n° 3 de la commission (supprimant au début du premier alinéa de cet article les mots : « le premier alinéa de ») : adopté (p. 5753).

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(financement des dépenses afférentes aux activités des services publics de secteur) :* définition des modalités de financement des activités de service public de secteur ; logique asilaire ; dépendance de l'établissement hospitalier ; démocratisation du processus de décision ; fixation de la partie du budget global versée à l'hôpital par le préfet ; paiement des actions du secteur par la sécurité sociale ; calcul du budget ; fonctions d'un appartement thérapeutique ; amendement n° 4 de la commission (de rectification) (p. 5754) ; adopté ; amendement n° 5 de la commission (supprimant la première phrase du troisième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (fixation des montants des remboursements effectués par le représentant de l'Etat) ; sous-amendement n° 17 du Gouvernement (substituant dans cet amendement aux mots : « au département » les mots : « collectivités territoriales ») : adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 18 du Gouvernement (substituant dans le deuxième alinéa de cet article au mot : « département » les mots : « collectivités territoriales ») : adopté.

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(régime applicable aux biens, meubles et immeubles, affectés au service public du secteur) :* amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté.

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(financement des personnes morales de droit privé habilitées à participer à la lutte contre les maladies mentales) (p. 5755) :* biens meubles et immeubles affectés au service public et nécessaires à l'exercice de leurs activités ; département n'apparaissant pas comme le propriétaire du centre hospitalier ; amendement n° 8 de la commission (substi-

tuant, dans le premier alinéa de cet article, aux mots : « habilitée à participer » le mot : « participant ») ; champ d'application de l'article ; adopté ; amendement n° 9 de la commission (substituant, dans le premier alinéa de cet article, aux mots : « telle qu'elle est définie » les mots : « dans les conditions définies ») : adopté ; amendement n° 10 de la commission (substituant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, aux mots : « selon les modalités déterminées à l'article 4 » les mots : « dans les conditions définies à l'article 8 de la loi du 19 janvier 1983 portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale et à l'antépénultième alinéa ») ; conditions de fixation de la dotation globale attribuée aux établissements visés à cet article ; adopté.

- article 7, ainsi modifié : adopté (p. 5756).

Article 8 *(mise à disposition de l'hôpital des fonctionnaires et stagiaires des collectivités territoriales exerçant dans le cadre du secteur) :* amendement n° 11 de la commission (complétant cet article par la phrase suivante : « Ils continuent à être régis par les statuts qui leur sont applicables lors de l'entrée en vigueur de la présente loi ») ; fonctionnaires exerçant dans le secteur et mis à la disposition des établissements hospitaliers à compter du 1er janvier 1986 ; adopté.

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(droit d'option des fonctionnaires et stagiaires) :* amendement n° 12 de la commission (possibilité pour les fonctionnaires et stagiaires d'opter pour le maintien de leur statut ou pour leur intégration dans les corps et emplois de la fonction publique hospitalière) : adopté.

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(dispositions applicables aux fonctionnaires bénéficiant des dispositions de l'article 122 du statut de la fonction publique territoriale) :* amendement n° 16 de M. Chanfrault (de coordination) (p. 5796) ; adopté.

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(dispositions transitoires) :* adopté.

Article 12 *(principe de réintégration du fonctionnaire en cas de cessation du détachement du fait de l'autorité de détachement) :* adopté.

Article 13 *(dispositions applicables aux agents non titulaires) :* agents non titulaires des collectivités territoriales ; précarité des emplois ; intégration des personnels dans la fonction publique ; amendement n° 19 du Gouvernement (de précision) ; sous-amendement n° 24 de Mme Frayssé-Cazalis (remplaçant les mots supprimés par les mots suivants : « ils ne peuvent être licenciés sauf faute ou insuffisance professionnelle) : rejeté (p. 5797) ; amendement n° 19 : adopté ; amendement n° 20 du Gouvernement (substituant, à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article, aux mots : « où ils exercent leur fonction » les mots : « désigné par le représentant de l'Etat dans le département ») : adopté.

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(dispositions applicables aux médecins vacataires) :* amendement n° 21 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 22 du Gouvernement (substituant, à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article, aux mots : « où ils exercent leur fonction » les mots : « désigné par le représentant de l'Etat dans le département ») ; droit des personnels non titulaires ; adopté ; amendement n° 23 du Gouvernement (précisant que des médecins vacataires pourront bénéficier des conditions de recrutement déterminées par décret en Conseil d'Etat pour l'accès aux emplois hospitaliers à plein temps ou à temps partiel) : adopté.

- article 14, ainsi modifié : adopté (p. 5798).

Article 15 *(mesures d'application) :* adopté.

Explications de vote (p. 5799).

Secteur privé d'hospitalisation psychiatrique (rôle du -) : *Marcus (Claude-Gérard),* (p. 5799).

Transfert de charges à la sécurité sociale : *Marcus (Claude-Gérard),* (p. 5799).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5799).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1985] (p. 6363).

Date d'application de la loi : *Chanfrault (Guy)* (p. 6363).

Dotation globale de financement au profit des personnes privées : *Chanfrault (Guy)* (p. 6363).

Financement de la politique psychiatrique : *Chanfrault (Guy)* (p. 6363) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6364).

Psychologues (situation des -) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6363).

Responsabilité de mise en œuvre des actions de lutte contre la maladie mentale : *Chanfrault (Guy)* (p. 6363).

Discussion des articles [18 décembre 1985] (p. 6364).

Article 3 : renforcement par le projet de loi de l'hospitalo-centrisme ; nécessité de créer un nouveau cadre juridique pour les secteurs psychiatriques ; amendement n° 1 de la commission (tendant dans la 1re phrase du texte proposé pour l'article 4 *ter* de la loi du 31 décembre 1970 à insérer après les mots : « contre les maladies mentales » les mots : « et responsables de celles-ci dans les secteurs psychiatriques qui lui sont rattachés. Ils... » : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (p. 6364) : rôle du représentant de l'Etat dans le département dans l'appréciation des besoins de la population et des moyens de prévention, de diagnostic et de soins nécessaires ; amendement n° 2 de la commission (tendant dans le 1er alinéa de cet article à substituer à la date : « 1987 » la date : « 1986 ») : adopté : amendement n° 3 de la commission (tendant à la fin de la 1re phrase du 3e alinéa de cet article à substituer à la date : « 1987 » la date : « 1986 ») : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 4 de la commission (tendant dans cet article à supprimer les mots : « ou acquis par ceux-ci ») : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 : financement des institutions non sectorisées ; amendement n° 5 de la commission (tendant dans le 1er alinéa de cet article à substituer à la date « 1987 » la date : « 1986 ») : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (p. 6365) : amendement n° 6 de la commission (tendant dans la 1re phrase de cet article 8 à substituer aux mots : « à compter du 1er janvier 1987 ou à compter de la date de leur recrutement si celui-ci a lieu au cours de l'année 1987 » les mots : « 1er janvier 1986 ») : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : amendement n° 7 de la commission (tendant dans l'article 9 à substituer à 3 reprises à la date « 1988 » la date « 1987 ») : adopté ;

- article 9, ainsi modifié adopté.

Article 10 : amendement n° 8 de la commission (tendant dans la 2e phrase du 1er alinéa de l'article 10 à substituer à la date « 1988 » la date « 1987 ») : adopté ; amendement n° 9 de la commission (tendant dans la 1re phrase du 2e alinéa de cet article à substituer à la date : « 1988 » la date : « 1987 ») ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11, supprimé par le Sénat : amendement n° 10 de la commission (application des articles 8 et 9 de la loi aux fonctionnaires et stagiaires recrutés pour exercer une activité de lutte contre les maladies mentales par les collectivités territoriales entre la date de publication de la présente loi et le 1er janvier 1987) : adopté ;

- en conséquence, l'article 11 est ainsi rétabli.

Article 13 (p. 6366) : amendement n° 11 de la commission (tendant dans le 1er alinéa de cet article à substituer à 2 reprises à la date « 1987 » la date « 1986 ») : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 : situation des médecins vacataires départementaux ; amendement n° 12 de la commission (tendant dans le 1er alinéa de cet article à substituer à la date « 1987 » la date « 1986 ») : adopté ;

– article 14, ainsi modifié : adopté (p. 6367).

Explications de vote (p. 6367).

Financement de la politique psychiatrique : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6367) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 6367).

Hospitalo-centrisme : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6367).

Vote hostile du groupe communiste : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6367).

Vote positif du groupe socialiste : *Chanfrault (Guy)* (p. 6367).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6368).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6563).

Charges pesant sur l'assurance maladie de la sécurité sociale : *Blanc (Jacques)* (p. 6564).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Frachon (Martine)* (p. 6563) ; *Labarrère (André)* (p. 6563).

Rôle des organismes associatifs et privés dans l'action conduite au niveau du secteur : *Blanc (Jacques)* (p. 6564).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6564, 6565).

Vote hostile du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6565).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6565).

SANTE PUBLIQUE

5. – Projet de loi n° 3104 relatif à **l'aide médicale urgente** et aux transports sanitaires. – *Sénat* (première lecture) **n° 307** (1984-1985). – Dépôt le 23 mai 1985. – Par M. Laurent Fabius, Premier ministre. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Arthur Moulin. – Rapport n° **59** (1985-1986). – Discussion le 20 novembre 1985. – Adoption le 20 novembre 1985. – Projet de loi n° **35** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture) n° **3104.** – Dépôt le 21 novembre 1985. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Louis Lareng (28 novembre 1985). – Rapport n° **3157** (5 décembre 1985). – Discussion le 12 décembre 1985. – Adoption le 12 décembre 1985. – Projet de loi n° **957.**

Commission mixte paritaire. – Nomination [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14582). – Bureau [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14703). – Rapporteur : M. Louis Lareng. – Rapport n° **3202** (16 décembre 1985).

Sénat. – Rapporteur : M. Arthur Moulin. – Rapport n° **222** (1985-1986) (16 décembre 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3206.** – Dépôt le 17 décembre 1985. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Louis Lareng. – Rapport n° **3213** (17 décembre 1985). – Discussion le 18 décembre 1985. – Adoption avec modifications le 18 décembre 1985. – Projet de loi n° **970.**

Sénat (deuxième lecture), n° **250** (1985-1986). – Dépôt le 19 décembre 1985. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. – Rapport n° **257** (1985-1986) (20 décembre 1985). – Discussion le 20 décembre 1985. – Rejet le 20 décembre 1985. – Projet de loi n° **91** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3282,** dépôt le 20 décembre 1985. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Louis Lareng. – Rapport n° **3287** (20 décembre 1985). – Discussion le 20 décembre 1985. – Adoption définitive le 20 décembre 1985. – Projet de loi n° **995.**

Loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 publiée au *J.O.* du 7 janvier 1986 (p. 327).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1985] (p. 6120, 6130).

Centres 15 : *Lareng (Louis)* (p. 6121) ; *Couqueberg (Lucien)* (6132).

Comité de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires : *Lareng (Louis)* (p. 6121) ; *Hervé Edmond* (p. 6122) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6130) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6131).

Définition de l'urgence : *Tranchant (Georges)* (p. 6131) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 6132).

Dénaturation du projet par le Sénat (et notamment création des S.L.I.M.U. et de S.D.A.M.U.) : *Lareng (Louis)* (p. 6121) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6122).

Enseignement des soins d'urgence : *Hervé (Edmond)* (p. 6122) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6130).

Entreprises de transport sanitaire (agrément des –) : *Lareng (Louis)* (p. 6121) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6122).

Entreprises de transport sanitaire (prise en charge des frais) : *Tranchant (Georges)* (p. 6131).

Multiplicité des intervenants et problèmes nés de l'insuffisance de coordination : *Lareng (Louis) ;* (p. 6120) *Tranchant (Georges)* (p. 6131) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 6131, 6132).

Participation financière des collectivités locales : *Lareng (Louis)* (p. 6121) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6131).

Rôle de l'hôpital public : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6130) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 6132).

Rôle des S.A.M.U. : *Lareng (Louis)* (p. 6120, 6121) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6122, 6123) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6131) *Couqueberg (Lucien)* (p. 6132).

Rôle des sapeurs-pompiers : *Lareng (Louis)* (p.6120, 6121, 6122) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 6132, 6133).

Responsabilité médicale : *Hervé (Edmond)* (p. 6133).

Discussion des articles [12 décembre 1985] (p. 6134).

Titre Ier : *aide médicale urgente.*

Avant l'article 1er A : amendement n° 1 de la commission (tendant, avant cet article à rédiger ainsi l'intitulé du titre I (« le comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ») ; aide médicale urgente et transports sanitaires devant être organisés en même temps ; adopté.

Article 1er A *(définition de l'aide médicale urgente) :* amendement n° 2 de la commission (de suppression) ; nécessité de ne pas dissocier l'aide médicale urgente et les transports sanitaires ; modalités de discussion du projet ; temps consacré à l'élaboration du projet ; adopté.

– en conséquence l'article 1er A est supprimé.

Article 1er *(composition et rôle du comité d'aide médicale urgente)* (p. 6134) : amendement n° 3 de la commission (composition et mission) du comité de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires) ; modalités de l'élaboration du projet ; rôle du commissaire de la République ; comité devant être présidé par le maire ; sous-amendement n° 24 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis à l'amendement n° 3 de la commission (composition du comité de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires) ; sous-amendement n° 18 de M. Claude-Gérard Marcus soutenu par M. Georges Tranohant à l'amendement n° 3 de la commission (tendant à la première phrase du 1er alinéa de l'amendement, après le mot : « territoriale », à insérer les mots : « des organisations représentatives des établissements hospitaliers publics et privés participant et non participant au service public hospitalier ainsi que des organisations représentatives de médecins ») ; nécessité d'une présence de représentants des sections départementales d'incendie et de secours ; rôle du corps des sapeurs-pompiers (p. 6135) ; nécessaire adaptation de la composition du comité à la situation locale ; sous-amendement n° 24 : rejeté ; sous-amendement n° 18 : rejeté ; amendement n° 3 : adopté ;

- en conséquence cet amendement devient l'article 1er,

Avant l'article 2 : amendement n° 4 de la commission (tendant dans cet article à rétablir l'intitulé suivant : « titre 2 : aide médicale urgente ») : adopté.

La division et l'intitulé du titre 2 sont ainsi rétablis.

Article 2, supprimé par le Sénat : amendement n° 5 de la commission (définition de l'aide médicale urgente) ; sous-amendement n° 25 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis à l'amendement n° 5 de la commission (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant : « le service d'aide médicale urgente coordonne les interventions des différents services mobiles d'urgence et de réanimation du département ») ; rôle de coordination du S.A.M.U. sur les services mobiles d'urgence et de réanimation ; rejeté ; amendement n° 5 : adopté ;

- en conséquence l'article 2 est ainsi rétabli (p. 6136).

Après l'article 2 : amendement n° 19 de M. Claude-Gérard Marcus soutenu par M. Tranchant (organisation de l'aide médicale urgente dans le respect de la liberté de choix exprimée par la personne secourue) ; principe du libre choix s'appliquant dans le domaine de l'aide médicale urgente ; rejeté ;

Article 3 *(extension des missions du service public hospitalier à l'aide médicale urgente) :* adopté ;

Article 4 *(introduction des S.A.M.U. et des centres de régulation des appels dans l'organisation des centres hospitaliers) :* amendement n° 6 de la commission (organisation des S.A.M.U.) ; sous-amendement n° 21 du Gouvernement à l'amendement n° 6 de la commission (tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du paragraphe 1 de cet amendement : « éventuellement des unités participant au service d'aide médicale urgente dans les missions et l'organisation sont fixées par décret en Conseil d'Etat ») ; sous-amendement n° 20 M. Lucien Couqueberg à l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 26 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (organisation des S.A.M.U.) ; sous-amendement n° 17 de M. Louis Lareng, à titre personnel (même objet) (p. 6137) ; rôle du directeur du service hospitalier dans la réception et la régulation des appels téléphoniques ; nécessité que les S.A.M.U. coordonnent les activités d'enseignement en matière de soins d'urgence ; fonctionnement des centres de réception et de régulation des appels existant dans les S.A.M.U. ; sous-amendement n° 21 : rejeté ; sous-amendement n° 20 : adopté ; sous-amendement n° 26 : rejeté ; sous-amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 6 ainsi modifié : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *bis* *(création des Services départementaux d'aide médicale urgente (S.D.A.M.U.) et des Services locaux d'intervention médicale urgente - S.L.I.M.U) :* amendement n° 7 de la commission (de supression) ; nécessité d'éviter la création de S.L.I.M.U. et de S.D.A.M.U. ; intérêts des services locaux d'aide médicale urgente (p. 6138) ; nécessité d'une collaboration entre le secteur public et le secteur privé ; adopté ; - en conséquence l'article 4 *bis* est supprimé.

Article 5 *(financement des centres de régulation) :* financement actuel des centres 15 ; projet de loi de finances pour 1986 montrant une diminution des crédits de l'Etat consacrés aux secours d'urgence ; participation financière des collectivités territoriales ; amendement n° 8 de la commission (financement des dépenses des centres de réception et de régulations des appels) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 5.

Titre III : *transport sanitaire.*

Article 6 *(définition et règles de fonctionnement des transports sanitaires* (p. 6139) : amendement n° 22 du Gouvernement (tendant à supprimer le 2e alinéa du texte proposé pour l'article L. 51-1 du code de la santé publique) ; code des communes constituant la base juridique de l'action des corps de sapeurs-pompiers ; opérations de secours effectuées par les sapeurs-pompiers n'étant pas concernés par les dispositions de la présente loi ; rôle des commissaires de la République dans l'organisation du dispositif opérationnel d'ensemble d'aide médicale urgente dans le département ; amendement n° 9 de la commission (transport de personnes faisant l'objet d'une évacuation d'urgence consécutive à une intervention de secours effectuée dans le cadre des pouvoirs de police du maire par les services départementaux d'incendie et de secours ne constituant pas des transports sanitaires au sens du présent code) ; domaine d'intervention des sapeurs-pompiers ; amendement n° 22 : adopté ; amendement n° 9 : devenu sans objet ; amendement n° 10 (de coordination) (p. 6140) ; adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(dispositions transitoires) :* amendement n° 11 de la commission (tendant dans le 1er alinéa de cet article à substituer aux mots : « trois ans » les mots : « deux ans ») ; nécessité de racourcir la période transitoire nécessaire aux ambulanciers pour obtenir l'agrément ; centre de formation aux soins d'urgence ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article) ; nécessaire régularisation du système des certificats de capacité d'ambulancier ; adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *bis* *(comité départemental des transports sanitaires) :* amendement n° 13 de la commission (de suppression) ; inutilité de créer un comité spécifique pour les transports sanitaires ; adopté ;

- en conséquence l'article 7 *bis* est supprimé.

Titre IV : *prise en charge des frais de transports par l'assurance maladie.*

Article 8 *(règle de prise en charge des frais de transport par l'assurance maladie* (p. 6141) : amendement du groupe communiste tombé sous le coup de l'article 40 ; modalité de prise en charge des frais de transport ; problème des transports par taxi ; rôle des médecins dans le choix du mode de transport le moins onéreux ; amendement n° 23 du Gouvernement (tendant dans le 1er alinéa de cet article à substituer aux mots : « les entreprises chargés du transports des malades » les mots : « les entreprises de transports sanitaires ») ; impossibilité pour les caisses de vérifier si le prix du transport dans le remboursement demandé correspond au prix réel qui doit être facturé (p. 6142) ; offense faite aux taxis ; adopté ; amendement n° 15 de la commission (tendant dans le dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « une convention type fixée » les mots : « des conventions types différentes selon la catégorie d'entreprise fixées ») : retiré ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(abrogation de l'article L-295 du code de la sécurité sociale) :* adopté.

Article 10 *(prise en charge des frais de transport sanitaire en cas d'accident de travail) :* adopté.

Article 11 *(prise en charge des frais des transports sanitaires pour les professions non salariées non agricole) :* adopté.

Article 12 *(prise en charge des frais de transport sanitaire par le régime de mutualité sociale agricole) :* adopté.

Article 13, supprimé par le Sénat : amendement n° 16 de la commission (prise en charge des frais de transport des enfants et adolescents handicapé) : adopté ;

- en conséquence, l'article 13 est ainsi rétabli (p. 6143).

Explications de vote (p. 6143).

Centre 15 : *Tranchant (Georges)* (p. 6144).

Coordination des interventions : *Couqueberg (Lucien)* (p. 6143).

Médecins généralistes (rôle des -) : *Tranchant (Georges)* (p. 6143).

Vote hostile des groupes R.P.R. et U.D.F. : *Tranchant (Georges)* (p. 6144).

Vote positif du groupe socialiste : *Couqueberg (Lucien)* (p. 6143).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6144).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1985] (p. 6360).

Catastrophe de Flaujac : *Charles (Serge)* (p. 6361) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6361).

Numéro 15 : *Larang (Louis)* (p. 6360).

Organisation de l'aide médicale urgente : *Larang (Louis)* (p. 6360) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6361).

Sapeurs-pompiers (rôle des -) : *Larang (Louis)* (p. 6361).

Discussion des articles [18 décembre 1985] (p. 6361).

Article 1er A (p. 6361) : supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture.

Article 1 : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 4 *bis* : supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture.

Article 5 : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 7 *bis* : supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture.

Article 8 : adopté.

Article 13 : adopté (p. 6362).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6363).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6565).

Organisation des soins d'urgence : *Lareng (Louis)* (p. 6565) ; *Blanc (Jacques)* (p. 6565).

Rôle des organismes privés : *Blanc (Jacques)* (p. 6565).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6566, 6567).

Vote positif du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6567).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6567).

Maîtrise des dépenses de -

Voir *Déclaration du Gouvernement* **20.**

SANTE DES FRANÇAIS

Voir *Questions au Gouvernement* **1324.**

Transfert à Montpellier d'un département du laboratoire national de la santé.

Voir *Questions orales sans débat* **938.**

SAPEURS-POMPIERS

Voir *Santé publique* **5.**

Manifestation de pompiers à Lorient.

Voir *Questions au Gouvernement* **1392.**

SCANOGRAPHES

Voir *Questions au Gouvernement* **1258.**

SCRUTIN (modes de -)

Voir *Elections et référendums* **43, 54.**

Projets de loi électorale.

Voir *Questions au Gouvernement* **1187.**

Réforme électorale.

Voir *Questions au Gouvernement* **1194.**

Représentation proportionnelle.

Voir *Elections et référendums* **39.**

Voir *Motions de censure* **15.**

Scrutin majoritaire.

Voir *Elections et référendums* **39, 60, 61.**

Voir *Motions de censure* **15.**

SECURITE

Voir *Lois de finances* **11.**

Système de télé-alarme pour les personnes âgées.

Voir *Questions au Gouvernement* **1505.**

SECURITE DU TRAVAIL

Electro-radiologie.

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **24.**

SECURITE FERROVIAIRE

Voir *Santé publique* **5.**

SECURITE ROUTIERE

Voir *Questions au Gouvernement* **1429, 1430.**

SECURITE SOCIALE

21. - Projet de loi n° 2661 portant diverses **dispositions d'ordre social.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 mai 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement, et M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. - Urgence déclarée le 10 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Sueur (9 mai 1985). - Rapport n° **2685** (15 mai 1985). - Discussion le 23 mai 1985. - Adoption le 23 mai 1985. - Projet de loi n° **793.**

Sénat (première lecture), n° **314** (1984-1985). - Dépôt le 24 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteurs : MM. Louis Boyer et Louis Souvet. - Rapport n° **341** (1984-1985) (5 juin 1985). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur pour avis : M. Adrien Gouteyron. - Avis n° **352** (1984-1985) (12 juin 1985). - Discussion les 13, 17 et 18 juin 1985. - Adoption le 18 juin 1985. - Projet de loi n° **126** (1984-1985).

Commission mixte paritaire. - Nomination (*J.O.* du 19 juin 1985) (p. 6788). - Bureau (*J.O.* du 20 juin 1985) (p. 6848).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Sueur. - Rapport n° **2799** (19 juin 1985).

Sénat. - Rapporteurs : MM. Louis Boyer et Louis Souvet. - Rapport n° **394** (1984-1985) (19 juin 1985).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2794.** - Dépôt le 18 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Sueur. - Rapport n° **2834** (25 juin 1985). - Discussion les 26 et 27 juin 1985. - Adoption avec modifications le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **845.**

Sénat (deuxième lecture), n° **438** (1984-1985). - Dépôt le 27 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteurs : MM. Louis Boyer et Louis Souvet. - Rapport n° **443** (1984-1985) (28 juin 1985). - Discussion le 28 juin 1985. - Adoption avec modifications le 28 juin 1985. - Projet de loi n° **168** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2876.** - Dépôt le 29 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Sueur. - Rapport n° **2877** (29 juin 1985). - Discussion le 29 juin 1985. - Adoption définitive le 29 juin 1985. - Projet de loi n° **864.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution).

Décision le 24 juillet 1985 (J.O. du 26 juillet 1985) (p. 8510).

Loi n° 85-772 du 25 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 26 juillet 1985 (p. 8471). - Rectificatif *(J.O.* du 15 octobre 1985 (p. 11982).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale (23 mai 1985) (p. 1089).

Accords collectifs et conventions : *Delebarre (Michel)* (p. 1094) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1095) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1101).

Adoption internationale : *Dufoix (Georgina)* (p. 1091-1100) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1094-1095).

Adultes handicapés hospitalisés (exonération du forfait hospitalier) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1090) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1092).

Affichages dans les entreprises : *Delebarre (Michel)* (p. 1093) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1097).

Aides individuelles aux salariés : *Delebarre (Michel)* (p. 1094) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1098).

Assurance-invalidité (pour les chômeurs en fin de droits) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1090).

Cartes sanitaires (générale et de psychiatrie) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1089).

Congés payés : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1090).

Contentieux de la sécurité sociale : *Dufoix (Georgina)* (p. 1091) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1096).

Cotisations sociales forfaitaires dans le domaine agricole : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1090).

Discriminations de caractère sexiste : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1089) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1091) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1094).

Dotation globale : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1090) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1091).

Droit de grève : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1090) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1098) ; *Frachon (Martine)* (p. 1098-1099) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1102-1103).

Elections des représentants des salariés dans le secteur public : *Delebarre (Michel)* (p. 1094).

Emploi : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1096) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1101).

Enfance maltraitée (constitution de partie civile des associations) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1090).

Enseignement supérieur : *Dufoix (Georgina)* (p. 1091).

Etablissements et services sociaux et médico-sociaux : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1090) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1091-1101) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1097) ; *Frachon (Martine)* (p. 1099).

Forfait journalier : *Frachon (Martine)* (p. 1098) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1101).

Formation professionnelle : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1097) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1102).

Groupement d'employeurs : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1090) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1092, 1102) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1095) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1097, 1098).

Masseurs-kinésithérapeutes : *Dufoix (Georgina)* (p. 1091) ; *Lareng (Louis)* (p. 1100).

Parrainage : *Pinte (Etienne)* (p. 1095) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1100).

Prêts aux jeunes ménages : *Dufoix (Georgina)* (p. 1091).

Protection sociale des personnes divorcées pour rupture de la vie commune : *Pinte (Etienne)* (p. 1095) ; *Lareng (Louis)* (p. 1099).

Psychologues : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1089) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1091) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1095) ; *Lareng (Louis)* (p. 1100).

Recrutement des jeunes : *Delebarre (Michel)* (p. 1092, 1093, 1102) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1097).

Sectorisation psychiatrique : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1089) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 1091, 1100) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1095) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1096, 1097) ; *Lareng (Louis)* (p. 1099, 1100).

Travail clandestin (sanctions pénales contre le -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1090).

Validation de concours : *Pinte (Etienne)* (p. 1095).

Discussion des articles [23 mai 1985] (p. 1103, 1122).

Titre Ier. - *Mesures relatives à la protection sociale.*

Chapitre 1er. - *Mesures relatives à la famille, à l'enfance et aux droits de la femme.*

Article 1er *(répression des discriminations sexistes)* : extension aux agissements discriminatoires à caractère sexiste des dispositions et procédures pénales relatives à la lutte contre le racisme ; possibilité pour les associations de se constituer partie civile en cas de licenciement (p. 1103) ; comportements et images sexistes ; possibilité pour les associations féminines de se porter partie civile en cas de licenciement ; amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Michel (sanctions à l'encontre de tout dépositaire de l'autorité publique ou de tout citoyen chargé d'un ministère de service public qui aura refusé sciemment à une personne le bénéfice d'un droit auquel elle pouvait prétendre) : adopté ; amendement n° 81 de M. Jean-Pierre Michel (tendant dans le deuxième alinéa (1°) du paragraphe 1er de l'article 1er, après les mots : « de son sexe », à insérer les mots : « de ses mœurs, ») : adopté ; amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Michel (tendant dans le troisième alinéa (2°) du paragraphe 1er de l'article 1er, après les mots : « du sexe », à insérer les mots : « des mœurs, ») (p. 1104) ; adopté ; amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Michel (absence de discriminations entre les personnes fondées sur l'origine, le sexe, les mœurs, la situation de famille, l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée) : adopté ; amendement n° 1 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 1er à supprimer les mots : « et sauf motif légitime, ») ; difficultés pour certaines entreprises françaises travaillant avec des pays étrangers exigeant d'elles de ne pas employer de femmes ; cas d'inapplicabilité des sanctions prévues à l'article 416-1 du code pénal ; exclusion du motif légitime sur les seules discriminations fondées sur le sexe ; adopté ; amendement n° 83 de M. Jean-Pierre Michel (tendant dans le troisième alinéa (1°) du paragraphe 2 de l'article 1er, après les mots : « de son sexe, », à insérer les mots : « de ses mœurs, ») : adopté ; amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Michel (tendant dans le dernier alinéa (2°) du paragraphe 2 de l'article 1er à insérer après les mots : « du sexe, » les mots : « des mœurs, ») (p. 1105) ; adopté ; amendement n° 86 de M. Jean-Pierre Michel (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'article 1er à insérer après les mots : « sur le sexe, » les mots : « ou sur les mœurs, ») : adopté ; amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Sueur (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de l'article 1er à sup-

primer les mots : « (à l'exception du licenciement prévu au 3°) ; possibilité pour les associations de se constituer partie civile en cas de licenciement fondé sur le sexe ; lutte contre les discriminations sexistes relatives à l'exécution du contrat de travail devant demeurer de la compétence exclusive des syndicats ; adopté.

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 63 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Etienne Pinte (pensions civiles et militaires des conjoints séparés de corps et des conjoints divorcés) ; amendement n° 64 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Etienne Pinte (retraites complémentaires des conjoints séparés de corps ou des conjoints divorcés) ; amendement n° 65 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Etienne Pinte (protection sociale des conjoints séparés de corps ou des conjoints divorcés) ; amendements établissant un lien direct entre le régime du divorce et le versement des pensions de réversion (p. 1106) ; dispositions discriminatoires à l'égard de la seule femme divorcée ; législation sur le divorce tendant à limiter la notion de faute ; décision relative à la garde des enfants ; amendements n° 63, 64 et 65 : rejetés ; amendement n° 107 de M. Guy Ducoloné (tendant à abroger l'article 414 du code pénal) ; droit de grève étant limité par le délit d'entrave à la liberté du travail ; abrogation de l'article 414 conduisant à l'impossibilité de réprimer certaines actions concertées menées par des groupements n'ayant pas la qualité de syndicats représentatifs ; sanctions des abus du droit de grève (p. 1107) ; cas de M. Akka Ghazi ; rejeté au scrutin public.

Article 2 *(adoption d'enfants d'origine étrangère) :* composition et fonctionnement des conseils de famille ; adoption internationale ; caractère non automatique de l'adoption ; amendement n° 2 de la commission (procédure de l'agrément en vue de l'adoption d'un enfant étranger) ; attestation requise par les services du ministère des relations extérieures lorsqu'ils ont à se prononcer sur une demande de visa d'établissement en faveur d'un enfant adopté (p. 1108) ; rôle du service de l'aide sociale à l'enfance ; caractère non automatique de l'agrément ; responsabilité du département dans la gestion de l'aide sociale à l'enfance ; adopté.

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(protection sociale des personnes divorcées pour rupture de la vie commune) :* protection sociale du conjoint dont l'époux a pris l'initiative du divorce ; amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Sueur (personnes affiliées à l'assurance personnelle à la suite d'un divorce pour rupture de la vie commune) (p. 1109) ; article 239 du code civil ; droit des citoyens de solliciter l'assurance personnelle ; caractère regrettable de l'adoption de la procédure de divorce pour faute pour de seules raisons matérielles ; adopté ; amendement n° 88 de M. Jean-Pierre Sueur (tendant dans le paragraphe 2 de l'article 3 à supprimer les mots : « du I ») : retiré.

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 57 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Etienne Pinte (association d'Alsace-Lorraine pouvant être régie par la loi du 1er juillet 1901) ; reconnaissance d'utilité publique étant impossible pour les associations d'Alsace-Lorraine ; compensation des pertes de recettes par la cession par l'Etat d'actions détenues dans les sociétés nationalisées (p. 1110) ; déduction de 5 p. 100 s'appliquant aux dons faits aux associations d'Alsace et de Lorraine dont la mission aura été reconnue d'utilité publique ; rejeté ; amendement n° 58 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Etienne Pinte (rapport sur le bilan comparé des avantages fiscaux, familiaux, sociaux ou autres dont bénéficient les couples mariés par rapport aux couples qui ne le sont pas) ; rapport Sullerot ; pénalisation de certains couples mariés ; déduction fiscale pour frais de garde ; compte d'épargne en actions ; politique du logement : rejeté.

Article 4 *(sanction des déclarations inexactes effectuées par les demandeurs de prêts aux jeunes ménages) :* amendement n° 3 de la commission (tendant au début du deuxième alinéa de l'article 4 à substituer aux mots : « les articles L. 561-9 à 561-11 nouveaux du code de la sécurité sociale » les mots : « les articles L. 557 à L. 559 du code de la sécurité sociale ») ; simplicité de l'obtention d'un prêt aux jeunes ménages ; adopté.

– article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 59 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Etienne Pinte (nom exprimé dans l'acte de naissance) (p. 1111) ; possibilité pour les enfants légitimes de porter le nom patronymique de leur mère à condition que l'acte de mariage des parents prévoie explicitement que tous les enfants du couple porteront le nom de la mère ; rejeté ; amendement n° 60 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Etienne Pinte (possibilité pour les personnes mariées d'effectuer séparément leur déclaration de revenus) ; égalité de traitement fiscal entre les couples mariés et non mariés ; gage des pertes de recettes ; rejeté.

Chapitre II. – *Mesures relatives à la protection de la santé.*

Article 5 *(sectorisation psychiatrique) :* sectorisation psychiatrique ne reposant jusqu'à présent que sur une circulaire ministérielle (p. 1112) ; budget de 1985 pour l'hygiène mentale ; alternatives à l'hospitalisation ; autonomie des secteurs ; démocratisation du fonctionnement des secteurs ; développement de structure légère de prévention de soins psychiatriques ; nécessité d'une nouvelle définition des statuts des personnels concernés ; amendements identiques n° 136 de M. Jean-Paul Fuchs et n° 159 de M. Etienne Pinte (tendant à supprimer l'article 5) ; nécessité du dépôt d'un projet de loi plus ambitieux traitant de l'ensemble de la politique psychiatrique ; statuts des personnels ; absence de vide juridique ; mission de prévention de diagnostic et de soins du secteur (p. 1113) ; processus financier ; garanties susceptibles d'être accordées aux personnes travaillant dans le secteur ; nécessaire légalisation du secteur psychiatrique ; rejetés ; amendement n° 4 de la commission (conseil départemental de santé mentale) : adopté (p. 1114) ; amendement n° 98 de M. Etienne Pinte (tendant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 326 du code de la santé publique à insérer après les mots : « après avis » le mot : « conforme ») ; rôle du conseil départemental de la santé mentale ; rejeté ; amendement n° 5 de la commission (tendant à la fin du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 326 du code de la santé publique à substituer aux mots : « voie réglementaire » les mots : « décret en conseil d'Etat ») : adopté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté.

– article 5, ainsi modifié : adopté (p. 1115).

Article 6 *(exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute) :* amendement n° 7 de la commission (suppression de la condition de nationalité prévue pour les masseurs-kinésithérapeutes à l'article L. 487 du code de la santé publique) : adopté.

– article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 8 de la commission (suppression de la condition de nationalité prévue pour les pédicures-podologues à l'article L. 492 du code de la santé publique) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (tendant à supprimer l'article L. 504 du code de la santé publique) : adopté.

Article 7 *(réglementation de l'usage professionnel du titre de psychologue) :* tentatives pour réglementer le titre de psychologue (p. 1122) ; effectif et activité des psychologues ; niveau de formation indispensable à l'exercice de cette profession ; agents et fonctionnaires actuellement en place ; moralisation de la profession ; situation des psychologues du secteur public par rapport à celle à leurs collègues libéraux ; amendement n° 10 de la commission (tendant à compléter le paragraphe 1er de l'article 7 par les mots : « ou aux titulaires d'un diplôme étranger reconnu équivalent aux diplômes nationaux exigés ») : adopté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 99 de M. Etienne Pinte (tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 7 par les

mots : « depuis au moins cinq ans à la date d'entrée en vigueur de la présente loi » ; amendement n° 137 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Gilbert Gantier (tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 7 par les mots : « en exercice à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ») ; amendement n° 89 de la commission (demande d'autorisation d'usage professionnel du titre de psychologue par les personnes privées ne remplissant pas les conditions de diplôme exigées) (p. 1123) ; discrimination entre deux catégories de psychologues ; agents publics ou fonctionnaires continuant à pouvoir se prévaloir du titre ; période transitoire ; psychologues scolaires ; principe du recrutement des psychologues scolaires dans le corps des enseignements (p. 1124) ; formation des psychologues du secteur libéral ; amendements n° 99 et 137 : rejetés ; amendement n° 89 : adopté ; amendement n° 12 de la commission (tendant à supprimer le troisième alinéa du paragraphe 2 de l'article 7) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (délai pendant lequel les demandes d'autorisation d'usage professionnel du titre de psychologue par les personnes privées ne remplissant pas les conditions de diplôme exigées peuvent être déposées) ; psychologues ayant le statut de fonctionnaires ; adopté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté.

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(gratuité des soins hospitaliers pour les praticiens hospitaliers à temps plein) :* personnels retraités devant également bénéficier de la gratuité des soins (p. 1125) ; amendement n° 158 de M. Etienne Pinte (de suppression) ; discrimination entre les médecins hospitaliers du secteur public et ceux du secteur privé ; forfait hospitalier des adultes handicapés ; rejeté ; amendement n° 100 de M. Etienne Pinte (tendant dans la première phrase du premier alinéa de l'article 8 à supprimer le mot : « public ») ; avantages prévus par l'article 8 étant liés à l'exercice dans l'hôpital public ; rejeté ; amendement n° 90 de M. Jean-Pierre Sueur (tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de l'article 8 par les mots « à l'exception du forfait journalier hospitalier. ») ; forfait hospitalier des adultes handicapés (p. 1126) ; adopté ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(mission de l'école nationale de la santé publique) :* recentrage de la formation ; extension des missions de l'école à la formation des agents des collectivités locales ; financement de l'école ; amendement n° 138 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (modalités d'application de l'article 9) ; possibilité pour l'école de recevoir des financements des collectivités territoriales (p. 1127) ; adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(validation d'un concours hospitalier) :* séparation des pouvoirs entre le législatif et le judiciaire ; décision du 22 juillet 1980 du Conseil constitutionnel ; amendement n° 69 du Gouvernement (validation d'un concours hospitalier) ; organisation des concours en hémobiologie ; délai de jugement des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat (p. 1128) ; adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 91 de M. Jean-Pierre Sueur (répartition et compétence des inspecteurs de la pharmacie) : adopté.

Avant l'article 11 : amendement n° 62 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Etienne Pinte (situation au regard de la sécurité sociale des organismes sociaux et familiaux des couples vivant en concubinage ou en union libre) ; problème des fausses déclarations faites pour bénéficier des avantages fiscaux accordés aux couples ; égalité de traitement entre les concubins et les couples mariés pour l'attribution des prestations sociales ; déclaration faite par les intéressés à l'administration fiscale ; rejeté.

Chapitre III. - *Mesures relatives à l'action sociale.*

Article 11 *(régime financier des établissements et des services sociaux et médico-sociaux)* (p. 1129-1130) : amendement n° 92 de M. Jean-Pierre Sueur (remplacement, pour les établissements sociaux et médico-sociaux, du régime de l'autorisation des dépenses par le représentant de l'Etat par un régime d'approbation) ; amendement n° 102 de M. Etienne Pinte (rôle du représentant de l'Etat dans le département) ; amendement n° 92 : adopté ; amendement n° 102 : devenu sans objet ; amendement n° 17 de la commission (tendant dans le septième alinéa [5°] du paragraphe I de l'article 11 à insérer après les mots « les prévisions de dépenses et de recettes d'exploitation » les mots « et leur révision ») ; prévisions de dépenses et de recettes d'exploitation pouvant être revisées en cours d'année ; adopté ; amendement n° 93 de M. Jean-Pierre Sueur (approbation tacite des dépenses) : adopté ; amendement n° 103 de M. Etienne Pinte (rôle du représentant de l'Etat dans le département) : devenu sans objet ; amendement n° 94 de M. Jean-Pierre Sueur (catégories d'établissements financés sous la forme d'une dotation globale déterminées par décret en Conseil d'Etat) (p. 1130) ; adopté ; amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Sueur (critères entrant dans la détermination du taux d'évolution des dépenses) ; critères tirés de la politique sanitaire et sociale de l'Etat ; critères tirés du respect du besoin des populations ; adopté ; amendement n° 151 de M. Etienne Pinte : devenu sans objet ; amendement n° 18 de la commission (motivation de la décision d'amputer ou de refuser une dépense) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(durée de validité du visa apposé sur le carnet de circulation des personnes sans domicile fixe) :* amendement n° 111 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (cas d'attribution aux personnes sans domicile fixe d'une carte nationale d'identité ou d'un titre de séjour) ; durée de validité du visa ; droit à la différence (p. 1131) ; nécessaire suppression à terme de toutes les autorisations de circulation ; importance de la commune de rattachement ; information des intéressés des décisions administratives ou judiciaires les concernant ; possibilité pour les personnes sans domicile fixe d'être dotées d'une carte nationale d'identité ; rejeté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 19 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de l'article 167 du code de la famille et de l'aide sociale à supprimer les mots « équipes de ») ; équipes de travailleurs handicapés pouvant travailler à l'extérieur des centres d'aide par le travail ; insertion des travailleurs handicapés ; adopté ; amendement n° 80 de M. Adrien Zeller, soutenu par M. Gilbert Gantier (possibilité pour le comité d'entreprise d'effectuer des versements à des associations reconnues d'utilité publique ou aux bureaux d'aide sociale des communes) ; associations des comités d'entreprise aux actions de solidarité ; rejeté ; amendement n° 153 de M. Adrien Zeller, soutenu par M. Gilbert Gantier (assimilation des associations régies par le code civil local alsacien-mosellan dont la mission aura été reconnue d'utilité publique aux associations reconnues d'utilité publique) : rejeté (p. 1132).

Chapitre IV. - *Mesures relatives aux régimes de sécurité sociale.*

Article 13 *(renseignements transmis par les services fiscaux aux caisses d'assurance vieillesse) :* adopté.

Article 14 *(compétence du tribunal des affaires de sécurité sociale) :* adopté.

Article 15 *(composition du tribunal des affaires sociales) :* taux de compétence en premier et dernier ressort des tribunaux des affaires sociales ; amendement n° 112 de M. Joseph Legrand (tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 191-1 du code de la sécurité sociale à supprimer les mots « ou par un magistrat du siège honoraire » ; insuffisance du nombre des magistrats ; impossibilité pour les commissions cantonales d'aide sociale de siéger dans les chefs-lieux de canton ; rejeté ;

- article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *(tribunal des affaires de sécurité sociale) :* désignation et statut des assesseurs (p. 1133) ; amendement n° 20 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 191-2 du code de la sécurité sociale à insérer après les mots « est désigné » les mots « concomitamment et » ; amendement n° 104 de M. Etienne Pinte (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 191-2 du code de la sécurité sociale à insérer après les mots « est désigné » les mots « en même temps et ») ; assesseurs suppléants devant être désignés en même temps que les titulaires ; amendement n° 20 : adopté ; amendement n° 104 : devenu sans objet ; amendement n° 21 de la commission (crédits d'heures de fonction des membres assesseurs d'un tribunal des affaires de sécurité sociale) ; amendement n° 113 de M. Joseph Legrand (crédits d'heures de fonction des membres assesseurs d'un tribunal des affaires de sécurité sociale) ; temps de préparation des audiences du tribunal ; amendement n° 21 : adopté ; amendement n° 113 : devenu sans objet ; amendement n° 143 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (décret en Conseil d'Etat fixant les conditions dans lesquelles les dispositions de l'article 11 de l'annexe II du code de la sécurité sociale demeurent applicables) : retiré ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 16 : amendement n° 114 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (applicabilité aux assesseurs salariés des articles L. 47 et L. 48 du code de la sécurité sociale) (p. 1134) ; extension du statut des administrateurs de caisses aux assesseurs de tribunaux ; rejeté.

Article 17 *(régime de déchéance des assesseurs du tribunal des affaires de sécurité sociale) :* amendement n° 22 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 191-3 du code de la sécurité sociale à supprimer les mots : « en cas de faute grave entachant l'honneur ou la probité ou ») ; caractère suffisant de la référence au motif d'inéligibilité des assesseurs et aux courtes condamnations pénales éventuelles ; motif de déchéance étant motivé par la volonté d'assurer le meilleur fonctionnement possible de la juridiction ; rejeté ; amendement n° 23 de la commission (tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 191-3 du code de la sécurité sociale à substituer aux mots : « à l'alinéa 3 », les mots : « au quatrième alinéa ») : adopté.

- article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 *(pouvoir du président du tribunal des affaires de sécurité sociale de statuer seul) :* amendement n° 115 de M. Joseph Legrand, soutenu par M. André Soury (de suppression) ; principes de la collégialité des juridictions ; retard dans l'examen des dossiers ; rejeté ; amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Sueur (report de l'audience) (p. 1135) ; cas où les parties sont d'accord pour que le président statue seul ; impossibilité de reporter l'audience plus d'une fois ; principe de la collégialité des juridictions ; adopté ; amendement n° 155 de M. Etienne Pinte : devenu sans objet.

- article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *(tribunal des affaires de sécurité sociale : mesure d'ordre) :* adopté.

Article 20 *(tribunal des affaires de sécurité sociale : dispositions transitoires) :* adopté.

Article 21 *(cotisations sociales forfaitaires pour certaines catégories de travailleurs salariés ou assimilés) :* diminution du poids des charges sociales ; nécessité de veiller à ce que l'accroissement du nombre des catégories de travailleurs pour lesquels seront fixées des cotisations sociales forfaitaires n'aboutisse pas à une réduction du nombre des emplois à temps plein ou à temps partiel soumis au régime de droit commun des cotisations sociales agricoles ; adopté.

Article 22 *(financement du fonds commun des accidents du travail agricole) :* adopté.

Article 23 *(indemnisation des salariés administrateurs des organismes représentatifs des populations immigrées) :* amendement n° 116 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant dans le premier alinéa de l'article 23 à insérer après les mots : « le temps nécessaire », les mots : « pour se rendre et ») (p. 1136) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (motivations du refus de l'autorisation d'absence) ; article tendant à attribuer à l'employeur un pouvoir discrétionnaire n'existant pas en l'état actuel du droit ; adopté ; amendement n° 25 de la commission (assimilation à une durée de travail effectif du temps passé hors de l'entreprise pour les salariés participant à des réunions de divers organismes : le fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles, la commission régionale pour l'insertion des populations ou le conseil national des populations immigrées) : adopté ;

- article 23, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 27 de la commission (appréciation de l'inaptitude au travail pour la liquidation des droits à l'assurance vieillesse par un régime de sécurité sociale s'imposant à tous les autres régimes) ; délai de liquidation des droits ; adopté ; amendement n° 105 de M. Etienne Pinte (impossibilité pour tout assuré d'être, contre son propre gré, mis à la retraite entre soixante et soixante-cinq ans s'il ne justifie pas d'une durée minimale d'assurance de cent cinquante trimestres) ; incompatibilité entre certaines conventions collectives et la législation en vigueur ; non-discrimation entre hommes et femmes (p. 1137) ; conventions collectives prévoyant le départ automatique à soixante ans constituant dans la plupart des cas une conquête sociale ; rejeté ; amendement n° 132 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (déplafonnement des cotisations des employeurs au risque accidents du travail et maladies professionnelles) ; ressources supplémentaires pour les organismes de sécurité sociale nécessaires pour faire progresser la protection sociale ; modification des cotisations d'accidents du travail devant s'attacher en priorité à assurer une meilleure prévention de ces accidents ; déplafonnement ne pouvant être envisagé qu'accompagné d'une baisse des taux ; rejeté.

Titre II. - *Dispositions relatives au travail.*

Chapitre 1er. - *Dispositions favorisant la coopération entre employeurs et l'organisation des activités saisonnières.*

Article 24 *(constitution et règles de fonctionnement des groupements d'employeurs)* (p. 1138-1139) : emplois productifs représentés par les petites et moyennes entreprises ; entraves au développement du travail d'appoint ; responsabilité solidaire des membres du groupement ; texte en l'état ne pouvant s'appliquer à l'Alsace-Moselle ; création d'une nouvelle catégorie d'emplois précaires ; contrats de travail ne comportant aucune garantie réelle ; risque d'une diminution du nombre des salariés gérés directement par les employeurs ; notions de mobilité ; garanties de rémunération ; durée du travail ; flexibilité du travail ; amendement n° 117 de M. Joseph Legrand (de suppression) (p. 1139) ; rejeté au scrutin public ; *article L. 127-1 du code du travail* (définition des groupements d'employeurs) : amendement n° 140 de M. Jean-Paul Fuchs, soutenu par M. Gilbert Gantier (extension du dispositif du groupement d'employeurs aux trois départements d'Alsace-Moselle) ; sous-amendement n° 163 du Gouvernement (tendant après les mots « associations régies » à rédiger ainsi la fin de l'amendement n° 140 « par l'article 22 du code civil local ») ; sous-amendement n° 163 : adopté ; amendement n° 140, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 30 de la commission (information de l'inspection du travail de la constitution d'un groupement d'employeurs) ; nécessaire définition des moyens d'évaluer les effets de l'utilisation des groupements d'employeurs sur le marché de l'emploi ; adopté ; amendement n° 73 de M. Michel Coffineau (impossibilité pour les employeurs occupant plus de dix salariés de recourir à la formule du groupement d'employeurs) : adopté ; *article L. 127-2 du code du travail* (contrats de travail) : amendement n° 31 de la commission (interruption d'activité due à l'un des membres du groupement) (p. 1140) ; principes de la responsabilité solidaire des membres du groupement à l'égard des créances des

salariés ; cas de chômage partiel ; cas où le salarié accepte explicitement une modification d'une des conditions essentielles de son contrat de travail : adopté.

- article 24, ainsi modifié ; adopté.

Article 25 *(infraction aux règles de fonctionnement des groupements d'employeurs) :* amendement n° 118 de M. Joseph Legrand, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ; amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté.

- article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 *(aménagements techniques à la loi relative au développement et à la protection de la montagne) :* adopté.

Chapitre II. - *Dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité.*

Article 27 *(étiquetage et emballage des substances ou préparations dangereuses)* (p. 1141-1142) : adopté.

Article 28 *(application de la directive du conseil des Communautés européennes du 18 septembre 1979 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances dangereuses ; date d'entrée en vigueur et procédures particulières de déclaration) :* amendement n° 119 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant dans le deuxième alinéa de l'article 28 à substituer aux mots : « un organisme agréé par le ministre chargé du travail », les mots : « des organismes, au nombre desquels figurera l'Institut national de recherche et de sécurité, et qui seront agréés par le ministre chargé du travail ») : rejeté ; amendement n° 33 de la commission (procédures de déclaration devant prendre en compte les risques encourus par les travailleurs) : adopté ;

- article 28, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 28 : amendement n° 106 de M. Etienne Pinte (possibilité pour les employeurs de moins de dix salariés de se garantir par une assurance personnelle contre les conséquences des accidents du travail survenus dans leurs entreprises à la suite d'une faute inexcusable) ; majoration de rentes en cas de faute inexcusable ; condamnation du chef d'entreprise sur le plan pénal (p. 1142) ; responsabilité des individus dans le domaine des accidents du travail ; politique jurisprudentielle des tribunaux de la sécurité sociale ; sommes dues par l'employeur pouvant être payées sous la forme d'une cotisation supplémentaire ; définition de la faute inexcusable ; rejeté.

Chapitre III. - *Dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle.*

Article 29 *(exclusion des apprentis pour le calcul de l'effectif de l'entreprise) :* exclusion des droits du travail prononcée à l'égard des jeunes salariés ; moyens pour les employeurs d'éviter d'atteindre les seuils d'effectifs ; amendement n° 141 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. André Soury (prise en compte des apprentis pour le calcul de l'effectif de l'entreprise) ; régime dérogatoire de comptabilisation des effectifs prévu pour les apprentis et les autres catégories d'employés suivant une formation n'ayant pas pour principal objet d'élever les seuils fiscaux et sociaux (p. 1143) ; rejeté.

- article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 *(exclusion des titulaires d'un contrat de travail comportant une formation pour le calcul de l'effectif de l'entreprise) :* amendement n° 142 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. André Soury (prise en compte des titulaires d'un contrat de travail comportant une formation pour le calcul de l'effectif de l'entreprise) : rejeté.

- article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 *(exclusion des apprentis et titulaires d'un contrat de travail prévoyant une formation pour l'application des dispositions relatives au versement destiné aux transports en commun et à la participation des employeurs à l'effort de construction) :* amendement n° 120 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. André Soury (prise en compte des apprentis et des titulaires d'un contrat de travail prévoyant une formation pour l'application des dispositions relatives aux versements destinés aux transports en commun et à la participation des employeurs à l'effort de construction) : rejeté.

- article 31, ainsi modifié : adopté.

Article 32 *(suppression de la référence au salaire antérieur pour la rémunération des jeunes bénéficiaires de stages d'orientation approfondie et d'initiation à la vie professionnelle) :* amendement n° 34 de la commission (portée de la dérogation prévue par l'article 32) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 32 ; amendement n° 121 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 991 du code du travail) : devenu sans objet.

Article 33 *(conditions d'ancienneté pour l'accès des salariés au congé de formation)* (p. 1144-1145) : amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté.

- article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 *(plafond de départs simultanés en congé de formation dans les entreprises artisanales de moins de dix salariés) :* adopté.

Chapitre IV. - *Dispositions concernant le contrôle de l'application de la gestion et de la réglementation du travail.*

Article 35 *(droits et obligations des inspecteurs du travail dépendant du ministère de l'agriculture) :* adopté.

Article 36 *(pouvoirs des ingénieurs de prévention des directions régionales de travail et de l'emploi) :* adopté.

Article 37 *(pouvoirs des agents chargés du contrôle de la prévention agréés par le ministère de l'agriculture) :* adopté.

Article 38 *(obligation et délai de présentation à l'inspecteur du travail des registres et des documents de l'entreprise prévus par le code du travail) :* amendements n° 36 de la commission (durée de la tenue à disposition) ; législation et réglementation du travail n'ayant de sens que si l'inspection du travail dispose de moyens de vérifier leur application effective) : adopté ; amendement n° 122 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 611-9 du code du travail à substituer au mot : « inférieur » le mot : « supérieur ») ; délai maximal de mise en demeure pour présenter les livres de comptes ; rejeté.

- article 38, ainsi modifié : adopté (p. 1145).

Article 39 *(harmonisation rédactionnelle relative aux pouvoirs des inspecteurs du travail) :* adopté.

Article 40 *(formes de la mise en demeure en matière d'hygiène et de sécurité) :* adopté.

Article 41 *(mise en demeure par l'inspection du travail) :* adopté.

Article 42 *(registre unique du personnel) :* adopté.

Article 43 *(registre des délégués du personnel) :* amendement n° 37 de la commission (tendant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 424-5 du code du travail à insérer après les mots : « et les réponses », le mot : « motivées ») : adopté ; amendement n° 38 de la commission (tendant à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 424-5 du code du travail, à supprimer les mots : « soit encore conservées par ordre de date dans un recueil ») ; insertion de documents dans le registre répondant au souci de simplification ; adopté ; amendement n° 39 de la commission (tendant au début de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L.424-5 du code du travail à substituer aux mots : « ou ce recueil doit être tenu », les mots : « ainsi que les documents qui y sont annexés doivent être tenus ») : adopté ; amendement n° 123 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (possibilité offerte aux salariés de consulter le registre des délégués du personnel) :

rejeté ; amendement n° 40 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 424-5 du code du travail : « ils sont également tenus à la disposition ») (p. 1146) ; adopté.

- article 43, ainsi modifié : adopté.

Article 44 *(obligation d'affichage et de tenue des registres dans les entreprises) : article L. 620-3 du code du travail* (registre des observations et mises en demeure de l'inspection du travail) ; amendement n° 41 de M. Jean-Pierre Sueur (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 74 de M. Michel Coffineau (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 620-3 du code du travail à insérer après les mots : « registre sur lequel sont portées », les mots : « ou auquel sont annexées ») : adopté ; amendement n° 124 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 620-3 du code du travail à insérer après le mot : « relatif », le mot : « notamment ») : rejeté ; amendement n° 42 de la commission (tendant à supprimer dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 620-3 du code du travail) (p. 1147) ; amendement n° 125 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (même objet) ; registre ne devant pas pouvoir être remplacé par un dossier afin de limiter le risque de perte, de substitution ou de soustraction de certaines pièces ; amendement n° 42 : adopté ; amendement n° 125 : satisfait ; amendement n° 126 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 620-3 du code du travail à substituer aux mots : « cinq ans », les mots : « dix ans ») ; durée de conservation des documents ; nature des infractions en cause ; rejeté ; *article L. 620-4 du code du travail* (affichage d'adresses utiles) ; amendement n° 43 de la commission (tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 620-4 du code du travail par les mots : « , et le nom de l'inspecteur compétent ») : adopté.

- article 44, ainsi modifié : adopté.

Chapitre V. - *Dispositions relatives à la démocratisation du secteur public.*

Article 45 *(nouvelle désignation des représentants des salariés au conseil d'administration ou de surveillance en cas d'opération ou de restructuration entraînant une augmentation des effectifs) :* amendement n° 127 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) ; nécessité pour les entreprises nationales de régler leurs problèmes en leur sein (p. 1148) ; nécessité de prendre en compte les modifications intervenant dans la situation des entreprises nationalisées ; rejeté.

- article 45, ainsi modifié : adopté.

Article 46 *(mise en conformité de la composition des conseils d'administration ou de surveillance des entreprises ayant fait l'objet d'une opération de restructuration avant la promulgation de la loi) :* amendement n° 128 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté.

- article 46, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 47 : amendement n° 44 de la commission (protection contre le licenciement des candidats aux élections professionnelles) ; candidats au second tour des élections des délégués du personnel non mandatés par une organisation syndicale ; adopté.

Chapitre VI.- *Dispositions diverses.*

Article 47 *(aggravation des pénalités sanctionnant les infractions relatives au travail clandestin) :* amendement n° 45 de la commission (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 362-3 du code du travail par les mots : « ainsi que des marchandises produites ») ; marchandises produites faisant partie des objets sur lesquels aura porté le travail clandestin ; rejeté.

- article 47, ainsi modifié : adopté (p. 1149).

Article 48 *(attribution d'aides individuelles au reclassement en faveur de certaines catégories de travailleurs sans emploi reprenant un emploi à temps partiel) :* amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 129 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 48) ; fiscalisation d'une aide relevant normalement de l'indemnisation du chômage par l'Unedic ; rejeté.

- article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 *(saisie-arrêt de certaines allocations attribuées aux salariés privés d'emploi) :* amendement n° 130 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté.

- article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50 *(régime des heures de délégation instituées au profit des délégués syndicaux intérimaires) :* adopté.

Article 51 *(modalités de remplacement des concierges et employés d'immeubles à usage d'habitation) :* adopté.

Article 52 *(cotisations sociales sur certains revenus de remplacement) :* amendement n° 131 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) (p. 1150) ; instauration d'une cotisation au titre de l'assurance maladie pour les assurés percevant soit l'allocation de chômage partiel, soit l'allocation complémentaire, pour leur permettre d'atteindre le taux de 50 p. 100 en matière d'assurance vieillesse ; rejeté.

- article 52, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 52 : amendement n° 47 de la commission (extension au père adoptif bénéficiant du congé d'adoption de la protection contre le licenciement pendant la période de suspension du contrat de travail) : adopté ; amendement n° 48 de la commission (extension au père en congé à la suite du décès de la mère au cours de la période de suspension du contrat de travail résultant de la maternité de la protection contre le licenciement) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (interdiction des discriminations par la mention de l'exercice du droit de grève) ; sous-amendement n° 147 de M. Jean-Paul Fuchs (tendant dans cet amendement à insérer après les mots : « de l'exercice », le mot : « normal ») ; conséquence de l'exercice du droit de grève sur le contrat de travail ou en matière disciplinaire ; possibilité de mise en cause de la responsabilité civile des grévistes pour des dommages apparus à l'occasion d'un conflit collectif ; nullité de droit du licenciement prononcé pour fait de grève ; notion de fautes susceptibles de mettre en cause la responsabilité civile des grévistes ; plafonnement des sommes susceptibles d'être réclamées aux grévistes lorsque leur responsabilité civile a été mise en cause ; décision du 22 octobre 1982 du Conseil constitutionnel (p. 1151) ; faute du gréviste ; licenciement prononcé pour fait de grève ayant un caractère abusif ; durée de la procédure judiciaire ; sous-amendement n° 147 : adopté ; amendement n° 49 : rejeté ; amendement n° 75 de M. Jean-Pierre Sueur (regroupement des petites entreprises pour l'institution de délégués du personnel) : adopté ; amendement n° 76 de M. Jean-Pierre Sueur (tendant dans le deuxième alinéa de l'article L. 132-30 du code du travail à remplacer les mots : « ainsi que, le cas échéant, à l'examen », par les mots : « ainsi qu'à l'examen ») : adopté ; amendement n° 77 de M. Jean-Pierre Sueur (mode de désignation des représentants du personnel dans les regroupements d'entreprise) (p. 1152) ; adopté ; amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Sueur (protection contre le licenciement des représentants du personnel créés par voie d'accord dans les petites entreprises) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (possibilité de dérogation à l'interdiction de prendre à la suite les cinq semaines de congé en faveur des salariés justifiant de contraintes géographiques particulières) ; interdiction de prendre les cinq semaines de congés payés en une seule fois ; situation particulière des travailleurs des départements et territoires d'outre-mer ; adopté ; amendement n° 51 de la commission (applicabilité du titre Ier du livre IV du code du travail relatif aux syndicats professionnels aux établissements publics à caractère industriel et commercial, et aux établissements publics déterminés par décret assurant tout à la fois une mission de service public à caractère administratif et à caractère industriel et commercial) : adopté ; amendement n° 156 de M. Michel Coffineau (tendant au début de

la première phrase du quatrième alinéa de l'article L. 412-11 du code du travail à insérer après les mots : « dans les entreprises », le mot : « , établissements ») ; possibilité pour chaque organisation syndicale de désigner un délégué du personnel comme délégué syndical dans les entreprises et organismes employant moins de cinquante salariés ; jurisprudence de la Cour de cassation ; retiré ; amendement n° 52 de la commission (limitation du cumul des fonctions de délégué syndical et de réprésentant syndical au comité d'entreprise aux seules entreprises de moins de trois cents salariés) (p. 1153) ; adopté ; amendement n° 145 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant dans le troisième alinéa de l'article L. 422-4 du code du travail à remplacer les mots : « de l'expert-comptable du comité d'entreprise mentionné à l'article L. 434-6 », par les mots : « d'un expert-comptable dans les mêmes conditions qu'un comité d'entreprise ») ; sous-amendement n° 164 du Gouvernement (tendant après les mots : « d'un expert-comptable » à rédiger ainsi la fin de cet amendement : « dans les conditions prévues à l'article L. 434-6 ») : adopté ; amendement n° 145, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 146 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant dans le dernier alinéa de l'article L. 432-6 du code du travail à remplacer le mot : « sociétés », par le mot : « entreprises ») ; représentation du comité d'entreprise auprès du conseil d'administration ou de surveillance dans les entreprises n'ayant pas la forme de société ; adopté ; amendement n° 79 de M. Michel Coffineau (cas de rattachement des salariés à un unique conseil de prud'homme) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (tendant à l'article L. 514-2 du code du travail à remplacer la référence à l'article L. 412-15 par la référence à l'article L. 412-18) : adopté (p. 1154) ; amendement n° 54 de la commission (nullité du licenciement pour fait de grève) : rejeté ; amendement n° 71 du Gouvernement (possibilité pour les caisses d'allocations familiales et les caisses de mutualité agricole de récupérer les prêts non remboursés sur les prestations familiales dues à l'emprunteur) : adopté ; amendements identiques n° 55 de la commission et n° 67 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Gilbert Gantier (extension des possibilités d'exercice des droits reconnus à la partie civile au bénéfice des associations ayant pour objet de défendre l'enfance martyrisée) : adoptés ; amendements identiques n° 56 de la commission et n° 68 de M. Jacques Barrot, soutenu par M. Gilbert Gantier (exercice par les associations ayant pour objet de défendre l'enfance martyrisée des droits reconnus à la partie civile n'étant pas subordonné au déclenchement de l'action publique) : rejetés ; amendement n° 70 du Gouvernement (membres du Conseil supérieur des universités) (p. 1155, 1156) ; déroulement normal des carrières des enseignants-chercheurs) ; validation d'annulations prononcées par le Conseil d'Etat ; adopté ; amendement n° 72 du Gouvernement (extension du champ d'application de la loi du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France) ; sous-amendement n° 162 de M. Philippe Bassinet (tendant à compléter le dernier alinéa de cet amendement par les mots : « après avis du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie prévu à l'article 10 ») : adopté ; amendement n° 72, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 133 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant au deuxième alinéa de l'article 139 de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises à insérer après les mots : « code du travail », les mots : « quel que soit leur effectif ») : rejeté ; amendement n° 134 de M. André Soury (interdiction du cumul d'une pension de retraite supérieure au minimum servi par le régime agricole avec l'exploitation d'une surface supérieure à un seuil fixé par arrêté préfectoral) (p. 1156) ; service de la pension vieillesse agricole étant subordonné à la rupture définitive de toute activité professionnelle ; retraités extérieurs à l'agriculture pouvant cumuler leur pension et une activité agricole moyennant une contribution de solidarité ; interprétation de la mutualité sociale agricole ; injustice de la référence à la notion de parcelle de subsistance ; désertification de certaines zones ; installation des jeunes ; modernisation des structures des exploitations agricoles ; rejeté ; amendement n° 157 de M. André Soury (tarif de l'impôt sur les grandes fortunes) ; absence de bénéfice du droit à la retraite à partir de soixante ans pour les agriculteurs non salariés ; pénibilité du travail agricole ; coût de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ; transfert des indemnités annuelles de départ ; solidarité nationale (p. 1157) ; relèvement des cotisations par un déplafonnement ; relèvement de l'impôt sur les grandes fortunes ; rejeté ; amendement n° 160 de M. Jean-Pierre Michel, soutenu par M. Michel Coffineau (conditions dans lesquelles les avocats recoivent des fonds, effets ou valeurs pour le compte de leurs clients) : adopté ; amendement n° 161 de M. Jean-Pierre Michel, soutenu par M. Michel Coffineau (financement pour les professions judiciaires et juridiques de la formation dispensée pendant le stage de pratique professionnelle) : adopté (p. 1158).

Explications de vote (p. 1158).

Emploi : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1158).

Exclusion des jeunes apprentis du calcul des effectifs salariés des entreprises : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1158).

Forfaits hospitaliers : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1158).

Sanctions contre le sexisme : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1158).

Statut des assesseurs salariés des tribunaux de la sécurité sociale et des administrateurs salariés du fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1158).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1159).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [26 juin 1984] (p. 2024).

Adoption : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2024).

Apprentissage : *Delebarre (Michel)* (p. 2028).

Assurance de l'employeur contre les accidents du travail : *Pinte (Etienne)* (p. 2026).

Contrats de travail à durée déterminée : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2025) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2027) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2028).

Couverture sociale des chômeurs (notamment assurance invalidité) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2025) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2027).

Discriminations fondées sur les mœurs (lutte contre les –) *Pinte (Etienne)* (p. 2026).

Droit à pension des personnes intégrées dans la magistrature : *Pinte (Etienne)* (p. 2027).

Enseignement primaire et secondaire à Wallis-et-Futuna : *Pinte (Etienne)* (p. 2027) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2028).

Groupements d'employeurs : *Gengenwin (Germain)* (p. 2024) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2025).

Licenciement pour fait de grève : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2024) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 2024) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2027, 2028).

Ordres professionnels : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2024) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2026).

Protection de l'enfance maltraitée : *Pinte (Etienne)* (p. 2026).

Statut des établissements sociaux et médico-sociaux : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2024) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2026).

Travail temporaire : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2025) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2027) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2027) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2028).

Discussion des articles [26 juin 1985] (p. 2029) ; [27 juin 1985] (p. 2050).

Article 1er : amendement n° 6 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe I-A de cet article, après les mots « de son sexe », à insérer les mots

« de ses mœurs » ; amendement n° 105 de M. Etienne Pinte (même objet) ; mesures prises en faveur des homosexuels depuis 1981 ; reconnaissance de la pédophilie ; définition du mot « mœurs » (p. 2029) ; notion de « comportement personnel » ; protection de la notion de mœurs aux termes des dispositions du code pénal ; amalgame entre homosexualité et pédophilie ; amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 105 : devenu sans objet ; amendement n° 7 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa [1°] du paragraphe I de cet article, après les mots « de son sexe », à insérer les mots « de ses mœurs, ») : adopté ; amendement n° 8 de la commission (tendant, dans le troisième alinéa [2°] du paragraphe I de cet article, après les mots « du sexe, », à insérer les mots « des mœurs, ») : adopté ; amendement n° 9 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa [1°] du paragraphe I *bis* de cet article, après les mots « de son sexe, », à insérer les mots « de ses mœurs, ») : adopté ; amendement n° 10 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa [1°] du paragraphe I *bis* de cet article, après les mots « le sexe, », à insérer les mots « les mœurs, ») : adopté (p. 2030) ; amendement n° 11 de la commission (tendant, dans le troisième alinéa [2°] du paragraphe I *bis* de cet article, après les mots « du sexe, », à insérer les mots « des mœurs, ») : adopté ; amendement n° 12 de la commission (tendant, dans le quatrième alinéa [3°] du paragraphe I *bis* de cet article, après les mots « de son sexe, », à insérer les mots « de ses mœurs, ») : adopté ; amendement n° 13 de la commission (tendant, dans le quatrième alinéa [3°] du paragraphe I *bis* de cet article, après les mots « le sexe, », à insérer les mots « les mœurs, ») : adopté ; amendement n° 15 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article, à supprimer les mots « et sauf motif légitime, ») : adopté ; amendement n° 16 de la commission (tendant, dans le troisième alinéa [1°] du paragraphe II de cet article, après des mots « de son sexe, » à insérer les mots « de ses mœurs, ») : adopté ; amendement n° 17 de la commission (tendant, dans le dernier alinéa [2°] du paragraphe II de cet article, après les mots « du sexe, », à insérer les mots « des mœurs, ») : adopté ; amendement n° 136 du Gouvernement (pouvoirs des associations luttant contre les discriminations fondées sur le sexe) ; amendement n° 18 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, après les mots « sur le sexe, », à insérer les mots « ou sur les mœurs ») ; amendement n° 19 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à supprimer les mots « , à l'exception du licenciement et de toute mesure prise après l'embauche prévus au 3°, ») ; limitation au licenciement des motifs pour lesquels les associations peuvent se porter partie civile ; alignement des mesures relatives aux associations luttant contre le racisme sur les mesures relatives aux associations luttant contre les discriminations à caractère sexiste ; amendement n° 136 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 18 et n° 19 deviennent sans objet ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 95 du Gouvernement (adoption d'un enfant étranger) (p. 2031) ; garanties en matière d'adoption internationale ; nécessité d'un agrément ; rejeté ; amendement n° 20 de la commission (délai d'instruction de la demande d'agrément) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 21 de la commission (charge de la cotisation à l'assurance personnelle à la suite d'un divorce pour rupture de la vie commune) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 22 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux références « L. 561-9 à L. 561-11 » les références « L. 557 à L. 559 ») : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *bis* : adopté (p. 2032).

Après l'article 4 *bis* : amendement n° 96 du Gouvernement (prêts aux jeunes ménages consentis aux fonctionnaires et agents de l'Etat) : adopté.

Article 4 *ter* : adopté.

Article 5, supprimé par le Sénat : amendement n° 23 de la commission (sectorisation psychiatrique) ; sous-amendement n° 146 de M. Jean-Pierre Sueur, à titre personnel (tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe I de cet amendement, après les mots « assurant le service public hospitalier », à insérer les mots « , les services dépendant de l'Etat ») ; sous-amendement n° 104 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe I de cet amendement, après les mots « assurant le service public hospitalier », à insérer les mots « , les dispensaires d'hygiène mentale des directions départementales de l'action sanitaire et sociale ») ; situation des dispensaires dépendant des directions départementales de l'action sanitaire et sociale de l'Etat ; sous-amendement n° 146 : adopté (p. 2033) ; sous-amendement n° 104 : rejeté ; amendement n° 23, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 6 : amendement n° 24 de la commission (conditions d'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute) ; conditions de nationalité : adopté ;

- article 6, ainsi modifié ; adopté.

Article 6 *bis* : amendement n° 25 de la commission (conditions d'exercice de la profession de pédicure-podologue) ; conditions de nationalité ; adopté.

- article 6 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *ter*, supprimé par le Sénat : amendement n° 26 de la commission (abrogation de l'article L. 504 du code de la santé publique) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 7 (p. 2034) : amendement n° 27 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 8 : amendement n° 91 de M. Etienne Pinte (de suppression) ; gratuité des soins hospitaliers pour les praticiens hospitaliers à temps plein ; discrimination entre les médecins des hôpitaux publics et ceux des hôpitaux privés ; discriminations entre les médecins et les autres catégories d'agents hospitaliers ; revendications des organisations syndicales représentatives de médecins ; rejeté ; amendement n° 28 de la commission (tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots « , à l'exception du forfait journalier hospitalier ») ; obligation pour les médecins hospitalisés d'acquitter le forfait hospitalier (p. 2035) ; adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 : opposition du groupe communiste au forfait hospitalier ; problème de fond posé par « l'organisation antidémocratique » des ordres professionnels ; poursuites judiciaires pour non-paiement des cotisations ; amendement n° 29 de la commission (amnistie du défaut de paiement des cotisations prévues à l'article 8 de la loi de 1947 relative à l'institution d'un ordre national des vétérinaires, à l'article 410 du code de la santé publique et à l'article 3 de l'arrêté de 1946 relatif à la cotisation des pharmaciens) ; financement des ordres ; procédures dont diposent les ordres pour contraindre les membres de leur profession au paiement des cotisations ; procédure disciplinaire ; procédure civile ; interdiction pour les ordres de prononcer des sanctions disciplinaires pour non-paiement des cotisations ; absence de suppression du caractère obligatoire du paiement des cotisations ; adopté (p. 2036) ; amendement n° 141 de M. Michel Coffineau (amnistie du défaut de paiement des cotisations prévues par l'article 31 de l'ordonnance de 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 8 de la loi du 23 août 1947 relative à l'institution d'un ordre national des vétérinaires) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa de l'article L. 410 du

code de la santé publique, à supprimer les mots « sous peine de sanction disciplinaire prononcée par le conseil régional ») : adopté ; amendement n° 32 de la commission (inapplicabilité des sanctions prévues à l'article L. 527 du code de la santé publique aux infractions aux arrêtés prévus à l'article L. 548 du code de la santé publique) : adopté ; amendement n° 142 de M. Jean-Pierre Sueur, à titre personnel (impossibilité d'une sanction disciplinaire pour défaut de paiement des cotisations à l'ordre des experts-comptables et comptables agréés) : adopté.

Article 10 *bis* : amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 10 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *ter* : adopté.

Article 10 *quater* : amendement n° 137 du Gouvernement (reclassement des adjoints des hôpitaux) ; classement des chefs de clinique prenant en compte la totalité du temps de clinicat ; adopté.

- en conséquence, cet amendement devient l'article 10 *quater* (p. 2037).

Après l'article 10 *quater* : amendement n° 97 du Gouvernement (prorogation du mandat des membres des commissions médicales consultatives des établissements d'hospitalisation publics) ; composition de la commission médicale consultative lorsqu'elle siège en vue d'examiner les questions individuelles relatives au recrutement et à la carrière des praticiens hospitaliers ; adopté ; amendement n° 133 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur des conventions médicales) ; reconduction tacite de la convention tous les quatre ans ; aménagements plus réguliers pouvant intervenir à l'occasion de chaque bilan conventionnel ; adopté (p. 2038).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier (p. 2050, 2051).

Article 11 : utilisation de l'article 40 de la Constitution ; possibilité de donner aux établissements de soins les moyens de faire face aux dépenses supplémentaires pouvant être imposées par des situations exceptionnelles et imprévisibles ; relations entre l'Etat et les établissements privés à but non lucratif (p. 2051) ; caractère majoritairement obligatoire des dépenses des établissements de soins ; renforcement de la tutelle sur les institutions sociales ou médico-sociales ; extension des possibilités d'imputation des dépenses extraordinaires à des cas de force majeure ; amendement n° 98 du Gouvernement (tendant à rédiger ainsi le sixième alinéa [4°] du paragraphe I de cet article : « 4° le tableau des effectifs de personnel ; ») : adopté ; amendement n° 34 de la commission (tendant, dans le dixième alinéa du paragraphe I de cet article, à substituer au mot « justifiées » le mot « imposées ») ; nécessaire souplesse de la gestion des établissements sociaux et médico-sociaux ; absence de clarté de la notion d'« événement imprévisible » ; principe de la dotation globale ; adopté ; amendement n° 134 du Gouvernement (tendant, dans le dixième alinéa du paragraphe I de cet article, après les mots « ou réglementaires » à insérer les mots « de nature à bouleverser l'équilibre prévisionnel du budget » (p. 2052) ; restriction des possibilités de tenir compte d'événements extérieurs ; rejeté ; amendement n° 99 du Gouvernement (tendant, à la fin de l'avant-dernier alinéa du paragraphe I de cet article, à substituer aux mots « au représentant de l'Etat » les mots « à l'autorité compétente ») ; secteur de l'éducation surveillée ; adopté ; amendement n° 35 de la commission (tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à supprimer les mots « en cours d'année » ; adopté.

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 16 : amendement n° 36 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 : amendement n° 153 du Gouvernement (tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 191-3 du code de la sécurité sociale, après les mots « est prononcée dans les mêmes formes » à insérer les mots « en cas de faute grave entachant l'honneur ou la probité ou ») (p. 2053) ; garanties entourant la fonction d'assesseur ; rejeté ;

- article 17 : adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 143 de M. Jean Beaufort, soutenu par M. Michel Coffineau (tendant au deuxième alinéa de l'article 1012 du code rural, après la première phrase, à insérer la phrase suivante : « ils fixent leur ordre du jour ») ; fonctionnement des comités de protection sociale de la mutualité sociale agricole ; réforme de la mutualité sociale agricole par la loi du 2 janvier 1984 ; rôle du comité de la protection sociale des salariés ; retiré.

Article 23, supprimé par le Sénat : amendement n° 37 de la commission (indemnisation des salariés administrateurs des organismes représentatifs des populations immigrées) : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 23 *ter* : amendement n° 38 de la commission (limite d'âge applicable aux présidents des conseils d'administration de la caisse nationale des allocations familiales, de la caisse nationale d'assurance maladie et de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés) (p. 2054) ; caractère transitoire de la mesure proposée ; adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 23 *ter*.

Article 23 *quater* : adopté.

Article 23 *quinquies* : adopté.

Article 23 *sexies* : amendement n° 39 de la commission (cas du défaut d'opposition du débiteur devant le tribunal des affaires de sécurité sociale) : adopté ; amendement n° 155 de la commission (de coordination) : adopté.

- article 23 *sexies*, ainsi modifié : adopté.

Article 23 *septies* : amendement n° 41 de la commission (de suppression) ; extension aux greffiers des tribunaux de commerce intégrés dans la magistrature du bénéfice de la prise en compte, pour la pension prévue par le code des pensions civiles et militaires de retraite, de leur activité professionnelle antérieure à leur entrée dans la fonction publique (p. 2055) ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 23 *septies* : amendement n° 42 de la commission (mesures relatives à la profession de psychologue) ; sous-amendement n° 138 du Gouvernement (formation nécessaire à l'exercice de la profession de psychologue) ; statut des conseillers d'orientation ; définition des diplômes et de la formation exigée ; possibilité pour les personnes de nationalité étrangère d'exercer en France la profession de psychologue ; mesures transitoires ; nécessité d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (p. 2056) ; sous-amendement n° 138 : rejeté ; amendement n° 42 : adopté ; amendement n° 100 du Gouvernement (autorisation de la création ou de l'agrandissement d'un cimetière) ; création de cimetières en milieu urbain ; adopté ; amendement n° 135 du Gouvernement : réservé.

Article 24 : amendement n° 43 de la commission (définition des groupements d'employeurs) (p. 2057) ; adopté ; amendements identiques n° 139 du Gouvernement et n° 140 de M. Jean-Pierre Sueur, à titre personnel (tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 127-1 du code du travail, à substituer aux mots « régies par l'article 22 du code civil local » les mots « régies par le code civil local » : adoptés ; amendement n° 44 de la commission (information de l'inspection du travail de la constitution d'un groupement d'employeurs) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (tendant, dans la deuxième phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 127-1 du code du travail, après les mots « juridiquement distinctes » à insérer les mots « enregistrées soit au registre du

commerce, soit au registre des métiers, soit au registre de l'agriculture,... ») : adopté ; amendement n° 46 de la commission (impossibilité pour les employeurs occupant plus de dix salariés d'adhérer à un groupement d'employeurs) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (possibilité pour des personnes physiques ou morales n'entrant pas dans le champ d'application de la même convention collective de constituer un groupement d'employeurs) : adopté ; situation des experts comptables ;

- article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 : amendement n° 48 de la commission (tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 152-5 du code du travail, à substituer à la référence « et L. 127-2 » les références « , L. 127-2 et L. 127-7 ») (p. 2058) ; adopté ;

- article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 25 *bis* : adopté.

Article 26 : amendement n° 49 de la commission (tendant, dans le paragraphe I de cet article, à substituer aux mots « l'article 61 » les mots « les articles 61 et 62 ») : adopté ; amendement n° 50 de la commission (suppression, au début du second alinéa de l'article L. 122-3-16 du code du travail, des mots « dans les branches d'activité à caractère saisonnier déterminées par décret ») : adopté ; amendement n° 51 de la commission (convention ou accord collectif conclu dans les branches d'activité à caractère saisonnier mentionnées au second alinéa de l'article L. 221-21 du code du travail) : adopté ;

- article 26, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 144 de M. Robert de Caumont, soutenu par Mme Martine Frachon (renouvellement de l'emploi des salariés saisonniers dans les zones de montagne) ; sanction de la non-réembauche ; adopté.

Article 27 A : garantie des employeurs contre les fautes inexcusables (p. 2059) ; situation des artisans ; discriminations entre les grandes et petites entreprises ; amendement n° 52 de la commission (de suppression) ; maintien de la notion de responsabilité personnelle dans le domaine des accidents du travail ; caractère dissuasif de l'impossibilité de garantie ; sanction pénale ; adopté ; amendements n°s 93 et 94 de M. Etienne Pinte : devenus sans objet ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 27 : amendement n° 53 de la commission (étiquetage et emballage des substances ou préparations dangereuses) : adopté ;

- article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 (p. 2060) : amendement n° 54 de la commission (obligation d'information des fabricants ou importateurs d'une préparation ou d'une substance chimique n'ayant pas fait l'objet d'une mise sur le marché d'un Etat membre des Communautés européennes avant le 18 septembre 1981) : adopté ; amendement n° 55 de la commission (tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 56 de la commission (champ d'application de cet article) : adopté ;

- article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 31 : supprimé par le Sénat.

Article 31 *bis* : adopté.

Après l'article 31 *bis* : amendement n° 101 de M. Gilbert Gantier (inapplicabilité des dispositions du premier alinéa de l'article L. 122-3-12 du code du travail au contrat d'adaptation à l'emploi ou à un type d'emploi) : retiré.

Article 34 : amendement n° 57 de la commission (plafond de départ simultané en congé de formation dans les entreprises artisanales de moins de dix salariés) : adopté ;

- article 34, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 34 : amendement n° 1 du Gouvernement (conditions d'horaire dans les centres de formation d'apprentis) : adopté (p. 2061) ; amendement n° 2 du Gouvernement (procédure d'agrément des maîtres d'apprentissage) : adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (possibilité pour un employeur de conclure un contrat à durée déterminée à l'issue du contrat d'apprentissage) : réservé.

Article 36 : amendement n° 58 de la commission (protection des secrets de fabrication) : adopté ; amendement n° 59 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe II de cet article) : adopté ;

- article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 40 : amendement n° 60 de la commission (tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer à la référence « L. 611-16 » la référence « L. 611-14 ») : adopté ;

- article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 41 : amendement n° 61 de la commission (mise en demeure adressée à l'employeur) (p. 2062) ; adopté ;

- article 41, ainsi modifié : adopté.

Article 42 : supprimé par le Sénat.

Article 43 : adopté.

Article 44 : amendement n° 62 de la commission (communication des documents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail) : adopté ;

- article 44, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 45 : amendement n° 63 de la commission (tendant, avant cet article, à rétablir l'intitulé dans le texte suivant « Chapitre V : dispositions relatives à la démocratisation du secteur public ») : adopté ;

- en conséquence, l'intitulé du chapitre V est ainsi rétabli.

Article 45, supprimé par le Sénat : amendement n° 64 de la commission (nouvelle désignation des représentants des salariés au conseil d'administration ou de surveillance en cas d'opération ou de restructuration entraînant une augmentation des effectifs) (p. 2063) ; adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 46, supprimé par le Sénat : amendement n° 65 de la commission (mise en conformité de la composition des conseils d'administration ou de surveillance des entreprises ayant fait l'objet d'une opération de restructuration avant la promulgation de la loi) : adopté.

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 47 B : remise en cause de l'ordonnance de 1982 sur le travail temporaire ; allongement de la durée des contrats précaires ; multiplication des possibilités de recourir au travail temporaire ; renouvellement des contrats temporaires ou à durée déterminée ; notion de « charge exceptionnelle » ; possibilité donnée aux directeurs départementaux du travail et de l'emploi d'autoriser toute dérogation en matière de travail précaire ; suppression de l'obligation de transformer un contrat d'apprentissage en contrat à durée indéterminée ; contrôle du travail précaire ; articles additionnels reprenant pour l'essentiel les positions des partenaires sociaux (p. 2064) ; capacité de l'administration du travail de remplir son rôle pour l'application de ces dispositions ; amendement n° 108 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 B : adopté.

Article 47 C : amendement n° 109 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 C : adopté.

Article 47 D : amendement n° 110 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 D : adopté.

Article 47 E : amendement n° 111 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ; amendement n° 66 de la commission (saisine des institutions de repré-

sentation des salariés de l'entreprise utilisatrice en cas de recours à un contrat de travail temporaire) (p. 2065) ; adopté ; amendement n° 67 de la commission (tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 124-2-1 du code du travail, à insérer, après les mots « il a reçu la demande », le mot « motivée » : adopté ;

- article 47 E, ainsi modifié : adopté.

Article 47 F : amendement n° 112 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ; amendement n° 145 de M. Michel Coffineau (durée minimale des contrats à durée déterminée) : adopté après rectification ;

- article 47 F, ainsi modifié : adopté.

Article 47 G : amendement n° 113 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 G : adopté.

Article 47 H : amendement n° 114 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ; amendement n° 68 de la commission (conditions du renouvellement d'un contrat de travail temporaire) : adopté ;

- article 47 H, ainsi modifié : adopté.

Article 47 I (p. 2066) : amendement n° 115 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 I : adopté.

Article 47 J : amendement n° 116 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ; amendement n° 69 de la commission (tendant, dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 124-2-6 du code du travail, à subsituter aux mots « deux semaines » les mots « douze jours ouvrables » : adopté ; amendement n° 70 de la commission (cas de report exceptionnel du terme de la mission) : adopté ;

- article 47 J, ainsi modifié : adopté.

Article 47 K : amendement n° 117 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ; amendement n° 71 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 47 K, ainsi modifié : adopté.

Article 47 L : amendement n° 118 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 L : adopté.

Article 47 M : amendement n° 119 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 M : adopté.

Article 47 N : amendement n° 120 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 N : adopté (p. 2067).

Article 47 O : amendement n° 121 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ; amendement n° 72 de la commission (interdiction de la succession d'une mission d'intérim et d'un contrat à durée déterminée) : adopté ;

- article 47 O, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 47 O : amendement n° 73 de la commission (sanction des infractions relatives à la réglementation du travail temporaire) ; amendement n° 147 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 73 : rejeté ; amendement n° 147 : adopté.

Article 47 P : amendement n° 122 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 P : adopté.

Article 47 Q (p. 2068) : amendement n° 123 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalys (de suppression) : rejeté ;

- article 47 Q : adopté.

Article 47 R : amendement n° 124 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 R : adopté.

Article 47 S : amendement n° 125 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 S : adopté.

Article 47 T : amendement n° 126 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ; amendement n° 74 de la commission (saisine des institutions de représentation des salariés de l'entreprise dans le cas de recours à un contrat à durée déterminée) : adopté ; amendement n° 75 de la commission (tendant à la fin de la troisième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-1-1 du code du travail, à insérer après les mots « il a reçu la demande » le mot « motivée » : adopté ;

- article 47 T, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 47 T : amendement n° 148 de M Michel Coffineau (extension de l'indemnité de fin de contrat aux nouveaux cas de recours au travail temporaire) : adopté.

Article 47 U : amendement n° 127 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté (p. 2069) ; amendement n° 76 de la commission (conditions de renouvellement du contrat de travail à durée déterminée) : adopté ;

- article 47 U, ainsi modifié : adopté.

Article 47 V : amendement n° 128 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;amendement n° 77 de la commission (tendant dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 122-3-8 du code du travail, à substituer aux mots « deux semaines » les mots « douze jours ouvrables » : adopté ; amendement n° 78 de la commission (cas de report exceptionnel du terme du contrat) : adopté ;

- article 47 V, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 47 V : amendement n° 103 de M. Gilbert Gantier (non-application des dispositions de l'article L. 122-3-11, premier alinéa, du code du travail au contrat de qualification) ; contrat d'adaptation ; contrat de qualification ; adopté ; amendement n° 102 de M. Gilbert Gantier (non-application des dispositions de l'article L. 122-3-11, premier alinéa, du code du travail au contrat d'adaptation à un emploi ou à un type d'emploi) : rejeté.

Article 47 W (p. 2070) :amendement n° 129 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 W : adopté.

Article 47 X : amendement n° 130 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) : rejeté ;

- article 47 X : adopté.

Après l'article 34 : amendement n° 5 du Gouvernement précédemment réservé (cas où le contrat de travail passé par l'employeur à l'issue du contrat d'apprentissage peut être conclu à durée déterminée) ; apprentis ne trouvant pas de travail à l'issue de leur stage d'apprentissage ; possibilité d'offrir à l'ancien apprenti un contrat à durée déterminée s'appliquant également dans le cas où celui-ci doit satisfaire aux obligations du service national dans un délai de moins d'un an après l'expiration du contrat d'apprentissage ; retiré ; délai restant à courir avant l'accomplissement du service national.

Article 47 Y : amendements identiques n° 3 du Gouvernement et n° 131 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de suppression) ; amendement n° 3 : retiré ; introduction de la flexibilité du travail à la fin des contrats d'apprentissage ; amendement n° 131 : rejeté ; amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Sueur, à titre personnel (cas où le contrat de travail conclu à l'issue du contrat d'apprentissage peut être un contrat à durée déterminée) (p. 2071) ; adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 47 Y.

Après l'article 47 Y : amendement n° 79 de la commission (peine prévue pour le délit de marchandage) : adopté.

Article 52 *bis* : taux de cotisation sociale des préretraités ; suppression de l'exonération par la loi du 4 janvier 1982 ; loi du 19 janvier 1983 ; égalité devant la loi ; amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) ; gage irréaliste ; situation financiére des préretraités ; indemnités journalières de sécurité sociale ; cas d'exonération des préretraités de la cotisation d'assurance maladie ; nécessaire effort de rigueur ; coût de la disposition adoptée par le Sénat (p. 2072) ; situation comparée des préretraités et des chômeurs ; adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 54 : amendement n° 80 de la commission (tendant, à la fin du premier alinéa de l'article L. 122-45 du code du travail, à insérer après les mots « de ses activités syndicales » les mots « de l'exercice normal du droit de grève » ; sous-amendement n° 132 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant dans cet amendement à supprimer le mot « normal ») ; exercice régulier du droit de grève pouvant entraîner un licenciement irréversible ; faute lourde d'un salarié en grève ; réintégration des salariés licenciés abusivement pour fait de grève ; notion de normalité ; sous-amendement n° 132 : rejeté ; amendement n° 80 : adopté.

Article 55, supprimé par le Sénat : amendement n° 81 de la commission (tendant à compléter le premier alinéa de l'article L. 132-30 du code du travail par les mots « , ainsi que celles occupant moins de cinquante salariés » (p. 2073) ; adopté ;

– en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 57, supprimé par le Sénat : amendement n° 82 de la commission (modalités particulières de représentation dans les petites entreprises) : adopté ;

– en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 58, supprimé par le Sénat : amendement n° 83 de la commission (protection des représentants du personnel et des membres des commissions paritaires dans les petites entreprises) : adopté ;

– en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 60, supprimé par le Sénat : amendement n° 84 de la commission (exercice du droit syndical dans les établissements publics à caractère industriel et commercial et les établissements publics déterminés par décret) : adopté ;

– en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 61 : amendement n° 85 de la commission (fusion des fonctions de délégué syndical et de représentant syndical au comité d'entreprise dans les entreprises de moins de trois cents salariés) : adopté ;

– article 61, ainsi modifié : adopté.

Article 63, supprimé par le Sénat : amendement n° 86 de la commission (extension aux établissements publics soumis à la loi de décentralisation des dispositions de l'article L. 432-6 du code du travail) : adopté ;

– en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Après l'article 63 : amendement n° 87 de la commission (nullité de plein droit du licenciement pour fait de grève) : adopté (p. 2074).

Article 66 : supprimé par le Sénat.

Article 67 : supprimé par le Sénat.

Article 68, supprimé par le Sénat : décrets de 1979 fixant le statut des professeurs d'université ; création du Conseil supérieur provisoire des universités ; décret du 13 avril 1983 créant le Conseil supérieur des universités ; annulation par le Conseil d'Etat des principales dispositions des décrets de 1982 et 1983 ; principe de séparation des pouvoirs ; décision du Conseil constitutionnel du 22 juillet 1980 ; exécution de l'arrêt du Conseil d'Etat impliquant que soient organisées, sur de nouvelles bases réglementaires, des élections au Conseil supérieur des universités ; longueur de l'organisation des opérations électorales ; impossibilité d'interrompre pendant toute une année les recrutements en cours ; validation des actes individuels pris après consultation du Conseil supérieur des universités ; prorogation du mandat des membres du Conseil supérieur des universités jusqu'à la mise en place d'un nouveau conseil (p. 2075) ; décision du Conseil constitutionnel du 22 juillet 1980 ; amendement n° 88 de la commission (validation d'élections et de nominations au conseil supérieur des universités) ; sous-amendement n° 151 de M. Gilbert Gantier (tendant à supprimer le premier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 106 du Gouvernement (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet amendement à insérer après les mots « les personnes élues ou nommées » les mots « antérieurement à la date de publication de la présente loi » ; sous-amendement n° 152 de M. Gilbert Gantier (tendant à supprimer le troisième alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 107 du Gouvernement (tendant à compléter le dernier alinéa de cet amendement par les mots « et de celle de l'arrêté du 14 juin 1983 déterminant la définition et la composition des sections du Conseil supérieur des universités ») ; séparation des pouvoirs ; sous-amendement n° 151 : rejeté ; non application à de nouvelles élections des dispositions réglementaires annulées par le Conseil d'Etat ; sous-amendement n° 106 : adopté ; sous-amendement n° 152 : rejeté (p. 2076) ; sous-amendement n° 107 : adopté ; amendement n° 88, ainsi modifié : adopté ;

– en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 68 *bis* : amendement n° 89 de la commission (de suppression) ; dépenses d'enseignement dans le territoire de Wallis-et-Futuna ; adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Article 69 supprimé par le Sénat : amendement n° 90 de la commission (titularisation des chercheurs) ; sous-amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Sueur, à titre personnel (tendant, dans le troisième alinéa (1°) de cet amendement à substituer aux mots : « de l'éducation nationale », les mots : « des ministères de l'éducation nationale et de l'agriculture ») ; impact financier de la modification proposée ; situation des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'agriculture ; sous-amendement n° 150 : rejeté ; amendement n° 90 : adopté ;

– en conséquence, cet article est ainsi rétabli (p. 2077).

Article 72 : adopté.

Article 73 : adopté.

Article 74 : adopté.

Après l'article 23 *septies* : amendement n° 135 du Gouvernement, précédemment réservé : retiré (p. 2078).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2078).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1985] (p. 2272).

Ordres professionnels : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2272) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2273) ; *Malandain (Guy)* (p. 2273).

Sectorisation psychiatrique : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2272).

Titularisation du personnel de recherche : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2272) ; *Labarrère (André)* (p. 2273).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281).

Discussion des articles [29 juin 1985] (p. 2273).

Article 6 *septies* : amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) ; défaut de paiement des cotisations à l'ordre des experts-comptables : adopté.

Article 11 : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant, au paragraphe I de cet article, à rédiger comme suit le texte proposé pour le cinquième alinéa (4°) de l'ar-

ticle 26-1 de la loi n° 75-735 du 30 juin 1975 : « 4° La variation du tableau des effectifs de personnel »): adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 2281).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2281).

22. - Proposition de loi n° 2976 tendant à modifier l'article L. 468 du code de la sécurité sociale et relative à l'**assurance contre certains accidents du travail.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1985 par M. Pierre Micaux. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

23. - Projet de loi n° 3097 portant aménagements et simplifications relatifs à la **protection sociale** et portant ratification du code de la sécurité sociale.

Lettre rectificative, n° **3140** (28 novembre 1985).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement. - Urgence déclarée le 27 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Jean-Pierre Sueur (28 novembre 1985). - Rapport n° **3158** (5 décembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (27 novembre 1985). - Rapporteur pour avis : M. Gilbert Bonnemaison (28 novembre 1985). - Discussion les 10 et 11 décembre 1985. - Adoption le 11 décembre 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social ». - Projet de loi n° **948.**

Sénat (première lecture), n° **190** (1985-1986), dépôt le 12 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Louis Boyer. - Rapport n° **226** (1985-1986) (17 décembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Rapporteur pour avis : M. Jacques Chaumont. - Avis n° **205** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Félix Ciccolini. - Avis n° **240** (1985-1986) (18 décembre 1985). - Discussion les 20 et 21 décembre 1985. - Adoption le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **102** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 22 décembre 1985] (p. 15039) ;

Bureau [*J.O.* du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Assemblée nationale, rapporteur : M. Sueur (Jean-Pierre). - Rapport n° **3304** (21 décembre 1985).

Sénat, rapporteur : M. Boyer (Louis). - Rapport n° **273** (1985-1986) (21 décembre 1985). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3303,** dépôt le 21 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Sueur (Jean-Pierre). - Rapport n° **3308** (21 décembre 1985). - Discussion le 21 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 21 décembre 1985. - Projet de loi n° **1006.**

Sénat (deuxième lecture), n° **280** (1985-1986), dépôt le 21 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Boyer (Louis). - Rapport n° **281** (1985-1986) (22 décembre 1985). - Discussion le 22 décembre 1985. - Adoption avec modification le 22 décembre 1985. - Projet de loi n° **108** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3318,** dépôt le 22 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Sueur (Jean-Pierre). - Rapport n° **3322** (1985-1986) (22 décembre 1985). - Discussion le 22 décembre 1985. - Adoption définitive le 22 décembre 1985. - Projet de loi n° **1010.**

Saisine du conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution), décision le 16 janvier 1986 [*J.O.* du 18 janvier 1986] (p. 923). - Article déclaré non conforme : article 21, alinéa 3. - Loi n° **86-76** du 17 janvier 1986, publiée au *J.O.* du 18 janvier 1986 (p. 888).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [10 décembre 1985] (p. 5787).

Alcoolisme au volant (suspension du permis de conduire en cas de -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5789) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5790) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5791) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5793) ; *Loncle (François)* (p. 5795).

Attribution de la carte de priorité familiale : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5788) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5791).

Cotisations sociales pour les salariés à temps partiel : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5787) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5791).

D.D.O.S. (rétablissement du titre de -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5787).

Forclusions opposables à l'accueil de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5788) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5793, 5794) ; *Mauger (Pierre)* (p. 5794, 5795).

Immigration dans les D.O.M.-T.O.M. : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5788) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5791).

Membres des forces armées sanctionnés pour leur attitude pendant la guerre d'Algérie : *Ducoloné (Guy)* (p. 5794).

Ministres plénipotentiaires (intégration dans le corps des -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5789) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5791) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5792, 5793).

Motivation des actes administratifs : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5789).

Prestations d'invalidité pour les chômeurs en fin de droits : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5787) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5791, 5792).

Protection sociale des artistes-auteurs : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5788) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5791).

Publicité pour les boissons alcooliques : *Loncle (François)* (p. 5795).

Salariés désignés pour assurer la représentation d'associations familiales (droit de s'absenter pour les -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5788).

Trafic de stupéfiants (répression du -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5787) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5789, 5790) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5791) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5792).

Discussion des articles [11 décembre 1985] (p. 5856, 5866, 5894).

Rappel au règlement de M. Jean-Paul Fuchs : présence dans ce texte à vocation sociale de mesures de « copinage ».

Avant l'article 1er : amendement n° 16 de la commission (insérant un intitulé : « Titre Ier : Dispositions relatives à la protection sociale ») : adopté ; amendement n° 46 du Gouvernement (référence aux prestations des assurances maladie, maternité, invalidité) ; protection des chômeurs ; adopté (p. 5857).

Article 1er *(répression du trafic de stupéfiants) :* amendement n° 1 de la commission des lois (emprisonnement pour toute personne qui a cédé ou offert des stupéfiants à une personne, en vue de sa consommation personnelle) ; répression du petit trafic de drogue ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 2 de la commission des lois (précisant que lorsqu'une personne est traduite selon la procédure de la comparution immédiate une enquête socio-éducative doit être effectuée) ; travail d'intérêt général ; surencombrement des maisons d'arrêt ; développement des services d'enquêtes rapides (p. 5858) ; absence de lien entre l'emprisonnement et la diminution de

la consommation et du trafic de drogue ; adopté ; amendement n° 3 de la commission des lois (confiscation des installations matérielles et tous biens immobiliers ayant servi directement ou indirectement à la réalisation de l'infraction) ; cession de drogue contre de l'argent et des objets volés (p. 5859) ; adopté ; amendement n° 4 de la commission des lois (de coordination) : adopté.

Article 2 *(cotisations sociales dues au titre des salariés à temps partiel) :* adopté.

Article 3 *(régime de protection sociale des artistes-auteurs) :* problème relatif à la retraite des écrivains ; complexité de l'assiette des revenus artistiques ; adopté (p. 5860).

Après l'article 3 : amendement n° 31 de M. Joseph Legrand (précisant que les sociétés de secours minières assurent la gestion des risques d'accident du travail et de maladie professionnelle) ; protection du mineur en matière de sécurité sociale ; rejeté.

Article 4 *(autorisation d'absence des salariés représentant d'associations familiales) :* amendement n° 18 de la commission (de cohérence) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (abondement du budget du fonds permettant de financer l'U.N.A.F.) : adopté (p. 5861) ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(modalités de délivrance de la carte de priorité familiale) :* amendement n° 20 de la commission (complétant le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 22 du code de la famille par les mots « ou deux enfants de moins de quatre ans») : adopté ;

- Article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(affiliation aux assurances sociales de l'associé unique d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée) :* amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 22 de la commission (précisant que l'agrément est accordé par l'autorité compétente dans un délai qui ne peut excéder neuf mois à compter du jour de la demande) ; procédure de l'adoption internationale ; adopté ; amendement n° 38 de M. Louis Lareng (précisant que peuvent également exercer la profession d'opticien lunetier détaillant les personnes non munies de diplômes qui justifient avoir exercé pendant cinq ans au moins une activité professionnelle d'opticien lunetier détaillant) (p. 5862) ; adopté ; amendement n° 39 de M. Louis Lareng (réglementation de la profession de diététicien) ; sous-amendement n° 49 de M. Jacques Blanc (consultation des organismes professionnels) ; rôle des diététiciens (p. 5863) ; rôle de la France en ce qui concerne les problèmes liés au domaine alimentaire ; sous-amendement n° 49 : retiré ; amendement n° 39 : adopté.

Avant l'article 7 : amendement n° 23 de la commission (insérant l'intitulé suivant : « Titre II : Dispositions relatives au travail ») : adopté.

Article 7 *(extension aux départements d'outre-mer des dispositions applicables à l'immigration en métropole) :* amendement n° 24 de la commission (application des dispositions du chapitre Ier du titre IV du livre III du code du travail aux départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon) ; sous-amendement n° 40 du Gouvernement (insérant les mots « à l'exception du quatrième alinéa de l'article L. 341-4 ») (p. 5864) ; dispositions conférant aux titulaires d'une carte de résident le droit d'exercer une activité salariée sur le territoire de la France métropolitaine sans préciser le régime applicable aux titulaires de la carte de résident délivrée dans un département d'outre-mer ; nécessité d'une législation identique en matière d'autorisation de travail en ce qui concerne les départements d'outre-mer et les départements métropolitains ; cas de l'étranger titulaire d'une carte de résident délivrée dans un département d'outre-mer et souhaitant obtenir une autorisation de travail en métropole ; sous-amendement n° 40 : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié : adopté (p. 5865) ; amendement n° 25 de la commission (supprimant le texte proposé pour l'article L. 831-2 du code du travail) : rejeté ; amendement n° 41 du Gouvernement (précisant que l'autorisation de travail peut être délivrée à un étranger sous la forme d'une carte de résident) : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 26 de la commission (lutte contre toute discrimination en raison des mœurs) (p. 5866) ; adopté.

Avant l'article 8 : amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 8 *(validation législative de textes réglementaires relatifs aux anciens combattants) :* arrêts Morel et Gambier illustrant la position du Conseil d'Etat à l'égard du décret du 6 août 1975 portant suppression des forclusions applicables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ; forclusion que se sont vu opposés les anciens combattants de la Résistance au regard de la reconnaissance de leurs services ; attribution du titre de déporté politique ; absence de texte spécifique sur la question des forclusions (p. 5867) ; preuve par tout moyen des actes de résistance ; amendement n° 36 de M. Joseph Legrand (insérant les mots « à l'exception du dernier alinéa de l'article 1er de ce décret » après le mot « modifié ») ; problèmes des forclusions dont sont victimes les seuls combattants volontaires de la Résistance ; problème de l'homologation par l'autorité militaire ; rejeté ;

- article 8 : adopté (p. 5868).

Après l'article 8 : forclusions frappant les demandes de carte de combattant de la Résistance ; conditions d'obtention du titre de déporté politique ; amendement n° 32 du Gouvernement (précisant que les étrangers victimes de la déportation pour un motif d'ordre politique ou racial qui ne résidaient pas en France avant le 1er septembre 1939 peuvent obtenir le titre de déporté politique s'ils ont depuis lors acquis la nationalité française) (p. 5894) ; décret du 6 août 1975 ; problème de la forclusion frappant les seuls combattants de la Résistance ; adopté.

Article 9 *(intégration dans le corps des ministres plénipotentiaires des fonctionnaires ayant exercé des fonctions de chef de mission diplomatique) :* introduction au Quai d'Orsay d'une réforme sans précédent ; émotion dans les milieux diplomatiques ; « cavaliers budgétaires » (p. 5895) ; politisation du ministère des relations extérieures ; tour extérieur permettant à des personnalités extérieures à la carrière d'y entrer ; corps des ministres plénipotentiaires ; référence au roman de Jean-Marc Roberts *Affaires étrangères ;* court-circuitage de la fonction diplomatique ; démarche de certains hauts fonctionnaires demandant aux députés de l'Assemblée nationale de ne pas voter cet article lequel prévoit d'intégrer de façon permanente au sein du corps diplomatique les ambassadeurs recrutés au tour extérieur (p. 5896) ; recrutement au tour extérieur du tiers des inspecteurs généraux des ministères ; amendement n° 42 de M. Jean-Paul Fuchs (de suppression) absence de préjudice au déroulement normal de la carrière des agents diplomatiques (p. 5897) ; rejeté au scrutin public ;

- article 9 : adopté.

Article 10 *(ratification et validation de la partie législative du code de la sécurité sociale) :* amendement n° 29 de la commission (de suppression) ; amendement n° 33 du Gouvernement (même objet) : adoptés ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 10 : amendement n° 34 du Gouvernement (détermination des prix de journée dans les centres d'aide par le travail) (p. 5898) ; commercialisation des produits fabriqués par les C.A.T. ; prise en charge par l'aide sociale des frais directement entraînés par la formation professionnelle ou le fonctionnement de l'atelier ; regroupement dans

un compte d'exploitation des recettes et dépenses de la production et de la commercialisation ; préparation d'un décret sur le financement des centres d'aide par le travail : adopté ; amendement n° 35 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ; amendement n° 53 du Gouvernement (attribution de l'allocation logement) (p. 5899) ; absence de valeur réglementaire reconnue à la feuille jaune ; caractère familial de l'allocation de logement ; champ d'application identique en métropole et dans les départements d'outre-mer ; suppression de la condition d'activité pour bénéficier de l'allocation de logement à caractère familial dans les départements d'outre-mer ; adopté.

Article 11 introduit par lettre rectificative (p. 5900) *(sécurité routière, renforcement de la lutte contre l'alcoolisme au volant)* : nécessité des relais en particulier au niveau de l'éducation et de la publicité ; accidents de la circulation dus à l'alcoolisme au volant ; dérèglementation du secteur des transports routiers ; tarification routière (p. 5901) ; difficulté rencontrée par les centres d'aide par le travail ; distinction entre alcoolisme et consommation de vin ; départements témoin où un apprentissage anticipé de la conduite dès l'âge de seize ans sera possible ; réforme du permis poids lourds ; utilisation des gyrophares (p. 5902) ;

Article 11 (lettre rectificative) (suite) : amendement n° 5 de la commission des lois (suppression de la référence au comportement de l'automobiliste) (p. 5910) ; retrait automatique du permis dès lors que les résultats de l'alcootest seraient positifs ; publicité sur les alcools ; possibilité de retirer le permis pour 72 heures au vu des épreuves de dépistage et du comportement du conducteur ; fiabilité des éthylotests ; possibilité pour l'automobiliste de demander à subir une deuxième fois l'alcootest ; rejeté (p. 5911) ; amendement n° 6 de la commission des lois (indiquant que le procès-verbal fait état des raisons pour lesquelles il n'a pu être procédé aux épreuves de dépistage prévues) ; nécessité d'éviter les abus ; adopté après rectification ; amendement n° 52 du Gouvernement (possibilité de procéder d'office à l'immobilisation du véhicule) : adopté ; amendement n° 7 de la commission des lois (de coordination) : rejeté ; amendement n° 8 de la commission des lois (de précision) : adopté ; amendement n° 9 de la commission des lois (possibilité pour le conducteur d'être entendu à sa demande par la commission spéciale s'il estime que la mesure de suspension est excessive) (p. 5912) ; sous-amendement du Gouvernement (tendant à substituer dans l'amendement n° 9 au mot : « gracieux », le mot « hiérarchique ») ; distinction entre recours hiérarchique et recours gracieux ; rejeté ; amendement n° 9 : adopté ; amendement n° 44 de M. Joseph Legrand (précisant que le tribunal administratif statue par voie de référé) ; compétence du commissaire de la République pour apprécier l'opportunité de suspendre pendant six mois le permis de conduire ; problème de l'action pénale en matière de répression, contre les délinquants, de l'alcoolisme au volant (p. 5913) ; possibilité de recours suspensif devant les tribunaux ; situation des victimes de la route ; position du groupe communiste partisan d'une plus grande sévérité dans tous les cas où l'alcool entre en jeu même en l'absence d'accident ; possibilité de recours accordée au citoyen si une injustice est manifeste ; rôle du commissaire de la République (p. 5914) ; droits de la défense ; retiré ; amendement n° 10 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 de la commission des lois (supprimant les mots « sur sa demande », dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 18-1 du code de la route) ; restitution du permis de conduire sur la demande de l'intéressé dans le délai de soixante-douze heures si l'imprégnation alcoolique n'a pas été démontrée ; retiré (p. 5915) ; amendement n° 54 du Gouvernement (substituant aux mots « restitué sur sa demande », les mots « remis à la disposition de ») : adopté ; amendement n° 12 de la commission des lois (de coordination) : adopté ; amendement n° 51 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; nécessité d'améliorer l'information ; problème posé par les véhicules lents (p. 5916) ; nécessité de traiter globalement le problème de l'alcoolisme ;

– article 11, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 43 de M. Jean-Paul Fuchs (compétence des officiers et agents de police judiciaire pour soumettre à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique tout conducteur dont le comportement permet de présumer qu'il est sous l'empire de l'état alcoolique) ; contrôle ordonné par le procureur de la République dans les conditions définies par la loi ; retiré ; amendement n° 13 de la commission des lois (complétant la loi du 11 juillet 1979 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public par l'alinéa suivant : « refuse une autorisation ou l'attribution d'une subvention ») ; extension de l'obligation de motivation des actes administratifs ; possibilité pour l'autorité administrative de refuser une demande d'autorisation de port ou de détention d'armes sans motivation (p. 5917) ; sous-amendement de M. Gilbert Bonnemaison (supprimant les mots « ou l'attribution d'une subvention ») : adopté ; sous-amendement n° 55 de M. Gilbert Bonnemaison (complétant le dernier alinéa de cet amendement par les mots « à l'exception des autorisations relatives au port ou à la détention d'armes ») ; problème de la motivation ou non de l'administration dans son refus d'autorisation ou de détention d'armes ; sous-amendement n° 55 : adopté ; amendement n° 13, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 14 de la commission des lois (référence à une demande faite dans les délais du recours contentieux) ; obligation pour un administré qui souhaite connaître les motifs d'une décision administrative qui n'a pas été motivée de présenter sa démarche dans le délai du recours contentieux ; adopté ; amendement n° 15 de la commission des lois (extension de l'obligation de motivation aux décisions par lesquelles les organismes et institutions refusent l'attribution d'aide ou de subvention) ; obligation pour les organismes sociaux de motiver leurs décisions lorsqu'ils refusent d'accorder un avantage légal (p. 5918) ; situation différente en cas d'attribution d'une aide facultative ; adopté ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) ; amendement contenu dans le précédent D.D.O.S. et relatif au positionnement des cimetières par rapport au centre des villes ; adopté ; amendement n° 48 du Gouvernement (référence aux agriculteurs occupés dans les structures d'accueil touristiques implantées sur des exploitations agricoles) ; possibilité pour les agriculteurs pratiquant des activités touristiques à la ferme d'être affiliés au seul régime de protection sociale agricole pour l'ensemble de leurs activités (p. 5919) ; considération des activités annexes agro-touristiques comme prolongement de l'activité agricole ; adopté après rectification.

Titre : amendement n° 37 de M. Jean-Pierre Sueur (intitulant le projet de loi « projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social ») : adopté ; fléaux que sont l'insécurité routière et la toxicomanie ; création d'un conseil national de la sécurité routière.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5920).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1985] (p. 6640).

Adoption d'enfants d'origine étrangère : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6640).

Financement des centres d'aide par le travail) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6641) ; *Blanc (Jacques)* (p. 6641).

Groupements d'employeurs agricoles : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6641).

Modalités d'accès à la carrière diplomatique : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6641).

Motivation des actes administratifs) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 6642).

Régime de rétention et de suspension du permis de conduire : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6641) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 6642).

Statut des déportés politiques : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6640).

Trafic de stupéfiants (répression du –) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6640) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 6641, 6642).

Discussion des articles [21 décembre 1985] (p. 6642).

Article 1er *bis* : adopté.

Article 1er *ter* : adopté.

Article 3 *bis* : adopté.

Article 4 : amendement n° 8 de la commission (précisant que les actes, pièces et écrits de toute nature passés ou rédigés en exécution de la présente section sont dispensés de tout droit de greffe) (p. 6642) : adopté.

- article 4, ainsi rétabli.

Article 6 *bis* : amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté.

- article 6 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *bis* : amendement n° 10 de la commission (insérant dans le deuxième alinéa de l'article L. 122-35 du code du travail, après les mots : « en raison de leur sexe », les mots : « , en raison de leurs mœurs ») : adopté.

- article 7 *bis*, ainsi rétabli.

Après l'article 7 *bis* : amendement n° 11 de la commission (survenance d'un surcroît exceptionnel et temporaire d'activité) ; modification des conditions de licenciement prévues au code du travail ; adopté.

Article 6 *bis A* : adopté.

Article 9 : amendement n° 12 de la commission (nomination de ministres plénipotentiaires) ; atteinte aux principes généraux du droit public français (p. 6643) ; remise en cause du principe d'égalité des français devant la fonction publique ; procédé apparaissant « scandaleux » ; adopté.

- article 9, ainsi rétabli.

Article 9 *bis* : adopté.

Article 10 *bis A* : adopté.

Article 10*bis* : supprimé par le Sénat.

Article 10 *ter* : supprimé par le Sénat.

Article 10 *quater* : adopté.

Article 11 (p. 6644) : amendement n° 1 de M. Gilbert Bonnemaison (possibilité de procéder d'office à l'immobilisation du véhicule pendant la durée de la rétention du permis de conduire) ; régles applicables lorsque le conducteur n'est pas titulaire du permis de conduire ; adopté ; amendement n° 2 de M. Gilbert Bonnemaison (cas où la rétention du permis de conduire ne peut être effectuée, faute pour le conducteur d'être en possession de ce titre) : adopté ; amendement n° 3 de M. Gilbert Bonnemaison (sanctions pénales en cas de conduite d'un véhicule pendant la période de rétention du permis de conduire) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 : amendement n° 4 de M. Gilbert Bonnemaison (motivation des actes administratifs) ; sous-amendement n° 13 du Gouvernement (autorisation relative au port ou à la détention d'armes) (p. 6645) ; adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié : adopté ;

- article 12, ainsi rétabli.

Article 13 : amendement n° 5 de M. Gilbert Bonnemaison (insérant dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 4 de la loi du 11 juillet 1979 précitée, après les mots : « en fait la demande », les mots : « dans les délais du recours au contentieux ») : adopté ;

- article 13, ainsi rétabli.

Article 14 : amendement n° 6 de M. Gilbert Bonnemaison (obligation de motivation) : adopté.

- article 14, ainsi rétabli.

Après l'article 14 : amendement n° 7 de M. Gilbert Bonnemaison (précisant que les dispositions des articles 12 et 14 entreront en vigueur à l'expiration d'un délai de 4 mois à compter de la publication de la présente loi) ; délai nécessaire pour que l'administration puisse diffuser les nouvelles dispositions auprès des intéressés ; adopté.

Article 15 *bis* : adopté.

Article 17 : adopté (p. 6646).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6646).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [22 décembre 1985] (p. 6662).

Echec de la commission mixte paritaire : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6662).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6664).

Discussion des articles [22 décembre 1985] (p. 6662).

Article 9 : amendement n° 1 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; intégration « d'amis » dans la fonction de ministre plénipotentiaire ; rejeté (p. 6664).

Explications de vote (p. 6664).

Admission de la notion de détournement de pouvoirs par le Conseil constitutionnel : *Gantier (Gilbert)* (p. 6664).

Principe de l'égalité de traitement des fonctionnaires publics : *Gantier (Gilbert)* (p. 6664).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6665).

Voir *Questions au Gouvernement* **1316.**

Code européen de la -

Voir *Traités et conventions* **168.**

Cotisations.

Voir *Questions au Gouvernement* **1398.**

Equilibre financier de la -

Voir *Déclaration du Gouvernement* **20.**

Quarantième anniversaire de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **1388.**

SEMI-LIBERTÉ (régime de la -)

Voir *Procédure pénale* **9.**

SÉNÉGAL

Voir *Traités et conventions* **159.**

SENTIER

Illégalités commises dans la quartier du -

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie, Economie, Finances et Budget, Consommation.

SERRISTES

Voir *Questions au Gouvernement* **1245.**

SERVICE D'AIDE MÉDICALE URGENTE (SAMU)

Voir *Santé publique* **5.**

SERVICE NATIONAL

Appelés.

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie, Défense, article 30.

Médecins coopérants.

Voir *Questions orales sans débat* **912.**

SERVICE PUBLIC

- de l'audiovisuel

Voir *Audiovisuel* **10.**

SERVICES (industrie des -).

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

SERVICES DÉPARTEMENTAUX D'AIDE MÉDICALE URGENTE (S.D.A.M.U.)

Voir *Santé publique* **5.**

SERVICES LOCAUX D'INTERVENTION MÉDICALE URGENTE (S.L.I.M.U.)

Voir *Santé publique* **5.**

SERVICES SECRETS

1. Proposition de résolution n° 2952 tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée de faire toute la lumière sur l'**attentat contre le bateau de Greenpeace** et de déterminer les responsabilités exactes à tous les niveaux de la hiérarchie militaire et politique.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 octobre 1985 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues.

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Rapporteur : M. François Massot (10 octobre 1985).

Rapport n° **3018** (31 octobre 1985), commun aux propositions de résolution n°s 2952 et 2953 (services secrets 1 et 2).

2. Proposition de résolution n° 2953 tendant à la création d'une **commission d'enquête chargée de contribuer à la manifestation de la vérité sur l'attentat contre le bateau de Greenpeace.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 octobre 1985 par M. André Billardon.

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Rapporteur : M. François Massot (10 octobre 1985).

Rapport n° **3018** (31 octobre 1985), commun aux propositions de résolution n°s 2952 et 2953 (services secrets 1 et 2).

Voir *Parlement* **28.**

SEUILS SOCIAUX ET FISCAUX

Voir *Emploi et activité* **5.**

SEXISME

Lutte contre le -

Voir *Sécurité sociale* **21.**

SEYDOUX-BERLUSCONI (groupe)

Voir *Audiovisuel* **10.**

SHELL-FRANCE (société).

Voir *Questions au Gouvernement* **1241.**

S.I.D.A. (Syndrome immuno-déficitaire acquis).

Voir *Questions au Gouvernement* **1338.**

SIDÉRURGIE

Voir *Lois de finances* **11.**

Avenir de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **764.**

Décisions européennes

Voir *Questions au Gouvernement* **1435.**

Situation dans les bassins de Lorraine

Voir *Questions au Gouvernement* **1510.**
Questions orales sans débat **875.**

S.K.F. (usine - à Ivry)

Voir *Questions au Gouvernement* **1313.**

Intervention de la police contre -

Voir *Questions au Gouvernement* **1290.**

SNECMA

Voir *Questions au Gouvernement* **1451.**

SOCIÉTÉ D'AIDE TECHNIQUE ET DE COOPÉRATION

Voir *Questions orales sans débat* **821.**

SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS ÉDITEURS DE MUSIQUE (SACEM)

Voir *Propriété artistique et littéraire* **2.**

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE (Sogenal)

Voir *Questions orales sans débat* **772.**

SOCIÉTÉ INTERAMÉRICAINE D'INVESTISSEMENT

Voir *Traités et conventions* **166.**

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (S.N.C.F.)

Dépôt de Béziers.

Voir *Questions orales sans débat* **791.**

SOCIÉTÉS CIVILES ET COMMERCIALES

10. - Projet de loi n° 2556 relatif aux **participations détenues dans les sociétés par actions.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 20 décembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur M. Pierre Bourguignon. - Rapport n° **2605** (11 avril 1985). - Discussion le 18 avril 1985. - Adoption le 18 avril 1985. - Projet de loi n° **768.**

Sénat (première lecture) n° **249** (p. 1984-1985), dépôt le 19 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **288** (1984-1985) (15 mai 1985). -Discussion le 22 mai 1985. - Adoption le 22 mai 1985. - Projet de loi n° **104** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture n° **2694,** dépôt le 23 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Bourguignon. - Rapport n° **2740** (5 juin 1985). - Discussion le 12 juin 1985. - Adoption avec modifications le 12 juin 1985. - Projet de loi n° 807.

Sénat (deuxième lecture), n° **368** (1984-1985), dépôt le 13 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **390** (1984-1985) (19 juin 1985). - Discussion le 24 juin 1985. - Adoption avec modifications le 24 juin 1985. - Projet de loi n° **139** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2829,** dépôt le 24 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 26 juin 1985] (p. 7067). - Bureau [*J.O.* du 27 juin 1985] (p. 7109).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). -Rapporteur : M. Pierre Bourguignon. - Rapport n° **2850** (26 juin 1985). - Discusion le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **848.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **431** (1984-1985) (27 juin 1985). - Discussion le 28 juin 1985. - Adoption définitive le 28 juin 1985. - Projet de loi n° **187** (1984-1985).

Loi n° 85-705 du 12 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 13 juillet 1985 (p. 7918).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [18 avril 1985] (p. 246).

Autocontrôle : *Bourguignon (Pierre)* (p. 246-247) ; *Badinter (Robert)* (p. 248) ; *Rouquette (Roger)* (p. 249).

Commission des opérations de Bourse (pouvoir de la -) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 247) ; *Badinter (Robert)* (p. 248).

Désintérêt des Français pour leur industrie : *Rouquette (Roger)* (p. 249).

Fonctionnement du marché financier : *Bourguignon (Pierre)* (p. 247).

Groupe de sociétés : *Bourguignon (Pierre)* (p. 246).

Informations relatives à la répartition du capital : *Bourguignon (Pierre)* (p. 246-247) ; *Badinter (Robert)* (p. 248).

Multinationales : *Rouquette (Roger)* (p. 249).

Participations circulaires ou croisées : *Bourguignon (Pierre)* (p. 247) ; *Badinter (Robert)* (p. 248) ; *Rouquette (Roger)* (p. 249).

Protection des actionnaires : *Bourguignon (Pierre)* (p. 246-247) ; *Badinter (Robert)* (p. 249).

Transparence financière : *Bourguignon (Pierre)* (p. 247) ; *Badinter (Robert)* (p. 248-249) ; *Rouquette (Roger)* (p. 249).

Discussion des articles [18 avril 1985] (p. 250) :

Article 1er *(informations sur les prises de participations) :* adopté.

Article 2 *(définition et réglementation de l'autocontrôle) :* adopté.

Article 3 *(sanctions pénales visant les dirigeants sociaux ayant contrevenu aux dispositions de l'article 356-1 de la loi du 24 juillet 1966) :* amendement n° 1 de la commission (engagement des poursuites après avis de la commission des opérations de bourse) ; sous-amendement n° 6 du Gouvernement (visant dans cet amendement à substituer aux mots « après avis de la commission des opérations de bourse » les mots « après que l'avis de la commission des opérations de bourse a été demandé ») ; avis de la C.O.B. ; nécessaire célérité dans la répression des infractions financières (p. 250) ; sous-amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(sanctions pénales visant les dirigeants sociaux ayant contrevenu aux dispositions des articles 358 à 359-1 de la loi du 24 juillet 1966) :* amendement n° 2 de la commission (engagement des poursuites après avis de la commission des opérations de bourse) ; sous-amendement n° 7 du Gouvernement (visant dans l'amendement de la commission à substituer aux mots « après avis de la commission des opérations de bourse » les mots « après que l'avis de la commission des opérations de bourse a été demandé ») ; sous-amendement n° 7 : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(délai d'entrée en vigueur des dispositions du texte) :* amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (visant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; délai de grâce (p. 251) ; date de la privation partielle des droits de vote attachés aux actions d'une société détenues par les sociétés qu'elle contrôle ; amendement n° 8 : adopté ; amendement n° 4 de la commission : devenu sans objet ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(application de la loi à Mayotte) :* amendement n° 5 de la commission (extension du champ d'application de la loi aux territoires d'outre-mer) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté (p. 252).

Explications de vote (p. 252).

Vote positif du groupe socialiste : *Rouquette (Roger)* (p. 252).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 252).

Discussion générale [12 juin 1985] (p. 1645) :

Contrôle d'une société : *Bourguignon (Pierre)* (p. 1645) ; *Badinter (Robert)* (p. 1646).

Droits de vote attachés aux actions d'autocontrôle : *Bourguignon (Pierre)* (p. 1645) ; *Badinter (Robert)* (p. 1645).

Information relative à la répartition du capital : *Bourguignon (Pierre)* (p. 1645) ; *Badinter (Robert)* (p. 1645).

Transparence financière : *Badinter (Robert)* (p. 1645, 1646).

Discussion des articles [12 juin 1985] (p. 1646).

Article 1er A : adopté.

Article 1er B : adopté.

Article 1er C : amendement n° 1 de la commission (tendant après les mots : « du 24 juillet 1966 précitée, », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « est inséré un article 355-2 ainsi rédigé : ») : adopté ; amendement n° 2 de la commission (tendant à supprimer le texte proposé pour l'article 355-1 de la loi du 24 juillet 1966) ; définition du contrôle ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 355-2 de la loi du 24 juillet 1966) (p. 1646) ; adopté ; amendement n° 3 de la commission (tendant à supprimer le texte proposé pour l'article 355-3 de la loi du 24 juillet 1966) ; inutilité d'intenter une action en justice à seule fin de faire reconnaître l'existence d'un contrôle d'une société par une autre ; adopté ;

- article 1er C, ainsi modifié : adopté.

Article 1er D : adopté.

Article 1er E : adopté.

Article 1er : amendement n° 13 de la commission (tendant à la fin du cinquième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 356-1 de la loi du 24 juillet 1966, à substituer aux mots : « directement ou indirectement », les mots : « au sens de l'article 359-1) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 356-1 *bis* de la loi du 24 juillet 1966, à supprimer les mots : « même inférieur à 10 p. 100 ») : adopté (p. 1647) ; amendement n° 4 de la commission (tendant dans la troisième phrase du texte proposé pour l'article 356-2 de la loi du 24 juillet 1966, à substituer aux mots : « directement ou indirectement », les mots : « au sens de l'article 359-1 ») ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 1er bis : adopté.

Article 1er *ter* : adopté.

Article 1er *quater* : adopté.

Article 2 : amendement n° 5 de la commission (proportion des droits de vote attachés aux actions d'autocontôle pouvant être utilisés en assemblée générale) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *bis* : adopté.

Article 2 *ter* : amendement n° 14 de la commission (tendant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa (1°) de cet article, à supprimer les mots : « direct ou indirect ») : adopté ;

- article 2 *ter* : ainsi modifié : adopté.

Article 3 (p. 1648) : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : amendement n° 6 de la commission (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer au mot « quatre » le mot « deux ») ; délai dans lequel les personnes physiques ou morales détenant à la date de la publication de la loi une participation significative dans une société par actions, doivent informer ladite société ; adopté ; amendement n° 7 de la commission (délai d'application de la règle nouvelle) : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « , même inférieur à 10 p. 100 ») : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article) (p. 1649) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté (p. 1650).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1650).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [27 juin 1985] (p. 2099).

Assemblée générale : *Tranchant (Georges)* (p. 2100) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 2100).

Définition du contrôle : *Bourguignon (Pierre)* (p. 2099) ; *Badinter (Robert)* (p. 2099) ; *Tranchant (Georges)* (p. 2099).

Droit de vote attaché aux actions d'autocontrôle : *Bourguignon (Pierre)* (p. 2099) ; *Badinter (Robert)* (p. 2099).

Transparence du capital : *Badinter (Robert)* (p. 2099).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 2100-2101).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2101).

11. - Projet de loi n° 2577 relatif à **l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, et M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes (10 avril 1985). - Rapport n° **2598** (10 avril 1985). - Discussion le 11 avril 1985. - Adoption le 11 avril 1985. - Projet de loi n° **763.**

Sénat (première lecture), n° 237 (1984-1985), dépôt le 16 avril 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport n° **287** (1984-1985) (15 mai 1985). - Discussion les 22 et 23 mai 1985. - Adoption le 23 mai 1985. - Projet de loi n° **106** (1984- 1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2713,** Dépôt le 23 mai 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes. - Rapport n° **2787** (13 juin 1985). - Discussion le 18 juin 1985. - Adoption avec modifications le 18 juin 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée ». - Projet de loi n° **818.**

Sénat (deuxième lecture), n° **392** (1984-1985). - Dépôt le 19 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport n° **398** (1984-1985) (20 juin 1985). - Discussion le 25 juin 1985. - Adoption avec modifications le 25 juin 1985. - Projet de loi n° **143** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2835** . - Dépôt le 25 juin 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et d'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 27 juin 1985] (p. 7110).

Bureau [*J.O.* du 27 juin 1985] (p. 7110).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire) : rapporteur : M. Gérard Gouzes. - Rapport n° **2852** (26 juin 1985). - Discussion le 27 juin 1985. - Adoption avec modifications le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **850.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire) : rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport n° **435** (1984-1985) (27 juin 1985). - Discussion le 28 juin 1985. - Adoption définitive le 28 juin 1985. - Projet de loi n° **166** (1984-1985).

Loi n° 85-697 du 11 juillet 1985 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1985 (p. 7862). - Rectificatif *J.O.* du 13 juillet 1985 (p. 7922).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 avril 1985] (p. 140) :

Cautionnement mutuel ou personnel : *Rodet (Alain)* (p. 145) ; *Geng (Francis)* (p. 151) ; *Charles (Serge)* (p. 153) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 156).

Conjoint (statut du -) : *Millon (Charles)* (p. 148) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 150) ; *Miossec (Charles)* (p. 156) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 156).

Création d'entreprise : *Charié (Jean-Paul)* (p. 150) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 157).

Droits de mutation : *Horvath (Adrienne)* (p. 146) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 150) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 156).

Entrepreneurs (situation des petits -) : *Crépeau (Michel)* (p. 141) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 146).

Entreprise unipersonnelle (absence de statut de l' -) : *Gouzes (Gérard)* (p. 140) ;Crépeau (Michel) (p. 141, 142).

Entreprise unipersonnelle et monde agricole : *Gouzes (Gérard)* (p. 141) ; *Nallet (Henri)* (p. 144, 145) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 146) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 148, 149).

Experts extérieurs à la société : *Charles (Serge)* (p. 154).

Fiscalité de l'entreprise unipersonnelle : *Gouzes (Gérard)* (p. 141) ; *Crépeau (Michel)* (p. 144) ; *Millon (Charles)* (p. 147, 148) ; *Geng (Francis)* (p. 151) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 153) ; *Charles (Serge)* (p. 154) ; *Miossec (Charles)* (p. 155) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 156).

Interdiction d'être associé unique dans différentes S.A.R.L. : *Charles (Serge)* (p. 154) ; *Miossec (Charles)* (p. 155) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 158).

Patrimoine d'affectation : *Gouzes (Gérard)* (p. 140) ; *Crépeau (Michel)* (p. 142) ; *Millon (Charles)* (p. 147).

Polynésie française (consultation de l'Assemblée territoriale) : *Stirn (Olivier)* (p. 151) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 157).

Régime social de l'entreprise unipersonnelle : *Crépeau (Michel)* (p. 144) ; *Geng (Francis)* (p. 151) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 153) ; *Charles (Serge)* (p. 153, 154) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 154, 155) ; *Miossec (Charles)* (p. 155).

Statut de l'exploitation agricole : *Nallet (Henri)* (p. 144, 145).

Société (nature contractuelle de la -) : *Gouzes (Gérard)* (p. 140) ; *Crépeau (Michel)* (p. 143) ; *Millon (Charles)* (p. 147) ; *Rouquette (Roger)* (p. 152).

Société unipersonnelle et entreprise unipersonnelle (notion de -) : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 152) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 157).

Souplesse du dispositif : *Crépeau (Michel)* (p. 153).

Discussion des articles [11 avril 1985] (p. 158, 168).

Article 1er *(définition de la société) :* régime de la taxe professionnelle applicable aux artisans ; statut du conjoint dans une E.U.R.L. ; création de la société par contrat ; amendement n° 30 de M. Pierre-Bernard Cousté (de suppression) ; notion de « société unipersonnelle » (p. 158) ; réalité de l'entreprise ; rejeté ; amendement n° 1 de la commission (définition de la société) ; évolution de la « société » en une « institution » ; théorie du patrimoine d'affectation (p. 159) ; conception institutionnelle de la société ; *affectio societatis* ; adopté ; amendements n° 8 et n° 9 de M. Serge Charles : devenus sans objet ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 46 de M. Pierre-Bernard Cousté (précisant qu'en cas d'apport de biens communs, l'entreprise est un bien propre à l'époux entrepreneur, la valeur de l'apport demeurant toutefois commune) ; relation patrimoniale entre l'entrepreneur et l'épouse ou l'époux ; rejeté (p. 160) ; amendement n° 45 de M. Jean-Jacques Benetière (précisant qu'une entreprise unipersonnelle ayant pour objet l'exploitation d'un bien agricole peut être créée sous la forme d'une société civile particulière) ; statut du fermage ; situation des G.A.E.C. ; spécificité de l'agriculture (p. 161) ; concertation avec les organisations agricoles en vue de l'élaboration du statut de l'exploitation agricole à responsabilité limitée ; obligation pour l'associé unique d'être seul gérant de la société : retiré.

Article 2 *(S.A.R.L. à associé unique) :* séparation du patrimoine et responsabilité limitée du commerçant et de l'artisan ; notion de faute professionnelle (p. 162) ; amendement n° 2 de la commission (précisant que la personne qui constitue seule une société à responsabilité limitée est dénommée « associé unique ») ; sous-amendement n° 43 de

M. Jean-Paul Charié (précisant que l'associé unique peut être gérant) : rejeté ; amendement n° 2 : adopté ; amendement n° 27 de M. Serge Charles (dénomination de S.A.R.L.U. « société à responsabilité limitée unipersonnelle » ; amendement n° 35 de M. Jean-Paul Charié (dénomination d'E.U.R.L. « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ») (p. 163) : rejetés ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 32 de M. Jean-Paul Charié (complétant le [2°] de l'article 80 *ter* du code général des impôts en faisant référence dans les sociétés à responsabilité limitée aux gérants minoritaires, aux gérants associés uniques des entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée) ; problème de l'imposition sur le revenu des indemnités, remboursements et allocations forfaitaires pour frais versés aux dirigeants de société dans le cas d'associés uniques d'entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée ; rejeté ; amendement n° 44 de M. Jean-Paul Charié (référence à la faute grave et caractérisée) (p. 164) ; attitude des banques à l'égard des petites et moyennes entreprises ; rejeté (p. 165).

Article 3 *(réunion en une seule main des parts de S.A.R.L.) :* liberté des créateurs d'entreprise ; amendement n° 10 de M. Serge Charles (précisant que la réunion en une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée n'entraîne pas la dissolution de la société) ; possibilité pour un commerçant, un artisan ou un petit entrepreneur d'être associé unique dans plusieurs entreprises à responsabilité limitée (p. 168) ; rejeté ; amendement n° 11 de M. Serge Charles (référence aux sociétés unipersonnelles) : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 28 de M. Serge Charles (précisant que l'associé unique déclare la concentration des parts sociales au registre du commerce) ; publicité de la concentration des parts dans certains pays étrangers (p. 169) : rejeté ; amendement n° 20 de M. Charles Millon (possibilité pour l'associé restant seul de faire une déclaration selon laquelle il indique sa volonté de se placer sous le régime de société à responsabilité limitée avec un associé unique) : rejeté ; amendement n° 12 de M. Serge Charles (supprimant le texte proposé pour l'article 36-2 de la loi du 24 juillet 1966) ; interdiction faite à une personne physique d'être associé unique de plusieurs sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée (p. 170) ; protection du patrimoine familial ; rejeté ; amendement n° 4 de la commission (précisant qu'une société à responsabilité limitée ne peut avoir pour associé unique une autre société à responsabilité limitée composée d'une seule personne) (p. 171) ; adaptation de l'E.U.R.L. aux petits entrepreneurs ; adopté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(évaluation des apports) :* amendement n° 36 de M. Pierre-Bernard Cousté (de suppression) ; recours au juge unique ; conditions d'appel aux commissaires aux apports ; rejeté ; amendement n° 13 de M. Serge Charles (de précision) : retiré ; amendement n° 6 de la commission (désignation par l'associé unique du commissaire aux apports lorsque la société est constituée par une seule personne) ; amendement n° 14 de M. Serge Charles (même objet) (p. 172) ; amendement n° 21 de L. Charles Millon (même objet) ; recours au commissaire aux apports et évaluation des apports en nature ; statut des conjoints (p. 173) ; complexité de la procédure judiciaire de vérification des apports ; amendement n° 6 : adopté après rectification ; amendements n°s 14 et 21 : devenus sans objet ; amendement n° 22 de M. Charles Millon : devenu sans objet ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(notification du projet de cession lorsque la société comporte plus d'un associé) :* amendement n° 23 de M. Charles Millon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 15 de M. Serge Charles (précisant que lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts de la société ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés) (p. 174) ; rejeté ;

- article 5 : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 37 de M. Jean-Paul Charié (précisant que l'entreprise à responsabilité limitée constituée par un seul associé, personne physique, est gérée par lui) : rejeté ; amendement n° 29 de M. Serge Charles (précisant que dans le cas d'une société unipersonnelle, l'associé peut être gérant) : rejeté.

Article 6 *(conventions conclues par un gérant non associé) :* avis d'un commissaire aux comptes lorsque les conventions conclues le sont entre une S.A.R.L. ne comportant qu'une personne et le gérant (p. 175) ; amendement n° 38 de M. Pierre-Bernard Cousté (de suppression) : rejeté ; amendement n° 16 de M. Serge Charles (référence à une société comprenant plus d'un associé) ; amendement n° 40 du Gouvernement (cas dans lesquels les conventions sont soumises à l'avis préalable du commissaire aux comptes) ; amendement n° 24 de M. Charles Millon (même objet) ; traitement différent selon qu'il s'agit d'une S.A.R.L. ordinaire ou d'une S.A.R.L. unipersonnelle (p. 176) ; amendement n° 16 : rejeté ; amendement n° 40 : adopté ; amendement n° 24 : devenu sans objet ; amendements n° 17 de M. Serge Charles, n° 7 de la commission, n° 25 de M. Charles Millon : devenus sans objet ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(transfert à l'associé unique du pouvoir de décision des assemblées d'associés) :* amendement n° 41 du Gouvernement (établissement par le gérant du rapport de gestion, de l'inventaire, et des comptes annuels) ; amendement n° 26 de M. Charles Millon (même objet) (p. 177) ; tenue des comptes ; amendement n° 41 : adopté ; amendements n° 26 et n° 18 : devenus sans objet ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(réduction du capital) :* adopté.

Article 9 *(de coordination) :* adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 47 de M. Pierre-Bernard Cousté (inapplication au dirigeant d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée des disposisitions de l'article 182 de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises) : rejeté.

Article 10 *(sanctions pénales) :* amendement n° 19 de M. Serge Charles (supprimant les pénalités à l'égard de l'associé unique) ; sévérité de la sanction applicable à l'encontre de l'associé unique qui n'aura pas statué sur les documents comptables dans un délai de six mois (p. 178) ; adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 42 du Gouvernement (précisant que les sociétés à responsabilité limitée dont l'objet est une exploitation agricole relèvent de la compétence des juridictions civiles) ; problème des agriculteurs ; adopté.

Article 11 *(application de la loi dans les T.O.M. et à Mayotte) :* adopté.

Titre : amendement n° 39 de M. Pierre-Bernard Cousté (intitulant le projet de loi « projet de loi relatif à la société unipersonnelle à responsabilité limitée ») : rejeté.

Explications de vote (p. 179).

Abstention des groupes U.D.F. et R.P.R. : *Jean-Paul Charié* (p. 179).

Vote favorable du groupe socialiste : *Jean Peuziat* (p. 180).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 180).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [18 juin 1985] (p. 1726).

Cession des entreprises : *Crépeau (Michel)* (p. 1729).

Contrat de société (notion de -) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 1726-1727) ; *Crépeau (Michel)* (p. 1729).

Droit des épouses associées d'exploitation agricole et des aides familiaux : *Combasteil (Jean)* (p. 1730) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1732).

Patrimoine d'affectation : *Gouzes (Gérard)* (p. 1726) ; *Geng (Francis)* (p. 1731).

Possibilité de réunir toutes les parts d'une S.A.R.L. entre les mains d'un unique sociétaire : *Gouzes (Gérard)* (p. 1726) ; *Geng (Francis)* (p. 1731).

Redressement judiciaire en agriculture et faillite : *Gouzes (Gérard)* (p. 1727-1728) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1733).

Situation fiscale du chef d'entreprise individuelle : *Geng (Francis)* (p. 1731-1732).

Situation générale de l'agriculture : *Nallet (Henri)* (p. 1730) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1733).

Situation sociale du chef d'entreprise individuelle : *Crépeau (Michel)* (p. 1729) ; *Geng (Francis)* (p. 1731).

Statut de l'exploitation agricole (E.A.R.L.) : *Gouzes (Gérard)* (p. 1728) ; *Crépeau (Michel)* (p. 1729) ; *Nallet (Henri)* (p. 1729-1730) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1732) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1733).

Discussion des articles [18 juin 1985] (p. 1735).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1832 du code civil à substituer au mot : « constituée » le mot « instituée ») : adopté ; amendement n° 2 de la commission (tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1832 du code civil « elle peut être instituée, dans les cas prévus par la loi, par l'acte de volonté d'une seule personne ») : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : statut du conjoint de l'associé unique ; conjoint salarié (p. 1735) ; amendement n° 3 de la commission (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer au mot « constituée » le mot « instituée ») : adopté ; amendement n° 22 de M. Serge Charles (dénomination sociale de la société) : non soutenu ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 23 de M. Serge Charles (réunion en une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée n'entraînant pas la dissolution de la société) : non soutenu ; amendement n° 4 de la commission (dispositions du présent chapitre relatives au fonctionnement des sociétés ne comportant qu'un seul associé s'appliquant dans un délai maximum d'un an après la réunion des parts) ; formalités relatives au changement de statut d'une société ; adopté ; amendement n° 5 de la commission (impossibilité pour une personne physique d'être associé unique de plusieurs sociétés à responsabilité limitée) ; nécessité de ne pas voir les entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée se multiplier (p. 1736) ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 6 de la commission (désignation du commissaire aux apports lorsque la société est constituée par une seule personne) ; sous-amendement n° 25 de M. Serge Charles (évaluation des apports en nature en cas de constitution d'une société unipersonnelle) : non soutenu ; amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 24 de M. Serge Charles : devenu sans objet ;

- en conséquence, cet article est ainsi rédigé.

Article 4 *bis* : amendement n° 7 de la commission (de suppression) ; caractère obligatoire du recours à un commissaire aux comptes lors d'une augmentation de capital : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 5 : amendement n° 26 de M. Serge Charles (gérance d'une société unipersonnelle) : non soutenu.

Article 6 (p. 1737) : amendement n° 27 de M. Serge Charles (tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966 « lorsque la société comprend plus d'un associé, le gérant ou, » ; non soutenu ; amendement n° 8 de la commission (convention conclue par un gérant non associé dans le cas des sociétés ne comportant qu'une seule personne) ; contrôle des conventions entre la société et l'associé unique ; adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *bis* : amendement n° 9 de la commission (interdiction des conventions autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales lorsque l'associé unique est gérant et qu'il n'existe pas de commissaire aux comptes) ; risque de confusion des patrimoines pouvant conduire à la faillite personnelle ; adopté ;

- article 6 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 7, supprimé par le Sénat : amendement n° 10 de la commission (approbation des comptes par l'associé unique) ; sous-amendement n° 28 de M. Serge Charles (tendant à rédiger ainsi le début du troisième alinéa de cet amendement « si dans ce cas l'associé unique n'est pas en même temps le gérant de la société, le rapport ») (p. 1738) ; sous-amendement n° 28 : non soutenu ; amendement n° 10 : adopté ;

- en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 8, supprimé par le Sénat.

Article 10 *bis*, supprimé par le Sénat.

Avant l'article 10 *ter* : amendement n° 11 de la commission (tendant avant l'article 10 *ter* à rédiger ainsi l'intitulé du titre II « Titre II : de l'exploitation agricole à responsabilité limitée » ; nature civile de la structure agricole proposée par le projet ; forme juridique nouvelle proposée aux agriculteurs ne pouvant en aucun cas devenir un critère d'attribution d'aide publique ou de prêt ; adopté ;

- en conséquence, le titre II est ainsi rédigé.

Article 10 *ter* (p. 1739, 1740) : amendement n° 12 de la commission (institution et régime de la société civile d'exploitation agricole à responsabilité limitée) ; associés ne supportant les pertes éventuelles qu'à concurrence de leurs apports ; exploitation agricole à responsabilité limitée étant rarement à associé unique : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 10 *ter*.

Après l'article 10 *ter* : amendement n° 13 de la commission (objet de l'exploitation agricole à responsabilité limitée) ; sous-amendement n° 29 du Gouvernement (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet amendement à supprimer le mot « principal ») ; objet principal d'une exploitation agricole à responsabilité limitée consistant en l'exercice d'une activité agricole dans des conditions comparables à celles existant dans les exploitations de caractère familial ; limitation à dix du nombre d'associés (p. 1740) ; nécessité que l'exploitation agricole à responsabilité limitée puisse prendre en charge toutes les activités liées à la production agricole ; nécessité de donner une dimension vaste à l'E.A.R.L. ; sous-amendement n° 29 : adopté ; amendement n° 13, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 14 de la commission (montant et composition du capital de l'E.A.R.L.) ; sous-amendement n° 35 du Gouvernement (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa de l'amendement n° 14) ; limitation de la responsabilité des sociétaires ; réduction du capital social à un montant inférieur à 50 000 F ; apport pouvant concourir à la formation du capital (p. 1741) ; implication fiscale de l'assimilation de la rémunération que perçoivent les associés du fait de leur participation effective aux travaux à une charge sociale ; sous-amendement n° 35 : adopté ; amendement n° 14, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 15 de la commission (associés exploitants) ; sous-amendement n° 33 de M. Jean-Jacques Benetière à cet amendement (part des associés exploitants devenant inférieure au minimum légal) ; amendement n° 30 du Gouvernement (associés exploitants) ; associés participant effectivement à l'exploitation devant détenir la majorité absolue du capital social ; ouverture de la société à des capitaux extérieurs ; législation relative aux baux ruraux ; régle de désignation et de révocation du ou des gérants ; sous-amendement n° 33 et amendement n° 15 : retirés ; amendement n° 30 : adopté (p. 1742) ; amendement n° 16 de la commission (pouvoir de décision des associés) ; sous-amendement n° 34 de M. Jean-Jacques Benetière (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant « toutefois les statuts peuvent prévoir une limitation du nombre de voix attribuées à un seul associé » ; amende-

ment n° 32 du Gouvernement (pouvoir de décision des associés) ; amendement n° 16 : retiré ; sous-amendement n° 34 : devenu sans objet ; amendement n° 32 : adopté ; amendement n° 17 de la commission (mise à disposition de biens loués) ; amendement n° 31 du Gouvernement (adhésion des preneurs à ferme à des sociétés d'exploitation agricole) ; amendement n° 17 : retiré ; amendement n° 31 : adopté.

Article 10 *quater* : amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Avant l'article 10 *quinquies* : amendement n° 19 de la commission (tendant avant cet article à supprimer l'intitulé « titre III : du redressement et de la liquidation judiciaire en agriculture ») (p. 1743) : adopté ;

[en conséquence, l'intitulé du titre III est supprimé.]

Article 10 *quinquies* : amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Titre : amendement n° 21 de la commission (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée ») : adopté ;

– en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi complété (p. 1744).

Explications de vote (p. 1744).

Abstention du groupe communiste : *Combasteil (Jean)* (p. 1744).

Abstention du groupe U.D.F. : *Gengenwin (Germain)* (p. 1745).

Abstention du groupe R.P.R. : *Gengenwin (Germain)* (p. 1745).

Droit des épouses associées d'exploitation agricole et des aides familiaux : *Combasteil (Jean)* (p. 1744).

Statut de l'exploitation agricole (E.A.R.L.) : *Combasteil (Jean)* (p. 1744) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1745).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1745).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [27 juin 1985] (p. 2103).

Augmentation de capital par apport en nature : *Marchand (Philippe)* (p. 2103).

Entreprises agricoles à responsabilité limitée : *Marchand (Philippe)* (p. 2103).

Situation de l'associé unique : *Marchand (Philippe)* (p. 2103).

Transmission d'entreprises : *Labarrère (André)* (p. 2103).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 2103-2104).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2104).

S.A.R.L.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 5.

SOCIETES COOPERATIVES

– ouvrières de production

Voir *Economie sociale* **2.**

SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (S.A.F.E.R.)

Voir *Agriculture* **17.**

SOCIETES DE CAPITAL RISQUE

Voir *Politique économique et sociale* **8.**

SOCIETES D'INTERET COLLECTIF AGRICOLE

Voir *Economie sociale* **2.**

SOCIETE UNIPERSONNELLE A RESPONSABILITE LIMITEE (S.A.R.L.U.)

Voir *Sociétés civiles et commerciales* **11.**

SOFRESID (entreprise)

Voir *Questions au Gouvernement* **1332.**

SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISES

Voir *Questions au Gouvernement* **1246, 1249.**

SOURDS ET MALENTENDANTS

Campagne électorale pour les –

Voir *Questions orales sans débat* **917.**

SPINELLI (rapport)

Voir *Questions au Gouvernement* **1255.**

SPORTS

3. – Proposition de loi n° 2899 tendant à alléger les **charges sociales des clubs sportifs** sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants bénévoles.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Politique de la jeunesse et des sports.

Voir *Questions au Gouvernement* **1446.**

S.S. 20

Voir *Euromissiles.*

STUDIO 2 (radio libre)

Voir *Questions orales sans débat* **763.**

4. – Proposition de loi n° 2636 tendant à modifier l'article 779-II du code général des impôts afin de relever le montant de l'abattement applicable aux **droits de mutation à titre gratuit** perçus sur la part des conjoints survivants, des ascendants ou des enfants vivants ou représentés, incapables de travailler dans des conditions normales de rentabilité, en raison d'une infirmité physique ou mentale.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 avril 1985 par M. Bruno Bourg-Broc. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

SUCRE

Organisation des marchés du –

Voir *Questions orales sans débat* **906.**

SUISSE

Voir *Traités et conventions* **170.**

SURREGENERATEURS

Voir *Questions au Gouvernement* **1387.**

SYNCHROTRON

Risques d'implantation du – hors de France

Voir *Questions au Gouvernement* **1177.**

SYNDICATS PROFESSIONNELS

Formation économique et sociale.

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **3.**

Position des – sur le projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail.

Voir *Travail* **27.**

Répression contre les militants syndicaux.

Voir *Questions au Gouvernement* **1378.**

Rôle des – .

Voir *Déclarations du Gouvernement* **20.**

Voir *Travail* **27.**

SYNDROME IMMUNO-DEFICITAIRE ACQUIS (SIDA)

Voir *Lois de finances* **11**, deuxième partie, affaires sociales et solidarité nationale.

T

TABACS ET ALLUMETTES

2. - Proposition de loi n° 2825 tendant à interdire la **publicité en faveur du tabac** et des produits du tabac dans la presse écrite.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 avril 1985 par M. Pierre Bas. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

TADDEI (rapport)

Voir *Questions au Gouvernement* **1491**.
Travail **27**.

TAUX D'INTERET

Voir *Lois de finances* **11**.
Questions au Gouvernement **1281**.

- des prêts
Questions au Gouvernement **1508**.

TAXES A LA VALEUR AJOUTEE (T.V.A.)

Voir *Lois de finances* **11**.

Communautaire

Voir *Traités et conventions* **174**.

- sur la redevance T.V.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), article 13.

TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Voir *Bâtiment et travaux public* **4**.

Voir *Lois de finances* **11** (première partie), articles 16, 17, 18.

TAXE PROFESSIONNELLE

Voir *Impôts locaux* **10, 11**.

Voir *Lois de finances* **11**.

TAXE SPECIFIQUE SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Voir *Bâtiment et travaux publics* **4**.

TAXE SUR LES CHIENS

Voir *Impôts locaux* **13**.

TAXIS

Apposition d'un macaron « non-fumeurs » sur les -

Voir *Questions orales sans débat* **828**.

Retraite complémentaire des chauffeurs de - non salariés

Voir *Questions orales sans débat* **792**.

TCHAD

Lois de finances 11 (deuxième partie), relations extérieures.

Présence libyenne

Voir *Questions au Gouvernement* **1235**.

TELECOMMUNICATIONS

Projet d'accord C.G.E. - A.T.T.

Voir *Questions au Gouvernement* **1509, 1517**.

TELEDIFFUSION DE FRANCE (T.D.F.)

Voir *Questions au Gouvernement* **1428**.

Attribution des fréquences télévisées

Voir *Audiovisuel* **10, 12**.

TELEPHONE

Voir *Télécommunications*.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

8. - Proposition de loi constitutionnelle n° 2915 tendant à compléter l' **article 74 de la Constitution.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 25 juillet 1985 par M. Jean Fontaine. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Charles Millou (17 octobre 1985).

Voir *Elections et référendums* **44, 45**,.

TERRORISME

Voir *Questions au Gouvernement* **1203**.

Voir *Rappels au règlement* **1222**.

Attentats terroristes dans les Pyrénées-Atlantiques

Voir *Questions orales sans débat* **766**.

- international

Voir *Questions au Gouvernement* **1383**.

Prise d'otages

Voir *Rappels au règlement* **1250**.

TEXTILE

Voir *Habillement, cuirs et textiles*.

THAILANDE

Voir *Traités et conventions* **146**.

THEATRE

Reconstruction du - Le Bobino

Voir *Questions orales sans débat* **904**.

THOMSON

Situation de l'entreprise - à Angers

Voir *Questions au Gouvernement* **1178**.

THOMSON - C.S.F.

Licenciements.

Voir *Questions au Gouvernement* **1186**.

TITRE ASSOCIATIF

Voir *Associations et mouvements* **14**.

TITRES PARTICIPATIFS

Voir *Economie sociale* **2**.

Voir *Politique économique et sociale* **8**.

TJIBAOU (Jean-Marie)

Voir *Rappels au règlement* **1, 2, 3**.

TORTURE

Voir *Traités et conventions* **156**.

TOUR EIFFEL (amendement)

Voir *Audiovisuel* **10**.

Voir *Questions au Gouvernement* **1457**.

TOURISME ET LOISIRS

Voir *Mer et littoral* **13**.

Voir *Questions au Gouvernement* **1350**.

TOXICOMANIE

Voir *Drogue*.

TRAIN A GRANDE VITESSE (T.G.V.)

Projet de T.G.V. Nord.

Voir *Questions orales sans débat* **931**.

TRAITES ET CONVENTIONS

128. - Projet de loi n° 2373 autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire hongroise** relatif à **l'exemption fiscale** des instituts hongrois à Paris et français à Budapest.

Sénat (première lecture), n° **132** (1984-1985), dépôt le 17 décembre 1984. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **274** (1984-1985) (9 mai 1985). - Discussion le 5 juin 1985. - Adoption le 5 juin 1985. - Projet de loi n° **112** (1984-1985).

Loi n° 85-597 du 11 juin 1985, publiée au *J.O.* du 14 juin 1985 (p. 6556).

129. - Projet de loi n° 2394 autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la **sécurité sociale** entre la République française et la **République de Turquie** du 20 janvier 1972.

Sénat (première lecture), n° **189** (1984-1985), dépôt le 18 décembre 1984. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport n° **245** (1984-1985) (17 avril 1985). - Discussion le 15 mai 1985. - Adoption le 15 mai 1985. - Projet de loi n° **101** (1984-1985).

Loi n° 85-535 du 21 mai 1985, publiée au *J.O.* du 23 mai 1985 (p. 5775).

139. - Projet de loi n° 2472 autorisant l'approbation d'un accord pour la mise en place d'un **réseau européen expérimental de stations océaniques** (COST 43) (ensemble trois annexes).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapport n° 2672 (9 mai 1985). - Demande de vote sans débat le 9 mai 1985. - Vote sans débat le 23 mai 1985. - Adoption le 23 mai 1985. - Projet de loi n° **789**.

Sénat (première lecture), n° **310** (1984-1985), Dépôt le 24 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Gérard Gaud. - Rapport n° **355** (1984-1985) (12 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption le 26 juin 1985. - Projet de loi n° 150 (1984-1985).

Loi n° 85-878 du 4 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1985 (p. 7583).

141. - Projet de loi n° 2524 autorisant l'approbation d'une **convention de délimitation maritime** entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de son Altesse Sérénissime le prince de **Monaco** (ensemble une annexe).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapport n° **2674** (9 mai 1985). - Demande de vote sans débat le 9 mai 1985. - Vote sans débat le 23 mai 1985. - Adoption le 23 mai 1985. - Projet de loi n° **790**.

Sénat (première lecture) n° **311** (1984-1985), Dépôt le 24 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapport n° **356** (1984-1985) (12 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **152** (1984-1985).

Loi n° 85-672 du 4 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1985 (p. 7582).

142. - Projet de loi n° 2564 autorisant l'approbation d'une convention pour la protection et la **mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes** (ensemble une annexe) et de son protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe).

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 23 janvier 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Raymond Julien (9 avril 1985). - Rapport n° **2675** (9 mai 1985). - Demande de vote sans débat le 9 mai 1985. - Vote sans débat le 23 mai 1985. - Adoption le 23 mai 1985. - Projet de loi n° 791.

Sénat (première lecture) n° **312** (1984-1985). - Dépôt le 24 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Albert Voilquin. - Rapport n° **357** (1984-1985) (12 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **153** (1984-1985).

Loi n° 85-675 du 4 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1985.

143. - Projet de loi n° 2582 autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies relatives à un **code de conduite des conférences maritimes.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jacques Mahéas (9 avril 1985). - Rapport n° 2609 (11 avril 1985). - Discussion le 16 avril 1985. - Adoption le 16 avril 1985. - Projet de loi n° **764**.

Sénat (première lecture) n° **243** (1984-1985), dépôt le 17 avril 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. André Bettencourt (24 avril 1985). - Rapport n° **254** (1984-1985). - Discussion le 9 mai 1985. - Adoption le 9 mai 1985. - Projet de loi n° **93** (1984-1985).

Loi n° 85-537 du 21 mai 1985, publiée au *J.O.* du 23 mai 1985 (p. 5776).

Discussion générale commune aux projets de loi n° 2582 et 2583 [16 avril 1985] (p. 200).

Champ d'application de la convention : *Mahéas (Jacques)* (p. 201) ; *Lacombe (Jean)* (p. 202).

Compagnie nationale (définition) : *Lengagne (Guy)* (p. 204, 208) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 205, 206).

Conférences maritimes (code de conduite des -) : *Mahéas (Jacques)* (p. 201) ; *Lengagne (Guy)* (p. 204) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 205) ;*Duroméa (André)* (p. 206).

Conférences maritimes (définition) : *Mahéas (Jacques)* (p. 201) : *Lacombe (Jean)* (p. 202).

Négociations (conditions de participation aux -) : *Lengagne (Guy)* (p. 204-205).

Pavillons de complaisance (lutte contre les -) : *Duroméa (André)* (p. 207).

Rapports Nord-Sud : *Lengagne (Guy)* (p. 208).

Ratification par la France (nécessité de la -) : *Lengagne (Guy)* (p. 207).

Règlement communautaire du 15 mai 1979 : *Mahéas (Jacques)* (p. 202) ; *Lacombe (Jean)* (p. 202) ; *Duroméa (André)* (p. 206).

Relations entre armateurs et chargeurs : *Mahéas (Jacques)* (p. 201).

Réserves communautaires : *Mahéas (Jacques)* (p. 201) ; *Lacombe (Jean)* (p. 203) ; *Lengagne (Guy)* (p. 208).

Trafic maritime de la France (conséquences de ce texte sur le -) : *Lacombe (Jean)* (p. 202, 203, 204).

Approbation d'une convention des Nations unies (n° 2582).

Discussion de l'article unique (p. 208).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention des Etats-Unis relative à un code de conduite des conférences maritimes) :* adopté.

Adoption de l'article unique (p. 208).

144. - Projet de loi n° 2585 autorisant l'approbation d'une convention relative au **concours en personnel** apporté par la République française **à la République gabonaise** (ensemble un protocole).

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étran-

gères. - Rapporteur : M. François Léotard (9 avril 1985). - Rapport n° **2727** (30 mai 1985). - Discussion le 5 juin 1985. - Adoption le 5 juin 1985. - Projet de loi n° **802.**

Sénat (première lecture) n° **346** (1984-1985), dépôt le 6 juin 1985. - Renvoi à la discussion des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jacques Ménard. - Rapport n° **359** (1984-1985) (12 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **154** (1984-1985).

Loi n° 85-673 du 4 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1985 (p. 7582).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 juin 1985] (p. 1472).

Globalisation (système de -) : *Blanc (Jacques)* (p. 1473) ; *Labarrère (André)* (p. 1473).

Mise à disposition des agents (conditions de -) : *Blanc (Jacques)* (p. 1473) ; *Labarrère (André)* (p. 1473).

Protocole financier de 1976 : *Blanc (Jacques)* (p. 1473).

Relations franco-gabonaises : *Blanc (Jacques)* (p. 1472, 1473) ; *Labarrère (André)* (p. 1473).

Situation politique au Gabon : *Mondargent (Robert)* (p. 1473, 1474) ; *Labarrère (André)* (p. 1474).

Discussion de l'article unique [5 juin 1985] (p. 1474).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République gabonaise).*

- article unique : adopté (p. 1474).

145. - Projet de loi n° 2567 autorisant l'approbation d'un protocole sur les **privilèges et immunités** de l'organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites **(Inmersat).**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Théo Vial-Massat (9 avril 1985). - Rapport n° **2676** (9 mai 1985). - Demande de vote sans débat le 9 mai 1985. - Vote sans débat le 23 mai 1985. - Adoption le 23 mai 1985. - Projet de loi n° **792.**

Sénat (première lecture). - n° **313** (1984-1985), dépôt le 24 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Claude Mont. - Rapport n° **358** (1984-1985) (12 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **151** (1984-1985).

Loi n° 85-671 du 4 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1985 (p. 7582).

146. - Projet de loi n° 2588 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande sur la **coopération en matière d'exécution des condamnations pénales.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Lydie Dupuy (9 avril 1985). - Rapport n° **2673** (9 mai 1985). - Discussion le 15 mai 1985. - Adoption le 15 mai 1985. - Projet de loi n° **783.**

Sénat (première lecture) n° **292** (1984-1985), dépôt le 21 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport n° **302** (1984-1985) (22 mai 1985). - Discussion le 5 juin 1985. - Adoption le 5 juin 1985. - Projet de loi n° **116** (1984-1985).

Loi n° 85-598 du 11 juin 1985, publiée au *J.O.* du 14 juin 1985 (p. 6556).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 mai 1985] (p. 803).

Consentement du condamné : *Nucci (Christian)* (p. 804).

Conventions de transfèrement signées par la France : *Dupuy (Lydie)* (p. 803) ; *Nucci (Christian)* (p. 804).

Durée minimale de détention : *Dupuy (Lydie)* (p. 803) ; *Nucci (Christian)* (p. 804) ; *Odru (Louis)* (p. 804).

Français détenus en Thaïlande : *Dupuy (Lydie)* (p. 803, 804) ; *Nucci (Christian)* (p. 804, 805) ; Odru (Louis) (p. 805).

Législation thaïlandaise : *Dupuy (Lydie)* (p. 803) ; *Nucci (Christian)* (p. 805).

Stupéfiants (trafic de -) : *Dupuy (Lydie)* (p. 803, 804) ; *Nucci (Christian) (p. 805).*

Discussion de l'article unique (p. 805).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande sur la coopération en matière d'exécution des condamnations pénales) :* adopté (p. 800).

Adoption de l'article unique (p. 805).

147. - Projet de loi n° 2654 autorisant l'approbation d'un protocole sur les **privilèges de la fondation européenne.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 25 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Paul Dhaille (9 mai 1985). - Rapport n° **2752** (6 juin 1985). - Demande de vote sans débat le 6 juin 1985. - Vote sans débat le 19 juin 1985. - Projet de loi n° **819.**

Sénat (première lecture) n° **397** (1984-1985), dépot le 20 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Louis Jung. - Rapport n° **400** (1984-1985) (20 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption le 26 juin 1985). - Projet de loi n° **148** (1984-1985).

Loi n° 85-670 du 4 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1985 (p. 7582).

148. - Projet de loi n° 2655 autorisant l'approbation d'un protocole sur les **immunités de la fondation européenne,** ouvert à la signature des Etats signataires de l'accord fait à Bruxelles le 29 mars 1982 instituant cette fondation.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 25 avril 1985 par M. Laurent Fabius, premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Paul Dhaille (9 mai 1985). - Rapport n° **2753** (6 juin 1985). - Demande de vote sans débat le 6 juin 1985. - Vote sans débat le 19 juin 1985. - Adoption le 19 juin 1985. - Projet de loi n° **820.**

Sénat (première lecture), n° **399** (1984-1985). - Dépôt le 20 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Louis Jung. - Rapport n° **401** (1984-1985) (20 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **149** (1984-1985).

Loi n° 85-674 du 4 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1985 (p. 7583).

149 - Projet de loi n° 2656 autorisant l'adhésion à un protocole sur l'**intervention en haute mer en cas de pollution** par des substances autres que les hydrocarbures.

Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Pierre Raynal (9 mai 1985). - Rapport n° **2697** (23 mai 1985). - Demande de vote sans débat le 23 mai 1985. - Vote sans débat le 13 juin 1985. - Adoption le 13 juin 1985. - Projet de loi n° **809.**

Sénat (première lecture), n° **371** (1984-1985). - Dépôt le 14 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Matraja. - Rapport n° **41** (1985-1986) (17 octobre 1985). - Discussion le 30 octobre 1985. - Adoption le 30 octobre 1985. - Projet de loi n° **12** (1985-1986).

Loi n° 85-1172 du 12 novembre 1985, publiée au *J.O.* du 13 novembre 1985 (p. 13111).

150. - Projet de loi n° 2686 autorisant la ratification d'un protocole portant amendement de la convention relative à l'**aviation internationale** (art. 3 *bis*).

Sénat (première lecture), n° **159** (1984-1985). - Dépôt le 17 décembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Matraja (2 mai 1985). - Rapport n° **285** (1984-1985). - Discussion le 15 mai 1985. - Adoption le 15 mai 1985. - Projet de loi n° **102** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2686** . - Dépôt le 20 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourré (23 mai 1985). - Rapport n° **2728** (30 mai 1985). - Demande de vote sans débat le 30 mai 1985. - Vote sans débat le 13 juin 1985. - Adoption le 13 juin 1985. - Projet de loi n° **813.**

Loi n° 85-612 du 18 juin 1985, publiée au *J.O.* du 20 juin 1985 (p. 6810).

151. - Projet de loi n° 2687 autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 90 concernant le **travail de nuit des enfants dans l'industrie** (révisée en 1948).

Sénat (première lecture), n° **218** (1984-1985). - Dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Paul Robert. - Rapport n° **268** (1984-1985) (2 mai 1985). - Discussion le 15 mai 1985. - Adoption le 15 mai 1985. - Projet de loi n° **98** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2687** Dépôt le 20 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean Rousseau (23 mai 1985). - Rapport n° **2698** (23 mai 1985). - Demande de vote sans débat le 23 mai 1985). - Vote sans débat le 13 juin 1985. - Adoption le 13 juin 1985. - Projet de loi n° **810.**

Loi n° 85-609 du 18 juin 1985, publiée au *J.O.* du 20 juin 1985 (p. 6810).

152. - Projet de loi n° 2688 autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 148 concernant la **protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail.**

Sénat (première lecture), n° **217** (1984-1985). - Dépôt le 2 avril 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Serge Boucheny. - Rapport n° **253** (1984-1985) (24 avril 1985). - Discussion le 15 mai 1985. - Adoption le 15 mai 1985. - Projet de loi n° **99** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2688.** - Dépôt le 20 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Manuel Escutia (23 mai 1985). - Rapport n° **2699** (23 mai 1985). - Demande de vote sans débat le 23 mai 1985. - Vote sans débat le 13 juin 1985. - Adoption le 13 juin 1985. - Projet de loi n° **811.**

Loi n° 85-610 du 18 juin 1985, publiée au *J.O.* du 20 juin 1985 (p. 6810).

153. - Projet de loi n° 2689 autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 152 concernant la **sécurité et l'hygiène du travail dans les manutentions portuaires.**

Sénat (première lecture), n° **218** (1984-1985). - Dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Matraja. - Rapport n° **267** (1984-1985) (2 mai 1985). - Discussion le 15 mai 1985. - Adoption le 15 mai 1985. - Projet de loi n° **100** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2689.** - Dépôt le 20 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Théo Vial-Massat (23 mai 1985). - Rapport n° **2700** (23 mai 1985). - Demande de vote sans débat le 23 mars 1985. - Vote sans débat le 13 juin 1985. - Adoption le 13 juin 1985. - Projet de loi n° **812.**

Loi n° 85-611 du 18 juin 1985, publié au *J.O.* du 20 juin 1985 (p. 6810).

154. - Projet de loi n° 2729 autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Québec** en matière de **sécurité sociale** du 12 février 1979.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 mai 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Xavier Deniau (6 juin 1985). - Rapport n° **3135** (28 novembre 1985). - Discussion le 4 décembre 1985. - Adoption le 4 décembre 1985. - Projet de loi n° **931.**

Sénat (première lecture), n° **146** (1985-1986). - Dépôt le 5 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport n° **196** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **67** (1985-1986).

Loi n° 85-1473 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 13).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5235).

Entente du 12 février 1979 : *Deniau (Xavier)* (p. 5235) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5235).

Terme « d'entente » : *Deniau (Xavier) (p. 5235).*

Travailleurs non salariés : *Deniau (Xavier)* (p. 5235) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5235).

Discussion de l'article unique [4 décembre 1985] (p. 5235).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente entre le Gouvernement de la France et le Gouvernement du Québec) :* adopté (p. 5235).

155. - Projet de loi n° 2730 autorisant l'approbation d'une **convention de sécurité sociale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de **Côte-d'Ivoire** (ensemble deux protocoles).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 mai 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Maurice Adevah-Pœuf (6 juin 1985). - Rapport n° **3130** (28 novembre 1985). - Discussion le 4 décembre 1985. - Adoption le 4 décembre 1985. - Projet de loi n° **930.**

Sénat (première lecture), n° **145** (1985-1986). - Dépôt le 5 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport n° **195** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **68** (1985-1986).

Loi n° 85-1477 du 31 décembre 1985 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 14).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5234).

Assurance vieillesse (droit d'option) : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 5234).

Continuité de la protection : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 5234).

Convention (objectifs de la -) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5234).

Discussion de l'article unique [4 décembre 1985] (p. 5235).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre la France et la Côte-d'Ivoire) :* adopté (p. 5235).

156. - Projet de loi n° 2731 autorisant la ratification d'une **convention contre la torture** et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 mai 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Lydie Dupuy (6 juin 1985). - Rapport n° **2768** (13 juin 1985). - Discussion le 21 juin 1985. - Adoption le 21 juin 1985. - Projet de loi n° **830**.

Sénat (première lecture), n° **412** (1985-1986). - Dépôt le 24 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport n° **9** (1985-1986) (2 octobre 1985). - Discussion le 30 octobre 1985. - Adoption le 30 octobre 1985. - Projet de loi n° **14** (1985-1986).

Loi n° 85-1173 du 12 novembre 1985, publiée au *J.O.* du 13 novembre 1985 (p. 13111).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 juin 1985] (p. 1882) :

Amnesty International : *Loncle (François)* (p. 1884).

Comité contre la torture (rôle et moyens du -) : *Loncle (François) (p. 1883) ; Badinter (Robert)* (p. 1883-1884).

Définition de la torture : *Loncle (François)* (p. 1882) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1884).

Historique de la négociation de la convention : *Loncle (François)* (p. 1882) ; *Badinter (Robert)* (p. 1883).

Règle de compétence universelle : *Loncle (François)* (p. 1882) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1884).

Répression de la torture : *Loncle (François)* (p. 1882) ; *Badinter (Robert)* (p. 1883).

Restrictions à l'expulsion, au refoulement et à l'extradition : *Loncle (François)* (p. 1882).

Discussion de l'article unique (p. 1885).

Article unique *(autorisant la ratification de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants) :* adopté (p. 1885).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 1885).

157. - Projet de loi n° 2732 autorisant la ratification du protocole n° 6 à la **convention de sauvegarde des Droits de l'homme** et des libertés fondamentales concernant **l'abolition de la peine de mort.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 30 mai 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Claude Estier (6 juin 1985). - Rapport n° 2769 (13 juin 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (18 juin 1985). - Rapporteur pour avis : M. Alain Richard (20 juin 1985). - Avis n° 2818 (20 juin 1985). - Discussion le 21 juin 1985. - Adoption le 21 juin 1985.

Projet de loi n° **829**.

Sénat (première lecture), n° **413** (1984-1985), dépôt le 24 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Charles Bosson. - Rapport n° **44** (1985-1986) (17 octobre 1985). - Discussion le 30 octobre 1985. - Rejet le 30 octobre 1985. - Projet de loi n° **15** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3027,** dépôt le 4 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Claude Estier. - Rapport n° **3091** (20 novembre 1985). - Discussion le 21 novembre 1985. - Adoption avec modifications le 21 novembre 1985. - Projet de loi n° **908.**

Sénat (deuxième lecture), n° **103** (1985-1986), dépôt le 22 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Charles Bosson. - Rapport n° **115** (1985-1986) (27 novembre 1985). - Discussion le 11 décembre 1985. - Rejet le 11 décembre 1985. - Projet de loi n° **47** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Bureau [*J.O.* du 13 décembre 1985] (p. 14516).

Assemblée nationale : rapporteur : M. Claude Estier. - Rapport n° **3184** (12 décembre 1985).

Sénat : rapporteur : M. Charles Bosson. - Rapport n° **192** (1985-1986) (12 décembre 1985). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3175,** dépôt le 11 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Claude Estier. - Rapport n° **3209** (17 décembre 1985). - Discussion le 17 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 17 décembre 1985. - Projet de loi n° **963.**

Sénat (troisième lecture), n° **231** (1985-1986), dépôt le 17 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Charles Bosson. - Rapport n° **232** (1985-1986) (18 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Rejet le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **77** (1985-1986).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **3235,** dépôt le 19 décembre 1985. - Renvoi à la commisson des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Claude Estier. - Rapport n° **3236** (19 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **987.**

Loi n° 85-1485 du 31 décembre 1985 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 16).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 juin 1985] (p. 1867) :

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Debré (Michel) : *Debré (Michel)* (p. 1874, 1875, 1876) ; *Richard (Alain)* (p. 1876-1877) ; rejetée au scrutin public (p. 1878).

Atteinte à la souveraineté française en matière pénale : *Estier (Claude)* (p. 1870) ; *Richard (Alain)* (p. 1870, 1871) ; *Debré (Michel)* (p. 1874, 1875) ; *Dumas (Roland)* (p. 1876, 1877).

Compatibilité de la ratification du protocole avec l'article 16 de la Constitution : *Estier (Claude)* (p. 1869, 1870) ; *Richard (Alain)* (p. 1871) ; *Badinter (Robert)* (p. 1873) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1878).

Convention européenne des Droits de l'homme : *Estier (Claude)* (p. 1868) ; *Dumas (Roland)* (p. 1872, 1877) ; *Badinter (Robert)* (p. 1873).

Décisions du Conseil constitutionnel : *Debré (Michel)* (p. 1874, 1875) ; *Richard (Alain)* (p. 1876) ; *Dumas (Roland)* (p. 1876, 1877) ; *Provost (Eliane)* (p. 1881).

Dénonciation du protocole : *Estier (Claude)* (p. 1869) ; *Dumas (Roland)* (p. 1872, 1877) ; *Badinter (Robert)* (p. 1873) ; *Debré (Michel)* (p. 1875) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1878) ; *Provost (Eliane)* (p. 1881).

Droits de l'homme : *Estier (Claude)* (p. 1870) ; *Dumas (Roland)* (p. 1871, 1872) ; *Badinter (Robert)* (p. 1872) ; *Debré (Michel)* (p. 1875).

Limitation au temps de paix de l'obligation de l'abolition de la peine de mort : *Estier (Claude)* (p. 1868, 1869) ; *Dumas (Roland)* (p. 1872) ; *Badinter (Robert)* (p. 1872) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 1878).

Loi du 9 octobre 1981 portant abolition de la peine de mort : *Estier (Claude)* (p. 1867) ; *Dumas (Roland)* (p. 1872) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1878) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 1879, 1800) ; *Provost (Eliane)* (p. 1881).

Peine de substitution (et période de sûreté) : *Harcourt (Florence d')* (p. 1878, 1879, 1880) ; *Badinter (Robert)* (p. 1881).

Politique européenne de la France : *Debré (Michel)* (p. 1875) ; *Richard (Alain)* (p. 1876).

Portée du protocole : *Estier (Claude)* (p. 1868) ; *Badinter (Robert)* (p. 1869) ; *Provost (Eliane)* (p. 1881.

Procédure d'élaboration du protocole : *Estier (Claude)* (p. 1867, 1868) ; *Dumas (Roland)* (p. 1872) ; *Badinter (Robert)* (p. 1873).

Procédure du recours individuel devant la Commission européenne des Droits de l'homme : *Dumas (Roland)* (p. 1872).

Discussion de l'article unique (p. 1881).

Article unique *(autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort)* (p. 1881).

- adoption au scrutin public de l'article unique (p. 1882).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [21 novembre 1985] (p. 4658).

Abolition de la peine de mort en France : *Estier (Claude)* (p. 4658) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4659).

Article 16 de la Constitution : *Estier (Claude)* (p. 4658).

Réclusion perpétuelle incompressible : *Estier (Claude)* (p. 4658) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4659).

Réforme du code pénal (absence de -) : *Estier (Claude)* (p. 4658).

Explications de vote (p. 4659).

Code pénal (compétence de la représentation nationale) : *Deniau (Xavier)* (p. 4659).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 4659).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1985] (p. 6239).

Droits de l'homme (action du Gouvernement en faveur des -) : *Labarrère (André)* (p. 6239).

Echec de la commission mixte paritaire : *Estier (Claude)* (p. 6239).

Peines de sûreté incompressibles : *Labarrère (André)* (p. 6239, 6240).

Explications de vote (p. 6240) :

Vote positif du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6240).

Adoption de l'article unique (p. 6240).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6526).

Droits de l'homme : *Franceschi (Joseph)* (p. 6526).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Estier (Claude)* (p. 6526).

Discussion de l'article unique (p. 6526).

Article unique *(autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort, fait à Strasbourg le 28 avril 1983).*

Vote positif du groupe communiste : Odru (Louis) (p. 6526).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 6526).

158. - Projet de loi n° 2746 autorisant l'**approbation d'un accord international de 1983 sur les bois tropicaux** (ensemble trois annexes).

Sénat (première lecture) n° **259** (1984-1985), dépôt le 25 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. André Bettencourt. - Rapport n° **285** (1984-1985) (15 mai 1985). - Discussion le 5 juin 1985. - Adoption le 5 juin 1985. - Projet de loi n° **117** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2748**, dépôt le 6 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Florence d'Harcourt (6 juin 1985). - Rapport n° **2751** (6 juin 1985). - Demande de vote sans débat le 6 juin 1985. - Adoption le 19 juin 1985. - Projet de loi n° **822**.

Loi n° 85-640 du 27 juin 1985, publié au *J.O.* du 28 juin 1985 (p. 7136).

159 - Projet de loi n° 2747 autorisant l'approbation d'un avenant à la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du **Sénégal** tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles à d'assistance réciproque en matière fiscale signé le 29 mars 1974 (ensemble un protocole).

Sénat (première lecture), n° **158** (1984-1985). - Dépôt le 17 décembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **275** (1984-1985) (9 mai 1985). - Discussion le 5 juin 1985. - Adoption le 5 juin 1985. - Projet de loi n° **113** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2747**. - Dépôt le 6 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Michel Sainte-Marie (6 juin 1985). - Rapport n° **2750** (6 juin 1985). - Demande de vote sans débat le 6 juin 1985. - Vote sans débat le 19 juin 1985. - Adoption le 19 juin 1985. - Projet de loi n° **821**.

Loi n° 85-639 du 27 juin 1985, publiée au *J.O.* du 28 juin 1985 (p. 7136).

160. - Projet de loi n° 2748 autorisant la ratification d'un avenant à la **convention fiscale** entre la République française et les **Etats-Unis d'Amérique** en matière d'impôts sur le revenu et fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 eu du 24 novembre 1978.

Sénat (première lecture), n° **213** (1984-1985). - Dépôt le 2 avril 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **276** (1984-1985) (10 mai 1985). - Discussion le 5 juin 1985. - Adoption le 5 juin 1985. - Projet de loi n° **114** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2748** , dépôt le 6 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Michel Bérégovoy (6 juin 1985). - Rapport n° **2770** (13 juin 1985). - Renvoi pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (11 juin 1985). - Rapporteur pour avis : M. François Mortelette (13 juin 1985). - Avis n° **2793** (18 juin 1985). - Discussion le 19 juin 1985. - Adoption le 19 juin 1985. - Projet de loi n° **823**.

Loi n° 85-641 du 27 juin 1985, publiée au *J.O.* du 28 juin 1985 (p. 7136).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [19 juin 1985] (p. 1768).

Champ d'application de la convention : *Mortelette (François)* (p. 1769) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1772).

Clause anti-abus : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1769) ; *Mortelette (François)* (p. 1769-1770) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1771).

Compétence de la commission des affaires étrangères : *Bérégovoy (Pierre) (p. 1769) ; Mortelette (François)* (p. 1770) ; *Jans (Parfait)* (p. 1772) ; *Bellon (André)* (p. 1772).

Convention fiscale franco-américaine du 28 juillet 1967 : *Bérégovoy (Pierre) (p. 1768) ; Mortelette (François) (p. 1769) ; Baylet (Jean-Michel)* (p. 1771).

Double imposition : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1769) ; *Mortelette (François)* (p. 1770) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1771) ; *Jans (Parfait)* (p. 1772) ; *Bellon (André)* (p. 1772).

Introduction de l'I.G.F. dans la convention fiscale franco-américaine : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1768) ; *Mortelette (François)* (p. 1769-1770) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1771).

Mesures d'atténuation temporaire : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1769) ; *Mortelette (François)* (p. 1770) ; *Jans (Parfait)* (p. 1772).

Régime des intérêts : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1769) ; *Mortelette (François)* (p. 1769) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1771).

Revenus des artistes et des sportifs : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1769) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1771).

Taxes sur la fortune perçues aux Etats-Unis : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1769) ; *Mortelette (François)* (p. 1770) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1771).

Discussion de l'article unique (p. 1773).

Article unique (autorisation de la ratification de l'avenant à la convention fiscale entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôt sur le revenu et la fortune).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 1773).

161 - Projet de loi n° 2749 autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de la **Norvège** en vue d'éviter les **doubles impositions** de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel).

Sénat (première lecture), n° **214**, (1984-1985), dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvois à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **277** (1984-1985) (10 mai 1985). - Discussion le 5 juin 1985. - Adoption le 5 juin 1985. - Projet de loi n° **115** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2749**. - Dépôt le 6 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Robert Montdargent (6 juin 1985). - Rapport n° **2771** (13 juin 1985). - Demande de vote sans débat le 13 juin 1985. - Vote sans débat le 27 juin 1985. - Adoption le 27 juin 1985. - Projet de loi n° **846**.

Loi n° 85-878 du 5 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1985 (p. 7588).

162. - Projet de loi n° 2790 autorisant la ratification du protocole n° 7 à la convention de **sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales**.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 juin 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. François Léotard (3 octobre 1985). - Rapport n° **3134** (28 novembre 1985). - Discussion le 4 décembre 1985. - Adoption le 4 décembre 1985. - Projet de loi n° **939**.

Sénat (première lecture), n° **154** (1985-1986), dépôt le 5 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Charles Bosson. - Rapport n° **204** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **69** (1985-1986).

Loi n° 85-1475 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 13).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5248) :

Champ d'application du protocole (notamment article 5 relatif à l'autorité parentale) : *Blanc (Jacques)* (p. 5248) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5249).

Protocole (contenu du -) : *Blanc (Jacques)* (p. 5248) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5249).

Turquie (droits de l'homme en -) : *Odru (Louis)* (p. 5249).

Turquie (problème des gardes d'enfants) : *Blanc (Jacques)* (p. 5249).

Discussion de l'article unique (p. 5250).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 5250).

Article unique *(autorisant la ratification du protocole n° 7 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales)* : adopté (p. 5250).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 5250).

163. - Projet de loi n° 2854 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le **Conseil fédéral suisse** relatif au **raccordement des autoroutes** entre Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) et Bardonnex (Genève) (ensemble une annexe).

Sénat (première lecture), n° **306** (1984-1985), dépôt le 23 mai 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Charles Bosson. - Rapport n° **399** (1984-1985) (19 juin 1985). - Discussion le 26 juin 1985. - Adoption le 26 juin 1985. - Projet de loi n° **147** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2854**, dépôt le 26 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Florence d'Harcourt (3 octobre 1985). - Rapport n° **3237** (19 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **990**.

Loi n° 85-1484 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 16).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6525).

Intérêt de l'accord : *Franceschi (Joseph)* (p. 6525).

Modalités de réalisation de l'accord : *d'Harcourt (Florence)* (p. 6525) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 6525).

Modification de frontières : *d'Harcourt (Florence)* (p. 6525) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 6525, 6526).

Discussion de l'article unique (p. 6526).

Article unique *(autorisation de l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois et Bardonnex, signé à Paris le 27 septembre 1984).*

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 6526).

164. - Projet de loi n° 2856 relatif à la répartition de l'indemnité versée par la **République populaire du Bénin** en application de l'accord du 7 janvier 1984.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 26 juin 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Maurice Adevah-Pœuf (3 octobre 1985). - Rapport n° **3129** (28 novembre 1985). - Discussion le 4 décembre 1985. - Adoption le 4 décembre 1985. - Projet de loi n° **934**.

Sénat (première lecture), n° **149** (1985-1986), dépôt le 5 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Paul Robert. - Rapport n° **199** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **70** (1985-1986).

Loi n° 85-1481 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 15).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5238).

Affaire des mercenaires : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 5239).

Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 5238).

Amélioration des relations entre la France et le Bénin : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 5238).

Répartition de l'indemnité entre les bénéficiaires : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 5238) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5239).

Discussion des articles (p. 5239).

Article 1er *(répartition par l'Agence nationale pour l'indemnisation des français d'outre-mer de l'indemnité forfaitaire versée par la République du Bénin) :* adopté.

Article 2 *(répartition de cette indemnité au marc le franc) :* adopté.

Article 3 *(répartition de la valeur d'indemnisation des biens)* : adopté.

Article 4 *(précisant que les indemnités attribuées ne présentent pas le caractère de revenu pour l'assiette des impôts et taxes)* : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5239).

165. - Projet de loi n° 2914 autorisant la ratification de la troisième **convention A.C.P./C.E.E.** (et documents connexes) signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P./C.E.E.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 11 juillet 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Guy Vadepied (3 octobre 1985). - Rapport n° **2981** (3 octobre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du plan (25 juillet 1985). - Rapporteur pour avis : M. Jean-Jacques Benetière (3 octobre 1985). - Avis n° **2966** (2 octobre 1985). - Discussion le 8 octobre 1985. - Adoption le 8 octobre 1985. - Projet de loi n° **888.**

Sénat (première lecture), n° **21** (1985-1986), dépôt le 8 octobre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Claude Mont. - Rapport n° **71** (1985-1986) (6 novembre 1985). - Discussion le 13 novembre 1985. - Adoption le 13 novembre 1985. - Projet de loi n° **30** (1985-1986).

Loi n° 85-1224 du 22 novembre 1985, publiée au *J.O.* du 23 novembre 1985 (p. 3578).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [8 octobre 1985] (p. 2751) :

Coopération financière et technique : *Vadepied (Guy)* (p. 2752, 2754) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 2755) ; *Nucci (Christian)* (p. 2757) ; *Vivien (Alain)* (p. 2761) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2762).

Coopération industrielle : *Vadepied (Guy)* (p. 2752).

Coopération régionale : *Vadepied (Guy)* (p. 2753) ; *Nucci (Christian)* (p. 2758).

Départements et territoires d'outre-mer (situation des -) : *Vadepied (Guy)* (p. 2754) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 2756) ; *Sablé (Victor)* (p. 2759, 2760) ; *Nucci (Christian)* (p. 2763).

Développement (approche nouvelle du -) : *Vadepied (Guy)* (p. 2753, 2754) ; *Nucci (Christian)* (p. 2757) ; *Bellon (André)* (p. 2758, 2759).

Droits de l'homme : *Nucci (Christian)* (p. 2758) ; *Vivien (Alain)* (p. 2761) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2762).

Dialogue Nord-Sud : *Vadepied (Guy)* (p. 2751) ; *Nucci (Christian)* (p. 2756, 2764) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2762).

Echanges (structures des -) : *Vadepied (Guy)* (p. 2752).

Fonds européen de développement (F.E.D.) : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 2755) ; *Vivien (Alain)* (p. 2761).

France (contribution de la -) : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 2755) ; *Nucci (Christian)* (p. 2757) ; *Bellon (André)* (p. 2759).

Lomé I et II (bilan des conventions de -) : *Vadepied (Guy)* (p. 2751, 2752, 2753).

Lomé III (négociations de -) : *Vadepied (Guy)* (p. 2753) ; *Nucci (Christian)* (p. 2757).

Plan Reagan : *Sablé (Victor)* (p. 2760) ; *Nucci (Christian)* (p. 2763).

Politique alimentaire : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 2755, 2756) ; *Nucci (Christian)* (p. 2757, 2758).

Programmation contractuelle : *Vadepied (Guy)* (p. 2753, 2754).

Protocole riz : *Vadepied (Guy)* (p. 2754).

Stabex et Sysmin (fonctionnement du -) : *Vadepied (Guy)* (p. 2752) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 2755, 2756).

Discussion des articles [8 octobre 1985] (p. 2763).

Article 1er *(autorisant la ratification de la troisième convention de Lomé) :* adopté.

Article 2 *(autorisant l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la communauté européenne) :* adopté.

Article 3 *(autorisant l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention de Lomé) :* adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2764).

166. - Projet de loi n° 2948 autorisant l'approbation d'un accord constitutif de la **société interaméricaine d'investissement** (ensemble une annexe).

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Louis Moulinet (3 octobre 1985). - Rapport n° **3128** (28 novembrre 1985). - Discussion le 4 décembre 1985. - Adoption le 4 décembre 1985. - Projet de loi n° **937.**

Sénat (première lecture), n° **152** (1985-1986), dépôt le 5 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel Alloncle. - Rapport n° **202** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **71** (1985-1986).

Loi n° 85-1479 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 14).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5243).

Amérique Latine (situation économique) : *Odru (Louis)* (p. 5244).

Départements d'outre-mer (situation des -) : *Moulinet (Louis)* (p. 5244).

France (appartenance de la - aux institutions financières internationales) : *Moulinet (Louis)* (p. 5243).

France (qualification ou non de pays « non régional ») : *Moulinet (Louis)* (p. 5243).

Société interaméricaine d'investissement (présence de la France dans la -) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5245).

Société interaméricaine d'investissement (historique de l'accord constitutif) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5244, 5245).

U.S.A. (contraine exercée par les -) : *Odru (Louis)* (p. 5244).

Discussion de l'article unique (p. 5245).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement).*

Explications de vote (p. 5245).

Abstention du groupe R.P.R. : *Deniau (Xavier)* (p. 5246).

Départements d'outre-mer (situation des -) : *Deniau (Xavier)* (p. 5246) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5246).

Etat régional (problème de qualification d' -) : *Deniau (Xavier)* (p. 5245).

Langue de travail de la société interaméricaine d'investissement : *Deniau (Xavier)* (p. 5245) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5246).

Zone caraïbe (définition de la -) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5246) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5246).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 5246).

167. - Projet de loi n° 2949 autorisant l'approbation d'un **accord de coopération en matière économique et financière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République gabonaise.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et de M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Xavier Deniau (3 octobre 1985). - Rapport n° **3131** (28 novembre 1985). - Discussion le 4 décembre 1985. - Adoption le 4 décembre 1985. - Projet de loi n° **932.**

Sénat (première lecture), n° **147** (1985-1986), dépôt le 5 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jacques Ménard. - Rapport n° **197** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **72** (1985-1986).

Loi n° 85-1483 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 15).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5235).

Actualisation de l'accord du 17 août 1960 : *Deniau (Xavier)* (p. 5236) ; *Baylet (Jean-Pierre)* (p. 5236).

Droits de l'homme (violation des - au Gabon) : *Odru (Louis)* (p. 5236).

Objectifs de cet accord : *Baylet (Jean-Pierre)* (p. 5236).

Discussion de l'article unique (p. 5236).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique et financière entre la France et le Gabon) :* adopté (p. 5236).

166. - Projet de loi n° 2996 autorisant l'approbation du **code européen de sécurité sociale** fait à Strasbourg le 16 avril 1964.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 11 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Louis Moulinet (21 novembre 1985). - Rapport n° **3136** (28 novembre 1985). - Discussion le 4 décembre 1985. - Adoption le 4 décembre 1985. - Projet de loi n° **936.**

Sénat (première lecture), n° **153** (1985-1986). - Dépôt le 5 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Matraja. - Rapport n° **203** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **73** (1985-1986).

Loi n° 85-1480 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1985 (p. 14).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5246).

Code européen de sécurité sociale : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5247).

Norme minimale de la sécurité sociale : *Moulinet (Louis)* (p. 5247).

Ratification partielle : *Moulinet (Louis)* (p. 5247) ; *Odru (Louis)* (p. 5247) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5248).

« Responsabilisation » (thème de la -) : *Odru (Louis)* (p. 5247).

Discussion de l'article unique (p. 5248).

Article unique *(autorisant l'approbation du code européen de sécurité sociale) :* adopté (p. 5248).

169. - Projet de loi n° 3016 autorisant l'approbation d'un accord concernant la coopération en matière de **lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures** et autres substances dangereuses (ensemble une annexe).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Pierre Raynal (21 novembre 1985). - Rapport n° **3127** (28 novembre 1985). - Discussion le 4 décembre 1985. - Adoption le 4 décembre 1985. - Projet de loi n° **933.**

Sénat (première lecture), n° **148** (1985-1986). - Dépôt le 5 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel Crucis. - Rapport n° **198** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **74** (1985-1986).

Loi n° 85-1476 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 13).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5236).

Flexibilité du temps de travail : *Duroméa (André)* (p. 5237) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5238).

Frais d'assistance : *Raynal (Pierre)* (p. 5237).

Informations (obligation d'échanges d'-) : *Raynal (Pierre)* (p. 5237) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5238).

Mer du Nord (définition de la région) : *Raynal (Pierre)* (p. 5237).

Pavillons de complaisance : *Duroméa (André)* (p. 5237) ; *Baylet (Jean-Pierre)* (p. 5238).

Polmar (plan) : *Raynal (Pierre)* (p. 5237).

Discussion de l'article unique (p. 5238).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses) :* adopté (p. 5238).

170. - Projet de loi n° 3024 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le **Conseil fédéral suisse** relatif à l'imposition des

rémunérations des **travailleurs frontaliers,** signé à Paris le 11 avril 1983, complété par l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 et modifié par l'échange de lettres des 2 et 5 septembre 1985.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 31 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Urgence déclarée le 15 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Lydie Dupuy (14 novembre 1985). - Rapport n° **3087** (20 novembre 1985). - Discussion le 21 novembre 1985. - Adoption le 21 novembre 1985. - projet de loi n° **909.**

Sénat (première lecture), n° **104** (1985-1986). - Dépôt le 22 novembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **117** (1985-1986) (28 novembre 1985). - Discussion le 11 décembre 1985. - Adoption le 11 décembre 1985. - Projet de loi n° **46** (1985-1986).

Loi n° 85-1338 du 18 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 19 décembre 1985 (p. 14777).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 novembre 1985] (p. 4659).

Flux de main-d'œuvre (évolution des -) : *Dhaille (Paul) (p. 4659) ; Lalumière (Catherine)* (p. 4659).

Imposition dans l'Etat d'activité (dérogation au principe d'-) : *Lalumière (Catherine)* (p. 4659) ; *Grimont (Jean)* (p. 4660).

Rétrocession d'impôts : *Dhaille (Paul)* (p. 4659) ; *Grimont (Jean)* (p. 4660).

Travailleur frontalier (définition du -) : *Lalumière (Catherine)* (p. 4660) ; *Grimont (Jean)* (p. 4660).

Discussion de l'article unique (p. 4660).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la Suisse relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers).*

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 4660).

171. - Projet de loi n° 3028 autorisant l'approbation de l'accord sur la **coopération culturelle, scientifique et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du **Népal.**

Sénat (première lecture), n° **480** (1984-1985), dépôt le 29 août 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Merli. - Rapport n° **43** (1985-1986) (17 octobre 1985). - Discussion le 30 octobre 1985. - Adoption le 30 octobre 1985. - Projet de loi n° **13** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **3028,** dépôt le 4 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Théo Vial-Massat (21 novembre 1985). - Rapport n° **3155** (5 décembre 1985). - Demande de vote sans débat le 5 décembre 1985. - Vote sans débat le 19 décembre 1985. - Adoption le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **973.**

Loi n° 85-1474 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 13).

172. - Projet de loi n° 3043 autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de **Côte-d'Ivoire** tendant à éviter les doubles impositions et à établir des **règles d'assistance réciproque en matière fiscale,** signée le 6 avril 1966, ensemble un protocole.

Sénat (première lecture), n° **3** (1985-1986), dépôt le 2 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **57** (1985-1986) (30 octobre 1985). - Discussion le 6 novembre 1985. - Adoption le 6 novembre 1985. - Projet de loi n° **20** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **3043,** dépôt le 7 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Michel Bérégovoy (21 novembre 1985). - Rapport n° **3156** (5 décembre 1985). - Demande de vote sans débat le 5 décembre 1985. - Vote sans débat le 19 décembre 1985. - Adoption le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **974.**

Loi n° 85-1482 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 15).

173. - Projet de loi n° 3044 autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du **Conseil des communautés européennes** les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des gouvernements des Etats membres, relatif au **versement à la Communauté d'avances non remboursables** pour 1985.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 7 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Urgence déclarée le 19 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Paul Dhaille (14 novembre 1985). - Rapport n° **3089** (20 novembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (8 novembre 1985). - Rapporteur pour avis : M. Alain Rodet (14 novembre 1985). - Avis n° **3082** (19 novembre 1985). - Discussion le 21 novembre 1985. - Adoption le 21 novembre 1985. - Projet de loi n° **906.**

Sénat (première lecture), n° **106** (1985-1986), dépôt le 26 novembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **160** (1985-1986) (5 décembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur pour avis : M. Jacques Genton. - Avis n° **156** (1985-1986) (5 décembre 1985). - Discussion le 11 décembre 1985. - Adoption le 11 décembre 1985. - Projet de loi n° **50** (1985-1986).

Loi n° 85-1336 du 18 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 19 décembre 1985 (p. 14775).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi nos **3045** et **3044** [21 novembre 1985] (p. 4599).

Voir *Traités et conventions* **174.**

Discussion de l'article unique (p. 4613).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des communautés européennes relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985) :* adopté (p. 4613).

174. - Projet de loi n° 3045 autorisant l'approbation de la décision du **Conseil des communautés européennes** du 7 mai 1985 relative au **système des ressources propres des Communautés.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 7 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Urgence déclarée le 19 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Michel Bérégovoy (14 novembre 1985). - Rapport n° **3088** (20 novembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (8 novembre 1985). - Rapporteur pour avis : M. Alain Rodet (14 novembre 1985). - Avis n° **3083** (19 novembre 1985). - Discussion le 21 novembre 1985. - Adoption le 21 novembre 1985. - Projet de loi n° **905.**

Sénat (première lecture), n° **105** (1985-1986). - Dépôt le 26 novembre 1985. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **159**

(1985-1986) (5 décembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur pour avis : M. Jacques Genton. - Avis n° **155** (1985-1986) (5 décembre 1985). - Discussion le 11 décembre 1985. - Adoption le 11 décembre 1985. - Projet de loi n° **49** (1985-1986).

Loi n° 85-1335 du 18 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 19 décembre 1985 (p. 14775).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 3045 et 3044 [21 novembre 1985] (p. 4599).

Accords bilatéraux avec l'Espagne et le Portugal : *Lalumière (Catherine)* (p. 4600).

Action de la France en Europe : *Lalumière (Catherine)* (p. 4599, 4600).

Avances non remboursables (système d' -) : *Lalumière (Catherine)* (p. 4602) ; *Dhaille (Paul)* (p. 4604, 4605) ; *Rodet (Alain)* (p. 4605).

Communauté économique européenne (entrée de l'Espagne et du Portugal) : *Lalumière (Catherine)* (p. 4600, 4610) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4603) ; *Rodet (Alain)* (p. 4606) ; *Mercieca (Paul)* (p. 4608).

Contribution britannique : *Lalumière (Catherine)* (p. 4601, 4602, 4603, 4611, 4612) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4602, 4603) ; *Rodet (Alain)* (p. 4606) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4607, 4608) ; *Mercieca (Paul)* (p. 4608, 4609) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4609).

Contribution française (accroissement de la -) : *Mercieca (Paul)* (p. 4608, 4609) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4610).

Espace social européen : *Lalumière (Catherine)* (p. 4600).

Eurêka : *Lalumière (Catherine)* (p. 4601).

F.E.O.G.A.-garantie : *Rodet (Alain)* (p. 4605) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4611).

Marché intérieur européen : *Lalumière (Catherine)* (p. 4600).

Modernisation de l'industrie : *Lalumière (Catherine)* (p. 4611).

Modes de décisions au sein des instances communautaires : *Lalumière (Catherine)* (p. 4601).

Parlement (absence de contrôle sur les fonds communautaires) : *Mercieca (Paul)* (p. 4609).

Politique agricole commune : *Blanc (Jacques)* (p. 4607) ; *Mercieca (Paul)* (p. 4608).

Ressources propres : *Bérégovoy (Michel)* (p. 4604) ; *Rodet (Alain)* (p. 4605, 4606) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4609) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4611, 4612).

Révision du traité de Rome : *Lalumière (Catherine)* (p. 4600, 4601).

T.V.A. (relèvement du plafond des ressources issues de la -) : *Lalumière (Catherine)* (p. 4601, 4611) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4602, 4603, 4604) ; *Dhaille (Paul)* (p. 4604, 4605) ; *Rodet (Alain)* (p. 4607) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4609).

Discussion de l'article unique (p. 4613).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du conseil des Communautés européennes relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985)* : adopté au scrutin public (p. 4613).

175. - Projet de loi n° 3046 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes, et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à **l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 7 novembre 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Urgence déclarée le 14 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. André Bellon (14 novembre 1985). - Rapport n° **3090** (20 novembre 1985). - Discussion le 21 novembre 1985. - Adoption le 21 novembre 1985. - Projet de loi n° **907.**

Sénat (première lecture), n° **102** (1985-1986), dépôt le 22 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jacques Genton. - Rapport n° **143** (1985-1986) (4 décembre 1985). - Discussion le 11 décembre 1985. - Adoption le 11 décembre 1985. - Projet de loi n° **48** (1985-1986).

Loi n° 85-1334 du 18 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 19 décembre 1985 (p. 14775).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 novembre 1985] (p. 4619).

Question préalable opposée par M. Robert Montdargent : *Montdargent (Robert)* (p. 4623 à 4626) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4626 à 4629), rejetée au scrutin public (p. 4629).

Accords bilatéraux avec l'Espagne et le Portugal : *Bellon (André)* (p. 4621) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4637, 4638) ; *Dhaille (Paul)* (p. 4643) ; *Garmendia (Pierre)* (p. 4648) ; *Nallet (Henri)* (p. 4652).

Apport culturel de l'Espagne et du Portugal : *Gouzes (Gérard)* (p. 4628).

Crise économique et institutionnelle de l'Europe : *Montdargent (Robert)* (p. 4625) ; *Cointat (Michel)* (p. 4631, 4632) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4639) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4642) ; *Rossinot (André)* (p. 4645) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4645).

Défense (abandon de la souveraineté en matière de -) : *Montdargent (Robert)* (p. 4624, 4625) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4626) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4640).

Démocraties espagnole et portugaise (soutien aux -) : *Gouzes (Gérard)* (p. 4626, 4627) ; *Dumas (Roland)* (p. 4628) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4636) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4641) ; *Dhaille (Paul)* (p. 4642) ; *Rossinot (André)* (p. 4644) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4645) ; *Garmendia (Pierre)* (p. 4648) ; *Soum (Renée)* (p. 4651).

Entrée de l'Espagne et du Portugal (conditions de l' -) : *Lalumière (Catherine)* (p. 4619, 4620) ; *Dumas (Roland)* (p. 4628) ; *Estier (Claude)* (p. 4630, 4631) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4635) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4636, 4637) ; *Garmendia (Pierre)* (p. 4648) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4649).

Entrée de l'Espagne et du Portugal (conséquences néfastes de l'-) : *Montdargent (Robert)* (p. 4623, 4624) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4626) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4640) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4645) ; *Tourné (André)* (p. 4646).

Entrée de l'Espagne et du Portugal (historique de l' -) : *Lalumière (Catherine)* (p. 4619) ; *Bellon (André)* (p. 4621).

Entrée de l'Espagne et du Portugal (opportunité de l'-) : *Cointat (Michel)* (p. 4631, 4632, 4633) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4633, 4634) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4641, 4642).

Entrée de l'Espagne et du Portugal (position des partis communistes de ces pays) : *Gouzes (Gérard)* (p. 4626, 4627).

Entrée de l'Espagne et du Portugal (rôle de la France) : *Lalumière (Catherine)* (p. 4619) ; *Bellon (André)* (p. 4621, 4622) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4636).

Entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. et problème du chèque britannique : *Dumas (Roland)* (p. 4629) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4642) ; *Dhaille (Paul)* (p. 4643) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4647) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4656).

Entrée de la Grèce dans la C.E.E. : *Estier (Claude)* (p. 4630, 4631) ; *Tourné (André)* (p. 4646).

Espagne (absence de relations avec Israël) : *Rossinot (André)* (p. 4645) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4657).

Espagne (situation économique) : *Soum (Renée)* (p. 4651); *Nallet (Henri)* (p. 4653).

Faim dans le monde : *Montdargent (Robert)* (p. 4625, 4626).

Fruits et légumes : *Bellon (André)* (p. 4622) ; *Cointat (Michel)* (p. 4632) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4637) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4641) ; *Tourné (André)* (p. 4646, 4647) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4647) ; *Nallet (Henri)* (p. 4654).

Liaisons interpyrénéennes : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4651) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4656).

Mécanisme complémentaire aux échanges (M.C.E.) : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4638) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4641) ; *Soum (Renée)* (p. 4651).

Pacte germano-soviétique : *Gouzes (Gérard)* (p. 4639).

Parti communiste français (hostilité du - à l'élargissement de la C.E.E.) : *Gouzes (Gérard)* (p. 4626) ; *Estier (Claude)* (p. 4630).

Pays tiers méditerranéens : *Gouzes (Gérard)* (p. 4627) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4649, 4650).

Pêche espagnole : *Porelli (Vincent)* (p. 4649) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4656).

Plans grand Sud-Ouest : *Blanc (Jacques)* (p. 4634) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4638) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4656).

Politique agricole commune : *Bellon (André)* (p. 4622) ; *Cointat (Michel)* (p. 4632, 4633) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4640) ; *Nallet (Henri)* (p. 4655).

Portugal (problèmes posés par l'entrée du - dans la C.E.E.) : *Lalumière (Catherine)* (p. 4620).

Président de la République (compétence en matière de traités) : *Dumas (Roland)* (p. 4629).

Programmes intégrés méditerranéens : *Bellon (André)* (p. 4623) ; *Cointat (Michel)* (p. 4632, 4633) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4635) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4639) ; *Dhaille (Paul)* (p. 4643) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4647) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4650).

Renégociation du traité : *Cointat (Michel)* (p. 4633) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4636) ; *Nallet (Henri)* (p. 4654) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4656).

Ressources propres : *Bellon (André)* (p. 4622, 4623) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4634).

Secteur viniviticole (accord de Dublin) : *Bellon (André)* (p. 4622) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4635, 4636) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4637, 4638) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4641) ; *Deniau (xavier)* (p. 4647) ; *Nallet (Henri)* (p. 4653, 4654).

Tiers monde (solidarité avec le -) : *Montdargent (Robert)* (p. 4626).

Union européenne : *Dumas (Roland)* (p. 4629).

U.S.A. (mainmise des - sur l'Europe) : *Montdargent (Robert)* (p. 4624, 4625) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4640) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4645).

Discussion de l'article unique (p. 4657).

Article unique (autorisant la ratification du traité entre les pays de la Communauté économique européenne et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal relatif à l'adhésion de ces derniers aux Communautés européennes) (p. 4657).

Explications de vote (p. 4657).

Europe des capitalistes : *Montdargent (Robert)* (p. 4657).

Internationalisme : *Montdargent (Robert)* (p. 4657).

Question préalable (usage de la -) : *Montdargent (Robert)* (p. 4657).

Vote négatif du parti communiste : *Montdargent (Robert)* (p. 4658).

Adoption de l'article unique du projet de loi au scrutin public (p. 4658).

176. - Projet de loi n° 3047 autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la **République hellénique** à la convention sur la loi applicable aux **obligations contractuelles** ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980.

Sénat (première lecture), n° **457** (1984-1985). - Dépôt le 17 juillet 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Paul Robert. - Rapport n° **42** (1985-1986) (17 octobre 1985). - Discussion le 6 novembre 1985. - Adoption le 6 novembre 1985. - Projet de loi n° **21** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **3047**. - Dépôt le 7 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Christian Defarge (21 novembre 1985). - Rapport n° **3153** (5 décembre 1985). - Demande de vote sans débat, le 5 décembre 1985. - Vote sans débat le 19 décembre 1985. - Adoption le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **975.**

Loi n° 85-1472 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 12).

177. - Projet de loi n° 3100 autorisant la ratification de la **convention européenne d'extradition.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Claude Estier (28 novembre 1985). - Rapport n° **3132** (28 novembre 1985). - Discussion le 4 décembre 1985. - Adoption le 4 décembre 1985. - Projet de loi n° **935.**

Sénat (première lecture), n° **150** (1985-1986). - Dépôt le 5 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Charles Bosson. - Rapport n° **200** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **75** (1985-1986).

Loi n° 85-1478 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 14).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5239).

Abolition de la peine de mort en France (conséquences sur le plan international) : *Estier (Claude)* (p. 5239) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5240).

Coopération pénale européenne : *Estier (Claude)* (p. 5240) ; *Odru (Louis)* (p. 5240) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5240, 5241).

Refus d'extradition (cas des mobiles politiques) : *Estier (Claude)* (p. 5240) ; *Odru (Louis)* (p. 5240) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5240).

Discussion de l'article unique (p. 5241).

Article unique *(autorisant la ratification de la convention européenne d'extradition)* (p. 5241).

Explications de vote (p. 5241).

Abstention du groupe R.P.R. : *Deniau (Xavier)* (p. 5241).

Attentat à la vie d'un chef d'Etat ou d'un membre de sa famille : *Deniau (Xavier)* (p. 5241) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5241).

Extradition (critères d'appréciation) : *Deniau (Xavier)* (p. 5241).

Répression du terrorisme (refus de ratification de la convention) : *Deniau (Xavier)* (p. 5241) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5241).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 5241).

178. - Projet de loi n° 3117 autorisant l'approbation d'un accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'**Organisation européenne de télécommunications par satellite (Eutelsat).**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 27 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourré (28 novembre 1985). - Rapport n° **3133** (28 novembre 1985). - Discussion le 4 décembre 1985. - Adoption le 4 décembre 1985. - Projet de loi n° **936.**

Sénat (première lecture), n° **151** (1985-1986). - Dépôt le 5 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires étrangéres, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel d'Aillières. - Rapport n° **201** (1985-1986) (12 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **76** (1985-1986).

Loi n° 85-1471 du 31 décembre 1985, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1986 (p. 12).

Discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5242).

Affaires étrangères (conditions de travail de la commission des -) : *Deniau (Xavier)* (p. 5242) ; *Estier (Claude)* (p. 5242).

Eutelsat intérimaire : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5242) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5242).

Eutelsat (personnel d'-) : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5242) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5243).

Principe d'inviolabilité : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5243).

Rappel au règlement : *Deniau (Xavier)* (p. 5242) ; *Estier (Claude)* (p. 5242).

Urgence de ce texte : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5242) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5242) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 5242).

Discussion de l'article unique (p. 5243).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'organisation européenne de télécommunications par satellite (Eutelsat) :* adopté (p. 5243).

Condamnations pénales

Voir *Traités et conventions* **146.**

TRANSPORTS AERIENS

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

Electrification de la ligne La Rochelle-Poitiers.

Voir *Questions orales sans débat* **921.**

Projet de T.G.V. Nord.

Voir *Questions orales sans débat* **931.**

Sécurité des -.

Voir *Santé publique* **5.**

TRANSPORTS FLUVIAUX

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

TRANSPORTS INTERURBAINS

Liaison vallée de Montmorency-Invalides.

Voir *Questions orales sans débat* **926.**

TRANSPORTS MARITIMES

5. - Projet de loi n° 2583 relatif à l'application du **code de conduite des conférences maritimes** établi par la convention des Nations unies conclue à Genève le 6 avril 1974.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean Lacombe. - Rapport n° **2607** (11 avril 1985). Discussion le 16 avril 1985. Adoption le 16 avril 1985. Projet de loi n° **765.**

Sénat (première lecture), n° **244** 1984-1985). - Dépôt le 17 avril 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Josselin de Rohan. - Rapport n° **263** (1984-1985) (2 mai 1985). Discussion le 9 mai 1985. - Adoption le 9 mai 1985. Projet de loi n° **94** (1984-1985).

Loi n° 85-541 du 22 mai 1985, publiée au *J.O.* 24 mai 1985 (p. 5815). - Rectificatif *J.O.* du 31 décembre 1985 (p. 15516).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi nos 2582 et 2583.

Voir *Traités et conventions* **143.**

Discussion des articles [16 avril 1985] (p. 208).

Article 1er *(champ d'application de la loi) :* adopté.

Article 2 *(conditions à remplir pour bénéficier de la qualité de compagnie maritime nationale) :* amendement n° 1 de la commission (de précision) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(pouvoir de l'autorité administrative saisie par les compagnies concernées) :* amendement n° 2 de la commission (précisant que l'autorité administrative statue sur les litiges nés de l'application de la présente loi) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (extension de la prise en compte des critères *a, b,* et *c* de cet article) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(capacité juridique des conférences et organisations de chargeurs) :* adopté (p. 209).

Article 5 *(obligation pour les conférences maritimes dont le siège est à l'étranger de désigner en France un représentant) :* adopté.

Article 6 *(conditions des actions de justice) :* adopté.

Article 7 *(détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions d'applications de la présente loi) :* adopté.

Explications de vote (p. 210).

Réserves à l'égard de ce projet de loi : *Le Pensec (Louis)* (p. 210) ; *Lengagne (Guy)* (p. 210).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 210).

Voir *Traités et conventions* **143.**
Travail **27,** articles 1er et 2.

Politique en matière de -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1301.**

TRANSPORTS ROUTIERS

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

TRANSPORTS SANITAIRES

Voir *Santé publique* **5.**

TRANSPORTS URBAINS

4. - Proposition de loi n° 3332 tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'examiner les conditions dans lesquelles a été déclenchée une **grève des transports en commun dans la région parisienne,** le vendredi 20 décembre 1985.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 22 décembre 1985 par M. Gilbert Gantier. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

TRAVAIL

19. - Rapport d'information n° 2881 déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en œuvre des **droits nouveaux des travailleurs** par Mme Martine Frachon (14 mai 1985).

20. - Proposition de loi n° 2710 tendant à permettre aux **comités d'entreprise** de participer à des actions de solidarité.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 23 mai 1985 par M. Adrien Zeller et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

21. - Proposition de loi n° 2775 tendant à améliorer les **garanties légales de réembauche** pour les jeunes gens obligés de quitter leur emploi pour accomplir leur service national.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 13 juin 1985 par M. Jean Combasteil et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

22. - Proposition de loi n° 2776 tendant à créer un droit à des **congés de formation permanente** des citoyens.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 13 juin 1985 par M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

23. - Proposition de loi n° 2890 portant amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un **conflit collectif du travail** et abrogeant l'article 414 du code pénal.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (10 octobre 1985).

24. - Proposition de loi n° 2891 tendant à assurer l'exercice sans restriction du **droit de grève.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

25. - Proposition de loi n° 2902 visant à améliorer la **protection de la femme enceinte au travail.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par Mme Adrienne Horvath et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

26. - Projet de loi n° 3015 relatif au **droit d'expression des salariés** et portant modification du code du travail.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 30 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. - Urgence déclarée le 14 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Mme Ghislaine Toutain (7 novembre 1985). - Rapport n° **3058** (14 novembre 1985). - Discussion le 19 novembre 1985. - Adoption le 19 novembre 1985. - Projet de loi n° **901.**

Sénat (première lecture), n° **92** (1985-1986). - Dépôt le 20 novembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. André Bohl. - Rapport n° **135** (1985-1986) (4 décembre 1985). - Discussion le 16 décembre 1985. - Adoption le 16 décembre 1985. - Projet de loi n° **60** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14703) ;
Bureau [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Assemblée nationale, rapporteur : Mme Martine Frachon ; rapport n° **3204** (16 décembre 1985).

Sénat, rapporteur : M. André Bohl ; rapport n° **224** (1985-1986) (16 décembre 1985). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3200.** - Dépôt le 16 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Mme Ghislaine Toutain. - Rapport n° **3212** (17 décembre 1985). - Discussion le 18 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 18 décembre 1985. - Projet de loi n° **969.**

Sénat (deuxième lecture), n° **247** (1985-1986). - Dépôt le 19 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. - Rapport n° **248** (1985-1986). - Discussion le 20 décembre 1985. - Rejet le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **94** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3285.** - Dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Mme Gislaine Toutain. - Rapport n° **3289** (20 décembre 1985). - Discussion le 20 décembre 1985. - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **991.**

Loi n° 86-1 du 3 janvier 1986, publiée au *J.O.* du 4 janvier 1986 (p. 199).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [19 novembre 1985] (p. 4446).

Attitude de l'opposition : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4447) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4448, 4462) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4450) ; *Frachon (Martine)* (p. 4452) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4453 ; *Pinard (Joseph)* (p. 4461).

Attitude du patronat : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4447) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4455, 4456) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4557) ; *Rouquette (Roger)* (p. 4459) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4459).

Bilan de la période expérimentale : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4446) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4449) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4454) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4456) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4557) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4459).

Cercles de qualité (rôle des -) : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4447) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4451) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4453) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4460) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4462).

Chambres consulaires : *Pinard (Joseph)* (p. 4460, 4461) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4462).

Champ d'application du projet (présence d'un délégué syndical) : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4446, 4447) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4450, 4451) ; *Frachon (Martine)* (p. 4452, 4453) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4454) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4457) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4457) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4460) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4462).

Conditions de négociation des accords : *Delebarre (Michel)* (p. 4449).

Droit d'expression des cadres : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4448) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4449) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4450) ; *Frachon (Martine)* (p. 4452) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4454) ; *Rouquette (Roger)* (p. 4459).

Formation des animateurs : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4448) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4450, 4461).

Nombre d'accords conclus : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4446, 4447) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4448).

Objet et finalité du droit d'expression : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4448) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4449) ; *Frachon (Martine)* (p. 4452) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4456) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4457, 4458) ; *Rouquette (Roger)* (p. 4458, 4459) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4459, 4460).

Renégociation des accords : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4447).

Rôle de l'encadrement dans les réunions d'expression : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4447) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4450) ; *Frachon (Martine)* (p. 4452) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4459, 4460) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4460).

Rôle de l'inspection du travail : *Frachon (Martine)* (p. 4453) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4461).

Rôle des syndicats : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4448) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4449) ; *Frachon (Martine)* (p. 4452).

Discussion des articles [19 novembre 1985] (p. 4462).

Article 1er *(définition du champ d'application du contenu et des conditions d'exercice du droit d'expression)* (p. 4462) ; *article L. 461-1 du code du travail* (champ d'application et objet du droit d'expression) : amendement n° 14 de M. Jacques Brunhes (tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 461-1 du code du travail à insérer avant les mots « les salariés » le mot « tous » ; nécessité de faire bénéficier du droit d'expression les travailleurs temporaires, les travailleurs en régie et les travailleurs sur les chantiers ; terminologie du code du travail : rejeté ; amendement n° 15 de M. Jacques Brunhes (tendant après les mots « leurs conditions de travail » à rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 461-1 du code du travail « et l'activité de l'entreprise ») ; amendement n° 16 de M. Jacques Brunhes (même objet) ; amendement n° 1 de la commission (même objet) ; amendement n° 17 de M. Jacques Brunhes (même objet) ; objet du droit d'expression ; nécessité d'introduire l'idée que les salariés discutent de l'ensemble des conditions de travail et de qualité de la production ; amendement n° 15 : rejeté (p. 4463) ; amendement n° 16 : retiré ; amendement n° 1 : adopté ; en conséquence, amendement n° 17 : devenu sans objet ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18 de M. Jacques Brunhes (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 461-1 du code du travail par la phrase suivante « tout acte ou disposition contraire est nul de plein droit » ; sanctions fondées sur les discriminations : rejeté ; *article L. 462-2 du code du travail* (paiement du temps consacré à l'exercice du droit d'expression comme temps de travail) ; amendement n° 19 de M. Jacques Brunhes (tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 461-2 du code du travail « le temps consacré à l'exercice de ce droit ne peut être inférieur à six heures par an, payé comme tel ») ; amendement n° 28 de M. Etienne Pinte (tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 461-2 du code du travail « le temps consacré à l'expression est payé comme temps de travail ») ; nécessité d'instituer un temps minimum pour l'exercice du droit d'expression ; amendement n° 19 : rejeté ; amendement n° 28 : adopté ; *article L. 461-3 du code du travail* (fixation par accord des modalités du droit d'expression) ; amendement n° 3 de la commission (d'harmonisation) ; sous-amendement n° 29 de M. Etienne Pinte à l'amendement n° 3 de la commission (tendant au début de cet amendement après les mots « à l'article L. 461-1 » à insérer les mots « occupant au moins deux cents salariés ») ; sous-amendement n° 26 de M. Jean-Paul Fuchs à l'amendement n° 3 de la commission (tendant au début de cet amendement après les mots « mentionnés à l'article L. 461-1 » à insérer les mots « employant au moins cinquante salariés ») (p. 4464) ; situation des petites et moyennes entreprises ; caractère contestable de l'abaissement du seuil de la négociation à onze personnes ; droit d'expression devant s'exprimer partout où il existe un délégué syndical ; situation des entreprises employant entre cinquante et deux cents salariés ; sous-amendement n° 29 : rejeté ; sous-amendement n° 26 : rejeté ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 30 de M. Etienne Pinte (obligation de négocier une fois tous les deux ans) (p. 4465) : rejeté ; amendement n° 20 de M. Jacques Brunhes (tendant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 461-3 du code du travail à supprimer le mot « éventuelle ») ; absence d'une obligation de conclure : rejeté ; amendement n° 31 de M. Etienne Pinte (nécessité dans les entreprises et organismes mentionnés à l'article L. 461-1 occupant moins de deux cents salariés ne disposant pas d'un accord sur le droit d'expression de consulter les organisations syndicales, le comité d'entreprise ou à défaut les délégués du personnel sur les modalités d'exercice du droit d'expression des salariés) : devenu sans objet ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (tendant dans le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article L. 461-3 du code du travail à insérer après les mots « au niveau des établissements » les mots « ou des groupes d'établissements ») : adopté ; amendement n° 21 de M. Jacques Brunhes (point de départ des délais fixés par cet article du code du travail) ; obligation d'engager une renégociation à la demande d'une organisation syndicale : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (d'harmonisation) (p. 4466) : adopté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(consultation des institutions représentatives du personnel et contenu des accords) ; article L. 461-4 du code du travail* (consultation des institutions représentatives en l'absence d'accord) ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 461-5 du code du travail* (contenu des accords sur le droit d'expression) : amendement n° 22 de M. Jacques Brunhes (tendant dans le troisième alinéa [2e] du texte proposé pour l'article L. 461-5 du code du travail à insérer après les mots « de chacun » les mots « et le fonctionnement démocratique des groupes ») ; nécessité d'éviter de reproduire au sein des groupes des rapports hiérarchiques ; fonctionnement démocratique des groupes d'expression : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23 de M. Jacques Brunhes (tendant à la fin du troisième alinéa [2°] du texte proposé pour cet article du code du travail à supprimer les mots « ainsi que celle des avis émis par ce personnel dans le cas où il est consulté par l'employeur » ; transformation de l'expression directe et collective en expression conditionnée et indirecte sur les ordres du jour ou les objectifs fixés par les directions (p. 4467) ; droit d'expression ne devant pas instituer un doublage des institutions représentatives du personnel : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à compléter le troisième alinéa [2°] du texte proposé pour cet article du code du travail par les mots « sans préjudice des dispositions des titres Ier, II, III du livre IV et du chapitre VI du titre III du livre II du présent code ») : adopté ; amendement n° 32 de M. Etienne Pinte (rôle des personnels d'encadrement dans la mise en œuvre de la procédure d'expression) ; droit d'expression des cadres ; situation de l'encadrement hiérarchique : rejeté ; amendement n° 33 de M. Etienne Pinte (tendant dans le quatrième alinéa [3°] du texte proposé pour l'article L. 461-5 du code du travail à substituer aux mots « émanant des groupes » les mots « résultant de l'expression des salariés ») (p. 4468) ; propositions émises par des individus voire des sous-groupes ; risque de détournement du droit d'expression : rejeté ; amendement n° 24 de M. Jacques Brunhes (réponse des chefs d'entreprise aux propositions des groupes d'expression) ; difficulté de fixer un délai de réponse : rejeté ; amendement n° 25 de M. Jacques Brunhes (tendant à compléter l'avant-dernier alinéa [4°] du texte proposé pour cet article du code du travail par les mots « et indépendemment des initiatives de l'employeur ») ; distinction entre le droit normal à l'expression de l'encadrement et les réunions de direction ou de travail : rejeté ; amendement n° 27 de M. Jean-Paul Fuchs (caractère facultatif de la discussion sur les conditions spécifiques d'expression du personnel d'encadrement) ; problème des cadres isolés au sein d'un groupe : rejeté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(sanctions)* (p. 4469) : amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(délais de négociation)* : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 13 de la commission (tendant après l'article 4 à insérer l'article suivant : « Le Gouvernement adressera au Parlement tous les trois ans, la première fois avant le 31 décembre 1989, un rapport rendant compte de l'application des articles L. 461-1 à L. 461-5 du code du travail ») : adopté (p. 4470).

Explications de vote (p. 4470).

Abstention du groupe U.D.F. : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4470) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4471).

Absention du groupe R.P.R. : *Pinte (Etienne)* (p. 4470) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4471).

Champ d'application du projet : *Pinte (Etienne)* (p. 4470).

Flexibilité du travail : *Brunhes (Jacques)* (p. 4470).

Objet du projet : *Frachon (Martine)* (p. 4470).

Vote positif du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 4470).

Vote positif du groupe socialiste : *Frachon (Martine)* (p. 4470).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4471).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1985] (p. 6356).

Champ d'application de l'obligation de négocier : *Toutain (Ghislaine)* (p. 6356) ; *Pinte (Etienne)* (p. 6357).

Droit d'expression du personnel d'encadrement : *Toutain (Ghislaine)* (p. 6356).

Périodicité de la négociation : *Toutain (Ghislaine)* (p. 6356) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6357).

Sanctions prévues en cas de non-application de la loi : *Toutain (Ghislaine)* (p. 6356) ; *Pinte (Etienne)* (p. 6357) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6357).

Discussion des articles [18 décembre 1985] (p. 6357).

Article 1er (p. 6357) : amendement n° 1 de la commission (champ d'application de l'obligation de négocier dans les entreprises où il existe un délégué syndical) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (périodicité de la négociation en l'absence d'accords prévus à l'alinéa 1er de cet article) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (réunion avec les organisations syndicales représentatives en vue d'examiner les résultats de l'accord sur le droit d'expression des salariés) : adopté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 4 de la commission (de coordination) ; absence d'effet incitatif de l'obligation de négocier ou de l'effet de seuil (p. 6358) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (tendant à compléter le texte proposé pour l'article L. 461-4 du code du travail par l'alinéa suivant : « dans les entreprises où aucun délégué syndical n'a été désigné, la consultation prévue à l'alinéa précédent a lieu au moins une fois par an ») ; périodicité de la consultation du comité d'entreprise : adopté ; amendement n° 5 de la commission (conditions spécifiques du droit à l'expression dont bénéficie le personnel d'encadrement) : adopté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : supprimé par le Sénat : amendement n° 6 de la commission (sanctions de l'obligation de négocier) : adopté ;

– l'article 3 est ainsi rétabli.

Article 4 : amendement n° 7 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (tendant après les mots « qui dispose d'un accord » à rédiger ainsi la fin du 2e alinéa de cet article « conclu après le 1er juillet 1983 les dispositions du 4e alinéa de l'article L. 461-3 du code du travail reçoivent application pour la première fois dans un délai de trois ans à compter de la date de cet accord ») : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (de coordination) (p. 6359) : adopté ;

– article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 9 de la commission (tendant dans cet article à substituer aux mots « avant le 30 juin 1988 » les mots « tous les trois ans la première fois avant le 31 décembre 1989 ») ;

– article 5, ainsi modifié : adopté (p. 6360).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6360).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6552).

Droit d'expression des cadres : *Frachon (Martine)* (p. 6552).

Elargissement du droit d'expression des salariés : *Frachon (Martine)* (p. 6552) ; *Labarrère (André)* (p. 6552).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Frachon (Martine)* (p. 6552).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6553).

Vote positif du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6553).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6553).

27. – Projet de loi n° 3096 modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur **l'aménagement du temps de travail.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 20 novembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. – Urgence déclarée le 27 novembre 1985. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gérard Collomb (21 novembre 1985). – Rapport n° **3118** (28 novembre 1985). – Discussion les 4, 5, 6, 7, 8, 9 décembre 1985. Engagement de la responsabilité du Gouvernement, conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 11 décembre 1985. Aucune motion de censure n'ayant été déposée, le projet de loi est adopté (12 décembre 1985). – Projet de loi n° **951.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5266, 5291, 5303).

Exception d'irrecevabilité : *Ducoloné (Guy)* (p. 5277 à 5281) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5281 à 5285) : rejetée au scrutin public (p. 5285).

Motion de renvoi en commission : *Hage (Georges)* (p. 5317 à 5320) ; *Evin (Claude)* (p. 5320, 5321) : rejetée (p. 5322).

Question préalable : *Brunhes (Jacques)* (p. 5291 à 5296) ; *Sarre (Georges)* (p. 5296 à 5300) : rejetée au scrutin public après report faute de quorum (p. 5303).

Absence de références à la réalité : *Brunhes (Jacques)* (p. 5291) ; *Hage (Georges)* (p. 5317).

Accords de branche : *Collomb (Gérard)* (p. 5269) ; *Delebarre (Michel)* (p. 5271, 5272) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5284) ; *Sarre (Georges)* (p. 5299) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5315).

Accords d'entreprise : *Delebarre (Michel)* (p. 5272, 5275, 5323) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5285) ; *Sarre (Georges)* (p. 5297) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5304, 5305) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5308, 5309) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5315, 5316).

Aménagements du temps de travail déjà existants : *Collomb (Gérard)* (p. 5267) ; *Delebarre (Michel)* (p. 5271, 5324) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5309) ; *Hage (Georges)* (p. 5319).

Annualisation du temps de travail : *Collomb (Gérard)* (p. 5269) ; *Delebarre (Michel)* (p. 5272) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5294) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5307).

Attitude de la droite et du patronat sur ce texte : *Collomb (Gérard)* (p. 5269) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5277) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5283) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5294, 5295) ; *Sarre (Georges)* (p. 5299) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5309, 5310) ; *Hage (Georges)* (p. 5317, 5318, 5320) ; *Delebarre (Michel)* (p. 5322, 5323).

Charges des entreprises : *Pinte (Etienne)* (p. 5305).

Commission (condition d'examen du projet en -) : *Brunhes (Jacques)* (p. 5291, 5312, 5321) ; *Evin (Claude)* (p. 5321) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5321).

Conventions collectives (extension des -) : *Delebarre (Michel)* (p. 5274, 5276).

Déréglementation : *Brunhes (Jacques)* (p. 5294, 5299).

Droit du travail (valeur du -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 5281) ; *Hage (Georges)* (p. 5319).

Durée du travail (conception de la -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5307).

Durée du travail dans les pays occidentaux : *Ducoloné (Guy)* (p. 5279) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5285) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5284).

Expression des salariés dans l'entreprise : *Brunhes (Jacques)* (p. 5296) ; *Lajoinie (André)* (p. 5305).

Formation professionnelle (nécessité de la -) : *Brunhes (Jacques)* (p. 5296).

Heures supplémentaires (rémunération des -) : *Collomb (Gérard)* (p. 5269) ; *Delebarre (Michel)* (p. 5272, 5273) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5282, 5283) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5292) ; *Sarre (Georges)* (p. 5297, 5299) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5312).

Marché du travail (rigidité et précarisation du -) : *Sarre (Georges)* (p. 5299) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5307) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5312, 5313).

Modernisation de l'économie : *Coffineau (Michel)* (p. 5282) ; *Sarre (Georges)* (p. 5297) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5311).

Mineurs (corporation des -) : *Hage (Georges)* (p. 5317).

Négociation collective (priorité accordée à la -) : *Delebarre (Michel)* (p. 5270, 5271, 5322) ; *Sarre (Georges)* (p. 5298, 5300) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5311) ; *Hage (Georges)* (p. 5319).

Parti communiste (défense des travailleurs par le -) : *Coffineau (Michel)* (p. 5285).

Presse (conditions d'examen en commission du texte sur la -) : *Hage (Georges)* (p. 5317).

Quorum (demande de -) : *Lajoinie (André)* (p. 5300).

Rappels au règlement : *Brunhes (Jacques)* (p. 5266, 5267, 5291, 5312, 5321, 5322, 5324) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5321).

Rapport Taddéi : *Collomb (Gérard)* (p. 5270) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5309, 5311).

Réduction de la durée du travail : *Collomb (Gérard)* (p. 5268) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5279, 5280) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5294) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5304) ; *Lajoinie (André)* (p. 5305) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5308) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5310).

Régression sociale (projet de -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 5278) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5293, 5294, 5296) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5304) ; *Lajoinie (André)* (p. 5305) ; *Hage (Georges)* (p. 5318).

Rémunération mensuelle garantie : *Delebarre (Michel)* (p. 5273, 5274).

Relance (politique de -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5308, 5309).

Rythmes de travail et de vie : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5311).

Syndicats (position des - sur ce projet de loi) : *Brunhes (Jacques)* (p. 5268) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5277) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5282) ; *Sarre (Georges)* (p. 5298) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5303) ; *Lajoinie (André)* (p. 5305).

Syndicats (rôle des -) : *Delebarre (Michel)* (p. 5261, 5274, 5276, 5322, 5323, 5324) ; *Sarre (Georges)* (p. 5298).

Travail de nuit et du dimanche : *Ducoloné (Guy)* (p. 5280) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5295) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5315).

Travaux d'utilité collective : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5312, 5313) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5314, 5315).

Discussion des articles [4 décembre 1985] (p. 5324) ; [5 décembre 1985] (p. 5390) ; [6 décembre 1985] (p. 5405, 5486) ; [7 décembre 1985] (p. 5571, 5598) ; [8 décembre 1985] (p. 5626, 5650, 5679) ; [9 décembre 1985] (p. 5703, 5763) ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** (p. 5324).

Avant l'article 1er : amendement n° 35 de M. André Duroméa (précisant que le droit de grève s'exerce sans restriction et interdisant le lock-out) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 19 de M. Guy Ducoloné (supprimant les mots « autre qu'un accident de trajet » dans la première phrase de l'article L. 122-32-1 du code du travail) (p. 5325) ; couverture des accidents de trajet ; mobilité de la main-d'œuvre : rejeté ; amendement n° 20 de M. Paul Chomat (validité de la convention ou de l'accord collectif s'il est signé du côté des salariés par une ou des organisations syndicales représentatives bénéficiant de l'audience de la majorité des salariés concernés) ; cas de la filature des Flandres à Bailleul et de l'entreprise Dufour à Raismes (p. 5326) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 21 de Mme Muguette Jacquaint (abrogeant l'article L. 132-26 du code du travail) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 22 de M. Jacques Brunhes (référence aux salariés qui se sont prononcés pour l'ensemble des organisations syndicales représentatives lors des dernières élections) (p. 5327) : rejeté ; amendement n° 23 de M. Paul Chomat (précisant que l'extension de l'accord ou de la convention ne peut être prononcée en cas d'opposition de deux organisations syndicales de salariés) ; extension de la convention par le ministre (p. 5328) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 24 de M. André Soury (précisant que le salaire minimum de croissance sera automatiquement majoré) ; paiement du S.M.I.C. sur la base de 39 heures ; décision du Gouvernement de prendre à sa charge l'augmentation des cotisations sociales liées à la hausse du S.M.I.C. ; politique d'austérité : rejeté au scrutin public ; amendement n° 5 de M. André Billardon (possibilité de déroger par convention aux dispositions qui sont relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail ainsi qu'aux modalités de récupération des heures perdues) (p. 5329) ; abus engendrés par l'interprétation excessive de l'article 212-1 du code du travail : adopté ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** (p. 5330) ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** (p. 5390).

Amendement n° 6 de M. André Billardon (récupération des seules heures perdues par suite d'interruption collective de travail résultant de causes accidentelles ou en cas de force majeure) ; nécessité de préciser de manière limitative les cas et conditions dans lesquels il peut être procédé à la récupération des heures perdues (p. 5390) ; non-récupération des heures de grève ; impossibilité de calculer la durée de la grève ; heures perdues par suite de grèves ou de lock-out ne pouvant donner lieu à récupération : adopté au scrutin public ; amendement n° 25 de Mme Muguette Jacquaint (définition de la durée du travail) ; exclusion du temps nécessaire à l'habillage et au casse-croûte ainsi que des périodes d'inaction dans les industries et commerces déterminés par décret ; situation des travailleurs en équipe ; définition de la durée effective du travail (p. 5391) ; citations d'Enver Hodja, du président Kim Il Sung, de Lénine (p. 5392) ; évolution du parti communiste ; intérêt de la négociation au niveau des branches ; absentéisme des députés ; demande d'une vérification du quorum ; constatation de l'absence de quorum ; obstruction du parti communiste (p. 5393) ; caractère exceptionnel qu'un groupe demande à deux reprises la vérification du quorum ; absentéisme des députés socialistes ; blocage de la démocratie ;

position du parti communiste sur le quorum ; conditions de discussion du projet (p. 5394) ; amendement n° 25 de Mme Muguette Jacquaint (fixation de la durée du travail) : rejeté au scrutin public (p. 5405) ; amendement n° 26 de M. Jacques Brunhes, soutenu par M. Georges Hage (mise en place des adaptations de plages horaires) ; pratique d'horaires individualisés à la demande des travailleurs (p. 5486) ; rencontre avec les chauffeurs du dépôt de Saint-Amand-les-Eaux de la S.T.R.V. : rejeté ; amendement n° 27 de Mme Colette Goeuriot, soutenu par M. François Asensi (exclusion des entreprises commerciales, alimentaires ou non alimentaires de l'application de cet article) ; ouverture d'un hypermarché le dimanche dans le département de l'Essonne ; rapport Taddéi ; projet ne concernant pas le travail le dimanche (p. 5487) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 28 de M. André Duroméa, soutenu par M. Georges Hage (non-application des dispositions du présent article aux entreprises commerciales, alimentaires ou non alimentaires) ; travail le dimanche : rejeté ; amendement n° 29 de M. Guy Ducoloné (travail le dimanche) (p. 5488) ; situation dans la Seine-Saint-Denis ; lettre envoyée par la section de la société Générale de Paris : rejeté au scrutin public ; amendement n° 7 de M. André Billardon, soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (récupération des heures perdues par suite du chômage d'un jour ouvrable) ; fixation de limites strictes à la possibilité de récupération d'heures non faites ; préservation des acquis des accords contractuels intervenus sur ce sujet ; récupération des journées de repos hebdomadaire (p. 5489) ; réglementation et décret existants ; pratique des ponts : adopté ; amendement n° 30 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (crédits d'heures pour les réunions pendant le temps de travail) ; efficacité des négociations collectives ; proposition de 6 heures par an : rejeté au scrutin public ; amendement n° 31 de M. Jacques Brunhes, soutenu par M. François Asensi (crédit d'heures à la disposition du représentant syndical) ; crédit d'heures alloué au représentant syndical au comité central d'entreprise (p. 5490) ; jugement de la 5e chambre du tribunal de grande instance de Grenoble en date du 19 avril 1983 : rejeté ; amendement n° 32 de M. André Soury, soutenu par M. Paul Chomat (exécution des jugements rendus par les conseils de prud'hommes) ; pratique patronale en faveur de l'appel systématique ; jugement du conseil de prud'hommes de Saint-Etienne ; mise en cause des droits des travailleurs (p. 5491) ; amélioration du fonctionnement des tribunaux de prud'hommes : rejeté au scrutin public ; amendement n° 33 de Mme Colette Goeuriot, soutenu par M. Parfait Jans (abrogation de l'article 414 du code pénal) ; répression patronale à l'encontre des militants ouvriers ; procès intenté contre les militants ; situation chez Delsey (p. 5492) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 34 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. Guy Ducoloné (amnistie des infractions commises en application de l'article 414 du code pénal) ; sanctions prononcées contre les travailleurs à l'occasion d'un conflit du travail ; situation chez Delsey ; condamnation du gérant des « Galeries du papier peint à Ivry » (p. 5493) ; **rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** ; amendement n° 34 : rejeté au scrutin public.

Article 1er : *(nouvelle rédaction de l'article L. 218-8 du code du travail résultant de l'ordonnance n° 82-41 du 16 janvier 1982 relative à la modulation de la durée hebdomadaire du travail)* : nouveau partage de la valeur ajoutée des entreprises en faveur du capital ; « cadeau » aux capitalistes (p. 5494) ; augmentation des charges patronales ; comptes de la nation pour 1984 ; renforcement de l'exploitation des travailleurs ; gains de productivité ; suppression des indemnités de chômage partiel (p. 5495) ; limitation de la durée moyenne du travail ; campagne active menée par le C.N.P.F. en faveur de la flexibilité ; décrets destinés à faciliter le recours au travail à temps partiel ; accord conclu par la direction de General Motors ; rapport Taddéi ; position de la C.G.T. (p. 5496) ; précarisation du marché du travail ; situation des jeunes chômeurs ; record en matière de licenciements économiques ; évolution dans le secteur bancaire (p. 5497) ; manifestation de la C.G.T. ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** (p. 5498) ; **rappel au règlement de M. André Billardon** ; **rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** (p. 5499) ; **rappel au règlement de M. André Billardon** ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** ; émotion provoquée par le projet de loi sur la flexibilité du travail (p. 5500) ; cas de l'entreprise Rateau Alsthom-Atlantique ; élargissement de la C.E.E. ; libération du marché des contraintes et des législations du travail ; rapport Taddéi ; extension du travail en équipes successives (p. 5001) ; généralisation de l'annualisation et de la modulation des horaires ; travail des femmes ; évolution des technologies ; causes du chômage ; passation des accords et conventions collectifs au niveau des branches ; situation dans la fonction publique (p. 5502) ; aménagement d'horaires ; accords d'entreprises à la limite de la légalité ; jurisprudence de la Cour de cassation ; accords de branche (p. 5503) ; notion de flexibilité « patronale » ; stratégie de l'investissement éducatif ; inacceptabilité du projet ; baisse du pouvoir d'achat des salaires, notamment du S.M.I.C. (p. 5504) ; liberté donnée aux employeurs ; non-majoration des heures supplémentaires ; suppression des indemnités de chômage partiel ; conséquence de la flexibilité dans le département des Bouches-du-Rhône (p. 5505) ; redressement de la situation des entreprises ; problèmes du S.M.I.C. ; compensation entre les heures supplémentaires et le chômage partiel ; durée hebdomadaire moyenne du travail dans l'automobile ; possibilités de modulation (p. 5506) ; ajustement au niveau des branches ; développement du travail à temps partiel et des contrats à durée déterminée ; intérêt des T.U.C. ; déclarations de M. Valéry Giscard-d'Estaing ; pratiques anormales existant dans le secteur de la banque ; action menée par Mme Yvette Chassagne, présidente de l'U.A.P. (p. 5507) ; rapport Taddéi ; travaux du Commissariat général au Plan ; accord interprofessionnel signé le 17 juillet 1981 sur la durée du travail ; durée hebdomadaire du travail dans la fonction publique (p. 5508) ; circulaire relative à la modulation de l'activité dans la fonction publique ; annualisation ; propositions du Parti communiste italien (p. 5509) ; intérêt de l'accord de branche ; **rappel au règlement de M. Parfait Jans** ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** (p. 5510) ; amendement n° 36 de M. Jacques Brunhes, soutenu par M. Maurice Nilès (de suppression) ; nécessité d'un véritable débat parlementaire ; contingent d'heures ; absence d'incitation à la création d'emploi : rejeté au scrutin public ; amendement n° 115 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. François Asensi (supprimant les deux premiers alinéas de cet article) ; paiement des heures effectuées dans la limite de 41 heures par semaine au-delà de la durée légale du travail ; rémunération en fin de période annuelle (p. 5511) ; trésorerie des entreprises : rejeté au scrutin public ; amendement n° 37 de Mme Colette Gœuriot, soutenu par M. Parfait Jans (prévision de la durée hebdomadaire du travail par convention collective ou accord collectif étendu) ; perte de pouvoir d'achat des salariés ; réduction de la durée du travail (p. 5512) : rejeté ; amendement n° 38 de M. Jacques Brunhes, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (insérant au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail, après les mots « une convention », le mot « étendue ») ; négociation des conventions ou accords professionnels susceptibles d'être étendus ; pouvoirs d'une organisation syndicale minoritaire ; adjectif « étendue » s'appliquant à la convention ou à l'accord collectif : rejeté ; amendement n° 39 de M. André Soury, soutenu par M. Vincent Porelli (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail, après le mot « étendu », les mots « , à l'exception de la branche mécanique ») ; situation de l'industrie française des biens d'équipement (p. 5513) : rejeté ; amendement n° 40 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. Dominique Frelaut (excluant du champ d'application de cet article la branche de la construction électrique et électronique) ; accord C.G.E. - A.T.T. - Philips ; situation dans la branche de la construction électronique et électrique (p. 5514) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 41 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Georges Hage (excluant la branche de l'automobile du champ d'application de cet article) ; situation dans le secteur de l'automobile : rejeté au scrutin public ; amendement n° 42 de M. Jacques Brunhes, soutenu par Mme Adrienne Horvath (excluant la branche des textiles du champ d'application de

cet article) ; situation dans le secteur du textile (p. 5515) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 43 de Mme Muguette Jacquaint (excluant la branche du caoutchouc et des plastiques du champ d'application de cet article) ; situation dans la branche des caoutchoucs et des plastiques : rejeté au scrutin public ; amendement n° 44 de M. Paul Chomat, soutenu par M. Georges Hage (excluant la branche des industries diverses du champ d'application de cet article) ; situation dans les industries diverses (p. 5516) : rejeté au scrutin public ; **rappels au règlement de M. André Billardon et de M. Jacques Brunhes** (p. 5517, 5518) ; amendement n° 45 de M. André Duroméa, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (excluant la branche de l'ingénierie du champ d'application de cet article) ; situation dans la branche de l'ingénierie ; position du C.E.A. renonçant à être l'actionnaire principal de Framatome : rejeté au scrutin public (p. 5519) ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** ; amendement n° 46 de M. Jacques Brunhes, soutenu par M. Paul Chomat (excluant la branche des autres services du champ d'application de cet article) ; amélioration de la situation de la juridiction prud'homale ; situation dans la branche des autres services (p. 5520) ; discussion de l'aménagement du temps de travail par entreprise ; risques d'accords dérogatoires : rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** (p. 5521) ; amendement n° 47 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean Jarosz (excluant la branche agricole du champ d'application de cet article) ; situation dans l'agriculture (p. 5522) : rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** ; amendement n° 48 de M. André Duroméa, soutenu par M. Daniel Le Meur (excluant la branche des industries agricoles et alimentaires du champ d'application de cet article) ; situation dans l'agro-alimentaire (p. 5523) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 49 de M. Jacques Brunhes, soutenu par M. Jean Jarosz (excluant la branche de l'énergie du champ d'application de cet article) ; situation dans la branche de l'énergie : rejeté au scrutin public ; amendement n° 50 de M. Guy Ducoloné, soutenu par M. Paul Chomat (excluant la branche de la préparation des métaux du champ d'application du présent article) (p. 5524) ; situation dans la branche de la préparation des métaux ; accord signé par la C.G.T. ; Fonderies et aciéries électriques de Feurs constituant un champ d'expérimentation du C.N.P.F. (p. 5525) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 51 de M. Pierre Zarka, soutenu par M. François Asensi (excluant la branche du verre du champ d'application de cet article) ; situation dans la branche du verre (p. 5526) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 52 de M. Alain Bocquet, soutenu par Mme Adrienne Horvath (excluant la branche de la chimie du champ d'application de cet article) ; amélioration globale de la chimie française ; situation dans le secteur : rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** (p. 5527) ; **rappel au règlement de M. André Billardon** ; **application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution** ; paralysie des travaux parlementaires (p. 5528) ; rappel des termes de l'article 1er ; amendement n° 53 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (excluant la branche de la pharmacie du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) (p. 5571) ; situation de la chimie française et de l'industrie pharmaceutique ; attitude des socialistes ayant recours à une Constitution qu'en son temps M. François Mitterrand dénonçait : réservé ; amendement n° 54 de Mme Colette Goeuriot (excluant la branche du travail des métaux du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) ; situation dans la branche du travail des métaux (p. 5572) ; nationalisation des groupes Usinor et Sacilor ; cas de l'usine C.F.A.S. de Saint-Etienne : réservé ; amendement n° 10 de M. Jacques Barrot (référence à une convention ou à un accord collectif d'entreprise ou d'établissement) : non soutenu ; amendement n° 8 de M. Jean-Paul Fuchs (même objet) ; amendement n° 15 de M. Etienne Pinte (même objet) : non soutenus ; amendement n° 55 de M. Paul Chomat (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail) ; fixation d'une durée de travail sur l'année de trente-huit heures par semaine (p. 5573) ; gravité des conséquences d'une annualisation du travail : réservé ; amendement n° 56 de M. Guy Ducoloné (maintien intégral du salaire et de tous les avantages acquis pour la durée de trente-neuf heures) ; absence d'audition du ministre en commission (p. 5574) ; maintien des navettes successives entre le Sénat et l'Assemblée quand l'urgence n'est pas déclarée sur un texte ; suppression du principe de la durée hebdomadaire du travail ; liaison entre la croissance économique, la création d'emplois et la consommation populaire (p. 5575) : réservé ; amendement n° 11 de M. Jacques Barrot (supprimant le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail) ; amendement n° 57 de Mme Colette Goeuriot (même objet) ; amendement n° 11 : non soutenu ; contingent d'heures supplémentaires ; loi sur le travail intérimaire ou à temps partiel ; amendement n° 57 : réservé ; amendement n° 58 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (fixant à cinquante-deux le contingent d'heures supplémentaires pouvant être effectuées à la discrétion de l'employeur) ; rémunération de ces heures (p. 5576) : réservé ; amendement n° 59 de M. André Duroméa (inapplication aux salariés exerçant leurs activités dans le secteur des transports collectifs urbains et interurbains des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail) ; cas de la division D.M.E. de Jeumont-Schneider (p. 5577) ; notion de secteur et notion de branche : réservé ; amendement n° 60 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés exerçant leurs activités dans le secteur de la batellerie et du transport par voie navigable) ; position de la droite et des organisations syndicales ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 5578) ; situation du transport fluvial à Gennevilliers ; usage répétitif des scrutins publics et volonté de blocage du groupe communiste : réservé ; amendement n° 61 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés qui exercent leurs activités dans le secteur du transport aérien) (p. 5579) ; situation dans ce secteur : réservé ; amendement n° 62 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés qui exercent leurs activités dans le secteur de la construction aéronautique) ; situation dans ce secteur (p. 5580) : réservé ; amendement n° 63 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés qui exercent leurs activités dans le secteur du transport ferroviaire) : retiré ; amendement n° 64 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés qui exercent leurs activités dans le secteur du transport routier) ; situation dans ce secteur (p. 5581) : réservé ; amendement n° 65 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés qui exercent leurs activités dans le secteur du transport de commerce maritime) ; situation dans ce secteur : réservé ; amendement n° 66 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés du secteur de la construction et de la réparation navale) ; situation dans ce secteur (p. 5582) ; action du Gouvernement en vue de conduire à bien la restructuration des chantiers et de la réparation navale ; pôles de conversion (p. 5583) : réservé ; amendement n° 67 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés du secteur des activités portuaires) ; situation dans ce secteur ; travaux de la commission saisie sur ce texte : réservé ; amendement n° 68 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés du secteur de la pêche et des cultures marines) ; références à l'article 117 du traité de Rome imposant aux Etats membres d'aller vers une harmonisation des régimes et conditions sociales des salariés : réservé (p. 5584) ; amendement n° 69 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés de la branche des transports) ; situation dans ce secteur : réservé ; amendement n° 70 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés exerçant leurs activités dans le secteur des travaux publics) ; possibilité de déposer des amendements en séance publique ; situation dans ce secteur (p. 5585) ; fonctionnement de la commission dans le respect du règlement : réservé ; amendement n° 71 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions

de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés qui exercent leurs activités dans le secteur de la construction) ; fonctionnement de la commission des affaires culturelles et sociales (p. 5586) ; raison du dépôt de ce texte en fin de session ; attitude hostile des syndicats (p. 5587) ; effet de la négociation sur les congés de conversion ; absence de censure en commission ; effondrement des marchés du secteur de la construction (p. 5588) : réservé ; amendement n° 72 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (supprimant le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail) ; liaison entre la réduction de la durée hebdomadaire du travail et la non-majoration des heures supplémentaires et l'instauration du repos compensateur : réservé ; amendement n° 73 de Mme Muguette Jacquaint (référence à une convention étendue) (p. 5589) ; condition d'extension d'une convention : réservé ; amendement n° 74 de M. Pierre Zarka (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche des industries agricoles et alimentaires) ; notion de branche et de secteur (p. 5590) : réservé ; amendement n° 75 de M. Guy Ducoloné (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche agriculture) ; absence d'accord minoritaire étendu ; salariés agricoles (p. 5591) ; situation dans l'agriculture (p. 5592) ; culture des députés communistes : réservé ; amendement n° 76 de M. Alain Bocquet (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche de l'énergie) ; position de M. André Bergeron (p. 5593) ; rappel des termes de l'amendement n° 76 de M. Alain Bocquet : réservé ; amendement n° 77 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche du travail des métaux) ; situation dans ce secteur (p. 5598) ; réservé ; amendement n° 78 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche de la préparation des métaux) ; situation à Firminy (p. 5599) : réservé ; amendement n° 79 de Mme Colette Goeuriot (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche du verre) ; situation dans ce secteur : réservé ; amendement n° 80 de M. André Soury (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche de la chimie) ; situation dans ce secteur (p. 5600) : réservé ; **rappel au règlement de M. Parfait Jans** ; amendement n° 81 de Mme Muguette Jacquaint (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche de la pharmacie) ; situation de l'industrie pharmaceutique (p. 5601) : réservé ; amendement n° 82 de M. Georges Hage (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche mécanique) ; situation dans ce secteur : réservé ; amendement n° 83 de M. Jacques Brunhes (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche de la construction électrique et électronique) ; situation dans ce secteur (p. 5602) : réservé ; amendement n° 84 de Mme Muguette Jacquaint (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche de l'automobile) ; situation dans ce secteur : réservé ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** (p. 5603) ; amendement n° 85 de Mme Colette Goeuriot (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche du textile) ; situation dans ce secteur : réservé ; **rappels au règlement de M. Robert Montdargent** (p. 5604) ; **rappels au règlement de M. Jacques Brunhes, de M. Robert Montdargent, de M. Jacques Brunhes, de M. Michel Sapin** (p. 5605) ; **rappel au règlement de M. Paul Chomat** ; amendement n° 86 de Mme Fraysse-Cazalis (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche du caoutchouc et des plastiques) ; situation dans ce secteur (p. 5606) : réservé ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** ; amendement n° 87 de M. André Duroméa (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche des industries diverses) ; cas dans l'entreprise S.T.R.V. (société de transport routier de voyageurs) (p. 5607) : réservé ; amendement n° 88 de M. Pierre Zarka (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche de l'ingénierie) ; situation dans ce secteur : réservé ; amendement n° 89 de M. Alain Bocquet (inapplication des dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche des autres services) (p. 5608) ; cas de l'usine Unimétal à Trith-Saint-Léger ; suppression d'emplois aux chantiers Normed à Dunkerque : réservé ; amendement n° 9 de M. Jean-Paul Fuchs (référence à un accord collectif d'entreprise ou d'établissement) ; amendement n° 16 de M. Etienne Pinte (même objet) : non soutenus ; amendement n° 90 de M. André Duroméa (supprimant le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail) ; pénibilité du travail : réservé ; amendement n° 91 de M. Jacques Brunhes (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail) ; contingent de 80 heures supplémentaires dans le cadre des conventions sur 44 heures (p. 5609) ; cas de la Belgique : réservé ; amendement n° 93 de M. Pierre Zarka (précisant que dans les deux cas prévus au deux alinéas ci-dessus les heures dérogatoires concernées ne seront obligatoires que pour les seuls salariés volontaires) ; référence faite par le rapporteur à la ligne Maginot (p. 5610) : réservé ; amendement n° 92 de M. Alain Bocquet (précisant que les salariés qui pourront justifier de la pratique régulière d'une activité ne pourront être contraints d'effectuer les heures supplémentaires) ; limitation du champ d'application des conventions collectives pouvant être signées sur la réglementation du temps de travail : réservé ; amendement n° 94 de M. Jacques Brunhes (précisant que les heures non effectuées en deçà de la durée annuelle conventionnelle donnent lieu en fin d'année à une indemnité égale à la rémunération qu'auraient perçue les intéressés s'ils avaient travaillé) (p. 5611) : réservé ; amendement n° 95 de Mme Muguette Jacquaint (conditions de validité des accords ou de la convention) : réservé ; amendement n° 96 de Mme Muguette Jacquaint (précisant que la convention ou l'accord étendu ne constitue qu'un accord cadre) ; autogestion : réservé ; amendement n° 97 de M. Paul Chomat (précisant que l'application de l'accord dans une entreprise ou un établissement exige une consultation préalable du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) (p. 5612) : réservé ; amendement n° 98 de M. André Duroméa (indiquant que les conventions ou accords collectifs devront être nécessairement signés par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives ayant recueilli 50 p. 100 au moins des suffrages exprimés par les salariés dans leur champ d'application) ; ouverture des grands magasins le dimanche (p. 5613) : réservé ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** (p. 5614) ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** ; amendement n° 99 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (indiquant que les salariés bénéficiant de cours de formation permanente dispensés par un organisme d'enseignement ne pourront être astreints à interrompre leur formation) (p. 5615) : réservé ; amendement n° 100 de M. Georges Hage (précisant les cas dans lesquels la durée annuelle conventionnelle peut être dépassée) : réservé ; amendement n° 101 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (indiquant que pendant toute la durée de validité de la convention ou de l'accord, les employeurs ne pourront avoir recours au travail temporaire ou au contrat à durée déterminée) : réservé ;

– vote sur l'article 1er : réservé.

Après l'article 1er : amendement n° 116 de Mme Colette Goeuriot (précisant que les salariés malades, en congé ou bénéficiant d'une suspension du contrat de travail ne pourront être astreints à appliquer les mesures de compensation résultant des heures de modulation) (p. 5616) ; référence aux conclusions de la commission du bilan en ce qui concerne le temps global de travail : réservé ; amendement n° 117 de M. André Soury (précisant que les salariés absents pendant les semaines de modulation hautes sont réputés avoir accompli l'horaire collectif de leur atelier) : réservé.

Article 2 *(insertion des articles L. 212-8-1 à L. 212-8-5 dans le code du travail)* : évolution du pouvoir d'achat d'un ouvrier professionnel de la région parisienne travaillant dans la métallurgie ; possibilité de calculer la rémunération mensuelle sur la base de la durée annuelle du travail établie par la convention (p. 5618) ; changements dans les modalités de calcul des heures supplémentaires (p. 5619) ; « chômage partiel total » ; handicap constitué par le coût salarial ; baisse du pouvoir d'achat des salaires nets ; volonté de réduire la rémunération du travail ; cas de

l'usine Ugine-Aciers à Fos-sur-Mer (p. 5620) ; traits spécifiques du chômage en France (p. 5621, 5626) ; amendement n° 118 de M. Guy Ducoloné, soutenu par M. Alain Bocquet (de suppression) ; attitude polémique manifestée par le président à la suite du rappel au règlement de M. Guy Ducoloné ; calcul des heures supplémentaires ; contenu des accords de modulation ; politique de flexibilité en République fédérale allemande et en Belgique : vote réservé ; *article 212-8-1 du code du travail :* amendement n° 119 de M. Pierre Zarka, soutenu par M. Alain Bocquet (tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8-1 du code du travail) ; non-imputation sur le contingent annuel des heures effectuées au-delà de la durée légale dans les limites fixées à l'article L. 212-8 du code du travail (p. 5627) ; paiement des heures supplémentaires ; logique de la politique de réduction et d'aménagement du temps de travail menée depuis 1981 : vote réservé ; amendement n° 1 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8-1 du code du travail à insérer après les mots « dans les limites fixées », les mots « par une convention ou un accord collectif étendu prévu ») ; sous-amendement n° 240 de M. Paul Chomat à l'amendement n° 1 de la commission, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (procédure de fixation des limites conventionnelles) ; non imputation des heures supplémentaires ne concernant que les heures effectuées dans les limites conventionnelles ; nécessité de préciser que l'accord collectif ne peut être étendu que s'il a été signé par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives bénéficiant de l'audience de la majorité des salariés concernés ; extension d'une convention ne devant pas être possible si les syndicats représentant la majorité des intéressés ne sont pas d'accord (p. 5628) ; notion d'organisations syndicales représentatives ; présomption irréfragable de représentativité au niveau des branches professionnelles dont bénéficient les différentes organisations syndicales ; sous-amendement n° 240 : vote réservé ; amendement n° 1 : vote réservé ; amendement n° 120 de M. Alain Bocquet (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8-1 du code du travail) ; polémique entre M. Alain Bocquet et M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 5629) ; heures supplémentaires au-delà du contingent légal ouvrant droit à repos compensateur obligatoire dont la durée est égale à 50 p. 100 des heures supplémentaires ; nécessité d'une autorisation de l'inspecteur du travail : vote réservé ; amendement n° 121 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail à substituer aux mots « fixées au deuxième alinéa de l'article L. 212-5-1 », les mots « fixées au premier et au deuxième alinéa de l'article L. 212-5-1 ») ; heures effectuées au-delà de la durée légale dans les limites fixées à l'article L. 212-8 ne s'imputant pas sur le contingent annuel d'heures supplémentaires : vote réservé ; amendement n° 122 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (heures supplémentaires incluses dans le contingent d'heures supplémentaires donnant lieu à repos compensateur) (p. 5630) ; possibilité pour l'employeur d'user des accords organisant la flexibilité afin de cumuler heures supplémentaires du contingent ouvrant droit à repos compensateur et heures supplémentaires dues au titre de la flexibilité ; définition légale du travail à temps partiel ; projet de loi ne modifiant en rien les dispositions législatives relatives au temps partiel : vote réservé ; *article L. 212-8-2 du code du travail ;* amendement n° 123 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean Combasteil (tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail) ; appréciation de la durée annuelle du travail ; garantie constituée par l'horaire collectif de travail ; situation des laboratoires pharmaceutiques (p. 5631) : vote réservé ; amendement n° 124 de M. Paul Chomat, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail à insérer après le mot « convention », le mot « étendue » ; nécessité de préciser que seuls une convention étendue ou un accord collectif étendu peuvent déroger aux dispositions des articles L. 212-5 et L. 212-5-1 du code du travail : vote réservé ; amendement n° 125 de Mme Colette Goeuriot, (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail) ; paiement des heures supplémentaires au-delà de la durée légale ; repos compensateur ; exemple de la société Cadburry-Schweppes : vote réservé ; amendement n° 126 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. Jean Jarosz (tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8-2 du code du travail à substituer aux mots « sont rémunérées », les mots « font l'objet du paiement d'un acompte mensuel avec une régularisation ») (p. 5632) ; rémunération des heures supplémentaires ; risque d'une augmentation des accidents du travail ; nécessité d'assurer un paiement régulier sous forme d'acompte d'heures supplémentaires ; jurisprudence de la cour de cassation ; caractère exceptionnel du dépassement de la durée conventionnelle : vote réservé ; **rappel au règlement de M. Alain Bocquet** (p. 5633, 5634) ; amendement n° 127 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean Combasteil (tendant dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 212-8-2 du code du travail à substituer aux taux « 50 p. 100 », le taux « 100 p. 100 ») ; modalité de calcul du repos compensateur résultant du nombre d'heures excédant la durée conventionnelle du travail : vote réservé ; amendement n° 128 de M. André Duroméa, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (cas où constatation est faite du dépassement de la durée annuelle résultant de la convention) ; lecture de télégrammes à la tribune (p. 5634) ; caractère insuffisant des obligations pesant sur l'employeur ; nécessité que les salariés puissent bénéficier à hauteur de 50 p. 100 d'un repos compensateur lorsqu'ils ne perçoivent pas une rémunération supplémentaire pour les heures de travail dépassant les horaires définis par l'accord ; **rappel au règlement de M. Parfait Jans** ; **rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** (p. 5635) ; **rappel au règlement de Mme Odile Sicard** ; amendement n° 102 de M. André Duroméa, soutenu par M. Alain Bocquet (exclusion des salariés du secteur de la pêche et des cultures marines des dispositions du présent article) ; situation dans le secteur de la pêche et des cultures marines ; protection sociale des salariés exerçant un mandat syndical ou social ; jurisprudence de la Cour de cassation (p. 5636) ; obligation pour les participants bénévoles au fonctionnement d'organismes à objet social de souscrire une assurance volontaire contre les accidents du travail : vote réservé ; fatigue du personnel de l'Assemblée nationale ; présentation des amendements du groupe communiste ; amendement n° 103 de M. André Duroméa, soutenu par M. Alain Bocquet (exclusion des salariés du secteur des activités portuaires des dispositions du présent article) ; situation économique et sociale dans le secteur des activités portuaires ; problème des zones franches (p. 5637) ; rôle des zones franches ; création d'ateliers francs dans les principaux ports français : vote réservé ; amendement n° 104 de M. André Duroméa, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (exclusion des salariés du secteur des transports ferroviaires du champ d'application des dispositions du présent article) ; prise en considération par le groupe communiste des demandes d'organisations syndicales ; situation économique et sociale dans le domaine du transport ferroviaire (p. 5638) ; rôle des organisations syndicales : vote réservé ; amendement n° 105 de M. André Duroméa, soutenu par M. Alain Bocquet (exclusion des salariés du secteur de la construction et de la réparation navale du champ d'application des dispositions du présent article) ; zones franches ; ateliers francs ; rôle des organisations syndicales ; situation économique et sociale dans le secteur de la construction et de la réparation navale (p. 5639) ; risque d'un développement des « chantiers de chômage partiel » ; défense des amendements du groupe communiste ; heures supplémentaires supportées par le personnel de l'Assemblée : vote réservé ; amendement n° 106 de M. André Duroméa, soutenu par M. Paul Mercieca (exclusion des salariés du secteur des travaux publics du champ d'application des dispositions du présent article) ; lecture de télégrammes d'organisations syndicales (p. 5640) ; nécessité d'exclure les salariés du secteur des travaux publics du champ d'application des dispositions du présent article : vote réservé ; **rappel au règlement de M. Parfait Jans** ; amendement n° 107 de M. André Duroméa, soutenu par M. Paul Chomat (exclusion des salariés du secteur des transports

collectifs urbains ou interurbains du champ d'application des dispositions du présent article) ; politique des transports menée dans l'agglomération stéphanoise (p. 5641) ; nécessité d'exclure les salariés du secteur des transports collectifs urbains ou inter-urbains du champ d'application des dispositions de cet article : vote réservé ; amendement n° 108 de M. André Duroméa, soutenu par Mme Colette Goeuriot (exclusion des salariés du secteur de la batellerie et du transport par voie navigable du champ d'application des dispositions du présent article) ; situation économique et sociale dans le secteur de la batellerie et du transport par voie navigable : vote réservé ; amendement n° 109 de M. André Duroméa, soutenu par M. Parfait Jans (exclusion des salariés du secteur des transports aériens du champ d'application des dispositions du présent article) ; situation économique et sociale dans le secteur du transport aérien (p. 5642) ; abus constitué par l'association du projet de loi sur l'aménagement négocié du temps de travail avec la notion de déréglementation ; déréglementation en matière d'aviation civile faisant courir un risque à la sécurité des passagers : vote réservé ; amendement n° 110 de M. André Duroméa, soutenu par M. Jean Combasteil (exclusion des salariés du secteur de la construction aéronautique du champ d'application des dispositions du présent article) ; situation économique et sociale dans le secteur de la construction aéronautique (p. 5643) ; expérience personnelle de M. Georges Le Baill ; **rappel au règlement de M. Parfait Jans** ; amendement n° 111 de M. André Duroméa, soutenu par Mme Colette Goeuriot (exclusion des salariés du secteur du transport routier du champ d'application des dispositions du présent article) ; situation économique et sociale dans le domaine du transport routier (p. 5644) ; accords de modulation permis par le projet de loi ; abus constitué par l'association du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail et l'augmentation de l'insécurité routière ; action de MM. Fiterman et Auroux au ministère des transports : vote réservé ; **rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** (p. 5645) ; amendement n° 112 de M. André Duroméa, soutenu par M. Jean Jarosz (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés exerçant leur activité dans le secteur du transport de commerce maritime) (p. 5650) ; situation économique et sociale dans le domaine du transport de commerce maritime : vote réservé ; amendement n° 113 de M. André Duroméa, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (exclusion du champ d'application des dispositions aux salariés exerçant leur activité dans la branche des transports) ; situation économique et sociale dans la branche des transports (p. 5651) ; réduction de la durée hebdomadaire moyenne de la durée du travail dans les transports depuis 1981 ; motif du niveau de négociation retenu ; politique d'amélioration de la sécurité routière et de la sécurité ferroviaire : vote réservé ; amendement n° 114 de M. André Duroméa, soutenu par M. Paul Chomat (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés exercant leurs activités dans le secteur de la construction) ; emploi du verbe « exiger » dans les messages reçus par le parti communiste de la part des organisations syndicales (p. 5652) ; situation économique et sociale dans le secteur de la construction ; durée du travail dans le secteur de la construction : vote réservé ; *article L. 212-8-3 du code du travail :* amendement n° 17 de M. Etienne Pinte (tendant à supprimer le texte proposé pour l'article 212-8-3 du travail) : non soutenu ; amendement n° 129 de M. Georges Hage, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tendant à compléter le texte proposé pour l'article L. 212-8-3 du code du travail par les mots « ainsi qu'aux travailleurs à temps partiel ») ; nécessité d'exclure les travailleurs à temps partiel de l'application des dispositions des articles 212-8-1 et 212-8-2 du code du travail (p. 5653) ; nécessité de subordonner le recours aux formes de travail atypiques à l'accord du comité d'entreprise ou du délégué du personnel : vote réservé ; amendement n° 130 de M. Guy Ducoloné, soutenu par M. Jean Combasteil (situation des salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée ou d'un contrat de travail temporaire) ; danger de voir appliquer des horaires de référence différents selon les travailleurs ; nécessité que les salariés embauchés temporairement ou sur contrat à durée déterminée soient intégrés dans le champ d'application de la loi : vote réservé ; *article L. 212-8-4 du code du travail :* amendement n° 131 de M. André Soury, soutenu par M. François Asensi (tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail) ; condamnation de M. Alain Morais par le tribunal d'instance du Raincy ; contenu de l'accord prévu à l'article L. 212-8-4 (p. 5654) ; rôle de l'exposé des motifs ; fait de prévoir que l'accord précisant les données économiques et sociales justifiant le recours à la modulation des horaires permettant d'ouvrir un nouveau champ à la négociation et renforçant les syndicats au sein de la branche et de l'entreprise : vote réservé ; amendement n° 12 de M. Jacques Barrot (tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8-4 du code du travail : « la convention ou l'accord d'entreprise étendu ou la convention ou l'accord collectif d'établissement contient obligatoirement les dispositions concernant : ») : non soutenu ; amendement n° 13 de M. Jacques Barrot (tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail « la convention ou l'accord collectif étendu ou la convention ou l'accord collectif d'entreprise ou d'établissement mentionné à l'article L. 212-8 » [le reste sans changement]) : non soutenu ; amendement n° 132 de Mme Colette Goeuriot, soutenu par M. Paul Chomat (même objet) ; **rappel au règlement de M. Paul Chomat** (p. 5655) ; nécessité de poser des garanties sur les conditions dans lesquelles se fait l'extension des accords ; condition de l'extension d'un accord (p. 5656) ; risque que le texte puisse être interprété d'une manière préjudiciable aux salariés ; terminologie en vigueur dans le code du travail : vote réservé ; amendement n° 133 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à supprimer le deuxième alinéa [1°] du texte proposé pour cet article du code du travail) ; absence des députés de droite ; convention sur la durée annuelle du travail devant comporter obligatoirement des dispositions sur les droits des salariés n'ayant pas travaillé pendant toute la période de modulation de la durée du travail ; qualification du motif du licenciement (p. 5657) ; article L. 212-8-4 du code du travail constituant une garantie pour les salariés : vote réservé ; amendement n° 134 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. François Asensi (tendant à supprimer le troisième alinéa [2°] du texte proposé pour cet article du code du travail) ; interdiction du recours au chômage partiel dans le cadre des conventions et des accords prévus dans le projet de loi ; réglementation actuelle du chômage à temps partiel ; insuffisance des moyens de contrôle des directions départementales du travail et de l'emploi sur la décision du commissaire de la République autorisant la prolongation au-delà de 3 mois du chômage partiel ; conséquences financières du projet ; nécessité d'éviter le recours au chômage partiel (p. 5658) ; notion de chômage partiel total ; interdiction de la prolongation du chômage partiel au-delà de 3 mois sauf autorisation du commissaire de la République : vote réservé ; amendement n° 135 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. André Soury (tendant à compléter le 3e alinéa [2°] du texte proposé pour cet article du code du travail par les mots « et de son indemnisation ») ; convention ou accord devant fixer obligatoirement les modalités d'indemnisation du chômage partiel : vote réservé ; amendement n° 136 de M. Georges Hage, soutenu par M. Jean Combasteil (tendant à supprimer le 4e alinéa [3°] du texte proposé pour cet article du code du travail) ; délai minimal dans lequel les salariés seront prévenus des changements d'horaires (p. 5659) ; délai de prévenance dans les petites et moyennes entreprises ; situation de l'entreprise Kodak en Grande-Bretagne ; réglementation du délai de prévenance : vote réservé ; amendement n° 137 de M. Paul Chomat, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tendant à compléter le 4e alinéa [3°] du texte proposé pour cet article du code du travail par les mots « délai qui ne peut être inférieur à 1 mois ») ; nécessité que la loi indique un délai de prévenance ; amendement ayant objet d'instituer un délai minimal de prévenance d'un mois (p. 5660) ; nécessité de négocier le délai de prévenance : vote réservé ; amendement n° 138 de M. Jacques Brunhes, soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa [4°] du texte proposé pour cet article du code du travail) ; mentions obligatoires que doit contenir la convention ou l'ac-

cord étendu justifiant la modulation des horaires ; modalités de la modulation dans les entreprises dont la durée annuelle de travail est inférieure à la durée annuelle fixée par la convention ou l'accord collectif étendu : vote réservé ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 241 de M. Guy Ducoloné à l'amendement n° 2 de la commission (tendant dans cet amendement après le mot « conditions » à insérer les mots « si la majorité des syndicats de salariés participant à la négociation est d'accord ») ; nécessité que les conventions ne puissent être signées qu'avec l'accord d'une ou plusieurs organisations représentant plus de la moitié des travailleurs d'une branche ou d'une entreprise (p. 5661) ; nécessité d'empêcher l'extension des conventions minoritaires ; ordonnance de 1982 accordant la possibilité d'opposition au niveau de l'entreprise ; sous-amendement n° 241 : vote réservé ; sous-amendement n° 242 de Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 2 de la commission, soutenu par M. Parfait Jans (tendant dans cet amendement après les mots « les conditions » à insérer les mots « pendant une seule année ») ; nécessité que le système prévu à l'article L. 212-8-4 ne puisse s'appliquer que pour une seule année : vote réservé ; sous-amendement n° 243 de Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 2 de la commission, soutenu par M. Paul Chomat (tendant dans cet amendement après les mots « les conditions » à insérer les mots « l'avis des organisations de salariés ayant participé à la négociation devant figurer dans l'accord ») ; sous-amendement tendant à ce que les avis de tous les syndicats figurent dans le texte de l'accord et non pas seulement l'appréciation des seules organisations signataires (p. 5662) ; comparaison des accords d'entreprise avec les rapports de l'Assemblée nationale et du Conseil économique et social ; règles applicables en matière d'opposition ; avis des organisations minoritaires : vote réservé ; sous-amendement n° 244 de Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 2 de la commission, soutenu par M. André Soury (tendant dans l'amendement n° 2 de la commission, à remplacer les mots « de mise en œuvre », par les mots « de dérogation exceptionnelle ») ; nécessité d'utiliser une formulation descriptive et d'indiquer que les pratiques de modulation ne peuvent être qu'exceptionnelles : vote réservé ; sous-amendement n° 245 de Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 2 de la commission, soutenu par M. Paul Mercieca (tendant dans l'amendement n° 2 de la commission après les mots « mise en œuvre » à ajouter les mots « après avis favorable de la commission supérieure des conventions collectives ») ; nécessité d'un avis favorable de la commission supérieure des conventions collectives (p. 5663) : vote réservé ; **rappel au règlement de M. Philippe Bassinet** ; amendement n° 139 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. Paul Chomat (tendant dans l'avant-dernier alinéa [4°] du texte proposé pour cet article du code du travail à insérer après le mot « convention », le mot « étendue ») ; explication de l'attitude des députés communistes ; prise en compte des revendications des organisations syndicales ; terminologie du code du travail (p. 5664) ; rédaction de l'article 2 correspondant à la terminologie habituelle du code du travail : vote réservé ; amendement n° 140 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. Lucien Dutard (tendant à supprimer le dernier alinéa [5°] du texte proposé pour l'article L. 212-8-4 du code du travail) ; absentéisme des députés de droite ; situation dans l'entreprise Bata ; horaires des personnels d'encadrement : vote réservé (p. 5665) ; amendement n° 141 de M. Jacques Brunhes, soutenu par M. Robert Montdargent (tendant à compléter le texte proposé pour l'article L. 212-8-4 du code du travail par l'alinéa suivant « 6° La représentativité électorale de chacune des organisations syndicales signataires ») ; nécessité d'une meilleure information des syndicats ; nécessité que la convention sur la durée annuelle du travail contienne une clause obligatoire supplémentaire relative à la représentativité électorale de chacune des organisations syndicales signataires ; notion de représentativité des organisations syndicales : vote réservé ; *article L. 212-8-5 du code du travail :* amendement n° 142 de M. Paul Chomat (tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8-5 du code du travail) ; citation de Jean Jaurès (p. 5666) : vote réservé ; amendement n° 143 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. François Asensi (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail à insérer après les mots « L. 144-2, une convention », le mot « étendue ») ; nécessité que seules les conventions étendues soient concernées par l'article L. 212-8-5 du code du travail ; jurisprudence de la Cour de cassation sur l'interprétation des conditions posées par la loi du 4 août 1981 pour faire bénéficier les représentants du personnel licenciés pour motif disciplinaire d'un droit à réintégration au titre de l'amnistie : vote réservé ; amendement n° 144 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. André Soury (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8-5 du code du travail de la branche agricole) (p. 5667) ; situation économique et sociale dans l'agriculture ; attitude des députés communistes : vote réservé ; amendement n° 145 de Mme Colette Goeuriot, soutenu par M. Jean Jarosz (exclusion du champ d'application de cet article du code du travail de la branche des industries agricoles et alimentaires) ; situation économique et sociale dans la branche des industries agricoles et alimentaires (p. 5668) ; observation de M. François Loncle sur un amendement de M. Jarosz : vote réservé ; amendement n° 146 de M. André Soury, soutenu par M. Jean Combasteil (exclusion du champ d'application des dispositions de cet article de la branche de l'énergie) ; situation économique et sociale dans la branche de l'énergie (p. 5669) ; diminution du temps de travail dans le secteur de l'énergie depuis 1981 : vote réservé ; amendement n° 147 de Mme Muguette Jacquaint (exclusion du champ d'application des dispositions de cet article de la branche de la préparation des métaux) ; situation économique et sociale dans la branche de la préparation des métaux ; attitude des députés communistes ; attitude arrogante du président de séance (p. 5670) ; rôle du président de séance ; utilisation d'un qualificatif qu'aucun président de séance ne pourrait accepter ; définition du mot « arrogance », absence de volonté délibérée d'insulter le président de séance ; amendement n° 147 : vote réservé ; amendement n° 148 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Montdargent (exclusion du champ d'application des dispositions de cet article de la branche du verre) (p. 5671) ; situation économique et sociale dans la verrerie : vote réservé ; amendement n° 149 de M. Georges Hage soutenu par M. André Soury (exclusion du champ d'application des dispositions de cet article de la branche de la chimie) ; situation économique et sociale dans la chimie : vote réservé (p. 5672) ; extension des accords minoritaires ; notion de 38 heures en moyenne travaillées ; exclusion du calcul de la rémunération des primes à périodicité non mensuelle ; appréciation du respect de la durée annuelle conventionnelle ; utilisation de la modulation n'étant possible que dans le cadre d'un horaire collectif de travail ; délai de prévenance des salariés (p. 5673) ; règles applicables aux salariés absents dans l'entreprise pendant toute l'année ; chômage partiel ; paiement des heures supplémentaires ; conséquences financières du projet (p. 5674) ; nécessité que l'Assemblée reprenne ses délibérations d'une manière plus approfondie (p. 5675) ; amendement n° 150 de M. Jacques Brunhes, soutenu par M. Robert Montdargent (exclusion du champ d'application des dispositions de cet article de la branche de la pharmacie) (p. 5679) ; situation économique et sociale dans la branche de la pharmacie : vote réservé ; amendement n° 151 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. Lucien Dutard (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article de la branche du travail des métaux) ; regrette que Mme Muguette Jacquaint n'ait pu terminer son exposé sur le problème : vote réservé ; amendement n° 152 de M. Paul Chomat (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article de la branche mécanique) : non soutenu ; amendement n° 153 de Mme Colette Goeuriot, soutenu par M. Jean Jarosz (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article de la branche de la construction électrique et électronique) (p. 5680) ; situation économique et sociale dans la branche de la construction électrique et électronique ; réduction de la durée du travail dans la branche de la construction électrique et électronique depuis 1981 : vote réservé ; amendement n° 154 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Georges Hage (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article de

la branche automobile) ; situation économique et sociale dans le secteur automobile ; accord sur le chômage partiel dans la branche automobile (p. 5681) : vote réservé ; amendement n° 155 de M. Jacques Brunhes soutenu par Mme Muguette Jacquaint (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article de la branche textile) ; situation économique et sociale dans la branche textile ; contingent d'heures supplémentaires dans cette branche : vote réservé ; amendement n° 156 de M. Guy Ducoloné, soutenu par M. Robert Montdargent (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article de la branche du caoutchouc et des plastiques) ; situation économique et sociale dans la branche du caoutchouc et des plastiques ; réduction de la durée du travail dans l'industrie du caoutchouc depuis 1981 (p. 5682) : vote réservé ; amendement n° 157 de M. Pierre Zarka, soutenu par M. Dominique Frelaut (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article de la branche des « industries diverses ») ; situation économique et sociale dans le secteur des industries diverses ; industries d'hiver : vote réservé ; amendement n° 158 de Mme Colette Goeuriot, soutenu par M. Robert Montdargent (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article de la branche de l'ingénierie) : vote réservé ; amendement n° 159 de M. André Soury, soutenu par M. Georges Hage (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article de la branche des autres services) ; situation des commerces (p. 5683) ; notion d'îlotage dans les commerces : vote réservé ; amendement n° 160 de M. Jacques Brunhes, soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tendant dans le 1er alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail à substituer au mot « réel », le mot « modulé ») ; texte imposant une diminution de rémunération d'une heure par semaine ; nécessité de garantir une rémunération non flexible : vote réservé ; amendement n° 3 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail à substituer aux mots « sur la base de la durée annuelle prévue » les mots « dans les conditions prévues ») ; sous-amendement n° 246 de Mme Muguette Jacquaint (tendant dans l'amendement n° 3 de la commission à insérer avant les mots : « dans les conditions », les mots « pour l'année suivant la promulgation de la présente loi ») ; sous-amendement n° 247 de Mme Huguette Jacquaint (tendant à ajouter dans l'amendement n° 3 de la commission avant les mots : « dans les conditions », les mots : « après l'avis de la commission supérieure des conventions collectives ») ; sous-amendement n° 248 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. Jean Combasteil (tendant dans cet amendement, après les mots « conditions prévues », à insérer les mots « pour une durée maximale de 3 ans ») (p. 5684) ; nécessité de préciser la période pendant laquelle la réforme de la flexibilité sera expérimentée ; dispositif de lissage de la rémunération sur l'ensemble de l'année ; possibilité de limiter par voie contractuelle la durée de l'accord à un an ; sous-amendement n° 246 : vote réservé ; rôle de la commission supérieure des conventions collectives dans le calcul de la rémunération ; obligation pour la commission supérieure des conventions collectives d'émettre un avis sur tous les accords passés au niveau des branches ; sous-amendement n° 247 : vote réservé ; nécessité de fixer une durée maximale de 3 ans pour l'application de l'article L. 212-8-5 du code du travail (p. 5685) ; nécessité d'instituer un parallélisme avec la loi sur le droit d'expression des travailleurs ; nécessité que le parlement puisse, dans deux ans, procéder à un examen des négociations par branches qui se seront déroulées dans le cadre de ce projet de loi ; sous-amendement n° 248 : vote réservé ; amendement n° 3 : vote réservé ; amendement n° 161 de M. André Duroméa, soutenu par M. Paul Chomat (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail à insérer après le mot « convention » le mot « étendue ») ; substantif qualifié par l'adjectif « étendue » ; attitude du groupe communiste (p. 5686) ; rôle du ministre dans la procédure d'extension ; absence d'une obligation d'extension : vote réservé ; amendement n° 162 de M. André Soury, soutenu par M. Dominique Frelaut (primes périodiques n'étant pas intégrées dans la rémunération annuelle utilisée pour calculer la rémunération mensuelle) ; nécessité d'éviter que les fluctuations dans la durée du travail ne se traduisent par un versement irrégulier de la rémunération (p. 5687) ; nécessité que les primes de toute nature continuent d'être versées aux époques correspondant à leur objet ; calcul de la rémunération lissée devant s'effectuer en tenant compte de la rémunération correspondant à l'horaire affiché : vote réservé ; amendement n° 163 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean Jarosz (tendant à compléter le texte proposé pour l'article L. 212-8-5 du code du travail par l'alinéa suivant : « une comptabilité précise sera tenue à jour sur chaque bulletin de paie du crédit d'heures acquis par le salarié ») ; impossibilité pratique pour le travailleur de connaître d'une manière exacte le nombre des heures qu'il a accomplies dans le cadre du contingent de 80 heures et au-delà de la durée conventionnelle ; nécessité pour l'employeur d'indiquer dans le bulletin de paie de quel crédit d'heures le salarié dispose ; disposition de nature réglementaire (p. 5688) ; éventuelle réforme du bulletin de paie : vote réservé ; amendement n° 164 de M. André Duroméa, soutenu par M. André Soury (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés du secteur des activités portuaires) ; situation économique et sociale dans le secteur des activités portuaires : vote réservé (p. 5689) ; amendement n° 165 de M. André Duroméa, soutenu par M. Jean Combasteil (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés du secteur des travaux publics) ; situation économique et sociale dans le secteur des travaux publics : vote réservé ; amendement n° 166 de M. André Duroméa, soutenu par M. Lucien Dutard (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés de la branche des transports) ; situation économique et sociale dans la branche des transports (p. 5690) ; lecture d'une lettre envoyée au groupe communiste par les retraités C.G.T. des transports : vote réservé ; amendement n° 167 de M. André Duroméa soutenu par M. Robert Montdargent (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés du secteur des transports collectifs urbains et interurbains) ; situation économique et sociale dans le secteur des transports collectifs urbains et interurbains : vote réservé (p. 5691) ; amendement n° 168 de M. André Duroméa, soutenu par M. Jean Jarosz (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés de la batellerie et du transport par voie navigable) ; situation économique et sociale dans le secteur de la batellerie et du transport par voie navigable : vote réservé ; amendement n° 169 de M. André Duroméa, soutenu par M. André Soury (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés du secteur des transports routiers) ; situation économique et sociale dans le secteur du transport routier (p. 5692) ; contingent annuel d'heures supplémentaires dans le secteur du transport routier ; absence d'une volonté de suppression du corps de contrôleurs de transports routiers : vote réservé ; amendement n° 170 de M. André Duroméa, soutenu par M. Jean Combasteil (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés du secteur des transports ferroviaires) ; situation économique et sociale dans le secteur des transports ferroviaires (p. 5693) ; lecture de la lettre de la section de Troyes des cheminots retraités C.G.T. envoyée au groupe communiste : vote réservé ; amendement n° 171 de M. André Duroméa, soutenu par M. Georges Hage (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés du secteur du transport de commerce maritime) ; situation économique et sociale dans le secteur du transport de commerce maritime (p. 5694) : vote réservé ; amendement n° 172 de M. André Duroméa, soutenu par M. Robert Montdargent (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés du secteur du transport aérien) ; situation économique et sociale dans le secteur du transport aérien : vote réservé (p. 5695) ; amendement n° 173 de M. André Duroméa, soutenu par M. Jean Jarosz (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés du secteur de la construction et de la réparation navale) ; situation économique et sociale dans le secteur de la construction et de la réparation navale : vote réservé ; amendement n° 174 de M. André Duroméa, soutenu par M. Dominique Frelaut (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés du secteur de la construction) ;

situation économique et sociale dans le secteur de la construction (p. 5696) : vote réservé ; amendement n° 175 de M. André Duroméa, soutenu par M. Robert Montdargent (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés du secteur de la construction aéronautique) ; situation économique et sociale du secteur de la construction aéronautique : vote réservé ; amendement n° 176 de M. André Duroméa, soutenu par M. André Soury (exclusion du champ d'application des dispositions du présent article des salariés du secteur de la pêche et des cultures marines) ; situation économique et sociale dans le secteur de la pêche et des cultures marines (p. 5697) ; conditions d'équivalence pour les plongeurs sous-marins : vote réservé ;

– article 2 : vote réservé (p. 5697).

Après l'article 2 : amendement n° 177 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Paul Chomat (application aux travailleurs à temps partiel au prorata de leur temps de présence de tous les avantages prévus par les accords mentionnés à l'article L. 212-8) ; résultat d'une recherche historique sur la flexibilité menée par M. Jean Luciani (p. 5698) ; historique des entorses aux décrets sur la durée légale du travail ; précision d'une convergence entre le groupe communiste et le groupe socialiste ; salariés à temps partiel bénéficiant des mêmes avantages que les salariés à temps plein : vote réservé (p. 5699) ; **rappel au règlement de M. Georges Hage** ; **rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** (p. 5703) ; amendement n° 178 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Paul Mercieca (maintien des avantages légaux réglementaires ou conventionnels liés à des conditions d'alternance, de roulement ou de relais) ; salariés travaillant en équipe : réservé ; amendement n° 179 de M. Pierre Zarka soutenu par M. Jean Jarosz (dispositions conventionnelles, réglementaires ou légales conférant des avantages notamment salariaux) (p. 5704) : réservé ; amendement n° 180 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Georges Hage (habilitation des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise à faire opposition aux accords) ; accords mentionnés dans la loi ; opposition par lettre recommandée (p. 5705) : réservé ; amendement n° 181 de M. Paul Chomat soutenu par M. Parfait Jans (consultation du comité d'entreprise avant toute période d'utilisation des modulations) ; maîtrise de l'aménagement négocié du temps de travail par les organisations syndicales au niveau de chaque branche ; consultation des comités d'entreprise sur l'application de la loi dans les entreprises (p. 5706) : réservé ; amendement n° 182 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Jean Jarosz (rémunération des heures non effectuées lors des semaines de modulation basse) : réservé ; amendement n° 183 de M. Georges Hage soutenu par M. Maurice Nilès (appel aux semaines basses de modulation par anticipation sur des semaines hautes non encore effectuées) ; usurpation des droits des salariés (p. 5707) : réservé ; amendement n° 184 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Parfait Jans (saisine du juge d'instance par une organisation syndicale pour suspendre l'application de la convention ou de l'accord) ; pouvoirs d'une organisation minoritaire ; convention refusée par la majorité des travailleurs : réservé ; amendement n° 185 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Paul Mercieca (abrogeant l'article D. 212-1 du code du travail) ; émiettement du code du travail (p. 5708) : réservé ; amendement n° 186 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Maurice Nilès (consultation du comité d'entreprise pour l'application dans une entreprise de la convention étendue ou de l'accord collectif étendu) ; valeur des données économiques et sociales considérées comme valables sur le plan de la branche ou des branches ; information et consultation du comité d'entreprise : réservé.

Article 3 *(substitution conventionnelle au paiement des heures supplémentaires d'un repos compensateur d'une durée équivalente)* (p. 5709) : conditions de validité et d'extension d'une convention de branche ; réduction d'horaire et rémunération ; avances de trésorerie au patron en cas d'heures supplémentaires non payées ; tarif de paiement des heures supplémentaires ; étude de l'Institut syndical européen consacrée à la flexibilité des emplois (p. 5710) ; comparaison des créations d'emplois en Europe, aux Etats-Unis et au Japon ; conséquences de l'application de la flexibilité ; allongement de la durée du travail durant certaines périodes de l'année ; flexibilité concernant les personnels hospitaliers (p. 5711) ; conditions de travail des enseignants ; personnel enseignant des collèges et des lycées (p. 5712) ; possibilité de choisir entre le paiement des heures supplémentaires et un repos compensateur équivalent (p. 5713) ; amendement n° 187 de Mme Colette Goeuriot soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) ; rémunération des heures supplémentaires : réservé ; amendement n° 201 de M. André Duroméa soutenu par M. Jacques Brunhes (insérant au début du 27e alinéa de cet article après le mot « convention » le mot « étendue ») ; opposition des organisations syndicales, exceptée la C.F.D.T., au texte en discussion (p. 5714) ; extension des conventions et des accords : réservé ; amendement n° 14 de M. Jacques Barrot (insérant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article après les mots « accord collectif étendu » les mots « ou une convention ou un accord collectif d'entreprise ou d'établissement ») : non soutenu ; amendement n° 204 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jean Jarosz (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après le mot « étendu » les mots « à l'exception de la branche agriculture ») ; situation particulière et fragilité de l'agriculture dans l'économie française (p. 5715) ; « échenillement » des diverses branches d'activités par les orateurs du groupe communiste : réservé ; amendement n° 205 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (excluant les branches des industries agricole et agro-alimentaire du champ d'application de cet article) : non soutenu ; amendement n° 206 de M. Georges Hage soutenu par M. Paul Mercieca (excluant la branche de l'énergie du champ d'application de cet article) ; situation dans la branche de l'énergie ; exploitation du gaz de Lacq (p. 5716) : réservé ; amendement n° 207 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Jean Jarosz (excluant la branche de la préparation des métaux du champ d'application de cet article) ; situation de la branche dans la préparation des métaux ; recul de l'investissement : réservé ; amendement n° 208 de Mme Muguette Jacquaint (excluant la branche du verre du champ d'application de cet article) ; situation du verre plat ; contrôle exercé par B.S.N. et Saint-Gobain (p. 5717) : réservé ; amendement n° 209 de M. Paul Chomat soutenu par M. Parfait Jans (excluant la branche de la chimie du champ d'application de cet article) ; situation du secteur de la chimie : réservé ; amendement n° 210 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Georges Hage (excluant la branche de la pharmacie du champ d'application de cet article) ; situation dans la branche de la pharmacie : réservé ; amendement n° 211 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Paul Mercieca (excluant la branche du travail des métaux du champ d'application de cet article) ; situation dans le secteur du travail des métaux (p. 5718) : réservé ; amendement n° 212 de M. André Duroméa soutenu par M. Jean Jarosz (excluant la branche de la mécanique du champ d'application de cet article) ; problème de la robotique industrielle : réservé ; amendement n° 213 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Paul Mercieca (excluant la branche de la construction électrique et électronique du champ d'application de cet article) ; situation de la construction électrique et électronique (p. 5719) : réservé ; amendement n° 214 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Georges Hage (excluant la branche de l'automobile du champ d'application de cet article) ; situation dans l'automobile (p. 5720) ; étude réalisée par la direction des études de la section C.G.T. de Renault : réservé (p. 5721) ; **rappel au règlement de M. Jacques Blanc** (p. 5761) ; **rappel au règlement de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** ; **rappel au règlement de M. Georges Hage** (p. 5762, 5763) ; amendement n° 215 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Jean Jarosz (excluant la branche textile du champ d'application de cet article) ; situation dans le textile ; restructurations (p. 5763) ; détournement des institutions parlementaires pratiqué par les députés communistes : réservé ; amendement n° 216 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Vincent Porelli (excluant la branche du caoutchouc et des plastiques du champ d'application de cet article) : réservé (p. 5764) ; amendement n° 217 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Georges Hage (excluant la branche des

industries diverses du champ d'application de cet article) ; droits du parlement : réservé ; amendement n° 218 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Dominique Frelaut (excluant la branche ingénierie du champ d'application de cet article) ; exemple concret de perte de pouvoir d'achat (p. 5765) ; respect du règlement : réservé ; amendement n° 219 de M. Georges Hage soutenu par M. Parfait Jans (excluant la branche des autres services du champ d'application de cet article) ; conséquences financières de l'application du projet pour les travailleurs : réservé ; **rappel au règlement de M. Georges Hage** (p. 5766) ; amendement n° 203 de M. Pierre Zarka soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (heures supplémentaires et repos compensateur) ; rémunération due pour les heures supplémentaires : réservé ; amendement n° 202 de M. Alain Bocquet soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (supprimant la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) ; possibilité pour une convention ou un accord étendu de déroger aux régles d'attribution du repos compensateur (p. 5767) : réservé ; **rappel au règlement de M. Jean Jarosz** ; amendement n° 4 de la commission (rédigeant ainsi la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article « pour l'attribution de ce repos la convention ou l'accord peut déroger aux régles fixées par l'article L. 212-5-1 ») ; dépôt de multiples sous-amendements sur cet amendement de précision (p. 5768) ; sous-amendement n° 316 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. René Rieubon (insérant dans cet amendement après les mots « la convention ou l'accord » les mots « qui fait l'objet chaque année d'un rapport au Parlement ») ; suivi de l'application de la loi par le Parlement : réservé ; sous-amendement n° 319 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Vincent Porelli (réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures dans un délai de deux ans sans perte de salaire) : réservé ; sous-amendement n° 320 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Pierre Zarka (paiement d'une heure d'information syndicale) ; information des salariés sur les raisons de l'annualisation (p. 5769) ; amélioration du droit d'expression des salariés : réservé ; sous-amendement n° 322 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Daniel Le Meur (droit de suspension des licenciements de trois mois pour les entreprises de la branche) ; possibilité pour les salariés, par l'entremise des organisations syndicales représentatives ou du comité d'entreprise, de suspendre un licenciement économique : réservé ; sous-amendement n° 323 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Jean Jarosz (insérant dans cet amendement aprés le mot « accord » les mots « s'il prévoit aussi des mesures limitant le recours au travail temporaire ») ; problèmes du travail temporaire (p. 5770) : réservé ; sous-amendement n° 324 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Dominique Frelaut (libre expression des partis politiques dans les entreprises de la branche) : réservé ; sous-amendement n° 325 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Pierre Zarka (embauche chaque année d'un effectif égal à 1 p. 100 du nombre des salariés employés) ; remboursement au patronat d'une part de ses cotisations au titre de la taxe professionnelle (p. 5771) : réservé ; sous-amendement n° 326 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Vincent Porelli (clause de rattrapage des salaires par rapport à la hausse des prix) ; protection du pouvoir d'achat des salariés ; blocage des salaires et des prix ; désindexation des salaires : réservé ; sous-amendement n° 327 de M. Paul Mercieca soutenu par M. René Rieubon (clause de garantie d'embauche pour les jeunes en formation professionnelle dans les entreprises de la branche) : réservé ; sous-amendement n° 328 de M. Paul Mercieca (augmentation du nombre d'heures pour les délégués du personnel) (p. 5772) : réservé ; sous-amendement n° 329 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Parfait Jans (augmentation du nombre d'heures de délégation des membres du comité d'entreprise) ; revenus des salariés payés au S.M.I.C. ; application d'un accord de branche ; intervention du chômage partiel (p. 5773) ; amélioration du salarié bénéficiant du projet de loi (p. 5774) : réservé ; sous-amendement n° 330 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Dominique Frelaut (clause sur la gestion par les comités d'entreprise du 0,9 p. 100 sur le logement) : réservé ; sous-amendement n° 331 de M. Paul Mercieca soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (disposition par laquelle les employeurs s'interdisent de recourir au lock-out) ; conséquences de la précarisation sur la situation des femmes (p. 5775) : réservé ; sous-amendement n° 332 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Daniel Le Meur (clause sur le contrôle par les comités d'entreprise de l'application de l'accord sur l'aménagement du temps de travail) : réservé ; sous-amendement n° 333 de M. Paul Mercieca soutenu par M. René Rieubon (clause prévoyant que les employeurs de la branche mettront fin au contrôle médical patronal) ; possibilité de contre-visite médicale ; institution de contrôles contraires à l'esprit et à la lettre des conventions collectives ; pratiques mises en œuvre par l'Union des industries métallurgiques et minières (p. 5776) : réservé ; sous-amendement n° 334 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Pierre Zarka (réembauche de travailleurs dont le licenciement a été annulé par les conseils de prud'hommes) : réservé ; sous-amendement n° 335 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Vincent Porelli (clause permettant au syndicat représentant plus de 50 p. 100 des salariés d'une entreprise ou d'un établissement d'en empêcher l'application) ; signature par les organisations syndicales représentatives : réservé ; sous-amendement n° 336 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Jean Jarosz (clause sur la suppression de toute milice patronale sous le contrôle du comité d'entreprise) (p. 5777) ; intimidation des travailleurs ; interventions contre les piquets de grève : réservé ; sous-amendement n° 337 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Guy Hermier (clause sur l'égalité de rémunération entre hommes et femmes et son application sous le contrôle du comité d'entreprise) : réservé ; sous-amendement n° 338 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Dominique Frelaut (clause permettant au comité d'entreprise d'interdire toute mesure sexiste sur le lieu du travail) (p. 5778) : réservé ; sous-amendement n° 339 de M. Paul Mercieca soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (dispositions permettant aux comités d'entreprise des entreprises de la branche d'interdire toute mesure de caractère raciste) : réservé ; **rappel au règlement de M. Georges Hage** (p. 5779) ; **rappel au règlement de M. Gérard Collomb** ; **rappel au règlement de M. Parfait Jans** (p. 5780, 5781, 5782).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail : *Fabius (Laurent)* [11 décembre 1985] (p. 5889).

En l'absence du dépôt d'une motion de censure, l'Assemblée nationale prend acte de l'adoption du projet de loi modifié par les amendements n°s 5, 6 et 7 déjà adoptés et par les amendements n°s 1, 2, 3 et 4. **Prise d'acte de l'adoption du projet de loi :** [12 décembre 1985] (p. 6102).

Sénat (première lecture), n° **206** (1985-1986). - Dépôt le 12 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Louis Boyer. - Rapport n° **289** (1985-1986) (23 janvier 1986). - Discussion les 9, 21, 23, 28, 29, 30, 31 janvier, 4, 5 et 6 février 1986. - Adoption le 6 février 1986. - Projet de loi n° **111** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 8 février 1986] (p. 2297). - Bureau [*J.O.* du 13 février 1986] (p. 2547).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Gérard Collomb. - Rapport n° **3337** (12 février 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Louis Boyer. - Rapport n° **292** (1985-1986) (18 février 1986). La commission mixte paritairtre n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3336** . - Dépôt le 12 février 1986. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Gérard Collomb. - Rapport n° **3338** (12 février 1986). - Discussion le 12 février 1986. Engagement de la responsabilité du Gouvernement, conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Aucune motion de censure n'ayant été déposée, le projet de loi est considéré comme adopté (13 février 1986). - Projet de loi n° **1012.**

Sénat (deuxième lecture), n° **294** (1985-1986). - Dépôt le 18 février 1986. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Louis Boyer. - Rapport n° **296** (1985-1986) (18 février 1986) ; rapport supplémentaire les 18, 20 et 25 février 1986. - Rejet le 25 février 1986. - Projet de loi n° **112** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3342** . - Dépôt le 27 février 1986. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Gérard Collomb. - Rapport n° **3343** (27 février 1986). - Discussion le 27 février 1986. Engagement de la responsabilité du Gouvernement, conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Aucune motion de censure n'ayant été déposée, le projet de loi est considéré comme adopté (28 février 1986). - Projet de loi n° **1013.**

Loi n° 86-280 du 28 février 1986 (p. 3208).

DEUXIEME LECTURE

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution : *Fabius (Laurent)* [12 février 1986] (p. 15, 16) ;

En l'absence du dépôt d'une motion de censure, l'Assemblée nationale prend acte de l'adoption du projet de loi, modifié par les amendements n° 1 à 8 du Gouvernement et par le sous-amendement n° 9 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 février 1986] (p. 23).

TROISIEME ET DERNIERE LECTURE

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution sur le projet de loi : *Fabius (Laurent)* [27 février 1986] (p. 32) ;

En l'absence du dépôt d'une motion de censure, l'Assemblée nationale prend acte de l'adoption du projet de loi, modifié par les amendements n° 1 à 8 du Gouvernement et par le sous-amendement n° 9 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [28 février 1986] (p. 39).

28. - Proposition de loi n° 3120 tendant à modifier l'article L. 442-9 du code du travail relatif à la **provision pour investissements dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 28 novembre 1985 par M. Pascal Clément. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

29. - Proposition de loi n° 3251 tendant à instituer l'exécution provisoire de droit des décisions rendues en première instance par les **conseils de prud'hommes.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 décembre 1985 par M. Guy Ducoloné. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

30. - Proposition de loi n° 3331 tendant à assurer le respect des règles de préavis lors **des grèves dans les services publics.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 22 décembre 1985 par M. Gilbert Gantier. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Accords sur l'aménagement du temps de -.

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **3.**
Travail **27.**

- de nuit

Voir *Questions au Gouvernement* **1233.**

Droit des travailleurs.

Voir *Questions au Gouvernement* **1331.**

Egalité professionnelle.

Voir *Questions au Gouvernement* **1233.**

Exercice des droits des travailleurs.

Voir *Questions au Gouvernement* **1199.**

TRAVAIL (conditions du -)

Voir *Traités et conventions* **152, 153.**

Flexibilité de l'emploi.

Voir *Questions orales sans débat* **852.**

Ouverture des magasins le dimanche.

Voir *Questions au Gouvernement* **1415.**

TRAVAIL (durée du -).

Aménagement de la -.

Voir *Travail* **27.**

Discussion sur le projet de loi sur la flexibilité du temps de -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1497.**

Flexibilité du temps de -.

Voir *Questions au Gouvernement* **1443, 1456, 1479, 1490, 1491.**

Mesures supplémentaires.

Voir *Travail* **27.**

TRAVAIL D'INTERET GENERAL

Voir *Procédure pénale* **9.**

TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE

Voir *Rappels au règlement* **1192.**

TRAVAILLEURS FRONTALIERS

Voir *Questions au Gouvernement* **1512.**

Statut fiscal des -.

Voir *Questions orales sans débat* **803.**
Traités et conventions **170.**

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

1. - Proposition de loi n° 2783 relative à la création d'un comité chargé de proposer toutes mesures tendant à une meilleure intégration professionnelle et à une plus grande **protection sociale des épouses des membres de professions libérales.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 13 juin 1985 par M. Henri Bayard et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (T.U.C.)

Voir *Lois de finances* **11.**
Questions au Gouvernement **1202, 1284, 1303, 1305, 1340.**
Questions orales sans débat **826.**
Travail **27.**

TRIBUNAUX

Administratifs.

Voir *Justice* **23.**

Encombrement des -.

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie, justice.

U

UNESCO

Voir *Questions au Gouvernement* **1373.**

UNIMETAL (entreprise)

Voir *Questions au Gouvernement* **1366.**

UNIVERSITES DE TECHNOLOGIE

Voir *Enseignement* **12.**

URBANISME

7. - Projet de loi n° 2096 pour un **renouveau de l'aménagement.**

Sénat (deuxième lecture), n° **161** (1984-1985), dépôt le

17 décembre 1984. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. - Rapporteur : M. Alain Pluchet. - Rapport n° **252** (1984-1985) (24 avril 1985). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale de la République. - Rapporteur pour avis : M. Paul Girod. - Avis n° 272 (1984-1985) (9 mai 1985). - Discussion le 14 mai 1985. - Adoption avec modifications le 14 mai 1985. - Projet de loi n° **97** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 23 mai 1985] (p. 5798).

Bureau [*J.O.* du 24 mai 1985] (p. 5851).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade. - Rapport n° **2696** (23 mai 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Alain Pluchet. - Rapport n° **305** (1984-1985) (23 mai 1985). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2683,** dépôt le 15 mai 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade. - Rapport n° **2722** (30 mai 1985). - Discussion le 4 juin 1985. - Adoption avec modifications le 4 juin 1985. - Projet de loi n° **799.**

Sénat (troisième lecture), n° **338** (1984-1985), dépôt le 5 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. - Rapporteur : M. Alain Pluchet. - Rapport n° **347** (1984-1985) (6 juin 1985). - Discussion le 13 juin 1985. - Adoption avec modifications le 13 juin 1985. - Projet de loi n° **123** (1984-1985).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **2789,** dépôt le 14 juin 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade. - Rapport n° **2810** (20 juin 1985). - Discussion le 20 juin 1985. - Adoption définitive le 20 juin 1985. - Projet de loi n° **825.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). - Décision le 17 juillet 1985 (*J.O.* du 19 juillet 1985) (p. 8200). - Conforme en totalité.

Loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 publiée au *J. O.* du 19 juillet 1985 (p. 8152). - Rectificatif (*J.O.* du 21 décembre 1985) (p. 14946).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [4 juin 1985] (p. 1418).

Attributions de logements H.L.M. : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 1418) ; *Quilès (Paul)* (p. 1419) ; *Chomat (Paul)* (p. 1419).

Division volontaire des propriétés foncières : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 1418).

Droit de préemption urbain : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 1418) ; *Quilès (Paul)* (p. 1419).

Evaluation des biens expropriés ou préemptés : *Quilès (Paul)* (p. 1419).

Morcellement des espaces naturels : *Quilès (Paul)* (p. 1419).

Qualification des terrains à bâtir : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 1418).

Discussion des articles [4 juin 1985] (p. 1420).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme à supprimer les mots : « de prévenir les pollutions ») ; difficulté d'inclure la prévention des pollutions dans la liste des objets justifiant les actions ou opérations d'aménagement ; adopté ; amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (tendant dans le premier alinéa du paragraphe I du texte proposé pour l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme à supprimer les mots : « dont les représentants de la profession agricole. ») : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : (p. 1420-1421) amendement n° 3 de la commission (critères de la qualification des terrains à bâtir) ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 5 de la commission (étendue géographique du droit de préemption urbain) ; amendement n° 53 du Gouvernement (même objet) (p. 1421) ; amendement n° 5 : adopté ; amendement n° 53 : devenu sans objet ; amendement n° 6 de la commission (compétence en matière de droit de préemption urbain de certains établissements publics de coopération intercommunale) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (p. 1422, 1423) : amendement n° 7 de la commission (droit de préemption) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (tendant dans le troisième alinéa *a* du texte proposé pour l'article L. 213-4 du code de l'urbanisme à insérer après les mots : « articles L. 13-15 » les mots : « du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ») : adopté ; amendement n° 8 de la commission (tendant après les mots : « biens de même qualification, » à rédiger ainsi la fin de l'avant-dernier alinéa *c* du texte proposé pour l'article L. 213-4 du code de l'urbanisme : « situé dans des zones comparables ») : adopté ; amendement n° 9 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (titulaires du droit de préemption dans la Z.A.D.) ; simplification des procédures : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *bis* : adopté (p. 1423).

Article 10 : amendement n° 11 de la commission (tendant dans le texte proposé pour l'article L. 221-1 du code de l'urbanisme à substituer à la virgule après les mots « les collectivités locales » le mot « ou ») ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 (p. 1424-1425) : amendement n° 51 de M. Paul Chomat, soutenu par Mme Adrienne Horvath (exonération de la taxe départementale des espaces naturels sensibles pour les communes de moins de 2 000 habitants) ; nécessité pour les conseils généraux d'apprécier localement les situations et de décider cette exonération (p. 1425) : adopté ; amendements identiques n° 43 de M. Georges Tranchant et n° 48 de M. Maurice Ligot (exonération de la taxe départementale des espaces naturels sensibles des locaux à usage d'habitation principale édifiés pour leur compte ou à titre de prestations de service par certains organismes) ; amendement n° 12 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 54 de M. Maurice Adevah-Pœuf (tendant dans cet amendement à subtituer aux mots « à capitaux publics majoritaires » les mots « définies par la loi du 7 juillet 1983 ») ; sociétés d'économie mixte à capitaux publics ; limitation des possibilités d'exonération de la taxe départementale des espaces naturels sensibles aux seuls organismes d'H.L.M. et sociétés d'économie mixte ; cas des sociétés d'économie mixte de Paris et Marseille ; décision d'exonération relevant du conseil général ; limitation de l'extension de l'exonération aux sociétés d'économie mixte locales (p. 1426) ; amendements n° 43 et n° 48 : adoptés ; amendement n° 12 et sous-amendement n° 54 : devenus sans objet ; amendement n° 13 de la commission (exonération de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (procédure de création par le conseil général des zones de préemption) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (tendant à supprimer la dernière phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-3 du code de l'urbanisme) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-3 du code de l'urbanisme) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (tendant à la fin du cinquième alinéa [c] du texte proposé pour l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme à substituer aux mots « dans la même catégorie de zone » les mots « dans des zones comparables ») : adopté ; amendement n° 18 de la commission

(procédure de rétrocession) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (tendant à supprimer le texte proposé pour l'article L. 142-8-1 du code de l'urbanisme) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-12-1 du code de l'urbanisme à substituer à la référence « L. 142-12 » la référence « L. 142-11 ») : adopté (p. 1427) ; amendement n° 41 de la commission (tendant dans le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-12-1 du code de l'urbanisme à substituer aux mots « des articles L. 142-11 et L. 142-12 » les mots « de l'article L. 142-11 ») : adopté ; amendement n° 42 de la commission (tendant dans le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-12-1 du code de l'urbanisme à substituer aux mots « de ladite loi » les mots « du présent chapitre ») : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *bis*, supprimé par le Sénat : amendement n° 20 de la commission (tendant à rétablir cet article ; division volontaire des propriétés foncières) ; sous-amendement n° 36 du Gouvernement (tendant dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet amendement à insérer après les mots « réception de cette déclaration » les mots « en mairie ») ; politique de préservation des espaces naturels ; nécessité d'enrayer le processus de morcellement foncier ; sous-amendement n° 36 : adopté ; amendement n° 20, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, l'article 11 *bis* est ainsi rétabli.

Article 14 (p. 1428-1429) : amendement n° 21 de la commission (tendant dans la deuxième phrase du dernier alinéa du paragraphe III de cet article à substituer au mot « accord » le mot « avis ») : adopté ; amendement n° 22 de la commission (révision du plan d'aménagement de zones lors de la réalisation d'un projet d'intérêt général) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 16 : amendement n° 23 de la commission (tendant à supprimer après les mots « obligations prévues ci-après » la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-1 du code de l'urbanisme) : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 20 : amendements identiques n° 44 de M. Georges Tranchant et n° 49 de M. Maurice Ligot (cas où le conseil municipal peut renoncer à percevoir en tout ou partie la taxe locale d'équipement) (p. 1429) ; amendement n° 24 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 55 de M. Maurice Adevah-Pœuf (tendant dans cet amendement à substituer aux mots « à capitaux majoritaires » les mots « définies par la loi du 7 juillet 1983 ») ; extension de la possibilité d'exonération de la taxe locale d'équipement aux locaux à usage d'habitation édifiés par les sociétés d'économie mixte à capitaux majoritaires ou minoritaires des collectivités locales ; amendements n° 44 et n° 49 : adoptés ; amendement n° 24 et sous-amendement n° 55 : devenus sans objet ; amendement n° 25 de la commission (exonération de la taxe locale d'équipement) : adopté ;

- article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (p. 1430-1431) : amendement n° 26 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 332-9 du code de l'urbanisme) : adopté ;

- article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 23 : adopté.

Article 24 (p. 1431-1432) : amendement n° 27 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe IB de cet article) : adopté ; amendement n° 37 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article L. 123-8 du code de l'urbanisme) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe 18 *bis* de l'article 24) ; nécessité de ne pas déléguer aux chambres de métiers un droit de préemption urbain : adopté ; amendement n° 29 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe XXX de l'article 24) : adopté ;

- article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 : amendement n° 30 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début du texte proposé pour l'article L. 311-5 du code des communes « conformément à l'article L. 221-1 du code de l'urbanisme, les communes ou leurs groupements y ayant vocation sont habilités... ») : adopté ;

- article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 *bis* : adopté.

Article 26 *ter* : adopté.

Article 27 : amendement n° 52 de M. Paul Chomat (consultation du maire de la commune) ; implantation des logements ; rôle des élus locaux ; nécessité pour le maire d'intervenir dans l'attribution de 50 p. 100 au moins des logements H.L.M. de sa cité ; utilisation du « 0,9 p. 100 logement » ; alourdissement des démarches ; rejeté ; amendement n° 31 de la commission (réservation des logements par le représentant de l'Etat dans le département au profit des personnes prioritaires) ; adopté ; amendement n° 32 de la commission (contrôle du respect des règles prévues à l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation) : adopté ;

- article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 32 *bis* : adopté (p. 1433).

Article 34 : adopté.

Article 35 : amendement n° 33 de la commission (obligation de limiter à 20 p. 100 de la surface des zones de servitude des anciennes enceintes fortifiées de Paris et de Lille l'implantation des constructions) ; sous-amendement n° 45 de M. Tranchant (tendant au début du premier alinéa de cet amendement à insérer après les mots : « dans les zones », les mots : « de servitudes ») ; sous-amendement n° 46 de M. Georges Tranchant (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'amendement) ; portée juridique de la prescription des 20 p. 100 ; modification des règles d'utilisation du sol dans les anciennes zones de servitude à la suite d'une révision du plan d'occupation des sols ; rôle du commissaire de la République ; consultation des communes limitrophes (p. 1434) ; compétences du maire dans la procédure du plan d'occupation des sols ; élaboration du document d'urbanisme s'appliquant aux zones de servitude des anciennes enceintes fortifiées ; limitation à 20 p. 100 de la surface des zones concernées de l'implantation des constructions ; période de consultation ; sous-amendement n° 45 : adopté ; sous-amendement n° 46 : rejeté ; amendement n° 33, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 34 de la commission (tendant dans le paragraphe V de l'article 35 à substituer aux mots : « espaces libres », les mots : « espaces verts, espaces boisés, aires de jeux et aires de loisirs ») ; sous-amendement n° 47 de M. Georges Tranchant (tendant à la fin de cet amendement à substituer aux mots : « et aires de loisirs » les mots : « aires de sport et aires de loisirs ») : adopté ; amendement n° 34, ainsi modifié : adopté ;

- article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 36 : amendement n° 35 de la commission (de suppression) ; compétence de la ville de Strasbourg pour instruire au nom de l'Etat les autorisations d'occuper le sol au terme de la période transitoire instituée par le décret du 30 décembre 1983 et du 29 mars 1984 (p. 1435) ; impossibilité d'assimiler à un plan d'occupation des sols un règlement local des constructions ; dispositions locales demeurant au cours de la période transitoire : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 37 : adopté (p. 1436).

Explications de vote (p. 1436).

Abstention du groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 1436).

Attribution de logements sociaux : *Chomat (Paul)* (p. 1436).

Occupation du sol : *Chomat (Paul)* (p. 1436).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1436).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [20 juin 1985] (p. 1785).

Division volontaire de propriétés foncières : *Tranchant (Georges)* (p. 1786).

Motif du projet de loi : *Lengagne (Guy)* (p. 1786).

Discussion des articles [20 juin 1985] (p. 1786).

Lecture du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 1786 à 1791).

Article 37 : amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Destrade (réalisation d'équipements commerciaux et artisanaux) ; possibilité pour les chambres de métiers d'être délégataires du droit de préemption urbain ; adopté (p. 1791).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1792).

8. - Projet de loi n° 2393 relatif à l'**urbanisme** au voisinage des **aérodromes.**

Sénat (première lecture), n° **182** (1984-1985), dépôt le 17 décembre 1984. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jean Colin. - Rapport n° **228** (1984-1985) (1er avril 1985). - Discussion le 18 avril 1985. - Adoption le 18 avril 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des aéronefs ». - Projet de loi n° **87** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2640,** dépôt le 19 avril 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Georges Le Baill. - Rapport n° **2669** (9 mai 1985). - Discussion le 22 mai 1985. - Adoption avec modifications le 22 mai 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ». - Projet de loi n° **787.**

Sénat (deuxième lecture), n° **303** (1984-1985), dépôt le 22 mai 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jean Colin. - Rapport n° **334** (1984-1985) (5 juin 1985). - Discussion le 11 juin 1985. - Adoption avec modifications le 11 juin 1985. - Projet de loi n° **122** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 14 juin 1985] (p. 6584).

Bureau [*J.O.* du 19 juin 1985] (p. 6787).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Georges Le Baill. - Rapport n° **2795** (18 juin 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Jean Colin. - Rapport n° **379** (1984-1985) (18 juin 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2760,** dépôt le 11 juin 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Georges Le Baill. - Rapport n° **2809** (20 juin 1985). - Discussion le 20 juin 1985. - Adoption avec modifications le 20 juin 1985. - Projet de loi n° **826.**

Sénat (troisième lecture) n° **407** (1984-1985), dépôt le 21 juin 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jean Colin. - Rapport n° **448** (1984-1985) (28 juin 1985). - Discussion le 29 juin 1985. - Projet de loi n° **169** (1984-1985).

Assemblée nationale (quatrième lecture) n° **2878,** dépôt le 29 juin 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Georges Le Baill. - Rapport n° **2882** (29 juin 1985). - Discussion le 29 juin 1985. - Adoption définitive le 29 juin 1985. - Projet de loi n° **862.**

Loi n° 85-696 du 11 juillet 1985, publiée au *J.O.* du 12 juillet 1985 (p. 7860).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 mai 1985] (p. 992).

Constructions aux abords des aérodromes : *Auroux (Jean)* (p. 993-996) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 995).

Nuisances phoniques : *Malandain (Guy)* (p. 992, 993) ; *Auroux (Jean)* (p. 993, 994) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 994) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 995).

Plan d'exposition au bruit : *Auroux (Jean)* (p. 994, 996).

Redevances régionales sur les nuisances phoniques : *Malandain (Guy)* (p. 992, 993).

Responsabilité civile des exploitants d'aéronefs : *Malandain (Guy)* (p. 993) ; *Labbé (Claude)* (p. 995).

Responsabilité des dommages causés par le bruit : *Neiertz (Véronique)* (p. 994) ; Nevoux (Paulette) (p. 995) ; *Labbé (Claude)* (p. 995).

Riverains des aéroports : *Malandain (Guy)* (p. 992) ; *Auroux (Jean)* (p. 994).

Discussion des articles [22 mai 1985] (p. 996).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission, soutenu par M. Guy Malandain, rapporteur suppléant pour l'ensemble de la discussion du projet (rédactionnel) : adopté ; (p. 996) ; *article L. 147-3 du code de l'urbanisme :* amendements identiques n° 2 de la commission et n° 17 de M. Gilbert Gantier (tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme « pour l'application des prescriptions édictées par le présent chapitre, un plan... ») : adoptés ; amendements identiques n° 3 de la commission et n° 18 de M. Gilbert Gantier (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme à supprimer les mots « qui comprend un rapport de présentation et des documents graphiques ») : adoptés ; amendement n° 19 de M. Gilbert Gantier (rôle de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) ; modalité d'élaboration du plan d'exposition au bruit ; mission de l'office parlementaire de l'évaluation des choix scientifiques et technologiques : rejeté ; amendement n° 20 de M. Gilbert Gantier (avis des communes intéressées sur le contenu du plan d'exposition au bruit) (p. 997) ; loi de 1983 sur les enquêtes publiques : adopté ; amendement n° 25 de M. Paul Mercieca (délibération du conseil municipal de chaque commune concernée sur la fraction du plan d'exposition au bruit qui concerne le territoire de la commune) ; décentralisation ; indices psophiques ; suppression des crédits à la construction d'H.L.M. ; plan d'occupation des sols ; directives nationales d'aménagement relevant de la compétence de l'Etat ; inégalités entre les différentes communes concernées par un même aérodrome ; concertation avec les communes et le public pour l'élaboration des plans d'exposition au bruit : adopté ; *article L. 147-4 du code de l'urbanisme :* amendements identiques n° 4 de la commission et n° 21 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) : adoptés (p. 998) ; amendements identiques n° 5 de la commission et n° 22 de M. Gilbert Gantier (tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme à supprimer les mots « de réduction du bruit émis par les aéronefs ») ; prévision de réduction du bruit ; insuffisance de la solution consistant à isoler les maisons et les appartements ; révision du plan d'exposition au bruit ; adoptés ; amendement n° 23 de M. Gilbert Gantier (tendant, à la fin de la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme, à substituer aux mots « par l'autorité administrative » les mots « à l'article L. 147-3 ») ; valeur d'indices évaluant la gêne due au bruit des aéronefs : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme, à substituer au mot « augmentées » le mot « modulées ») ; adaptation régionale aux directives nationales d'aménagement ; plan d'exposition au bruit d'Orly et de Roissy (p. 999) ; limitation de l'attribution des crédits à la construction de logements sociaux : rejeté ; amendement n° 26 de M. Paul Mercieca (procédure de l'augmentation des indices évaluant la gêne due au bruit des aéronefs) ; amendement n° 24 de M. Gilbert Gantier (procédure de l'augmentation de la valeur des indices évaluant la gêne du bruit due aux aéronefs) ; indices psophiques ; nécessité d'une procédure contradictoire pour la définition des zones de bruit ; bandes d'indétermination ; modulation des directives d'aménagement national ; commission consultative de l'environnement ; communes faisant connaître leurs avis sur

les indices au moment de l'élaboration du plan d'exposition au bruit ou au moment de sa révision ; amendement n° 26 : rejeté ; amendement n° 24 : rejeté ; *article 147-5 du code de l'urbanisme :* amendement n° 27 de M. Paul Mercieca (tendant, dans le cinquième alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme, à supprimer les mots « individuelles non groupées ») ; constructions de logements autres que des maisons individuelles non groupées (p. 1000) ; construction de lotissements en zone C ; aide de l'Etat au logement : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (équipements publics ou collectifs dans les zones A et B) : adopté ; *article L. 147-6 du code de l'urbanisme :* amendement n° 8 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme) ; permis de construire devant mentionner la situation au regard de la zone de bruit : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (consultation de la commission consultative de l'environnement) ; sous-amendement n° 30 de M. Paul Mercieca (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante « elle est notamment consultée pour l'institution de l'aide aux riverains ») (p. 1001) ; inopportunité de singulariser une compétence de la commission consultative de l'environnement ; sous-amendement n° 30 : rejeté ; amendement n° 10 : adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant, après les mots « de cette commission », à supprimer la fin de l'article 2) ; composition de la commission consultative étant du domaine réglementaire ; présence au sein de la commission de représentants du personnel et des usagers de l'aéroport et de représentants de diverses associations concernées : adopté ; amendements nos 28 et 29 de M. Paul Mercieca : devenus sans objet ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 12 de la commission (tendant à supprimer cet article) ; incompatibilité de cet article avec les exigences de la défense nationale ; consultation de la commission consultative de l'environnement sur les décollages de nuit : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 4 : amendement n° 13 de la commission (tendant à supprimer cet article) ; actualisation des sanctions prévues à l'article L. 150-1 du code de l'aviation civile (p. 1002) ; nécessité d'une remise à jour du code de l'aviation civile : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 5 : redevance sur les nuisances phoniques ; nécessité d'éviter que de trop grandes distorsions n'apparaissent entre les régions lors de la mise en place des redevances anti-bruit ; avis conforme du préfet de région pour l'établissement d'une telle redevance ; utilisation des redevances pour l'indemnisation des riverains victimes de bruit ; amendement n° 14 de la commission (tendant à supprimer cet article) ; politique aéroportuaire devant rester du domaine de l'Etat ; transfert de charges entre aérodromes d'une même région ; droit à indemnisation pour une servitude d'urbanisme ; imputation à des avions de transports commerciaux des dépenses résultant de nuisances causées par des avions militaires : adopté ; amendements nos 31 et 32 de M. Paul Mercieca : devenus sans objet ;

- en conséquence, cet article est supprimé (p. 1003).

Article 6 : amendement n° 34 du Gouvernement (tendant, à la fin de cet article, à substituer aux mots « trois ans » les mots « quatre ans ») ; nécessité de prolonger d'un an le délai prévu pour l'application de la directive sur le littoral national ; retard pris dans la mise au point des textes relatifs à la décentralisation : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 : responsabilité de l'exploitant d'un aéronef en matière de dommages résultant du bruit émis ; caractère constitutionnel des dispositions de cet article ; amendement n° 15 de la commission (dommages résultant du bruit émis lors des manœuvres liées à l'utilisation d'un aérodrome ou d'une plate-forme régulièrement autorisée) ; sous-amendement n° 33 de M. Paul Mercieca (tendant, après les mots « être recherchée », à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet amendement « qu'auprés du gestionnaire dudit aérodrome ou de ladite plate-forme ») (p. 1004) ; exonération des responsabilités pour les dommages causés par le bruit pour les pilotes membres d'une association régie par la loi de 1901 ; dévelopement de l'aviation civile légère ; mise à jour des dispositions du code de l'aviation civile ; possibilité pour les riverains de former des recours contre les nuisances dont ils s'estimeraient être victimes ; sous-amendement n° 33 : retiré ; respect d'une réglementation ne devant pas exonérer de toute responsabilité ; cas de la faute propre de l'usager de l'aéronef ; amendement n° 15 : rejeté ;

- article 7 : rejeté.

Titre : amendement n° 16 de la commission (tendant, dans le titre du projet, à supprimer les mots « ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des aéronefs ») (p. 1005) : adopté ;

- titre du projet de loi, ainsi modifié : adopté (p. 1006).

Explications de vote (p. 1006) :

Logement (politique sociale du -) : *Mercieca (Paul)* (p. 1006) ;

Vote hostile du groupe communiste : *Mercieca (Paul)* (p. 1006).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1006).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 juin 1985] (p. 1792).

Commission consultative de l'environnement : *Le Baill (Georges)* (p. 1792).

Indices servant à définir les zones de bruit : *Le Baill (Georges)* (p. 1792).

Discussion des articles [20 juin 1985] (p. 1792).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (valeur des indices correspondant aux zones de bruit) (p. 1792) ; modulation des indices : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 2 de la commission (composition de la commission consultative de l'environnement) ; nécessaire souplesse d'adaptation de la composition de la commission selon la taille et les modalités d'utilisation des aérodromes : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté (p. 1793).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1793).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1985] (p. 2269).

Procédure suivie pour l'adoption du projet de loi : *Le Baill (Georges)* (p. 2269) : *Labarrère (André)* (p. 2269).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2269).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2269).

9. - Proposition de loi n° 2511 relative au **plafond légal de densité.**

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Jean-Paul Charié (11 avril 1985).

10. - Proposition de loi n° 2887 relative aux procédures d'**expropriation** et à l'indemnisation des personnes expropriées.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 29 juin 1985 par M. Georges Delfosse. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Charles Millon (17 octobre 1985).

11. - Projet de loi n° 3012 relatif à diverses **simplifications administratives en matière d'urbanisme.**

Sénat (première lecture), n° **12** (1985-1986), dépôt le 8 octobre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. - Rapporteur : M. Maurice Janetti. - Rapport n° **38** (1985-1986) (17 octobre 1985). - Discussion le 29 octobre 1985. - Adoption le 29 octobre 1985. - Projet de loi n° **10** (1985- 1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **3012,** dépôt le 30 octobre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Claude Portheault (7 novembre 1985). - Rapport n° **3138** (28 novembre 1985). - Discussion le 3 décembre 1985. - Adoption le 3 décembre 1985. - Projet de loi n° **929.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Bureau [*J.O.* du 11 décembre 1985] (p. 14420).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Jean-Claude Portheault. - Rapport n° **3165** (10 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Maurice Janetti. - Rapport n° **170** (1985-1986) (10 décembre 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3177,** dépôt le 11 décembre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Claude Portheault. - Rapport n° **3183** (12 décembre 1985). - Discussion le 17 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 17 décembre 1985. - Nouveau titre : « Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme et à diverses dispositions concernant le bâtiment ». - Projet de loi n° **964.**

Sénat (deuxième lecture), n° **234** (1985-1986), dépôt le 18 décembre 1985. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Discussion le 19 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1985. - Projet de loi n° **86** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3278,** dépôt le 20 décembre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Claude Portheault. - Rapport n° **3278** (20 décembre 1985). - Adoption définitive le 20 décembre 1985. - Projet de loi n° **989.**

Loi n° 86-13 du 6 janvier 1986, publiée au *J.O.* du 7 janvier 1986 (p. 330).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 décembre 1985] (p. 5166).

Architecture (loi sur l'-) : *Grussenmeyer (François)* (p. 5171).

Autorisations de clôture : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 5167) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 5171).

Constructions de faible importance (extension du régime déclaratif) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 5166) ; *Auroux (Jean)* (p. 5168) ; *Peuziat (Jean)* (p. 5170).

Décentralisation : *Auroux (Jean)* (p. 5169) ; *Peuziat (Jean)* (p. 5170).

Emplacements réservés : *Mercieca (Paul)* (p. 5172, 5173).

Exécution des travaux (opposition à l'-) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 5168).

Lotissements (régime des -) : *Auroux (Jean)* (p. 5169) ; *Peuziat (Jean)* (p. 5170, 5171) ; *Gatel (Jean)* (p. 5173).

Permis de construire (exemptions au -) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 5167) ; *Mercieca (Paul)* (p. 5172).

Plaques commémoratives : *Mercieca (Paul)* (p. 5172).

Relations avec les administrés : *Auroux (Jean)* (p. 5169).

Sites protégés : *Auroux (Jean)* (p. 5169) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 5172).

Terrains réservés (procédure d'acquisition des -) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 5166, 5167) ; *Auroux (Jean)* (p. 5170).

Discussion des articles [3 décembre 1985] (p. 5173) :

Article 1er *(modification de l'article L. 111-1 du code de la construction et de l'habitation) :* réservé.

Article 2 *(modification de l'article L. 420-1, 421-1 du code de l'urbanisme) :* réservé.

Article 3 *(clarification du champ d'application du permis de construire) :* adopté.

Article 4 *(régime des travaux exemptés du permis de construire : article L. 422-1 du code de l'urbanisme) ;* constructions et travaux exemptés du permis de construire ; amendement n° 5 de la commission (de précision) (p. 5173) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 24 du Gouvernement (référence à certaines constructions ou travaux relatifs à la défense nationale) ; amendement n° 7 de la commission (même objet) ; cas des constructions et installations situées à l'intérieur des arsenaux de la marine, des aérodromes militaires et des grands camps exemptées de permis de construire : adoptés ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 422-2 du code de l'urbanisme ;* procédure déclarative ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (supprimant la référence au délai d'un mois) : adopté ; (p. 5174) ; amendement n° 12 de la commission (délai pendant lequel il peut être fait opposition aux travaux à compter du dépôt de la déclaration) : adopté ; amendement n° 26 de M. Paul Mercieca (portant à deux mois le délai pendant lequel il peut être fait opposition) ; cas des communes qui font appel à la direction départementale de l'équipement pour instruire les permis de construire ; travaux de faible importance ; risque d'assister à un afflux de demandes d'autorisation pour un grand nombre de petits équipements (p. 5175) : rejeté ; amendement n° 13 de la commission (précisant que lorsque les constructions ou travaux sont soumis à un régime d'autorisation ou de déclaration, la déclaration mentionnée au premier alinéa tient lieu de demandes d'autorisation) ; sous-amendement n° 25 du Gouvernement (supprimant les mots « ou déclarations » à la fin de cet amendement) ; cas d'avis conforme ; sous-amendement n° 25 : adopté ; amendement n° 13, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 14 de la commission (de précision) ; obligations de l'autorité compétente lorsque l'autorité qui a été consultée assortit son accord de prescriptions ; délai interne de consultation des autorités tierces : adopté ; amendement n° 15 de la commission (supprimant l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme) ; notion de zone sensible ; organismes d'aide et d'assistance architecturales (p. 5176) ; consultation des architectes qualifiés des C.A.U.E. : adopté ; amendement n° 32 de M. François Grussenmeyer (inapplication des articles L. 421-1 et L. 430-1 du code de l'urbanisme aux installations provisoires nécessaires à la conduite d'un chantier de bâtiment ou de travaux publics) : retiré ; *article L. 422-3 du code de l'urbanisme :* dispositions fiscales ; amendement n° 16 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 422-4 du code de l'urbanisme :* régime des immeubles classés ou inscrits ; amendement n° 18 de la commission (de précision) ; loi de 1913 relative aux monuments historiques : adopté (p. 5177) ; amendement n° 19 de la commission (précisant que pour les immeubles classés la déclaration prévue à l'article L. 422-2 ne tient pas lieu de la demande d'autorisation mentionnée à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques) : adopté ; amendement n° 33 de M. Jean-Claude Portheault (rédactionnel) : adopté ; *après l'article L. 422-4 du code de l'urbanisme :* amendement n° 27 de M. Paul Mercieca (de précision) ; conservation et réinstallation après travaux des plaques commémoratives ; dispositif de protection des plaques commémoratives prévu par les articles L. 434-1 et L. 434-2 du code de l'urbanisme (p. 5178) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 1er, précédemment réservé : adopté.

Article 2, précédemment réservé : amendement n° 4 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;
- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(simplification du régime des clôtures)* : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 20 de la commission (de conséquence) ; publicité des déclarations (p. 5179) : adopté.

Article 6 *(péremption des règles d'urbanisme contenues dans les documents de lotissement)* : amendement n° 1 du Gouvernement (inapplication des dispositions de l'article L. 315-2-1 aux lotissements-jardins) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (précisant que les dispositions de l'article L. 315-2-1 du code de l'urbanisme sont applicables aux documents et cahiers des charges des îlots remembrés) : adopté ;
- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(réduction des délais d'acquisition des terrains réservés)* : amendement n° 21 de la commission (précisant que le propriétaire peut dès l'opposabilité du plan au tiers exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition) (p. 5280) ; sous-amendement n° 29 du Gouvernement (substituant aux mots « deux ans », les mots « dix-huit mois ») : rejeté ; amendement n° 21 : adopté ;
- article 7, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 22 de la commission (application des dispositions de l'article 7 aux demandes d'acquisition reçues en mairie postérieurement à la date de publication de la loi) ; sous-amendement n° 30 du Gouvernement (substituant aux mots « de l'article 7 » les mots « du 2° de l'article 7 ») ; sous-amendement n° 31 du Gouvernement (substituant aux mots « les dispositions » les mots « le délai d'acquisition ») ; mise en œuvre progressive du dispositif ; dispositions transitoires applicables à la seule réduction des délais d'acquisition ; sous-amendement n° 30 : adopté ; sous-amendement n° 31 : rejeté ; amendement n° 22, ainsi modifié : adopté (p. 5181) ; amendement n° 3 du Gouvernement (supprimant les mots « en l'absence de plan d'occupation des sols » au premier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme) ; plan d'aménagement de zones (P.A.Z.) ; compatibilité avec les dispositions des schémas directeurs : adopté ; amendement n° 23 du Gouvernement (référence à un plan de sauvegarde et de mise en valeur) ; extension au plan de sauvegarde et de mise en valeur, des obligations susceptibles d'être exigées des constructeurs ; réalisation d'aires de stationnement ; cas des agglomérations nouvelles ; possibilité dans les secteurs non sauvegardés d'échapper à l'obligation de réaliser des places de stationnement ; principe de la réalisation d'aires de stationnement : rejeté ; amendement n° 28 de M. Paul Mercieca (précisant que lorsqu'une décision relative à un permis de construire ou à une autorisation d'utilisation du sol est déférée devant le tribunal administratif et que ce recours est assorti d'une demande de sursis à exécuter, le tribunal doit statuer dans un délai d'un mois) (p. 5182) ; régime de sursis à exécution « assoupli » ; régime de sursis « accéléré » : rejeté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5183).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1985] (p. 6240).

Architectes des monuments historiques (effectif des -) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6240).

Echec de la commission mixte paritaire : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6240).

Lotissements (règles d'urbanisme dans les -) : *Auroux (Jean)* (p. 6241).

Régime déclaratif : *Auroux (Jean)* (p. 6241).

Travaux sur les immeubles classés : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6240, 6241) ; *Auroux (Jean)* (p. 6241).

Discussion des articles [17 décembre 1985] (p. 6242).

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 1 de la commission (détermination des conditions d'application de la loi par décret en Conseil d'Etat) ; rôle des commissions régionales pour le patrimoine historique, archéologique et ethnologique (p. 6242) ; adopté.

Article 5 *bis* : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 8 : adopté.

Article 9 : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 2 du Gouvernement (insérant dans le troisième alinéa de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme après les mots : « par un plan d'occupation des sols », les mots : « ou par un plan de sauvegarde et de mise en valeur ») ; sous-amendement n° 3 de la commission (substituant dans le paragraphe II de cet amendement à la somme « 40 000 F » la somme « 50 000 F ») ; extension de la participation pour non-réalisation de places de stationnement aux secteurs couverts par un plan de sauvegarde et de mise en valeur (p. 6243) ; sous-amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 4 de la commission (contrats de bâtiment et de travaux publics) ; sous-traitance ; contrôle de la caution fournie par l'entrepreneur principal au sous-traitant lorsqu'il n'y a pas de délégation de paiement au maître d'ouvrage ; constitution d'une commission technique de la sous-traitance ; élaboration d'un code de bonne conduite par les professionnels (p. 6244) ; multiplication des faillites ; adopté ; amendement n° 5 de la commission (interdiction d'installation d'ascenseurs dépourvus de portes de cabine) ; nombre des ascenseurs à parois lisses ; adopté.

Titre : amendement n° 6 de la commission (complétant le titre du projet de loi par les mots : « et à diverses dispositions concernant le bâtiment ») : adopté (p. 6245).

Explications de vote (p. 6246).

Vote positif du groupe socialiste : *Peuziat (Jean)* (p. 6246).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6246).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1985] (p. 6528).

Conditions d'acceptation du sous-traitant par le maître de l'ouvrage : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6528).

Délai de réponse aux demandes d'autorisation concernant les immeubles classés : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6528) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 6529) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 6529).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6528).

Sécurité dans les ascenseurs : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6528) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 6528, 6529) ; *Rouquet (René)* (p. 6529).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 6529 à 6531).

Explications de vote (p. 6531).

Décentralisation en matière d'urbanisme : *Malandain (Guy)* (p. 6531).

Rapports entre la maîtrise d'ouvrage publique et la maîtrise d'œuvre privée : *Malandain (Guy)* (p. 6531).

Vote positif du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6531).

Vote positif du groupe socialiste : *Malandain (Guy)* (p. 6531).

URBANISME COMMERCIAL

Voir *Commerce.*

U.R.S.S.

Relations franco-soviétiques

Voir *Lois de finances* **11** Deuxième partie, Relations extérieures.
Questions au Gouvernement **1196.**

Voyage de M. Gorbatchev à Paris

Voir *Questions au Gouvernement* **1362.**

U.S.A.

Rencontre Reagan - Gorbatchev

Voir *Questions au Gouvernement* **1461.**

V

VALEO-DUCELLIER (société)

Voir *Questions orales sans débat* **869.**

VALEURS LOCATIVES FONCIERES

Voir *Politique économique et sociale* **8.**

VALEURS MOBILIERES

3. - Projet de loi n° 2861 relatif aux **valeurs mobilières.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 27 juin 1985, par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. - Urgence déclarée le 2 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Amédée Renault. - Rapport n° **2968** (3 octobre 1985). - Discussion le 3 octobre 1985. - Adoption le 3 octobre 1985. - Projet de loi n° **882.**

Sénat (première lecture), n° **17** (1985-1986), dépôt le 8 octobre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **60** (1985-1986) (31 octobre 1985), et rapport supplémentaire n° **77** (1985-1986) (8 novembre 1985). - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur pour avis : M. André Fosset. - Avis n° **51** (1985-1986) (23 octobre 1985). - Discussion les 7, 8 et 22 novembre 1985. - Adoption le 22 novembre 1985. - Projet de loi n° **37** (1985-1986).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 3 décembre 1985] (p. 14048).
Bureau [*J.O.* du 5 décembre 1985] (p. 14150).

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Amédée Renault. - Rapport n° **3151** (4 décembre 1985).

Sénat. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **144** (1985-1986) (4 décembre 1985). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **3108,** dépôt le 22 novembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Amédée Renault. - Rapport n° **3164** (6 décembre 1985). - Discussion le 6 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 6 décembre 1985. - Projet de loi n° **943.**

Sénat (deuxième lecture), n° **165** (1985-1986), dépôt le 9 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne-Dailly. - Rapport n° **175** (1985-1986) (11 décembre 1985). - Discussion le 12 décembre 1985. - Adoption avec modifications le 12 décembre 1985. - Projet de loi n° **51** (1985-1986).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **3185,** dépôt le 12 décembre 1985. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Amédée Renault. - Rapport n° **3186** (12 décembre 1985). - Discussion le 12 décembre 1985. - Adoption définitive le 12 décembre 1985. Projet de loi n° **952.**

Loi n° 85-1321 du 14 décembre 1985 publiée au *Journal Officiel* du 15 décembre 1985 (p. 14598).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 octobre 1985] (p. 2638).

Augmentations de capital : *Renault (Amédée)* (p. 2639).

Commission des opérations de bourses (renforcement des pouvoirs de la -) : *Renault (Amédée)* (p. 2639) ; *Labarrère (André)* (p. 2640).

Démarchage et placement en bien divers : *Renault (Amédée)* (p. 2639) ; *Labarrère (André)* (p. 2640) ; *Asensi (François)* (p. 2641).

Interventions des sociétés sur leurs propres titres : *Renault (Amédée)* (p. 2639).

Régles communes applicables à diverses catégories de valeurs mobilières : *Renault (Amédée)* (p. 2639) ; *Labarrère (André)* (p. 2640).

Transformations subies par le marché financier : *Renault (Amédée)* (p. 2639) ; *Labarrère (André)* (p. 2639-2640) ; *Asensi (François)* (p. 2640-2641).

Discussion des articles [3 octobre 1985] (p. 2641).

Titre Ier : *valeurs mobilières.*

Article 1er *(règles communes applicables à diverses catégories de valeurs mobilières)* (p. 2641-2642) : amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(aménagement du régime des augmentations de capital)* (p. 2642-2643) : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Titre II : *mesures de procédure.*

Article 3 *(raccourcissement des délais de réalisation des augmentations de capital) :* amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(raccourcissement des délais de réalisation des augmentations de capital) :* adopté.

Article 5 *(raccourcissement des délais de réalisation des augmentations de capital) :* amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 2643) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(abrogation de l'article 446 de la loi du 24 juillet 1966) :* adopté.

Article 7 *(intervention d'une société sur ses propres titres pour en régulariser le cours) :* adopté.

Article 8 *(modification des règles de publicité applicables aux augmentations de capital) :* adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 9 de la commission (actionnaires souscrivant un nombre non entier d'actions nouvelles) ; apparition de « rompus » lors d'une augmenta-

tion de capital ; rôle de l'assemblée générale ; adopté ; amendement n° 10 de la commission (catégories de sociétés autorisées à procéder aux augmentations de capital réservées aux salariés) (p. 2644) ; adopté.

Article 9 *(règles de publicité applicables aux augmentations de capital) :* adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 11 de la commission (rectification d'une erreur matérielle dans l'article 9 de la loi du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) ; possibilité donnée aux caisses de retraite de procéder à des opérations d'achat et de vente sur les différents marchés à terme ; adopté.

Titre III : *surveillance des placements.*

Article 10 *(autorisation du démarchage sur parts de fonds communs de placement) :* adopté.

Article 11 *(portée de l'interdiction du démarchage) :* amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(réglementation des placements en produits divers)* (p. 2645-2646) : adopté.

Article 13 *(renforcement des pouvoirs de la Commission des opérations de bourse en biens divers) :* amendement n° 13 de la commission (tendant dans le 3e alinéa de cet article à substituer aux mots « les modalités » les mots « ou préciser les conditions ») ; renforcement des possibilités offertes à la Commission des opérations de bourse ; adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(obligations comptables du gestionnaire) :* adopté.

Article 15 *(dispositions transitoires) :* adopté.

Article 16 *(sanctions pénales) :* adopté.

Titre IV : *adaptation des pouvoirs de la commission des opérations de bourse.*

Article 17 *(extension et adaptation des pouvoirs de la commission des opérations de bourse)* (p. 2646, 2647) : adopté (p. 2647).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2647).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [6 décembre 1985] (p. 5454).

Billets de trésorerie (création des -) : *Renault (Amédée)* (p. 5454) ; *Labarrère (André)* (p. 5454).

Valeurs mobilières (cadres juridiques applicables aux -) : *Renault (Amédée)* (p. 5454).

Discussion des articles [6 décembre 1985] (p. 5455).

Article 1er (p. 5455, 5456, 5457) : amendement n° 2 de la commission (supprimant dans le paragraphe I de cet article la section 3 *bis* et les articles 339-1-A à 339-1-Z *bis*) ; dispositions régissant actuellement les obligations convertibles, les obligations échangeables et les obligations à bons de souscription : adopté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (substituant dans le 3e alinéa du texte proposé pour l'article 339-5 de la loi du 24 juillet 1966 aux mots : « émis dans un délai de deux ans » les mots : « émis dans un délai d'un an ») ; délais fixés par le texte initial pour l'émission des bons de souscription d'actions (p. 5458) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (émission de valeurs mobilières représentatives de créances sur la société émettrice ou donnant droit de souscrire ou d'acquérir une valeur mobilière représentative de créance) ; opposition à des émissions de titres subordonnées à durée indéterminée ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *bis* : adopté.

Article 1er *ter* : amendement n° 27 du Gouvernement (de suppression) ; produit des émissions de bons assimilés à une augmentation de capital ; exonération du droit d'apport ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 1er *quater* : amendement n° 6 de la commission (de suppression) ; exigeance d'un acte notarié lors de la constitution des sociétés anonymes ou des augmentations de capital (p. 5459) ; procédure d'immatriculation au registre du commerce ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 2 : adopté.

Article 2 *bis* : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 4 *bis* : adopté.

Article 5 : adopté (p. 5460).

Article 7 : amendement n° 7 de la commission (supprimant la 2e phrase du texte proposé pour l'article 217-10 de la loi du 24 juillet 1966) ; pouvoirs dévolus aux actionnaires ; adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *ter* : amendement n° 8 de la commission (autorisation de l'émission d'obligations par l'assemblée générale ordinaire de la société filiale émettrice des obligations) : adopté ; amendement n° 1 du Gouvernement (précisant que les dispositions des articles 208-8 et 208-18 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales sont applicables aux émissions et au rachat en bourse de certificats d'investissement) ; possibilité pour les salariés et les cadres des entreprises cotées d'investir une partie de leur épargne en actions de leurs entreprises ; application de ces dispositions aux entreprises publiques (p. 5461) ; adopté ; amendement n° 9 de la commission (supprimant le paragraphe II *quater* de cet article) ; conception des titres participatifs ; adopté ;

- article 8 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *ter*, adopté.

Article 9 *quater*, adopté.

Article 9 *quinquies* : amendement n° 10 de la commission (de supression) ; inopportunité d'élargir les possibilités de cumul de mandats de membre du directoire) ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 9 *sexies* : amendement n° 11 de la commission (de suppression) ; cession de participations et constitution de sûreté dans les sociétés à directoire et à conseil de surveillance ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 9 *septies* : (p. 5462) : amendement n° 12 de la commission (de suppression) ; possibilité de rémunérer les membres du conseil de surveillance ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 9 *octies* : amendement n° 13 de la commission (de suppression) ; non opportunité de rendre les directeurs généraux solidairement responsables des fautes de gestion ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 9 *nonies* : adopté.

Article 9 *decies* : amendement n° 14 de la commission (abrogeant le premier alinéa de l'article 82 de la loi du 24 juillet 1966) : limitation de l'exercice du droit de vote des actionnaires ; adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 9 *decies*.

Article 9 *undecies* : amendement n° 15 de la commission (de suppression) ; approbation obligatoire d'un projet de fusion par l'assemblée spéciale des titulaires d'actions à dividendes prioritaires sans droit de vote ; dispositions de la troisième directive européenne (p. 5463) ; adopté.

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 9 *duodecies* : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 10 *bis* : adopté.

Article 13 : amendement n° 16 de la commission (rédigeant ainsi après les mots : « garanties prévues » la fin du dernier alinéa de cet article « au présent article, elle peut ordonner par une décision motivée, qu'il soit mis fin à tout démarchage ou publicité concernant l'opération ») ; pouvoirs de la C.O.B. ; adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 (p. 5464) : adopté.

Article 17 : amendement n° 17 de la commission (pouvoirs de la C.O.B.) ; régime légal ou réglementaire des autorités du marché ; sous-amendement n° 28 du Gouvernement (supprimant le 2e alinea du texte proposé pour l'article 4-1 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 par cet amendement) : adopté ; amendement n° 17, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 18 de la commission (pratique contraire aux dispositions législatives ou réglementaires de nature à porter atteinte aux droits des épargnants) : adopté ;

- article 17, ainsi modifié : adopté (p. 5465).

Article 18 : amendement n° 19 de la commission (émission de billets de trésorerie par les entreprises autres que les établissements de crédit ayant deux années d'existence et ayant établi deux bilans certifiés) ; exigence de la situation trimestrielle de trésorerie ; adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 18.

Après l'article 18 : amendement n° 20 de la commission (établissement du rapport semestriel par les entreprises émettrices de billets de trésorerie) ; délais de mise en œuvre des dispositions de l'article 18 (p. 5466) ; alignement sur le droit des sociétés cotées ; sous-amendement n° 29 du Gouvernement (substituant aux mots : « deux mois » les mots : « quatre mois » dans le premier paragraphe du texte proposé par cet amendement) ; sous-amendement n° 30 du Gouvernement (substituant le mot : « quatrième » au mot : « premier » dans le deuxième paragraphe de cet amendement) ; sous-amendements n° 29 et n° 30 : adoptés ; amendement n° 20, ainsi modifié : adopté.

Article 19 : amendement n° 21 de la commission (de suppression) ; publication obligatoire des comptes consolidés par les entreprises émettrices de billets de trésorerie ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 20 : amendement n° 22 de la commission (de suppression) ; inadaptation de l'exigence du visa de la Commission des opérations de bourse ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 21 (p. 5467) : adopté.

Article 22 : adopté.

Article 23 : adopté.

Article 24 : adopté.

Article 25 : adopté.

Article 26 : amendement n° 26 du Gouvernement (complétant le titre proposé pour l'article 94 C du code général des impôts par les mots : « au cours de la même année et des cinq annés suivantes ») ; délais pendant lesquels les pertes subies lors de la cession des titres nouveaux seront susceptibles d'être imputées sur les produits et les plus-values de même nature ; adopté ;

- article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 : amendement n° 24 de la commission (inscription en compte ou en dépôt nominatif des titres de créance) ; dématérialisation des nouveaux titres courts ; dispositif fiscal proposé ; sous-amendement n° 31 du Gouvernement (substituant au mot : « en » les mots : « d'un » dans cet amendement) (p. 5468) ; sous-amendement n° 31 : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié : adopté ;

- article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 : adopté.

Article 29 : adopté.

Article 30 : amendement n° 25 de la commission (pouvoirs des agents des marchés interbancaires) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 30 (p. 5469).

Explications de vote (p. 5469).

Avantages accordés aux entreprises : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5469).

Billets de trésorerie (création des -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5469).

Extension du marché financier : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5469).

Vote négatif du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5469).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5469).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1985] (p. 6103).

Commission des opérations de bourse : *Renault (Amédée)* (p. 6103).

Emission de titres participatifs par les sociétés du secteur privé : *Renault (Amédée)* (p. 6103).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 6103 à 6105).

Article 9 *quinquies* : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant dans le sixième alinéa des articles 92 et 136 de la loi du 24 juillet 1966 à insérer avant les mots : « du conseil de surveillance », les mots : « du directoire ou ») ; régime du cumul des mandats d'administrateur et de membre du conseil de surveillance ; adopté ;

- en conséquence, l'article 9 *quinquies* est ainsi rétabli.

Article 9 *septies* : amendement n° 2 du Gouvernement (rémunérations du président du conseil de surveillance) (p. 6105) ; adopté ;

- en conséquence, l'article 9 *septies* est ainsi rétabli.

Article 18 *bis* : amendement n° 3 du Gouvernement (délai fixé pour la publication par les entreprises de leur situation de trésorerie) : adopté.

Article 19 : amendement n° 4 du Gouvernement (conditions d'émission par les entreprises de billets de trésorerie) : adopté ;

- en conséquence, l'article 19 est ainsi rétabli (p. 6106).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6106).

Voir *Associations* **14.**

VERRE

Voir *Travail* **27,** articles 1er et 2.

VETERINAIRES

2. - Projet de loi n° 2907 relatif aux **laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 10 juillet 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture. - Urgence déclarée le 27 novembre 1985. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. François Patriat (10 octobre 1985). - Rapport n° **3139** (28 novembre 1985). - Discussion le 6 décembre 1985. - Adoption le 6 décembre 1985. - Projet de loi n° **941.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [6 décembre 1985] (p. 5431).

Compétence des dirigeants : *Patriat (François)* (p. 5431) ; *Labarrère (André)* (p. 5433).

Formation des vétérinaires : *Patriat (François)* (p. 5431) ; *Labarrère (André)* (p. 5432).

Habilitation des laboratoires (modalités d' -) : *Patriat (François)* (p. 5431) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 5433).

Indépendance des laboratoires privés vis-à-vis des firmes pharmaceutiques : *Patriat (François)* (p. 5430, 5431).

Laboratoires interprofessionnels laitiers : *Patriat (François)* (p. 5430, 5431) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 5433) ; *Souchon (René)* (p. 5433).

Laboratoires privés : *Patriat (François)* (p. 5430) ; *Labarrère (André)* (p. 5432).

Laboratoires publics (missions des -) : *Patriat (François)* (p. 5430).

Laboratoires vétérinaires départementaux : *Patriat (François)* (p. 5430) ; *Labarrère (André)* (p. 5432).

Qualité des analyses : *Patriat (François)* (p. 5430) ; *Labarrère (André)* (p. 5432).

Représentativité de la profession vétérinaire : *Patriat (François)* (p. 5431).

Discussion des articles [6 décembre 1985] (p. 5434).

Article 1er *(modification de l'intitulé du titre VIII du livre II du code rural) :* adopté.

Article 2 *(création d'un chapitre Ier au sein du titre VIII du livre II du code rural) :* amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(introduction dans le titre VIII du livre II du code rural d'un chapitre II relatif aux dispositions applicables aux laboratoires d'analyse de biologie vétérinaire)* (p. 5434, 5435) : amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 324-2 du code rural* (exploitation d'un laboratoire privé par une personne physique, une société civile professionnelle, une société anonyme ou une société à responsabilité limitée, un organisme à but non lucratif ou une association reconnue d'utilité publique) ; amendement n° 3 de la commission (complétant le texte proposé pour cet article du code par l'alinéa suivant : « 5° une société d'économie mixte locale régie par la loi du 7 juillet 1983 ») : adopté ; *article 324-3 du code rural* (désignation des personnes assurant la direction du laboratoire en fonction du statut juridique du laboratoire) ; amendement n° 4 de la commission (de conséquence) (p. 5436) ; adopté ; *article 324-4 du code rural* (laboratoire exploité par une société anonyme ou une société à responsabilité limitée) ; amendement n° 5 de la commission (de conséquence) ; détention de la majorité de droits de vote par les dirigeants du laboratoire ; interdiction à une personne morale d'être membre du conseil d'administration de la société anonyme ; adopté ; *article 324-5 du code rural* (autorisant une société à exploiter plusieurs laboratoires d'analyse de biologie vétérinaire) ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 324-9 du code rural* précisant que les directeurs de laboratoires et les personnes ayant qualité pour les assister à suppléer doivent assurer la direction du laboratoire à titre personnel et effectif) ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (substituant dans la première phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots : « professionnels nécessaires, » les mots : « médicaux et prescriptions pharmaceutiques directement liés » ; actes accomplis par un directeur de laboratoire dans l'exercice de ses fonctions ; distinction entre prescription et acte médical ; adopté ; *article 324-11 du code rural* (fixation de la qualification requise pour les personnes assurant la direction d'un laboratoire) ; amendement n° 9 de la commission (supprimant dans la deuxième phrase du texte proposé pour cet article du code les mots : « être inscrites au tableau de l'ordre professionnel dont elles relèvent et ») ; inégalité entre les directeurs de laboratoire ; suppression de l'obligation d'inscription au tableau d'un ordre professionnel ; adopté (p. 5437) ; *article 324-13 du code rural* (obligation d'un contrat écrit) ; amendement n° 10 de la commission (de conséquence) : adopté ; *article 324-14 du code rural* (visant à santionner le défaut de communication ou la communication mensongère des contrats et avenants mentionnés à l'article précédent) ; amendement n° 11 de la commission (de conséquence) ; échelle des peines disciplinaires applicables à tous les directeurs de laboratoire quels que soient leurs statuts ; adopté ; *article 324-15 du code rural* (transmission d'un laboratoire exploité sous forme individuelle) ; amendement n° 12 de la commission (de rectification) : adopté ; *article 324-16 du code rural* (autorisant le ministre de l'agriculture à agréer des laboratoires privés pour exécuter les analyses de biologie vétérinaire) ; amendement n° 13 de la commission (mesures de police sanitaires concernant certaines maladies) ; raisons pouvant conduire à confier les examens d'un laboratoire demandés par l'administration à un laboratoire public ou départemental ; obligations pesant sur les agents des services extérieurs du ministère de l'agriculture ; rejeté ; amendement n° 14 de la commission (précisant que les exclusions mentionnées à l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux laboratoires exploités par une société d'économie mixte locale) (p. 5438) : rejeté ; amendement n° 15 de la commission (transmission des résultats des analyses par les laboratoires agréés) ; prescription de délais en vue de la transmission des résultats ; efficacité dans la mise en œuvre des mesures de lutte contre les maladies ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (de conséquence) : adopté ; *article 324-18 du code rural* (définition du laboratoire public comme un laboratoire relevant de l'Etat, d'une collectivité locale ou d'un groupement de collectivités locales) ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 324-19 du code rural* (soumettant les laboratoires publics aux dispositions des articles 324-8, 324-9 et 324-10) ; amendement n° 19 de la commission (de conséquence) : adopté ; *article 324-20 du code rural* (prévoyant que les laboratoires publics peuvent être agréés pour pratiquer des analyses mentionnées à l'article 324-16 du code) ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (de conséquence) (p. 5439) ; possibilité de prescription des délais pour la transmission des résultats ; sous-amendement n° 31 du Gouvernement (supprimant le premier alinéa de cet amendement) : adopté ; amendement n° 21, ainsi modifié : adopté ; *article 324-26 du code rural* (déclaration à la préfecture de toute analyse faisant ressortir qu'un animal est atteint d'une maladie réputée contagieuse) ; amendement n° 22 de la commission (déclaration du nom du propriétaire ou de la personne ayant la garde des animaux) ; protection des intérêts des propriétaires d'animaux lors des enquêtes épidémiologiques ; conditions dans lesquelles sont utilisées les informations épidémiologiques recueillies auprès des laboratoires de biologie vétérinaire : adopté ; *article 324-29 du code rural* (fixation des conditions d'application des articles 324-24, 25 et 26 par décret en Conseil d'Etat) ; amendement n° 23 de la commission (de conséquence) : adopté ; *article 324-30 du code rural* (fixation des conditions d'application du chapitre II par décret en Conseil d'Etat) ; amendement n° 24 de la commission (complétant le texte proposé pour cet article du code par les mots : « , après avis de la Commission nationale des laboratoires d'analyse de biologie vétérinaire ») ; conditions d'application de la loi ; avis de la Commission nationale : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(sanctions pénales)* (p. 5440) : adopté.

Article 5 *(dispositions applicables aux personnes assurant la direction d'un laboratoire privé actuellement en activité) :* adopté.

Article 6 *(délai de mise en conformité avec la loi) :* adopté.

Après l'article 6 : déstabilisation du réseau existant des laboratoires interprofessionnels laitiers ; délimitation de l'activité de ces laboratoires aux seuls analyses de composition et de qualité du lait ; faveur donnée aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire ; amendement n° 25 de la commission (habilitation des laboratoires chargés d'effec-

tuer les prélèvements et les analyses en vue du paiement du lait) ; amendement n° 27 de M. Daniel Goulet (même objet) ; amendement n° 28 de M. Jean Desanlis (même objet) (p. 5441) ; garantie d'indépendance des laboratoires ; continuation de l'activité des laboratoires interprofessionnels du lait après la publication de la loi ; possibilité pour ces laboratoires de se transformer en laboratoires vétérinaires ; situation particulière de l'interprofession laitière ; amendement n° 25 : adopté ; amendements n° 27 et n° 28 : devenus sans objet ;

Article 7 *(inscription sur une liste des personnes pouvant bénéficier des dispositions de l'article 5)* (p. 5442) : adopté.

Article 8 *(dispositions applicables aux laboratoires publics actuellement en activité) :* adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 30 de la commission (formation accessible aux vétérinaires) ; possibilité pour les étudiants vétérinaires d'accéder à l'internat qualifiant dans les mêmes conditions que les étudiants en médecine ; absence de conséquences financières ; ouverture de la biologie vétérinaire aux médecins et aux pharmaciens : adopté ; amendement n° 29 de M. Jean Desanlis (laboratoires interprofessionnels laitiers) : non soutenu (p. 5443).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5444).

VEUFS

Politique en faveur des veuves

Voir *Questions orales sans débat* **908.**

VIANDE

- chevaline

Voir *Questions au Gouvernement* **1487.**

VICTIMES

Indemnisation des -

Voir *Circulation routière* **2.**

VINS ET VITICULTURE

Règlement communautaire

Voir *Traités et conventions* **175.**

Situation viticole

Voir *Questions orales sans débat* **800.**

Taxation

Voir *Lois de finances* **11,** articles et amendements portant articles additionnels non rattachés, article 54.

VIOLENCES ET VOIES DE FAIT

Voir *Ordre public* **9.**

VOIRIE

Communications routières entre la France et l'Espagne

Voir *Questions orales sans débat* **872.**

VOLAILLES

- de Bresse

Voir *Questions orales sans débat* **936.**

W

WALLIS-ET-FUTUNA

Mode de scrutin applicable à l'élection des députés à -

Voir *Elections et référendums* **44.**

WALT DISNEY PRODUCTIONS

Installation à Marne-la-Vallée

Voir *Questions au Gouvernement* **1370.**

Z

ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTE (Z.A.C.)

Création d'une - à Levallois

Voir *Questions orales sans débat* **819.**

ANNEXE

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les numéros des documents déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale et les rubriques de la table des matières (avec l'indication de la place qu'ils occupent à l'intérieur de ces rubriques)

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
2563	Bois et forêts **2.**
2564	Traités et conventions **142.**
2565	Droits de l'homme **2.**
2566	Etat **3.**
2567	Nouvelle-Calédonie **9.**
2568	Nouvelle-Calédonie **10.**
2569	Nouvelle-Calédonie **10.**
2570	Nouvelle-Calédonie **10.**
2571	Nouvelle-Calédonie **10.**
2572	Nouvelle-Calédonie **10.**
2573	Nouvelle-Calédonie **10.**
2574	Nouvelle-Calédonie **10.**
2575	Logement **16.**
2576	Radiodiffusion et télévision **11.**
2577	Sociétés civiles et commerciales **11.**
2578	Editions, imprimerie et presse **11.**
2579	Pêche **6.**
2580	Armée **2.**
2581	Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires **14.**
2582	Traités et conventions **143.**
2583	Transports maritimes **5.**
2584	Mariage **2.**
2585	Traités et conventions **144.**
2586	Logement **16.**
2587	Traités et conventions **145.**
2588	Traités et conventions **146.**
2589	Logement **17.**
2590	Justice **21.**
2591	Libertés publiques **6.**
2592	Conseil constitutionnel **1.**
2593	Associations et mouvements **14.**
2594	Armes et munitions **2.**
2595	Edition, imprimerie et presse **11.**
2596	Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires **14.**
2597	Propriété artistique et littéraire **2.**
2598	Sociétés civiles et commerciales **11.**
2599	Etat civil **6.**
2600	Nouvelle-Calédonie **9.**
2601	Elections et référendums **39.**
2602	Elections et référendums **40.**
2603	Elections et référendums **41.**
2604	Elections et référendums **42.**
2605	Sociétés civiles et commerciales **10.**
2606	Mer et littoral **11.**
2607	Transports maritimes **5.**
2608	Pêche **6.**
2609	Traités et conventions **143.**
2610	Circulation routière **8.**
2611	Assurances **5.**
2612	Associations et mouvements **14.**
2613	Déportés, internés et résistants **11.**
2614	Charbon **3.**
2615	Elections et référendums **43.**
2616	Elections et référendums **44.**
2617	Elections et référendums **45.**
2618	Enseignement **11.**
2619	Elections et référendums **39.**
2620	Elections et référendums **40.**
2621	Machines-outils **2.**
2622	Environnement **5.**
2623	Logement **16.**
2624	Elections et référendums **41.**
2625	Tabacs et allumettes **2.**
2626	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **3.**
2627	Impôts locaux **10.**
2628	Elections et référendums **46.**
2629	Impôts locaux **11.**
2630	Armée **3.**
2631	Elections et référendums **47.**
2632	Impôts sur le revenu **14.**
2633	Impôts et taxes **6.**
2634	Collectivités locales **17.**
2635	Marchés publics **3.**
2636	Successions et libéralités **4.**
2637	Français : langue **5.**
2638	Départements d'outre-mer **8.**
2639	Lois de règlement **6.**
2640	Urbanisme **8.**
2641	Parlement **19.**
2642	Charbon **2.**
2643	Radiodiffusion et télévision **11.**
2644	Elections et référendums **49.**
2645	Armée **2.**
2646	Mariage **2.**
2647	Radiodifusion et télévision **12.**
2648	Personnes âgées **1.**
2649	Enseignement **11.**
2650	Saint-Pierre-et-Miquelon **1.**
2651	Justice **22.**
2652	Mutuelles (sociétés) **1.**
2653	Politique économique et sociale **8.**
2654	Traités et conventions **147.**
2655	Traités et conventions **148.**
2656	Traités et conventions **149.**
2657	Economie sociale **2.**
2658	Edition, imprimerie et presse **11.**
2659	Collectivités locales **18.**
2660	Handicapés **9.**
2661	Sécurité sociale **21.**
2662	Nouvelle-Calédonie **11.**
2663	Bois et forêts **2.**
2664	Environnement **5.**
2665	Déportés, internés et résistants **11.**
2666	Procédure civile et commerciale **1.**
2667	Edition, imprimerie et presse **11.**
2668	Armes et munitions **2.**
2669	Urbanisme **8.**
2670	Assurances **5.**
2671	Saint-Pierre-et-Miquelon **1.**
2672	Traités et conventions **139.**
2673	Traités et conventions **146.**
2674	Traités et conventions **141.**
2675	Traités et conventions **142.**
2676	Traités et conventions **145.**
2677	Communautés européennes **6.**
2678	Mer et littoral **11.**
2679	Logement **16.**
2680	Circulation routière **6.**
2681	Travail **19.**
2682	Propriété artistique et littéraire **2.**
2683	Urbanisme **7.**
2684	Politique économique et sociale **8.**
2685	Sécurité sociale **21.**
2686	Traités et conventions **150.**
2687	Traités et conventions **151.**
2688	Traités et conventions **152.**
2689	Traités et conventions **153.**
2690	Régions **5.**
2691	Mutuelles, sociétés **1.**
2692	Bâtiments et travaux publics **2.**

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
2693	Crimes, délits et contraventions **3.**
2694	Sociétés civiles et commerciales **10.**
2695	Procédure pénale **9.**
2696	Urbanisme **7.**
2697	Traités et conventions **149.**
2698	Taités et conventions **151.**
2699	Traités et conventions **152.**
2700	Traités et conventions **153.**
2701	Licenciements **1.**
2702	Elections et référendums **49.**
2703	Communes **15.**
2704	Procédure pénale **10.**
2705	Mer et littoral **12.**
2706	Licenciements **2.**
2707	Handicapés **10.**
2708	Impôt sur le revenu **15.**
2709	Défense nationale **7.**
2710	Travail **20.**
2711	Langues et cultures régionales **4.**
2712	Emploi et activité **5.**
2713	Sociétés civiles et commerciales **11.**
2714	Nouvelle-Calédonie **11.**
2715	Enseignement **11.**
2716	Parlement **20.**
2717	Justice **22.**
2718	Recherche scientifique et technique **2.**
2719	Lois de finances **10.**
2720	Saint-Pierre-et-Miquelon **1.**
2721	Enseignement **11.**
2722	Urbanisme **7.**
2723	Economie sociale **2.**
2724	Armes et munitions **2.**
2725	Elections et référendums **44.**
2726	Elections et référendums **45.**
2727	Traités et conventions **144.**
2728	Traités et conventions **150.**
2729	Traités et conventions **154.**
2730	Traités et conventions **155.**
2731	Traités et conventions **156.**
2732	Traités et conventions **157.**
2733	Fonctionnaires et agents publics **24.**
2734	Elections et référendums **39.**
2735	Elections et référendums **40.**
2736	Saint-Pierre-et-Miquelon **1.**
2737	Bâtiments et travaux publics **2.**
2738	Associations et mouvements **14.**
2739	Logement **17.**
2740	Sociétés civiles et commerciales **10.**
2741	Déclarations du Gouvernement **16.**
2742	Lois de règlement **5.**
2743	Elections et référendums **39.**
2744	Elections et référendums **40.**
2745	Recherche scientifique et technique **3.**
2746	Traités et conventions **156.**
2747	Traités et conventions **159.**
2748	Traités et conventions **160.**
2749	Traités et conventions **161.**
2750	Traités et conventions **159.**
2751	Traités et conventions **158.**
2752	Traités et conventions **147.**
2753	Traités et conventions **148.**
2754	Circulation routiére **8.**
2755	Défense, ministère **4.**
2756	Elections et référendums **41.**
2757	Déclarations du Gouvernement **17.**
2758	Elections et référendums **41.**
2759	Associations et mouvements **14.**
2760	Urbanisme **8.**
2761	Elections et référendums **40.**
2762	Elections et référendums **39.**
2763	Charbon **3.**
2764	Radiodiffusion et télévision **12.**
2765	Collectivités locales **18.**
2766	Elections et référendums **41.**
2767	Sociétés civiles et commerciales **11.**
2768	Traités et conventions **156.**
2769	Traités et conventions **157.**
2770	Traités et conventions **160.**
2771	Traités et conventions **161.**
2772	Agriculture **14.**
2773	Entreprises publiques **8.**
2774	Charbon **4.**
2775	Travail **21.**
2776	Travail **22.**

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
2777	Mutualité sociale agricole **4.**
2778	Editions, imprimerie et presse **12.**
2779	Impôts et taxes **9.**
2780	Handicapés **11.**
2781	Collectivités locales **19.**
2782	Pauvreté **1.**
2783	Travailleurs indépendants **1.**
2784	Agriculture **15.**
2785	Agriculture **16.**
2786	Police **7.**
2787	Prix et concurrence **8.**
2788	Education, ministère **1.**
2789	Urbanisme **7.**
2790	Traités et conventions **182.**
2791	Politique économique et sociale **8.**
2792	Propriété artistique et littéraire **2.**
2793	Traités et conventions **160.**
2794	Sécurité sociale **21.**
2795	Urbanisme **8.**
2796	Mariage **2.**
2797	Politique économique et sociale **8.**
2798	Lois de règlement **5.**
2799	Sécurité sociale **21.**
2800	Collectivités locales **20.**
2801	Fonctionnaires et agents publics **25.**
2802	Lois de règlement **5.**
2803	Politique économique et sociale **8.**
2804	Mutuelles, sociétés **1.**
2805	Armes et munitions **2.**
2806	Elections et référendums**50.**
2807	Mer et littoral **11.**
2808	Elections et référendums **50.**
2809	Urbanisme **8.**
2810	Urbanisme **7.**
2811	Elections et référendums **41.**
2812	Procédure pénale **9.**
2813	Mutuelles : sociétés **1.**
2814	Associations et mouvements **14.**
2815	Elections et référendums **45.**
2816	Elections et référendums **44.**
2817	Recherche scientifique et technique **3.**
2818	Traités et conventions **157.**
2819	Elections et référendums **45.**
2820	Elections et référendums **44.**
2821	Circulation routière **8.**
2822	Armes et munitions **2.**
2823	Parlement **21.**
2824	Armes et munitions **2.**
2825	Elections et référendums **45.**
2826	Elections et référendums **44.**
2827	Propriété artistique et littéraire **2.**
2828	Bois et forêts **2.**
2829	Sociétés civiles et commerciales **10.**
2830	Justice **22.**
2831	Procédure civile et commerciale **1.**
2832	Economie sociale **2.**
2833	Associations et mouvements **14.**
2834	Sécurité sociale **21.**
2835	Sociétés civiles et commerciales **11.**
2836	Bâtiments et travaux publics **2.**
2837	Elections et référendums **40.**
2838	Elections et référendums **39.**
2839	Elections et référendums **40.**
2840	Elections et référendums **39.**
2841	Elections et référendums **41.**
2842	Procédure civile et commerciale **1.**
2843	Economie sociale **2.**
2844	Bâtiments et travaux publics **2.**
2845	Fonctionnaires et agents publics **25.**
2846	Elections et référendums **45.**
2847	Elections et référendums **44.**
2848	Elections et référendums **45.**
2849	Elections et référendums **44.**
2850	Sociétés civiles et commerciales **10.**
2851	Mutuelles : sociétés **1.**
2852	Sociétés civiles et commerciales **11.**
2853	Justice **22.**
2854	Traités et conventions **163.**
2855	Police **8.**
2856	Traités et conventions **164.**
2857	Economie sociale **2.**
2858	Bâtiment et travaux publics **2.**
2859	Collectivités locales **19 et 20.**
2860	Mutuelles : sociétés **1.**

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
2861	Valeurs mobilières **3.**
2862	Armes et munitions **2.**
2863	Collectivités locales **21.**
2864	Lois de règlement **5.**
2865	Mutuelles : sociétés **1.**
2866	Politique économique et sociale **6.**
2867	Lois de règlement **5.**
2868	Politique économique et sociale **8.**
2869	Etrangers **12.**
2870	Armes et munitions **2.**
2871	Collectivités locales **21.**
2872	Audiovisuel **9.**
2873	Parlement **22.**
2874	Parlement **23.**
2875	Parlement **24.**
2876	Sécurité sociale **21.**
2877	Sécurité sociale **21.**
2878	Urbanisme **6.**
2879	Bâtiments et travaux publics **2.**
2880	Economie sociale **2.**
2881	Mutuelles : sociétés **1.**
2882	Urbanisme **6.**
2883	Bâtiments et travaux publics **2.**
2884	Economie sociale **2.**
2885	Mutuelles : sociétés **1.**
2886	Prix et concurrence **7.**
2887	Urbanisme **10.**
2888	Libertés publiques **7.**
2889	Impôts sur le revenu **16.**
2890	Travail **23.**
2891	Travail **24.**
2892	Libertés publiques **6.**
2893	Enfants **13.**
2894	Boissons et alcools **12.**
2895	Cérémonies publiques et fêtes légales **4.**
2896	Commerce et artisanat **12.**
2897	Bois et forêts **3.**
2898	Divorce **6.**
2899	Sports **3.**
2900	Avortement **6.**
2901	Prestations familiales **5.**
2902	Travail **25.**
2903	Elections et référendums **51.**
2904	Ascenseurs et tapis roulants **2.**
2905	Parlement **25.**
2906	Parlement **28.**
2907	Vétérinaires **2.**
2908	Enseignement **12.**
2909	Police **6.**
2910	Parlement **27.**
2911	Elections et référendums **52.**
2912	Emploi et activité **8.**
2913	Emploi et activité **6.**
2914	Traités et conventions **165.**
2915	Territoires d'outre-mer **8.**
2916	Elections et référendums **53.**
2917	Police **8.**
2918	Collectivités locales **21.**
2919	Police **6.**
2920	Rapatriés **7.**
2921	Nouvelle-Calédonie **11.**
2922	Emploi et activité **6.**
2923	Emploi et activité **6.**
2924	Emploi et activité **8.**
2925	Impôt sur le revenu **17.**
2926	Enseignement **13.**
2927	Associations et mouvements **15.**
2928	Mines et carrières **6.**
2929	Police **6.**
2930	Parlement **25** et **26.**
2931	Nouvelle-Calédonie **11.**
2932	Nouvelle-Calédonie **11.**
2933	Police **6.**
2934	Police **6.**
2935	Emploi et activité **6.**
2936	Emploi et activité **6.**
2937	Nouvelle-Calédonie **11.**
2938	Nouvelle-Calédonie **11.**
2939	Nouvelle-Calédonie **11.**
2940	Nouvelle-Calédonie **11.**
2941	Nouvelle-Calédonie **11.**
2942	Nouvelle-Calédonie **11.**
2943	Nouvelle-Calédonie **11.**
2944	Nouvelle-Calédonie **11.**

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
2945	Nouvelle-Calédonie **11.**
2946	Fonctionnaires et agents publics **28.**
2947	Mer et littoral **13.**
2948	Traités et conventions **166.**
2949	Traités et conventions **167.**
2950	Automobiles et cycles **5.**
2951	Lois de finances **11.**
2952	Services secrets **1.**
2953	Services secrets **2.**
2954	Enseignement **12.**
2955	Emploi et activité **7.**
2956	Collectivités locales **22.**
2957	Entreprises **23.**
2958	Prix et concurrence **6.**
2959	Rapatriés **7.**
2960	Copropriété **1.**
2961	Mariage **2.**
2962	Emploi et activité **7.**
2963	Audiovisuel **10.**
2964	Procédure pénale **11.**
2965	Enseignement **12.**
2966	Traités et conventions **165.**
2967	Procédure civile et commerciale **1.**
2968	Valeurs mobilières **3.**
2969	Procédure civile et commerciale **1.**
2970	Bois et forêts **2.**
2971	Electricité et gaz **3.**
2972	Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux **6.**
2973	Droits de l'homme **3.**
2974	Parlement **26.**
2975	Emploi et activité **8.**
2976	Sécurité sociale **22.**
2977	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre **8.**
2978	Ordre public **9.**
2979	Emploi et activité **9.**
2980	Fonctionnaires et agents publics **24.**
2981	Traités et conventions **165.**
2982	Parlement **29.**
2983	Conseil constitutionnel **2.**
2984	Police **7.**
2985	Energie **6.**
2986	Collectivités locales **22.**
2987	Lois de finances **11.**
2988	Lois de finances **11.**
2989	Lois de finances **11.**
2990	Lois de finances **11.**
2991	Lois de finances **11.**
2992	Lois de finances **11.**
2993	Procédure pénale **11.**
2994	Audiovisuel **10.**
2995	Conseil économique et social **9.**
2996	Traités et conventions **168.**
2997	Fonctionnaires et agents publics **25.**
2998	Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires **15.**
2999	Assurance vieillesse : généralités **14.**
3000	Impôts locaux **12.**
3001	Anciens combattants et victimes de guerre **14.**
3002	Entreprises publiques **7.**
3003	Elections et référendums **54.**
3004	Peines **14.**
3005	Enseignement **14.**
3006	Logement **17.**
3007	Recherche scientifique et technique **3.**
3008	Agriculture **17.**
3009	Procédure pénale **9.**
3010	Communautés européennes **9.**
3011	Collectivités locales **20.**
3012	Urbanisme **11.**
3013	Formation professionnelle et promotion sociale **3.**
3014	Fonctionnaires et agents publics **25.**
3015	Travail **28.**
3016	Traités et conventions **169.**
3017	Mariage **2.**
3018	Services secrets **1** et **2.**
3019	Automobiles et cycles **5.**
3020	Fonctionnaires et agents publics **28.**
3021	Régions **5.**
3022	Fonctionnaires et agents publics **25.**
3023	Collectivités locales **23.**
3024	Traités et conventions **170.**
3025	Collectivités locales **24.**
3026	Bois et forêts **2.**

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
3027	Traités et conventions **157.**
3028	Traités et conventions **171.**
3029	Edition, imprimerie et presse **13.**
3030	Copropriété **1.**
3031	Crimes, délits et contraventions **3.**
3032	Education : ministère **1.**
3033	Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires **15.**
3034	Enseignement **14.**
3035	Elections et référendums **55.**
3036	Elections et référendums **56.**
3037	Baux **17.**
3038	Mutualité sociale agricole **5.**
3039	Bâtiment et travaux publics **4.**
3040	Bois et forêts **2.**
3041	Procédure pénale **9.**
3042	Entreprises **23.**
3043	Traités et conventions **172.**
3044	Traités et conventions **173.**
3045	Traités et conventions **174.**
3046	Traités et conventions **175.**
3047	Traités et conventions **176.**
3048	Collectivités locales **25.**
3049	Enseignement **12.**
3050	Rapatriés **7.**
3051	Entreprises publiques **8.**
3052	Collectivités locales **20.**
3053	Prix et concurrence **6.**
3054	Procédure pénale **11.**
3055	Fonctionnaires et agents publics **25.**
3056	Bâtiment et travaux publics **4.**
3057	Fonctionnaires et agents publics **24.**
3058	Travail **26.**
3059	Justice **23.**
3060	Conseil d'Etat **2.**
3061	Grâce et amnistie **4.**
3062	Fonctionnaires et agents publics **25.**
3063	Collectivités locales **23.**
3064	Collectivités locales **25.**
3065	Jeux et paris **5.**
3066	Pensions de réversion **10.**
3067	Peines **15.**
3068	Etrangers **13.**
3069	Logement social **3.**
3070	Elections et référendums **57.**
3071	Déportés, internés et résistants **12.**
3072	Boissons et alcools **13.**
3073	Logement **18.**
3074	Electricité et gaz **4.**
3075	Audiovisuel **10.**
3076	Audiovisuel **10.**
3077	Audiovisuel **10.**
3078	Polynésie française **5.**
3079	Emploi et activité **7.**
3080	Elections et référendums **56.**
3081	Déclarations du gouvernement **16.**
3082	Traités et conventions **173.**
3083	Traités et conventions **174.**
3084	Mer et littoral **13.**
3085	Recherche scientifique et technique **3.**
3086	Prix et concurrence **6.**
3087	Traités et conventions **170.**
3088	Traités et conventions **174.**
3089	Traités et conventions **173.**
3090	Traités et conventions **175.**
3091	Traités et conventions **157.**
3092	Collectivités locales **24.**
3093	Elections et référendums **56.**
3094	Elections et référendums **55.**
3095	Logement **17.**
3096	Travail **27.**
3097	Sécurité sociale **23.**
3098	Santé publique **4.**
3099	Nouvelle-Calédonie **12.**
3100	Traités et conventions **177.**
3101	Copropriété **1.**
3102	Baux **17.**
3103	Rapatriés **7.**
3104	Santé publique **5.**
3105	Formation professionnelle et promotion sociale **3.**
3106	Agriculture **17.**
3107	Justice **24.**
3108	Valeurs mobilières **3.**
3109	Déclarations du Gouvernement **19.**
3110	Prix et concurrence **6.**
3111	Recherche scientifique et technique **3.**
3112	Emploi et activité **7.**
3113	Mariage **2.**
3114	Mariage **2.**
3115	Procédure pénale **11.**
3116	Santé publique **4.**
3117	Traités et conventions **178.**
3118	Travail **27.**
3119	Grâce et amnistie **4.**
3120	Travail **26.**
3121	Elections et référendums **59.**
3122	Associations et mouvements **16.**
3123	Collectivités locales **26.**
3124	Collectivités locales **25.**
3125	Conseil d'Etat **2.**
3126	Justice **23.**
3127	Traités et conventions **169.**
3128	Traités et conventions **166.**
3129	Traités et conventions **164.**
3130	Traités et conventions **155.**
3131	Traités et conventions **167.**
3132	Traités et conventions **177.**
3133	Traités et conventions **176.**
3134	Traités et conventions **162.**
3135	Traités et conventions **154.**
3136	Traités et conventions **168.**
3137	Mutualité sociale agricole **5.**
3138	Urbanisme **11.**
3139	Vétérinaires **2.**
3140	Sécurité sociale **23.**
3141	Audiovisuel **10.**
3142	Audiovisuel **10.**
3143	Lois de finances rectificatives **9.**
3144	Collectivités locales **25.**
3145	Audioviuel **11.**
3146	Collectivités locales **25.**
3147	Enseignement **12.**
3148	Déclarations du Gouvernement **20.**
3149	Emploi et activité **7.**
3150	Enseignement **12.**
3151	Valeurs mobilières **3.**
3152	Lois de réglement **6.**
3153	Traités et conventions **176.**
3154	Polynésie française **5.**
3155	Traités et conventions **171.**
3156	Traités et conventions **172.**
3157	Santé publique **5.**
3158	Sécurité sociale **23.**
3159	Fonctionnaires et agents publics **24.**
3160	Elections et référendums **60.**
3161	Elections et référendums **61.**
3162	Lois de finances rectificatives **9.**
3163	Parlement **30.**
3164	Valeurs mobilières **3.**
3165	Urbanisme **11.**
3166	Déclarations du Gouvernement **21.**
3167	Lois de finances **11.**
3168	Lois de finances rectificatives **9.**
3169	Collectivités locales **25.**
3170	Collectivités locales **25.**
3171	Lois de règlement **6.**
3172	Mariage **2.**
3173	Fonctionnaires et agents publics **24.**
3174	Baux **17.**
3175	Traités et conventions **157.**
3176	Procédure pénale **9.**
3177	Urbanisme **11.**
3178	Procédure pénale **9.**
3179	Baux **17.**
3180	Mariage **2.**
3181	Baux **17.**
3182	Lois de finances **11.**
3183	Urbanisme **11.**
3184	Traités et conventions **157.**
3185	Valeurs mobilières **3.**
3186	Valeurs mobilières **3.**
3187	Lois de finances **11.**
3188	Education : ministère **1.**
3189	Collectivités locales **22.**
3190	Enseignement **12.**
3191	Santé publique **4.**
3192	Pollution et nuisances **5.**

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
3193	Logement **17.**
3194	Copropriété **1.**
3195	Prix et concurrence **6.**
3196	Enseignement **12.**
3197	Recherche scientifique et technique **3.**
3198	Recherche scientifique et technique **3.**
3199	Prix et concurrence **6.**
3200	Travail **26.**
3201	Santé publique **4.**
3202	Santé publique **5.**
3203	Formation professionnelle et promotion sociale **3.**
3204	Travail **26.**
3205	Emploi et activité **7.**
3206	Santé publique **5.**
3207	Mer et littoral **13.**
3208	Formation professionnelle et promotion sociale **3.**
3209	Traités et conventions **157.**
3210	Emploi et activité **7.**
3211	Formation professionnelle et promotion sociale **3.**
3212	Travail **26.**
3213	Santé publique **5.**
3214	Santé publique **4.**
3215	Agriculture **17.**
3216	Education : ministère **1.**
3217	Agriculture **17.**
3218	Elections et référendums **56.**
3219	Elections et référendums **55.**
3220	Audiovisuel **12.**
3221	Collectivités locales **22.**
3222	Logement **17.**
3223	Conseil économique et social **10.**
3224	Audiovisuel **12.**
3225	Lois de règlement **7.**
3226	Mer et littoral **13.**
3227	Allocutions **10.**
3228	Copropriété **1.**
3229	Lois de règlement **6.**
3230	Lois de finances rectificatives **9.**
3231	Collectivités locales **24.**
3232	Collectivités locales **22.**
3233	Elections et référendums **56.**
3234	Elections et référendums **55.**
3235	Traités et conventions **157.**
3236	Traités et conventions **157.**
3237	Traités et conventions **163.**
3238	Formation professionnelle et promotion sociale **3.**
3239	Lois de finances **11.**
3240	Charbon **5.**
3241	Politique industrielle **1.**
3242	Lois de finances rectificatives **9.**
3243	Lois de règlement **6.**
3244	Edition, imprimerie et presse **14.**
3245	Lois de finances **11.**
3246	Lois de finances rectificatives **9.**
3247	Lois de règlement **6.**
3248	Politique extérieure **12.**
3249	Politique extérieure **13.**
3250	Procédure pénale **12.**
3251	Travail **29.**
3252	Elections et référendums **62.**
3253	Rapatriés **8.**
3254	Cour des comptes **1.**
3255	Audiovisuel **13.**
3256	Pétrole et produits raffinés **7.**
3257	Professions et activités médicales **9.**
3258	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **4.**
3259	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **5.**
3260	Professions et activités médicales **10.**
3261	Droits de l'homme **4.**
3262	Bois et forêts **4.**
3263	Baux **18.**
3264	Régions **6.**
3265	Aide sociale **1.**
3266	Assurance-vieillesse : régimes autonomes et spéciaux **7.**

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
3267	Coopération et développement **1.**
3268	Prix et concurrence **8.**
3269	Défense nationale **6.**
3270	Impôts locaux **13.**
3271	Collectivités locales **24.**
3272	Elections et référendums **63.**
3273	Collectivités locales **23.**
3274	Formation professionnelle et promotion sociale **3.**
3275	Justice **23.**
3276	Urbanisme **11.**
3277	Baux **17.**
3278	Urbanisme **11.**
3279	Collectivités locales **24.**
3280	Collectivités locales **23.**
3281	Justice **23.**
3282	Santé publique **5.**
3283	Santé publique **4.**
3284	Mutualité sociale agricole **5.**
3285	Travail **26.**
3286	Fonctionnaires et agents publics **24.**
3287	Santé publique **5.**
3288	Santé publique **4.**
3289	Travail **26.**
3290	Fonctionnaires et agents publics **24.**
3291	Lois de finances rectificatives **9.**
3292	Lois de règlement **6.**
3293	Lois de finances rectificatives **9.**
3294	Lois de règlement **6.**
3295	Baux **17.**
3296	Collectivités locales **23.**
3297	Elections et référendums **56.**
3298	Elections et référendums **55.**
3299	Elections et référendums **56.**
3300	Elections et référendums **55.**
3301	Collectivités locales **22.**
3302	Collectivités locales **22.**
3303	Sécurité sociale **23.**
3304	Sécurité sociale **23.**
3305	Mutualité sociale agricole **5.**
3306	Grâce et amnistie **4.**
3307	Mutualité sociale agricole **5.**
3308	Sécurité sociale **23.**
3309	Grâce et amnistie **4.**
3310	Grâce et amnistie **4.**
3311	Politique industrielle **2.**
3312	Audiovisuel **12.**
3313	Audiovisuel **12.**
3314	Collectivités locales **23.**
3315	Grâce et amnistie **4.**
3316	Collectivités locales **23.**
3317	Grâce et amnistie **4.**
3318	Sécurité sociale **23.**
3319	Mutualité sociale agricole **5.**
3320	Collectivités locales **24.**
3321	Mutualité sociale agricole **5.**
3322	Sécurité sociale **23.**
3323	Collectivités locales **24.**
3324	Pauvreté **2.**
3325	Elections et référendums **64.**
3326	Ordre public **10.**
3327	Crimes, délits et contraventions **4.**
3328	Prix et concurrence **9.**
3329	Elections et référendums **65.**
3330	Commerce et artisanat **13.**
3331	Travail **30.**
3332	Transports urbains **4.**
3333	Consommation **3.**
3334	Audiovisuel **14.**
3335	Politique économique et sociale **8.**
3336	Travail **27.**
3337	Travail **27.**
3338	Travail **27.**
3339	Pollution et nuisances **6.**
3340	Impôts locaux **14.**
3341	Cour des comptes **2.**
3342	Travail **27.**
3343	Travail **27.**
3344	Pauvreté **3.**
3345	Elections et referendums **66.**